Les regards experts sur l'Est en Allemagne et en Pologne : émergence, cristallisation et révision (1918-1972)

Estelle Bunout

▶ **To cite this version:**

Estelle Bunout. Les regards experts sur l'Est en Allemagne et en Pologne : émergence, cristallisation et révision (1918-1972). Histoire. Université de Lorraine, 2017. Français. NNT : 2017LORR0392 . tel-02058744v2

HAL Id: tel-02058744
https://hal.science/tel-02058744v2

Submitted on 18 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thèse en vue de l'obtention du doctorat en histoire contemporaine

de l'Université de Lorraine

Les regards experts sur l'Est en Allemagne et en Pologne : émergence, cristallisation et révision (1918-1972)

Présentée le 14 décembre 2017 à Nancy

Par Estelle Bunout

Jury :

Korine AMACHER, Professeur, Université de Genève

Paul GRADVOHL, Maître de conférences HDR, Université de Lorraine (directeur)

Sylvie GRIMM-HAMEN, Professeur, Université de Lorraine

Christian INGRAO, Directeur de recherche, CNRS-Institut d'histoire du temps présent

Philipp THER, Professeur, Université de Vienne (rapporteur)

Mariusz WOŁOS, Professeur, Université pédagogique de Cracovie (rapporteur)

SOMMAIRE

NOTE SUR LES TRADUCTIONS DES TERMES EN LANGUES ÉTRANGÈRES ET LES RÉFÉRENCES ETHNO-NATIONALES 2

ABRÉVIATIONS 3

INTRODUCTION GÉNÉRALE 4

PARTIE I UNE EXPERTISE SUR L'EST ANCRÉE DANS LE RÉCIT NATIONAL (1918-1939) 43

CHAPITRE 1 L'EST COMME ESPACE D'ALTÉRITÉ, DE PROJECTION ET DU MYTHE DES ORIGINES DANS LES CULTURES POLITIQUES ALLEMANDES ET POLONAISES JUSQU'EN 1921 45

CHAPITRE 2 OÙ S'ARRÊTE L'ALLEMAGNE ? OÙ EST LA POLOGNE ? LA QUESTION DE L'ANCRAGE D'UN PEUPLE DANS UN TERRITOIRE ET L'ÉMERGENCE D'UNE EXPERTISE ORIENTÉE À L'EST AU TOURNANT DU XX^{E} SIÈCLE 80

CHAPITRE 3 L'EXPERTISE DE L'EST PERDU : RÉFLEXIONS RÉVISIONNISTES ALLEMANDES ET EFFORTS POLONAIS POUR LA STABILISATION À L'EST (1918-1939) 134

CHAPITRE 4 L'EXPERTISE DU NOUVEL EST BOLCHEVISÉ : LA *SOWJETFORSCHUNG* ET LA *SOVIETOLOGIA* (1918-1939) 174

CONCLUSION FONCTIONS DE L'EST ET DE L'EXPERTISE DANS LES SOCIÉTÉS ALLEMANDES ET POLONAISES (1918-1939) ... 201

PARTIE II L'EXPERTISE DE L'EST COMME SCIENCE DE L'ENNEMI FACE AUX RECONFIGURATIONS TERRITORIALES (1939-1956) 209

CHAPITRE 5 DES EXPERTISES ALLEMANDES HÉTÉRODOXES AU SERVICE DE LA PROJECTION À L'EST ENTRE 1939 ET 1945 .. 210

CHAPITRE 6 REDÉFINITIONS POLONAISES : L'EXPERTISE POLONAISE FACE AUX VIOLENCES ALLEMANDES, SOVIÉTIQUES ET AUX CRISPATIONS NATIONALES POLONAISES (1939-1945) 271

CHAPITRE 7 EXPERTISE DE L'EST ET GUERRE FROIDE : LES RÉVISIONS CONCEPTUELLES EN ALLEMAGNE ET POLOGNE SOUS LE REGARD SOVIÉTIQUE (1945-1955) 295

CONCLUSION L'AVÈNEMENT DE LA SCIENCE DE L'ENNEMI ET LE CHANGEMENT DE STATUT DE L'EST ENTRE 1939 ET 1956 327

PARTIE III SE DÉTACHER DE LA SCIENCE DE L'ENNEMI : LA LENTE ÉVOLUTION DE PARADIGME SUR L'EST DE LA NOUVELLE EXPERTISE (1945-1972) 338

CHAPITRE 8 L'EXPERTISE DE L'EST APRÈS 1945 : DES NOUVELLES BASES POUR DES NOUVEAUX RÉGIMES ? (1945-1955) 339

CHAPITRE 9 VERS UN SOLDE DES COMPTES HISTORIQUES ? (1956-1967) 377

CHAPITRE 10 EMBOÎTEMENT ET COMPARTIMENTATION DES DIALOGUES NATIONAUX, INTRA-BLOCS ET INTER-BLOCS SUR LA SÉCURITÉ COLLECTIVE (1956-1972) 440

CONCLUSION GÉNÉRALE 486

SOURCES PRIMAIRES 508

BIBLIOGRAPHIE 526

ANNEXES ..... - 551 -

Annexe 1 : Espace-temps de l'expertise de l'Est : synthèse visuelle des évolutions territoriales de l'Allemagne, de la Pologne et de leur voisinage oriental ..... - 554 -

Annexe 2 : Parcours biographiques des experts : visualisation et dynamiques collectives ..... - 563 -

Annexe 3 : Profils des experts : fiches synthétiques individuelles 589

Annexe 4 : Les cinq paradigmes de l'expertise (tableaux récapitulatifs) ..... - 704 -

Annexe 5 : Sélection de contributions peu accessibles des experts de l'Est (1917-1956) ..... - 706 -

Annexe 6 : Trois études complémentaires sur les agents auxiliaires de l'expertise : les géo-politologues (1890-1939), les diplomates (1918-1939) et les associations d'amitié bilatérale (1945-1956) ..... - 765 -

Annexe 7 : Évolution de la structure institutionnelle du PISM (1951-1972) ..... - 826 -

Annexe 8 : Chronologie et listes de participation au groupe d'étude de l'Est de la DGAP ..... - 839 -

Annexe 9 : Sélection d'articles parus dans *Europa Archiv* (1947-1972) sur l'Europe de l'Est ..... - 849 -

INDEX ..... - 855 -

FIGURES ..... - 861 -

TABLE DES MATIÈRES ..... - 864 -

REMERCIEMENTS

En premier lieu, je remercie Paul Gradvohl, mon directeur de thèse, pour sa disponibilité tant à Nancy qu'à Varsovie alors qu'il était directeur du Centre de civilisation française et d'études francophones de l'Université de Varsovie (*Ośrodek Kultury Francuskiej i Studiów Frankofońskich*), pour la régularité de nos échanges fructueux, à toutes les étapes de ce travail.

J'aimerais exprimer ma reconnaissance aux témoins que j'ai pu rencontrer et qui m'ont aidé à éclairer autrement les archives institutionnelles. Merci aux experts de la DGAP : Hans-Adolf Jacobsen (†), Karl Kaiser, Eberhard Schulz ; du PISM : Wiesław Balcerak, Franciszek Gołembski, Adam Rotfeld, Jerzy Sułek, Janusz Symonides, Mieczysław Tomala (†) et aux participants au groupe d'étude sur l'Est de la DGAP ou aux colloques germano-soviétiques : Egon Bahr (†), Dieter Bingen, Alexander Kokeev, Immo Stabreit, pour leur générosité dans le partage de leurs souvenirs, souvent lointains. Je remercie en particulier Hans-Adolf Jacobsen, Karl Kaiser, Eberhard Schulz de m'avoir transmis quelques documents de leurs archives privées.

Merci également aux responsables de l'actuelle DGAP, Gereon Schuch et Paul von Maltzahn, qui m'ont respectivement encouragée et autorisée à travailler sur les archives dans le grenier de la DGAP, ainsi qu'à Daniel Eisermann pour avoir partagé son expérience de travail sur ces archives. Merci encore aux archivistes de toutes les institutions que j'ai pu visiter à Berlin, Bonn, Moscou et Varsovie pour leur disponibilité, leur aide.

Je voudrais encore exprimer ma gratitude aux professeurs Jerzy W. Borejsza et Robert Traba (CBH-PAN) pour m'avoir éclairée sur les pratiques universitaires dans la Pologne populaire. Merci aux professeurs Arnd Bauerkämper (FU, Berlin) et Natalia Rostislaveva (RGGU, Moscou) pour la possibilité de participer à la conférence germano-russe sur les cultures de sécurité à Moscou en 2012. Je remercie Natalia Rostislaveva pour l'invitation à retourner à Moscou, pour un séjour de recherche dans les archives en 2012 et Arnd Bauerkämper pour la possibilité de présenter mes recherches dans son séminaire sur l'histoire comparée en mai 2013.

Une belle introduction à la question du rapport entre État, expertise et minorités en Pologne avant 1939 me fut offerte à Leipzig par la série de conférences organisées par Stefan Stach et Christhardt Henschel en 2011, que je remercie chaleureusement. Je souhaiterais aussi remercier vivement Izabela Mrzygłód et Katarzyna Chimiak pour leur invitation au séminaire informel des doctorants à Varsovie en 2014 et pour leur patience envers mes tâtonnements linguistiques.

À l'École doctorale Stanislas, j'aimerais exprimer ma gratitude pour le contrat doctoral et au

laboratoire du CERCLE pour l'aide financière pour les déplacements qui m'ont permis de consulter des archives dans des localisations dispersées. Ce travail doit beaucoup à l'accueil du laboratoire, Didier Francfort et Antoine Nivière, au séminaire doctoral animé par Paul Gradvohl (2010-2012) et Didier Francfort (2014-2016), qui a offert un cadre pour un échange continu entre les doctorants et chercheurs du CERCLE. Je voudrais remercier pour leur soutien direct par leur relecture et leurs conseils judicieux, Marie Caquel, Julie Demange, Aziza Doudou, Laurent Martino, Jean-Sébastien Noël, ainsi que Catherine Simon (IRTS) pour son aide généreuse. Je suis particulièrement reconnaissante à Didier Francfort pour les échanges stimulants lors des ateliers d'été de l'Institut d'Histoire Culturelle Européenne sur le multiculturalisme à Lunéville en 2014 puis à Varsovie en 2015 en association avec la Fondation Bronisław Geremek.

Merci encore à Marten Düring et Daniele Guido du C2DH, Université de Luxembourg, pour leur écoute généreuse et leurs précieux conseils de méthode.

Enfin, je tiens à remercier tous ceux qui m'ont accompagnée dans cette recherche, Jason Strudler et Aleksey Saveliev pour avoir partagé leur passion pour la culture russe, Dirk-Olivier Laurent pour son accueil à Bonn, Sacha Stojkovic pour accueil à Paris. Merci à elle et à Adèle Besnier pour leur soutien amical à distance et leurs visites sympathiques.

À Ruth Horlacher, Franz Horlacher et Gabi Kalla-Horlacher, merci pour leur affection, leur soutien et leurs encouragements chaleureux. À Félix Bunout, merci pour ta solidarité et à Louise Bunout pour ses remarques pertinentes et écoutées.

Je voudrais adresser toute ma gratitude à Agnieszka Szmidt pour ses lectures exigeantes et nos conversations toujours stimulantes.

NOTE SUR LES TRADUCTIONS DES TERMES EN LANGUES ÉTRANGÈRES ET LES RÉFÉRENCES ETHNO-NATIONALES

Les noms des institutions sont reproduits en version originale et traduite, pour une plus grande lisibilité et traçabilité. Nous utilisons les abréviations de la version originale. Les titres des ouvrages cités dans le corps du texte sont traduits au fil de cette étude, tandis que les ouvrages utilisés comme références scientifiques, sont traduits dans la bibliographie, hormis ceux parus en anglais. Les traductions des titres et des citations sont de l'auteur de cette étude, sauf indication contraire.

Les noms de villes ne sont traduits que pour le cas où une version courante existe en français, comme pour Cracovie. Globalement, c'est le nom que porte alors la ville ou le territoire qui est utilisé, avec la traduction vers le nom actuel de celle-ci ou de celui-ci, si nécessaire. Par exemple, on utilisera Wrocław après 1945 et Breslau avant. Pour la traduction de termes d'analyse épistémologique, nous nous appuyons sur les études en langue française, telles celles de Christian Ingrao, dont nous reprenons la traduction « ethno-national » pour « *völkisch* ».

Enfin, dans cette enquête, il est question de minorités nationales, de groupes ethniques, religieux et nationaux, dont le statut change en même temps que le contexte territorial et politique, par exemple, les Ukrainiens sont à la fois une minorité nationale dans la Pologne d'avant 1939 (ce statut disparaît après 1944), et le peuple de l'Ukraine soviétique. Pour clarifier le propos nous allons nous référer à des études qui discutent des critères (nationaux, religieux ou raciaux) d'appartenance d'individus à ces groupes, et qui, ainsi, visent à les définir. Les termes décrivant ces groupes vont varier souvent dans leur définition, qu'il faudra préciser régulièrement.

Ainsi, la catégorie « juif » recouvre dans notre étude à la fois l'appartenance à une communauté religieuse juive, le statut de la minorité juive en Pologne avant 1939, la définition « raciale » du III^{e} Reich ou d'autres conceptions déterministes. Pour différencier ces usages, nous recourons à l'usage de la majuscule pour le terme « juif » dans le cas où il s'agit de la minorité reconnue juridiquement ou dans le cas où dans une analyse, le terme « juif » décrit une nation ou un groupe « racial », une collectivité considérée comme singulièrement identifiable par un auteur cité. La minuscule s'applique aux usages non déterministes du terme.

ABRÉVIATIONS

AA	Auswärtiges Amt (Ministère des affaires étrangères allemand, puis en 1951 : ouest-allemand)
BDO	Bund des Deutschen Ostens (Alliance de l'Est Allemand)
BND	Bundesnachrichtendienst (services de renseignements ouest-allemand)
BPA	Bundespresseamt (Service de presse du gouvernement fédéral ouest-allemand)
DGAP	Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politique (Association Allemande pour la Politique Étrangère)
DGO	Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde (Association Allemande pour la Connaissance de l'Est)
DIZ	Deutsches Institut für Zeitgeschichte (Institut Allemand d'Histoire contemporaine)
FES	Friedrich Ebert Stiftung
IfZ	Institut für Zeitgeschichte (Institut d'histoire contemporaine, Munich)
IW	Instytut Wschodni (Institut de l'Est, Varsovie)
MSZ	Ministerstwo Spraw Zagranicznych (Ministère des affaires étrangères polonais)
ND	Narodowa Demokracja, Endecja (Démocratie Nationale)
PISM	Polski Instytut Spraw Międzynarodowych (Institut Polonais des Affaires Internationales)
SGSZ	Szkoła Główna Służby Zagranicznej (École Centrale du Service Diplomatique)

INTRODUCTION GÉNÉRALE

> « 'Böse Menschen haben keine Lieder.' – Wie kommt es, dass die Russen Lieder haben?
> ['Les méchants hommes n'ont pas de chansons'. – Comment se fait-il que les Russes aient des chansons ?] »
>
> Friedrich Nietzsche, « Götzen-Dämmerung oder Wie man mit dem Hammer philosophiert », dans : *Werke in drei Bänden*. Munich 1954, T. 2, p. 945.

Les pratiques de l'expertise de l'Est prennent des formes variées au cours du XX^e^ siècle en Allemagne et en Pologne : au service d'une confrontation brutale, physique dans les guerres mondiales et civiles, passant à la confrontation de papier avec le travail de « décryptage », établissant une relation par textes interposés, par écoute radiophonique durant Guerre froide. Les experts se manifestent dans le contexte de formation des États modernes, en Europe après la 1^e^ Guerre mondiale[1] et entretiennent par définition un lien étroit avec le régime politique en place. En ce qui concerne l'Est européen cependant, les relations bilatérales de l'Allemagne et de la Pologne à cet Est et la configuration territoriale sont profondément bouleversées au cours du XX^e^ siècle. L'historiographie des sciences de l'Est allemandes souligne cependant les continuités personnelles, institutionnelles et conceptuelles fortes dans l'expertise de l'Est du « III^e^ Reich » à l'Allemagne de l'Ouest. En Pologne, au contraire, le changement de régime rend impossible toute continuité institutionnelle spécialisée, mais la question de l'évolution de la pensée sur l'Est dans les cercles de l'expertise reste posée.

Nous voulons décentrer le regard que l'historiographie porte sur l'expertise de l'Est et l'ancrage de celle-ci dans les différents régimes politiques auxquels elle s'adresse, pour nous interroger sur les transformations de cette expertise, au-delà de ces changements de régimes et territoriaux. Pour comprendre la temporalité de la transformation de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne entre 1918 et 1972, il nous faut tout d'abord cerner le phénomène de l'expertise, pour ensuite comprendre les caractéristiques de l'expertise de l'Est dans ces pays. Pour cela, nous voulons nous interroger sur les spécificités de l'expertise de l'Est, notamment son double ancrage dans l'imaginaire collectif et dans les pratiques scientifiques contemporaines.

---

[1] KOHLRAUSCH Martin, STEFFEN Katrin et WIEDERKEHR Stefan (dir.), *Expert Cultures in Central Eastern Europe: The Internationalization of Knowledge and the Transformation of Nation States since World War I*, Osnabrück, Fibre Verlag, 2010.

1. L'expertise : la connaissance « technique » au service d'États modernes

La 1e Guerre mondiale fut le catalyseur de nombreuses transformations sociales, politiques, techniques mais aussi sur la coordination de ces champs d'activité, par l'émergence d'un nouveau groupe social : celui des experts. Ce groupe social émerge dans le contexte de la modernisation, qui est dans ce cas synonyme d'un « élargissement des possibilités d'action sur la base de savoirs »[2], dans le contexte de l'enrichissement considérable des connaissances par l'industrialisation et l'essor des universités. L'historienne Margit Szöllösi-Janze prend l'exemple du chimiste Fritz Haber (1868-1934) pour illustrer cette dynamique de demande sociale et étatique d'une base de savoirs pour fonder et coordonner l'action publique, dans les domaines militaires et industriels. Elle décrit ce besoin comme celui d'une « interface communicationnelle qui « traduit » les besoins, les mécanismes de fonctionnement et les buts d'un système dans la langue de l'autre »[3]. Dans ce contexte, le souci commun des acteurs mis en dialogue est, d'emblée, le renforcement de l'État. Ce qui est établi par l'historiographie, notamment autour de 1918[4], et la sociologie pour les « médiateurs » entre les connaissances scientifiques techniques et la politique industrielle, publique et privée, s'applique à d'autres champs politiques, avec une transposition de ce schéma de la nécessité d'organiser scientifiquement la gestion collective.

De manière plus générale, l'expertise est à la fois le produit des connaissances transmises dans une société donnée et une activité hautement intégrée dans les débats sociétaux :

> « By experts we mean professionally qualified individuals who were recognized as such by their peers and/or a wider public (…). For this reason, i.e. the strong interdependance between experts and their environments, we refer to 'expert cultures' (…). The status of the expert is not necessarily fixed; rather it is highly dependent on the currently dominant economic, social and political circumstances. Moreover, it is always a result of cultural ascriptions and communicative negotiations. (…) [I]t also means that that a certain degree we have to accept the ambiguity of the term 'expert'. »[5]

---

[2] SZÖLLÖSI–JANZE Margit, « Der Wissenschaftler als Experte. Kooperationsverhältnisse von Staat, Militär, Wirtschaft und Wissenschaft, 1914-1933 », in: KAUFFMANN Doris, *Geschichte der Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft im Nationalsozialismus. Bestandaufnahme und Perspektive der Forschung*, vol. 1, Göttingen, Wallstein Verlag, 2000, p. 46.

[3] *Idem.*

[4] KOHLRAUSCH, STEFFEN et WIEDERKEHR (dir.), *Expert Cultures in Central Eastern Europe*, *op. cit.*, 2010.

[5] KOHLRAUSCH Martin, STEFFEN Katrin et WIEDERKEHR Stefan, « Introduction », in: *Expert Cultures in Central Eastern Europe: The Internationalization of Knowledge and the Transformation of Nation States since World War I*,

L'expert est un individu qualifié, reconnu par ses pairs et au-delà, par la société à laquelle il s'adresse, par l'ancrage institutionnel et par la place qu'il arrive à se constituer dans le débat public, et pour laquelle il est en concurrence avec d'autres personnes qualifiées. Au-delà des changements de régime, certaines caractéristiques restent stables. Sur le plan de la pratique, l'expertise se caractérise par la production de connaissances à usage politique, c'est-à-dire que les experts se situent en marge du processus politique, sans intervenir directement. Ils ne portent pas la responsabilité politique ou administrative mais tentent de préparer un contexte, souvent à long terme, de connaissance, tant pour les décideurs politiques que pour le grand public, en orientant la politique dans un domaine particulier. C'est, comme le formule l'historien Stephan Stach, une « politique du 2e rang »[6]. Pour cela, ils peuvent mobiliser des ressources particulières : intellectuelles, relationnelles, symboliques, notamment du milieu universitaire. Pour construire leur statut, ils peuvent se reposer sur la validation de leurs qualifications par leur parcours universitaire[7] ou d'autres domaines qui leur confèrent une crédibilité publique. Ils puisent pour leur communication dans ce registre savant qui est donc formaté pour le débat politique. La politisation de l'expertise peut se trouver à différents niveaux : dans le discours, mais aussi dans la méthode, le choix de l'objet et des sources[8]. La pratique scientifique de recherche critique et de réflexion a une répercussion, potentiellement et par diverses « médiations ». L'expert dans cette vision se définit par sa pratique de l'expertise, et peut cumuler plusieurs fonctions sociales, d'universitaire, de fonctionnaire ou même de militaire, ce qui sera étudié ici, sera son activité de mettre des connaissances de spécialiste, au service d'un débat politique. Précisons d'emblée que par définition, les experts n'ont pas une pratique dissidente, telle que définie par les historiens Stephan Stach et Peter Hallama, qui se voudrait être une opinion formée hors de la censure et visant à proposer une culture alternative[9]. Les experts de ces institutions cherchent à préparer des textes utilisant un langage compréhensible mais surtout conforme aux normes sociales et scientifiques du milieu politique dans lequel ils évoluent. Cependant, les changements de régime ou les changements d'orientation politique entre 1918 et 1972 déstabilisent leur cadre de référence et suscite des adaptations, et à l'occasion, des réflexions plus indépendantes, comme par exemple après 1956 en

Osnabrück, Fibre Verlag, 2010, p. 10.

[6] STACH Stephan, *Nationalitätenpolitik aus der zweiten Reihe. Konzepte und Praktiken zur Einbindung nationaler und ethnoreligiöser Minderheiten in Piłsudskis Polen (1926-1939)*, Martin Luther Universität Halle Wittenberg, 2015.

[7] FAHLBUSCH Michael et HAAR Ingo (dir.), *Völkische Wissenschaften und Politikberatung im 20. Jahrhundert: Expertise und « Neuordnung » Europas*, Paderborn, Schöningh, 2010.

[8] DAMAMME Dominique, « Un cas d'expertise, l'étrange défaite de Marc Bloch », *Sociétés contemporaines* (39), 2000, pp. 95-116.

[9] « ... eine Form, seine Meinung unabhängig von der Zensur zu äußern, mit anderen zu kommunizieren und damit zu einer alternativen Kultur in der sozialistischen Gesellschaft beizutragen. », STACH Stephan et HALLAMA Peter, *Gegengeschichte: Zweiter Weltkrieg und Holocaust im ostmitteleuropäischen Dissens*, Leipziger Uni-Vlg, 2015, p. 11.

Pologne ou en Allemagne de l'Est, comme nous aurons l'occasion de l'observer. Il y a une dimension forte de conformisme[10] dans l'expertise, qui est à différencier cependant des tentatives de réformer le discours dominant. L'expertise « réformiste » ne s'inscrit pas dans une logique de renversement du régime, mais cherche à transformer le cadre de référence du régime dans un domaine particulier.

Qu'est-ce qui fonde alors la posture d'expert ? Les experts que nous allons observer (plus rarement les expertes)[11], sont dotés explicitement de l'étiquette d'expert à travers une appartenance institutionnelle. Les experts communiquent des pensées, qu'ils ont développées eux-mêmes ou non, mais en général, le ton de l'expertise se veut pédagogique : c'est une mission de transmission qu'ils exercent. Ils s'efforcent d'être le plus « solide » possible, appuyant le discours par des « preuves ». Ce qui différencie les « intellectuels » des « experts » dans cette étude, c'est la subordination explicite des derniers à un cadre politique identifié. La figure de l'intellectuel est celle d'un individu qui s'engage politiquement mais hors du cadre partisan et hors de la représentation politique, dans la volonté de changer le cadre politique[12]. Tandis que ce qui pourrait caractériser l'expert, c'est le fait de se soumettre au cadre politique, pour le faire évoluer à travers la diffusion de certaines connaissances, dans un certain format. Un travail de vulgarisation à destination du monde politique, en équilibre entre complexité et rigueur intellectuelle, crédibilité et cohérence politique. Cette figure de l'intellectuel est datée : elle apparaît peu avant notre période d'étude, avec l'affaire Dreyfus et la prise de position d'Émile Zola, avec son célèbre « J'accuse », en 1898, à la suite de quoi, ses adversaires voulant le ridiculiser, l'ont affublé du néologisme d'intellectuel. Dans leur ouvrage sur la naissance des intellectuels français[13], Pascal Ory et Jean-François Sirinelli proposent une définition de l'intellectuel comme « homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme politique, producteur ou consommateur d'idéologie »[14]. Ce faisant, ils essaient de le détacher du statut social et cherchent à souligner « la volonté individuelle » et « l'usage collectif » tant de sa réflexion que de son action pour fonder le statut de l'intellectuel. Ils préfèrent concevoir l'intellectuel comme homme

> « qui communique une pensée : influence interpersonnelle, pétitionnement, tribune, essai, traité. Et dans son contenu la manifestation intellectuelle sera conceptuelle, en ce sens qu'elle supposera le maniement de notions abstraites. »[15]

[10] FRANCFORT Didier, « La provocation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 93 (1), 2007, pp. 3-5.
[11] BERGER Heike Anke, *Deutsche Historikerinnen 1920-1970: Geschichte zwischen Wissenschaft und Politik*, Campus Verlag, 2007.
[12] DAMAMME, « Un cas d'expertise, l'étrange défaite de Marc Bloch », *art. cit.*, 2000.
[13] ORY Pascal et SIRINIELLLI Jean-François, *Les intellectuels en France*, Paris, Tempus Perrin, 2004.
[14] *Ibid.*, p. 15.
[15] *Ibid.*, p. 13.

Par contraste, l'expertise est plutôt « la production d'un jugement utile à l'action »[16], et l'expert de l'Est européen fonctionne comme un agent d'articulation entre les conceptions intellectuelles, politiques de l'Est et l'action politique, le débat public. De ce fait, le statut social - l'étiquette d'expert – est plus essentiel que pour l'intellectuel. La fonction sociale de l'expertise est liée tant à la fonction sociale de l'objet de l'expertise qu'à l'évolution générale de l'organisation du débat public dans une société. Cette double dépendance fonde une fragilité fondamentale de l'expert.

L'émergence d'une expertise dans le débat politique dans le contexte de la fondation des États polonais et allemands après la 1e Guerre mondiale se répercute sur le secteur de connaissance de l'Europe de l'Est. Les spécificités des pratiques de l'expertise de l'Est européen nous aident à comprendre la place de cet Est dans les sociétés allemandes et polonaises. En partant de la discussion épistémologique sur les formes de connaissance de l'Est européen, nous voulons esquisser leurs particularités pour déjà souligner le lien entre la méthodologie de ces « sciences » et la fonction sociale de l'Est européen.

2. Les paradigmes originels de l'expertise sur l'Est et leur évolution globale

À partir de 1918, on assiste à l'émergence de la figure de l'expert, dans le contexte de la sortie des empires en Europe centrale et la création d'États polonais et allemands dont les contours se dessinent dans une double dynamique associant d'une part la justification sur le plan international dans l'affirmation territoriale d'États sur des critères ethniques. Les élites de ces sociétés sont mobilisées dans la lutte sur le plan politique pour tracer les nouveaux contours des nouveaux États, mais aussi pour définir les rapports avec le nouveau régime qui émerge à l'Est après la prise de pouvoir bolchevique en octobre 1917. L'expertise répond ainsi à un double besoin politique. Dès 1918 pour les États allemands et polonais, la question de l'Est européen prend une place significative dans le débat public national et international. Le statut de l'expert de l'Est en Pologne et en Allemagne entre 1918 et 1972 est précaire à plus d'un titre, non seulement, sur le plan matériel mais aussi par la versatilité de l'objet d'expertise et surtout du rapport de sa société à l'Est et la part de ces questions dans les relations internationales. La fonction sociale de l'Est que l'expertise contribue à définir, change profondément après 1918 puis après 1945, par la transformation de la situation territoriale et politique

[16] LEVERATTO Jean-Marc, « Expertise », in: *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Presses Universitaires de France - PUF, 13.01.2010, pp. 304-306.

du rapport des sociétés allemandes et polonaises à l'Est européen, sur lesquels nous revenons plus bas.

(1) L'émergence d'une science dédiée pour un objet nouveau ? La pratique de la « soviétologie » après 1917

L'Est européen sur la période étudiée n'est pas seulement un espace de projection nationale, c'est également le lieu de l'émergence d'un nouveau système politique et économique : l'URSS. La révolution bolchevique fonde progressivement un système politique dans un contexte de guerre civile qui bouleverse la situation de la région. Ces bouleversements sont difficiles à cerner, tant en dedans qu'en dehors. C'est en Pologne que cette approche particulière d'un régime inédit se développe[17]. Dans ses textes sur l'URSS de 1936 et 1937, un des premiers soviétologues, Wiktor Sukiennicki (1901-1983), confronte la théorie marxiste à la pratique soviétique, en mettant en exergue le rôle des leaders soviétiques : Lénine puis Staline et leur intelligence, leurs ambitions. Il les place dans une situation de maîtrise des politiques menées. Ainsi pour comprendre la situation en URSS, il faut comprendre les intentions de ses leaders. Ce qui induit une des méthodes saillantes de la soviétologie : le décryptage des sources disponibles, qui repose sur une initiation de l'expert à la culture soviétique.

> « Que cela nous plaise ou non, nous ne pouvons guère étudier l'U.R.S.S., ses satellites et d'une façon générale le communisme mondial que de l'extérieur. Nous analysons le comportement du 'monstre', mais ne pénétrons pas dans ses arcanes secrètes, faute d'archives, faute de mémoires, et surtout parce qu'il n'y a pas d'histoire objective et documentée du monde soviétique par des Soviétiques. »[18]

Jean-Baptiste Duroselle introduit une recension collective de plusieurs ouvrages consacrés à l'URSS par cette réflexion générale sur la construction de connaissance sur cette « énigme », cet objet d'étude inaccessible et mystérieux. Il faut donc percer cette énigme, et ceci grâce aux experts, qui sont souvent d'anciens acteurs de ce système[19]. La soviétologie est décrite comme étant une science sur l'ennemi (*Gegnerforschung* ou *Feindforschung*) : on cherche à mieux connaître l'ennemi pour mieux

[17] KORNAT Marek, *Polska szkoła sowietologiczna, 1930-1939*, Cracovie, Wyd. Arcana, 2003.
[18] DUROSELLE Jean-Baptiste, « L'énigme soviétique », *Revue française de science politique* 3 (3), 1953, pp. 620-628.
[19] Les ouvrages qu'il recence sont ceux d'Isaac Deutscher et de Waldemar Gurian, dont il souligne que la Russie tsariste est la patrie d'origine.

s'en protéger ou mieux le détruire. La soviétologie semble à première vue assez simple à définir : elle est la « science » qui analyse l'URSS. Cependant, il semble que l'analyse n'ait pas été aussi inédite que son objet. On retrouve là, dans les héritages l'idée que la Russie puis l'URSS sont des objets singuliers, pour lesquels il faut développer une science *ad hoc*, pour des connaissances particulières. On a, avec la soviétologie, une pratique de construction de connaissance sur l'autre, qui a la particularité d'être en droite ligne héritée des connaissances et stéréotypes sur la Russie, couplées avec une analyse politique contemporaine, dans un but souvent de prévision, d'anticipation. Les experts mobilisent les connaissances du passé russe pour expliquer le présent soviétique, mais peut-on observer une mise en perspective par ces experts des évolutions politiques à l'Est de l'Europe avec celles qui sont observées en Pologne ou en Allemagne sur la même période ?

Selon Richard Pipes[20], la soviétologie polonaise fait le pont entre les vielles perceptions de la Russie et la nouvelle situation politique, sans trop de difficultés. Une partie des « intellectuels » polonais de l'entre-deux-guerres plongent les racines du bolchévisme dans les traits immanents de la culture russe, conçue comme asiatique ou « touranienne »[21] (non aryenne, issue de l'espace turco-mongol) et par là-même, avec un penchant pour l'apathie, l'attachement à la collectivité, le nomadisme, donc contraire au respect de la propriété privée et la démocratie[22]. Cette distinction radicale, de civilisation ou même de « race » entre les Polonais et les Russes avait bien entendu une fonction politique contemporaine. Les profondes racines de cette pratique experte de la « soviétologie » permettent à certains de considérer qu'elle plonge ses racines avant même la création de l'URSS[23].

C'est cet héritage qui est utilisé également pour discréditer ces pratiques soviétologiques de construction de la connaissance : la création d'une « science » particulière, pour analyser un objet autrement incompréhensible (la Russie). Il s'agit en partie de textes rédigés « à charge » et reposant sur une vision « essentialiste » de la Russie[24]. La soviétologie est donc un ensemble assez protéiforme de textes et d'auteurs, dont les contours sont flous, surtout dans un contexte où la science politique est largement idéologisée et partiellement institutionnalisée, comme c'est le cas dans la Pologne

[20] PIPES Richard, « Polish Sovietology in the Lead-up to the Cold War », *Journal of Cold War Studies* 13 (2), 2011, pp. 175-193.
[21] On retrouve une revendication d'origines touraniennes plutôt en Hongrie. Voir au sujet de la place du touranisme dans l'historiographie hongroise d'avant 1939, les travaux de Balázs Ablonczy, à paraître en hongrois et en français.
[22] SZLACHTA Bogdan, *Antykomunizm polski: tradycje intelektualne. Wybór tekstów źródłowych*, Cracovie, Ośrodek Myśli Politycznej, 2000.
[23] « Some Poles anticipated the advent of a Communist regime in Russia more than half a century before the November Revolution and in some instances foresaw with remarkable accuracy the actual course of events there. » PIPES, « Polish Sovietology in the Lead-up to the Cold War », *art. cit.*, 2011, p. 176.
[24] WALICKI Andrzej, « Polska debata nad totalitaryzmem. Interpretacje i diagnozy », *Przegląd Polityczny* (76), 2006, pp. 128-131, p. 130.

d'avant 1939[25]. Cette perméabilité se maintient après la guerre, lorsque l'intérêt pour l'URSS s'étend à d'autres pays, et se traduit toujours par une variété de formats d'expression de ces connaissances. Jean-Baptiste Duroselle propose, toujours dans son article de 1953, une typologie des ouvrages parus sur l'URSS :

> « des études philosophico-sociologiques, qui se consacrent à la théorie marxiste-léniniste-staliniste et à ses méthodes d'action ; des ouvrages historiques, sur les origines du Bolchevisme, sur ses leaders, sur l'affermissement du régime, sur sa politique, à l'issue du deuxième conflit mondial ; des reportages enfin ».

On retrouve la dimension interdisciplinaire, institutionnalisée, pour saisir cet objet singulier, incomparable. Mais est-ce qu'on assiste à un dialogue réel des différentes disciplines dans l'analyse des experts ? La volonté d'établir un système théorique pour comprendre le phénomène soviétique et d'autres des éléments qui avaient émergé dans les pratiques polonaises des années 1920-1930 se retrouvent dans les pratiques soviétologiques états-uniennes des années 1950, dont Alexandre Dallin tire une analyse critique[26]. Il critique le manque de scientificité de la soviétologie, notamment du fait de préjugés des experts[27]. Pour lui, si on ne peut exclure des erreurs matérielles sur des sources statistiques ou même une date de naissance, inévitable dans le contexte soviétique, il est d'autres erreurs qui le seraient, si les experts menaient une réflexion sur leur pratique et prenaient conscience de leurs biais et préjugés sur leur objet d'étude[28]. C'est-à-dire que les experts prennent à la fois trop de distance avec leur objet d'étude et pas assez avec leurs sources, ce qui les empêche de penser dans d'autres catégories que celles définies par leur objet d'étude. Les soviétologues citent frénétiquement Karl Marx ou Lénine. Cette pratique de recourir à des citations pour appuyer son analyse se traduit par l'utilisation des citations les plus extrêmes ou les prises de position les plus marquantes, qui sont censés être plus 'vraies' et pousse à considérer les positions moins extrêmes comme tactiques et manipulatrices, moins 'vraies'[29]. En conséquence, la soviétologie se caractérise encore par la tendance

[25] *Ibid.*, p. 131.
[26] DALLIN Alexander, « Bias and Blunders in American Studies on the USSR », *Slavic Review* 32 (3), 1973, pp. 560-576.
[27] *Ibid.*
[28] *Ibid.* « No doubts that we have all at some point been duped by more subtle distortions of which we had not yet become aware.
Less obvious perhaps is our unwitting reception of Soviet stereotypes and jargon. I am persuaded that some of our past willingness to believe in the totality of the Soviet leader's power, his purposefulness and omniscience, and in the Orwellian images of irreversible socialization and compliance, reflects the effect on us of Soviet ritual reiterations of « monolithic unanimity » and insistence on the « scientific » nature of Soviet analysis and policy-making. »
[29] *Ibid.*

à ne pas vouloir paraître mou ou naïf face à ces 'manipulations'. Cette inquiétude reflète, pour Alexander Dallin, la place que les experts pensent avoir dans l'opinion politique et publique, qu'ils doivent donc protéger des illusions soviétiques. C'est dans cette optique que la soviétologie a fait émerger un modèle théorique pour cerner le phénomène bolchevique, et qui semble être l'élément discriminant de cette pratique d'expertise : la théorie du totalitarisme[30]. Pour une définition classique du totalitarisme, on peut se référer à Anne Applebaum :

> « Strictly defined, a totalitarian regime is one which bans all institutions apart from those it has officially approved. A totalitarian regime thus has one political party, one educational system, one artistic creed, one centrally planned economy, one unified media and one moral code. » [31]

Anne Applebaum cite un peu plus loin une référence durable en matière soviétologique : Zbigniew Brzezinski[32]. Ce dernier définit le totalitarisme par 5 éléments : une idéologie dominante, un parti unique, une police secrète prête à faire usage de la violence, le monopole sur l'information et une économie de planification centralisée. Un des problèmes décisifs du travail sur l'URSS était l'accès aux informations, et donc, une force du soviétologue est d'une part d'avoir accès aux sources et d'autres part de les « comprendre ». Ainsi, en parlant des difficultés de l'historiographie sur l'URSS, Nicolas Werth caractérise la base documentaire de la soviétologie par « le manque de crédibilité d'une information 'officielle', qu'il fallait d'abord apprendre à lire 'entre les lignes' et dont il fallait déchiffrer la 'langue de bois' », et définit ensuite ce domaine comme

> « mélange souvent hybride de politologie prospective, de sociologie historique et d'histoire des idées, moins soucieux d'analyser une réalité politique, sociale ou économique que d'établir des catégories aptes à rendre compte de la nature même d'un pays foncièrement différent, de trouver une série de 'principes opérationnels', de cerner un système dans sa globalité, de l'identifier dans son essence. »[33]

---

[30] Marek Kornat l'utilise pour définir l'apport conceptuel de la soviétologie polonaise. KORNAT, *Polska szkoła sowietologiczna, 1930-1939*, *op. cit.*, 2003 ; KORNAT Marek, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja: początki sowietologii i studiów nad systemami totalitarnymi w Polsce (1918-1939)*, vol. I, Księg. Akademicka, 2004., Nicolas Werth, « De la soviétologie en général et des archives russes en particulier », *Le Débat*, 1993/5 (n° 77), pp. 113-128.

[31] APPLEBAUM Anne, *Iron Curtain: The Crushing of Eastern Europe, 1944-1956*, Londres, Penguin Books, 2013.

[32] FRIEDRICH Carl Joachim et BRZEZINSKI Zbigniew K., *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Harvard University Press, 2013.

[33] Nicolas Werth, « De la soviétologie en général et des archives russes en particulier », *Le Débat*, 1993, 5 (77), pp. 113-128, ici pp. 113-114.

Surtout dans les premières années après 1945, avant la vague « révisionniste » des soviétologues des années 1970. Voici selon N. Werth, les traits du régime totalitaire, selon cette approche :

> « monolithique, incapable d'évoluer de façon significative, fondé sur une légitimité de type idéologique, sorte de logocratie ; un État tout-puissant, qui exerce un contrôle absolu sur une société atomisée, en miettes, devenue docile à la suite d'un endoctrinement massif, qui abolit le droit, fait régner la terreur et le mensonge, tâche de créer un 'homme nouveau' et d'étendre son emprise sur l'ensemble du monde. »[34]

En somme, ce que nous allons retenir pour caractériser la soviétologie, qui se veut être une science dédiée à déchiffrer et prévoir la politique soviétique, c'est une proximité hypercritique avec les sources officielles accessibles. La pratique de la soviétologie est donc marquée par une bonne connaissance factuelle du discours soviétique, moins de la « réalité ». C'est-à-dire que l'idée du mensonge et de la manipulation est au fondement de cette pratique d'analyse des sources soviétiques, ancrée dans une représentation « totalitaire » du fonctionnement de la société soviétique. Paradoxalement, la critique de ce mensonge et de cette manipulation, but premier donc de cette pratique experte, ne passe pas par une déconstruction de cette manipulation, mais par la simple énonciation et dénonciation de celle-ci. Elle prend souvent la forme d'une confrontation de ce discours avec les normes soviétiques, pour en vérifier la cohérence. Le prisme du totalitarisme a été appliqué aux pratiques fascistes et staliniennes dans l'historiographie, très rapidement par Hannah Arendt et, durablement[35], dans le contexte de la discussion récurrente sur la comparabilité des régimes stalinien et hitlérien[36]. Cette comparaison déjà développée par les experts de l'entre-deux-guerres, comme Klaus Mehnert, rédacteur de la revue *Osteuropa*, qui témoigne de son travail en tant que correspondant en URSS au début des années 1930, et de sa fascination pour le dynamisme soviétique, qu'il ne pouvait pas mettre en parallèle avec les pratiques politiques nazies de la même période[37].

On retrouve les pratiques de la soviétologie, avant la guerre et de façon marginale dans la revue *Osteuropa*, puis après 1945 en Allemagne de l'Ouest, de manière plus systématique dans des institutions dédiées, comme l'Institut pour les recherches Marxistes et Léninistes (IMLF, qui devient le BIOst). En Allemagne de l'Est ou en Pologne, la situation après 1945 ne permet pas la poursuite de

---

[34] *Ibid.*

[35] GEYER Michael et FITZPATRICK Sheila, *Beyond Totalitarianism: Stalinism and Nazism Compared*, Cambridge University Press, 2009.

[36] La comparaison a pris la forme d'une causalité : le bolchevisme devient l'origine du fascisme allemand avec le travail d'Ernst Nolte, voir la recension de MOMMSEN Hans, « Das Ressentiment als Wissenschaft. Anmerkungen zu Ernst Noltes "Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945. Nationalsozialismus und Bolschewismus" », *Geschichte und Gesellschaft* 14 (4), 1988, pp. 495-512.

[37] MEHNERT Klaus, *Ein Deutscher in der Welt. Erinnerungen 1906 - 1981*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1991.

cette pratique d'expertise. L'Institut de recherche sur l'Europe de l'Est de Vilnius (*Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej*) fut d'ailleurs fermé par les Soviétiques dès 1939. La soviétologie connaît un développement global au cours du XX^{e} siècle. Elle s'inscrit nettement dans l'intention de comprendre, déchiffrer un ennemi mystérieux. Cependant, on observe une évolution significative dans ce domaine, dans sa forme et ses concepts de base. Cette évolution est caractérisée par la consolidation de la théorie du totalitarisme suivie d'une critique de cette théorie fondatrice qui mène à un changement profond du regard extérieur sur l'URSS. En d'autres termes, cette science de l'ennemi connaît une certaine continuité de la conception de l'URSS comme ennemi, mais la nature de cet ennemi change, ce qui pose la question de la transformation de la figure de l'altérité soviétique. Pour mieux comprendre cette évolution, il faudra dans un premier temps définir la manière dont cette altérité se définit, en Allemagne et en Pologne, pour ensuite mettre en lumière l'évolution du rapport des sociétés allemandes et polonaise à l'altérité soviétique, à travers le regard de leurs experts. On observe une évolution similaire de réforme des concepts de base dans une continuité nominative, dans la même période, dans l'autre forme dominante de l'expertise sur l'Est : l'*Ostforschung*.

(2) La connaissance de l'Est sous le prisme national : le paradigme de l'Ostforschung

Après que l'Université libre de Berlin fut créée en 1948, on la dota en 1951 d'un premier centre universitaire interdisciplinaire dédié aux questions d'Europe de l'Est : l'*Osteuropa Institut*. L'Est européen y était étudié sous l'angle juridique, économique, sociologique, linguistique. Les professeurs de cet institut avaient des profils divers, mais un élément semblait rassembler la majorité d'entre eux. L'Est, non limité à l'URSS, était un objet particulier, dont la connaissance avait une importance politique. Les universitaires spécialistes de cette région, en tant que connaisseurs de l'Est, devaient participer à la formulation et à la diffusion de ces connaissances[38]. Les activités de cette institution s'inscrivaient dans la logique de la soviétologie que de la recherche allemande sur l'Est, appelée *Ostforschung* ou après 1945, plus fréquemment *Osteuropaforschung*.

[38] Cette distinction n'est pas nette et tranchée mais sert à établir des pôles de la pratique scientifique sur la région à l'Est de l'Allemagne. STEGELMANN Ursula, *Das Berliner Osteuropa-Institut: Organisationsbiografie einer interdisziplinären Hochschuleinrichtung 1945-1976*, Francfort, Peter Lang 2015, p. 121.

Dans l'historiographie allemande de la science sur l'Est[39], on apporte souvent une distinction entre l'*Ostforschung* et l'*Osteuropaforschung* : la première serait la science de l'Est qui serait en charge de nourrir l'argumentation révisionniste allemande, après 1918. La deuxième serait une recherche régionale « parmi d'autres »[40]. La différenciation porte donc sur les buts des usages de la connaissance sur l'Est, mais sert aussi à distinguer les pratiques allemandes de recherche sur l'Est jusqu'en 1945 et après. L'historiographie exprime par cette distinction le passage d'un paradigme fondateur à un paradigme réformé. Toujours dans l'historiographie, la définition de l'Est varie en fonction des institutions ou des thématiques étudiées, mais on constate que les définitions méthodologiques ou spatiales s'effacent lorsqu'on observe ces pratiques du point de vue biographique[41]. Les acteurs passent d'une zone à l'autre (de la Pologne à la Russie ou vice-versa) et d'une méthodologie à une autre (dénazification). Cette distinction implique la question de la transmission des connaissances d'un système politique à l'autre[42], en l'occurrence du système nazi à l'Allemagne fédérale[43], ou d'un pays à l'autre, par les continuités personnelles, les réseaux sociaux, et analyser leurs rapports avec le monde politique[44].

Le paradigme fondateur est rassemblé sous ce terme *Ostforschung*. Ce terme flou englobe une pratique d'expertise dont la définition s'est d'emblée placée sous le signe de la politisation, par ceux qui s'en revendiquaient, tout comme par ses critiques. Eduard Mühle propose une définition qui rend compte de cette particularité[45]. Il la formule au moment du retour de la polémique sur cette branche d'activité « scientifique » de construction de connaissance sur l'Est européen, dans le contexte du débat lancé par un panel dédié à cette question lors du congrès des historiens allemands de 1998 à Francfort sur le Main[46]. Eduard Mühle, médiéviste et biographe d'un chercheur éminent de cette

---

[39] KLEINDIENST Thekla, *Die Entwicklung der bundesdeutschen Osteuropaforschung im Spannungsfeld zwischen Wissenschaft und Politik*, Marburg, Verl. Herder-Inst., 2009. UNGER Corinna R., *Ostforschung in Westdeutschland : die Erforschung des europäischen Ostens und die Deutsche Forschungsgemeinschaft, 1945 - 1975*, Stuttgart, Steiner, 2007. HAAR Ingo, *Historiker im Nationalsozialismus: deutsche Geschichtswissenschaft und der « Volkstumskampf » im Osten*, Götingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000 (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft).

[40] KLEINDIENST, *Die Entwicklung der bundesdeutschen Osteuropaforschung im Spannungsfeld zwischen Wissenschaft und Politik*, *op. cit.*, 2009., p. 2.

[41] Ce qui donne lieu à des efforts importants pour délimiter le sujet d'étude : CAMPHAUSEN Gabriele, *Die wissenschaftliche historische Russlandforschung im Dritten Reich 1933-1945*, Francfort/M., Lang, 1990.

[42] UNGER, *Ostforschung in Westdeutschland*, *op. cit.*, 2007.

[43] Avec une étude d'un cas de ré-intégration difficile : PETERSEN Hans-Christian, *Bevölkerungsökonomie - Ostforschung - Politik : eine biographische Studie zu Peter-Heinz Seraphim (1902-1979)*, Osnabrück, Fibre, 2007.

[44] KLEINDIENST, *Die Entwicklung der bundesdeutschen Osteuropaforschung im Spannungsfeld zwischen Wissenschaft und Politik*, *op. cit.*, 2009.

[45] Cette définition est reprise dans la plupart des ouvrages traitant de cette thématique : UNGER, *Ostforschung in Westdeutschland*, *op. cit.*, 2007, ECKERT Eike, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie : zur Biographie des Historikers Gotthold Rhode (1916 - 1990)*, Osnabrück, Fibre, 2012.

[46] MÜHLE Eduard, « "Ostforschung". Beobachtungen zu Aufstieg und Niedergang eines geschichtswissenschaftlichen Paradigmas », *Zeitschrift für Ostmitteleuropaforschung*, 1997, pp. 317-350.

branche de la science allemande : Hermann Aubin[47], définit l'*Ostforschung* non pas comme domaine de l'historiographie mais comme paradigme de la pratique scientifique. Celui-ci est marqué tant par son objet : la lutte pour la frontière orientale de l'Allemagne que par son approche : la politisation ou l'auto-instrumentalisation des chercheurs et la construction de connaissances germano-centrées[48]. Pour lui, l'*Ostforschung* a été reconnue comme telle *a posteriori* par ses praticiens, et plus tard par ses critiques en Allemagne de l'Est notamment. Son apogée marque le passage d'une construction de connaissance sur un territoire donné reposant sur l'État, à une construction de connaissance reposant sur « le peuple ethnique » (*völkisch*). Cette approche centrée sur l'analyse de la culture d'un territoire (*Kulturbodenforschung*) émerge surtout après la 1e Guerre mondiale, en Allemagne (et en Autriche)[49] car elle apparaît comme étant plus efficace pour servir les « réflexions » sur les territoires considérés comme allemands mais rattachés à une souveraineté tierce, comme la Silésie ou la Poméranie. Progressivement, sa méthodologie s'est appliquée également à des zones plus orientales, adaptant le discours du territoire, en concevant les zones allemandes comme des îles, c'est *l'Inselforschung*, la recherche sur les îles, qu'on retrouve pour l'étude des « colonies » « allemandes » en Ukraine et en Russie notamment. Il s'agit d'étudier exclusivement la présence de minorités ethniques allemandes, dont les villages sont traités comme des îles au milieu d'une mer étrangère : on y mesure le degré de « pureté » ethnique, et la résistance aux influences « extérieures » est un signe de la supériorité culturelle et du désir d'unité du peuple allemand. Ce qui marque ces études, c'est le recours exclusif aux sources allemandes et l'écriture de l'histoire ou plus généralement de la connaissance sur ces pays par le prisme de la présence allemande, sous une forme idéalisée[50]. Cette branche connaît une croissance forte sous le IIIe Reich, à côté d'autres sections de la recherche sur l'Est. L'historiographie de cette pratique de connaissance sur l'Est utilise les autres branches de la connaissance sur l'Est pour souligner ses spécificités ; avec notamment les études slaves, plus dominées par la linguistique et les études littéraires[51].

L'Allemagne de Weimar, puis le IIIe Reich, développent une série d'institutions qui cultivent cette pratique de construction de connaissances sur l'Est, germano-centrées. Si on trouve les origines de ces réseaux fondant ces institutions déjà avant 1914[52], notamment les associations visant à soutenir la

[47] MÜHLE Eduard, *Für Volk und deutschen Osten : der Historiker Hermann Aubin und die deutsche Ostforschung*, Düsseldorf, Droste, 2005.
[48] MÜHLE, « "Ostforschung". Beobachtungen zu Aufstieg und Niedergang eines geschichtswissenschaftlichen Paradigmas », *art. cit.*, 1997, pp. 329-330.
[49] HAAR Ingo, FAHLBUSCH Michael et BERG Matthias (dir.), *Handbuch der völkischen Wissenschaften: Personen, Institutionen, Forschungsprogramme, Stiftungen*, Munich, Saur, 2008 : voir chapitre 3.
[50] Dans ces textes pseudo-anthropologiques, on y analyse la pureté des pratiques culturelles allemandes, la régularité des rencontres, les degrés de non mixité avec les « voisins » des autres « ethnies », avec un ton qui mêle nostalgie et condescendance, voire les chapitres 2 et 3.
[51] STEGELMANN, *Das Berliner Osteuropa-Institut*, *op. cit.*, 2015.
[52] Voir notamment le parcours de Georg Cleinow.

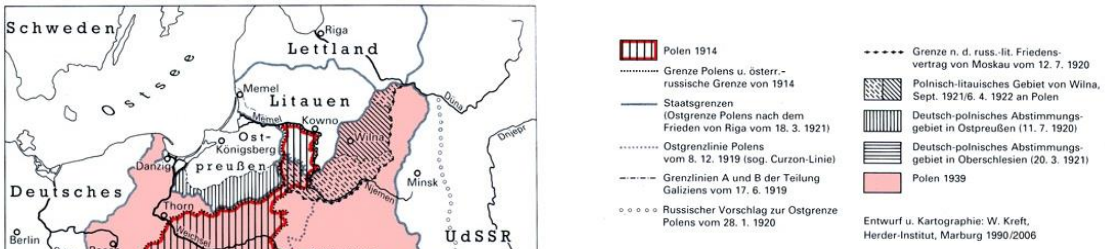
présence germanique dans les parties orientales de l'Empire, la nature de l'activité des animateurs de ces réseaux change profondément après 1918 : l'activisme se mue en expertise, dans un cadre institutionnel identifié. Ces institutions sont souvent créées par une administration et sont des instruments de la concurrence interne entre ministères. Cette concurrence s'accroit considérablement sous le III[e] Reich où le discours sur l'Est prend une nouvelle fonction politique. Les différents courants de pensée nazie sur l'Est s'affrontent, et un de ces courants est porté par Alfred Rosenberg[53]. En nous appuyant sur les réflexions déjà bien établies sur la place du processus de déshumanisation de l'Autre par l'expertise dans la pratique de la violence, la violence même de l'expert et la violence du régime qu'il soutient, nous voulons apporter une autre nuance de différenciation en mettant en lumière l'instrumentalisation par les experts de la reconnaissance. La connaissance sur l'Est dans le régime nazi s'inscrivait souvent dans une optique policière ou de contre-espionnage de la recherche sur l'ennemi (*Gegnerforschung*), avec « une essence syllogique » d'observation des ennemis à travers le prisme des « sciences » raciales[54]. C'est cette partie du syllogisme que nous voulons interroger : quelles sont les références scientifiques et culturelles qui sont mobilisées à la fois pour définir l'ennemi et ensuite construire des connaissances sur lui sous ce prisme de l'hostilité ?

L'historiographie de l'expertise de l'Est allemande s'est intéressée à la confrontation des experts de l'Est allemands et des experts de l'Ouest polonais après 1918, autour de l'appartenance des territoires frontaliers des deux pays dans le contexte de la reconstruction de l'État polonais ou après la 2[e] Guerre mondiale sur les « terres regagnées »[55]. Les experts allemands et polonais se sont affrontés pour justifier, par l'histoire et le sang versé, les ancrages territoriaux[56], ceci dans le cadre d'un transfert d'administration des régions, mobilisant des pratiques, en matière de politique démographique, qui reposaient sur des principes communs[57]. La pratique de l'expertise sur l'Est en Allemagne sous ce prisme ethno-national (*völkisch*) est très diversifiée[58], tout en soutenant la politique revanchiste allemande. La situation en Pologne s'inscrit dans une logique différente, qui est plutôt celle d'une défense de la légitimité à posséder un territoire, contestée par des mouvements politiques des minorités, principalement ukrainiennes[59]. Tout en nous inscrivant dans cette approche, nous allons

[53] BURLEIGH Michael, *Germany Turns Eastwards: A Study of Ostforschung in the Third Reich*, CUP Archive, 1988 ; DALLIN Alexander, *German Rule in Russia, 1941-1945*, 2[e] édition, London, Palgrave Macmillan, 1981.
[54] Voir notamment la conclusion de INGRAO Christian, *Croire et détruire: les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010, p. 440.
[55] Territoires appartenant à l'État allemand en 1939 attribués à la Pologne en 1945.
[56] PISKORSKI Jan M., HACKMANN Jörg et JAWORSKI Rudolf, *Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung im Spannungsfeld von Wissenschaft und Politik: Disziplinen im Vergleich*, Osnabrück : Poznan, Fibre ; Poznańskie Towarzystwo Przyjaciół Nauk, 2002 (Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung).
[57] ESCH Michael G., *« Gesunde Verhältnisse ». Deutsche und polnische Bevölkerungspolitik in Ostmitteleuropa 1939-1950*, Marburg, Herder-Institut, 1998 (Materialien und Studien zur Ostmitteleuropa-Forschung 2).
[58] HAAR, FAHLBUSCH et BERG (dir.), *Handbuch der völkischen Wissenschaften*, *op. cit.*, 2008.
[59] BENECKE Werner, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik: Staatsmacht und offentliche Ordnung in*

nous intéresser au regard croisé des experts allemands et polonais non pas sur les territoires frontaliers des deux pays mais sur les confins orientaux de l'Europe.

En somme, la pratique d'expertise de l'Est sous le prisme ethnique national, qu'on retrouve principalement dans l'*Ostforschung*, se définit comme une recherche et une formulation de connaissances qui visent à asseoir la présence nationale dans cet espace oriental, singularisé par la même occasion sur le plan culturel. Cette présence nationale, combinée à une supériorité culturelle, dans une version « raciale » ou non, sert une logique de possession, étatique ou autre, de l'Est.



(Tirée de herder.de)

Figure 1: Carte de l'évolution territoriale de la Pologne

La frontière rouge délimite la Pologne d'avant la 1e Guerre mondiale (le Royaume du Congrès de 1815), la surface en rose marque les frontières de 1939.
Les zones hachurées représentent respectivement d'Ouest en Est, les zones de plébiscites de 1921 en Silésie, 1920 en Prusse Orientale et les zones lituaniennes occupées par la Pologne en 1921. La ligne en pointillés à l'Est représente la proposition de délimitation russe de janvier 1920.

einer Minderheitenregion 1918-1939, Köln, Bohlau, 1999 ; STOCZEWSKA Barbara, *Ukraina i Ukraińcy w polskiej myśli politycznej: od końca XIX wieku do wybuchu II wojny światowej*, Cracovie, Krakowskie Towarzystwo Edukacyjne - Oficyna Wydawnicza AFM, 2013. Pour un état du débat historiographique sur la question voir le numéro spécial de la revue pour la recherche sur l'Europe centrale et orientale : « Nationalisierung und Pragmatismus. Staatliche Institutionen und Minderheiten in Polen 1918-1939 [Nationalisation et pragmatisme. Les institutions étatiques et les minorités en Pologne 1918-1939] », *Themenheft der Zeitschrift für Ostmitteleuropaforschung*, 62, (2) 2013.

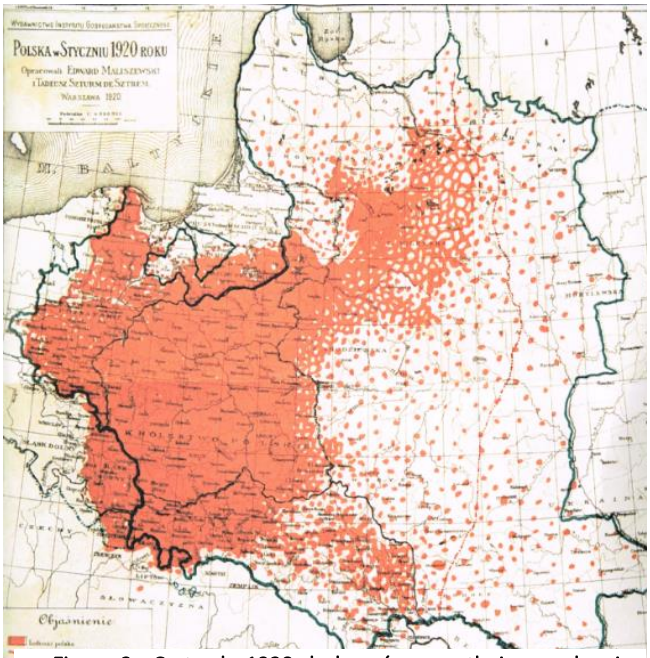


Figure 2 : Carte de 1920 de la présence ethnique polonaise, dans les frontières de 1772 (tirée de P. Eberhardt)

Cette carte représente la répartition de la population ethnique polonaise, par-delà les frontières de 1772 à l'Ouest, en Silésie et en Tchéquie et Slovaquie et avec une concentration de plus en plus faible à l'Est, notamment dans la zone baltique. La présence polonaise se concentre selon cette carte à l'Est surtout en Galicie. Elle s'étend jusqu'en Roumanie au sud-est mais dans une faible proportion. On peut observer qu'à l'Est, les Polonais restent globalement dans les frontières de 1772. Cette représentation donne une impression d'éparpillement indéfini à l'Est, comme étalé d'un coup de vent, tandis qu'à l'Ouest, la masse est bien délimitée.

Pour terminer ce tour d'horizon historiographique, rappelons que l'historiographie de l'expertise de l'Est en Pologne populaire est inexistante et pour cause : aucune des institutions s'occupant des problématiques « orientales » n'a été refondée en Pologne populaire après la guerre, et si certains experts s'étant retrouvé en exil ont fondé des organisations poursuivant une mission similaire[60], elles n'ont pas encore été étudiées[61]. Le travail sur la possession de l'Est par des experts polonais sur le prisme ethnique a été porté par la géopolitique, mais aussi par des institutions qui ont été rattachées à la soviétologie jusqu'en 1939[62]. La pensée experte polonaise prend de nouvelles formes par la force des choses à la suite du changement de régime que connaît le pays. Nous mettrons en perspective cette évolution avec la tradition scientifique qui émerge avant 1939 en Pologne.

[60] L'Institut de l'Est (*Instytut Wschodni* « Reduta ») de Londres est fondé à Jérusalem en 1943 et perdure après 1946 à Londres, est animé par les experts polonais de l'Est en émigration.

[61] Toutefois le Centre d'études de l'Europe de l'Est de l'Université de Varsovie (*Studium Europy Wschodniej Uniwersytetu Warszawskiego*, SEW UW) a consacré sa conférence annuelle dédiée au prométhéisme, en 2014 au thème du prométhéisme après 1939 (« *Prometeizm po 1 września 1939* »), en partenariat avec la revue « Nouveau prométéhen » (*Nowy Prometeusz*). Voir aussi : BRUSKI Jan Jacek, « Londyn-Bukareszt-Stambuł: przyczynek do działalności Włodzimierza Bączkowskiego w latach 1939-1940 », *Nowy Prometeusz*, 2013, pp. 179-210.

[62] On peut penser à l'Institut d'Études de l'Europe centrale et orientale (*Instytut Badania Europy Środkowo-Wschodniej*) étudié dans : KORNAT, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja*, *op. cit.*, 2004.

***

Les deux branches traditionnelles de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne qui émergent après 1918, s'inscrivent chacune à leur manière dans un paradigme de « sciences de l'ennemi ». Ceci indique d'emblée l'ambiguïté du rapport allemand et polonais à l'Est européen : à la fois ennemi extérieur et espace de revendications territoriales potentielles. Ce que nous proposons ici, c'est d'étudier l'émergence de ces formes de « science de l'ennemi » pour nous interroger à la fois sur les critères que cette « science » développe et sur les conceptions de cet « ennemi ». Cette conception d'un objet singulier que serait l'Est, et qui traverse les différentes « sciences de l'Est » nous offre une entrée qui inverse le regard : notre approche part de l'objet d'étude, ou plus précisément, du regard que l'acteur – l'expert –porte les connaissances qu'il formule sur celui-ci. Cette approche nous aidera à mettre en lumière les particularités des pratiques de connaissances et de la mise à disposition de ces connaissances pour la politique, par le biais de l'expertise.

Si les regards de la Pologne sur l'Est ont intéressé les chercheurs allemands à différentes périodes[63], leurs études ne se sont pas penchées sur les relations bilatérales entre l'expertise allemande et l'expertise polonaise, mais sur cet objet qui les préoccupait parallèlement : l'Est européen[64]. Cette absence de perspective croisée donne un indice sur la fonction primairement nationale et politique de cette expertise. Un traitement commun de l'expertise allemande et polonaise nous permettra de prendre en compte et dépasser les analyses de la confrontation et de regarder d'un peu plus près les traits communs et les différences dans les conceptions et la pratique de l'expertise qu'ont connu l'Allemagne et la Pologne, et ainsi mieux comprendre les obstacles qu'ont rencontrés les acteurs voulant renouveler cette expertise. Sans tirer de comparaisons abusives[65] entre l'Allemagne et la Pologne avant 1945, nous voulons retenir ici une émergence concordante d'interrogations sur l'Est

[63] JENA Kai von, *Polnische Ostpolitik nach dem Ersten Weltkrieg: das Problem der Beziehungen zu Sowjetrußland nach dem Rigaer Frieden von 1921*, Stuttgart, Dt. Verl.-Anst., 1980 (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte. - Munich : De Gruyter Oldenbourg) ; RHODE Gotthold, *Die Ostgrenze Polens : politische Entwicklung, kulturelle Bedeutung u. geistige Auswirkung*, Köln, Böhlau, 1955 (Ostmitteleuropa in Vergangenheit und Gegenwart) ; SCHATTKOWSKY Ralph, « Prometheismus und Osteuropaforschung in der Zweiten Polnischen Republik », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung* 61 (4), 2012, pp. 519-565.

[64] Alexandra Schweiger dans son étude sur les conceptions des intellectuels polonais de l'Est européen jusqu'en 1918 s'interroge sur la pertinence de cette comparaison en conclusion de son travail. Alexandra Schweiger, *Polens Zukunft liegt im Osten: Polnische Ostkonzepte der späten Teilungszeit*, Verlag Herder-Institut, 2014. Marek Kornat s'intéresse également aux interactions entre les premières études soviétologiques polonaises et allemande d'avant 1939, dans Marek Kornat, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja: początki sowietologii i studiów nad systemami totalitarnymi w Polsce (1918-1939).*, Księg. Akademicka, 2004, vol. 1, p. 19 et pp. 158-161.

[65] La recherche polonaise est nettement moins marquée par la logique « raciale » que la recherche allemande, comme nous le verrons dans le chapitre 4.

européen, dans le double contexte de la refondation des États allemands et polonais après 1918 et des révolutions russes de 1917. De cette discussion historiographique de l'expertise de l'Est à l'échelle internationale, nous avons pu identifier deux types d'expertises qui se distinguent par leur approche spécifique de l'Est, que nous reprenons pour identifier les modes de connaissance : d'une part, la « soviétologie » et de l'autre « l'orientologie »[66] (*Ostforschung*, *wschódnoznawctwo*[67]). L'expertise de type soviétologique se caractérise par un usage très abondant des sources primaires soviétiques, lues au prisme de la critique du régime, avec cependant une distance critique quasi nulle aux sources. C'est une logique de confrontation qui domine cette expertise. L'expertise de type « orientologique » quant à elle se concentre sur l'élément national dans la région d'Europe de l'Est, de part et d'autre de la frontière nationale, c'est une conception territoriale dominée par le prisme « national » / « ethnique ».

Cette typologie construite à partir de l'historiographie indique déjà une forte connexion entre la représentation de l'Est et des méthodes d'analyse de cet Est, dans cette logique syllogique évoquée plus haut. La première partie de notre étude traite de l'établissement de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne après 1918, en l'ancrant dans le contexte des représentations sociales allemandes et polonaises de l'Est européen. Cette double nature de l'expertise de l'Est, à la fois ethnocentrée et fondée sur l'altérité de l'Est, fait écho à une ambivalence du rapport des sociétés allemandes et polonaises à l'Est.

Sur la base de cette réflexion sur l'émergence de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne entre 1918 et 1939, il s'agira ensuite de s'interroger sur l'évolution de celle-ci dans le contexte de la transformation radicale et violente de la situation territoriale et politique de cette région. En d'autres termes, comment le passage d'un contexte de frontières contestées, dans lequel naît l'expertise de l'Est, à l'instauration d'un équilibre des forces et l'imposition extérieure de nouvelles frontières, notamment à l'Est, se répercute sur les pratiques d'expertise de l'Est.

[66] Nous choisissons volontairement ce néologisme même s'il peut porter à confusion sur l'espace sur lequel il porte – car il n'intègre pas l'Orient –, pour faciliter la différenciation du mode de connaissance avec les institutions et les autres définitions épistémologiques de ce champ d'étude.
[67] Ce terme est quasiment inexistant dans les sources contemporaines, il a été plutôt utilisé dans l'historiographie après 1989.

3. Le poids du tracé mouvant des frontières allemandes et polonaises à l'Est

La question frontalière jaillit dans le sillon des deux guerres mondiales. Après 1945, les relations internationales – européennes[68] – sont dominées par la question de la reconnaissance interétatique : les nouveaux pouvoirs installés en RFA, RDA mais aussi en Pologne populaire cherchent tous trois dans les premières années de leur histoire à faire reconnaitre leur existence étatique, leur légitimité politique, par la reconnaissance de leurs frontières notamment, arguant de la légitimité historique de ces dernières, ou pour la RFA, qui conteste les frontières de 1945, utilisant plutôt le terrain juridique. La question de la reconnaissance est formellement réglée progressivement par l'intégration dans leurs blocs respectifs, et les traités de Varsovie et de Moscou (1970), puis de Prague et d'Erfurt (1973) et l'adhésion à l'ONU des deux Allemagnes en 1973.

Autour des préoccupations juridiques et politiques, on observe une discussion intense sur la légitimité des critères visant à asseoir la délimitation d'un pays, conçu comme État-Nation, qui reposent sur des notions fondamentales dont la possession par un peuple d'un territoire et la délimitation par rapport à un territoire possédé par un autre peuple, et donc la capacité d'un peuple à se définir, s'unir et défendre son territoire. Cette conception en apparence simple et profondément ancrée dans les cultures politiques européennes s'avère être peu utile après 1945 pour la Pologne ou l'Allemagne, à cause de l'impact de la dernière guerre mondiale. Cependant puisque cette connexion entre le peuple, son territoire, sa dynamique et l'affirmation de sa force, sont héritées d'une histoire intellectuelle et militaire intense, l'innovation en la matière rencontre une inertie qui semble indépassable. On touche ici la dimension internationale de l'expertise, à l'interface entre le national et l'international, dont le statut est forgé tant par les prises de position dans le débat national, qu'en marge des négociations internationales.

La question de la reconnaissance se pose également dès 1918, où entre les États d'Europe, la question des frontières fait l'objet de débats et d'affrontements parfois violents. On discute de la légitimité des États fraîchement (re)fondés tels la Pologne, de ceux qui ont traversé une révolution, tels la Russie et, chez ceux dont les frontières ont été réduites pour cause de défaite, tels l'Allemagne,

[68] La question de la reconnaissance est un enjeu majeur des luttes politiques pour l'indépendance dans différentes parties du globe au sortir de la 2e Guerre mondiale ; en Indochine, en Indonésie, en Algérie, en Inde et ailleurs. Voir à ce sujet, la collection *La décolonisation : ses enjeux géopolitiques et son impact sur le processus d'intégration européenne*, http://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/dd10d6bf-e14d-40b5-9ee6-37f978c87a01. Ce mouvement n'est pas sans conséquences sur notre sujet, notamment à travers les enjeux de la Guerre froide et des engagements soviétiques dans ces luttes.

on trouve de fortes tendances révisionnistes. Enfin, ceux qui n'ont pas réussi à établir un État souverain, comme l'Ukraine, ou ceux dont le territoire attribué ne correspond pas à celui qu'ils souhaiteraient gouverner, tels la Lituanie, cherchent des alliances pour remédier à une situation insatisfaisante. Les discussions sur les frontières et conflits avec les voisins directs s'appuient sur des arguments de légitimation de l'ancrage territorial qui sont souvent tirés de l'histoire. D'emblée, il apparaît que les deux sorties de guerre ont abouti à des situations différentes. L'affirmation de la légitimité des revendications, notamment à disposer de telle ou telle frontière, et les moyens que les États étaient prêts à mettre en œuvre pour atteindre leurs objectifs territoriaux ainsi que les conditions de réalisation de tels projets territoriaux ont changé radicalement entre 1918 et 1972 jusqu'à une forme d'effacement en termes de projection géopolitique.

L'interaction entre évolution du cadre général et ré-articulation des enjeux liés à l'Est[69] d'une sortie de guerre à l'autre se reflète dans les discussions d'experts de la période. Deux zones sont à distinguer. D'une part un espace désigné par les Polonais et les Allemands de l'Est comme les territoires occidentaux « regagnés » par la Pologne. Sur ce thème le discours est foisonnant[70]. D'autre part, il y a les territoires perdus par la Pologne au profit de l'URSS, notamment de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Lituanie soviétisées, et ceux perdus par l'Allemagne au profit de l'URSS. Ces derniers ne font pas l'objet d'une attention publique très soutenue. C'est également sur les phases de silences sur ces thématiques que nous voulons revenir, la temporalité n'étant pas neutre pour le développement de telles conceptions, et l'échelle individuelle pourrait la rendre plus visible.

L'Est change, le terme reste et ce qui nous intéressera ce sont les transmissions capillaires d'idées sur des réalités profondément changées. Ce n'est pas de la légitimité scientifique des représentations de l'Est dont nous voulons traiter dans cette étude, ni de son « utilité » dans le processus de décision politique[71] mais des pratiques particulières qui sont observables en Allemagne et en Pologne en termes d'expertise sur le territoire de l'Europe orientale voisine, au sein d'institutions d'expertise des relations internationales, pour nous interroger sur leur évolution au cours du XX^{e} siècle, notamment en réaction aux violences et changements frontaliers qu'a connu cette région. L'expertise est conçue comme un ensemble de connaissances construites hors d'un but académique, plutôt à des fins de mise à disposition du public ou de la politique. L'émergence d'une expertise interdisciplinaire sur une région,

[69] Comme la question de la présence de minorités allemandes et polonaise sur un territoire sous domination soviétique, les questions de sécurité, commerciales etc.
[70] Voir le chapitre 5.
[71] Nous reviendrons bien sûr sur l'(auto)instrumentalisation des experts dans les différents systèmes totalitaires, cette question a été notamment traitée pour la période nazie par GÖTZ ALY Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, Francfort/Main, Fischer-Taschenbuch-Verlag, 2004. Pour le rôle des intellectuels dans le système nazi : INGRAO, *Croire et détruire*, *op. cit.*, 2010.

en l'occurrence l'Est européen, n'est pas l'apanage d'une tradition scientifique allemande ni polonaise[72]. Dans ces deux cas, on a affaire à des connaissances sur des territoires ou sur des populations auxquels les experts ont souvent appartenu par leur l'histoire familiale ou leurs expériences du terrain nées des guerres, ce qui amène à prendre en compte le rapport à l'espace de façon particulière.

L'Est se caractérise, surtout en début de période, par des instabilités pleines de potentiel d'expansion, et à la fois porteuses de mythologies nationales. Mais ce potentiel d'expansion est rapidement utilisé, surtout par l'URSS, comme argument pour légitimer sa défense de ce territoire, comme en septembre 1939, lorsqu'elle entre en Pologne orientale. C'est l'effort pour fournir des arguments conceptuels à la projection de ce que devrait être la frontière orientale nationale qui forme notre objet d'étude initial. Ces représentations doivent être replacées dans le contexte d'un espace plus large, l'Europe médiane ou la zone de fracture[73], ou dans l'idée de frontières-fantômes[74], c'est-à-dire, la confrontation des héritages historiques, les sorties d'empires, les violences qui ont pu en découler ou y naître, avec le besoin de trouver une nouvelle manière de définir ce que la communauté nationale est, et où elle est implantée. Les différences sont importantes de ce point de vue entre l'Allemagne et la Pologne, sur le plan matériel et politique. L'ouverture des frontières en 1918 par la dislocation des empires allemand, autrichien et russe a suscité beaucoup d'instabilités et a permis la réalisation de projets d'indépendance dans la région. L'Allemagne est agitée par des mouvements politiques internes poussant à la sortie du système impérial. Dans le même temps, les effets des mouvements révolutionnaires de l'Empire russe lui ouvrent la possibilité de prendre possession de territoires significatifs à l'Est de l'Europe, comme le reflètent les revendications allemandes lors de la négociation du Traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918 avec le gouvernement soviétique, peu après le traité avec les représentant ukrainiens, du 9 février 1918 signé dans la même ville. En parallèle, l'année 1918 marque le règlement proche de la « question polonaise », après 123 ans de non-existence et des insurrections sans succès, un État polonais est en passe d'être (re)fondé. La question frontalière se pose d'emblée : faut-il « revenir » aux frontières de la dernière entité polonaise, c'est-à-dire de 1772, avant la première partition. Le modèle étatique de référence étant souvent la Pologne de 1772, donc à une situation où la Pologne dominait une partie significative de cet Est européen,

[72] Pour ne citer qu'un exemple ; l'anthropologie dans le contexte colonial où « [l]e désir de connaître, dans ce cas, est né de la nécessité de l'action. », AUGÉ Marc, *Le sens des autres: actualité de l'anthropologie*, Fayard, 1994. p. 125.

[73] Une zone qui engloberait toute la bande qui regroupait les confins des empires ottomans, austro-hongrois, allemands et russes, telle que discutée par BARTOV Omer et WEITZ Eric D., *Shatterzone of Empires: Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian, and Ottoman Borderlands*, Indiana University Press, 2013.

[74] Telles que discutées lors du séminaire organisé par le Centre Marc Bloch à Berlin depuis 2011 : http://phantomgrenzen.eu

culturellement et politiquement. La Pologne est partie prenante de la guerre civile russe, avec des visées de création d'États tampons.

Entre 1918 et 1921, les projets allemands et polonais d'expansion territoriale ont libre cours (tout comme d'autres, comme ceux de l'Ukraine, de la Lituanie, mais aussi des Russes blancs, puis rouges, etc.). Les affrontements militaires et politiques se poursuivent avec la guerre polono-bolchevique, l'organisation des plébiscites en Prusse orientale, le 11 juillet 1920 pour la Mazurie, le 20 mars 1921 pour la Silésie. La région de Klaipėda (Memel en allemand, Kłapejda en polonais) est attribuée à la Lituanie par la Conférence des ambassadeurs[75], le 23 février 1923. Lorsque, en 1921, la situation se stabilise progressivement, et que les possibles se ferment peu à peu, il reste dans ces deux pays (entre autres) une forte empreinte des potentialités associées à l'Est, mêlées de mythes politiques plus anciens, qui marquent les politiques orientales de l'entre-deux-guerres. Les territoires allemands et polonais se trouvent réduits, surtout sur leur flanc oriental par rapport à ces potentialités de 1918. La question du « retour » à une possession légitime de ces territoires ou au contraire leur abandon occupe une place centrale dans les débats politiques de ces pays. Ces frontières sont contestées durant les années 1920 mais surtout 1930 : pour les frontières polonaises, la contestation vient principalement de l'extérieur, du voisin soviétique et surtout allemand. Pour l'Allemagne, donc, la contestation des frontières du « diktat de Versailles » porte surtout sur la frontière orientale, avec la Pologne. Mais avec l'URSS aussi, l'ambiguïté domine. Après l'ambivalence des relations germano-soviétique sous Weimar, le III^{e} Reich affiche une hostilité plus explicite à l'égard de l'URSS, désormais stalinienne. La contestation allemande de la situation d'après 1918 trouva une forme extrême d'expression par l'attaque de la Pologne en 1939, puis la poursuite de l'avancée vers l'Est en 1941. Après la chute du III^{e} Reich, l'Allemagne se trouve occupée, et contrôlée par les puissances victorieuses. Son territoire est alors séparé en zones d'occupation et territoires attribués à la Pologne et l'URSS. Si on ajoute à ces transformations territoriales étatiques, les lignes de front de la 2^{e} Guerre mondiale, représentées sur la carte ci-dessous par des lignes noires épaisses, on observe une superposition partielle des expansions territoriales allemandes et polonaises à l'Est, en plus de la superposition des évolutions territoriales liées aux territoires contestés entre l'Allemagne et la Pologne[76].

[75] Instance qui prolonge la Conférence de la Paix ouverte le 18 janvier 1919 à Versailles.
[76] Voir des cartes des évolutions frontalières plus détaillées en Annexe 1.

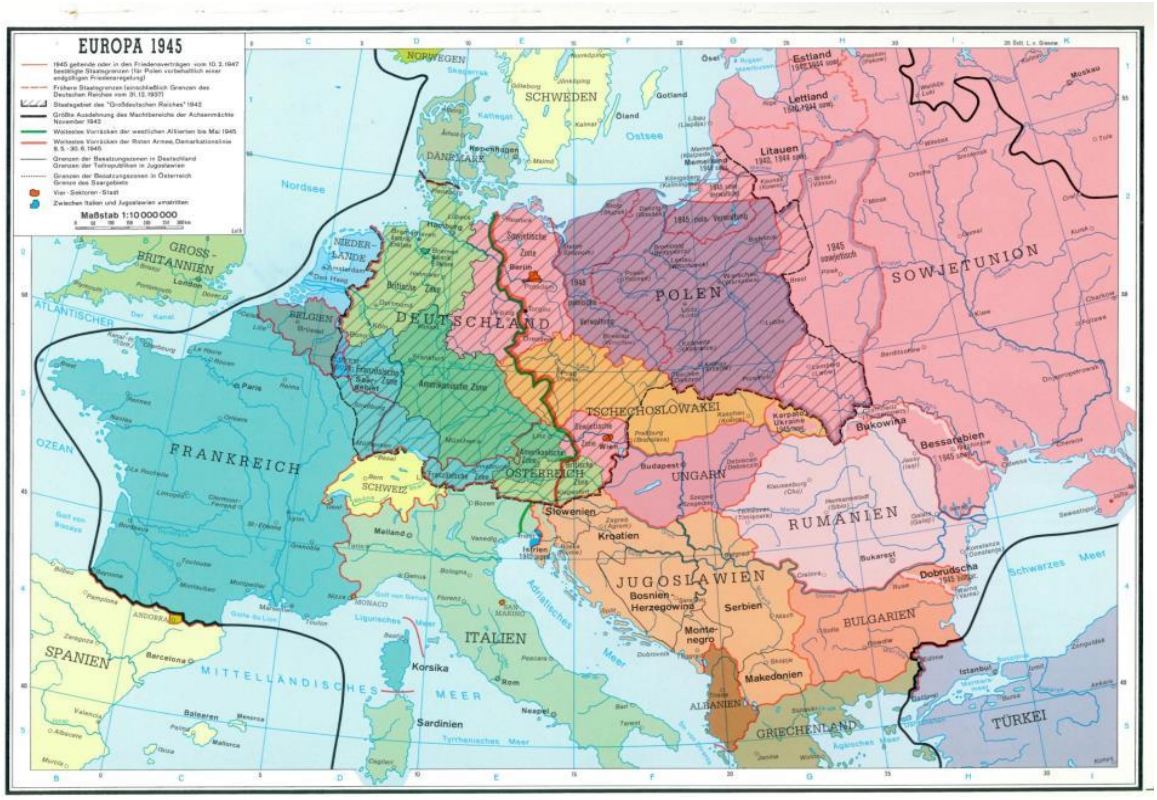


Figure 3 : Carte de l'Europe en 1945[77]

Afin de mettre à terme en perspective les évolutions conceptuelles avec les évolutions territoriales, nous avons synthétisé ces évolutions frontalières en un schéma qui résume les principales transformations territoriales de l'Allemagne et de la Pologne, et de leurs frontières orientales[78].

[77] ENGEL Josef, ZEEDEN Ernst Walter et LOTH Wilfried, *Großer Historischer Weltatlas*, vol. IV. Teil: Neueste Zeit, Bayerischer Schulbuch-Verlag, 1996.

[78] Au vu de la complexité de ces évolutions, nous n'avons retenu que les déplacements de frontières les plus pertinents pour notre étude. Voir le détail dans l'annexe 1.

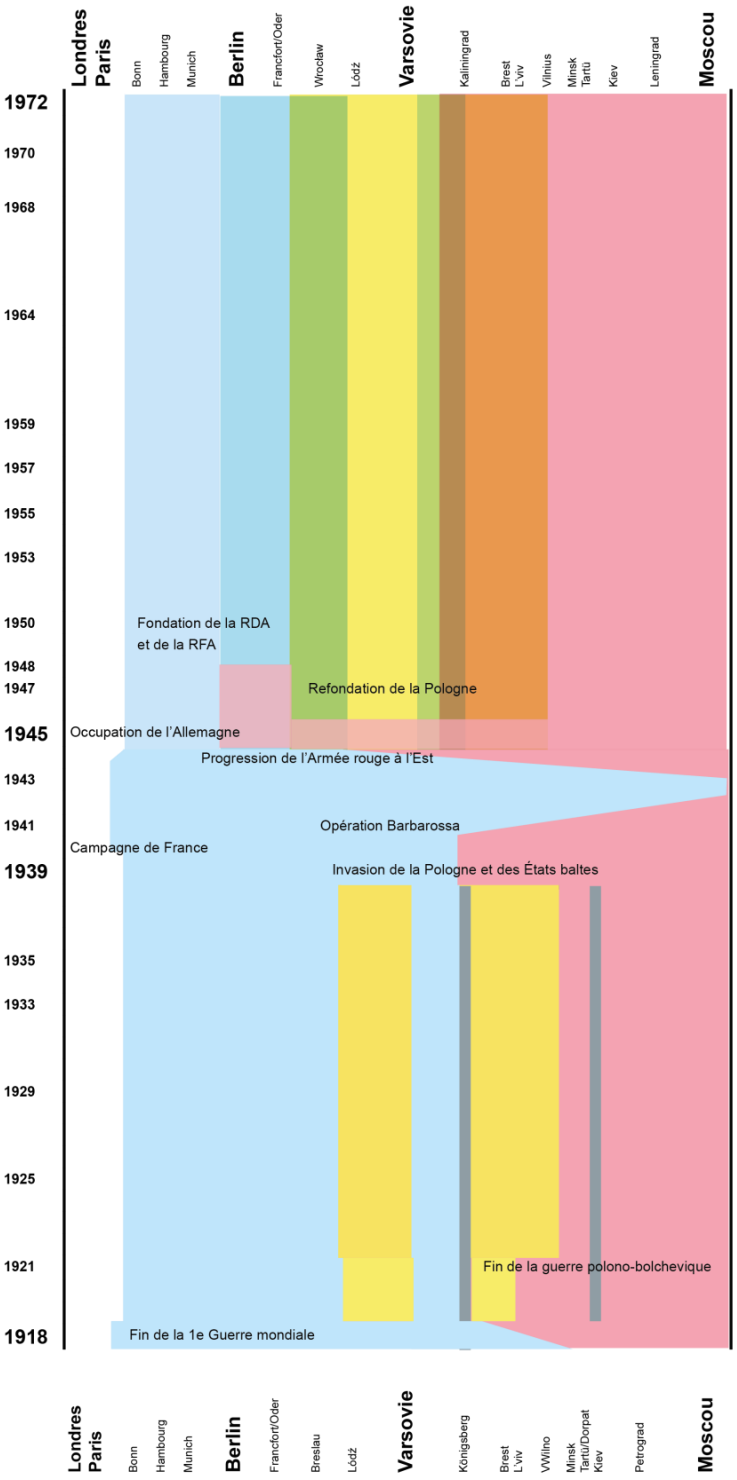


Figure 4 : Évolution des espaces étatiques allemands et polonais (1918-1972)[79]

En bleu : l'Allemagne
+ L'Empire allemand (jusqu'en 1918).
+ La République de Weimar (1918-1933) avec la Prusse orientale, séparée du reste du territoire (bande bleue qui coupe la surface jaune, puis se sépare en vert et marron).
+ Le *III^e Reich* (1933-1945), puis le *III^e Reich* et les zones intégrées au Reich ou sous son contrôle à fins d'expansion territoriale et colonisation (où se rendent les experts) : l'Alsace-Lorraine (1940-1945), le Gouvernement Général de Pologne (1939-1945), les *Reichskommissariats Ostland* et d'Ukraine (1941-1945).
+ Les zones d'occupation puis la RFA et la RDA (1949-1990).

En jaune : la Pologne
+ La II^e République (1918-1939)
+ 1944-1972 : La Pologne populaire (formellement dès 1948).

En rouge : l'URSS dès 1922 et avant, l'ancien empire russe.

En gris : les États baltes (1918-1939).

Par superposition, nous avons donc en **orange**, le territoire passant de la Pologne à l'URSS, en **vert,** le territoire passant de l'Allemagne à la Pologne et enfin en **marron**, le territoire de Prusse orientale passant de l'Allemagne à l'URSS.

[79] Merci à Daniele Guido (Université du Luxembourg) pour ses conseils de présentation.

L'élément marquant de cette représentation est la rupture géographique et politique que constitue la 2e Guerre mondiale, qui sépare en trois périodes l'histoire de l'espace étudié : celle de la fondation des États après 1918, suivie de la 2e Guerre mondiale et enfin, la période de la Guerre froide, au cours de laquelle, la mémoire des changements territoriaux reste forte. La représentation conjointe des transformations territoriales allemandes, polonaises, baltiques et soviétiques illustre leur interdépendance. L'accent est mis sur les échos des transformations territoriales après 1945, sans représentation de l'écho des frontières impériales de 1914, pour souligner la rupture qu'a constitué la 1e Guerre mondiale dans la conception politique et territoriale des États. Cette représentation schématisée des évolutions territoriales met l'accent à la fois sur la rupture centrale qu'a été la 2e Guerre mondiale, en termes territoriaux et politiques et sur la mémoire des changements territoriaux qui la suivent et qui sont alors récents. Nous soulignons la mémoire territoriale des États et non des empires d'avant 1918, ou des frontières potentielles allemandes dessinées par le Traité de Brest-Litovsk, pour souligner la distance entre les conceptions territoriales des experts de l'Est et le cadre étatique concret dans lequel elles sont exprimées. Ce bref rappel des évolutions frontalières des deux pays dessine le cadre de notre étude et montre les potentialités qui pouvaient être perçues par les contemporains, avant 1945 : des menaces d'une incursion orientale sur le territoire national mais aussi la possibilité d'agrandir le territoire national à l'Est. Après 1945, les luttes armées pour l'établissement d'une frontière considérée comme juste ne s'arrête que progressivement en Pologne, et la contestation des nouvelles frontières orientales en Allemagne connaît une nouvelle vigueur. L'année 1956 marque pour la Pologne un tournant avec la déstalinisation et l'autonomisation relative de la politique polonaise de l'URSS et plus largement dans la région[80]. Le recours à la violence comme instrument politique ne disparaît pas après cette date dans la région mais connaît une réduction significative par rapport à la période allant de 1939 à 1956[81].

On a pu décrire la région dont nous voulons comprendre les représentations chez les Allemands et les Polonais, comme des « terres de sang »[82], en référence aux massacres commis en Europe orientale par les régimes stalinien et hitlérien dans la première partie du XXe siècle. La pertinence de ce critère pour définir une région historiographique a été discutée[83], et nous voulons nous appuyer sur cette réflexion pour définir la place de la violence comme instrument potentiel dans la conception de la politique, étatique ou non, dans la région au cours du XXe siècle. Les experts, à

[80] Anne Applebaum, *Iron Curtain: The Crushing of Eastern Europe, 1944-1956*, *op. cit.*
[81] SNYDER Timothy, *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*, Basic Books, 2010.
[82] *Ibid.* ; SNYDER Timothy et CLAUSSE Hadrien, « L'Europe centrale prise entre deux terreurs », *Esprit* (2), 2013, p. 46.
[83] Voire notamment la contribution de GRADVOHL Paul, « Europe centrale, Europe de l'Est, « terres de sang » et autres « éclats d'empires » au XXe siècle. De l'ombre portée des puissances à une existence en soi de l'Europe médiane ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 45 (2), 06.2014, pp. 175-214.

l'échelle individuelle, s'inscrivent dans ce contexte et doivent prendre position sur ce potentiel ou sur cette réalité. S'appuyer sur cette chronologie de la violence comme horizon politique dans la région et le confronter à celle de l'évolution, des continuités et des ruptures dans la pratique de l'expertise de l'Est, devrait aider à restituer comment le contexte politique se montre demandeur d'arguments au service de projets politiques à l'Est. Plus largement, il s'agira de s'interroger à quel rythme l'expertise se transforme et s'adapte aux nouveaux enjeux politiques, ou au contraire, fait preuve d'une inertie forte, face aux transformations profondes des sociétés auxquelles elle s'adresse. La deuxième partie de notre étude sera dédiée à l'expertise de l'Est polonaise, telles qu'elles réagissent face à l'effondrement de l'État polonais en 1939 et sa reconstitution en exil, puis dans le contexte de la création de l'État polonais « de démocratie populaire » après 1944. En parallèle, nous nous interrogerons sur l'expertise allemande de l'Est et sa place dans la projection nazie à l'Est après 1939, puis sur les ruptures et les continuités dans l'immédiat après-guerre dans les deux nouvelles Allemagnes.

4. Passer d'une recherche centrée sur le magnétisme national-socialiste à une interrogation sur les parcours de l'expertise

L'image dessinée par l'historiographie de l'expertise de l'Est reflète les changements politiques et territoriaux qui marquent la région, avec une accentuation forte de l'entrée de l'expertise de l'Est allemande dans le service de la guerre nazie à l'Est et des continuités de cette forme d'expertise après la guerre. L'historiographie ancre l'expertise de l'Est dans les différents régimes politiques auxquels elle s'adresse et de manière croissante, les interactions entre les pratiques au niveau national. Ainsi, depuis quelques années, la réflexion a porté sur l'expertise de l'Est ou plus largement, le lien entre les réflexions sur le territoire national et les pratiques administratives[84], comme un objet des relations transnationales germano-polonaises avant et après 1939, et sur les relations germano-germaniques après 1945. Malgré cet enrichissement, le centre de gravité de l'historiographie reste la question de la place de l'expertise de l'Est dans la 2e Guerre mondiale et les continuités de l'après 1945 en RFA. Dans l'historiographie, le traitement croisé de l'expertise au service de la politique en Allemagne et en Pologne s'est concentré sur le conflit germano-polonais qui a porté sur la Silésie, la Poméranie et la

[84] Mentionnons au passage, les recherches sur les transferts de pratiques administratives entre l'Allemagne nazie et le Luxembourg avant 1940, avec l'importation de catégories administratives antisémites, voir : le projet « Luxembourg State Policy Towards Jews (1930s to 1950s) (Luxstapoje) », dirigé par Denis Scuto.

Prusse orientale, c'est-à-dire l'Est de l'Allemagne et l'Ouest de la Pologne, mais que marginalement sur l'Est européen[85]. L'analyse des influences mutuelles sur les conceptions politiques et leur traduction en pratique administrative dans la « politique démographique » fut quant à elle menée par Michael Esch[86]. Ce dernier met en perspective les conceptions et les pratiques nazies de colonisation et de déplacements de population avec la pratique de l'administration polonaise au sortir de la guerre. Ainsi, l'analyse de leur responsabilité occupe une place de plus en plus importante dans la recherche sur la conception des plans nazis d'occupation et de destruction en Europe de l'Est[87] notamment, et plus particulièrement de la Pologne[88]. Cette discussion a été lancée en Allemagne notamment par le congrès des historiens de Cologne de 1998. On retrouve dans cette discussion, qui s'est répercutée dans de nombreux ouvrages sur cette thématique, les échos du *Historikerstreit*[89].

Dans les années 1990, dans le contexte de l'émergence de l'historiographie critique de l'expertise allemande de l'Est, Fritz Arlt, un expert de l'Est s'inscrivant indiscutablement dans l'idéologie nazie attaque les résultats des travaux de Götz Aly et Susanne Heim. Leur échange nous éclaire sur le potentiel de retournement de l'ambiguïté de l'expert de l'Est nazi, dans le contexte de la dénazification. D'un côté F. Arlt essaie de prouver par des documents de l'époque qu'il n'appartenait pas à la machine meurtrière qu'a été l'entreprise nationale-socialiste dans la région, en redéfinissant le contexte, en se focalisant sur des aspects plus administratifs et négligeant le cadre plus général, les conceptions plus générales qui étaient portées aussi par lui-même[90]. G. Aly et S. Heim de leur côté font

---

[85] Un ouvrage croise les perspectives polonaises et allemandes telles que portées au cours du 20e siècle : PISKORSKI, HACKMANN et JAWORSKI, *Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung im Spannungsfeld von Wissenschaft und Politik*, *op. cit.*, 2002. Dans cet ouvrage collectif, une contribution est dédiée à la recherche allemande sur la Volhynie.

[86] ESCH, *« Gesunde Verhältnisse ». Deutsche und polnische Bevölkerungspolitik in Ostmitteleuropa 1939-1950*, *op. cit.*, 1998.

[87] GÖTZ Aly, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, *op. cit.*, 2004. Cet ouvrage, publié d'abord en 1991, se concentre surtout sur l'émergence des plans de la Shoah mais a également ouvert le champ de la recherche sur les responsables de la recherche sur l'Est dans les plans nazis et s'inscrit dans l'historiographie des acteurs/coupables (*Täterforschung*). Cet un ouvrage pionner pour cette thématique, qui offre une approche originale marqué par la formation sociologique des auteurs, qui ont recours à des sources d'origines différentes pour illustrer la montée de la culture d'expert de « gestion des population » telle que le IIIe Reich l'a promue. Un autre ouvrage remarquable sur cette culture d'experts et sur la diffusion et l'ancrage dans les esprits jusqu'à l'automatisation des amalgames raciaux, expliquant en partie la rapidité et le degré de la violence nazie à l'Est, est celui de INGRAO, Christian, *Croire et détruire*, *op. cit.*, 2010.

[88] MADAJCZYK Czesław (dir.), *Generalny plan wschodni: zbiór dokumentów*, Varsovie, IH. PAN, 1990, Helmut Schaller, *Der Nationalsozialismus und die slawische Welt*, Regensburg, Pustet, 2002.

[89] HAAR Ingo, *Historiker im Nationalsozialismus: deutsche Geschichtswissenschaft und der « Volkstumskampf » im Osten*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000.

[90] Cette argumentation est particulièrement explicite dans le dernier chapitre de ses « mémoires », où il entreprend de réfuter point par point les citations le concernant de G. Aly et S. Heim l'accusant d'antisémitisme, en utilisant l'absence de dispositions préparant le meurtre de masse dans la réglementation de l'assistance publique NS (sans pour autant réfuter les critères raciaux sur lesquelles cette assistance reposait), ou en arguant de son limogeage pour sympathie envers les juifs (« *Judenfreundlichkeit* ») par H. Frank, juste après une citation motivant la limitation des mauvais traitements de la population juive pour freiner l'entrée en guerre des Etats-Unis, ARLT Fritz, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik: im Generalgouvernement*

un travail de contextualisation plus large, partant des conceptions qui émergent avant la guerre et observent l'évolution de ces conceptions, en les confrontant à l'expérience et à la pratique du meurtre de masse : ils analysent la construction de termes tels que la race, la surpopulation etc. et F. Arlt répond en déclarant avoir voulu sauvegarder la « substance *völkisch* des juifs, Polonais et Ukrainiens »[91]. F. Arlt minimise son rôle dans l'administration et construit une sorte de posture d'expert incompris et impuissant, utilisant les échecs de ses tentatives de prise d'influence comme preuves à décharge de son implication dans les massacres de l'époque. Fritz Arlt présente un cas intéressant et presque caricatural d'utilisation de sa connaissance dans un premier temps pour se mettre au service de la politique d'occupation nazie de la Pologne, puis dans un deuxième temps, pour se dédouaner de tout reproche de soutien à cette même politique. Ses mémoires se veulent un plaidoyer pour la position difficile qu'avaient les experts de l'Est durant cette période : il les intitule « La politique envers les Polonais, les Ukrainiens, les Juifs dans le *Generalgouvernement* pour les territoires polonais occupés 1939/40 et en Haute Silésie 1941/43 et dans le combat de libération des peuples orientaux opprimés : Documents, déclarations de Polonais, Ukrainiens et Juifs : rectifications de falsifications. Mémoires d'un *insider*. »

Sa stratégie de victimisation repose sur son travail d'avant 1945, dans lequel il a pu développer et promouvoir une certaine image des peuples d'Europe de l'Est, qui a pu être considérée comme suffisamment « nuancée » pour qu'il puisse éviter de remettre lui-même en cause ces conceptions après 1945. Il se cache derrière un ton pseudo-empathique, en citant par exemple la mission qui lui est donnée dans les premières semaines d'occupation de 1939, il lui donne une tonalité presque réconciliatrice, s'attribuant lui-même un rôle de « pont » entre les Allemands et les Polonais[92], alors qu'il s'appuie sur une politique de ségrégation sur des critères « raciaux ». Il se permet de contextualiser *a posteriori* son intention, en usant justement de sa connaissance comme protection contre tout reproche d'adhésion à l'idéologie nazie « dans sa version destructrice ». En somme, Fritz Arlt construit ses connaissances pour servir une politique d'occupation. Pour avoir des connaissances au plus proche de la « source », il se rapproche de certains Polonais et Ukrainiens. C'est cette instrumentalisation qui prend la forme d'une reconnaissance de la « valeur nationale/raciale » d'un peuple ou encore qui fonde l'instrumentalisation de la reconnaissance dans un discours de réconciliation superficielle. Cette superficialité est dûe au fait que la reconnaissance de la

für die besetzten polnischen Gebiete 1939/40 und in Oberschlesien 1941/43 und im Freiheitskampf der unterdrückten Ostvölker: Dokumenten, Äusserungen von Polen, Ukrainern und Juden: Richtigstellungen von Fälschungen Erinnerungen eines Insiders, Lindhorst, Wissenschaftlicher Buchdienst Herbert Taege, 1995, pp. 124-125.

[91] ARLT, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik*, *op. cit.*, 1995. p. 123.

[92] « Arlt, Aufgabe : Bearbeitung von Bevölkerungsfragen im Stab. Generaloberst will Verständigung mit der Bevölkerung. », cité *Ibid.*, p. 26.

responsabilité dans les torts causés est niée[93], et brouille l'analyse, donnant l'impression de continuités de conception, ou même l'impression de similarité de discours entre les pays qui recouvrent pourtant des intentions bien différentes. S'interroger sur la pratique de l'expertise dans des cas extrêmes tels Fritz Arlt, permet de s'interroger sur l'ambiguïté de l'expertise sur l'ennemi et mieux comprendre ce qui découle de cette ambiguïté en termes de continuités et de difficultés à refonder ces pratiques, au-delà du changement de système. C'est cette polysémie complexe et chargée d'ambiguïté des engagements des experts, qui a imposé un décryptage à l'échelle individuelle.

L'historiographie s'est longtemps concentrée sur les positions les plus fortes ou les plus arrêtées, on pourrait dire, caricaturales, en matière d'expertise sur l'Est[94]. Le débat autour de la responsabilité des universitaires allemands dans la 2e Guerre mondiale fut d'ailleurs réactualisé par la lumière jetée ces dernières années sur les pillages d'œuvres d'art et de biens culturels par le régime nazi durant la guerre[95]. Plus particulièrement, pour les spécialistes de l'Europe de l'Est, la parution de la thèse d'Esther Abel, consacrée à Peter Scheibert[96], a suscité dernièrement un échange vif dans la revue *Osteuropa* en 2017[97]. Les échanges portent sur le degré d'adhésion à l'idéologie nazie, les traces de cet engagement et la place que les attaques de RDA peuvent prendre dans l'historiographie. L'élément le plus marginal de cet échange est la question du changement de paradigme après 1945 et le passage d'une expertise de l'Est comme science de l'ennemi à une expertise de l'Est dénazifiée. Cependant, le simple changement de régime ne permet pas de saisir la transformation de la pratique dans cette expertise – allemande – de l'Est, et les inerties des modes de pensée sur l'Est véhiculés et concrétisés par l'expertise, ni en Allemagne ni en Pologne. L'étude épistémologique des branches de l'expertise de l'Est ne suffit pas à analyser la lenteur des changements de pratiques, et l'étude de l'ancrage de cette expertise au service d'un régime donné ne permet pas de comprendre les continuités personnelles et parfois même institutionnelles qui ont caractérisé l'expertise de l'Est en RFA. Il faut revenir sur le fond de cette pratique, regarder en quoi consistent la connaissance de l'Est et les formats

---

[93] WIGURA Karolina, *Wina narodów: przebaczenie jako strategia prowadzenia polityki*, Varsovie: Gdańsk, Wydawnictwo Naukowe Scholar; Muzeum II Wojny Światowej, 2011.

[94] À l'image de l'étude du rôle politique des associations des expulsés en Allemagne de l'Ouest, classées à l'extrême droite en bloc. Voir sur ce sujet SCHWARTZ Michael, *Funktionäre mit Vergangenheit: Das Gründungspräsidium des Bundesverbandes der Vertriebenen und das « Dritte Reich »*, Walter de Gruyter, 2013.

[95] L'affaire récente de l'héritage du collectionneur Cornelius Gurlitt (1932-2014), ainsi que les films de Simon Curtis, « La femme au tableau », 2015 (1h 50min) et George Clooney, « Monuments Men », 2014 (1h 58min).

[96] Esther Abel, *Kunstraub – Ostforschung – Hochschulkarriere: Der Osteuropahistoriker Peter Scheibert*, Verlag Ferdinand Schöningh, 2017.

[97] La recension critique : Egbert JAHN et Inge AUERBACH, « Der Osteuropahistoriker Peter Scheibert. Anmerkungen zu einer misslungenen Biographie », *Osteuropa*, 1-2, 2017, pp. 27-58, et les réponses : Esther ABEL, « Aufarbeitung statt Skandalisierung », *Osteuropa*, 3-4, 2017, pp. 143-156, Wolfgang EICHWEDE, « Die Kunst der Stunde », *Osteuropa*, 3-4, 2017, pp. 181-200, Corinna KUHR-KOROKEV et Ulrike SCHMIEGELT-RIETIG, « Geklaut haben immer die anderen », *Osteuropa*, 3-4, 2017, Stefan PLAGGENBORG, « Marburger Historikerstreit », *Osteuropa*, 3-4, 2017, pp. 157-166.

de communication de cette connaissance dans l'expertise.

5. Choisir des outils d'analyse du changement de paradigme de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne

Pour saisir la temporalité des transformations de l'expertise de l'Est, il faudra distinguer différents niveaux d'analyse, pour mieux les articuler ensuite : l'approche épistémologique, l'approche individuelle et l'ancrage dans les changements territoriaux et politiques régionaux. Ces trois approchent s'imbriquent et traversent notre étude.

(1) Une approche centrée sur les pratiques individuelles de l'expertise et leur temporalité

En cohérence avec la lecture de l'expertise selon sa fonction sociale, nous avons choisi des experts à partir de leur ancrage institutionnel. Ils occupent une fonction de miroir grossissant de la culture politique contemporaine. Les profils retenus sont ceux de chercheurs qui mettent leurs connaissances et leur méthode au service de leurs convictions ou au service d'une institution de conseil politique. En traitant des experts qui se caractérisent par une subordination à un cadre politique, une volonté individuelle d'affirmation et d'influence intellectuelles, ce n'est donc pas une prosopographie d'un groupe social homogène ou d'une génération que nous proposons ici, mais celle d'un groupe qui est défini par une activité sociale, dans une perspective à la fois transnationale et comparatiste. Ce groupe se différencie de la prise de position publique ou du dialogue avec l'administration et la diplomatie des universitaires d'avant 1918, mais hérite de cette pratique gagnant une légitimité nouvelle avec les besoins de la vie publique dans les États allemands et polonais après 1918, dans l'organisation des débats internes et internationaux. L'expertise naît de l'institutionnalisation de cette activité au cours des années 1920, avec d'importantes restructurations, après 1926 en Pologne, et 1933 en Allemagne. Les institutions allemandes connaissent une forte croissance durant la guerre, contrairement aux institutions polonaises, mais les pratiques perdurent un temps hors du cadre institutionnel, preuve de leur pérennisation.

L'historiographie, le renouvellement des générations aidant, s'est intéressée à ceux des *Ostforscher* actifs après 1945, qui avaient été formés durant ou après la 2e Guerre mondiale. Cette évolution accompagne la recherche menée sur le domaine dans son ensemble, et sa fonction politique[98]. L'approche à l'échelle individuelle permet d'éclairer d'un autre jour les évolutions de la production, de la diffusion et l'utilisation des connaissances sur l'Est et d'illustrer la palette de réactions possibles à la brutalité du XXe siècle et surtout les différentes temporalités de cette réaction. C'est pour mieux comprendre quelles ont été les démarches qui ont été déployées par les experts avant que le cadre juridique et international de l'ère des accords d'Helsinki (1973-1975) n'entre en vigueur, que nous nous concentrons sur la période précédant la ratification des traités de Moscou et de Varsovie (1970-1972). Cette période de relative isolation, et d'incertitude face à l'avenir des frontières européennes, offre le meilleur cadre pour observer les efforts à l'échelle individuelle et collective pour la révision des conceptions traditionnelles de l'Est polonaises et allemandes.

L'autre temporalité qu'il faut interroger est celle des experts eux-mêmes. En effet, contrairement à d'autres activités publiques, comme celles de responsables politiques[99], l'expérience des experts n'est pas un élément explicité dans les textes, alors qu'il est présent à l'esprit de leurs interlocuteurs : par exemple, dans la réputation d'expert de l'Est, du fait d'origines familiales, ou d'une expérience de guerre connue des contemporains de l'expert. Un expert venant de l'Est peu également être porteur d'un accent immédiatement identifié mais perdu dans les traces écrites. Les manières que ces experts ont de maintenir l'équilibre entre la réputation de connaissance de l'Est et les gages de loyauté qu'ils offrent aux sociétés auxquelles ils s'adressent, ou encore, d'adapter leurs discours et les références utilisées selon les cercles dans lesquels ils agissent, indiquent les évolutions collectives de leurs rapports aux sociétés et pouvoir étatique, qu'ils ont pour mission d'éclairer. Christian Ingrao, dans son analyse du rôle hybride des intellectuels de la SS, entre conception et action, place sa problématique à la croisée de la pratique experte, de la mythologie politique nazie et de l'expérience individuelle et collective de la génération de ce qu'il appelle les enfants de 1914-1918. Selon lui, l'analyse du discours est « loin d'être un parler vide »[100], il faut articuler le discours idéologique avec les comportements pratiques. Transposé à l'étude de l'expertise de l'Est, il s'agirait d'articuler les pratiques de production de textes d'expertise, avec d'une part, l'expérience de ces experts de leur objet d'étude et le discours social sur leur objet d'étude.

---

[98] BURLEIGH, *Germany Turns Eastwards*, *op. cit.*, 1988, PETERSEN Hans-Christian et KUSBER Jan (dir.), *Neuanfang im Westen: 60 Jahre Osteuropaforschung in Mainz*, Stuttgart, Steiner, 2007 (Beiträge zur Geschichte der Johannes Gutenberg-Universität Mainz), UNGER, *Ostforschung in Westdeutschland*, *op. cit.*, 2007.

[99] Par exemple, l'analyse de l'usage des souvenirs de la 1e Guerre mondiale chez les députés de la République de Weimar, dans les discours politiques, par PATIN Nicolas, *La catastrophe allemande: 1914-1945*, Paris, Fayard, 2014, notamment le chapitre 2 : Des expériences de guerre.

[100] INGRAO, CHRISTIAN, *Croire et détruire*, *op. cit.*, p. 13.

(2) Interpréter les sources de l'expertise comme bornes des paradigmes

Pour reconstituer les références intellectuelles des experts, le corpus est constitué des publications des experts. Une publication implique un travail de recherche préalable, un effort fourni pour calibrer le ton et les informations aux attentes du public, plus ou moins large, plus ou moins spécialisé. Leurs textes permettent d'interroger la manière dont les experts inscrivent leurs analyses tant dans la culture scientifique contemporaine que dans la culture politique. Cette démarche est significative pour comprendre, au-delà des prises de position des experts étudiés, leurs pratique d'expertise : quelles sont les sources qu'ils mobilisent et quelle utilisation ils en font. Il n'en reste pas moins que le contexte historique de ces publications est important, et il s'agira dans la mesure du possible, de mettre en perspective les publications étudiées avec d'autres sources non publiées des auteurs. La référence primaire aux textes publiés vise à éviter les procès d'intention, la réinterprétation *a posteriori* des intentions des experts reposant sur des sources non contemporaines, de type mémoires ou les sources contemporaines traduisant leurs stratégies de positionnement institutionnel, comme la correspondance professionnelle[101]. Ces sources ne sont par ailleurs pas soumises aux mêmes normes qu'un texte qui ambitionne de présenter une analyse experte. Lorsque ces sources, autres que les textes d'expertise, sont disponibles, elles restent bien évidemment utiles à l'analyse des expertises. Mais puisqu'il s'agit d'observer l'évolution des pratiques de l'expertise, comment se forment les normes de communications dans ce domaine, la sélection des sources se concentre sur celles qui considérées comme légitimes et qui offrent une lisibilité du projet politique.

Le corpus collecté est à la fois hétérogène et homogène, parce qu'il rassemble des matériaux d'une nature similaire : des archives institutionnelles, avec des rapports d'activités, réunions d'un conseil scientifique, ainsi que des textes scientifiques, articles de revue, ouvrages, venant de périodes

[101] On peut prendre comme exemple ici, l'étude de Martin Burkert sur les institutions allemandes d'expertise de l'Est et les critiques qui lui ont été adressées, sur le manque de distance par rapport aux stratégies de concurrence institutionnelle et personnelles : Martin BURKERT, *Die Ostwissenschaften im Dritten Reich*, Harrassowitz Verlag, 2000, et les recensions : Jörg HACKMANN, « Martin Burkert, Die Ostwissenschaften im Dritten Reich. Teil 1. Zwischen Verbot und Duldung, Wiesbaden 2000: [Rezension] », *Archiv für Sozialgeschichte*, 2001, 41., pp. 719-722, et Christoph KLEßMANN, « Review of Die Ostwissenschaften im Dritten Reich. T. 1: Zwischen Verbot und Duldung. Die schwierige Gratwanderung der Ostwissenschaften zwischen 1933 und 1939 », *Historische Zeitschrift*, 275 (1), 2002, pp. 250-253, mais aussi MÜHLE Eduard, « Ostforschung und Nationalsozialismus. Kritische Bemerkungen zur aktuellen Forschungsdiskussion », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung* 50 (2), 2001, pp. 256-274.

et d'espaces (et donc de langues) différents. L'analyse que nous faisons de ces textes de nature analogue permet de faire ressortir les différences liées aux spécificités de chaque contexte historique et politique des acteurs et institutions. Mais aussi, ce traitement commun nous laissera voir les préoccupations communes sur le fond ou sur la forme, à travers le temps et l'espace, des experts et surtout l'écho des travaux d'un expert sur les autres. Pour retracer ces parcours, nous pouvons également utiliser les entretiens que nous avons menés[102], ainsi que les mémoires publiés par eux ou par les hommes politiques ou les universitaires avec lesquels ils travaillaient, et la correspondance menée dans le cadre professionnel. Cette entrée nous permettra de traiter des parcours très diversifiés et de mettre en évidence certains paradoxes ou ce qui pourrait sembler relever du double discours. Mais aussi et surtout de mettre en valeur les étapes d'une éventuelle distanciation. D'autre part, la période étudiée est majoritairement marquée par des régimes politiques offrant peu de libertés publiques et intellectuelles. Cependant, l'analyse synchronique des différents auteurs permet d'établir l'étendue des discours possibles à un moment donné, dans un lieu donné, et ainsi d'individualiser, en remarquant les différences, les positions des experts à travers leurs écrits.

Sur cette période assez longue, les évolutions conceptuelles, en parallèle aux évolutions matérielles, ont été fondamentales, bien que souvent équivoque et rarement à sens unique. Des personnalités plus indécises ont bénéficié de l'intérêt des historiens, telles que Gotthold Rhode[103] ou Otto Hoetzsch[104]. Nous voulons à notre tour revenir sur leurs hésitations, leurs contradictions et leurs pensées inabouties qui ont constitué l'intermédiaire entre les paradigmes. Certaines trajectoires de pensée et de vie se sont heurtées aux mythes politiques sur la thématique de l'Est et ont tenté de réfléchir aux implications de leur pensée sur l'Autre oriental européen pour la perception de soi à l'extérieur. Le corpus de notre étude recouvre une étendue large tant sur le plan géographique que thématique, nous avons donc développé une organisation visuelle de l'analyse en support à notre étude. Sur la synthèse visuelle de l'espace-temps, nous allons tracer le parcours des experts, pour souligner l'ancrage dans le temps et l'espace de leur expérience de l'Est. Dans la dernière partie, les efforts d'experts cherchant à repenser le paradigme de l'expertise de l'Est après 1945 concentreront notre attention.

[102] Voir la liste indiquée dans les sources primaires.
[103] ECKERT, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie*, *op. cit.*, 2012.
[104] Voir l'ouvrage de Gerd VOIGT, *Otto Hoetzsch: 1876-1946 ; Wiss. u. Politik im Leben e. dt. Historikers*, Berlin, Akademie-Verlag, 1978, sur la base de sa thèse : *Otto Hoetzsch 1876-1946: Ein biogr. Beitr. zur Geschichte d. dt. Osteuropakunde*, Halle, 1967. Notons au passage que cette biographie fut préparée à charge, dans le contexte d'une campagne est-allemand de discrédit de la recherche allemande sur l'Est. Ainsi O. Hoetzsch a aussi fait l'objet d'une biographie ouest-allemande : Uwe LISZKOWSKI, *Osteuropaforschung und Politik: e. Beitr. zum histor.-polit. Denken u. Wirken von Otto Hoetzsch*, Berlin, Berlin-Verl. Spitz. 1988.

(3) Analyser les cadres institutionnels du débat sur l'Est après 1945

Pour constituer le corpus de cette étude, nous nous sommes concentrés d'une part sur la production intellectuelle des experts étudiés : leurs articles, ouvrages, recensions. D'autre part, sur les archives institutionnelles afin d'observer la position des experts dans leur environnement et l'organisation plus générale de la production de l'expertise.

Pour l'Allemagne de l'Ouest, nous nous sommes servis de la Société Allemande pour la Politique Étrangère (*Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* – DGAP). La DGAP est un des premiers *think tanks*, ou maison d'expertise de la RFA, fondé au lendemain de la 2e Guerre mondiale sur le modèle de la Chatham House, et qui devait servir de plateforme de discussion informelle entre le monde de l'industrie et la politique, dans le contexte de l'intégration (ouest-)européenne naissante, au service de la démocratisation de la société allemande.

Pour la Pologne, le *Polski Instytut Spraw Międzynarodowych* (l'Institut Polonais des Affaires étrangères, PISM) fut fondé en 1947 et devait s'inspirer également du Chatham House britannique. Le PISM devait ainsi être chargé de recherche sur les questions des relations internationales et organiser la coopération scientifique internationale, domaine qui n'était pas au cœur des préoccupations de l'État polonais dans cette période de formation et d'intégration au bloc Est en formation. L'esprit du Chatham House, de faire dialoguer des hommes politiques dans un cadre bilatéral, non public mais trans-partisan, pour trouver des solutions à des conflits internationaux et créer une sociabilité dans un cercle politique élargi, ne correspondait pas vraiment aux besoins du pouvoir qui s'installait. Ainsi, le PISM s'avéra finalement être plutôt un outil de propagande, de rééducation dans les questions internationales et un outil de recueil d'information sur les questions internationales.

Enfin, pour l'Allemagne de l'Est, nous avons observé l'Institut Allemand d'Histoire contemporaine (*Deutsches Institut für Zeitgeschichte* – DIZ), fondé en 1949 à Berlin (Est), qui avait pour mission de préparer l'éducation historique des Allemands de l'Est, en publiant des analyses des archives mises à sa disposition, spécialement les archives de la période nazie. Cet institut, dirigé par notamment par Walter Bartel puis par Stefan Doernberg, deux activistes communistes de l'avant-guerre ayant séjourné à Moscou, le second étant devenu citoyen soviétique durant la guerre, publiait également des analyses des relations internationales et était l'interlocuteur de l'IMEMO (l'institut moscovite d'étude de l'économie internationale et des relations internationales) en RDA.

Pour chaque institution, nous avons un dialogue organisé entre ces milieux politique et

universitaire, et parfois économique, à la DGAP. Si on considère l'expertise non pas comme un objet, scientifique, objectif, mais comme une socialisation des savoirs[105], on peut s'interroger sur les circulations entre les milieux politiques, académiques et d'expertise. Puisque l'expert est « condamné à intérioriser la contrainte politique » et à définir sa propre déontologie[106], que les experts observés évoluent dans des contextes politiques très contraignants et qu'ils traitent d'un sujet fortement marqué par un langage maîtrisé[107], il nous faudra mettre en évidence ce qui différencie les pratiques d'expertises des pratiques politiques et académiques, pour mieux comprendre l'intérêt d'observer les premières. Il est important de préciser ici que le contexte politique de chaque pays confère une fonction différente à l'expertise, qui sert différents enjeux politiques et sous une forme différente, toutefois, l'expertise dans les questions internationales a comme particularité notable qu'elle se construit en interaction ou tout du moins en contact ou en confrontation avec l'expertise des autres pays. Ainsi, si pour la RDA et la Pologne populaire, régimes caractérisés par une prise de décision centralisée au sein du parti communiste – « unifié » pour ces pays à d'autres partis politiques –, la fonction de l'expertise semble être plutôt celle d'un soutien à la propagande officielle. Il n'en reste pas moins que les acteurs provenant d'horizons divers s'approprient cette mission et semblent parfois se construire une marge de réflexion, possible dans ces institutions, à la différence des organisations de masse, également au service de la propagande étatique[108].

Malgré la similitude des régimes gouvernant la Pologne et l'Allemagne de l'Est sur la période d'après 1945, il ne faut pas négliger les profondes différences dans le fonctionnement de la vie politique et intellectuelle de ces pays : l'ancrage de ces régimes suit différents processus dans les deux pays et leurs rapports à l'URSS sont très différents, ce qui se reflète comme nous le verrons sur les pratiques et les enjeux de l'expertise dans ces pays. La RFA est un pays de front et la version « antifasciste » de l'État allemand. Or beaucoup des élites intellectuelles fuient vers la RFA : la RDA doit être un pays modèle avec peu de moyens. La Pologne a été occupée en 1939 par l'URSS et a perdu une partie de son territoire au profit de cette dernière, tandis que les communistes polonais ont largement été massacrés en 1938. L'instauration du régime populaire en Pologne repose principalement sur l'argument de la sécurité des frontières occidentales polonaises, avec un effort de conviction soviétique[109], qui passe notamment par la révision de l'image de l'URSS[110]. En RFA, le

[105] « Présentation. Des modes de socialisation des savoirs académiques », *Droit et société* (60), 2005, pp. 295-307.
[106] CHEVALLIER Jacques, « L'entrée en expertise », *Politix* 9 (36), 1996, pp. 33-50.
[107] ARIFON Olivier, « Langue diplomatique et langage formel : un code à double entente », *Hermès, La Revue* (58), 2010, pp. 69-78.
[108] Voir l'étude des associations d'amitié germano-, et polono-soviétiques en annexe 6.
[109] BABIRACKI Patryk, *Soviet Soft Power in Poland: Culture and the Making of Stalin's New Empire, 1943-1957*, UNC Press Books, 2015.
[110] Voir chapitre 6 et BEHRENDS Jan C., *Die erfundene Freundschaft : Propaganda für die Sowjetunion in Polen*

système politique est plutôt caractérisé sur la période par la rééducation du monde politique à la démocratie pluraliste, ce qui confère à l'expertise une place royale dans cette transition politique, notamment celle liée aux Alliés[111]. La classe politique reste néanmoins marquée par des inerties fortes de la période nazie, tant sur le plan personnel que conceptuel, qui limite la progression des idées, aussi en matière de politique étrangère, ce qui se répercute dans le dialogue des experts avec la classe politique.

La transformation des pratiques de l'expertise s'inscrit dans un contexte international très dense, malgré une rareté temporaire de contacts directs, par un cadre commun du débat politique, fortement imbriqué. C'est dans ce cadre large de dialogue que nous voulons placer les réflexions individuelles des experts de l'Est après 1945.

(4) L'expertise de l'Est allemande et polonaise : émergence, formalisation et transformation entre 1918 et 1972

Nous avons divisé notre étude en trois parties chronologiques et thématiques. La première partie sera consacrée à discerner les caractéristiques de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne jusqu'en 1939. Cette expertise est ancrée dans son contexte scientifique contemporain et en dialogue avec l'imaginaire collectif de l'Est. Dans une deuxième partie, il s'agira de suivre les pratiques de l'expertise dans le contexte à la fois de la 2e Guerre mondiale et de la reconfiguration politique et territoriale qui la suit. Enfin, dans une troisième partie, l'attention sera portée aux efforts entrepris par une partie des experts de l'Est dans les trois nouveaux États, pour refonder un paradigme de l'expertise et y intégrer l'histoire récente.

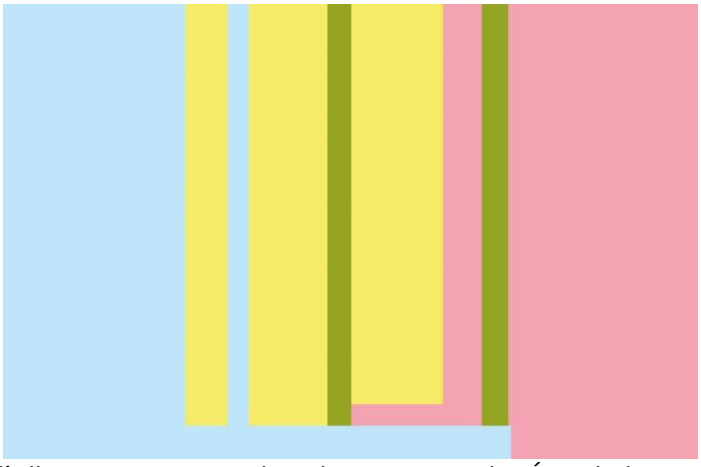
Pour chaque partie, nous avons donc choisi une échelle et un corpus différents, pour pouvoir suivre les pratiques de l'expertise à travers les changements politiques et territoriaux : dans la première partie, les institutions retenues sont des institutions spécialisées dans la question de l'Est, pour comprendre comment les normes de l'expertise de l'Est s'établissent. Pour cette partie, nous menons donc une étude de leurs textes, pour établir une épistémologie de l'expertise de l'Est, ancrée dans les imaginaires collectifs nationaux. Une partie de ces textes les plus pertinents pour cette typologie de l'expertise sont reproduits en annexe. Les experts étudiés dans ce cadre, sont des experts qui jouissent d'une reconnaissance publique et institutionnelle forte. Parmi ceux-ci, nous avons

und in der DDR, Köln, Böhlau, 2006.

[111] JARAUSCH Konrad H., *After Hitler: Recivilizing Germans, 1945-1995*, Oxford University Press, 2006.

privilégié ceux des experts qui maintiennent une activité d'expertise jusqu'après 1945, pour constituer un échantillon d'experts étudiés dans différents contextes. Pour ces experts, nous avons préparé une courte biographie professionnelle et intellectuelle, reproduite en annexe. Ces notes biographiques synthétisées sous forme visuelle, sont intégrées au corps de cette analyse, en soutien à l'interrogation sur la temporalité de l'évolution des pratiques individuelles de l'expertise.

1939



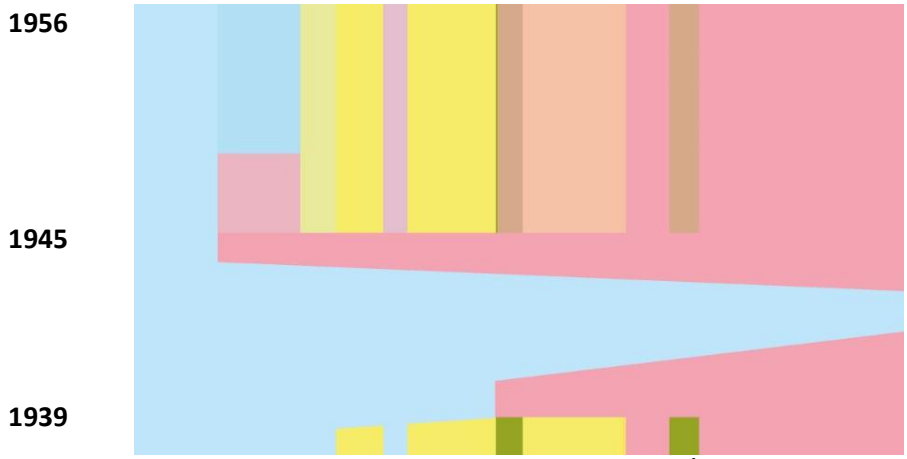
1918

Partie I

L'émergence de l'expertise de l'Est après 1918 et sa consolidation jusqu'en 1939

Nb : en bleu, l'Allemagne, en jaune la Pologne, en vert les États baltes, en rouge, l'URSS.

La première partie couvre l'émergence de l'expertise de l'Est, dans le contexte de la sortie des empires après 1918. C'est une période où les États modernes allemands et polonais, mais aussi soviétique et baltiques, se forment, sur ces vestiges impériaux. Nous traitons dans un premier chapitre, les héritages historiques et culturels des représentations de l'Est en Allemagne et en Pologne, puis dans un deuxième chapitre, l'émergence de la pratique d'expertise durant et au sortir de la 1e Guerre mondiale. Les troisième et quatrième chapitres sont dédiés à l'analyse de l'émergence des institutions portant les deux grands types d'expertise de l'Est décrites ici en introduction : l'orientologie et la soviétologie. L'étude des pratiques d'expertise nous servira à proposer une typologie de l'expertise de l'Est ne reposant non plus sur les méthodologies particulières mais sur l'ancrage de l'expertise dans les cultures nationales, et ainsi à interroger le rapport des sociétés allemandes et polonaises à l'Est à travers l'expertise. Nous tenterons de mieux comprendre comment l'expertise de l'Est prend progressivement la forme d'une science de l'ennemi.

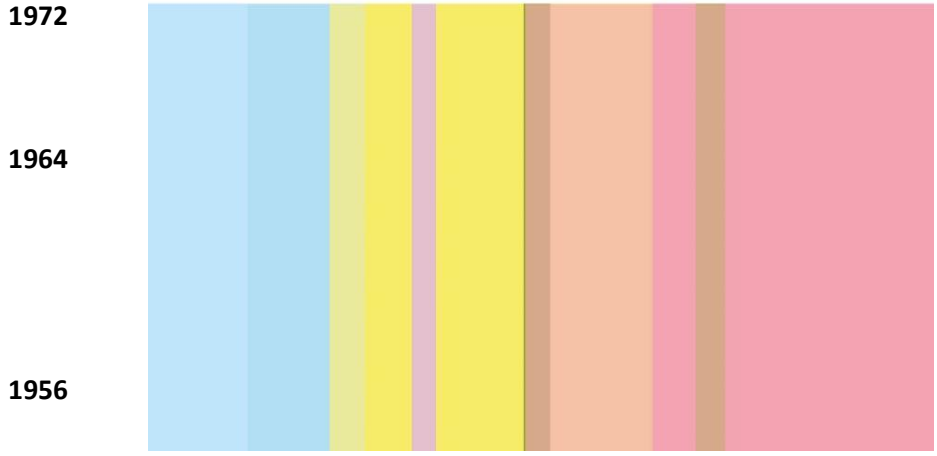


Partie II

L'expertise dans la violence de la guerre et les transformations lentes de la sortie de guerre (1939-1956)

Nb : en bleu, l'Allemagne, en jaune la Pologne, en vert les États baltes, en rouge, l'URSS.

La deuxième partie traite des mutations et continuités de l'expertise dans le contexte de la 2e Guerre mondiale et de la sortie de guerre, qui transforme profondément l'organisation territoriale et politique de cette région, et par ricochet, le rapport des sociétés allemandes et polonaises à l'Est européen. Dans un cinquième chapitre, nous traitons de la place de l'expertise allemande de l'Est dans la guerre, à travers les parcours d'experts dans les institutions d'expertises nazies engagées sur le front. Le sixième chapitre s'intéresse aux réactions d'experts polonais à l'effondrement de leur État et à la politique du gouvernement en exil. Dans un septième chapitre, nous traitons des continuités dans les pratiques de l'expertise après la guerre, avec une nouvelle qualité de la science de l'ennemi. Cette partie vise à interroger l'impact de la violence sur les pratiques de la science de l'ennemi, durant et après le conflit mondial.



Partie III

Les voies de révisions individuelles et collectives des paradigmes de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne après 1945

Nb : en bleu, l'Allemagne, en jaune la Pologne, en rouge, l'URSS.

La dernière partie recoupe chronologiquement partiellement la deuxième, mais traite d'une autre dimension, celle des efforts de révision de l'expertise de l'Est après 1945. Dans le chapitre huit, nous examinerons en quoi la création de nouvelles structures d'expertise des questions internationales

valide la continuité de l'expertise en la matière et nous interrogerons la place de l'Est dans ces nouvelles structures. Les chapitres neuf et dix traiteront des voies de transformation des pratiques de l'expertise, en mettant l'accent sur les réflexions individuelles de certains experts de l'Est, selon deux axes : dans le chapitre neuf, la réflexion sur l'histoire récente des relations à l'Est après 1956 et dans le dernier chapitre, la réflexion sur la sécurité collective en Europe dans les années 1960-1970. Cette partie analysera ainsi les motifs et les freins de la transformation de l'expertise de l'Est, en interaction dans les trois États allemands et polonais.

En choisissant de singulariser les pratiques expertes de la connaissance de l'Est par rapport aux pratiques universitaires ou d'autres discours publics sur l'Est, on pourra interroger le projet politique formulé par les experts dans leurs analyses et le lier à l'instrumentalisation de leurs connaissances dans ce but. Mettre en perspective le but politique exprimé avec les outils scientifiques et culturels dont disposent les experts, offre un autre angle sur la diversité des conceptions de l'Est dans les sociétés allemandes et polonaises, éclairant la fonction de l'Est dans ces sociétés, notamment celle d'ennemi et d'espace de projection nationale, passée et à venir.

Par la mise en évidence de caractéristiques communes ou divergentes dans les pratiques d'expertise, nous voulons interroger le développement d'une expertise de l'Est comme science de l'ennemi dans les sociétés allemandes et polonaise jusqu'en 1945, pour mieux comprendre les difficultés de la révision des concepts de la science de l'ennemi. Ceci devrait contribuer à clarifier la lenteur du changement de discours des sociétés allemandes et polonaises sur l'Est, malgré la 2^{e} Guerre mondiale, sa violence et ses conséquences dramatiques pour ces sociétés.

PARTIE I

UNE EXPERTISE SUR L'EST ANCRÉE DANS LE RÉCIT NATIONAL (1918-1939)

La connaissance de l'Est comporte des éléments appartenant à différentes branches de la connaissance scientifique : l'espace oriental avec sa géographie, les populations de cet espace, leurs langues, leur histoire. Cette diversité se retrouve également dans l'expertise de l'Est, qui est constituée d'une dimension technique, de connaissances concrètes de cet espace, transposées pour être utilisées dans le débat politiques. L'historiographie de cette expertise nous indique l'impact fondamental du filtre culturel sur celle-ci. C'est ce à quoi nous allons nous consacrer dans cette première partie : comment cette expertise émerge et se formalise dans une culture scientifique particulière et un imaginaire collectif de l'Est riche et intense. Les deux premiers chapitres sont dédiés à la généalogie de l'expertise de l'Est, tandis que les deux derniers traitent de la formalisation des normes des deux principales branches de l'expertise de l'Est telle qu'elle se constitue après 1918.

Le premier chapitre retrace une généalogie succincte des éléments historiques rattachés à l'Est du point de vue allemand et polonais, en partant de ceux qui ont gardé leur pertinence sociale au XX^{e} siècle. Le deuxième chapitre s'intéresse aux « proto-experts », ou les premiers cas de transposition directe de connaissances universitaires dans le contexte politique, ici, pour des négociations diplomatiques. Cette pratique s'autonomise par la suite du champ universitaire et politique et s'ancre dans un cadre institutionnel propre, après 1918, qu'on regroupe selon deux branches : l'étude de l'Est sous le prisme de sa place dans l'espace national et l'étude de l'URSS et de son régime politique particulier. Ces institutions pleinement dédiées à l'expertise se pérennisent dès lors et pour toute la durée du XX^{e} siècle (et au-delà).

L'expertise de l'Est s'inscrit ainsi doublement dans l'imaginaire collectif, une première fois en l'utilisant comme prémisse et une deuxième fois, en l'alimentant par des données. Ce lien avec l'imaginaire collectif relève bien souvent de l'implicite, non pas dans le sens du caché ou du tabou, mais au sens que la connaissance de l'Est et la fonction de l'Est dans l'imaginaire collectif allemand ou polonais correspond à un référentiel partagé, qu'il n'est pas nécessaire d'expliciter pour la compréhension mutuelle dans les sociétés allemandes et polonaises d'alors[112]. Nous nous efforcerons dans cette partie d'expliciter ce référentiel partagé par certains groupes dans les sociétés allemande et polonaise, en différenciant les niveaux individuels et collectifs des représentations de l'Est.

[112] GIUST-DESPRAIRIES Florence, *L'imaginaire collectif*, Toulouse, Erès, 2009, p. 40.

Les deux derniers chapitres permettront d'interroger la transformation de ces représentations par les changements politiques des années 1930 en Allemagne et en Pologne, avec la montée du fascisme. En analysant les pratiques de l'expertise, telles qu'elles se développent entre 1918 et 1930, nous proposons une typologie de celles-ci en lien avec les éléments du référentiel collectif attaché à l'Est en Allemagne et en Pologne.

Chapitre 1

L'Est comme espace d'altérité, de projection et du mythe des origines dans les cultures politiques allemandes et polonaises jusqu'en 1921

Les langues allemande et polonaise ont des termes du langage courant pour différencier trois types d'Est, tout d'abord l'Est du territoire étatique national : *Ostgebiete/Ostmark* et *Kresy* (*wschodnie*). Ces termes peuvent désigner des territoires qui sont aux limites orientales d'un empire, d'un État, ou des territoires orientaux ayant appartenu à l'État. Puis, on a l'Est (*wschód* en polonais, *Ost* en allemand) qui désigne l'Est européen en général, c'est-à-dire la Russie, l'Ukraine principalement ou de manière indifférenciée, et enfin l'Orient (*wschód* ou *orient* en polonais, *Ost* ou *Orient* en allemand), qui comme en français, fait référence à l'Est de la Méditerranée jusqu'au Japon, selon qu'il soit proche ou extrême[113]. On a donc une ambiguïté intrinsèque et spécifique dans les langues allemande et polonaise, lorsqu'il s'agit de traiter de l'Est européen, et il sera parfois difficile de préciser si on traite de l'Est du territoire national ou de l'Est voisin[114]. Cette ambiguïté résulte d'une superposition territoriale à la fois des passés étatiques allemand et polonais, de l'imaginaire forgé par la production culturelle et des ambitions territoriales qui font l'objet de discussions politiques au cours des XIX^e^ et XX^e^ siècles. C'est justement cette superposition qui est sans doute la cause principale de l'ambiguïté quant à l'Est dont il est question. Ce qui nous intéresse ici est donc l'ambivalence qui résulte de la coexistence de perceptions et visions qui peuvent sembler incohérentes.

Les expertises de l'Est se greffent aux autres registres du discours sur l'Est : celui des productions littéraires, des publications quotidiennes, des imaginaires collectifs et celui du débat politique. Pour comprendre comment l'expertise s'articule avec les autres sources de connaissance sur l'Est, il faut se pencher sur la construction de la mythologie de l'Est en Allemagne et en Pologne. Une partie des éléments associés à l'Est se retrouve dans d'autres pays européens : les stéréotypes sur la Russie et les Russes ne sont pas exclusifs, ni spécifiques à l'Allemagne ou la Pologne[115]. Mais il y a certaines dimensions plus spécifiques aux voisins de cet Est européen que sont la Pologne et l'Allemagne. La

---

[113] WAPIŃSKI Roman, «O wpływie dziedzictwa dawnej Rzeczpospolitej na postrzeganie wschodu», in: KOTLARSKI Grzegorz et FIGURA Marek, *Oblicza Wschodu w kulturze polskiej*, Poznań, Wydaw. Poznańskie, 1999 (Poznańskie Studia Wschodoznawcze), pp. 9-19.

[114] ZARYCKI Tomasz, *Polska Wschodnia i orientalizm*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe Scholar, 2013.

[115] On peut se référer à CUSTINE Astolphe de, *La Russie en 1839*, 1843. En ligne: http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k828082, consulté le 28.04.2016. Pour une lecture des stéréotypes icographiques, voir l'étude sur l'usage de l'image de l'ours pour représenter la Russie en Europe chez LAZARI Andrzej DE, ZAKOWSKA Magdalena et RIABOW Oleg, *Europa i Niedzwiedź*, Varsovie, Sedno, 2013.

représentation de l'Est comme promesse de développement futur s'adosse sur une partie de la mythologie nationale[116], où l'Est est perçu comme une contrée opulente, féconde, qui a donné naissance aux élites (aristocratiques) nationales. La production culturelle héritée du XIX^e^ siècle laisse une empreinte forte, dans le cas polonais, où les terres orientales (*ziemie zabrane*, les terres de la République polono-lituanienne, non intégrées au « Royaume polonais » – plus souvent nommé Royaume du Congrès, tout en étant annexées à l'Empire russe, sont le théâtre des épopées romantiques les plus marquantes[117], où les auteurs puisent dans une histoire romancée pour marquer les contours du territoire national, base d'un État polonais à reconstituer[118].

Pour l'Allemagne, la représentation de l'Est est dérivée également du mythe fondateur et prend la forme de paradis perdu à reconquérir. En partant du discours sur les invasions barbares ou marche des peuples en allemand (*Völkerwanderung*), du mythe du peuple germanique tel que repris de la description de la Germania de Tacite, les penseurs allemands tels que Leibniz, forgent un discours des origines d'un peuple originel conquérant, arrivé par les steppes d'Asie, d'Inde, et s'installant en Europe centrale pour y fonder la culture germanique[119]. À ce discours fondateur se greffe progressivement celui du « *Drang nach Osten* », la pulsion, l'aspiration intense à l'Est. Les migrations allemandes du Moyen-Âge vers l'Europe centrale et du Sud-Est puis celle organisée par Catherine II vers la Russie sont insérée dans la mission séculaire germanique ; l'apport de la civilisation à l'Est européen et l'épanouissement de la culture germanique sur ce sol fertile. Dans un schéma assez répandu, la proximité de la nature, la barbarie est valorisée pour les temps reculés, tandis que pour le passé plus récent, c'est l'apport de la civilisation par le groupe décrit comme les ancêtres légitimant, qu'on souligne.

Ces mythologies nationales du XVIII-XIX^e^ siècle et la production littéraire forgent un socle nébuleux de l'Est comme espace à la fois méconnu et familier, qui marque l'imaginaire collectif, à la fois des experts mais aussi de leurs interlocuteurs. L'Est européen semble avoir acquis une fonction dans la mythologie politique allemande et polonaise : c'est un espace sur lequel on peut projeter différents fantasmes, revendications, peurs, espoirs, selon les acteurs et l'époque. De ces idées exprimées à

---

[116] Entre autres, le sarmatisme, comme nous allons voir ci-dessous. Voir : WALICKI Andrzej, « Le sarmatisme », in: DELSOL Chantal, MASŁOWSKI Michel, NOWICKI Joanna *et al.*, *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Presses Universitaires. de France, 2002, pp. 178-190.

[117] On pense notamment aux textes de Henryk Sienkiewicz, Adam Mickiewicz. Voir WAŚKO Andrzej, « Geopolityka i literatura romantyzmu », in: KLOCZKOWSKI Jacek, *Przeklęte miejsce Europy?: dylematy polskiej geopolityki*, Cracovie, Ośrodek Myśli Politycznej : Wyższa Szkoła Europejska im. ks. J. Tischnera, 2009.

[118] THIESSE Anne-Marie, « Communautés imaginées et littératures », *Romantisme* (143), 2009, pp. 61-68.

[119] DEMOULE Jean-Paul, *Mais où sont passés les Indo-Européens ?: le mythe d'origine de l'Occident*, Paris, Seuil, 2014, pp. 27-29. On peut noter au passage que cette « généalogie » ethnique n'est pas exclusivement allemande et que Leibniz se réfère aux Scythes, qui aux yeux des Polonais sont les ancêtres des Sarmates, les « premiers » aristocrates polonais, lituaniens etc. de la République des Deux Nations.

différentes périodes et dans différentes optiques, il reste des éléments qui ressurgissent ultérieurement, cette fois avec une aura d'historicité, en d'autres termes, des lieux de mémoire[120]. L'Est est à la fois un lieu de mémoire global et englobe une myriade de lieux de mémoires particuliers. Cet Est échappe dès qu'on essaie de le saisir, il se transforme en faisceaux de mémoires particulières. En voici un exemple pour le cas allemand, la généalogie de l'image de l'Est présentée par le slaviste Heinrich Stammler mobilise les hommes politiques ayant eu des contacts diplomatiques avec la Russie, des auteurs analysant l'œuvre de Dostoïevski, ou encore la mémoire des Allemands de la Baltique, et les différentes strates de politiques pratiquées à leur égard par le régime tsariste, puis bolchevique[121]. Comment, dans ce contexte, analyser l'expertise sur l'Est en prenant en compte le poids de l'héritage intellectuel qui pèse tant sur sa formulation que sur sa réception ?

Les représentations sont multiples, il faut souligner ici leur diversité dans le temps et l'espace, au sein des sociétés allemandes et polonaises. La définition de l'Est comme lieu de mémoire, nous permet de ne pas ne pas attribuer aux sociétés allemandes et polonaise, une vision monolithique de l'Est mais de garder la dynamique diachronique des représentations de l'Est, comme représentations partagées, multiples et réactualisées. Les imaginaires collectifs allemands et polonais de l'Est étudiés ici se définissent comme étant nationaux, ce qui n'implique pas qu'un imaginaire collectif ne puisse pas être transnational ou régional[122]. C'est justement l'instrumentalisation de l'Est dans la définition de ce qui serait national qui fonde la sélection de ces représentations.

Les éléments des imaginaires collectifs allemands et polonais ne sont d'ailleurs pas exclusivement nationaux, ce qui permet la comparaison entreprise ici. Le discours sur l'Est fait partie intégrante du débat plus général sur l'Allemagne (et l'Autriche) et la Pologne, il semble qu'il soit plus souvent un discours dont l'enjeu est de convaincre de l'importance de l'Est, ce qui semble loin de faire consensus. Nous nous efforçons de redonner la tension qui est en arrière-plan de l'image de l'Est qui a traversé les époques, tout en ayant bien conscience de la limite de l'exercice. Le but est d'une part de rappeler les éléments des cultures allemandes et polonaises qui sont porteurs d'explication ou d'interprétation de l'Est et d'autre part de montrer quels sont les liens entre la connaissance de l'Est et ces explications. Ces éléments se retrouvent à la base de certaines expertises ou du moins les experts les intègrent

[120] Sur la définition de l'Est comme lieu de mémoire polonais et allemand : Robert TRABA et Christoph KLEßMANN, « Kresy & niemiecki Wschód. W poszukiwaniu arkadii i celu misji cywilizacyjnej » ; TRABA Robert et HAHN Hans Henning (dir.), *Paralele*, Scholar, 2013 (Polsko-niemieckie miejsca pamięci 3) ; version allemande : *Parallelen*, Schoeningh Ferdinand Gmbh, 2011 (Deutsch-Polnische Erinnerungsorte 3), pp. 41-71. Pour les lieux de mémoires allemands, voir FRANÇOIS Étienne et SCHULZE Hagen, *Mémoires allemandes*, Paris, Gallimard, 2007.

[121] Voir : STAMMLER Heinrich, « Wandlungen des deutschen Bildes vom russischen Menschen », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 5 (3), 1957, pp. 271-305.

[122] Les travaux sur les lieux de mémoires allemands et polonais montrent d'ailleurs l'imbrication des lieux de mémoires allemands, polonais, et au-delà, avec des perspectives croisées sur les relations polonaises et allemandes à la France, à la Turquie et à la Russie dans la série éditée par Robert Traba et Hans Henning Hahn.

souvent dans leur communication, supposant leur efficacité pour faire comprendre leur analyse. Si « une idée fausse est un fait vrai »[123], il nous paraît utile de rappeler quelques éléments de la perception de l'Est et surtout de ses habitants, tels qu'ils ont été formulés et reformulés dans les cultures allemandes et polonaises. L'expertise de l'Est, en mobilisant ces références tout en s'y conformant, tomberait sous une téléologie intrinsèque. L'Est européen semble être le réceptacle de fantasmes durables rattachés aux imaginaires culturels et politiques allemands et polonais, qui ressurgissent régulièrement dans les discours publics, notamment dans le sous-texte de l'expertise de cet espace[124]. C'est pourquoi il est remarquable de constater non pas une continuité dans le discours sur l'Est mais plutôt une tolérance à des visions simplificatrices de la fonction que l'Est doit jouer dans l'histoire, l'économie, la définition de l'identité nationale allemande et polonaise.

Partir de l'Est comme lieu de mémoire permet alors de souligner la volonté d'imposer une lecture particulière de cet Est comme découlant « naturellement » d'un passé réinterprété, et par là, l'ambition performative de l'expertise de l'Est. L'expertise, en même temps qu'elle s'appuie sur des références historiques pour légitimer un projet particulier, définit les références comme fondatrices. Ces éléments réapparaissent et donnent une impression souvent d'éternité, de vérité et se trouvent mythifiés et constituent une « représentation traditionnelle, idéalisée et parfois fausse, concernant un fait, un homme, une idée, et à laquelle des individus isolés ou des groupes *conforment* leur manière de penser, leur comportement », comme le Trésor de la langue française définit le mythe.

C'est la dimension de conformité qui nous semble particulièrement utile dans cette définition. En effet, si la perception de l'Est est ambivalente, l'expertise est par nature ambiguë : l'expertise est un projet qui veut transformer la pratique politique, et donc en décalage par rapport à la réalité observée, qu'elle vise à changer. Tout en gardant à l'esprit la téléologie, ou l'attribution rétrospective de logiques aux événements historiques[125] dans le regard des différentes périodes sur les sources historiques de connaissance sur l'Est, nous allons nous appuyer sur la richesse des travaux en la matière. La recherche de sources et d'arguments pour la question nationale en Allemagne et en Pologne est un enjeu central dans le contexte de la transition des empires aux États-Nations. Cette recherche s'appuie en partie sur la question du rapport à l'Est et c'est cet angle national, cette perspective de la définition de la nation, son origine, sa mission, ses ressources de grandeur, ses particularités qui structure le regard qui est

[123] JEANNENEY Jean-Noël, *Une Idée Fausse Est Un Fait Vrai*, Paris, Odile Jacob, 2001.
[124] *Traumland Osten: deutsche Bilder vom östlichen Europa im 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006., INGRAO, Christian, *Croire et détruire*, *op. cit.*, notamment dans son chapitre sur les représentations de l'Est des intellectuels de la SS et ZARYCKI, *Polska Wschodnia i orientalizm*, *op. cit.*, 2013., OBERLÄNDER Erwin, *Geschichte Osteuropas: zur Entwicklung einer historischen Disziplin in Deutschland, Österreich und der Schweiz 1945-1990*, Stuttgart, Franz Steiner, 1992.
[125] Voir la réflexion de Michel Foucault sur les évolutions des pratiques historiographiques dans FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 2014.

porté sur l'Est, au début du XX^e siècle. L'accumulation d'images, parfois contradictoires, et leurs relectures, réinterprétations ultérieures, peuvent se lire comme des indicateurs des mutations des sociétés, au moins celles des acteurs les formulant. La compréhension des références mobilisées par les experts après 1918 nécessite donc une exploration des couches d'images associées au fil du temps à l'Est. Nous faisons ainsi état de l'empilement tel qu'il apparaît au début de la période étudiée, autour de 1918.

De nombreuses publications contemplent les 1 000 ans de contacts entre des personnes de ces zones identifiés comme germaniques, polonais[126], russes[127], ou slaves de l'ouest, slaves de l'Est, ou encore les Baltes[128]. Ces contacts, confrontations, coopérations ont contribué à la formulation de nombreux stéréotypes, dont certains ont connu une certaine postérité, en étant régulièrement actualisés, d'autres étant tombés en désuétude. Ces derniers sont par nature plus difficiles à reconstituer, mais ils offrent une pertinence dans notre étude dans la mesure où ils montrent en creux l'évolution de la fonction sociale de ces stéréotypes. Il s'agit ici principalement du passage de l'altérité religieuse à l'altérité ethnique et nationale.

Trois thématiques récurrentes se dégagent des discours allemands et polonais sur l'Est. Elles sont présentées séparément ici dans un souci de lisibilité, mais elles apparaissent plutôt combinées les unes aux autres. Ces éléments sont d'une part, la conception de l'Est comme étant un espace marqué par une culture et des Hommes radicalement différents, « non européens » ou d'une « autre civilisation ». L'Est incarne l'altérité face à la Pologne et l'Allemagne. À la conception de l'Est comme un espace marqué par des cultures, des hommes différents, répond un Est qui est devenu au XVII-XIX^e siècles, le réceptacle des origines allemandes et polonaises en définition, alors que la terre de projection se construit également en écho à ces deux premiers éléments. Ceux-ci réapparaissent dans les visions de l'Est, qui englobent l'altérité et la projection. Dans un premier temps, il s'agira de synthétiser les éléments successifs qui ont forgé l'image de l'Est comme étant radicalement différent. Cette représentation en altérité radicale n'est pas spécifique à l'Allemagne ou la Pologne mais sa récurrence l'installe comme un pendant du discours sur la nation allemande et polonaise.

---

[126] BREYER Richard, *Nachbarn seit Tausend Jahren: Deutsche u. Polen in Bildern u. Dokumenten*, Mainz, v. Hase & Koehler, 1976 ; *Polska--Niemcy: Tysiac lat sasiedztwa = Polen--Deutschland : Tausend Jahre Nachbarschaft*, Varsovie, Pagina, 2000 ; OMILANOWSKA Malgorzata, *Tür an Tür. Polen - Deutschland: 1000 Jahre Kunst und Geschichte*, 2^e édition, DuMont Buchverlag, 2011. La dernière référence est le catalogue d'une exposition qui a remporté un grand succès, organisée au Martin-Gropius-Bau à Berlin.

[127] EISFELD Alfred, *Tausend Jahre Nachbarschaft: Russland und die Deutschen*, Munich, Bruckmann, 1988 ; WEMHOFF Matthias et LEWYKIN Alexander, *Russen und Deutsche - Katalog: 1000 Jahre Kunst, Geschichte und Kultur*, Imhof, Petersberg, 2012. La dernière référence est également celle du catalogue d'une exposition organisée à Berlin et Moscou dans le cadre de l'année allemande en Russie en 2013.

[128] *Tausend Jahre Nachbarschaft. Die Völker des baltischen Raumes und die Deutschen*, Munich, Bruckmann, 1995.

1. L'Est de l'Autre : l'Est comme Orient à l'altérité radicale

L'Est européen a navigué dans les cartes mentales allemandes et polonaises du « Nord » à « l'Orient ». L'identification est passée dans un premier temps par le prisme religieux, puis a migré vers le prisme national. Les différentes sources se superposent et aboutissent à une variété de discours qui expriment une altérité radicale, souvent avec une connotation négative, mais pas exclusivement. Il apparaît toutefois que ce sont ces dernières qui se transmettent le plus facilement, à travers les époques. Cette partie a pour but de rappeler les contextes de l'émergence des connaissances sur l'Est, à partir de sources, certes secondaires, pour traiter ce sujet, mais qui résument les connaissances et les pratiques qui ont traversé les époques.

Cette partie prend pour appui les recherches sur l'Est menées en Allemagne et en Pologne qui ont forgé les connaissances dans ces pays sur l'Est européen. L'idée d'un Est européen comme espace global est une idée récente, relativement à la profondeur historique des relations entre les Allemands, les Polonais et leurs voisins orientaux. Il semble que cette image se soit constituée par la relecture *a posteriori* des chroniques anciennes, rédigées dans des contextes politiques variés, et sur une base documentaire relativement limitée. Une relecture visant à comprendre quelle était la nature des relations bilatérales aboutit souvent à une essentialisation tant des observateurs que des observés, c'est souvent le but même de cet exercice. En effet, du fait même qu'il n'y ait pas de continuité historique étatique tant du côté allemand, polonais ou russe…, les auteurs de discours synthétiques et politiques sur leur nation, leur État, établissent des filiations étatiques qui gomment les discontinuités des communautés, qui font par ailleurs débat dans les historiographies respectives[129].

Ce type de relecture est d'ailleurs propice à répétition de la théorie normande[130] de l'origine de

[129] On pense notamment ici à la filiation entre la Rus kiévienne et la Moscovie. Mais cette remarque s'applique tout autant à la continuité établie entre le Saint Empire de Nation allemande et les États allemands ultérieurs, qu'à la continuité entre la Pologne des Piast et le Royaume des Deux Nations polono-lituanien. Pour un bilan de cette discussion, on peut se référer à HALECKI Oscar, *Borderlands of Western Civilization: A History of East Central Europe*, 2e édition, Safety Harbor, FL, Simon Publications, 2000, pp. 16-19, p. 41 et p. 56.

[130] Cette théorie attribue la fondation de l'État kiévien aux Varègues, et conclut à l'origine scandinave, voire germanique de l'installation d'une organisation sociale dans la région d'Europe orientale. Cette conception a connu un regain fort dans l'historiographie NS en particulier, sur laquelle nous revenons dans les chapitres 4 et 5. Cette lecture a été fortement critiquée, notamment par l'historiographie soviétique, comme nous le verrons dans le chapitre 7.

l'État kiévien, étant donné que les sources font alternativement l'amalgame et la différence entre les peuples du Nord ; les Suédois, Varègues, Danois, Ruthènes. Entre le XII^{e} et le XIII^{e} siècle, les relations commerciales autour de la Mer baltique connaissent un formidable essor, en même temps que la progression territoriale des chevaliers teutoniques, et l'avancée de la « Horde d'or » vers l'Europe centrale. En d'autres termes, il y a des rapports à la fois de confrontation et de coopération entre les mêmes acteurs, avec des figures à la longue postérité, comme Alexandre Nevski (1220-1263), immortalisé par la bataille du lac Peïpous de 1242[131]. Ces éléments ont été formulés et réinterprétés pour fonder une connaissance sur l'Est aboutissant à une lecture de l'Est comme incarnation d'une altérité évolutive, que nous allons découper à présent.

(1) L'Est européen jusqu'à l'invasion mongole du XIIIe siècle : une lecture de l'altérité dans la religion

Les premières sources écrites sont fortement marquées par le prisme de la christianisation de cette partie de l'Europe et leurs auteurs sont souvent des hommes d'Église. Ainsi les sources font référence aux peuples orientaux, de manière indifférenciée comme des barbares, païens, auxquels on attache les pires pratiques, la pire violence[132]. Une lecture plus nuancée des sources fait apparaître cependant une certaine neutralité des relations avec l'État kiévien par exemple, voire même une neutralité bienveillante, comme chez Thietmar de Meresburg (975-1018)[133]. Cette bienveillance est expliquée par le contexte de la rédaction de sa chronique : celui d'une lutte germano-polonaise pour laquelle une alliance était envisagée avec les Ruthènes. L'évolution du ton de ces sources témoigne tant de l'évolution des structures politiques germaniques que polonaise ou ruthènes, que de leurs relations. Les sources sur l'Europe de l'Est, comme pour d'autres régions, relèvent des chroniques de guerre, des visites diplomatiques mais surtout du travail missionnaire et des relations commerciales.

---

[131] Voir WEMHOFF et LEWYKIN, *Russen und Deutsche - Katalog*, *op. cit.*, 2012, pp. 18-19.

[132] KELLER Mechtild, « Konturen: Die Darstellung der Ostslawen in Chroniken und Annalen des 9.-13. Jahrhunderts », in: *Russen und Russland aus deutscher Sicht*, Munich, W. Fink, 1985 (West-östliche Spiegelungen), pp. 57-83, p. 58 et p. 66. Ce conflit s'intègre dans la lutte plus large en Europe, pour la légitimation des régimes par l'Église, mais nous ne nous risquons pas à synthétiser cette histoire complexe. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les traces écrites, transmises de cette période, sur l'Est.

[133] Evêque de Meresbourg, qui rédigea une chronique de l'Empire romain germanique de 1012 à 1018, dans le règne d'Henri II, dans le contexte d'une conflictualité récurrente avec les Polonais sous Bolesław Chrobry (965-1025) : Thietmari Merseburgensis episcopi Chronicon (1012–1018). Disponible sous http://www.mgh-bibliothek.de/digilib/thietmar.html, consulté le 12.11.2016.

Ces deux derniers textes contrastent vivement l'un avec l'autre. Comme le remarque Mechthild Keller, la confrontation des deux types de sources permet de retracer la complexité des relations et surtout d'expliciter les intentions des chroniqueurs de la période. Au stade d'un développement assez avancé des relations commerciales et de la christianisation de la région au XIX[e] siècle, on peut se reposer sur les accords commerciaux tels que l'accord de Polotsk, dans l'actuelle Biélorussie, de 1210, dit de « paix éternelle », et les chroniques d'Henri de Livonie (1187-1259), chroniqueur de la christianisation de la côte baltique, pour l'Ordre teutonique. Selon M. Keller, les textes commerciaux ne donnent pas de jugement de valeur particulier du point de vue germanique sur les Européens de l'Est ; ce sont des textes qui ne comportent que « des formulations brèves des droits et obligations synallagmatiques ». Ce qui est discuté, c'est la question de la confiance, qui semble avoir existé dans la mesure où le commerce était facilité par une exonération de taxe vers le port de Lübeck. Les conflits commerciaux sont les traces les plus saillantes mais témoignent d'une relative intensité des échanges. Dans le même temps, le missionnaire tient un discours beaucoup plus politisé et insiste plus sur les conflits religieux et la description suit une logique de « différenciation » et souligne « l'animosité » envers les « païens et les Russes »[134].

Ce bref exemple vise ici à illustrer d'une part la diversité relative des sources disponibles pour la construction d'une image de l'Est dans l'histoire allemande en l'occurrence, et donc à rappeler le choix qui a été fait par les couches successives d'experts de l'Est, de se concentrer sur les sources les plus facilement exploitables pour la rhétorique sur la nation allemande ou sur la spécificité, l'altérité de l'Europe de l'Est. L'altérité de l'Europe de l'Est, et plus particulièrement des Slaves de l'Est s'est donc forgée sur la question religieuse, ce qu'on retrouve aussi dans les chroniques polonaises, pour les siècles suivants[135].

[134] KELLER, « Konturen: Die Darstellung der Ostslawen in Chroniken und Annalen des 9.-13. Jahrhunderts », *art. cit.*, 1985, pp. 79-81.

[135] SEMIAŃCZUK Albina et SEMIAŃCZUK Henadź, « Oblicza Wschodu w dziejopisarstwie do końca XVI wieku », in: KOTLARSKI Grzegorz et FIGURA Marek, *Oblicza Wschodu w kulturze polskiej*, Poznań, Wydaw. Poznańskie, 1999 (Poznańskie Studia Wschodoznawcze), pp. 21-36.

(2) La renaissance de l'Est par la Moscovie : amalgame des questions orientales par les humanistes puis les romantiques (XIV-XVIIIe siècles) ou l'altérité culturelle

L'avènement de la domination de la Moscovie longtemps décrite dans l'historiographie comme la « collecte des terres »[136] par Ivan III, dit le grand (1440-1505) qui annexe militairement les terres entourant la Moscovie, suivie par le Temps des troubles (Смутное время, 1598-1613), et d'autre part l'ouverture vers l'Europe de l'Ouest sous Pierre le Grand (1672-1725) sont des moments qui marquent durablement la mémoire des rapports avec l'Est européen des Polonais et des Allemands. C'est également une période durant laquelle les confrontations avec l'Empire ottoman, en plein essor, se multiplient. Ainsi, l'Est, du point de vue germanique ou polonais fut assimilé à l'Est de la Méditerranée, avec l'origine de la chrétienté à Jérusalem, puis avec le schisme de l'Église puis avec la montée en puissance de l'Empire ottoman[137]. Il y aurait eu au XVI[e] siècle, selon W. Wipperman une transposition de cette image de l'ennemi (*Feindbild*) du « Turc » sur le « Moscovite », ce dernier se trouvant prendre la place du premier ; comme la dénomination « nouveau Turc » qui apparaît au XVI[e] siècle pour parler des Russes, semble l'indiquer. Les Russes reçoivent alors de la part des publicistes germanophones, les mêmes attributs de violence et de « marée » menaçante que les Turcs précédemment[138]. Par ailleurs, la concurrence s'intensifie autour de la Baltique entre les Moscovites, les Teutoniques et les Polonais. Ces derniers marquent la mémoire russe en tentant de tirer avantage des instabilités successorales en Russie au Temps des troubles pour agrandir leur influence à l'Est, avec le « faux Dimitri », un imposteur qui prend temporairement place sur le trône moscovite (1605-1606)[139]. Après l'échec de cette

[136] Ce terme s'inscrit dans une logique voulant souligner une unité « naturelle » de la Russie autour de Moscou et du pouvoir tsariste, tendant à minimiser d'autres pôles de l'histoire russe, notamment les villes occidentales de la Hanse, voir BERELOWITCH Wladimir, « Les origines de la Russie dans l'historiographie russe au XVIIIe siècle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 58e année (1), 01.02.2003, pp. 63-84. Nous le reprenons ici, non pas pour alimenter une légitimité particulière d'une Russie centralisée mais pour souligner la perception extérieure, notamment allemande et polonaise de la formation de l'empire russe, et ce malgré l'intensité des relations allemandes et polonaises avec les régions occidentales russes.

[137] Pour la place de l'Est dans la culture polonaise, voir notamment Roman Wapiński, « O wpływie dziedzictwa dawnej Rzeczpospolitej » dans KOTLARSKI Grzegorz et FIGURA Marek, *Oblicza Wschodu w kulturze polskiej*, Poznań, Wydaw. Poznańskie, 1999 (Poznańskie Studia Wschodoznawcze). Pour l'Allemagne, l'historien Wolfgang Wipperman propose une synthèse du discours public sur l'Est : WIPPERMANN Wolfgang, *Die Deutschen und der Osten : Feindbild und Traumland*, Darmstadt, Primus-Verl., 2007.

[138] WIPPERMANN, *Die Deutschen und der Osten*, *op. cit.*, 2007, p. 34 et 38. Par exemple, lorsque Leibniz s'intéresse à la Russie et aux efforts de modernisation de Pierre le Grand, il dit qu'on le voit comme un « Turc septentrional » alors qu'il lui semble qu'il œuvre pour le bien de l'humanité, en suivant la voie de la raison. Cité dans KELLER Mechtild, « Wegbereiter der Aufklärung: Gottfried Wihelm Leibniz' Wirken für Peter den Großen und sein Reich », in: *Russen und Russland aus deutscher Sicht*, Munich, W. Fink, 1985 (West-östliche Spiegelungen), pp. 391-413.

[139] Cette période a marqué durablement la culture russe, avec une production culturelle importante, notamment autour de la figure de Boris Godounov (1551-1605), immortalisé par la tragédie éponyme de

occupation indirecte du trône, l'armée polonaise attaque en 1610 la Russie, et parvient à occuper Moscou pendant deux ans, avant d'en être chassée[140]. Un des produits de cette manœuvre fut l'ouvrage de Paweł Palczowski (1570-1609)[141], qui fait de la Russie une terre d'opportunités pour l'aristocratie polonaise[142].

Ainsi, jusqu'aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, ce sont les chroniques rédigées par des hommes de religion et des universitaires au service d'un roi, qui forment la source principale de discours sur l'Est européen. Par nature ces chroniques s'intéressent plutôt aux autres détenteurs du pouvoir, aux organisations de ce pouvoir politique, aux pratiques religieuses notamment. Les sources commerciales ne marquent pas autant les imaginaires collectifs. L'émancipation de la Moscovie ouvre une nouvelle prise de contact des Moscovites avec l'Europe et en retour, des diplomates sont envoyés des différents pays européens à Moscou. Parmi ceux-ci, quelques-uns vont rassembler leurs observations dans des ouvrages, qui vont circuler dans toute l'Europe. Parmi les premiers auteurs humanistes, on retrouve l'aristocrate autrichien Sigmund von Herberstein (1485-1666)[143], qui séjourna à Moscou en représentation du roi Ferdinand en 1517-18 puis en 1526-27. Par sa maîtrise du slovène, il avait été considéré comme étant à même de comprendre le russe et avait été chargé de récolter des connaissances sur les pratiques religieuses orthodoxes, mais élargit considérablement le champ de son étude, en y ajoutant d'autres observations sur le rapport au pouvoir, les relations entre seigneurs et paysans, les questions de prestige social, le commerce, le climat, le système pénal. De même, ses commentaires sur les pratiques religieuses telles que le baptême ou le mariage, sont l'occasion de commenter les conditions de vie, de santé de la population russe[144]. Ce sont des observations assez neutres, sans jugement explicite de valeur, mais assez généralisées. Il en ressort un tableau d'une société assez inégalitaire, pieuse, où le pouvoir du tsar est sans partage[145]. Cet ouvrage connut 20 rééditions, en latin et en allemand, mais aussi en italien et en anglais[146], et les connaissances récoltées

Pouchkine de 1831 et l'opéra de Moussorgski de 1869-72.

[140] Cet événement est commémoré depuis 2005 en Russie, comme le jour de l'Unité nationale (День народного единства).

[141] PALCZOWSKI, Paweł, *Kolęda moskiewska. To iest, Woyny Moskiewskiey, Przyczyny Sluszne, Okazya pozadana, Zwyćięstwa nadźieia wielka, Państwa tam tego pożytki y bogactwa, nigdy nieoszacowane. Krotko opisane Przez Pawla Palczowskiego, z Palczowic, Szlachćica Polskiego*, Mikołaia Szarffenbergera, 1609. Disponible en ligne sous http://www.wbc.poznan.pl/dlibra/doccontent?id=116567

[142] DMITRÓW Edmund, « Rosja. Punkt odniesienia dla Niemców i Polaków », in: TRABA Robert et HAHN Hans Henning (dir.), *Polsko-niemieckie miejsca pamięci Tom 2: Polsko-niemieckie miejsca pamięci, t. 2: Wspólne / Oddzielne*, Scholar, 2015, pp. 55-76.

[143] LEITSCH Walter, « Das erste Rußlandbuch im Westen - Sigismund Freiherr von Herberstein », in: *Russen und Russland aus deutscher Sicht*, Munich, W. Fink, 1985 (West-östliche Spiegelungen), pp. 118-149.

[144] Voir les citations dans *Ibid.*

[145] « Mitt seinem regiment, so er gegen seinem volk brauchet, übertriffet er leichtlichalle andere monarchen in der ganzen wält », cité par *Ibid.*, p. 123.

[146] *Ibid.*, p. 120.

ont ainsi connu une large diffusion en Europe.

En somme, ces ouvrages sont les premières publications qui reposent sur des observations directes, sur place. Ce discours combine à la fois les impressions faites par l'expérience du terrain sur les auteurs mais aussi en partie, le discours sur eux-mêmes que les Moscovites tiennent à leurs visiteurs, avec les difficultés linguistiques. Les textes ont principalement pour objet la Moscovie et beaucoup moins les autres régions d'Europe de l'Est, l'intérêt pour les autres régions arrivant plus tardivement, avec par exemple François Gabriel de Bray (1765-1832) avec son travail sur la Livonie[147]. La méconnaissance de l'Est reste cependant dominante, du fait de la distance, et d'une fermeture relative de la société moscovite. Ces difficultés matérielles expliquent l'absence, le manque de connaissance mais moins la distorsion des connaissances disponibles. Le rapport à l'Europe occidentale, ou aux pays qui étaient à l'ouest de la Russie, était dans les premières structures étatiques russes, un élément de confrontation idéologique[148] : peu à peu, le stéréotype s'installe en Russie, du marchand allemand et de l'aristocrate polonais[149]. Un des éléments transmis à leurs visiteurs par les Moscovites semble avoir été la méfiance face à l'étranger[150]. Ceci et d'autres éléments du discours allemand, polonais ou autre sur les Russes est repris du discours qu'ils tiennent sur eux-mêmes[151]. C'est une des dimensions de l'attractivité de la Russie et de l'Est européen en général : son exotisme et l'écho qu'il peut offrir aux préoccupations d'un acteur particulier. Et si les connaissances sur l'Est se construisent de plus en plus sur la base d'expériences à l'Est et de rencontres, les discours sur la Moscovie, sur cette distante Europe de l'Est suivent le principe d'un monde différent, où des normes différentes sont à l'œuvre[152]. Ceci semble évoluer avec Herder, qui apporte une autre vision de l'altérité, plus graduelle, moins essentielle.

Johann Gottfried Herder (1744-1803), philosophe et théologien allemand d'une grande postérité pour l'historiographie de l'Europe de l'Est, est l'auteur d'une théorie des nations selon laquelle aucune culture nationale n'est supérieure à l'autre en tant que telle. Ce qui fait la valeur d'une nation n'est pas mesuré en termes de degré de civilisation mais en termes de fidélité à sa culture unique et particulière. Il n'y a aucune légitimité à dominer une nation, et de brimer l'épanouissement de sa

---

[147] HELLMANN Manfred, *Ein bayerischer Diplomat als Geschichtsschreiber Livlands*, Bayerische Akademie der Wissenschaften : in Kommission bei C. H. Beck, 1978.

[148] Pour une étude approfondie du rapport de la Russie au reste de l'Europe, voir BILLINGTON James H., *The Icon and the Axe: An Interpretative History of Russian Culture*, New York, Vintage, 1970, p. 82 et suivantes. L'ouvrage est construit de manière générale sur l'interrogation des rapports de la Russie à l'Occident.

[149] *Ibid.*, p. 169.

[150] KIJAS Artur, « Moskwa w relacjach polskich XVI i pierwszej połowy XVII wieku », in: KOTLARSKI Grzegorz et FIGURA Marek, *Oblicza Wschodu w kulturze polskiej*, Poznań, Wydaw. Poznańskie, 1999 (Poznańskie Studia Wschodoznawcze), pp. 53-62.p. 60.

[151] STAMMLER, « Wandlungen des deutschen Bildes vom russischen Menschen », *art. cit.*, 1957.

[152] KIJAS, « Moskwa w relacjach polskich XVI i pierwszej połowy XVII wieku », *art. cit.*, 1999, p. 59.

culture. L'humanité est à la fois une caractéristique individuelle, qui est synonyme d'aptitude à l'éducation, à la rationalité (dans l'héritage de Kant dont il est l'élève), mais aussi l'idée d'une collectivité. Si les Hommes partagent la caractéristique de l'humanité, leur gouvernement est géographiquement différencié[153]. Herder soutient que les conditions géographiques font de l'Est européen ; la Russie, l'Ukraine, la Livonie, une zone qui est mieux gouvernée par un(e) despote, en l'occurrence Catherine II (1729-1796). Son discours est alors en opposition avec ceux de August Wilhelm Schlegel (1767-1845) et Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770-1831), qui conçoivent l'Est plutôt en termes de peuple condamné à la domination, à l'esclavage, à être exclu de l'histoire. Dans ses premiers écrits, Herder s'intéresse à la gestion de la Russie, sous l'influence des réformes de Pierre le Grand (1672-1725) et du discours européen sur les « despotismes éclairés » développé par Voltaire[154]. Dans ses premières années d'activités, après des études à Königsberg, il travaille à Riga, capitale de la Livonie, avant d'effectuer des missions d'enseignement particulier en France, jusqu'à Nantes, puis de s'installer à Weimar (1776). Il écrit également dans le contexte d'un intérêt pour les Amériques, et applique l'idée d'une exportation de la culture européenne aux deux espaces russe et américain. Mais après un « enthousiasme de jeunesse »[155], Herder a développé une attitude plus critique envers les politiques de Pierre le Grand. Celui-ci aurait détourné la Russie de son « évolution naturelle » et aurait échoué de ce fait[156]. Herder s'intéresse ensuite aux Slaves dans leur ensemble, aux peuples « prisonniers » des Empires ottoman et russe. Herder ancre les nations dans une culture et dans un territoire et propose une série de caractéristiques pour celles-ci. Les Slaves sont regroupés dans une même communauté, et se caractérisent par le pacifisme, l'aptitude au travail[157]. Ils sont capables de porter une civilisation mais se trouvent passagèrement emprisonnés, dominés[158]. Ainsi, ce peut être la mission des Allemands d'aider les Slaves, Russes, Polonais à développer leur culture et leur prospérité. Leur potentiel est immense, à condition de les libérer de leurs entraves contemporaines[159].

On aurait avec Herder, une formulation de sa connaissance sur l'Est, qui exprime à la fois une connaissance intime de la culture en Europe de l'Est et une certaine sympathie pour celle-ci. Herder constitue un point de référence pour l'expertise qui se constitue en institution en Allemagne, pour le discours sur l'Est après 1918 et au-delà[160]. Sa postérité en fait quasiment l'archétype du connaisseur

[153] GROH Dieter, *Russland im Blick Europas: 300 Jahre historische Perspektiven*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1988, p. 80.
[154] *Ibid.*, p. 89.
[155] *Ibid.*, p. 86.
[156] *Ibid.*, p. 89.
[157] Nous voulons souligner ici cet élément, qui réapparait souvent et sur d'autres modes dans le discours allemand sur l'Est, comme nous le verrons au fil de cette étude.
[158] GROH, *Russland im Blick Europas*, *op. cit.*, 1988, p. 87.
[159] LIULEVICIUS Vejas Gabriel, *The German Myth of the East: 1800 to the Present*, 1 edition, Oxford; New York, Oxford University Press, 2011, pp. 54-56.
[160] Par exemple : Erich KEYSER, *Im Geiste Herders, gesammelte Aufsätze zum 150. Todestage J. G. Herders,*

de l'Est européen, et il est invoqué dans des contextes très différents, par les experts de l'Est. Ce que Herder dit de l'Est ne repose pas forcément sur une étude approfondie de la culture ou des sociétés de l'Est européen, il propose plutôt, dans une logique normative, la façon dont l'Est européen (entre autres aires culturelles) devrait être considéré. Herder a inspiré chez de nombreux chercheurs, une soif de connaissances culturelles sur les peuples européens, notamment à l'Est. L'un d'entre eux fut Georg Julius Justus Sauerwein (1831-1904), un orientaliste allemand qui se mit au service de la cause lituanienne[161].

Le parcours de Sauerwein nous semble être une illustration d'une forme de connaissance de l'Est qui échoue à se diffuser et à fonctionner politiquement. Il fait des études orientales, durant lesquelles il apprend notamment le turc, avant de suivre une carrière d'enseignant privé, de traducteur et de spécialiste des littératures de la Baltique. Il édite de nombreux textes en norvégien, roumain, turc, mais reste connu pour avoir écrit le texte de « Lietuvninkai mes esam gime » (nous nés Lituaniens), une chanson patriotique, qui a connu une certaine popularité. Il est moins connu pour les échecs de son engagement politique : entre 1879 et 1898, il tenta en vain de se faire élire au parlement de Prusse orientale, tout en se posant comme porte-parole de la minorité lituanienne de Prusse orientale face au ministère de la Culture, menant une politique de germanisation dans les écoles et autres institutions sous contrôle étatique allemand[162]. Il considérait cet engagement intellectuel par la construction de connaissances, cet humanisme comme un devoir patriotique allemand, s'intégrant dans « le sens de la justice allemand »[163].

Depuis le siècle des Lumières et le rêve du « despote éclairé », les récits de voyages se multiplient et les relations entre la Russie et le reste de l'Europe s'intensifient désormais sous la dynastie des Romanov. Cette richesse de publications qui semble pourtant figer une vieille image de la Russie, qui représente l'extrême Est européen comme espace de nature différente. La méconnaissance de l'Est, dans le sens de la distorsion de la connaissance vers une lecture péjorative, même de cet Est très proche faisant partie de la société allemande, n'est pas liée à un manque d'accès aux sources mais à un désintérêt pour celles-ci ou pour leurs porteurs. Cette méconnaissance ne se traduit pas par une

---

herausgegeben von Erich Keyser. [Herder Schrifttum, 1916-1953, zusammengestellt von Dieter Berger], Holzner-Verlag, 1953. Il donne son nom à l'Institut Herder, dédié aux questions d'Europe de l'Est et fondé en 1950 à Marburg, en Allemagne de l'Ouest, pour travailler sur le passé allemand dans la région. Nous revenons sur cet institut à travers le parcours de Gotthold Rhode (1916-1990), voir chapitre 5.

[161] MÉTŠK Frido [Alfred Mietzschke], « Zur sorbisch-litauischen Wechselseitigkeit im wilhelmischen Deutschland », *Zeitschrift für Slavische Philologie* 31 (2), 1963, pp. 300-315 ; IVINKIS Zenonas, « Ergänzungen zu Dr. Sauerweins Leben und seinem Wirken inmitten der preußischen Litauer », *Zeitschrift für Slavische Philologie* 32 (1), 1965, pp. 41-46.

[162] IVINKIS, « Ergänzungen zu Dr. Sauerweins Leben und seinem Wirken inmitten der preußischen Litauer », *art. cit.*, 1965, pp. 43-44.

[163] *Ibid.*, p. 312.

absence de discours sur l'Est mais en constitue un élément central : l'Est est distant, mystérieux, insaisissable. On pourrait parler d'une certaine tolérance à la méconnaissance dans les discours sur l'Est et parfois même, une méconnaissance revendiquée. Ainsi, Larry Wolff dans son ouvrage sur l'invention de l'Europe de l'Est par les Lumières, retient une série d'images reliées à cet espace, dont la construction de connaissances cartographiques, (pseudo) anthropologiques[164] :

> « Wheter fancilful or philosophical, in a spirit of imaginative extravagance or of earnest erudition, the study of Eastern Europe, like Orientalism, was a style of intellectual mastery, integrating knowledge and power, perpetrating domination and subordination. »[165]

L'orientalisme, tel qu'analysé par Edward Saïd en 1978[166], est une pratique de connaissance qui consiste en une description attribuant une valeur à un espace, sans base empirique, mais partant des préjugés de la culture de l'auteur de la description. Les observations écrites sont déconnectées de l'expérience de l'auteur, et produisent un effet de « lissage » de l'évolution historique. Ces textes, qui émergent au siècle des Lumières, ont un effet normatif, de distinction et par là de définition, des deux espaces de civilisation mis ainsi en vis-à-vis : l'Occident et l'Orient. Pour Saïd, les connaissances ne sont pas construites sur la base de sources nouvelles, mais sur la base de structures héritées du passé, et sont adaptées aux nouveaux besoins de conquête. Cet ouvrage, « L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident », a largement été discuté et un des reproches principaux adressé à Edward Saïd était une généralisation de sa part des textes orientalistes[167].

Les interrogations sur l'application de cette approche à l'Europe de l'Est se sont multipliées, en particulier depuis 1989[168]. Cette discussion nous semble fructueuse dans la mesure où elle rejoint les critiques faites à l'envers des sciences allemandes de l'Est et nous aide à formuler les positions ambivalentes dans lesquelles se trouvent les États de la région, qui se trouvent à la fois à la marge de l'Occident, tout en pratiquant une politique de différenciation par la dépréciation de leur voisinage

---

[164] WOLFF Larry, *Inventing Eastern Europe: The Map of Civilization on the Mind of the Englightenment*, Stanford University Press, 1994.
[165] *Ibid.*, p. 8.
[166] SAID Edward W., *L'orientalisme: l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 2013.
[167] JEAN-PIERRE Thieck, « Edward W. Said, Orientalism », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations* 35 (3), 1980, pp. 512-516.
[168] BUDRYTE Dovile, « Decolonization of Trauma and Memory Politics: Insights from Eastern Europe », *Humanities* 5 (1), 2016, BORN Robert et LEMMEN Sarah, *Orientalismen in Ostmitteleuropa: Diskurse, Akteure und Disziplinen vom 19. Jahrhundert bis zum Zweiten Weltkrieg*, transcript Verlag, 2014 ; ZARYCKI, *Polska Wschodnia i orientalizm*, *op. cit.*, 2013. ou comme l'indique la conférence organisée par l'Université de Vilnius en août 2015 intitulée « Orientalism, Colonial Thinking and the Former Soviet Periphery. Exploring Bias and Stereotype Representations of Eastern and Central Europe, the Caucasus, and Central Asia. »

oriental. Cette pratique se trouve en Allemagne, en Pologne mais aussi en Ukraine, en Russie, en Hongrie et d'autres pays de la région[169]. Cette lecture des pratiques de connaissance nous aide à comprendre si la sortie ressentie comme définitive de l'ambition coloniale, même théorique, en Allemagne et en Pologne après 1945, aide les experts à repenser les pratiques de leurs domaines et leurs héritages intellectuels. L'idée de supériorité culturelle ne naît pas au siècle des Lumières, comme nous l'avons vu, mais ce qui est intéressant, c'est la superposition des connaissances « réelles », tirées de l'expérience et de l'observation, et les sources plus fantastiques, imaginées. En ce qui concerne l'instrumentalisation de la connaissance pour la domination, l'idée de domination n'est pas forcément liée directement à une politique étatique de conquête et d'occupation, elle peut même exister sans État, comme dans le cas polonais avant 1918[170].

En somme, les productions culturelles polonaises et allemandes témoignent d'une grande diversité des expériences et des lectures de l'Est. On constate une tendance à l'abstraction des connaissances particulières de l'Est pour former une idée plus générale d'un espace différent, par sa culture, sa religion, son niveau de développement économique, politique. Les sources de ce discours font aussi écho aux débats intensifs qui marquent la société russe sur la période, où le rapport à l'Europe est un enjeu politique central, notamment entre les « slavophiles » et les « occidentalistes ». À l'heure de « l'européanisation » plus ou moins forcée de l'organisation de la vie politique et culturelle sous Pierre le Grand, les arguments « slavophiles » soutiennent la particularité russe, comme justifiant le rejet d'une certaine voie de la modernisation politique et culturelle. Par exemple, la ville de Saint Petersburg et l'effet « d'auto-aliénation » du fait de son mélange des styles architecturaux inspirés des pratiques de l'ouest de la Baltique et de la Mer du Nord, a été l'objet d'affrontements idéologiques intensifs au sein de la société russe. Cet affrontement a alimenté également la discussion dans l'historiographie occidentale, sur l'appartenance de la Russie à l'Europe[171]. Cette discussion porte notamment sur le transfert technologique et culturel de l'Europe de l'Ouest vers la Russie et l'idée de retard russe[172], qui se traduit par une historiographie de la Russie comme chronique de la réception et l'intégration de la culture « européenne » à la culture « locale ».

Nous ne voulons pas revenir sur cette discussion, qui se poursuit. Ce que nous voulons souligner ici en la rappelant, c'est la présence continue d'un dialogue dans la construction des connaissances sur

---

[169] BORN et LEMMEN, *Orientalismen in Ostmitteleuropa*, *op. cit.*, 2014.
[170] SCHWEIGER Alexandra, *Polens Zukunft liegt im Osten: Polnische Ostkonzepte der späten Teilungszeit*, Marburg, Verlag Herder-Institut, 2014.
[171] JEDIG Angelina et INGOLD Felix Philipp, « Russland als Imitat? Zu Felix Philipp Ingolds „Die Faszination des Fremden. Eine andere Kulturgeschichte Russlands" [mit Replik] », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 58 (4), 2010, pp. 537-561, p. 543. Cette recension avec réponse est un exemple intéressant de discussion sur l'intégration de cette altérité russe dans l'historiographie, notamment culturelle.
[172] SCHENK Frithjof Benjamin, « Russland, Europa und das Theorem der Rückständigkeit : Manfred Hildermeiers Geschichte Russlands », *Osteuropa* 63 (8), 2013, pp. 35-44.

la Russie, qui est instrumentalisé et constitue une source importante et volatile du débat allemand et polonais sur la Russie, et plus généralement sur l'Est européen. Celui qui dispose de ces connaissances, peut renverser la référence à une source russe particulière pour asseoir son argument, en se référant à une source tout aussi russe mais prenant une position opposée. Cependant, cette manipulation n'est possible que si le public visé par le texte dispose des ressources de connaissances nécessaires pour juger de ces références. Or, l'expertise s'adresse à un public moins spécialisé, plus pressé que ce que le débat « scientifique » sollicite, que ce public soit l'administration, le milieu politique ou le lectorat d'un journal. Exprimer l'altérité radicale, en se référant aux Russes « eux-mêmes », est une des stratégies efficaces de propagation de cette pratique d'expertise. Car, comme le rappelle, entre autres, l'historienne Angelina Jedig, la construction d'une figure de l'altérité a une fonction sociale[173], qu'il faut contextualiser, en rappelant la tension sociale dans laquelle s'inscrit ce discours. Cette tension se ressent d'autant plus que le public d'un texte est large, c'est ce qui différencie également l'expertise d'autres formats de diffusion de la connaissance sur l'Est[174]. La description de l'Est en termes d'altérité prend une forme plus radicale, lorsqu'elle apparaît en pendant de l'autoreprésentation. Ce sont ces autoreprésentations en lien avec l'Est européen que nous voulons observer à présent, avec cette fois des images véhiculées sans forcément être ancrées dans une expérience ou une connaissance particulière de l'Est, mais telles qu'elles résultent d'un discours sur la nation, ses origines et sa mission.

2. L'Est du mythe des origines : l'Est comme source de particularisme national

L'émergence de la question nationale en Europe s'est produite dans une interaction intense entre les différents groupes nationaux. Cette interaction se traduit dans les analyses de la formation des mouvements protonationaux et nationaux, par une grille de lecture commune, de l'application du concept universalisant de la nation à des groupes particuliers[175]. En contrepoint des textes d'expertise sur l'Est, nous renvoyons à l'analyse historique produite sur la dynamique des mouvements nationaux et du nationalisme parce qu'un certain nombre d'éléments repérés correspondent à ce qu'on trouve

[173] JEDIG et INGOLD, « Russland als Imitat? », *art. cit.*, 2010.
[174] Les préjugés, les biais, les simplifications ne sont pas absentes de la production universitaire, surtout durant le XX[e] siècle, mais le format de contrôle universitaire semble rendre cette instrumentalisation unilatérale plus complexe, comme nous essaierons de montrer au fil de cette étude.
[175] THIESSE, « Communautés imaginées et littératures », *art. cit.*, 2009 ; FRANCFORT Didier, *Le Chant des Nations : Musiques et cultures en Europe 1870-1914*, Paris, Hachette, 2004.

dans des raisonnements des experts, qui se veulent des agents de l'intérêt national.

Si on se réfère à la chronologie établie par Miroslav Hroch, avec les trois phases de la constitution de l'idée nationale en nationalisme, et sa matérialisation en auto-détermination et indépendance étatique, on constate un certain maillage géographique de ces débats. M. Hroch propose une différenciation sur la base de l'existence d'États encadrant le mouvement national, et la diversité nationale au sein de chaque structure étatique. Les mouvements nationaux allemands, polonais mais aussi ukrainiens, partent d'une différente position, et suivent une progression chronologique différente, mais sont analysés par le même schéma. On retrouve dans cette analyse l'idée que les nations doivent suivre un schéma de développement, ce qui est propice à la comparaison et la hiérarchisation. Hroch définit trois phases[176] de la formation de l'idée nationale et de sa traduction en mouvement politique. La phase A de « substitution », durant laquelle le territoire national est définit comme « fait psychogéographique » sur une base ethnique, culturelle, linguistique et se mue en patrie. La phase B de « participation », qui consiste en la lutte pour l'ancrage du pouvoir d'administration du territoire dans la communauté nationale, précédemment définie sur une base ethnique et culturelle. Enfin, la phase C, « d'éveil national » où cette idée nationale se diffuse dans un cercle plus large d'une communauté nationale.

Cette description schématique du passage de la définition d'une culture nationale au mouvement politique d'ancrage du système politique dans la communauté nationale nous aide à souligner l'auto instrumentalisation de la connaissance sur la communauté nationale, les efforts de définition culturels et intellectuels, en accord avec une résonance sociétale, au service d'une cause politique. Ce schéma avait une universalité assez forte pour que ce travail de définition soit mené par des acteurs extérieurs comme Sauerwein, qui voulut contribuer au mouvement national lituanien en lui « fournissant » des produits culturels : des chansons populaires[177].

Le mythe est un récit de dieux, de héros et d'événements pré-historiques qui vise à expliquer le monde. Les mythes prennent une dimension symbolique, suscitent la fascination et constituent ainsi une réinterprétation de personnes, de choses[178]. On peut également considérer le mythe comme un « souvenir historique idéalisé qui exerce une fascination durable sur la conscience collective. »[179] Tout

[176] HROCH Miroslav, « National Self-Determination from a Historical Perspective », *Canadian Slavonic Papers / Revue Canadienne des Slavistes* 37 (3/4), 1995, pp. 283-299, ici pp. 298-291.
[177] IVINKIS, « Ergänzungen zu Dr. Sauerweins Leben und seinem Wirken inmitten der preußischen Litauer », *art. cit.*, 1965.
[178] Ingo WIWJORRA, « Der völkische Germanenmythos als Konsequenz deutscher Altertumsforschung des 19. Jahrhunderts », *in Politische Mythen im 19. und 20. Jahrhundert in Mittel- und Osteuropa*, Marburg, Herder Institut, 2006, pp. 157-166, p. 158.
[179] HAZAREESINGH Sudhir, « Mythe », in: *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, PUF, 2010, pp. 562-566.

en ayant un impact sur la réalité, le mythe reste difficile à saisir « du fait de son immatérialité, de sa plasticité, de son 'irrationalité' et surtout de son ubiquité. »[180] Les historiens jouent un rôle bien évidemment non négligeable dans la constitution des mythes, surtout dans ceux liés à la nation[181].

Les connaissances mobilisées au moment des mouvements nationaux des XVIII^e^ et XIX^e^ ont déjà plusieurs siècles et remontent aux premières chroniques médiévales, dont l'attractivité a été éprouvée. Ainsi, les mouvements nationaux se caractérisent par des ingrédients similaires, au même moment et dans un même espace. Cependant, le résultat est une vision du monde et surtout de la place de sa propre nation comme centrale et sublimée. Ainsi les projections sur des peuples voisins restent subordonnées à la vision de la nation. Nous allons rappeler brièvement ces lignes de la mythologie nationale, qui déploient toute leur puissance au XX^e^ siècle.

(1) Le mythe allemand des origines : les invasions barbares (*Völkerwanderung*)

Le courant humaniste s'intéresse un peu partout en Europe aux racines des nations, et reprend des sources romaines et grecques à la recherche d'explication des origines des systèmes politiques contemporains. Ce travail s'effectue en tension entre les aspirations universalistes, de l'apport du progrès à l'humanité par la connaissance et l'éducation et la production d'explication des particularismes, contribuant à les figer. Ce travail est mené dans les universités qui fleurissent en Europe au XIV^e^ siècle, avec pour la Pologne, la fondation d'une université à Cracovie, l'*Akademia Krakowska*, le 12 mai 1364. Une des branches d'activité des humanistes est de fournir un ancrage alternatif à la Bible de l'histoire des nations[182] et la mise en avant des racines non juives des peuples européens, dans une logique antisémite. Cet effort se concrétise par la redécouverte et la relecture de l'histoire préchrétienne de l'Europe, celle des peuples païens, qu'on revalorise. Les humanistes construisent des théories sur les origines de ces peuples, sur la base de l'historiographie antique mais aussi sur la base de nouvelles formes de connaissances, comme la linguistique comparée, puis l'archéologie. L'idée du peuplement de l'Europe par un peuple originel découle de ces travaux. Cette recherche n'est pas spécifique à l'Allemagne, mais elle y est particulièrement féconde[183]. Le « peuple germanique » tiendrait une place centrale parmi les autres peuples, une place de conquérant

[180] *Ibid.*
[181] VENAYRE Sylvain, *Les origines de la France : Quand les historiens racontaient la nation*, Paris, Seuil, 2013.
[182] DEMOULE, *Mais où sont passés les Indo-Européens ?*, *op. cit.*, 2014, p. 28 et p. 104.
[183] *Ibid.*

dominateur. Cette théorie d'un peuple originaire conquérant repose sur une sorte de calque du récit biblique de la Genèse, réapproprié sous le prisme ethnique, sur la base de l'analyse comparée de l'évolution des langues. À ces connaissances déduites, ces spéculations accumulées, s'ajoutent quelques siècles plus tard, les travaux d'archéologie, chargés d'apporter des « preuves » matérielles à ces théories. C'est un travail tautologique, qui est relativisé au fil des siècles de recherche archéologique[184] : les archéologues cherchent dans un premier temps, les traces de ce peuple originel mais les chronologies et les origines géographiques observées ne correspondent pas aux schémas développés sur la base d'autres sources non archéologiques. La diffusion du mythe indoeuropéen reste cependant longtemps bien plus large que sa force heuristique. Sa popularité et sa résilience face au développement de la connaissance archéologique, notamment avec le progrès technique de la datation au carbone, peuvent s'expliquer par son efficacité idéologique. Une des figures phare de ce mouvement est Gustaf Kossinna (1858-1931), qui forme entre autres, Józef Kostrzewski (1885-1969), acteur vigoureux du débat germano-polonais sur l'appartenance culturelle de la Silésie, après 1918. G. Kossinna propose de faire coïncider les ethnies préhistoriques avec le type de traces archéologiques reconstituées par les chercheurs : comme les railleurs l'ont plus tard résumé : « un pot, un peuple »[185]. Ainsi pour chaque typologie d'ustensiles ou plus généralement de « culture archéologique », reposant sur l'observation d'objets ayant donc une certaine similarité, Kossinna veut voir une identité culturelle, distincte d'autres cultures et ancrée dans un territoire déterminé, et homogène dans l'espace et surtout le temps. Il propose finalement une lecture raciale et dès lors, ses recherches s'attachent à mesurer les degrés de pureté des peuples nés du peuple germanique originel[186]. Il attribue naturellement des qualités à ce peuple originel : conquérant, de supériorité culturelle. Ces éléments sont assez connus et font surface dans les pratiques NS de la connaissance de l'Est, et constitue une part non négligeable de la « recherche sur l'Est » que les NS mènent.

[184] *Ibid.*
[185] « Ein Volk, ein Topf » cité dans *Ibid.*, p. 181.
[186] *Ibid.*, p. 176.

(2) Le Sarmatisme polonais

Aux XIV^e^ et XV^e^ siècles, la Pologne connaît un déplacement de l'espace de son influence vers l'Est, à travers notamment son alliance progressivement consolidée avec la Lituanie contre les chevaliers teutoniques. La Pologne entre en concurrence pour la domination des côtes baltiques orientales avec la Suède et la Russie[187]. Cette alliance se matérialise par la République des Deux Nations, après un long processus de rapprochement social, économique et juridique, passant d'une alliance militaire en 1386[188] à une union personnelle et finalement l'intégration avec l'Union de Lublin en 1569. Cette union a marqué les mémoires pour son multiculturalisme[189].

La production intellectuelle humaniste a donné en Pologne le mythe des Sarmates, comme explication des origines de l'aristocratie multiethnique de la République des Deux Nations. Les Sarmates sont considérés comme appartenant aux Scythes, les peuples nomades venant des steppes asiatiques, dont on trouve la trace dans les chroniques de la Rome antique. L'historiographie polonaise connaît un fort dynamisme avec une série de chroniques rédigées à Cracovie par Jan Długosz (1415-1480), Maciej Miechowita (1457-1523), Jost Ludwig Dietz (en polonais Ludwik Justus Decjusz, 1485-1545), Marcin Bielski (1495-1575), Marcin Kromer (1512-1589) ou encore Stanisław Orzechowski (1513-1566)[190]. La première chronique fut rédigée cependant quelques siècles plus tôt par un « Gaulois anonyme » : Gallus Anonymus, autour de 1112-1113[191]. Ces chroniques formulent et diffusent l'idée des origines Sarmates de l'aristocratie de la République des Deux Nations, partant des cercles universitaires cracoviens. Ce mythe est formulé par ces différentes sources et évolue au fil des contributeurs, en fonction des publics visés. Selon Edward Potkowski, il s'agit surtout dans un premier temps de fournir une narration pour l'instauration de la République nobiliaire, vers l'intérieur de la société. Dans un deuxième temps, il s'agit de fournir une narration pour la différenciation de cette société en Europe, vers l'Ouest et vers l'Est.

Ainsi, dans les chroniques de Jan Długosz et de Maciej Miechowita, les Sarmates sont encore rattachés à la généalogie biblique[192]. Les Sarmates sont assimilés également aux Vandales par Maciej

---

[187] POTKOWSKI Edward, « Sarmatismus als politische Ideologie der jagiellonischen Dynastie », *Zeitschrift für Ostmitteleuropaforschung* (45), 1996, pp. 364-380, ici p. 365.
[188] Alliance rendue célèbre par la bataille de Tannenberg ou bataille de Grunwald, respectivement dans les chroniques allemandes et polonaises, de 1410.
[189] Ce passé multiculturel est par exemple commémoré par un projet du ministère de l'Education polonais depuis 2008 : http://commonwealth.pl/, consulté le 12.11.2016.
[190] POTKOWSKI, « Sarmatismus als politische Ideologie der jagiellonischen Dynastie », *art. cit.*, 1996.
[191] EBERHARDT Piotr, *Polska i jej granice: z historii polskiej geografii politycznej*, Lublin, Wydaw. Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, 2004, p. 13.
[192] POTKOWSKI, « Sarmatismus als politische Ideologie der jagiellonischen Dynastie », *art. cit.*, 1996, p. 373.

Miechowita, qui explique ainsi l'origine du nom de la dynastie des Wanda. Le mythe des Sarmates n'est pas l'apanage de la chronique polonaise, et se retrouve aussi dans les autres chroniques de la région[193], et dans le même temps, les mythes des origines allemands et polonais se recoupent sur la question des Vandales. Les chroniques humanistes font écho à une description qu'on retrouve dans la chronique du Gaulois anonyme, dans laquelle, la Pologne est placée au milieu des « peuples sauvages de païens barbares » le long de la Baltique notamment, que les Polonais s'efforcent de christianiser. Ces Polonais sont décrits comme étant des peuples slaves, descendant des Sarmates, qui ont conquis leur territoire entre les Danois, les Saxons, les Hongrois – descendants des Huns[194]. La topographie reflète ces origines mythiques, ainsi, chez Długosz, les Carpates sont indifféremment dénommées Alpes Sarmates ou montages polonaises[195]. Ce dernier a voyagé dans le royaume polonais pour rédiger sa chronique[196], tandis que Marcin Bielski a rédigé la sienne sur commande du roi Sigismond II Auguste (Zygmunt II August, 1520-1572)[197]. C'est la pratique du retournement de la valorisation du discours sur les invasions barbares qui nous intéresse ici, et qui devient plus net avec les chroniques ultérieures, de Marcin Kromer notamment. Celui-ci place la Pologne dans le rôle de protecteur des Lituaniens, qui rejoignent « volontairement et sur la base de l'égalité » les Polonais[198]. Par son expansion territoriale, à travers la conquête et l'absorption pacifique, la Pologne diffuse son système juridique et sa culture, dans des zones « barbares ». Maciej Miechowita, tout en attribuant des origines Sarmates communes aux Moscovites et aux Polonais, insère une distinction entre leurs évolutions : les Moscovites devenant les héritiers de la Sarmatie « tatare, ou asiatique »[199].

Dans ces chroniques, les Sarmates dont descendent les aristocrates de la République des Deux Nations sont distingués des Sarmates plus orientaux. La chronique de Marcin Kromer est traduite en latin, pour faciliter sa diffusion à l'étranger. Cette différenciation des origines passe par la revendication de racines particulières, exclusives vers l'Est et vers l'Ouest. Les sources antiques mobilisées portent un regard négatif sur ces peuples, qui est inversé par les chroniqueurs polonais, qui dépeignent les Sarmates comme un peuple conquérant. Ils tirent des sources antiques, la richesse matérielle et soulignent la vigueur, la force spirituelle de ce peuple antique. Ce discours sur les origines orientales des couches dominantes polonaises et lituaniennes est construit sur une réinterprétation des sources antiques, et fortement teinté politiquement. Il place la légitimation du système politique contemporain comme venant de l'Est, tout en réattribuant une valeur à cette origine, en la distinguant

[193] BORN et LEMMEN, *Orientalismen in Ostmitteleuropa*, *op. cit.*, 2014, p. 14.
[194] Cité dans EBERHARDT, *Polska i jej granice*, *op. cit.*, 2004, p. 13.
[195] *Ibid.*, p. 15.
[196] SEMIAŃCZUK, « Oblicza Wschodu w dziejopisarstwie do końca XVI wieku », *art. cit.*, 1999, p. 31.
[197] EBERHARDT, *Polska i jej granice*, *op. cit.*, 2004, p. 17.
[198] *Ibid.*, p. 19.
[199] *Ibid.*, p. 16.

de l'Est barbare. C'est une nouvelle couche de l'ambivalence de l'Est, ajoutée par des connaissances à visée politique, qui teinte l'imaginaire collectif polonais et se matérialise dans l'art, les pratiques vestimentaires de la république nobiliaire.

L'Est, tout en gardant sa nature « barbare » et son altérité, se constitue en paradis perdu, aux contours indéfinis, dont seraient issus les ancêtres glorieux et conquérants respectivement des Allemands et des Polonais. Ces ancêtres se sont distingués par la fondation de civilisations riches et durables. L'auto-orientalisation est donc toute relative, et ainsi ambiguë. Ces pratiques de connaissances sur soi, qui font plonger les racines nationales à l'Est, tout en distinguant un Est possédé et un Est étranger, dont les contours respectifs sont flous, forgent par couches successives un système incohérent et approximatif mais efficace et durable de perception de l'Est, plein de potentiel et d'attractivité. Ainsi, le sarmatisme comme mythe des origines, se mue progressivement en invitation à retrouver le paradis perdu[200], tandis que les peuples germaniques, emportés par leur élan conquérant, une fois arrivés à « l'extrême limite de l'océan atlantique » ne purent que rebondir et remplacer cet élan « par un besoin de retour dans l'autre direction, connue plus tard comme le *Drang nach Osten*. »[201] Cette vision schématique semble avoir fonctionné dans la conception de l'Est en Allemagne et en Pologne, créant un lien entre une origine supposée et une légitimité à « retourner » dans ces régions, fondant ainsi une mission nationale.

3. L'Est de la mission nationale

Dans la culture polonaise, on associe l'Est à deux thématiques complémentaires : le paradis perdu et la ligne de front. Selon Robert Traba, le terme de *Kresy* (confins) a été doté d'une dimension nostalgique par le romantisme polonais, avec des œuvres telles celle de Wincenty Pol et la figure du chevalier Mohort. Ce terme est partie intégrante de la mythification du romantisme dans la culture politique polonaise[202].

> « Quatre thèmes constituent principalement l'archétype de la nature des confins : la défense héroïque de la tour de la polonité face aux hordes de mécréants et d'ennemis de la République (le mythe de l'*antemurale christianitatis*), la formation

[200] BOROWSKI Andrzej, « Les "Sarmates" ou la préhistoire du messianisme polonais », in: CIEŚLA-KORYTOWSKA Maria (dir.), *Messianisme et slavophilie: colloque polono-français, 2-7 octobre 1985, Cracovie, Université Jagellonne*, Cracovie, Uniwersytet Jagielloński, 1987.
[201] HALECKI, *Borderlands of Western Civilization*, *op. cit.*, 2000, p. 25.
[202] TRABA Robert, « Kresy. Miejsce pamięci w procesie reprodukcji kulturowej », in: ZARYCKI Tomasz, *Polska Wschodnia i Orientalizm*, *op.cit.*, pp. 146-170.

> d'imaginaires de paysages idylliques et d'une vie paradisiaque (mythe de l'Arcadie et du sarmatisme), l'exotisme de confins distants et mystérieux, et le type du héros courageux, bon, quelque peu sentimental, 'dévoué à Dieu et à la Patrie' ».[203]

C'est une zone qui matérialise une vision idéalisée de la culture polonaise, à la fois zone de conflit et de cohabitation avec des « autochtones » dominés : c'est la *frontier* polonaise, où on lutte pour installer la culture et la figure du polonais comme seigneur (*pan*) qui gouverne ces peuples colonisés, tout en reprenant des éléments de leur folklore dans le folklore 'national'[204]. C'est de cet imaginaire, résultat de la production culturelle et de l'idéalisation romantique de l'histoire polonaise dont héritent les experts en 1918. C'est cet imaginaire qui fait ensuite l'objet d'attaques directes par les Soviétiques et les communistes polonais.

(1) L'Est comme espace de projections : le « Drang nach Osten » pour les Allemands et ses avatars polonais

Une de ces dimensions de la représentation polonaise et allemande de l'Est c'est la puissance nationale. L'idée de puissance à l'Est et par l'Est est le produit d'une tension qu'on retrouve dans les sociétés allemandes et polonaises. Or loin de faire consensus, elle fait l'objet d'un débat et est un élément du marquage sur l'échiquier politique. La source de puissance qu'offrirait l'Est serait le moyen de protéger une identité nationale distincte du reste de l'Occident (qu'on retrouve dans l'affirmation du *Sonderweg* allemand notamment). Dans le même temps, l'argument central de l'expansion ou le maintien de la présence/possession (*stan posiadania*) est celui de la supériorité culturelle « expliquée » par la proximité voire l'appartenance finalement à la civilisation européenne « supérieure », c'est-à-dire occidentale.

Chez Paweł Palczowski, que nous avons mentionné plus haut, qui avait rédigé un ouvrage sur la Russie sur la base de son expérience de la tentative de la prise de Moscou par les Polonais en 1606, la Russie est le lieu naturel de l'expansion polonaise. Ses premiers travaux avaient porté sur Venise et il avait été marqué par les aventures exploratrices espagnoles[205]. Ainsi dans le contexte d'une instabilité

---

[203] « Archetyp kresowości tworzyły głównie cztery motywy: bohaterska obrona twierdzy polskości przed hordami innowierców i wrogami Rzeczypospolitej (mit antimurale christianitatis), idyllizacja krajobrazu i sielskości życia (mit Arkadii i sarmatyzmu), egzotyka odległej, tajemniczej krainy, typ odważnego, dobrego, trochę sentymentalnego bohatera „Bogu i Ojczyźnie". » in: *Ibid.*

[204] *Ibid.*

[205] Voir la préface de Grzegorz Franczak dans la réédition du texte de Palczowski: PALCZOWSKI, *Kolęda*

politique interne, avec une pression grandissante de la Suède et des « tensions démographiques », une solution pour les appétits aristocratiques polonais seraient pour Palczowski, la prise des terres orientales. Alors, la Pologne pourrait renforcer sa puissance aussi face aux Turcs et autres puissances européennes. Ce discours réapparait par intermittence en Pologne mais ne se constitue pas en mythe politique aussi efficace que le mythe allemand de l'expansion orientale. Au contraire, on utilise cette référence plutôt pour discréditer la mégalomanie polonaise. La partition de la Pologne entre 1772 et 1795 met un frein à cette conception, qui ne disparaît pas complètement cependant, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. La référence à cette période, et la production de connaissance sur celle-ci vise à motiver l'intérêt de la population polonaise pour l'Est en créant une sorte de précédent à répéter éventuellement, cette fois avec un peu plus de succès.

Dans la culture politique allemande en revanche, le mythe de l'expansion orientale a une longévité protéiforme remarquable, capturé par l'expression du « *Drang nach Osten* ». Ce mythe d'une aspiration inconsciente, sous-jacente et permanente[206] d'une expansion à l'Est du peuple allemand est un exemple archétypal d'une relecture nationaliste d'une mythologie médiévale, produite au XIX^e^ siècle[207]. Historiquement, il y eu plusieurs vagues de mouvements de migration germanique en Europe de l'Est, vers des zones et dans des contextes pourtant bien différents, qui sont reliés par des lectures ultérieures. Il y eu d'une part les chevaliers teutoniques, sur lesquels nous revenons plus bas ici, puis des mouvements migratoires paysans le long du Danube et ailleurs, enfin, l'appel de Catherine II aux artisans allemands au XVIII^e^ siècle, à côté d'autres mouvements de migration. D'autre part, l'expression du « *Drang nach Osten* » recouvre les conquêtes, conçues comme reconquêtes médiévales germaniques de la Silésie par Frédéric Barberousse au XII^e^ siècle[208]. L'expression a surtout fonctionné avant 1918 dans le contexte d'une politique anti-polonaise au XIX^e^ siècle[209] mais comme nous le verrons au cours des chapitres suivants, la cible de cet « empressement vers l'Est » s'est déplacée vers l'Est russe après 1918. La logique sous-jacente est une fois de plus celle d'une hiérarchie

---

moskiewska. To iest, Woyny Moskiewskiey, Przyczyny Sluszne, Okazya pozadana, Zwyćięstwa nadźieia wielka, Państwa tam tego pożytki y bogactwa, nigdy nieoszacowane. Krotko opisane Przez Pawla Palczowskiego, z Palczowic, Szlachćica Polskiego, Mikołaia Szarffenbergera, 2010. En ligne: dLibra, <https://air.unimi.it/retrieve/handle/2434/222627/282164/Koleda%20Moskiewska.pdf>, pp. 32-35.

[206] Leszek C. BELZYT, « Drang nach Osten. Cywilizacja z Zachodu? », *in* Robert TRABA et Hans Henning HAHN (dir.), *Polsko-niemieckie miejsca pamięci Tom 2: Polsko-niemieckie miejsca pamięci, t. 2: Wspólne / Oddzielne*, Scholar, 2015, pp. 207-224, ici p. 211.

[207] WIPPERMANN Wolfgang, *Der « deutsche Drang nach Osten » : Ideologie u. Wirklichkeit e. polit. Schlagwortes*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1981, p. 29.

[208] HALECKI, *Borderlands of Western Civilization*, *op. cit.*, 2000, p. 68. C'est en référence à cet empereur, que l'opération d'attaque de l'URSS en 1941 par l'Allemagne nazie fut baptisée opération Barbarossa (*Unternehmen Barbarossa*).

[209] Avec la diffusion d'un discours dénigrant sur les Polonais en Allemagne, par des auteurs comme Wilhelm Christian Binder, Paul Lagarde, cités dans BELZYT, « Drang nach Osten. Cywilizacja z Zachodu? », *art. cit.*, 2015, pp. 208-209.

culturelle, voir ethnique, en pendant au mythe des origines, mais cette fois avec une dimension civilisatrice et de conquête, en écho aux conquêtes de la civilisation en Amérique[210].

La production de connaissance sur l'Est se trouve assujettie à l'objectif plus large de définition des continuités de ce peuple germanique construit par l'archéologie, la linguistique et l'histoire jusqu'aux Allemands unis (sans l'Autriche) après 1870[211]. La problématique centrale est celle de la définition de l'espace d'action de ce peuple, son ancrage culturel et la pratique de cette production est progressivement « enrichie » par les théories raciales et géopolitiques[212].

(2) La mission de protection de l'Europe face à l'Est (XVIe-XVIIe siècle)

> « Nos adhésions ou refus viennent d'analogies, d'idées connotés, de noyaux symboliques et d'archétypes sous-jacents. Les faits politiques entrent dans une intelligence analogique qui dévoile des relations en chaînes entre différentes réalités. (…) Une frontière peut être appréhendée comme un pont vers un espace bénéfique ou comme un rempart contre un danger menaçant. Cette fonction symbolique permet donc d'opérer des renvois de niveaux de réalité à d'autres, créant un ordre, un système cohérent de représentations et de valeurs. »[213]

Les pratiques de production de connaissances que nous avons présentées jusqu'ici sont fortement ancrées à la fois dans leur contexte politique historique et dans les évolutions des pratiques scientifiques globales. Elles sont à la fois l'écho des perceptions des auteurs et de leurs projections idéologiques. Elles fonctionnent dans un intervalle entre les références partagées d'une société à un moment donné et les ambitions, les évolutions à venir proposées à cette société. Cette tension contribue à un renouvellement constant de ces pratiques de connaissances, et la réactualisation des connaissances héritées des pratiques antérieures. Un slogan, un mot-clé, tel que le *Drang nach Osten*

---

[210] WIPPERMANN, *Der « deutsche Drang nach Osten »*, *op. cit.*, 1981, p. 38. Voir plus largement les interactions entre les entreprises coloniales au XIX[e] siècle : Jürgen Osterhammel, *Die Verwandlung der Welt: eine Geschichte des 19. Jahrhunderts*, Jub.-Ed., Munich, Beck, 2013, 1568 p.

[211] WIWJORRA, « Der völkische Germanenmythos als Konsequenz deutscher Altertumsforschung des 19. Jahrhunderts », *art. cit.*, 2006, pp. 159-160.

[212] Voir annexe 3.

[213] WUNENBURGER Jean-Jacques « Avant-propos », in DELSOL Chantal, MASŁOWSKI Michel, NOWICKI Joanna *et al.*, *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Presses Univ. de France, 2002. p. 6.

recouvre des réalités très différentes mais fonctionne comme une synthèse d'un phénomène historique perçu comme significatif. Il en va de même pour les lignes de démarcation de sa communauté face à un Autre. C'est peut-être la spécificité de cet Est, vu d'Allemagne et de Pologne, de conjuguer ces différents éléments d'altérité et de familiarité. Le mythe des origines coexiste et se prolonge dans un mythe de la mission nationale : une logique de rempart et de projection qui forment les facettes d'un mythe ambivalent de l'Est. Ainsi, « [l]a frontière est (…) une réalité évolutive et en même temps une référence mythifiée »[214], qui est alimentée par l'amalgame des expériences historiques constamment relues et réinterprétées.

Janusz Tazbir, éminent médiéviste polonais a consacré un ouvrage à la question de l'idée de la Pologne comme muraille de l'Europe[215], dans lequel il retrace l'origine et l'évolution de ce terme. Dans les textes polonais, on trouve tout aussi bien le terme latin, *antemurale christianitatis*, que polonais, *przedmurze chrześcijaństwa*. Selon Janusz Tazbir, c'est une image tirée de la Bible : une référence à Jérusalem, comme forteresse, protégeant le sacré. Dans le contexte de la lutte contre la présence tatare au XVe siècle mais surtout dans le contexte de la lutte contre la progression ottomane au XVIIe siècle, ce terme fut appliqué en ce sens à Kamieniec Podolski – la pierre, au sens de fondation, de Podolie – une forteresse actuellement en Ukraine (Kamianets-Podilskyï). La ville était la forteresse la plus méridionale de la République des Deux Nations, et fut assiégée en 1672 puis occupée par les Ottomans. Jean III Sobieski ajouta à cette désignation, la mission de porte de la Pologne (brama do Polski)[216], complétant l'amalgame entre la Pologne et la chrétienté.

Figure 5: Statue de Jean III Sobieski, écrasant un Turc et un Cosaque, de la rue Agrycola, Parc Łazienki à Varsovie (inaugurée en 1788)

[214] Paul GRADVOHL, « Le mythe de la frontière (peut-on penser la frontière dans une perspective hongroise en historien ?) », *in Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Presses Univ. de France, 2002, p. 148-162.
[215] TAZBIR Janusz, *Polska przedmurzem Europy*, Varsovie, Interpress 2004.
[216] *Ibid.*, p. 10.

En effet, Janusz Tazbir rappelle que ce terme fut utilisé surtout comme un slogan, par la diplomatie polonaise, dans l'optique d'obtenir une exemption ou une réduction des taxes versées à Rome, au nom de la lutte contre les Mongols et contre les « schismatiques » orthodoxes, au XIVe siècle. Ce terme gagne en popularité et c'est ainsi que l'Est européen, par des allers-retours entre un Est oriental, ottoman et un Est plus nordique, plus chrétien, par le biais d'un amalgame entre l'Est byzantin orthodoxe, tombant dans les mains musulmanes, est devenu un élément de la rhétorique nationale polonaise. Cette idée n'est pas exclusivement polonaise et on la retrouve à différents moments en Hongrie[217], en Autriche, en Croatie, en Allemagne. Les Teutoniques utilisent une argumentation similaire aux Polonais, mais incluent ces derniers dans le clan de la menace sur la chrétienté, que les Teutoniques se chargent donc de défendre[218], en utilisant la bataille de Grunwald (ou Tannenberg) de 1410, où les Polonais se sont alliés aux Lituaniens et aux Tatars, comme on a vu précédemment. L'idée d'alliance avec d'autres nations dans la région, pour se protéger des puissances voisines par des convergences géostratégiques, se retrouve à d'autres moments de l'histoire polonaise, notamment dans le contexte de la partition polonaise, qui fait germer le prométhéisme polonais.

(3) Le prométhéisme : une des réactions polonaises aux partitions du XVIIIe siècle

Le prométhéisme est un courant d'idée politique qui a été porté en particulier par une partie de l'élite intellectuelle et politique polonaise dans l'entre-deux-guerres, et qui revendique une filiation avec les projets fédéralisant de Józef Piłsudski pour l'Est européen[219]. Le prométhéisme ne faisait pas consensus déjà lors de sa formulation et ses porteurs faisaient l'objet de critiques franches, sur lesquelles nous revenons plus bas, après avoir présenté les conceptions et les activités de ce courant. Cette « idéologie »[220] a porté également sur d'autres peuples soumis à des puissances impériales dans

[217] P. GRADVOHL, « Le mythe de la frontière (peut-on penser la frontière dans une perspective hongroise en historien ?) »..., *op. cit.*, p. 154.
[218] TAZBIR, *Polska przedmurzem Europy*, *op. cit.*, 2004, p. 23.
[219] Le prométhéisme a également trouvé des porteurs dans d'autres pays, notamment du Caucase et du pourtour méditerranéen.
[220] Le corpus d'idées du prométhéisme n'étant pas clairement défini par ses membres, le terme d'idéologie est considéré comme inapproprié par un certain nombre de spécialistes, cependant, il nous semble que puisque ce mouvement était assez cohérent pour s'organiser en institutions scientifiques et associations, dans le but explicite d'influencer la politique officielle, et puisqu'il bénéficiait du soutien matériel de l'État polonais et enfin que les débats internes s'inscrivaient dans le paradigme commun d'une mission polonaise à l'Est, on peut pour simplifier parler l'idéologie prométhéenne ou de prométhéisme. Pour rejoindre Marek Kornat, qui rappelle qu'une partie de l'élite polonaise s'identifiait au mouvement, sans pour autant que ces idées constituent une

le Proche orient et en Asie, dans la fraction para-universitaire de ce mouvement mais sur le plan politique, elle a concerné avant tout l'Ukraine. Cette « idéologie » n'a jamais été réalisée, tant du fait l'impossibilité matérielle pour la diplomatie polonaise de l'entre-deux-guerres de porter un tel projet, que du manque de soutien transversal en Pologne[221].

Andrzej Garlicki, historien de l'entre-deux guerres définit le prométhéisme comme « une conception d'action visant à séparer de la Russie les territoires habités par les peuples non russes, à soutenir leurs aspirations à fonder des États-Nation, qui, menacés par la Russie, formeront des alliés naturels de la Pologne, renforçant ainsi son poids »[222]. En d'autres termes, cette conception repose sur une politique de puissance, à la base de laquelle se trouverait une empathie pour les sentiments nationaux des peuples dont la Pologne a partagé le sort pendant 123 ans et qui d'une part pourrait mieux les comprendre a priori et d'autre part, constituer un modèle pour leur chemin vers l'autodétermination nationale, thématique puissante dans ces années.

Le prométhéisme est donc un produit du romantisme national du XIX^{e} siècle, avec lequel se confrontent les intellectuels polonais à la veille de la refondation de la Pologne au XX^{e} siècle. Nous allons donc nous intéresser aux réflexions développées par ceux-ci avant 1918 pour mieux comprendre les options telles qu'elles étaient conçues par les acteurs politiques polonais au moment de définir les nouveaux contours à l'Est notamment, de la Pologne « ressuscitée ». Cette courte étude nous permettra de comprendre d'une part la persistance de ces idées, qui étant ancrée dans une perception qui nous semble plutôt polono centrée de la réalité régionale, ont constitué un filtre quelque peu aveuglant de la politique polonaise. D'autre part, le processus de distanciation de ces idées, qui s'enclenche dès leur formulation pour les opposants naturellement, et après la 2^{e} Guerre mondiale pour une partie de ses porteurs.

Selon l'historien Andrzej Nowak[223], le prométhéisme polonais n'est pas né au XX^{e} siècle, mais est

---

doctrine politique (in Kornat, Ruch…, p. 56), nous considérons ici que le prométhéisme était un élément de la culture politique polonaise, sans pour autant être un programme d'action rigide. C'est la dimension identitaire de cette idéologie qui nous intéresse et son délitement face aux difficultés de réalisation puis à la perception d'un manque de légitimité, mais qui semble être un cadre conceptuel auquel se rattachent certains politiciens polonais dans des situations d'incertitude.

[221] Marcin Kruszyński résume parfaitement la place du prométhéisme dans la politique étrangère polonaise de l'entre-deux guerres ; reprenant à son compte les termes de Marek Kornat, selon lequel le prométhéisme n'était « « ni une fantaisie, ni une fiction », et a constitué un chapitre important dans l'histoire de la pensée polonaise. Ce fut effectivement un chapitre important mais justement de l'histoire de la pensée mais pas de la diplomatie polonaise. » Kruszyński in Kornat, Ruch…, p 158.

[222] « prometeizm oznaczał koncepcję działań na rzecz oderwania od Rosji terytoriów zamieszkanych przez nar »dowości nierosyjskie, wspierania ich dążeń do stworzenia państw narodowych, które, zagrożone przez Rosję, staną się naturalnym sojusznikiem Polski, zwiększając w ten sposób jej wagę. » Dans: GARLICKI Andrzej, *Siedem mitow Drugiej Rzeczypospolitej*, Czytelnik, 2013.p 62.

[223] NOWAK Andrzej, *Jak rozbić rosyjskie imperium?: idee polskiej polityki wschodniej (1733-1921)*, Warszawska Oficyna Wydawnicza « Gryf », 1995.

le produit d'une tradition plus ancienne de la pensée polonaise, liant deux éléments : la question de la menace de la communauté libre et le responsable (*sprawca*) à l'origine de cette menace qui serait historiquement l'Empire russe. L'idée d'indépendance s'est ancrée dans la culture politique polonaise lors des premières ingérences russes dans les affaires internes avec les manœuvres pour éloigner Stanisław Leszczyński (1677-1766) du trône polonais et le remplacer par Auguste III de Pologne (1696-1763). En réaction, une partie de la noblesse polonaise s'est réunie à Sandomierz en 1733. Selon Andrzej Nowak, dans cette révolte contre la domination étrangère on peut trouver les premières traces de cette conception politique ; selon laquelle l'élite polonaise cherche les points faibles de l'empire et pour s'allier avec la périphérie contre le centre. Cette confédération a lancé un appel en 1733 intitulé « les tâches du peuple polonais, particulièrement de la confédération de Sandomierz, donnée à l'attention des peuples russes et cosaques ». Dans le même temps, ces membres de la noblesse polonaise reprenaient à leur compte ce reproche à la noblesse russe, qui ne serait que le produit de la noblesse allemande, et donc manquerait de légitimité pour gouverner la Russie. Cette confédération de Sandomierz voulait donc « aider » les peuples russe et cosaques à se libérer de la « dictature absolue allemande » que l'aristocratie russe représentait et « rendre » le pouvoir à la « vraie » Russie, en appelant de leur vœux le retour à l'identité spirituelle (*duchowy*) russe ! Dans le même temps, cette confédération comptait sur l'implantation dans les profondeurs du territoire russe des Cosaques pour faire de ces derniers un allié puissant contre le pouvoir central impérial russe.

On retrouve ici effectivement des éléments de cette pensée polonaise sur l'Est, qui ont perduré à travers le temps, notamment cette différenciation entre le peuple et les dirigeants, et la définition d'intérêts communs entre les Polonais et les Cosaques, ou plutôt une tentative d'instrumentalisation des intérêts des Cosaques au service d'une politique de sécurité polonaise, suivie d'une non réalisation matérielle de ce soutien. En effet, cet appel faisait écho aux efforts entrepris par Ivan Mazepa (1639-1709) puis Pylyp Orlik (1672-1742) et son fils, Hryhory Orlik (1702-1759), au service d'une séparation des peuples cosaque et russe. A. Nowak constate lui-même que ces réflexions étaient formulées de manière abstraite sans conséquences pratiques, mais elles allaient avoir une longue et lourde portée sur la culture politique polonaise.

Avec la division de la Pologne entre 1772 et 1795, cette idée prend une toute autre dimension. D'une part les nobles polonais vont être aux prises avec la politique de russification progressive de cette région, qui pousse une partie d'entre eux à déployer des tentatives de preuve de loyauté envers le Tsar. D'autres membres de la noblesse polonaise vont porter les mouvements révolutionnaires d'émancipation (1830-31, 1863-64). Dans cette lutte, l'historien Andrzej Nowak voit la maturation de l'idée prométhéenne, avec par exemple la critique faite par Maurycy Mochnacki (1803-1834), qui dénonce de l'injustice, qui est en même temps à la source de la faiblesse de l'Empire russe, de retenir

autant de peuples différents sous un même pouvoir... Pour lui la clé de l'effondrement de l'Empire tsariste, pour ramener la Russie à ses « frontières naturelles » moscovites, sera l'Ukraine. L'historien Marek Kornat rappelle les contributions des Polonais émigrés à Paris, notamment le prince Adam Jerzy Czartoryski (1770- 1861), dans le cadre de leur réflexion sur la question polonaise, à la diffusion et la sédimentation de cette idée de la nécessité de libérer les autres peuples aux côtés des Polonais, dont Józef Piłsudski fut l'héritier. L'historien Andrzej Garlicki observe parmi les premières formulations de cette idéologie au XX^{e} siècle, le mémorandum que Piłsudski avait rédigé pour le Japon, où il analyse que la diversité nationale de l'empire comme la faiblesse déterminante de la Russie, en 1904. Dans ce mémorandum (visant à informer les Japonais sur la situation interne en Russie), Piłsudski présentait les peuples de Russie comme appartenant à deux catégories : les peuples « historiques », ou les peuples ayant connu une autonomie étatique, dont la Pologne et les peuples non historiques, dont les Lituaniens (!), les Biélorusses et les Lettons.

La perte de souveraineté étatique marque les mémoires, surtout dans sa dimension plus héroïque de lutte contre les empires occupants. L'Est se trouve éclaté, les frontières de la Pologne se fondent dans cet espace, et le grand ciel ouvert des steppes offrent un décor idéal pour y planter le récit de la lutte pour la restauration de la Pologne.

(4) L'Est comme théâtre des épopées nationales (XVIIIe-XIXe siècles)

La tradition littéraire a cristallisé une corrélation entre la définition culturelle, identitaire et leur ancrage dans l'espace, avec d'une part l'émergence d'une lecture ethnico-spatiale, par Herder et d'autre part, la production d'une littérature nationale, en Pologne avec Adam Mickiewicz par exemple[224]. Jusqu'en 1918, l'espace de référence qu'on retrouve dans les travaux sur la Pologne, en histoire, en géographie, c'est la Pologne dans les frontières de 1772, avant la partition. Cet espace se peuple au XIX^{e} siècle d'épopées grandioses, tragiques, romantiques. Cette littérature nourrit la rhétorique politique sur la nation et vient donner de la chair culturelle au « principe abstrait et universel » de la nation[225]. Les textes littéraires, la musique, le théâtre se veulent être un lieu de socialisation pour la communauté nationale[226]. Une des thématiques de la littérature romantique, c'est

[224] WAŚKO, « Geopolityka i literatura romantyzmu », *art. cit.*, 2009, François-Xavier Coquin et Michel Masłowski, *Le verbe et l'histoire: Mickiewicz, la France et l'Europe*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2002.
[225] GIRAULT René et BORNE Dominique, *Peuples et nations d'Europe au XIX^{e} siècle*, Paris, Hachette Education, 1996.
[226] FRANCFORT, *Le Chant des Nations*, *op. cit.*, 2004.

la question des racines, des origines[227]. Dans l'optique de la constitution de la communauté nationale[228], c'est un enjeu majeur mais pour des raisons différentes pour la culture allemande et polonaise en définition.

Cette période a produit des catégories de pensées, reposant sur une relecture et la fixation de l'histoire et de la culture antique et médiévale, tant en Allemagne qu'en Pologne. Dans ces catégories, l'Est européen joue un rôle fondamental dans l'ancrage d'un particularisme culturel, national allemand et polonais, qui est consolidé par une argumentation plus « scientifique », mais usant des mêmes catégories. La relecture d'éléments formulés dans un certain contexte historique, faisant écho à des préoccupations contemporaines contribue à créer une impression de « vérité éternelle » sur la Russie ou sur l'Est européen. Ainsi, on assiste à une lecture simplifiée du passé, de l'héritage culturel, surtout quand il s'agit de donner une base à un projet politique. L'exercice auquel nous voulons nous livrer ici, n'est pas la reconstitution de l'évolution de l'image de la Russie ou de l'Est européen dans les cultures (politiques) allemandes et polonaises mais de tenter d'expliciter les associations d'idées qu'on retrouve dans le discours des experts.

En reproduisant ces discours ici, il ne s'agit pas pour nous de présenter l'image unique et stable qui existerait dans ces cultures allemandes et polonaises mais au contraire, de rappeler les amalgames qui ont émergé au fil du temps et qui ont trouvé une traduction « scientifique » au moment du renouveau des relations de la Pologne et de l'Allemagne après 1918, dans différents domaines comme l'archéologie, la géopolitique ou l'économie et l'histoire.

Le mythe allemand de l'Est devient un mythe de conquête et de colonisation : avec les chevaliers teutoniques et les différentes vagues de colonisation du Moyen-Âge jusqu'au XIX^{e} siècle. Ces différents phénomènes historiques sont relus et réinterprétés dans le discours national allemand. L'histoire de la Prusse (orientale) est assez frappante de ce point de vue. C'est un territoire dont le nom a été repris de la population païenne prussienne, de langue balte, dans le contexte des croisades baltiques des XII^{e} et XIII^{e} siècles, notamment sur l'invitation du Duc Conrad de Mazovie en 1226[229]. Les chevaliers teutoniques étaient regroupés dans un ordre issu des croisades en « Terre sainte » fondé en 1190 à Jérusalem et composé principalement de nobles germaniques. Après la fin des croisades, ils sont rapatriés en Europe où ils se mettent au service de seigneurs pour assurer la défense de leur territoire.

L'Ordre teutonique a par la suite formé une entité autonome, qui reprend le nom des peuples vaincus et largement décimés, la Prusse et s'organise autour de la forteresse de Marbourg où le

[227] THIESSE, « Communautés imaginées et littératures », *art. cit.*, 2009.
[228] ANDERSON Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991, pp. 11-12.
[229] LIULEVICIUS, *The German Myth of the East*, *op. cit.*, 2011, pp. 21-22

pouvoir s'installe en 1309, avant de tomber sous la coupe polonaise en 1466, après notamment la bataille de Tannenberg/Grünwald de 1410. L'entité ainsi créée fait venir des agriculteurs et s'insère dans le commerce hanséatique, et commerce notamment avec Novgorod. La Prusse est ainsi un État de la région baltique, qui entretient des relations à la fois conflictuelles et commerciales avec ses voisins slaves, scandinaves et baltiques, dont les batailles marquent les imaginaires collectifs allemands, russes et polonais. La famille Hohenzollern prend le contrôle de la Prusse avec Albrecht von Hohenzollern en 1525, qui se convertit au protestantisme, et fonde l'université à Königsberg (qui porte son nom, Albertus-Universität Königsberg, jusqu'en 1945). La Prusse est finalement rattachée au Brandebourg en 1618 par un jeu d'héritage, donnant ainsi finalement son nom à une des entités fondatrices de l'Allemagne contemporaine. La place que ce nom occupe dans les différentes phases de l'historiographie allemande est variable. Cette histoire particulière a inspiré la littérature allemande notamment au XIX^{e} siècle. Les épopées littéraires allemandes se déroulent ainsi dans cette Prusse, dans la confrontation avec les Polonais, avant tout, par exemple chez Gustav Freytag (1816-1895), auteur de *Soll und Haben* (1855). Ainsi, la confrontation germano-polonaise se trouve au premier plan des préoccupations allemandes de l'Est, au XIX^{e} siècle, puis au XX^{e} siècle, ce qui se reflète largement dans les pratiques scientifiques de la période.

4. Conclusion
L'Est comme récit national allemand et polonais

Nous avons traversé à grandes enjambées des siècles de production de connaissances et de récits en Allemagne[230] et en Pologne sur l'Est européen et avons constaté que les discours sur l'Est forment peu à peu des couches des discours, produits dans des contextes historiques particuliers, qui persistent après la disparition de ces contextes, pour alimenter des mythologies nationales. Ces mythes ressurgissent ponctuellement comme des échos lointains, relus à la lumière des enjeux du jour. Ce schéma d'émergence de récit national dépasse largement le cadre d'un groupe en particulier et se construit simultanément dans plusieurs langues en Europe. À cette mythologie se greffent les événements historiques du XIX^{e} qui sont la mémoire historique récente des acteurs, avec notamment le partage de la Pologne (1772-1795), les guerres napoléoniennes jusqu'au Congrès de Vienne en 1815, et les insurrections polonaises de 1830 et de 1863 contre l'Empire russe. L'Est tient une place importante et répétée dans les récits nationaux allemands et polonais. Mais le contenu de ces récits nationaux sont produits dans des contextes médiévaux, impériaux, qui laissent place après 1918 à la création de structures étatiques reposant sur des critères nationaux. Les États d'après-guerre doivent être fondés sur « l'autodétermination des peuples ». Nous avons voulu rappeler brièvement l'origine des références mythiques[231] des discours d'experts de l'après 1918, qui eux sont produits dans des contextes de définition puis de redéfinition de la communauté nationale et de son ancrage territorial.

Cette mythologie de l'Est est pour le moins marquée par une grande diversité, tant dans le temps et l'espace que par les concepts qu'elle produit et pérennise. Cette diversité produit une ambivalence du récit, en accumulant d'une part des conceptions apparemment contradictoires, de la barbarie de l'Est et de l'Est comme paradis perdu ou de l'Est comme espace vierge et comme pays de tous les potentiels pour la Pologne ou l'Allemagne. En effet :

---

[230] Nous avons surtout retenu les éléments de l'historiographie auxquels les experts étudiés font référence, pour une étude plus approfondie de l'historiographie sur la Russie en Allemagne, qui alterne en tendances historiographiques générales et études biographiques, voir la riche étude de VOIGT Gerd, *Rußland in der deutschen Geschichtsschreibung: 1843 - 1945*, Berlin, Akademie Verlag, 1994, avec des archives reproduites en annexes.

[231] Suivant la définition que propose S. Hazareesingh, de « représentation imaginaire du passé » et de « souvenir historique idéalisé qui excerce une fascination durable sur la conscience collective », dans le but de « sédui[re] et [de] sacralise[r], ou au contraire [de] provoque[r] l'effroi », de HAZAREESINGH, « Mythe », *art. cit.*, 2010.

> « Appliquer le qualificatif 'ambivalente' à une personne, une attitude, une situation ou une proposition, c'est postuler qu'elles peuvent supporter des jugements contraires et également pertinents (…). »[232]

L'ambivalence est « la coexistence entre deux qualités » qui peut découler d'un « changement de point de vue ou d'échelle » et permet de ne pas penser un élément observé seulement en termes absolus, mais d'englober des conceptions concurrentes, parallèles, co-occurrentes. Elle exprime ou implique au moins, une diversité des points de vue. Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas tant les contradictions qui émergent d'une longue histoire réécrite continuellement, mais plutôt la dynamique qui est produite par ces contradictions, dès lors qu'elles sont agencées par un objectif, qui colore les connaissances sur l'Est. Nous ne voulons pas établir ici quelle image les Allemands ou les Polonais ont de l'Est européen mais de regarder l'usage ultérieur qui est fait des imaginaires collectifs dans le contexte d'une formulation d'un projet politique particulier, dans une volonté « performative » de l'usage de la connaissance.

Ces grands thèmes restent récurrents dans la période étudiée, ainsi, nous proposons une formalisation de leur représentation pour observer l'évolution de leur utilisation, notamment dans les différentes formes que prend le discours politique sur l'Est.

L'altérité de l'Est	**Le mythe des origines à l'Est**	**La mission nationale à l'Est**
L'Est est un espace où se déploie un système de valeurs et une culture différents, distincts du système national.	L'Est est un espace où est née la culture nationale, ou d'où proviennent les fondateurs de la société propre.	L'Est est un espace où la grandeur nationale peut se déployer, est un espace naturel d'expansion nationale, sur le plan des ressources ou sur le plan politique.

Cette représentation nous servira à illustrer les continuités des références conceptuelles dans les pratiques de production de connaissances et de discours sur l'Est en Allemagne et en Pologne. Nous avons choisi ces symboles qui évoquent quelque peu l'idée qu'ils représentent : deux courbes bombées qui se font face, représentent la confrontation et l'exclusion mutuelle de deux ensembles identifiables et distincts, pour illustrer la conception de l'Est comme incarnation de l'altérité. La courbe

[232] AUGÉ, *Le sens des autres*, *op. cit.*, 1994, p. 54.

bombée à gauche indique un mouvement venant du passé et de l'Est pour aller à l'Ouest et à l'inverse la courbe bombée à droite montre une dynamique d'Ouest en Est, pour suggérer la projection future.

Dans le chapitre suivant, nous allons nous intéresser aux prémices de l'expertise sur l'Est, la transition de la prise de parole par des intellectuels dans l'espace public à l'institutionnalisation de l'expertise au début du XX^{e} siècle, où les acteurs vont puiser dans cette réserve de récits pour structurer leur discours. L'altérité de la région à laquelle on attache un jugement de valeur négatif, agrémentée d'un mythe des origines culturelles nationales ancré dans cette région, ouvre la voie à une idéologie de la projection vers cette région. Cependant, ces trois éléments ne sont que rarement formulés de manière explicite ensemble, et on assisterait plutôt à une rationalisation *a posteriori* de ces trames de discours national. Cette rationalisation est menée dans un contexte d'évolution scientifique et politique particulier. Elle reformule ces thèmes centraux à l'aide d'outils conceptuels qui dominent le discours public après 1918 ou qui jouissent d'une grande popularité et crédibilité.

Chapitre 2

Où s'arrête l'Allemagne ? Où est la Pologne ? La question de l'ancrage d'un peuple dans un territoire et l'émergence d'une expertise orientée à l'Est au tournant du XX^{e} siècle

L'année 1918 marque l'aboutissement pour la Pologne d'une lutte politique et militaire pour la refondation d'un État polonais de plusieurs décennies, tandis que l'Allemagne se trouve à la veille d'un démembrement territorial, contre lequel elle doit lutter. L'Est européen est au cœur de ces enjeux politiques et territoriaux, avec la discussion sur l'établissement des nouvelles frontières de la Pologne et de l'Allemagne, à Brest-Litovsk (1918) et à Versailles (1919). La frontière occidentale est également âprement disputée, déjà avant 1918[233], avec des arguments similaires pour justifier l'ancrage de l'État polonais en Silésie, Poméranie, et allemand en Alsace-Lorraine. La conception dominante des espaces nationaux allemands et polonais était celle d'une délimitation floue et multidimensionnelle, qui était interprétée soit comme une force, dans une vision dynamique de l'évolution territoriale-nationale soit comme une faiblesse, une source d'instabilité de l'administration territoriale[234]. La question territoriale de la frontière à l'Est se pose dans ce contexte intellectuel et politique. Elle se pose pour l'Allemagne et la Pologne en termes de délimitations : jusqu'où va l'aire culturelle allemande et où situer la Pologne ? Ainsi, nous allons observer à présent quelles sont les réponses apportées par les intellectuels à ces questions politiques : quelles pratiques émergent de construction de connaissance et comment elles s'intègrent dans les sociétés allemandes et polonaises. Comme nous avons constaté précédemment, en termes de pratiques scientifiques, la Renaissance avec la « République des Lettres », le siècle des Lumières ont produit à la fois des traditions de dialogue par-delà les langues et les appartenances nationales ou culturelles, et des tentatives d'explications des « particularités » nationales[235]. La fin du XIX^{e} siècle et le début du XX^{e} siècle sont marqués par ce double héritage, auquel s'ajoutent de nouvelles théories, notamment les théories « raciales », qui couvrent un éventail « épistémologique » et une diffusion géographique large : allant de l'anthropologie et la sociologie à la biométrie et au darwinisme social, qu'on retrouve tant en Grande-Bretagne, en France avec Joseph Arthur de Gobineau (1816-1882) qu'en Allemagne et en Europe centrale[236]. La connaissance se met au

[233] SERRIER Thomas, *Entre Allemagne et Pologne : Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Paris, Belin, 2002.
[234] GRADVOHL Paul, *L'Europe centrale est-elle concevable ? Les impasses de la sécurité nationale en Europe centrale. Impact sur la cohérence régionale au XXe siècle*, habilitation à diriger des recherches, Nancy II, 2009, pp. 125-137.
[235] SOMSEN Geert J., « A History of Universalism: Conceptions of the Internationality of Science from the Enlightenment to the Cold War », *Minerva* 46 (3), 2008, pp. 361-379, ici pp. 363-364.
[236] GÓRNY Maciej, « Bitterly Triumphant: The Biologisation of National Character in the Twentieth-Century East

service des mouvements nationaux, dans les différents domaines, tant dans les sciences « naturelles » que les sciences humaines, tout en produisant des sociabilités scientifiques internationales et un débat européen et mondial. La science, la modernisation, le progrès technique se déploient dans le même temps dans le contexte de l'idée nationale, et auraient apporté une « stabilité idéologique » dans une période de changements importants[237], en contribuant à un discours structurant pour la société. C'est le moment de l'émergence des « intellectuels » dans le débat public[238]. On assiste à une intensification du débat national passant par des preuves scientifiques, tant en Allemagne ou en Pologne qu'en Ukraine[239], en Russie[240] et bien entendu dans d'autres parties du monde, notamment avec les entreprises coloniales[241]. En matière coloniale, Il y a une concordance entre les projets politiques de domination et ce que Jean Bazin appelle le paradigme de la variabilité culturelle[242], dans lequel, les connaissances collectées sur des cultures ou ethnies étrangères à l'observateur servent à établir un tableau complet des cultures et des différentes variantes de la nature humaine. Cette lecture s'appuie sur une conception schématique de l'humanité, comme une collection de cultures différentes entre elles et déterminant le comportement des individus qui y sont rattachés[243]. L'idée de hiérarchie entre ces cultures accompagne bien souvent cette lecture. Une autre évolution majeure acquise au cours des siècles précédents est le positivisme, qu'on pourrait décrire comme une pratique de la science qui ne veut reposer que sur des preuves « tangibles », observables par le scientifique. Même si cette pratique n'est pas exclusive, elle marque le rapport des sociétés à la connaissance. La connaissance

Central Europe », *Acta Poloniae Historica* 111, 2015, p. 29.

[237] ASH Mitchell G. et SURMAN Jan, *The Nationalization of Scientific Knowledge in the Habsburg Empire, 1848-1918*, Palgrave Macmillan, 2012, p. 2.

[238] ORY et SIRINELLI, *Les intellectuels en France*, *op. cit.*, 2004.

[239] Par exemple, Anton Kotenko prend l'exemple de la revue *Osnova* dans la cristallisation de la définition géographique de l'Ukraine dans la deuxième moitié du XIX[e] siècle, voir KOTENKO Anton, « Construction of Ukrainian National Space by the Intellectuals of Russian Ukraine, 1860-1870s », in: HAPPEL Jörn et WERDT Christophe, *Mapping Eastern Europe*, Münster, LIT Verlag, 2010, pp. 37-60.

[240] OYE David Schimmelpenninck van der, *Russian Orientalism: Asia in the Russian Mind from Peter the Great to the Emigration*, Yale University Press, 2010, ou pour une introduction à l'historiographie de l'Asie centrale en Russie et ailleurs : GRENET Frantz, « Recentrer l'Asie centrale : Leçon inaugurale prononcée le jeudi 7 novembre 2013 », in: *Recentrer l'Asie centrale : Leçon inaugurale prononcée le jeudi 7 novembre 2013*, Paris, Collège de France, 2014 (Leçons inaugurales). En ligne: OpenEdition Books, <http://books.openedition.org/cdf/3594>, consulté le 19.07.2016.

[241] La collecte de connaissances « anthropologiques », linguistiques, mais aussi géographiques, géologiques, biologiques par des explorateurs, des scientifiques et des fonctionnaires, est une dimension importante des entreprises coloniales. Pour le cas allemand voir l'exposition organisée au Musée Allemand d'Histoire à Berlin en 2016 : *Deutscher Kolonialismus: Fragmente seiner Geschichte und Gegenwart*, Darmstadt, 2016. Ces pratiques ne sont pas limitées aux seuls pays directement colonisateurs, comme le montre la thèse en cours de Régis Moes sur la participation des Luxembourgeois à l'entrepise coloniale belge au Congo. On peut déjà consulter un premier ouvrage qu'il a consacré à ce sujet : Régis Moes, *Cette colonie qui nous appartient un peu: La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960*, Éditions d'Lëtzeburger Land, 2012.

[242] BAZIN Jean, « L'anthropologie en question: altérité ou différence », in: *Des clous dans la Joconde : L'anthropologie autrement*, Toulouse, Anacharsis, 2008, p. 40.

[243] *Ibid.*, p. 42.

socialement acceptée est de plus en plus celle qui repose non pas sur des croyances, superstitions mais sur des traces matérielles des phénomènes étudiés. Pour les connaissances sur l'Est, on voit pourtant les thèmes assez nettement hérités de la mythologie culturelle, transposés et soutenus par une argumentation plus « matérielle ». Le XX^{e} siècle hérite d'une richesse de connaissances, de données collectées aux quatre coins du globe, diffusées largement grâce aux progrès techniques de la presse et de l'imprimerie, et de théories cherchant à structurer ces données par des explications causales. On peut s'interroger, dans ce contexte scientifique et politique, sur l'émergence de schémas explicatifs en Allemagne et en Pologne pour discuter de leurs relations à l'Est européen, et sur la manière dont ces schémas sont alimentés en « preuves ».

1. L'Est comme objet de connaissance jusqu'en 1918 : les embryons d'expertise sur l'Est en Allemagne et en Pologne

Avant la 1^{e} Guerre mondiale, un besoin de connaissance de l'Est se fait sentir en Allemagne, motivé par les tensions fortes au sein de l'Empire russe, avec notamment la révolution de 1905. Mais aussi, par l'arrivée en Allemagne d'émigrés de Russie, principalement issus de la minorité allemande de Russie. La production de connaissance se matérialise dans une conjonction universitaire, politisée. Des individus prennent la plume et utilisent leurs qualifications universitaires pour formuler des projets politiques à l'égard de l'Est européen, dans des contextes tant de paix que de guerre. C'est la systématisation de cette pratique qui émerge en Allemagne jusqu'en 1918 d'abord dans le contexte de la formation d'institutions dédiées dans l'université puis en dehors avec la société pour l'étude de la Russie fondée en 1913. Les connaissances sur l'Est européen sont mobilisées durant la 1^{e} Guerre mondiale pour traiter des préoccupations d'alors comme par exemple au sujet de la question ukrainienne.

Pour la société polonaise, divisée entre trois empires, les réflexions sont d'abord portées par les deux grands acteurs politiques de la période que sont Roman Dmowski et Józef Piłsudski, qui définissent les orientations politiques générales par rapport aux héritages de la culture politique polonaise. Ces orientations alimentent à leur tour la réflexion universitaire, qui est ensuite mobilisée directement lors des négociations diplomatiques, notamment à Versailles. L'expertise émerge dans

cette intersection entre les enjeux politiques forts qui appellent la mobilisation des universitaires et le besoin de justifier, d'argumenter la légitimité des projets politiques. Le contexte de définitions des contours d'un futur État polonais et allemand pèse fortement sur ces prises de paroles expertes, qui veulent contribuer à définir les limites de la communauté nationale et en faire découler son ancrage territorial. Dans les deux sociétés, autour de la 1e Guerre mondiale, les grandes lignes du débat sur l'Est se définissent à travers l'affrontement des projets politiques, qui se traduisent par une formulation pratique des connaissances sur l'Est.

(1) La fondation de noyaux d'expertise sur l'Europe de l'Est en Allemagne (1902-1914) : entre ancrage universitaire et main tendue au politique

Au début du XXe siècle, plusieurs écoles de pensée sur l'Est s'affrontent en Allemagne[244], incarnées respectivement par Otto Hoetzsch (1876-1946), Paul Rohrbach (1869-1956) et Theodor Schiemann (1847-1921)[245]. Tous trois sont des figures éminentes de ce débat, qu'on retrouve dans l'entre-deux guerres, jusque dans le IIIe Reich. Ils présentent tous les trois des pratiques de connaissance de l'Est et un usage des celles-ci qui nous semble important d'analyser dans le contexte de la 1e Guerre mondiale pour mieux comprendre comment elles évoluent plus tard, ou justement, ce qui en reste, malgré les changements qui marquent la région entre 1914 et 1918. Ces trois experts sont de grands connaisseurs de l'Europe de l'Est, notamment de la Russie, des pays baltes, de l'Ukraine et de la Pologne. Ils puisent dans ces connaissances pour asseoir leurs conceptions politiques, et tenter d'orienter les décisions politiques, notamment durant la guerre. Ils ont des ancrages sociaux quelque peu différents : Otto Hoetzsch et Theodor Schiemann sont des universitaires, tandis que Paul Rohrbach travaille pour l'État allemand et publie ses textes hors du circuit académique. Otto Hoetzsch est tenant d'une politique d'équilibre entre les puissances et par là, milite pour le maintien de la puissance russe, pour qu'elle reste un partenaire de la puissance allemande. Theodor Schiemann et Paul Rohrbach au contraire,

[244] Pour l'Autriche, le débat s'organise dans un autre contexte, avec en particulier une diversité ethnique, dont une partie significative de Slaves, aux quatre coins de l'empire. La chronologie de la fondation de chaires sur l'histoire de l'Europe de l'Est est très proche de la chronologie allemande, avec le premier séminaire lancé en 1907 par Hans Uebersberger, que nous allons retrouver dans le chapitre 4, pour la période 1939-1945.
[245] DAHLMANN Dittmar, *Hundert Jahre Osteuropäische Geschichte: Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2005 ; CAMPHAUSEN Gabriele, « Die wissenschaftliche historische Rußlandforschung in Deutschland 1892-1933 », *Forschungen zur osteuropäischen Geschichte* 42, 1989, pp. 7-108, VOIGT, *Rußland in der deutschen Geschichtsschreibung*, *op. cit.*, 1994.

sont les tenants de la politique des « Randstaaten », d'un soutien au séparatisme territorial des nations rattachées à l'Empire russe, notamment pour Paul Rohrbach, l'Ukraine[246]. Ils incarnent trois rapports à l'Est et des usages de la connaissance de l'Est, tous dans l'aile conservatrice de la société allemande, mais ancrés dans des groupes sociaux différents.

Un de ces groupes est constitué par les émigrés de la minorité allemande de Russie. Ces minorités allemandes sont organisées en plusieurs communautés, qui semblent garder leurs distinctions : d'un côté les Allemands aisés et influents : les Allemands industriels moscovites et pétersbourgeois, les Allemands de la Baltique, qu'on retrouve également dans l'industrie mais encore dans l'armée et l'administration[247]. De l'autre, les Allemands plus ruraux, le long de la Volga, de la Mer noire et dans les plaines de l'Ukraine. Ce sont les minorités héritées des politiques d'immigration de Catherine II et d'émigration économique paysanne puis industrielle, mentionnées plus haut. La minorité allemande tient une place un peu particulière : d'une part, elle regroupe au-delà de cette diversité sociale[248], une population, qui sans être massive, est remarquable[249]. Il n'y a cependant pas les mêmes enjeux que pour la minorité polonaise, qui défend, en partie, la cause de la « question polonaise » : la refondation d'une Pologne, autonome. Les Allemands de Russie, surtout dans leur aile conservatrice, ne sont pas intéressés par la division de la Russie[250].

Le déclenchement des hostilités entre la Russie tsariste et l'Allemagne impériale va causer des difficultés pour les Allemands résidant en Russie, jusqu'au pogrom de 1915. Beaucoup fuient alors la Russie. Mais c'est surtout avec les boulversements politiques de 1917 que la population allemande a significativement diminué, notamment dans les agglomérations pétersbourgeoise et moscovite. Les Allemands d'origine balte résidant à Moscou et ailleurs ont la possibilité d'émigrer vers les États baltes

---

[246] BAVAJ Riccardo, « Die deutsche Ukraine-Publizistik während des Ersten Weltkrieges », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung* 50 (1), 2001, pp. 1-25.

[247] MEISSNER Boris et EISFELD Alfred (dir.), *Der Beitrag der Deutschbalten und der städtischen Rußlanddeutschen zur Modernisierung und Europäisierung des Russischen Reiches im 18. und in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Köln, Verl. Wiss. und Politik, 1996 (Veröffentlichungen des Göttinger Arbeitskreises 452) ; DÖNNINGHAUS Victor, *Die Deutschen in der Moskauer Gesellschaft: Symbiose und Konflikte*, Munich, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2002.

[248] Ce n'est pas l'objet ici d'analyser cette étude, même si elle se ressent dans les experts venus de ces régions. Une autre différence qui s'ajoute à la diversité sociale, c'est la citoyenneté : certains ont gardé la citoyenneté allemande pendant plusieurs générations, d'autres non, ce qui au moment de la guerre en 1914 divise certaines familles. On peut lire un exemple de cette division dans les mémoires de Klaus Mehnert, que nous recroiserons pour ses activités à la tête de la *Deutsche Gesellschaft für Osteuropa* (DGO) : MEHNERT, *Ein Deutscher in der Welt. Erinnerungen 1906 - 1981*, *op. cit.*, 1991.

[249] Notons au passage les ouvrages mis à disposition en ligne par l'Université de Regensburg sur la présence des minorités en Russie impériale : « Literatur zu Ausländern im Russischen Reich - IOS Regensburg », <http://www.ios-regensburg.de/informationsinfrastruktur/bibliothek/digitale-bibliothek/literatur-zu-auslaendern-im-russischen-reich.html>, consulté le 7.07.2016.

[250] DÖNNINGHAUS, *Die Deutschen in der Moskauer Gesellschaft*, *op. cit.*, 2002, p. 344.

qui se créent entre 1918 et 1920[251]. C'est le cas par exemple de Boris Meissner, un des experts de la DGAP dès les années 1950. D'autres Allemands fuient vers Moscou des provinces méridionales, mais malgré cet afflux, à la sortie de la guerre et de la révolution, la population allemande de Russie est considérablement réduite. Cet afflux d'Allemands de l'Est rapproche en quelque sorte cet Est par une sorte d'incarnation d'une connaissance intime de l'Est en Allemagne. Un autre de ces Allemands de la Baltique fonde à Berlin, la première chaire d'études de la Russie : Theodor Schiemann[252]. Il nait dans une famille conservatrice notable d'Allemands de la Baltique dans le Courlande russe en 1847. Il étudie l'histoire à l'Université de Tartu (Dorpat), et fréquente les cours de Carl Schirren (1826-1910), un historien allemand de la Baltique, qui contribue à l'historiographie de la Livonie et participe activement au débat avec les historiens slavophiles, en polémiquant sur le droit à l'autonomie de cette région dans l'empire tsariste. Il poursuit ses études à Göttingen où il rédige sa thèse en 1874 sur les sources de l'historiographie de la Livonie sous la direction du médiéviste Georg Waitz (1813-1886). Il travaille ensuite dans les archives à Talinn (Reval) de 1883 à 1887. Il est profondément attaché à cette dimension allemande de l'histoire russe. La famille Schiemann émigre en Allemagne en 1887 en réaction à la politique de russification menée dans la région de la Baltique. Arrivé à Berlin, T. Schiemann poursuit une carrière académique, il passe son habilitation en 1887 et enseigne l'histoire à l'Université Friedrich Wilhelm de Berlin, avant de devenir le premier professeur d'histoire d'Europe de l'Est, lorsque la chaire fut fondée en 1892, toujours à Berlin. La création de cette chaire a rencontré l'opposition des historiens « généralistes », tels Karl Lamprecht[253], mais fut soutenue par Heinrich von Treitschke[254]. En 1902, la chaire lance le premier séminaire dédié à l'histoire de l'Europe de l'Est[255]. Il

[251] *Ibid.*, p. 518.
[252] BOHN Thomas, « Ostdeutsche Biographien: Schiemann, Theodor », *Kulturportal West Ost*, <http://kulturportal-west-ost.eu/biographien/schiemann-theodor-2>, consulté le 8.07.2016. Une partie de ses ouvrages sont disponibles sous « Digitalisierten Werke - Schiemann, Theodor », *Muncher Digitalisierungszentrum*, <http://www.digitale-sammlungen.de/index.html?c=autoren_index&ab=Schiemann%2C+Theodor&l=de>, consulté le 8.07.2016.
[253] *Karl Lamprecht* (1856 -1915), historien allemand qui défendait une conception interdisciplinaire de l'histoire, dans la dispute sur la méthode (Methodenstreit) avec les économistes contemporains, qui défendaient une segmentation de l'étude des phénomènes sociaux. De 1891 à sa mort, il dirige la chaire d'histoire médiévale à l'Université de Leipzig. En 1898, il fonde avec F. Ratzel, un séminaire d'histoire et de géographie. Il fonde par ailleurs le premier institut de recherche sur l'histoire hors de l'université : en 1909 l'Institut royal de Saxe pour la Culture et l'Histoire universelle (Königlich-Sächsisches Institut für Kultur- und Universalgeschichte). Il est membre du Alldeutscher Verband, le mouvement pangermaniste tout en étant proche du chancelier Hollweg.
[254] Heinrich Gotthardt von Treitschke (1834-1896), historien et écrivain allemand, qui s'engage en politique dans le parti national-libéral. Il est célèbre pour avoir déclenché la dispute sur l'antisémitisme de 1879, avec un article dans les annales prusses de cette année, dans lequel il écrit que « les juifs sont notre malheur » (Die Juden sind unser Unglück », slogan repris par le journal nazi « Der Stürmer » comme slogan.
[255] Il y avait déjà des enseignements en langue allemande sur la Russie, sur l'histoire russe à l'Université de Dorpat (Tartu), et des études slaves à l'Université de Breslau, voir M. BURLEIGH, *Germany Turns Eastwards*..., *op. cit.*, p. 13.

s'engage dans la promotion et la diffusion de la connaissance sur la Russie[256], et publie des ouvrages de référence sur l'histoire de la région[257], avec un fort intérêt pour la dimension allemande de celle-ci, surtout après 1914[258]. Il organise également la fondation de l'enseignement de l'histoire de l'Europe de l'Est à Königsberg et à Breslau. Il s'engage également dans le débat politique public, par la presse, notamment la *Kreuzzeitung* où il tient une chronique hebdomadaire dédiée aux questions internationales de 1892 à 1912. Ses contributions couvrent également l'actualité politique russe[259]. C'est donc un expert, dans la mesure où il est reconnu comme tel à la fois sur le plan universitaire et dans la presse. Theodor Schiemann est porteur d'une politique conservatrice et plutôt russophobe : tenant d'une politique de relations stables avec la Russie, tout en se méfiant des instabilités internes à la Russie, liées à une culture (politique) qui la rendait incompatible avec l'Allemagne et prévenait tout approfondissement sérieux de leurs relations. Il est considéré avec une relative méfiance, notamment par un de ses élèves et éminent expert de la question de l'Est en Allemagne : Otto Hoetzsch. Celui-ci fonde en 1913 la société allemande pour l'étude de la Russie (*Deutsche Gesellschaft zum Studium Russlands*, DGSR), qui devient après 1918 la Société pour l'étude de l'Europe de l'Est (*Deutsche Gesellschaft zum Studium Osteuropas*, DGSO), restructuration politique régionale oblige[260]. T. Schiemann contribue aux activités de cette organisation, tout en gardant ses distances par rapport aux ambitions qu'Otto Hoetzsch lui attribue.

En 1903, une autre organisation avait été fondée, qui se nomme « Association pour l'étude de la Russie » (*Verein zum Studium Russlands*), avec sensiblement les mêmes membres que la DGSR, mais proposant des activités presque purement culturelles, sans but politique explicite, contrairement à la DGSR. L'ambition d'O. Hoetzsch était de créer un espace de transmission du point de vue russe, du discours russe sur l'Est européen, pour le rendre plus compréhensible pour les Allemands et ainsi fournir une base plus solide aux relations bilatérales, économiques et politiques[261]. Otto Hoetzsch s'est

[256] Voir notamment son mémorandum sur la nécessité d'élargir notre connaissance sur la Russie de 1900 (Einige Gedanken über die Notwendigkeit, für eine Erweiterung unserer Kunde von Rußland Sorge zu tragen. Denkschrift, 10. Oktober 1900), reproduit dans : VOIGT, *Rußland in der deutschen Geschichtsschreibung*, *op. cit.*, 1994, pp. 327-331.

[257] SCHIEMANN Theodor, *Russland, Polen und Livland bis ins 17. jahrhundert*, [Berlin], Historischer Verlag Baumgärtel, 1886. Et surtout son histoire de la Russie sous Nicolas Ier en 4 tomes, parue entre 1902 et 1919 (*Geschichte Rußlands unter Nikolai I*).

[258] SCHIEMANN Theodor, *Die Deutschen Ostseeprovinzen Russlands geschichtlich, kulturell und wirtschaftlich dargestellt von Kennern der Baltischen Provinzen.*, Berlin, s.a. 1915.

[259] SCHIEMANN Theodor, *Russische Köpfe*, Berlin, Ullstein, 1916. En ligne: <https://www.vifaost.de/metaopac/search?id=9758580>, consulté le 8.07.2016 ; SCHIEMANN Theodor, *Russland auf dem Wege zur Revolution.*, Berlin, Reimer, 1915.

[260] Elle est refondée après 1945, sous le nom de Société allemande pour la connaissance de l'Europe de l'Est (*Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde*, DGO), voir chapitre 5.

[261] BORMANN Patrick, « Das ist ja "rein politisch"! - Zur Gründungsgeschichte der "Deutschen Gesellschaft zum Studium Russlands" vor dem Ersten Weltkrieg », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 58 (3), s. d., pp. 353-380.

intéressé à l'histoire de l'Europe de l'Est progressivement : né à Leipzig en 1876, il a poursuivi une formation d'historien, s'intéressant tout d'abord à l'histoire saxonne, et par capillarité, il s'est progressivement intéressé à l'histoire polonaise et russe. Il fut auditeur du séminaire de Theodor Schiemann dès son lancement. Il étudie les langues polonaise et russe, pour lesquelles il est qualifié pour l'interprétariat militaire en 1905. Il s'engage politiquement aussi dans le camp conservateur : au sein du parti national-conservateur allemand (*Deutschkonservative Partei*, puis *Deutschnationale Volkspartei*), mais également au sein d'associations politiques conservatrices et militant pour la présence allemande à l'Est : l'association pangermaniste (*Alldeutschen Verein*) et l'association de défense des marges orientales de l'Empire allemand (*Ostmarkenverein*). Sa position est celle d'un patriote Prusse, qui a au premier plan des préoccupations liées à la « question polonaise ». Ainsi, après une visite de groupe dans plusieurs villes de Russie organisée par Max Sering[262] en 1912 et pour laquelle Otto Hoetzsch prépare une présentation de l'évolution politique de la Russie depuis 1905, l'idée de perpétuer cette configuration pour diffuser des connaissances sur la Russie germe parmi certains des participants[263]. Finalement c'est Otto Hoetzsch qui se charge de formuler la proposition concrète de création d'une organisation en 1913, cultivant ainsi l'esprit porté par ce voyage, largement co-organisé par le gouvernement russe et comportant une dimension scientifique.

Le mémorandum qu'Otto Hoetzsch rédige à cette occasion est soumis, entre autres, à Theodor Schiemann, qui en critique le caractère politique et l'idée de donner aux Russes la possibilité de communiquer leur point de vue en Allemagne. En effet, Otto Hoetzsch souhaite fonder une association germano-russe et construire des lieux pour établir un rapport de confiance entre les deux peuples, par le contact direct[264]. O. Hoetzsch, avec d'autres acteurs universitaires, entame des sondages prudents pour un soutien éventuel du ministère des Affaires étrangères allemand. Celui-ci réagit d'abord avec beaucoup de réticence, du fait du refroidissement des relations entre l'Allemagne et la Russie, à la suite des guerres des Balkans (1912 et 1913). Le ministère finit par accepter, en la personne de Bethmann[265], qui cherche à activer une politique culturelle étrangère de l'Empire allemand. Cependant, la politique culturelle extérieure n'est pas pour lui un instrument des relations entre grandes puissances, mais un instrument accompagnant la politique d'expansion allemande[266]. Ainsi, le

[262] Max Sering (1857-1939), économiste, spécialiste des questions de colonisation, notamment agraire. Co-fondateur de l'Institut kolonial à Hambourg (*Kolonialinstitut*) en 1908, un institut d'études interdisciplinaire d'aires géographiques d'Afrique et d'Asie principalement.
[263] BORMANN, « Das ist ja "rein politisch"! - Zur Gründungsgeschichte der "Deutschen Gesellschaft zum Studium Russlands" vor dem Ersten Weltkrieg », *art. cit.*, p. 360.
[264] *Ibid.*, p. 362.
[265] Theobald von Bethmann Hollweg (1856 -1921) homme politique libéral, chancelier impérial entre 1909 et 1917.
[266] BORMANN, « Das ist ja "rein politisch"! - Zur Gründungsgeschichte der "Deutschen Gesellschaft zum Studium Russlands" vor dem Ersten Weltkrieg », *art. cit.*, pp. 364-365.

ministère soutient la fondation d'une telle organisation à condition qu'elle ne soit ni binationale, ni politique, les organisations telles que *l'Ostmarkenverein*, causant déjà des perturbations dans la politique étrangère impériale. Le ministère soutient les activités de la DGSR, pour l'échange de publications avec la Russie mais l'éclatement de la guerre freine l'approfondissement du soutien. Ce qui caractérise les premiers mois d'activité de cette organisation, c'est l'opposition conceptuelle et pratique entre Otto Hoetzsch et Theodor Schiemann. Le premier cherche systématiquement à diffuser la parole officielle russe, mais aussi celle des Octobristes (mouvement libéral russe, fondé en 1905), en invitant les uns à publier des textes dans une revue à constituer[267], à traduire des textes d'ouvrages russes pertinents ou en proposant des cycles de conférences ayant des intervenants de Russie. Son ambition, telle qu'il l'exprime, est de faire prendre conscience aux Allemands, que le monde politique russe n'est pas empreint d'animosité à leur égard, qu'au contraire, l'accueil de l'Allemagne sur le plan politique est globalement positif[268]. Ces initiatives sont régulièrement freinées par T. Schiemann, qui s'oppose à cette diffusion, arguant justement que les Russes sont les ennemis de l'Allemagne, et qu'il ne faut pas leur donner l'occasion de s'exprimer, si vraiment on souhaite servir l'Empire allemand.

Avec ces deux experts, on a un profil de qualification de l'expertise et de motivation de celle-ci quelque peu différents : si les deux sont formés dans le contexte universitaire, T. Schiemann cherche à défendre son héritage familial, tandis qu'O. Hoetzsch se méfie de la position des Allemands de la Baltique. Il revendique une plus grande objectivité, du fait qu'il s'est approprié la langue et la culture russe pour des motifs scientifiques[269]. Les trois hommes sont reconnus par leur société, leurs interlocuteurs dans l'État et dans la presse, comme étant de fins connaisseurs de l'Est européen, et ils légitiment leurs positions par cette connaissance approfondie, qui reposent sur des sources différentes. Ils recourent en partie aux images courantes de l'Est européen, telles que l'altérité radicale des Russes ou de l'Est comme réservoir de la puissance nationale, dans leurs efforts pour convaincre leurs interlocuteurs. Ils revendiquent tous de vouloir servir la politique de puissance étatique, mais ce que nous voulons retenir, c'est la différence de conception de leurs pratiques d'expertises. Elles reposent toutes sur une utilisation de sources directes, mais pour Otto Hoetzsch, il s'agit de comprendre et de faire comprendre le point de vue russe (étatique) en matière politique, tandis que pour T. Schiemann, le discours russe doit être interprété, traduit, dans ses intentions. Ce stéréotype semble perdurer, d'une expertise divisé entre des experts ayant une expérience intime – et ainsi une

[267] Ou une collection d'édition, qu'il propose d'intituler « recherches est-européennes » (Osteuropäische Forschungen), qu'il n'arrive pas à réaliser avant 1918, mais qu'il relance dans les années 1930, voir chapitre 4.
[268] BORMANN, « Das ist ja "rein politisch"! - Zur Gründungsgeschichte der "Deutschen Gesellschaft zum Studium Russlands" vor dem Ersten Weltkrieg », *art. cit.*, p. 367.
[269] Hoetzsch critique la domination des Allemands de la Baltique dans l'historiographie allemande de la Russie, voir : SCHLÖGEL Karl, « Von der Vergeblichkeit eines Professorenlebens. Otto Hoetzsch und die deutsche Russlandkunde », *Osteuropa* 55 (12), 2005, pp. 5-28, ici p. 11.

connaissance supposée particulière et intransmissible – d'une part et d'autre part, les experts plus « objectifs ».

Les lignes du débat sur les relations de l'Allemagne avec l'Est européen et plus particulièrement avec la Russie jusqu'à la 1e Guerre mondiale, dans l'aile conservatrice[270] sont délimitées par ces trois positions cardinales : la politique de puissance de l'Allemagne, doit passer pour les uns, dont O. Hoetzsch, par une alliance à terme avec la Russie, pour assurer la stabilité des rapports entre les grandes puissances. Pour les autres, tels que T. Schiemann ou P. Rohrbach, au contraire, c'est la Russie qui constitue le risque premier, qu'il faut affaiblir par une alliance avec les peuples d'Europe orientale, et en premier lieu, avec l'Ukraine. Une variante de cette vision, c'est celle de la défense des droits de la place des Allemands dans l'Empire russe. Ces positions ne sont pas exclusivement allemandes, même si la fondation d'institutions dédiées semble avoir eu lieu en Allemagne avec un dynamisme particulier[271]. Le contexte du débat polonais est quelque peu plus éparpillé, entre les trois « segments » polonais des trois empires d'Europe centrale et orientale. Nous allons à présent contextualiser les positions polonaises sur la question de l'Europe de l'Est, qui se pose avant tout sous le prisme de la question de la refondation de la Pologne. Dans ce débat, la question de l'expérience de l'Est européen se pose dans des termes différents. Mais ce qui constitue avant tout le point de référence dans ce débat est le passé polonais à l'Est, avant 1772, et les insurrections du XIXe siècle.

---

[270] Les tenants du courant socialiste ou libéral ne sont pas significativement représentés dans l'expertise de l'Est avant 1918, on les retrouve plutôt dans la presse, voir KOENEN Gerd, *Der Rußland-Komplex. Die Deutschen und der Osten 1900-1945*, Munich, C.H. Beck Verlag, 2005 ; VOIGT, *Rußland in der deutschen Geschichtsschreibung*, *op. cit.*, 1994. Pour les tenants du courant nationaliste, nous les retrouvons également plus tard, après 1918.

[271] Les premiers centres d'étude de l'Est et de la Russie dans le monde anglo-saxon sont ceux de l'université de Harvard, qui fonde une bibliothèque sur l'Europe orientale en 1895. La première institution d'étude est fondée à Liverpool avec la School of Russian Studies (1907) et la carrière universitaire de l'explorateur George Kennan (1845-1924, sans liens avec le soviétologue homonyme) se concrétise en 1912 à Chicago.
En France, la chaire de la langue russe y est fondée en 1877, puis l'ancêtre de l'INALCO, l'École nationale des langues orientales vivantes, est (re)fondée en 1914, sur la base d'une école d'interprétariat, mais se concentre sur des activités linguistiques. voir CŒURÉ Sophie, *La grande lueur à l'Est: les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Seuil, 1999. Dans le même temps, une entreprise de collecte de documents de la Grande Guerre et plus spécifiquement de la révolution bolchevique est institutionnalisé dans ce qui devient la Bibliothèque de Documentation Internationale et Contemporaine (BDIC). C'est en particulier André Mazon (1881-1967), qui collecte « à chaud » des documents en Russie. Voir Antoine Marès, « André Mazon, un slaviste au XXe siècle : profil politique d'un savant », *Revue des études slaves*, 2011, vol. 82, no 1, pp. 69-94, et Sophie Cœuré, « Documentation et géopolitique : la BDIC de la Russie à l'URSS et retour (1917-1991) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1 décembre 2011, no 100, pp. 21-31.
Dans le monde germanophone, c'est en Autriche que l'historien Hans Uebersberger (1877-1962) commence son enseignement à Vienne en 1906, voir VOIGT, *Rußland in der deutschen Geschichtsschreibung*, *op. cit.*, 1994., pp. 87-89.
Pour une étude plus approfondie, on pourra suivre les travaux en cours de Manuel Geist à l'Université de Freiburg, sur les experts britanniques et français de la Russie (1890-1924) https://www.igk-kulturtransfer.uni-freiburg.de/p/g3/manuel-geist/, consulté le 8.07.2017.

(2) L'Est dans la « question polonaise » avant 1918 : entre fardeau culturel et potentiel de restauration de puissance

En 1914, lorsque la 1e Guerre mondiale éclate, la Russie a derrière elle une décennie de forte instabilité politique : depuis la révolution de 1905. La question des minorités est un des problèmes politiques auxquels fait face la Russie. Parmi celles-ci, la « question polonaise » occupe une place de premier rang, par la participation active d'hommes politiques polonais à la vie politique impériale russe, en premier lieu, les deux grands concurrents à venir, en matière de politique orientale polonaise : Józef Piłsudski et Roman Dmowski. Le parcours de ces deux illustres acteurs est largement connu, nous voulons cependant rappeler leurs réflexions sur les rapports des Polonais à l'Est européen avant 1918, car, si on ne peut parler d'expertise à leur égard, leurs réflexions deviennent les points de référence dominants pour le XXe siècle.

Józef Piłsudski (1867-1935) est né dans la région de Vilnius, dans une famille aristocratique polonaise, patriotique. En 1887, alors qu'il étudie la médecine à Kharkov, il fut envoyé en exil à l'âge de 20 ans en Sibérie. Là il entre en contact avec les socialistes polonais du PPS (*Polska Partia Socjalistyczna*), pour lesquels il va à son retour à Vilnius en 1894, militer, notamment en tant que rédacteur du journal du PPS, *Robotnik* (le travailleur). En 1912, il enseigne à l'École des sciences politiques et sociales de Cracovie, l'histoire militaire, dont il tire une esquisse de l'histoire militaire de l'insurrection de janvier (*Zarys historii militarnej Powstania Styczniowego*)[272], dans laquelle il présente sa réflexion sur les échecs des précédentes insurrections. J. Piłsudski publie régulièrement et se rend même au Japon en 1904, dans le contexte de la guerre russo-japonaise, pour préparer une analyse de la situation en Russie. Il invoque régulièrement l'héritage romantique polonais, il s'intéresse à l'histoire militaire polonaise, la tradition de résistance avec les insurrections de 1863 et 1867, ainsi que la participation des Polonais aux guerres napoléoniennes et en tire son inspiration pour ses positions politiques[273]. Son projet pour la refondation de la Pologne à la veille de la 1e Guerre mondiale consiste à prolonger cette tradition de lutte armée pour l'indépendance, en intégrant des couches plus larges de la population polonaise. Pour la mobiliser, il comptait sur la littérature romantique et la haine du

[272] Publiée en 1929. Disponible sous http://www.sbc.org.pl/dlibra/docmetadata?id=23789&from=publication, , consulté le 8.07.2016.
[273] DABROWSKI Patrice M., « Uses and abuses of the Polish past by Józef Piłsudski and Roman Dmowski », *The Polish Review* 56 (1/2), 2011, pp. 73-109.

tsarisme[274]. Cette mobilisation ne se limite pas aux Polonais seuls : pour réaliser l'indépendance de l'Empire tsariste, J. Piłsudski conçoit/reformule/s'approprie ? un projet d'une fédération des peuples d'Europe orientale, en premier lieu, les Ukrainiens, avec une primauté aux Polonais. Józef Piłsudski s'inscrit donc dans la tradition socialiste polonaise dont la réflexion sur les chemins d'une émancipation du peuple (travailleur) polonais de la Russie occidentale est importante, avec des penseurs tels que Bolesław Limanowski (1835-1935)[275] ou Kazimierz Kelles-Krauz (1872-1905)[276]. Ces derniers développent l'idée d'une fédération des forces populaires des minorités de l'Empire russe, à l'Ouest, donc sous l'égide des Polonais : les Ukrainiens, Lituaniens, Lettons, Estoniens et Biélorusses[277]. Ils s'inscrivent dans l'héritage des insurrections de 1848 et de 1863-64, et la pensée de Joachim Lelewel (1786-1861), qui formule l'idée de reconnaître les aspirations de tous les peuples luttant pour leur indépendance, afin de les réunir dans une entité étatique polonaise[278]. Dans les premières décennies du mouvement socialiste en Pologne, le débat est également fortement marqué par les positions des socialistes allemands, tels de Friedrich Engels (1820-1985) ou August Bebel (1840-1913), sans parler de Rosa Luxemburg (Róża Luksemburg, 1870-1919), qui portent une critique de la Russie comme incarnant les forces réactionnaires, porteuse du « despotisme asiatique ». Ils attribuent à la Pologne le rôle de moteur dans la dislocation de l'Empire russe, par son émancipation, sous l'impression produite par les mouvements de grève de Lodz de 1892[279]. Sur le plan de son action politique, avant 1914, J. Piłsudski cherche à placer le mouvement socialiste polonais en figure de proue du mouvement socialiste de l'Empire russe : d'une part, en disputant aux Russes le rôle dirigeant dans ce mouvement, et d'autre part, en alliant les mouvements socialistes lituaniens, juifs (le Bund), biélorusses au mouvement polonais[280]. Malgré ses réflexions et leur écho, on ne peut pas considérer J. Piłsudski

[274] *Ibid.*, p. 79.

[275] Historien, sociologue et homme politique polonais, d'origine de Russie impériale, du Coulande (dans la Lettonie actuelle) formé à Moscou, Paris et Lemberg, il s'engage dans la lutte pour l'émancipation de la Pologne, se fait arrêter à plusieurs reprises dans les années 1860 par le pouvoir russe. Il s'engage dans le mouvement de l'Internationale socialiste, en Suisse en 1891 avant de co-fonder une branche polonaise de l'émigration socialiste à Paris en 1892. Il se rend en 1907 en Pologne autrichienne à Cracovie, où il se rapproche de J. Piłsudski.

[276]Originaire de la région de Lublin, d'une famille artistocrate patriotique polonaise, appauvrie après l'insurrection de 1863. Il commence des études à Varsovie mais doit émigrer à Paris en 1892, où il rejoint l'Association d'Emigration des Socialistes Polonais (Związek Zagraniczny Socjalistów Polskich). Il poursuit des études de sociologie, d'histoire et d'économie à Paris. Il participe activement à la théorisation du mouvement socialiste polonais et au débat sur la question nationale ; voir *Snyder, Timothy (1997). "Kazimierz Kelles-Krauz (1872–1905): A pioneering scholar of modern nationalism". Nations and Nationalism 3 (2): 231–250.* https://web.archive.org/web/20090423124243/http://www.yale.edu/history/faculty/documents/6Kazimierz.pdf, consulté le 8.07.2016.

[277] Voir NOWAK, *Jak rozbić rosyjskie imperium?*, *op. cit.*, 1995., notamment le chapitre sur les prémisses de la pensée de Józef Piłsudski : « Niepodległa polityka wschodnia [La politique orientale d'indépendance]», pp. 243-274.

[278] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999, pp. 13-14.

[279]NOWAK, *Jak rozbić rosyjskie imperium?*, *op. cit.*, 1995., p. 245.

[280] *Ibid.*, pp. 248-255.

comme un expert de l'Est : il donne l'impulsion, ne cherche pas à justifier ou ancrer son discours dans une analyse respectant des normes scientifiques particulières. Dans son entourage, on compte un intellectuel qui développe une réflexion plus spécifiquement consacrée à l'Est européen et sa place dans la lutte polonaise pour l'émancipation : Leon Wasilewski (1870-1936), sur lequel nous revenons plus bas, à travers la question ukrainienne.

Roman Dmowski (1864-1939), lui, développe son projet politique dans un autre contexte. Il passe sa jeunesse à Varsovie, dans un milieu bourgeois, et poursuit un parcours plus classique pour sa formation. Son intérêt pour la politique s'éveilla durant ses études de biologie : il adhère à l'organisation patriotique de la jeunesse polonaise « Zet » en 1889, participe à une manifestation à Varsovie le 3 mai 1891 et se faisant arrêter, doit passer six mois en exil[281]. Il se rend à Mitawa (actuellement Jelgava en Lettonie, au sud-ouest de Riga) où il se détache de ce mouvement et décide de s'engager en politique à plein temps[282]. Il se rend à Lemberg et s'engage dans le mouvement pan-polonais : il publie dans la *Przeglqd Wszechpolski* (Revue pan-polonaise). Il rassemble ses réflexions dans un premier ouvrage « la pensée d'un Polonais moderne » (*Myśli nowoczesnego polaka*) où il appelle à ses distancier des héritages romantiques, notamment sur la définition de la nation polonaise[283]. En se référant au *Kulturkampf* bismarckien contre les Polonais mené par les autorités prussiennes, il appelle à une consolidation des forces nationales polonaises, non pas pour des motifs moraux mais par une modernisation de la société polonaise. Il s'agit de renforcer la position polonaise sur le plan économique, agricole, pour résister à la pression Prusse et assurer une base forte pour son expansion, aussi à l'Est : les Polonais doivent assumer cette concurrence avec les peuples voisins à l'Est et non pas chercher à cohabiter avec ceux-ci[284]. Il formule sa critique du romantisme polonais de manière plus développée dans l'ouvrage : *Niemcy, Rosja i kwestia polska* (l'Allemagne, la Russie et la question polonaise), paru en 1908, soit deux ans après son élection à la première assemblée parlementaire russe, la Douma, en 1906, pour le Parti national-démocrate.

Pour Roman Dmowski, dans ce fameux ouvrage sur la question polonaise « L'Allemagne, la Russie et la question polonaise »[285], revient sur l'héritage culturel attaché aux territoires orientaux de la

[281] KOZICKI Stanisław, « Roman Dmowski 1864-1939 », *The Slavonic and East European Review* 18 (52), 1939, pp. 118-128.
[282] DABROWSKI, « Uses and abuses of the Polish past by Józef Piłsudski and Roman Dmowski », *art. cit.*, 2011., p. 85.
[283] *Ibid.*, p. 86.
[284] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999, pp. 10-12.
[285] Un ouvrage réédité de nombreuses fois : DMOWSKI Roman, *Niemcy, Rosja i kwestia polska*, Wrocław, Wydawnictwo Nortom, 2013. Pour des extraits en allemand voir : DMOWSKI Roman, « Deutschland, Russland und die polnische Frage (Auszüge) », in: CHWALBA Andrzej (dir.), *Polen und der Osten. Texte zu einem spannungsreichen Verhältnis*, Francfort/Main, Suhrkamp Taschenbuch Verlag, 2005 (Denken und Wissen. Eine Polnische Bibliothek), pp. 111-128.

République polono-lituanienne, pour en dénoncer l'obsolescence. Il propose une nouvelle lecture des enjeux contemporains auxquels font face les Polonais, qui est la progression de la pression allemande, ou plutôt prussienne, sur le mouvement national polonais. Pour lui, dans l'immédiat, ni la menace russe, ni la défense de la présence polonaise dans les « territoires arrachés » (*ziemie zabrane*), ne méritent autant d'énergie que la politique allemande d'asservissement de la Pologne. Cette position est bien connue dans l'historiographie de la Pologne de cette période et au-delà, mais nous voulons revenir sur ce texte fondamental, pour souligner l'importance qu'il accorde à la connaissance de l'Est dans le discours sur l'Est. Roman Dmowski part du constat de la faiblesse du régime tsariste, qui par manque de réformes, n'a su ni satisfaire les « véritables Russes », ni les démocrates, ni les minorités, parmi lesquelles, les Polonais tiennent une place importante. Le traitement de la question polonaise serait révélateur des difficultés générales à réformer le régime tsariste. Dans une logique sociale-darwiniste[286], il reproche au régime tsariste de s'être implanté dans des régions que le peuple russe n'avait pas conquises par le sang ni le travail. Il s'est bien plus imposé par la force physique, et donc sa présence n'est restée que superficielle. Cependant, cet élargissement de la Russie à des zones non russes l'a considérablement affaiblie sur la durée, et cet effort de domination s'est fait au détriment de la population russe, aux yeux de laquelle le régime s'est par là discrédité. La culture russe n'a en effet pas, à ses yeux, la force d'attractivité nécessaire à ses ambitions de domination impériale[287], elle dénote d'une mégalomanie russe. On voit nettement dans la critique que Dmowski adresse au régime tsariste – de l'intérieur – un écho des critiques qu'il adresse à l'héritage romantique polonais, qui pourrait inspirer des politiques appliquant les mêmes erreurs que celles du régime tsariste[288]. Le reproche de mégalomanie russe fait-il écho aux reproches de tentation de mégalomanie polonaise ? Il considère en effet la tradition insurrectionnelle romantique polonaise comme source d'échecs et risque existentiel pour le peuple polonais, par un gaspillage de ses forces dans une lutte inutile.

Sa vision de l'Europe en 1908 est celle d'un déséquilibre dangereux en faveur de l'Allemagne et il souhaite la restauration de contre-pouvoirs, notamment en renforçant la Russie, par la solution de la question polonaise. Le danger russe est passé[289], les Polonais doivent se concentrer sur un danger à la fois plus existentiel mais aussi plus stimulant : le danger allemand.

---

[286] DABROWSKI, « Uses and abuses of the Polish past by Józef Piłsudski and Roman Dmowski », *art. cit.*, 2011., p. 88.

[287] Ce type de commentaires parsèment l'ouvrage de R. Dmowski, par exemple, la Russie n'arrive pas à dominer le territoire polonais mais refuse de le laisser être polonais (Dmowski Roman, *Niemcy, Rosja i kwestia polska*, *op. cit.*, p. 45).

[288] DABROWSKI, « Uses and abuses of the Polish past by Józef Piłsudski and Roman Dmowski », *art. cit.*, 2011.

[289] DMOWSKI, *Niemcy, Rosja i kwestia polska*, *op. cit.*, 2013., p. 252 et DMOWSKI, « Deutschland, Russland und die polnische Frage (Auszüge) », *art. cit.*, 2005, p. 122.

En effet :

> « La Pologne des Piast s'organisant dans la lutte avec un ennemi supérieur à elle culturellement, s'efforça de tenir la cadence avec celui-ci et à partir de la christianisation, elle s'est rapidement civilisée. Ces efforts ont préparé la brillante période des Jagellon, quand le peuple polonais est devenu culturellement comparable avec le reste de l'Europe, et notre pays, un grand foyer de la civilisation occidentale. Entrainé par la suite dans la lutte avec l'Est, il s'abaissa progressivement au niveau de ses opposants [de l'Est] et la culture se retira de beaucoup de domaines et les influences de l'Est disputèrent progressivement les influences de la civilisation occidentale, changeant les mœurs, les goûts, même les vêtements, baissant le niveau de la vie intellectuelle [polonaise]. »[290]

En somme, l'Est est source de déclin culturel, nivelle le niveau culturel de la Pologne vers sa propre « infériorité ». Et les porteurs de cette tentation de retourner ou de rester dans cet « obscurantisme » sont les aristocrates, avec leurs « restes d'influences orientales ». Ce sont eux qui militent pour la refondation d'une Pologne incluant des zones où les Polonais sont minoritaires, et si ces espaces sont d'une importance remarquable pour la culture polonaise, avec notamment le travail culturel polonais à Lwów et Vilna (Wilno), il considère que la lutte existentielle polonaise se joue ailleurs : contre l'Allemagne[291]. Il constate une alliance particulière entre l'Allemagne, notamment la Prusse et la Russie, en particulier les « forces réactionnaires » russes, en termes de politiques étrangère mais surtout en termes de prise d'influence allemande en Russie[292]. L'alliance des Allemands avec les Russes leur autorise une liberté d'action, en tant que minorité, jusque sur le territoire du Royaume polonais, ce qu'il déplore. L'Allemagne n'a ainsi pas besoin de tirer avantage de l'affaiblissement de la Russie et de sa supériorité étatique, car ses intérêts, politiques et militaires sont défendus du dedans de la Russie. Une des forces de l'Allemagne dans le monde et en particulier en Pologne, serait la présence

---

[290] Dans la version originale polonaise, DMOWSKI, *Niemcy, Rosja i kwestia polska*, *op. cit.*, 2013, p. 255: « Polska piastowa, organizując się w walce z wyższym swą kulturą wrogiem, starała mu się dorównywać, i od chwili przyjęcia chrystyanizmu szybko się cywilizowała. Te wysiłki przygotowały świetny okres jagielloński, kiedy naród polski stał kulturalnie narówni z resztą Europy, a kraj nasz był wielkiem ogniskiem zachodniej cywilizacyi. Wciągnięty następnie w walki ze Wschodem, zniżał się on stopniowo do swych przeciwników, kultura na wielu polach się cofnęła, a z wpływami cywilizacyjnymi Zachodu coraz więcej walczyły wpływy wschodnie, zmieniając obyczaje, upodobania, ubiór nawet, obniżając stopę umysłowego życia. » (la citation reprend l'orthographe originale).
Dans la version allemande : DMOWSKI, « Deutschland, Russland und die polnische Frage (Auszüge) », *art. cit.*, 2005, p. 123 : « Das Polen der Piasten, das sich im Kampf mit einem kulturell überlegenen Feind organisierte, bemühte sich, ihm gleichzukommen, und seit der Annahme des Christentums zivilisierte es sich rasch. Diese Bemühungen bereiteten die jagiellonische Glanzzeit vor, als die polnische Nation dem übrigen Europa kulturell ebenbürtig und unser Land ein großes Zentrum abendländischer Zivilisation war. Anschließend in den Kampf mit dem Osten hineingezogen, glich sie sich nach und nach den tiefer stehenden Gegnern an, die Kultur ging auf vielen Gebieten zurück, und gegen die zivilisatorischen Einflüsse des Westens machten sich zunehmend östliche Einflüsse geltend, welche die Sitten, die Vorlieben, ja sogar die Kleidung veränderten und das Niveau des geistigen Lebens senkten. »

[291] DMOWSKI, *Niemcy, Rosja i kwestia polska*, *op. cit.*, 2013, pp. 260-261 et DMOWSKI, « Deutschland, Russland und die polnische Frage (Auszüge) », *art. cit.*, 2005., p. 128.

[292] DMOWSKI, *Niemcy, Rosja i kwestia polska*, *op. cit.*, 2013, pp. 146-156.

massive d'Allemands, qui constituent de « bons citoyens » dans leur communauté d'accueil mais dont la loyauté reste avec l'Allemagne[293]. L'autre « ennemi intérieur » aux yeux de R. Dmowski, sont les juifs. L'antisémitisme est au cœur de l'idéologie des nationaux-démocrates pour la Pologne. Roman Dmowski considère les juifs comme les opposants principaux de l'intérieur de la société à l'indépendance nationale polonaise, car ils sont en concurrence directe avec les Polonais, contrairement aux Ukrainiens et aux Biélorusses[294]. La Pologne souveraine peut s'appuyer sur une présence des minorités à l'Est, qui resteraient dans une position sociale faible, mais les juifs sont considérés comme étant impossible à « absorber » par la Pologne. Jusque dans l'exclusion de la communauté nationale polonaise, conçue dans une logique ethnique, Dmowski exprime une hiérarchie entre les « autres » groupes ethniques, qui prive les juifs d'un ancrage en Pologne, à la fois territorial et politique. Les juifs ici aussi, ne font pas partie de l'imaginaire de l'Est polonais.

Les deux hommes tirent de leur expérience une vision différente de la Russie et de la voie vers l'autonomie polonaise : chez Piłsudski, l'insurrection des peuples non russes est nécessaire pour leur émancipation de la domination russe, tandis que Roman Dmowski considère la Russie comme étant déjà très faible, corrompue et mal administrée[295]. Leur réflexion se positionne par rapport aux mythes politiques nationaux et aux expériences de lutte avec la Russie. On n'assiste pas à la création d'organisations dédiées à l'étude de l'Est européen ou à la Russie, à notre connaissance. La question de la connaissance de l'Est se pose ainsi en termes différents qu'en Allemagne, où la proportion d'experts venus de l'Est est plus réduite qu'en Pologne, qui est partie intégrante de cet Est, et cherche plutôt à s'en émanciper. Dans les deux cas, on retrouve cependant chez les intellectuels qui prennent la parole sur la question de l'Est, une expérience de l'Empire russe, avec les Allemands de la Baltique et les figures politiques de Dmowski et de Piłsudski. La guerre transforme l'organisation politique et territoriale de l'Europe et en particulier de l'Allemagne, de la Pologne et de l'Empire russe. Dans ce contexte, la participation de ces intellectuels et hommes politiques aux débats sur les objectifs de la guerre, puis aux négociations de la sortie de la guerre, contribue à l'institution du statut de l'expert.

---

[293] *Ibid.*, p. 159.

[294] POLONSKY Antony, *Dzieje Żydów w Polsce i Rosji*, Wydawnictwo Naukowe PWN, 2014, pp. 167-171.

[295] KORNAT Marek, « Idea prometejska a polska polityka zagraniczna (1921-1939/1940) », in: KORNAT Marek (dir.), *Ruch prometejski i walka o przebudowę Europy Wschodniej (1918-1940): studia i szkice*, Varsovie, Instytut Historii PAN, 2012, p. 39.

(3) Les opportunités de la guerre à l'Est : élargissement de l'espace de projection allemand à l'Est ? (du Polnischen Grenzstreifen à Brest-Litovsk, 1914-1918)

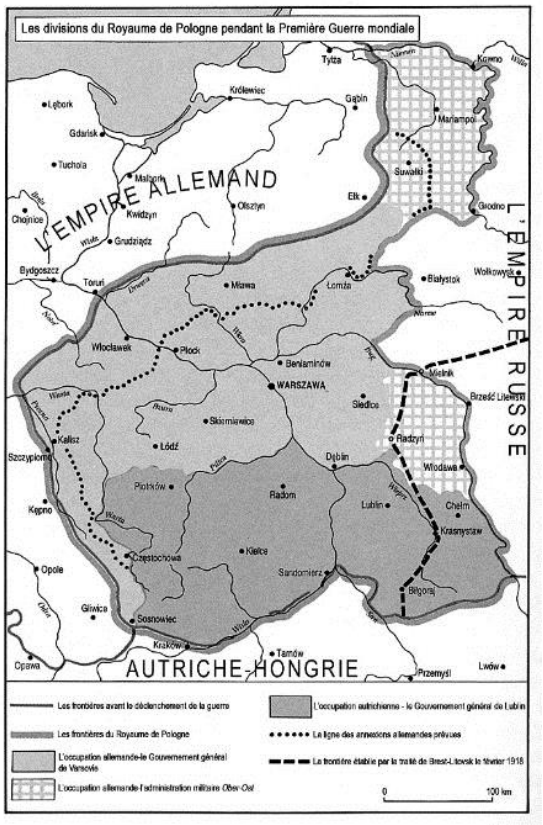


Figure 6: Carte de l'occupation allemande à l'Est durant la 1e Guerre mondiale, tirée de Chwalba, 2015[296]

La 1e Guerre mondiale a fonctionné comme un catalyseur de l'indépendance polonaise, dans un contexte d'alliances politiques et militaires changeantes et d'une situation d'une complexité particulière, du fait d'une part de la participation des Polonais dans les trois armées impériales, et d'autre part, du fait que le front Est, se trouvant sur les territoires polonais des trois empires, était le théâtre d'une guerre de mouvements destructrice, notamment avec la pratique de la terre brûlée et les démontages russes[297]. Après une progression russe dans les premiers mois du conflit en Galicie et

[296] CHWALBA, « Le quotidien difficile des terres polonaises, 1914-1918 », *art. cit.*, 2015., p. 32.
[297] CHWALBA Andrzej, *Samobójstwo Europy: Wielka Wojna 1914-1918*, Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2014 ; *Białe plamy - czarne plamy: sprawy trudne w polsko-rosyjskich stosunkach 1918-2008*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 2010 ; SCHRAMM Tomasz, « Les Polonais : citoyens des Etats belligérants », *Guerres mondiales et conflits contemporains* (260), 2015, pp. 5-18 ; CHWALBA Andrzej, « Le quotidien difficile des terres polonaises, 1914-1918 », *Guerres mondiales et conflits contemporains* (260), 2015, pp. 19-32.

en Prusse orientale, ce sont les troupes allemandes qui dès 1915 conquièrent les territoires occidentaux de l'Empire russe, soit du point de vue polonais, les terres prises (*ziemie zabrane*) et du point de vue allemand, les zones relevant de la culture allemande, notamment le long de la côte baltique. Les Allemands y installent une administration des territoires occupés : *Ober Ost*, pour la Lituanie, puis l'Estonie, le gouvernement général de Varsovie pour la Pologne centrale, tandis que les Autrichiens installent leur administration d'occupation à Lublin, pour le sud du territoire pris sur l'Empire russe. Les autorités russes évacuent progressivement leurs institutions, dont l'Université de Varsovie en 1915.

Les Polonais luttent sur le front de part et d'autre, avec une loyauté ambivalente aux armées dans lesquelles ils sont intégrés : d'une part, on constate peu de désertion au début du conflit[298]. Cependant, au fil du conflit, de ses morts et destructions, et avec l'émergence de perspectives d'indépendance par la création de structures armées polonaises du côté russe et allemand, une partie des soldats polonais changent de camp, tandis que des mutineries éclatent, aussi dans les structures armées polonaises. Les empires promettent également chacun une reconnaissance d'une autonomie polonaise, durant le conflit mais avec des contours qui restent flous. L'Allemagne et l'Autriche promettent une autonomie aux Polonais le 5 novembre 1916 et la Russie dès mars 1917. Mais avant cette proposition, le débat se prolonge en Allemagne sur les objectifs de guerre, notamment en termes d'expansion territoriale. Entre le déclenchement de la guerre et mai 1915, le débat sur les objectifs de la guerre est vif en Allemagne, et pour ce qui concerne le front Est, sur le plan politique ce sont les centristes et les pangermanistes qui s'affrontent[299]. Ainsi au début du conflit, les ambitions d'une partie de l'élite politique allemande en termes d'annexion territoriale se concentrent sur l'Europe centrale, ou la *Mitteleuropa*. Les deux camps soumettent des mémorandums signés pour les premiers par Matthias Erzberger (1875-1921)[300] et pour les seconds par Heinrich Claß (1868-1953)[301]. Du côté étatique, c'est Bethmann Hollweg (1856-1921), le chancelier impérial qui s'affronte avec les responsables militaires : ceux-ci pressent pour tirer avantage de l'expansion militaire, tandis que B. Hollweg conçoit l'expansion allemande plutôt dans une forme d'union économique, dans la lignée de Friedrich Nauman (1860-1919) et son *Mitteleuropa*. Il veut ainsi éviter d'intégrer des populations non allemandes à l'empire. Outre le projet d'union économique de Friedrich Naumann ou les conceptions de domination indirecte

[298] SCHRAMM, « Les Polonais », *art. cit.*, 2015, p. 14. Par ailleurs, les députés polonais des assemblées allemandes et russes votent les crédits de guerre au début du conflit.
[299] MOMMSEN Wolfgang J., « Der "polnische Grenzstreifen". Anfänge der "völkischen Flurbereinigung" und der Umsiedlungspolitik », in: *Der Erste Weltkrieg: Anfang vom Ende des bürgerlichen Zeitalters*, Francfort/Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2004, pp. 118-136, ici p. 119.
[300] Homme politique allemand centriste.
[301] Homme politique allemand de droite, président de la Ligue pangermaniste allemande (Alldeutscher Verband) de 1908 à 1938.

de Bethmann Hollweg, on trouve des plans d'annexion directe, notamment des zones occidentales de l'Empire russe, ou en d'autres termes, la partie polonaise de l'Empire russe[302]. Entre septembre 1914 et mars 1915, politico-industriel d'acteurs, formule des propositions d'annexion, d'une part sous la plume de Matthias Erzberger et d'autre part sous celle de Heinrich Claß. Ce dernier dépose un mémorandum (*Denkschrift*) le 18 septembre 1914, auprès du gouvernement allemand, dans lequel il propose un plan d'annexion, comprenant des projets de déplacement de population « non germanique », hors de cette zone annexée et proposant l'immigration des Allemands de l'Empire russe. Ce mémorandum fut soumis à d'autres acteurs, pour expertise (*Gutachten)*, avec un intérêt inégal. Parmi les réponses positives, on trouve Adolf Batocki (1868-1944)[303], qui propose de compléter ce plan par l'évacuation de la population juive de cette zone annexée, vers la Palestine[304].

Une autre réponse fut apportée par Friedrich Wilhelm Ludwig von Schwerin (1862-1925) le 20 août 1916[305], qui propose lui un déplacement général vers l'Ouest : un élargissement du territoire allemand avec un déplacement autour de Grodno, de la population polonaise, pour y fonder une structure étatique polonaise. Ces propositions furent reçues avec scepticisme, notamment par Kurt Riezler (1882-1955), alors assistant de Bethmann Hollweg. K. Riezler reproche l'incohérence de ces plans avec la logique d'alliance avec les forces polonaises contre la Russie. L'historien Wolfgang Mommsen analyse les échanges sur ces plans, qui se poursuivent jusqu'en 1917 et préparent selon lui des schémas de pensée qui sont mobilisés par les experts durant la 2e Guerre mondiale. Il nous semble intéressant de retenir ici le glissement des projections territoriales allemandes, portées par une partie des conservateurs hors et dans l'État, de l'Europe centrale, des territoires polonais vers l'Europe orientale, les territoires ukrainiens notamment. L'idée semble avoir suivi les opportunités créées par l'avancée militaire entre 1915 et 1917, et donne lieu à une mobilisation sociale des experts sur la question.

[302] MOMMSEN, « Der "polnische Grenzstreifen". Anfänge der "völkischen Flurbereinigung" und der Umsiedlungspolitik », *art. cit.*, 2004.
[303] Aristocrate allemand d'origine lituanienne, gouverneur de la Prusse orientale de 1914–1916 et de 1918–1919.
[304] MOMMSEN, « Der "polnische Grenzstreifen". Anfänge der "völkischen Flurbereinigung" und der Umsiedlungspolitik », *art. cit.*, 2004, p. 124.
[305] *Ibid.*, p. 127.

(4) La question ukrainienne : un cas concret de débats entre « experts » entre déni et instrumentalisation (1915-1917)

Parmi les questions de l'Europe de l'Est, la question ukrainienne a tenu une position particulière en Allemagne (et en Autriche-Hongrie). On observe une coopération entre les activistes de la cause nationale ukrainienne et les défenseurs de l'Est allemand, dès 1903, avec un accord entre le Comité ruthène de presse de Lemberg et *l'Ostmarkverein*[306]. Mais leur visibilité reste limitée, jusqu'à 1915.

Durant l'année 1915, avec la progression des troupes allemandes et autrichiennes en Galicie, et malgré l'interdiction de débattre publiquement des objectifs de guerre jusqu'en mars 1915, l'intérêt pour la question ukrainienne monte significativement dans la sphère publique. Le sujet est traité plus régulièrement dans la presse, par des experts allemands mais aussi par des intellectuels ukrainiens[307]. En 1915, le 4 août, l'association pour la libération de l'Ukraine (*Bund zur Befreiung der Ukraine*) est fondée à Vienne, qui rassemble des intellectuels allemands, autrichiens et ukrainiens, dont Stefan Rudnytskyj et Eugen Lewyckyj, alors député autrichien, d'origine ukrainienne, mais aussi des figures plus méconnues comme Heinrich Falk Schupp, dentiste à Munich et activiste de la question ukrainienne. Cette association devient en décembre 1915, l'association de l'Ukraine libre (*Freie Ukraine*). Ces organisations publient dans les journaux allemands, notamment la Nouvelle Allemagne (*Das Neue Deutschland*)[308] et cherchent à recruter parmi les prisonniers de guerre ukrainiens de l'armée russe[309]. Ils fournissent en expertise également la revue « Futur de l'Europe de l'Est (*Osteuropäische Zukunft*). Cet activisme sur la question de l'Ukraine fait partie d'une vague plus large, qui accompagne donc la reconquête de la Galicie et l'accord de Cholm du 1er août 1915. Ces activistes cherchent à consolider la coopération intellectuelle entre Allemands (Autrichiens) et Ukrainiens, notamment par la création d'une revue dédiée. Finalement, en mars 1918, la société germano-

---

[306] ZIĘBA Andrzej A., *Lobbing dla Ukrainy w Europie miedzywojennej*, Cracovie, Ksiegarnia Akademicka, 2010, p. 63. À Vienne, Roman Sembratowycz (1875-1905) fonde en 1903 la revue ruthène en allemand (*Ruthenische Revue)* qui devient en 1906 la revue ukrainienne (*Ukrainische Rundschau*). Disponible en ligne sous : http://diasporiana.org.ua/periodika/2098-ruthenische-revue-1905/, consulté le 8.07.2016.

[307] KURAEV Oleksyj, « Der Verband "Freie Ukraine" im Kontext der deutschen Ukraine-Politik des Ersten Weltkriegs », *Osteuropa-Institut Munich. Mitteilungen* (35), 08.2000, p. 46. L'étude d'O. Kuraev repose principalement sur des sources indirectes, les archives de ces associations ayant disparues. Il a reconstitué l'activité de ces organisations à travers leurs contacts principalement avec le ministère des Affaires étrangères allemand.

[308] Kuraev rend compte des débats sur la question ukrainienne avec les contributions notamment d'Alexander Brückner (1856-1939) slaviste originaire de Berejany près de Tarnopol en Galicie, professeur de l'Université de Berlin depuis 1881 ; et de Dmytro Donzow (1883-1973), alors dirigeant du bureau de presse ukrainien en Allemagne.

[309] KURAEV, « Der Verband "Freie Ukraine" im Kontext der deutschen Ukraine-Politik des Ersten Weltkriegs », *art. cit.*, 2000, p. 16.

ukrainienne est fondée (*Deutsch-Ukrainische Gesellschaft*)[310].

Une des figures éminentes de ces associations fut Paul Rohrbach et son activisme dans cette association marque le début de sa « spécialisation » dans la question ukrainienne[311]. Sa connaissance est mobilisée pour légitimer la prise de position politique dans le débat public, par exemple par Paul Rohrbach, un Allemand de la Baltique né à Irgen (actuellement Jēras muiža en Lettonie) en 1869. Il poursuit des études d'histoire et de géographie à Tartu (Dorpat) entre 1887 et 1890, avant de poursuivre des études d'histoire et de théologie à Berlin, où il conclut son doctorat en 1891 et à Strasbourg où il passe une licence de théologie en 1897. Il dirige la revue « Zeit » entre 1901 et 1903. Après cette courte phase de journalisme, il entre au service de l'État allemand, en dirigeant la commission étatique de colonisation en Afrique du Sud-Ouest (actuelle Namibie) de 1903 à 1906 (*Vorsitzender der Staatlichen Ansiedlungskommission beim Gouvernement von Südwest-Afrika*). Il revient ensuite à Berlin, où il enseigne l'économie coloniale entre 1906 et 1912 à l'école supérieure de commerce (*Handelshochschule*). Durant ce temps, il mène des voyages d'études en Sibérie, en Perse, en Turquie. Ces voyages lui servent d'inspiration pour la publication de récits de voyages, qui le rendent célèbre[312].

Paul Rohrbach développe une conception de la politique extérieure allemande globale et expansionniste. C'est cette vision qu'il applique également à son pays d'origine : les relations avec la Russie doivent dépendre du traitement des Allemands dans la région. Il n'est pas à proprement parler un grand connaisseur de la question ukrainienne à ce moment, mais s'y engage avec vigueur.

Il n'est pas le seul. Les universitaires allemands suivent les débats internes à l'Empire tsariste, notamment la question ukrainienne, et les débordements de cette lutte en Galicie autrichienne. Ils s'intéressent notamment aux réflexions des universitaires ukrainiens, comme Mykhaïlo Hrouchevsky (Михайло Сергійович Грушевський, 1866-1934). On trouve cet intérêt notamment chez Otto Hoetzsch[313]. Selon son élève, Fritz Epstein, l'ambition d'Otto Hoetzsch était avant tout d'éduquer la classe moyenne par la diffusion de connaissances, pour remplir le manque de publications officielles ou semi officielles :

> « His work of clarification was an unceasing struggle against political illusions prominent everywhere during the war, especially in the treatment of eastern and

[310] Gregor PROKOPTSCHUK, *Deutsch-Ukrainische Gesellschaft. 1918-1968.*, (Munich, Verlag Ukraine), 1968.
[311] Son expertise a un écho considérable également en 1941, GRELKA Frank, *Die ukrainische Nationalbewegung unter deutscher Besatzungsherrschaft 1918 und 1941/42*, Otto Harrassowitz Verlag, 2005.
[312] „Der deutsche Gedanke in der Welt" (1912), „Geschichte der Menschheit"(1914), „Weltpolitisches Wanderbuch" (1915).
[313] EPSTEIN Fritz T., « Otto Hoetzsch as commentator on foreign policy during the First World War », in: *Germany and the East : Selected essays*, Indiana Univ. Pr., Bloomington, 1973, pp. 99-125.

> southeastern Europe, in part as a result of the neglect by German scholars and by German writing in the years preceding the war. As one of the few experts in the area of eastern European history, Hoetzsch vigorously opposed these illusions. »[314]

Hoetzsch défend plutôt une conception qui doit mener à plus long terme à une alliance avec la Russie, pour assurer la stabilité régionale entre les grandes puissances. Pour cela, au-delà de l'accord avec les Polonais ou de son observation du mouvement ukrainien[315], il cherche à diffuser les positions russes qui seraient les plus à mêmes de porter cette alliance, et s'oppose à Rohrbach et sa russophobie[316]. Pour Otto Hoetzsch, la lecture que Paul Rohrbach fait de l'histoire russo-ukrainienne n'est pas honnête : en effet, faire référence à l'État kiévien pour légitimer un droit à l'autodétermination ukrainienne en omettant la montée en puissance de la Moscovie et la « collecte des terres » que sa « supériorité » militaire et politique a réalisée par la suite, est une falsification pure et simple de l'histoire[317]. En tirer une base pour une politique allemande à l'Est de protectorat d'États tampons, n'est pas fondé. Hoetzsch soutient plutôt une autonomie des nations, pour les Lituaniens ou les Polonais, au sein d'une structure fédérale, sous contrôle russe[318]. L'Ukraine quant à elle, doit rester rattachée à la Russie, et la pacification des relations germano-ukrainienne doit servir à une pacification des relations avec la Russie[319].

On a ainsi au début du conflit, une opposition entre des plans de grandeurs et des plans plus conservateurs, les deux s'appuyant sur des sources directes, russes, ukrainiennes ou autres. Les tenants de l'option conservatrice, non expansionniste revendiquent une bonne connaissance de la classe dirigeante russe, y compris de l'élite de l'opposition tandis que les tenants d'une expansion apportent en soutien à leurs positions, la connaissance des revendications d'autonomie des Ukrainiens, en premier lieu. Toutefois, cette connaissance reste superficielle, comme le remarque O. Kurayev, et ne fait que citer des idées générales, sans entrer dans les détails, notamment de l'autonomie. C'est une reconnaissance très superficielle et molle des positions ukrainiennes. L'Ukraine devient une zone de projection des mythes nationaux allemands, renouvelés à l'occasion de la guerre. Le discours de P. Rohrbach est également critiqué par un publiciste polonais, qui est chargé de porter le message du PPS en Allemagne durant la guerre : Wilhelm Feldman (1868–1919). C'est un publiciste,

---

[314] *Ibid.*, p. 102.
[315] HOETZSCH Otto, « The Ukrainian Movement in Russia (from "Russland", Berlin, 1913) », in: *Ukraine's claim to freedom;an appeal for justice on behalf of thirty-five millions:*, New York, 1915. En ligne: <http://hdl.handle.net/2027/mdp.39015020469956>. Disponible sous https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=mdp.39015020469956;view=1up;seq=96, consulté le 8.07.2016.
[316] *Ibid.*, p. 109.
[317] *Ibid.*, p. 112.
[318] *Ibid.*, p. 117.
[319] *Ibid.*, p. 118.

qui fait un travail important de vulgarisation de l'histoire en Pologne. Il est connu pour son travail de critique littéraire à Cracovie et pour son engagement social en faveur des juifs de Galicie. Il est un défenseur de la voie « assimilationniste » pour les juifs dans la société polonaise et un fidèle soutien à Józef Piłsudski. Durant la 1e Guerre mondiale, il est le chef du bureau de presse du PPS Berlin et publie activement en langue allemande, des essais et prise de position traduisant la position polonaise[320], notamment sur le rapport à l'Est, à la Russie[321].

La fin du conflit n'apporte pas de modération dans les conceptions territoriales à l'Est chez les Allemands : avec le traité de Brest-Litovsk, on assiste à une projection territoriale significative et pour beaucoup peu viable, notamment pour Otto Hoetzsch[322]. On a dans le même temps, des activistes, qui passent de l'Ukraine à la tentative de créer une entité autonome est-allemande contre les ambitions territoriales polonaises et la pression bolchevique. C'est le *Oststaat*, un projet aux contours flous, tant sur le plan géographique que politique[323], porté par un des experts de l'Ukraine : Georg Cleinow (1873-1936) et qui devait être une zone gouvernée par les Allemands d'Europe orientale, rattachée à l'Allemagne. Cet expert allemand originaire de la partie russe de la Pologne présente une analyse intéressante de la politique polonaise dans son texte *Die Polenfrage von der Entscheidung* (1918), où il analyse la politique à l'Est des Polonais comme étant en concurrence avec celle de l'Allemagne à l'Est, dans le contexte de l'accord de Brest-Litovsk. Il propose également une analyse fondée de la question ukrainienne *Das Problem der Ukraina*, publié par l'Association de libération de l'Ukraine, qui est la republication par l'association pour la libération de l'Ukraine d'un article paru dans la revue qu'il dirige : *Grenzboten*. C'est un activiste nationaliste de la présence allemande en Europe de l'Est, qui se spécialise après la guerre sur la Russie et l'Asie centrale, où il effectue des voyages d'études en 1901-1902, 1904-1908, 1922-1928. Il dirige le séminaire eurasiatique à l'École allemande de politique (*Deutsche Hochschule für Politik*) de 1932 à 1936.

[320] FELDMAN Wilhelm, *Deutschland, Polen, und die russische gefahr*, Berlin, K. Curtius, 1915.
[321] GLABISZEWSKI Jakub, « Rosja w myśli politycznej Wilhelma Feldmana », *Studia Historyczne*, 50 (1), p. 45-62.
[322] EPSTEIN, « Otto Hoetzsch as commentator on foreign policy during the First World War », *art. cit.*, 1973, p. 111.
[323] SCHULZE Hagen, « Der Oststaat-Plan 1919 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 18 (2), 1970, p. 123.

Cooccurrence des conceptions de morcellement de la Russie et d'expansion allemande à l'Est

Figure 7: Carte de la formation d'États successeurs à l'Empire russe en 1918, tiré d'un magazine autrichien sur la 1e Guerre mondiale[324]

Figure 8: Carte des frontières prévues par le Traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, tirée de Graziosi[325]

Ces deux cartes représentent des projets divergents, simultanément. La carte de gauche représente un Empire russe morcelé par la création d'États nationaux, ukrainien, biélorusse, turkmène, tatar. De l'autre côté, on voit les plans d'annexion du flanc occidental de cet Empire russe, alors occupé, par les Empires centraux, avec un degré d'autonomie indéfini pour les nations nouvellement intégrées.

Chez les Polonais, la question ukrainienne semble se poser davantage en termes de concurrence des légitimités, qu'en termes de projection conquérante. Leon Wasilewski, proche de Piłsudski, fut un auteur prolifique, dès le tournant du XXe siècle et d'autant plus durant la 1e Guerre mondiale. Il s'intéresse à la question ukrainienne[326] et réagit au débat de la presse germanophone, notamment aux commentaires d'Otto Hoetzsch[327]. Il publie ses textes sur l'Ukraine et les territoires orientaux en

[324] « Die Staaten-Neubildung in Rußland [Carte] », *Der Krieg ... in Wort und Bild 1914/18*, 1918, p. 1387.
[325] GRAZIOSI Andrea, *Histoire de l'URSS*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2010, p. 521.
[326] Voir la bibliographie des textes de Wasilewski, préparée par STOCZEWSKA Barbara, *Litwa, Białoruś, Ukraina w myśli politycznej Leona Wasilewskiego*, Craovie, Krakowskie Towarzystwo Edukacyjne - Oficyna Wydawnicza AFM : na zlec. Krakowskiej Akademii im. Andrzeja Frycza Modrzewskiego, 2009, pp. 404-412.
[327] *Ibid.*, p. 307.

polonais[328], allemand[329] et français[330] et participe à la négociation polono-bolchévique à Riga en 1921.

Dans « La paix avec l'Ukraine », L. Wasilewski revient sur la politique de russification de la Podlachie et de la terre de Chelm, en n'épargnant aucun détail de la brutalité des autorités russes et des cosaques appliquant cette politique, ni de la résistance et du sacrifice, souvent ultime des populations locales. Ce faisant, il assimile constamment les uniates et les catholiques, tant sur le plan religieux que linguistique : la lutte réelle se trouvant entre les Polonais et les Russes. « Car jamais il n'y eut lutte entre Polonais et Ruthènes des territoires de Chelm ou de Podlachie. »[331] La guerre contre l'Église uniate est une guerre contre la Pologne : « À côté des Polonais de race et des Ruthènes polonisés, tombaient également sous le knout des cosaques et les balles de la soldatesque moscovite des Ruthènes qui, en acceptant le martyre pour leur foi, communiaient dans le même idéal que la Pologne, bien que parlant souvent à peine le polonais »[332]. Cet idéal polonais attire les « Ruthènes » qui s'y convertissent parfois. Ce qui aboutit à une grande mixité linguistique et religieuse, avec des orthodoxes polonophones, des Polonais ruthénophones, etc. La politique de discrimination se poursuit, dans la description de Wasilewski jusqu'à la « guerre actuelle », au cours de laquelle, lorsque les troupes russes se sont retirées, elles ont sélectionné les zones à détruire parmi les zones habitées par des catholiques, polonais. Cette analyse historique mène au constat de la disparition de la Russie et à l'avènement de la Pologne dans ces territoires. Il consacre ensuite la fin de son ouvrage à discréditer les positions ukrainiennes : à ses yeux « il n'y eu jamais dans ces contrées, de question ukrainienne »[333]. Pour lui, les activistes nationalistes ukrainiens n'ont jamais montré aucune solidarité avec les problèmes de russification dans les territoires de Chelm et de Podlachie.

> « Aujourd'hui, les Ukrainiens de Galicie prêtent une vigilante attention à tout ce qui se passe en terre de Chelm et de Podlachie, s'efforçant, au moyen de multiples intrigues, de représenter ces provinces comme des territoires purement ukrainiens. (…) ce pays qui possède une majorité polonaise écrasante et dans lequel on ne rencontre aucune aspiration séparatiste ukrainienne, n'entend servir, en aucun cas, de champ d'expérience pour l'activité ukrainienne. Lors de la régulation définitive des problèmes locaux, les droits d'une mince minorité russo-ruthène devront être sauvegardés mais

[328] WASILEWSKI Leon, *Kresy Wschodnie: Litwa i Białoruś, Podlasie i Chełmszczyzna, Galicya Wschodnia, Ukraina*, Varsovie, Towarzystwo Wydawnicze, 1917.
[329] WASILEWSKI Leon, *Die Ostprovinzen des alten Polenreichs: (Lithauen u. Weissruthenien, die Landschaft Chełm - Ostgalizien - die Ukraina)*, Cracovie, Zentr. Verlagsbureau des Polnischen Obersten Nationalkomitees, 1916 ; WASILEWSKI Leon, *Die Ukrainer in Russland und die politischen Bestrebungen derselben*, [S.l, s.n, 1916 ; WASILEWSKI Leon, *Chelm und Podlachien*, Wien, s.n., 1918.
[330] WASILEWSKI Leon, *La paix avec l'Ukraine: Podlachie et Chelm*, Genève, Atar, 1918. Ce texte est la traduction de son texte polonais extrait de WASILEWSKI, *Kresy Wschodnie*, *op. cit.*, 1917.
[331] *Idem.,* p. 28.
[332] *Idem.,* p. 29.
[333] *Idem.,* p. 35.

> cela ne peut rien avoir de commun avec les plans fantaisistes d'ukrainisation de ces contrées, préconisées par les agitateurs ruthènes de Galicie. » (pp. 37-38)

Wasilewski pratique une discussion sur un certain pied d'égalité, pour les questions d'autonomie politique polonaise ou ukrainienne : il ne fait pas référence à une supériorité culturelle polonaise, même s'il indique une forte attractivité de la culture polonaise pour les Ukrainiens de Podlachie et de Chelm. Il ne discute pas de la légitimité des Ukrainiens à former leur État mais à le former dans une zone qui est habitée à ses yeux, majoritairement par des Polonais. Il n'y a pas un discrédit des Ukrainiens du fait d'une immaturité de civilisation mais par leur trop forte allégeance aux Russes. Notons au passage que la population juive de la région n'est pas mentionnée, ni comme source de difficultés, ni comme source de légitimation politique à la gestion d'un territoire. Ce texte est diffusé dans le contexte de l'accord entre les Allemands, les Autrichiens et les Ukrainiens, du 9 février 1918 à Brest-Litovsk également[334], contre lequel, les Polonais protestent énergiquement[335], car dans cet accord, les terres de Podlachie et de Chelm sont attribuées à la République populaire d'Ukraine (*Українська Народна Республіка*, 1917-1921) avec une option pour l'intégration future de la Galicie orientale.

Leon Wasilewski (1870-1936) fut un des porte-paroles des socialistes polonais, proche de Piłsudski. Il travaille dans un premier temps dans les revues socialistes *Przedświt* et *Robotnik* avant 1914, où il suit J. Piłsudski dans les organisations politiques et militaires qu'il dirige : l'organisation armée polonaise (*Polska Organizacja Wojskowa*, POW) ou encore la Commission intérimaire des partis indépendantistes confédérés, créée en 1912, également chapeautée par Piłsudski (*Komisja Tymczasowa Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych*, KTSSN). Il devient à la fin de la guerre, le premier ministre des affaires étrangères polonais, durant quelques mois de novembre 1918 à janvier 1918, avant de devenir ambassadeur de la Pologne en Estonie de 1920 à 1921. Il participe en tant qu'expert aux négociations du traité de Riga en mars 1921[336], position qu'il garde par la suite durant la II^{e} République polonaise. Ses textes sont ainsi très proches de la décision politique, du moins du camp de Piłsudski, et comme on le voit avec son texte sur la Podlachie et le territoire de Chelm, très proche de l'actualité politique.

Plus généralement, sa position sur la question des terres orientales reste celle qu'il avait développée avant la 1^{e} Guerre mondiale, avec cependant une évolution du discours, adoptant un

---

[334] Le texte de l'accord est reproduit en français ici : http://mjp.univ-perp.fr/traites/1918brestukraine.htm, consulté le 8.07.2016.
[335] L. Wasilewski reproduit la note de protestation dans sa brochure « la Paix avec l'Ukraine », voir annexe 2.
[336] NOWIK Grzegorz, « Polsko-rosyjska wojna informacyjna w latach 1918-1920 », in: DĘBSKI Sławomir, *Zapomniany pokój: traktat ryski : interpretacje i kontrowersje : 90 lat później*, 2013, pp. 163-200.

vocabulaire de reconnaissance plus marqué : ainsi en 1917, dans un texte sur les frontières de la culture polonaise, il considère que ni les Lituaniens, ni les Biélorusses n'ont fait preuve de maturité politique par le passé : ils n'ont pas offert de résistance significative à la russification, n'ont pas de production littéraire en langue nationale remarquable et leur mouvement national ne jouit pas d'un soutien populaire suffisant[337]. Mais en 1918, dans la même *Kultura Polski*[338], il modifie son discours : tout en renonçant explicitement aux frontières de 1772, il justifie la nécessité d'intégrer les territoires à l'Est habités par les Polonais, par la garantie que ceux-ci peuvent apporter aux autres peuples de ces territoires face à une domination russe[339].

En somme, le premier conflit mondial est l'occasion d'une condensation des différentes pratiques sommaires d'avant 1914, recourant à des conceptions de la nation, héritées du romantisme, traduites dans des projets politiques plus ou moins concrets. Tous ces intellectuels, engagés dans le débat politique et qui tentent de peser sur les négociations diplomatiques, sont issus d'un contexte impérial, dans lequel il se sont formés et auquel ils semblent vouloir intégrer les revendications nationales se faisant de plus en plus fortes. Le pouvoir politique doit être aux mains de la nation, et celle-ci doit être en mesure d'assumer ce pouvoir, elle doit avoir atteint la « maturité » nécessaire, dans le cas contraire, une autre nation, plus « avancée » garde ce pouvoir. La polarisation des positions se place plutôt sur la forme que la cohabitation doit prendre entre les nations sur ces territoires orientaux, et à ce niveau, on retrouve les hiérarchies culturelles, héritées des périodes précédentes. Les experts qui s'engagent dans les questions orientales entre 1914 et 1918 vont pour ceux que nous avons cités, poursuivre et approfondir leurs pratiques d'expertise de l'Est et consolider leur position dans la sphère publique, dans le cadre de la formation « d'États-Nations » en Europe.

[337] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999, p. 16.
[338] « Granice państwa polskiego na wschodzie » in *Kultura Polski* 5, 1918, pp. 83-85.
[339] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999, p. 17.

2. Le rideau se lève : les bouleversements à l'Est, entre Brest-Litovsk et Riga vues d'Allemagne et de Pologne et l'avènement des experts (1918-1921)

Durant la 1e Guerre mondiale, la question nationale est largement instrumentalisée et la guerre avec la fin des empires constitue une sorte de catharsis des questions nationales, fermentées au cours du siècle précédent[340]. L'Allemagne et la Pologne se trouvent à première vue dans des situations opposées : l'une perdant la guerre, son statut impérial et une partie de son territoire, en plus de ses colonies. L'autre renaissant après 123 ans d'absence de structure étatique et de domination étrangère, s'engage dans une conquête territoriale victorieuse à l'Est et augmente considérablement le territoire qui lui avait été accordé dans le traité de Versailles. La refondation des États allemands et polonais s'est traduite par une grande mobilité géographique et sociale : des nouveaux statuts de minorité pour les Allemands (et Autrichiens) se trouvant hors des nouvelles frontières de leurs États, les Polonais se trouvant à l'Est et à l'Ouest des frontières en négociations, diplomatiques et militaires, et tous les hommes déplacés par leur service militaire notamment. En termes de mobilité sociale, les universitaires et les hommes politiques polonais de Pologne ont connu de nouvelles opportunités[341] tandis que ceux venant de Russie et étant trop associés à la vie politique russe ont eu plus de difficultés à trouver leur place dans la nouvelle Pologne[342]. Cette refondation a eu lieu dans un contexte de modernisation renouvelée, fortement inspiré par la culture technocratique importée des États-Unis. Qu'en est-il des héritages des conceptions de l'Est ? Comment le discours sur l'Est s'organise-t-il dans ce nouveau contexte politique, administratif et scientifique ? Quel impact les experts cherchent-ils à avoir dans cette instabilité territoriale et politique ? La période entre la fin de la 1e Guerre mondiale, les renversements politiques russes et la stabilisation des frontières orientales allemandes et polonaises, entre la révolution de février 1917 qui mène à l'abdication du tsar, et instaure un gouvernement provisoire russe, puis la prise de pouvoir des bolcheviques de novembre 1917, le traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918 et le traité de Riga du 18 mars 1921, est trop court pour pouvoir parler d'expertise spécifique. Cependant les événements de cette période ont une importance cruciale pour la période suivante, nous allons donc nous attarder sur les tentatives d'analyse « à chaud » de la période, en dehors de la couverture médiatique des événements[343].

---

[340] GIRAULT et BORNE, *Peuples et nations d'Europe au XIXe siècle*, *op. cit.*, 1996.
[341] KOHLRAUSCH, STEFFEN et WIEDERKEHR (dir.), *Expert Cultures in Central Eastern Europe*, *op. cit.*, 2010.
[342] ZARYCKI Tomasz, « Aleksander Lednicki i los jego środowiska, Polonii w Rosji, na przełomie XIX i XX wieku jako zwierciadło przemian polskiego pola władzy », *sn Sprawy Narodowościowe* (42), 2015, pp. 67-83.
[343] Pour le traitement médiatique allemand et polonais de la révolution bolchevique : KOENEN, *Der Rußland-Komplex. Die Deutschen und der Osten 1900-1945*, *op. cit.*, 2005.

(1) L'Est polonais à Versailles : les propositions tous azimuts des experts polonais sur la « question polonaise »

En 1917, la résolution de la question polonaise se dessine tant à l'Est qu'à l'Ouest, avec la reconnaissance par le Conseil des délégués des travailleurs et des soldats à Petrograd, qui reconnaissent les aspirations polonaises à l'indépendance le 16 mars 1917, en conséquence de quoi, le gouvernement provisoire russe, issu de la Révolution de février, déclare le 19 mars, que « tous les allogènes puissent développer librement leur nationalité et leur culture »[344]. De l'autre côté de l'Atlantique, le président Wilson propose ses quatorze points de sortie du conflit mondial, le 8 janvier 1918, dont le 13e point proposait la création d'un État polonais. Du côté polonais, les efforts de création de structure étatiques se multiplient, et finissent par converger, après une période de confusion et de concurrence, au cours de laquelle, les conceptions constitutionnelles sont âprement discutées[345]. La discussion porte notamment sur le régime : monarchique/républicain, centralisé/fédéral. Les Polonais s'appuient sur des structures créées sous l'autorité des occupants. Ainsi, les Allemands et les Autrichiens autorisent le 5 novembre 1916, la création du conseil de régence du Royaume de Pologne (*Rada regencyjna Królestwa polskiego*) en septembre 1917, à laquelle participent des aristocrates polonais. Dans ce cadre, le conseil d'État intérimaire (*Tymczasowa Rada Stanu*) reçoit le pouvoir exécutif et doit préparer les futures structures politiques polonaises. Ce conseil fonctionne jusqu'à l'arrestation de Piłsudski en juillet 1917 par les Allemands. En 1918-1919, le pouvoir politique polonais est éclaté entre différents groupes : ceux à Varsovie, qui commencent à organiser la vie étatique polonaise : ceux qui au niveau local en Galicie, organisent la transition, comme la Commission polonaise de liquidation de la Galicie et de la Silésie de Cieszyn[346] (*Polska Komisja Likwidacyjna Galicji i Śląska Cieszyńskiego*) dirigée par Wincenty Witos et ceux qui négocient à Versailles. Il repose sur des structures déjà existantes, mentionnées plus haut : l'organisation militaire polonaise de Piłsudski (*Polska Organizacja Wojskowa*, POW) et la Commission intérimaire des partis indépendantistes confédérés, (*Komisja Tymczasowa Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych*, KTSSN). Certaines forces politiques polonaises, celles notamment situées en Russie, perdent rapidement pied dans la reconstruction étatique polonaise, comme le montre le destin d'Aleksander Lednicki (1866-1934).

---

[344] Cité d'après FERRO Marc, *La Révolution de 1917*, Albin Michel, 2014.

[345] JABŁONOWSKI Marek, JAKUBOWSKI Wojciech et JAJECZNIK Konrad (dir.), *O Niepodległą i granice. [T. 8], Ku Rzeczypospolitej demokratycznej: polska debata ustrojowa 1917-1921*, Pułtusk : Varsovie, Akademia Humanistyczna im. A. Gieysztora ; Wydział Dziennikarstwa i Nauk Politycznych. Uniwersytet Warszawski : Oficyna Wydawnicza Aspra-JR, 2015.

[346] Ou Teschen, partie de la Silésie disputée aux Tchèques.

Cet homme politique polonais avait été nommé à la tête de la Commission Polonaise de Liquidation à Moscou, par le gouvernement provisoire, le 30 mars 1917, après de nombreuses années d'activisme pour la cause polonaise à Moscou où il exerçait la profession d'avocat. Entre 1905 et 1917, il a présidé et fondé des organisations d'aide humanitaire aux Polonais de Russie[347] et s'était engagé en politique, dans le parti du progrès et de la démocratie (*Stronnictwo Postępowo-Demokratyczne*), intégré au parti constitutionnel-démocrate russe (*Конституционная Демократическая партия,* KD) dans la première Douma en 1906. Son activisme lui confère une place prépondérante dans les relations polono-russes jusqu'en 1914, qu'il ne retrouve pas après 1918. Cet activisme s'est caractérisé par une volonté constante d'agir en faveur d'un dialogue entre les Polonais et les Russes (plutôt avec les libéraux) : il accueillait dans sa maison les intellectuels et les artistes des deux nations[348]. Il plaide en même temps pour une reconnaissance mutuelle des revendications des autres peuples non russes de l'Empire : les Polonais doivent intégrer le fait que leurs « frères de prison (*bracia w niewoli*) » ont droit aux mêmes aspirations qu'eux-mêmes[349]. Il est ainsi un des tenants de l'orientation prométhéenne[350]. Cet homme politique ne participe pas aux travaux de Versailles et se trouve durablement marginalisé politiquement après 1918[351], notamment par le courant des nationaux-démocrates. Il partage en quelque sorte le sort des libéraux russes, étant lui-même d'orientation démocrate-libérale. Il n'en restera pas moins politiquement actif, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. A Versailles, c'est Roman Dmowski et les nationaux-démocrates qui dirigent les négociations dès janvier 1919.

L'organisation du pouvoir politique se stabilise avec les élections de janvier 1919, d'une assemblée constituante (*sejm ustawodawczy*), et le vote de la constitution en 1921, même si la situation politique reste fortement instable et violente, avec notamment le meurtre du premier président de la

[347] De 1890 à 1918, l'Association des bonnes œuvres polonaise (Polskie Towarzystwo Dobroczynności), en 1914, le Comité Polonais d'Aide aux Victimes de la Guerre (Polski Komitet Pomocy Ofiarom Wojny)

[348] Voir la liste des illustres invités chez NAGÓRSKI Zygmunt sr., « Aleksander Lednicki (1866-1934) », *Zeszyty Historyczne* (1), 1962, p. 29, p. 37.

[349] *Ibid.*, p. 32. L'auteur de cet article présente un portrait élogieux d'A. Lednicki, comme un activiste infatigable d'une cohabitation pacifique des Polonais avec leurs voisins orientaux : lituaniens, ukrainiens, russes. Il présente de manière vivante, les prises de positions de Lednicki entre 1905 et 1914, où il appelle à une reconnaissance mutuelle des aspirations culturelles et politiques polonaises, lituaniennes. Cet article paraît dans le contexte de la parution de textes diffamatoires à l'égard d'A. Lednicki, par la même personne qui l'avait attaqué en justice en 1924, à son retour en Pologne. L'auteur de cet article est d'ailleurs son avocat dans cette affaire, qui resurgit dans le contexte d'un discours de pacification des relations à l'Est, sur lequel nous revenons dans la Partie III.

[350] KORNAT, « Idea prometejska a polska polityka zagraniczna (1921-1939/1940) », *art. cit.*, 2012, p. 43.

[351] ZARYCKI, « Aleksander Lednicki i los jego środowiska, Polonii w Rosji, na przełomie XIX i XX wieku jako zwierciadło przemian polskiego pola władzy », *art. cit.*, 2015. On retrouve dans un article de son interlocuteur russe de l'époque Pavel Nikolaïevitch Milioukov (1859-1943), un témoignage des efforts pour la coopération d'A. Lednicki. Voir : P. Milukow, « Aleksander Lednicki Jako rzecznik polsko-rosyjskiego porozumienia », *Przegląd Współczesny* 68 (203), 1939 pp. 25-73.

République de Pologne, Gabriel Narutowicz en 1922. La dispute constitutionnelle polonaise a porté sur les questions frontalières, avec une forte évolution de la situation régionale, qu'on retrouve dans les positions des experts : entre 1917 et 1919, entre la révolution russe, les négociations germano-bolcheviques et la finalisation du traité de Versailles pour la frontière orientale. La classe politique polonaise participe à différents degrés à cette organisation de l'État polonais et les intellectuels apportent leur expertise pour soutenir les projets qui se dessinent, notamment envers l'extérieur, comme nous allons le voir maintenant, avec les textes de Władysław Studnicki, Eugeniusz Romer, Stanisław Kutrzeba et Oskar Halecki.

Avant les négociations à Versailles, le sort de l'État polonais repose aux yeux d'une partie de l'élite polonaise, entre les mains de l'occupant allemand. Ainsi, Władysław Studnicki transmet à quelques hommes politiques, un mémorandum exposant les raisons pour lesquelles, les territoires à l'Est de l'ancien Royaume de Pologne, qui avaient été intégrés à la Russie (les *ziemie zabrane*) devraient faire partie d'un État polonais refondé[352].W. Studnicki est originaire de Daugavpils, ancienne Livonie polonaise, intégrée à l'Empire russe, après 1772[353]. Il s'engage auprès des socialistes polonais durant ses études à Varsovie à la fin des années 1880, à la suite de quoi, il est envoyé en Sibérie, à Tobolsk pour quelques mois, où il travaille comme avocat pénal. Après cet exil, il s'installe en 1897 à Saint Petersburg où il collabore avec Leon Wasilewski au journal de la mouvance sociale-démocrate polonaise *Przedświt* (l'Aurore). En 1898 déjà, il quitte la Russie pour l'Allemagne et poursuit des études à Heidelberg, notamment avec Max Weber. Jusqu'en 1914, il s'installe en Galicie, à Lemberg, où il se rapproche progressivement des nationaux-démocrates et de Roman Dmowski, avec un séjour à Saint Petersburg en 1905. Il est un auteur actif et publie de nombreux textes, dont le plus marquant fut en 1904 : « Od socjalizmu do nacjonalizmu » (du socialisme au nationalisme). En 1910, il publie un autre texte dédié à la question polonaise (*Sprawa Polska*), dans lequel il défend la conception d'une refondation de la Pologne, appuyée sur l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Il défend au début de la guerre la solution « trialiste », d'une monarchie à trois piliers austro-hongaro-polonaise mais s'en défait rapidement, pour proposer une solution étatique polonaise, appuyée sur l'Allemagne, qu'il élabore dans son mémorandum adressé aux hommes d'État allemands[354]. En 1917, il est membre du

[352] SCHWEIGER, *Polens Zukunft liegt im Osten*, *op. cit.*, 2014. Alexandra Schweiger s'intéresse aux arguments pour le maintien de ces territoires dans la nouvelle Pologne, de quatre intellectuels polonais avant 1918 : Jan Ludwik Popławski, Władysław Studnicki, Eugeniusz Romer et Oskar Halecki, qui recourent à l'économie, l'histoire et la géographie pour défendre l'appartenance des terres orientales européennes à la sphère polonaise, et devraient faire partie d'une Pologne refondée.

[353] Pour la biographie détaillée de W. Studnicki voir *Ibid.*, pp. 80-85

[354] STUDNICKI Władysław, *Die polnische Ostmarkenfrage: Denkschrift für deutsche Staatsmänner*, Varsovie, s.n., 1917, voir les extraits reproduits en annexe 2. Il consacre d'autres textes consacrés directement aux relations entre la Pologne et l'Est, notamment : STUDNICKI Władysław, *W sprawie stosunku politycznego Polski do jej ziem wschodnich*, Varsovie, druk Synów St. Niemiry, 1919.

Conseil d'État intérimaire, sous l'occupation allemande, jusqu'à son exclusion en juillet.

Pour W. Studnicki, les terres orientales polonaises sont un élément de la puissance polonaise, tant sur le plan économique que politique. Il compare la position des Allemands dans leurs marges orientales, dont la Pologne, avec le rôle des Polonais dans les leurs : celui de ferment culturel. Il préfère ainsi, à l'image de R. Dmowski, une influence, une présence allemande à une présence russe pour la Pologne. Il commence par établir les motifs d'une alliance entre Allemands et Polonais sur des intérêts objectifs communs : d'une part, par le renoncement des Polonais aux marges orientales allemandes (ou occidentales polonaise) dont Posen, et l'émigration des Polonais de cette région dans les marges orientales polonaises, il assure que la culture et les intérêts allemands seront défendus par les Polonais eux-mêmes dans cette nouvelle Pologne. Il rend hommage à la contribution allemande au développement économique et culturel polonais, par l'apport de la religion et du savoir-faire technique des artisans allemands. Ce faisant, il reprend le discours le plus extrême des pangermanistes, tout en retournant l'argumentation : cet apport a fait de la Pologne le parent et donc l'allié de l'Allemagne. Puis il applique ce calque de l'apport culturel et technique des Allemands aux Polonais, sur les rapports des Polonais aux Lituaniens, notamment. Enfin, le voisinage avec la Russie constitue un risque, qu'il souhaite épargner aux Allemands, en mentionnant le « talon d'Achille » que constitue la Prusse orientale. W. Studnicki propose une vision de l'Est polonais compréhensible dans le paradigme de la colonisation de l'Est européen par l'Ouest, fortement répandu dans les textes allemands de la période. Il utilise ce schéma d'argumentation pour faire passer le message de la légitimité de la possession polonaise, et pour discréditer les Ukrainiens, Lituaniens et Biélorusses, de la même façon que certains Allemands discréditent la présence polonaise, notamment dans les marges orientales allemandes.

Dans un autre registre et une autre langue, Eugeniusz Romer publie ses réflexions sur la définition du territoire polonais tout au long de sa carrière universitaire, qu'il commence en 1911 à Lemberg. Il gagne en visibilité par son travail de collecte de statistiques, qu'il publie en un atlas en 1916[355], et par ses réflexions sur la nature du territoire polonais. À la veille des négociations de la fin de la 1e Guerre mondiale, il propose ses connaissances à un public anglophone[356] dans un article paru en anglais[357] dans lequel il explique où se trouve la Pologne et quelles preuves il avance pour légitimer cet ancrage. Il part de la géographie et y puise une explication pour l'évolution historique polonaise et plus

[355] ROMER Eugeniusz (red.), *Geograficzno-statystyczny atlas Polski = Geographisch-statistischer Atlas von Polen = Atlas de la Pologne (Geographie et Statistique)*, Gebethner i Wolff, 1916, republié en 1921, disponible sous http://www.pbc.rzeszow.pl/dlibra/docmetadata?id=5074&from=publication, consulté le 8.07.2016.
[356] GRADVOHL, *L'Europe centrale est-elle concevable ? Les impasses de la sécurité nationale en Europe centrale. Impact sur la cohérence régionale au XXe siècle*, *op. cit.*, 2009., pp. 77-79.
[357] ROMER Eugeniusz, « Poland: The Land and the State », *Geographical Review* 4 (1), 1917, pp. 6-25. Voir des extraits dans l'annexe 2.

largement d'Europe centrale et orientale : ce sont les rivières qui orientent l'évolution suivie par les peuples, pour leur ancrage territorial. Il compare ainsi la progression géographique allemande et polonaise vers l'Est européen, en différenciant toutefois les deux cultures : la première allemande est caractérisée par un esprit de conquête, et E. Romer fait référence au « *Drang nach Osten* », tandis que la Pologne a connu une expansion plus naturelle. Elle a bénéficié de conditions plus favorables au développement de sa civilisation, dont elle a élargi la sphère d'influence, en suivant les axes fluviaux, par le commerce. C'est ainsi que les territoires lituaniens et « ruthènes » sont « naturellement » rattachés au territoire polonais, dont la frontière est marquée par le Dniepr et le Don, qui la séparent de la Russie.

Dans ce texte court, E. Romer présente une version simplifiée de ses travaux et formulée plus directement. Le but est d'expliquer « la logique » de l'ancrage territorial polonais dans l'espace est-européen, et de contextualiser les revendications polonaises mais aussi lituaniennes et ukrainiennes. Ces revendications ne sont pas niées mais simplement placées derrières celles de la Pologne, mises au premier plan, géographiquement et culturellement[358]. Dans le contexte des négociations à Versailles, la Commission polonaise des travaux préparatoires au Congrès de la paix publie en 1919, une collection de mémoires en français[359] sur les confins orientaux de la Pologne, rédigés par les grands experts du moment, dont Eugeniusz Romer, Oskar Halecki, Jan Czekanowski et Stanisław Kutrzeba. Ils traitent de la question sous l'aspect économique, historique et géographique.

La contribution d'E. Romer est dédiée aux « Confins orientaux de la Pologne », et vise à déconstruire la « théorie » des Allemands et des Autrichiens sur l'Ukraine :

> « On emploie aujourd'hui les termes d'Ukrainiens et d'Ukraine pour désigner tout le peuple ruthène (petit-russe) et son territoire. On prétend aussi que cette Ukraine a été pendant des siècles un grand État uni et indépendant, qui réclame maintenant, après une longue oppression polonaise et russe, sa reconstitution.
> Cette théorie, soutenue par l'Allemagne et l'Autriche comme la pierre angulaire de leur conception d'une Europe orientale soumise à leur influence, cherche à gagner à son tour l'opinion de l'Entente. Il est donc urgent d'en rectifier les deux erreurs essentielles. »[360]

[358] Un autre exemple de l'expertise d'E. Romer à Versailles est disponible parmi les extraits de texte en annexe 2, intitulé « Études de civilisation comparée (Polonais, Ruthènes et Allemands) ».
[359] HALECKI Oskar, *Les relations entre la Pologne et les terres lithuaniennes et ruthènes avant les partages*, Paris, s.n., 1919 ; KONOPCZYŃSKI Władysław, *L'instruction polonaise en Lithuanie et en Ruthénie*, Paris, C. Courmont, 1919 ; CZEKANOWSKI Jan, *Note sur la statistique démographique des confins orientaux de la Pologne*, Paris, s.n., 1919 ; KUTRZEBA Stanisław, *Les confins orientaux de la Pologne*, Paris, s.n., 1919 ; KUTRZEBA Stanisaw, *Droits de la Russie sur la Lithuanie et sur la Ruthénie-Blanche*, Paris, Impr. Levé, 1919.
[360] ROMER Eugeniusz, *Études de civilisation comparée (Polonais, Ruthènes et Allemands): avec 12 diagrammes et 2 cartes*, Paris, Henri Barrère, 1920, p. 13.

L'Ukraine n'existe selon lui que comme concept signifiant « confins, marches » et non pas comme ensemble « ethnographique » identifiable. L'usage de ce terme a été poussé par les Autrichiens, au XIX[e] siècle, pour différencier les « Ruthènes » des Russes. E. Romer cherche ensuite à disqualifier la profondeur historique de l'Ukraine en rappelant le Traité de Pereïaslav entre la Moscovie et les Cosaques sous Bohdan Khmelnytsky. Les « Ruthènes » n'ont pas bon compte de se référer au passé cosaque à ses yeux, pour légitimer leurs aspirations contemporaines, car les Cosaques n'ont laissé « que le triste souvenir [de leurs] atrocités »[361]. E. Romer utilise ensuite une série d'arguments d'ordre économiques pour arguer du rattachement cette fois de la Lituanie et de la « Ruthénie blanche » (Biélorussie) au gouvernement polonais. En effet, il déplore le sous-développement économique de ces régions, « négligées » par le pouvoir russe.

> « Les liens économiques entre la Pologne, la Lithuanie et les provinces ruthènes
> (…)
> « C'est seulement par leur union avec la Pologne, que ces pays peuvent se développer économiquement, parce qu'ils sont le prolongement naturel de la Pologne et qu'ils forment avec elle un tout géographique et économique. Il convient de noter que les bassins de la Vistule, du Niémen, de la Dvina et du Dniepr réunissent ces pays au Royaume du Congrès et qu'aucun de ces fleuves n'est relié aux fleuves russes. »[362]
> (…)
> Les Polonais sont l'élément organisateur dans tous les domaines de la vie économique en Lithuanie, en Ruthénie Blanche, ainsi qu'en Podolie et Volhynie.
> Pour ce qui est de l'agriculture, on voit que ce sont les propriétés polonaises (petites, moyennes et grandes) qui sont les mieux cultivées. Mais l'agriculture ne pouvait guère se développer, le gouvernement russe ayant fait de ces pays, au moyen des tarifs de chemin de fer appropriés, un débouché pour les blés et les farines de la Russie centrale, de telle sorte que ces pays qui offrent toutes les conditions requises pour exporter des blés sont demeurés pays importateurs »[363].

Il décrit ensuite la complémentarité des structures économiques du Royaume du Congrès avec celles de ces régions lituaniennes et « ruthènes » : les uns produisant la houille et le minerai de fer, les autres, des produits agricoles et sylvicoles.

> « La place considérable qu'occupent les Polonais dans les sociétés de crédit en Lithuanie et en Ruthénie blanche, s'explique facilement si l'on songe que les Polonais y représentent vraiment le seul élément actif, créateur et organisateur.

[361] *Ibid.,* p. 15.
[362] *Ibid.,* p. 3.
[363] *Ibid.,* p. 4.

> Rien d'étonnant donc, qu'on les trouve à la tête de toutes les entreprises sociales et économiques, qui s'ouvrent dans ce pays.
> Et ce fait, mieux que tout autre, démontre l'existence des liens véritables qui rattachent si intimement la Lithuanie et la Ruthénie blanche au Royaume du Congrès. »[364]

Dans sa contribution intitulée « Mémoire sur la Lithuanie et la Ruthénie blanche », Stanisław Kutrzeba explique les « spécificités » de l'histoire des nations de la région : où la présence ethnographique ne doit pas être le seul critère pour fonder un pouvoir politique national car

> « en Lithuanie et en Ruthénie Blanche ce sont aussi les Polonais qui habitent depuis des siècles, et en très grand nombre, à côté des populations qui ont donné leurs noms à ces territoires. Cette population polonaise est dans ces provinces aussi bien autochtone que la lithuanienne ou la blanc-ruthène. Et ce n'est pas seulement le pourcentage élevé de Polonais qui y habitent qu'il faut prendre en considération, mais aussi ce fait fondamental, que ce pays est tout imbu de civilisation polonaise, et que tous leurs habitants, même ceux qui appartiennent à d'autres nationalités, en sont profondément pénétrés, bien que la domination russe y ait pesé depuis 125 ans environs. Il en est enfin de même par rapport aux liens géographiques qui rattachent ce pays bien plus intimement à la Pologne qu'à la Russie. (…)
> La population polonaise de ces provinces forme comme la moelle même de leur structure sociale. Ce ne sont que les Polonais qui y ont une structure normale, puisqu'ils se composent de toutes les couches sociales : ils sont établis dans ce territoire comme petits cultivateurs et comme grands propriétaires ; ce sont eux qui, à côté des Juifs, y forment presque exclusivement la population urbaine, tandis que les Lithuaniens et les Blancs-Ruthènes appartiennent presque en totalité à la classe paysanne. »[365]

Stanisław Kutrzeba ne nie pas l'existence d'une distinction entre les Biélorusses et les Polonais mais leur dénie la capacité à se gouverner, du fait de leur immaturité politique et culturelle. Pour les Lituaniens, la situation de départ était différente, mais le niveau d'assimilation est comparable : la culture polonaise, notamment la culture politique, domine la pratique des Lituaniens (usage du polonais pour la justice, l'administration), « parce que le lithuanien était à l'état trop rudimentaire. » (p. 10). Cet ancrage de la langue et de la culture polonaise tel que même la Russie ne parvient pas à le détruire, malgré la limitation de la possibilité d'achat de terres, la politique de confiscations, la déportation des insurgés, et l'interdiction de l'usage du polonais comme langue administrative : malgré tout cela, « le caractère polonais de ce territoire n'a pas pu être effacé » (p. 10). La présence russe n'est qu'un « vernis artificiel » qui fut « balayé pendant la guerre » (p. 13). Surtout que la Russie ne

[364] *Ibid.,* p. 6.
[365] KUTRZEBA Stanisław*, Les confins orientaux de la Pologne, Paris, s.n., 1919,* p. 5.

contribue pas au développement de cette région et n'a fait que l'exploiter, « tandis que leur réunion à la Pologne peut leur assurer la reconstitution et le développement rapides » (p. 13). Il ponctue ce dernier argument par des statistiques démographiques et économiques, sur la nécessité de ces territoires orientaux pour la viabilité de l'État polonais. En conclusion, la légitimité de possession de ces terres par la Pologne est à la fois culturelle, historique, économique et démographique.

Les contributions sur l'histoire de la « Ruthénie » sont préparées par Oskar Halecki, éminent historien de l'Europe de l'Est, alors professeur à l'Université de Varsovie, dans un ton similaire : la Volhynie, la Podolie et Kiev étaient pendant 4 siècles dans l'État polonais avant d'être « arrachée à la Pologne par la Moscovie »[366]. Il décline ensuite les tentatives russes de déraciner la culture polonaise dans la région. Il insiste sur la fertilité de cette région de la « terre noire », et le rôle civilisateur des Polonais, tant sur le plan industriel que sur le plan intellectuel. O. Halecki cherche enfin à légitimer le rattachement de ces terres par la solidarité qu'a exprimé la Pologne envers les aspirations d'émancipation ukrainiennes, qui restent cependant trop faibles pour légitimer une existence étatique autonome, et constituent ainsi un risque pour l'avancée de la révolution bolchévique en Europe :

> « Toutes ces organisations polonaises n'ont jamais empêché les essais de réveiller un mouvement national ukrainien. Pourtant ces essais n'ont donné jusqu'à présent que des résultats tout à fait insuffisants. Les Ukrainiens ou plutôt les Ruthènes, qui forment en grande partie, la masse rurale du pays, dépourvus presque entièrement de différenciation sociale, ne possèdent que très peu d'intellectuels et ce n'est pourtant que cette classe cultivée, qui commença à manifester une certaine conscience nationale. D'ailleurs le peuple ruthène est présentement en proie à une fermentation sociale tellement violente, que le bolchevisme y trouve le terrain le plus favorable.
> Il serait donc difficile de trouver parmi les Ruthènes seuls des éléments qui sauraient arrêter l'invasion bolcheviste et organiser le pays. »[367]

Tous tiennent un discours suivant la ligne d'argumentation suivante : ces territoires orientaux sont polonais, du fait de la contribution polonaise à leur développement culturel et économique ; la Pologne et son pouvoir politique n'a jamais constitué de menace pour les populations non polonaises de la région, contrairement aux Russes. Ainsi, les Polonais sont dignes de confiance pour prendre en charge la responsabilité pour ces régions, ils en ont la maturité politique.

En cela, ils s'inscrivent dans l'argumentation portée par Roman Dmowski, dont on trouve une

---

[366] HALECKI Oskar, *Les relations entre la Pologne et les terres lithuaniennes et ruthènes avant les partages*, Paris, s.n., 1919, p. 4.
[367] *Ibid.*, p. 6.

expression particulièrement nette dans la note qu'il transmet à la Conférence de la Paix à Versailles, le 25 août 1919, sur la Galicie orientale :

> « La population de langue ruthène et de rite grec [uniate] est la plus nombreuse mais en même temps elle tient la position la plus basse du point de vue du développement et possède le moins de personnes éduquées et est la plus passive du point de vue économique (…) Du reste, la langue ruthène ne s'est haussée que récemment au-dessus du niveau d'un dialecte commun (…). La culture du pays est polonaise, la langue polonaise est la langue des relations sociales et économiques, tandis que la langue ruthène – reste la langue maternelle, familiale de la majorité de la population rurale et en tant que telle, est reconnue à égalité avec le polonais, comme langue administrative. » [368]

Ces textes promeuvent un discours politique sur l'Est qui minimise, voir néglige la place des autres peuples dans la région, en contraste avec les préoccupations de l'administration polonaise qui s'y installe, comme en témoigne le compte-rendu d'un jeune diplomate, Mirosław Arciszewski (1892-1963), qui se rend à Vilnius et Minsk en début de l'année 1920[369]. Il se rend dans ces régions peu après l'appel aux habitants de l'ancien Grand-Duché de Lituanie de J. Piłsudski du 22 avril 1919, sur les talons des troupes polonaises qui mènent une offensive dans la région au printemps 1920 et avant le début des négociations pour l'armistice polono-bolchevique d'août 1920. Cette région avait été sous administration allemande depuis l'automne 1915, donc une région qui avait vu les administrations changer plusieurs fois et dont la population adoptait en partie une position de précaution face aux nouveaux arrivants[370]. D'ailleurs une partie de la région qu'il inspecte restera dans la nouvelle Pologne (Vilnius, qui sera Wilno) alors que Minsk sera intégrée à l'URSS.

M. Arciszewski est originaire de Częstochowa, a fait ses études de droit en Suisse et à Saint Petersburg, avant de devenir soldat dans l'armée russe et d'entrer au ministère des Affaires étrangères

---

[368] « Ludność o języku rusińskim i obrządkiem greckim jest najliczniejsza, ale jednocześnie najniżej stoi pod względem rozwoju, posiada najmniej liczną inteligencję i jest najbierniejsza pod względem ekonomicznym (…). Zresztą język rusiński w ostatnich czasach dopiero zaczął podnosić się ponad poziom zwyczajnej gwary (…). Kultura kraju jest polska, język polski jest językiem stosunków towarzyskich i ekonomicznych, podczas gdy język rusiński – pozostaje językiem ojczystym, rodzinnym większości ludności wiejskiej ; jako taki zostaje on, na równi z polskim, uznany jako język urzędowy. » cité comme Document n° 12, *1919 sierpień 25, Paryż – Nota Delegacji Polskiej na Konferencję Pokojową w sprawie wcielenia Galicji Wschodniej do Polski*, dans JĘDRUSZCZAK Tadeusz et NOWAK-KIEŁBIKOWA Maria, *Dokumenty z dziejów polskiej polityki zagranicznej 1918-1939*, vol. tom I 1918-1932, Varsovie, Pax, 1989, pp. 78-80. Il conclue son argumentation en plaidant pour une intégration permanente de la Galicie orientale à la Pologne, contrairement à la proposition initiale de la maintenir sous observation de la SDN.

[369] AAN. MSZ. Departament Polityczno-Ekonomiczny. Wydział Wschodni. 5326 (Mniejszość białoruska w Polsce i sprawy z nią związane za granicą organizacje, działalność, polit. rządu, 1920), 28 p.

[370] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999, p. 27.

polonais en 1918[371]. Il analyse les relations entre les différents groupes politiques biélorusses, lituaniens avec l'administration territoriale et militaire polonaise, et en tire la conclusion qu'il ne suffirait d'un geste dans la politique agraire ou par le soutien à l'éducation en langue biélorusse pour obtenir une stabilisation de l'ancrage polonais dans la région, contrairement à l'Ukraine[372]. Il s'inscrit dans la logique fédéraliste pour la refondation de l'État polonais, et propose d'attribuer une participation des Biélorusses au pouvoir politique, en tant que tels. Il s'inquiète du manque de connaissance des administrateurs, surtout ceux qui sont en contact direct avec les populations, qu'il décrit comme inefficaces et insuffisamment intéressés à mener leur activité correctement, et critique au passage la domination des aristocrates polonais dans l'administration.

Au-delà de cette dernière critique, qui peut s'expliquer par les difficultés matérielles générales d'un pays en guerre depuis quelques années[373], on voit par ce rapport qu'il y a une tension entre le discours politique général, soutenu par les experts à travers leurs connaissances, et la pratique sur place, où la confrontation directe avec les acteurs politiques locaux suscite d'autres réflexions. Comme le constate Tomasz Schramm, durant cette période qui sépare la fin de la guerre et le règlement de la frontière orientale polonaise, à l'Est, les conceptions politiques qui s'opposent sur le plan idéologique, coexistent dans la pratique d'administration des territoires[374]. Une des motivations de cette politique reposant sur une reconnaissance des revendications des Biélorusses est la concurrence avec le discours bolchevique, comme nous allons le voir.

---

[371] Il poursuit une carrière diplomatique qui le mène à l'ambassade polonaise en Suisse en 1922, en France en 1925. Il devient ambassadeur en 1929 en Lettonie, en 1932 en Roumanie avant de prendre en 1941 la fonction de directeur du département politique de MAE en exil. Il revient en 1957 en Pologne.

[372] « Problem białoruski jest zdaniem białorusinów (sic), niezmiernie łatwy dla rozstrzygnięcia dla Polski. Białoruś wschodzi cała w granice Polski z 1772 roku i zatem dezaneksji jej całej może się Polska domagać. Tutaj nie ma tego co ma miejsce z Ukrainą, której większa część pozostaje poza granicą dosięgalności Polski, wskutek czego Polska nie może pozyskać względów wszystkich kierunków politycznych ukraińskich. Pozatem, Polska posiada jeszcze Galicję, z którą analogia białorusini (sic) w swych stosunkach nie przewidują, wobec prawno-państwowego związku swego kraju z Polską, jaki wszak będzie istniał, i który niema miejsca wobec Ukrainy. Wynika z powyższego, że losy kraju i jego związku z Polską leżą w ręku Polski, jej rozsądnej demokratycznej polityki. Antyniepodległościowa polityka nie rokuje polonofilskim kierunkom żadnych szans na powodzenia i dyskredytuje je wobec mas. Taki jest mniej więcej pogląd sfer grupujących się koło „wyszejszej Rady" w Mińsku. » p. 10.

[373] Voir le bilan des destructions matérielles et des déplacements de population de la région durant la 1e Guerre mondiale et par les conflits entre 1918 et 1921 dans : BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999, pp. 27-40.

[374] SCHRAMM Tomasz, « Europa wersalska i możliwości polskiej polityki zagranicznej », in: KORNAT Marek (dir.), *Ruch prometejski i walka o przebudowę Europy Wschodniej (1918-1940): studia i szkice*, Varsovie, Instytut Historii PAN, 2012, p. 28.

***

La fin de la 1e Guerre mondiale est le moment de la création de la Chatham House (1920), une organisation qui accueille le dialogue informel entre les sphères politiques britanniques et états-uniennes, qui existe jusqu'à nos jours et a inspiré de nombreuses organisations, en Allemagne notamment[375]. C'est le moment où la culture technique et l'évolution des systèmes politiques appellent une plus grande nécessité de communiquer et dialoguer, aussi entre pays[376]. On peut s'interroger toutefois, sur l'adaptation de ce schéma de pratiques de connaissances expertes, de type technocratique, aux questions de l'Est. Leur traitement reste largement marqué par les conceptions des périodes antérieures, notamment pour ce qui est du sérieux des arguments mobilisés par les experts. La thématique de la méconnaissance reste un élément important du discours de connaissance sur l'Est, et peut être légitimement utilisé, tant pour discréditer ses adversaires, que comme prérequis de l'audience qu'on veut convaincre et ainsi, s'autoriser les discours les plus flous et les moins fondés. Ceci d'autant plus que la révolution bolchevique, plus que la sortie du régime tsariste appelée de longue date par nombreux activistes polonais notamment, et la guerre civile russe subséquente, sont difficilement appréhendable par les contemporains.

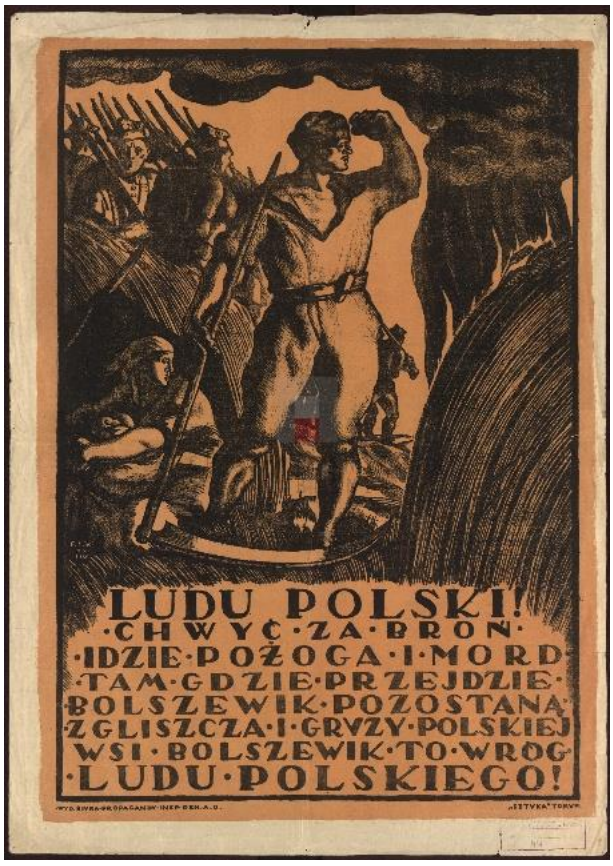
[375] Idée qu'on retrouve dans le contexte de la fondation de la DGAP, voir Partie III.
[376] RODOGNO Davide, STRUCK Bernhard et VOGEL Jakob (éds.), *Shaping the Transnational Sphere: Experts, Networks and Issues from the 1840s to the 1930s*, New York, Berghahn Books, 2014.

Figure 9 : Affiches polonaises de la guerre polono-bolchevique (1920)

Bat le bolchevique

La créature bolchevique

Peuple de Pologne, attrape les armes, le feu et la mort (les meurtres) avance, là où arrive le bolchevique il ne reste que des terres brûlées et les ruines de la campagne polonaise, le bolchevique est l'ennemi du peuple polonais !



(2) Le nouvel Est après 1917 : les premières réceptions dans l'expertise de la révolution bolchevique, dans les violences ethniques et politiques, internes et externes

La prise de pouvoir bolchevique d'octobre 1917 constitue une rupture importante dans l'histoire de l'Europe de l'Est et dans la représentation de cette région, dans la mesure où elle vient contredire une représentation largement répandue de l'Est comme centre de la réaction, qu'il s'agisse des représentations conservatrices ou socialistes. Les seuls observateurs auxquels cette révolution semble donner raison, sont ceux qui soulignaient la faiblesse interne de la Russie, du fait des tensions entre minorités nationales. On retrouve cette conception dans des camps politiques très différents en Pologne et en Allemagne : d'une part, les fédéralistes polonais et de l'autre, les tenants d'une politique d'expansion chez les Allemands. L'Allemagne et la Pologne de 1921 naissent ainsi de la guerre : pour la première d'une défaite et dans l'instabilité révolutionnaire qui l'a suivie et pour la deuxième, dans la victoire, mais dans un voisinage marqué par une forte animosité, tant à l'Est, qu'à l'Ouest (et au Sud). En Allemagne, entre l'armistice du 11 novembre 1918, après la proclamation de la République de Weimar du 9 novembre 1918, et la signature du Traité de Versailles, le 28 juin 1919, suivie par la proclamation de la Constitution de la République de Weimar, le 11 août 1919, l'instabilité politique et militaire est forte en Allemagne.

L'incertitude quant à l'avenir politique de l'Allemagne créé des situations d'opportunités que les différents camps utilisent : que ça soit par l'insubordination de l'armée au nouveau pouvoir civil du gouvernement de Max von Baden, qui provoque une insurrection chez les marins contre la direction militaire, le 29 octobre 1918 à Kiel. Cette mutinerie débouche sur la révolution de novembre en Allemagne, durant laquelle des conseils de soldats sont formés, sur le modèle soviétique. Ou encore, durant la révolte spartakiste de janvier 1919 à Berlin, durement combattue par les Corps francs (*Freikorps*), ou enfin, durant la courte « République des conseils de Bavière » en avril-mai 1919, également combattue par les Corps francs. La vague de tentatives de prise de pouvoir par l'aile révolutionnaire des socialistes, et par les communistes se termine, temporairement, par l'action de mars 1920, durant laquelle le parti communiste allemand organise une vague de grève générale dans la Ruhr.

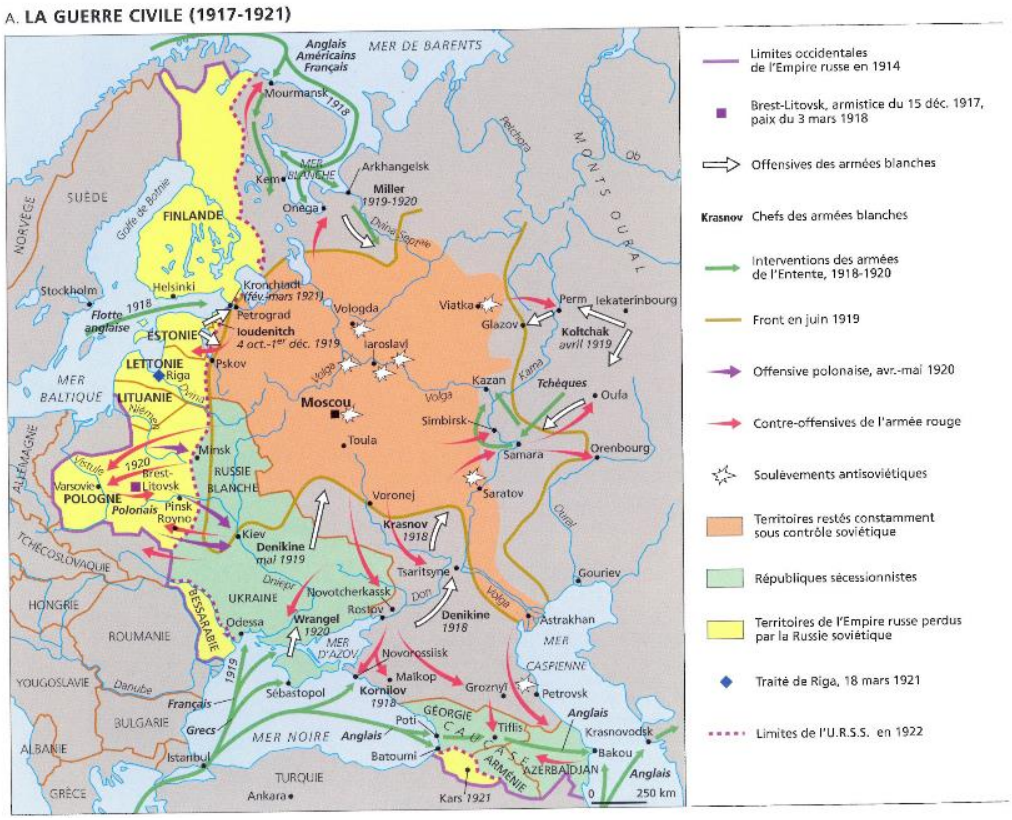


Figure 10: La Pologne dans la guerre civile russe[377]

Durant la période 1918-1920, la situation en Allemagne est ainsi fortement connectée à la situation à l'Est de l'Europe, et la menace bolchevique perçue de manière intensive : tant dans la tentative d'instrumentaliser la guerre civile russe à l'avantage allemand, que la peur de voir cette révolution arriver sur le sol allemand. On voit paraître les premiers textes, hors des comptes rendus de la presse, sur le phénomène bolchevique, surtout dans la mouvance d'extrême-droite. Parmi les premiers textes, on a l'ouvrage d'Heinrich Bosse, un Allemand de la Baltique, sur lequel nous n'avons pas pu collecter d'informations biographiques[378] mais dont le texte nous semble intéressant d'observer.

En effet, ce texte paraît très rapidement après les événements qu'il analyse et mobilise des éléments de connaissance préalables pour essayer de donner du sens à cette révolution bolchevique (masquant au passage les autres étapes du changement de régime en Russie). Il s'appuie sur l'ouvrage de Karl Nötzel (traducteur de littérature russe vers l'allemand, 1870-1945) sur la « psychologie » de la

[377] DUBY Georges, *Grand Atlas historique*, Nouv. éd, Larousse, 2001, p. 186.
[378] Une des pistes de son devenir sur la période étudiée, est celle de l'auteur homonyme de « Baltische Köpfe: 24 Lebensbilder aus acht Jahrhunderten deutschen Wirkens in den baltischen Landen » paru en 1953 ou encore du Dr. Heinrich Bosse, de l'Einsatzgruppe A de 1941 à 1943, voir GARLEFF Michael, *Deutschbalten, Weimarer Republik und Drittes Reich*, Böhlau Verlag Köln Weimar, 2001, p. 371.

vie intellectuelle russe (*Die Grundlagen des geistigen Russlands. Versuch einer Psychologie des russischen Geisteslebens*, 1917). H. Bosse utilise les images classiques du particularisme culturel russe, présenté comme incompréhensible de l'extérieur. Il explique cette particularité par la lutte du peuple russe contre les invasions mongoles, qui a mobilisé ses forces et a donné naissance à une culture messianique, de sacrifice de soi pour le bien-être général. La présence mongole a laissé le goût de l'autocratie dans le peuple russe. La mauvaise gestion « asiatique » de l'empire a créé de fortes tensions sociales mais les Russes n'ayant pas une culture politique suffisante, ils ont suivi les agitateurs les plus radicaux ; les bolcheviques, comme un « troupeau ». Toutefois, la relecture du marxisme par les Russes s'avère plus métaphysique que scientifique, ce qu'il explique par une fusion du bolchevisme avec le messianisme russe. Il parsème son texte de commentaires antisémites, sur la domination par des juifs du bolchevisme, et l'interprète comme signe de faiblesse du peuple russe, une faiblesse potentiellement partagée par les Allemands. Il conclue enfin son texte par un appel au peuple allemand à défendre la culture occidentale contre le « socialisme asiatique ». Il combine clairement les vieux stéréotypes allemands sur la Russie et l'antisémitisme pour donner une interprétation compréhensible aux bouleversements de la Russie.

Pour la Pologne, la confrontation avec le risque de révolution communiste prend une autre dimension : les Polonais jouent une part très active dans la révolution bolchevique[379], notamment à travers des figures telles que Feliks Dzierżyński (surnommé Félix de fer, 1877-1926), menant la répression des opposants aux régime bolchevique à la tête de la police politique Tchéka ou encore Julian Marchlewski (1866-1925), qui préside le Comité révolutionnaire provisoire polonais (*Polrewkom*) en 1920. Józef Unszlicht (Iosif Unshlikht 1879 – 1938) est une des figures du communisme polono-russe, qui s'est engagé dans le parti social-démocrate du Royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL), a participé à la révolution bolchevique en Russie, ayant côtoyé Rosa Luxemburg et Lénine, avant d'être exécuté durant les purges staliniennes en 1938. Il est une des figures de proue de l'agitation communiste polonophone, qui mène la lutte sur le plan idéologique durant la guerre polono-bolchevique[380]. Cependant, il est difficile de parler d'expertise dans le courant politique communiste, malgré les débats au sein des groupes politiques sur la question de la révolution mondiale et le système de pensée proposant une lecture matérialiste et scientiste du monde, nous n'allons donc

[379] Leur rôle est discuté dans l'historiographie polonaise : durant la période communiste, leur rôle est fortement mis en avant, comme nous le verrons dans le chapitre 6, et dans les années 1990, leur rôle a été relativisé, voir JAROSZ Dariusz, « Post-1989 historiography's distorted image of the relation between authorities and society in Poland during the period from 1944 to 1989 », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest* 45 (2), 2014, pp. 215–273 ; JAROSZ Dariusz, « Historiografia dziejów społecznych Polski w XX wieku po 1989 roku: perspektywy i możliwości badawcze, metodologia », *Rocznik Antropologii Historii*, 2012, pp. 289-297.
[380] ZIELIŃSKI Konrad, *O Polską Republikę Rad: działalność polskich komunistów w Rosji Radzieckiej 1918-1922*, Lublin, Wydawnictwo Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, 2013.

pas approfondir ce courant de pensée pour cette période[381].

Après la prise de pouvoir par les bolcheviques en novembre 1917, les relations avec l'Est européen et l'Allemagne d'une part et la Pologne d'autre part, se trouvent bouleversées à nouveau. Le pouvoir bolchevique prononce rapidement le droit des peuples de l'Empire russe à l'autodétermination, mais tout aussi rapidement, la forme que l'indépendance devrait prendre est précisée : les destins des peuples de l'ancien Empire russe restent liés. L'indépendance de la Pologne est rapidement reconnue, en principe, ainsi que des autres peuples à l'Ouest de l'Empire russe, comme la Finlande, la Biélorussie, la Lituanie, qui sont rassemblées en 1919 au sein d'une république socialiste commune. L'Ukraine est le terrain d'affrontement des groupes révolutionnaires et réactionnaires russes, en plus des différentes organisations nationalistes ukrainiennes. Entre 1917 et 1921, trois républiques ukrainiennes ont été proclamées : la République populaire ukrainienne de Simon Pétlioura en novembre 1917, la République populaire d'Ukraine occidentale en octobre 1918 et la République en janvier 1919. Malgré leur courte durée d'existence, ces républiques connaissent une présence durable dans l'expertise de la région dans les années 1920-1930, notamment à travers l'expertise que les anciens membres des républiques non soviétiques ukrainiennes fournissent en exil, que nous retrouverons tant en Allemagne qu'en Pologne.

Ces républiques sont nées dans l'instabilité de la révolution et de la guerre polono-bolchevique de 1919-1921. Le 20 juillet 1920, l'Allemagne déclare sa neutralité dans ce conflit, sous pression des Occidentaux notamment[382]. Après le « miracle de la Vistule » du 16 août 1920, au cours duquel l'armée polonaise repousse l'avancée soviétique à Varsovie, les négociations débutent le 17 août 1920 à Minsk entre les Polonais et les Soviétiques pour décider d'une armistice. Après un premier échange, au cours duquel les Soviétiques proposent de fixer la frontière entre les deux pays le long de la ligne Curzon, que les Polonais rejettent, les négociations pour l'armistice se poursuivent à Riga, où elle signée le 12 octobre 1920, pour un arrêt des combats le 18 octobre. Entre temps, une partie de l'armée polonaise s'empare de Vilnius, le 9 octobre 1920, simulant une rébellion interne à l'armée[383]. La négociation du traité de paix débute alors dans de fortes tensions, tant au sein de la délégation polonaise, qu'entre les partenaires. Parmi les Polonais, on retrouve les oppositions politiques entre les tenants d'une

[381]Pour une étude de la perception de la révolution russe en Allemagne voir KOENEN Gerd et KOPELEV Lev, *Deutschland und die Russische Revolution, 1917-1924*, Munich, W. Fink Verlag, 1998 (West-östliche Spiegelungen)., notamment pour Rosa Luxemburg, la contribution de FLEISCHER Helmut, « Zwischen Marx und Lenin. Rosa Luxemburg und die russische Revolution », in: KOENEN Gerd et KOPELEV Lev, *Deutschland und die Russische Revolution, 1917-1924*, Munich, W. Fink Verlag, 1998 (West-östliche Spiegelungen), pp. 134-164. Pour les conceptions communistes polonaises voir *Polska Republik Rad*, *op.cit.*, et NOWAK Andrzej (1960-), *Polska w planach bolszewickiego kierownictwa - pierwsze próby sowietyzacji*, Wydawnictwo Naukowe « Semper », 2000.

[382] JENA, *Polnische Ostpolitik nach dem Ersten Weltkrieg*, *op. cit.*, 1980, p. 28.

[383] *Ibid.*, p. 34.

politique fédérale à l'Est, représentée à Riga par Leon Wasilewski et les tenant d'une politique de désengagement d'une région potentiellement instable et ouvrant le flanc Est à une influence bolchevique dangereuse, incarnée par Stanisław Grabski, homme politique proche de la Endecja, le parti national-démocrate de Dmowski[384]. Quelques mois auparavant, dans une intervention au parlement polonais, dans la commission des affaires étrangères qu'il dirige, il présente les critères selon lesquels la frontière polonaise devrait être fixée :

> « Dans la pleine confiance que le Congrès de la Paix, rendant la justice historique à la Pologne, efface la partition criminelle et rend à la Pologne les provinces ancestrales polonaises de Haute Silésie, et de Teschen (Cieszyn) ainsi que la Prusse orientale, qui malgré plusieurs siècles de séparation de la patrie, ont gardé leur caractère polonais d'origine – la Commission des Affaires étrangères confirme que le gouvernement polonais devrait tout faire pour assurer la réunion au sein d'une seule entité étatique, l'ensemble de ces terres sur lesquelles la population polonaise est une force importante, où le travail séculaire de civilisation a consolidé le caractère polonais. » [385]

On retrouve ici, la combinaison, désormais familière, des arguments démographiques et de travail culturel sur le territoire. Il exprime le souhait cependant que « la population biélorusse et ruthène puissent s'exprimer librement sur leur alliance avec la Pologne. ». Le texte du traité témoigne d'une négociation fastidieuse, avec par exemple, la description d'une précision minutieuse de la frontière polono-bolchevique, qui précise chaque tronçon, parfois la distribution de villages de part et d'autre de la frontière, afin, semble-t-il de ne laisser aucune marge d'interprétation et de dispute. Une commission dédiée s'en chargerait, si toutefois des contestations devaient apparaître. Ces négociations n'ont pas laissé de traces remarquables par une prise de parole des experts, ou la préparation de documents visant à influencer le point de vue des alliés. La guerre polono-bolchevique qu'elles concluent, a, quant à elle, produit un grand nombre d'images de propagande, usant des caricatures les plus efficaces pour mobiliser la population, de part et d'autre du conflit. Les négociations aboutissent cependant, sous la pression des autres questions territoriales auxquelles fait

---

[384] *Ibid.*, p. 33.

[385] « W pełnym zaufaniu wszkaże, iż Kongres Pokoju, wymierzając dziejową sprawiedliwość Polsce, usunie zbrodnie rozbiorów i przywróci Polsce prastare dzielnice polskie Śląska Górnego i Cieszyńskiego oraz Prus Wschodnich, które mimo kilkusetletniego oderwania od macierzy zachowały rdzennie polski charakter – Komisja Spraw Zagranicznych stwierdza, iż rząd powinien uczynić wszystko, ażeby zapewnić złączenie w jedną całość państwową tych wszystkich ziem, na których ludność polska już to liczebną siłą, już to wiekową pracą cywilizacyjną wycisnęła charakter polskości. », cité dans document n° 7 : *1919 kwiecień 3, Varsovie – Sprawozdanie Sejmowej Komisji Spraw Zagranicznych w sprawie : 1) Kresów Wschodnich, 2) Korespondencji Rzeczypospolitej Polskiej z władzami radzieckimi.* Tiré de: JĘDRUSZCZAK et NOWAK-KIEŁBIKOWA, *Dokumenty z dziejów polskiej polityki zagranicznej 1918-1939*, *op. cit.*, 1989, pp. 38-39.

face la Pologne, à l'Ouest et au Nord, à travers les plébiscites sur les territoires de Prusse Orientale au nord et de la Silésie à l'ouest[386]. Les communistes polonais veulent assurer à la Pologne une position de force pour la Silésie et son industrie, dans l'optique d'une Pologne soviétisée[387]. Par ailleurs, le pouvoir soviétique fait face à des instabilités internes croissantes, notamment au lendemain de la mutinerie de Kronstadt, en mars 1921.

Un des points cruciaux de l'accord est la promesse de non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures du voisin : l'article 5 du traité de Riga. Il s'agissait d'une part, pour les Soviétiques d'éviter toute ingérence polonaise dans la question ukrainienne, sur le territoire soviétique et pour les Polonais, d'avoir une protection contre les ambitions de soviétisation de la Pologne, par le comité dédié à cette tâche. La question ukrainienne garde en effet toute sa complexité, même après la stabilisation juridique des frontières en Europe orientale : après l'accord entre l'Allemagne et l'Ukraine de février 1918, puis l'accord entre Pétlioura et Piłsudski du 21 avril 1920. Les contraintes juridiques et politiques internationales n'empêchent cependant pas la Pologne, ou du moins une partie de son administration et de l'armée, de poursuivre une politique de soutien matériel au mouvement de S. Pétlioura[388].

C'est en partie à cette mission que s'attacheront les experts polonais après 1921. Soulignons ici l'accumulation d'expériences de violence entre 1914 et 1922, en Allemagne et en Pologne. L'expérience du front ouest contribue, avec les instabilités économiques et politiques de l'immédiat après-guerre, à la « brutalisation » de la société allemande[389]. Sur le front Est, la guerre fut moins statique et moins industrielle, elle n'en a pas moins marqué les esprits, comme le montre V. G. Liulevicius[390] : les paysages et les rencontres renforcent l'image de l'Est dans l'imaginaire collectif comme étant une zone morne, sans culture, sale, arriérée. Une autre dimension de la violence à l'Est

[386] La question de la Silésie fut régulée par le plébiscite du 20 mars 1921, et celle de la Mazurie, par le plébiscite du 11 juillet 1920, en accord avec les décisions de la Conférence des ambassadeurs des principales puissances alliées et associée.
[387] JENA, *Polnische Ostpolitik nach dem Ersten Weltkrieg*, *op. cit.*, 1980, p. 39.
[388] *Ibid.*, pp. 56-60.
[389] Voir l'ouvrage de MOSSE George Lachmann, *De la Grande Guerre au totalitarisme: la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette littératures, 2007 (Pluriel. Histoire). Une critique apportée à cette thèse est celle qui accompagne l'idée « d'entre-deux-guerres », qui présente l'histoire des années 1920 et 1930 comme menant inévitablement de la première à la deuxième Guerre mondiale, voir GRADVOHL, « Europe centrale, Europe de l'Est, « terres de sang » et autres « éclats d'empires » au XXE siècle. De l'ombre portée des puissances à une existence en soi de l'Europe médiane ? », *art. cit.*, 2014.
[390] LIULEVICIUS Vejas Gabriel, *War land on the Eastern Front: culture, national identity and German occupation in World War I*, Cambridge [etc.], Cambridge University Press, 2005 (Studies in the Social and Cultural History of Modern Warfare 9). L'expérience du front Est marque également un des pionniers de la recherche ethnique sur l'Est d'après 1918, voir MÜHLE Eduard, « Weltkriegserlebnis an der galizisch-polnischen Ostfront 1914/15. Zur Wahrnehmung des Ostens in Feldpostbriefen des Ostforschers Hermann Aubin », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung* 51 (4), 2002, pp. 529-575.

fut celle de la guerre civile qui suivit la révolution d'octobre de 1917[391]. La conception de ce nouvel Est se développe dans les années qui suivent, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, mais les schémas de base semblent s'être cristallisés durant les négociations territoriales et les conflits d'après 1918 à l'Est.

[391] MILÂKOVA Lidiâ Borisovna (dir.), *Le livre des pogroms: antichambre d'un génocide*, Paris, France, Mémorial de la Shoah : Calmann-Lévy, 2010.

3. Conclusion
Un idéaltype de l'expertise forgée par les débats sur les objectifs de guerre et les négociations diplomatiques entre 1914 et 1921

L'expertise sur le voisin oriental n'est pas l'apanage des Allemands ou des Polonais : la France envoie elle aussi un groupe « d'experts » de l'Allemagne en mars 1919, en amont de la signature du traité de Versailles[392]. Sous couvert d'une mission d'information, ils vont s'affairer à collecter des informations, tisser des contacts et tenter d'influer sur la politique du ministère des Affaires étrangères français. Ces universitaires avaient passé du temps en Allemagne avant 1914 et avaient exercé des activités diplomatiques durant la guerre à Berne. Mais il s'avère que les informations que ces experts collectent soient trop proches des mouvements autonomistes, et que la politique qu'ils propose soit trop extrême au goût de l'État français et surtout :

> « [Émile] Haguenin [1872-1924, l'un des experts] n'est ici plus le porte-parole de son gouvernement, mais se pose en médiateur entre Paris et Berlin, en conciliateur qui souhaiterait voir les différends se régler à la satisfaction de tous, et dispense ses conseils en ce sens. Allant plus loin, il se présente en avocat de la cause allemande, déclarant regretter personnellement les conditions concernant Dantzig et avoir fait son possible pour peser à Paris dans le sens des vues allemandes. Les deux fonctions diplomatiques traditionnelles « représentation et négociation » apparaissent perverties : Haguenin ne porte pas la voix de la France, et s'il négocie, c'est autant avec les autorités allemandes qu'avec son propre gouvernement. »[393]

Haguenin n'est cependant pas pour une politique de réconciliation avec l'Allemagne, mais au contraire cherche à mettre au service, ou même à imposer à son État, ses connaissances, pour une politique de domination. Cet exemple illustre la tendance plus large de ces pratiques, en Europe du moins, tant dans la forme que sur le fonds. Dans le sillon des conflits et de leur sortie, on trouve ce profil hybride d'individu avec une formation universitaire avancée, une expérience du « terrain » et une instrumentalisation de ce double profil pour alimenter un projet politique particulier, faisant écho à un courant politique issu du « terrain », qui est cependant présenté sous l'autorité du statut universitaire et de l'expérience. Cependant, ce cas n'a pas eu une grande postérité, contrairement aux experts que nous avons étudiés ici, qu'on pourrait presque qualifier de « pères fondateurs » de

[392] ABALLÉA Marion, « Une diplomatie de professeurs au cœur de l'Allemagne vaincue : la mission Haguenin à Berlin (mars 1919-juin 1920) », *Relations internationales* (150), 31.07.2012, pp. 23-36.
[393] *Ibid.*, p. 28.

l'expertise de l'Est, ce qui est particulièrement net dans le cas allemand.

Nous nous sommes longuement arrêtés sur les références classiques de la pensée allemande et polonaise sur l'Est du début du XX^{e} siècle, car elles sont celles des experts que nous allons étudier dans les chapitres suivants. Cette étude nous a permis de voir que les espaces allemand et polonais de débat sur les connaissances sur l'Est et de leur usage politique se recoupent régulièrement, dans les différents domaines, d'une part parce que la Pologne est l'objet de cet Est européen vu d'Allemagne, mais aussi du fait de la circulation des conceptions entre les pays, qui semble intensive dès le XIX^{e} siècle.

Sur la forme, le rapprochement entre les mondes universitaires et politiques au moment de la guerre, surtout au moment des négociations est remarquable : des personnes possédant des connaissances puisent dans celles-ci pour produire un discours simplifié, visant à créer un contexte intellectuel en soutien aux processus politiques en cours. Nous avons essayé également de séparer les pratiques d'une même personne dans sa fonction universitaire et dans son activité d'expertise. Entre 1900 et 1918, deux discours émergent en Allemagne : l'un venant du milieu universitaire, l'autre du milieu journalistique ; le premier tenant des positions tendanciellement plus conservatrices, à l'image d'O. Hoetzsch, le deuxième proposant des politiques plus aventureuses, comme P. Rohrbach. Le premier appuie ses propositions sur des sources directes, proches du pouvoir russe, tandis que le deuxième tient un discours de reconnaissance des revendications d'émancipations orientales, principalement ukrainiennes. Les deux forgent des embryons d'institutions hors du milieu académique et visant à créer des courants de pensée politique, à l'intérieur de la société allemande.

Pour la Pologne, le discours d'expertise vient surtout du milieu universitaire, d'une part et d'autre part, avec une plus faible assise institutionnelle mais un écho politique fort, du mouvement socialiste polonais, avec Leon Wasilewski. Pour les Polonais, les connaissances sont utilisées surtout pour formuler des revendications d'émancipation polonaise de l'Est adressées à la scène internationale : à l'Allemagne et aux Occidentaux d'autre part. On a dans le cas polonais, un primat de la revendication de la reconnaissance nationale sur les revendications ukrainiennes, biélorusses ou lituaniennes, qui sont toutefois intégrées dans l'analyse de la situation, mais plutôt d'un point de vue polonais. Sur le fond, nous avons essayé de voir quel usage ou quelles traces, la mythologie politique avait pu laisser dans la pratique de cette expertise naissante : l'expertise sert-elle comme les mythes, à donner une stabilité rétrospective à une situation instable, en confirmant des certitudes historiques, « biologiques » ?

> « Comme si, là où on avait été habitué à chercher des origines, à remonter indéfiniment la ligne des antécédences, à reconstituer des traditions, à suivre des courbes évolutives, à projeter des téléologies, et à recourir sans cesse aux métaphores de la vie, on éprouvait une répugnance singulière à penser la différence, à décrire des écarts et des dispersions, à dissocier la forme rassurante de l'identique. (…) Comme si nous avions peur de penser l'Autre dans le temps de notre propre pensée. »[394]

Nous avons tenté de retracer les transmissions dans la pensée allemande et polonaise sur l'Est, depuis les premières traces de leurs contacts avec l'Est européen. Il ne s'agissait pas tant de montrer les continuités dans les représentations, mais d'essayer de comprendre, quelles idées étaient les plus faciles à reprendre, à faire comprendre à différentes périodes. Nous avons tenté de montrer que les pratiques de connaissance qui viennent soutenir ces idées reprises d'une génération à l'autre, évoluent considérablement, et avec le développement des lieux de production de connaissances, le débat s'intensifie. Le connaisseur fait face à des contradicteurs ayant une expérience lui conférant tout autant de légitimité à prendre position sur un sujet. En observant ces évolutions sur un temps plus long, nous avons essayé de différencier les éléments de la diversité horizontale du débat sur les questions de l'Est à un moment donné, des éléments de continuités, qui forment une certaine homogénéité verticale chronologique. Pour dépasser cette perception de continuité du discours sur l'Est, qui est cultivée par la référence à des mythes culturels, nous allons au fil des chapitres suivants tenter de mettre en évidence leur réactualisation. Si l'ignorance est une constante du discours sur l'Est, surtout en Allemagne, celui qui se place en porte-parole de l'Est est dans une position de traducteur à plusieurs niveaux : d'une langue inconnue, d'une conception inconnue, voire d'un passé national méconnu à redécouvrir. On s'appuie sur des éléments qui devraient faire la fierté nationale, mais dont la majorité ignore l'existence, et qu'il faut donc éclairer, par sa connaissance. On a vu que les multiples plans, nés d'une euphorie guerrière, n'ont pas été pérennisés, quelles sont les traces qu'ils vont laisser sur les acteurs qui les ont portés ? Le contexte général de l'émergence de l'expertise dessine le cadre méthodologique et idéologique dans lequel les experts déploient leurs activités. On voit comment les experts puisent dans les champs de connaissances en vogue à ce moment, tant dans la géopolitique que dans les statistiques démographiques ou, mais plus marginalement, dans les théories raciales de l'époque. Ils opèrent une sorte de concaténation des récits sur l'Est et des pratiques de connaissance du moment, pour fournir un argumentaire compréhensible et crédible dans le débat politique interne et à l'extérieur, dans les négociations diplomatiques. Ce schéma de base est enrichi sur la période suivante, dans le cadre des États allemand et polonais, avec l'insertion du discours sur l'Est dans les sciences ethno-nationales et leur autonomisation croissante dans ce champ pour aboutir à des codes spécifiques de connaissance de l'Est.

[394] FOUCAULT, *L'archéologie du savoir*, *op. cit.*, 2014.

***

Entre 1918 et 1939, on observe l'institutionnalisation et la mutation progressive, en Allemagne, du paradigme de *Volksforschung* : d'une théorisation de l'ancrage territorial d'une culture, d'une nation à une lecture raciale de la possession territoriale. La question des minorités, allemandes, est centrale et se constitue peu à peu en levier de la politique de révision portée par une partie significative de la classe politique allemande. En Pologne, si la révision des frontières n'est pas à l'ordre du jour, la question des minorités l'est : tant les minorités polonaises à l'étranger, que les minorités allemande, biélorusse, juive, lituanienne et ukrainienne en Pologne. À côté des enjeux internes de la reconstruction étatique, la réorganisation de l'administration et l'adaptation du cadre juridique à la nouvelle structure étatique, les nouveaux États allemand et polonais sont à la recherche des modalités d'organisation de leurs relations avec leur voisinage oriental et le système communiste qui s'y établit. Il y a une diversité d'acteurs et d'institutions qui s'interrogent sur ces enjeux, pour lesquels, les expériences de projets territoriaux – propres ou des voisins orientaux – fonctionnent comme un cadre de référence récurrent.

Les communistes ayant tenté de prendre le pouvoir tant en Allemagne qu'en Pologne entre 1919 et 1923, la méfiance est de mise dans les relations avec le pays porteur de ce système politique. Nous voulons nous interroger sur l'émergence de l'expertise de l'Est dans une optique de contribuer à la défense du pays contre cette nouvelle menace de l'Est : en science de l'ennemi. La *Feindforschung*[395] ou la *Gegnerforschung*[396] impliquent une conception de la connaissance collectée et mise à disposition d'un État, qui se charge de la politique de défense collective. Cette conception de l'expertise se traduirait donc par une définition de l'ennemi, différencié nettement de la communauté nationale d'une part et caractérisé d'autre part, par des qualités détestables, méprisables et ouvrant par là même la porte à des politiques offensives à son égard, dans une logique de « protection ». Cette « science de l'ennemi » tautologique, qui le définit en même temps qu'elle « analyse » l'ennemi, confirme par là même l'idéologie dont est née cette conception de l'ennemi. La définition du paradigme de l'expertise serait donc donnée d'emblée, puisée dans la culture politique, dans les discours politiques non experts, auxquels l'expertise viendrait donner corps.

Cette conception du travail d'expertise pour cerner l'ennemi est importante pour comprendre le fonctionnement de l'expertise de manière générale : que cet ennemi soit défini comme bolchevique,

[395] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, p. 375.
[396] INGRAO Christian, *Croire et détruire: Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Fayard, 2010 ; POTTHAST Jan Björn, *Das jüdische Zentralmuseum der SS in Prag: Gegnerforschung und Völkermord im Nationalsozialismus*, Campus Verlag, 2002, pp. 33-34.

juif, ou ukrainien, la communication des connaissances semble devoir se conformer à la nécessité de connaître l'ennemi, pour justifier une politique offensive (présentée comme défensive donc) ou encore pour plaider pour une « coexistence pacifique ». Peut-on inscrire cette pratique de l'expertise de l'ennemi dans le contexte de la *brutalisation* des sociétés européenne, décrite par George Mosse[397], dans la mesure où elle constitue une *brutalisation* de la perception de l'Autre ? Cette optique expliquerait l'importance accordée dans cette expertise naissante à la violence soviétique ? Quelle instrumentalisation d'une catastrophe telle que la famine soviétique, notamment ukrainienne, des années 1932-1933 ? Pour tracer les contours de cette pratique de l'expertise en tant que science de l'ennemi, nous voulons nous appuyer sur deux branches de l'expertise de l'Est sur la période : la branche ethnocentrée et la branche « soviétologique » : comment les experts contribuent-ils à définir leur objet et méthode de recherche, en réponse à l'attente exprimée de définition de l'ennemi et de décryptage de son fonctionnement ? Dans le contexte d'une radicalisation du contexte politique en Allemagne notamment, une des figures de l'ennemi public dans la société allemande fut celle des juifs. Quel rôle joue l'antisémitisme dans l'émergence de ces pratiques d'expertise de l'Est, et le discours sur la place des juifs en Europe de l'Est ou dans le bolchevisme ?

Si on considère l'expertise comme alimentant le débat public sur une question particulière, il faudra également s'intéresser aux propositions des experts qui tentaient de se situer hors de ce paradigme de la science de l'ennemi. Comment ces experts, qui tentent de réorienter ce cadre conceptuel et politique dominant, s'adressent-ils à leurs sociétés respectives ?

Pour cette période, nous allons nous concentrer sur le parcours de quelques individus, dans des institutions d'expertise de l'Est, en favorisant ceux qui ont pu survivre après 1945[398], pour pouvoir observer leurs évolutions de pratique d'expertise. Nous avons pour cette période une base documentaire d'archives plus faible que pour la période de l'après 1945, pour des raisons matérielles et historiques. Nous nous appuyons sur les travaux nombreux qui ont été menés sur la période par

[397] MOSSE, *De la Grande Guerre au totalitarisme*, *op. cit.*, 2007.

[398] Les experts polonais notamment ont massivement perdu la vie durant la guerre, dont une grande partie dans les camps de concentration allemands, ou par des exécutions. Les experts allemands, qui n'ont pas pu poursuivre leur activité après l'arrivée au pouvoir des nazis, ont plutôt émigré, majoritairement vers les États-Unis. Voir par exemple, les notes biographiques chez KORNAT Marek, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja: początki sowietologii i studiów nad systemami totalitarnymi w Polsce (1918-1939).*, vol. Tom 2, Księg. Akademicka, 2004, pp. 289-302.

Michael Burleigh[399], Gabrielle Camphausen[400], Michael Fahlbusch[401], Ingo Haar[402] et Willi Oberkrome[403] pour l'Allemagne et Jan Jacek Bruski[404], Marek Kornat[405], Ireneusz Piotr Maj[406] , Stephan Stach[407] et Grzegorz Zackiewicz[408] pour la Pologne, que nous complétons par des sources des archives disponibles à Berlin[409], Moscou[410] et Varsovie[411]. Les archives des institutions allemandes et surtout polonaises ont été éparpillées durant la 2e Guerre mondiale, d'une part, par l'évacuation des administrations polonaises et par le pillage des archives administratives polonaises par l'occupation nazie, puis par l'occupation soviétique. Une partie de ces archives a été ainsi restituée à Vilnius, après 1945, d'autres documents sont restés en Russie ou encore ont été préservés à Londres, à l'Institut de Piłsudski ou l'Institut Hoover à Stanford aux États-Unis[412]. L'histoire institutionnelle et la fonction politique de ces institutions d'expertise ont été étudiées par l'historiographie allemande et polonaise (et états-unienne), avec même un traitement marginal des relations entre les institutions allemandes et

[399] BURLEIGH, *Germany Turns Eastwards*, *op. cit.*, 1988.
[400] CAMPHAUSEN, « Die wissenschaftliche historische Rußlandforschung in Deutschland 1892-1933 », *art. cit.*, 1989 ; CAMPHAUSEN, *Die wissenschaftliche historische Russlandforschung im Dritten Reich 1933-1945*, *op. cit.*, 1990.
[401] FAHLBUSCH et HAAR (dir.), *Völkische Wissenschaften und Politikberatung im 20. Jahrhundert*, *op. cit.*, 2010 ; FAHLBUSCH Michael, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik? : die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931 - 1945*, Baden-Baden, Nomos, 1999.
[402] HAAR, FAHLBUSCH et BERG (dir.), *Handbuch der völkischen Wissenschaften*, *op. cit.*, 2008 ; HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000 ; HAAR Ingo, FAHLBUSCH Michael et IGGERS Georg G. (dir.), *German scholars and ethnic cleansing: 1919 - 1945*, Hardback ed., reprinted., New York, NY [u.a.], Berghahn Books, 2006.
[403] OBERKROME Willi, *Volksgeschichte.: Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft 1918 - 1945.*, Vandenhoeck + Ruprecht Gm, 1993.
[404] BRUSKI Jan Jacek, *Między prometeizmem a realpolitik: II Rzeczpospolita wobec Ukrainy Sowieckiej 1921-1926*, Cracovie, Towarzystwo Wydawnicze « Historia Iagellonica », 2010 (Studia z Historii XX Wieku) ; BRUSKI Jan Jacek (dir.), *Hołodomor 1932-1933: Wielki Głód na Ukrainie w dokumentach polskiej dyplomacji i wywiadu*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 2008 ; BRUSKI Jan Jacek, *Petlurowcy: Centrum Państwowe Ukraińskiej Republiki Ludowej na wychodźstwie (1919-1924)*, Wyd. 2, Cracovie, Arcana, 2004 (Arkana Historii).
[405] KORNAT, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja*, *op. cit.*, 2004 ; KORNAT, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja*, *op. cit.*, 2004 ; KORNAT Marek, *Ruch prometejski i walka o przebudowę Europy Wschodniej (1918-1940): studia i szkice*, Varsovie, Instytut Historii PAN, 2012.
[406] MAJ Ireneusz Piotr, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN, 2007 (Seria Wschodnia).
[407] « Nationalitätenpolitik aus der zweiten Reihe. Konzepte und Praktiken zur Einbindung nationaler und ethoreligiöser Minderheiten in Piłsudskis Polen (1926-1939)», Manuscrit de doctorat à paraître en 2017.
[408] ZACKIEWICZ Grzegorz, *Polska Myśl Polityczna Wobec Systemu Radzieckiego 1918-1939*, Cracovie, Arcana, 2004.
[409] Archives Politiques du Ministères des Affaires étrangères allemand (Politische Archiv des Auswärtigen Amtes, PA-AA) : dossiers personnels de Dienstmann, Dr. Carl ; Twardowski, Friedrich, les archives des ambassades allemandes à Kowno, Moscou et Varsovie.
[410] Archives étatiques militaires russes (Российский государственный военный архив, РГВА) : fonds 431 (Ukraiński Instytut Naukowy w Warszawie), 476 (Instytut Historii im. Piłsudskiego), 1357 (Auswärtiges Amt), 1513 (Osteuropa Institut Breslau)
[411] AAN. MSZ. Departament Polityczno-Ekonomiczny : Wydz. Org. Międzynarodowych, Wydział Wschodni. AAN. MSZ : Ambassada R.P. w Moskwie.
[412] Voir par exemple, l'état des lieux des sources de l'Institut d'études scientifiques de l'Europe de l'Est de Vilnius (*Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej w Wilnie*), établi par Marek Kornat : KORNAT, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja*, *op. cit.*, 2004, pp. 129-131.

polonaises[413]. Nous allons tâcher de traiter celles-ci, non pas sur le plan institutionnel, mais sur le plan intellectuel : est-ce qu'on trouve des traces du discours sur l'Est des uns chez les autres ? Peut-on observer une interaction entre les évolutions des pratiques d'expertise en Allemagne et en Pologne ? Notamment, sur le plan de la radicalisation : quelle est la réaction des uns aux glissements vers des positions plus extrêmes des autres ? Ce qui nous semble remarquable sur la période, c'est la question de l'aliénation de l'Est (*Entfremdung/wyobcowanie*) : dans quelle mesure est-elle reflétée dans la construction des connaissances sur celui-ci ? Si on considère, dans une vision schématique, la sortie des empires multiculturels, la matérialisation des mouvements nationaux dans la création d'États-nations avec leur appareil diplomatique, chargé de formuler des concepts de politique étrangère nationale, et par une migration forte des individus faisant désormais partie de minorités en Europe, le contexte matériel semble offrir une explication simple à l'émergence d'une science sur l'autre à l'Est ou sur sa communauté nationale à l'Est. On aurait l'émergence d'entités étatiques nettement distinctes les unes des autres. La création de frontières étatiques « modernes », selon le droit international, les statistiques démographiques, appellerait presque naturellement, un discours sur l'Autre, qui le définit par là même comme tel. Cependant, les migrations allemandes et polonaises ont été massives déjà au cours du XIX^{e} siècle vers les États-Unis notamment. Par ailleurs, la Révolution bolchevique n'a pas causé une émigration systématique des Allemands et des Polonais de la nouvelle Russie : l'émigration des Allemands de la Baltique est antérieure, comme nous l'avons vu et le pouvoir soviétique s'ingénue dans les années 1920 et surtout 1930 à expulser ses citoyens de la minorité allemande ou polonaise. Même au-delà de la question des minorités, les contacts entre ces sociétés restent forts, aussi dans les communautés d'experts.

[413] *Ibid.*, pp. 158-162.

Chapitre 3

L'expertise de l'Est perdu : réflexions révisionnistes allemandes et efforts polonais pour la stabilisation à l'Est (1918-1939)

La situation après la stabilisation juridique des frontières polonaises et allemandes par les traités de l'après-guerre, se pose en des termes différents pour la connaissance de l'Est : un pan nouveau émerge plus nettement qu'auparavant pour les Allemands notamment : la question des minorités à l'extérieur des frontières. Dans la continuité des réflexions sur les nations et leur ancrage géographique, mais dans une logique nouvelle de révision de la situation contemporaine, la mouvance de recherche ethnique nationale ou « *völkisch* » émerge et se diffuse, dès 1919 en Allemagne[414]. Elle s'avère être très diverse dans ses orientations et ses thèmes de recherche mais ses promoteurs sont animés d'un imaginaire politique commun, où l'Est prend une place tout à fait remarquable.

L'analyse des tendances de cette mouvance scientifique politisée est déjà bien couverte par l'historiographie allemande des vingt dernières années : l'émergence de ces pratiques ou encore l'instrumentalisation politique ou encore le rejet qu'elle a suscité, surtout dans les années 1920. Pour mieux comprendre la pérennité de ces pratiques au XX^{e} siècle, revenons sur les tensions à l'intérieur de cette mouvance et regardons de plus près les paradoxes de cette pratique heuristique. Outre les ambitions de projection et de révision qu'ils veulent servir, les experts de l'Est luttent pour l'institutionnalisation de leurs pratiques.

[414] OBERKROME, *Volksgeschichte.*, *op. cit.*, 1993.

1. Les redéfinitions des relations à l'Est : le sol mouvant des relations interétatiques (1921-1939)

Les relations entre l'Allemagne, la Pologne et l'URSS sont marquées par une ambivalence qui tient d'une part, à la nature du régime soviétique et d'autre part à la contestation rampante des frontières qui s'établissent après 1921 entre les trois pays. L'expertise joue un rôle souvent d'expression de cette ambivalence, en tant qu'elle cherche à apporter des projets qu'un État pourrait réaliser, tout en étant à la marge de celui-ci[415].

Après 1921, les premières années d'existence des nouvelles structures étatique en Europe sont caractérisées par une grande instabilité politique et une forte violence. Les relations germano-polonaises sont désormais encadrées par les forces de l'Entente, qui empressent l'Allemagne de trouver un accord pour organiser le départ des troupes d'occupation allemande du *Ober-Ost,* avec les structures étatiques embryonnaires polonaises, le 5 février 1919 à Białystok[416]. Dans ce contexte, la diplomatie polonaise, en voie de constitution, se doit de trouver un modus vivendi tant avec les Allemands, dont les troupes sont encore présentes sur le territoire polonais, qu'avec l'État soviétique, en proie à la guerre civile[417].

Les tensions sont en effet fortes au sein de l'armée et de la société allemande, notamment autour des questions territoriales. L'Allemagne perd au total 1/7^{e} de son territoire, dont les provinces de Posen (Poznań) et de Prusse occidentale constituent une partie significative[418]. Les plébiscites règlent l'attribution de certaines régions contestées, avec un vote local, qui est contesté par une partie de la classe politique allemande[419]. La perte des régions, surtout au bénéfice de la Pologne est accueillie par une fort courant révisionniste en Allemagne, qui se trouve un élan avec l'élection de Paul von Hindenburg en avril 1925[420].

Les relations russo-polonaises, désormais des relations polono-bolcheviques, ne s'inscrivent pas dans les institutions internationales qui se dessinent au sortir de la guerre, telles que la Société des Nations créée en 1920, même si elle s'inscrit dans le contexte plus large des politiques françaises et britanniques envers le régime soviétique naissant[421]. En d'autres termes, la politique polonaise à l'Est

---

[415] KANTOR I͡Ulii͡a., *Treugol'nik Moskva - Varshava - Berlin : ocherki istorii sovetsko-pol'sko-germanskikh otnosheniĭ v 1918-1939 gg.*, SPb., Evropeĭskiĭ dom, 2011.
[416] SCHRAMM, « Europa wersalska i możliwości polskiej polityka zagraniczna », *art. cit.*, 2012, p. 27.
[417] KANTOR, *Treugol'nik Moskva - Varshava - Berlin*, *op. cit.*, 2011, p. 48.
[418] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, p. 25.
[419] Notamment le futur ambassadeur allemand en URSS : Herbert von Dirksen, *Moskau, Tokio, London. Erinnerungen und Betrachtungen zu 20 Jahren deutscher Außenpolitik 1919-1939.* Kohlhammer, Stuttgart 1949.
[420] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, p. 42.
[421] SCHRAMM, « Europa wersalska i możliwości polskiej polityka zagraniczna », *art. cit.*, 2012, p. 30.

se trouve moins « scrutée » par les nouvelles normes internationales qui émergent, d'autant plus que le régime soviétique ne s'y inscrit pas et prend un statut particulier dans les relations interétatiques d'après 1918.

La Pologne mène une politique qui balance entre ses ambitions de puissance régionale et la nécessité de relations pacifiées avec l'Allemagne et la Russie soviétisée. Trois conceptions dominent la politique étrangère de la II[e] République polonaise : le fédéralisme : l'alliance entre les nations de l'ancienne première République polonaise au sein d'un État ; l'*intermarum* (*międzymorze*) ou l'idée d'une puissance polonaise régionale, qui fédèrerait les États voisins entre les mers Baltique et Adriatique dans une alliance défensive et enfin le prométhéisme, qui le projet le plus activiste de tous, qui vise à l'émancipation des peuples vivant sous le joug soviétique, russe[422]. À l'intérieur, dans les territoires orientaux, l'État polonais mène une politique mêlant brutalité de la lutte contre les mouvements séparatistes, surtout ukrainiens, colonisation territoriale par l'armée[423], et soutien aux minorités, notamment aux Lemkos, après une phase libérale de promotion par exemple de la langue biélorusse, jusqu'au traité de Riga. Cette orientation est fortement contestée à l'intérieur de la scène politique polonaise mais aussi par les politiques soviétiques envers les minorités à l'Ouest de l'URSS : d'une part, la politique envers la minorité polonaise connaît une phase de brutalisation à la fin des années 1920[424]. Dans le même temps, la politique « d'indigénisation », baptisée *korenizatsiya (коренизация,* littéralement « enracinement », qui a été caractérisé par ce slogan : « national dans la forme, socialiste dans le contenu ») dans le début des années 1920, se traduit par une « ukrainisation » des structures du parti communiste en Ukraine et en Biélorussie. Cette politique de valorisation des minorités non russes dans la vie publique, notamment des Ukrainiens et des Biélorusses et des langues ukrainienne et biélorusse en Europe de l'Est, s'accompagne dans le même temps d'une centralisation du pouvoir soviétique à Moscou[425]. À cette question des minorités polonaises en Ukraine et du soutien à la dimension nationale par les Soviétiques s'ajoute la question du traitement des minorités en Pologne : les minorités biélorusses, ukrainiennes sont courtisées dans leurs courants les plus nationalistes, séparatistes par l'État allemand dès 1922 et pour encourager la déstabilisation politique en Pologne[426], à côté du soutien à la minorité allemande. Le pouvoir soviétique tente quant à lui de se

[422] KORNAT, « Idea prometejska a polska polityka zagraniczna (1921-1939/1940) », *art. cit.*, 2012, p. 36.
[423] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999. Voir également le numéro 62/2 (2013) de la revue *Zeitschrift für Ostmitteleuropa Forschung*, sous la direction de Christhardt Henschel et de Stephan Stach sur la thématique des minorités dans la Pologne entre 1918 et 1939 : « Nationalisierung und Pragmatismus. Staatliche Institutionen und Minderheiten in Polen 1918-1939 ».
[424] BRUSKI, *Między prometeizmem a realpolitik*, *op. cit.*, 2010 ; SNYDER, *Bloodlands*, *op. cit.*, 2010.
[425] TAUBMAN William, *Khrushchev: The Man and His Era*, W.W. Norton, 2003.
[426]Voir le détail des financements allemands de mouvements biélorusses et ukrainiens dans BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999.

rapprocher des forces politiques qui lui semblent plus proches : le parti national-démocrate[427].

La question ukrainienne est un élément récurrent des relations polono-soviétiques, sur le plan officiel et sur le plan moins officiel, transfrontalier. Ainsi, le 7 octobre 1921, les gouvernements polonais et soviétiques signent un accord par lequel le gouvernement polonais s'engageait à ne plus soutenir le gouvernement en exil de la défunte République populaire ukrainienne. Le gouvernement polonais cependant poursuit un soutien plus discret à ce gouvernement ukrainien en exil, qui s'installe dans différentes villes européennes : à Munich, Prague, Paris et Vienne. Les mouvements nationalistes ukrainiens, tels l'OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens, 1929) sont un facteur important de l'instabilité politique en Pologne dans les années 1930, avec notamment l'assassinat du ministre polonais de l'Intérieur, Bronisław Pieracki, le 15 juin 1934 à Varsovie ; quelques heures après la visite de Josef Goebbels, ministre allemand à l'Éducation du peuple et à la Propagande. Cette chronologie fut propice aux rumeurs, notamment d'ingérence soviétique pour freiner le rapprochement germano-polonais, à la suite de l'accord de non-agression du 26 janvier 1934[428].

La question ukrainienne est également un des moyens choisis par l'Allemagne dans sa politique de déstabilisation de la Pologne, menée par Gustav Stresemann (1878-1929), dès les années 1920[429]. Le pendant de la politique de Locarno, du nom de l'accord du 16 octobre 1925, qui lançait normalisation des relations avec la France, n'avait pas élargi cette intention au voisinage oriental direct de l'Allemagne : la Pologne. Au contraire, ce fut une « sanction de la moindre importance de la frontière germano-polonaise »[430]. Ce traité[431] ouvra la voie à la politique révisionniste active de cette frontière de la part du gouvernement allemand, avec notamment la « guerre douanière » (1925-1934). Un élément de cette politique, fut le soutien actif du gouvernement allemand aux éléments déstabilisateurs de la restauration étatique polonaise : l'aide aux Ukrainiens de Pologne qui contestaient les frontières orientales polonaises[432]. Les relations entre États se normalisent superficiellement, ce qui se traduit par une coopération formelle, qui fonctionne cependant de manière aléatoire. Entre les Polonais et les Soviétiques, les premières années sont marquées par la question du rapatriement des Polonais d'URSS : les prisonniers de guerre, les Polonais ayant été

[427] WOŁOS Mariusz, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym: dyplomacja sowiecka wobec Polski w okresie kryzysu politycznego 1925-1926*, Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2013.
[428] GOLCZEWSKI Frank, *Deutsche und Ukrainer 1914-1939*, Paderborn, Schöningh, 2010, p. 690.
[429] BENECKE Werner, « "...ein allerdings zur Zeit sehr schwacher Verbündeter Deutschlands". Das Auswärtige Amt und die ukrainische Minderheit in der Polnischen Republik 1922-1930 », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung* 49 (2), 2000, pp. 221-241.
[430] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999, p. 240.
[431] Une version numérisée est mise à disposition par la Bibliothèque numérique mondiale sous : https://www.wdl.org/fr/item/11586/
[432] BENECKE, « "...ein allerdings zur Zeit sehr schwacher Verbündeter Deutschlands". Das Auswärtige Amt und die ukrainische Minderheit in der Polnischen Republik 1922-1930 », *art. cit.*, 2000.

envoyés en exil à la suite des insurrections du siècle précédent, les Polonais résidant dans les métropoles et dans les régions occidentales de l'URSS. La frontière est le lieu de tous les trafics, comme le raconte le roman très populaire de Sergiusz Piasecki, « l'amant de la Grande Ourse »[433].

Les deux États instaurent des relations économiques : la première structure diplomatique soviétique ouverte à Varsovie est en effet une représentation pour le commerce (*Torg-Pred*) en 1925. Puis à Moscou, une organisation binationale est fondée le 27 janvier 1926 : la *SowPolTorg*, qui doit faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays. Les relations polono-soviétiques sont chargées d'une part, par les relations conflictuelles récentes mais aussi par une familiarité parfois surestimée, et une propagande qui s'appuie sur cette proximité relative, de part et d'autre. Ainsi d'une part, la représentation soviétique emploie dans un premier temps des communistes polonais, avant qu'ils soient progressivement remplacés par des Soviétiques après 1929[434] . Les communistes polonais sont ostracisés tant par le monde politique polonais que par les Soviétiques, selon M. Wołos, et les relations avec la Pologne auraient été plutôt organisées depuis Berlin, aussi par des Polonais, dont Lewinson Paweł (alias Stanisław Łapiński, 1879-1937) ou encore Stefan Jan Rajewski (1885-1943 ?), en poste à la représentation soviétique à Berlin. Lorsqu'en mars 1926, la Commission des affaires polonaises est créée auprès du Politburo du PCUS, elle rassemble d'éminents communistes polonais, notamment Feliks Dzierżyński (1877-1926) et Wacław Bogucki (1884-1937)[435], à côté de Tchitcherine, et d'autres leader politiques et militaires soviétiques**.** D'autre part, les stéréotypes mobilisés dans les propagandes à la fois soviétiques et polonaises font référence au passé commun, qui est utilisé de manière radicalement opposée : la figure du seigneur polonais est intensément utilisée, surtout à l'Ouest de l'URSS, tandis que ce passé aristocratique, le *polski pan* ou les *Żubry Kresowe*[436] (les bisons des marges, sous-entendu, orientales, pour parler des aristocrates conservateurs de l'Est) est au cœur des discours bilatéraux. L'ombre de Sienkiewicz plane également constamment dans le dialogue polono-soviétique, et il est régulièrement cité par les diplomates de part et d'autre[437]. Une autre dimension remarquable des relations polono-soviétique est la connexion entre les milieux artistiques, notamment autour du futurisme, décrit dans *Caviar and Ashes* par Marci Shore[438].

---

[433] PIASECKI Sergiusz, *Kochanek Wielkiej Niedźwiedzicy*, Varsovie, Towarzystwo Wydawnicze « Rój », 1937 ; PIASECKI Sergiusz, *L' amant de la Grande Ourse*, Paris, Corrêa, 1940 ; PIASECKI Sergiusz, *Der Geliebte der grossen Bärin*, Stuttgart, Europ. Buchklub, 1950.

[434] WOŁOS, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym*, *op. cit.*, 2013, p. 26.

[435] Wacław Bogucki : membre dès 1904 du parti socialiste du Royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL), puis rallie les bolcheviques en 1917, pour qui il dirige la Tcheka à Minsk en 1918. Il dirige ensuite la branche du parti communiste en Lituanie et en Biélorussie. En 1922, il entre au bureau central du Parti communiste biélorusse, avant de devenir le représentant du Parti communiste polonais auprès du Komintern entre 1925-1930.

[436] ZACKIEWICZ, *Polska Myśl Polityczna Wobec Systemu Radzieckiego 1918-1939*, *op. cit.*, 2004, p. 228.

[437] WOŁOS, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym*, *op. cit.*, 2013, p. 73.

[438] SHORE Professor Marci, *Caviar and Ashes: A Warsaw Generation's Life and Death in Marxism, 1918-1968*, Yale University Press, 2006. Parmi les suvivants de ce milieu artisitique-politique de gauche, on trouve après

Les relations polono-bolcheviques sont donc des relations complexes, que nous ne voulons pas synthétiser ici mais dont nous voulons souligner la double dimension : à la fois d'intimité et de maillage fort entre les sociétés, et dans le même temps, l'effort mené des deux côtés pour une séparation de ces deux sociétés par les États. D'autre part, si l'expertise cherche à répondre aux attentes étatiques ou même influencer la politique étatique, il est notable que certaines tendances sociales n'y sont pas reflétées. Si l'URSS prend rapidement le statut d'ennemi héréditaire pour la Pologne, dès la guerre polono-bolchevique, la Pologne prend petit à petit la figure en URSS, d'instrument de l'ennemi mortel soviétique : l'empire britannique. Ainsi, du côté soviétique, Gueorgui Tchitcherine (1872-1936), commissaire du peuple aux Affaires étrangères, prépare en décembre 1925, un mémorandum sur les relations soviétiques avec la Pologne. Dans ce mémorandum, la diplomatie soviétique constate d'une part, l'isolement régional relatif de la Pologne, sa difficulté à construire des alliances avec ses voisins directs (Lituanie, Tchécoslovaquie, Allemagne). D'autre part, il observe la proximité de la Pologne avec les pays anglo-saxons et considère ainsi la Pologne comme un terrain d'exercice de la politique antisoviétique anglo-saxonne, qui est alors la cible des activités de la police politique soviétique. La Pologne est ainsi une figure de proue de la politique de l'État soviétique de « lutte » à l'intérieur comme à l'extérieur, contre la menace « réactionnaire » : elle est l'ennemi principal au niveau régional. Cependant, un rapprochement entre l'URSS et la Pologne serait un moyen de pression sur l'Allemagne, qui semble alors tanguer entre la politique de Rapallo et la politique de Locarno[439]. Ce mémorandum nous offre une belle illustration de l'intrication des politiques des trois pays et au-delà. Ainsi, l'Allemagne de Weimar, puis le III^{e} Reich, entretiennent des relations ambivalentes avec l'URSS. La relation avec l'URSS est un levier de reconnaissance juridique internationale, comme avec la politique dite de Rapallo faisant suite à l'accord bilatéral du 16 avril 1922 signé dans cette ville italienne. La coopération s'étend notamment au domaine militaire et économique, et sortent les deux pays de leur isolement relatif, après des années de relations bilatérales tendues, par l'ingérence des soviétiques dans les révolutions allemandes de la fin de la guerre, ou encore l'assassinat de l'ambassadeur allemand, le comte de Mirbach le 6 juillet 1918 à Moscou. L'ambivalence tient notamment à l'anticommunisme de la NSDAP, qui freine dans un premier temps les relations bilatérales, et mène à un rapprochement, éphémère, avec la Pologne, matérialisé toute fois par le traité de non-agression germano-polonais de 1934. Ce rapprochement avec la Pologne est quant à lui fragilisé par l'orientation anti-polonaise d'une partie significative de l'élite administrative et politique allemande. Ainsi, la coopération entre les États soviétique et allemand se poursuit malgré les difficultés politiques, ce qui n'empêche par l'Allemagne de poursuivre une politique anticommuniste, notamment par le Pacte anti-

1945 et ici dans le chapitre 5, Jerzy Borejsza (1905-1952).

[439] Wołos, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym*, *op. cit.*, 2013, pp. 49-56.

Komintern, créé en 1936, avec le Japon, et auquel la Pologne avait été invitée.

Cette ambivalence est renforcée par une affinité politique entre les cultures politiques allemandes et russes. Une forme particulière de projection à l'Est allemande, qui prend de l'ampleur après 1918, est celle de l'écho anti-occidental, se retrouve en Russie depuis le XIX[e] siècle. Un des mythes fondateurs politiques russes étant celui de jouer le rôle de « l'opposition interne » à l'Occident, qui va participer de l'attractivité de la Russie, même soviétisée, pour l'Allemagne anti versaillaise[440]. Mais les paradoxes de la relation de rejet et de dépendance mutuels qui caractérisent la relation germano-soviétique jusqu'en 1939 est largement connue. Elle a été résumée du point de vue allemand par l'idée de « complexe russe »[441].

La diplomatie soviétique se normalise elle aussi : après une phase de soutien à la révolution mondiale et les tentatives de soutenir une révolution dans les pays voisins, notamment l'Allemagne, mais aussi la Pologne avec le Comité révolutionnaire polonais, Staline énonce en 1924 une nouvelle orientation de la politique étrangère soviétique : le socialisme dans un État (doctrine qui mise sur l'attractivité du modèle socialiste pour mener à sa diffusion). La diplomatie soviétique continue néanmoins à disposer d'instruments non étatiques de subversion de l'ordre capitaliste, par l'internationale communiste (*Komintern*, 1919-1943) ou l'internationale syndicale (*Profintern*, 1921-1937). Les relations entre le PCUS et le parti communiste polonais (KPP) ne sont pas aussi intensives qu'on pourrait le penser[442], contrairement aux relations avec les communistes allemands. Une autre dimension qui ajoute à la complexité des relations bilatérales de l'URSS avec l'Allemagne et la Pologne, est la présence d'une minorité nationale visible, tant chez les communistes que dans le reste de la population et identifiable en partie sur le territoire. Ainsi, en 1925, dans la logique de la politique « d'enracinement » soviétique sus-nommée (коренизация)[443], des entités polonaises sont créées, pour servir de base à un futur État communiste ou du moins regrouper la population polonaise de l'Ouest de l'URSS. Une première, dédiée à Julian Marchlewski : Marchlewszczyzna et une autre à proximité de Minsk : Dzierżyńszczyzna. Ce sont des districts autonomes, au sein des Républiques d'Ukraine et de Biélorussie, qui jouissent d'une organisation particulière de la vie publique, notamment sur le plan linguistique. Elles sont liquidées en 1935-1937, peu après la création en 1934 d'une autre entité, un oblast autonome au sein de la République russe, sur les bords du fleuve Amour, à la frontière chinoise, destinée à accueillir les juifs de l'URSS, plus connu sous le nom de sa capitale : Birobidzhan. Les Allemands sont regroupés dans la République autonome de la Volga, à proximité du Kazakhstan, dès 1918 et jusqu'en 1941. La diplomatie soviétique connaît pourtant un tournant formel

[440] KOENEN, *Der Rußland-Komplex. Die Deutschen und der Osten 1900-1945*, *op. cit.*, 2005, p. 16.
[441] *Ibid.*
[442] WOŁOS, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym*, *op. cit.*, 2013, p. 26.
[443] Merci à Korine Amacher pour la suggestion de traduction.

de normalisation avec son entrée à la Société des Nations, le 18 septembre 1934, tandis que l'Allemagne en est sortie en octobre 1933.

En somme, c'est une période où les relations à l'Est de l'Europe oscillent entre des pratiques étatiques de déstabilisation du voisin, des tensions politiques fortes en interne comme en externe, et des tentatives de normalisation et de coopération économique. Les alliances de défense se multiplient et s'annulent : les traités de non-agression entre la Pologne et l'URSS de 1932, entre l'Allemagne et la Pologne de 1934, et finalement entre l'Allemagne et l'URSS en 1939. La politique doit dans ce contexte naviguer entre les positions officielles et les pratiques officieuses des uns et des autres, et la connaissance de la situation et des « intentions » de l'autre est d'autant plus importante, *a priori*.

2. L'expertise allemande de l'Est comme outil du révisionnisme : la mobilisation des connaissances dans la société et les institutions étatiques pour changer la frontière orientale (1921-1939)

Le révisionnisme tient une place de premier plan dans la politique allemande après 1918, et s'il est fortement débattu dans la société allemande, les institutions d'expertise sur l'Est et les universités[444] sont des foyers particulièrement virulents de ce discours, et cultivent ainsi une propension à une remise en cause radicale de la situation d'alors.

(1) D'une recherche sur le « sol allemand » à une « science de la défense des frontières de l'espace allemand » (1918-1933)

Le rapport à l'Est change dans sa nature, ce que reflète l'expertise, qui cependant continue majoritairement à appliquer des schémas hérités d'avant 1918, à une situation sensiblement différente. Ainsi, l'expertise de l'Est en Allemagne nait dans une rhétorique de science de défense des territoires perdus. L'expertise de l'Est s'inscrit pour sa branche « ethnographique » (*Ostforschung*) dans la mouvance révisionniste de la République de Weimar.

[444] SCHÖTTLER, PETER, *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft 1918-1945*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1997 (Suhrkamp Taschenbuch Wissenschaft 1333).

L'historien Willi Oberkromme décrit cette mouvance du paradigme « völkisch » comme naissant d'une « désillusion » des outils étatiques classiques (*machtpolitisch*). Il explique cette orientation chez les chercheurs allemands comme une transposition de leur expérience dans la guerre de défense des positions, à leur activité scientifique[445]. Pour asseoir leurs nouvelles pratiques de recherche, ils puisent dans la mythologie nationale, moins stato-centrée et plus ethno-centrée : il s'agit de corriger la situation, de revenir aux sources pour reformer la constellation européenne d'après 1918. Pour cela, l'Est s'avère une matière parfaitement adaptée :

> « Les thèmes durablement valides d'une transfiguration irréfléchie (inconsciente) de groupes ethniques allemands de l'étranger, émergent après la guerre mondiale. Les Allemands hors de l'Empire (allemand) étaient désormais des représentants d'une essence allemande 'saine', 'authentique', non falsifiée, dont les effets du music-hall, du cinéma, des salles de danse bon marché et des stands de tir, en d'autres termes, la culture quotidienne visiblement néfaste des sociétés urbanisées, ne les avaient pas encore affectés. »[446]

L'idée générale d'une origine à l'Est, et/ou d'une tradition de projection des éléments d'avant-garde de la nation à l'Est prend une nouvelle ampleur. Un gué est bâti par les activistes des études nationales, partant d'un cadre général à une activité d'accumulation d'informations concrètes, d'études de cas particuliers qui viennent fournir de la matière à cette reconstitution étatique. L'Est reste à la fois une idée générale, floue et englobante tout en devenant (ou redevenant dans la logique de ces experts) un espace qu'on colonise, conceptuellement. C'est une pratique qui ne jouit pas de la même légitimité sociale établie que l'expertise développée par les professeurs d'université, précédemment étudiés, mais s'appuie sur une pratique déjà ancrée dans les sociétés européennes, des études des nations et de leur culture, héritées du siècle précédent[447]. On s'intéresse aux traces matérielles des Allemands, à leur folklore, leurs activités quotidiennes. Des organisations rassemblant

---

[445] OBERKROME, *Volksgeschichte.*, *op. cit.*, 1993, p. 23.

[446] « Die langen gültigen Topoi einer unreflektierten Verklärung auslandsdeutscher Volksgruppen bildeten sich unmittelbar nach dem Weltkrieg aus. Die Deutschen außerhalb des Reiches galten nunmehr als Repräsentanten 'gesunder', 'wahrer', unverfälschter deutscher Wesenart, unter denen 'Varieté, Kino, billige Tanzhallen und Schießläden mithin die scheinbar verderbliche Alltagskultur urbanisierter Gesellschaften, noch nicht zur Wirkung gelangt waren. », *Ibid.*

[447] La question de la légitimité de l'expertise venant des structures étatiques ou élitistes contre celle émanant des structures non étatiques est un élément important de la rhétorique de l'expertise ethno-nationale, autour de la question de « l'authenticité », sur lequel nous revenons plus bas, dans le contexte du « III^{e} Reich ». Dans le contexte de l'instauration d'institutions d'expertise, on retrouve la tension inhérente à la position paradoxale de l'intellectuel, ici de l'expert, qui construit des connaissances sur un peuple donné, à destination de ce même peuple, décrite par JEANPIERRE Laurent, « Les populismes du savoir », *Critique* (776-777), 2012, pp. 150-164 ; TARRAGONI Federico, « Le peuple et son oracle. Une analyse du populisme savant à partir de Michelet », *Romantisme* (170), 2015, pp. 113-126.

ces Allemands de l'étranger créées déjà avant la reconfiguration étatique de 1918, comme le *Verein für das Deutschtum im Ausland* (VDA, Association pour la germanité à l'étranger), créé en 1908. Le VDA connait un sensible regain après 1918, de même que des organisations sœurs telles que le *Deutsche Schutzbund für das Grenz- und Auslandsdeutschtum* (l'alliance allemande pour la germanité frontalière et de l'étranger) créé le 26 mai 1919[448]. Dans cette logique, la Fondation pour la recherche sur le territoire ethnique et culturel allemand (*Stiftung für deutsche Volks- und Kulturbodenforschung*), fondée à Leipzig en 1926 et dissoute en 1931, était directement dédiée à remettre en cause la réorganisation des frontières de l'Allemagne suivant le traité de Versailles[449]. Elle était soutenue financièrement par le Ministère allemand des Affaires étrangères et le Ministère de l'intérieur. Ce double financement est à l'image de la place ambiguë de l'Est, du point de vue administratif et politique. La Fondation devait fournir « une base scientifique à la politique »[450] et son rôle a surtout consisté en la préparation de manuels rassemblant les informations sur les Allemands à l'étranger, notamment à l'Est, dans des dictionnaires et des atlas[451]. Ce travail est poursuivi par la Communauté de recherche sur le peuple allemand (*Volksdeutschen Forschungsgemeinschaft*, VFG).

La fondation lipsienne promeut deux conceptions territoriales allemandes : la conception ethnographique (*volks*-) et la conception culturelle, suivant la distinction développée par le géographe et membre du conseil d'administration de cette fondation, Albrecht Penck (1858-1945). Selon W. Oberkromme, le territoire ethnographique (*Volksboden*) est un espace uniforme et fermé de colonisation du peuple allemand, qui va de l'Alsace au Memel[452], de la Silésie au Tyrol du Sud (en Italie du Nord). Ce territoire, considéré comme indiscutablement allemand l'est parce que le peuple allemand l'a configuré, l'a modelé en un paysage de culture allemande. Cette culture a laissé ses traces dans la forme des villages, celle des cimetières, l'organisation de l'agriculture et l'organisation politique locale. C'est un territoire constitué par des pratiques culturelles quotidiennes et une organisation de la vie collective considérées comme allemandes, et sur lequel le peuple allemand peut revendiquer une possession exclusive. Le territoire culturel (*Kulturboden*[453]) est lui un espace plus ouvert, marqué

[448] Les structures universitaires s'engagent également dans ce travail : comme l'Institut für Statistik der Minderheitsvölker de l'Université de Vienne, voir OBERKROME, *Volksgeschichte.*, *op. cit.*, 1993, p. 27.
[449] Agnes Laba, « Stiftung für deutsche Volks- und Kulturbodenforschung, Leipzig. » Dans: *Online-Lexikon zur Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa*, 2012. Disponible sous: ome-lexikon.uni-oldenburg.de/53872.html (actualisé le 3.06.2015).
[450] PA AA R 60382, « Protokoll der Sitzung der Deutschen Mittelstelle vom 16. November 1925 », cité par Agnes Lada, *Ibid.*
[451] OBERKROME, *Volksgeschichte.*, *op. cit.*, 1993.
[452] Territoire mentionné dans le premier paragraphe du *Deutschlandlied*, détaché de la Prusse orientale à l'issue du Traité de Versailles, pour former un territoire sous le mandat de la Société des Nations, attribué à la France. Il est occupé par la Lituanie en 1923, en parallèle à l'occupation de la Ruhr. Le rattachement de ce territoire à la Lituanie fut reconnu par la Conférence des Ambassadeurs en 1924.
[453] Ici on pourrait traduire « Boden » aussi par espace, pour rendre plus nettement le flou que le terme exprime.

également par la culture allemande à travers les performances du peuple allemand (*Leistung des deutschen Volkes*). On retrouve ici des échos aux conceptions de F. Ratzel de l'espace et de l'interaction entre un peuple donné et un territoire, relues cette fois-ci du point de vue national allemand. L'approche ethnographique a été décrite comme une innovation méthodologique[454], dans la mesure où ces chercheurs se sont intéressés non plus seulement aux « grands hommes » mais à l'histoire du quotidien des populations allemandes, dans le but de déterminer « l'essence » de la germanité. Cette pratique de recherche ethnographique s'est caractérisée par un objet de recherche mais aussi des méthodes, qui apportent à un récit politique une base scientifique[455]. En effet, elle est fortement teintée idéologiquement, notamment par un dénigrement de la diversité sociale et une idéalisation extrême d'un passé germanique médiéval, un rapport « métaphysique » à celui-ci[456] et la négation des peuples voisins. On retrouve ces deux dimensions dans le traitement de l'Est européen. Ce regain d'efforts contraste avec la faible implication dans les négociations de la « banlieue parisienne » de ces experts allemands, contrairement à leurs homologues polonais[457]. Dans les organisations d'approche ethno-nationale, on retrouve de nombreux universitaires et experts, qui s'engagent dans le débat public, pour « faire prendre conscience » aux Allemands de l'importance de cette problématique, dans une optique de rétablissement de la « vérité » par la recherche. Haushofer insiste sur la nécessité de diffuser ces connaissances aux masses[458].

Sous la République de Weimar, on assiste à un renversement de la fonction du concept de « sol culturel ». Chez Friedrich Ratzel[459], il sert alors à expliquer *a posteriori*, une expansion territoriale, tandis qu'après 1918-1921, la connaissance sur les « contributions allemandes » à l'instauration d'une culture en Europe de l'Est, a des visées révisionnistes, principalement adressées à la Pologne. Ces études sont menées dans un cadre de coopération extra-universitaire, mais principalement par des universitaires, et sont l'occasion d'une intégration croissante de la recherche dans ce domaine en Allemagne. Une partie des chercheurs allemands s'intéresse aux problèmes plus généraux des minorités en Pologne, à côté de la question de la présence passée ou contemporaine allemande en Pologne, ce dont témoigne l'activité de Max Boehm et Georg Cleinow.

Max Hildebert Boehm (1891-1968) est une figure éminente de la pensée « irrédentiste »

---

[454] OBERKROME, *Volksgeschichte.*, *op. cit.*, 1993, pp. 99-101.
[455] « ...ein[e] neuartig[e] historisch[e]Forschungspraxis, die dadurch charackterisiert war, daβ sie : (…) herkömmliche narrative Deskriptionen mit tabellarischen und kartographischen Darstellungsarten verknüpfte. ». p. 99.
[456] Littéralement une « métaphisication » (Metaphysierung) selon Reinhard Wittram, cité dans OBERKROME, *Volksgeschichte.*, *op. cit.*, 1993, p. 100.
[457] *Ibid.*, p. 57.
[458] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, pp. 44-45.
[459] Voir en annexe 3, une synthèse de la pensée de F. Ratzel et sa réception chez les géographes polonais.

allemande d'après 1918[460]. Cet Allemand né sur les rives de la Baltique avant de déménager en Lorraine en 1902[461] est devenu par ses ouvrages un des principaux théoriciens du combat pour la défense de la frontière de l'espace germanique, notamment « *Europa irredenta* », paru en 1923 et dédié aux problèmes des minorités en Europe après 1919. Dans « *Europa irredenta* », Boehm rejette l'idée de l'État-nation, comme une conception artificielle occidentale, inapplicable à toute l'Europe, à moins d'une politique brutale, pour « occidentaliser l'Europe de l'Est »[462]. Ce nouvel ordre d'États entre la Russie et l'Allemagne n'est pas tenable à terme, ceci d'autant plus que les Allemands ne peuvent être réduits à une minorité, ayant apporté une contribution culturelle indéniable, aux yeux de Boehm. Ses travaux et réflexions sur l'Est européen sont ainsi marqués par une lecture exclusivement ethnocentrée : les solutions proposées aux problèmes politiques et économiques de la région sont analysées sous le prisme de l'intérêt allemand et de la défense de la présence allemande dans la région. Dans son analyse, il ne mobilise pas spécialement ses connaissances sur l'Europe de l'Est, malgré son expérience et ses voyages d'études dans la région baltique, autour de 1919 ou sa collaboration avec Georg Cleinow en 1918 en Prusse occidentale. Son travail conceptuel sur les minorités lui assure un poste dans la Haute École Allemande pour la Politique, qui est une des organisations de dialogue entre le milieu universitaire et la classe politique de l'Allemagne d'après 1918.

(2) La révision à l'Est comme élément du dialogue international : Georg Cleinow et la place de l'Est dans la Deutsche Hochschule für Politik (1920-1940)

Si les questions de l'Est sont traitées dans le cadre d'institutions dédiées, elles trouvent aussi leur place dans des institutions plus généralistes, et pas seulement celles étant au service de la politique de révision de « l'ordre versaillais ». Les questions orientales, internes et externes à l'État allemand, sont discutées dans l'École Supérieure Allemande pour la Politique (*Deutsche Hochschule für Politik*,

[460] PREHN Ulrich, « Metamorphosen radikalen Ordnungsdenkens im "europäischen Großraum". Ethnopolitische und "volkstheoritische" Konzepte Max Hildebert Boehms vom Ersten bis zum Zweiten Weltkrieg », in: GARLEFF Michael, *Deutschbalten, Weimarer Republik und Drittes Reich*, vol. 2, Böhlau Verlag Köln Weimar, 2001, pp. 1-70.

[461] Voir sa biographie en annexe 1.

[462] PREHN, « Metamorphosen radikalen Ordnungsdenkens im "europäischen Großraum". Ethnopolitische und "volkstheoritische" Konzepte Max Hildebert Boehms vom Ersten bis zum Zweiten Weltkrieg », *art. cit.*, 2001, p. 22.

DHP)[463]. La DHP est fondée le 24 octobre 1920[464], et s'installe dans le célèbre bâtiment de la *Bauakademie* à la place Schinkel, à Berlin. La DHP est une structure associative, qui reçoit des soutiens financiers de la part des membres de son conseil d'administration, où siège entre autres, des représentants de l'industrie allemande, tels que Krupp et Robert Bosch. Mais le soutien financier principal qu'elle reçoit, vient d'organisations philanthropiques états-uniennes : des fondations Carnegie et Rockfeller[465]. Le conseil d'administration compte d'illustres membres de l'administration étatique, du monde académique et du monde politique, y siègent l'historien Friedrich Meinecke (1862-1954) ou encore Konrad Adenauer (1876-1967), et parmi ses enseignants, Albrecht Mendelssohn Bartholdy (1874-1936)[466] y figure comme membre correspondant (*Korrespondierendes Mitglied)*. La DHP se veut être une école pour la démocratie et un lieu d'intégration de l'Allemagne à la communauté scientifique et politique internationale, notamment transatlantique. Elle organise des cours adressés aux administrations allemandes et étrangères, aux journalistes, aux syndicats, mais aussi aux enseignants. Comme l'indique l'historien Jan Stöckmann, l'idée de créer une institution dédiée à l'éducation politique, dans l'optique de moderniser l'administration d'un État n'est pas spécifique à l'Allemagne weimarienne : elle fait écho aux pratiques d'institutionnalisation qui émergent aussi en Grande-Bretagne et aux États-Unis, avec la *Chatham House* et le *Council on Foreign relations*. L'idée quant à elle, remonte, tout comme pour la connaissance sur l'Est, à l'avant-guerre. Si on se réfère aux missions que ses fondateurs s'étaient attribués, la DHP semble avoir été un lieu de socialisation des élites allemandes aux questions internationales dans un climat libéral et cosmopolite, pacifiste.

> « Notre mission doit être de devenir un point de cristallisation pour la reconstruction intellectuelle et spirituelle de l'Allemagne – une nouvelle Allemagne et par là aussi d'une nouvelle Europe, dans un nouvel esprit, pour que les morts de cette guerre n'aient pas été sacrifiés en vain. » [467]

L'École est dédiée à Hans Jäckh, le fils de Ernst Jäckh, le fondateur. Ce dernier avait perdu son fils, mort sur le front quelques jours avant l'armistice du 11 novembre 1918. Un des premiers directeurs

[463] Une institution dont le profil ressemble fort à celui de la DGAP, tant sur le plan personnel qu'organisationnel : voir la troisième partie.
[464] JÄCKH Ernst et SUHR Otto, *Geschichte der Deutschen Hochschule für Politik*, Weiss, 1952, p. 14.
[465] *Ibid.*, p. 15.
[466] Éminent politologue allemand, petit-fils de Felix Mendelssohn Bartholdy, qui fonda l'Institut hambourgeois des affaires étrangères, en 1922, avant d'être chassé par les nazis en 1934.
[467] « Unsere Aufgabe muβ es sein, Kristallisationspunkt zu werden für den geistigen und seelischen Wideraufbau Deutschlands – eines neuen Deutschlands und dadurch auch eines neuen Europas in einem neuen Geist, damit die Toten dieses Krieges nicht umsonsten geopfert worden sind », JÄCKH et SUHR, *Geschichte der Deutschen Hochschule für Politik*, *op. cit.*, 1952. p. 5.

était Theodor Heuss (1884-1963), alors parlementaire. Dans un article synthétisant son travail de thèse de 1973 consacré à la DHP[468], l'historien Steven Korenblatt montre la complexité de la position de cette institution, notamment du fait de l'ambiguïté des motivations de l'ouverture internationale de l'un de ses dirigeants et fondateur, Ernst Jäckh. Celui-ci cherche à établir un réseau entre les élites allemandes et internationales, surtout américaines. Ernst Jäckh garde jusqu'en 1952, une position équivoque sur les conséquences qu'il tire de la 1e Guerre mondiale et sur ses motifs quant à l'éducation politique de l'élite allemande. E. Jäckh n'est pas un opposant au révisionnisme anti-Versailles du régime de Weimar. Durant la guerre, il avait coédité la revue *Deutsche Politik* aux côtés de Paul Rohrbach, mentionné plus haut pour son engagement dans la question ukrainienne. Si Ernst Jäckh prend après 1945, une position de victime de la montée du nazisme, au titre de la perte de contrôle de l'institution à la faveur de Goebbels, les travaux d'après la 2e Guerre mondiale de chercheurs allemands de l'Ouest, de l'Est et de Steven Korenblatt montrent qu'il n'a alors aucun scrupule à prendre une position conciliante envers le régime national-socialiste.

La DHP cristallise cette tendance qui émerge déjà avant la guerre, de rassembler des universitaires et des hommes disposant d'une expérience particulière dans un domaine, autour d'un projet de société qu'ils cherchent à promouvoir. L'expertise en matière politique qui se dessine dans de telles institutions se caractérise alors par la rencontre entre ces milieux, la concentration dans une institution, qui est le lieu d'une coopération et d'une confrontation non seulement idéologique mais aussi méthodologique. Pour souligner la continuité de cette institution, remarquons ici qu'on retrouvera après 1945 une partie des membres à la DGAP : notamment Wilhelm Haas (1896-1981), Arnold Bergsträsser (1896-1964) et Adolf Grabowsky (1880-1969). L'autre institution remarquable d'expertise internationale pour la période de Weimar, était l'Institut pour les Affaires étrangères, dirigé par Mendelssohn Bartholdy ; et installé à Hambourg, dans les locaux de l'Institut colonial de l'Université. Ce rappel nous permet de souligner la dislocation qu'a infligée le nazisme à cette expertise plus libérale, par l'expulsion d'une partie de ces experts, dont on retrouve plutôt l'héritage aux États-Unis[469]. L'Institut pour les Affaires étrangères édite une revue de débat : *Europäische Gespräche* (Discussions européennes). Georg Cleinow y contribue régulièrement.

L'Est européen à la DHP est étudié par d'illustres spécialistes, universitaires notamment Otto Hoetzsch mais aussi des spécialistes dont l'expertise découle de leur expérience de cette région : Georg Cleinow et Max Hildebert Boehm (1891-1968). Hoetzsch était chargé des relations internationales de

[468] KORENBLAT Steven D., « A School for the Republic? Cosmopolitans and Their Enemies at the Deutsche Hochschule Für Politik, 1920-1933 », *Central European History* 39 (3), 2006, pp. 394-430.
[469] Cette branche de l'expertise allemande qui a pu se mettre à l'abri durant la guerre, réintègre le débat allemand par le biais des discussions transatlantiques avec la RFA après 1945, pour ce qui est de l'expertise de l'Est, mentionnons notamment Fritz Epstein (1898-1979).

l'institution, Georg Cleinow y mena jusqu'à sa mort le séminaire sur l'Eurasie et Max Hildebert Boehm, un séminaire « ethnopolitique »[470]. On assiste également à la DHP à des conférences sur l'Est européen et l'URSS, préparées par des intellectuels de l'émigration russe, en coopération avec l'Institut Scientifique Russe (*Russisches Wissenschaftliches Institut*)[471]. En 1934, l'expert nazi Adolf Ehrt, que nous retrouverons plus bas pour son expertise sur le bolchevisme, intervient plusieurs fois, sur le Komintern ou pour présenter cet Institut Scientifique Russe à la DHP. Il intervient apparemment également en russe, sur le communisme[472].

C'est un des multiples lieux où s'expose et se diffuse la vision nazie de l'Est, où l'expertise de l'Est de Weimar se transmue progressivement sous le III^e^ Reich, d'un révisionnisme reposant sur l'argumentation ethno-nationale (*völkisch*) à un anticommunisme antisémite. Durant les premières années de son existence, les étudiants de la DHP se partagent sur toutes les couleurs de l'arc politique de Weimar, allant des communistes aux fascistes, avant que les premiers se trouvent peu à peu expulsés après 1933[473]. La DHP perdure jusqu'en 1940, moment où elle est intégrée à l'Université de Berlin, avec un institut d'études du Proche-Orient, comme faculté des sciences de l'étranger (*Auslandswissenschaftliche Fakultät*), chargée d'apporter une formation aux diplomates du III^e^ Reich, sous la direction de Franz Alfred Six (1909-1975). Celui-ci dirige en même temps l'Institut Allemand des Sciences de l'Étranger (*Deutsches Auslandswissenschaftliches Institut*, DAWI).

L'avènement du III^e^ Reich favorise l'institutionnalisation d'autres formes d'expertises sur l'Est germano-centrées, dans la logique « révolutionnaire » de renversement des élites traditionnelles et de redéfinition des normes sociales. En miroir à la politisation des pratiques universitaires, une série d'organisations de conseil ou d'éducation politique reçoivent une validation officielle. L'émergence de cette expertise participe d'une sorte de concurrence croissante pour l'autorité de la connaissance sur cette thématique de l'Est. À l'appui du travail de Georg Leibbrandt, qui part également d'une initiative « civile » pour aller vers une expertise étatique, puis avec le travail de Johannes Papritz dans la *Publikationstelle Dahlem*, qui est pour sa part, une initiative étatique de production d'expertise sur l'Est, il s'agit de comprendre la diversité des logiques de l'expertise de l'Est nazies.

---

[470] JÄCKH et SUHR, *Geschichte der Deutschen Hochschule für Politik*, *op. cit.*, 1952, p. 16.
[471] Institut fondé à Berlin par des membres de l'émigration russe blanche. Voir VOIGT Gerd, « Zerstörte Hoffnungen. : Das Ende des Russischen Wissenschaftlichen Instituts », *Berliner Jahrbuch für osteuropäische Geschichte, Vol. 2, Issue. 1*, 1995, pp. 77-97.
[472] RGVA. Fonds spécial: Auswärtiges Amt. « Einladungen » 1357/3/12.
[473] KORENBLAT, « A School for the Republic? », *art. cit.*, 2006 ; JÄCKH et SUHR, *Geschichte der Deutschen Hochschule für Politik*, *op. cit.*, 1952.

(3) La mobilisation de sources directes allemandes de l'Est au service du révisionnisme par Georg Leibbrandt

Georg Leibbrandt fait partie de la petite communauté de « colons » allemands de l'ancien Empire russe. Il grandit en Ukraine, au nord d'Odessa dans une colonie au nom évocateur : *Hoffnungsthal*, la vallée de l'espoir. Il se lance dans des études longues, qu'il conclut par une thèse sur l'émigration souabe en Russie. Ses études se font avec une forte mobilité : il avait commencé sa scolarité à Dorpat (Tartu), avant d'étudier tour à tour à Marburg et Leipzig, poursuit à Paris et aux États-Unis. Là, il semble avoir fait une impression durable sur les communautés allemandes, émigrées de l'Empire russe[474]. Il maîtrise l'allemand, le russe, l'ukrainien et au terme de ses études, également le français et l'anglais. Durant son séjour à Washington, il tient lieu d'envoyé de la NSDAP[475].

En 1926-1927, il entreprend en URSS, une collecte de documents notamment sur les communautés allemandes. Ce sont surtout des documents officiels, des cartes, qu'il a rapportés en Allemagne, secrètement[476]. Son objectif était de les utiliser pour publier une collection d'ouvrages sur l'histoire des Allemands de Russie, maintenant l'URSS. Ce n'est qu'en 1937 qu'il transmet cette collection à Emil Meynen (1902-1994), ancien collaborateur de la fondation pour la recherche sur le sol culturel et ethnique allemand (*Stiftung für deutsche Volks- und Kulturbodenforschung*) de Leipzig, qui dirige désormais la communauté de recherche ethnographique allemande à Berlin (*Volksdeutsche Forschungsgemeinschaft*). Peu après, en 1938, Alfred Rosenberg créé en s'appuyant sur cette collection de documents, un institut de recherche consacré aux Allemands d'URSS. G. Leibbrandt rejoint Alfred Rosenberg, qui le nomme dès 1933, responsable du département Est du bureau de politique étrangère de la NSDAP. Leibbrandt faisait figure d'expert indiscutable des affaires de l'Europe de l'Est, au-delà des questions de la présence allemande là-bas. Il fait cette impression notamment sur des visiteurs azerbaïdjanais, venus le rencontrer en juin 1935[477] : Mahomet Sunsz Gireja, activiste prométhéen, de la cause caucasienne. Selon ce dernier, G. Leibbrandt parlait un russe « avec un accent naturel ukrainien » et était le mieux renseigné sur les affaires caucasiennes. Il est d'ailleurs chargé par

[474] SCHLMALTZ Eric et SINNER Samuel, « The Nazi Ethnographic Research of Georg Leibbrandt and Karl Stumpp in Ukraine, and Its North American Legacy », *Holocaust and Genocide Studies* 14 (1), 2000, pp. 28-64.
[475] Ernst Piper, *Alfred Rosenberg: Hitlers Chefideologe*, Karl Blessing Verlag, 2009, p. 292.
[476] Landau Julia, « Publikationsstelle Ost/Sammlung Georg Leibbrandt », *in* Ingo Haar, Michael Fahlbusch et Matthias Berg (dir.), *Handbuch der völkischen Wissenschaften: Personen, Institutionen, Forschungsprogramme, Stiftungen*, Munich, Saur, 2008, pp. 486-496.
[477] Voir document n° 106 dans LIBERA Paweł (dir.), *II Rzeczpospolita wobec ruchu prometejskiego*, Varsovie, Centralne Archiwum Wojskowe im. mjr. Bolesława Waligóry : Tetragon, 2013 (Wojskowe Teki Archiwalne / Archiwum Akt Nowych, Instytut Józefa Piłsudskiego w Ameryce), pp. 327-330

Alfred Rosenberg de différentes missions de contacts avec ces milieux émigrés[478], une activité qui s'intensifie durant la guerre.

(4) La connaissance sur l'Est au service d'une révision systématique par le IIIe Reich : Johannes Papritz et la Publikationstelle Dahlem (1931-1944/45)

Dans l'historiographie sur l'expertise de l'Est allemande, résonne la question de l'organisation du pouvoir par le régime nazi. Une minorité d'historiens considère que cette expertise révisionniste de l'Est est née en réponse aux attaques polonaises, et décrit les chercheurs de l'Est comme étant marginalisés par le système nazi, notamment dans le milieu universitaire[479]. Les historiens Ingo Haar[480] , Gabrielle Camphausen et Michael Falbusch décrivent au contraire, comment s'organisa la concentration du contrôle sur les différentes institutions qui avaient été fondées sous la République de Weimar, notamment par A. Brackmann et H. Aubin. Les chercheurs sur l'Europe de l'Est tels Otto Hoetzsch, ou Richard Salomon furent expulsés peu après 1933, le premier par Herman Greife[481], le second pour des motifs antisémites. Ils furent remplacés par des chercheurs plus en accord avec la nouvelle orientation politique, tels Hans Uebersberger. Johannes Papritz, un des fidèles collaborateurs et bras droit de Brackmann, devint un des acteurs centraux de l'organisation de l'expertise sur l'Est, reposant sur des sources directes : des traductions d'ouvrages polonais, tchèques, soviétiques et bien d'autres. Le rôle de ces acteurs dans le régime nazi, puis dans la guerre a fait l'objet d'études que nous ne voulons pas répéter ici, mais plutôt mettre en lumière à travers quelques exemples, les stratégies de ces acteurs pour mettre à distance la connaissance qu'ils construisent sur « l'ennemi », ou la mise en scène de leur expertise. Le travail de ces institutions est au cœur de l'ambiguïté de la « science de l'ennemi », puisqu'il s'agit d'une veille précise et bien informée de la discussion intellectuelle menée à l'Est, mais encadrée par une communication dramatisant des connaissances n'étant pas par ailleurs secrètes en tant que telles. C'est ici une pratique de veille scientifique transnationale, telle qu'elle est

---

[478] ROSENBERG Alfred, *Journal 1934-1944*, Paris, Flamarion, 2015.

[479] Nous avons rappelé en introduction, la discussion qu'a suscité l'ouvrage de Martin Burkert. On peut également mentionner la recension critique de GEYER Dietrich, « Ostforschung im Dritten Reich. Bemerkungen zu einem "Persilschein" in Langfassung », *Osteuropa* 51 (6), 2001, pp. 733-739. Selon le recenseur, Martin Burkert aurait fait un travail de disculpation des experts nazis de l'Est, en les présentant comme des victimes du régime nazi, qui aurait distordu leurs intentions de révision « pacifique » des frontières issues de 1918-1921, pour alimenter un révisionnisme plus violent.

[480] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, p. 18.

[481] Camphausen Gabriele, *Die wissenschaftliche historische Russlandforschung im Dritten Reich 1933-1945*, Francfort/Main, Peter Lang, 1990, pp. 25-35.

menée dans les revues telles que l'Annuaire de l'Histoire de l'Europe de l'Est[482], mais auréolée du mystère de l'espionnage.

L'office de publication des archives secrètes prussiennes (*Preußisches Geheimes Staatsarchiv, Publikationsstelle* ou *PuSte*), souvent identifiée par sa localisation dans le village de Dahlem, à Berlin (où se situe actuellement l'Université Libre de Berlin), fut fondé en 1931, sur l'initiative d'Albert Brackmann (1871-1952), le directeur de ces archives. Il dirige également la *Nord- und Ostdeutsche Forschungsgemeinschaft* (NOFG, la communauté de recherche nord et est-allemande, dès 1933) et s'engage dès 1933 dans l'intégration sous sa houlette, des institutions de recherche sur l'Est en Allemagne[483]. Brackmann dirige la PuSte jusqu'en 1936, moment où Johannes Papritz (1898–1992), reprend la direction, dans la continuité. La mission de la structure est de mener une veille de la *Volksforschung*, la recherche ethno-nationale, tant en Allemagne que chez les voisins. Dans un premier temps, la veille porte surtout sur les zones frontalières, en d'autres termes, du point de vue de ces experts, des recherches sur les « territoires perdus » de l'Empire allemand, avant 1914. Pour ça, la PuSte fait un travail soigneux de veille scientifique des travaux des institutions polonaises et tchèques principalement. Sur le plan intérieur, c'est la question sorbe qui intéresse les chercheurs. Elle est financée par le Ministère de l'Intérieur, et coopère avec le Ministère des Affaires étrangères. L'ambassade allemande à Varsovie semble en tirer profit, et soutient à son tour le travail de la PuSte, en l'aidant à acquérir le matériel tant convoité. Dans la logique de la *Gegnerforschung*, la veille de l'ennemi, la communication sur les travaux scientifiques polonais est placée sous le sceau du secret : par exemple, les listes des ouvrages traduits, envoyées entre autres à l'ambassade allemande à Varsovie sont estampillées secret (*Vertraulich* !). Dans une lettre du 19 mars 1936, J. Papritz demande d'ailleurs aux destinataires de leur traduction de la revue de la presse polonaise, baltique, tchèque et wendisch (sorbe) de signer la déclaration de confidentialité, du fait du succès de cette parution, et pour garder leur travail secret malgré la forte diffusion de celui-ci. Il annonce à cette occasion l'arrêt de la revue de la presse « russe », qui ne reprendra que si ses collaborateurs trouvent des informations sur la minorité allemande en « Russie »[484]. En 1936, la PuSte lance une première série de publications sur l'Allemagne et l'Est (*Deutschland und der Osten*) puis la revue *Jomsburg* dès 1937.

La majorité des traductions effectuées par la PuSte concerne la zone frontalière de l'Allemagne avec la Pologne ou la Tchécoslovaquie. Certaines publications traitent cependant de l'Europe de l'Est,

---

[482] *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* : Revue fondée à Berlin en 1936, active jusqu'en 1941, avant d'être refondée en 1953 en RFA. Les numéros d'avant 1941 sont numérisés par la Bibliothèque de Bavière et sont consultables sous : http://daten.digitale-sammlungen.de/~db/ausgaben/uni_ausgabe.html?projekt=1148467117&echerche=ja&rdnung=sig, consulté le 8.07.2016.

[483] BArch, R 153 Publikationsstelle Berlin-Dahlem.

[484] PA-AA, Botschaft Warschau.

comme la traduction par Georg Smolka d'un article de Józef Wąsowicz (1900-1964), élève puis assistant d'E. Romer, sur les marges orientales de la Pologne, paru originellement dans le quotidien cracovien *Ilustrowany Kuryer Codzienny*[485]. Dans ce texte, le géographe polonais présente l'évolution de la frontière polonaise, au XX^e^ siècle, en insistant particulièrement sur la diversité ethnique de la Pologne à l'Est de son territoire. Par son travail, il s'inscrit dans la conception d'ancrage culturel dans le sol d'une nation. Il conclut son analyse par la démonstration d'une consolidation de la présence polonaise depuis 1918 et l'évocation des débats autour de la ligne Curzon, et ainsi la stabilisation de la frontière orientale. Les collaborateurs de la PuSte viennent d'horizons différents, ce sont en général de fins connaisseurs des pays sur lesquels ils mènent leur veille. Ils ont souvent en commun d'être des chercheurs qui n'ont pas pu trouver de position dans le système universitaire. Ainsi Hildegard Schaeder qui a défendu sa thèse sous la direction de Richard Salomon, peu avant l'expulsion de ce dernier sous l'impact des lois racistes du III^e^ Reich[486].

La PuSte est une institution chargée par l'État allemand de prendre le pouls de la société polonaise, discrètement et de manière fiable. La PuSte était d'emblée une institution ancrée hors de l'université. Sa spécificité s'efface peu à peu après 1933, avec la politisation plus générale de l'université en Allemagne. La politisation touche tous les domaines de la recherche, tout particulièrement celui de l'Europe de l'Est et se traduit d'une part par l'expulsion progressive des chercheurs sur des critères racistes, comme Hans Rothfels en 1934 ou sur des critères plus politiques comme Otto Hoetzsch en 1934. D'autre part, les universitaires eux-mêmes s'engagent pour des missions d'expertise, comme par exemple Werner Conze (1910-1986), et ses travaux sur la minorité biélorusse en Pologne[487]. Au cours des années 1930, la science historique devient une science « combattante »[488] et le combat se dessine à l'Est, notamment à l'Est de la Pologne.

[485] WĄSOWICZ Józef, *Kresy wschodnie. Vertraul. Übers. ausgef. von G. Smolka*, B.-Dahlem, Preuss. Geh. Staatsarchiv, Publikationsstelle, 1936.
[486] Nous revenons dans la partie suivante sur le travail de cette universitaire, qui se consacre à l'expertise durant la guerre.
[487] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, pp. 284-286.
[488] Je reprends cette traduction de *Kampfforschung* de Christian Ingrao.

(5) L'Ukraine et les Ukrainiens dans l'expertise allemande jusqu'en 1939 : dialogue constant mais subalterne

La question de l'Ukraine est à la croisée de ces institutions, tout en n'étant véritablement ancrée nulle part, à l'image de l'Institut Scientifique Ukrainien (*Ukrainische Wissenschaftliche Institut* – Berlin)[489]. La création de cet institut semble être le résultat de tentatives parallèles d'activistes politiques proches de l'Hetman Pavlo Skoropadskiy et d'intellectuels ukrainiens résidant à Prague, dont Dmytro Doroshenko (Дмитро Дорошенко, 1882–1951) et d'autres plus proches de S. Petlioura (moins germanophiles), tels Ivan Mirčuk (Іван Мірчук, 1891-1961)[490]. L'hésitation et l'ambiguïté quant à la mission de cet institut freine son développement tout au long de son activité : les différentes administrations allemandes qui le soutiennent (principalement les Ministères des Affaires étrangères et de la Défense) balancent entre une volonté de s'assurer le soutien des Ukrainiens, et la crainte de se voir accusé de tomber dans la russophobie. Le soutien officiel allemand à cet institut fut également tributaire de la politique allemande envers la Pologne[491]. La composition de cet institut va faire pencher la balance tantôt du côté d'une activité politique, de soutien matériel à une élite ukrainienne en émigration, tantôt du côté d'une activité plus universitaire, d'enseignements et de diffusion de connaissances sur l'Ukraine. Formellement l'institut est créé sous la forme d'une association en 1926. Il est présidé jusqu'en 1931 par D. Doroshenko, puis par I. Mirčuk (qui disposait de la nationalité allemande depuis 1929[492]). En 1932, un activiste de l'OUN, Zenon Kuzelia (Зенон Францискович Кузеля 1882-1952) monte en puissance dans l'administration de l'institut, ce qui accentue les dissensions internes et externes, dans l'orientation de l'institut, tant sur le plan politique que sur son fonctionnement[493]. Durant les premières années, le manque de connaissance de la langue allemande des intellectuels ukrainiens, tels que D. Doroshenko[494], avait freiné l'intégration à l'Université de Berlin, pourtant souhaité par les soutiens allemands. L'arrivée de Z. Kuzelia accélère la coopération entre l'Institut ukrainien et l'Université, mais elle reste liée à une coopération personnelle et n'aboutit pas à un ancrage institutionnel. L'Institut offre un cours sur la langue et la civilisation ukrainienne dès 1932[495]. Dès 1933, une autre institution allemande influence le devenir de l'Institut ukrainien : le

[489] Nous allons utiliser le nom allemand, pour plus facilement le différencier des centres quasiment éponymes ukrainiens de Prague et Varsovie.
[490] KUMKE Carsten, « Das Ukrainische Wissenschaftliche Institut in Berlin Zwischen Politik und Wissenschaft », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 43 (2), 1995, pp. 221-222.
[491] *Ibid.*, p. 238.
[492] *Ibid.*, p. 251.
[493] *Ibid.*, p. 236.
[494] *Ibid.*, p. 228.
[495] *Ibid.*, p. 244.

bureau des Affaires étrangères de la NSDAP, par la personne de Georg Leibbrandt[496]. Celui-ci déplore dans un rapport à A. Rosenberg, le manque de connaissance des autres interlocuteurs allemands des Ukrainiens, qui ne concevaient l'Ukraine que dans la partie polonaise. Il cherche à rassembler une diversité politique chez les membres ukrainiens de l'institut, pour ne pas mettre la politique allemande en dépendance d'un seul groupe ukrainien.

La discussion autour de l'Institut scientifique ukrainien de Berlin s'intensifie. L'existence d'une organisation ukrainienne sans contrôle, ne plaît pas. Avec la prise de contrôle par Goebbels de la DHP, la Haute École Politique allemande, le Ministère de l'Éducation propose une intégration de l'Institut ukrainien dans la section orientale de la DHP, dans sa forme future. Mais le fait que l'Institut n'avait mené que des études du point de vue ukrainien, sans prendre en compte le point de vue allemand, dissuadait son intégration dans une structure allemande[497]. L'avenir de l'Institut resta ainsi incertain, et avec le déclenchement de la guerre, surtout après 1941, l'activité des membres ukrainiens non envoyés sur le front (tels Mirčuk), consiste en la production d'ouvrages géographiques et linguistiques, pour le Ministère de la défense[498]. L'Institut porta malgré ces difficultés et les incohérences internes et externes, des voix ukrainiennes dans le débat allemand sur l'Est, véhiculée par des relais allemands, comme par exemple le professeur Bolko von Richthofen, de l'Université de Königsberg. Ce dernier, médiéviste de formation, après s'être intéressé à démontrer la germanité de la Silésie, poursuit sa lutte contre les frontières de Versailles dans le champ académique. Il prend la direction à Königsberg en 1934 du séminaire dédié à la préhistoire, qu'il avait réussi à rendre obligatoire pour tous les étudiants en histoire de la faculté en 1937[499]. En 1938, B. v. Richthofen rassemble des intellectuels de l'émigration soviétique : des Russes, des Géorgiens et des Ukrainiens, dans un ouvrage dédié à la « science bolchevique »[500]. Les contributions des auteurs couvrent l'état de la pratique scientifique dans la géographie, l'histoire, la littérature en URSS. Un nombre remarquable de contributions constituent en fait une liste des victimes de la répression bolchevique des intellectuels soviétiques. Elles prennet la forme parfois même crûe de listes comportant simplement les noms de ces intellectuels, ordonnés en fonction de la manière dont ils sont décédés : de faim, en camp de travail, en prison[501]. Parmi les auteurs, on retrouve Nikolaï S. von Arseniew (1888-1977), qui avait émigré après

[496] *Ibid.*, p. 241.
[497] *Ibid.*, p. 246.
[498] *Ibid.*, pp. 249-250.
[499] BOOCKMANN Hartmut, « Die Königsberger Historiker vom Ende des 1. Weltkrieges bis zum Ende der Universität », *in Die Albertus-Universität zu Königsberg und ihre Professoren.-; Aus Anlaß der Gründung der Albertus-Universität vor 450 Jahren.-*, Berlin, Duncker & Humblot, 1995, p. 272.
[500] RICHTHOFEN Bolko (dir.), *Bolschewistische Wissenschaft und « Kulturpolitik »: ein Sammelwerk*, Königsberg [u.a.], Ost-Europa-Verl., 1938 ([Schriften der Albertus-Universität / Geisteswissenschaftliche Reihe] Schriften der Albertus-Universität / Universität Königsberg. - Königsberg : Osteuropa-Verl.).
[501] Nikolaus von Arseniew, « Das Schicksal der Gelehrten in der Sowjetunion », dans *Ibid.*, pp. 28-44.

octobre 1917 et avait commencé une carrière universitaire à Königsberg, en 1920. Il y passe son habilitation en 1924 mais n'obtient un poste de professeur non titulaire qu'en 1938[502].

À la fin des années 1930, un des experts allemands de l'Ukraine qui avaient pris la plume en 1918 : Axel Schmidt (1870-1940), reprend son œuvre en 1939 en publiant deux ouvrages sur l'Ukraine, la présentant comme « le pays de l'avenir » et reproduisant assez directement le discours des intellectuels ukrainiens de l'émigration, abondamment cités dans ces textes. Axel Schmidt est un journaliste, qui est passé par le Ministère des affaires étrangères allemand. Selon les souvenirs de Paul Rohrbach[503], il a eu plusieurs expériences où son « expertise » a été remise en cause du fait de ses origines baltiques. Rohrbach raconte comment, de manière générale, le Ministère allemand des Affaires étrangères ne voulait de son service qu'une traduction neutre et non pas une revue commentée de la presse étrangère. Ainsi, en 1917, lorsqu'Axel Schmidt ne sélectionna pas une information sur une proposition de paix séparée (*Sonderfrieden*), on lui reprocha son « ressentiment baltique », toujours selon les souvenirs de Rohrbach, et il fut renvoyé. Rohrbach raconte ensuite, comment A. Schmidt fut convié à nouveau par la diplomatie allemande, après la prise de pouvoir bolchevique, pour consultation. Cette rencontre semble avoir marqué P. Rohrbach, car le diplomate n'avait pas de gêne à admettre sa méconnaissance de la vie politique en Russie[504]. Toutefois, à la suite de cette rencontre, A. Schmidt avait été chargé de prendre contact avec les Ukrainiens qui aspiraient à l'indépendance. Il garde ces contacts après 1918, notamment avec Roman Smal Stocki. Ainsi, en 1936, lorsque R. Smal Stocki entame un voyage en Grande-Bretagne et en Allemagne, pour collecter des impressions sur l'évolution possible de la politique allemande en Europe, il rencontre A. Schmidt et Paul Rohrbach, qu'il qualifie de « vieux amis des Ukrainiens, qui étaient pendant la Grande guerre, les principaux représentants du plan de partition de la Russie en États nationaux »[505]. A côté des discussions sur la politique occidentale envers l'URSS et envers l'émigration ukrainienne, Roman Smal Stocki rapporte que ses interlocuteurs allemands lui assurent que l'Allemagne n'est pas en état de mener la guerre pour les « 4-5 prochaines années », parce qu'elle a perdu « 35% de ses officiers dès 1914 », que « le contingent déclaré de l'armée n'existe que sur le papier et qu'en réalité il n'est pas encore atteint » et que par ailleurs, elle ne dispose pas encore des réserves naturelles nécessaires.

---

[502] BOOCKMANN Hartmut, « Die Königsberger Historiker vom Ende des 1. Weltkrieges bis zum Ende der Universität », *in Die Albertus-Universität zu Königsberg und ihre Professoren.-; Aus Anlaß der Gründung der Albertus-Universität vor 450 Jahren.-*, Berlin, Duncker & Humblot, 1995, p. 269.

[503] ROHRBACH Paul, « Axel Schmidt, dem Kenner des Ostens zum Gedaechtnis », *Ukraine in Vergangenheit und Gegenwart* (4), 1952, pp. 37-40.

[504] *Ibid.*, p. 39 : « Daβ die *russischen* Parteien im Auswärtigen Amt eine terra incognita waren, schien man als eine harmlose Selbstverständlichkeit zu betrachten. »

[505] Rapport conservé à : AAN. MSZ. Departament polityczno-ekonomiczny. Wydział Wschodni. 5218 : Dział ogólny : Instytut Naukowy (1934-1936) pp. 284-288, également reproduit dans : Document n° 127, LIBERA (dir.), *II Rzeczpospolita wobec ruchu prometejskiego*, *op. cit.*, 2013, pp. 383-390.

Toujours durant cet entretien, A. Schmidt et P. Rohrbach auraient expliqué que l'Allemagne « devrait s'entendre avec la Pologne surtout pour la question de la création d'États-Nations (państw narodowych) après l'effondrement de la Russie et la division en sphère d'influences. » La question ukrainienne en Pologne était reléguée au second plan, pour ne pas « froisser » le partenaire oriental, car, selon Goebbels, « tout ce qui est ukrainien, provoque la Pologne. » Ainsi, les instructions sont de ne pas alimenter de sujets, qui pourraient mener à un rapprochement « franco-bolchevique ». Rohrbach rapporte qu'A. Schmidt n'a pas connu une très forte reconnaissance de son travail durant cette période, ni même après 1933. Il reste une figure intéressante semblant connaître intimement la question ukrainienne, et plus généralement, les problèmes politiques de l'Europe de l'Est.

La question ukrainienne et les intellectuels ukrainiens sont instrumentalisés dans le débat germano-polonais, par exemple au moment des conférences internationales scientifiques. Les Ukrainiens ne sont pas contraints à la même (auto)censure que les historiens allemands. Le premier congrès international des historiens organisé après la prise de pouvoir des nazis en Allemagne, se tient à Varsovie en 1933[506]. Le gouvernement allemand mène alors dans une logique d'apaisement tactique envers la Pologne, les historiens allemands, qui voulant eux plaire à leur régime, ont adapté leur discours. L'intensité de la préparation de cette conférence du côté allemand témoigne de l'importance de cette rencontre pour les historiens allemands. D'abord pour l'ouvrage collectif sous la direction d'A. Brackmann[507], où les historiens allemands étaient priés par ce dernier de contenir leurs commentaires hostiles envers la Pologne et de s'abstenir de tous commentaires révisionnistes ou inspirés de « rassologie », pour ne pas prêter le flanc aux attaques polonaises[508]. Ensuite pour la rencontre concrète, un vadémécum est diffusé aux membres de l'Association d'Historiens allemands (*Verband der deutschen Historiker*) listant les réponses à apporter aux « attaques » polonaises. On voit que l'esprit n'était pas au dialogue scientifique mais à la discipline et l'unité nationale. Dans ce document, la politique des minorités polonaises est une fois de plus un élément de discrédit de la viabilité de l'État polonais[509]. Les contributions ukrainiennes à ce Congrès des historiens sont nettement moins polonophiles[510]. La qualité scientifique des contributions varie mais un fil conducteur les traverse presque toutes : la critique à la présence polonaise sur les terres ukrainiennes. Cet élément est repris par les Allemands et devient une constante de leur critique adressée à la Pologne[511], et trouve une

[506] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, pp. 116-149.
[507] BRACKMANN Albert, Deutschland und Polen. Beiträge zu ihren geschichtlichen Beziehungen, Munich, 1933.
[508] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, pp. 122-124.
[509] *Ibid.*, p. 143.
[510] Elles ont été publiées en français et allemand dans : Korduba Miron (dir.), *Contributions à l'histoire de l'Ukraïne au 7 Congres International des Sciences Historiques, Varsovie août 1933*, Léopol, s.n., 1933. Voir la table des matières reproduite dans l'annexe 2.
[511] HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus*, *op. cit.*, 2000, p. 167.

expression particulièrement nette dans la traduction en allemand du pamphlet anti polonais du sénateur tchèque Jaroslav Vozka intitulé *La Pologne, prison des peuples*[512].

Du côté polonais, les intellectuels ukrainiens, parfois les mêmes que ceux qui sont actifs en Allemagne, font partie intégrante de la production de savoir sur l'Est, même si le contexte polonais du travail sur l'Ukraine est sensiblement différent. En Pologne, un institut scientifique ukrainien voit également le jour, quelques années après celui de Berlin en 1930, mais sa création répond à d'autres nécessités politiques[513]. La Pologne, en étendant son territoire à la Galicie, et intégrant Lwów dans son administration, héritait d'organisations ukrainiennes, avec laquelle elle semble avoir eu quelques difficultés. Ainsi, avant 1914, au sein de l'Université de Lemberg, l'enseignement en ukrainien avait une place à part entière[514], mais cet enseignement ne fut pas reconduit sous la II^{e} République. Dès 1922, la représentation ukrainienne au parlement de l'État polonais, *Sejm*, proposa la recréation d'une université ukrainienne à Lwów, sans succès. Dans les années qui suivent, de grandes figures universitaires, telles que Oskar Halecki et Marceli Handelsman ou encore du côté étatique, tels que Leon Wasilewski ou Tadeusz Hołówko, viennent apporter leur soutien à ce projet[515]. Mais ce n'est donc qu'en 1930 que le Ministère des Affaires religieuses et de l'Éducation publique se décide à créer en ersatz, cet institut ukrainien, non pas à Lwów mais à Varsovie. Sa mission était de préparer des enseignements en ukrainien ou polonais sur l'histoire, la société, la vie économique et culturelle ukrainienne, de préparer des œuvres originales ou de traduire des ouvrages de l'ukrainien en polonais. Dans cet Institut Scientifique Ukrainien, on retrouve une partie des intellectuels ukrainiens qui avaient officié à Berlin, dans l'institut éponyme, notamment Dmytro Doroshenko[516] et Roman Smal-Stocki. L'intégration de cet institut aux structures universitaires polonaises est cependant plus fort, même si l'administration polonaise ne lui reconnait pas le statut d'école de l'enseignement supérieur[517] : les enseignants polonais des universités de Varsovie et de Cracovie interviennent à l'Institut scientifique ukrainien et les Ukrainiens rattachés à l'institut, sont également enseignants dans les universités polonaises.

---

[512] VOZKA, Jaroslav. *Polen, das Gefängnis der Völker*. Volk u. Reich, 1933.
[513] KOZAK Stefan, « Ukraiński Instytut Naukowy w Warszawie (1930-1939) », *Warszawskie Zeszyty Ukrainoznawcze/Varšavs'kì Ukraïnoznavčì Zapiski* (25-26), 2008, pp. 15-22.
[514] STOCZEWSKA, *Ukraina i Ukraińcy w polskiej myśli politycznej*, *op. cit.*, 2013, p. 18.
[515] KOZAK, « Ukraiński Instytut Naukowy w Warszawie (1930-1939) », *art. cit.*, 2008.
[516] Il a travaillé également dans l'Université ukrainienne libre de Vienne et de Prague, voir son dossier personnel auprès du Ministère polonais des Affaires religieuses et de l'Éducation publique : AAN. Ministerstwo Wyznań Religijnych i Oświecenia publicznego. 2254, 35 p.
[517] STOCZEWSKA, *Ukraina i Ukraińcy w polskiej myśli politycznej*, *op. cit.*, 2013, p. 53.

3. L'expertise polonaise de l'Est en succédané de politique à l'Est

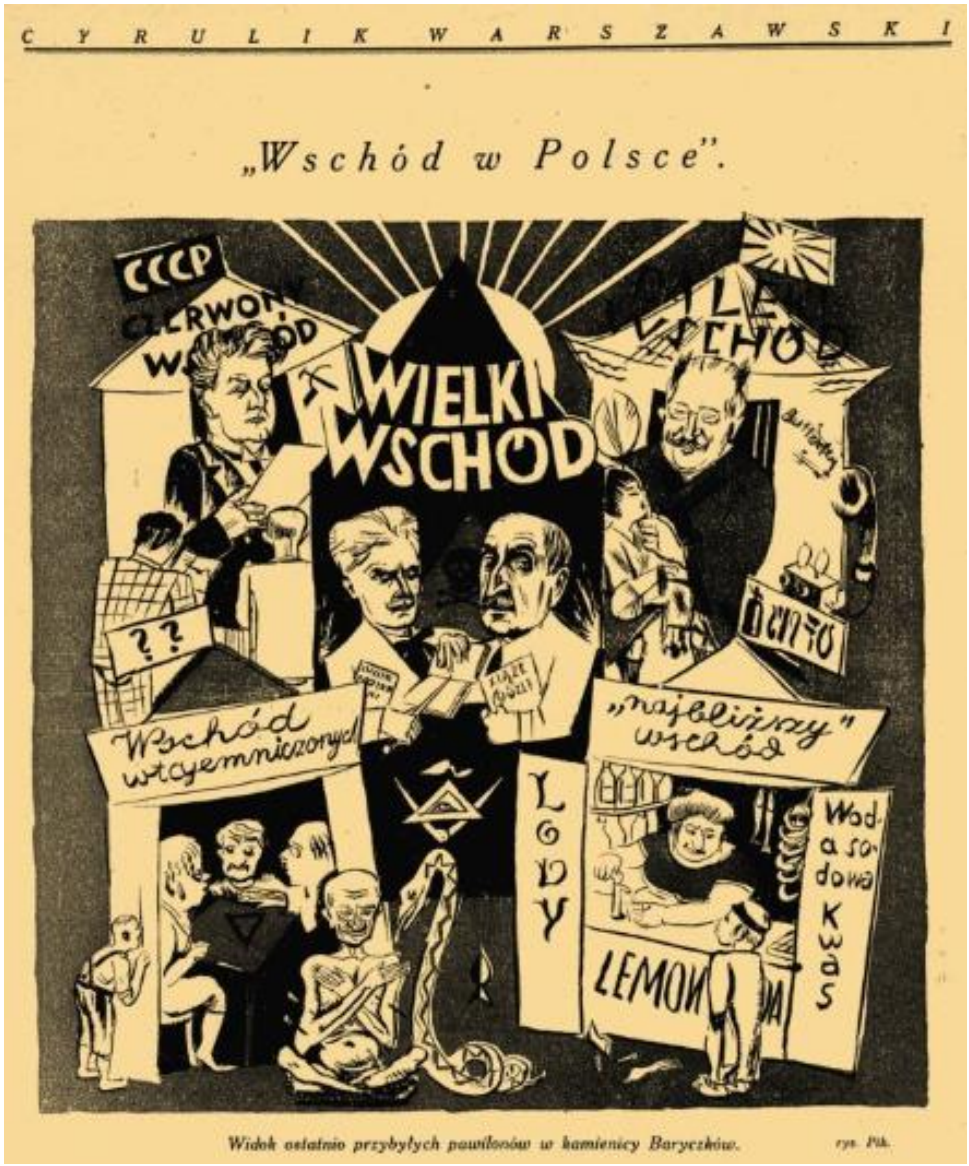
Le mouvement prométhéen naît de la cristallisation des aspirations d'activistes politiques de l'ancien Empire tsariste, notamment du Caucase et d'Ukraine[518], avec les ambitions polonaises dans la région. Cette idée d'émancipation par l'union des peuples non russes de l'URSS en formation a des racines antérieures aux années 1920. Elle résulte aussi bien de la convergence des congrès des peuples musulmans de Russie des années 1917-1918, avec les espoirs déçus des Ukrainiens de la République populaire d'Ukraine, définitivement dissoute après le Traité de Riga de 1921, que de l'ambition de soutenir une autonomie nationale pour les peuples non russes de Russie (qu'une partie du gouvernement polonais n'abandonne pas, malgré ses obligations liées au traité polono-bolchevique). Beaucoup des réfugiés politiques fuyant la prise de pouvoir bolchevique à Moscou, arrivent à Paris. C'est là qu'ils fondent le mouvement prométhéen, en 1926. L'activité la plus visible est la publication de la revue *Prométhée* entre 1926 et 1938. Outre cette revue, les activistes de cette association cherchent à s'organiser pour peser dans les organisations internationales et par là sur la politique étrangère des puissances européennes notamment, afin d'obtenir la création d'États indépendants dans le Caucase et en Ukraine. Les prométhéens sont actifs à Genève. La Pologne est un des États qui soutient continuellement ce mouvement, surtout financièrement, mais aussi en accueillant dans des structures universitaires et d'expertise, les acteurs de ce mouvement, et plus particulièrement les Ukrainiens.

L'historien Paweł Libera[519] place le prométhéisme dans cette veine d'aspiration à l'émancipation nationale, dirigée contre les Russes plus que contre les communistes. La transposition des idées d'émancipation nationale aux peuples de l'URSS et en premier lieu, de l'expérience d'émancipation polonaise, posait de nombreuses difficultés. À commencer, le risque d'incohérence avec la politique menée envers les minorités à l'intérieur de l'État polonais et aussi, une absence de concrétisation possible dans les années à venir. Dans ses mémoires[520], Stanisław Zabiełło rappelle l'existence d'un sous-service dédié à cette mission dans le département oriental du Ministère des Affaires étrangères polonais, dont « la situation n'était pas claire. »[521] Ce service était chargé des relations avec

[518] LIBERA (dir.), *II Rzeczpospolita wobec ruchu prometejskiego*, *op. cit.*, 2013.
[519] *Ibid.*
[520] Manuscrit conservé à la bibliothèque Ossoliński à Wrocław : ZABIEŁŁO Stanisław, Wspomnienia z lat 1902–1936, Manuscrit inédit, 1969, Zakład Narodowy im. Ossolińskich. Katalog rękopisów zinwentaryzowanych, 18892/II. En ligne: <http://bazy.oss.wroc.pl/rkp/pubi/szukaj.php?sygnatura=&autor=zabie%B3%B3o&pelne1=1&haslo=&pelne2=1&tematyka=0&rodzaj=0>, consulté le 1.11.2016.
[521] *Ibid.*, p. 464.

l'émigration prométhéenne, pour préparer la coopération après la chute de l'URSS, « selon les lignes nationales ». Du fait du caractère officieux de ses activités, ce service était installé physiquement hors du département oriental, pour pouvoir mener les activités de financement plus discrètement, selon Zabiełło. Ce dernier raconte par ailleurs, que cette éventualité motivait le MSZ à maintenir des consulats dans les pays qui en émergeraient, comme à Minsk[522]. Cependant, lui-même n'était pas convaincu que l'URSS allait craquer le « long des lignes nationales », sans toutefois minimiser l'importance des problèmes liés à cette dimension des tensions politiques soviétiques[523], contrairement à ce qu'il enseigne aux jeunes diplomates polonais[524]. Il n'en reste pas moins qu'une partie de l'élite politique et intellectuelle polonaise s'engage dans cet effort de soutien à l'idée d'émancipation des peuples voisins, par un soutien matériel à l'émigration d'URSS[525] et par la construction et la diffusion de connaissance sur ceux-ci, que nous allons étudier à présent. En effet, outre les limites du projet final du prométhéisme, ce courant d'idée devait faire face à un désintérêt de la population polonaise pour cette dimension de l'Est[526].

[522] *Ibid.*, p. 206.
[523] *Ibid.*, p. 569.
[524] Voir l'expertise étatique de l'Est, et le travail de Zabiełło, en annexe 3.
[525] MAJ, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, *op. cit.*, 2007 ; LIBERA (dir.), *Il Rzeczpospolita wobec ruchu prometejskiego*, *op. cit.*, 2013 ; KORNAT, « Idea prometejska a polska polityka zagraniczna (1921-1939/1940) », *art. cit.*, 2012.
[526] MAJ, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, *op. cit.*, 2007, p. 26.



Sur les tentes, respectivement en haut à gauche : « l'Est rouge », en haut à droite : « l'Extrême Orient », au centre : « le Grand-Orient », en bas à gauche : « l'Est secret » et en bas à droite : « l'Est le plus proche ».

En bas de l'image, la légende indique : « Panorama des pavillons dernièrement installés dans la maison des Baryczków » (sur la place du vieux marché à Varsovie).

Figure 11 : L'Est en Pologne, caricature parue dans Cyrulik n°12 du 21.08.1926[527]

Les personnes représentées pourraient appartenir au milieu culturel polonais, avec au centre, à gauche, Andrzej Strug, (1871-1937), reconnaissable à son livre « Ludzie podziemni *[Les hommes du souterrain] ». À sa droite, Szymon Askenazy (1866-1935) tient un livre intitulé «* Xiążę Józef *» ou le prince Joseph[528]. Sur la tente en haut à droite, on voit l'inscription « Butterfly », sur celle du bas à droite, « glaces, eau gazeuse, limonade, kvas ». Sur la tente en haut à gauche enfin, sous la tente CCCP (URSS), on peut reconnaître Władysław Broniewski, (1897-1962), alors membre du parti communiste polonais.*

Un article accompagnant cette caricature, décrit l'inauguration d'une exposition intitulée « l'Est en Pologne », présentant des objets de l'Est allant de la Russie à l'Asie[529]. Cette exposition était accompagnée d'une conférence du « célèbre orientologue prof. Górka », sur le thème « Mahomet ne voulait pas se rendre à la montagne, alors la montagne vint à lui (« Nie chciał Mahomet do górki, więc przyszła górka do Mahometa »).

[527] Disponible sous https://polona.pl/item/7980807/7/, consulté le 8.07.2016.
[528] Merci à Mateusz Chmurski pour son aide dans l'identification de Szymon Askenazy.
[529] Stanisława Sawicka, « Wystawy Towarzystwa Opieki nad Zabytkami Przeszłości » dans : *Ochrona Zabytków,* 1958, 11/3-4 (42-43), pp. 171-176, ici p. 175.

(1) Des connaissances pour l'instauration d'un dialogue interne : le travail de Stanisław Paprocki à l'Institut d'Études des questions nationales (minorités) (Instytut Badań Spraw Narodowościach, 1921-1939)

L'Institut d'études des questions nationales fut créé en décembre 1921, à l'initiative d'universitaires de l'Université de Varsovie et de l'Institut d'Économie Sociale (*Instytut Gospodarstwa Społecznego*)[530]. Il était dédié à l'étude des conditions de vie des minorités en Pologne, sur le plan économique, culturel, religieux et politique, mais aussi, de celles de la minorité polonaise hors de la Pologne. Ces priorités se retrouvaient dans les trois sections de l'Institut. La première, dirigée par Marceli Handelsman (1882-1945), s'intéressait aux droits des minorités dans le droit international et à la « défense de la position polonaise ». La seconde, dirigée par Stanisław Thugutt (1873-1941), était dédiée aux minorités de Pologne, avec des commissions pour les minorités ukrainienne, allemande, juive, russe et tchèque, à Varsovie, et une commission biélorusso-lituanienne à Wilno (Vilnius). La dernière section, supervisée par Witold Kamieniecki (1883-1964) était dédiée à l'étude des minorités polonaises dans les pays voisins (Allemagne, Lituanie, Lettonie, Union soviétique, Roumanie et Tchécoslovaquie)[531].

Les activités d'expertise ne commencent que lentement, avec dans les premières années, l'organisation principalement de conférences. Mais dès 1926, avec le changement de la politique étatique envers les minorités, l'Institut devient un interlocuteur de l'État, qui le finance plus régulièrement. L'Institut reçoit des commandes de ministères pour mener des études de statistiques démographiques, reposant sur des enquêtes de terrain. L'Institut mène une veille des législations étrangères en matière de droits des minorités[532] et accueille un séminaire sur les questions nationales dès 1931, participe à l'exposition « La Pologne et les Polonais dans le monde (*Polska i Polacy w świecie*) » en 1934. Les publications de cet institut sont fréquemment traduites en allemand et français, y compris la revue *Sprawy Narodowościowe* paraissant sous le titre *Les Questions Minoritaires* dès 1928. Cette dimension internationale se retrouvait également dans le travail de veille et de collecte bibliographique : l'institut pratiquait l'échange de publication avec notamment l'Institut pour

[530] ALBIN Janusz, « Instytut Badań Spraw Narodowościach », in: MADAJCZYK Czesław, *Słownik polskich towarzystw naukowych: T. 2. Towarzystwa naukowe i upowszechniające naukę działające w przeszłości na ziemiach polskich*, Zakład Narodowy Im. Ossolińskich, s. d., pp. 131-135.
[531] *Ibid.*, p. 132.
[532] *Ibid.*, p. 133.

l'Étranger Allemand de Stuttgart (*Deutsches Auslandinstitut*, DAI), ce qui était le niveau le plus simple de relations entre institut de ce type. L'Institut semble également avoir été l'interlocuteur du Congrès des minorités nationales en Europe, par l'intermédiaire de S. Paprocki[533]. La place que cet institut tenait dans la formulation de la politique polonaise envers les minorités, était assez particulier : à fil des crises liées aux minorités, ou plutôt aux revendications ukrainiennes exprimées violemment, S. Paprocki et d'autres acteurs de la même sensibilité, proposaient d'organiser le dialogue, avec ceux-ci, et cherchaient à le maintenir, au-delà des instabilités gouvernementales et les retournements en politique envers les minorités qui en découlaient. En 1934, Stanisław Paprocki prend la tête du comité aux affaires nationales (aux minorités) : le *Komitet do Spraw Narodowościowych* qui institutionnalise cette expertise auprès du gouvernement polonais. La création de ce bureau arrive dans un contexte tendu des relations entre l'État polonais et les mouvements nationalistes ukrainiens, qui atteint son apogée dans le meurtre de Pieracki en juin. Ce meurtre divise les partis politiques ukrainiens et la branche nationaliste plus modérée, l'UNDO[534] se distancie de ce meurtre et entame un rapprochement avec les instances politiques polonaises, notamment par le biais de Stanisław Paprocki[535]. En 1935, il est nommé à la tête du bureau pour la politique envers les minorités (*Biuro Polityki Narodowościowej*). Il est très actif à ce poste, mobilise des experts et les administrations pour traiter concrètement ces questions, mais fait face aux difficultés de transposition, puis de suivi de ces décisions gouvernementales dans la réalité[536]. Ces difficultés, comme le rapporte Stephan Stach, étaient liées à des conceptions différentes de la place des minorités dans la société polonaise, traitées comme facteur de risque pour la sécurité, notamment en termes de défense du territoire à l'Est. Cette conception portée par l'armée, gagne en importance dans les rangs gouvernementaux après 1936 et l'arrivée au pouvoir du camp de l'unité nationale : l'OZN (*Obóz Zjednoczenia Narodowego*, « ozon »). Stanisław Paprocki accompagne de très près la politique étatique polonaise envers les minorités, par ses contacts à la fois avec les administrations des ministères de l'intérieur, des affaires étrangères, l'armée polonaise et avec les milieux politiques ukrainiens de l'intérieur. L'expertise qu'il produit dans son institution, n'a cependant pas toujours l'accueil espéré et ses efforts de pédagogie sont pas parfois contre-productifs de ses projets : l'Institut essaie de promouvoir une conception de la citoyenneté polonaise, reposant sur la construction d'un environnement favorable à la loyauté envers l'État. Pour

[533] Voir les compte-rendus des réunions de ce congrès que Stanisław Paprocki signe dans AAN. MSZ. Departament Polityczno-Ekonomiczny, Wydz. Org. Międzynarodowych : 2354, Instytut Badań Spraw Narodowościowych. Obrady Kom. dla Zbadania Potrzeb Gosp. Ludności Żydowskiej w Polsce. VII Kongres Mniejszości Narodowych. Zjazd Zw. Polaków w Rumunii. (1931), p. 443 et suivantes.

[534] L'Alliance nationale-démocratique ukrainienne (Українське Національно-Демократичне Об'єднання, УНДО).

[535] STACH, *Nationalitätenpolitik aus der zweiten Reihe. Konzepte und Praktiken zur Einbindung nationaler und ethnoreligiöser Minderheiten in Piłsudskis Polen (1926-1939)*, *op. cit.*, 2015, p. 87.

[536] STACH, *Nationalitätenpolitik aus der zweiten Reihe. Konzepte und Praktiken zur Einbindung nationaler und ethnoreligiöser Minderheiten in Piłsudskis Polen (1926-1939)*, *op. cit.*, 2015.

cela, l'État polonais devait lutter contre les discriminations des minorités.

L'historien Stephan Stach rapporte la réflexion qui émergence au sein de l'institut sur les statistiques ethniques et la conception de la polonité. Une étude menée après 1934 en Polésie, par Józef Obręski (1905-1967)[537], estime que l'auto-identification des habitants des territoires orientaux de la Pologne, était dynamique, et difficile à saisir statistiquement : il constatait une certaine « résistance » à l'attribution d'une nationalité spécifique dans cette région aux individus. Une autre étude menée par Józef Paczosa en Galicie, de vérification de la recension démographique officielle de 1931, conclue à une surestimation de la population polonaise dans cette région. La réponse de l'administration polonaise à cette étude a été d'entamer une politique de colonisation des territoires orientaux, notamment à l'aide de l'armée[538] et de relais associatifs, dont l'Association de développement des terres orientales (*Towarzystwo Rozwój Ziem Wschodnich*), particulièrement soutenue par les milieux de la petite aristocratie polonaise, qui comptait de nombreux propriétaires terriens de la région orientale[539]. En somme, Stanisław Paprocki incarne une union personnelle de l'expertise sur l'Est « interne »[540] à la fois étatique et civile. Malgré la stabilité de l'existence de ces institutions, et la clarté de leur discours, la réception est restée très contestée et les gouvernements polonais ont mené des politiques très variables et de plus en plus agressives dans les années 1930.

(2) L'Institut de l'Est : déplacement vers l'expertise de la politique prométhéenne polonaise ?

L'Institut de l'Est (Instytut Wschodni) de Varsovie, fut fondé le 12 mars 1926, soit quelques temps avant la reprise du pouvoir par la force de Piłsudski en mai 1926, mais était déjà fortement lié à son entourage[541], qui le concevaient comme un outil de prise d'influence sur la politique orientale polonaise. L'institut devait être un lieu de sensibilisation aux questions orientales, par une éducation de la jeunesse, notamment de l'élite politique montante, aux conceptions pilsudskiennes de la

[537] Il est chargé en 1936 du séminaire sur les minorités de l'Institut.
[538] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999.
[539] STACH, *Nationalitätenpolitik aus der zweiten Reihe. Konzepte und Praktiken zur Einbindung nationaler und ethnoreligiöser Minderheiten in Piłsudskis Polen (1926-1939)*, *op. cit.*, 2015, p. 93.
[540] L'Institut a également travaillé sur la question des discriminations envers les juifs, voir STACH, *Nationalitätenpolitik aus der zweiten Reihe. Konzepte und Praktiken zur Einbindung nationaler und ethnoreligiöser Minderheiten in Piłsudskis Polen (1926-1939)*, *op. cit.*, 2015.
[541] MAJ, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, *op. cit.*, 2007, p. 27.

politique orientale, dans sa version officieuse, c'est-à-dire, le prométhéisme. L'Institut a pu puiser dans le vivier de la revue « Alliance » (*Przymierze*), fondée durant la guerre polono-bolchevique, qui promouvait l'idée d'alliance entre les Polonais et les peuples de l'Empire russe, pour leur émancipation nationale. Les acteurs de cette revue se rassemblent en 1921 dans l'Association de Rapprochement des Peuples Émancipés (*Związek Zbliżenia Narodów Odrodzonych*, 1921-1923), dans laquelle on retrouve une partie des collaborateurs de l'Institut de l'Est, notamment son fondateur, le sénateur Stanisław Siedlecki[542].

Les premières années d'activité de l'Institut de l'Est s'organisent plutôt dans un contexte associatif, sous les auspices « dilettantes » de Stanisław Korwin-Pawłowski[543]. Il faut souligner cette constellation dans laquelle cet institut a été fondée : soutenu par d'importantes figures politiques, telles que Stanisław Siedlecki, portée par un individu énergique, dans un contexte matériel général difficile : les premières années, l'Institut est hébergé dans l'appartement de Stanisław Korwin-Pawłowski lui-même et ce n'est que par le soutien matériel d'un diplomate polonais, Tadeusz Hołówko, qu'il peut déployer une activité plus significative. Stanisław Korwin-Pawłowski fait fonctionner l'institut, les premières années, grâce au mécénat de ses deux parents, installés à Varsovie, ainsi que les contributions d'aristocrates polonais, tel que Jerzy Potocki (1889-1961). L'État polonais est présent dès les premières discussions sur le statut de l'institut, mais ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir de Piłsudski que le soutien se matérialise, notamment par l'installation en 1927 de l'institut dans un palais dans la prestigieuse rue du Miel, à Varsovie (ulica Miodowa, 7), détruit durant la 2e Guerre mondiale[544].

C'est donc d'une initiative sociale et politique que naît l'Institut, puis se fait rapidement prendre en main par l'État polonais. L'État soutient désormais l'Institut et l'utilise pour former ses cadres, notamment sur aux langues orientales : allant de l'arabe à l'ukrainien, du japonais au turc[545]. Il organise également le contact avec des activistes politiques de l'Empire russe, en émigration en Pologne, notamment dans les cercles géorgiens et azéris. Mais on reproche à Stanisław Korwin-Pawłowski son manque de professionnalisme, que son enthousiasme indéniable ne comble pas. Les deux organes étatiques qui entretiennent les contacts les plus intensifs avec l'IW sont le Ministère des Affaires étrangères ainsi que le 2e Département de l'État-major de l'armée polonaise (*Oddział II Sztabu Generalnego Wojska Polskiego*), chargé du renseignement et par là même acteur central de la politique prométhéenne officieuse de l'État polonais. L'Institut devient une place de coordination de cette

[542] Mais aussi d'autres figures de la vie publique polonaise, tels que Włodzimierz Wakar (1885-1933), qui joue un grand rôle dans la discussion sur les questions économiques et sociales, à travers d'autres institutions éminentes, telles que l'Institut d'économie sociale ou l'Institut de la planification, voir KORNAT, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja*, *op. cit.*, 2004. Voir aussi leur profil en annexe.
[543] MAJ, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, *op. cit.*, 2007.
[544] *Ibid.*, p. 43.
[545] *Ibid.*, p. 87.

politique, en soutenant des membres de l'émigration d'acteurs politiques de l'ancien Empire russe, notamment par le biais de bourses d'études. Stanisław Korwin-Pawłowski est écarté au profit d'Olgierd Górka en 1930, pour le secrétariat général de l'Institut de l'Est, il démissionne peu après[546].

L'Institut de l'Est déploie donc des activités diverses. Au service de l'éducation politique aux questions de l'Est, il s'adresse en premier lieu aux élites polonaises mais aussi à « l'émigration prométhéenne ». À travers son « école des connaissances de l'Est » (*Szkoła Wschodnioznawstwa, 1931-1938)*[547]*, il* offre des cours de langues, et d'histoire des pays de l'Est européen et de l'Asie mineure, centrale et orientale. Au fil du temps, il constitue une large bibliothèque spécialisée sur les questions de l'Est[548], nourrissant les recherches entre autres, sur la présence polonaise en Asie. En 1933, le Ministère de la Défense se joint à ce soutien et délègue quatre officiers pour enseigner à l'IW. Cette année-là, l'IW obtient le statut d'école d'enseignement supérieur, qui forme une cinquantaine d'étudiants par an. Le soutien du Ministère des Affaires étrangères polonais se traduit par la diffusion des revues publiées par l'IW et ses organisations assimilées, notamment l'OKM. En ce sens, il est un organe quasi-étatique : animé par des acteurs sensibles à la politique étatique polonaise, voulant proposer des connaissances utiles à la politique polonaise, tout en restant en dehors des structures étatiques, sans responsabilités officielles. D'ailleurs, ce n'est pas tant la crise financière du début des années 1930 qui met un terme à certaines activités de l'IW, mais les revirements politiques, à la suite de la mort de Piłsudski en 1935. Ainsi, dès 1936, le soutien des ministères ralentit, jusqu'à aboutir au retrait par le Ministère de l'Éducation de son soutien à l'École des études sur l'Est en 1938, l'enseignement étant rattaché exclusivement à l'Université de Varsovie[549]. L'Institut accueille régulièrement des conférences, destinée à contribuer au débat politique : les intervenants sont des universitaires, des experts d'autres institutions dédiées aux questions de l'Est, des hommes politiques, principalement polonais. Sur cette large palette d'activité, nous voulons insister sur celles qui sont menées le plus intensément : le traitement de la question ukrainienne[550]. L'Institut de l'Est accueille des conférences de l'Institut Scientifique Ukrainien de Varsovie dès 1930[551] ainsi que celles du Cercle des Jeunes Orientalistes (*Orientalistyczne Koło Młodych*) dès 1928. Cette proximité avec les milieux ukrainiens est l'objet d'attaques du camp conservateur polonais, qui reproche le romantisme des idées

[546] MAJ Ireneusz Piotr, « Stanisław Korwin-Pawłowski w służbie idei prometejskiej », *Nowy Prometeusz* (3), 12.2012, pp. 75-84.
[547] MAJ, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, *op. cit.*, 2007, pp. 65-67.
[548] Ireneusz Maj détaille la collection, qui contenait également plusieurs dizaines de titres de presse d'Asie, de Turquie, de Perse mais aussi les archives de l'anthropologue Bronisław Piłsudski (1866-1918), pp. 59-61. Le sort de cette collection n'est pas connu, mais elle a probablement été détruite lors des bombardements du batiment en septembre 1939, par l'armée allemande.
[549] MAJ, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, *op. cit.*, 2007, p. 147.
[550] Parmi les activités sur l'Est européen, la Lituanie et la Biélorussie sont quasiment inexistantes, tant sur le plan des cours que des publications connues.
[551] MAJ, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, *op. cit.*, 2007, pp. 70-71.

prométhéenne et surtout de diffuser des idées patriotiques ukrainiennes[552]. L'IW se trouve dans une position quelque peu ambiguë à ce sujet, promouvant une certaine vision patriotique polonaise, en s'associant avec les revendications ukrainiennes, entre les positions étatiques et les revendications des émigrés.

Force est de constater que le dialogue polono-ukrainien porté par le Bulletin polono-ukrainien est réel : les articles sont rédigés tant par les Ukrainiens émigrés que par des experts polonais, et traitent de thématiques proches des revendications ukrainiennes à l'autonomie étatique – pour les terres à l'Est de l'État polonais. Le bulletin est fondé après l'action de « pacification » de l'armée polonaise en Galicie orientale durant l'automne 1930, et surtout après l'assassinat de Tadeusz Hołówko le 29 août 1931, auquel le bulletin rend fréquemment hommage. Le Bulletin est paru de 1932 à 1938, en polonais. Ce bulletin entretenait une relation étroite, de dépendance financière avec différentes administrations polonaises, notamment les services de renseignement de l'armée polonaise, le 2e Département de l'État-major de l'armée polonaise. C'est d'ailleurs le retrait de ce soutien qui a mené à sa fermeture à la fin des années 1930[553]. Son principal rédacteur, W. Bączkowski le remplace alors par la revue « Problèmes de l'Europe de l'Est », d'orientation plus internationale. Le bulletin était lui plutôt dédié aux questions de dialogue polono-ukrainien en interne, même si les implications internationales de ce dialogue étaient présentes dans les pages de ce bulletin. Les rédacteurs de cette revue concevaient en effet ce dialogue comme étant un aspect fondamental de la politique prométhéenne : la Pologne ne pouvait pas être le porteur crédible d'une politique d'émancipation extérieure, si à l'intérieur, elle écrasait ses minorités[554].

La rédaction se chargeait de traduire en polonais des articles qui lui étaient envoyés en ukrainiens, car le public visé était avant tout polonophone : il s'agissait de traduire dans tous les sens du terme, le point de vue des Ukrainiens de Pologne[555]. Les articles parus dans ce journal reflètent cet effort entreprit par ce cercle d'experts pour faire réfléchir leurs lecteurs aux préjugés qui peuvent freiner la formulation de solution pour la pacification des relations polono-ukrainiennes. Par exemple, la question de la création d'une université ukrainienne est traitée à plusieurs reprises, et fait la une du bulletin 4 de 1934[556]. Dans cet article, Miron Korduba présente l'historique de l'université ukrainienne à Lwów depuis le XVIIIe siècle, avec une insistance sur les tentatives répétées des Polonais de fermer l'enseignement en ukrainien dans cette ville. Une des thématiques centrales de ce bulletin est donc la

[552] *Ibid.*, p. 138.
[553] STACH, *Nationalitätenpolitik aus der zweiten Reihe. Konzepte und Praktiken zur Einbindung nationaler und ethnoreligiöser Minderheiten in Piłsudskis Polen (1926-1939)*, *op. cit.*, 2015, pp. 184-185.
[554] *Ibid.*, p. 175.
[555] *Ibid.*, p. 163.
[556] KORDUBA Miron, « Kilka dat z dziejów dążeń społeczeństwa ukraińskiego do uzyskania własnego uniwersytetu », *Biuletyn Polsko-Ukraiński* 4 (39), 28.01.1934, pp. 1-4.

question de la reconnaissance des aspirations ukrainiennes à l'autonomie ou l'indépendance et l'organisation d'un dialogue avec l'État polonais, pour trouver une voie d'organisation de la vie publique, qui convienne aux différents acteurs. C'est par la thématique de la loyauté à l'État polonais, contre l'attribution de droits spécifiques à une minorité, comme nous l'avons vu plus haut. Les tenants d'une politique de reconnaissance reprochent aux conservateurs leur politique de colonisation par l'armée à l'Est, les problèmes de discriminations par l'administration étatique des minorités, mais aussi de s'aligner sur les ingérences intellectuelles des voisins de la Pologne. La question de l'Ukraine est fortement liée à la question de la place des juifs dans la société polonaise, mais aussi à la politique allemande dans la région. Les contributeurs de ce bulletin suivaient avec attention les discussions allemandes sur le sujet et semblaient en avoir une vision assez claire. Ce que démontre Stanisław Łoś (1890-1974)[557], dans l'article intitulé « Les Ukrainiens dans les pages du bulletin polono-ukrainien » paru le 22 octobre 1933[558]. Il y dénonce les stratégies de l'Allemagne, qui cherche à reconstituer une position de force sur la scène internationale, en se constituant un empire colonial, « non pas en Afrique mais en Europe Centrale et Orientale », dont l'Ukraine (p. 3). C'est ce qui explique « l'activisme allemand dans la question ukrainienne », qu'il critique : « Ce que l'Allemagne donne à l'avenir à l'Ukraine, [il] ne sais pas » mais ce que leur soutien contemporain apporte c'est une réaction soviétique, qui permet à l'URSS ainsi légitimer sa politique de répression envers les Ukrainiens. Le nouveau pouvoir allemand national socialiste se pose indéniablement comme attractif pour les Ukrainiens, du fait de son anticommunisme et parce qu'il « reconnaît l'importance internationale de la question ukrainienne. »[559], et parce que les Ukrainiens ne voient pas de raison de craindre l'Allemagne. S. Łoś poursuit son analyse, en déplorant le ton et la stratégie du discours ukrainien destiné à l'étranger : les revendications qu'ils font reposer sur la richesse de leurs terres, la taille de la population ukrainienne, la mission de ce peuple dans le passé et l'oppression subie par ce peuple de la part de ses voisins. S. Łoś pense que cette attitude n'envoie pas un message constructif et qu'elle fait apparaître les Ukrainiens comme habitant une terre à exploiter, que ceux-ci n'ont pas été en mesure de le faire correctement, et l'oppression qu'il dénoncent, n'est que le signe d'une incapacité à se gouverner. Il cite l'exemple d'un diplomate du Vatican, en représentation en 1920 en Ukraine, à Kiev, Genocchi Giovanni, tenant un discours de soutien aux revendications ukrainiennes et entretenant de bonnes relations avec les nationalistes ukrainiens, tout en rédigeant un texte sur l'immaturité des

[557] Autre grand expert de l'Ukraine, formé à Vienne avant 1918, mais plutôt actif sur le plan politique avant 1945 : diplomate de 1918 à 1931, il a œuvré à la reconnaissance de l'Église autocéphale orthodoxe polonaise par les autres Églises orthodoxes. Après la guerre, il se consacre à l'activité universitaire, à l'Université Catholique de Lublin.

[558] Łoś Stanisław, « Ukraińcy na łamach Biuletynu Polsko-Ukraińskiego », *Biuletyn Polsko-Ukraiński* 2 (25), 1933, pp. 3-5.

[559] *Ibid.*, p. 3.

Ukrainiens au gouvernement[560]. Il encourage les Ukrainiens à formuler une communication (propagande dans le texte) plus positive, soulignant ce qu'ils ont obtenu de leurs voisins comme reconnaissance de la légitimité de leurs aspirations politiques, pour mieux éviter les « pièges » du discours diplomatique de leurs interlocuteurs. Il témoigne d'ailleurs de sa propre expérience, selon laquelle, lorsque des interlocuteurs étrangers voulaient mieux comprendre la politique polonaise sur la question ukrainienne, il les envoyait discuter avec les plus nationalistes des Ukrainiens, pour mieux les convaincre de la justesse de la politique polonaise. Cet article critique clairement le rapprochement d'une partie de l'émigration ukrainienne des nazis, qu'il considère donc comme illusoire. Sans juger de sa sincérité ou de la pertinence de ses propositions, on peut remarquer la lucidité, non pas d'une prémonition de la tournure que prennent les événements en Allemagne, mais de la lecture bien informée de S. Łoś des tendances encore marginales du discours allemand sur l'Est européen et l'Ukraine en particulier. Il ne cite pas ses sources et c'est un commentaire dont la légitimité repose sur sa personne et la crédibilité individuelle de ses intentions.

Dans le même numéro, un article de Paweł Krzowski traite de l'éducation civique de la jeunesse ukrainienne en Pologne, et l'adéquation du matériel pédagogique, avec une critique de l'usage de la saga de Sienkiewicz, *Ogniem i mieczem* (par le feu et l'épée)[561]. Ce chef-d'œuvre de la littérature polonaise propose un portrait en conflit des relations polono-ukrainiennes du XVII[e] siècle. L'auteur considère que ce n'est pas la meilleure inspiration à donner aux élèves ukrainiens de Pologne, dans leur préparation à la citoyenneté polonaise. C'est également un des leitmotivs des publications du secrétaire général de l'Institut de l'Est, Olgierd Górka.

„OGNIEM I MIECZEM"
A RZECZYWISTOŚĆ HISTORYCZNA
Dr. Olgierda Górki.
Zbiór artykułów i odpowiedzi polemicznych.
Stron 140 + VI.
Skład główny: Libraria Nova. Warszawa.
Rynek Starego Miasta 31.
Żądać we wszystkich księgarniach i kjoskach
„Ruchu".

Figure 12: Annonce de la parution de l'ouvrage d'O. Górka dans le Bulletin polono-ukrainien du 6.05.1934, n° 18(53) p. 5.

[560] *Ibid.*, p. 5.
[561] KRZOWSKI Paweł, « „Ogniem i mieczem" czy „Potop" w gimnazjach ukraińskich », *Biuletyn Polsko-Ukraiński* 2 (25), 1933, pp. 5-6.

Olgierd Górka, auteur d'une thèse en histoire médiévale d'une ville de Silésie, disputée entre les Allemands et les Polonais[562], est un personnage haut en couleur, qui s'engage dans les débats politiques de son temps avec vigueur et sans craindre la polémique, bien au contraire, semble-t-il. Il commence une carrière universitaire avec sa thèse en 1911 mais durant la 1e Guerre mondiale, il se rapproche de Piłsudski et de ses légions. Il combat puis prend des fonctions diplomatiques, toujours dans le cadre de l'armée, avec une participation aux négociations de la sortie de guerre à Versailles en tant que membre de la commission militaire du gouvernement provisoire polonais. Après 1918, il devient attaché militaire dans les représentations diplomatiques polonaises à Berlin, Berne, Bucarest et Kharkov. Durant la guerre, il poursuit également sa carrière académique, avec son habilitation en 1916, toujours à Lemberg. En 1925, il entre dans la réserve militaire, pour se dédier à sa carrière universitaire[563]. Olgierd Górka, par son parcours double, est particulièrement sensible à la question de l'usage politique des connaissances, notamment historiques. Lorsqu'il est appelé à devenir le secrétaire de l'IW en 1931, c'est probablement du fait de son profil militaire et de service de l'État : c'est la figure type de l'expert et il prend nettement la parole en tant que tel. Dans ses textes, le ton tranche avec le ton habituel des universitaires, par la dimension politique et polémique explicite. Il se met en scène, exprime clairement ses positions, et intervient pour redéfinir le cadre de la discussion publique, notamment sur des sujets qui lui tiennent à cœur, comme la mythologie polonaise de l'Est.

Son ouvrage « 'Par le feu et le fer' et la réalité historique »[564] est une critique de l'usage des images diffusées par l'ouvrage éponyme d'Henryk Sienkiewicz (1846-1916), pour penser l'Est en Pologne. Il écrit cet ouvrage en réponse à de nombreuses critiques sur ses positions antérieures sur Sienkiewicz. Górka explique qu'il ne prend pas la parole en tant que critique littéraire, et ne veut en aucun cas retirer de mérite à son travail, car au contraire, il reconnaît à Sienkiewicz le talent d'avoir su cristalliser le sentiment de la société polonaise de la fin du XIXe siècle sur l'histoire polono-ukraino-russe du XVIIe siècle (p. 8). Il ne nie pas l'importance des mythes littéraires dans l'histoire politique d'un pays, et prend l'exemple de Guillaume Tell pour la Suisse, mais, en l'occurrence :

> « L'image ainsi inversée de « Par le feu et par le fer », telle qu'elle est face à la réalité historique, n'est pas le fait des détails historiques infidèles de Sienkiewicz, pour

[562] GÓRKA Olgierd, *Studya nad dziejami Śląska: najstarsza tradycya opactwa Cystersów w Lubiążu*, Lwów, A. Altenberg, 1911.
[563] Voir le détail de son parcours biographique en annexe 1 et la référence à sa thèse dans l'annexe 4.
[564] GÓRKA Olgierd, *« Ogniem i mieczem » a rzeczywistość historyczna*, Varsovie, skł. Gł. Libraria Nova, 1934. Cet ouvrage est réédité en 1986, par le Ministère de la Défense polonais. La discussion sur ce sujet anime régulièrement la communauté académique polonaise en lien avec l'identité nationale, avec toutefois des enjeux différents. Voir notamment : BUJNICKI Tadeusz et AXER Jerzy, *Po co Sienkiewicz?: Sienkiewicz a tożsamość narodowa: z kim i przeciw komu? : Warszawa-Kiejdany-·Luck-Zbaraż-Beresteczko*, Varsovie, Ośrodek Badań nad Tradycją Antyczną w Polsce i w Europie Środkowowschodniej, 2007.

> lesquels il n'est, pour l'essentiel, pas responsable, mais repose sur la p e r c e p t i o n c o m p l è t e m e n t f a u s s e de ces années de tournant et de tragédie. *Ceci l'a mené à glorifier ces aspects, ces types et ces moments, qui méritaient les condamnations et les foudres*, et l'ont mené à omettre dans « Par le feu et le fer » des moments vraiment beaux des années 1648-49, qui attendent toujours une grande plume, guidée par une véritable aspiration à la connaissance de l'époque. »[565]

Ce qui pose plutôt un problème à Olgierd Górka, c'est le crédit qui est accordé par sa société à l'histoire racontée par Henryk Sienkiewicz. Il constate que les connaissances sur la période qui se sont diffusées dans la société polonaise sont plus nettement marquées par la narration de Sienkiewicz, que par les recherches historiques : les Polonais connaissent mieux les batailles dont a traité Sienkiewicz que selon leur importance historique[566]. Ceci ne concerne pas seulement la population générale, mais également, les historiens, jusqu'aux historiens ukrainiens, tels Mykhaïlo Hrouchevsky (1866-1934). Górka garde espoir dans la relève des historiens ukrainiens et cite notamment Miron Korduba, et son travail sur les travaux de M. Hrouchevsky[567].

Une voie pour sortir du discours hérité de Sienkiewicz dans la société polonaise est de revenir à une étude historique plus sérieuse, présentant la brutalité des luttes[568] ou présentant les personnages de ce roman, dans leur réalité historique, moins héroïque[569]. Il préconise une sensibilisation aux sources qui sont utilisées en général par les historiens, qui sont les chroniques écrites dans leur propre langue, dans un contexte particulier[570]. Il consacre toute une partie de son livre à établir une critique des sources utilisées par d'autres historiens, avec les chiffres qu'ils en tirent et leurs analyses qu'il qualifie d'anachroniques[571]. Il conclue sa critique par un appel à développer une historiographie polonaise plus solide, et de procéder à une révision des conceptions dominantes, héritées du romantisme et du positivisme[572] .

O. Górka utilise son expérience d'historien médiéviste, qui ayant travaillé sur des sources dans différentes langues, a fait l'expérience de la nécessité de diversifier les « preuves » sur lesquelles une

---

[565] « Odwrócony bowiem obraz, jakim jest wobec rzeczywistości dziejowej „Ogniem i Mieczem", polega nie na błędnych szczegółach historycznych Sienkiewicza, przez niego przeważnie niezawinionych, ale na z u p e ł n i e f a ł s z y w e m o d c z u c i u tych lat, zwrotnych i tragicznych. Doprowadziło go do apoteozowania tych stron, typów i momentów, które zasługiwały na potępienie i pioruny oburzenia, a spowodowały pominięcie w „Ogniem i Mieczem" tych istotnie pięknych chwil lat 1648-49, które dopiero czekają na wielkie pióro, kierowane rzeczywistem poznaniem epoki. », GÓRKA, *« Ogniem i mieczem » a rzeczywistość historyczna*, *op. cit.*, 1934, p. 10.

[566] *Ibid.*, p. 32.

[567] KORDUBA Miron, « Die Ukraine. Aufschwung und Niedergang », *Zeitschrift für osteuropäische Geschichte* (6), 1932.

[568] GÓRKA, *« Ogniem i mieczem » a rzeczywistość historyczna*, *op. cit.*, 1934, pp. 14-15.

[569] *Ibid.*, pp. 18-21.

[570] *Ibid.*, p. 36.

[571] *Ibid.*, p. 127.

[572] *Ibid.*, pp. 133-140.

analyse repose. Il incite ses compatriotes à un regard plus critique sur leur discours sur l'Est notamment, pour mieux comprendre leur propre histoire, et surtout les préjugés qu'ils portent sur l'histoire commune avec l'Est européen.

Sa lecture de la Trilogie de Sienkiewicz suscite une polémique houleuse, tant de la part des historiens conservateurs proches de l'*Endecja* que des historiens de la *sanacja*, proches du gouvernement d'après 1925. Le ton qu'il emploie y est certainement pour quelque chose aussi mais ce qui lui est reproché principalement, c'est de s'attaquer à une œuvre qui a inspiré les mouvements patriotiques polonais avant 1918, dont les Légions de Piłsudski[573], dont Górka est également issu. De plus, du côté universitaire, on lui reproche de porter sur la voie publique des discussions qui seraient mieux traités dans les cercles académiques. Oskar Halecki lui conseille en passant de se lancer dans la littérature, s'il s'agit pour lui de répondre à des besoins sensationnalistes[574]. Il subit des attaques plus personnelles, on lui attribue pêle-mêle, des sympathies allemandes, bolcheviques, juives, ukrainiennes et les incontournables accusations d'affiliation maçonniques[575].

[573] ROMEK Zbigniew, *Olgierd Górka: historyk w służbie myśli propaństwowej (1908-1955)*, Varsovie, Semper, 1997, p. 73.
[574] *Ibid.*, p. 75.
[575] *Ibid.*, p. 76.

***

En Pologne, la connaissance sur l'Est, même celle qui se met au service de la politique étatique, se construit en opposition à cette idée d'une altérité radicale, exprimée dans une certaine lecture de l'héritage romantique et dans les conceptions allemandes, qui trouvent leur écho dans une certaine partie de la vie politique polonaise. Tandis qu'en Allemagne, comme l'a décrit E. Mühle, le champ de l'*Ostforschung* n'a été unifié qu'*a posteriori* et non pas par les acteurs eux-mêmes[576]. Ce terme recouvre la genèse du traitement par une méthodologie scientifique, d'un lien supposé entre le territoire et un peuple, avec l'attribution d'une mission nationale dans l'espace précédemment colonisé, « cultivé ». Cette pratique s'inscrit pourtant dans un cadre plus large de construction de connaissance sur l'altérité, à l'Est. Dans les conceptions de projection ethnocentrées à l'Est portées par les experts allemands, la révision s'appuie sur la mise en avant des traces d'une présence allemande à l'Est, qui donnerait aux Allemands, une sorte de droit de retour à ces territoires, sous une forme indéfinie, dans un espace indéterminé. Même si les revendications allemandes sont plus explicites pour les territoires silésiens ou pour la ville de Danzig, dans le travail de la PuSte par exemple, une caractéristique notable de cet Est européen est bien son ouverture et le flou de ses délimitations, comme sur les cartes de Haushofer. Les connaissances mobilisées sont celles sur la population allemande de la région, même si elle ne représente qu'une proportion très marginale à l'Est, comme c'est le cas des Allemands de l'URSS, pourtant mis en valeur par la collection de Leibbrandt. Pour le cas où les experts allemands utilisent des sources directes de l'Est, c'est dans une logique d'espionnage, de connaissance de l'autre malgré lui-même, comme le montre le travail de collecte de la PuSte. Cette méthode contraste avec le dialogue plus ouvert qui, sans être dépourvu d'agressivité, se poursuit dans les universités allemandes[577]. En d'autres termes, s'il persiste une diversité des connaissances sur l'Est en Allemagne dans les années 1930, même dans le contexte du contrôle de ces institutions par des individus clairement engagés dans le parti de la NSDAP[578], il reste tout de même une différence dans l'utilisation de ces connaissances. Les experts s'efforcent de s'inscrire dans la tendance générale d'exaltation du révisionnisme à l'Est qu'ils perçoivent et que nous avons essayé de résumer à travers les représentations produites par la géopolitique. Il n'y a que peu de résistance à cette tendance du

[576] MÜHLE, « "Ostforschung". Beobachtungen zu Aufstieg und Niedergang eines geschichtswissenschaftlichen Paradigmas », *art. cit.*, 1997.

[577] Nous ne l'approfondissons pas ici, mais il reste des espaces de discussion dans la tradition universitaire, par des recensions des travaux parus en Europe de l'Est, comme dans la revue de l'Université de Berlin, *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* (Annuaire pour l'Histoire de l'Europe de l'Est), avec par exemple une recension positive d'un ouvrage d'Olgierd Górka consacré aux Tatars : SPULLER Bertold, « Górka, Olgierd: Liczebność Tatarów krymskich i ich wojsk. Warschau 1936 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas,* 2 (1937), pp. 112-113.

[578] La revue *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* est alors dirigée par Hans Uebersberger, un professeur autrichien membre de la NSDAP depuis 1933.

côté des experts, qui cherchent au contraire à orienter cette exaltation semble-t-il, plutôt que de la nuancer. En Pologne au contraire, l'exaltation de l'importance de la présence à l'Est de la Pologne est nuancée par la subordination de cette présence à la pacification des rapports entre Polonais et Ukrainiens notamment, pour assurer la pérennité de la présence polonaise en Europe de l'Est. Les experts sont alors effectivement des traducteurs et tentent d'organiser le dialogue entre les parties opposées dans le débat public.

Chapitre 4

L'expertise du nouvel Est bolchevisé : la *Sowjetforschung* et la *sovietologia* (1918-1939)

Dans l'expertise de l'Est en Pologne, l'effort de traduction des aspirations des minorités de Pologne et des régions frontalières orientales, tenait une place centrale. Qu'en est-il des efforts pour comprendre le phénomène soviétique ? Une chose qui peut interroger d'emblée, est la différence de ton employé dans le traitement de la question soviétique par les experts, de celui couramment employé par la presse, tendanciellement plus sensationnaliste. La presse, notamment conservatrice[579], fait un usage abondant de stéréotypes sur la dégradation du niveau culturel d'Ouest en Est ou les amalgames antisémites sur le bolchevisme, en écho aux thèses de R. Dmowski. Il s'agira dans ce chapitre d'interroger les spécificités du discours expert sur l'Est soviétisé.

1. Les efforts de compréhension de l'URSS : les experts comme traducteurs de l'altérité soviétique

Les États polonais et allemand s'efforçant de maintenir des relations formelles stables, l'image de l'URSS est celle d'un ennemi dans le débat politique, houleux en Allemagne avant 1933, puis plus unanime dans le III^e^ Reich[580] et de manière plus continue en Pologne[581]. La situation interne à l'URSS est également tendue à cette époque, avec des crises politiques, économiques et humanitaires régulières, qui se traduisent par une fermeture du pays à l'extérieur, ce qui complique la tâche de collecte de connaissance sur le régime et sur le pays. Pour la Pologne, l'historien Martin Müller-Butz parle de *sowjetoznawstwo*[582] dans son travail sur le destin des élites de l'ancien Empire russe dans la Pologne refondée de l'entre-deux-guerres. Marek Kornat, lui parle plutôt de *sowjetologia*. Dans nos propres sources on trouve les deux termes, que nous nous employons à ne pas distinguer ici. Pour l'Allemagne, le terme *Sowjetforschung* est utilisé dans les sources, mais plutôt par les nazis, tandis que

[579] ZACKIEWICZ, *Polska Myśl Polityczna Wobec Systemu Radzieckiego 1918-1939*, *op. cit.*, 2004, p. 244.
[580] VOLKMANN Hans Erich, *Das Russlandbild im Dritten Reich*, Böhlau, 1994.
[581] Sur les débats entre partis sur les relations à l'URSS autour de 1926, voir Mariusz WOŁOS, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym: dyplomacja sowiecka wobec Polski w okresie kryzysu politycznego 1925-1926*, Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2013.
[582] MÜLLER-BUTZ Martin, « Nach dem Imperium. Die Wilnaer sowjetoznawstwo aus erfahrungsgeschichtlichen Perspektive », *Nord und Osteuropa* (23), 2004, pp. 23-47.

l'historiographie s'est plutôt intéressée à la *Russlandforschung*[583] pour la distinguer de l'*Ostforschung.* Pour établir une typologie des pratiques d'expertise sur l'URSS, les experts allemands et polonais retenus sont ceux traitant de l'URSS, au sein des institutions les plus proéminentes dans chaque pays.

(1) À l'avant-poste de l'étude de l'URSS : l'Institut scientifique d'étude de l'Europe de l'Est à Wilno (Instytut Naukowo-Badawcze Europy Wschodniej w Wilnie)

L'Institut Scientifique d'Étude de l'Europe de l'Est (*Instytut Naukowo-Badawcze Europy Wschodniej*) est inauguré le 19 février 1930, pour « étudier sur le plan historique, géographique, économique, culturel, social et politique les terres et les formations étatiques situées entre la Mer Noire et la Mer Baltique, ainsi que les peuples habitant ces territoires, élargir les connaissances sur ces territoires et ces peuples »[584]. Cet institut est fondé sur le modèle de l'Institut d'Europe de l'Est de Breslau[585], dans un but scientifique et dans une utilité politique de former l'élite administrative polonaise. Ainsi, dès sa fondation, la planification d'une école destinée à offrir une formation spécialisée sur ces questions à l'élite politique et administrative polonaise commence et aboutit en 1933 à l'inauguration de l'École des Sciences politiques de Wilno (*Szkoła Nauk Politycznych*). Une partie des intervenants à l'École politique étaient des hauts fonctionnaires qui offraient ainsi une transmission de première main de la connaissance pratique de l'administration. Parmi eux, le diplomate spécialiste de l'URSS, Stanisław Zabiełło, qui sur invitation de W. Wielhorski[586] à son retour à Varsovie à la centrale du MSZ, donna des cours à Wilno, traitant de l'URSS, du Komintern[587].

Cette école suscita l'intérêt en Allemagne, comme en témoigne un compte-rendu paru en 1935 dans la revue *Osteuropa* (Europe de l'Est)[588], lequel rapporte que cette école a pour but de « diffuser la connaissance et la compréhension de la situation actuelle et l'histoire des États et des pays » d'Europe de l'Est. Cependant, l'enseignement dans cette institution « diffère de nos curriculums

[583] Gabriele Camphausen, *Die wissenschaftliche historische Russlandforschung im Dritten Reich 1933-1945*, Peter Lang, 1990.
[584] KORNAT Marek, « Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej w Wilnie (1930-1939) i jego wkład w rozwój polskiej sowietologii », *Kwartalnik Historyczny* (3), 2000, p. 53.
[585] ZACKIEWICZ, *Polska Myśl Polityczna Wobec Systemu Radzieckiego 1918-1939*, *op. cit.*, 2004.
[586] ZABIEŁŁO, Wspomnienia z lat 1902–1936, *doc. cit.*, 1969, p. 477.
[587] On peut supposer que ses manuscrits cités en annexe 4 ont été lus dans ce contexte aussi et qu'ainsi l'École offrait quasiment la même formation qu'en interne au MSZ.
[588] « Die Hochschule für Politik in Wilna », *Osteuropa : Zeitschr. für Gegenwartsfragen des Ostens* 9, 1935, pp. 144-145.

d'enseignement » dans la mesure où dans ces cours ne dispensent « aucune connaissance fondamentale de la Pologne même, mais prévoient (…) le traitement de problèmes politiques généraux toujours avec vue sur l'Union soviétique et les États baltes. » On peut supposer ici que la différence repose sur l'approche non ethnocentrée des Polonais des questions de l'Est ; ce dont témoigne encore la possibilité pour les non polonophones d'enseigner dans leur langue maternelle, tel qu'il est rapporté dans ce même compte-rendu. L'Institut était rattaché à l'Université Batory de Wilno, d'où venait une grande partie des enseignants et chercheurs. Malgré ce soutien, il connaît de grandes difficultés matérielles durant ses années d'activité, n'échappant pas à la crise financière dont souffre l'État polonais au début des années 1930[589]. Il était organisé en quatre départements : économie, droit et histoire du droit, histoire littéraire et linguistique et enfin ethnologie. Ce dernier département était dirigé par une grande intellectuelle polonaise : Cezaria Baudouin de Courtenay Ehrenkreutz Jędrzejewiczowa (1885-1967)[590]. L'Institut avait également deux services d'études spécialisés dans une aire géographique : le premier dirigé par Władysław Wielhorski (1885-1967), dédié à la région baltique, et le deuxième dédié à l'URSS, avec trois thématiques d'études : l'économie soviétique avec Stanisław Swianiewicz (1899-1997), les minorités soviétiques avec Seweryn Wysłouch (1900-1968) et enfin Wiktor Sukiennicki (1901-1983), pour le droit soviétique.

Marek Kornat indique que l'INBEW n'avait pas pour but de produire une propagande antisoviétique. L'émergence d'une institution dédiée à l'étude de l'Europe de l'Est et notamment à l'URSS, sous différents aspects, a été portée à Wilno par des individus d'orientation libérale, notamment les anciens « krajowcy »[591], de fédéralistes et de libéraux. Une partie de ses membres, notamment Teodor Bujnicki était par ailleurs liée au groupe littéraire *Żagary*, organisé autour de la revue du même nom. Ce groupe auquel appartenait Czesław Miłosz, Jerzy Putrament, Stefan Jędrychowski et qui ont, pour beaucoup, continué à contribuer au débat politique polonais après 1945, se fit connaître dans les années 1930 par son style du « *katastrofizm* », et par son engagement antifasciste et de gauche. Le corps professoral regroupait des illustres intellectuels polonais d'avant 1939, dont certains avaient quitté la Russie en 1918, tel Marian Zdziechowski (1861-1938) qui prenait activement la parole dans le débat public, notamment sur l'URSS[592]. Enfin, on notait une diversité d'origines à l'image de la ville où s'était installé cet institut. Comme le rapporte l'historien G.

[589] KORNAT, « Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej w Wilnie (1930-1939) i jego wkład w rozwój polskiej sowietologii », *art. cit.*, 2000.
[590] Son parcours remarquable restant principalement universitaire, nous ne l'approfondissons pas ici.
[591] Littéralement les gens du pays, les autochtones, un mouvement ancré à Wilno avant 1918, qui s'inscrivait dans l'héritage de la I^e^ République polonaise, et dans le refus de l'exclusivité de l'appartenance nationale d'un individu.
[592] Notamment ses mémoires ont connu un succès durable : *Od Petersburga do Leningradu*. Wilno: Drukarnia Jana Bajewskiego, 1934.

Zackiewicz, l'INBEW était souvent accusé de sympathies envers le régime soviétique, une accusation lourde dans les années 1930, à Wilno, dans le contexte d'une lutte contre l'espionnage soviétique, qui va jusqu'au procès, comme dans l'affaire du procès de Henryk Dembiński de 1937[593]. Les milieux universitaires et libéraux étaient perçus comme étant particulièrement réceptifs au discours soviétique et constituaient un maillon faible, que les révolutionnaires pouvaient utiliser pour renverser le régime polonais. Dans le même temps, la gauche attaquait cette institution comme étant un foyer du contre-espionnage polonais[594]. La position d'analyste de l'Europe de l'Est et notamment de l'URSS n'était pas exempte de polémiques et d'exposition à la critique tous azimuts, également mentionnées dans le compte-rendu d'*Osteuropa*. La revue allemande rapporte les critiques faites à l'organisation de l'enseignement, tout en nuançant l'intentionnalité du corps enseignant : « L'École est ainsi devenue malgré elle une sorte de centrale de la propagande de Moscou »[595]. C'est la proximité avec l'URSS et la présence importante de « Juifs communistes et de Biélorusses » qui posent la question de la pertinence de cette école, aux yeux de l'auteur de l'*Osteuropa*. Parmi les figures éminentes, visées par ce type d'attaques : Wiktor Sukiennicki. Son travail sur l'évolution constitutionnelle soviétique fut estampillé par l'administration polonaise comme « philobolchevique » et le deuxième tome prévu fut confisqué par le Ministère de l'Intérieur[596].

Dans ses textes qui paraissent également dans les revues juridiques de Wilno, il propose une analyse détaillée, reposant quasi exclusivement sur des sources officielles, de la traduction formelle des débats politiques soviétiques. Le premier thème soviétique sur lequel Wiktor Sukiennicki s'est penché fut donc la réforme constitutionnelle en cours à ce moment-là en URSS et qui aboutit à la réforme de 1936. Dans deux articles parus en 1935 dans la revue juridique de Wilno[597], il analyse le tournant théorique en 1931 des débats juridiques entre les juristes soviétiques, il s'appuie sur les publications des revues juridiques soviétiques et les compte-rendu des conférences des théoriciens du marxisme de l'Académie communiste (Коммунистическая академия). Sukiennicki s'attèle à un travail pédagogique d'explication de l'ancrage de la philosophie juridique marxiste, dans une conception matérialiste de l'évolution historique, qui discrédite la légitimité du droit, ce dernier étant le produit de l'organisation bourgeoise des rapports de force dans une société. Il rappelle les étapes de l'histoire de la lutte des classes, tel que la théorie marxiste la représente, et souligne comment le droit est un

[593] (1908-1941) Journaliste et activiste communiste, arrêté peu après être entré au parti au pouvoir, le PPS, voir : « We wszystkim – miłość (o Henryku Dembińskim) », *Lewicowo.pl*, <http://lewicowo.pl/we-wszystkim-milosc-o-henryku-dembinskim/>, consulté le 4.09.2016.
[594] KORNAT, « Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej w Wilnie (1930-1939) i jego wkład w rozwój polskiej sowietologii », *art. cit.*, 2000, p. 55.
[595] « Die Hochschule für Politik in Wilna », *art. cit.*, 1935.
[596] ZACKIEWICZ, *Polska Myśl Polityczna Wobec Systemu Radzieckiego 1918-1939*, *op. cit.*, 2004, p. 621.
[597] SUKIENNICKI Wiktor, « Marksowo-Leninowska teorja prawa », *Wileński Przegląd Prawniczy* 6 (5), 1935, pp. 145-153 ; *Ibid.*

instrument d'organisation biaisé par une concurrence des classes, avant de présenter la discussion sur la fonction du droit tel qu'il devrait avoir dans une société soviétique, ou plutôt, socialiste, sans classes, sans conflits. Il cite les réflexions d'Evgueni Pachoukanis (Евгений Бронславович Пашуканис, 1891-1937) et Pēteris Stučka (1825-1932), deux figures éminentes des institutions intellectuelles et juridiques soviétiques, qui présentent la philosophie juridique soviétique comme devant se débarrasser du droit civique, de la propriété, des droits individuels, le droit public, pour ne garder que les normes « techniques », de régulation de la production. W. Sukiennicki contextualise cette discussion en rappelant les critiques internes, datant souvent des années 1920, mais ne met pas son opinion en avant. Il garde une posture très neutre de citation des différentes positions, sans offrir de contextualisation historique ou politique. Avec quelques années de recul, Wiktor Sukiennicki s'attache ensuite en 1937 à retracer les étapes de la collectivisation agraire de 1929-1930, qui a causé une grande famine, dans le sud de la Russie, le Caucase et surtout en Ukraine. Encore une fois, il n'utilise quasiment que des sources officielles : les déclarations lors des plénières du Parti communiste de l'URSS, les articles de Staline dans la *Pravda* et les *Izvestia.* La seule source non soviétique est celle d'un livre intitulé « Qui dirige la Russie ? » paru à Berlin en 1933 en russe sous le pseudonyme Alexandrow[598]. W. Sukiennicki cite longuement les discours officiels et ne dispense que très peu de commentaires. Il s'abstient de toute condamnation ou de contextualisation statistique, en dehors de celles mentionnées dans les sources officielles. Son intention est clairement de comprendre la logique interne des différentes étapes de cette réforme fondamentale soviétique. Il commence par décrire la conception, présente les réajustements et enfin la réalisation, toujours en s'appuyant sur des sources officielles, de cette politique. Le juriste ne projette pas d'intentions particulières aux dirigeants soviétiques, il utilise ses outils méthodologiques pour analyser et reconstituer les étapes de cette réforme : il montre d'abord comment émerge dans le discours officiel, la figure du *koulak*. Comme le rappelle l'historien M. Kornat, W. Sukiennicki n'avait pas accès aux archives[599]. Cependant, d'autres sources étaient disponibles dans la société polonaise, qui avaient rapporté l'ampleur de la catastrophe

[598] ALEKSANDROV, *Kto upravliaet Rossīeĭ? : bol'shevitskiĭ partīĭno-pravitel'stvennyĭ apparat i « stalinizm » : istoriko-dogmaticheskiĭ analiz*, Berlin, Parabola, 1933 (André Savine Collection (University of North Carolina at Chapel Hill)). Derrière ce pseudonyme, selon la fiche établie par André Savine, un collecteur des publications russes émigrées, écrivait Grégoire Bessedovski (Григорий Зиновьевич Беседовский ,1896-1951 ?), un diplomate communiste qui avait « fait le mur » à Paris en 1929 et publia des mémoires, où il attaque le gouvernement soviétique : en français : Besedovskiĭ Grigoriĭ Zinov'evich, *Oui, j'accuse!: au service des soviets*, Paris, Alexis Rédier, Editeur, 1930, en allemand : Besedovskiĭ Grigoriĭ Zinov'evich, *Den Klauen der Tscheka Entronnen: Erinnerungen*, Leipzig, Allemagne, 1930, et en russe : Беседовский Григорий Зиновьевич. *На путяхъ къ термидор у: изъ воспоминаній бывшаго совѣтскаго дипломата*, Париж, France, Изд. Мишень, 1931. Il publie également des textes sur le système politique soviétique : Besedovskij Grigorij Z., *Staline, « L'homme d'acier »,* Paris, France, A. Redier, 1932

[599] KORNAT, « Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej w Wilnie (1930-1939) i jego wkład w rozwój polskiej sowietologii », *art. cit.*, 2000, p. 66.

de la famine, notamment par le relais des émigrés ukrainiens[600]. W. Sukienniecki ne mobilise pas de références historiques pour expliquer le système soviétique, ni les références contemporaines de la presse polonaise sur le voisin oriental. Son analyse est, au contraire, détachée de tout discours « commun » tant sur la Russie que sur le communisme. C'est un appareil autonome d'analyse, utilisant les références soviétiques pour éclairer la compréhension de ce système politique.

(2) L'Association allemande de l'étude de l'Est (DGO) : le passage d'une expertise de l'Est sous Otto Hoetzsch à une science de l'ennemi sous Werner Markert ?

En Allemagne, un des plus grands experts de l'Europe de l'Est, en particulier de la Russie dans les années 1920 et 1930 était Otto Hoetzsch, dont nous avons vu l'activisme durant la 1e Guerre mondiale et dans les années précédant celle-ci. Il reste après la guerre, actif dans les cercles diplomatiques et politiques, servant notamment de traducteur dans les négociations germano-soviétiques à Rapallo en 1922, et par son mandat de député au parlement de Leipzig. Mais ce sont plutôt ses activités dans la sphère publique qui nous intéressent ici. L'association qu'il avait fondée pour l'étude de la Russie est renommée en 1918, Association pour l'Étude de l'Europe de l'Est (*Deutsche Gesellschaft für Ostkunde*), et dans ce cadre, Otto Hoetzsch cherche à diffuser la connaissance sur l'Est dans la société allemande, tout en continuant ses activités politiques au parti national populaire allemand (DNVP) et universitaire à Berlin[601]. La DGO rassemble les experts des différents domaines en lien avec l'Europe de l'Est : l'histoire de la région, la littérature et l'économie principalement[602]. La DGO édite dès 1925 la revue *Osteuropa*, dans laquelle, des correspondants et des universitaires, surtout allemands, publient régulièrement des analyses, des retours d'expérience sur les évolutions dans l'Europe de l'Est[603]. Selon l'inventaire établi à l'occasion du 50e anniversaire de la revue en 1975, cette dernière consacrait une écrasante majorité d'articles à l'URSS avec un intérêt pour tous les aspects de la vie publique en URSS : la politique bien entendu, mais aussi la culture, l'économie et la littérature contemporaine[604]. La vie des communautés allemandes en URSS ne tient qu'une place marginale dans

[600] Voir le traitement de la famine soviétique de 1932-33 en annexe 3.
[601] Voir le détail de son parcours en annexe.
[602] À l'image des membres fondateurs la revue : Otto Hoetzsch, historien, Otto Auhagen, agronome et Arthur Luther, linguiste, voir UNSER Jutta, « "Osteuropa" - Biographie einer Zeitschrift », *Osteuropa* (08+09), 1975, pp. 555-602.
[603] Voir la liste des articles avec leurs auteurs et leurs titres : « "Osteuropa"-Aufsätze, 1925-1939 », *Osteuropa* (08+09), 1975, pp. 463-475.
[604] Comme le rapporte Jutta Unser, Arthur Luther s'est intéressé à la littérature soviétique, et pas seulement

les articles, on retrouve d'ailleurs pour cette thématique, quelques contributions de Georg Cleinow ou celles d'Otto Auhagen, mentionnés plus haut, sur les difficultés des agriculteurs allemands d'URSS en 1930. On trouve également une quantité importante d'articles consacrés à la Pologne ou aux États baltes.

Otto Hoetzsch organise également des échanges avec les archives tsaristes, grâce à des contacts qu'il avait établis lors de ses voyages en Russie avant 1917. Sur la base de cet échange, il publie une série d'ouvrages, qui est poursuivie après sa marginalisation dans l'association après 1933. Dans le cadre de cette coopération avec les instances étatiques et universitaires soviétiques, la DGO organise en 1928 une « semaine des historiens russes », dont les contributions sont publiées en 1929 dans la série *Osteuropäische Forschungen* de la DGO : « *Aus der historischen Wissenschaft der Sowjetunion* ». En introduction à cet ouvrage collectif composé exclusivement d'historiens soviétiques, traitant de thèmes tels que l'influence occidentale sur les idées des mouvements sociaux ukrainiens (M.J. Javorskyj) ou l'état des bibliothèques en URSS (D.N. Egorov) ou encore la question du nord russe dans l'historiographie (S. F. Platonov), Otto Hoetzsch offre un rappel de l'évolution de l'historiographie sur la Russie. Il y traite l'évolution historiographique de l'absolutisme russe, dans ses aspects politiques, diplomatiques mais aussi la question de l'évolution de l'urbanisation, de la fiscalité russe. Il tire des parallèles entre la modernisation russe et celle de l'Europe occidentale et rappelle dans cette introduction, que les historiens marxistes s'inscrivent dans une tradition proche de l'historiographie occidentale de la Russie : celle de la critique de la lecture slavophile de l'histoire russe (l'exceptionnalisme russe). C'est donc un texte qui rapproche les pratiques universitaires soviétiques des pratiques du reste de l'Europe, notamment des pratiques allemandes. On pourrait qualifier ce travail d'une volonté de normalisation de la vie universitaire soviétique aux yeux du public allemand.

C'est une logique bien différente de celle qu'on retrouve dans un autre de ses ouvrages, publié par la DGO, en 1934. Cet ouvrage intitulé *Osteuropa und der deutschen Osten* (L'Europe de l'Est et l'Est allemand), qu'Otto Hoetzsch dédie à Heinrich Treitschke, à l'occasion du 100e anniversaire de sa naissance. C'est une réédition d'articles d'Otto Hoetzsch depuis 1911, avec une contribution originale, intitulée « *Der deutsche Osten in Geschichte und Gegenwart. Mit einer Kartenskizze des polnischen Vertrassystems* » (L'Est allemand passé et présent. Avec une schématisation du système de traités polonais). En introduction, il revient sur sa carrière, qu'il estime avoir dédié à « démêler » les imbrications de l'histoire allemande et slave à l'Est. Il rappelle ses premiers travaux sur la politique orientale prussienne et la question polonaise, et constate la perte (territoriale) à l'Est. Il rend enfin hommage à Hitler, « grâce auquel, la lutte à l'Est (*Ostkampf*) peut enfin reprendre ». Il développe ces

aux grands classiques de la littérature russe, et s'est passionné pour des auteurs soviétiques, dont Isaac Babel.

deux axes dans sa contribution originale qui clôture cet ouvrage : la polonophobie et la perspective d'une révision de la situation à l'Est du fait de l'arrivée au pouvoir d'Hitler. L'argumentation anti-polonaise qu'il développe s'inscrit dans une communauté de destin germano-russe : les deux acteurs aux dépends desquels la Pologne est refondée en 1918[605]. D'un côté, l'existence de la Pologne s'est finalement ancrée dans les esprits de ses voisins mais la nostalgie (*Sehnsucht*) des terres orientales allemandes perdues attisent le révisionnisme allemand[606]. C'est cette « antinomie des rapports de force » entre l'Allemagne et la Pologne qu'il vise à étudier, en tant qu'historien. Il s'appuie ensuite sur une citation d'Hitler à propos du respect des droits des peuples, pour arguer d'une nécessaire distanciation de la politique de germanisation. Otto Hoetzsch reprend le discours officiel allemand selon lequel il faut prendre de la distance avec « l'illusion » de pouvoir transformer un Polonais ou un Français en Allemand[607]. Les Allemands et les Polonais vont devoir finir par trouver un *modus vivendi* (« *sich mit der Tatsache ihrer Existenz gegenseitig abfinden müssen* »[608].

Otto Hoetzsch appelle à différencier l'Europe de l'Est et ses peuples au prisme des différents degrés d'occidentalisation de ceux-ci, et des autres influences culturelles, ottomanes au Sud et tatares à l'Est[609]. Il critique l'usage du terme englobant d'*Ost-Mittel-Europa* (Europe Orientale et Centrale) et préfère utiliser la référence du « monde slave », ce qui n'empêche pas, estime-t-il, de traiter de l'histoire des Allemands dans la région. L'Est allemand commence à l'Elbe, qui sépare ainsi la terre matricielle allemande (*Mutterland*) du territoire colonisé (*Kolonialdeutschtum*). Ces terres ont été reconquises et reprises à d'autres peuples, pas forcément uniquement à des Slaves, mais aussi à des Scandinaves, précise-t-il à la suite de Karl Lamprecht, son directeur de thèse. C'est ainsi qu'il légitime l'expression de Gustav Freytag, de « terres reconquises » (*Wiedergewonnenes Land*) pour parler des terres autour de l'Oder : qui avaient été originellement habitées par les Germains. La germanisation de ces terres est ainsi facilitée par cet héritage[610]. Cependant, il ne partage pas le slogan du *Bund Deutscher Osten* (BDO) utilisé lors de l'exposition berlinoise sur l'Est européen, de 1934 : « l'Est allemand couvre les marges allemandes de Tbilissi à Passau, de la Mer baltique à la forêt bavaroise » (« *heute reicht die deutsche Ostmark von Tilsit bis Passau, von der Ostsee bis zum bayerischen Wald »*[611]. En effet, cette conception efface selon lui la diversité de cet Est allemand, qu'il faut plutôt concevoir en termes d'égrainement (*Ausstreuung*). Cette lecture permet de mieux « rendre justice » à

[605] Hötzsch Otto, *Osteuropa und Deutscher Osten: kleine Schriften zu ihrer Geschichte*, Königsberg Pr.; Berlin, Ost-Europa Verl., 1934, p. 392.
[606] *Ibid.*, p. 393.
[607] *Ibid.*, p. 394.
[608] *Ibid.*, p. 395.
[609] *Ibid.*, p. 399.
[610] *Ibid.*, p. 401.
[611] *Ibid.*, p. 403.

cette histoire particulière allemande, cette présence construite par « plusieurs siècles de travail », qui a été « violée » qui tient à sa position centrale en Europe. Cette histoire de la colonisation allemande, du *Drang nach Osten*, est comparable à celle de la progression russe à l'Est ou américaine à l'Ouest. Elle a démontré la « force physique et spirituelle » du peuple allemand, dont il est impossible de déterminer les origines individuelles. Les Allemands de l'Est sont le résultat d'un mélange des différentes branches germaniques, unies à l'Est. Ces citations montrent à quel point O. Hoetzsch, alors en position difficile, se sert pêle-mêle de toutes les références mythologiques, littéraires, historiques, géopolitiques et pseudo-raciales, qu'on associe de plus en plus fréquemment avec l'Est, dans le discours nazi notamment. Il tente malgré tout de nuancer, d'insérer une relativisation marginale de cet amalgame de l'Est européen, sans réussir à convaincre ses critiques nazis, qui obtiennent sa marginalisation. En effet, sa proximité avec les autorités russes, désormais soviétiques, était fortement critiquée par les nazis, et en 1935, O. Hoetzsch est poussé vers la sortie de l'Université de Berlin.

Otto Hoetzsch réactualise sa critique de la Pologne. Il revient sur Versailles, qui a donné naissance à la Pologne, non pas dans ses frontières ethnographiques mais historiques : la Pologne des Jagellon[612]. Il discute ensuite de l'unité polonaise, tant sur le plan géopolitique que national : un tiers de la population de l'État polonais n'est pas ethniquement polonais, dont une partie vit « aux bords des États, directement frontaliers de l'espace sur lequel leur nationalité existe au sein d'une entité étatique autonome ». Et :

> « Ce n'est pas dans un but conflictuel que ces données sont rappelées et remises en question mais pour mettre ces changements fondamentaux qui sont arrivés aux territoires de l'Est allemand, crûment sous les yeux »[613].

La Pologne a réussi à fortifier sa position par des alliances tous azimuts, malgré une étendue territoriale peu légitime. Malgré cette présentation défavorable de l'ancrage polonais et de la Pologne comme une potentielle menace, du fait de sa toile d'accords de défense, O. Hoetzsch revient sur la parole d'Hitler de cohabitation pacifique des nations, et l'accord germano-polonais de 1934, et cite le passage de J.G. Herder sur le pacifisme slave, pour assurer du pacifisme des intentions allemandes. Cela ne l'empêche pas de conclure sur la nécessité d'assurer l'unité allemande, avec la Prusse orientale, même au prix de sacrifices. Pour lui, le problème de l'Est se pose en une « double triptyque » :

---

[612] *Ibid.*, p. 422.
[613] *Ibid.*, p. 423.

> « D'une part :
> L'Est allemand comme un espace de colonisation purement allemande ;
> comme un espace du fatras national
> comme un espace de rayonnement et d'éparpillement culturel
> Et l'autre triptyque (…) des problèmes est-européens
> Dans la relation allemande à la Pologne
> Dans la relation allemande à la Russie
> Dans la relation russe à la Pologne, avec un œil sur les relations de la Pologne et de la Russie à la France. »[614]

La solution à ces luttes des masses est « la volonté étatique », qui « convainc, apaise » ces mouvements de masse. Le peuple allemand, plus que d'autres, a besoin de cette force unificatrice et organisatrice de l'État pour faire face aux menaces environnantes[615]. O. Hoetzsch se place bien dans le discours nazi de salut du peuple par l'État et respecte les normes que dicte l'accord germano-polonais. Mais il ne fait pas un effort considérable pour ne pas critiquer les fondements de la légitimité des frontières polonaises tant à l'ouest qu'à l'est. Une chose est claire, c'est son attachement à l'État comme moteur politique et protecteur de la population nationale. O. Hoetzsch se trouve dans une position de plus ne plus délicate mais ne se retire pas de son activité complètement. Toutefois, la direction de la DGO et la rédaction de sa revue *Osteuropa* est déléguée à ses proches collaborateurs : d'abord Klaus Mehnert de 1931 à 1934, puis Werner Markert de 1934 à 1939. La place de la DGO dans l'Allemagne nazie s'avère ambivalente : d'un côté, il s'agit de montrer sa fidélité, sa loyauté envers le nouveau régime, en montrant l'utilité que la connaissance de l'Est peut avoir dans les nouvelles missions du régime. Dans le même temps, la DGO et ses dirigeants cherchent à co-définir ce que cette nouvelle mission devrait être à l'Est. À ce titre, le discours prononcé par Werner Markert le 19 février 1934 lors d'une conférence organisée par O. Hoetzsch et publié dans *Osteuropa* est révélateur de la navigation des experts de l'Est de la DGO dans l'Allemagne nazie. Loin d'être opposant aux nouveaux dirigeants, la définition qu'il donne de l'expertise de l'Est est tout de même notable.

Werner Markert place la connaissance de l'Est comme une des missions politiques et les étudiants de l'Est comme des « soldats érudits » : toute activité est une activité politique, au service du peuple tout entier, c'est une évidence dans l'Allemagne de 1934. Il insiste à plusieurs reprises dans son intervention sur cette dimension en l'intégrant dans la 'révolution' qu'a constitué l'arrivée au pouvoir des NS, qui réconcilient enfin le peuple et l'État allemand. Il oppose toutefois formellement cette vision nazie avec le fascisme, mais sur le fond, sa rhétorique est clairement totalitaire. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'argumentation qu'il développe sur le besoin de connaître, comprendre et même

[614] *Ibid.*, p. 430.
[615] *Ibid.*, p. 431.

reconnaître les pays de « l'Europe interstitielle » (*Zwischeneuropa*)[616]. W. Markert observe la montée du nationalisme en Europe centrale et orientale – avec une poussée autoritaire – et de l'antisémitisme et tire le parallèle entre les « enjeux » auxquels font face ces pays et l'Allemagne : tous auraient compris que l'organisation de l'Europe, telle que Versailles l'a produite, ne convient à personne. Pourtant, ces pays se sont tournés vers le fascisme, italien, et orientent leur nationalisme contre l'Allemagne, malgré sa « révolution » nationale-socialiste. Il plaide dans son discours pour une « politique culturelle » de rapprochement avec l'Europe centrale et orientale : une politique de « connaissance mutuelle » et de « reconnaissance » des particularités de chacun, aussi en opposition à la présence française dans la région. Il faut créer « une large couche » d'individus qui comprennent « l'essence intérieure » de l'Est européen, pour fonder une politique culturelle allemande forte et « fédérative ». Pour cela, il faut rééduquer la population, lui faire perdre cette habitude de mépris envers l'Est ou les Balkans, qui est le produit d'un manque de connaissance générale. W. Markert semble voir dans la politique nazie, et leur définition de la germanité et des intérêts allemands, l'opportunité de pouvoir déployer dans la société allemande, le travail d'éducation politique à l'Est que la DGO mène depuis quelques années. La « vraie » Allemagne sera forte à l'Est, si elle arrête de vouloir se mesurer à l'Ouest. Il revient plusieurs fois sur cette idée d'une coopération « fédéralisante » et « non impérialiste » de l'Allemagne avec l'Est européen, qui lui donne presque une tonalité prométhéenne. Il appelle à ne pas négliger les connaissances apportées par l'émigration, tout en gardant à l'esprit leurs propres intentions. La science de l'Est fait partie intégrante du combat politique, et les experts de l'Est, ceux qui utilisent leurs connaissances pour aider à former la politique actuelle, doivent se constituer en « État-major ». L'Est tient une place fondamentale dans le projet politique nazi : ce projet est celui d'un « retour » vers l'Allemagne « véritable », vers son peuple, ce qui signifie un détournement des idées politiques, « démocratiques et bourgeoises » occidentales et une orientation vers l'Est allemand et l'Europe de l'Est et du Sud-Est.

Dans le même temps, la DGO poursuit un travail d'analyse de la réalité soviétique et de traduction du fonctionnement du régime soviétique pour le public allemand, tel l'ouvrage de Peter Kleist (1904-1971) sur la reconnaissance de l'URSS, paru dans la série « Recherches sur l'Europe de l'Est (*Osteuropäische Forschungen*) », de la DGO, éditée par la maison d'édition *Osteuropa Verlag* de Königsberg. Peter est un autre exemple d'expert hybride, navigant entre la diplomatie et l'éducation politique générale : il enseigne le droit international à la *Deutsche Hochschule für Politik* de 1932 à 1936, avant d'entrer au Ministère des Affaires étrangères, où il se profile en expert de l'Est auprès du bureau des affaires étrangères de Joachim Ribbentrop[617], au sein de la NSDAP, dont Kleist est membre

[616] Merci à Christian Ingrao pour la suggestion de traduction.
[617] La *Dienststelle Ribbentrop*, une structure sous la direction de Ribbentrop, ancrée dans le parti NSDAP,

depuis 1931. Peter Kleist, dans la préface de sa thèse dédiée à la question de la reconnaissance de l'URSS, indique que Georg Cleinow met à disposition des chercheurs sur les questions soviétiques, la documentation qu'il collecte[618]. Dans cet ouvrage, P. Kleist analyse d'une part, le paradoxe des efforts d'insertion de la diplomatie bolchevique dans le système juridique « bourgeois » des relations internationales, tout en fondant un régime basé sur le rejet de ces normes. D'autre part, il s'intéresse à la signification du traité de Rapallo, non seulement pour l'URSS mais surtout pour l'Allemagne, soulignant l'importance de la reconnaissance mutuelle de l'Allemagne et de l'URSS dans l'émancipation des deux États des contraintes imposées par les Alliés. Tout en étant membre de la NSDAP, P. Kleist propose une analyse qui se veut la plus factuelle possible, et au-delà du rejet de l'idéologie bolchevique essaie de comprendre sur quelles bases l'URSS se construit et comment la réalité politique se traduit en normes juridiques. Tout au long de son analyse il oppose la théorie à la pratique soviétique. C'est l'abandon de l'ambition de révolution mondiale et la distanciation progressive de la théorie de la lutte des classes, dans la pratique diplomatique soviétique, qui rend la reconnaissance de l'URSS par les puissances occidentales possible. Il rappelle brièvement la conception théorique du droit par les Soviétiques, comme instrument de domination bourgeoise[619] avant de constater que la diplomatie soviétique dut rapidement abandonner cette conception pour fonder ses relations sur la scène internationale, notamment après l'échec de l'exportation de la révolution prolétaire, dans les sillons de la guerre. En effet, P. Kleist commente ce revirement soviétique non sans ironie, par la prise de conscience par les Soviétiques que le monde était plutôt divisé en peuples qu'en classes[620]. C'est ce qu'il appelle, reprenant les termes de Trotski, l'avènement du « national-socialisme stalinien »[621].

Contrairement à W. Sukiennicki, P. Kleist ne s'intéresse pas aux discussions internes à l'URSS, et ne présente qu'une lecture superficielle de la conception soviétique du droit et ne présente celle-ci que pour l'opposer à la pratique de la diplomatie soviétique. Pour son analyse, il utilise des sources officielles et secondaires, parmi lesquelles, il cite dans un même souffle Waldemar Gurian (1902-1954) qui fuit le III[e] Reich après avoir pris des positions critiques vis-à-vis l'idéologie de la NSDAP, et Peter-Heinz Seraphim (1902-1979), le principal spécialiste nazi des Juifs en Europe orientale (p. 115). Il s'appuie également sur des textes de l'émigration russe en France et en Allemagne. Son analyse ne mobilise pas explicitement de stéréotypes de la Russie, l'Ukraine ou le Caucase, ni même particulièrement de lectures antisémites de la révolution bolchevique pourtant sa conclusion s'inscrit

dédiée aux questions de politique étrangère, en parallèle au bureau d'A. Rosenberg : le bureau des Affaires étrangères de la NSDAP (Außenpolitische Amt der NSDAP).

[618] Kleist Peter, *Die völkerrechtliche Anerkennung Sowjetrußlands*, Königsberg, Ost-Europa-Verl., 1934.

[619] *Ibid.,* p. 109.

[620] *Ibid.,* p. 114.

[621] *Ibid.,* p. 116.

pleinement dans un registre antisémitisme. La transformation stalinienne de la politique soviétique est accompagnée par un changement de génération des acteurs politiques soviétiques et une poussée irrésistible de l'antisémitisme en URSS, qui contribuent à chasser les leaders de la révolution, tel Trotski. Pour P. Kleist, il faut interroger la transformation, comme le révélateur d'une « réaction » du « peuple russe » :

> « La Russie, durant les mille ans que nous pouvons saisir par l'histoire, n'a pas connu de développement linéaire ni autonome. L'histoire de l'empire a opéré dans des balancements récurrents entre une emprise [littéralement une surprésence étrangère] violente par des puissances extérieures et le contre-mouvement lent mais persévérant, dans lequel les forces autochtones de l'espace russo-asiatique se sont affirmées. Depuis la fondation étatique par les Varègues jusqu'aux temps de la Horde d'Or et la révolution de Pierre le Grand jusqu'à la révolution du marxisme en 1917.
>
> L'avenir montrera, si la transformation ici dans l'État soviétique, est le produit d'une telle résistance des forces du peuple russe et entre ainsi dans le mouvement aux côtés d'autres peuples, qui ne peuvent reconnaître le marxisme, parce la tendance à *l'effondrement* sur la mauvaise pente de la réalité économique que [le marxisme] prévoit ne leur convient pas. C'est le mouvement *montant* de tous les *peuples*, qu'il s'agisse de la Chine, de l'Inde, de la Perse, de la Turquie, des nouveaux États d'Europe et de l'Allemagne elle-même, qui veulent s'émanciper par leur propre volonté des dépendances internationales, *afin de libérer leur propre vie ainsi que la vie en communauté des peuples de tous les fardeaux d'une époque confuse*. » [622]

Derrière les amalgames confus eux aussi de cette conclusion, nettement plus nébuleuse que le reste de son texte, Peter Kleist présente clairement un bloc anti-occidental dans lequel se retrouveraient entre autres l'Allemagne et la Russie, ou plutôt les peuples allemand et russe. Ce peuple russe qui n'aurait existé dans l'histoire qu'à travers sa résistance aux agressions extérieures. À travers la grille de lecture que propose Kleist, le peuple russe, suivant la vague d'antisémitisme qui conquiert

[622] « Rußland hat in den tausend Jahren, die wir geschichtlich erfassen können, keine gradlinige und keine autonome Entwicklung gehabt. Die Geschichte des Reiches vollzog sich in immerwährenden Schwankungen zwischen gewaltsamen Überfremdungen durch äußere Mächte und Gedanken und der langsamen, aber stetigen Gegenbewegung, in der sich die eigenständigen Kräfte im russisch-asiatischen Raume wieder durchsetzen. Von der Staatsgründung der Waräger über die Zeiten der Goldenen Horde und die Revolution Peters des Großen ging die schwere, leidvolle Geschichte des russischen Volkes zur Revolution des Marxismus von 1917.
Die Zukunft wird erweisen, ob die hier aufgezeigte Wandlung im Sowjet-Staate, eine solche Gegenbewegung der russischen Volkskräfte ist und damit neben jene Bewegung in vielen Landern der Welt tritt, jene a u f s t e i g e n d e Bewegung der V ö l k e r, die der marxistische Materialismus nicht anerkennen kann, weil sie der von ihm vorgesehenen a b f a l l e n d e n Bewegung der M a s s e n auf der schiefen Ebene der ökonomischen Gegebenheiten nicht entspricht. Es ist die aufsteigende Bewegung aller Völker, sei es Chinas, Indiens, Persiens, der Türkei, der neuen Staaten Europas und Deutschlands selbst, die eigenwillig aus internationalen Abhängigkeiten herausstreben, u m i h r e i g e n e s L e b e n w i e a u c h d a s Z u s a m m e n l e b e n d e r V ö l k e r v o n a l l e n B e l a s t u n g e n e i n e r v e r w i r r t e n E p o c h e z u b e f r e i e n. » pp. 116-117.

le pays à ce moment-là, montrerait qu'il mène une lutte contre cette dernière « emprise étrangère » destructrice du bolchevisme. C'est un antisémitisme « feutré » qu'il formule dans son texte.

Malgré cela, son travail sur l'URSS lui vaut une critique virulente au sein même de son parti, au même titre que les activités d'autres experts rattachés à la DGO. C'est Walter von Kielpinski (1909-1946), un des « intellectuels de la SS »[623] qui mène la charge en 1937 contre « l'idéologie de l'Est » dans la revue qu'il dirige à ce moment : *Volk im Werden* (peuple en devenir). En 1937 et 1938, il rédige deux articles dans lesquels il attaque les pratiques de connaissance de l'Est : dans le premier il attaque les « connaisseurs » de l'URSS[624] et dans le second, où il attaque plus généralement les tenants de la politique de Rapallo[625]. Il reproche à P. Kleist d'analyser le système soviétique en termes politiques classiques : si Kleist considère au début de son ouvrage qu'une URSS engagée dans la révolution mondiale constitue un danger permanent pour les autres pays, ce que W. v. Kielpinski ne semble pas discuter, Kleist conclue que le nationalisme stalinien lui semble inacceptable : « Finalement, on revient à cette illusion selon laquelle le bolchevisme a renoncé à l'idéologie marxiste dans ses points essentiels et à une Russie vue de manière romantique. »[626] Pour Kielpinski, au contraire, le traitement de l'URSS par les outils classiques, par des « considérations abstraites du marxisme comme théorie économique et sociale » sont à abandonner, pour passer à une approche « raciale-ethnonationale » (*rassisch-völkisch*), plus intégrée à la « lecture du monde » de la NSDAP[627]. Cette approche n'étant pas celle du cercle des experts de la DGO, il passe en revue leurs travaux pour un dénigrement systématique.

Kielpinski attribue d'emblée aux personnes qu'il attaque nominalement, des sympathies bolcheviques, qu'il explique par leur « origines raciales » et leurs « connexions idéologiques ». Il s'inscrit pleinement dans l'amalgame antisémite nazi du judéo-bolchevisme, qu'il ancre dans la critique plus générale de la politique de la République de Weimar. En effet, pour W. v. Kielpinski, la science de l'URSS allemande s'inscrit dans une lecture plus large des « théories » de politique étrangère, nées du « diktat de Versailles ». Rathenau signe à Rapallo un accord avec les Soviétiques, qui « purifie » les relations bilatérales et réjouit la classe politique allemande, des marxistes aux « idéologues de l'Est (*Ost-Ideologen*) du camp 'conservateur' », en passant par les « Juifs et les Francs-maçons » et « certains milieux économiques »[628] W. v. Kielpinski précise les raisons de cette joie collective, en explicitant la tradition politique dans laquelle la politique de Rapallo s'inscrit à ses yeux :

---

[623] INGRAO, *Croire et détruire*, *op. cit.*, 2010.
[624] KIELPINSKI Walter von, « Deutsche Wissenschaft und Sowjetunion », *Volk im Werden* (5), 1937, pp. 77-86.
[625] KIELPINSKI Walter von, « Das Ende der Ostideologie », *Volk im Werden* (6), 1938, pp. 515-524.
[626] « Am Ende steht wieder die Illusion, dass der Bolschewismus auf die marxistische Ideologie in ihren wesentlichen Punkten verzichtet habe, und ein romantische gesehenes Rußland. » in : KIELPINSKI, « Deutsche Wissenschaft und Sowjetunion », KIELPINSKI Walter von, « Deutsche Wissenschaft.., 1937, p. 84.
[627] *Ibid.*, p. 83.
[628] *Ibid.*, p. 78.

> « Une pointe de mémoire de la politique de Bismarck de traités de réassurance, se mêlait aux attentes du comte [Brockendorff-Rantzau, ambassadeur allemand en URSS], opposant notoire à l'Angleterre et la France, de gagner l'Union soviétique comme allié idéologique contre Versailles. Sur lui reposait également une bonne partie des espoirs de certains cercles ; qui ne voyaient aucunement dans la coopération avec l'Union soviétique, un renforcement du communisme en Allemagne. »[629]

Toujours est-il que le résultat de cette politique produisit exactement cela, pour W. v. Kielpinski : un renforcement du communisme en Allemagne et une totale vassalisation de la « science » de l'URSS allemande, qui s'est fait « remorquer par le bolchevisme ». Ce sont les libéraux, qui ont failli à leur mission d'analyser le bolchevisme, par leur manque de lucidité et leur passivité. Au reste, ce n'est pas un phénomène proprement allemand, mais W. v. Kielpinski veut procéder à une revue des « amis et connaisseurs de l'Union soviétique » en Allemagne. Il commence par l'Association des amis de la nouvelle Russie (*Gesellschaft der Freunde des neuen Russlands*), de sensibilité communiste[630], dont il fait une liste détaillée, soulignant la forte proportion de membres juifs, de pacifistes et de francs-maçons dans celle-ci[631]. W. v. Kielpinski passe ensuite sur ce réseau franc-maçon pour introduire ses accusations contre Otto Hoetzsch et la DGO. Ce qui caractérise aux yeux de W. v. Kielpinski le travail de la DGO, c'est le silence sur la progression du bolchevisme en Allemagne, sous couvert d'un « point de vue d'un analyste de politique étrangère extérieurement lucide et froid. »[632]. La DGO, « sous couvert de scientificité » n'a, certes pas ouvertement défendu le bolchevisme, mais en présentant constamment le système bolchevique comme étant stable ou en mettant en avant ses réussites, s'est mise au service des communistes allemands. Après avoir dénigré des chercheurs universitaires allemands, travaillant sur l'histoire ou les questions sociales en URSS, du fait de leur « judéité », il attaque Otto Hoetzsch pour avoir accepté d'encadrer des doctorants juifs, dont Abraham Heller, qui

---

[629] « Ein Schuβ Erinnerungen an die Bismarck-Politik der Rückversicherungsverträge mischte sich in die Erwartungen, daβ der als Gegner Englands und Frankreichs bekannte Graf die Sowjetunion im Sinne der eigenen Ideologie als Bundesgenosse gegen Versailles gewinnen würde. Auf ihm lag zugleich ein gutes Teil der Hoffnungen mancher Kreise, die eine Zusammenarbeit mit der Sowjetunion keineswegs mit einer Stärkung des Kommunismus in Deutschland notwendig verbunden sehen wollten. », *Ibid.,* p. 78.

[630] Créé en 1923, elle fonctionna comme interlocuteur du VOKS, l'organisation soviétique responsables des contacts culturels avec l'étranger (Всесоюзное общество культурной связи с заграницей): HEEKE Matthias, *Reisen zu den Sowjets: der ausländische Tourismus in Russland 1921-1941; mit einem bio-bibliographischen Anhang zu 96 deutschen Reiseautoren*, LIT Verlag Münster, 2003, p. 27. Dans ses rang, on trouve des intellectuels qui participèrent à la résistance anti-hitlérienne communiste, puis à l'Allemagne démocratique après 1945, tels Erich Baron ou Anna Seghers.

[631] KIELPINSKI Walter von, « Deutsche Wissenschaft.., 1937, p. 80.

[632] KIELPINSKI Walter von, « Deutsche Wissenschaft.., 1937, p. 81.

travaille sur l'antisémitisme en URSS[633], ce qui est accueilli avec ironie par W. v. Kielpinski[634]. Otto Hoetzsch était cependant, à cette date, déjà suspendu de ses fonctions à l'Université de Berlin, et Abraham Heller avait déjà quitté l'Allemagne et son titre de doctorat avait déjà été refusé par le Ministère de l'éducation du *Reich*[635]. En effet, pour lui, en écho aux travaux de Dr. K. Michael[636], qu'il cite, la véritable scientificité consiste à traiter le phénomène soviétique le plus sobrement possible, sur la base de chiffres et de données à traiter de manière critique, mais surtout « sans jamais avoir aucune relation au bolchevisme »[637].

W. v. Kielpinski mène ce travail de dénigrement de ces pratiques de connaissance sur l'Est dans le contexte de la formation d'un institut du Service de Sécurité (SD) dédié à des thématiques similaires : le *Wannsee Institut*[638], dirigé par Michael Achmeteli. Cet institut mène son activité d'expertise dans le secret et va jusqu'à cacher sa mission dans son nom, qui est officiellement Institut pour la recherche antique, archéologique (*Institut für Altertumsforschung*) et pourrait faire penser à un institut de recherche archéologique. De fait, entre 1936 et 1938, cet institut chapeauté par Franz Alfred Six connaît une croissance rapide, en recrutant une quarantaine d'experts, souvent issus des États baltes et en saisissant les fonds de l'Institut d'Europe de l'Est de Breslau constitués pour une connaissance de l'URSS (livres et coupures de presse). En 1938, l'union personnelle est assurée avec l'Université de Berlin, dans son département d'études étrangères (*Ausland-Hochschule*, qui devient la *Auslandswissenschaftliche Fakultät*, en assimilant aussi la DHP vue plus haut), et permet de donner une légitimité académique aux experts de cet institut[639]. Cet institut cherche à dominer ce segment de l'expertise dans l'appareil nazi en redéfinissant les normes de la pratique d'expertise de l'Est, comme devant donc être plus ethnocentrée que jusqu'alors.

Contrairement à la DGO, qui à travers ses activités de publication, tient un discours d'explication et de démystification de l'altérité soviétique, dans une optique de servir une politique de puissance allemande ou du moins d'émancipation allemande de sa position de vaincu de Versailles. La

---

633 HELLER Abraham, *Die Lage der Juden in Russland von der Märzrevolution 1917 bis zur Gegenwart*, Breslau, Marcus, 1935.
634 KIELPINSKI, « Deutsche Wissenschaft und Sowjetunion », *art. cit.*, 1937, p. 83.
635 BOTT Marie-Luise, « "Deutsche Slavistik" in Berlin? Zum Slavischen Institut der Friedrich-Wilhelms Universität 1933-1945 », in: BRUCH Rüdiger Vom (dir.), *Die Berliner Universität in der NS-Zeit*, Franz Steiner Verlag, 2005, pp. 294-295.
636 En réalité, sous ce pseudonyme, c'est Michael Achmeteli (1895-1963) un agronome géorgien, qui est nommé en 1937 à la direction du Wannsee Institut, centre de recherche de la SS, par Franz Albert Six. GROBELNY Andelin, « Die Breslauer Ost- und Südosteuropaforschung - eine staatsmonopolitische Einrichtung zur Unterstützung der faschistischen Expansion 1938 bis 1945 », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte = Economic history yearbook* III (57), 1973, pp. 43-54.
637 KIELPINSKI Walter von, « Deutsche Wissenschaft.., 1937, p. 85.
638 Gideon Botsch, « "Geheime Ostforschung" im SD. Zur Entstehungsgeschichte und Tätigkeit des "Wannsee-Instituts" 1935-1945 », *Zeitschrift für Geschichtsforschung*, 48 (6), 2000, pp. 509-524.
639 *Ibid.*, p. 513.

démystification de l'URSS sert l'idée de l'Est comme réservoir de puissance nationale. Dans le même temps, on voit que la DGO, par ses dirigeants cherche à donner des gages de loyauté au nouveau régime d'après 1933. Ainsi, comme nous l'avons vu, Otto Hoetzsch puise dans l'imaginaire allemand et nazi sur l'Est pour renforcer son discours de coopération avec l'URSS, sur le plan étatique, tout en l'ancrant dans le discours hitlérien. Malgré ces efforts rhétoriques, et l'assise dont bénéficie cette orientation dans la société allemande, notamment auprès de la diplomatie allemande, cette pratique de l'expertise ne convainc pas l'aile nazie de l'expertise de l'Est, qui fonde son analyse sur une image plus marquée de l'altérité à l'Est. On retrouve un écho de cette nouvelle qualité de l'expertise de l'Est pratiqué par la DGO après 1933, dans le compte-rendu, déjà cité plus haut, qu'en fait R. Smal-Stocki en 1936[640]. L'expert ukrainien a rencontré W. Markert à Berlin, qui lui confie que la DGO est « un organe du Ministère des Affaires étrangères »[641] et qu'en son sein, « la position allemande sur l'Est » traverse une profonde réorganisation, notamment « de l'appareil scientifique » sur cette question. La concurrence entre l'ancienne génération qualifiée de russophile et incarnée par O. Hoetzsch est progressivement écartée, au profit d'autres orientations, portée par des experts plus jeunes. Ce qui sort alors de ce débat, tel qu'il est rapporté par R. Smal-Stocki, c'est une certaine « compréhension [de la NSDAP] pour la force du potentiel des différentes nations » à l'Est, ce qui n'est probablement pas pour déplaire au prométhéen qu'est R. Smal-Stocki. Dans le même temps, la pensée sur la nature du communisme fait consensus : c'est la lecture antisémite du communisme comme « un phénomène juif » qui prédomine.

[640] LIBERA (dir.), *Il Rzeczpospolita wobec ruchu prometejskiego*, *op. cit.*, 2013, pp. 387-388.
[641] Une étude spécifique de cette organisation nevralgique est en cours, préparée par Jan Kusber, tel qu'annoncé dans KUSBER Jan, « Expertenkulturen im Wandel », *Osteuropa* 67 (1 2), 2017, p. 63.

2. L'anticommunisme comme expertise : une lecture de l'altérité de l'Est en écho aux conceptions antisémites

L'antisémitisme tient une place centrale dans les débats politiques des pays étudiés. Pourtant, force est de constater que pour une grande partie des expertises sur l'Est, l'analyse de la place des juifs dans ces sociétés semble rester très marginale, quasi inexistante. Les analyses sur l'Est que nous avons consultées sont fortement marquées par une vision ethno centrée, et n'accordent que très rarement une attention aux populations juives. Le seul intérêt qui leur est porté, tient des efforts d'exclusion et de discrimination, dans les statistiques démographiques où la question centrale semble être dans quelle mesure, les membres de la catégorie « Juif » peuvent être ou non rattachés à la communauté nationale. Ceci est en fort contraste avec le rôle prééminent qui est attribuée aux juifs dans les analyses soviétologiques, surtout après 1933 en Allemagne. Qu'est-ce que l'étude – ou son absence – de la place des juifs dans les sociétés d'Europe de l'Est par les experts allemands et polonais nous apprend de la fonction de cet espace dans l'imaginaire collectif des experts ?

(1) La thématique juive à l'Est : entre absence et omniprésence ? Antisémitisme et fantasmes d'un espace sans juifs dans l'expertise sur l'Est.

La « juivologie » comme inspiration pour la soviétologie : le contexte intellectuel et méthodologique d'une science de l'altérité

Avant la 1e Guerre mondiale, les études juives étaient limitées à la philologie et à la théologie. Il y eu une tentative d'instaurer une chaire des études juives à l'Université de Berlin en 1913, mais sans succès[642]. Les études juives étaient absentes aussi des études de l'Europe de l'Est et de la Russie qui étaient fondées à ce moment. La redéfinition de la situation politique en Europe de l'Est a changé la place des juifs dans l'ancienne sphère de l'Empire russe. Après les violences de la fin du XIXe siècle, qui avaient déjà suscité une vague d'émigration vers l'Ouest, les tensions subies par les communautés

[642] HILBRENNER Anke, « Die doppelte Nische. Historiographie der Juden Osteuropas in Deutschland », *Osteuropa : Zeitschr. für Gegenwartsfragen des Ostens.* Zeit im Spiegel. Das Jahrhundert der Osteuropaforschung (2-3), 2013, p. 150.

juives durant la 1e Guerre mondiale et encore plus durant la guerre civile russe, ont une nouvelle fois replacé la question de l'antisémitisme dans cette partie de l'Europe[643] et dans sa perception, notamment en Allemagne[644]. Cette violence eut pour conséquence notable une nouvelle vague d'émigration des juifs d'Europe orientale vers l'Ouest passant souvent par la case Berlin dans les années 1920[645]. L'arrivée de juifs d'Europe de l'Est a suscité une vague de réactions, trop complexes pour être étudiée ici, aussi nous restreignons notre intérêt à deux points que l'historienne Anke Hilbrenner met en avant : d'une part, la création de la thématique de recherche sur les juifs de l'Est (*Ostjude*) et la contribution de certains migrants à l'historiographie sur les juifs de cette région. On retrouve dans le traitement des juifs de l'Est des parallèles de fonds et de forme avec le traitement général de la région. D'emblée, ce qu'on remarque c'est que le terme *Ostjude* rassemble indifféremment tous les juifs d'Europe de l'Est, sans distinction de leur origine géographique concrète, ni leur appartenance à une communauté particulière. Parmi ces migrants, on trouve d'éminentes figures intellectuelles, qui ont transporté leurs savoirs en Allemagne et en allemand, comme Simon Dubnow, qui publie à Berlin son ouvrage sur l'histoire mondiale des Juifs des origines à nos jours en 1925 et 1929, traduit du russe dans lequel il avait écrit son texte originellement. La discussion sur l'historiographie porte alors sur la question de la place des Juifs dans les sociétés européennes, et la lecture apportée par Simon Dubnow est celle d'une communauté à part entière, qui se substitue au cadre étatique pour l'histoire des Juifs[646]. Les débats entre intellectuels juifs sur le rapport à l'État sont très intensifs au début du XXe siècle et nous ne voulons pas ici tenter une synthèse, mais rappelons avec Anke Hibrenner, la création d'une branche du YIVO, l'Institut scientifique juif (Yidisher Visnshaftlekher Institut/אינסטיטוט ווִיסנשאַפֿטלעכער יִידישער), à Berlin dès sa fondation en 1925 et le dialogue unilatéral, ou plutôt l'instrumentalisation du travail de ces intellectuels après 1933, en Allemagne, par des chercheurs nazis. L'exemple de Wilhelm Grau (1910-2000) en ce sens est très parlant : en 1936-1937, au moment où le gouvernement allemand interdit aux personnes désignées comme juifs sur le plan administratif de se qualifier par des thèses dans les universités allemandes, émerge une « juivologie » nazie[647]. Cette « science » se concentre sur la « question juive » en Allemagne : elle est définie par W. Grau, non pas comme l'histoire des juifs en Allemagne, mais comme la friction entre la communauté juive et la société (le peuple) allemand. On a ici également une vision d'exclusion des Juifs, définis par là-même comme tels. C'est une vision ethnocentrée de cette pratique

[643] MILÂKOVA (dir.), *Le livre des pogroms*, *op. cit.*, 2010.
[644] HILBRENNER, « Die doppelte Nische. Historiographie der Juden Osteuropas in Deutschland », *art. cit.*, 2013.
[645] SCHLOEGEL Karl, *Berlin - Ostbahnhof Europas. Russen und Deutsche in ihrem Jahrhundert*, Berlin, Siedler Verlag, 1998.
[646] HILBRENNER, « Die doppelte Nische. Historiographie der Juden Osteuropas in Deutschland », *art. cit.*, 2013.
[647] BERG Matthias, « Die "Geschichte der Judenfrage" und die nationalsozialistische "Judenforschung" », in: FAHLBUSCH Michael et HAAR Ingo (dir.), *Völkische Wissenschaften und Politikberatung im 20. Jahrhundert: Expertise und « Neuordnung » Europas*, Paderborn, Schöningh, 2010, pp. 77-86.

de connaissance, comme pour l'expertise sur l'Est. Cependant, W. Grau ne semble pas spécialement s'intéresser à l'Europe de l'Est, ni aux juifs de cette région : c'est, semble-t-il, l'affaire des experts de l'Est.

L'étude des juifs à l'Est : l'exclusion des Juifs comme voie de rapprochement de l'Est ?

Comme le rappelle l'historien Ingo Haar[648], si la recherche allemande s'inscrit d'emblée dans le paradigme révisionniste du sol ethnique et d'une conception ethnocentrée, l'antisémitisme n'était pas un des fondements de la recherche sur l'Est. Cependant, la logique de « science combattante », de front scientifique à l'usage politique connaît une prise en main rapide par certains acteurs, dont Albrecht Brackmann, avec sa Communauté de recherche allemande du Nord et de l'Est (*Nord- und Ostdeutsche Forschungsgemeinschaft*, NOFG) citée précédemment, qui inscrit l'antisémitisme comme base du programme de recherche en 1934[649]. Cet « axe de recherche » n'est pas destiné à être rendu public mais il s'inscrit dans la conception de la recherche de la présence allemande à l'Est, où la « question juive » doit être abordée, selon une logique de ségrégation, d'isolation, de « dissimilation ». L'État allemand sous gouvernement nazi instaure très concrètement ce paradigme dans les universités : en août 1936, le Ministère de la Science, de l'Art et de l'Éducation du peuple impose le traitement de la question des frontières ethniques allemandes, la présence allemande à l'étranger ou l'approche ethnique dans les thèses pertinentes. Ce paradigme se diffuse donc dans les universités allemandes, et on voit, à côté de l'éviction des professeurs ne s'y inscrivant pas, la montée d'autres chercheurs, plus jeunes, issus des institutions universitaires et para-universitaires, tels que Werner Markert (Université de Leipzig et DGO, que nous retrouverons à la DGAP), et Peter-Heinz Seraphim (BDO)[650]. Ce dernier prend la direction du séminaire dédié à la Pologne (*Polenreferat*) dans l'Institut pour l'Économie d'Europe de l'Est à Königsberg (*Institut für Osteuropäische Wirtschaft*), dirigé depuis 1933 par Theodor Oberländer (1905-1998). En 1938, il s'affirme comme l'expert attitré des Juifs d'Europe de l'Est dans le III[e] Reich, son ouvrage éponyme connaît un grand succès : « Das Judentum im osteuropäischen Raum » (La judaïté ou les Juifs dans l'espace est-européen), republié par le BDO la même année. Il écrit également pour la revue de la DGO, *Osteuropa*, un article sur ce sujet[651]. On

[648] HAAR Ingo, « Deutsche "Ostforschung" und Antisemitismus », *Zeitschrift für Geschichtsforschung* 48 (6), 2000, pp. 485-507.
[649] *Ibid.*, p. 493.
[650] Ingo Haar présente aussi le travail d'historiens tels que Werner Conze et Walther Kuhn, qui se penchent également sur cette thématique. Ils traitent de la concurrence supposée entre les juifs et les Allemands dans les villes d'Europe de l'Est. Voir *Ibid.*, pp. 496-497.
[651] SERAPHIM Peter-Heinz, « Der Antisemitismus in Osteuropa », *Osteuropa : Zeitschr. für Gegenwartsfragen des Ostens*, 1939, pp. 332-346. Voir en annexe 2, la reproduction de cet article.

retrouve une argumentation similaire, pour le cas russe cette fois, chez Reinhardt Maurach, dans son ouvrage sur l'histoire de la politique russe envers les juifs[652]. Il est un des représentants d'un domaine d'expertise particulier sur l'Est : le droit de l'Est (*Ostrecht*). En somme, la question du traitement des Juifs par les experts nazis de l'Est n'est pas aussi centrale qu'on pourrait le penser, compte-tenu de l'importance de l'antisémitisme dans la conception nazie du monde. L'antisémitisme comme lecture de l'Europe de l'Est semble tenir une place plus importante en dehors de l'expertise, comme élément de discrédit général, et au contraire, dans l'expertise de l'Est, le discours semble plutôt être celui d'une communauté de conception antisémite de la « question juive » dans la région. L'antisémitisme des Européens de l'Est – tantôt les Russes, tantôt les Ukrainiens – est ainsi pour les experts nazis de l'Est presque un espace d'entente avec ces derniers, une sorte de langue commune. C'est cette lecture qu'en font également certains experts polonais de l'Est. Dans un article du Bulletin polono-ukrainien de 1933, sur les sources de l'ukrainophobie de la droite conservatrice polonaise (*Endecja*)[653], les fantasmes de la société polonaise sont passés en revue :

« Des ouvrages de R. Dmowski en commençant par son œuvre 'la Pensée nationale' jusqu'aux réflexions d'un paysan de Clochemerle ('du temps des Russes, vous savez monsieur…') »[654], il flotte dans la société polonaise une certaine nostalgie et une fascination de la Russie. En témoigne, le succès de la commémoration de Dostoïevski en 1931 en Pologne[655]. Cette fascination serait l'incarnation de l'héritage de l'expérience de la Russie tsariste de beaucoup de citoyens de la Pologne indépendante, lesquels auraient emporté avec eux de cette période, le nationalisme russe. La lecture russe du nationalisme, transposée en nationalisme polonais, aurait gardé quelques-uns de ses traits : l'antisémitisme et l'ukrainophobie. Cette thématique est reprise dans un éditorial de 1934[656], qui traite de l'aveuglement de la droite conservatrice polonaise face aux revendications ukrainiennes, sauf à pouvoir les instrumentaliser contre la minorité juive de Pologne. Ainsi, si les Nationaux-Démocrates polonais seraient ravis de la situation contemporaine, où les minorités ne sont pas reconnues : une réforme de la constitution reconnaissant un statut de minorité aux Ukrainiens, pourraient transformer ces derniers en alliés des ND : tout en instaurant une société de caste, avec les Polonais à la tête, les Ukrainiens ensuite et les Juifs dans les minorités de « troisième classe ». L'éditorial critique cette « alliance » des nationalismes, polonais, ukrainien et allemand : la germanophobie de *l'Endecja* serait dépassée tout comme l'ukrainophobie, dans « le front antisémite ».

---

[652] MAURACH Reinhart, *Russische Judenpolitik*, Deutscher Rechtsverlag, 1939.
[653] « Do źródeł ukrainofobji », *Biuletyn Polsko-Ukraiński* 2 (25), 1933, pp. 7-8.
[654] *Ibid.*
[655] Notons au passage, le grand succès en Allemagne de cet auteur. Voir la contribution de Gerd Koennen dans THUM Gregor, *Traumland Osten: Deutsche Bilder vom östlichen Europa im 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006.
[656] « Pomiędzy antysemityzmem a ukrainofobstwem endecji », *Biuletyn Polsko-Ukraiński* 18 (53), 1934, pp. 1-2.

(2) L'expertise nazie de l'URSS : l'obsession juive

L'anticommunisme allemand naît dans les marges de la société, et nageant avec la vague nazie, qui submerge les structures étatiques et universitaires, il fait son chemin vers les structures de pouvoir allemandes. En 1937, W. v. Kielpinski définit l'importance d'une soviétologie nazie car

> « plus le bolchevisme s'avère être un contrepoids idéologique et de politique de puissance du national-socialisme, plus grande est la responsabilité de la jeune génération et le sérieux avec lequel elle traite le devoir de la recherche scientifique du bolchevisme et de l'Union soviétique. »[657]

C'est une définition limpide d'une science de l'ennemi : il faut connaître l'autre pour s'en protéger. Comment cependant s'approprier des connaissances sur l'ennemi ? Comment comprendre les sources le concernant ?

La définition du paradigme antisémite nazi de l'analyse de la révolution bolchevique

Alfred Rosenberg publie plusieurs ouvrages dédiés à la révolution bolchevique, le plus nettement dédié à la thématique soviétique fut « la Peste en Russie », probablement du fait de ses illustrations des acteurs de la révolution bolchevique et d'autres documents iconographiques, « acquis illégalement ». Dans cet ouvrage, il part d'un constat antimoderniste de décadence matérialiste des sociétés industrielles, qui doivent tout expliquer et ont perdu tout sens de l'abstrait, du mystérieux et du spirituel. C'est cette évolution sociale qui a donné naissance au marxisme, selon lui. Il ne se concentre quasiment que sur cette dimension des révolutions russes de 1917. Il explique l'arrivée du marxisme en Russie parce que d'une part, les élites ne prennent que difficilement leurs distances avec les importations conceptuelles de l'Europe et surtout la misère de la population russe, du fait de la corruption de l'appareil étatique tsariste, a rendu les promesses du marxisme attractives. Il est porté notamment par des Allemands issus de l'URSS, tels Alfred Rosenberg ou Herman Greife. Il décrit ensuite les événements qui ont mené de la révolution de février à la révolution d'octobre, reprochant

[657] « Je mehr sich der Bolschewismus als weltanschaulichen und machtpolitischen Gegenpol zum Nationalsozialismus herausstellt, desto größer ist die Verantwortung der jungen Generation und der Ernst, mit dem sie an die Aufgabe der wissenschaftlichen Erforschung des Bolschewismus und der Sowjetunion geht. » KIELPINSKI, « Deutsche Wissenschaft und Sowjetunion », *art. cit.*, 1937, p. 86.

au passage les jeux « d'apprenti-sorcier » d'une partie de la classe politique russe, émigrée depuis en Allemagne. Il peint ensuite un tableau terrible de la pratique politique des bolcheviques, en insistant sur leur cynisme, qui consiste par exemple à abroger la peine de mort, puis à exécuter des masses de personnes sans procès. Et de lister des statistiques d'exécutions effroyables. Il enchaine par des souvenirs personnels, qu'il introduit explicitement comme tels. Ces souvenirs sont ceux d'un chaos terrible, mêlant violence, alcool, hystérie, et destructions. Ce n'est qu'après tout ce panorama horrifiant qu'il introduit sa lecture antisémite de ces événements. Ensuite, il accumule la description des « crimes » commis par les « Juifs » à l'encontre du « peuple russe », comme par exemple le vol des biens de l'Église orthodoxe. L'argument de la violence et de la brutalité est omniprésent dans son ouvrage, pour dénigrer les Soviétiques. En somme, son expertise sur le bolchevisme est justifiée par son expérience « intime » de la société russe, qu'il transmet pour avertir des dangers qui guettent la société allemande. Par cet usage systématique de l'antisémitisme et de la figure déterministes des Juifs pour parler des bolcheviques, il créé une possibilité d'une quasi empathie des Allemands pour les Russes. Mais la hiérarchisation raciale intervient toujours, avec les références à l'héritage tataro-mongol. Cependant, la mise en parallèle des deux peuples, aussi « différents » soient-ils, permet d'introduire un avertissement explicite au peuple allemand : s'il ne réagit pas contre la menace bolchevique, il connaitra le même sort que le peuple russe : son autodestruction. Son ouvrage apparaît dans la bibliographie commentée publiée par Klaus Mehnert pour la DGO[658], accompagné de la remarque que l'auteur, Rosenberg, assimile le judaïsme et le bolchevisme et déforme « jusqu'à la rendre méconnaissable » l'image de la révolution bolchevique. Cette remarque n'est pas restée inaperçue pour W. v. Kielpinski, dans son article sur la science soviétique de 1937, qui utilise ce commentaire pour dénigrer une fois de plus la DGO[659].

La soviétologie nazie : des attaques antisémites et des commentaires humiliants en lieu et place de connaissances

L'autre ouvrage de référence de la soviétologie nazie est celui de Herman Greife, de la DHP, désormais sous contrôle national-socialiste[660]. Dans cet ouvrage, il n'est même plus vraiment question d'URSS, simplement de « méthodologie » de l'analyse du système soviétique. Herman Greife consacre son ouvrage à accuser et diffamer les principaux commentateurs de l'URSS en Allemagne : Klaus

[658] Klaus MEHNERT, *Soviet-Union, Neunzehnhundertsiebzehn Bis Neunzehnhundertzweiunddreizig*, Burt Franklin Publisher.
[659] KIELPINSKI, « Deutsche Wissenschaft und Sowjetunion », *art. cit.*, 1937, p. 82.
[660] GREIFE Hermann, *Sowjetforschung : Versuch e. nat.-soz. Grundlegung d. Erforschg d. Marxismus u. d. Sowjetunion [Geleitw. von Adolf Ehrt]*, Berlin, Nibelungen-Verl., 1936.

Mehnert et Otto Hoetzsch, ainsi que les chercheurs juifs des universités allemandes. Cet ouvrage paraît dans la collection de l'Institut pour la recherche scientifique sur l'URSS (Institut zur Wissenschaftlichen Erfoschung der Sowjetunion), dirigé par Adolf Ehrt. Celui-ci introduit l'ouvrage de H. Greife, en définissant les « enjeux » de la soviétologie « nouvelle », nazie. Il s'inscrit dans la voie tracée par Rosenberg, et le discours de la NSDAP, en « dénonçant » le marxisme comme un outil de domination des juifs. Comme les anciennes pratiques étaient quasi nulles dans la question du bolchevisme, elles n'ont pas causé de dommage, contrairement à la recherche dédiée à la Russie (*Russlandforschung*) :

> « L'état de la science allemande dans ce domaine [de la recherche sur la Russie] ne peut être qualifié que d'état de désolation et de manque de conscience scientifique. L'affinité du système de Weimar au bolchevisme culturel et politique a porté ici des fruits fantastiques. » [661]

Il poursuit sa critique en nommant les éléments de ce « réseau invisible de cliques et de clubs transnationaux (*übervölkisch*, littéralement : suprapopulaire, supranational) » qui pouvaient communiquer sans l'aide d'un traducteur car tous « parlaient parfaitement dans leur langue maternelle du yiddish ». Herman Greife inscrit ses « réflexions méthodologiques » dans l'idéologie nationale-socialiste (chapitre I), et critique les approches précédentes de la lutte antibolchevique : qui s'inscrivaient dans la discussion des théories marxistes (chapitre II), alors qu'il ne faut les traiter à ses yeux que pour ce qu'elles sont : un outil de pouvoir des Juifs sur le monde (chapitre III). Le matérialisme et la lutte des classes sont mobilisés pour détruire les structures nationales et l'ordre existant. Dans le chapitre IV, il propose de cesser de discuter de la fidélité du bolchevisme à la théorie marxiste ou d'analyser les politiques envers les nationalités de l'URSS, qui sont des illusions dans lesquelles tombent les « *Russlandkenner* », les spécialistes de la Russie, car ce ne sont encore une fois que des outils de l'impérialisme, non pas « grand-russe » mais celui des Juifs. Les parallèles tirés avec l'histoire de la Russie tsariste ne sont que des fausses pistes et masquent la différence fondamentale qui existe selon H. Greife entre l'impérialisme russe et les ambitions de révolution mondiale des bolcheviques.

Après ces chapitres de « dénonciations » pleines d'amalgames, H. Greife passe dans ses derniers chapitres à une attaque personnelle, typique de la pratique « scientifique » nazie. C'est par ailleurs, le seul chapitre quelque peu « factuel », dans le sens où c'est le seul chapitre qui repose sur des faits qu'il nomme, même si ces « faits » sont plutôt des calomnies. En écho des attaques menées par W.

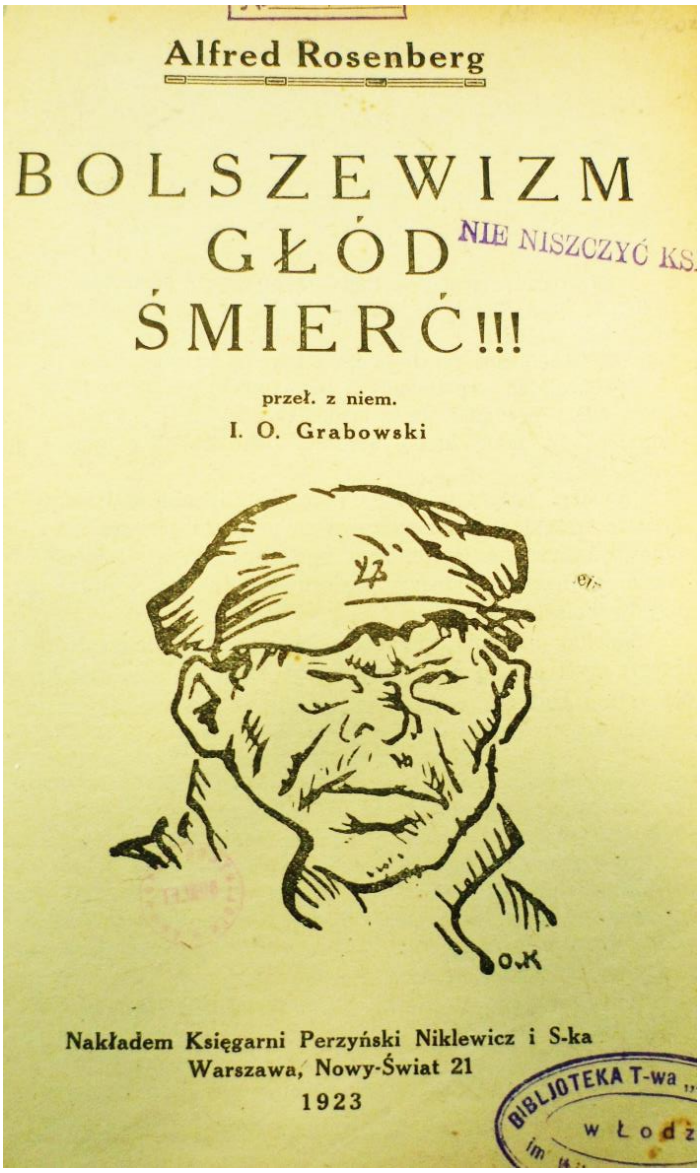
[661] « Der Zustand der deutschen Wissenschaft auf diesen Sachgebiet [der Russlandforschung] kann nur als Zustand der verwahrlosung und wissenschaftliche Gewissenlosigkeit bezeichnet werden. Die Affinität des Weimarer Systems zum kulturellen und politischen Bolschewismus trug hier phantastische Früchte. » *Ibid.* : introduction d'Adolf Ehrt, p. 15.

v. Kielpinski contre des membres déjà déchus du débat public et universitaire, on peut constater que les efforts des cercles de la SS pour tirer à eux l'expertise de l'Est s'appuient principalement sur des attaques personnelles et une reformulation poussée à l'extrême des principes racistes et antisémites. Ils dénigrent les méthodes utilisées par les experts de l'Est qui s'appuient sur des connaissances directes de l'Est. Alors qu'ils en disposent également, ils ne les mettent pas en avant pour soutenir leurs logiques de projection. *A contrario*, l'expertise polonaise, au sein de laquelle on semble retrouver au contraire, un engagement contre l'antisémitisme dans le débat public polonais, notamment Olgierd Górka, Marian Zdziechowski ou encore Wiktor Sukiennicki, qui prennent position en 1937 contre les violences antisémites en Pologne, notamment la limitation de l'accès à l'université[662]. À côté de cette pratique de diffamation des chercheurs, une des thématiques récurrentes de la soviétologie nazie est celle du « chaos ethnico-national » de l'URSS. L'intérêt pour les politiques soviétiques envers les minorités n'est pas, comme nous l'avons vu, l'apanage des nazis. Ce qui reste particulier dans leurs textes est le ton insultant qu'il emploie, pour dénigrer systématiquement la population de l'URSS en alimentant le discours de « sous-hommes ». À l'instar de l'ouvrage de Gerhard von Mende (1904-1963) sur les peuples de l'Union soviétique, paru en 1939[663]. Gerhard von Mende différencie parmi les Allemands de l'URSS, ceux qui se sont établis dans les villes et ceux qui ont fondé des communautés à la campagne[664] : les Allemands des villes russes ont été les porteurs d'un transfert culturel vers les Russes mais leurs communautés ont été détruites par la révolution bolchevique. Encore une fois, toute l'attention est portée sur cette seule étape des événements de 1917 en Russie. Tandis que les communautés allemandes installées hors des villes ont pu rester en URSS mais se trouvent dès lors sous le gouvernement de Juifs. Ces juifs que von Mende décrit comme ne formant pas un peuple, car les juifs ne disposent pas d'unité linguistique ou culturelle. Leur « unité » supposée est « raciale », qui se matérialise par une religion commune[665].

[662] MARKIEWICZ Henryk, « Przeciw nienawiści i pogardzie » dans: *Teksty Drugie : teoria literatury, krytyka, interpretacja,* 2004, 6 (90), pp. 99-119.
[663] VON MENDE Gerhard, *Die Völker der Sowjetunion*, Reichenau, Schneider, 1939.
[664] *Ibid.,* p. 97.
[665] *Ibid.*, p. 104.

(3) L'anticommunisme polonais : le discours sur l'ennemi en marge de l'expertise

L'anticommunisme antisémite extrême, du type de celui que nous venons de voir, semble avoir tenu une place assez marginale dans les institutions politiques polonaise, même si sa présence sociale semble avoir été significative. Ainsi, les textes de l'anticommunisme antisémite allemand sont traduits rapidement en polonais, comme par exemple, l'ouvrage de Rosenberg de 1922 :



Couverture de la traduction en polonais de l'ouvrage d'A. Rosenberg : *Peste/Parasites en Russie*, traduit par *Bolchevisme, faim, mort !!!*
Le tampon indique : « ne pas détruire la copie »

Le terreau de la guerre polono-bolchevique de 1920 semble avoir été fertile pour la production d'image et d'initiatives sociales, telles que la ligue antibolchevique, dont il reste quelques traces, comme une mémoire de 1921, demandant un soutien financier gouvernemental[666]. Pour les auteurs, le bolchevisme est la réalisation du manifeste du parti communisme et vise en particulier à lutter contre le christianisme, qui est l'incarnation de la culture ouest-européenne. Ainsi, la Pologne, faisant face à ce phénomène, prend en charge la protection de cette culture. Cette logique anti-chrétienne des révolutionnaires bolcheviques serait aussi portée par le fait que des juifs soient à la tête de ce mouvement. Dans ce texte on trouve aussi des propositions pour lutter contre le bolchevisme, en menant une politique spécifique envers la minorité juive en Pologne, pour éviter une attractivité trop forte de ce mouvement pour les juifs en Pologne. Ainsi, ce mémorandum propose de créer des écoles spécifiques pour les juifs mais aussi de lutter contre la « disproportion » des étudiants juifs dans les universités polonaises. La ligue appelle également à lutter contre l'organisation secrète juive « *Zemsta Polsce* » (la haine de la Pologne), dont l'objectif est de détruire l'État polonais. Ainsi, la ligue demande à ce que les juifs soient écartés des emplois publics. La Ligue demande aussi d'éduquer la population polonaise pour la préparer à la lutte contre le bolchevisme. Ce discours semble avoir été soutenu durablement par une partie de la société polonaise, comme l'histoire politique de la période le montre, mais cette idéologie ne semble pas avoir donné lieu à des réflexions visant à préparer une politique particulière. Une des figures de l'anticommunisme extrême fut Henryk Glass, un Polonais d'Ukraine, qui fit carrière dans le mouvement scout polonais[667]. Dans les années 1920, il organise avec le soutien du département de l'Est du MSZ, un groupe d'activistes anticommunistes, qui publient notamment une revue au titre limpide : « Lutte avec le bolchevisme » (*Walka z Bolszewizmem*) dès 1927. Ils considéraient leur travail comme un des axes de la lutte contre le bolchevisme : la contre-propagande. Cependant, leurs efforts ne se sont pas matérialisés sur le plan institutionnel ou politique, semble-t-il, même au cours des années 1930. Il en va de même pour les mouvements au contraire, prosoviétiques, qui ne semblent pas non plus avoir trouvé une place significative dans le paysage d'expertise polonais de la période[668].

[666] AAN. Zbiór zespołów szczątkowych. Towarzystwo « Liga Antibolszewicka »: « Memoriał nr. 2 do wysokiego Sejmu, Rządu i społeczeństwa R.P. » du 23.01.1921.
[667] ZACKIEWICZ, *Polska Myśl Polityczna Wobec Systemu Radzieckiego 1918-1939*, *op. cit.*, 2004, pp. 248-262, 470-473. Voir également son profil biographique en annexe.
[668] Pour une analyse de la pensée politique de tout le spectre partisan polonais, voir : ZACKIEWICZ, *Polska Myśl Polityczna Wobec Systemu Radzieckiego 1918-1939*, *op. cit.*, 2004.

Conclusion

Fonctions de l'Est et de l'expertise dans les sociétés allemandes et polonaises (1918-1939)

Sur le plan formel, on observe bien dans les deux pays, l'émergence d'institutions systématisant cette activité de conseil éclairé dans le domaine des relations internationale, qui avait été entreprise avec une intensité remarquable durant la 1e Guerre mondiale par des intellectuels, universitaires allemands et polonais, comme décrit dans le chapitre 2. Ces institutions entretiennent un rapport étroit avec leurs États respectifs, notamment sur le plan financier, dans le domaine diplomatique en particulier. Elles produisent des analyses reposant sur une veille de l'actualité internationale, dans un format permettant de reconnaître facilement le projet défendu par l'auteur. Une autre dimension de cette activité de l'expertise des relations internationales est l'organisation d'un dialogue politique quasi-formel entre les élites des pays concernés, sur le modèle de la Chatham House.

Les institutions dédiées produisent une connaissance sur l'Est, au service également d'une éducation politique des sociétés sur ce sujet. Ces institutions se spécialisent sur des aspects différents de l'Est européen : l'URSS ou la dimension nationale des affaires de l'Est. Pour l'Allemagne, cette activité d'expertise est plus intense qu'en Pologne. Cependant, l'expertise plus spécialement intéressée par l'Europe de l'Est se différencie assez nettement de l'expertise des relations internationales, prenant une place institutionnelle et politique différente, du dialogue international plus large, du fait du poids de l'Est européen dans les cultures politiques allemandes et polonaises.

L'expertise des Allemands nourrit le révisionnisme nationaliste, qu'on ne retrouve pas en Pologne. Au contraire, en Pologne, l'expertise vise plutôt à faire comprendre les affaires de l'Est, du point de vue extérieur, dans un contexte politique extrêmement tendu. L'expertise remplit des fonctions différentes et communes dans les deux pays : en Pologne, elle est plus nettement engagée dans l'organisation du dialogue interne à la société, tant par la rencontre physique d'acteurs d'opinions différentes, mais aussi par l'explication des points de vue des uns aux autres. En Allemagne, elle fonctionne plutôt comme une caisse de résonnance des normes politiques qui s'instaurent sur l'Est, dans les années 1920 puis les normes nazies après 1933. Dans les deux sociétés cependant, l'expertise est un outil d'éducation, adressé particulièrement aux élites politiques de ces sociétés.

En ce qui concerne le rapport à l'État, pour l'Allemagne, entre 1918 et 1939, les organisations d'expertises issues d'initiatives individuelles sont étatisées, comme celle de Georg Leibbrandt, tandis que d'autres sont directement créées sous l'égide de l'État, telle la PuSte, avec Johannes Papritz. Cette tendance implique une subordination de ces structures aux ambitions de la politique hitlérienne

révisionniste. Dans le même temps, ces structures accueillent des chercheurs, tels Hildegard Schaeder, qui y trouvent refuge, tandis que l'université exclue les chercheurs qui ne soutiennent pas aussi nettement la politique révisionniste, et qui plaident pour une coopération avec l'URSS, tels Otto Hoetzsch, ou qui sont exclus par la politique raciste nazie, tels Hans Rothfels. L'expertise de l'Est en Allemagne est à la jonction entre l'activisme intense d'individus issus de certains groupes sociaux liés à l'Europe de l'Est et la politique révisionniste que mature l'État allemand nazi. En Pologne, l'expertise est au contraire, soutenue et remodelée par l'État, à l'image de l'Institut de l'Est à Varsovie, ou reste très ancrée dans une logique universitaire et libérale, comme l'Institut d'étude de l'Europe de l'Est à Wilno. L'expertise de l'Est en Pologne semble plus marginalisée, tant sur le plan social que même étatique, si on le compare avec l'intensité de la discussion des rapports avec l'Allemagne en Pologne au même moment.

Dans leurs formes, les pratiques de l'expertise couvrent une grande diversité, sur le plan individuel et sont fortement colorées tant par le contexte politique auxquelles elles s'adressent, que par la culture scientifique dont elle se nourrit. Partant de ce constat, qu'est-ce que bien connaître l'URSS dans les années 1920-1930 aux yeux des sociétés allemande et polonaise sur le fond ? Si l'institutionnalisation de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne contribue à harmoniser ou du moins coordonner les normes de production de cette expertise, on peut observer un décalage sensible entre les connaissances que l'expert peut avoir de l'Est individuellement et la forme que son expertise prend.

Les expériences individuelles de l'Est européen chez les experts sont hautement variables, certains sont nés à l'Est, l'ont quitté autour de 1917, d'autres y sont allés ponctuellement après 1917, d'autres encore y ont travaillé plusieurs années. Il n'y a pas de lien entre le degré de connaissance d'une langue d'Europe de l'Est, la période de l'expérience (enfance, âge adulte) et l'usage qui est fait de ces connaissances : la haine, le mépris de l'Est ou au contraire, la fascination, la compassion pour les souffrances endurées par les habitants que les experts expriment pour l'Europe de l'Est. La diversité des expériences de l'Est et de l'entretien de contacts avec l'Est européen et l'URSS n'est pas non plus lié à une orientation politique particulière : on retrouve des contacts intimes tant du côté des experts conservateurs, libéraux que nazis. Nous avons même pu constater à travers les différentes orientations politiques, une certaine empathie dans le traitement des aspirations des Ukrainiens à l'indépendance par exemple, tant chez les experts nazis tel Axel Schmidt que chez les libéraux polonais, tel Stanisław Paprocki. La question de la « bonne » connaissance se pose en termes d'utilité sociale et politique. Cette utilité sociale des connaissances de l'Est s'inscrit quant à elle dans ce qui est perçu par les experts comme horizon du possible politique. Au début de cette partie, dans le premier chapitre, nous avons dégagé trois grandes thématiques liées à l'Est dans les cultures allemandes et polonaises : l'idée

d'altérité de l'Est, de l'Est comme zone de projection, de retour vers un espace synonyme de grandeur passée allemande ou polonaise.

Dans cette partie, nous avons vu quelles étaient les pratiques d'expertises qui s'institutionnalisent dans les deux pays étudiés. Nous avons pu constater le recours à ces mythes dans l'expertise, pour communiquer les connaissances de l'Est contemporain et en susciter l'intérêt. Dans le même temps, nous avons pu voir que ces mythes faisaient l'objet de rejet par certains experts, tel Olgierd Górka, qui les intègre dans sa communication, mais dans une logique critique. La mention de ces mythes rencontre une certaine retenue de la part des diplomates, qui les disqualifient comme rumeurs et ne semblent pas vouloir fonder leur pratique sur ces mythes nationaux, qui risquent de les discréditer aux yeux de leurs interlocuteurs étrangers, surtout lorsqu'il s'agit de mythes révisionnistes. Les diplomates portent leur propre mythologie, par exemple, l'héritage bismarckien pour les Allemands, qui les guide dans les incertitudes du présent. Dans le même temps, l'évolution de la soviétologie en Allemagne suit une logique particulière, qui tout en s'institutionnalisant sous ce terme explicite de « science des Soviétiques », se détache dans son contenu de celle-ci et devient, comme dans d'autre branches universitaires allemandes, plutôt des discours d'attaques personnelles, antisémites, à l'intérieur de la société allemande, que la construction de connaissance sur l'URSS. L'antisémitisme tient cependant une fonction particulière dans l'expertise sur l'Est allemand : comme « pont » de rapprochement avec les peuples de l'Est, notamment ukrainien, comme nous l'avons vu avec Peter-Heinz Seraphim.

Si on tente de formaliser ce décalage, on peut séparer d'une part, les sources de connaissances utilisées par les experts et la vision de l'Est défendue dans l'expertise. Cette distinction pourrait permettre de saisir plus nettement les nuances des pratiques d'expertise et différencier l'évolution de ces éléments dans le temps. Nous proposons une typologie de ces pratiques d'expertise, dépassant les frontières territoriales et des disciplines, et lue à travers le prisme de cet héritage social, transposés par l'expertise. À l'aide des trois thèmes définis dans le premier chapitre, de l'altérité, du mythe des origines à l'Est, de l'Est comme espace de projection nationale, par lesquels nous classons les messages de l'expertise.

Représentation de l'Est	**Légende des nationalités**	**Fonction sociale nationale de l'Est**
Le mythe des origines à l'Est	Allemand	Le mythe allemand ou polonais des origines ou de la présence historique à l'Est, tel que défini par l'héritage culturel national
La mission nationale à l'Est	Polonais	La mission nationale allemande ou polonaise à l'Est, telle que définie par l'héritage culturel national

Les experts peuvent proposer une projection sur l'Est, déconnectée d'une argumentation usant des connaissances sur l'autre, tel le révisionnisme qui s'appuie sur les revendications d'Allemands de l'étranger. Ils peuvent également proposer une conception des relations à l'Est comme devant relever d'une politique d'équilibre, quelle que soit la situation à l'Est. Si on considère le projet de la politique nationale à l'Est, nous avons retenu deux grandes conceptions : l'expertise en projection et l'expertise de l'altérité, qui reposent sur une conception de l'Est, comme une science de l'ennemi, sur lequel on peut projeter une politique nationale ou avec lequel il faut trouver un moyen de coexister.

L'expertise de l'Est étant dans le même temps, une expertise d'un territoire étranger au territoire national, au-delà des revendications héritées de l'imaginaire national allemand et polonais de l'Est, il faut également s'interroger sur la place qu'occupe cet Est dans cette expertise.

Représentation de l'Est **Légende des nationalités/langues** **Expertise**

Russe/Soviétique

L'altérité de l'Est

Vision allemande de l'altérité soviétique

L'altérité de l'Est est représentée par le remplacement du discours ethnocentré allemand ou polonais, par une référence à une autre source du discours sur l'Est : d'un Est qui serait teinté de la culture ou de traces « biologiques » allemandes ou polonaises ou un Est où l'autre non allemand ou non polonais n'aurait pas d'existence notable, on passe à un Est présenté comme différent, porteur d'un discours national différent, identifiable et relevé par l'expert. La légende de couleur correspond aux sources mobilisées par l'expert, et identifiées comme telles, en tant que l'auteur s'appuie explicitement sur un discours ukrainien ou russe pour alimenter son expertise. Les catégories nationales représentées sont bien celles décrites par l'expert, c'est pourquoi la catégorie ambiguë de la nationalité recouvre tant le sentiment d'appartenance à un groupe national, que le statut de minorité, reconnue ou non par l'État. Si on considère comment sont utilisées les connaissances pour motiver une politique particulière, l'image se complexifie quelque peu. La connaissance de l'autre ou même un discours reprenant les arguments de l'autre, n'exclue pas une conception de l'Est en altérité ou comme espace de projection. Les aspirations des Ukrainiens par exemple, avaient été utilisées tant par les experts nazis que par les libéraux polonais. La forme pratiquée de l'expertise ne peut pas se définir par un usage de mêmes sources, car les logiques sont différentes : celle d'une part de trouver des moyens de soutenir la puissance allemande dans une projection à l'Est, en tentant de convaincre les Allemands de l'intérêt des aspirations ukrainiennes pour la politique allemande. Les experts polonais de l'Institut de l'Est de Varsovie quant à eux, tentaient de faire comprendre les aspirations des Ukrainiens, dans l'optique d'un apaisement des relations polono-ukrainiennes à l'intérieur du pays, afin de préserver une potentielle alliance à l'internationale, dans le cas d'un effondrement de l'URSS. La différence entre ces deux approches réside dans la lecture faite de l'altérité dans le développement de l'analyse et dans la mobilisation des mythes nationaux dans la communication de cette lecture. En nous inspirant des réflexions épistémologiques de l'anthropologie sur l'altérité, on peut définir deux rapports à celle-ci. Le premier instaure

> « une fiction, celle de [la] culture [observée] – qui n'est en réalité rien d'autre que la représentation que [l'observateur] se fait de [la] réalité [de la personne observée] – et *la définit comme cause de leurs actes* [soulignement EB] » [669]

Dans cette configuration, que l'anthropologue Jean Bazin[670] appelle l'hypothèse ethnologique, on traite la connaissance de l'autre, comme une « initiation » à un savoir différent, qu'il faut déchiffrer et interpréter. Cette lecture en termes « d'altérité essentielle »[671] signifie que l'observateur considère la société qu'il analyse comme une « totalité unique »[672], dont la culture, ou l'imaginaire collectif qu'elle porte détermine le comportement des individus, au-delà de leur appartenance sociale. L'expertise consisterait d'une part à maîtriser l'imaginaire collectif de l'autre et d'autre part à le traduire, tant que faire se peut, pour la rendre compréhensible à ses interlocuteurs. L'expertise consisterait à transposer un imaginaire collectif en des termes compréhensibles dans le cadre d'un autre imaginaire collectif, pour expliquer des actes du passé, du présent et éventuellement prédire un comportement futur de l'autre, prisonnier de son déterminisme culturel. Nous avons vu que cette maîtrise de l'imaginaire collectif de l'Est se retrouve chez des experts d'appartenances idéologiques très différentes, notamment Georg Leibbrandt, qui donnait des signes visibles de sa maîtrise des langues et cultures ukrainienne, russe. Un autre traitement de l'altérité consiste à considérer, dans les pas toujours de Jean Bazin, à « décrire » le comportement de l'autre observé, en le considérant « pensable comme le mien », à traiter la différence sans la considérer comme une altérité indépassable[673].

La typologie proposée ici est construite sur la base du double rapport à l'autre et à l'imaginaire collectif de l'expert, au-delà des catégories épistémologiques traditionnelles de l'Est, de soviétologie ou d'*Ostforschung*. Cette transposition de connaissances, dans un discours destiné aux compatriotes des experts, rend compte de l'ambiguïté de l'expertise de l'Est dans le contexte historique de l'avant 1939. Les experts doivent cadrer leurs connaissances pour s'adresser à des conceptions politiques dominantes qui sont marquées par le révisionnisme, le discours de puissance nationale, et proposent des lectures de l'Est compréhensibles par leurs interlocuteurs. Les conceptions qu'ils en tirent peuvent être des conceptions sur l'autre dont l'altérité est considérée comme irréductible : c'est la science de l'ennemi. Elle vise à comprendre le fonctionnement propre de l'autre pour le maitriser. Cette approche n'exclue pas une tonalité empathique mais les objectifs sont bien d'assurer une projection nationale à

---

[669] GAILLE-NIKODIMOV Marie, « Comment réduire l'altérité ? », *Critique*, 1, n° 680-681, 2004, p. 115-127, ici p. 122.
[670] BAZIN Jean, *Des clous dans la Joconde : L'anthropologie autrement*, Toulouse, Anacharsis, 2008, voir notamment les chapitres « L'anthropologie en question : altérité ou différence », *in op.cit.*, pp. 35-50 et « Science des mœurs et description de l'action », *in op.cit.*, pp. 347-380.
[671] *Ibid.*, p. 47.
[672] *Ibid.*, p. 46.
[673] *Ibid.*, p. 378.

l'Est. L'autre pratique d'expertise, que nous avons appelé la science de l'autre, repose quant à elle sur une lecture de l'altérité comme différence de situation. Cette différence n'est pas incompréhensible de l'extérieur. Ces experts cherchent à comprendre puis à faire comprendre par la description sans préjugés culturels, raciaux ou autre, la position et la situation de l'autre à l'Est. L'expertise de l'autre s'inscrit dans une autre optique : celle d'analyser l'altérité de l'Est dans l'objectif de la traduire et de la réduire pour les compatriotes de l'expert. Cette connaissance doit elle aussi servir à asseoir la sécurité nationale, mais en construisant une compréhension de l'autre.

Paradigme	**Science de l'ennemi**	**Science de l'autre**
But	Instrumentalisation des connaissances de l'Est, au service de la projection.	Mobilisation de sources directes pour fonder la coopération sur la connaissance
Rapport à l'imaginaire collectif	Instrumentalisation	Critique
Méthode	• Domination du point de vue national avec mobilisation de sources directes • Construction des figures de l'ennemi	• Mobilisation des connaissances pour traduire l'altérité et la réduire, dans une logique de service de l'État. • Organisation du dialogue

L'ambiguïté structurelle de l'expertise de l'Est réside dans son utilisation du point de vue de l'autre, de ses connaissances de l'autre pour formuler une politique propre, et la communiquer à ses interlocuteurs qui ne comprennent pas cet autre. Ces experts fondent leurs propositions sur une connaissance concrète de l'autre, parfois très intime comme nous l'avons vu, et s'efforcent de transposer ces connaissances dans un registre qu'ils estiment compréhensible par les compatriotes. L'altérité est dans les discours sur l'Est, mais pas dans l'expérience pratique des experts, qui s'approprient et se familiarisent avec le discours de l'Est, à travers leur expérience personnelle et leur démarche. Mais le discours qu'ils produisent, qui leur semble être le plus recevable par leurs compatriotes est celui de l'altérité. Ces deux paradigmes fondateurs de l'expertise de l'Est perdurent tout au long du XX^{e} siècle, dans des contextes politiques et territoriaux très variés, à travers les pratiques individuelles, comme nous allons l'observer dans la partie suivante.

PARTIE II

L'EXPERTISE DE L'EST COMME SCIENCE DE L'ENNEMI FACE AUX RECONFIGURATIONS TERRITORIALES (1939-1956)

Entre 1939 et 1956, les États allemands et polonais, et avec eux, les institutions d'expertise à leur service, traversent une ère de violence extrême et de déstabilisations profondes. L'État polonais disparaît après septembre 1939 et ne se refonde que de manière embryonnaire en exil. Les institutions polonaises d'expertises sont fermées et nombreux sont les experts qui sont emportés par la violence. Leur activité, pour ceux qui parviennent à la maintenir, doit se déployer dans une remise en cause profonde du cadre territorial, politique et démographique. Quelle est la réaction de ceux-ci face à la redéfinition des horizons politiques du point de vue étatique polonais ? Du côté allemand, au contraire, la science de l'ennemi est érigée en effort de guerre, qui mobilise les experts qui ne sont pas exclus par la violence politique nazie. La guerre à l'Est et la place du discours de conquête donne une nouvelle dimension à l'expertise de l'Est, qui doit trouver sa place dans un contexte de concurrence accrue pour l'interprétation et l'organisation de cette conquête destructrice.

Après 1945, l'arrivée de l'URSS à la table des vainqueurs de la guerre change la donne pour le discours expert allemand et polonais à l'Est : l'écho significatif du discours allemand de la science de l'ennemi sur l'Est est retourné, pour redéfinir une nouvelle image de cet Est. Dans quelle mesure, les experts allemands et polonais s'adaptent-ils à ces deux contextes de guerre et d'après-guerre, pour garder leur statut et intégrer les changements d'horizons politiques dans leur expertise ?

Chapitre 5

Des expertises allemandes hétérodoxes au service de la projection à l'Est entre 1939 et 1945

L'invasion de la Pologne en septembre 1939, puis de l'URSS en juin 1941 par l'Allemagne, l'occupation avec la réorganisation territoriale, l'exploitation des ressources locales et le massacre de pans entiers de la population d'Europe de l'Est semblent rétrospectivement résulter à la fois d'une planification largement antérieure à 1939, si on se rapporte à la longue progression du révisionnisme et de l'idéologie raciale dans le III^{e} Reich. Ces plans sont très largement imprégnés d'une lecture extrême des références de l'imaginaire collectif, et les trois dimensions de présence historique à l'Est, de mission nationale à l'Est et d'altérité profonde de l'Est sont réinterprétées à la lumière de l'idéologie raciste nazie. On assiste à une concurrence extrême entre les différentes orientations de l'expertise allemande de l'Est, qui se reflète dans le grand éparpillement observable entre les plans des organisations étatiques, les réflexions « théoriques » et les projections des experts. Les différents registres de projections sont à l'œuvre mais cette fois dans une optique de matérialisation potentielle plus proche.

Pour examiner la guerre nazie à l'Est, à la suite de l'historien Gerd Ueberschär[674], il est nécessaire de prendre en compte à la fois le discours idéologique nazi, formulé par Hitler dès les années 1920 et les « opportunités » que les dirigeants allemands ont saisi dans les années 1940. La perspective coloniale de l'Est se trouve déjà dans *Mein Kampf*, avec la grille de lecture raciale et la différenciation de l'exploitation de l'Est, avec l'Ukraine comme « grenier à grains » pour les Allemands. La Russie y figure comme ennemi ultime à détruire à terme[675] et la constitution d'une sphère d'influence allemande allant des États baltes à l'Ukraine[676]. Pour Gerd Ueberschär, la préparation de la guerre nazie à l'Est est le produit d'une « radicalisation voulue », à laquelle ont contribué les dirigeants des différents corps militaires, diplomatiques et économiques[677].

La lecture en termes « d'espérance, de joie, de ferveur et d'utopie » proposée par l'historien Christian Ingrao, de cette projection conceptuelle et violente à l'Est, nous offre un éclairage stimulant des pratiques individuelles en « restitu[ant] la cohérence des perspectives des acteurs, de leurs horizons d'attente et de leurs logiques politiques et en s'intéressant à « leurs discours, leurs croyances

[674] UEBERSCHÄR Gerd R., *« Unternehmen Barbarossa »: der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941 : Berichte, Analysen, Dokumente*, Paderborn, FSchöningh, 1984.
[675] *Ibid.*, p. 89.
[676] *Ibid.*, p. 100.
[677] *Ibid.*, p. 108.

et leurs pratiques », pour tenter de « comprendre la puissance de l'attractivité du système de croyances nazi. »[678] Pour notre part, les parcours que nous observons, se trouvent bien souvent, du point de vue des experts eux-mêmes, à la marge, et tentent de s'inscrire dans ce mouvement vers l'utopie collective en proposant leur propre lecture, nourrie des connaissances qu'ils proposent à leurs compatriotes. Dans cet esprit, comment comprendre les intentions et les pratiques des experts, comment font-ils converger les connaissances qu'ils ont acquis au contact des populations, avec la violence de leurs conceptions à leur encontre ? Comment inscrivent-ils leurs connaissances de l'Est dans un système idéologique qui s'apprête à se projeter brutalement dans une guerre de destruction de ce territoire oriental ?

Les experts de l'Est qui se mettent au service de cette entreprise de destruction naviguent entre les institutions nazies et les populations occupées et entre les débats idéologiques qui opposent différents courants au sein de la mouvance nazie, qui se matérialisent par des concurrences institutionnelles et personnelles. Le foisonnement des projets, la multiplication des institutions chargées des différents aspects de la conquête allemande de l'Est témoigne tant de la dimension utopique de cette entreprise violente, que d'une diversité des projections faites sur l'Est, surtout parmi ceux qui s'en préoccupent depuis quelques années. L'histoire de la conception et de la pratique de cette conquête est aussi celle de déceptions de ceux qui n'ont pas pu réaliser « leur » utopie, alors qu'il leur semblait que « leur heure » était arrivée. A travers les « travaux » d'experts de l'Est, il s'agira de s'interroger les pratiques d'expertises dans un contexte de violence extrême, en s'intéressant aussi à ceux qui n'ont pas pu, malgré leur enthousiasme, marquer cette chevauchée mythique à l'Est de leur sceau expert.

[678] INGRAO Christian, *La promesse de l'Est : Espérance nazie et génocide, 1939-1943*, Paris, Seuil, 2016, pp. 22-23.

1. La connaissance de l'Est dans la planification du « plan général de l'Est » à l'opération « Barbarossa » et la « Solution finale » : une ressource méconnue dans la projection

La pensée géopolitique de Haushofer intensifie la logique de projection, comme le montre une nouvelle évolution de la représentation cartographique de l'Est européen, sous le prisme de la projection dans le passé, par les origines orientales des Germains et la projection contemporaine par la présence de colons allemands jusque dans le Caucase. À travers ces représentations, on voit les trois dimensions de la projection allemande à l'Est, que sont l'Est des origines germaniques, l'Est comme destination des colons allemands du passé, pionniers d'un destin oriental de l'Allemagne, et l'Est comme réservoir d'une germanité insulaire, à laquelle est attribuée une authenticité rêvée. L'Est est pour le reste un espace blanc, vide. Ces éléments sont bien connus mais il nous semble utile de les rappeler ici, surtout qu'ils ne représentent pas l'état des connaissances disponibles sur l'Est à ce moment en Allemagne, et même dans les institutions proprement nazies, telles le *Wannsee-Institut*, l'institut de recherche sur l'Est dirigé par Franz Alfred Six[679]. L'Est qui est représenté sur ces cartes reflète donc plutôt les aspirations profondes, passées et à venir qu'on attribue au « peuple allemand », comme communauté ethnique et nationale. Les experts de l'Est se meuvent ainsi dans ce cadre des représentations de l'Est, pour légitimer leurs propositions, qui fait en partie écho à la planification nazie de la guerre à l'Est comme nous verrons plus bas. Cette posture, qui se met au service de cette utopie, semble entrer presque naturellement en dissonance son postulat ethnocentré. Nous allons nous intéresser à la façon dont les experts s'approprient ce cadre de référence et comment ils tentent de faire valoir leurs connaissances directes de l'Est. La conception des plans de guerre à l'Est s'est construite sur la conception de la projection nationale dans un espace qui devait servir la population allemande[680]. C'était une conception de l'occupation sans les populations de ces espaces occupés, destinés à l'exploitation ou la mort. La cible principale de l'expansion fut la Pologne, tant comme espace de projection et d'élargissement direct mais aussi comme espace d'appui pour la projection à venir plus à l'Est[681]. Cette sphère d'influence doit servir uniquement à approvisionner les Allemands et satisfaire leurs besoins, notamment en matières premières, et leur fournir cet « espace vital » pour le déploiement de leur « puissance ». Au cœur de ces politiques, on retrouve l'instrumentalisation de

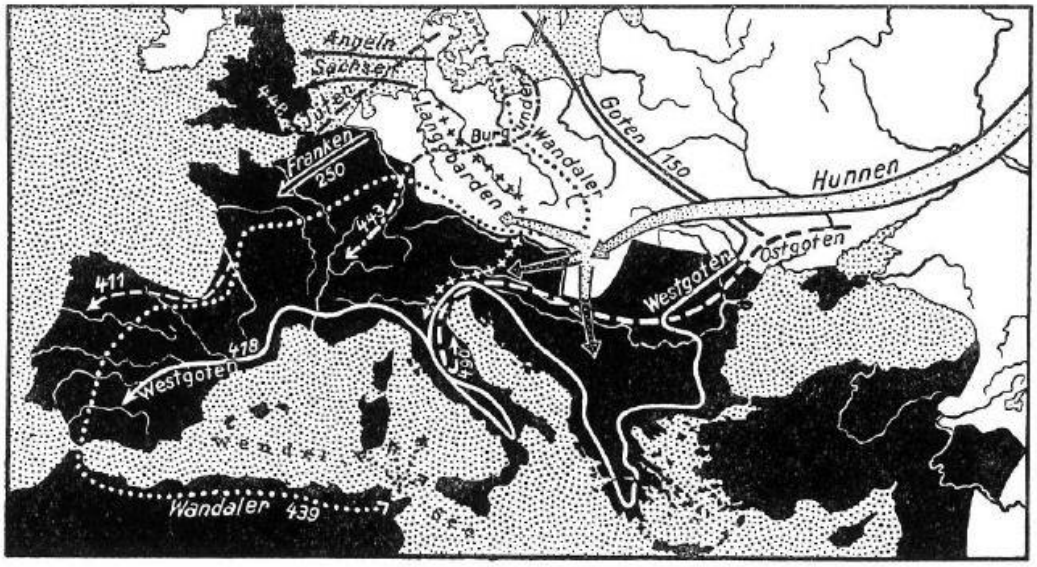
[679] BOTSCH Gideon, « "Geheime Ostforschung" im SD. Zur Entstehungsgeschichte und Tätigkeit des "Wannsee-Instituts" 1935-1945 », *Zeitschrift für Geschichtsforschung* 48 (6), 2000, pp. 509-524.
[680] GÖTZ ALY, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, *op. cit.*, 2004.
[681] MÜLLER Rolf-Dieter, *An der Seite der Wehrmacht: Hitlers ausländische Helfer beim « Kreuzzug gegen den Bolschewismus » ; 1941 - 1945*, Berlin, Links, 2007, p. 182.

l'expertise et une continuité de la diversité des pratiques d'expertises. Au-delà des stratégies politiques et des luttes idéologiques au sommet, nous voulons nous intéresser ici au rapport de certains experts aux individus sur lesquels ils projettent ces plans, d'une violence croissante.

L'Est dans la géopolitique

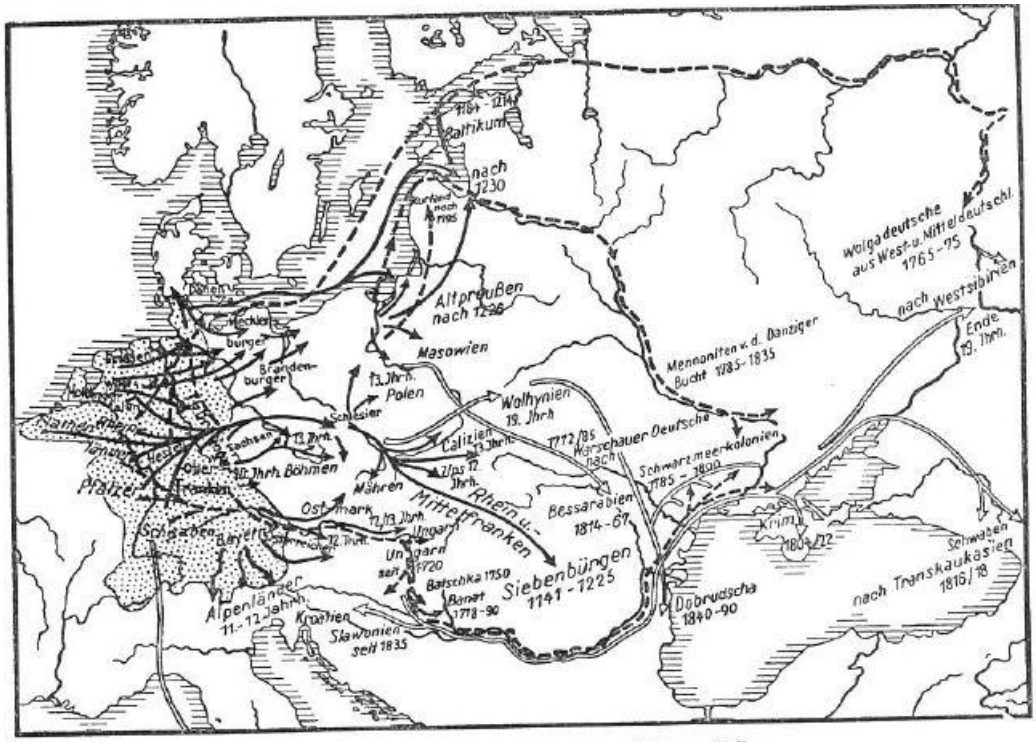
Cartes tirées de Karl Haushofer et Hans Roeseler, *Das Werden des Deutschen Volkes: von der Vielfalt der Stämme zur Einheit der Nation*, Berlin, Propyläen-Verl, 1939, 569 p. réédité en 1941.

Ces trois cartes illustrent les trois dimensions de la perception de l'Est en Allemagne dans les années 1930-1940 : la première montre l'Est et le Nord comme zone distincte de l'Ouest et du Sud (Sud-Est), qui sont irrigués par des invasions de peuples nordiques, notamment les Goths, qui se divisent en Goths de l'Ouest (les Allemands) et de l'Est, qui fondent les civilisations de l'Europe centrale et orientale.
La carte suivante montre une superposition fourmillante de migrations allemandes à l'Est, du 13^{e} au 18^{e} siècle, montrant la dynamique du *Drang nach Osten*.
La dernière enfin présente l'Est européen du point de vue de la présence « ethnique » allemande, avec des îlots allemands éparpillés dans un espace vierge et sans frontières.



Germanenzüge zur Zeit der Völkerwanderung

Figure 13 : Les conquêtes germaniques lors des invasions barbares (en allemand, littéralement : les promenades des peuples), p. 486.



Die deutsche Wanderung nach dem Osten

Figure 14: L'incursion allemande à l'Est, p. 499.

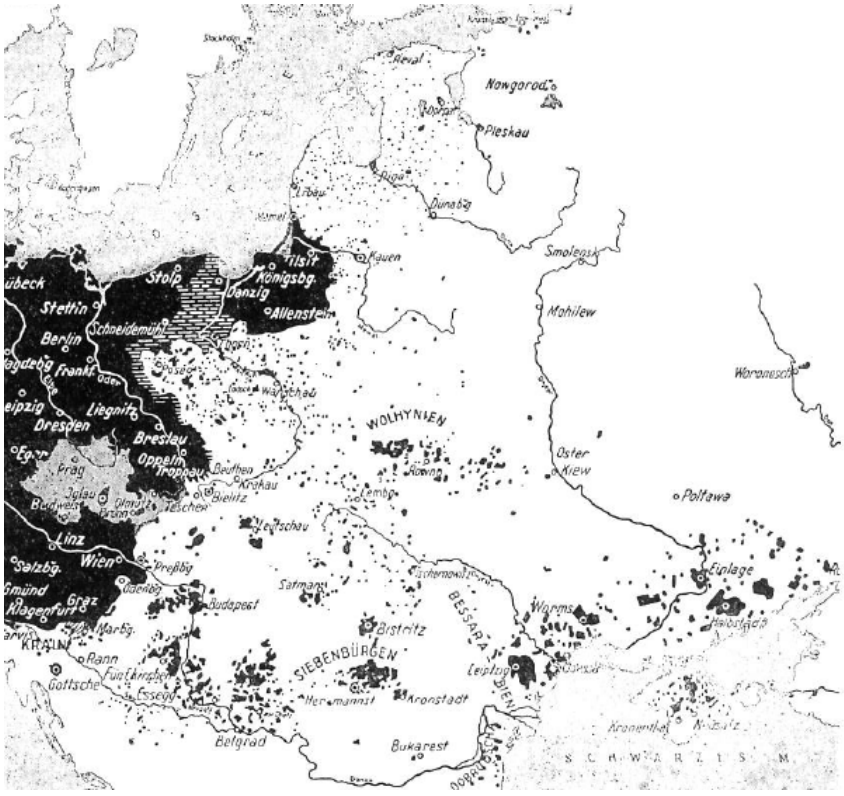


Figure 15: Les colonies allemandes dans l'Est européen (situation en 1939), p. 509.

En 1939, le consensus de base reste très abstrait et la traduction en planification puis la mise en œuvre fait l'objet d'une lutte politique entre différents corps politiques nazis. Il s'agit à la fois de définir le projet du « travail allemand » à l'Est, au cœur du discours nazi, et une politique qui concerne le traitement des personnes habitant l'espace convoité et conquis par les Allemands en deux temps. Trois politiques se superposent sur cet espace : d'une part la conquête, dans un premier temps de la Pologne en septembre 1939, puis de l'URSS en juin 1941 et des pays baltes notamment. Puis la politique de déplacement des populations : les échanges de population servant à la fois la colonisation et la « ré » -appropriation de cet espace par les Allemands, et l'expulsion suivie du massacre de pans entiers de la population de cet espace, avec progressivement, une intensification du ciblage des juifs. Cette politique de déplacement de population visant à ancrer dans l'Est un empire allemand commence sur les talons de la Wehrmacht dès l'automne 1939, toutefois sans orientation claire sur la forme à moyen terme de l'installation allemande à l'Est. C'est ce que décrit minutieusement C. Ingrao[682], en différenciant une phase de créations d'institutions dédiées dans la foulée de l'invasion, la formulation de plans à court-terme, révisés entre fin 1939 et juin 1941, avant finalement « l'ouverture » à l'Est, par l'attaque sur l'URSS, qui change la donne sur l'organisation de l'Est allemand. Dans la perspective d'une colonisation, présentée comme une re-colonisation des terres d'Europe orientale par les Allemands, la discussion au sein de la société nazie porte notamment sur l'éventail de catégories ethno-nationales (*völkisch*). Une discussion continue sur les concepts de « *fremdvölkkisch* », « *deutschstämmig* », « *deutschblütig* » s'installe[683], avec des effets variables dans le temps et l'espace sur le destin individuel des populations soumises à l'occupation allemande. La colonisation allemande est annoncée comme étant le but ultime de cette entreprise.

(1) La question de la colonisation de l'Est : les discussions au sommet autour du « plan général de l'Est » et l'opération Barbarossa

L'histoire de la planification de la colonisation nazie de l'Europe de l'Est a été regroupée derrière le terme général et structurant de « plan général de l'Est » (*Generalplan Ost*). Ce terme recouvre des réalités plus contrastées et une intense concurrence qui s'est traduite plutôt par une série d'efforts parallèles de planification, surtout entre 1940 et 1941, que par une traduction ordonnée

[682] INGRAO, *La promesse de l'Est*, *op. cit.*, 2016. Voir notamment le prologue, pp. 25-64.
[683] SCHALLER Helmut, *Der Nationalsozialismus und die slawische Welt*, Regensburg, Pustet, Regensburg, 2002, p. 104.

des conceptions nazies de l'Est[684]. L'historien Rolf-Dieter Müller décrit comment la concurrence pour la planification s'organise par la concurrence de projets, d'informations (cartes, statistiques) sur la région et la capacité de mettre en œuvre le plan, en termes d'administration du territoire, de gestion de la population : l'expulsion des uns, l'accueil des autres. Les ministères qui se font face dans cette concurrence pour le contrôle des terres occupées de Pologne et des terres d'occupation à venir à l'Est sont le Ministère pour les terres orientales (*Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete*) sous la direction d'Alfred Rosenberg, le Commissariat du Reich pour la colonisation de l'Est (*Reichskommissar für die Besiedlung des Ostens*) dirigé par Heinrich Himmler, et le Bureau impérial pour la planification de l'espace (*Reichsstelle für Raumordnung*), mais aussi les organismes chargés de la politique économique et agraire, notamment le Front du travail allemand (*Deutsche Arbeitsfront*) et le Ministère pour l'agriculture et l'alimentation (*Reichsministerium für Landwirtschaft und Ernährung*) et l'armée allemande, notamment l'armée de terre à travers son commandement suprême : l'*Oberkommando des Heeres* (OKH). C'est l'Office central de la sécurité du Reich (*Reichssicherheitshauptamt*, RSHA) et le Commissaire pour la consolidation du peuple allemand (*Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums*, RKFdV), dirigés par Heinrich Himmler, qui prennent la tête de la planification des déplacements de population, au service de « l'utopie nazie » en Europe de l'Est[685]. Entre octobre 1939 et juillet 1941, ces institutions produisent des plans d'envergure croissante, soutenus par une série d'institutions chargées d'organiser le départ et l'accueil des populations déplacées, ainsi que d'autres chargées de l'administration des biens confisqués de ces populations. D'une part, des administrations chargées du déplacement des populations de la zone occupée et d'autre part, des administrations chargées du « rapatriement » des Allemands des zones sous influence soviétique, de la Mer baltique à la Mer noire, d'autre part, les administrations d'occupation, la police, ainsi que l'administration reprenant les biens des personnes déplacées, toutes se trouvent sous le contrôle d'Himmler[686].

L'expertise fut mobilisée pour la formulation de ce qui devient le « Plan général de l'Est », pour l'administration par la préparation de documents et par l'engagement sur le terrain de l'occupation et une partie également des experts fut mobilisée sur le front. La concurrence qui existe sur le plan ministériel se répercute sur le terrain, et les institutions d'expertise continuent et exacerbent leur concurrence[687]. Le parcours de quelques experts et institutions permet d'illustrer comment la violence

---

[684] Parmi une historiographie riche, voir notamment : MÜLLER Rolf-Dieter, *Hitlers Ostkrieg und die deutsche Siedlungspolitik: die Zusammenarbeit von Wehrmacht, Wirtschaft und SS*, Francfort/Main, Fischer Taschenbuch Verl, 1991 (Geschichte Fischer 10573) ; GÖTZ ALY, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, *op. cit.*, 2004. Et plus récemment, Christian Ingrao, *La promesse de l'Est : Espérance nazie et génocide, 1939-1943*, Paris, Seuil, 2016, 480 p.

[685] INGRAO, *La promesse de l'Est*, *op. cit.*, 2016, p. 28.

[686] *Ibid.*, p. 35.

[687] BURLEIGH Michael, *Germany turns eastwards : a study of Ostforschung in the Third Reich*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1988.

de l'occupation nazie a été accompagnée de près par une expertise « expérimentale », s'appuyant au plus près sur les nouvelles sources pillées dans les territoires occupés. Le travail important que poursuivent les institutions décrites dans le chapitre précédent, connait une croissance notable. Les experts, sur la ligne de front interne et externe, tentent d'instrumentaliser le contact direct avec l'Est pour servir le régime d'occupation brutale nazi. Comme le rappelle l'historien M. Burleigh, la connaissance de l'Est était assez faible parmi les forces d'occupation allemandes[688]. Le besoin se fait sentir par l'administration nazie de préparer des manuels de vulgarisation sur l'Est européen, tel que vu par la NSDAP. C'est également le moyen pour les chercheurs sur l'Est de contribuer à l'effort de guerre, et à nouveau de marquer leur territoire méthodologique, face à la SS. L'idée de fonder une institution d'expertise dans le *General Gouvernement*, qui puisse à la fois fournir une documentation mobilisable pour l'administration des territoires occupés, former le personnel de l'occupation et fonder des bases durables d'une recherche allemande à l'Est, est matérialisée par la création d'un Institut pour le travail à l'Est allemand (*Institut für deutsche Ostarbeit*, IDO). Situé à Cracovie, l'IDO utilise des sources polonaises, que les experts allemands vont s'efforcer de « saisir scientifiquement » l'Est du point de vue allemand.

Les experts et hommes politiques nazis cherchent à définir et à faire appliquer leur définition de ce qu'est un Allemand, un individu d'origine allemande, ou encore un individu issu d'un peuple qui fut constitué sur une base commune au peuple allemand. Ces définitions servent ensuite à définir des critères d'administration des populations des territoires occupés, en principe. Dans la pratique, l'intégration d'individus dans les catégories de *Volksdeutsche* (Allemands ethniques, non citoyens allemands) était soumise également aux besoins du moment, en termes de main d'œuvre et de recrutement militaire. Ce recrutement se déroule le plus souvent contre la volonté des personnes concernés et comme la fois une stratégie de survie ou encore, sans exclure l'expression d'une adhésion idéologique individuelle.

[688] *Ibid.*, p. 186.

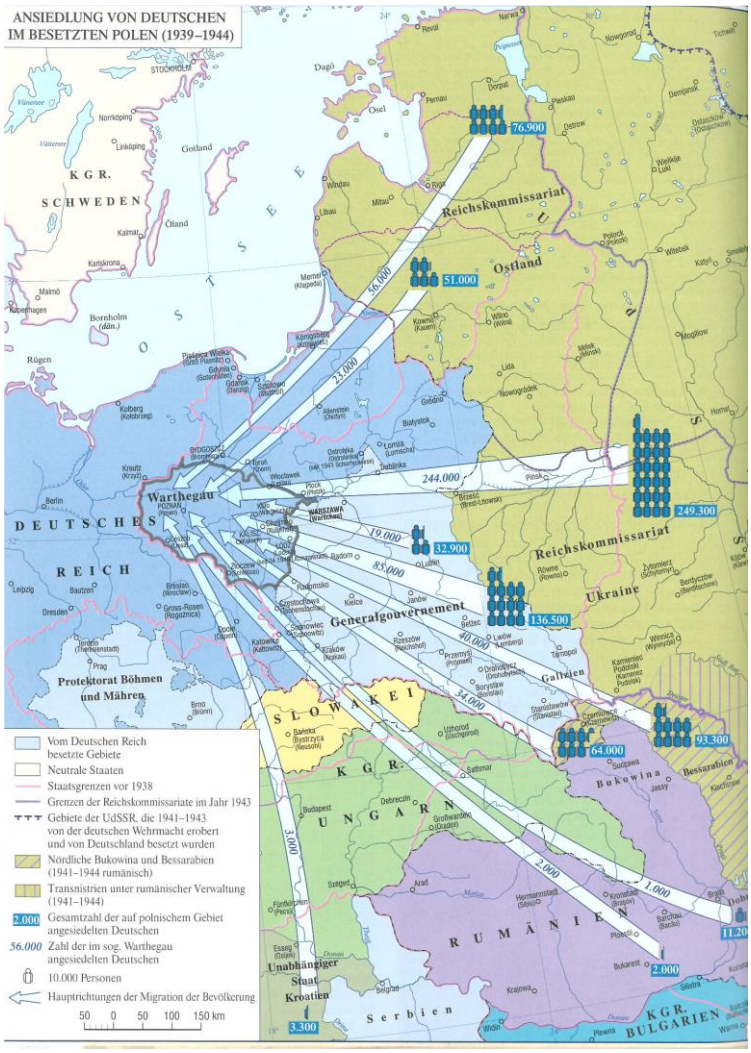


Figure 16: Déplacement des populations allemandes entre 1939 et 1944[689]

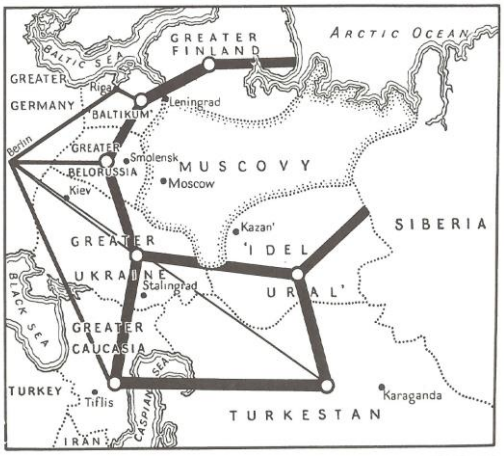
Cette discussion se structure peu à peu dans les plans de colonisation d'Europe orientale, ce *Generalplan Ost.* Dans les faits, l'organisation de l'occupation allemande de l'Europe, fut plutôt marquée par la corruption, les ingérences constantes et à tous les niveaux d'Adolf Hitler, interprétées par son entourage[690], et une forte diversité dans le temps et l'espace de l'occupation et des massacres des populations. Très vite, les tensions apparaissent avec les autres administrations que l'occupation installe, et entre les objectifs de la colonisation allemande, qui vise à côté de l'instauration d'un empire à l'Est, l'exploitation de cet espace à très court terme[691]. Au début de l'année 1940, le déplacement des populations venant et partant des territoires polonais occupés, est freiné par des tensions grandissantes, entre les administrations d'occupation du *Generalgouvernement* et des territoires

[689] Carte tirée de l'atlas « Zwangsumsiedlung, Flucht und Vertreibung 1939-1959. Atlas zur Geschichte Ostmitteleuropas », BpB, 2009, p. 167.
[690] SCHALLER, *Der Nationalsozialismus und die slawische Welt*, *op. cit.*, 2002, pp. 239-240.
[691] INGRAO, *La promesse de l'Est*, *op. cit.*, 2016, p. 41.

intégrés au « Reich », notamment sur le déplacement des populations juives[692].

Après la parenthèse du « Plan Madagascar » de l'été 1940, la planification des déplacements de population se réoriente vers l'Est, avec un changement important : l'intégration de la mort, par le « laisser mourir » dans la « destination » des populations juives[693] et les réflexions sur l'attaque sur l'URSS, qui ouvre de nouveaux espaces de déplacement des populations. Le Ministère pour l'occupation des territoires de l'Est, sous la houlette d'Alfred Rosenberg, propose des plans pour l'organisation territoriale de l'Est européen, avec l'atrophie de l'URSS, réduite à la Moscovie et la Sibérie.

L'Est européen dans les projets du Ministère des territoires de l'Est



9. THE ROSENBERG PLAN: THE WALL AROUND MUSCOVY

Figure 17: Le plan de Rosenberg : le mur autour de la Moscovie (p. 110)

4. GERMAN POSTWAR PLANS FOR THE EAST

Figure 18: Plans allemands pour l'après-guerre à l'Est, avec les commissariats de l'Ostland (pays baltiques et Biélorussie), d'Ukraine, du Caucase et de la Moscovie

Cartes tirées d'Alexander Dallin, *German Rule in Russia, 1941-1945*, London, Palgrave Macmillan, 1981.

692 *Ibid.*, pp. 42-43, pp. 47-49.
693 *Ibid.*, p. 49.

Alfred Rosenberg, compagnon de route de longue date d'A. Hitler, avait peiné à trouver une place au sein du gouvernement allemand en 1933. Il avait alors été nommé le 1er avril 1933 à la tête du Bureau des Affaires internationales de la NSDAP (*Außenpolitisches Amt der NSDAP*, APA), qu'il voulait faire fonctionner comme une sorte de ministère alternatif à celui dirigé par Konstantin von Neurath, non affilié à la NSDAP[694]. Le bureau devait former les futurs diplomates, selon les vœux d'A. Rosenberg, mais avant 1941, il n'a pas réussi à transférer ses protégés dans la diplomatie. C'est seulement par sa nomination à la tête du Ministère de l'Est et la perspective de la colonisation de l'Est européen, qu'il parvient à valoriser ses recrues, de qualité moyenne[695]. C'est le cas de Georg Leibbrandt, qui s'était rapproché de Rosenberg avant 1933, et qui avait édité l'ouvrage « Peste en Russie » à partir de la 3e réédition en 1937, en tant que premier ouvrage d'une série dédiée au bolchevisme et publié par l'APA[696]. Lorsqu'A. Rosenberg est nommé à la tête de l'*Ostministerium*, le Ministère de l'Est, il s'attelle à la préparation d'un plan d'administration de l'Est, avant même la déclaration publique par Hitler de sa nomination[697] qu'il développe en avril[698]. Rosenberg semble avoir tenu une position quelque peu en porte à faux durant toute la guerre en matière de politique nazie à l'Est, non pas tant sur le traitement brutal des juifs à l'Est mais sur la question des peuples non juifs et non russes de l'Est européen, et en premier lieu, les Ukrainiens. Régulièrement, il cherche à infléchir la politique nazie d'occupation, pour pousser vers plus de coopération avec les Ukrainiens, arguant par exemple en 1942, du besoin de ne pas prêter le flanc à la propagande soviétique, et ainsi alimenter la résistance partisane, à travers le mauvais traitement souvent mortel, des prisonniers de guerre soviétique[699]. Cette réputation « pro-ukrainienne » qui entache Rosenberg, aux yeux de ses camarades de la NSDAP, fut le motif de remplacement de G. Leibbrandt à la direction des affaires politique du Ministère de l'Est, par Gottlob Berger (1896-1975)[700].

[694] PIPER Ernst, *Alfred Rosenberg: Hitlers Chefideologe*, Karl Blessing Verlag, 2009, p. 288.
[695] *Ibid.*, p. 289. Piper se réfère ici à Hans-Adolf Jacobsen, sur lequel nous revenons ici plus bas.
[696] *Ibid.*, p. 427.
[697] *Ibid.*, p. 514.
[698] *Ibid.*, p. 516.
[699] *Ibid.*, p. 558.
[700] *Ibid.*, p. 563.

(2) Les réticences des diplomates en URSS à l'opération Barbarossa

Dès 1940, les rumeurs autour d'une attaque sur l'URSS circulent dans les cercles dirigeants et dès juillet 1940, des ébauches de plan d'attaques sont préparées au sein de l'OKH, le commandement de la Wehrmacht[701]. Dès l'automne 1940, Wilhelm Canaris (1887-1945) est chargé d'organiser une accumulation des troupes discrète, le long de la nouvelle frontière orientale allemande[702]. Finalement entre mars et juin 1941, Hitler promulgue une série d'ordres qui définissent les normes – ou justement l'absence de normes – de cette guerre nazie à l'Est[703]. Dans cette phase de planification, une partie de l'élite allemande, notamment des diplomates, s'oppose à la poursuite de la progression armée à l'Est[704]. C'est le cas de Gebhardt von Walther (1902-1982), qui rédige un mémorandum sur les conséquences internes à l'URSS d'une guerre avec l'Allemagne, le 10 octobre 1940[705]. Il propose une image bien différente de l'URSS que celle du plan général nazi. Tout d'abord Gebhardt von Walther présente une image différenciée de l'évolution de la situation politique en URSS : il parle d'une transformation de la société soviétique par la « terreur de masse » de 1936-39, à travers laquelle, les structures politiques, économiques et militaires se sont désidéologisées. La terreur a renforcé le pouvoir de Staline, « russifié » l'appareil étatique et a « progressivement écart[é] l'influence juive disproportionnée. » Ensuite, après 1939, la société soviétique a pris un tournant autoritaire, avec une politique familiale renforcée, l'interdiction de l'avortement, et un patriotisme russe exacerbé. Dans le même temps, les conditions de travail se sont durcies : les cadences sont allongées sans augmentation de salaire, une augmentation des taxes, et le recours au travail forcé. G. von Walther qualifie cette politique économique de capitalisme étatique. Les élites soviétiques sont elles aussi, aux yeux de G. von Walther, moins dogmatiques et plus technocratiques, mais par-dessus tout, fidèles à Staline. Après ce tour d'horizon rapide des évolutions sociales soviétiques, il tente d'esquisser les conséquences d'une attaque allemande sur l'URSS, en commençant par estimer quelles seraient les réactions de la population. Il considère que si le patriotisme a des racines profondes, la loyauté de la population serait probablement le résultat plutôt de la puissance et de la brutalité du NKVD. Quant à l'exploitation des ressources de l'URSS pour l'Allemagne, G. von Walther dresse un tableau moins attractif de cette

---

[701] UEBERSCHÄR, *Unternehmen Barbarossa*, *op. cit.*, 1984, pp. 96-97.
[702] *Ibid.*, p. 102.
[703] *Ibid.*, p. 108. Ces ordres sont reproduits dans cette publication en annexe.
[704] FLEISCHHAUER Ingeborg, *Diplomatischer Widerstand gegen « Unternehmen Barbarossa »: die Friedensbemühungen der Deutschen Botschaft Moskau 1939-1941*, Ullstein, 1991.
[705] Robert Gibbons, « Opposition gegen "Barbarossa" im Herbst 1940 : eine Denkschrift aus der deutschen Botschaft in Moskau », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1975. Disponible en ligne sous: http://www.ifz-muenchen.de/heftarchiv/1975_3_4_gibbons.pdf, consulté le 8.07.2016.

conquête, du fait de la structure économique de la production agricole, centralisée et d'autre part, du fait de la densité de population élevée en Ukraine. Ce type de contribution n'était pas exempte de connotations, notamment antisémites, mais ne nourrissait pas à l'espoir qu'une projection à l'Est pouvait apporter à l'appareil nazi, contrairement à la majorité des experts de l'Est, qui, enfin, semblaient trouver un public pour leurs discours.

2. « Enfin… » L'euphorie coloniale chez les experts allemands de l'Est

La conquête nazie de l'Est s'accompagne d'un effort de propagande intense, à la fois des troupes et de la population, qui est alors baignée d'images glorieuses d'un avenir allemand à l'Est et de références nostalgiques à la présence allemande dans cet Est. Dans cette entreprise, les experts tentent de trouver une place et une légitimité.

(1) Un nouveau public « captif » pour l'expertise sur le front Est

Après 1941, de nouveaux territoires à l'Est furent intégrés dont les anciens États lettons, estoniens, où la population allemande avait par le passé une présence significative, largement soulignée dans la recherche allemande sur l'Est, surtout dans la capitale lettone, Riga. Les membres de la minorité allemande avaient été en grande partie « rapatriés » dans le cadre de la politique *Heim ins Reich* en 1939-1940, dans le cadre des accords de « rapatriement » que le III^{e} Reich avait signé avec l'Estonie, le 15 octobre 1939 et l'URSS, le 28 septembre, puis avec la Lettonie, le 30 novembre et enfin le 16 novembre avec l'URSS sur les Allemands des territoires de Pologne orientale. Ces Allemands de la Baltique qui avaient été déplacés, aussi contre leur gré, vers le Reich et qui se trouvaient en 1941 parfois encore dans des camps d'accueil provisoire, étaient interdis de retour à leur domicile, par le RKF en août 1941[706]. Parmi les experts enthousiastes du plan, l'historien Rolf-Dieter Müller mentionne l'agronome Otto Auhagen, qui s'était engagé dans les années 1930 pour l'émigration de citoyens

[706] FLEISCHHAUER Ingeborg, *Das Dritte Reich und die Deutschen in der Sowjetunion*, Walter de Gruyter, 1983, p. 65.

soviétiques de la minorité allemande. En décembre 1941, lors d'une réunion de l'Association pour la colonisation et la migration allemande (*Vereinigung für deutsche Sieldlung und Wanderung*), il déclare que le passé récent montre qu'un peuple, s'il est animé d'une grande volonté, peut réaliser des objectifs qui passaient pour « fantaisistes » auparavant[707]. Peu de temps après, il publie dans la collection Leibbrandt, un ouvrage dans lequel il revient sur son expérience à l'ambassade allemande en URSS à la fin des années 1920[708]. Cet ouvrage est constitué d'un article qu'il avait fait paraître dans la revue *Osteuropa* en 1929, enrichi des rapports qu'il avait rédigés dans le cadre de son travail d'expert détaché, et surtout de lettres de citoyens soviétiques de nationalité allemande. L'occupation allemande amena des Allemands par l'armée et l'installation d'une administration d'occupation dans ces territoires, qui devait à terme accueillir une grande communauté d'agriculteurs allemands.

Fin mars 1942, les experts de l'Est sont réunis à Berlin pour une conférence des sciences allemandes de l'Est (*Osttagung deutscher Wissenschaflter*), organisée par le département scientifique du « bureau Rosenberg » au cours de laquelle Werner Markert et Georg Leibbrandt interviennent à côté d'autres experts issus de l'administration, des universités allemandes et Alfred Rosenberg[709]. C'est l'occasion pour ces experts d'une part d'actualiser la justification de leur travail et de tenter de diffuser leur lecture du cours de l'opération d'invasion de l'URSS.

G. Leibbrandt dans sa contribution sur les exigences politiques attendues des sciences de l'Est, en profite pour inscrire cette agression dans l'antagonisme du national-socialisme et du bolchevisme, du fait de l'ancrage du premier dans les « valeurs éternelles du peuple » tandis que l'autre ne vise qu'à la destruction du peuple. Il définit cet élan destructeur comme un héritage du judaïsme, allié à la singularité moscovite, qui fondent le bolchevisme. Il embraye ainsi sur une critique de l'impérialisme moscovite, qu'il prend soin de distinguer du reste de l'Europe de l'Est, qu'il s'agit à présent de « réintégrer définitivement » dans la « communauté des peuples européenne »[710]. La connaissance de cette région doit ainsi servir à ne pas tomber dans l'illusion d'un bloc massif et uniforme à l'Est, que serait la Russie mais de prendre conscience de la diversité ethnique de la région. Il faut pour cela se débarrasser du lest de l'ancienne école de pensée sur l'Est qui ne faisait que reprendre « le point de vue moscovite »[711], et « éclairer » la connaissance de l'Est européen par les points de vue « de Tbilissi »

---

[707] MÜLLER, *Hitlers Ostkrieg und die deutsche Siedlungspolitik*, *op. cit.*, 1991, p. 104.
[708] Otto Auhagen, Die Schicksalswende des russlanddeutschen Bauerntums in den Jahren 1927-1930, S. Hirzel, 1942, 216 p.
[709] ROSENBERG Alfred, « Schlussansprache », *Ostaufgaben der Wissenschaft : Vorträge der Osttagung deutscher Wissenschaftler*, 1943 ; LEIBBRANDT Georg, « Politische Forderungen an die Ostwissenschaft », in: *Ostaufgaben der Wissenschaft : Vorträge der Osttagung deutscher Wissenschaftler*, 1943, pp. 5-17 ; MARKERT Werner, « Geschichtebildende Kräfte in Osten », in: LEIBBRANDT Georg, *Ostaufgaben der Wissenschaft : Vorträge der Osttagung deutscher Wissenschaftler*, 1943, pp. 100-115.
[710] LEIBBRANDT Georg, « Politische Forderungen an die Ostwissenschaft », *op. cit.,* p. 7.
[711] *Ibid.,* p. 8.

ou de Kiev, pour lequel il cite en référence l'historien M. Hrouchevsky[712]. Toutefois, le point de vue essentiel, reste le point de vue national :

> « Pour nous Allemands, il n'y a qu'un seul regard qui compte et c'est l'allemand, c'est-à-dire celui qui part du peuple allemand et qui connaît le peuple allemand, son essence, son destin, ses exigences, et sa protection comme base et maxime de tout travail aussi dans le cadre scientifique. Il s'agit d'ouvrir les yeux et de les garder ouverts à l'avenir et de considérer les choses de l'Est non plus à travers les lunettes russes ! Mais pas davantage avec d'autres, pas à travers [les lunettes] kiéviennes, helsinkiennes, tbilissiennes, ni aucune autre nouvelle ! »[713]

Ce qui doit intéresser les Allemands, c'est leur trace dans la région, de comprendre les influences que les Allemands ont pu avoir par le passé et devant le chaos contemporain à l'Est, reprendre la mission d'ordre d'antan (p. 10). Il poursuit en utilisant les références désormais classiques de la recherche allemande sur l'Est, avec la pénétration du droit « allemand » à l'Est, et les autres formes de « colonisation ». Il revient toutefois rapidement sur leur alliance historique entre Allemands et Ukrainiens, et sur la haine séculaire entre Allemands et Russes. Les références antisémites disparaissent également pour ne se concentrer que sur les attaques antirusses. C'est bien pour Leibbrandt, l'ennemi principal à l'Est. Tout le travail de collecte et de valorisation de cette collecte par son collègue Emil von Meyen, mentionné plus haut, doit servir à cet effort de constitution de connaissances allemandes sur l'Est à germaniser. C'est également cette approche qu'on retrouve dans l'ouvrage de propagande « Que sais-tu de l'Est allemand ? »[714], qui connait de nombreuses rééditions durant la guerre. Il conclue donc sur cette note :

> « La forme que prendra la réorganisation Europe de l'Est, reste à définir. Quoi qu'il en soit, on peut déjà dire aujourd'hui qu'elle doit être construite comme un système organique, une symbiose des peuples de l'espace de l'Est, réunis sous le gouvernement allemand pour les intégrer au destin européen. La forme étatique que cette réorganisation prendra, est laissée à l'avenir. Mais à cet effet, créer les conditions nécessaires dans ce domaine, est le devoir et la tâche la plus urgente pour la science

[712] *Ibid.,* pp. pp. 8-9.
[713] « Für uns D e u t s c h e gilt einzig und allein nur e i n e Blickrichtung, nämlich die deutsche, das heiβt die vom deutschen Volk ausgeht und die das deutsche Volk, sein Wesen, sein Schicksal, seine Förderung und seinen Schutz als Grundlage und Maxime aller Arbeit auch im Rahmen der Wissenschaft kennt. Es gilt die Augen zu öffnen und sie offenzuhalten für die Zukunft und die Dinge im Osten nicht mehr durch die russische Brille zu betrachten! Aber auch durch keine andere, auch durch keine Kiewer, Helsinker, Tbilisser oder sonst eine neue! », LEIBBRANDT, « Politische Forderungen an die Ostwissenschaft », *art. cit.*, 1943, p. 9.
[714] *Was weisst du vom Deutschen Osten?: Geschichte und Kultur des Deutschen Ostraumes*, Ebner & Ebner, 1942.

> et de la recherche allemande, de sorte que nous soyons prêts à mener la refonte de l'avenir de l'Europe orientale dans tous les cas de figure. »[715]

Dans cette optique, la contribution de Werner Markert sur les forces créatrices historiques à l'Est[716] s'inscrit elle-aussi pleinement dans l'historiographie germano-centrée de l'Est. Ce qui change cette fois, c'est la joie de pouvoir partager ces connaissances avec les milliers de soldats du front Est, qui font l'expérience de l'Est et peuvent mieux comprendre le discours des experts de l'Est. Ce n'est plus de la propagande abstraite et de projection dans un futur indéfini, la projection est palpable. Le « soldat allemand » sur le front Est voit de ses propres yeux ce que ces experts ont décrit depuis des années, notamment la diversité nationale de l'URSS et peut constater lui-même les caractéristiques qui sont attribuées aux « races » par les experts[717]. Il peut se rendre compte par lui-même également de la différence de civilisation avec l'Est, et au contact des Ukrainiens, il prend conscience de leur aspiration à appartenir à l'Europe, et se pose la question des frontières de l'Europe et surtout de la forme que pourrait prendre le nouvel ordre européen[718]. Ces questions qui remontent du front, ou qui sont attribuées par W. Markert aux soldats, lui donnent l'occasion de tirer le bilan des connaissances dans ce domaine. Il se lance alors dans le récit de l'histoire de l'Europe de l'Est, notamment de l'expansion de la Moscovie, à l'Ouest puis à l'Est, en Sibérie et au Sud vers la Mer Noire. Pour soutenir ce récit, il fait référence à un historien russe, Vassili Ossipovitch Klioutchevski (Васи́лий Осипович Ключевский, 1841- 1911).

Ce récit est construit sur une variante de la théorie normande, avec la présentation de la formation du peuple russe à travers cette expansion qui s'est appuyée sur un « mélange avec les peuples autochtones »[719]. Le peuple russe est ainsi un peuple constamment en mouvement, sans frontières fixes, mais, à l'inverse du peuple allemand, il n'a pas de « noyau ethnique dur » (*fester russischer Volkskern*)[720]. Werner Markert continue à décrire l'histoire de l'impérialisme russe, devenu bolchevique, avec de forts échos à la légitimation de l'impérialisme du III[e] Reich, mais bien entendu en lui attribuant une connotation négative. Ainsi, les Russes n'avaient pas accepté la perte des territoires

---

[715] « Wie die Neuordnung Osteuropa aussehen mag, das sei dahingestellt. Jedenfalls ist heute schon zu sagen, sie muß aufgebaut werden als ein organisches System, in einer Symbiose der Völker des Ostraumes, die unter deutscher Führung in die europäische Schicksalsordnung einbezogen wird. Welche staatspolitische Form diese Neuordnung annehmen wird, bleibt der Zukunft überlassen. Hierzu aber die erforderlichen Voraussetzungen auf ihrem Gebiet zu schaffen, ist die vordringlichste Pflicht und Aufgabe der deutschen Wissenschaft und Forschung, damit wir bei der Neugestaltung der osteuropäischen Zukunft auf alle Möglichkeiten vorbereitet sind. », LEIBBRANDT, « Politische Forderungen an die Ostwissenschaft », *art. cit.*, 1943, p. 17.
[716] MARKERT, « Geschichtebildende Kräfte in Osten », *art. cit.*, 1943.
[717] *Ibid.,* p. 100.
[718] *Ibid.,* p. 101.
[719] *Ibid.,* p. 103.
[720] *Ibid.,* p. 104.

baltes, finlandais et de l'Est polonais. Mais ce faisant, ils entraient dans des territoires « destinés aux Allemands » (*deutschbestimmten Landschaft*)[721].

Cet impérialisme explique les efforts de la Russie pour agir à l'effondrement des pouvoirs voisins. Mais cet expansionnisme est en même temps la source de l'affaiblissement de la Russie, désormais bolchevique, car elle intègre une diversité nationale croissante[722]. Markert rappelle ensuite la politique de lutte contre les aspirations ukrainiennes à constituer des structures politiques ou même culturelles autonomes. Sous couvert du mouvement panslave et eurasiatique dans le passé, puis sous couvert du bolchevisme, les Russes se posent en force anti-européenne, incarnée à ce moment par Hitler[723]. À cette occasion, Markert ancre son analyse dans l'antisémitisme, en attribuant aux juifs des influences anti-européennes et antinationales. Il conclue sa présentation sur l'interrogation de la future organisation de l'Europe, qui dépendra de la force vitale de ces peuples et de leur intégration dans l'ordre que le III^{e} Reich construit.

Dans ces deux interventions, on voit comment les connaissances de nos experts sont réactualisées et adaptées, dans une formulation propre de leurs espoirs qu'ils nourrissent envers l'Est européen sous domination nazie. Malgré le projet ethnocentré allemand, ils s'appuient largement sur la diversité nationale soviétique, et proposent une forme de colonisation reposant sur une instrumentalisation de cette diversité. Pour défendre ce projet, ils puisent dans leurs connaissances des revendications de ces peuples, en premier lieu, celles des Ukrainiens, qu'ils transposent dans la rhétorique nazie plus générale. Ces projets ont toutefois du mal à être réalisés dans l'occupation nazie, marginalisés, surtout durant la période de l'offensive par l'appareil de la SS. Ils appartiennent ainsi à la branche déçue et marginalisée de la projection rêvée à l'Est nazie[724]. Cette branche est en concurrence avec d'autres branches institutionnelles et politiques du régime nazi, notamment la SS. Le cas de G. Leibbrandt nous renseigne sur le fonctionnement de l'expertise sur l'Est dans le régime nazi, malgré son échec[725] (ou justement à travers son échec). D'une part, la place de l'Ukraine dans le discours général nazi sur l'Est, présentée comme partenaire potentiel et ressource matérielle et d'autre part, et d'autre part, sur le recours à l'antisémitisme d'autres nations pour arguer d'une alliance avec celles-ci. On peut

[721] *Ibid.,* p. 111.
[722] *Ibid.,* p. 106.
[723] *Ibid.,* p. 109.
[724] C'est la lecture dominante de l'historiographie sur l'action d'A. Rosenberg et son Ministère de l'Est dans la concurrence pour l'exploitation de l'Est occupé : sur l'action de Rosenberg : Piper Ernst, *Alfred Rosenberg: Hitlers Chefideologe*, Karl Blessing Verlag, 2009. Sur l'action du Ministère : Zellhuber Andreas, *« Unsere Verwaltung treibt einer Katastrophe zu - »: das Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete und die deutsche Besatzungsherrschaft in der Sowjetunion 1941-1945*, Vögel, 2006. Dans le pillage des œuvres d'art et des archives organisé par A. Rosenberg, l'historiographie rapporte un succès plus grand.
[725] Munke Martin, « Vom Scheitern eines Experten », *Osteuropa* 67 (1 2), 2017, p. 119. L'auteur prépare actuellement une biographie sur G. Leibbrandt.

s'interroger sur l'écho de cet effort de mobilisation des Allemands par l'expertise, qui semble rester marginal si on regarde le poids de ces experts, tel G. Leibbrandt, dans la conquête de l'Est nazie.

(2) La mobilisation des Allemands de l'Est : le cas de Gotthold Rhode, une expertise entre coloration de la socialisation et adhésion au projet de colonisation

Gotthold Rhode grandit dans la communauté allemande à Poznań, ville devenue polonaise après la 1e Guerre mondiale, à l'Ouest de la Pologne, fortement marquée sur le plan politique par *l'Endecja*. D'ailleurs, selon son biographe Eike Eckert, Gotthold Rhode, est marqué dans sa jeunesse par ces tensions germano-polonaises que la communauté allemande de cette ville ressent particulièrement, peut-être aussi du fait de sa relative petite taille, en comparaison avec des régions où cette communauté est plus importante, comme en Silésie. G. Rhode est scolarisé dans une école de langue allemande[726], et de manière générale, sa famille accorde beaucoup d'importance à cultiver son appartenance à la culture allemande, notamment sur le plan religieux. Le père de G. Rhode est un pasteur de la communauté protestante allemande à Poznań. Cette socialisation dans le monde minoritaire et religieux allemand se répercute dans ses premiers intérêts scientifiques, tant sur le plan thématique que personnel comme nous le verrons.

Si son père s'engage activement pour la sauvegarde de la présence allemande en Pologne, il garde ses distances avec les mouvements politiques des Allemands de l'étranger. G. Rhode est sensibilisé à l'orientation *völkisch*, ethno-nationaliste allemande, par l'intermédiaire de son professeur d'histoire du lycée allemand : Alfred Lattermann (1894-1945), qui lui est particulièrement actif dans les organisations allemandes de Pologne, dont l'association des Allemands de l'étranger, le VDA[727]. C'est ce dernier qui va introduire G. Rhode au milieu des historiens allemands de Pologne, dont il rejoint l'association, la Société historique des Allemands en Pologne (*Historische Gesellschaft der Deutschen in Polen)* en 1937. C'est dans ce contexte que son intérêt pour l'histoire grandit, et qui le mène à faire des études dans ce domaine, en Allemagne, ce qui lui permet, selon son biographe à la fois de se rapprocher de sa « patrie » et d'éviter le service militaire polonais.

---

[726] ECKERT, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie*, *op. cit.*, 2012, p. 32.

[727] *Ibid.*, pp. 44-45. Le *Verein für das Deutschtum im Ausland* devient *Volksbund für das Deutschtum im Ausland* (Association ethno-nationale pour la germanité à l'étranger) en 1933, sous la direction de Hans Steinacher, comme nous l'avons vu plus haut: Steinacher Hans et Jacobsen Hans-Adolf (dir.), *Hans Steinacher: Bundesleiter des VDA 1933 - 1937 ; Erinnerungen und Dokumente*, Boppard am Rhein, Boldt, 1970 (Schriften des Bundesarchivs / Das Bundesarchiv Koblenz. - Düsseldorf : Droste).

G. Rhode part en 1934 pour Iéna, pour ses études d'histoire, dans lesquelles l'Europe de l'Est prend rapidement une place importante. A Iéna, il étudie la langue ukrainienne, par des cours particuliers avec un linguistique ukrainien, Dmitrij Ivanovitch Tschižewskij (1894-1977). A Iéna, il suit, entre autres, les cours de Max Hildebert Boehm, que nous avons brièvement rencontré dans le chapitre précédent et qui suscite chez G. Rhode l'intérêt des études de la germanité à la frontière (*Grenzlanddeutschtum*)[728]. G. Rhode s'engage dans une association étudiante d'orientation patriotique et chrétienne, ce qui indique selon son biographe, une fidélité à l'éducation familiale[729]. En 1936, il poursuit ses études à Munich, notamment auprès de Karl Haushofer, et suit des cours individuels de russe, auprès d'un Allemand de la Baltique[730]. Après un cours séjour munichois il part en 1937 à Königsberg, où il suit les cours de Bolko von Richthofen de préhistoire et dans l'institut de journalisme, ceux d'Alfred Six[731]. L'Université de Königsberg et ses historiens a marqué l'historiographie allemande, notamment sur les questions de l'Est, et s'est constituée en phare attirant les jeunes chercheurs en la matière, avec une forte coloration ethnonationale et la recherche sur les Allemands de la frontière (*Grenzdeutschtum*), même après le départ d'une des figures éminentes de la recherche dans ce domaine, Hans Rothfels[732]. G. Rhode y côtoie alors d'autres historiens en formation, qu'on retrouve parmi les grandes figures de l'historiographie allemande de l'Est après 1945 en Allemagne de l'Ouest, dont Walther Hubatsch (1915-1984) ou Günther Stökl (1916-1998) [733].

De part ces choix, il semble vouloir s'orienter vers une connaissance pratique des questions de l'Est, et non pas seulement, les questions d'Europe centrale, de Pologne, mais au-delà, les questions ukrainiennes et russes. Il entre d'ailleurs au service de l'organisation étudiante nazie, née de la fusion des associations étudiantes nazie et conservatrices : l'Union des étudiants nationaux-socialistes allemands (*Nationalsozialistischer Deutscher Studentenbund*, NSDStB) et l'Association des étudiants allemands (*Deutsche Studentenschaft*, DSt), sous l'égide d'un « Führer » des étudiants : Gustav Adolf Scheel (1907-1979). Ce *Reichsstudentenführer* disposait d'un bureau à l'Est (*Oststelle*), où G. Rhode trouve donc une place, notamment la rédaction des « cahiers de politique frontalière » (*Grenzpolitische Hefte*). À Königsberg, il se rapproche de l'historien des religions à l'Est de l'Europe, Hans Koch, qu'il avait rencontré déjà à Poznań, à travers son père, Arthur Rhode et ses travaux sur l'histoire religieuse en Pologne. G. Rhode décide alors de préparer son doctorat sous la direction de

[728] *Ibid.*, p. 59.
[729] *Ibid.*, p. 64.
[730] *Ibid.*, p. 67.
[731] *Ibid.*, p. 70.
[732] HAAR Ingo, « ROTHFELS », in: SCHÖTTLER, PETER, *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft 1918-1945*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1997 (Suhrkamp Taschenbuch Wissenschaft).
[733] BOOCKMANN Hartmut, « Die Königsberger Historiker vom Ende des 1. Weltkrieges bis zum Ende der Universität », in: *Die Albertus-Universität zu Königsberg und ihre Professoren.-; Aus Anlaß der Gründung der Albertus-Universität vor 450 Jahren.-*, Berlin, Duncker & Humblot, 1995, p. 265.

Hans Koch. Ce dernier avait pris la direction de l'Institut pour l'Étude de l'Europe de l'Est à l'Université de Königsberg (*Institut zum Studium Osteuropas*) en 1935. Après son départ, c'est Nikolai S. von Arseniew (1888-1977) qui reprend la direction de cet institut[734].

G. Rhode suit Koch à Breslau, à l'Institut d'Europe orientale (*Osteuropa Institut*, OEI), dont ce dernier prend la direction. En septembre 1937, G. Rhode commence sa carrière de spécialiste d'Europe de l'Est, en tant que collaborateur étudiant de l'OEI. À travers cette fonction, il se retrouve au cœur des affrontements idéologiques germano-polonais, notamment sur la question des frontières orientales allemandes[735]. Il rédige sa thèse rapidement, sur le thème de l'intervention de la Prusse en faveur de la minorité protestante en Pologne, entre 1640 et 1740. Sur son thème de recherche ainsi que sur ses choix d'affiliation dans des associations étudiantes nationalistes-religieuses, on voit les traces d'une sensibilité probablement fortement inspirée par l'éducation familiale, qui colore ainsi sa pratique et lui procure une forme d'appropriation de la rhétorique *völkisch* sous un angle propre, mais non moins pleine. Sa thèse est soutenue le 15 février 1939, avec succès[736]. La nécessaire publication du manuscrit fut elle cependant, retardée. G. Rhode obtient dès mars 1939, l'accord pour que son manuscrit soit publié par l'Office de publication de Dahlem (PuSte) par J. Papritz, mais l'impression fut repoussée à plusieurs reprises, avant de finalement être réalisée le 3 avril 1941, avec des corrections significatives du manuscrit, vers une plus forte politisation[737]. En effet, en 1939, le recenseur pour la PuSte du manuscrit craint encore les réactions internationales à la parution de ce texte dans les collections de cette institution publique, du fait des parallèles entre la politique du III^{e} Reich et son interventionnisme auprès de la minorité allemande en Pologne jusqu'en 1939[738]. Son activité principale reste rattachée à l'OEI, où il est employé formellement jusqu'à la fin de la guerre. En 1939, sa mission dans cet institut consiste à faire des revues de la presse polonaise pour préparer des textes d'attaques antipolonaises, sur le thème de l'agressivité polonaise, classique pour l'institution, mais aussi sur le thème du mauvais traitement des minorités par la Pologne, dont la minorité ukrainienne[739].

Sous l'influence de son directeur de thèse, Hans Koch, il s'intéresse à l'Ukraine, sur laquelle il envisage de préparer son habilitation à diriger des recherches, comme en témoigne ses articles parus dans le journal *Christliche Welt.* Probablement peu avant le déclenchement de la guerre, en 1939, il publie dans la revue protestante, deux articles sur l'Ukraine, le premier dédié à l'histoire des Ukrainiens et de leur État, le deuxième à la religion dans l'histoire ukrainienne. Par ces articles, il montre qu'il

[734] *Ibid.*, p. 269.
[735] ECKERT, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie*, *op. cit.*, 2012, p. 77.
[736] *Ibid.*
[737] *Ibid.*, p. 87.
[738] *Ibid.*, pp. 105-106.
[739] *Ibid.*, p. 117, pp. 122-125.

s'inscrit dans la tendance ukrainophile nazie, représentée notamment par Axel Schmidt, qui reprend les thèses des historiens ukrainiens, tels que M. Hrouchevsky. Cet article prend le ton d'un bilan historiographique, dans un esprit de vulgarisation, pour corriger la méconnaissance dont souffre l'Ukraine, aux yeux de l'auteur. Ici encore, il combine à la fois une certaine lecture nazie de l'Ukraine, avec un discours qui ressemble à d'autres récits nationaux, notamment celui des Polonais, sur la continuité nationale en dehors de structures étatiques, et enfin, un intérêt particulier pour la dimension religieuse et nationale de l'histoire des Églises ukrainiennes.

Dans les premiers mois de la guerre, G. Rhode renoue contact avec l'association des historiens allemands de Pologne, et est invité à contribuer à l'ouvrage collectif sur les « Les artisans et agents d'ordre allemands à l'Est »[740], édité par Kurt Lück (1900-1942). Ce folkloriste allemand, qui dirigeait cette association, s'était intéressé à la région du sud-est de la Pologne : Lublin, puis à la Volhynie, sur laquelle il avait publié un ouvrage en 1931. Il s'intéressait à cette région, exclusivement du point de vue allemand, et avec la politique de « rapatriement » des Allemands de Volhynie, était revenu à ce sujet, avec le témoignage de l'accompagnement d'une colonie allemande de Volhynie vers le III^{e} Reich[741]. Pour alimenter le discours sur l'apport de la civilisation à l'Est par les Allemands, il édite un ouvrage qui fait la liste des contributeurs « allemands » à la culture ou civilisation en Pologne et Europe de l'Est, à travers l'histoire. Chaque chapitre est dédié à un personnage historique revendiqué par les Allemands et ce portrait trace ses contributions. Cet ouvrage revendique de n'utiliser « presque exclusivement des textes polonais » (p. XI) qui présentent des parcours d'individus qui pourraient paraitre « fantastiques » mais l'auteur revendique une stricte vérité historique. Ce travail, au milieu de la guerre est d'autant plus nécessaire, car il faut montrer au peuple allemand, qu'il porte « un héritage vénérable, d'un passé millénaire » qui lui donne alors « simultanément le devoir et le droit à l'Est »[742]. Dans cet ouvrage, on retrouve une contribution du père de G. Rhode, Arthur Rhode, qui traite du parcours de Bruno de Querfurt (vers 974-1009), qu'il caractérise comme le guide de la politique

[740] Kurt Lück, *Deutsche Gestalter und Ordner im Osten*, Leipzig, S. Hirzel, 1940, disponible sous http://pbc.gda.pl/dlibra/doccontent?id=42004, consulté le 8.07.2016.
Ici le sens de *Gestalter* est à la fois celui d'artisan, de créateur, c'est celui, littéralement, qui donne la forme à quelque chose. Cet ouvrage est republié en 1942 et en 1957, avec des textes quasiment inchangés, sous le thème du « voisinage » germano-polonais, où les artisans allemands deviennent des « aides » allemands : Lück K. et V. Kauder (dir.), *Deutsch-polnische Nachbarschaft: Lebensbilder dt. Helfer in Polen*, 3., Veränd. u. erg. Aufl. hrsg. von Viktor Kauder, Würzburg, Holzner, 1957.
[741] Alfred Kleindienst et Kurt Lück, *Die Wolhyniendeutschen kehren heim ins Reich*, 3. Aufl., Posen Leipzig, Hist. Gesellschaft Hirzel, 1940, 60 p. Dans cet ouvrage, les auteurs décrivent leur voyage vers la Volhynie et le retour, avec les images habituelle de saleté et de grossièreté russe/soviétique, qui contraste avec la propreté des villages et des maisons allemandes dans la région. Cet ouvrage n'est pas le seul à être publié sur cette thématique, voir l'ouvrage sur le voyage d'un groupe d'Allemands de Galicie, préfacé par Karl Haushofer : Kurt Koelsch, *Galiziendeutsche Heimkehr. Ein Tagebuch. Vorw. v. Karl Haushofer*, Westmark-Verlag, 1940.
[742] Lück Kurt, *Deutsche Gestalter und Ordner im Osten*, Leipzig, Hirzel, 1940 (Ostdeutsche Forschungen - Posen ; 12 Forschungen zur deutsch-polnischen Nachbarschaft im ostmitteleuropäischen Raum, Plauen, Wolff), p. XII.

orientale polonaise, sous Bolesław I Chrobry, et porteur de la christianisation en Europe de l'Est. Le chapitre rédigé par Gotthold Rhode est intitulé « un roi allemand sur le trône de Pologne : Auguste le Fort. G. Rhode occupe durant tout ce temps une position malaisée : il reste citoyen polonais, tout en travaillant à l'envenimement des relations bilatérales, et met tout son savoir et son expérience au service de logiques brutales, tout en cherchant par là à asseoir son profil scientifique, pour construire une carrière universitaire. D'ailleurs, un triste rappel de cette position fut la disparition de son frère, dès les premiers jours de la guerre, qui servait sous l'uniforme polonais et fut déporté par l'armée rouge au Caucase[743]. Cette position double, d'Allemand de l'extérieur, qui transpose les connaissances de l'extérieur en allemand, rendant sa propre expérience étrangère, s'accentue à travers les différentes missions qu'il occupe durant la guerre : sur le plan intellectuel et sur le terrain, sur le front et dans l'administration de l'occupation. Il vit assez directement les différentes étapes de la guerre et de la planification de l'occupation nazie à l'Est. Tout d'abord, il est mobilisé le 25 août 1939 jusqu'au 31 octobre 1939, comme spécialiste de l'armée (*Sonderführer* K), comme traducteur à Breslau[744]. Par son engagement dans l'armée allemande, il obtient la citoyenneté allemande[745]. En novembre 1939, il rejoint la SS et fait sa demande pour rejoindre la NSDAP en janvier 1940, qu'il intègre en février 1941[746]
.

L'OEI créé après l'invasion de la Pologne, une filiale à Cracovie, où G. Rhode est envoyé en novembre 1939[747]. Il est chargé de traduire des documents de l'administration de la ville. Il prépare également des cartes ethniques de la région. Selon son biographe, G. Rhode était dégoûté des conditions de vie à Cracovie, et se porte volontaire pour le service militaire à la Wehrmacht. Ce qu'il parvient à faire, en février 1940, il entre en formation dans l'infanterie et se marie en juin 1940[748]. En juillet 1940 il se porte volontaire à la VoMi pour participer à l'organisation du déplacement des populations. Il est envoyé en Lituanie, pour accompagner 2 000 Allemands de Lituanie vers le III^{e} Reich[749]. Ce faisant, il garde sa double casquette d'expert-praticien et expert-propagandiste de cette restructuration forcée de l'Est et rend compte de cette mission, dans un ton analytique dans le supplément du *Ostdeutscher Beobachter*[750], la revue de l'administration territoriale du Wartheland.

---

[743] ECKERT, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie*, *op. cit.*, 2012, p. 114.
[744] *Ibid.*, p. 128.
[745] *Ibid.*, p. 130.
[746] *Ibid.*, p. 131.
[747] *Ibid.*
[748] *Ibid.*, p. 135.
[749] *Ibid.*, p. 137.
[750] Gotthold Rhode, « Wesen und Weg einer deutschen Volksgruppe », *Der Weg in den Osten. Ständige Beilage für die politischen und kulturellen Fragen des Ostraums*, 1.05.1941.

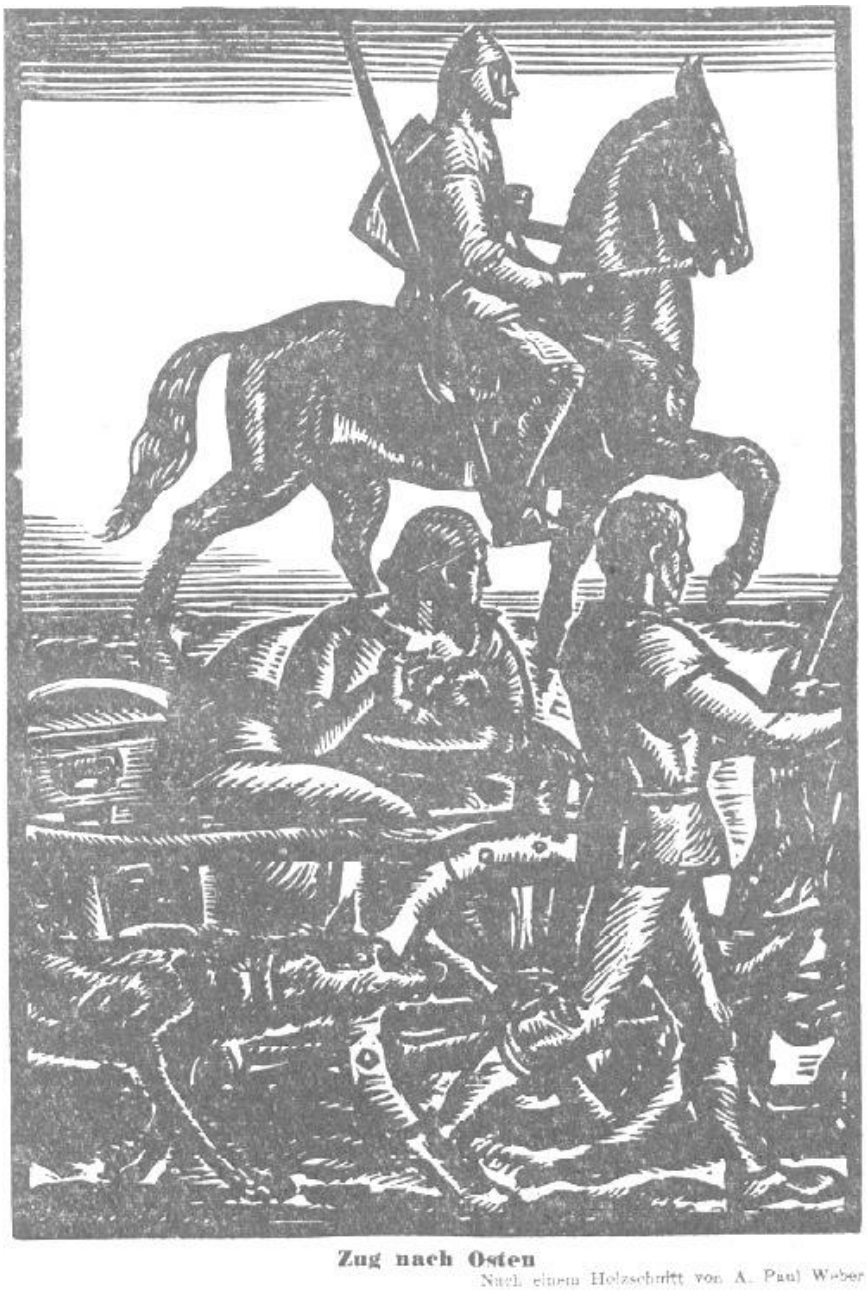


Figure 19: Illustration accompagnant l'article de G. Rhode sur le déplacement d'Allemands de Lituanie[751]

Dans cet article, il commence par décrire la Lituanie comme l'angle mort de la connaissance sur l'Est par l'Allemagne, et avec elle, la minorité allemande de ce pays. Ainsi, cette minorité est la dernière à « renter » au pays, après les Allemands de Baltique, de la Volhynie et de Galicie, qui compte environs 45 000 membres. Il prend cette occasion pour tirer un portrait de cette minorité donc sur le départ, en utilisant le vocabulaire et l'imaginaire de la recherche sur les « Allemands de la frontière » (*Grenzdeutschtum*), de la recherche sur l'Est (*Ostforschung*) : il intègre l'histoire de cette minorité dans la grande histoire de la présence allemande à l'Est. Ainsi, il fait remonter la présence allemande en

[751] *Ostdeutscher Beobachter: Organ der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei: Verkuendungsblatt des Reichsstatthalters im Reichsgau Wartheland und seiner Behoerden*, 5.01.1941, vol. 3, n° 5, disponible sous http://www.wbc.poznan.pl/dlibra/docmetadata?id=129230&from=publication, consulté le 8.07.2016.

Lituanie « à la grande migration allemande du Moyen-Âge », même si elle reste marginale en Lituanie par rapport à d'autres zones de la région, par exemple dans le Riga voisin. Il cite les dates d'entrée dans le droit de Magdebourg des principales villes lituaniennes, qui est le critère classique d'intégration dans l'espace du droit germanique, et dont de la civilisation germanique. La minorité allemande s'installe plutôt au XVI[e] siècle en Lituanie, « malgré la concurrence juive » parmi les artisans et commerçants. C'est la seule référence aux juifs dans cet article. G. Rhode caractérise la migration allemande en Lituanie comme résultant d'initiatives individuelles non coordonnées, mais la cohésion de la communauté est assurée, notamment par les organisations religieuses. Il place ensuite cette minorité allemande de Lituanie en perspective avec celles des autres pays : en Lituanie, les Allemands sont plus souvent actifs dans l'agriculture, jouissent d'une situation économique prospère sans toutefois leur conférer une position déterminante dans la société lituanienne. Ce sont là aussi les critères devenus classiques, d'analyse de la présence allemande à l'Est. Finalement, ce « retour » des Allemands dans le *Reich* est une mesure de protection de leur culture, qui était donc particulièrement menacée en Lituanie, du fait de la faiblesse relative de la communauté allemande dans ce pays. Il reste très engagé dans sa carrière académique et développe déjà en 1942, pendant sa permission, un projet d'habilitation à diriger les recherches, sur un sujet toujours adapté aux enjeux contemporains, tels qu'il les perçoit : sur le développement du sentiment national en Pologne, dans le contexte de la contre-réforme, chez les Polonais et chez les Ukrainiens[752], toujours sous la direction de Hans Koch. Il publie encore en 1942, un article sur les Biélorusses dans l'annuaire de l'Institut d'Europe de l'Est de Breslau. Mais ses activités sur le front Est l'empêchent de s'engager pleinement dans ce projet de recherche. Il retourne à sa mission *Sonderführer K*, traducteur, dans l'infanterie, le 4 mai 1941, en prévision de l'attaque de l'URSS. Dans ce contexte, il interroge des prisonniers soviétiques. Il se souvient en 1987, l'accueil fait par les populations polonaises et biélorusses de l'attaque allemande : d'abord un accueil en libérateurs, puis la déception[753]. Il est blessé en octobre 1943, à la suite de quoi, il fait une formation pour devenir officier à Thorn (Toruń) avant de retourner dans division en tant qu'*Ic* (chargé du renseignement), en Bucovine, puis en Slovaquie-Hongrie. Enfin, en février 1945, il devient *Nationalsozialistischer Führungsoffizier* NSFO dans son régiment, et à ce titre, est chargé de l'éducation politique des soldats de son régiment[754]. Il transite alors d'expert de l'ennemi à propagandiste auprès de ses pairs, mais dans la même veine, se charge de contrer la propagande ennemie auprès de ceux-ci. A la fin de la guerre, contrairement à ses camarades, il parvient à échapper à la captivité

[752] Son biographe indique des petites variations thématiques durant la guerre, son intérêt partant des Polonais pour se déplacer vers les Ukrainiens. Voir ECKERT, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie*, *op. cit.*, 2012, p. 139.
[753] *Ibid.*, p. 143.
[754] *Ibid.*, p. 144.

soviétique[755]. G. Rhode garde donc durant toute la guerre, son statut d'intermédiaire, de traducteur et de pédagogue de l'Est, dans une optique à la fois de service à la conquête allemande et semble-t-il, au-delà d'un plan de carrière, une manière de se faire valoir dans la communauté allemande. Pour sa carrière universitaire, il puise dans les connaissances qu'il a accumulées même avant le début de ses études, et développe durant ses études, des connaissances sur une zone plus orientale que celle qui lui est familière.

Gotthold Rhode fait partie des personnes qui ont pu valoriser leurs connaissances dans l'effort de guerre, comme d'autres Allemands de l'Est, utilisés pour la traduction par la Wehrmacht. Il a cependant tenté tout au long de la guerre, de formater son expertise aux thèmes d'actualité, tels qu'ils lui paraissaient. Par les textes qu'il a laissé de son activité intellectuelle durant la guerre, on peut lire l'écho des projections rêvées par la branche ethnocentrée de l'expertise allemande sur l'Est, qui construit toutefois sa projection dans un dialogue ambigu avec les intellectuels de l'Est, notamment les Ukrainiens.

3. Au contact de l'Est : les experts à l'interface des populations des pays occupés à l'Est

Après nous être intéressé aux dimensions de projection à l'Est et sa diversité, nous allons à présent tenter les outils concrets que les experts de l'Est développent pour matérialiser cette projection et comment le contact est organisé et conçu par les membres de l'administration nazie à l'Est.

(1) Les directives pour le traitement des populations à l'Est : du travail forcé à la coopération militaire

L'envers de la politique de colonisation et de projection fut une politique de négation et d'annihilation des populations locales. Ceci s'est traduit concrètement par une série de directives, préparées par différentes autorités nazies, telle celle du Ministère pour l'alimentation et l'agriculture, du 1er juin 1941, sur le traitement des « Russes »[756]. Dans ce document, on retrouve la logique du

[755] *Ibid.*, p. 146.

[756] Document n° 37 : « Gebote für das Verhalten der Deutschen im Osten und die Behandlung der Russen vom 1.6.1941, unterzeichnet vom Staatssekretär im Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft, H. Backe », cité dans : UEBERSCHÄR, *Unternehmen Barbarossa*, *op. cit.*, 1984, pp. 380-382.

traitement particulièrement impitoyable réservé à l'Est : le moins de traces écrites possibles (pas d'industrie de dossiers : « *Keine Aktenwirtschaft* »), une communication que sous forme d'ordres, avec une solidarité systématique entre « Allemands » face aux « Russes ». Pour justifier cette attitude, à côté de la mission de colonisation, Herbert Backe (1896-1947), alors collaborateur de Hermann Göring d plan quadriennal, se réfère à la lecture « raciale » de l'histoire est-européenne, notamment à la théorie normande de la création de l'État « russe », qui « trace un fil rouge » à travers les dominations étrangères ; mongoles, polonaises, l'autocratie et enfin la domination bolchevique. Ceci prouve que les « Russes ne veulent être qu'une masse, qui est gouvernée. Et c'est ainsi que l'invasion (*Einmarsch*) allemande va agir sur eux. Car elle remplit à son tour leur vœu : 'Venez et régnez sur nous'. ». En plus de leur manque d'autonomie constitutif, les Russes ont une tendance à charmer, qui leur vient de ces années de domination brutale. Il convient donc pour les envoyés allemands de se méfier d'eux, et spécialement des femmes. Les Russes sont en effet habitués à corrompre leurs dirigeants, un héritage de Byzance. Il faut donc se méfier aussi des aides, des traducteurs et autres. D'ailleurs, « nous ne voulons pas convertir (*bekehren*) les Russes au national-socialisme, mais seulement en faire notre outils ». C'est ici une description déshumanisante explicite, qui repose toutefois sur une pseudo-connaissance des « Russes », ici couvrant tous les habitants de l'Europe de l'Est, sans différence entre les Ukrainiens, Biélorusses ou Russes. Les juifs ne sont pas mentionnés, pas même pour leur attribuer de mauvaises influences. Ainsi, Herbert Backe conclue ses directives par une dernière injonction cruelle, celle de se montrer impitoyable face à la souffrance des « Russes » car, « le Russe (*der russische Mensch*) supporte depuis des siècles la pauvreté, la faim et la frugalité. Son estomac est élastique, donc il n'y a pas de pitié mal placée à avoir [pour lui]. N'essayez pas d'appliquer des standards de vie allemands et de changer les modes de vie russes. »

On voit ici le souci de maîtriser les contacts directs entre les soldats et le personnel administratif déployé à l'Est, d'empêcher toute empathie qui pourrait résulter du contact inévitable, prolongé et surtout dans un contexte d'administration, donc hors des combats, de l'affrontement armé. En effet, ceux-ci se multiplient au fil de l'avancée à l'Est des troupes allemandes, non seulement sur le front mais aussi dans le « *Reich »*, qui exploite des millions de travailleurs forcés, hommes et femmes, dont une grande partie est enrôlée à l'Est. Les administrations nazies publient des manuels pour ses fonctionnaires, pour définir leur comportement face à ces « travailleurs de l'Est », les *Ostarbeiter*. Ces manuels cristallisent le message nazi de hiérarchie « raciale », avec une application des typologies de ces « travailleurs de l'Est », qui sont adaptées pour justifier l'emploi de ces populations. Nous allons regarder un premier manuel de 1942 qui rassemble les normes administratives qui dictent le sort de ces « travailleurs de l'Est » et des prisonniers de guerre soviétiques[757], et un deuxième de 1943, qui

[757] KUEPPERS Johannes, *Einsatzbedingungen der Ostarbeiter, sowie der sowjetrussischen Kriegsgefangenen*,

s'inscrit dans une logique plus « psychologique » comme son sous-titre l'indique[758].

Dans le premier manuel, préparé par l'administration du plan quadriennal, les auteurs s'attachent à définir la « base juridique » sur laquelle l'emploi des « travailleurs de l'Est » s'appuie, avec les différentes catégories de « travailleurs de l'Est » ainsi que les prisonniers de guerre soviétiques et les secteurs dans lesquels ils peuvent être mobilisés et enfin leurs conditions de travail (rémunération, cotisations sociales, vacances, impôts et punitions). Après avoir rappelé que le III[e] Reich servait le peuple allemand, les auteurs mentionnent encore l'expulsion accomplie des juifs du monde du travail, avant de justifier le recours aux travailleurs étrangers pour la réalisation du plan quadriennal. Parmi eux, des juifs, des Polonais et des Tziganes, qui sont soumis à un droit du travail spécial, qui a permis une intégration fluide (*reibungslos*) dans l'empire allemand. Maintenant que cet empire a conquis de vastes territoires à l'Est, où les infrastructures industrielles ont été largement détruites, il apparaît nécessaire d'employer les travailleurs sur le territoire de l'empire. Cet emploi doit néanmoins être encadré, pour prendre en compte les conditions politiques d'endoctrinement bolchevique, « impitoyablement » antinazi, qui implique des risques de sécurité. De plus, les conditions de vie à l'Est étant moins favorables à l'Est, il fallait créer un système juridique spécial, qui est donc défini en juin 1942 et synthétisé dans ce manuel[759]. Tout d'abord, les auteurs s'attachent à définir qui sont les « travailleurs de l'Est » : ce sont les travailleurs issus « des territoires à l'Est de l'empire, engagés dans l'empire ». Ce statut ne concerne pas toutes ces personnes, notamment ceux issus de l'*Ostland «* sauf la Biélorussie *»*, qui sont « culturellement sur un niveau supérieur à l'URSS »[760]. Pour les travailleurs polonais du *Generalgouvernment*, de Galicie et de la circonscription de Bialystok (sic), ce sont les normes spéciales définies pour les Polonais[761] : on applique en principe, un droit attaché à l'appartenance ethnonationale d'un individu. Le droit appliqué aux Polonais est élargi progressivement en principe, aux autres « non allemands » de ces territoires, qui correspondent donc aux frontières de la Pologne d'avant septembre 1939[762]. Ce droit spécial prévoyait y compris le retour des travailleurs en cas d'incapacité de travail. Les « travailleurs de l'Est » sont ainsi, les personnes issues de l'URSS, pour tous les non allemands, y compris les Polonais de ces territoires : « les Polonais, qui sont des travailleurs de l'Est, ne sont donc pas traités comme des Polonais mais comme des travailleurs de l'Est. », qui le deviennent en migrant vers l'Allemagne, y compris les territoires incorporés de

Berlin, 1942 (Sonderveröffentl. d. Reichsarbeitsblattes).

[758] HAAS Ludwig, *Auswahl und Einsatz der Ostarbeiter: psychologische Betrachtungen ; Leistung und Leistungssteigerung*, Neustadt/Weinstr., Haus d. Technik, Gau Westmark, 1943.

[759] KUEPPERS, *Einsatzbedingungen der Ostarbeiter, sowie der sowjetrussischen Kriegsgefangenen*, *op. cit.*, 1942, pp. 10-11.

[760] *Ibid.*, p. 18.

[761] *Ibid.*, p. 19.

[762] *Ibid.*, p. 20.

l'ancienne Tchécoslovaquie[763]. Cette migration est organisée par l'administration d'occupation, qui sélectionne, transporte et attribue leur place de travail à ces migrants, forcés donc. Les prisonniers de guerre restent eux des ennemis, même s'ils ont rendu les armes. Le manuel commence par rappeler qu'il est donc fortement interdit d'entretenir des relations avec ces personnes[764]. D'ailleurs, les prisonniers ne doivent pas pouvoir entrer en contact non plus avec les « travailleurs de l'Est »[765]. Le manuel souligne enfin explicitement que les prisonniers ne doivent pas entrer en contact avec les femmes[766]. C'est un premier manuel très pratique et qui donne une impression de maîtrise de la situation : on définit les profils, les statuts, on rappelle la menace potentielle que constituent ces personnes tout en justifiant leur mobilisation pour la mission générale du projet impérial allemand. Il contraste avec les ordres donnés sur le traitement des populations des territoires occupés.

Le second manuel est plus axé sur la compréhension ou plutôt l'appréhension de ces « travailleurs » venus de l'Est. Le sous-titre indique qu'il vise à aider à augmenter la performance de ces « travailleurs ». Ce manuel se repose sur « l'étude de l'homme russe » et sur les expériences de côtoiement de ces « travailleurs » des mois précédents, au cours des desquels « le travailleur de l'Est est devenu un terme commun dans les entreprises allemandes »[767]. Cette expérience « de la psychologie et des mœurs de l'homme russe » doit être mise à profit de ces entreprises : « la connaissance humaine (*Menschenkenntnis*) tient une place proéminente à côté de la surveillance du mérite et de la performance »[768]. L'auteur explique avoir fait l'expérience d'une disponibilité favorable de ces personnes recrutées à l'Est, pour venir travailler en Allemagne, où ils espèrent avoir de meilleures conditions de vie et de travail. L'employeur « allemand » doit donc à la fois mettre à profit cet enthousiasme et garder à l'esprit l'animosité de ces « travailleurs » du fait de la guerre, ou du moins de la distance dans son contact avec eux[769]. Ce manuel se propose de le guider dans cette démarche, grâce à des outils de la psychologie, adaptés au temps de guerre. L'auteur prévient néanmoins que ces outils ne garantissent pas une efficacité absolue, qu'il faudra les corriger en fonction de la pratique[770]. Ce manuel s'inscrit dans une lecture raciale de ces « travailleurs », mais s'aménage quelques marges d'erreur. Il commence par décrire les différentes étapes de recrutement, à l'Est, puis après l'arrivée en Allemagne. Le recrutement s'opère sur une combinaison de critères des compétences et d'appartenance ethnique[771]. S'ajoutent ensuite une évaluation individuelle de ces compétences. Pour

[763] *Ibid.*, p. 20.
[764] *Ibid.*, p. 89.
[765] *Ibid.*, p. 92.
[766] *Ibid.*, p. 93.
[767] HAAS Ludwig, *Auswahl und Einsatz der Ostarbeiter…op. cit.*, 1943, p. 6.
[768] *Ibid.*, p. 8.
[769] *Ibid.*, p. 9.
[770] *Ibid.*, p. 10.
[771] *Ibid.*, p. 11.

cela, l'auteur mobilise des informations qui ne sont pas typiquement des informations déductibles de la presse, ou des expertises sur l'Est. Ce sont des connaissances sur l'organisation administrative interne à l'URSS, du système scolaire et du monde du travail. En effet, pour l'auteur, pour comprendre la qualification des travailleurs soviétiques, il faut comprendre le système scolaire soviétique et la grille des qualifications dans les entreprises soviétiques, les catégories d'ouvrier qualifié, spécialisé etc.[772]. Lorsque les travailleurs ne disposent pas d'expérience professionnelle, il faut alors établir leur profil comportemental : sont-ils rapides, précis ? Sont-ils prêts à fournir un effort physique ?[773]

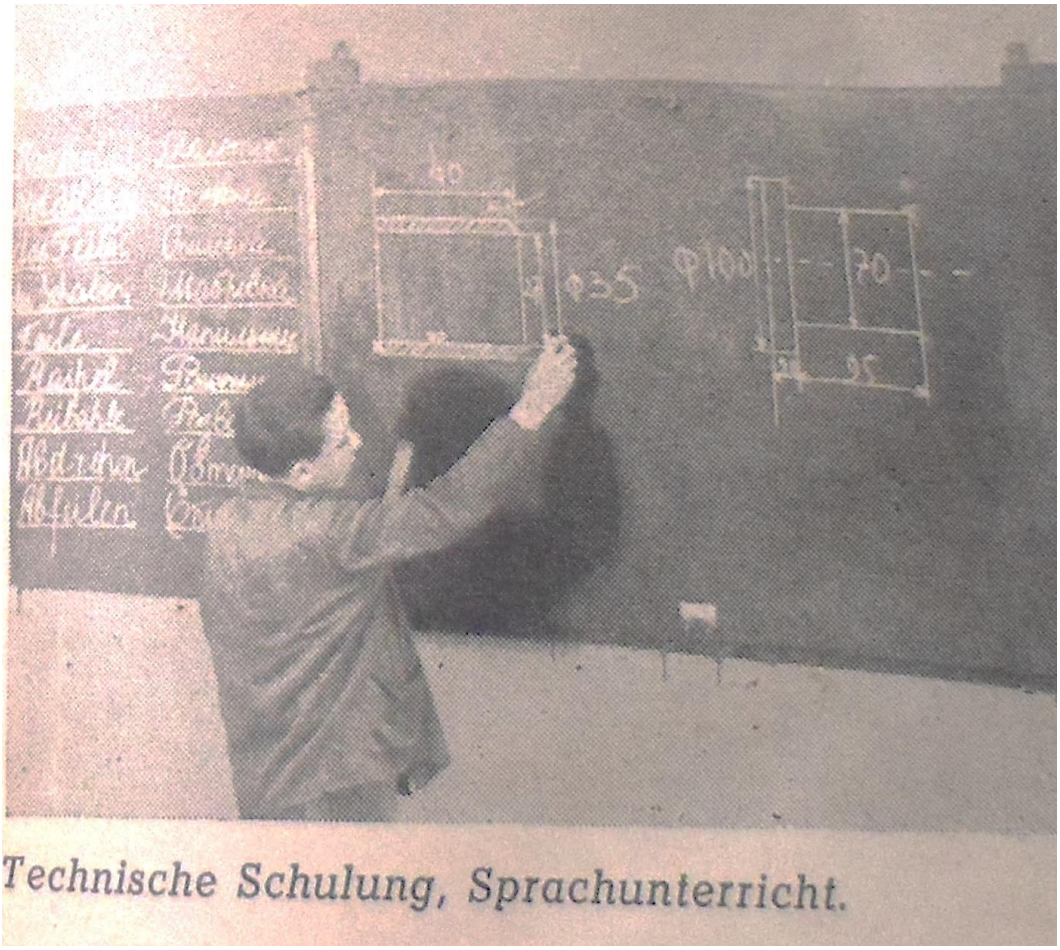


Figure 20: Formation technique et cours de langue des travailleurs de l'Est[774]

Après ces informations pratiques, viennent des questionnements plus « culturels » :

> « Il y aura bien l'un ou l'autre travailleur allemand, maître ou employeur qui objectera 'pourquoi devons-nous nous intéresser à l'homme russe ?' Cette problématique est extrêmement importante, du fait qu'une certaine connaissance des mœurs des travailleurs de l'Est facilite significativement son traitement, son emploi ainsi que

[772] *Ibid.*, p. 18.
[773] *Ibid.*, p. 22.
[774] HAAS, *Auswahl und Einsatz der Ostarbeiter*, *op. cit.*, 1943, p. 25.

> l'évaluation de son comportement. Il faut donc souligner à nouveau, que la connaissance humaine est une condition du succès du travail avec les travailleurs de l'Est ! »[775]

L'auteur procède ensuite à un résumé des principales « caractéristiques » du « peuple russe », déterminées par « le passé historique, la situation géographique ainsi que les conditions sociales et matérielles de l'existence ». Les Russes sont pour l'auteur, caractérisés par un faible sentiment national, lié aux distances importantes qui les séparent au sein du pays, et d'autre part, comme résultat de la propagande internationaliste « bolchevicko-juive ». Il en découle un manque d'exigence, de la patience et une « constante insatisfaction de la vie » mais aussi de l'hospitalité, la tendance à faire confiance et « l'amour de la liberté »[776]. Ces stéréotypes ne sont pas spécifiquement nazis et contrastent avec l'autre caractérisation, plus commune dans le discours nazi, de la passivité et faiblesse des Russes, qui « souvent se soumettent volontairement »[777]. À la suite de cette caractérisation générale, vient une typologie, avec photos à l'appui des « bons » travailleurs/travailleuses, notamment les Ukrainiennes, les « simulateurs », les idiots etc. L'auteur présente le cas particulier des « bespresorni » (*bezprizorni*), les enfants orphelins, avec les dangers et les atouts qu'ils présentent : insoumis mais entreprenants, qu'il conseille de mettre dans des positions dirigeantes[778]. L'auteur agrémente enfin son manuel de conseils pratiques pour occuper ces « travailleurs » dans leur temps libre, notamment par l'autorisation de créer des chorales, des groupes de théâtre ou de laisser pratiquer l'artisanat de la sculpture sur bois ou le découpage/collage de papiers colorés[779]. Le manuel termine par l'ultime conseil de « rationalisation » des ressources, en indiquant les portions alimentaires que ces « travailleurs de l'Est » peuvent obtenir, en proportion de leur efficacité, estimée à 1/3 de l'efficacité d'un « Allemand », ils ont droit à 1/3 d'une portion « allemande ». C'est ainsi un texte qui mélange les registres folklores et « raciaux » pour traiter de l'encadrement des « travailleurs » de l'Est, alliant des stéréotypes anciens sur l'Est européen et plus particulièrement les Russes, avec des idées plus contemporaines. Ces deux manuels illustrent la diversité et l'ambiguïté des discours administratifs sur l'Est, en réaction à la confrontation directe avec celui-ci. Ici, l'altérité est toujours maintenue, cultivée mais la dimension de l'inconnu et de l'incompréhensible n'est plus

---

[775] « Es wird wohl der eine oder andere deutsche Arbeiter, Meister oder Einsteller den Einwand machen „was kümmert uns der russische Mensch?" Diese Fragestellung ist heute äuβerst wichtig, da eine gewisse Kenntnis der Lebensgewohnheiten der Ostarbeiter wesentliche Erleichterung bei seiner Behandlung, seinem Einsatz sowie bei der Beurteilung seiner Handlungsweise verschafft. Es muβ also nochmals betont werden, daβ für den Erfolg der Arbeit mit dem Ostarbeiter Menschenkenntnis Voraussetzung ist! » Ludwig Haas, *Auswahl und Einsatz der Ostarbeiter*, *op. cit*., p. 38.
[776] *Ibid.*, p. 39.
[777] *Ibid.*, p. 63.
[778] *Ibid.*, p. 41.
[779] *Ibid.*, p. 62.

d'actualité, dans le discours de l'expert, même si elle reste attendue des usagers des manuels. Elle doit être soulignée, explicitée pour justifier l'exploitation.

À côté de la mobilisation forcée de ces « travailleurs », un autre segment de « coopération », et plus problématique du point de vue de la sécurité, pour une partie des dirigeants nazis, fut la question de la mobilisation militaire à l'Est. L'administration allemande engagea des « volontaires », d'une part pour soutenir leur administration sur place, dans des forces de police notamment. Pour les interventions militaires hors de ces anciens pays baltiques, désormais intégrés dans l'*Ostland*, Hitler et Himmler s'opposent dans un premier temps à « partager leur conquête », tant avec leurs alliés italiens et hongrois qu'avec ces « volontaires » des pays occupés[780]. C'est après la défaite de Stalingrad en février 1943, les difficultés sur le front Est, les tenants d'une politique « d'intégration » parviennent à convaincre les dirigeants du III^e^ Reich et de son armée, de mobiliser des troupes dans les territoires occupés européens. Avec des particularités locales, liées aux relations complexes avec l'URSS jusqu'en 1939, les rapports de force politiques dans ces pays et à la violence de l'occupation soviétique d'octobre 1939-mai 1940, les nazis parviennent à mobiliser plus d'un million d'hommes[781] dont une partie participa aux combats contre l'armée rouge jusqu'à la défense de Berlin[782].

La guerre du III^e^ Reich à l'Est s'est mutée entre 1941 et 1945 en une superposition de violences extrêmes : le massacre de plus en plus systématique de pans entiers de la population, ciblée par la politique raciste antisémite nazie, l'abandon à une mort lente par la faim et la maladie de millions de prisonniers de guerre soviétique, la guerre brutale contre les partisans soviétiques à l'Est. Cette violence s'ajoutait à celle de l'URSS[783]. Dans le même temps, une partie de la population d'Europe de l'Est rejoint « l'effort de guerre » nazi, à travers diverses structures militaires, jouissant d'une autonomie variée. Cette alliance s'accroît avec le recul du front nazi à l'Est. Les premières structures militaires construites sur le territoire occupé de l'URSS furent les structures « cosaques », puis des structures plus largement constituées de citoyens soviétiques, sous la direction de Bronislaw Vladislavovitch Kaminski (Бронислав Владиславович Каминский, 1899-1944), puis l'armée nationale russe de libération (Русская Освободительная Народная Армия, ou РОНА), dirigée par Andreï Andreïevitch Vlassov (Андрей Андреевич Власов, 1900-1946). À côté des Russes, ou plutôt des individus identifiés comme tels, venant d'URSS, une partie de l'émigration russe blanche, qui s'était réfugiée et était restée en Allemagne depuis la fin de la guerre civile, se joint à l'armée nazie, tout en s'efforçant de ne pas être intégrés à ces troupes russes soviétiques. Ces « volontaires » sont dirigés notamment par Boris Alexeïevitch Smyslovski (Борис Алексеевич Смысловский, 1897-1988). C'est

[780] MÜLLER, *An der Seite der Wehrmacht*, *op. cit.*, 2007, p. 14.
[781] *Ibid.*, p. 242.
[782] *Ibid.*, p. 172.
[783] SNYDER, *Bloodlands*, *op. cit.*, 2010.

donc une position délicate pour ces hommes, pris en tenailles entre la répression soviétique stalinienne, les mouroirs nazis et enfin les orientations politiques portées par ces différents militaires. La brigade Kaminski s'est plutôt caractérisée par une pratique de mercenariat, après une phase d'administration d'un territoire, autour de la ville de Lokot : la République de Lokot (Republik Lokot, Локотская Республика, 1941-1943), au sud de Briansk, à mi-chemin entre Voronej et Minsk ; ses hommes rescapés, sont envoyés sur différents théâtres d'affrontement, notamment l'insurrection de Varsovie de 1944. Vlassov s'est plutôt caractérisé par la tentative d'instaurer une certaine distance entre ses objectifs et ceux des nazis, notamment sur la question de l'antisémitisme. Il partageait avec Smyslovski l'ambition de reconstruire une Russie non soviétique. Ce dernier revendiquait toutefois la restauration d'un empire russe. Ces groupes armés entretiennent une relation complexe à leurs interlocuteurs nazis, qui renâclent à leur reconnaître une existence officielle. En effet, si la participation aux opérations militaires de personnes issues des territoires occupés à l'Est avait déjà cours dès 1942, le rassemblement de celles-ci au sein d'une unité identifiable s'est faite au prix de longues tergiversations et non sans reculs[784]. C'est donc dans cet espace entre planification, luttes politiques, et mise en pratique des projets, en contact avec les populations locales que les experts agissent et mettent en avant leurs connaissances et leurs contacts pour ancrer leur travail, qui prend parfois la forme d'une reconnaissance des aspirations nationales. Ainsi, l'instrument de la reconnaissance nationale connu un éventail de pratiques : allant d'une logique coloniale « classique » de division[785]. Dans le même temps, on retrouve des experts qui tentent de pratiquer une reconnaissance plus extensive, tandis que d'autres encore restent dans une lecture strictement germano-centrée tout en utilisant des sources issues des pillages à l'Est, comme c'est le cas dans l'Institut pour le travail allemand à l'Est (IDO).

[784] MÜLLER, *Hitlers Ostkrieg und die deutsche Siedlungspolitik*, *op. cit.*, 1991, pp. 212-216.
[785] SCHALLER, *Der Nationalsozialismus und die slawische Welt*, *op. cit.*, 2002, p. 235.

(2) Un expert SS à l'écoute : le parcours de Fritz Arlt, expert de l'Est au service de la colonisation allemande de l'Est

Fritz Arlt (1912-2004) s'inscrit dans la conception d'un usage instrumental des connaissances de l'Est pour asseoir la politique d'expansion allemande. Sa particularité réside dans le contact parfois intime, semble-t-il, qu'il instaure avec ses interlocuteurs : des intellectuels polonais et ukrainiens notamment. C'est un expert qui travaille directement dans l'administration des territoires occupés et qui participe aux opérations militaires sur le front, aux côtés de soldats ukrainiens à la fin de la guerre. Selon les indications qu'il donne dans ses mémoires[786], Fritz Arlt a grandi « à l'ouest de l'Oder », et a eu des sensibilités nationales-socialistes dès 1932, lors de ses études d'anthropologie et de sociologie à Leipzig. Il s'est lancé ensuite dans une carrière au service de la politique nationale-socialiste de gestion de la population et est devenu en 1934, le directeur de l'administration locale pour la politique démographique et raciale[787] tout en poursuivant sa carrière académique avec une thèse sur la psychologie raciale[788]. En 1936, il intègre l'administration régionale pour la politique raciale et démographique[789] à Breslau, où il est chargé de l'étude « sociobiologique » des Silésiens dans « leur fonction de pont entre l'Est et l'Ouest ». En 1938, il prend des fonctions d'enseignement à l'Université de Breslau, avant de partir pour le front en Pologne en 1939[790]. Là, à partir d'octobre 1939, il est chargé de prendre contact avec des représentants des communautés juive, polonaise et ukrainienne pour mettre en place un système d'assistance sociale, en remplacement de l'aide sociale apportée par le gouvernement polonais. F. Arlt propose un système d'aide assumé par les communautés elles-mêmes, visant à leur faire porter le poids financier notamment par l'aide extérieure[791]. Ainsi, il soumet son plan « *Bevölkerungswesen und Fürsorge* (Affaires de population et prévoyance) » à l'administration d'occupation qui s'installe. Ce projet s'inscrit dans la logique de segmentation de la société polonaise au service de l'entreprise coloniale nazie, appliquée à différents degrés dans les districts de

[786] ARLT, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik*, *op. cit.*, 1995. ici p. 143 et suivantes. Cet ouvrage a été publié par une maison d'édition qui a publié divers ouvrages révisionnistes, dirigée par Otto Weidinger, ancien SS.
[787] *Leiter des Kreisesamtes für Rassens- und Bevölkerungspolitik.*
[788] ARLT Fritz, *Die Frauen der altisländischen Bauernsagen und die Frauen der vorexilischen Bücher des Alten Testaments, verglichen nach ihren Handlungswerten, ihrer Bewertung, ihrer Erscheinungsweise, ihrer Behandlung: ein Beitrag zur Rassenpsychologie*, Leipzig, Jordan & Gramberg, 1936.
[789] *Gauamt für Rassen- und Bevölkerungspolitik*
[790] Selon les mémoires d'un universitaire polonais qui l'a fréquenté durant la guerre, il aurait déjà été engagé dans l'incorporation des Sudètes en 1938. Voir STOŁYHWO Kazimierz, *W niewoli u NSDAP: zestawienie biograficzne w okresie od1.IV.1939-18.I.1945*, Cracovie, F. Trzeciecki, 1946, p. 6.
[791] Une idée qui avait déjà été testée lors de l'Anschluss et les politiques raciales qui avaient suivi à Vienne, notamment. Voir GÖTZ ALY, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, *op. cit.*, 2004.

l'occupation allemande[792].

On a à faire ici à un cas assez typique de la position à double tranchant de ces « experts » de l'Est dans le système national-socialiste ; qui d'un côté pouvaient se prévaloir d'une connaissance linguistique des peuples dont les territoires étaient occupés[793], mais qui semblent avoir eu des difficultés à déployer ces connaissances autant qu'ils le souhaitaient, non pas forcément dans un esprit de rapprochement. Fritz Arlt affirme avoir été marginalisé pour ses idées[794], sur l'Est notamment et a pu utiliser cette (relative) marginalité pour se réhabiliter après 1945. Non pas que ses idées ne s'intégraient pas dans les canons de l'idéologie raciste nationale-socialiste, mais ses propositions de cohabitation et d'instrumentalisation ne correspondaient pas aux projets en cristallisation de remplacer les populations locales par des colons allemands et donc la préoccupation montante de refouler les populations locales, tels que progressivement développés dans le *Generalplan Ost*[795]. Ainsi, lorsqu'il est chargé en 1944 de diriger une troupe de volontaires orientaux, il demande à obtenir le soutien pour assurer la reconnaissance de l'autonomie et de l'autodétermination des nations dans leur pays[796] et de pouvoir restructurer selon des critères nationaux les unités « mixtes » jusqu'à présent. Durant sa carrière, il a ainsi occupé à nombreuses reprises des positions d'expert au service d'une administration[797], légitimé par sa connaissance des Polonais, des Ukrainiens notamment. Dans les

[792] Pour le district de Lublin, voir INGRAO, *La promesse de l'Est*, *op. cit.*, 2016, p. 336.
[793] Il la revendique à plusieurs reprises dans l'ouvrage cité et K. Stołyhwo le confirme dans ses mémoires, STOŁYHWO, *W niewoli u NSDAP*, *op. cit.*, 1946, p. 46.
[794] Il utilise cet argument à de nombreuses reprises dans sa correspondance avec G. Aly et dans ses « mémoires ». Par exemple, lorsqu'on lui attribue la mission d'organiser l'intégration des volontaires orientaux : il déclare : « Arlt [il parle de lui à la troisième personne, sans doute pour donner un ton plus neutre à ses « mémoires »] était surpris de l'ordre reçu, et attire l'attention sur sa discrimination répétée du fait de sa conception des peuples de l'Est, sur l'interdiction du RFSS de porter l'insigne de la résistance ukrainienne, sur son écartement de ses fonctions à Cracovie, Katowice, entre autres du fait de sa polonophilie, son ukrainophilie et son philosémitisme. (…) L'ordre lui était donné du fait de la confiance dont il jouissait auprès des Ukrainiens et des contacts qu'il entretenait avec leurs groupes de résistance. » Version originale : « Arlt war verwundert über das Kommando, wies auf seine wiederholten Diskriminierungen wegen seiner Einstellung zu den Ostvölkern hin, auf das Verbot des RFSS, die Auszeichnung der ukrainischen Widerstandsbewegung zu tragen, auf seine Entfernung aus den Funktionen in Krakau und Kattowitz, u.a. wegen Polono-, Ukraino-, Judaeophilität. (…) Das Kommanda erfolge wegen der Werschätzung Arlts bei den Ukrainern und wegen der bekannten Verbindung zu den Widerstandsgruppen. »
[795] Nous reviendrons bien entendu sur cette planification adaptative NS de l'invasion de l'Europe de l'Est. Les ouvrages de référence en la matière ; MADAJCZYK Czesław, *Generalna Gubernia w planach hitlerowskich: studia*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1961 ; MADAJCZYK Czesław, BIERNACKI Stanisław et MEISSNER Blanka (dir.), *Generalny plan wschodni: zbiór dokumentów*, Varsovie, GKBZHwP-IPN : IH PAN, 1990 ; MÜLLER Rolf-Dieter, *Der Feind steht im Osten: Hitlers geheime Pläne für einen Krieg gegen die Sowjetunion im Jahr 1939*, Berlin, Links, 2011.
[796] « Versicherung der Anerkennung der Autonomie und Selbstbestimmung der Nationen in ihrer Heimat » p. 105.
[797] C'est ainsi qu'il décrit notamment sa mission dans l'Institut central pour la recherche locale en Haute Silésie : « responsable pour la politique völkisch et la formation » in ARLT, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik*, *op. cit.*, 1995, p. 75.

textes[798] qu'il publie dans le cadre de ses activités administratives des territoires occupés, où il est, entre autres, chargé de produire des textes à visée pédagogique sur les rapports entre les « races » pour ses compatriotes, portent une conception très essentialisante des Polonais et des juifs – qu'il sépare des autres Polonais, et des Ukrainiens de Pologne. Le ton est très paternel, pas aussi agressif que dans d'autres textes contemporains de ce type. Les idées n'en restent pas moins très brutales : les étrangers ne sont pas meilleurs ou pires ; ils sont fondamentalement « différents »[799].

Il introduit ce texte par :

> « Une des conclusions fondamentales les plus essentielles à laquelle est arrivée l'étude historique nationale-socialiste, est l'inégalité des Hommes et des peuples, non pas dans le sens d'une supériorité ou d'une infériorité, mais dans l'observation de leur différence fondamentale du point de vue de leur essence, leur caractère, leur manière d'être et leur potentiel productif. »
> (…)
> « Ce texte veut fournir une compréhension de la population sous le point de vue de la science du peuple à l'Homme allemand travaillant ici, qu'il rencontre au quotidien dans la rue, dans le train/tram ou dans son domaine d'affaire, et lui donner des réponses sur une multitude de question de politique *völkisch*, auxquelles il est confronté lors de ses rencontres avec des Polonais, des Ukrainiens et des juifs et enfin et surtout pour lui apporter des éclaircissements sur nos frères et sœurs qui viennent ici s'installer comme agriculteur ou artisan. »[800]

Il reprend la critique courante parmi les experts de la Pologne, de la « folie des grandeurs polonaises », pour discréditer l'existence de l'État polonais :

> « Cette idéologie polonaise est en fait le produit de la folie des grandeurs polonaises qui s'est réalisé historiquement, c'est la soi-disant idée jagiellonienne de la grandeur

[798] ARLT Fritz, *Übersicht über die Bevölkerungsverhältnisse im Generalgouvernement*, Cracovie, s.n., 1940 (Volkspolitischer Informationsdienst der Regierung des Generalgouvernements, Innere Verwaltung, Bevölkerungswesenund Fürsorge) ; ARLT Fritz, *Siedlung und Landwirtschaft in den eingegliederten Gebieten Oberschlesiens*, Berlin, Dt. Landbuchh. Sohnrey, 1942 (Die wirtschaftlichen Entwicklungsmöglichkeiten in den eingegliederten Ostgebieten des Deutschen Reiches. - Berlin : Volk & Reich, 1941 10) ; ARLT Fritz, *Erb -und Rassefragen im Spiegel des Schrifttums*, [S.l, s.n, 1940 ; *Rasse, Volk, Erbgut in Schlesien / Hrsg. v. Fritz Arlt ; Egon Frh. von Eickstedt [u. a.]*, Breslau, Priebatsch['s Buchh.], s. d.

[799] ARLT, *Übersicht über die Bevölkerungsverhältnisse im Generalgouvernement*, *op. cit.*, 1940.

[800] « Zu den wesentlichsten Grunderkenntnissen nationalsozialistischer Geschichtsbetrachtung gehört die Erkenntnis von der Ungleichheit der Menschen und der Völker, nicht im Sinne einer Höher oder Niederwertung, sondern in der Erkenntnis ihrer grundsätzlichen Andersartigkeit in Hinsicht auf ihr Wesen, ihren Charakter, ihre Art und ihr Leistungsvermögen. », *Ibid.*, p. 1.
« Die Schrift will dem hier arbeitenden deutschen Menschen unter volkspolitischen Gesichtspunkten ein Verständnis der Bevölkerung, mit der er tagtäglich auf der Straße, in der Bahn oder in seinem Geschäftsbereich zusammenkommt, vermitteln und Antwort geben auf die Unzahl von volkspolitischen Fragen, die ihm entgegentreten bei der Begegnung mit Polen, Ukrainern und Juden, und nicht zuletzt auch Aufschluß geben über unsere Brüder und Schwestern, die hier als Bauern und als Handwerker siedeln. », *Ibid.*

> de l'État polonais. Elle s'inscrit dans l'héritage du succès momentané des revendications territoriales démesurées polonaises à l'époque jagiellonienne et a été annoncée/présagée, surtout après la division en trois de la Pologne en 1772, 1793 et 1795, par tous les hommes politiques, les penseurs et les poètes polonais. »[801]

Il justifie ainsi l'interdiction d'utiliser le terme de Pologne, et l'obligation de n'utiliser que le terme de *Generalgouvernement* pour éviter « toute identification à cette folie des grandeurs. » Il poursuit en expliquant que la Pologne n'avait que pour seule légitimité de constituer un rempart à l'Allemagne et c'est ainsi que les puissances occidentales ont arraché (*herausgerissen*) les membres du corps national lituanien, allemand, ukrainien et russe. L'État polonais s'est aussi discrédité par ses pratiques oppressives envers ses minorités ; il cite à cet effet les politiques menées contre les écoles en langues autre que le polonais ainsi que le rôle de l'église catholique dans la politique de polonisation des minorités. Fritz Arlt fait le portrait d'un peuple ukrainien relativement homogène, en tous cas, il est en voie d'homogénéisation ethnique. Il offre à l'occasion de « l'analyse » des Ukrainiens toute la flexibilité dont pouvait faire preuve le cadre idéologique NS. Les Ukrainiens seraient donc les descendants des « Rusj » qui se sont émancipés et par cette émancipation ont choisi leur propre nom. Il conviendrait de bien différencier les Ukrainiens, pour Fritz Arlt, surtout des Polonais et des Russes, car si les premiers ont été polonisés (il ne parle pas de la russification), ils sont en voie de « réukrainisation » (*Reukrainisierung*). Il poursuit en dessinant les contours des zones ukrainiennes (le *Lemkenland*, le *Sangebiet*, le *Cholmerland* et *Podlachien*) et décrit les richesses du sous-sol[802]. On est ici dans la vision classique des peuples slave généralement impurs, ici on ne mentionne même plus la « contamination » par les juifs, car elle n'est plus vraiment à établir. Il poursuit en déclinant les influences : on retrouverait des éléments « *dinarisch, ostisch* » au sud et dans le nord : « *ostisch-baltisch »* et à l'est ; des éléments « *armenoid »* et « *mongolisch »*. En somme, on retrouve des influences venues des Alpes et de l'Asie centrale. Puis il ajoute :

> « La structure raciale du groupe ethnique ukrainien est par ailleurs déterminée par la structure raciale des groupes ethniques frontaliers, entre lesquels et le groupe ethnique ukrainien on peut constater des échanges biologiques. »
> (…)
> « Dans l'ensemble le groupe ethnique ukrainien montre donc les mêmes signes d'un mélange racial disparate, comme nous devions le constater pour l'ensemble de la population du *Generalgouvernement*, toutefois à travers son mouvement d'émancipation, le groupe ethnique ukrainien a entamé un processus de

[801]« Diese polnische Ideologie ist so recht eine Ausgeburt des polnischen historisch gewordenen Größenwahnes, es ist die sogn. Jagiellonische Idee von der Größe des polnischen Staates. Sie schließt sich an einen Augenblickserfolg polnischer Großraumansprüche in der Jagiellonenzeit an und ist in der Folgezeit, vor allem nach der Dreiteilung Polen 1772, 1793 u. 1795 von allen polnischen Politikern, Denkern und Dichtern verkündet worden. », *Ibid.*, p. 4.
[802] *Ibid.*, p. 46.

> germanisation au cours des cent dernières années, qui a mené à une certaine typologisation. »[803]

On a donc ici une présentation transparente de la fonction de ces théories raciales protéiformes, l'émancipation d'un peuple devient synonyme de germanisation biologique, qui apporte une cohérence, toujours biologique, par le métissage. Il précise ensuite en disant qu'on ne peut pas parler d'une race ukrainienne car les Ukrainiens sont nés d'une aspiration politique et non pas raciale. Mais leurs efforts pourront mener à la différenciation des Ukrainiens vis-à-vis des autres peuples d'un point de vue racial toujours. En cela, il entre en contradiction avec le texte d'Axel Schmidt de 1939 sur l'Ukraine, qui lui souligne « l'étanchéité raciale » des Ukrainiens. On retrouve cette « diversité » relative sur la question de la « pureté raciale » du peuple ukrainien dans un manuel sur l'Ukraine publié en 1941[804], qui rassemble plusieurs contributions d'intellectuels ukrainiens, en allemand. Dans la contribution du professeur Volodymyr Kubiïovych, « de Cracovie », sur « l'image géographie et la population de l'Ukraine »[805] qui introduit le manuel, on trouve la déclaration suivante :

> « Ainsi, les Ukrainiens ne sont pas un peuple racialement unifié, mais montrent cependant dans leur écrasante majorité de telles caractéristiques raciales se recoupant significativement, que le type racial ukrainien est facilement différenciable et est perçu et conservé par les Ukrainiens eux-mêmes comme tel »[806]

Un peu plus loin dans cet ouvrage, on trouve dans la contribution d'Ivan Mìrčuk sur les caractéristiques spirituelles du peuple ukrainien »[807], une définition plus biologique de cette « unité raciale » ukrainienne :

> « Dans le sens ethno-national le peuple n'est cependant considéré comme une unité vivante biologique organique, n'est perçu comme une communauté de nature que ce

[803] « Die rassische Struktur der ukrainischen Volksgruppe ist des weiteren bedingt durch die rassische Struktur der angrenzenden Volksgruppen, zwischen denen und der ukrainischen Volksgruppe ein biologischer Austausch festzustellen ist. » « Im gesamten zeigt also die ukrainische Volksgruppe im Generalgouvernement dasselbe Bild einer bunten Rassenmischung, wie wir es bei der Gesamtbevölkerung des Generalgouvernements feststellen mußten, wobei allerdings durch die Emanzipationsbewegung der ukrainischen Volksgruppe in den letzten hundert Jahren ein Germanisierungsprozeß eingetreten ist, der in der bezeichneten Weise zu einer gewissen Typisierung geführt hat. » *Ibid.,* pp. 46-47.

[804] MÌRČUK Ìvan (dir.), *Handbuch der Ukraine*, Leipzig, O. Harrassowitz, 1941.

[805] KUBIJOVYČ Volodymyr, « Das geographische Bild und die Bevölkerung der Ukraine », in: MÌRČUK Ìvan (dir.), *Handbuch der Ukraine*, Leipzig, O. Harrassowitz, 1941, pp. 1-30.

[806] « Die Ukrainer sind daher kein rasseneinheitlichens Volk, weisen jedoch in ihrer überwiegende Mehrheit so viele bezeichnende übereinstimmende Rassenmerkmale auf, daß der ukrainische Rassentyp leicht zu unterscheiden ist und als nationaler Typus von den Ukrainern selbst empfunden und aufrechterhalten wird. » cité dans *Ibid.*, p. 21.

[807] MÌRČUK Ìvan, « Die geistigen Merkmale des ukrainischen Volkes », in: MÌRČUK Ìvan (dir.), *Handbuch der Ukraine*, Leipzig, O. Harrassowitz, 1941, pp. 74-83.

> n'est pas seulement le sol mais aussi le sang qui en forment les éléments constitutifs. Dans cette relation, le peuple ukrainien montre une très grande solidité, qui est cependant complètement inconsciente, et ne se laisse expliquer que par une pulsion interne, par pur instinct. Ce n'est pas seulement contre les éléments étrangers par nature mais aussi envers les autres peuples slaves, contre ses voisins immédiats que le simple peuple se comporte profondément par le rejet. »[808]

Et un peu plus bas, il revient plus explicitement sur l'antisémitisme supposé inhérent au peuple ukrainien :

> « Dans ce contexte, il faut souligner spécialement, que la question juive ne se pose plus aujourd'hui dans la société ukrainienne, du moins dans le sens racial. (…) Le rejet contre la race juive est justifié purement par l'instinct et se repose sur une vielle tradition séculaire. Elle n'est pas propre au simple peuple mais appartient aux traits communs des cercles de l'élite intellectuelle, qui émergeant du peuple, en a gardé les schémas de pensée. »[809]

Le régime nazi à travers ses différentes institutions d'expertise de l'Est produit finalement des discours qui gardent leurs nuances, même dans ce format de manuel, se posant en référence des savoirs en circulation. On a ici un effort de transposition et de traduction de la pensée ukrainienne, nationaliste, dans le contexte nazi et d'expansion militaire à l'Est, notamment en Ukraine, dans le résultat duquel, les experts « du terrain » peuvent puiser leurs sources. Arlt dans ses textes de 1940 sur l'Ukraine fait référence aux travaux tant allemands de Georg Cleinow, Paul Rohrbach ou encore Kurt Lück, mais aussi à ceux de Kubiïovych et mobilise le discours d'une partie de ces auteurs ukrainiens qui lui sont familiers. Il mentionne la faible attirance des Ukrainiens pour la Russie ainsi que la politique anti-élite des Polonais contre les Ukrainiens, qui a empêché ces derniers de faire émerger une bourgeoisie et une élite intellectuelle, avant de présenter l'importance des Églises dans les processus d'émancipation et de domination des puissances voisines. Il s'engage dans un rappel rapide de l'histoire ukrainienne en suivant les canons nationalistes, en partant de l'Ukraine kiévienne, son

---

[808] « Im völkischen Sinne wird aber das Volk als eine organische biologische Lebenseinheit, als eine Naturgemeinschaft nur dann aufgefaßt, wenn für es nicht nur der Boden, sondern auch das Blut konstitutive Elemente sind. In dieser Beziehung zeigt das ukrainische Volk eine sehr große Festigkeit, welche aber ganz unbewußt ist und sich nur rein instinktiv, aus innerem Drange heraus klären läßt. Nicht nur gegen artfremde Elemente, sondern auch gegen Mitglieder anderer slawischer Völker, gegen seine unmittelbaren Nachbarn verhält sich das einfache Volk durchaus ablehnend. » cité dans *Ibid.*, p. 76.

[809] « In diesem Zusammenhange muß besonders betont werden, daß die Judenfrage in rassischem Sinne für die ukrainische Gesellschaft mindestens bis heute gar nicht besteht. (...) Die Abneigung gegen die jüdische Rasse ist rein instinktmäßig begründet und stützt sich auf eine alte, jahrhundertlange Tradition. Sie ist nicht allein dem einfachen Volke eigen, sondern gehört auch zum Gemeinzug der intelligenten Kreise, welche dem Volke entsprossen, auch seine ganze Denkweise beibehalten haben. » cité dans *Ibid.*, pp. 76-77.

déplacement vers l'Ouest sous la pression tatare, puis l'intégration de force à la Pologne, puis à la Russie. Il n'y a que sous l'Autriche que le mouvement national put se développer. Il présente ensuite les principales organisations politiques ukrainiennes nationalistes (OUN, FNJ, UNDO). Il illustre enfin son propos par des photos de Gottong ; un collaborateur de l'IDO. (p. 52). En 1940, Fritz Arlt prend contact avec l'administration Canaris[810], où peut faire valoir ses connaissances du pays et où il retrouve des camarades du Boberhaus[811]. Là, il intègre rapidement l'administration civile, où il participe à la réorganisation du système de redistribution sociale, pour l'adapter à la vision NS et intégrer des critères raciaux. En 1940 il devient le chef du personnel du chargé de la consolidation de la germanité[812] avant de contribuer en 1941 à l'Institut central pour la recherche locale sur la Silésie (*Zentralinstitut für Oberschlesische Landesforschung*). Là, il participe notamment à l'organisation du « rapatriement » Allemands venus de la « zone d'influence soviétique » à l'Est de la démarcation fixée dans l'accord Ribbentrop-Molotov. Ainsi son service et son expertise semblent s'être concentrés dans un premier temps sur les zones de conflit entre l'Allemagne et la Pologne. Mais par la force des choses, l'évolution territoriale du conflit, il s'intéresse à d'autres aspects des questions nationales de la région, notamment la question ukrainienne[813], à laquelle il consacre plusieurs études. En 1943, il est progressivement écarté des fonctions qu'il occupe en Silésie, avant d'intégrer une formation militaire en mai 1943 et en août 1943, la division « Das Reich » à l'ouest du Dniepr. Il est blessé en février 1944 à Jampol et passe quelques temps à l'hôpital sur le front.

En juin 1944, il retourne à Berlin et reprend contact avec Otto von Wächter qui lui fait part de ses difficultés qu'il rencontre avec l'organisation des troupes ukrainiennes, aussi vis-à-vis des autres autorités allemandes. Il rencontre également le dirigeant du Comité ukrainien d'assistance Volodymyr Kubiïovych (Kubijowitsch en allemand, 1900-1985) [814]. Il est ensuite chargé par le SSHA de reformer et diriger une unité de volontaires orientaux dans les combats contre l'URSS[815]. Finalement, il est fait

[810] Du nom de l'amiral Canaris, centre de contre-espionnage de la Wehrmacht.

[811] Une sorte de centre de formation pour la jeunesse (*Volksbildungshaus*) de Silésie, qui se spécialisait plutôt dans l'organisation d'excursions en Europe de l'Est et du Sud-Est, sous le modèle du scoutisme allemand (*Freischar*), qui était l'héritier d'un mouvement né dans la foulée de l'industrialisation du siècle précédent et qui glorifiait un retour à la nature, par les randonnées et qui eu ses déclinaisons dans tous les bords politiques, de gauche à droite, jusque dans les extrêmes. Cette maison a accueilli plusieurs membres de ce qui a été appelé plus tard le *Kreisauer Kreis*, la « résistance conservatrice » à Hitler, auteurs de la tentative de coup du 20 juillet 1944, et fut dirigée jusqu'en 1932 par Hans Raupach, un éminent *Ostforscher* qui a fait carrière sous le 3e Reich puis en RFA.

[812] *Stabsführer des Beauftragten des Reichsführes SS als Reichskommissar für die Festigung Deutschen Volkstum*.

[813] Lorsqu'il prend contact en novembre 1939 avec le Prof. Stołyhwo, ce dernier lui propose de continuer ses recherches sur la population silésienne, mais F. Arlt lui répond d'emblée que cette problématique a perdu sa pertinence avec l'intégration de la Silésie à l'Allemagne, mais « qu'il lui reste toute la population polonaise du GG ainsi que les gorales et les Ukrainiens à sa disposition ». STOŁYHWO, *W niewoli u NSDAP*, *op. cit.*, 1946. p. 6.

[814] Voir le texte dans l'annexe 4.

[815] « Austellung und Betreuung von Freiwilligeneinheiten aus dem Ostraum – Ukrainer, Russen, Weißrussen, Kosaken, Kaukasier, Letten, Litauer. Sie übernehmen die Leitung der Freiwilligenstelle Ost in der Amstgruppe

prisonnier par les troupes états-uniennes en 1945. Ici, selon ses dires, les autorités états-uniennes l'emploient pour restituer ses connaissances en matière de politique orientale allemande et de guerre psychologique, avant de faire son procès de dénazification en 1949 et d'être déclaré « *Mitläufer* (suiveur) » grâce au témoignage d'anciens prisonniers ukrainiens notamment, qu'il utilise justement dans ses mémoires[816]. Sa dernière mission dans l'administration (ouest) allemande fut de préparer les listes des prisonniers de guerre allemands en URSS. Après la 1953, il s'engage dans la formation professionnelle, dans des organisations industrielles, et devient conseiller en la matière.

Lorsqu'au cours de l'année 1940, les arrestations d'intellectuels polonais se multiplient, ceci « frustre » Arlt, qui dépend de leur coopération[817]. Il prend ainsi souvent une posture victimiste dans ses mémoires, et témoigne d'une sorte de diversité dans les conceptions de la politique à mener envers les peuples de l'Est, en citant par exemple l'amitié qu'il a développée avec Otto von Wächter (1901-1949), reposant sur « un désaccord commun avec la politique orientale d'Hitler-Himmler »[818]. Puis lors de sa mission avec les volontaires orientaux, il souligne à nouveau le soutien qu'il reçoit de la part d'éminentes figures de *l'Ostministerium*, notamment Gerhard von Mende (1904-1963)[819] :

> « Von Mende et Arlt se retrouvaient dans la critique envers la folie de la politique orientale passée, ils partageaient la même analyse de la situation. Tous deux reconnaissaient, que par la coopération ils pourraient répondre à des nécessités reconnues par eux. Tous deux avaient conscience, que leurs plans ne pourraient pas bénéficier du soutien de leurs supérieurs. Ce fut le début d'une coopération devenue par la suite amicale, absolument conspiratrice. »[820]

Lorsqu'il s'engage aux côtés des volontaires orientaux, il revendique soutenir ouvertement leur cause ; il instaure rapidement une « relation de confiance » avec le comité national ukrainien auprès

---

D. » ARLT, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik*, *op. cit.*, 1995. p 105.

[816] Notamment K. Stolyhwo, A. Ronikier, I. Hrynioch, M. Sopulak, A. Malynowskyl, tous des interlocuteurs d'Arlt pendant la guerre, principalement dans le contexte du système « d'assistance sociale » raciste que ce dernier avait contribué à mettre en place. Dans tous ces témoignages qui sont reproduits dans ses « mémoires », les témoins soulignent la bonne volonté, la générosité, la confiance qu'ils ont pu avoir en F. Arlt, la difficulté de sa position, en « opposition » au système NS, qu'il a pu les aider à s'organiser aussi sur le plan politique.

[817] « Die Verhaftungen frustrierten die Polen, deren Mitarbeit B.u.F. dringend benötigte. » ARLT, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik*, *op. cit.*, 1995, p. 30.

[818] « im gemeinsamen Dissens gegenüber der Hitler-Himmlerschen Ostpolitik. » *Ibid.*, p. 29.

[819] Un expert des minorités de l'URSS, qui est chargé durant la guerre plutôt des contacts avec les minorités caucasiennes.

[820] « Von Mende und Arlt trafen sich in der Kritik über den Wahnsinn der vergangenen Ostpolitik, waren sich einig in der Einschätzung der Lage. Beider erkannten, daß in einer Kooperation die Realisierung von gemeinsam erkannten Notwendigkeiten möglich sei.(…) Beide waren sich darüber im klaren, daß ihre Pläne keine Unterstützung seitens der Vorgesetzten finden könnten. Das war der Anfang einer später freundschaftlichen, durchaus als konspirativ zu bezeichnenden engen Zusammenarbeit. » ARLT, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik*, *op. cit.*, 1995, p. 107.

du SSHA et porte « ostensiblement » le symbole de la « résistance ukrainienne »[821]. Il se fait également le porte-parole des Ukrainiens, avec G. von Mende, pour compenser les pressions venues de Vlassov pour intégrer tous les peuples de l'Est au sein de son armée[822]. F. Arlt et G. von Mende défendent les revendications des Ukrainiens à garder leur autonomie dans l'armée, en prélude à une autonomie promise dans le futur. Il prend donc un ton très protecteur, très empathique, mais l'objectif reste l'instrumentalisation des « forces de combats » ukrainiennes et autres au service de la puissance du IIIe Reich. Il souligne que ce devait être une réelle sympathie pour leur cause, car elle le plaçait en position de « faiblesse » comme il le décrit tant vis-à-vis de sa hiérarchie administrative, que des acteurs qui soutiennent les aspirations nationalistes russes, tout en pouvant s'appuyer sur la lutte commune à ces acteurs contre le nationalisme polonais, sans oublier l'antisémitisme. C'est également un aspect important de la confrontation du régime NS à la vague des problématiques multiculturelles liées à l'invasion de pays étrangers[823], comme nous venons de le voir avec les manuels sur les *Ostarbeiter* notamment.

Avec Arlt, on a une illustration de cette diversité relative au sein de l'appareil nazi et même SS, sur le rapport à cette altérité. Au sein des personnes qui partagent explicitement le paradigme racial et la hiérarchie qui en découle, et qui se traduit par la survie des uns et la tentative de tuer les autres, il propose un usage de ses connaissances qui devrait se traduire par une autre gamme de violence exercées à l'encontre des groupes de population de cet Est européen. A ses yeux, le débat porte sur les conséquences de cette hiérarchie, qui reste indépassable. Il est au cœur de la violence organisée par le régime nazi à l'Est, et persiste à vouloir trouver les connaissances les plus pertinentes pour asseoir de manière la plus « rationnelle » ou la plus proche de la réalité qu'il perçoit cette politique. Dans un cercle plus large de cette expertise nazie, hors de la SS notamment, on trouve d'autres formulations encore de cette altérité de l'Est européen. Nous allons maintenant nous interroger sur l'interaction entre les schémas de l'altérité attribuée aux juifs et aux peuples de l'Europe de l'Est par des experts plus éloignés de la pratique d'occupation.

[821] *Ibid.*, p. 108.
[822] *Ibid.*, p. 112.
[823] Nous ne voulons pas ici reprocher aux NS d'avoir manqué de rigueur dans l'application de leurs principes racistes, il nous semble important de rappeler ici une fois de plus la diversité, le chaos et l'opportunisme dans la politique NS aussi à l'Est. Voir sur cette thématique également la flexibilité et la relativité dans la pratique de « germanisation » des résidents d'Europe centrale et orientale, chez GÖTZ ALY, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, *op. cit.*, 2004.

4. L'altérité juive et orientale chez les experts : interactions avortées et cloisonnement sélectif ?

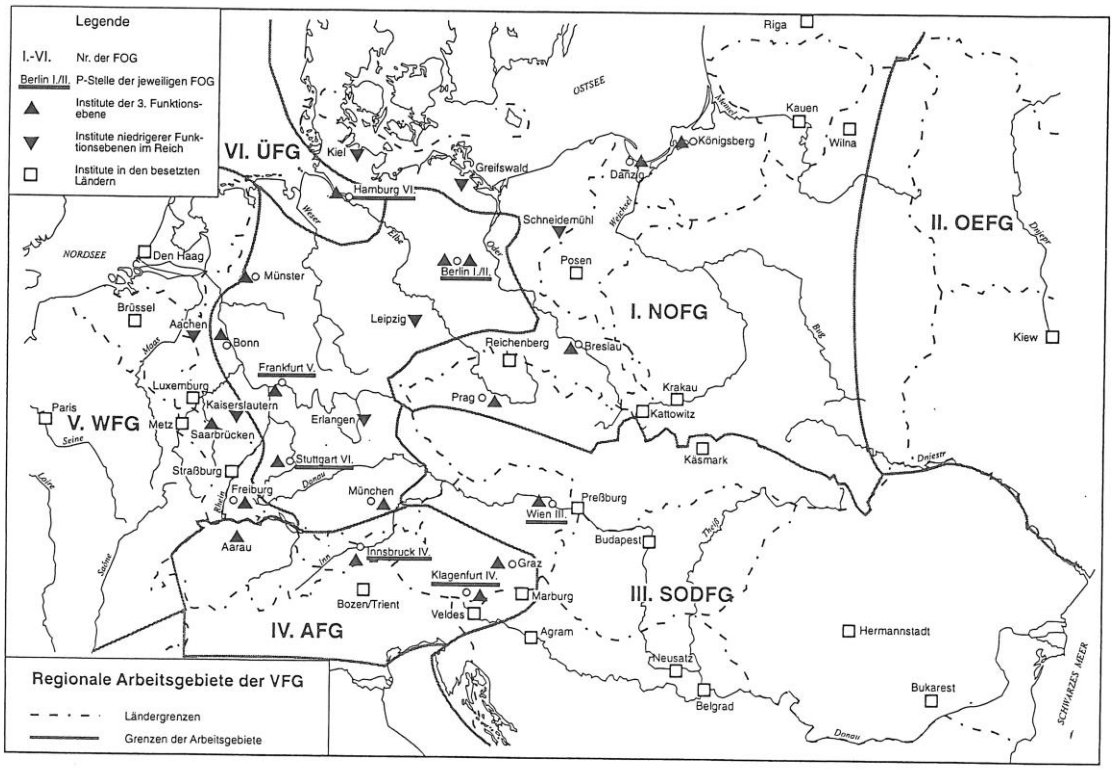


Figure 21: Répartition des compétences des institutions de recherche sur l'Est nazies

Carte tirée de Michael Fahlbusch, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik? : die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931 - 1945*, Baden-Baden, Nomos, 1999, 887 p., p. 81.

Les institutions d'expertises réorganisées par A. Brackmann se répartissent leurs missions de recherche, avec une projection avancée à l'Est de l'Europe, jusqu'à inclure l'URSS. Ce ne sont pas les seules institutions de l'expertise de l'Est actives durant la guerre, mais leur réorganisation géographique est ici intéressante, car elle illustre la hiérarchie des « Est » ciblés par le III^{e} Reich.

(1) Une résistance conceptuelle partielle : le parcours d'Hildegard Schaeder de la Publikationsstelle (PuSte) à Ravensbrück

La PuSte poursuit ses activités d'avant 1939, avec un élargissement de son spectre de veille à la production intellectuelle de l'émigration polonaise, tchèque et autre. L'institution a accès à de nouvelles sources également, comme par exemple, celles de la Bibliothèque polonaise de Paris. Elle poursuit la publication de ses revues et bulletins d'information, au service désormais de l'effort de guerre, après avoir « atteint » l'objectif de révision. Cependant, comme nous l'avons indiqué, la PuSte a recruté parmi des universitaires qui ne trouvaient pas leur place dans le circuit académique classique, paradoxalement, pour des raisons politiques. C'est le cas en particulier d'Hildegard Schaeder, une historienne de l'Europe de l'Est, formée à Hambourg par Richard Salomon, qui avait été expulsé de l'Université en 1934 en raison de la politique de discrimination raciste du III^{e} Reich.

Hildegard Schaeder vient d'une famille d'intellectuels. Erich Schaeder, son père, fut professeur de théologie. Elle fut marquée tôt par la mort de son frère[824], à qui, probablement, elle dédicace sa thèse[825]. Son frère aîné, Hans Heinrich Schaeder (1896-1957) était un orientaliste, qui mène sa carrière dans les années 1920 à Breslau puis dès 1926, à Königsberg. Durant la guerre, il est professeur à Leipzig et Berlin. En 1946, il reprend sa carrière à Göttingen, où il rejoint son frère, Reinhard Schaeder (1905-1980), lui-même professeur de droit et de sciences politiques, tandis que le plus jeune frère, Johann Albrecht (1910-1985) s'est consacré à la physique, à Berlin, durant et après la guerre[826]. C'est Hans Heinrich et son père qui semblent avoir eu une influence sur l'orientation des choix d'études de Hildegard Schaeder[827], qu'elle commence à Breslau en 1920 puis dès 1921 à Hambourg, auprès de Richard Salomon. Sous la direction de ce dernier, elle prépare sa thèse sur l'orthodoxie russe, qu'elle défend en 1927[828]. Ce professeur et son séminaire sur l'Europe de l'Est fut la cible très rapidement du pouvoir nazi : il est dissous et les docteurs requalifiés par l'administration nazie comme juifs se voient retirer leur doctorat[829]. Dès 1934, son travail à l'Université est sérieusement limité, et R. Salomon finit par quitter l'Allemagne avec sa famille pour les États-Unis en 1937. H. Schaeder est liée, à des proportions moindres, à ce destin : son doctorat auprès de R. Salomon ne lui ouvre pas de possibilité

[824] BERGER, *Deutsche Historikerinnen 1920-1970*, *op. cit.*, 2007, p. 95.
[825] SCHAEDER Hildegard, *Moskau das Dritte Rom: Studien zum Geschichte der politischen Theorien in der slavischen Welt*, Hamburg, Friederichsen, de Gruyter & CO, 1929 (Osteuropäische Studien).
[826] BERGER, *Deutsche Historikerinnen 1920-1970*, *op. cit.*, 2007, p. 96.
[827] *Ibid.*, p. 97.
[828] SCHAEDER, *Moskau das Dritte Rom*, *op. cit.*, 1929.
[829] BERGER, *Deutsche Historikerinnen 1920-1970*, *op. cit.*, 2007, pp. 104-105.

de poursuivre une carrière universitaire, en plus de la rareté des femmes dans le milieu à ce moment à occuper des postes d'enseignantes. Elle reste liée à son directeur de thèse et soutient l'action de solidarité qui est menée en mars 1934 par ses étudiants et doctorants, toutefois sans être sur place. Elle bénéficie tout de même du soutien de son frère Hans Heinrich et entrevoit de préparer une habilitation à l'Université de Breslau. Elle obtient une bourse de recherche en 1931-32 pour un séjour de recherche à Prague[830]. Par l'intermédiaire de son frère qui entretient des relations avec Albert Brackmann, elle prend contact avec ce dernier, pour lui proposer une contribution dans une revue historique (*Historische Zeitung*) en 1934, sur la mission chez les Slaves de Constantin et Méthode[831]. Elle obtient dès le 1er avril 1935, une bourse d'étude qui lui permet de mener des recherches au sein de la PuSte[832].

L'historienne Heike Anke Berger rapporte que Hildegard Schaeder menait son travail à la PuSte avec engagement et elle est reconnue pour ses connaissances, notamment l'utilisation des sources en langue étrangère même si on lui reproche de ne pas assez utiliser les textes allemands parus sur la thématique qu'elle traite : le démembrement de l'État polonais[833]. Comme le constate H.A. Berger, elle sait réemployer ses connaissances sur la Russie, pour traiter de sujets plus actuels : la Pologne. Elle transpose ses connaissances acquises à l'université dans une expertise adressée à un plus large public[834]. H. Schaeder prépare des articles pour les revues de la PuSte, qui couvrent des thématiques chères aux experts de l'Est allemands de la période, avec toutefois beaucoup de nuances. Les titres annoncent des analyses dans l'esprit de l'historiographie nazie de l'Europe de l'Est mais les contenus semblent plus nuancés et surtout bien plus solidement fondés que ce qu'on trouve au même moment sous la plume d'autres experts. En suivant ses publications dans la revue de la PuSte, on peut suivre thématiquement et territorialement l'évolution des préoccupations du IIIe Reich envers l'Est européen, tant dans les mois précédant la guerre que dans la progression de la 2e Guerre mondiale, montrant ainsi l'effort des chercheurs sur l'Est pour une concordance des temps de leurs travaux.

Ainsi, en 1937, elle rédige un article sur les sources de la chute de l'ancien État polonais, dans le débat public polonais contemporain[835]. Dans cet article, elle s'appuie sur la critique historiographique menée par l'historien cracovien Michał (Michael dans le texte de Schaeder) Bobrzyński (1849-1935) et d'autres intellectuels polonais sur le mythe entourant la fin de la Ie République polonaise. Elle décrit ce mythe comme étant celui d'un peuple innocent, épris de liberté et victime de ses voisins, tel qu'il a

[830] *Ibid.*, p. 105.
[831] *Ibid.*, p. 107.
[832] *Ibid.*, p. 117.
[833] *Ibid.*, p. 119.
[834] *Ibid.*, p. 122.
[835] SCHAEDER Hildegard, « Die Ursachen des Untergangs des alten polnischen Staates im Urteil der heutigen polnischen Öffentlichkeit », *Jomsburg* (1), 1937, pp. 31-37.

été formulé au cours du XIX[e] siècle. C'est la déception cumulée des échecs des différentes insurrections jusqu'en 1863, qui a poussé cet historien à réviser ce mythe, et à critiquer ce qu'elle appelle « opium d'une auto-apothéose, habillé d'une religiosité faussée »[836]. Ce faisant, elle formule une critique assez nette du romantisme polonais, donnant une tonalité anti-polonaise à son texte, tout en mobilisant et rendant hommage aux intellectuels polonais qui ont œuvré dans cette démarche : à côté de Bobrzyński, elle mentionne également Joachim Lelewel. Elle termine d'ailleurs son article en rendant hommage à la « posture calme et [au] regard engagé d'un œil noble » qui avait su produire un « amour de la patrie chaleureux et fructueux »[837]. Un an plus tard, en 1938, elle s'intéresse à la frontière orientale de la Pologne dans un article de la même revue[838]. Dans cet article, elle utilise la même méthode, de puiser dans les débats polonais et notamment la pensée de Bobrzyński, pour cette fois, discréditer la frontière orientale polonaise contemporaine. Elle présente à grands traits l'évolution territoriale de la Pologne et son expansion à l'Est depuis la période des Piasts, qui se heurte à l'expansion vers l'Ouest de la Moscovie, puis des Russes. En conclusion de cette esquisse de tendances historiques concurrentes, elle écrit que :

> « Il ne n'agit pas ici de porter un jugement l'annexion russe de 1795 ou d'analyser le terme générique 'russe', que l'impératrice [Catherine] utilise sans critique. Mais il est vrai que les réflexions historiques de Catherine l'ont mené à la proximité directe de la frontière ethnique polonaise effective, qui n'a presque pas été modifiée à travers les siècles. »[839]

Un peu plus bas, elle rappelle comment cette frontière orientale s'est matérialisée finalement :

> « Les Polonais ont obtenu cependant, que la ligne définie à Brest (8 déc. 1919) selon le principe ethnographique soit considérée comme ligne temporaire, et que la décision sur l'appartenance des territoires orientaux frontaliers serait repoussée jusqu'au moment où la Russie serait en mesure de négocier. Cette même ligne était encore revendiquée par les Alliés en juillet 1920, face à l'attaque bolchevique et acceptée par le Premier ministre Grabski lors de la rencontre à Spa (10.7.1920) pour le cas où la

[836] *Ibid.*, p. 33.
[837] *Ibid.*, p. 37.
[838] SCHAEDER Hildegard, « Die historischen Grenzen Polens im Verhaeltnis zur heutigen polnischen Volkstumsmehrheit », *Jomsburg* (2), 1938, pp. 28-37.
[839] « Es handelt sich hier nicht darum, ein Urteil über die russische Annektion von 1795 zu fällen oder den Sammelbegriff ‚russische', den die Zarin [Katharina] kritiklos anwendete, zu analysieren. Aber richtig ist, daβ die historische Besinnung Katharina in die unmittelbare Nähe der tatsächlichen, durch die Jahrhunderte kaum veränderte polnischen Volkstumsgrenze geführt hat.
Nach alledem ist es wohl begreiflich, daβ nicht nur bei den Deutschen, sondern ebenso bei den Alliierten in den letzten Kriegsjahren die Absicht bestand, die Ostgrenze eines neuen Polens (…) als eine Nord-Südlinie in der Nähe von Brest. » *Ibid.*, pp. 32-33.

> Russie était prête à des négociations de paix ; cette proposition de paix fut refusée par la Russie. Au profit des victoires polonaises sur les bolcheviques, la frontière du traité de Riga de 1921 fut déplacée de 4 longitudes vers l'Est. »[840]

Ainsi :

> « Si alors de nos jours, l'administration polonaise a créé le terme de 'Polska B', qui correspond à un territoire oriental en détresse, dans lequel, l'État doit intervenir, et qu'il doit alimenter en forces économiques et nationales, alors ces territoires des voïévodes rassemblés sous le terme de Polska B – avec des exceptions minimes – (…) se trouvent au-delà de la frontière ethnonationale polonaise. »[841]

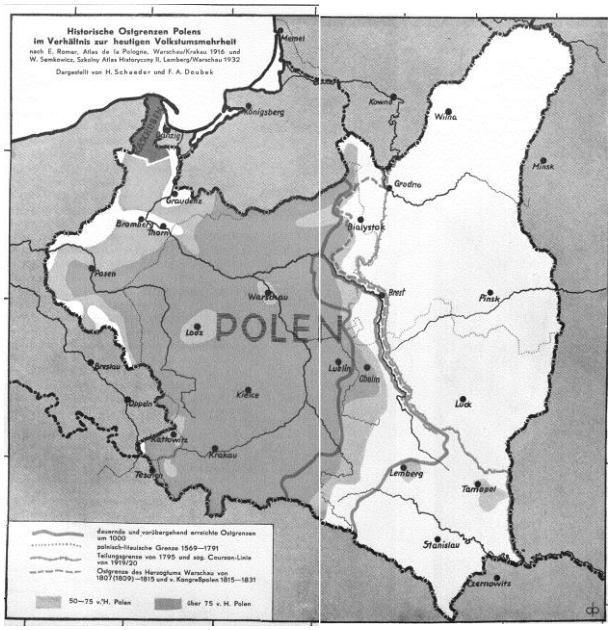
La carte qu'elle insère dans son article, qu'elle construit sur la base des cartes démographiques et historiques d'Eugeniusz Romer et de Władysław Semkowicz (1878-1949), historien polonais, utilise une visualisation différente de la présence ou en l'occurrence, absence, des Polonais à l'Est. Elle présente les zones où les Polonais se sont majoritaires, ni historiquement ni au moment de la réalisation de la carte, en blanc, autrement dit, comme un espace vierge. Elle n'insiste pas sur les zones occidentales, quoiqu'elles soient représentées de la même manière, elles ne sont pas aussi significatives. Un coup d'œil suffit sur cette carte pour en conclure que le problème de la Pologne ou de l'Est européen, c'est la disproportion entre le territoire étatique polonais et la répartition de sa population. Le contraste implicite ici, est celui de l'expansion de la présence de la population allemande en Europe de l'Est, représentée plus haut chez Haushofer, et d'autres, par des « îles » foncées dans un espace clair. Hildegard Schaeder procède à une démonstration historique des théories géopolitiques de l'espace ethno-national de la Pologne, avec l'utilisation des conflits historiques entre la Russie et la Pologne pour critiquer l'étendue territoriale polonaise contemporaine, sans mentionner les conflits avec les Allemands, à travers la Prusse notamment.

---

[840] « Die Polen erreichten aber, daβ die nach dem ethnographischen Prinzip aufgestellte Linie über Brest als vorläufige Grenzlinie bezeichnet wurde (8. Dez. 1919), und daβ die Entscheidung über die Zugehörigkeit der angrenzenden Ostgebiete aufgeschoben wurde für die Zeit, da Ruβland verhandlungsfähig sein würde [en référence à Bobrzyński]. Dieselbe Linie wurde noch im Juli 1920 angesichts des Bolschewistischenüberfalles von den Alliierten als Grenzlinie gefordert und von dem polnischen Ministerpräsidenten Grabski bei der Zusammenkunft in Spaa (sic) (10.7.1920) angenommen für den Fall, daβ Ruβland sich zu den Friedensverhandlungen bereit fände; das Friedensangebot wurde von Ruβland nicht angenommen [nouvelle référence à Bobrzyński]. Als Gewinn der polnischen Siege über die Bolschewisten ist die Grenze im Rigaer Frieden von 1921 um vier Längengrade nach Osten hinausgeschoben worden. » *Ibid.,* p. 33

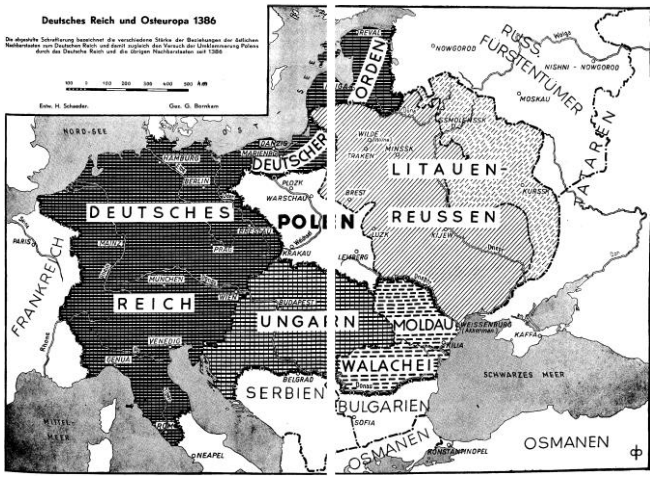
[841] « Wenn aber in unseren Tagen von der polnischen Verwaltung der Begriff einer ‚Polska B', eines östlichen Notgebietes geschaffen worden ist, in dem der Staat eine Mission zu erfüllen habe und das der Zufuhr an wirtschaftlichen und nationalen Kräften bedürfe, so sind die als Polska B zusammengefaβten Wojewodschaften wiederum – mit geringfügigen Abstrichen – (…) jenseits der polnische Volkstumsgrenze. » *Ibid.*

Carte tirée de Hildegard Schaeder, « Die historischen Grenzen Polens im Verhältnis zur heutigen polnischen Volkstumsmehrheit », *Jomsburg*, 1938, n° 2.



Après le déclenchement de la guerre, Hildegard Schaeder se penche sur des thématiques plus orientales : en 1941 : l'histoire de l'alliance germano-lituanienne, contre la Pologne notamment[842]. Puis en 1942, elle discute de la « théorie normande » de la fondation de la Rus de Kiev, où elle rappelle les débats dans l'historiographie germanophone[843] et russophone, jusqu'aux recherches soviétiques sur cette question[844].

Carte tirée de Hildegard Schaeder, « Deutsch-litauische Buendnispolitik im Mittelalter », *Jomsburg*, 1941, n° 5, pp. 368-384.



[842] SCHAEDER Hildegard, « Deutsch-litauische Buendnispolitik im Mittelalter », *Jomsburg* (5), 1941, pp. 368-384.
[843] Elle revient notamment sur les recherches de Sigmund von Herberstein, mentionné dans le chapitre 1 de notre étude.
[844] SCHAEDER Hildegard, « Die Normannomachie. Der Ursprung des altrussischen Staates im Meinungskampf der Jahrhunderte », *Jomsburg* (6), 1942, pp. 298-305.

Hildegard Schaeder se place ainsi pleinement dans la pratique nazie de la recherche sur l'Europe de l'Est, avec des sources et un usage de ces sources cependant plus nuancés. Elle ne discrédite pas de manière indifférenciée les Polonais, mais se place au cœur des débats polonais pour alimenter l'argumentation nazie anti-polonaise.

En arrivant à la PuSte, Hildegard Schaeder rejoint une communauté religieuse, qu'elle découvre par hasard sur le chemin du retour du travail[845], à Dahlem : l'Église confessante (Bekennende Kirche der Altpreussischen Union)[846]. Cette communauté s'oppose aussi au port de l'étoile de David, parce qu'il entre en concurrence avec le symbole de la croix[847]. Ce courant formule d'ailleurs dès 1936 cette opposition dans un argumentaire théologique : la communauté de la « race », du sang ou ethnonationale (*Volk*), ne peut pas primer sur l'appartenance à une Église[848]. C'est le baptême qui définit l'appartenance. En cela, ce courant entre en conflit, avant tout théologique donc, avec le reste de la communauté protestante en passe d'être unifiée sous le III^e^ Reich[849]. Ce groupe ne s'engage pas dans une résistance antiétatique, contre la politique de ségrégation nazie même si elle se limite plutôt à aider dans le sens de soulager les personnes visées par cette répression[850]. La communauté de l'Église confessante (*Bekennende Kirche*) a été fondée par des pasteurs qui s'opposaient à la « mise au pas » (*Gleichschaltung*) nazie des organisations chrétiennes d'Allemagne. Après 1935, ils s'opposaient à l'exclusion des membres de leur communauté, qualifiés de juifs par l'administration du III^e^ Reich. En 1935, les lois de Nuremberg instaurent une série de règles arbitraires ouvrant une spirale d'humiliations et de ségrégations pour une partie de la population allemande, en créant un statut particulier pour des individus qualifiés de juifs, avec différents degrés, créant différents degrés d'exclusions et de difficultés. Après le déclenchement de la guerre, ces règles et leur application sont aggravées, avec la tristement célèbre étoile que ces personnes devaient alors porter dans l'espace public[851]. Ainsi, dès 1935, ces lois de Nuremberg, en créant ce statut se voulant stigmatisant, fait apparaître une différenciation artificielle entre des membres d'une même communauté, par exemple, dans les communautés protestantes[852]. Les nouveaux « ariens », fréquentant les nouveaux « non-ariens », commettent une transgression, nouvelle elle aussi[853]. Cette division nouvelle des communautés religieuses protestante, dont cette communauté de l'Église confessante. La

[845] RUDOLPH Katrin, *Hilfe beim Sprung ins Nichts: Franz Kaufmann und die Rettung von Juden und « nichtarischen » Christen*, Metropol, 2005, p. 44. Merci à Marten Düring pour cette référence.
[846] *Ibid.*, p. 25.
[847] *Ibid.*, p. 26.
[848] *Ibid.*, p. 27.
[849] *Ibid.*, p. 28.
[850] *Ibid.*, p. 29.
[851] *Ibid.*, pp. 18-19.
[852] *Ibid.*, p. 24.
[853] *Ibid.*, p. 20.

communauté de Dahlem était particulière du fait de son environnement : à côté de la PuSte, d'autres institutions étatiques y étaient si bien que l'Église comptait des officiers, des hauts fonctionnaires[854], et autres employés d'institutions publiques, dont H. Schaeder.

Hildegard Schaeder s'engage, à côté d'autres membres de cette communauté, dans l'aide de leurs membres, victimes de la répression nazie, notamment, par l'organisation de faux-documents, dont des faux coupons de rationnement, puis après la déportation de certains de ces membres, l'envoi de paquets contenant de la nourriture vers les camps où ces personnes étaient enfermées. De 1938 à 1940, la communauté organise l'aide à l'émigration et en 1941, après les premières déportations, la communauté organise alors l'envoi de paquets de nourriture et de vêtements, auquel H. Schaeder participe[855], aux membres déportés à Lublin. Elle dénoncée par un voisin, arrêtée le 14 septembre 1943 et condamnée en novembre 1943 pour *Judenbegünstigung*[856]. Cette chercheuse se distingue également par son comportement face à la violence de la politique nazie. Elle participe pleinement à l'effort de production de connaissances « utiles » à la politique du III[e] Reich, avec par exemple une mission en URSS pour faire des conférences du soir aux soldats du front, en mars 1943, durant lesquelles elle présente la théorie normande de fondation de la civilisation russe, et diffuse les publications de la PuSte à ses interlocuteurs[857]. Avant que son engagement soit connu, elle occupait déjà une position particulière dans la PuSte, étant un des seuls employés à ne pas être affilié à la NSDAP[858]. D'ailleurs, elle devait se trouver régulièrement dans une position difficile vis-à-vis de ses collègues, comme le montre la réaction de son directeur à son arrestation, qu'il attribue dans un premier temps à sa religiosité trop ostentatoire pour le III[e] Reich[859]. Burleigh rapporte que Papritz essaie tout de même de faire jouer ses relations avec la SS pour la libérer. Mais ses efforts restèrent vains. Elle fut arrêtée le 12 septembre 1943, interrogée pendant plusieurs semaines avant d'être déportée à Ravensbrück en mars 1944, où elle resta jusqu'au 29 avril 1945. Au sortir de la guerre, elle publie ses mémoires de ce séjour en prison et en camp, fortement marqués par son sentiment religieux[860].

Durant son incarcération de six mois dans la prison pour femmes de la Police de Berlin, elle séjourne dans une cellule isolée, seule avec sa peur de la déportation en camp, coupée du contact avec

[854] *Ibid.*, p. 40.
[855] *Ibid.*, p. 45.
[856] *Ibid.*, p. 46.
[857] BERGER, *Deutsche Historikerinnen 1920-1970*, *op. cit.*, 2007, p. 175.
[858] Voir le tableau des employés de la PuSte listant les salaires, les compétences linguistiques, affiliations politiques et spécialisations thématiques chez : BURLEIGH, *Germany turns eastwards*, *op. cit.*, 1988, pp. 90-91.
[859] *Ibid.*, p. 237.
[860] Par exemple, elle est incarcérée dans une cellule qui porte le numéro 126, qui lui rappelle le psaume des prisonniers, que sa communauté récitait chaque soir : SCHAEDER Hildegard, *Ostern im KZ*, Berlin, Verl. Haus u. Schule, 1947, p. 28.

les autres prisonnières, en dehors des bombardements de la ville, durant lesquels, les prisonnières sont regroupées dans un abri au sein de la prison[861]. Elle reste néanmoins en contact épistolaire avec sa famille du moins durant son incarcération à Berlin. Dans une des ses lettres, rapportées par H.A. Berger, elle décrit à sa famille une scène d'un soir où les prisonnières sont rassemblées dans la cave : une grosse punaise est sur le mur, pleine du sang de tous ces peuples européens réunis dans cette prison[862]. Sa famille, notamment son frère Hans Heinrich, s'efforce de la faire libérer même après son arrivée à Ravensbrück. J. Papritz parvient presque à la faire libérer, mais l'administration du camp rejette cette libération au motif de l'indiscipline de H. Schaeder[863]. Ce n'est qu'en août 1944 que Papritz met un terme au contrat de cette dernière.

Dans ses mémoires, elle raconte comme la lecture de la Bible l'aide à garder de l'espoir et à créer des liens avec une surveillante. Durant son incarcération, elle rapporte comme elle reste fidèle à la solidarité avec les victimes de la politique de répression des juifs du III^{e} Reich, elle témoigne avoir partagé ses vêtements avec une prisonnière juive, incarcérée en vêtements d'été[864]. Après six mois dans cette prison, elle est finalement déportée en mars 1944 à Ravensbrück. À l'arrivée au camp est pleine de contraste, entre la ville « idyllique », le soleil printanier qui réjouit les prisonnières[865], et les « crânes rasés à blanc », « glacés et humiliés »[866]. Un souvenir qu'elle rapporte de son arrivée est la clameur de joie d'une prisonnière russophone, à la sensation du soleil. Elle se retrouve avec des prisonnières allemandes, polonaises, ukrainiennes, russes, qu'elle peut toutes comprendre :

> « Les plaintes et les lamentations des Polonaises ne veulent pas s'étouffer. Elles laissent libre cours à leur rancœur contre les Allemands, dans l'idée que personne ne pourrait les comprendre. La vigoureuse haine des malheureuses me laissa sangloter. A ce moment, un bras se pose sur mes épaules et une voix me dit avec un accent souabe cordial : 'ta petite maman prie pour toi à la maison'. 'Oui', répondis-je à ma voisine inconnue, qui encore un instant plus tôt échangeait des blagues grossières avec une autre, 'elle le fait mais je suis inquiète de ce que son cœur soit aussi lourd que le mien ce soir'. » [867]

---

[861] *Ibid.*, p. 11.
[862] BERGER, *Deutsche Historikerinnen 1920-1970*, *op. cit.*, 2007, p. 216.
[863] *Ibid.*, pp. 212-213.
[864] SCHAEDER, *Ostern im KZ*, *op. cit.*, 1947, p. 12.
[865] En écho au titre d'un ouvrage sur ce camp : Loretta Walz, *« Und dann kommst du dahin an einem schönen Sommertag »: die Frauen von Ravensbrück*, Munich, Kunstmann, 2005.
[866] SCHAEDER, *Ostern im KZ*, *op. cit.*, 1947, p. 15.
[867] « Die Klagen und Anklagen der Polinnen wollten nicht verstummen. Sie machten ihrem Herzen gegen die Deutschen ungehemmt Luft, in der Meinung, daß niemand von diesen sie verstehen könne. Der geballte Haß der Unglücklichen ließ mich aufschluchzen. Da legte sich ein Arm um meine Schulter, und eine Stimme neben mir sagt im herzlichen schwäbischen Tonfall : 'Jetzt betet dein Mütterlein daheim für dich'. 'Ja', sagte ich zu der unbekannten Nachbarin, die eben zuvor mit einer anderen derbe Scherze gewechselt hatte, 'das tut sie. Aber ich bin bange, daß es ihr heute abend auch schwer ums Herz ist wie mir. » *Ibid.*, pp. 15-16.

Sa compréhension est linguistique mais on peut supposer qu'elle comprend également la haine dont font l'objet les Allemands, même si à ce moment, la réception de cette rancœur lui cause de la peine, étant donné qu'elle se trouve dans une position ambivalente, d'Allemande, emprisonnée pour des motifs politiques, après avoir été par ailleurs, une traductrice d'éléments de la culture politique polonaise auprès des Allemands. Dans ce camp de Ravensbrück, où se retrouve une majorité de femmes, avec en 1943 une proportion dominante de femmes de l'Est : des Polonaises, Russes, Ukrainiennes, soit issues de l'élite polonaise, ou des prisonnières de l'Armée rouge, qui compte pour environ 40% des détenues[868]. Elle se retrouve ainsi dans un environnement en quelque sorte, familier. Elle y retrouve également de nombreuses prisonnières témoins de Jéhovah, avec qui elle se lie rapidement. Elle montre un peu moins d'empathie pour les femmes étant déportées après avoir été accusées d'entretenir des relations avec des étrangers, en cela, elle s'inscrit dans la hiérarchie interne au camp[869] et ne mentionne pas de prisonnières communistes, qui arrivent peu après elle[870]. Dans sa cellule, elle avait déjà pu partager indirectement la souffrance de prisonniers polonais à travers les inscriptions en polonais sur les murs[871]. Elle se souvient de certaines de ses camarades qui ont partagé son destin, qu'elle décrit avec tendresse : Irena Lakowska, une aristocrate polonaise, avec laquelle elle partage sa foi, ou une jeune tzigane, avec laquelle elle partage une couche à l'infirmerie du camp, ou encore Margrit London, qui avait été membre de sa communauté religieuse à Berlin, décédée à Ravensbrück. Elle parle de la solidarité qui s'instaure entre les prisonnières, jeunes, vielles, socialistes, religieuses, allemandes et étrangères. La religion joue un rôle de solidarité, qui reste cependant limitée à la communauté nationale : les Polonaises se rassemblent tous les dimanches pour la communion, tandis que les Allemandes, ne fêtent que Noël. Sa religiosité et un certain prosélytisme marquent d'ailleurs ses camarades, qui la surnomment « Gandhi »[872]. Hildegard Schaeder se fait l'écho de la propagande nazie sur les partisanes, pour les contrecarrer, lorsqu'elle se souvient d'une conversation avec l'une d'entre elles : « pas une bonne femme à fusil (*Flintenweib*), mais une ancienne professeure de mathématiques », avec qui elle passe le matin de Pâques et qui lui chante des chants religieux de son enfance, « d'une voix pure et claire »[873].

Hildegard Schaeder trouve un travail dans l'administration du camp. Elle raconte, comment elle s'est trouvée, le Vendredi Saint à organiser alphabétiquement les cartes des prisonniers juifs, et d'avoir ce jour, beaucoup de noms comportant « *Friede* » (la paix), ainsi qu'une fiche d'une famille portant le

[868] STREBEL Bernhard, *Das KZ Ravensbrück: Geschichte eines Lagerkomplexes*, Ferdinand Schöningh, 2003, p. 110.
[869] *Ibid.*, p. 121.
[870] GELLY Violaine et GRADVOHL Paul, *Charlotte Delbo*, Fayard, 2013, pp. 175-188.
[871] SCHAEDER, *Ostern im KZ*, *op. cit.*, 1947, p. 29.
[872] *Ibid.*, p. 31.
[873] *Ibid.*, p. 23.

même nom qu'un des SS du camp (Singer)[874]. Elle puise son empathie dans la religion et l'applique à tous ses interlocuteurs, dont le jeune officier de la Gestapo qui l'interroge lors de son arrestation : elle observe chez lui des sympathies « humaines » dans son contact avec elle, mais constate que la différence irréconciliable entre eux reste qu'il est prêt à « passer sur des cadavres » au nom de l'obéissance au parti et à l'État, tandis qu'elle conçoit les hommes comme étant tous « formé à l'image [du Créateur] »[875]. Elle lui souhaite d'ailleurs dans ses mémoires, que ce dialogue qu'elle a avec lui, porte ses fruits et qu'il permette à cet officier « d'y repenser »[876]. Ce qu'elle décrit comme « paradoxe », c'est que ces gardiens, « cruels et méchants », qui commettaient cette cruauté, dont « le plus interdit, le plus cruel » était la déshumanisation, une déshumanisation telle, qu'ils envoyaient les prisonniers à la mort, sans but[877], ceux-là lui inspirent une sorte de pitié. Ces « autres », les SS, elle les décrit comme étant « esclaves » d'une mauvaise éducation, dont les « anciens » portent la responsabilité[878]. C'est ainsi qu'elle définit également le crime du régime nazi : l'absence de coresponsabilité pour les autres hommes (*Mitverantwortung*) mais qu'elle inscrit dans la tradition théologique des conflits humains : depuis Caïn[879]. Hildegard Schaeder s'inscrit dans une logique bien particulière du pardon[880], celle de la religion.

Au-delà de la rhétorique religieuse dans laquelle elle formule sa réflexion, il nous faut constater qu'elle n'explicite jamais ce qu'elle entend par cette responsabilité de sa génération. Il est intéressant qu'elle ne rejette pas sur ces « autres », cette responsabilité, pour la violence, dont elle a elle-même été victime finalement. Cependant, elle laisse cette réflexion à un niveau théologique, sans les personnaliser. Car un des paradoxes qu'elle n'énonce pas est celui d'une continuité surprenante de son expertise ? Dans le camp, elle travaille à l'organisation du fichier des prisonniers, à l'occasion de quoi, elle continue ses observations personnelles : elle se souvient des proportions d'orthodoxes et d'uniates parmi les prisonniers soviétiques, ou chez les prisonniers tziganes – tous chrétiens, comme elle le souligne[881]. Elle ne se distancie pas non plus de l'ambiguïté envers les juifs, qu'elle a aidé, mais qu'elle semble exclure implicitement par sa lecture chrétienne de cette expérience des liens qu'elle tisse avec les autres prisonnières par le biais d'une communauté de foi, œcuménique, mais encore chrétienne, du moins à la lecture de ses mémoires de 1947. Le seul moment où elle fait une allusion à

[874] *Ibid.* Ce qui rappelle la conclusion de Jacques Hochmann, sur une mémoire familiale, de la rencontre d'une famille de juifs déportés et d'un SS, qui portaient le même nom. HOCHMANN Jacques, *Une histoire de l'empathie*, Paris, Odile Jacob, 2012, p. 192.
[875] SCHAEDER, *Ostern im KZ*, *op. cit.*, 1947, p. 26.
[876] *Ibid.*, p. 27.
[877] *Ibid.*, p. 29.
[878] *Ibid.*, p. 32.
[879] *Ibid.*, p. 36.
[880] WIGURA, *Wina narodów*, *op. cit.*, 2011.
[881] SCHAEDER, *Ostern im KZ*, *op. cit.*, 1947, p. 30.

la persécution des juifs par le III[e] Reich, c'est lorsqu'elle souligne l'absence de commémoration de la persécution des Tziganes européens. Hildegard Schaeder est libérée du camp à la fin de la guerre, en avril 1945, et parvient à quitter la zone d'occupation soviétique, avant de rejoindre sa famille à Göttingen encore en 1945.

(2) L'appropriation de sources locales par l'Institut für deutsche Ostarbeit (IDO) pour la colonisation allemande et la « juivologie » nazie à l'Est (1940-1944)

Avec l'occupation de Cracovie, une politique de répression a été mise en place pour l'administration allemande contre le corps enseignant de l'Université Jagiellonienne (UJ) : c'est l'opération *Sonderaktion Krakau*, du 6 novembre 1939 : la grande majorité des universitaires polonais de l'UJ a été envoyée dans les camps de concentration de Dachau et de Sachsenhausen. Hans Frank, devenu le *Reichsleiter* du GG, estime que le GG doit disposer d'une institution universitaires allemande propre, qui utiliserait les fonds documentaires de l'UJ et s'occuperait de collecter sur place les données nécessaires à la politique allemande, en complément des autres institutions d'*Ostforschung*, de recherche sur l'Est basées dans le Reich. La réalité fut plutôt une concurrence forte, surtout pour le recrutement de chercheurs[882]. Pour attirer les chercheurs, l'administration du GG propose une série d'avantages : une mission de recherche à l'IDO équivaut à un *Osteinsatz* et évite donc le front réel. Par ailleurs, comme d'autres postes dans le GG, il y a possibilité de piller les ressources des habitants spoliés, qui semble avoir occupé les chercheurs venus à l'IDO[883].

[882] BURLEIGH, *Germany turns eastwards*, *op. cit.*, 1988, pp. 191, 285.
[883] GÖTZ ALY, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, *op. cit.*, 2004.

Figure 22: Inauguration de l'IDO (1940)

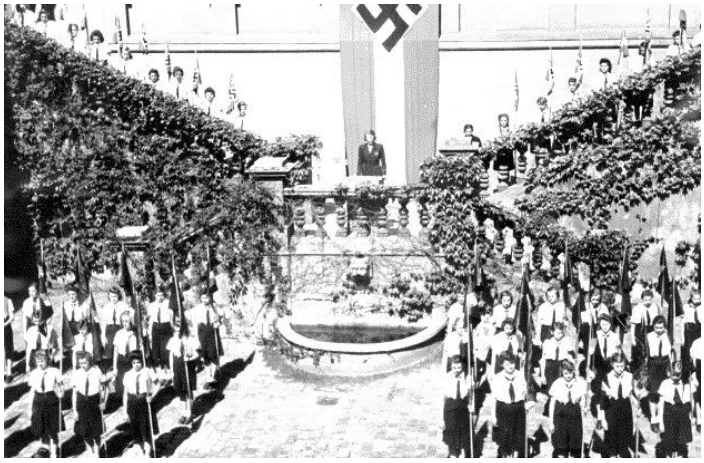


Figure 23: Cérémonie de l'Association des jeunes femmes à l'IDO (1944)

Otto Rosner, *Otwarcie Niemieckiego Instytutu Pracy na Wschodzie w Krakowie*, 1940, disponible sous https://audiovis.nac.gov.pl/obraz/21965/, consulté le 12.11.2016.

Schremmer, *Zbiory Niemieckiego Instytutu Pracy na Wschodzie*, 1944. Disponible sous https://audiovis.nac.gov.pl/obraz/21972/, consulté le 12.11.2016.

Hempelmann, *Wręczenie proporców dziewczętom ze Związku Dziewcząt Niemieckich,* 05.1944, disponible sous https://audiovis.nac.gov.pl/obraz/13673/ce16099908ec694e880730fef90fa19d/, consulté le 12.11.2016.

Figure 24: Collections d'artefacts de l'IDO (1944)

En ce qui concerne le contenu de la « recherche » de l'IDO, la particularité réside dans les sources utilisées pour asseoir l'expertise : les sources locales. Dans le premier article de l'annuaire de l'IDO, son directeur, Wilhelm Coblitz (1906-1945) dessine les grandes lignes du programme ambitieux de cet institut et le bilan des premiers mois d'activités[884]. L'IDO mène des activités classiques pour un institut d'expertise et de recherche : il accueille des chercheurs, des conférenciers, dont Peter-Heinz Seraphim, il organise des séminaires, en collaboration avec des institutions de spécialisation similaire, dont la

[884] COBLITZ Wilhelm, « Das Deutsche Institut für Ostarbeit », *Jahrbuch* 1, 1941, pp. 7-57.

PuSte de Berlin. Fritz Arlt participe à ces séminaires de lancement du « programme de recherche »[885]. C'est l'occasion pour les chercheurs allemands de l'Est, d'explorer de nouveaux territoires et de monter la « fertilité » de la culture allemande, et Cracovie est selon W. Coblitz, un point de départ idéal, pour la recherche sur « tout l'espace de l'Est sous l'influence allemande »[886]. Ce programme de recherche doit s'appliquer, en mobilisant de nouvelles sources, polonaises, à prouver la contribution allemande à la culture dans la zone occupée, dans tous les domaines, tant la littérature que l'archéologie ou le droit et la biologie. Car l'IDO s'insère pleinement dans la lecture raciale de l'Est européen et la lutte pour « l'espace vital » allemand. Selon cette approche, ce sont les Vikings, donc des Germains, qui ont fondé les premières bases de la civilisation à l'Est de l'Europe, en Ukraine, en Pologne, les Slaves en étant incapables. La contribution allemande à la civilisation de la région se serait poursuivie grâce aux différentes vagues de colonisation allemandes de l'Est européen par des paysans, des artisans et des commerçants. Les Allemands auraient donc apporté l'agriculture, le droit, le commerce en Europe de l'Est, en d'autres termes, la culture. Les Allemands ont « fertilisé » toutes les couches sociales de la Pologne, jusqu'à l'aristocratie, mais ils étaient dispersés. Il s'agit maintenant de rassembler les traces de cette contribution allemande à la formation de la civilisation en Europe de l'Est[887], en parallèle à la « recolonisation » en cours.

L'IDO s'inscrit dans cette « tradition conceptuelle » mais doit plutôt produire une *Ostforschung* « appliquée »[888] : comme son nom l'indique, l'IDO avait donc pour mission de préparer la *Deutsche Aufbauarbeit*, le travail allemand de l'organisation territoriale de l'Est occupé. Concrètement, les missions de l'IDO visaient à sensibiliser la population allemande à la légitimité de leur présence dans ce territoire. Pour cela, l'IDO organisait des formations pour les officiers et membres de l'administration postés dans le GG, comme le séminaire organisé en 1943 sur la *« Deutsche Forschung im Vorkarpaten- und Weichselraumals Grundlage für die praktische Volkstumarbeit* » (travail national-populaire pratique). D'autre part, l'institut publiait des ouvrages de vulgarisation de l'*Ostforschung* : des travaux se constituant en classiques de l'*Ostforschung* de l'époque. Pour citer quelques exemples ; en histoire de l'art, l'IDO a mis en valeur le « génie germain » du sculpteur Wit Stwosz / Veit Stoß, qui a notamment réalisé le retable de la basilique Sainte-Marie de Cracovie, ou encore, l'adoption par Cracovie du droit allemand au Moyen-Âge. Enfin, l'IDO devait aider, par la collecte d'informations sur

[885] *Ibid.*, p. 21.
[886] *Ibid.*, p. 33.
[887] Une mission qui est admirablement synthétisée sous le terme de « *Gestalter* » : ceux qui donnent la forme littéralement, et qui est le titre d'une série de parutions auxquelles contribue Gotthold Rhode, sur lequel nous revenons : LÜCK, *Deutsche Gestalter und Ordner im Osten*, *op. cit.*, 1940 ; LÜCK Kurt (dir.), *Deutsche Gestalter und Ordner im Osten: in Verbindung mit dem Institut für Deutsche Ostarbeit, Krakau, unter Mitwirkung von zahlreichen Mitarbeitern*, 2. erw. Aufl, Leipzig, S. Hirzel, 1942 (Ostedeutsche Forschungen).
[888] BURLEIGH, *Germany turns eastwards*, *op. cit.*, 1988. C'est également ce que revendique W. Coblitz : COBLITZ, « Das Deutsche Institut für Ostarbeit », *art. cit.*, 1941, p. 34.

le terrain, en matière de « raciologie », d'agronomie, de *Raumforschung* (planification de l'espace, qui vise à calculer la combinaison optimale de la race, du climat et des ressources naturelles), et même d'horticulture : l'étude de la « slavisation » du paysage, qui se traduit selon les théories en vigueur par des bois dévastés, des paysages dévastés. C'est là une application des conceptions géopolitiques du sol culturel, prises au pied de la lettre. Pour aborder cette dimension « pratique » du travail allemand sur l'Est, nous allons donc nous pencher sur un exemple : une série de publication « Contributions à la géographie de colonisation du Gouvernement Général » (*Beiträge zur Siedlungsgeographie des General-gouvernements*), paru en 1943[889].

Dans un chapitre, Gisela Hildebrandt, chercheuse épisodique sur l'Est, s'attache à légitimer le « retour » des Allemands sur une terre qu'ils ont contribué à défricher et cultiver dans une première vague de présence allemande au Moyen-Âge. Elle s'est rendue dans plusieurs villages situés dans l'actuel sud-est de la Pologne ente Rzeszow et Jaroslav, et y a rencontré la population, notamment ce qu'elle considère comme des « Allemands polonisés ». Cette zone, qu'elle décrit comme étant le premier espace d'expansion orientale de la Pologne au Moyen-Âge, a été selon elle transformée de zone forestière, sauvage, non cultivée en zone agricole par des paysans silésiens. En d'autres termes, l'expansion orientale polonaise s'est faite grâce au travail de colons germaniques. Pour le démontrer, elle utilise la forme des villages que l'on retrouve dans la région, qui est celle des villages que les colons allemands ont construits lors de la colonisation de l'Est allemand, notamment la Silésie. Ce sont des villages qui sont construits sur des terrains déforestés, le long d'une route. Ces traces de planification de la colonisation, d'organisation du travail de la terre démontrent la présence allemande, en plus des noms des villages d'origine allemande. Elle constate aussi dans son étude que les villages avoisinants ont tenté de copier le modèle de colonisation allemand, mais n'ont pas réussi à la maintenir dans le temps. Elle en déduit que d'une part, les Slaves sont incapables de planifier, d'organiser leur installation sur un territoire, et que donc dans les mêmes conditions géographiques, topographiques, climatiques ; les Allemands font un meilleur travail qu'eux.

[889] GRAUL Hans, GRAUL Hans et HILDEBRANDT Gisela (dir.), *Beiträge zur Siedlungsgeographie des Generalgouvernements*, Cracovie, Burgverlag, 1943 (Schriftenreihe des Instituts für deutsche Ostarbeit Krakau. Sektion Landeskunde).

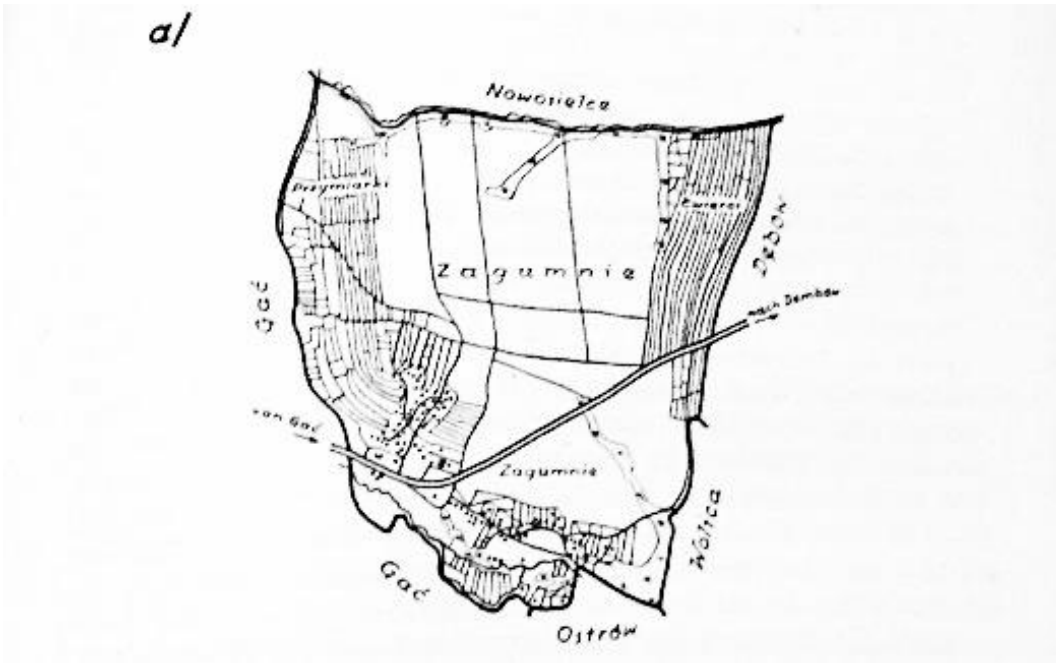


Figure 25: Plan du village de Białoboki, tiré de G. Hildebrandt, 1943[890].

Pour remplir sa mission particulière, l'IDO n'a pas seulement analysé la transformation par le travail allemand du territoire polonais, mais a aussi utilisé les ressources universitaires polonaises de Cracovie, pour son travail d'appropriation. L'IDO employait en plus des *Ostforschers* Allemands (Autrichiens) aussi un certain nombre d'universitaires polonais, principalement de l'UJ, soit dès le début pour les assistants, soit après leur retour des camps, pour les professeurs. Les Polonais et Ukrainiens y étaient employés pour soutenir le travail de recherche allemand : pour traduire des textes polonais, faire des recherches documentaires. Beaucoup d'entre eux utilisait leur emploi à l'IDO pour survivre et étaient en parallèle actif dans l'université souterraine de la résistance polonaise[891]. Environ 60 Polonais furent employés à l'IDO, dont une partie s'employait donc à saboter le travail de l'IDO, et d'informer la résistance polonaise, l'*Armia krajowa*, AK, des activités de recherche de l'IDO[892]. Les chercheurs polonais, rescapés de la répression nazie, contribuent par exemple, en menant des recherches sur la linguistique polonaise : en montrant les « emprunts » à l'allemand dans la langue polonaise.

[890] *Ibid.*, p. 139.
[891] BAŁUK-ULEWICZOWA Teresa, *Wyzwolić się z błędnego koła: Institut für Deutsche Ostarbeit w świetle dokumentów Armii Krajowej i materiałów zachowanych w Polsce*, Cracovie, Arcana, 2004 (Arkana Historii), p. 14. Cet ouvrage, préparé par une proche d'un des chercheurs polonais ayant travaillé à l'IDO Tadeusz Ulewicz, a été préparé en réponse au travail d'Aneta Rybicka, à laquelle elle reproche d'accuser injustement les universitaires polonais de collaboration : RYBICKA Anetta, *Instytut Niemieckiej Pracy Wschodniej = Institut für Deutsche Ostarbeit: Kraków 1940-1945*, Varsovie, DiG, 2002.
[892] GAWĘDA Stanisław, *Die Jagiellonische Universität in der Zeit der faschistischen Okkupation 1939-1945*, Jena, Urania-Verlag, 1981, p. 46.

D'autres contribuent à la « juivologie », avec des travaux sur les juifs dans le folklore des Slaves de l'Est ou l'image des juifs chez les humanistes, dans la section dédiée de l'IDO : le *Referat Judenforschung*, dirigée par Josef Sommerfeldt (1914- ?)[893]. J. Sommerfeldt avait étudié la germanistique, l'histoire médiévale et la slavistique à Leipzig en 1933-34 puis à Königsberg 1934-35, un parcours dans les centres classiques de formation *völkisch.* Il avait ensuite effectué son service militaire, avant de reprendre ses études à Berlin, où en 1939 il termine un doctorat sur « la question juive comme problème de l'administration en Prusse septentrionale (*Die Judenfrage als Verwaltungsproblem in Südpreußen*). Il entre à la NSDAP en 1937. Avec le déclenchement de la guerre, il trouve rapidement un poste comme assistant scientifique à la commission d'évaluation des archives de Varsovie auprès du Ministère allemand des Affaires étrangères. (*wissenschafltlicher Hilfsarbeiter in der Kommission zur Auswertung der Warschauer Akten beim AA*), jusqu'en 1940, avant de rejoindre l'administration du *Generalgouverneurs* Frank. Il comptait parmi ses assistants, Richard Böhm (1914-?), qui était catégorisé comme Allemand de Pologne. Il avait été recruté sur la base de ses qualifications : il avait fait des études à Cracovie, entre autres d'orientalistique et maitrisait l'hébreu. Cependant, ses compétences ne furent pas utilisées pour la recherche[894]. De plus, selon les notes laissées dans les archives administratives de l'IDO, R. Böhm entretenait des rapports trop familiers avec les collaborateurs polonais et avait tendance à communiquer avec eux en polonais. Les chercheurs polonais étaient aussi mobilisés pour travailler dans cette section, tels Franciszek Begejowicz (1914-1967), qui collectait les proverbes sur les juifs dans les langues polonaises, russes, biélorusses et ukrainiennes[895]. Un des résultats de cette recherche fut la réédition d'un pamphlet antisémite de 1618[896], préfacé par J. Sommerfeldt. Ce pamphlet doit servir à illustrer, selon J. Sommerfeldt, l'antagonisme durable entre les Allemands et les juifs.

Ce qui nous intéresse ici, c'est que l'IDO va puiser dans des ressources polonaises pour mener son travail de légitimation d'implantation à l'Est. Par exemple, dans la section de *Rassenforschung*, Joseph Sommerfeld s'est intéressé aux plans polonais pour un « État juif » aux 19-20^{e} siècles, en 1943, alors que la politique menée par les NS avait largement dépassé le stade de l'expulsion et été passé à l'extermination[897]. Le travail sur les juifs de la zone occupée de Pologne est d'ailleurs revendiqué comme étant un sujet qui n'a pas été traité par la « juivologie » du Reich[898]. Les activités « scientifiques » de l'IDO se concentrent d'ailleurs dès la mi 1941 sur la « recherche » en histoire et en

[893] RUPNOW Dirk, *Judenforschung im Dritten Reich: Wissenschaft zwischen Politik, Propaganda und Ideologie*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 2011, pp. 131-139.
[894] *Ibid.*, p. 135.
[895] *Ibid.*, p. 136.
[896] Sebastian MICZYŃSKI, *Hie Bürger, hie Jude: Eine Krakauer Kampfschrift aus d. Jahre 1618*, Cracovie, Burgverlag 1941, 1941, 90 p.
[897] BRUTTMANN Tal, *Auschwitz*, Paris, La Découverte, 2015.
[898] COBLITZ, « Das Deutsche Institut für Ostarbeit », *art. cit.*, 1941, p. 39.

« judologie »[899]. Mais de manière générale, l'IDO ne semble pas se caractériser par une productivité particulière. À la fin de la guerre, le front Est se rapprochant dangereusement de Cracovie, l'IDO fut évacué en Bavière et réorienta ses activités vers des domaines plus directement utiles à l'effort de guerre, cette fois-ci en recourant à la collaboration plus ou moins volontaire de physiciens et chimistes soviétiques ayant été fait prisonniers, pour développer des techniques type radars. La combinaison entre les recherches sur l'Est et la « juivologie » se retrouvent aussi dans l'environnement de Rosenberg et de Leibbrandt, surtout après 1941. G. Leibbrandt avait représenté Rosenberg à la conférence de Wannsee[900]. Parmi les travaux de l'*Einsatzstab* de Rosenberg, on trouve l'ouvrage de Johannes Pohl (1904-1960)[901], un orientaliste qui maîtrisait l'hébreu, qui dresse un bilan statistique de la population juive d'URSS, utilisant notamment des sources en yiddish, parues entre 1926 et 1937. Il propose des catégories de juifs, classés géographiquement : les juifs occidentaux, les juifs de Crimée, de Géorgie, d'Asie centrale et des montagnes (*Bergjuden*). J. Pohl reproduit ensuite les statiques socio-professionnelles, avec la part des juifs au chômage, ou dans les différents secteurs d'activités, dans l'industrie, le commerce etc. : la part les juifs dans les ouvriers de la métallurgie, dans la paysannerie, dans l'armée, puis leur part dans les républiques socialistes. Enfin, il présente un panorama des institutions culturelles juives : les écoles, les théâtres, la presse, les musées. Une documentation produite par un membre d'une organisation qui a pillé ces institutions culturelles et leur patrimoine.

La SS n'est pas en reste non plus, avec un ouvrage de la même année, dédié à l'Union soviétique, son espace et ses peuples[902]. Dans cet ouvrage, l'URSS est le résultat d'une politique de puissance (*machtpolitik*) et n'a pas grandi sur la base d'une unité « organique ». Dans une version raciale de la théorie normande, les peuples d'URSS sont le résultat du mélange des « sangs » allemands et asiatique, le « sang » allemand étant porteur de la civilisation[903]. L'URSS menait une politique d'expansion vers l'Ouest, héritée des tendances impérialistes russes, mais cette fois, dépassant les frontières « naturelles » d'une expansion russe, motivée par la religion. L'expansion bolchevique, en marche « ces deux dernières années » est arrêtée par la « Grande Allemagne », qui emmène toute l'Europe pour repousser le bolchevisme à l'Est[904]. L'expansion allemande, elle, est justifiée par la répartition inégale des ressources territoriales : l'Allemagne surpeuplée a besoin de terres, plus que l'URSS déserte[905]. Cet espace gigantesque que les Russes n'ont pas su exploiter efficacement durant

[899] BAŁUK-ULEWICZOWA, *Wyzwolić się z błędnego koła*, *op. cit.*, 2004, p. 17.
[900] PIPER, *Alfred Rosenberg*, *op. cit.*, 2009, p. 593.
[901] POHL Johannes, *Juden in der Sowjetunion zu Beginn der Herrschaft Stalins: Statist. Angaben aus jiddisch-sowjetischen Quellen mit 59 Tab*, Tilsit Leipzig [Riga], Holzner Verl. [H. O. Holzner], 1942.
[902] *Die Sowjet-Union, Raum und Völker*, Berlin, Der Reichsführer SS, SS-Hauptamt/IV, 1942.
[903] *Ibid.*, p. 6.
[904] *Ibid.*, p. 10.
[905] *Ibid.*, p. 13.

leur histoire, les Allemands vont l'organiser et mettre au service de toute l'Europe[906]. L'inefficacité soviétique s'explique dans cette logique par le mélange « racial » de l'URSS : la « purée de peuple » (*Völkerbrei*[907]). Les auteurs déclinent pour chaque secteur d'activité, cette inefficacité soviétique, que remplace l'efficacité germanique : dans le charbon, le bois, le pétrole, le fer etc. Ils produisent une série d'illustration, mettant en avant le contraste entre l'organisation allemande et soviétique :

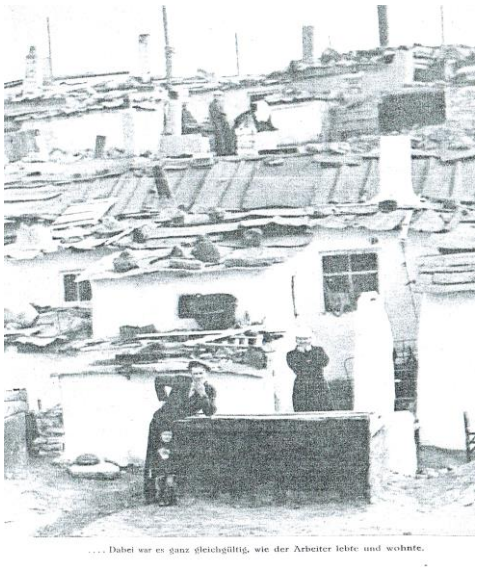


Figure 26 : Village soviétique dans *Die Sowjet-Union, Raum und Völker* (1942)

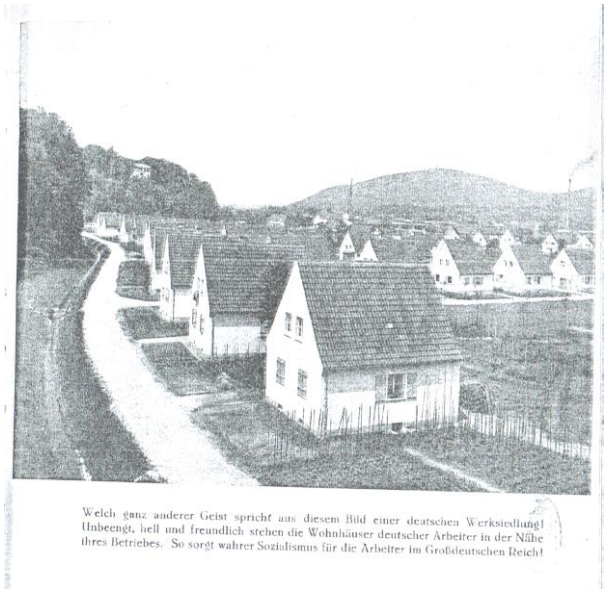


Figure 27 : Village allemand dans *Die Sowjet-Union, Raum und Völker* (1942)

Commentaires sous les images :

« C'est égal [aux dirigeants soviétiques] dans quelles conditions les travailleurs habitent » (p. 89)

« Quel esprit différent est exprimé dans cette image d'une colonie allemande de travailleurs. Les maisons des travailleurs allemands se tiennent espacées, claires et aimables à proximité de l'entreprise. C'est ainsi que le véritable socialisme du Grand empire allemand prend soin des travailleurs. » (p. 91)

[906] *Ibid.*, p. 30.
[907] *Ibid.*, p. 64.

***

L'expertise nazie de l'Est fait preuve, à la vue de ces exemples de textes, d'une grande diversité, qui témoigne de l'élasticité de l'idéologie nazie, surtout dans sa dimension de projection et d'utopie. Chaque expert reprend à son compte les grandes lignes idéologiques : une lecture du monde en termes d'altérités indépassables et la domination allemande, pour proposer un projet ou une mise en pratique du projet. On voit que même dans ce contexte, la connaissance de l'autre peut être mobilisée contre lui-même, à travers quoi l'expertise de l'Est montre toute son ambiguïté. On a vu aussi, que l'altérité n'était pas systématiquement nourrie d'une lecture raciale, mais qu'à l'occasion d'un manuel sur les travailleurs de l'Est, des stéréotypes plus anciens ressurgissaient, hérités plutôt d'une vision romantique de la Russie. Enfin, les figures de l'altérité « du juif » et de l'Est, se nourrissent mutuellement, dans les cas de l'expertise de l'Est nazie mais de manière insensible chez H. Schaeder. Les expertises nazies restent silencieuses sur la violence de la guerre et ne formulent pas les conséquences de la lecture en termes d'altérité de l'Est.

Chapitre 6

Redéfinitions polonaises : l'expertise polonaise face aux violences allemandes, soviétiques et aux crispations nationales polonaises (1939-1945)

La question territoriale pour la Pologne, face à l'Allemagne, à la Lituanie et l'URSS étaient des questions centrales de sa politique étrangère après 1918, mais aussi face à la Tchécoslovaquie, pour une surface moins spectaculaire, mais aux implications fondamentales : la région de Teschen. Après la Première Guerre mondiale, ce territoire avait fait l'objet d'une contestation des Polonais, après son rattachement à la Tchécoslovaquie, au nom de la population polonaise qui y résidait. Cette question resurgit dans le contexte de la contestation des frontières par Hitler en amont de la conférence de Munich en 1938[908]. Pour l'historien Sławomir Dębski, un des facteurs qui a poussé la diplomatie polonaise à ne pas adopter de posture de solidarité avec son voisin septentrional était la politique d'ouverture tchécoslovaque envers l'URSS[909], à côté d'autres facteurs de volonté de faire pression sur les alliés occidentaux de la Pologne, contre leur politique d'apaisement de l'Allemagne hitlérienne. La diplomatie polonaise chercher à marquer sa souveraineté, mais ce faisant, elle se joint au mouvement de contestation des frontières sur le principe ethnique, aux côtés d'Hitler. Le 30.09.1938 elle lance un ultimatum à la Tchécoslovaquie pour le règlement de la question de Teschen, Zaolzia en polonais, tout en s'assurant de la non opposition allemande à cette démarche[910]. Cette politique produit cependant des effets inverses et discrédite la Pologne aux yeux de ses partenaires. Cette politique suscite une forte opposition également en interne, qui divise la classe politique polonaise, à la veille de la guerre, sur les principes de la politique étrangère polonaise, dont les effets se font sentir dans les mois suivants. Ainsi, O. Górka qui proteste vigoureusement contre cette politique est congédié de son poste de secrétaire de l'Institut de l'Est et S. Zabiełło est également marginalisé peu avant l'attaque allemande sur la Pologne.

---

[908] DĘBSKI Sławomir, « Przyczyny II wojny światowej. Polska, Związek Sowiecki i kryzys systemu wersalskiego », in: ROTFELD Adam Daniel, TORKUNOV Anatolij Vasil'evič et RAWSKA Katarzyna, *Białe plamy - czarne plamy: sprawy trudne w polsko-rosyjskich stosunkach 1918-2008*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 2010, pp. 141-176.
[909] *Ibid.*, p. 154.
[910] *Ibid.*, pp. 156-157.

1. La discussion en exil sur la défense de la frontière orientale polonaise

La Pologne, après la double invasion allemande le 1er septembre et soviétique le 17 septembre 1939, se retrouve effacée par ses voisins : l'URSS entre militairement en Pologne, arguant de l'incapacité de l'État polonais n'est plus en mesure d'assurer la sécurité de ses citoyens, notamment des minorités biélorusses, juives et ukrainiennes. Le gouvernement polonais se réfugie en Roumanie, avant de se refonder en France. Le président polonais Ignacy Mościcki (1867-1946) transfère son mandat au président du Sénat, Władysław Raczkiewicz (1885-1947), qui nomme à son tour, Władysław Sikorski (1881-1943). La coalition de la *sanacja* se trouve ainsi au sein d'une coalition transpartisane, qui rassemble les plus grands partis politiques représentés au *Sejm* : le Parti socialiste (*Polska Partia Socjalistyczna*), le Parti populaire-agraire (*Stronnictwo Ludowe*), le Parti travailliste conservateur (*Stronnictwo Pracy*) et les nationaux-démocrates (*Stronnictwo Narodowe*)[911]. À côté de cette coalition rassemblée dès octobre 1939, un conseil national est constitué en décembre 1939, qui remplace le parlement dissous. Parallèlement à ces structures politiques fondées dans la continuité légitime à l'étranger, en France, des structures sont formées en Pologne même : le Service de la victoire de la Pologne (*Służba Zwycięstwu Polski*), dès septembre 1939, qui devient l'Union de combat armé (*Związek Walki Zbrojnej*) en novembre 1939, et finalement l'Armée du pays/de l'intérieur (*Armia Krajowa*) en février 1942[912]. Sans revenir sur ces structures, elles se fondent sur des mouvements politiques majoritaires et ne laissent qu'une place marginale voire nulle aux minorités de la Pologne. Le « consensus national » se fait sur une conception resserrée de la communauté politique nationale. En Pologne même, (dans le pays, *w kraju*), les structures militaires de la résistance sont dominées jusqu'en février 1942 par l'Union pour la lutte armée (*Związek Walki Zbrojnej*) avant de se refonder en Armée de l'intérieur (*Armia krajowa*) sous lequel elle est mieux connue. A côté de cette armée de résistance reposant sur les structures de l'armée polonaise défaite, d'autres organisations armées se sont constituées : des groupuscules plus nationalistes mais surtout, un mouvement lié à l'URSS. Jusqu'en juin 1941, une partie significative de la population polonaise s'est trouvée intégrée à l'URSS, et les soldats de l'armée polonaise étaient en grande majorité fait prisonniers. Après les accords Sikorski-Maïsky, passés le 30 juillet 1941 entre le gouvernement en exil polonais et l'URSS, cette dernière reconnaît la légitimité du premier et autorise la formation d'une armée polonaise sur son territoire, avec ces prisonniers de guerre, qui sont alors « amnistiés ». C'est l'armée que dirige Władysław Anders

[911] SALMONOWICZ Stanisław, « Les autorités de la Pologne en exil et l'état clandestin polonais », *Guerres mondiales et conflits contemporains* (261), 2016, p. 28.
[912] *Ibid.*, p. 32.

(1892-1970) et qui rejoint après une tortueuse formation, les troupes alliées occidentales au Proche Orient en 1942. L'URSS se montre réticente à laisser une armée polonaise se former sur son territoire et cherche assez rapidement à mobiliser les polonais dans une armée polonaise au sein de l'Armée rouge. C'est l'Armée Populaire polonaise (*Armia Ludowa*).

Le gouvernement en exil polonais se trouvait dans une situation très précaire, faisant face à une situation difficile à comprendre, tant sur le plan de l'avenir de l'État polonais que de sa population. Comme le souligne justement Dariusz Stola, ce gouvernement en exil représentait une partie significative des victimes de la politique nazie d'expansion à l'Est et de destruction, tout en ayant traversé une refondation des équilibres politiques de 1939[913]. Le territoire de l'ancien État polonais était le lieu d'abord de la ghettoïsation puis du massacre de la population juive par les occupants nazis, tout en comptant désormais une majorité de partis peu enclins à reconnaître les citoyens polonais juifs comme faisant partie à part égale de la communauté nationale polonaise. En effet, le gouvernement de la *Sanacja* avait mis en œuvre des politiques de discrimination antisémites dans la fin des années 1930, et mené une lutte contre les mouvements politiques ukrainiens, l'identité politique n'était pas tout aussi explicitement polono-centrée que les partis formant la majorité dans le gouvernement en exil, tels la Démocratie Nationale (*Narodowa Demokracja*, *Endecja*) ou même le Parti populaire (*Polskie Stronnictwo Ludowe*, PSL).

L'idée d'exclure les juifs de la communauté nationale polonaise avait déjà fait son chemin en 1938 notamment avec la modification de la loi sur la nationalité polonaise, du 31 mars 1938, qui permettait de retirer la citoyenneté à des Polonais résidant à l'étranger depuis plus de 5 ans, et qui eut des conséquences tragiques lors de l'expulsion des juifs Polonais d'Allemagne à la fin de l'année 1938[914]. L'idée de bannir les citoyens juifs du territoire national polonais avait aussi fait l'objet de discussions désormais connues, avec le gouvernement français, pour autoriser l'accès à Madagascar de ces personnes expulsées. L'idée d'une redéfinition de la communauté nationale n'était pas nouvelle dans le débat politique polonais, mais la guerre lui donne une configuration particulière. La priorité du gouvernement en exil restait la restauration de l'État polonais, notamment la défense de la frontière orientale. La protection de la population civile, dont celle visée par des mesures particulièrement brutales qu'était la population définie comme juive par l'occupant allemand, mais aussi par l'occupant

[913] STOŁA Dariusz, « The Polish Government-in-exile: National Unity and Weakness », *Holocaust Studies. A Journal of Culture and History* 18 (2), 2012, pp. 95-118.

[914] Voir notamment Bettina GOLDBERG, « Die Zwangsausweisung der polnischen Juden aus dem Deutschen Reich im Oktober 1938 und die Folgen », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 46 (1998), pp. 971-984. Une grande partie de ces personnes fut repoussée à la frontière germano-polonaise, où elles furent contenues dans des camps de rétention, dont un centre important à Zbąszyń, qui a fait l'objet d'une étude historique, voir : http://www.zbaszyn1938.pl/zbaszyn/en, consulté le 8.07.2016. Une autre partie a fuit vers l'Ouest, dont le Luxembourg, ce qui fait l'objet d'une étude actuelle de l'Université de Luxembourg, sous la direction de Denis Scuto (projet Luxstapoje).

soviétique. En effet, la politique du gouvernement en exil balançait entre les reproches de défection des citoyens polonais faisant partie des minorités allemandes, biélorusses, juives et ukrainiennes aux occupants et la revendication de protéger ces citoyens notamment contre leur intégration forcée à la communauté soviétique. Le gouvernement de la *Sanacja* avait été discrédité par la défaite polonaise face à l'invasion allemande, et la position de l'*Endecja* renforcée par ce discrédit[915]. Le gouvernement en exil était constitué sur la base d'une « unité nationale », intégrant les principaux partis politiques polonais, représentés à la *Sejm* sans toutefois intégrer les partis représentant les minorités, dont les partis luttant pour la reconnaissance des droits ukrainiens ou juifs. La position ambivalente et hésitante du gouvernement en exil polonais faisait aussi écho aux positions ambivalentes de la politique de l'allié britannique, entre la pression exercée par les courants libéraux et la difficulté de prendre au sérieux les informations affluant des zones occupées sur le sort des populations juives. Car, comme le montre les difficultés que rencontre Jan Karski (Jan Kozielewski, 1914-2000) dans sa mission d'information, la prise de conscience de l'ampleur du drame des populations juives fut malaisée, et le gouvernement polonais en exil fut un relais important de celles-ci. C'est donc une situation extrêmement complexe, où convergent les enjeux internes et externes, dans une tension extrême, que les experts tentent de déployer leurs analyses et leurs pratiques.

2. Les efforts de médiation d'Olgierd Górka entre le gouvernement en exil, les juifs et les Ukrainiens

En 1940, Olgierd Górka avait derrière lui une longue expérience politique, diplomatique de situations les plus épineuses et semble avoir pris pour habitude de les affronter avec franchise, sans craindre la polémique. Sur le plan académique, il s'était attaqué aux sujets difficiles et avait pris une position à contre-courant de ce qu'il estimait être le discours dominant, et probablement à juste titre, au vu des réactions suscités[916]. Il avait une maitrise certaine de différentes langues, y compris le latin, et tout au long de ses textes, on peut deviner un attachement à un ton non conformiste, en écho peut-être au non conformisme légionnaire, tout en revendiquant une reconnaissance de ses qualifications académiques et militaire.

Sa passion est dans la dénonciation des injustices semble-t-il, et pour ce faire, il emploie donc les

[915] STOŁA, « The Polish Government-in-exile: National Unity and Weakness », *art. cit.*, 2012, p. 100.
[916] KOSTKA Halina (dir.), *W obronie « Ogniem i mieczem »: polemiki z Olgierdem Górką :wybr tekstów*, Cracovie, Wydawnictwo Naukowe Akademii Pedagogicznej, 2006.

grands moyens. Ainsi, durant la guerre, en août 1942 il dénonce auprès des dirigeants du gouvernement en exil, les agissements de la Croix rouge polonaise en Russie, qui « dépense trop » pour des couvertures livrées aux Polonais d'URSS[917]. En réponse, la Croix Rouge l'attaque pour diffamation, et lui impose une procédure disciplinaire. O. Górka se défend de janvier 1943 à mars 1944, en usant d'arguments d'autorités, comme cette signature dans laquelle il se qualifie comme professeur de l'Université Jan Kazimierz de Lwów, major diplômé et cavalier de l'ordre du courage militaire, « etc. ». Au-delà de l'anecdote, cette signature illustre une attitude de serviteur de l'État polonais, qui garde toute son indépendance intellectuelle et sa distance critique, tout restant loyal à celui-ci. C'est cette caractéristique qu'a retenue son biographe, l'historien Zbigniew Romek[918]. Nous voulons nous pencher sur ses efforts continus pour représenter auprès de son État, le point de vue de partenaires potentiels. Nous allons analyser les différents registres qu'il utilise pour se faire comprendre de ses interlocuteurs, à qui il ne se prive pas de rappeler qu'il ne partage pas leur avis.

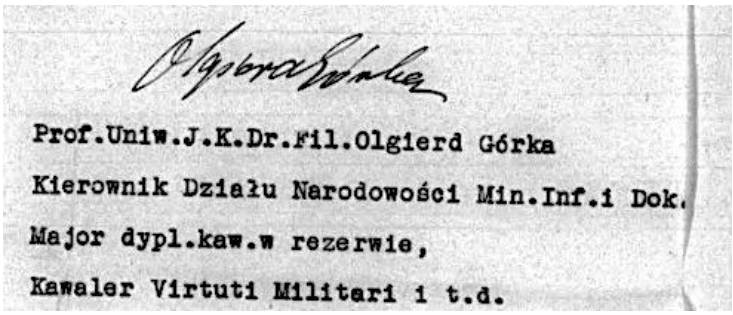

Prof.Uniw.J.K.Dr.Fil.Olgierd Górka
Kierownik Działu Narodowości Min.Inf.i Dok.
Major dypl.kaw.w rezerwie,
Kawaler Virtuti Militari i t.d.

Figure 28: Signature de la lettre de janvier 1943 d'O. Górka, listant tous ses titres universitaires, administratifs et militaires.

Dès 1940, le gouvernement en exil appelle à ne pas contribuer aux actions antijuives allemandes, car elles le discréditent auprès des Alliés. Le 25 septembre 1941, l'AK appelle le gouvernement en exil à ne pas donner trop de publicité à des actions en faveur des juifs, car elles démotivent les combattants sur place[919]. Dans le même temps, la question prométhéenne refait surface. Dès novembre 1939, la structure de contact avec la résistance en Pologne du gouvernement polonais en exil (*Komitet Ministrów dla Spraw Kraju*), publie une déclaration soutenant la création d'une Ukraine indépendante, fédérée à la Pologne[920]. Plus tard, en avril 1940, le vice-ministre des Affaires étrangères, Zygmunt Graliński (1897-1940) propose à son tour au gouvernement en exil de réactiver la politique prométhéenne, au vu des nouvelles évolutions internationales, notamment dans le Caucase et en Finlande, où la résistance antisoviétique s'organise. Le gouvernement en exil discute alors de

[917] On peut suivre l'affaire dans les archives numérisées de l'Institut Polonais de Londres PRM 143 : Polski Czerwony Krzyż, 1944, disponible sous : http://polishinstitute.com/prm/prm143.pdf, consulté le 8.07.2016.
[918] ROMEK, *Olgierd Górka*, *op. cit.*, 1997.
[919] STOŁA, « The Polish Government-in-exile: National Unity and Weakness », *art. cit.*, 2012.
[920] KWIECIEŃ Marcin et MAZUR Grzegorz, « Memoriał profesora Olgierda Górki w kwestii ukraińskiej z 4 stycznia 1940 roku », *Zeszyty Historyczne*, 2002, p. 165.

l'opportunité de soutenir les forces ukrainiennes, comprenant des citoyens polonais de la minorité ukrainienne. À chacune de ces prises de positions gouvernementales, Olgierd Górka réagit et souligne les contradictions gouvernementales polonaises, parfois directement en réponse à une proposition[921], soit sans que le motif ait laissé de traces claires. Il garde son ton libre et clair dans ses textes et, souligne qu'il s'appuie « sur des informations personnelles ». En effet, le panorama qu'il propose des partis politiques ukrainiens est construit sur son expérience passée et les contacts qu'il a entretenus avec différents milieux politiques ukrainiens dans le cadre de ses fonctions précédentes.

En janvier 1940, il propose un mémorandum sur la question ukrainienne, dans le contexte de la formation d'une armée polonaise à l'étranger, qui pose la question de la loyauté des différents groupes de citoyens polonais. Il fait le tour des différents regroupements politiques ukrainiens en exil, des partisans de Skoropadski, les communistes jusqu'aux partisans de Petlioura. C'est sur ce dernier groupe qu'il s'arrête le plus longuement :

> « Je pense qu'il est de ma responsabilité de souligner, que malgré une dépendance de vingt ans vis-à-vis des Polonais, c'est un groupe de personnes qui sont globalement idéologiques et nullement pas du type qu'on pourrait forcer par le subventionnement à soutenir des choses qui seraient contraire à leur conception des intérêts de l'Ukraine. »[922]

Il qualifie à cette occasion Roman Smal-Stocki, qu'il a donc fréquenté durant ses années d'activité à l'IW, de « Machiavel » de ce groupe, passant de Berlin à Cracovie/Varsovie au service de ce groupe. Górka souligne la persistance de la loyauté de ce groupe envers la Pologne, « à [s]a grande surprise » durant même après l'invasion soviétique. Il a pu s'en assurer par une discussion « ouverte et franche » avec plusieurs membres du mouvement de l'UNDO. Pour Górka, cette attitude s'explique par la perception de la puissance de la Pologne dans la région, mais l'action du gouvernement polonais dans les années 1930, notamment, en Volhynie « a détruit toute possibilité de travail et de réconciliation »[923]. Les nationalistes de l'UON dominent l'émigration ukrainienne et nourrissent une animosité indépassable envers la Pologne et sont au contraire plutôt proches des Allemands. Toutefois :

---

[921] KWIECIEŃ Marcin, « Kilka dokumentów z dziejów ruchu prometejskiego lat drugiej wojny światowej », *Krakowskie Studia z Historii Państwa i Prawa* 7 (2), 2014.

[922] « Uważam za swój obowiązek podkreślić, że mimo dwudziestoletniej zależności od Polaków jest to grupa ludzi na ogół ideowych i bynajmniej nie takich, których subwencjonowaniem można zmusić do popierania rzeczy sprzecznych z ich sposobem pojmowania interesów Ukrainy. », cité dans : KWIECIEŃ et MAZUR, « Memoriał profesora Olgierda Górki w kwestii ukraińskiej z 4 stycznia 1940 roku », *art. cit.*, 2002, p. 171.

[923] *Ibid.*, p. 172.

> « Je considère toutefois comme mon obligation de souligner que tout comme les partisans de Petlioura, se reposant financièrement sur la Pologne, on ne peut pas les considérer comme des mercenaires sans idéaux, capables d'agir contre les intérêts ukrainiens, tout comme, malgré leur complète dépendance et alliance de l'UON [Organisation des nationalistes ukrainiens] à Berlin, on ne peut pas les considérer comme des mercenaires sans idéaux, incapables de se retourner contre les Allemands, dans la mesure où la politique allemande sans aucun doute se retournerait contre les besoins ukrainiens. »[924]

En ce qui concerne les Ukrainiens « aux mains des Allemands »

> « Indépendamment de tels ou tels courants de formations ukrainiennes, indépendamment de tels ou tels zigzags allemands sur le segment ukrainien – on ne peut pas s'autoriser à oublier que les Allemands toujours et continuellement, tout simplement tiennent « comme à la laisse » - dans leurs mains policières, les plus illustres représentants ukrainiens ou les plus à même d'agir. »[925]

Ils ont notamment été rejoints « spiritus movens » par R. Smal-Stocki. Pour ce qui est de l'opinion polonaise, Górka différencie l'évolution sur les terrains occupés par l'URSS et les milieux politiques polonais de l'émigration :

> « Sur la base de larges récits, je suis à même de juger que sur le fond de l'actuelle aversion de la critique et du mépris des gouvernements soviétiques sur les terres occupées polonaises, se créent même entre l'élite polonaise et ukrainienne une certaine aspiration non cristallisée au rapprochement et à la réconciliation. Le retournement dans l'émigration – bien sûr m'exprimant sur ça complètement indépendamment de la position du gouvernement lui-même, mais sont assises sur l'activité de la presse, les informations etc. »[926]

---

[924] « Uważam jednak za swój obowiązek podkreślić, że tak jak Petlurowców, opierających się finansowo o Polskę, nie można ich uważać za jakichś bezideowych najemników, zdolnych do działań przeciw interesom ukraińskim, tak samo mimo całej zależności i łączności UON z Berlinem, nie można ich uważać za bezideowych najemników, niezdolnych do zwrócenia się przeciw Niemcom, o ile polityka niemiecka niewątpliwie zwróciłaby się przeciw potrzebom ukraińskim. » dans *Ibid.*, p. 173.

[925] « Niezależnie od takich czy innych prądów ugrupowań ukraińskich, niezależnie [od] takich czy innych zygzaków niemieckich na odcinku ukraińskim - nie wolno nam nigdy o tem zapominać, że Niemcy zawsze i stale, po prostu "jak na smyczy" – trzymają w swoim policyjnym ręku najwybitniejszych, czy najbardziej nadających się do działania przedstawicieli ukraińskich. » *Ibid.*, p. 175.

[926] « Na podstawie szeregu relacji mam prawo sądzić, że na tle współczesnej niechęci krytyki i lekceważenia rządów sowieckich na okupowanych ziemiach polskich wytwarzają się nawet między inteligencją polską a ukraińską pewne nieskrystalizowane dążenia do zbliżenia się i porozumiewania. Odwrotnie na emigracji – oczywiście mówiąc o tem zupełnie niezależnie od stanowiska samego Rządu – nastroje antyukraińskie nie tylko

Il met en perspective cette attitude, avec l'expérience qu'il a eu des milieux de l'émigration, notamment ukrainienne[927]. De ces observations, il tire une conclusion très nette : l'impossibilité de revenir à la frontière orientale polonaise :

> « Ainsi, tous les Ukrainiens sans exception, sont d'avis que l'ancienne frontière polono-soviétique, qu'elle est impossible à maintenir et qu'elle appartient aux choses sur lesquelles on ne peut plus parler. (…) Non seulement le côté nationaliste, mais aussi les partisans de Petlioura et l'UNDO campent sur la position, que même si l'union de toutes les terres ukrainiennes s'est fait sans leur souhait et même contre leur volonté, ça n'en n'est pas moins « l'Ukraine unifiée » - c'est un fait accompli, qu'aucun Ukrainien ne peut rayer. (…) Cette pensée d'une fédération polono-ukrainienne est en revanche sur les lèvres de beaucoup de personnes sous l'actuelle occupation soviétique et aussi on trouve une résonance de sympathie dans de nombreuses têtes polonaises. Il faut à cette occasion souligner le plus fortement et le plus nettement possible, que tous les Ukrainiens traitent le respect de l'ancienne frontière polono-soviétique comme vain et intenable, sans exception, dans leurs conversations avec les Français et les Anglais, qui envers les Ukrainiens ne manquent pas de souligner qu'il est impensable de revenir à l'ancienne frontière polonaise. »[928]

Dans son texte, il redonne les réflexions qui ont cours dans les milieux politiques ukrainiens et replace la question de la loyauté tant dans le contexte de la politique polonaise envers la minorité ukrainienne d'avant-guerre que l'occupation dont le fait accompli d'une « réunification » territoriale ukrainienne, marque les imaginaires. Il souligne dès ce moment clairement, qu'une marche arrière est quasiment inconcevable pour les Ukrainiens, que néanmoins, l'idée d'une alliance avec les Polonais n'est pas exclue. Et surtout, les Polonais ne sont pas les intermédiaires entre les Ukrainiens et les Occidentaux, et que ce dialogue direct influe sur la disponibilité des Occidentaux à soutenir la politique polonaise dans son ensemble. Il y a déjà dans ce texte, un leitmotiv de ses analyses qui revient tout au long de la guerre : l'interdépendance entre le traitement par les Polonais de leurs minorités, non

---

utrzymują się, ale są podtrzymywane działaniem prasy, powiadaniami itd. » *Ibid.*, p. 178.

[927] *Ibid.*, p. 180.

[928] « Wszyscy więc Ukraińcy bez wyjątku są zdania, że dawna granica polsko-sowiecka nie istnieje, nie da się utrzymać i należy do rzeczy, o których w ogóle nie można już mówić . (…) Nie tylko strona nacjonalistyczna, ale petlurowsko-undowska stoi na stanowisku, że chociaż połączenie wszystkich ziem ukraińskich dokonało się bez ich życzenia, a nawet wbrew ich woli, to niemniej "zjednoczenie Ukrainy" – to fakt dokonany, którego żaden Ukrainiec przekreślać nie może. (…) Ta myśl federacji polsko-ukraińskiej jest natomiast na ustach wielu ludzi pod dzisiejszą okupacją sowiecką, a także znajduje oddźwięk sympatyczny w szeregach głów polskich. Potrzeba przy tym najsilniej i najwyraźniej podkreślić, że fakt uważania dawnej granicy polsko-sowieckiej za nie istniejącą i nie do utrzymania podtrzymywany jest przez wszystkich Ukraińców bez wyjątku przez ich rozmowy z Francuzami i Anglikami, którzy wobec Ukraińców nie kryją się zupełnie z podkreśleniem, że nie można myśleć o przywróceniu dawnej granicy polskiej. » *Ibid.*, pp. 181-182.

seulement avec les relations politiques à l'Est mais aussi à l'Ouest. La lecture biaisée de la situation, telle que perçue par les minorités, encombre fort probablement la crédibilité de la Pologne face aux partenaires, dont elle est vitalement dépendante. Ainsi, l'intégration des citoyens polonais de la minorité ukrainienne, dans les troupes en France lui parait peu réaliste, tant du point de vue ukrainien que français. Ces derniers seraient alors plutôt intégrés directement dans les troupes françaises.

Cette question prend d'ailleurs une tournure plus dramatique, après la défaite de la France. Le 10 août 1940, il transmet au ministre Stanisław Stroński, une analyse détaillée et factuelle préparée par Roman Zawadzki, un officier de l'armée polonaise, de 48 pages[929] sur la question ukrainienne, telle qu'elle se pose au gouvernement en exil. Il présente de manière précise et nuancée les différentes organisations politiques ukrainiennes, y compris le conseil des Ukrainiennes, leurs positions et l'évolution de ces positions envers la Pologne, l'Allemagne, le communisme. On trouve dans cette synthèse, les noms des principaux acteurs de chaque mouvement ukrainien, avec une description des conflits internes de ces organisations. R. Zawadzki s'intéresse notamment aux contacts de certaines organisations ukrainiennes avec les Allemands, notamment sur une ligne « *antikommintern* » sans toutefois indiquer les points de contacts du côté allemand. Il rappelle et condamne les erreurs de la Pologne avant 1939, dont la pacification de 1930 en Volhynie. Il ne mentionne les juifs que dans le contexte de leur place dirigeante dans le mouvement bolchevique (p. 15). Le point final et central de cette synthèse est la question des Ukrainiens par rapport à l'armée polonaise. Le rapport termine sur une série de cas d'Ukrainien préférant rejoindre la Légion étrangère française que de rester sous le drapeau polonais. Roman Zawadzki estime à 4 000, le nombre de soldats ayant quitté les rangs de l'armée polonaise, soit par idéologie communiste, soit par idéologie nationaliste. O. Górka commente ce texte, en relativisant les propos, soulignant les alliances avec le mouvement de l'UNDO, et les buts du prométhéisme. Globalement, il estime que le texte souligne « plutôt les aspects négatifs que positifs de la question ukrainienne ». On voit ici la préoccupation d'O. Górka de toujours nuancer l'animosité, perçue comme naturelle par ses interlocuteurs, qui ne la questionnent pas.

Au fil de la guerre, le ton devient plus alarmé. En novembre 1940, dans le contexte de la visite de Molotov à Berlin, il adresse une nouvelle fois au Ministre Stroński une analyse de la situation internationale[930] et appelle une nouvelle fois le gouvernement en exil à organiser le dialogue avec tous les citoyens polonais, mais en recourant à une rhétorique plus provocante cette fois. Il commence par constater amèrement que ses compatriotes sont concentrés à rêver d'une grande Pologne pour

[929] The Polish Institute in London, Archiwum osobiste Prezesa Rady Ministrów, dossier n° 36: Mniejszości narodowe, Document n° 4, disponible sous http://polishinstitute.com/prm/prm34.pdf, consulté le 8.07.2016.
[930] Texte reproduit en annexe. Tiré de: Institute Hoover Archives, 800/42/0 Ministerstwo Spraw Zagranicznych, dossier n° 607, Minorities in Poland and affairs related to them outside of Poland. General, Ukrainians, disponible sous http://www.szukajwarchiwach.pl/800/42/0/-/607, consulté le 8.07.2016.

l'après-guerre. Il rappelle que la guerre n'est pas le moment des grands plans abstraits, des grandes déclamations patriotiques, mais celui de tirer profit de la situation au jour le jour et de ne pas laisser d'autres prendre le contrôle. Pour en convaincre ses interlocuteurs, il rappelle l'expérience ukrainienne de la 1e Guerre mondiale, qui n'avait pas pu se matérialiser en État souverain. Il essaie ensuite de présenter l'importance d'une politique d'alliance avec les juifs, en URSS, qui seraient les partenaires les plus sincères pour la destruction du pacte entre Hitler et Staline.

Pour en convaincre ses interlocuteurs, il utilise des termes et des concepts qui sont couramment utilisés dans un registre antisémite, pour toutefois plaider en faveur d'une politique de rapprochement des organisations juives, au titre qu'elles sont les alliés les plus fidèles contre Hitler, et la politique d'alliance de Staline avec Hitler.

> « S'il y a une affaire où on peut parler de manière générale d'une 'puissance anonyme juive' et conséquemment d'une quelconque orientation des influences juives, alors nous devons affirmer qu'ils ne sont d'accord que sur une seule question et dans un seul but, à savoir vers la destruction de l'association Hitler-Staline. Dans ce but, tous les cercles juifs sont prêts à tous les efforts et actions, surtout, ils sont prêts à utiliser chaque occasion pour compromettre Staline, tout d'abord aux yeux des Allemands, puis des bolcheviques. – C'est pour cela que tous les éléments juifs, qu'ils se revendiquent sionistes, ou de l'aguda [Agudas Yisroel, Union d'Israël, mouvement politique juif orthodoxe], ou communistes, etc. sont tous absolument en faveur de la renaissance de la Pologne, bien sûr comme un État judéo-polonais (*Judeopolonia*) rêvé avec de larges facilitations pour les juifs, et bien entendu l'égalité des droits.
> La vérité brutale et purement dictée par les intérêts polonais nous commande de déclarer que notre allié le plus sincère dans le monde actuel, la Pologne l'a uniquement dans le judaïsme mondial et dans la démocratie, en d'autres termes, dans l'orientation plus connue chez nous sous judéo-maçonnerie.
> C'est une vérité complètement évidente, que cela plaise aux Polonais ou pas. L'absurde de la politique intérieure polonaise ne tenait pas au fait qu'une aspiration ait été mauvaise ou bonne en soi, mais sur au fait de l'inspiration par des agents hitlériens, nous avons étouffé la vie politique avec des slogans nous préparant à la guerre avec les Soviets, tandis que nous allions en tant qu'État inévitablement en guerre justement contre l'Allemagne. L'absurde décuplé s'est montré dans les incohérences telles que celle des excès, telle qu'a été la politique [de pacification de 1930] en Petite-Pologne orientale envers les Ukrainiens, qui ne pouvait que se montrer dommageable dans l'un et l'autre cas [de la guerre contre les Allemands ou les Soviétiques], car elle était tout simplement le même suicide politique que la campagne anti-tchèque. »[931]

[931] Nous reproduisons ici, le texte avec son absence de signes diacritiques, avec quelques exceptions: « Jesli w jakiejs bowiem sprawie mozna wogole mowic « o anonimowym mocarstwie zydowskim » i o konsekwentnie z jakims kierunku działalacych wpływach zydowskich, to musimy stwierdzic, ze sa one zgodne w jednej tylko sprawie i w jednym tylko celu, tj. w kierunku rozbicia społki Hilter-Stalin. W tym celu gotowe sa wszystkie koła zydowskie do wszelkich wysiłkow i akcji, a zwłaszcza zdecydowani (?) sa przy kazdej okazji skompromitowac Stalina, najpierw w oczach Niemiec, a potem bolszewikow. – Dlatego tez wszystkie elementy zydowskie, czy sie beda nazywac sjionistami, aguda czy komunistami i t. d., sa bezwzglednymi zwolennikami odrodzenia Polski, oczywiscie jako wymarzonej judeo-polonii o mozliwie szerokich ułatwieniach dla zydow, a oczywiscie o

Dans cet extrait, il retourne donc les logiques d'influences antipolonaises attribuées aux juifs par d'autres courants de pensée politique polonaise, pour au contraire, mobiliser une sorte de passé commun rêvé, afin de motiver les hommes politiques polonais à accepter une coopération future. En replaçant la Pologne, comme pays d'épanouissement pour les juifs libéraux, antifascistes, franc-maçon, il attribue une nouvelle interprétation des relations que celle-ci à cette figure du juif, qu'il puise explicitement dans le registre antisémite. Il condamne dans un souffle, la pensée fascisante polonaise, qui mène à côté de l'antisémitisme, à la répression violente des Ukrainiens et aux ambitions d'annexion sur la Tchécoslovaquie. Toutes ces dénonciations, il les fait au nom de l'intérêt étatique polonais. En d'autres termes, pour se sauver, les Polonais doivent construire des alliances, et pour cela être crédible auprès des interlocuteurs. La Pologne ne pourra survivre que si la diversité de sa population est reconnue, non pas comme but en soi, mais comme signal de crédibilité vers l'intérieur et l'extérieur. Cependant, comme c'est une idée qu'il a eu du mal à communiquer par le passé, il passe par la polémique et la dénonciation de l'absurde d'une politique de discrimination et d'exclusion. Cette préoccupation de la sauvegarde de l'État polonais chez cet ancien légionnaire piłsudskiste, se retrouve dans une autre analyse conservée dans les archives de son ministre de tutelle, S. Stroński. Dans le cadre de sa fonction de directeur des questions nationales, qui lui offre une certaine liberté de mouvement et semble-t-il de choix dans ses occupations, il séjourne en juin 1941 et semble-t-il jusqu'en juillet en Suède et en Finlande. Il est aux premières loges de l'opération Barbarossa.

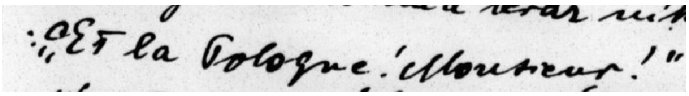
Le 7.06.1941, O. Górka informe le Ministre de l'information depuis Stockholm[932], qu'il se rend à Uppsala pour mener de la « propagande intellectuelle » sur place, en complément à la propagande anglaise. Il envoie quelques jours plus tard, une analyse de la réception de la propagande anglaise et française en Suède, sur la politique de l'Allemagne et sur la question polonaise. Il décrit comment la propagande allemande passe de la « *greulpropaganda* » au « *todesschweigen* » sur la question polonaise en 1941, c'est-à-dire de la propagande sur les horreurs polonaises commises envers les

---

rownouprawnieniu.
Brutalna i tylko interesom polskim dyktowana prawda kaze stwierdzic ze najszczerszego sprzymierzenca w dzisiejszym swiecie ma Polska właśnie jedynie w światowym zydostwie i demokracji, czyli w kierunku zwanym u nas popularnie judo-masonerią. Jest to prawda zupełnie oczywista, bez względu na to czy się komus wśród Polakow podoba czy nie. Bezsens zas polskiej polityki wewnetrzenej w ostatnich (illisible) latach polegał nie na tym, ze jakies dazenia sa same przez się złe czy dobre, lecz na tym, ze z inspiracji agentury hitlerowskiej zagłuszaliśmy zycie polityczne hasłami przygotowującymi wojne z Sowietami, podczas gdy szliśmy jako państwo nieuchronnie właśnie do wojny z Niemcami. Bezsens zas do kwadratu uwidocznił się w niekonsekwencjach takich wyskokow jak polityka w Małopolsce Wschodniej wobec Ukraincow, która musiała się okazac szkodliwa w jednym i drugim wypadku, była bowiem po prostu takim samym samobójstwem politycznym jak nagonki antyczeskie. » *Ibid.,* pp. 4-5.

[932] Voir la correspondance dans : Institute Hoover Archives, 800/41/0 : Ministerstwo Informacji i Dokumentacji. Dossier n° 134: Subject file, 1941-1942, folder 1 : Gorka, Olgierd. Disponible en ligne sous : http://www.szukajwarchiwach.pl/800/41/0/-/134, consulté le 8.07.2016.

Allemands, au silence de tombe sur la Pologne. La question polonaise est ainsi réglée à part pour un petit comité Sikorski à Londres. Cette position ne convainc personne mais l'Europe est tombée dans une attitude générale d'opportunisme, qui laisse les Allemands imprimer ce qu'ils veulent sur ce sujet.



Il s'intéresse ensuite aux discussions sur l'éventualité d'un conflit germano-soviétique, en proposant des scénarios de réaction des Suédois et Finlandais, sur leur potentielle coopération dans cette éventualité[933]. En conclusion de son analyse, il propose des directives pour la propagande politique polonaise en Suède : elle doit rester positive, pour ne pas tomber sous la censure suédoise. Elle doit servir à rappeler l'existence de la Pologne, par une propagande « positive ». Elle doit ainsi rappeler les droits de la Pologne, par exemple, comme pour l'action nazie contre les universitaires cracoviens, rappeler l'ampleur de la solidarité internationale à leur encontre[934].

Il s'attache également à préparer des ouvrages pour communiquer sur l'histoire de la Pologne auprès des alliés. Dans son ouvrage *Outline of Polish History*[935], paru en 1942, il présente un panorama de l'histoire polonaise, dans un style accessible. Sans trop de surprises, le texte a une certaine connotation germanophobe. Il présente par exemple, l'étymologie des termes « slave » et « allemand » en polonais, le premier venant du terme « mot » (slowo), qui donne *Slowanie* puis *Slawanie*, qui signifie donc slave, tandis que le terme *Niemcy* vient du terme « muet », ceux qui ne parlent pas la langue. En somme, les barbares des Slaves. Il insiste par la suite sur les nombreux conflits qui ont opposé dans l'histoire les Allemands, et leurs ancêtres, aux Polonais. Sur le thème de la colonisation allemande de l'Europe de l'Est, il réitère sa thèse de 1911, selon laquelle, les Allemands, s'ils étaient indéniablement présents, n'ont pas eu d'influence politique significative et se sont au contraire très rapidement polonisés au Moyen-Âge[936]. De même, la politique antipolonaise de Bismarck de colonisation, n'a eu qu'un succès limité[937]. Il souligne l'accueil continu des juifs en Pologne et le haut degré de culture des villes telles que Cracovie. Dans son texte, on trouve également des descriptions faisant écho à la situation contemporaine de la Pologne : Catherine II invoquant le besoin de protéger la minorité protestante en Pologne pour justifier de l'annexion de territoires polonais[938]. Un autre aspect qu'il met en valeur dans l'histoire polonaise, est celle de son expansion à l'Est,

[933] *Ibid.*, p. 10.
[934] *Ibid.*, p. 12. Voir à ce sujet : PIERZCHAŁA Henryk, *Wyrwani ze szponów państwa-SS: Sonderaktion Krakau 1939-1941*, Cracovie, 1997 ; PIERZCHAŁA Henryk, *Den Fängen des SS-Staates entrissen: die « Sonderaktion Krakau » 1939 - 1945*, Cracovie, Pierzchała, 1998.
[935] GÓRKA Olgierd, *Outline of Polish history past and present*, London, M. I. Kolin, 1942.
[936] *Ibid.*, p. 16.
[937] *Ibid.*, p. 43.
[938] *Ibid.*, p. 35.

également liée à la pression occidentale des Teutons. Sur les Cosaques du XVII[e] siècle, il souligne d'une part, les origines polonaises de Bohdan Khmelnytsky et d'autre part, que leur alliance avec la Russie s'est avérée plus néfaste qu'espérée, ce qui conduit à l'alliance polono-cosaque par le Traité d'Hadiach de 1658. Le dernier chapitre de son livre est dédié à la II[e] République polonaise. Dans celui-ci, il revient sur la question des minorités, à l'occasion de laquelle, il rappelle qu'en 1939, les représentants des minorités sont restés fidèles à l'État polonais, en dehors des Allemands et contrairement à ce qu'une partie de la classe politique polonaise pensait[939]. Les arguments pour l'invasion allemande puis soviétique sont annulés à ses yeux, du fait d'une part du meilleur traitement de la minorité allemande que les autres minorités, notamment juive et ukrainienne. D'autre part, la Pologne n'a jamais occupé de terres où résidait une population russe ou allemande[940]. Il conclue en réfutant les thèses nazies de surpeuplement de l'Allemagne, nécessitant un élargissement de « l'espace vital »[941].

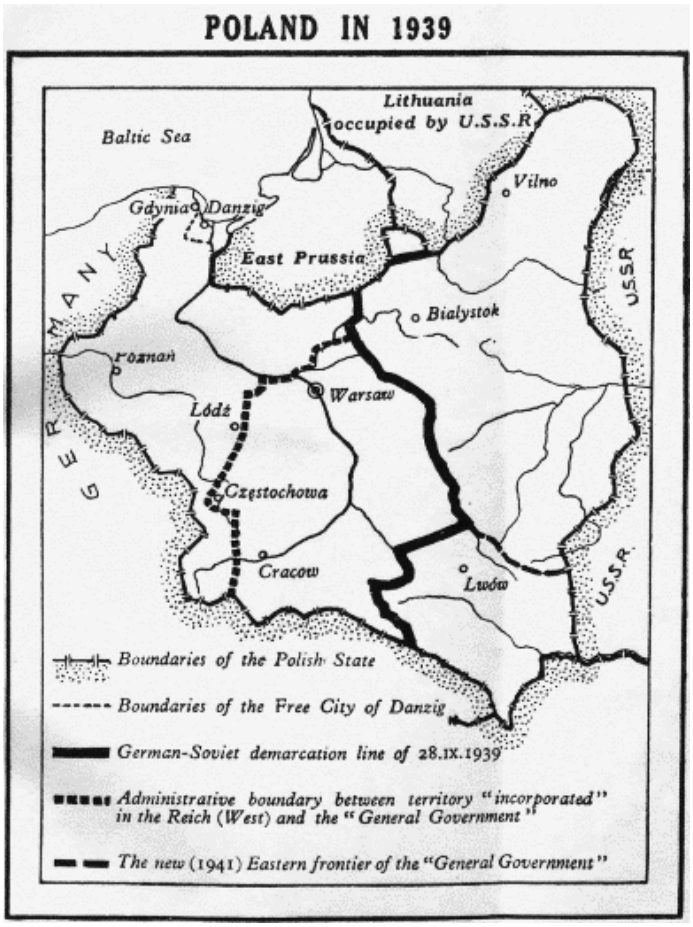


Figure 29 : Carte de la Pologne en 1939 tiré d'Outline of Polish History d'Olgierd Górka

939 *Ibid.*, p. 82.
940 *Ibid.*, p. 80.
941 *Ibid.*, p. 86.

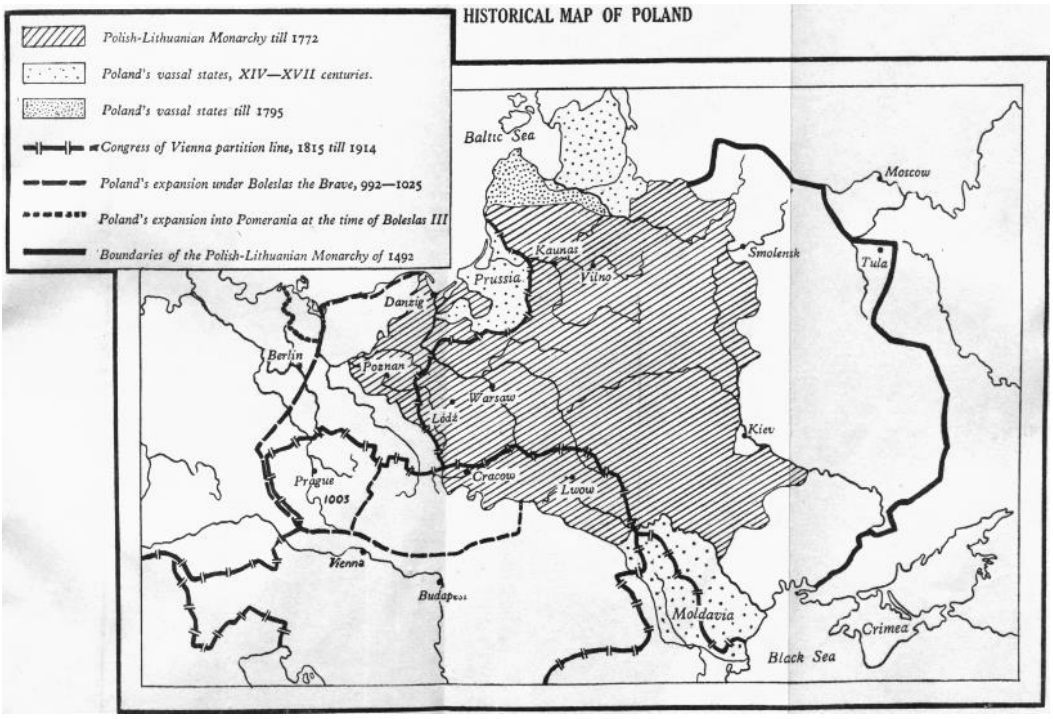


Figure 30 : Carte historique de la Pologne tirée d'Outline of Polish History d'Olgierd Górka

Dans le cadre de sa fonction de directeur du bureau des affaires de minorités nationales, il entreprend de cultiver le contact avec les organisations juives polonaises mais aussi américaines, britanniques. Par exemple, un de ses discours est intégré en conclusion d'un ouvrage sur le statut légal des juifs dans l'histoire de la Pologne[942]. Cet ouvrage, publié par le Ministère de l'Information du gouvernement polonais en exil, est introduit par un discours du rabbin en chef de l'empire britannique, Joseph Herman Hertz (1872-1946) du 15 janvier 1941 et contient un historique du statut des juifs en Pologne allant jusqu'à la situation contemporaine des territoires occupés par les nazis. Ainsi, pour la II[e] République polonaise, on rappelle l'égalité des droits de citoyens, sans discrimination du fait « de la race ou de la croyance »[943] et pour l'occupation nazie, ce sont les mesures cumulatives de restriction de circulation, de droit à la propriété et les mesures de travail forcé dans les ghettos formés sur ce territoire. Cette partie informative est conclue par la reproduction de la déclaration de Władysław Sikorski (1881-1943), le Premier ministre du gouvernement en exil, du 5 août 1940. Dans celle-ci, il condamne l'antisémitisme et l'interdit formellement dans les rangs de l'armée polonaise notamment[944]. La contribution d'O. Górka, par la reproduction d'un discours du 6 mars 1941, s'attache,

[942] *The legal position of Jews in Poland*, London, Polish Ministry of Information, 1942.Disponible sous http://www.pbc.gda.pl/dlibra/plain-content?id=44513, consulté le 8.07.2016.
[943] *Ibid.*, p. 18.
[944] *Ibid.*, p. 27.

elle, à appeler les juifs polonais à l'unité nationale et au soutien du gouvernement en exil. Pour cette tâche délicate, il tente de répondre aux accusations d'antisémitisme de la part de membres du gouvernement en exil[945]. Il se pose en garant de l'absence d'antisémitisme dans ce gouvernement[946] tout en reconnaissant que la classe politique polonaise en exil a emportée avec elle des tendances antisémites d'avant-guerre. Il les relativise pourtant rapidement en citant l'exemple d'une revue nationaliste, qu'il décrit comme étant portée par « simply a little group of adolescents, who have displayed lack of national responsibility »[947]. Il demande à ses auditeurs de garder les justes proportions de ce genre de parutions et de ne pas leur donner un écho démesuré et de ne pas soutenir ainsi ceux des hommes politiques polonais qui basent leur carrière sur une attitude antisémite. Pour lui, l'enjeu principal sur lequel il invite ses interlocuteurs à se concentrer est la difficulté « monstrueuse » dans laquelle se trouvent les juifs en Pologne. Il demande donc le soutien de tous les Polonais pour la victoire de la guerre.

Depuis Londres, il tente aussi d'intervenir sur le traitement des juifs par le gouvernement en exil, notamment par l'armée polonaise en exil. Dans une note de 1943[948], après avoir rappelé le rôle exécutif de son département dans la question juive, rattaché désormais au Ministère des affaires intérieures. Le principe de cette politique repose sur la constitution polonaise, qui garantit l'égalité de tous les citoyens polonais :

> « Bien sûr, ce segment [de la politique gouvernementale] ne couvre pas strictement ceux des citoyens polonais qui, maintenant leur religion, se conçoivent comme membre de la communauté nationale polonaise. Le citoyen de croyance Mosaïque ou d'origine juive, pour employer la fausse terminologie dictée à la pensée contemporaine par le nazisme, est pour l'État Polonais i son gouvernement, tout autant Polonais et membre de la Nation Polonaise, qu'un Polonais de croyance catholique, protestante ou orthodoxe. »[949]

---

[945] KORZEC Paweł et BURKO Jacques, *Le gouvernement polonais en exil et la persécution des Juifs en France en 1942 : d'après des documents inédits*, Paris : Cerf, 1997, p. 83.
[946] *Ibid.*, p. 31.
[947] *Ibid.*, p. 32.
[948] APAN, III/63 : Materiał Olgierda Górki, dossier n° 44 « Zasady i praktyka polskiej polityki wobec swych obywateli żydowskich (artykuł z okresem emigracji przypuszczelnie z r. 1943) » : « Zasady i praktyka polskiej polityki wobec swych obywateli żydowskich », 7 p.
[949] « Oczywiście odcinek ten nie obejmuje ściśle biorąc tych obywateli polskich, którzy zachowując swoją religję uważają się za członków narodowości polskiej. Obywatel wyznania Mojżeszego lub pochodzenia żydowskiego, by użyć tej fałszywej terminologji narzuconej dzisiejszemu myśleniu przez nazism (sic), jest dla Państwa Polskiego i jego rządu takim samym Polskiem (sic) i członkiem Narodu Polskiego, jak Polak wyznania katolickiego, protestanckiego czy prawosławnego. Tiré de « Zasady i praktyka polskiej polityki wobec swych obywateli żydowskich », p. 2.

Il décrit ensuite les mesures prises par le gouvernement en exil pour la protection des citoyens polonais juifs, aussi en « Russie soviétique » ou dans les territoires occupés. Il parle de la « tragédie des juifs polonais » et insiste sur l'aide qui leur a été apportée par le gouvernement en exil. Dans la conclusion de son texte, dont le destinataire est inconnu, il exprime son espoir que la Pologne d'après-guerre soit une Pologne démocratique, qui « en accord avec sa tradition millénaire », bonne pour tous ses citoyens. Dans les archives du Ministère de l'Information, on trouve toute une série d'avis et de compte-rendu d'Olgierd Górka sur le traitement des soldats polonais de la minorité juive, qui désertent de l'armée polonaise, en partie pour rejoindre l'armée britannique. Ce phénomène est observé dès 1940 et semble prendre de l'ampleur en 1944, du moins dans les traces laissées en archives. Ces soldats invoquent l'antisémitisme dont ils sont victime dans l'armée mais font face à des procédures disciplinaires. Olgierd Górka s'active à nouveau, et appelle le gouvernement polonais à ne pas appliquer ces sanctions, pour éviter de perdre définitivement tout crédit, aussi auprès de l'opinion publique britannique, qui s'en était émue[950]. A côté de cette lettre, on trouve plusieurs notes sur la situation générale ou sur la rencontre avec des représentants d'organisations juives. Notamment, avec Mosze Szertok (Mosze Szaret/ שרת משה, 1894-1965), qui dirige alors l'Agence juive pour la Palestine, le 3.04.1944[951]. O. Górka rapporte les points discutés, notamment la politique soviétique à l'égard des juifs, la situation au Proche-Orient et la question de la désertion de soldats polonais juifs, mais son interlocuteur évite fermement de parler de la situation des juifs dans les territoires occupés. Dans une note préparée quelques semaines plus tard[952], il exprime son regret des tendances de plus en plus nettes de volonté de séparer les juifs du reste des citoyens polonais, où les mouvements juifs de « l'extrême droite » s'allient avec les Polonais antisémites.

À travers le parcours d'Olgierd Górka, on peut suivre la transformation de l'idée de l'altérité interne de la Pologne par la guerre, avec la montée dans les milieux politiques, d'une tendance préexistante mais consommée par la guerre, la violence. On perçoit cette évolution par l'opposition d'Olgierd Górka à ce changement qui s'impose progressivement dans la culture politique.

[950] Lettre d'O. Górka du 24.04.1944 au Ministère des Affaires intérieures, 3 p., document n° 13, PRM 142.
[951] Note d'O. Górka au Ministère des Affaires intérieures, du 3.04.1944, 3 p., document n° 24, PRM 142.
[952] Note d'O. Górka au Ministère des Affaires intérieures, du 8.05.1944, 3 p., document n° 26, PRM 142.

3. Un diplomate sans État : la mission de sauvetage de Zabiełło en France (1940-1944)

Stanisław Zabiełło se trouvait dans une position relativement comparable à O. Górka en 1938, à la différence qu'il était membre de l'administration étatique polonaise. Il avait pris ses distances avec la politique de la *Sanacja*, surtout après la crise tchécoslovaque de 1938-39 et s'était trouvé un temps muté à l'intérieur du Ministère des Affaires étrangères polonais, ce qu'il ne mentionne pas dans ses mémoires, mais qu'on peut retracer sur la base de son maigre dossier personnel[953]. Le déclenchement des hostilités et la fuite du gouvernement vers la Roumanie et la France, ne le sort que symboliquement d'une isolation politique, semble-t-il. Il ne parvient pas à trouver un niveau satisfaisant de dialogue avec le nouveau gouvernement en exil et décide de rester en France, après son occupation par l'Allemagne en 1940, pour s'occuper du sort de ses compatriotes, eux aussi restés en France. Nous allons tenter de reconstruire son parcours à partir de ses mémoires, écrites peu avant sa mort à la fin des années 1960, pour tenter de comprendre comment il a vécu la violence de la guerre et la radicalisation des positions nationales.

(1) La crise de septembre et le départ vers la France

Lors d'une entrevue avec Nikolai Sharonov (Николай Иванович Шаронов, 1901-date inconnue), l'ambassadeur soviétique, le 12 septembre 1939, ce dernier lui demande de faire aviser son passeport diplomatique afin de se rendre en URSS. En guise d'adieu, l'ambassadeur soviétique lui aurait déclaré que pour lui les portes de l'URSS seraient toujours ouvertes[954]. Plus tard dans la même journée, il aurait reçu une information d'un Tatar émigré de Crimée, travaillant comme traducteur à l'ambassade turque, selon laquelle Ankara les informaient « de source sûre » d'une invasion (*wkroczenie*) soviétique imminente[955]. Dans ses mémoires, S. Zabiełło fait régulièrement mention de ce type d'affinités avec certains diplomates soviétiques. Il semblerait qu'il s'agit plutôt d'établir son charisme personnel plutôt que de s'attribuer une position favorable aux yeux du pouvoir communiste des

[953] AAN, Ministerstwo Spraw Zagranicznych w Warszawie : 5357: Stanisław Zabiełło - urzędnik MSZ. Korespondencja w sprawach osobistych i służbowych, 1939, 6 p.
[954] « Dla pana bramy ZSRR będą zawsze otwarte » (Pour vous, les portes de l'URSS seront toujours ouvertes) ZABIEŁŁO Stanisław, *Na posterunku we Francji*, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1967, p. 14.
[955] *Ibid.*, p. 15.

années 1960, qu'il soit polonais ou soviétique : l'héritage soviétique des années 1930 n'ayant plus une presse très favorable à ce moment. Ceci nous renseigne plutôt sur la diversité de la qualité des contacts qu'il a pu entretenir avec des diplomates soviétiques à ce moment. Entre l'installation du gouvernement en France en 1939 jusqu'à sa nouvelle évacuation forcée en 1940, Stanisław Zabiełło est chargé des affaires orientales, fonction au cours de laquelle il a été chargé de discuter de la question ukrainienne avec les membres du parti conservateur, avec difficulté[956]. Durant cette période, son activité a consisté principalement à rédiger des notes de protestation contre « les crimes de plus en plus atroces commis par les hitlériens » et à l'occasion de chaque « acte législatif de l'Union soviétique, concernant « les terres situées derrière le Bug » (euphémisme pour les territoires occupés par l'Armée rouge en 1939)[957] ou encore à contribuer au livre recensant les crimes nazis en Pologne[958]. En France, il décrit sévèrement l'atmosphère du microcosme politico-administratif polonais, désormais en exil. Il en garde un souvenir de déception face aux intrigues et au renversement des rapports de force politique, mais surtout un « sentiment d'inutilité »[959]. Il parsème ici aussi son texte de déclarations de fidélité à la Pologne populaire, en faisant référence à l'origine sociale aristocratique, de grands propriétaires terriens ou encore les liens avec le monde financier des membres du gouvernement en exil. Ainsi, il décrit le secrétaire d'État aux affaires étrangères, Jan Ciechanowski, comme un aristocrate, snobant les « manières légionnaires », en référence aux membres de l'administration polonaise, formés dans les Légions de Piłsduski et regardant le monde à travers les yeux des Occidentaux, et de ce fait « complètement incapable de comprendre l'Union soviétique. »[960] Le travail s'organise de manière particulière, dans le contexte de l'émigration, puisque ce sont les partis politiques qui deviennent les interlocuteurs de l'administration polonaise. Ainsi, Zabiełło fut chargé de discuter avec les conservateurs de la Démocratie Nationale (ND-*Endecja*) de la question ukrainienne, « qu'ils n'avaient jamais voulu reconnaître. »

[956] « Rzeczywiście na próżno tłumaczyłem im, że z chwilą gdy mamy w Polsce kilka milionów Ukraińców (zakładając dalsze trwanie granicy ryskiej), to trzeba, abyśmy w tej kwestii zajęli jakieś stanowisko i pomyśleli o sposobach umożliwiających współpracę. Endecy zgodzili się co prawda cofnąć veto przeciwko otwarciu zresztą bardzo nikłych kredytów budżetowych dla subwencjonowania propolskich ugrupowań ukraińskich, ale z uporem powtarzali, że jedynie współpraca między Rosją a Polską złamać może irredentę ukraińską, negując rozwiązania sprawy w ramach Związku Radzieckiego. Dzięki ich sprzeciwom nie można było wprowadzić choćby symbolicznego przedstawiciela mniejszości ukraińskiej do Rady Narodowej." ZABIEŁŁO, *Na posterunku we Francji*, *op. cit.*, 1967., p. 64-65.
[957] *Ibid.*, p. 67.
[958] Probablement : *Responsabilité de la Guerre. Documents Officiels Extraits Du Livre Bleu Anglais, Du Livre Blanc Polonais, Du Livre Jaune Français*, 1940, ou encore : *Les relations polono-allemandes et polono-soviétiques au cours de la période 1933-1939 : recueil de documents officiels*, Paris, Flammarion, 1940.
[959] ZABIEŁŁO, *Na posterunku we Francji*, *op. cit.*, 1967, p. 50.
[960] *Ibid.*, p. 57.

> « En vain, je leur ai expliqué, que du moment que nous avons en Pologne quelques millions d'Ukrainiens (sur le principe du maintien de la frontière de Riga), il fallait prendre position sur cette question et penser à un moyen de permettre la coopération. »[961]

Il commente ce souvenir avec une autre déclaration de loyauté envers l'allié du régime de la Pologne populaire, en critiquant l'attitude d'alors des conservateurs, qui acceptent de lever leur véto au soutien financier de groupes ukrainiens pro-polonais mais déclarent « que seule une coopération entre la Russie et la Pologne pourrait briser l'irrédentisme ukrainien, niant la solution de la question dans le cadre de l'Union soviétique. »[962] On peut imaginer que le commentaire qu'il avait pu faire à ce moment était quelque peu différent, si on se réfère à l'analyse qu'il fait dans ses mémoires inédits de la question ukrainienne, que nous avons vue plus haut dans ce chapitre : la « solution » soviétique ne le convainquait probablement pas.

(2) L'organisation du travail d'assistance des Polonais en France

Il se décide à rester en France en juin 1940[963] et est alors désigné par le gouvernement en exil pour chapeauter l'émigration des Polonais en France vers la Grande-Bretagne ou ailleurs : il l'organise avec la Croix rouge polonaise (PCK) et l'Association des Polonais de France (*Związek Polaków we Francji*). Ce chaos causé par la panique devant l'avancée des troupes allemandes, la désorganisation des pouvoirs polonais lui rappellent l'atmosphère de la Russie prérévolutionnaire[964]. Dans les premiers mois suivant la fuite du gouvernement en exil à Londres, il se charge de trouver des financements et d'organiser l'évacuation des Polonais, notamment par le Portugal. Zabiełło se trouve dans une position délicate entre les pressions allemandes pour la rupture des relations franco-polonaises, les suspicions entre les différents acteurs polonais, et les difficultés matérielles. Cependant, selon sa propre lecture, du fait de ses expériences dans d'autres situations complexes et incertaines, durant la 1e Guerre mondiale et on peut y ajouter son long service en URSS, il parvient à organiser sa mission, avec les autres organisations polonaises présentes sur le territoire de la France occupée. Par exemple, il joue

[961] *Ibid.*, pp. 64-65.
[962] *Ibid.*, p. 65.
[963] *Ibid.*, p. 79.
[964] ZABIEŁŁO, *Na posterunku we Francji*, *op. cit.*, 1967, p. 83.

des « nuances » diplomatiques pour asseoir la reconnaissance de son action par l'administration française : selon son souvenir, le régime français ne fut pas contraint de rompre les relations avec les structures diplomatiques polonaises qu'il représentait, du fait de la non existence de la Pologne, aux yeux du Reich[965]. Ceci lui permet de gagner quelques semaines avant la liquidation de l'ambassade polonaise[966]. Il obtient un soutien financier entre autres par les États-Unis, notamment de la communauté polonaise y vivant[967]. Dans le même temps, à côté de ses activités de trafic de devises, il préparait des rapports d'information, sur la situation en France et en Europe. Il était basé à Lourdes, non loin de sa mère, évacuée de Vilnius (Wilno jusqu'en septembre 1939) au printemps 1940[968] et de sa sœur, qui resteront en France après 1945. Pour ses activités, il séjournait régulièrement à Châtelguyon, à une quarantaine de kilomètres de Vichy. Le bureau polonais qu'il dirigeait[969] entre 1940 et 1942 fonctionnait comme un *ersatz* du réseau consulaire d'avant-guerre et était en charge des Polonais vivant dans le gouvernement de Vichy hors Afrique du nord ; les réfugiés, les prisonniers de guerre, c'est-à-dire les citoyens polonais. Mais du fait des tensions politiques d'avant 1939 et la politique de conversion nationale soviétique menée dans les territoires occupés, il n'y avait pas nécessairement de consensus au sein du gouvernement en exil sur la définition de ce qu'était un citoyen polonais, comme il le décrit.

D'une part, pour ce qui concerne les citoyens polonais et juifs, S. Zabiełło rappelle, dans ses mémoires, une des particularité de leur traitement par le gouvernement polonais dès 1938 : pour exclure ceux qui avaient eu la nationalité polonaise, du fait de leur domiciliation sur le territoire devenu polonais après 1918-1921, mais qui ne résidaient plus en Pologne, les ambassades étaient censées les rayer des listes des Polonais de l'étranger si ils ne s'étaient pas manifestés auprès des autorités polonaises au cours des 10 dernières années. Ainsi, une partie importante des Polonais juifs avaient perdu leur citoyenneté polonaise, notamment en Allemagne, mais aussi ceux qui avaient fui les révolutions russes, et qui étaient porteurs de documents qui n'étaient souvent plus valables en 1940, ou ne maîtrisaient pas pleinement le polonais[970]. Les fruits de cette politique prenaient un tournant problématique dans la France de 1940, car ces personnes étaient considérées comme polonaises par les autorités françaises, mais non plus par les autorités polonaises[971]. Fin 1941 il déclare lutter pour

[965] En fait, les autorités polonaises, à travers S. Zabiełło sont « mises sous tutelle » de l'État français et sont intégrées à l'administration française, mais devaient agir à travers un « patron », comme le désignent KORZEC et BURKO, *Le gouvernement polonais en exil et la persécution des Juifs en France en 1942*, *op. cit.*, 1997, p. 79.
[966] ZABIEŁŁO, *Na posterunku we Francji*, *op. cit.*, 1967, p. 131.
[967] ZABIEŁŁO, *Na posterunku we Francji*, *op. cit.*, 1967, p. 212.
[968] *Ibid.*, p. 69.
[969] *Ibid.*, p. 167. Son titre officiel était : directeur général des Bureaux polonais, accrédité auprès du MAE de Vichy.
[970] *Ibid.*, p. 159.
[971] *Ibid.*, pp. 159-160.

que les Polonais ne tombent pas dans le statut d'apatride[972], mais ne fait référence à la Shoah que marginalement[973]: les juifs qui tombent « entre les mains des Allemands » étant condamnés à « une mort certaine ». Il rappelle le sort de Mieczysław Oxner, consul honoraire de la Pologne à Monaco, arrêté en 1943 et décédé à Auschwitz[974] ou celui de Jozef Braun, qui les approvisionnait à Châtelguyon en alimentation, également décédé à Auschwitz[975]. Il écrit dans ses mémoires qu'avec son équipe, ils ont porté secours aux citoyens polonais juifs, en leur fournissant par exemple de faux certificats d'aryanité. Il commente cette action en écrivant qu'elle était facilitée par le fait que les fonctionnaires français « ne reconnaissaient pas très bien les types juifs extérieurs »[976]. Lorsque l'Organisation polonaise de combat pour l'indépendance (POWN)[977] fut fondée en 1941, une partie de ses membres furent recrutés au sein des bureaux polonais, et S. Zabiełło déclare avoir soutenu la coordination de certaines de ses actions de collecte d'information et diffusion de propagande appelant à la résistance[978].

Les historiens Paweł Korzec et Jacques Burko[979] rapportent que S. Zabiełło avait une attitude beaucoup plus ambivalente envers ses concitoyens juifs, dans un contexte d'attitudes plus nettement antisémites de ses collègues diplomates polonais en France. En mars 1941, lorsque les accusations d'antisémitisme éclatent, comme nous l'avons vu précédemment, le gouvernement en exil demande à S. Zabiełło de préparer un rapport sur le traitement des citoyens polonais juifs par ses représentants en France. Dans ce rapport[980], les historiens soulignent comment S. Zabiełło minimise les difficultés particulières rencontrées par les Polonais juifs dans la France, niant les discriminations auxquelles ils faisaient face. En 1942, lorsque les accusations venant d'un quotidien juive new-yorkais, « Forverts » (en avant), dénonçant la Croix Rouge polonaise pour avoir transmis des listes de juifs polonais aux autorités françaises, le gouvernement londonien s'adresse à nouveau à S. Zabiełło, qui à son tour envoie à nouveau un compte-rendu de la situation niant ces accusations[981]. Ce n'est que lorsque les rafles gagnent en intensité après juillet 1942 en France[982] que S. Zabiełło cherche à alerter son

[972] *Ibid.*, p. 180.
[973] *Ibid.*, p. 134.
[974] *Ibid.*, p. 164.
[975] *Ibid.*, p. 186.
[976] *Ibid.*, p. 203.
[977] Polska Oranizacja Walki o Niepodległość, voir : DRWESKI Bruno, « La Pown : un mouvement de résistance polonais en France », *Revue des études slaves* 59 (4), 1987, pp. 741-752.
[978] ZABIEŁŁO, *Na posterunku we Francji*, *op. cit.*, 1967, p. 251. Ce que confirment KORZEC et BURKO, *Le gouvernement polonais en exil et la persécution des Juifs en France en 1942*, *op. cit.*, 1997, p. 79.
[979] KORZEC et BURKO, *Le gouvernement polonais en exil et la persécution des Juifs en France en 1942*, *op. cit.*, 1997.
[980] « Rapport de S. Zabiełło à son ministre des Affaires étrangères, daté du 22 mars 1941, de Vichy. Réponse aux reproches formulés par les Juifs américains à l'encontre de la Croix Rouge polonaise (PCK) pour son comportement envers les Juifs. », reproduit dans *Ibid.*, pp. 103-113.
[981] *Ibid.*, pp. 83-84.
[982] KASPI Andre, *Les Juifs pendant l'Occupation*, Paris, Seuil, 1997, p. 217.

gouvernement[983]. Il envoie plusieurs rapports plus alarmistes en août 1942, au gouvernement en exil à Londres et à ses contacts chez les autorités françaises, et encore un autre lorsque les déportations avaient déjà commencé en septembre 1942. Devant le manque de réaction de ces interlocuteurs, il se tourne vers les partenaires internationaux, la Belgique et sa colonie du Congo, le Mexique, le Canada et le Portugal pour demander des visas pour les juifs polonais, spécifiquement, et organise des « certificats d'aryanité » pour d'autres[984]. Finalement, ses activités d'information mènent à son arrestation le 10 décembre 1942[985], où il est enfermé à la prison de Fresnes, et interrogé régulièrement pendant un an sur les activités de la POWN, toutefois son statut lui épargne la torture, selon ses propres souvenirs[986]. En janvier 1944 il est finalement déporté à Dora, où il survit dans des conditions matérielles difficiles, avant d'être transféré en mars 1945 à Bergen-Belsen d'où il est libéré par les alliés en avril 1945[987]. En mai 1945, il part pour Londres où il est décoré par le Ministre des Affaires étrangères en exil, Adam Tarnowski, de la Croix d'or du mérite avec Épée (*Złoty Krzyż Zasługi z Mieczami*)[988], signe d'un certain niveau de confiance lui permettant de poursuivre éventuellement son activité au sein du gouvernement en exil. Du fait de ses bonnes relations avec certains diplomates français, S. Zabiełło déclare avoir informé le gouvernement en exil en avril 1941 de l'attaque du III^{e} Reich sur l'URSS, et avait espéré que cette attaque allait ouvrir la possibilité de la défaite allemande à un moment où le pessimisme quant à l'issue de la guerre le dominait. Cependant, s'il craignait que l'effet de la terreur stalinienne affaiblirait considérablement la défense du territoire soviétique, « les ressources énormes de la Russie asiatique » pouvaient vaincre l'avancée allemande[989]. Il reste également très ambivalent dans son attitude envers ce régime, usant et critiquant tour à tour, ces images de l'URSS et de la Russie comme étant le lieu d'une violence politique éternelle, donc « tolérable » là-bas. Il est remarquable chez S. Zabiełło que la fidélité à son État ou son regard critique sur l'URSS résiste à des situations de violence extrême, politique ou raciste. Mais il semble que cette ultime violence qu'a été la déportation des juifs de France fut un tournant dans son rapport à l'État polonais, et surtout au gouvernement en exil.

---

[983] KORZEC et BURKO, *Le gouvernement polonais en exil et la persécution des Juifs en France en 1942*, *op. cit.*, 1997, p. 85.
[984] *Ibid.*, pp. 89-93.
[985] ZABIEŁŁO, *Na posterunku we Francji*, *op. cit.*, 1967, p. 158.
[986] *Ibid.*, p. 274.
[987] *Ibid.*, p. 276.
[988] *Ibid.*, p. 146.
[989] « Jak wielu innych znawców, przeceniałem szkodliwe skutki stalinowskiego terroru na obronność Kraju Rad, ale zakładając, że ofensywa niemiecka zatrzyma się dopiero na Wołdze czy Uralu, nie miałem wątpliwości, że nie będzie to oznaczało pogromu Związku Radzieckiego. Przyjmując, że tak utworzony front wschodni utrzyma się nawet długo, do czasu aż ZSRR zmobilizuje ogromne zasoby azjatyckiej Rosji, sądziłem, że okupowanie tak ogromnych obszarów i pilnowanie frontu wobec wciąż możliwej kontrofensywy radzieckiej zaabsorbuje na wschodzie gros sił Wehrmachtu, co umożliwi Anglosasom stworzenie drugiego front we Francji. » *Ibid.*, p. 149.

(3) Arrestation et déportation dans les camps nazis

En 1970, dans un texte publié à l'occasion des 25 ans de la libération de Buchenwald[990], S. Zabiełło revient sur son expérience dans le camp, avec ce ton de distance maitresse qu'on retrouve dans ses mémoires, inédites et publiées, qu'il écrit entre 1967 et 1968. Après quelques jours passés dans le « tunnel », il est détaché dans une ferme satellite du camp, près d'Osterode, où il travaille à la construction du camp, puis dans les cuisines et même au poste « d'écrivain de la cuisine (*pisarz kuchni*) », qui était probablement le responsable de la gestion des stocks. Il souligne dans son texte que ce camp n'était pas un camp d'extermination, comme il est souvent présenté « à l'Ouest », c'était un camp de travail, où les prisonniers étaient « exploités au maximum ». Décrivant la hiérarchie entre les prisonniers, il rapport que les prisonniers forcés de travailler à la construction du « tunnel » étaient dans la situation la plus difficile et la plus dangereuse, et étaient appelés « Musulmans »[991]. Tout au long de ce texte, il revient sur le sort particulièrement difficile des prisonniers « russes » : ils ne recevaient pas de paquets, contrairement aux autres prisonniers, ne parlaient pas allemand, contrairement notamment aux Tchèques et aux Polonais, et étaient le moins bien traités par les gardes, avec les prisonniers juifs. Zabiełło se lance dans une typologie nationale des comportements des prisonniers : les Français et les Belges étaient « indisciplinés », ils se révoltaient contre les conditions du camp, et montraient « une plus faible résistance et capacité d'adaptation à la vie de camp », car la dégradation des conditions de vie par rapport à leur « chez eux » était plus élevée. Chez « les gens d'Europe de l'Est », la volonté de survivre était plus forte, motivée par le patriotisme, la haine, la volonté de vengeance, l'acharnement, la capacité de sacrifice, l'esprit collectif, les convictions religieuses, la croyance dans la Providence »[992] Il reproduit ici des stéréotypes sur l'indolence occidentale et la vivacité orientale, renversant ainsi le discours nazi sur la passivité des slaves. Dans cette constellation, il se rappelle avoir ressenti particulièrement directement ces « antagonismes nationaux », maîtrisant les langues des uns et des autres et « étant traité tant par les Français que par les Russes comme presque leur homme »[993]. Il critique bien entendu les motifs d'arrestation des prisonniers, majoritairement marqués du triangle rouge, mais qui étaient loin d'être politiquement actifs.

---

[990] ZABIEŁŁO Stanisław, « Bylem w Dorze. Wspomnienia z obozu koncentracyjnego w 25 rocznice wyzwolenia Buchenwaldu », *Życie i Myśl* (3), 1970, pp. 75-85. Une erreur d'édition a fait disparaître la fin du texte dans le journal.
[991] *Ibid.*, p. 76.
[992] *Ibid.*, p. 81.
[993] *Ibid.*

Dans ses mémoires inédites, il raconte quelques épisodes de son expérience concentrationnaire, notamment, un qui épisode marquant survenu lors de la libération le 12 avril 1945. Il raconte comment les prisonniers, juste avant l'arrivée des Britanniques, souffrant d'une faim terrible, s'étaient jetés sur des poubelles pour en tirer des aliments, car « ils n'avaient rien eu entre les dents depuis une semaine ». L'un d'entre eux avait reçu une balle dans la poitrine et agonisait. Zabiełło raconte comment un SS, qui le « flagornait » parce qu'il « espérait pouvoir échapper au procès et à la condamnation à mort sous sa protection », lui demande du regard une approbation pour mettre un terme à la souffrance du prisonnier blessé. Zabiełło écrit dans ses mémoires, qu'il avait acquiescé et qu'il n'avait jamais regretté ce geste[994]. Ce souvenir est décrit dans le contexte de la mort de son propre père, en 1935, dont il suppose que le médecin de famille a « épargné » à son père une souffrance trop prolongée. Ce qu'il retient de la guerre, 20 ans après, à côté de sa capacité à se tirer de toute situation, c'est une posture quelque peu fataliste, sur l'absurdité de ces catégories nationales, raciales mais sans parvenir à s'en détacher pour autant.

***

La 2e Guerre mondiale a profondément bouleversé la société polonaise, dans tous ses aspects. La violence extrême qui a marqué le territoire et ses citoyens a eu des conséquences durables. Les experts eurent des réactions très variées à cette transformation brutale et largement enclenchée de l'extérieur. O. Górka et S. Zabiełło, de manière différente, ont cherché à mettre leur expérience des rapports entre minorités et des relations internationales au service de l'analyse des enjeux de la guerre, en termes de cohésion nationale dans un premier temps et de dignité humaine plus tard dans la guerre. Les deux hommes continuent leurs pratiques d'avant-guerre, utilisent les mêmes outils, dans un contexte radicalement différent. La guerre marque un tournant pour eux dans leur rapport à l'État et aux projets de puissance qu'ils ont pu alimenter à son adresse avant 1939. La violence qu'ils observent transforme directement leur horizon du possible politique, y compris à l'Est. Par contraste, d'autres experts de l'Est, tels W. Bączowski, restent loyaux à l'État polonais d'avant-guerre et à ses références politiques.

[994] ZABIEŁŁO, *Wspomnienia z lat 1902–1936*, *op. cit.*, 1969, p. 469.

Chapitre 7

Expertise de l'Est et Guerre froide : les révisions conceptuelles en Allemagne et Pologne sous le regard soviétique (1945-1955)

La sortie de la guerre se caractérise à la fois par une incertitude sur les formes que prendront l'Allemagne et la Pologne dans l'avenir proche et par des efforts importants pour éviter ce qui est dépeint de part et d'autre comme scénario catastrophe. Le scénario catastrophe pour l'Allemagne varie. Pour certains, la catastrophe serait la neutralisation puis la soviétisation de toute l'Allemagne, tandis que pour d'autres, ça serait la division prolongée pour une durée indéterminée. En Pologne, les deux scénarios catastrophes sont d'une part la soviétisation de la Pologne et d'autre la perte des territoires allemands récemment attribués à la Pologne, les territoires orientaux étant incorporés en URSS. La chronologie de ce double dialogue où se mêlent les enjeux internes et externes, est rythmée par les étapes de la Guerre froide : l'enchainement des conférences des Alliés entre 1945 et 1947, les crises autour de Berlin (le blocus de 1948-1949), les questions de réarmement de l'Allemagne[995], la montée de la méfiance mutuelle et la rupture du contact entre les camps, au sein d'une même société et entre les « blocs », une rupture progressive[996].

Dans ce contexte l'expertise prend une dimension différente qu'au lendemain de la 1e Guerre mondiale : les problématiques des relations des Allemands et des Polonais sont également caractérisées par une grande transformation, la différence réside dans la participation à la formulation des réponses apportées. Les décisions sont prises par des Alliés surpuissants et lorsqu'ils n'arrivent pas à s'entendre pour prendre des décisions, notamment pour la « question allemande », les principaux concernés n'ont que peu de moyens pour se faire entendre. L'expertise aurait donc toute sa place pour contribuer à proposer des sorties de crise. En effet, les Allemands et les Polonais sont confrontés à de réelles questions, dans le sens d'une remise en cause indéniable de leur situation, pour des raisons différentes et avec une marge de manœuvre perçue très différente également. Dans ce chapitre, nous voulons nous interroger d'une part sur la perception par les experts de ce changement de rapport à leur voisinage oriental, dans le contexte de leur changement plus global de situation. Est-ce que ce changement se reflète dans leurs questionnements ? Dans leur pratique de construction de

[995] Dans le contexte de la création de l'OTAN en 1949, puis de l'Union européenne occidentale et l'échec de la Communauté Européenne de Défense en 1954.

[996] Les frontières restent ouvertes dans un premier temps; entre les zones d'occupation et vers l'URSS ; voir notamment Catherine GOUSSEFF, *Échanger les peuples*, Paris, Fayard, 2015, et sur la (re)prise en main des territoires soviétiques occidentaux : Vanessa VOISIN, *L'URSS contre ses traîtres: l'épuration soviétique (1941-1955)*, Paris, France, Publications de la Sorbonne, 2015.

connaissance ? Si tel est le cas, quelle est la temporalité de cette réflexion ?

L'Allemagne est sous le feu des projecteurs internationaux sur la période (de la guerre froide 1945-1972)[997], la question allemande est une ritournelle médiatique. La Pologne l'est aussi par ricochet et parce qu'elle dispose de relais internationaux jouissant d'un écho significatif en France, Grande-Bretagne et aux États-Unis notamment. La situation des deux pays est nettement celle d'une dépendance vis-à-vis des grandes puissances pour leur existence, le cadre territorial et le modèle de société qui s'imposera à eux. Dans les deux cas, on a une remise en cause profonde de l'ordre d'avant-guerre, une remise en cause explicite et venue, surtout de l'extérieur. Cette remise en cause de l'ordre politique allemand et polonais par les Alliés repose sur des éléments très différents : pour l'Allemagne, c'est la défaite militaire après une politique de conquête et d'extermination, tandis que pour la Pologne, elle se trouve être un outil de la sécurité soviétique, qui doit être assurée par l'établissement d'un contrôle sur la région et en particulier sur l'Allemagne. Les bouleversements de ces sociétés et la discussion qui en suit sur ce que devra être la nouvelle société allemande ou polonaise ont lieu sous étroite surveillance internationale. Nous verrons ainsi d'abord comment en parallèle à l'instauration de nouveaux régimes politiques et idéologiques, et dans le contexte de la sortie de guerre et de début de la guerre froide, des efforts sont déployés pour inciter à la réflexion et à la distanciation de l'image d'avant-guerre, ou de la propagande de guerre de l'Est soviétique. Le contexte social et politique général est celui du renouveau, de la reconstruction. Il nous semble important de rappeler ce contexte « intellectuel », car c'est dans ce cadre que l'expertise doit se déployer : dans une situation incertaine, instable et dans un contexte de difficultés matérielles majeures, au service de l'instauration d'un nouveau régime.

L'expertise, qui se veut être une base pour la décision politique, un éclairage, une inspiration, semble pourtant faire preuve d'une certaine inertie, pour les questions orientales notamment. Cette inertie s'explique en partie par la nature de l'activité. L'établissement la connaissance a besoin de temps, de ressource et d'une certaine liberté, ne serait-ce que de circulation, pour se (re)constituer. Quelles sont donc les pratiques à la croisée de l'impératif de renouveau et l'inertie inhérente à la recherche, même à visée politique ? Quelles sont les connaissances sur lesquelles on peut encore s'appuyer dans ce contexte de bouleversements politiques et idéologiques ? Quels sont les experts qui parviennent à se maintenir et quelles sont les adaptations qu'ils doivent montrer ?

Cette période se caractérise par la fondation de nouvelles institutions d'expertise, devant répondre aux enjeux des nouvelles entités étatiques polonaise et allemandes, chacune faisant face à

[997] Dans ses mémoires, l'ancien responsable des relations avec la presse du gouvernement ouest-allemand revient sur l'afflux de journalistes étrangers dans la jeune république fédérale : DIEHL Günter, *Zwischen Politik und Presse: Bonner Erinnerungen 1949 - 1969*, Francfort/Main, Societäts-Verl, 1994, p. 222.

des contraintes spécifiques et souvent partagées finalement, comme nous le verrons. Elles traitent de sujets similaires et entrent en dialogue, lentement, avec leurs consœurs des pays voisins. L'existence de l'expertise dans le débat public est validée, il est désormais naturel d'avoir ce type d'institutions dans les trois pays concernés, malgré les grandes différences d'organisation du débat public.

Ce qui nous intéresse ici, c'est d'observer les étapes d'une acceptation ou du rejet de la nouvelle situation à l'intérieur des sociétés allemandes et polonaises et l'interaction de ces phénomènes, à travers le dialogue, la confrontation notamment des « experts ». Ce phénomène de positionnement par rapport à la nouvelle situation est observé sur les questions orientales, et plus concrètement la question de la frontière orientale allemande et/ou polonaise ou encore plus généralement sur le rapport avec l'URSS, qui a absorbé désormais toute l'Europe de l'Est.

Les débats au sein de différentes organisations politiques, intellectuelles sur les questions de la relation à l'URSS et du changement territorial ont également été analysées, plus pour l'Allemagne[998] que pour la Pologne[999], mais il y a peu d'analyses croisées du rapport des sociétés, des administrations à la mise en place du nouveau régime territorial et politique[1000]. Une désillusion s'installe, pour certains sur l'espoir de rétablir une situation territoriale et politique d'avant 1939 (ou 1938), pour d'autres, sur l'espoir, au contraire, de mener une révision profonde de la culture politique de leur société, notamment vis-à-vis de l'Est. C'est la chronique de cette désillusion que nous voulons mener à présent, pour nous interroger sur les différentes temporalités de celle-ci.

---

[998] BUSCHFORT Wolfgang, *Parteien im Kalten Krieg: Die Ostbüros von SPD, CDU und FDP*, Ch. Links Verlag, 2010 ; LINNEMANN Kai Arne, *Das Erbe der Ostforschung: Zur Rolle Göttingens in der Geschichtswissenschaft der Nachkriegszeit*, Tectum Verlag, 2002 ; UNGER Corinna R., *Ostforschung in Westdeutschland : die Erforschung des europäischen Ostens und die Deutsche Forschungsgemeinschaft, 1945 - 1975*, Stuttgart, Steiner, 2007.

[999] ZAREMBA Marcin, *Wielka trwoga: Polska 1944-1947: ludowa reakcja na kryzys*, Cracovie : Varsovie, Społeczny Instytut Wydawniczy Znak ; Instytut Studiów Politycznych Polskiej Akademii Nauk, 2012. JAROSZ Dariusz, *Polacy a stalinizm 1948-1956*, Varsovie, Instytut Historii PAN [Polskiej Akademii Nauk], 2000.

[1000] PISKORSKI Jan M., HACKMANN Jörg et JAWORSKI Rudolf, *Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung im Spannungsfeld von Wissenschaft und Politik: Disziplinen im Vergleich*, Osnabrück : Poznan, Fibre ; Poznanskie Towarzystwo Przyjaciol Nauk, 2002 (Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung) ; ESCH Michael G., *« Gesunde Verhältnisse ». Deutsche und polnische Bevölkerungspolitik in Ostmitteleuropa 1939-1950*, Marburg, Herder-Institut, 1998 (Materialien und Studien zur Ostmitteleuropa-Forschung 2) ; THER Philipp, *Deutsche und polnische Vertriebene: Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in der SBZ/DDR und in Polen 1945-1956*, Göttingen, 1998 (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft 127).

1. La question de la reconnaissance de la frontière orientale polonaise de part et d'autre du rideau de fer : temporalité d'une acceptation imposée

L'Est européen est désormais complètement incorporé par l'URSS. Celle-ci installe également son emprise plus à l'ouest en l'Europe, au-delà de ses nouvelles frontières : en Pologne et dans la zone allemande qu'elle occupe. C'est dans le contexte cette restructuration en termes d'étendue territoriale et d'une redéfinition de la population rattachée au territoire polonais que la discussion sur la nouvelle frontière orientale polonaise a lieu dans l'espace public polonais, entre Varsovie et Londres, en passant par Paris. En effet, jusqu'à la « stabilisation » par la soviétisation de la situation en Pologne, les forces politiques en concurrence sont tout autant situées à Londres, autour du gouvernement en exil, qu'en Pologne. La stabilisation se concrétise par le référendum du 30 juin 1946, qui pose trois questions : le rattachement des territoires occidentaux et septentrionaux de l'Allemagne à la Pologne, l'abolition du Sénat et la réforme économique avec la collectivisation des moyens de production, en dehors de l'agriculture. Puis, les élections du 19 janvier 1947 et finalement la fusion entre les partis socialiste et communiste polonais concluent le retour à une normalité institutionnelle. Ces échéances électorales sont marquées par la fraude, et naturellement une campagne intensive de la nouvelle administration, pour le « trois fois oui ». Le référendum ne posait que la question du rattachement territorial des « terres regagnées », mais ce rattachement impliquait également la perte des terres orientales polonaises d'avant septembre 1939. C'est la question qui a obtenu le plus haut taux de réponse positive : 91,4%[1001]. La campagne de l'administration polonaise n'avait pas tant porté sur les terres orientales, le sujet était déjà progressivement marginalisé dans le discours officiel polonais, alors qu'elle est restée une des revendications centrales du gouvernement en exil et de ses soutiens dans la communauté polonaise à l'étranger. En réaction à cette constance du gouvernement en exil, une partie de la communauté polonaise en exil appelle à renoncer à cette revendication. Nous voulons ici revenir sur ces temporalités décalées de rejet et d'acceptation des rapports de force internationaux et de leurs conséquences sur la Pologne. Pour cela, nous allons regarder de plus près, deux figures du débat polonais et leurs contributions, que nous présentons plus en détail plus bas.

La première est Jerzy Borejsza, connu pour son travail dans la reconstruction de l'édition polonaise, avec la fondation de la maison d'édition Czytelnik. Jerzy Borejsza est tantôt considéré

[1001] Selon les résultats officiels. Les résultats étaient falsifiés, pour un apperçu des estimations avant et après 1989, voir PACZKOWSKI Andrzej, *Referendum z 30 czerwca 1946 r: przebieg i wyniki*, Instytut Studiów Politycznych Polskiej Akademii Nauk, 1993, p. 24 et suivantes.

comme une des faces du nouveau régime polonais[1002], tantôt comme un acteur indépendant de la vie intellectuelle polonaise[1003]. Un homme au parcours complexe qui se consacre à la préservation de la vie culturelle polonaise, par-delà les appartenances idéologiques, et qui pour se faire, reconnaît les réalités politiques de la fin des années 1940, semble-t-il sur la base de son expérience du début des années 1940 passé en Union soviétique.

De l'autre côté du « rideau de fer » et de la Manche, Juliusz Mieroszewski est correspondant en Grande-Bretagne de la revue *Kultura*, revue culturelle et politique fondée par Jerzy Giedroyć à la fin de la guerre, dans laquelle s'expriment des intellectuels polonais de tout bord politique, hormis communiste[1004]. Il est connu dans les années 1960 et surtout 1970 pour sa position critique vis-à-vis du gouvernement en exil et pour le développement d'une politique de réconciliation avec l'espace « ULB » (Ukraine, Lituanie, Biélorussie). Il est préoccupé par la libération de la Pologne de l'influence soviétique. À ses yeux, le seul moyen de garder le soutien des Alliés occidentaux à la cause polonaise, serait de faire évoluer la culture politique polonaise vers la sortie de ce qu'il considère comme mégalomanie ; l'ambition de la restauration des frontières orientales de 1921[1005]. Il a développé l'idée « d'évolutionnisme », proche du *Wandel durch Annäherung* (le changement par le rapprochement) développé par Egon Bahr après 1961 ; c'est-à-dire l'espoir de faire disparaître de l'intérieur le système communiste, par la transformation de la mentalité des citoyens des régimes communistes[1006]. Juliusz Mieroszewski est arrivé à cette position par sa réflexion, en réaction aux impasses de la politique défendue par le gouvernement en exil polonais, qu'il reconnaît et dénonce, et surtout qu'il cherche à dépasser.

Ces deux positions à contre-courant de leurs sociétés respectives[1007], reposent sur une approche « pragmatique » selon leurs auteurs. S'ils ne prennent pas la position d'experts en matière de questions orientales, ils nous aideront à comprendre à travers les arguments mobilisés, qu'est-ce qui

---

[1002] FIJAŁKOWSKA Barbara, *Borejsza i Różański: przyczynek do dziejów stalinizmu w Polsce*, Olsztyn, WSP. Wydaw, 1995 (Studia i Materiały WSP w Olsztynie).

[1003] KRASUCKI Eryk, *Międzynarodowy komunista: Jerzy Borejsza - biografia polityczna*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe PWN, 2009.

[1004] MENCWEL Andrzej et ALEKSANDRAVIČIUS Egidijus (dir.), *Jerzy Giedroyc: kultura, polityka, wiek XX: debaty i rozprawy*, Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2009 ; INSTYTUT LITERACKI, *Kultura*, Rzym Rome, Italie, Instytut Literacki, s. d.

[1005] Juliusz Mieroszewski commence sa carrière journalistique avant la guerre mais son expérience durant la guerre a marqué sa pratique ; par la nécessité alors de rédiger des textes concis avec des idées fortes, de pratiquer une propagande visant à faire adhérer mais aussi à rassurer, et faire penser, selon A. Friszke, « Ewolucjonista », in MENCWEL et ALEKSANDRAVIČIUS (dir.), *Jerzy Giedroyc*, *op. cit.*, 2009, pp. 153-158.

[1006] FRISZKE Andrzej : « Ewolucjonista », *Ibid.*, pp. 153-158 et MICHNIK Adam : « Mieroszewski », *Ibid.*, pp. 145-152.

[1007] De par leur style d'écriture, journalistique, et leur ton dénonciateur, ils se positionnent tous les deux, avec des orientations différentes, contre leurs adversaires idéologiques. Cela ne signifie pas qu'ils soient en minorité ou en situation de discrimination ou de censure.

motivait la reconnaissance de leurs voisins orientaux, dans le but d'obtenir une reconnaissance de leurs alliés respectifs, occidentaux ou soviétique.

(1) Mettre de l'huile dans les méninges : la révision pour la reconnaissance par l'Est (Jerzy Borejsza en 1944)

En 1944, Jerzy Borejsza intervient au nom du Comité Polonais de Libération Nationale (*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego*, PKWN) sur la question de la frontière, avec un petit texte de 12 pages. Il y déploie une argumentation reprenant les éléments du discours soviétique sur la Pologne et souligne fortement l'interconnexion entre la reconnaissance par la Pologne de sa nouvelle frontière orientale et la reconnaissance de la Pologne comme État, par les Alliés notamment. Ce texte paraît dans le contexte de l'arrivée de l'Armée rouge en Pologne d'avant-guerre et du passage de la ligne Curzon et de la signature de l'accord entre le Comité Polonais de Libération Nationale (PKWN) – éditeur du texte – et l'URSS, le 20 juillet 1944, fixant la frontière orientale polonaise. Quelques jours auparavant cependant, une volée de pétitions était arrivée à Moscou, demandant le rattachement de la Kholmschina, région de Chełm, à l'Ukraine soviétique. Les signataires de ces pétitions, les habitants ukrainiens de la région justifiaient cette volonté par l'expérience de l'oppression, tant par la noblesse polonaise que par l'occupant allemand[1008]. Nous voulons nous appuyer sur ce texte et sur la position de Jerzy Borejsza pour établir la temporalité de l'acceptation du statut quo territorial dans le discours officiel[1009]. Si on se réfère à sa conception plus large de la politique culturelle polonaise, de l'expérience qu'il a pu faire du système politique soviétique entre 1939 et 1944, il semble qu'il fonde cette acceptation principalement sur le souci de protéger les Polonais dans la nouvelle constellation internationale. Ainsi, il semble que le texte qu'il présente ne vise pas tant à convaincre les lecteurs par une argumentation fondée mais à indiquer quelle est la position de référence, le discours à tenir sur cette question. Avant de présenter son texte, nous allons rapidement présenter son parcours, notamment durant la guerre.

[1008] Cette campagne est coordonnée par N. Khrouchtchev, dans un contexte d'épuration ethnique complexe, voir GOUSSEFF Catherine, *Échanger les peuples*, Fayard, 2015, pp. 46-47.

[1009] Il n'est pas le seul à publier ce type de textes, on aurait pu également recourir à Jan Karol Wende (1919-1986) et son ouvrage « La Pologne et l'URSS », paru en 1945, republié en 1969, qui reprend le même discours de faiblesse polonaise par sa présence l'Est et de l'alliance nécessaire avec l'URSS : Jan Karol Wende avait alors un parcours similaire : membre de l'Alliance patriotique polonaise (*Związku Patriotów Polskich*) en URSS durant la guerre, il est membre du gouvernement provisoire en 1944-1945. Le texte de Jerzy Borejsza est cependant plus synthétique : il inscrit le discours polonais dans sa culture, mais surtout il est plus dynamique.

Jerzy Borejsza nait à Varsovie en 1905 dans une famille intellectuelle juive[1010], sous le nom de Beniamin Goldberg. Il s'intéresse assez tôt aux questions politiques et s'engage tout d'abord chez les « scouts libres » (Wolne Harcerstwo, proche du socialisme polonais – PPS) en 1924, où il se fait déjà arrêter brièvement. Ses parents l'envoient alors faire des études en France, à Toulouse[1011] et à Paris, où il devient membre de la fédération anarchiste de Pologne, basée à Paris. Ensuite, il revient en Pologne pour effectuer son service militaire entre 1927 et 1928, à la sortie duquel il entre au parti communiste polonais. Il devient alors une plume reconnue dans les revues littéraires et de gauche polonaises (*Wiadomości Literackie*, *Skamander*, *Sygnały* et *Czarno na Białem*).

Lorsque l'Allemagne attaque la Pologne, J. Borejsza quitte Varsovie avec sa famille pour se rendre à Lwów, où il passe les premières années de la guerre. Là-bas, il trouve un poste dans l'institution la plus prestigieuse de la culture polonaise : l'Ossolineum (*Zakład Narodowy im. Ossolińskich* – ZniO, Institut national Ossoliński[1012]), progressivement intégrée à de nouvelles structures culturelles et administratives ukrainiennes. En septembre 1940, il est invité à adhérer à l'Association des Auteurs Soviétiques d'Ukraine. Il contribue à la conception des célébrations dédiées à A. Mickiewicz au cours de 1941 en URSS, mais n'est participe pas à son organisation, car il a dû quitter son poste fin janvier 1940[1013], avec la restructuration des institutions culturelles de Lvov, désormais soviétisée. Il dirige donc un temps à la rédaction des manuels scolaires pour la minorité polonaise d'URSS[1014], où il rassemble une « brigade », une équipe d'intellectuels polonais réfugiés à Lvov, dont Roman Werfel (1906-2003), pour travailler à une « nouvelle » histoire polonaise[1015]. Elle ne sera jamais publiée, mais ceci indique qu'il s'est penché sur ces questions d'historiographie avant 1944, et ce, dans un contexte ukrainien et soviétique. Il rejoint Moscou en 1941, après l'attaque de l'Allemagne sur l'URSS, où il se rapproche des acteurs politiques polonais communistes, et met son talent d'écriture au service de leur propagande. Il rédige en 1941 une brochure qui paraît en ukrainien intitulée « la guerre des nerfs », dans laquelle, selon son biographe, il justifie le pacte Ribbentrop-Molotov, comme étant une stratégie de préparation pour la guerre inévitable, tout en passant sous silence l'occupation soviétique de la partie orientale de

[1010] Son père est journaliste à *Hajnt* (aujourd'hui), un quotidien en yiddish, et son grand-père était poète. Ainsi, son pseudonyme Borejsza, est issu d'une tradition familiale ; où ceux qui écrivent prennent ce nom, inspiré de « au commencement Dieu créa… » en hébreu. KRASUCKI, *Międzynarodowy komunista*, *op. cit.*, 2009., p. 24.
[1011] Il s'intéresse à l'Espagne et à ses mouvements de gauche, et établit des contacts qui sont réactivés au moment de la guerre en Espagne de 1936.
[1012] Cet institut est surtout connu pour sa bibliothèque et sa collection impressionnante de manuscrits originaux anciens, actuellement installée à Wrocław, par les soins notamment de Jerzy Borejsza : http://ossolineum.pl/, consulté le 8.07.2016.
[1013] KRASUCKI, *Międzynarodowy komunista*, *op. cit.*, 2009, p. 73 et suivantes.
[1014] KANTOR E., BOREJSZA Jerzy, KOSKO A. *et al.*, *Literatura polska: wypisy dla klasy 9 szkoły średniej*, Kijów, Państwowe Wydawnictwo Mniejszości Narodowych USRR, 1940 ; KAWYN Stefan, *Literatura polska: wypisy dla klasy 8 szkoły średniej*, Kijów, Państwowe Wydaw. Mniejszości Narodowych USRR, 1940.
[1015] KRASUCKI, *Międzynarodowy komunista*, *op. cit.*, 2009, p. 79.

la Pologne. Dans ce texte, il rend hommage aux nouvelles relations polono-soviétiques, après les accords Sikorski-Maïski du 30 juillet 1941. Il se fait porte-parole du discours soviétique et le transpose dans des textes en polonais.

Il contribue notamment au « *Czerwony Sztandar* », le drapeau rouge et à « *Nowe Widnokręgi* » (nouveaux horizons)[1016]. Il tente une première fois d'entrer dans l'armée rouge, en juillet 1941. Il échoue malgré le soutien de son oncle, Lejb Goldberg, pourtant membre du Comité Antifasciste Juif soviétique[1017]. Il se rapproche par ses fréquentations du milieu littéraire moscovite du secrétaire général du Kominterm, Georgi Dimitrov, qui l'aide finalement à entrer dans l'armée rouge, en tant qu'instructeur politique en avril 1942[1018]. Il est chargé du recrutement parmi les prisonniers allemands de guerre, notamment silésiens. À partir de mai 1943, il contribue à « *Wolna Polska* » (la Pologne libre), l'organe de l'Union des Patriotes Polonais (*Związek Patriotów Polskich*), dans lequel il critique la « propagande » allemande sur Katyń, puis le 15 janvier 1944, quelques jours après la conclusion de la conférence de Téhéran, un article intitulé « les frontières de la légalité » dans *Nowe Widnokręgi*, dans lequel il critique le gouvernement en exil, notamment sur son refus d'accepter une révision des frontières orientales de la future Pologne[1019]. Lorsqu'il revient en Pologne, en 1944, il est pour quelques mois, responsable de la presse (ou de la censure) avant de s'engager dans la formulation de la politique culturelle du nouveau régime, qu'il inscrit dans ce qu'il dénomme une « douce révolution »[1020]. Celle-ci consiste, toujours selon lui, en une sauvegarde de la culture polonaise. Il organise le Congrès mondial des intellectuels, auquel participe Picasso et d'autres figures publiques de gauche en 1948 à Wrocław[1021], où il s'est entre-temps installé. C'est à Wrocław, dans les « terres regagnées » qu'il fonde une maison d'édition, qui peu à peu prend une place centrale dans le paysage culturel et scientifique polonais : *Czytelnik* (le lecteur) avant de tomber en disgrâce en 1949. Il participe ainsi à la prise de contrôle territorial de cet espace en phase de polonisation.

[1016] Nouveaux horizons, revue communiste littéraire polonophone paraissant entre 1940 puis à nouveau entre 1941 et 1946, fondée à Lvov. Cette revue est un instrument de communication à l'intention plus particulièrement des intellectuels polonophones, et revient régulièrement sur la « question polonaise » avec un point de vue soviétique très marqué. Ainsi, lorsque le pacte Ribbentrop-Motolov est en vigueur, le terme même de Pologne est évité dans cette revue, et on parle de « Pologne de Versailles » : passée et illégitime. GŁOWACKI Albin, « Sprawa powojennej Polski na łamach 'Nowych Widnokręgów' w latach 1942-1944 », *Acta universitatis lodziensis* Folia Historica (55), 1996, pp. 119-137.

[1017] BLAIVE Muriel, GERBEL Christian et LINDENBERGER Thomas, *Clashes in European Memory: The Case of Communist Repression and the Holocaust*, Innsbruck, Studien Verlag, 2010.

[1018] KRASUCKI, *Międzynarodowy komunista*, *op. cit.*, 2009, p. 89.

[1019] *Ibid.*, p. 91, p. 96.

[1020] BOREJSZA Jerzy, « Rewolucja łagodna », *Odrodzenie*, 1945.

[1021] On peut consulter le compte-rendu télévisé de cette rencontre en ligne: *W obronie pokoju | Repozytorium Cyfrowe Filmoteki Narodowej*, http://repozytorium.fn.org.pl/?q=pl%2Fnode%2F5679#.WLAq41wbzZ8, consulté le 8.07.2016, et *W walce o pokój | Repozytorium Cyfrowe Filmoteki Narodowej*, http://repozytorium.fn.org.pl/?q=pl/node/6251, consulté le 8.07.2016.

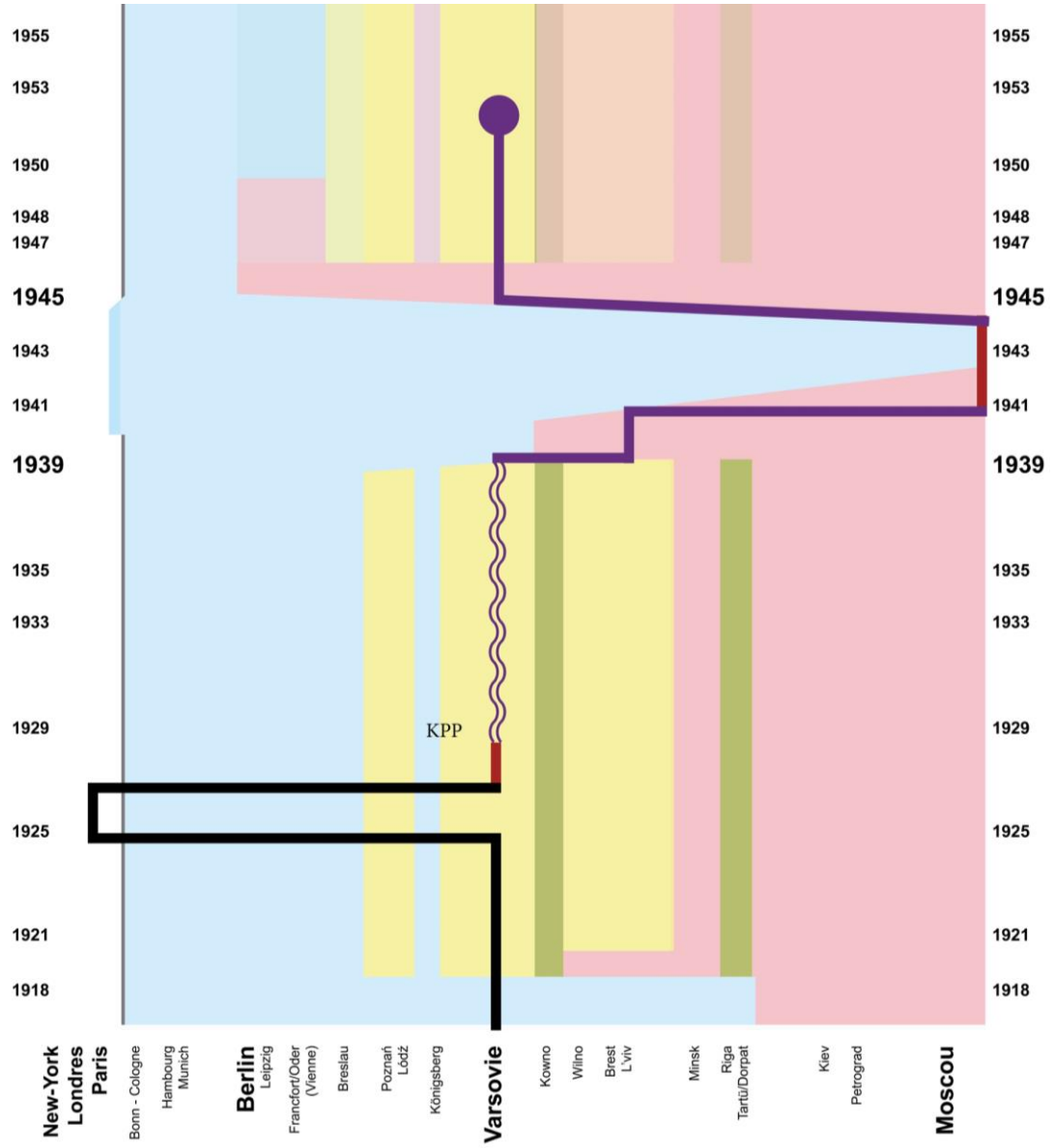


Figure 31: Parcours biographique de Jerzy Borejsza

Durant la guerre, il est au contact direct avec les Ukrainiens en URSS et leurs organisations culturelles et politiques. Il a assisté au premier plan à l'installation en 1939 du pouvoir soviétique dans les territoires orientaux polonais, avec la politique d'ancrage culturel ukrainien, puis à la puissance soviétique, sur le plan militaire et l'intransigeance sur le plan politique. Il est intimement au fait de l'argumentation pour ce nouvel ordre politique et au-delà de la question de savoir s'il en est intimement convaincu ou non, il semble qu'il se soit décidé pour l'option « pragmatique ». En d'autres termes, les raisons avancées du côté soviétique, qu'elles soient légitimes ou non, sont celles qui sont en vigueur, et il faut comprendre les enjeux liés à la question territoriale et l'irréversibilité de ce processus. C'est ce qui caractérise la temporalité de l'acceptation en Pologne, contrairement à la

discussion qui a lieu dans la communauté polonaise en exil, qui est, elle, marquée par le souci de la continuité[1022]. C'est dans ce contexte qu'il publie son texte sur les questions frontalières, qui est largement diffusé, où il attaque systématiquement les revendications d'un retour à la frontière de 1921, sur un ton ironique et dénonciateur, typique de ce type d'écrits[1023]. Ainsi, il justifie son texte par le besoin de clarifier les enjeux du débat sur la frontière qui prend des proportions hystériques ; à ceux qui pensent perdre la moitié de la Pologne, il répond qu'il s'agit ici de toute la Pologne[1024]. En effet, à ses yeux, pour assurer la survie de la Pologne, il est vital que les Polonais renoncent à une partie de leurs traditions politiques ; à l'image des empires qui ont su réagir à temps pour ne pas se laisser engloutir par les revendications des peuples qu'ils enfermaient. Il prend pour exemple la Turquie et bien entendu, la Russie, qui s'est séparée « volontairement » de la Pologne (et de la Finlande). Ces empires ont su reconnaître la situation et en ont tiré profit pour moderniser leur organisation et devenir « forts » et « cohérents »[1025]. Il prend ensuite un contre-exemple efficace : l'Allemagne. L'Allemagne « n'a pas voulu et ne veut pas reconnaître le droit d'autres peuples à l'existence et au développement autonome »[1026] et se retrouve maintenant complètement détruite et soumise, du fait de sa politique impérialiste à l'Est. C'est la caractéristique de la politique impérialiste des peuples dominés par des « cliques réactionnaires, s'accrochant à des rêves évanescents du passé, restent dans une non-reconnaissance fanfaronne des droits d'autres peuples, dans la non-reconnaissance de leurs réelles possibilités propres et étrangères ».

Ainsi, reconnaître ce qui n'est pas à soi, c'est faire preuve de force et de courage politique, car le contraire est source de discrédit pour ceux qui portent ces idées. Jerzy Borejsza ridiculise l'ancrage des revendications territoriales polonaises dans un fondement historique en imaginant l'Italie de Mussolini revendiquant la possession territoriale de la France, sous prétexte de l'occupation romaine de la Gaulle[1027]. Après cet exemple hyperbolique, il compare la non reconnaissance de certains Polonais du fait que les territoires orientaux n'étaient pas uniquement habités de Polonais, à la position des Allemands envers les Cachoubes ou les Silésiens. Il enfonce le clou en dénonçant les doubles mesures appliquées par ces mêmes personnes ; « on ne peut pas railler les ridicules théories hitlériennes sur les peuples allemands des Cachoubes, des Mazures, des Silésiens (…) et en même temps, créer des

[1022] Voir par exemple : SKRZYPEK Stanisław, *Ukraiński program państwowy na tle rzeczywistości*, Londres, Nakł. Związku Ziem Południowo-Wschodnich Rzeczypospolitej Polskiej, 1948.
[1023] L'ironie permettant de discréditer la position de l'autre, sans pour autant expliciter sa propre position, elle sert ici à indiquer la norme, de laquelle dévient les personnes ridiculisées.
[1024] BOREJSZA Jerzy, *W sprawie granic*, Lublin, Resort Informacji i Propagandy Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego, 1944, p. 3. Nous reprenons ici que quelques citations du texte, pour avoir une meilleure perception des procédés rhétoriques et ironiques qu'il mobilise, voir le détail de son profil et des citations plus exhaustives en annexe.
[1025] *Ibid.*, p. 5.
[1026] *Ibid.*
[1027] *Ibid.* p. 6.

divisions artificielles du peuple ukrainien en Ruthènes, Ukrainiens de la rive gauche du Dniepr et Ukrainiens de la rive droite du Dniepr. »[1028] Un des éléments donc d'une telle révision de la conception de l'Est, visant à sa conquête, est la révision des catégories développées par la science sur l'Est polonaise de l'avant-guerre. L'autre source d'inspiration néfaste réside dans l'imaginaire littéraire créé par H. Sienkiewicz ; il assimile les aspirations à suivre les pas du seigneur Zagłoba à l'idéologie NS[1029]. Car enfin, selon J. Borejsza, la politique polonaise d'avant-guerre n'était qu'une tentative de « ressusciter » la Pologne de 1772, ce qui était une entreprise qui s'est avérée nocive pour la Pologne, car elle l'a privée de l'alliance avec ses voisins orientaux contre l'Allemagne en 1939. Elle ne fut d'ailleurs possible que du fait de la constellation particulière de la sortie de la 1e Guerre mondiale, avec la faiblesse des voisins orientaux et le soutien occidental[1030]. Il ne fonde pas sa critique sur une remise en cause des arguments ethnographiques ou historiques de rattachement de la terre à une sphère polonaise, mais sur la question du rapport de force. La situation est bien différente en 1944, et les ambitions polonaises de se constituer en pôle rassemblant les forces contre « une des plus grandes puissances mondiales », l'URSS, ne résultent qu'en son isolation, aussi vis-à-vis des puissances occidentales. Il moque d'ailleurs la position confortable des publicistes de l'émigration polonaise, qui rêvent à des plans d'hégémonie sur le Dniepr, confortablement assis dans leurs bureaux new-yorkais[1031]. Il conclue en affirmant que l'attachement des Polonais à ces ambitions, à la négation de la réalité, qui comprend l'émancipation des peuples ukrainien et biélorusse et la constitution d'États par ces peuples, mènera les Polonais à leur perte. Au lieu de cela, il s'agirait pour eux de saisir la chance qu'offre cette nouvelle constellation et construire une coopération réelle avec tous les voisins de la Pologne[1032].

On a donc dans ce pamphlet les grandes lignes de l'argumentation soviétique, qui est reprise peu à peu dans l'historiographie de la Pologne populaire ; l'amalgame entre l'ancien régime polonais et des idées proches des fascistes allemands, en même temps, le ridicule des ambitions polonaises, au vu de ses faibles moyens. Il ancre la reconnaissance de la Pologne, de son droit à se reconstruire, dans la limite de sa renonciation à sa politique d'avant-guerre, à la conception d'une Pologne ancrée à l'Est de l'Europe centrale, et incorporant des minorités. Il n'y a plus de discussion sur la capacité du peuple biélorusse ou ukrainien à se gouverner, ni sur les limites territoriales pertinentes pour leur espace de souveraineté, il n'y a pas non plus de commentaires sur la politique soviétique en termes d'émancipation des nations fédérées. Jerzy Borejsza place dans ce texte la question de la

[1028] *Ibid.*
[1029] *Ibid.* p. 7. C'est un des aspects central de la critique de cette vision de l'Est dans la culture politique polonaise, qu'on retrouve cher Olgierd Górka.
[1030] *Ibid.* p. 10.
[1031] *Ibid.* p. 11.
[1032] *Ibid.* p. 12.

reconnaissance non pas sur les mérites des Biélorusses ou des Ukrainiens mais sur le plan interne à la culture politique polonaise. Il faut accepter l'état des choses ou se mettre en position existentiellement dangereuse, car antagoniste à l'URSS, et ceci dans le rapport de force, tel qu'il se dessine en 1944, ne peut être que fatal. C'est un texte journalistique, qui est par nature synthétique, et ne repose pas sur des études approfondies, ni sur une base documentaire identifiable mais il a le mérite de regrouper tous les arguments qui seront par la suite déclinés par les historiens de la Pologne populaire. Il repose sur le constat d'une situation résultat d'un rapport de force mais dépasse ce constat pour ancrer l'acceptation de cette situation dans une révision, une disqualification rétroactive des conceptions de l'Est telles qui promues par une partie de la classe politique polonaise.

On constate que l'appel à la reconnaissance ne s'appuie que secondairement sur les revendications directes des Ukrainiens ou des Biélorusses, qui ne sont pas cités. Ils restent une masse anonyme dans ce texte, sans acteurs ni organisation qui porterait leurs revendications. De plus, l'alliance avec l'URSS n'est pas mentionnée non plus explicitement, et ceci est assez représentatif du discours de la nébuleuse communiste polonaise lors de leur arrivée en Pologne[1033]. L'appel à renoncer aux revendications polonaises sur l'ancienne forme territoriale et donc politique, repose principalement sur un constat de faiblesse de la Pologne, qu'il faut reconnaître pour ne pas subir la répression qu'une accusation d'ambition néo-impérialiste polonaise appellerait de la part de l'URSS.

En somme, le nouveau discours public sur l'Est est forgé avant même la refondation d'une administration de la Pologne et reprend largement le discours soviétique sur la Pologne d'avant 1945, notamment celui qui se cristallise autour de l'annexion de l'Est de la Pologne par l'URSS en septembre 1939[1034]. C'est dans ce cadre conceptuel que l'expertise doit se déployer, pour donner de la chaire à ce discours. L'intérêt de se pencher sur ce parcours tient à la position complexe que porte J. Borejsza, qui devient un des premiers « censeurs » de la Pologne populaire naissante[1035], tout en peinant à mener la politique culturelle de ses vœux[1036].

[1033] APPLEBAUM Anne, *Iron Curtain: The Crushing of Eastern Europe, 1944-1956*, Londres, Penguin Books, 2013.
[1034] GOUSSEFF, *Échanger les peuples*, *op. cit.*, 2015.
[1035] *Cenzura w PRL: relacje historyków*, Varsovie, « Neriton » : Instytut Historii PAN [Polskiej Akademii Nauk], 2000, p. 29.
[1036] C'est le thème dominant de cette biographie : KRASUCKI, *Międzynarodowy komunista*, *op. cit.*, 2009.

(2) Des « rêves d'une tête décapitée » à « l'enterrement d'un éléphant » : la révision pour la reconnaissance par l'Ouest (Mieroszewski en 1952)

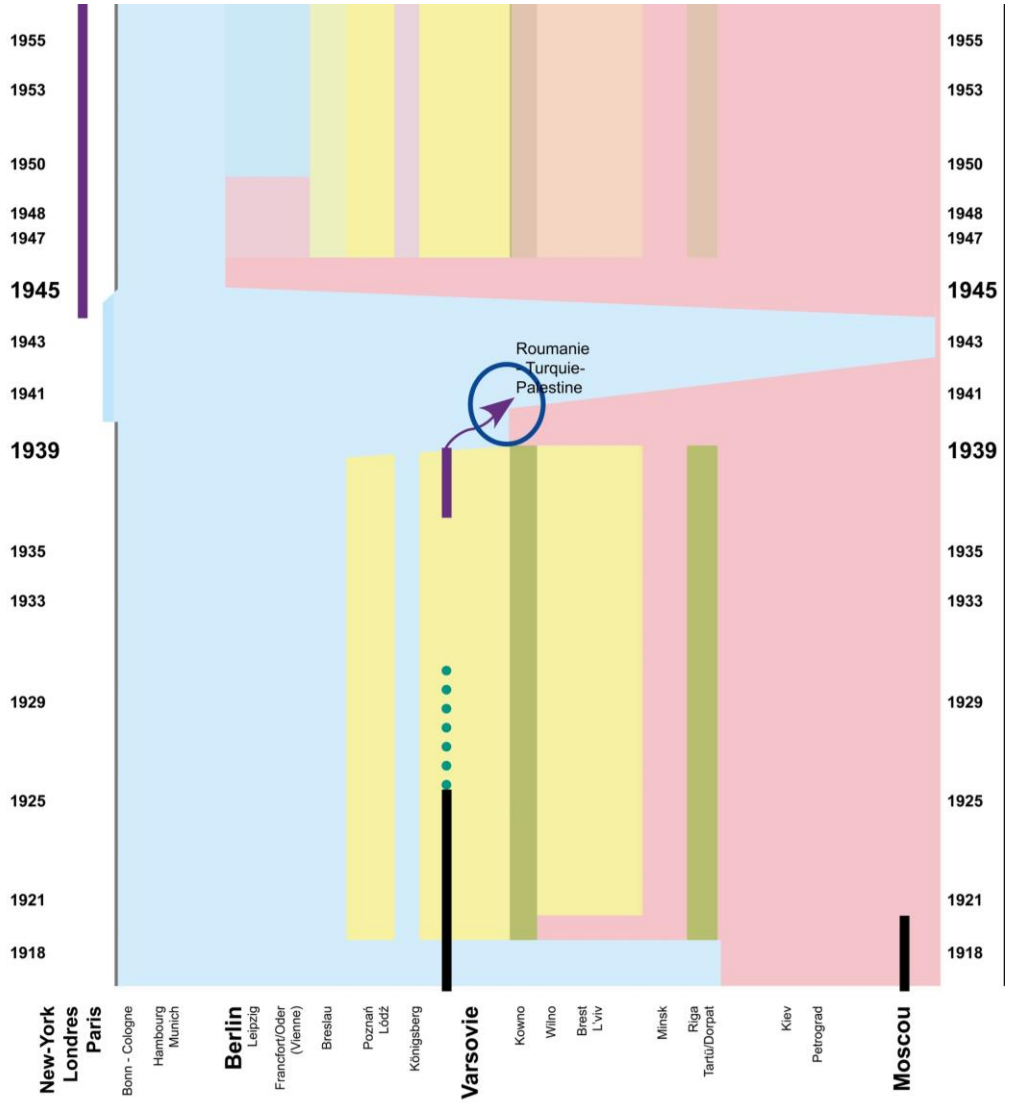


Figure 32: Parcours biographique de Juliusz Mieroszewski

En ce qui concerne Juliusz Mieroszewski, il formule son appel à réviser les concepts dominants jusqu'alors au sein de l'émigration polonaise, sur la base du besoin pour celle-ci d'être entendue par les Alliés occidentaux. Juliusz Mieroszewski est plutôt un spécialiste de l'Allemagne, qui ne s'intéresse à l'URSS que par la force des choses. C'est par l'observation de la discussion (ouest) allemande sur le passé récent, ou plutôt son absence et par la critique de l'inertie politique du gouvernement polonais

en exil qu'il en vient peu à peu à une critique radicale de la position légaliste de ce dernier et donc à appeler à une nouvelle approche de la question polonaise à l'Est. Ce sont ces étapes que nous voulons rappeler ici.

Au fil de ses « lettres de l'île », telle que sa rubrique était intitulée[1037], il développe le portrait d'une classe politique en exil passéiste, embourbée dans des visions technocratiques à court-terme, alors que le monde autour d'eux est plein de dangers, et que les Polonais en exil sont confrontés à des incertitudes sur leur place dans celui-ci. Il exprime son exaspération face à la paralysie intellectuelle et politique du gouvernement polonais en exil, qui avec l'usure du temps perd peu à peu ce qui lui restait de légitimité politique en s'arcboutant sur sa position légaliste. Lui veut remettre en cause le statut quo de la présence soviétique en Pologne et la soviétisation qui l'accompagne et va pour cela progressivement accepter le statut quo territorial.

En 1949, à la suite de la parution d'une série d'article dans *Kultura* discutant la place de la Pologne dans les nouvelles relations internationales, où notamment Melchior Wańkowicz proposait une neutralité pour la Pologne, J. Mieroszewski réagit et critique l'invocation stérile de valeurs et de positions traditionalistes, sans ancrage dans un projet politique constructif[1038]. Ceci alors que la situation appellerait des mesures fortes : il considère que toutes les forces doivent être mises au service de la lutte contre l'implantation du pouvoir soviétique en Europe, en Pologne, y compris la lutte armée, la Russie étant fondamentalement ennemie de la Pologne (« entre nous et la Russie, il y a Katyń ») [1039] et de l'Occident. Il soutient donc dans un premier temps, un engagement du peuple polonais sous forme militaire à ce qu'il considère comme la 3^{e} guerre mondiale contre le communisme, en Corée, au Viêt-Nam, dans le but d'obtenir à terme la libération de la Pologne de la tutelle soviétique. Il s'agit de se battre pour obtenir la reconnaissance de la question polonaise par les Alliés occidentaux[1040]. Mais ce faisant, il constate amèrement que les hommes politiques polonais en exil préfèrent se concentrer sur des revendications formelles[1041]. Il faut à ses yeux prendre conscience des

[1037] SOŁTYK Robert, « Visions de l'Europe du Centre-Est dans la revue Kultura de Paris : Jerzy Giedroyc et Juliusz Mieroszewski », in DELSOL Chantal, MASŁOWSKI Michel, NOWICKI Joanna *et al.*, *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Presses Univ. de France, 2002, pp. 538-550.
[1038] MIEROSZEWSKI Juliusz, « Pochlebcy znużenia [les flatteurs de l'ennui] », in *Kultura*, 24 (7), 1949, pp. 131-134.
[1039] MIEROSZEWSKI, Juliusz, « Listy z Wyspy – Słabi, nieliczni i starzy [Lettres de l'Île – Faibles, peu nombreux et vieux.] », in *Kultura* 40 (2), 41 (3), 1951, pp. 3-9, ici p. 4.
[1040] MIEROSZEWSKI, Juliusz, « Listy z Wyspy [Lettres de l'Île] », in *Kultura* 40 (7), 1950, pp. 113-122.
[1041] « …jeżeli dziś zamierzamy czekać na ofertę, która nie byłaby czekiem bez pokrycia, lecz 100% pewną gwarancją i uznaniem Rządu, granic na Odrze i Nysie, a na wschodzie granicy z 1939 r. i jeżeli od takich gwarancji uzależniamy nasz udział w walce przeciw Sowietom to z góry możemy spokojnie zrezygnować z wszelkiej akcji niepodległościowej. [si aujourd'hui nous avons l'intention d'attendre une offre qui ne serait pas un chèque en bois mais une garantie à 100% et une reconnaissance du Gouvernement, des frontières sur l'Oder et la Neisse et à l'Est les frontières de 1939, et si nous faisons dépendre de cette garantie notre participation à la lutte contre les Soviétiques, alors on peut tranquillement d'emblée renoncer à toute action pour l'indépendance.]», MIEROSZEWSKI, Juliusz, « Listy z Wyspy – Słabi, nieliczni i starzy [Lettres de l'Île – Faibles,

enjeux globaux, intégrer la Pologne à la politique globale et ne pas confondre les outils de la politique avec leur finalité[1042]. Il faudrait pour lui réviser les ambitions politiques du gouvernement en exil, et pour atteindre la « libération » de la Pologne, peut-être renoncer, notamment, aux territoires orientaux[1043] ?

Cet article suscita beaucoup de réactions qu'il commente dans la numéro suivant[1044] mais ce n'est qu'en réaction à la lettre du père Majewski[1045] qu'il pousse son raisonnement sur la question de la reconnaissance, vers la reconnaissance mutuelle. Le père Majewski écrit à Kultura[1046] à la suite d'une conférence de la communauté polonaise, durant laquelle la question polonaise est une fois de plus abordée sous des termes qu'il qualifie de rêve de tête décapitée (version polonaise des châteaux en Espagne, des rêves irréalisables). Dans cette lettre, il déplore le fait que les Polonais revendiquent un soutien extérieur pour leur cause mais ne sont pas capable de faire preuve du même sens de justice pour les autres voisins orientaux. Il exprime également une sympathie pour les Lituaniens, qui « souffrent d'un destin pire » que celui des Polonais, évoquant ainsi leur intégration à l'URSS. Pour lui, les territoires de l'Est que la Pologne a perdu au profit des Ukrainiens, Biélorusses et Lituaniens n'étaient que source d'ennui avant la guerre et l'attachement à vouloir les reprendre, rend toute alliance avec ces voisins impossibles, notamment contre la Russie soviétique. Sur le plan de l'argumentation historique, il mentionne d'un côté les traces préhistoriques de la polonité de Wrocław et qu'au contraire ni Vilnius ni Lvov n'étaient jamais des villes authentiquement polonaises. Ensuite, si avant 1939, une majorité d'habitants de ces villes s'identifiaient comme polonais, la situation a bien changé depuis. Il mentionne le « nettoyage » ethnique de ces régions des Polonais, sans mentionner les responsables. Comme il parle de l'après-guerre, on peut supposer qu'il fait référence au « rapatriement » des Polonais d'URSS[1047] et non pas du nettoyage ethnique qui avait commencé durant

peu nombreux et vieux.] », in *Kultura* 40 (2), 41 (3), 1951, pp. 3-9, ici p. 8.

[1042] « Legalizm i uznanie to są instrumenty polityki, a nie cele same w sobie. [Le légalisme et la reconnaissance sont des instruments de la politique et non pas une fin en soi.]», MIEROSZEWSKI, Juliusz, « Listy z Wyspy – Słabi, nieliczni i starzy [Lettres de l'Île – Faibles, peu nombreux et vieux.] », in *Kultura*, 1951, N2/40-N3/41, pp. 3-9, ici p. 5.

[1043] « Naszym warunkiem podstawowym jest powrót do sytuacji sprzed 1945 r. A jeżeli okaże się to niemożliwe ? [Notre condition de base est le retour à la situation d'avant 1945. Et si cela s'avérait impossible ?]» , MIEROSZEWSKI, Juliusz, « Listy z Wyspy – Słabi, nieliczni i starzy [Lettres de l'Île – Faibles, peu nombreux et vieux.] », in *Kultura*, 1951, N2/40-N3/41, pp. 3-9, ici p. 8.

[1044] MIEROSZEWSKI, Juliusz, « Listy z Wyspy [Lettres de l'Île]», in *Kultura*, 1951, N6/44, pp. 109-114.

[1045] SOŁTYK, Robert, « Visions de l'Europe du Centre-Est dans la revue Kultura de Paris : Jerzy Giedroyc et Juliusz Mieroszewski », in DELSOL *et al.*, *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, *op. cit.*, 2002. pp. 538-550, ici p. 541.

[1046] Voire la reproduction du texte et sa traduction en annexes. Cette lettre est également reproduite dans les mémoires de GIEDROYC Jerzy, *Autobiografia na cztery ręce*, Varsovie, Czytelnik, 1994 (Archiwum « Kultury » 2), pp. 279-281.

[1047] ESCH, *« Gesunde Verhältnisse ». Deutsche und polnische Bevölkerungspolitik in Ostmitteleuropa 1939-1950*, *op. cit.*, 1998. p. 265 et suivantes, ainsi que le chapitre précédent.

la guerre en Volhynie, ou peut-être fait-il référence aux affrontements entre les armées de résistance polonaise et lituanienne, au sortir de la guerre. En d'autres termes, la mention de la traduction violente du conflit qui a opposé les Polonais aux Ukrainiens ou aux Lituaniens, sans même parler des Biélorusses, au cours des dernières années, est placée juste au milieu du constat que les ambitions territoriales polonaises pour Vilnius et Lvov sont un frein à l'alliance entre ces peuples dans la troisième guerre mondiale à venir.

Ce n'est qu'une courte lettre, mais elle rassemble beaucoup des éléments qui forment le principe de la reconnaissance de l'autre, dans le but d'asseoir sa propre reconnaissance ; la critique sur les propres préjugés dans la perception de l'autre (nostalgie de la République polonaise), la mise sur le même niveau des aspirations des autres que les siennes (Gdańsk contre Vilnius) avec la critique de la légitimation historique contestable de la possession par les Polonais de ces villes à l'Est etc. Cette lettre représente un pas important dans la formulation de ce qui pourrait servir de base à une réconciliation ultérieure, par un individu qui *a priori* semble quelque peu éloigné (du moins géographiquement) de ces problématiques. Juliusz Mieroszewski va reprendre la thématique de cette lettre dans un article paru le mois suivant et intitulé ; sur la tombe de l'éléphant de la question polonaise, en référence à une anecdote sur le fait que les Polonais soient obsédés par leur sort et qu'ils arrivent à relier toutes les thématiques à la leur, même celle, *a priori* éloignée, de la question des éléphants.

Déjà dans un article paru en janvier 1952[1048], il déplore le ton de la discussion au sein de l'émigration, qui prend l'allure d'un discours sectaire, d'un conformisme orthodoxe, incompréhensible de l'extérieur[1049]. Il leur reproche de finir par ressembler à l'émigration russe blanche : d'être tout aussi réactionnaires[1050], alors que justement face au stalinisme, il faudrait présenter de la diversité[1051]. Mais c'est dans l'article « sur la tombe de l'éléphant de la question polonaise »[1052] qu'il pousse donc sa réflexion sur le renouveau de la pensée politique polonaise sur l'Est.

Dans cet article, après des considérations générales sur l'évolution de la souveraineté nationale dans la nouvelle configuration des relations internationales, il constate que l'appartenance à une mouvance idéologique surpasse l'appartenance nationale. En d'autres termes, la motivation d'un individu à s'engager dans la lutte contre l'URSS n'est pas ancrée dans son attachement en tant qu'être humain à la liberté. Ainsi faire dépendre l'engagement dans cette lutte de questions budgétaires et de

[1048] MIEROSZEWSKI Juliusz, « Literatura 'Oblężonego Miasta' » [La littérature d'une ville assiégée], in *Kultura*, 1952, N1, pp. 3-8.
[1049] *Ibid.,* p. 4.
[1050] *Ibid.,* p. 5.
[1051] « Jesteśmy wprawdzie jednolici – ale nie zjednoczeni » : Nous sommes uni (homogènes), c'est vrai, mais pas réunifiés (rassemblés), *Ibid.*
[1052] MIEROSZEWSKI Juliusz, « Nad grobem słonia ze sprawy polskiej » [Sur la tombe de l'éléphant de la question polonaise], in *Kultura*, 1952, N12, pp. 83-90, p. 87.

reconnaissance juridique du gouvernement en exil par le gouvernement des États-Unis n'est pas seulement inefficace mais irresponsable et immoral : « l'obligation de coopération avec les peuples libres dans la lutte contre les Soviétiques pèse sur chaque Homme libre, peu importe sa nationalité et au-delà de la politique étrangère d'un gouvernement donné. Et cet engagement, qu'aucun pouvoir étatique n'a le droit de changer, puisqu'il s'agit de question de conscience et de conviction. »[1053]

Il poursuit son article en utilisant la métaphore d'un immeuble, dont les pays constituent les étages, et la propagation du communisme est symbolisée par la propagation d'un feu. Le refus de se joindre aux autres dans la lutte contre la propagation du feu sous prétexte qu'il n'est pas encore arrivé à notre étage est absurde. Le gouvernement en exil devrait sortir de cette conception de la politique étrangère comme relevant de sa seule responsabilité et puisqu'il l'a définie comme étant dépendante de la reconnaissance financière des États-Unis, aucune autre politique ne doit être poursuivie. Pour Juliusz Mieroszewski, au contraire : « Nous devrions rejeter la doctrine polonaise du « *containment* », qui, au fond, consiste à approuver l'état actuel des choses, avec la seule différence que ceux qui auraient à souffrir de l'emprisonnement seraient les autres, par exemple, les Ukrainiens, et non pas les Polonais. (…) Si on exige des autres, une politique de libération, il faut proclamer *la même* à l'encontre des Ukrainiens, des Lituaniens et tous les autres peuples opprimés par la Russie soviétique. Déclarer qu'à l'Est de la frontière de 1939, nous n'avons « rien à faire », c'est appliquer le même principe aux autres, que nous dénonçons quand il nous est appliqué. »[1054]

Partant de cette dénonciation du deux poids, deux mesures du discours politique polonais, il propose d'aller encore un pas plus loin et d'inscrire la liberté des peuples dans le droit international. Il appelle à remettre au goût du jour « les idéaux de liberté » (p. 89) et de se détacher de la conception en termes d'intérêts nationaux, car, « qui croit à la possibilité de l'existence de la Pologne sur la base d'un pacte de non-agression conclu avec la Russie et avec l'Allemagne ? » Au contraire, ce doit être la fin des « gouvernements généraux », les États doivent avoir une garantie réelle de leur liberté, qui ne peut passer par l'emprise d'un pays sur un autre mais la construction d'un système de sécurité collective. Il appelle à inverser la conception politique polonaise, en faisant passer la politique de sécurité collective au statut d'outil, et la résolution de la question polonaise comme but. Juliusz

[1053] « Obowiązek współpracy z wolnymi narodami w walce przeciwko Sowietom ciąży na każdym człowieku, bez względu na narodowość i bez względu na politykę danego rządu. I to jest obowiązek, którego żadna władza państwowa nie ma prawa modyfikować, gdyż to są sprawy sumienia i przekonania. », Juliusz MIEROSZEWSKI, « Nad grobem… », *op. cit.*, p. 87.

[1054] « Powinniśmy również porzucić polską doktrynę „containment", która w gruncie rzeczy jest aprobatą obecnego układu z tą różnicą, że tymi którzy by nadal cierpieć mieli niewolę byliby inni np. Ukraińcy a nie Polacy. (…) Domagając się od innych polityki wyzwolenia trzeba głosić ją *samemu* w stosunku do Ukraińców, Litwinów i wszystkich narodów ciemiężonych przez Rosję Sowiecką. Stwierdzenie, że na wschód od granicy z 1939 r. nie mamy „żadnych interesów" jest przyjmowaniem tej samej zasady w stosunku do innych, którą piętnujemy jeżeli jest stosowana do nas. », Juliusz MIEROSZEWSKI, « Nad grobem… », *op. cit.*, p. 87.

Mieroszewski conclu cet article ainsi : « On ne peut pas présenter aux peuples la Question Polonaise comme une revendication légale du règlement allié ou même d'un dommage individuel-national. Il y a en effet dans le monde actuel bien trop de griefs non satisfaits et bien trop de dommages. Dans la Question Polonaise, on ne peut insuffler de l'importance qu'au prix de son identification avec les problèmes cardinaux de notre siècle – le problème de la liberté pour des millions d'opprimés dans la moitié soviétique du monde. » [1055]

Dans cet article, Juliusz Mieroszewski jette un pont entre les revendications des uns et des autres. Il relie les revendications polonaises adressées aux Alliés qui pourront aider à les réaliser, aux revendications des Ukrainiens, Lituaniens etc. Il le fait, non pas à la suite d'une rencontre ou d'une confrontation avec ces derniers mais à la suite de la confrontation à l'indifférence croissante des Alliés occidentaux. Pour contourner celle-ci, afin d'augmenter le crédit des revendications polonaises à leurs yeux, il révise et scinde ces revendications en plaçant la souveraineté avant la possession territoriale. Il renverse ainsi la logique du gouvernement en exil pour qui l'affirmation de souveraineté passe par la revendication territoriale, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. Il effectue ce renversement en invoquant la nécessité de reconnaître l'Autre, afin d'être reconnu par un tiers.

Un peu plus tard, en 1954, Juliusz Mieroszewski revient sur cette question, mais en l'abordant du flanc occidental. Dans un article sur la question allemande[1056], après avoir rappelé ses motivations patriotiques à étudier la langue et la culture allemande, il constate que les Allemands souffrent d'un manque de confiance, qu'ils perçoivent de l'extérieur. Les Allemands qu'il observe ont le sentiment que le monde extérieur se méfie d'eux, parce que tous craignent l'Allemagne. Il reproche cependant aux Allemands que cette conscience de la méfiance du monde extérieur ne suffit pas à les faire changer de conception, qu'ils restent dans une conception anachronique où la puissance est déterminée par l'espace, alors que pour lui c'est désormais plutôt la capacité à susciter la confiance qui donnerait de la force à l'Allemagne.

Revenant ensuite sur la question de la frontière Oder-Neisse, il estime que ce n'est pas une « dispute » qui puisse trouver une solution par l'analyse des « spécialistes »[1057], et que l'affaiblissement de l'Allemagne n'est pas la solution pour la sécurité en Europe. Les Polonais ne

[1055] « Sprawy Polskiej nie można przedstawiać narodom jako legalnej pretensji sojuszniczego rozrachunku czy nawet indywidualno-narodowej krzywdy. Jest bowiem w dzisiejszym świecie zbyt wiele niezaspokojnych pretensji i zbyt wiele krzywd. W Sprawę Polską możemy tchnąć wielkość tylko za cenę utożsamienia jej z kardynalnym problemem naszego stulecia – problemem wolności dla setek milionów ciemiężonych w sowieckiej połowie świata. », Juliusz MIEROSZEWSKI, « Nad grobem… », *op. cit.*, p. 90.
[1056] MIEROSZEWSKI Juliusz, « Niemcy », *Kultura*, 1954, pp. 3-15.
[1057] « Zawsze się znajdzie 10 czy 15 profesorów i specjalistów niemieckich, którzy udowodnią, że Niemcy mają rację i zawsze się znajdzie 10 czy 15 profesorów i specjalistów polskich, którzy udowodnią, że Polacy mają rację. », in *Ibid.*, p. 7.

devraient pas attendre d'un arbitre extérieur de trancher cette question mais prendre eux-mêmes les choses en main et s'engager eux-mêmes dans la réconciliation. Car, même si ces territoires ont été « donnés de la main de Staline, et malgré que Staline comme les Soviétiques sont détestés par les Polonais, aujourd'hui ces terres sont considérées par 99,9% des Polonais comme partie intégrante de la Pologne »[1058], peu importe ce qu'en disent les experts. Les deux côtés à cette discussion disposent d'arguments forts, la sortie n'est possible que par une autre voie, qui doit prendre pour base la nouvelle réalité. Pour faire comprendre cette voie, il tire un parallèle avec Lviv. Cette ville est « encore moins polonaise que Wrocław n'est allemande aujourd'hui »[1059]. Le Lwów d'antan ne vit plus que dans la mémoire de ces habitants de cette époque, d'autres construisent leur vie là-bas, serait-il alors juste de les déraciner à leur tour dans 50 ans ? Puisque ces terres ne sont de facto plus entre les mains de Polonais, le « droit à la terre » est nul à son tour. Puisqu'il n'y a plus de Polonais à Lviv, le droit à cette ville n'est que « purement historique », dans le sens où la revendication ne s'appuie que sur la présence passée des Polonais dans cette ville. Les seuls arguments historiques ne sont pas assez stables à ses yeux pour porter une politique de telle portée. Ainsi, même si une guerre parvenait à libérer l'Europe de l'Est, les Ukrainiens défendraient ces terres « détachées de la Pologne ». Pour lui, la question ne se pose pas en termes de renonciation à ces terres, mais en termes de faisabilité de la « re-polonisation » de ces terres plurielles ethniquement, où les Polonais sont d'autant plus minoritaires que les échanges de population de 1944-1947 ont réduit considérablement leur présence. Il se défend ainsi de la critique des « hourra-patriotes ». Ainsi, 10 ans après ces transformations et après les violences qui les ont accompagnées ou précédées, Juliusz Mieroszewski plaide pour une reconnaissance de cet état des choses, comme fondement des projets politiques de l'exil polonais. À cela, il ajoute la dimension de la réconciliation, tout d'abord avec l'Allemagne, comme base de l'émancipation polonaise. S'il met en parallèle les situations allemande et polonaise sur le plan du changement territorial, il insiste sur le fait que les situations ne sont directement comparables[1060]. Mais peut-être que l'observation de l'incapacité des uns à tirer les conclusions des événements qui ont mené à ce changement territorial peut inspirer une réflexion sur l'analyse de sa propre situation ?

[1058] « Trzeba jednak powiedzieć z całą szczerością i otwartością, że choć ziemie nad Odrą i Nysą dostaliśmy z rąk Stalina i mimo że zarówno Stalin jak i Sowieci są przez Polaków znienawidzeni – dziś ziemie te przez 99.9% Polaków uważane są za integralną część Polski », in *Ibid.*, p. 8

[1059] « Lecz dziś Lwów jest jeszcze mniej polski niż Wrocław jest niemiecki. », in *Ibid.*, p. 10.

[1060] « Nie chciałbym wywołać wrażenia, że istnieje jakiś związek przyczynowy pomiędzy utratą naszych ziem wschodnich na rzecz Sowietów a utratą przez Niemcy ziem nad Odrą i Nysą na rzecz Polski. Między tymi dwoma faktami nie ma żadnego związku przyczynowego, istnieją natomiast pewne analogie. », in *Ibid.,* p. 11

2. Les échos des débats d'avant 1939 : affrontements archéologiques germano-polonais

Une des traces de l'installation soviétique en Europe centrale a été la construction de cimetières de l'Armée rouge dans la région. Cette occupation de l'espace public concrétise une autre frontière qui s'instaure en Europe ; celle du discours sur l'Armée rouge et son rôle dans la libération du joug nazi et du sacrifice du peuple soviétique dans ce but. Cet argument fonctionne différemment *a priori* en Allemagne et en Pologne, et ne peut être mobilisé de la même manière. Dans les faits cependant, la différence ne se retrouve pas toujours, entre l'Allemagne et la Pologne, dans son traitement par le pouvoir soviétique. Cet argument pourrait être *a priori* plus efficace en Allemagne de l'Ouest mais là ce sont les continuités qui dominent dans un premier temps, avec le recours aux anciens arguments pour faire face à la nouvelle situation et le déni des violences allemandes.

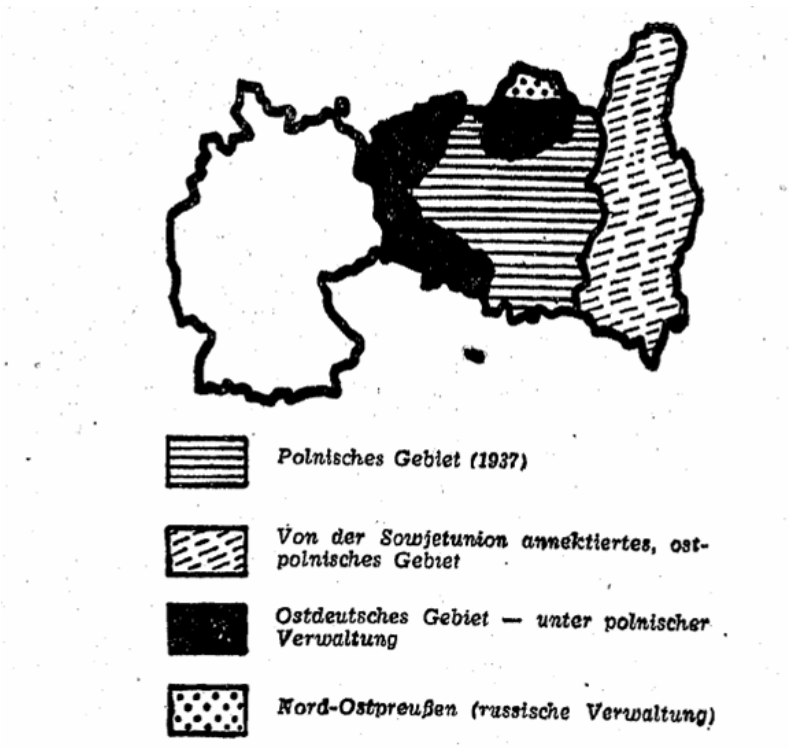


Figure 33: Carte tirée du bulletin de la SPD 1952

(1) Les continuités et renouvellements dans les conceptions et les pratiques de l'expertise de l'Est

Des experts de l'Est rescapés de la guerre, qui parviennent à atteindre les régions allemandes occupées à l'Ouest, refondent dès le 1er novembre 1946, une association ayant pour but de préserver et promouvoir l'histoire allemande à l'Est : le Cercle d'étude de Göttingen (*Göttinger Arbeitskreis*)[1061]. Il se revendique être l'héritier direct des institutions de recherche sur l'Est de Königsberg, que nous avons rencontré au cours des chapitres précédents. Cette association s'engage sur le plan politique, en tenant une position plutôt révisionniste des frontières d'après-guerre. Son argumentation est scientifique, en publiant de nombreux ouvrages[1062], dans la droite ligne de l'*Ostforschung*, ethnonationale et ethnocentrée, gardant également la diversité de ce paradigme. Ce cercle se spécialise dans une sorte de recyclage d'informations et de positions, des instrumentalisations du discours du voisin ou du passé[1063], où la Pologne tient une bonne place, même à travers ses territoires orientaux, perdus au profit de l'URSS[1064]. En effet, dans les premières années d'après-guerre, il semblerait que l'interdépendance entre le déplacement polonais vers l'Ouest et la perte des territoires orientaux allemands faisait partie de l'argumentaire de critique de ces nouvelles frontières, sur lequel nous revenons ici.

Dans les premières années après 1945, les textes publiés sur les frontières discutent souvent de leur légitimité, en recourant aux arguments utilisés avant 1945, cette fois cependant dans un tout autre contexte, qui ajoute une ambiguïté à ce discours, car l'Est a changé géographiquement et

---

[1061] SALZBORN Samuel, « Göttinger Arbeitskreis », in: HAAR Ingo, FAHLBUSCH Michael et BERG Matthias (dir.), *Handbuch der völkischen Wissenschaften: Personen, Institutionen, Forschungsprogramme, Stiftungen*, Munich, Saur, 2008, pp. 198-203. Cette organisation, toujours active, fut longtemps présidée par Boris Meisser, de 1965 à 2000, voir http://www.goettinger-arbeitskreis.de/3.html, consulté le 8.07.2016.

[1062] Voir la liste détaillée sur http://www.goettinger-arbeitskreis.de/6.html, consulté le 8.07.2016.
Et à titre d'exemple : sur le droit allemand comme fondateur de la civilisation à l'Est : Wilhelm EBEL, *Deutsches Recht im Osten*, Kitzingen/Main, Holzner, 1952, 28 p. Sur la colonisation moyen-âgeuse de l'Est : Fritz GAUSE, *Die mittelalterliche Ostsiedlung*, Kitzingen, Main: Holzner-Verl., 1953. Sur la science ethno-nationale à l'Est : Lutz MACKENSEN, *Pommersche Volkskunde*, Kitzingen/Main, Holzner, 1952, 32 p. Sur les femmes allemandes à l'Est : Elly NADOLNY, *Ostdeutsche Frauengestalten*, Würzburg/Main, Holzner, 1955, 27 p.
Et également des manuels : *Ostdeutschland: ein Hand- und Nachschlagebuch über alle Gebiete ostwärts der Oder und Neiße*, 3., Aufl., Kitzingen-Main, Holzner, 1953, 198 p.

[1063] Voir par exemple l'instrumentalisation des mémoires d'Emanuel Ringelblum, pour ternir l'image des Polonais et discréditer ainsi leur statut de victime, à la base de l'argumentation pour l'attribution des territoires de l'Est allemands: STACH Stephan, « Emanuel Ringelblum als Kronzeuge der Heimatvertriebenen. Das Buch "Ghetto Warschau" und der Göttinger Arbeitskreis », in: LEISEROWITZ Ruth (dir.), *Lesestunde: = Lekcja czytania*, Varsovie, Dt. Historisches Inst. Varsovie, 2013, pp. 405-428.

[1064] Władysław STUDNICKI, *Irrwege in Polen*, [Göttingen:] Der Göttinger Arbeitskreis, 1951, *Das östliche Polen*, Kitzingen-Main, Holzner, 1953. *Die polnischen Ostgebiete in ihrer Bedeutung für Polen und Europa*, Göttingen: Der Göttinger Arbeitskreis, 1948.

politiquement. Cette continuité s'explique surtout par la continuité personnelle des auteurs[1065]. Ainsi, Peter-Heinz Seraphim, référence en matière d'histoire économique d'Europe orientale et de la présence juive dans la région[1066], publie en 1949 avec Reinhardt Maurach (1902-1976), une étude sur l'évolution des territoires allemands coupés du « reste de l'Allemagne » (*Restdeutschland*). Cette étude brise, selon ses auteurs, le silence contraint qui a entouré ces questions les années précédentes, surtout de la communauté scientifique allemande. Les auteurs, en tant que membre de cette communauté, prennent donc la parole et remplissent leur devoir en informant le public de la mauvaise exploitation de ces territoires par les administrations polonaise et soviétiques et en déconstruisant la propagande polonaise, qui revendique une possession historique de ces territoires. On a ici une continuité avec la confrontation d'avant 1939, les mêmes acteurs, les mêmes sujets, à la différence que cette fois, la dispute a lieu après l'invasion allemande de la Pologne.

Figure 34: Carte de l'Allemagne et de la Pologne après 1945 tirée de l'ouvrage Ostwärts der Oder-Neisse

Carte comparant le « patrimoine national », la richesse nationale de la Pologne orientale avec l'Allemagne orientale, en soulignant la part dans cette richesse, des richesses naturelles.

Le carré représentant la valeur des terres allemandes perdues est bien plus grand, que celui représentant les terres polonaises, ce qui permet de soutenir l'argumentation selon laquelle cette perte allemande est injuste, car disproportionnée, même si elle devait servir à compenser la Pologne pour ses propres pertes.

On remarquera que l'Allemagne de 1939 est représentée sans l'Autriche, ni Sudètes. D'autre part, on pourra s'interroger sur la fiabilité de statistiques polonaises pour l'année 1939, la collecte étant probablement difficile dans les régions concernées, après septembre 1939.

[1065] Sur les continuités intellectuelles dans ce secteur voir : DEMOULE Jean-Paul, *Mais où sont passés les Indo-Européens ?: le mythe d'origine de l'Occident*, Paris, Ed. du seuil, 2014.

[1066] Parmi ses ouvrages de référence parus avant 1945 : Peter-Heinz Seraphim, Bevölkerungs- und wirtschaftspolitische Probleme einer europäischen Gesamtlösung der Judenfrage, Munich, Hoheneichenverl, 1943 ; Das Judentum: Seine Rolle u. Bedeutg in Vergangenheit u. Gegenwart, Munich, Deutscher Volksverl, 1942 ; Das Judentum im osteuropäischen Raum, Essen, Essener Verl. Anst, 1938.
Pour une analyse de son travail voir l'analyse nuancée de PETERSEN Hans-Christian, *Bevölkerungsökonomie - Ostforschung - Politik : eine biographische Studie zu Peter-Heinz Seraphim (1902 - 1979)*, Osnabrück, Fibre, 2007.

En Pologne, la production sur les territoires occidentaux est massive, notamment par d'anciens employés de l'IDO, qui pratiquent un inversement de l'argumentation de possession territoriale. On retrouve ces textes principalement dans la nébuleuse de l'*Instytut Zachodni*[1067], l'institut occidental, dédié à l'ancrage de la Pologne dans ses nouveaux territoires. Les territoires orientaux ne sont mentionnés que marginalement en Pologne, cependant à l'étranger, les experts en exil poursuivent leurs analyses sur les territoires orientaux perdus. Certains poursuivent les pratiques d'affrontement d'avant-guerre et trouvent sans difficultés des partenaires « en face » pour ce dialogue conflictuel, comme nous le verrons dans un premier temps. Parfois cette logique d'affrontement s'inscrit dans les attentes du nouveau régime : comme par exemple, la réactualisation de l'expertise sur les terrains occidentaux, du côté polonais. En effet, on passe d'une expertise de revendication de territoires à conquérir à une expertise de légitimation de la possession de territoire. Les institutions de recherche occidentale sont (re)fondées rapidement, et recrutent parmi les experts d'avant-guerre, tels Eugeniusz Romer[1068] ou Zygmunt Wojciechowski (1900-1955) et gardent parfois même leur nom, tels l'Institut de la Baltique (*Instytut Bałtycki,* 1926-1939, refondé en 1945). Leurs « interlocuteurs » du côté allemand ont pour une grande part survécu à la guerre, et tentent de reconstituer leur position dans le chaos de sortie de guerre. Ils font le chemin inverse et passent d'une logique de projection et de conquête à une logique de dé-légitimation de l'avancée territoriale polonaise et soviétique. Mais contrairement à l'adéquation idéologique entre cette tradition intellectuelle polonaise et la nouvelle situation politique en Pologne, la tradition « prométhéenne » elle ne jouit d'aucune tolérance aux yeux du nouveau pouvoir[1069].

D'autres experts vont se mettre dans une position de légitimer la situation qui s'instaure : en Allemagne de l'Est, on promeut la « frontière de la paix et de l'amitié » qu'est la nouvelle frontière germano-polonaise. Pour ce qui est de la frontière orientale polonaise, très rapidement, la discussion s'éteint en Pologne et l'expertise renaissante ne s'en empare pas : il n'y a rien à discuter : la frontière avec l'URSS est immuable[1070]. Dans l'émigration cependant, le sujet reste central, et de nombreuses

[1067] Voir les travaux en cours de Witold Griot, sous la direction d'Antoine Marès : http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-centres-de-recherche/crhs/les-membres-du-crhs/les-doctorants/witold-griot/, consulté le 2.03.2017.

[1068] ROMER Eugeniusz, *Duch Polski zachodniej*, Cracovie, nakł. i skł. gł. Polski Związek Zachodni. Wojewódzki Zarząd Okręgowy, 1945.

[1069] LIBERA Paweł, « Zwalczanie ruchu prometejskiego w Polsce Ludowej: wstęp do badań. Część I », *Historia i Polityka* 11 (4), 2010, pp. 205-242.

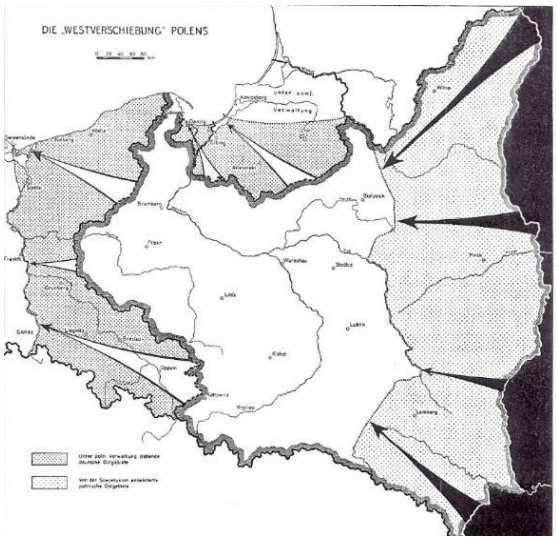
[1070] La frontière entre la Pologne et l'URSS est rapidement fixée, et renforcée par les échanges de population de part et d'autre, pour déconstruire la présence de minorités. Elle fait l'objet d'une négociation en 1951, qui aboutit à une correction mais globalement, la question de la frontière orientale disparaît rapidement de l'espace public en Pologne, après 1947. Voir sur ces questions GOUSSEFF, *Échanger les peuples*, *op. cit.*, 2015 ; NABRDALIK Mag Bart, « South-Eastern Poland Between 1939 and the Final Soviet Frontier Demarcation in 1951—

publications traitent de l'injustice de cette perte territoriale. Nous allons voir à présent quelques exemples de l'usage des connaissances en défense ou en attaque de la situation après 1945, jusqu'à la stabilisation de 1956.

La question des frontières cristallise la question de la reconnaissance : elle combine à la fois la reconnaissance formelle de l'État allemand ou polonais, et la légitimité politique, qu'elle soit ancrée dans une argumentation « historique » de présence ancienne nationale sur le territoire en question ou dans une argumentation « géopolitique » de rapports de force des Alliés. C'est pourquoi nous voulons revenir dans les trois pays, sur les argumentations sur la légitimité ou au contraire l'illégitimité des nouvelles frontières orientales allemandes et polonaises, entre 1945 et 1956. C'est-à-dire entre la formation de ces frontières et la formation des blocs, qui marque une certaine stabilisation du statut quo frontalier. Les analyses produites sur ce sujet se multiplient donc, mais elles ne sont pas toutes dans la droite ligne des pratiques d'avant-guerre. Comme nous allons le voir à présent, certaines tentent de trouver une argumentation moins colorée, moins associée à ce passé intellectuel.

(2) Un dialogue de sourd interallemand sur la Pologne : l'argument de la violence nazie contre l'argument « légaliste »

Figure 35: Carte de l'évolution territoriale de la Pologne tirée de l'ouvrage de W. Wagner et G. Rhode



Cette carte montre le déplacement vers l'Ouest de la Pologne, avec une masse noire, l'URSS, qui avance sur les territoires orientaux polonais. L'intégration d'une partie de la Prusse orientale n'est pas représentée ici.

La Pologne, en blanc, s'étend quant à elle sur les territoires précédemment allemands, en gris ici. Cette carte fait quelque peu écho aux cartes représentant le noyau polonais, la „vraie Pologne", celle qui n'est contestée ni par ses voisins orientaux, ni occidentaux.

Bien évidemment, l'évolution des frontières montrée ici, compare les frontières d'avant 1938, effaçant la carte nazie de la région.

The Destruction of an Ethnic Mosaic », *The Journal of Slavic Military Studies* 21 (1), 2008, pp. 17-37.

Dans les années 1950, la thématique frontalière a le vent en poupe. Outre les travaux dans la continuité que nous avons mentionnés, on trouve des contributions préparées par une nouvelle génération d'experts, qui s'inscrivent directement dans ce combat politique contemporain, en utilisant des sources directes pour soutenir leur position. D'une part, il s'agit d'une documentation de 1955 sur la frontière Oder-Neisse[1071] préparée par Rudi Goguel, pour le *Deutsches Institut für Zeitgeschichte* (DIZ), un centre de recherche sur l'histoire contemporaine fondé à Berlin Est. D'autre part, il s'agit d'une documentation sur le même sujet[1072], préparée par Gotthold Rhode, que nous avons rencontré précédemment et Wolfgang Wagner, un jeune journaliste. Ce dernier avait préparé une première étude en 1953, sur la base de sa thèse[1073], qu'il a retravaillée avec G. Rhode, pour parvenir à une version enrichie en 1956.

Dans une contribution sur la vie de Rudi Goguel, C. Klessman résume efficacement ce dialogue entre ces documentations ainsi : « Pour Rhode, l'occupation allemande dans la 2e Guerre mondiale ne jouait aucun rôle explicitement reconnaissable comme préhistoire [à la formation de la frontière Oder-Neisse], alors que dans la documentation de Goguel le protocole additionnel secret du pacte Hitler-Staline de 1939 était *de facto* ignoré. » [1074] En effet, le but et le ton de ces deux documentations parues presque au même moment (du moins avant les crises de 1956 ; le livre de G. Rhode et de W. Wagner est publié en mars 1956) sont bien différents : l'une vise à légitimer la situation territoriale contemporaine et l'autre à la remettre en cause.

La première position était internationalement plus « défendable » que la deuxième car elle reposait sur les conséquences de la guerre pour l'Allemagne : sa division. Cette documentation vise à légitimer les régimes socialistes qui se mettent en place en Allemagne de l'Est et en Pologne, et ainsi la politique soviétique dans la région. Elle mobilise alors une combinaison de rhétorique « antifasciste » et célébration des efforts de reconstruction de la Pologne par le nouveau régime. Les auteurs s'appuient sur des sources tirées de la presse ouest-allemande, des prises de position extrêmes, clairement néofascistes et sur des sources officielles polonaises.

[1071] GOGUEL Rudi, *Oder-Neisse: eine Dokumentation*, Berlin, Kongress-Verlag, 1955 (Quellen und Studien / Deutsches Institut für Zeitgeschichte).

[1072] RHODE Gotthold et WAGNER Wolfgang, *Quellen zur Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges*, Stuttgart, Brentano-Verl., 1956 (Die Deutschen Ostgebiete : ein Handbuch. - Stuttgart : Brentano-Verl.).

[1073] WAGNER Wolfgang , Die Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges: Auf Grund d. bisher zugängl. Quellen dargest, Stuttgart, Brentano-Verl, 1953, 167 p.

[1074] « Für Rhode spielte die Vorgeschichte des Grenzproblems, die deutsche Besatzung im II. Weltkrieg, keine explizit erkennbare bedeutsame Rolle, in Goguels Dokumentation dagegen wurde das geheime Zusatzprotokoll des Hitler-Stalin-Paktes von 1939 faktisch ignoriert. » KLESSMANN Christoph, « Der unbekannte Moorsoldat. Der kommunistische KZ-Häftling Rudi Goguel (1908–1976) als kritischer Zeithistoriker in der DDR », in: DEGEN Andreas et BIRCKEN Margrid, *Reizland DDR: Deutungen und Selbstdeutungen literarischer West-Ost-Migration*, V&R unipress GmbH, 2014, p. 141.

La deuxième s'efforce donc de ne pas mettre en avant les arguments politiques mais de « prouver » sur la base de documents officiels, alliés, l'illégitimité de la frontière, sans contextualiser sa genèse. G. Rhode s'appuie largement sur des sources polonaises, mais de l'exil londonien et sur les compte-rendu des négociations interalliées sur les frontières allemandes et polonaises entre 1943 et 1945.

La démarche méthodologique de G. Rhode et de W. Wagner est très méticuleuse ; ils décrivent très exactement comment ils ont obtenu les documents, quelles sources ils ont mobilisés, par quels réseaux ils sont passés pour avoir accès aux documents dans leurs différentes versions linguistiques et assurent n'apporter que le strict minimum de commentaires. Dans leur avant-propos, ils décrivent leurs efforts pour obtenir toujours l'original des documents diplomatiques, se reposant pour une grande partie sur le travail que W. Wagner avait fait en préparation de sa thèse[1075], portant sensiblement le même titre et étant parue en 1953[1076]. L'idée de l'ouvrage de 1955 était de traiter plus directement la question des territoires allemands de l'Est. Ils décrivent aussi l'aide dont ils ont pu bénéficier de la part du *Polish Research Centre* de Londres pour obtenir des documents diplomatiques. Ils rappellent les autres ouvrages parus sur cette question de la « ligne » Oder-Neisse au cours des années précédentes, dont celle du Bureau Allemand pour les Questions de la paix (*Deutsches Büro für Friedensfragen*)[1077]. Lorsque les documents officiels ne sont pas disponibles, ils puisent dans les mémoires, notamment des hommes politiques occidentaux, dont W. Churchill mais aussi les mémoires des hommes politiques polonais en exil ; Ciechanowski et Mikołajczyk. Les documents sont redonnés dans leurs langues originales, c'est-à-dire principalement en russe, en anglais, en polonais ; quelques-uns en français, et sont traduits par leurs soins en allemand. Par cette démarche, ils offrent *a priori* une transparence totale, en donnant toutes les clés pour la compréhension à leur lecteur, qui ne serait donc pas manipulé par une analyse politique de ces documents, mais pourrait se faire son opinion sur une documentation. À y regarder de plus près, bien entendu, les commentaires de contextualisation de G. Rhode et de W. Wagner ne sont pas si neutres que ça : sous couvert justement d'impartialité, ils occultent purement et simplement tout le contexte politique et militaire des négociations sur la frontière polonaise puis allemande. Leur collecte de documents leur permet de retracer les manipulations soviétiques, en rappelant bien la coopération germano-soviétique jusqu'en 1941. Mais lorsqu'ils mentionnent le pacte Ribbentrop-Molotov, qui divisait « déjà » la Pologne le long de la ligne Curzon, ils déploient une critique de ce qui pourrait être perçu comme un prélude à la situation

[1075] WAGNER Wolfgang, *Die Entstehung der Oder-Neiße-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges*, Bonn, 1953.
[1076] WAGNER Wolfgang, *Die Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges: Auf Grund d. bisher zugängl. Quellen dargest*, Stuttgart, Brentano-Verl, 1953 (Die deutschen Ostgebiete).
[1077] Institution qui constitue l'embryon du MAE de l'Allemagne de l'Ouest.

contemporaine ; d'une part, Curzon n'était pas vraiment l'auteur de cette ligne, et elle n'a jamais fait l'objet de négociation avec les Polonais et donc, n'avait aucune légitimité[1078].

D'un autre côté, ils font une présentation des ambitions territoriales polonaises, présentées par le gouvernement en exil ; la restauration de l'État polonais est un des objectifs de guerre britannique ; une Pologne avec un accès à la mer et servant de contrepoids à la Russie et à l'Allemagne dans la région. Dans les buts de guerre du gouvernement polonais, on retrouve cette « ambition », qui se traduit par des revendications territoriales à l'ouest de l'ancienne Pologne, avec un maintien à l'Est des frontières telles que définies dans le traité de Riga de 1921. Les auteurs de la documentation retracent aussi les projets d'union régionale lancés par le gouvernement en exil, notamment avec Beneš.

Après 1941, les auteurs décrivent comment le gouvernement polonais en exil cherche à négocier avec l'URSS le retour à la frontière d'avant-guerre, et comment le gouvernement britannique ne les soutient que modérément. Les nombreuses citations des mémoires de Mikołajczyk notamment et de Churchill leur permettent de construire l'image d'un gouvernement polonais en exil qui a la folie des grandeurs et celle d'un gouvernement britannique qui en est bien ennuyé. La nature des sources utilisées oriente naturellement le ton de la documentation : en prenant des mémoires, on reprend le ton de justification *a posteriori* d'actions politiques contestées. Les sources diplomatiques (exclusivement alliées), elles, apportent un ton légaliste, légitimiste à la documentation. Il n'y a ainsi pas de sources qui donnent ni le point de vue NS de la situation et ainsi, il y a une absence d'ennemi, et donc de responsabilisation pour ce qu'il commet dans la région et qui appelle la réaction des Alliés[1079]. On a presque l'impression que Staline, Roosevelt et Churchill décident dans un sombre cabinet à Téhéran de déplacer arbitrairement des millions d'Allemands, de Polonais et d'autres encore. Malgré aussi la diversité des sources utilisées, on a une récurrence du même message ; les auteurs de cette documentation déploient de gros efforts pour trouver une variété de sources polonaises, françaises, britanniques et autre pour déclarer que la frontière orientale polonaise telle qu'elle émerge des négociations entre Alliés n'est pas celle que les Polonais souhaitent mais qu'elle ne découle que de la seule volonté soviétique d'agrandissement de son territoire, sans motifs autre que d'avancer sa position en Europe centrale pour assurer sa sécurité.

Un exemple de ce recours à des positions externes et officielles pour discréditer l'évolution de la

[1078] Cette argumentation se retrouve dans les autres écrits de G. Rhode sur la question de la « ligne » Curzon : RHODE Gotthold, « La ligne Oder-Neisse et la politique européenne », *Politique étrangère* 25 (5), 1960, pp. 451-475.

[1079] Il ne s'agit pas ici pour nous de justifier les actions des uns ou des autres, nous voulons souligner la présentation unilatérale de la situation dans la documentation, qui met les Allemands hors jeu, sans rôle actif et donc sans responsabilité.

frontière orientale polonaise et par conséquent, la frontière orientale allemande est le document n° 168[1080], dans lequel ils citent un professeur britannique qui discute de la frontière Oder-Neisse. Déjà, le titre attribué à ce document indique l'interprétation à en tirer : « un malentendu aurait mené à la confusion entre les deux Neisse ». En effet, le professeur fait référence à un article de la presse britannique qui rapporte que le dessin de la frontière actuelle serait né d'un malentendu entre Staline d'une part et Roosevelt et Churchill d'autre part : le premier aurait proposé à Téhéran une frontière occidentale polonaise le long de la Neisse occidentale (*Lausitzer*), et les deux autres, le long de la Neisse orientale (Silésienne). Mais cette information, par ailleurs non développée par le professeur n'est qu'un prétexte pour se lancer dans une discussion des frontières polonaises d'après 1945, sur l'argument central que les Polonais n'en veulent pas. Ce que les Polonais veulent, selon ce professeur, c'est la « vraie » Pologne (cité p. 280) avec, certes, le sud de la Prusse orientale et une partie de la Silésie, mais certainement pas un élargissement territorial jusqu'à l'Oder. Tout ceci n'est que le fruit de la politique soviétique ; qui du fait de son propre élargissement territorial, veut « dédommager » la Pologne, en lui donnant une frontière à l'Oder-Neisse. Les Soviétiques revendiquent donc des territoires sur lesquels ils n'ont aucune légitimité historique, ou ethnographique, comme Königsberg, qui n'a jamais, comme le souligne le professeur, appartenu à la Russie. (Cité p. 281). La seule raison pour laquelle l'URSS veut le contrôle de cette ville, c'est pour avoir un contrôle stratégique sur toute la baie du sud-est de la Baltique, et ainsi contrôler les pays limitrophes. Le document suivant est une citation d'une déclaration de Bierut en aout 1945, tirée de l'ouvrage d'Alfons Klafkowski (1912-1992) [1081], dans laquelle, il répète l'idée de la compensation de la Pologne pour la perte de ses territoires orientaux, territoires qui n'étaient que marginalement ethniquement polonais mais d'une forte importance économique.

D'autre part, lorsque les auteurs citent des documents officiels, ils en relativisent la valeur juridique, comme par exemple pour le document n° 160, qui reproduit des extraits de la déclaration de Potsdam, sur la ville de Königsberg et sur les frontières polonaises (pp. 256-258 pour la version anglaise). Les auteurs précisent d'emblée qu' « il n'y a pas d'accord de Potsdam au sens strict du terme, mais seulement un ‚protocole', qui est pour la majeure partie identique à la ‚déclaration' »[1082]. Cet objet est intitulé « les territoires allemands de l'Est sont laissés aux Polonais, et les habitants déplacés » (*Die deutschen Ostgebiete werden Polen zur Verwaltung überlassen, die Einwohner ausgesiedelt*) ».

[1080] Cité pp. 279-281, tire de : Parliamentary Debates, House of Commons, *Official Report* tome 413, Sp. 1117-1120.
[1081] Alfons Klafkowski, *Podstawy prawne granicy Odra - Nissa na tle umów: jałtańskiej i poczdamskiej*, Poznań, Instytut Zachodni, 1947, 100 p.
[1082] Note de bas de page n° 1, p. 256 : « Es gibt kein « Potsdamer Abkommen » im strengen Sinne, sondern nur ein « Protokoll », das zum größten Teil identisch ist mit der « Erklärung ». »

R. Goguel et H. Pohl au contraire, ont une démarche « critique » dans la droite ligne de la méthodologie marxiste, qui nie toute neutralité ou objectivité scientifique. Ils dénoncent et analysent plus qu'ils ne documentent. Par leur dénonciation, ils apportent une lecture très nette de la situation politique. Leur documentation prend parfois des allures de patchwork de slogans soviétiques, ce qui dans un texte qui se veut être un éloge de l'amitié nouvelle entre les peuples polonais et allemands, grâce au socialisme, fait apparaître clairement les priorités de loyauté est-allemande. Car, c'est finalement le but de cette documentation ; d'indiquer le ton qu'il se doit de tenir pour montrer qu'on est un bon citoyen de la nouvelle Allemagne, antifasciste.

Si durant tout le livre, la question principale est celle de la frontière orientale polonaise, avant la frontière Oder-Neisse, aucune des cartes de l'ouvrage ne la montre : il n'y a que des représentations de la frontière occidentale polonaise de 1945. Un manuscrit d'une conférence, préparé en 1956 par Rudi Goguel pour la section des questions internationales et panallemandes de la Société de diffusion des connaissances scientifiques (*Gesellschaft zur Verbreitung wissenschaftliche Kenntnisse. Sektion Gesamtdeutsche und Internationale Fragen*) sur la base de cette documentation nous offre une lecture plus explicite de la construction et des objectifs de cette documentation[1083]. Cet exposé se compose de 3 parties ; la première sur l'histoire de la Pologne, la deuxième sur le contexte économique et la dernière est finalement consacrée à la frontière Oder-Neisse. Cette dernière partie reprend la structure de la documentation, de manière synthétique. Les images utilisées dans la présentation sont également celles qui parsèment le livre, souvent en décalage avec le texte. On a dans les deux textes une instrumentalisation de la position polonaise, ou plutôt de la connaissance que ces auteurs ont de la situation polonaise, pour justifier leur position sur la question allemande. C'est une tendance de la période, d'avoir recours à des documentations pour soutenir une argumentation, ce qui permet donc de s'appuyer sur le discours des autres pour servir sa propre cause. C'est également une indication d'un manque de légitimité du propre discours, surtout allemand.

Rudi Goguel a un parcours qui tranche avec les profils d'experts que nous avons rencontrés jusqu'ici et il nous semble intéressant de nous attarder sur celui-ci, car il illustre ce changement dans la pratique de l'expertise qu'a apporté cette guerre. Il arrive à la connaissance sur l'Est à travers sa confrontation avec la 2e Guerre mondiale et son travail de dénigrement de la RFA. Rudi Goguel est né à Strasbourg et s'engage dès la fin des années 1920 dans le mouvement communiste. Il est alors ouvrier dans la région industrielle de Düsseldorf et se montre très actif politiquement. Déjà en 1932, il se fait licencier pour ses activités communistes et en 1933, il est incarcéré une première fois au camp de concentration de Börgenmoor, dans le nord-ouest de l'Allemagne, entre Oldenbourg et la frontière

[1083] GOGUEL Rudi, *Disposition zum Vortragszyklus WIE ES ZUR ODER-NEISSE-GRENZE KAM*, Heft 11, 1956.

avec les Pays-Bas. Il est libéré en 1934, avant d'être à nouveau incarcéré, torturé et déporté à Hamelin, en 1937, entre Hanovre et Bielefeld, où il passe la guerre. En 1944, il est à nouveau déplacé, dans le camp de Neuengamme à Hambourg, après un passage à Ravensbrück. Après sa libération, il revient à ses activités politiques, dans le sud de l'Allemagne, notamment à Constance, à la frontière suisse, avant de rejoindre la RDA en 1952, où il est employé au DIZ, jusqu'à sa retraite forcée en 1968.

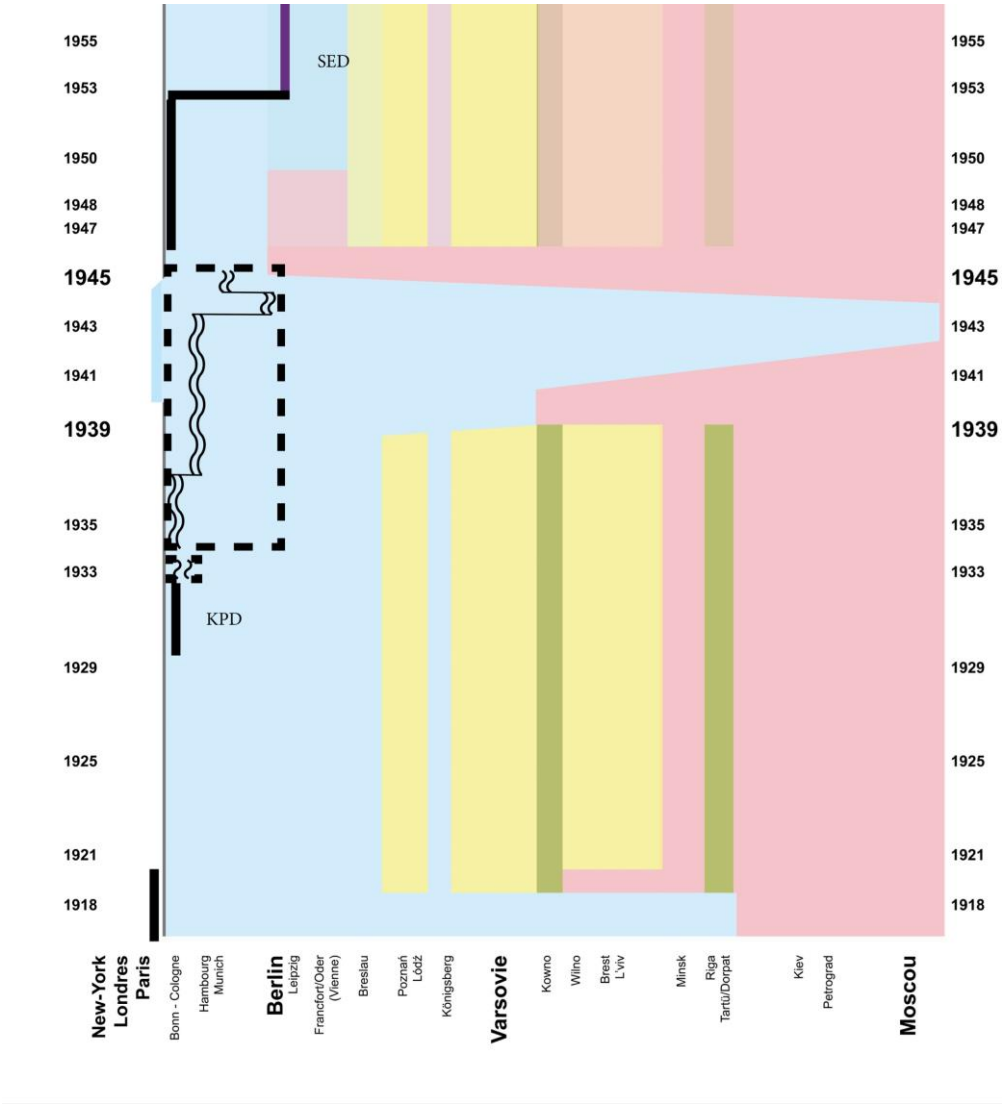


Figure 36: Parcours biographique de Rudi Goguel (1906-1976)

C'est un parcours de guerre marqué par la violence, l'enfermement, sur lequel il écrit très rapidement et qui le pousse à s'intéresser au système de terreur nazi, toujours sous un prisme politique. Ainsi, il s'attaque à un sujet qui tient le devant de la scène politique en Allemagne : la question des frontières, notamment la frontière avec la Pologne, fraichement déplacée. Il s'y intéresse d'abord d'un point de vue anti-RFA. Il prépare pour le DIZ une documentation sur le traitement de

cette question par la classe politique de la RFA, en réaction aux documentations parues dans les années 1950 en RFA, visant à montrer l'illégitimité de cette frontière.

R. Goguel a une démarche « critique » dans la droite ligne de la méthodologie marxiste, qui nie toute neutralité ou objectivité scientifique. Il dénonce plus qu'il ne documente. Par sa dénonciation, il apporte une lecture très nette de la situation politique. Sa documentation prend parfois des allures de patchwork de slogans soviétiques, ce qui dans un texte qui se veut être un éloge de l'amitié nouvelle entre les peuples polonais et allemand, grâce au socialisme, fait apparaître clairement les priorités de loyauté est-allemande. Car, c'est finalement le but de cette documentation ; d'indiquer le ton qu'il se doit de tenir pour montrer qu'on est un bon citoyen de la nouvelle Allemagne, antifasciste.

Si durant tout le livre, la question principale est celle de la frontière orientale polonaise, avant la frontière Oder-Neisse, aucune des cartes de l'ouvrage ne la montre : il n'y a que des représentations de la frontière occidentale polonaise de 1945. Un manuscrit d'une conférence, préparé en 1956 par Rudi Goguel pour la section des questions internationales et panallemandes de la Société de diffusion des connaissances scientifiques (*Gesellschaft zur Verbreitung wissenschaftliche Kenntnisse. Sektion Gesamtdeutsche und Internationale Fragen*) sur la base de cette documentation nous offre une lecture plus explicite de la construction et des objectifs de cette documentation[1084]. Cet exposé se compose de 3 parties ; la première sur l'histoire de la Pologne, la deuxième sur le contexte économique et la dernière est finalement consacrée à la frontière Oder-Neisse. Cette dernière partie reprend la structure de la documentation, de manière synthétique. Les images utilisées dans la présentation sont également celles qui parsèment le livre, souvent en décalage avec le texte.

Du fait que cette révision était d'emblée donnée, elle ne résultait pas d'une remise en cause individuelle, mais de l'application d'une feuille de route méthodologique et idéologique. Singulièrement, c'est l'application de cette méthode qui semble avoir rendue possible pour certains de ces experts, la confrontation avec le voisinage oriental, et la prise de conscience d'une part de la violence subie dans la région lors de la 2e Guerre mondiale et donc du fondement du travail qu'ils ont effectué auparavant. Rudi Goguel prend contact à l'occasion de la promotion de cette documentation avec des partenaires polonais, notamment l'Institut Occidental (*Instytut Zachodni*) de Poznań. Il cherche à vérifier la validité, aux yeux des Polonais, de son texte[1085]. Ce faisant, il commence à établir des relations qu'il développe au fil des années suivantes. Ici encore, il se place un peu à contre-courant de ses collègues. En effet, les relations du DIZ avec la Pologne populaire se développent dans les années 1950 et les visites de délégations polonaises, d'historiens, de journalistes se multiplient au DIZ.

[1084] GOGUEL, *Disposition zum Vortragszyklus WIE ES ZUR ODER-NEISSE-GRENZE KAM*, *op. cit.*, 1956.
[1085] BArch, DC 201 : DIZ, dossier n° 50.

Mais selon les compte-rendu de ces visites, la direction ne semble pas montrer un grand intérêt au développement de contacts avec ces visiteurs. Ces documents insistent sur l'intérêt des visiteurs pour la méthodologie développée par le DIZ, et sur l'unicité de ce type d'institution et bien entendu, l'avance du DIZ en la matière. Cette image change quelque peu avec la visite de Goguel en Pologne ; il est impressionné par la culture et l'expérience internationale de ses collègues polonais. De son voyage à Varsovie, il garde une impression de dynamisme, de propreté, qui le surprend. Il souligne le savoir-vivre et l'éducation de ses interlocuteurs polonais, qui pratiquent le baisemain ! Le ton qu'il emploie contraste à la fois avec celui des nazis, bien entendu, mais aussi avec celui de ses collègues au DIZ.

Avec Rudi Goguel, on a donc, une pratique de connaissance sur l'Est, qui ne part pas de l'étude classique de l'Est – il ne maitrise d'ailleurs ni le polonais, ni le russe, mais d'un intérêt pour l'histoire allemande, et une découverte progressive du vécu de la guerre à l'Est. Il s'intéresse également à l'antisémitisme nazi, et développe dès ses premières visites en Pologne, un contact avec l'Institut juif d'histoire de Varsovie (*Żydowski Instytut Historyczny*)[1086]. Ses recherches suivantes dans les années 1960 seront dédiées à la recherche nazie sur l'Est et les conceptions de projection nazies à l'Est, qui seront traduites en polonais[1087].

[1086] Stach Stephan, « Geschichtsschreibung und politische Vereinnahmungen: das Jüdische Historische Institut in Warschau 1947-1968 », *Jahrbuch des Simon-Dubnow-Instituts*, 2008.
[1087] GOGUEL Rudi, *Niemiecka imperialistyczna Ostforschung w czasie drugiej wojny światowej: referat wygłoszony na otwarcie wystawy w Warszawie dnia 4 XII 1960 r.*, [Varsovie], s.n, 1960.

Conclusion

L'avènement de la science de l'ennemi et le changement de statut de l'Est entre 1939 et 1956

Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment l'expérience des révolutions russes, surtout la prise de pouvoir par les bolcheviques et de l'émigration qui l'avait suivi, avait été une motivation chez certains experts allemands, d'informer leurs compatriotes sur les dangers venant de la Russie soviétisée. Cette expérience était de moins en moins centrale, dans l'expression de l'expertise allemande, de plus en plus germano-centrée, au fil de la formalisation de ce que nous avons décrit comme une science de l'ennemi, qui trouve son apogée pratique durant la guerre.

Si l'expérience de l'Est européen avait été un moteur explicite d'engagement dans cette activité, et ensuite, un élément de la crédibilité de l'expertise, il faut nous interroger à nouveau sur cette dimension dans le contexte de la 2e Guerre mondiale, où cette expérience est partagée à une plus grande échelle[1088] et dans un contexte de violence particulièrement brutal. La brutalité est celle d'une redéfinition des frontières de la communauté nationale, de plus en plus définie selon des critères ethniques et pseudo-raciaux, notamment sur les territoires de l'Est européen. Cette expérience de l'Est est partagée par de nombreux Allemands, mais aussi des Polonais, qui assistent au déploiement de cette violence allemande, reposant sur des schémas conceptuels de la hiérarchie raciale et de l'exclusion sur ces critères. Mais la guerre est également le moment d'une radicalisation des tensions internes à la société polonaise, que les experts de l'Est ne soutiennent pas, dans leur majorité.

Pour les Allemands, on a d'une part, une certaine euphorie chez les experts de l'Est, qui voient leurs connaissances valorisées dans le discours d'offensive sur l'Est et tentent de faire correspondre leurs connaissances au schéma d'altérité défini par le régime. Ce faisant, ils reformulent à la marge, la définition de l'altérité de l'Est, en proposant une hiérarchie interne à l'Est, reprenant les discours sur l'altérité des Ukrainiens sur les Russes par exemples, toujours en les soumettant à la domination allemande. Dans les ouvrages paraissant durant la guerre, on retrouve une nette domination de la science de l'ennemi. Ces ouvrages mobilisent néanmoins toujours dans une certaine mesure, des sources directes de connaissance sur l'Est, qui sont instrumentalisées brutalement pour asseoir la domination allemande et l'exploitation des populations à l'Est, comme nous l'avons vu au cours de ce

[1088] Ce type d'approche fonde le travail de V.G. Liulevicius, pour la 1e Guerre mondiale, comme facteur de cristallisation des conceptions de l'entre-deux-guerres : LIULEVICIUS Vejas Gabriel, *War land on the Eastern Front: culture, national identity and German occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 (Studies in the Social and Cultural History of Modern Warfare).

chapitre. Nous résumons ici les ouvrages que nous avons cités, que nous classons à nouveau, selon la grille développée dans le chapitre précédent

Ouvrage	Références à l'imaginaire collectif	Typologie de l'expertise
• Fritz ARLT, *Übersicht über die Bevölkerungsverhältnisse im Generalgouvernement*, Cracovie, s.n., 1940.		
• Hildegard SCHAEDER, « Die Normannomachie. Der Ursprung des altrussischen Staates im Meinungskampf der Jahrhunderte », *Jomsburg*, 1942, n° 6, pp. 298‑305. • Hildegard SCHAEDER, « Deutsch-litauische Buendnispolitik im Mittelalter », *Jomsburg*, 1941, n° 5, pp. 368‑384.		
• Hans GRAUL et Gisela HILDEBRANDT (dir.), *Beiträge zur Siedlungsgeographie des Generalgouvernements*, Cracovie, Burgverlag, 1943.		
• Johannes KUEPPERS, *Einsatzbedingungen der Ostarbeiter, sowie der sowjetrussischen Kriegsgefangenen*, Berlin, 1942. • Ludwig HAAS, *Auswahl und Einsatz der Ostarbeiter: psychologische Betrachtungen; Leistung und Leistungssteigerung*, Neustadt/Weinstr., Haus d. Technik, Gau Westmark, 1943.		
• Georg LEIBBRANDT, « Politische Forderungen an die Ostwissenschaft », *Ostaufgaben der Wissenschaft : Vorträge der Osttagung deutscher Wissenschaftler*, 1943, pp. 5‑17. • Werner MARKERT, « Geschichtebildende Kräfte in Osten », *Ostaufgaben der Wissenschaft : Vorträge der Osttagung deutscher Wissenschaftler*, 1943, pp. 100‑115.		
• Kurt LÜCK (dir.), *Deutsche Gestalter und Ordner im Osten: in Verbindung mit dem Institut für Deutsche Ostarbeit, Krakau, unter Mitwirkung von zahlreichen Mitarbeitern*, 2. erw. Aufl., Leipzig, S. Hirzel, 1942.		

La figure centrale de l'altérité de l'idéologie nazie, l'antisémitisme, vient nourrir cette altérité de l'Est, que ça soit par la lecture antisémite du phénomène bolchevique ou en utilisant l'antisémitisme à l'Est, pour créer d'autres hiérarchies. Ce phénomène apparaît déjà avant 1939, comme nous l'avons vu avec Peter Heinz Seraphim, et sa double expertise de l'Est européen et des juifs d'Europe de l'Est. Certains experts, comme Gotthold Rhode, s'inscrivent dans cette lecture de l'altérité de l'Est, pour s'intégrer à la communauté nationale allemande. Cette lecture de l'altérité constitue parfois même un

vecteur de communication et de découverte de l'autre, comme dans le cas de Fritz Arlt. D'autres experts, comme Hildegard Schaeder, tout en inscrivant ses travaux dans l'effort de guerre, géographiquement et thématiquement, ne semble pas porter un discours très net de l'altérité sur l'Est, mais use toutefois de ses connaissances pour expliquer et légitimer la situation contemporaine, en la plaçant dans un contexte historique qui fait écho aux projections nazies. H. Schaeder rejette également partiellement la figure de l'altérité juive, dans la mesure où elle rejette son application aux membres de sa communauté religieuse.

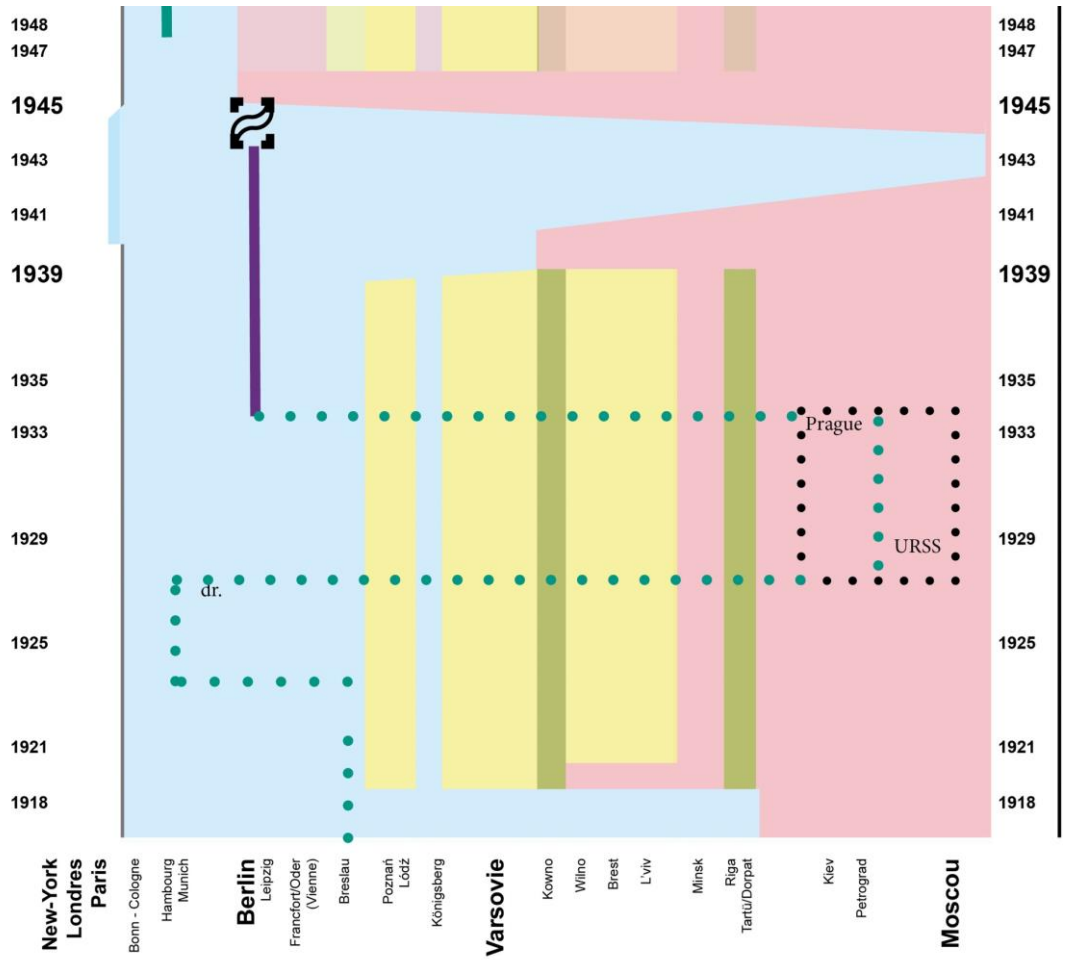


Figure 37: Parcours biographique de Hildegard Schaeder (1902-1984)

Les destins des experts durant la guerre recouvrent une grande disparité, comme nous l'avons vu dans ce chapitre : tant sur le plan géographique que des activités et de la confrontation à la violence. Les institutions d'expertise de l'Est ont pu servir de refuge à des chercheurs tels Hildegard Schaeder, qui étaient exclus de l'université, qui n'arrivaient pas à trouver une stabilité professionnelle. Elle passe la guerre à Berlin, et on peut supposer qu'elle prend conscience de la violence qui est exercée contre une partie de la population allemande, mais elle n'y fait jamais référence nettement dans ses mémoires. Nous ne pouvons pas en déduire une expérience particulière de la violence, les destins

berlinois pouvant être très différents à ce moment[1089]. Elle s'engage dans le réseau d'aide aux membres de sa communauté religieuse sans remettre en cause fondamentalement l'idéologie de projection à l'Est, qu'elle accompagne dans le même temps. Par cet engagement et son incarcération puis sa déportation, elle est toutefois confrontée directement à la palette d'exclusion et de destruction du régime nazi, notamment à l'Est, avec le côtoiement des prisonnières polonaises, ukrainiennes et russes.

Une problématique traverse toute la guerre, c'est la confrontation à la pratique de la hiérarchisation des individus sur des critères définissant une altérité indépassable. Comme nous l'avons vu, l'expression de cette altérité restait variable, au sein aussi de l'appareil nazi. Mais l'altérité reste fondamentale pour la pratique de l'occupation et elle comporte des conséquences terribles pour des millions de personnes. Les experts nazis que nous avons suivis se trouvent à la fois dans l'appareil de définition et d'application de cette hiérarchie entre personnes. Ils tentent parfois d'influencer ces définitions sans toutefois remettre en cause cette altérité. Ils mobilisent le discours de l'autre, pour alimenter leur expertise, et cette organisation hiérarchisée des relations sociales. Ces relations s'intensifient au quotidien et nourrissent l'expertise en retour, comme chez G. Rhode ou F. Arlt.

Pour les Polonais, l'expérience de l'altérité est imposée par les forces extérieures et vient s'ajouter à des conceptions internes, construites déjà dans le contexte des conflits internes et de la tonalité du débat international. Chez Olgierd Górka, on voit un expert qui s'arcboute contre l'intégration de l'altérité dans la politique de son gouvernement, contraint à l'exil. De ces expériences de l'altérité, nous voulons proposer une traduction en termes de violence, car si la discrimination violente existe déjà avant 1939, tant en Pologne qu'en Allemagne, ou ailleurs, elle prend une dimension systémique et inéluctable entre 1939 et 1945, qui change sa nature. Ce changement de nature est reflété par les chocs qu'il cause, chez une partie de la population et aussi chez les experts. Ainsi, nous voulons représenter ces expériences de l'altérité en termes de violence, pour pouvoir les confronter avec les conceptions des experts et tenter de comprendre, dans les chapitres suivants, comment se dégager de la lecture de l'Est en termes d'altérité.

Si certaines institutions allemandes poursuivent leurs activités, et les diversifient, les institutions polonaises sont détruites ou forcées à l'émigration[1090]. Tous les experts sont confrontés à la violence, à des degrés différents. Une partie des intellectuels parviennent à passer la guerre en cachette, tentant de poursuivre tant bien que mal leurs activités. Ainsi Eugeniusz Romer à Cracovie tente de tirer les

[1089] Voir l'étude intéressante liant les actes d'aide aux juifs berlinois à la sociabilité des individus aidant : DÜRING Marten, *Verdeckte soziale Netzwerke im Nationalsozialismus: Die Entstehung und Arbeitsweise von Berliner Hilfsnetzwerken für verfolgte Juden*, Berlin, Walter de Gruyter, 2015.

[1090] KORNAT Marek, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja: początki sowietologii i studiów nad systemami totalitarnymi w Polsce (1918-1939)*, vol. 2, Księg. Akademicka, 2004.

leçons de la défaite de 1939, et entouré d'intellectuels partisans de l'option occidentaliste, il procède à une révision de l'importance des territoires orientaux pour la Pologne, comme il l'explique dans l'ouvrage qui sort à la sortie de la guerre[1091]. Otto Hoetzsch quant à lui, passe la guerre à Berlin, isolé. Son importante collection d'ouvrages et de documents sur l'Europe de l'Est fut détruite à la fin de la guerre, durant le bombardement de la ville[1092]. Les deux survivent la guerre, tout comme une partie des universitaires polonais qui trouvèrent une occupation dans les locaux de leur université à Cracovie, dans l'institut nazi, l'IDO, présenté plus haut[1093]. Otto Hoetzsch cependant est physiquement très affaiblit par la guerre et meurt quelques mois après, après des années d'exclusion.

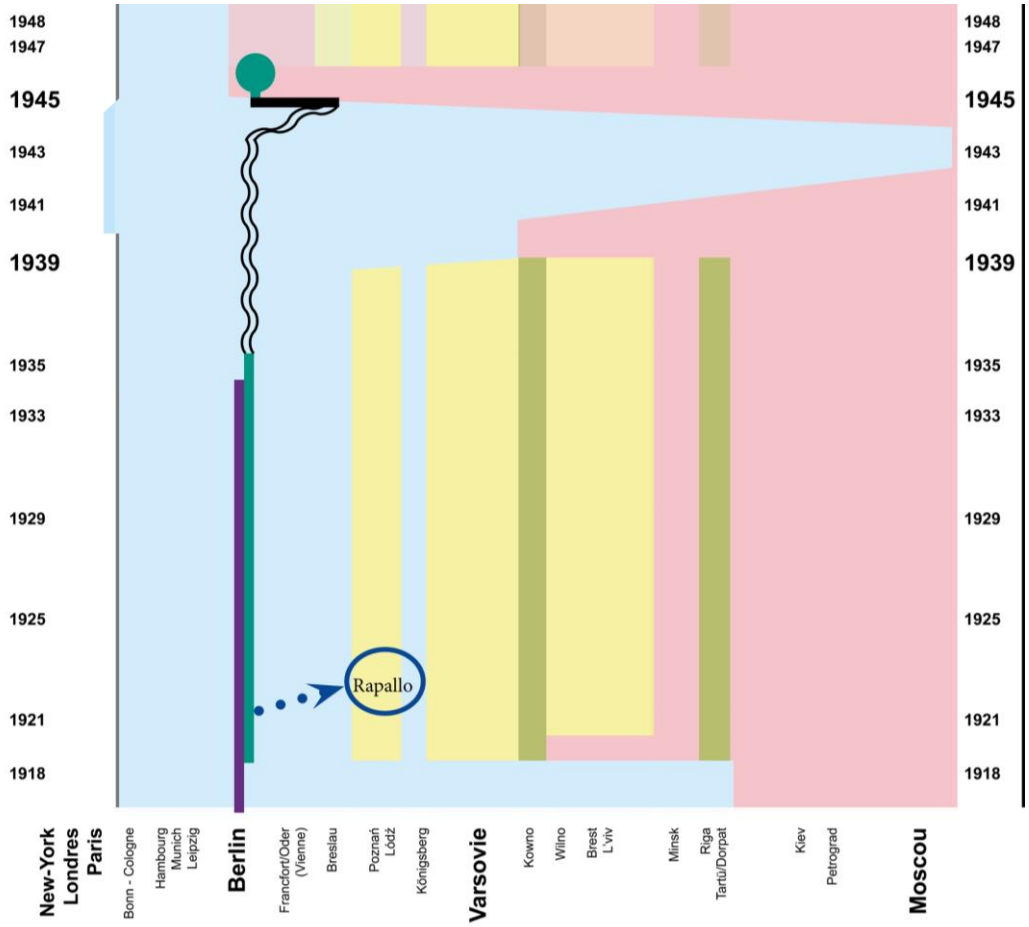


Figure 38: Parcours biographique d'Otto Hoetzsch (1876-1946)

[1091] ROMER Eugeniusz, *Duch Polski zachodniej*, Cracovie, nakł. i skł. gł. Polski Związek Zachodni. Wojewódzki Zarząd Okręgowy, 1945 (Kurs Naukowo-Informacyjny o Ziemiach Zachodnich / Uniwersytet Jagielloński i Akademia Górnicza).

[1092] SCHLÖGEL Karl, « Von der Vergeblichkeit eines Professorenlebens. Otto Hoetzsch und die deutsche Russlandkunde », *Osteuropa : Zeitschr. für Gegenwartsfragen des Ostens* 55 (12), 2005, pp. 5-28.

[1093] STOŁYHWO, *W niewoli u NSDAP*, *op. cit.*, 1946.

La violence pratiquée, fonctionne comme l'expression d'une adhésion idéologique profonde par le consentement à la violence particulière à l'Est, et de preuve de sa valeur, sa résistance mise au service du projet politique nazi. C'est une violence qui est légitimée par la lecture hiérarchisée des peuples, mais comment est-ce que cette adhésion s'articule-t-elle avec le contact collaboratif des experts avec les Polonais, les Ukrainiens, comme dans le cas de Fritz Arlt. Dans les textes d'expertise, on ne rencontre que rarement des mentions de cette violence, surtout celle qui est exercée à l'encontre des civils ou pour des motifs « raciaux ». En ce qui concerne l'expérience personnelle des experts, sur la période étudiée, nous n'avons pas rencontré de mentions explicites dans leurs textes, en dehors de Stanisław Zabiełło, qui rend compte de son expérience à Dora-Dora[1094].

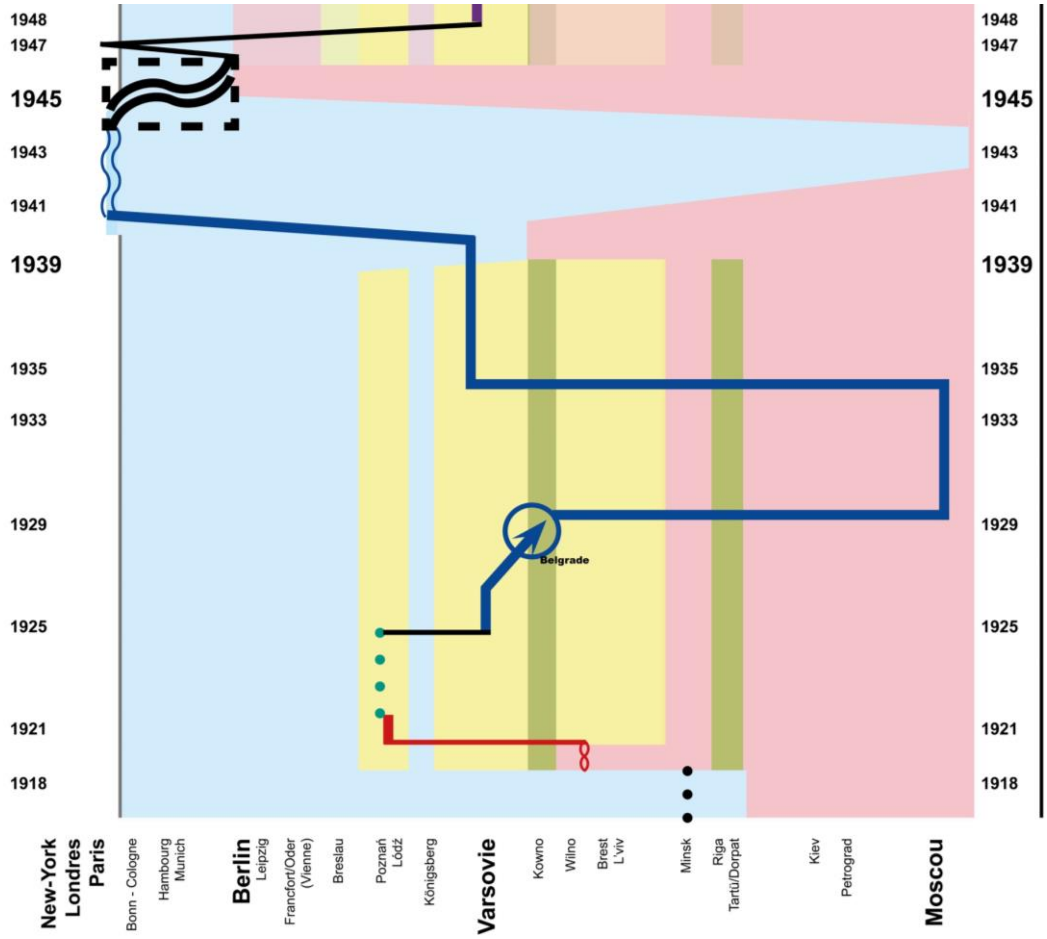


Figure 39: Parcours biographique de Stanisław Zabiełło (1902-1970)

[1094] ZABIEŁŁO, « Bylem w Dorze. Wspomnienia z obozu koncentracyjnego w 25 rocznicę wyzwolenia Buchenwaldu », *art. cit.*, 1970.

En général, la violence de la 2e Guerre mondiale est tue. Les experts ne parlent pas de la violence qu'ils ont subie, ou même observée, et encore moins de celle qu'ils ont pu pratiquer. Dans les sources que nous avons pu consulter sur ce thème : les mémoires publiés ou inédits, ou les entretiens, nous n'avons pas pu trouver de mentions explicites de pratiques de violence, même une violence « classique » de guerre, la violence de la bataille militaire. Pour traiter donc de cet aspect de la guerre, et essayer de comprendre dans les chapitres suivants, comment cette expérience de la violence a pu motiver une révision des pratiques d'expertises ou au contraire, légitimer une continuité, nous allons mobiliser d'une part, les informations sur le parcours des experts durant la guerre et déduire du contexte et de leur fonction, les violences auxquels ils ont été confrontés. Par exemple, pour Fritz Arlt, dans ses mémoires, il ne rapporte pas de récits de combats dans ses mémoires, mais une blessure grave sur le front Est. Nous ne forçons donc pas l'interprétation, en concluant qu'il a participé aux combats, qui étaient potentiellement très violents dans cette région, et à cette période.

Les temporalités de la violence subie durant la guerre, diffèrent, en particulier en ce qui concerne la violence de la sortie de guerre, plus marquante pour certains des experts que la violence de la guerre, en lien avec l'arrivée de l'URSS au cœur de l'Europe. D'un côté après les rencontres successives des Alliés depuis 1943, les nouvelles frontières polonaises, puis allemandes ont été dessinées, et leur déplacement va être suivi par le déplacement des populations présentes à ce moment sur ces territoires[1095] ; les Allemands vont en partie fuir l'avancée de l'Armée rouge, qu'ils aient été résidents avant 1939 ou après, de Prusse orientale d'abord, puis des régions plus occidentales. Enfin, dans les nouvelles frontières polonaises, le climat est resté marqué par des affrontements armés au-delà de la guerre menée contre l'occupation allemande, entre les partisans de l'*Armia Krajowa* en décomposition (désarmement), les partisans d'un État ukrainien non soviétique[1096].

Pour la plupart des experts allemands, engagés dans la conquête nazie de l'Est européen, l'expérience la plus marquante reste la fin de la guerre[1097]. C'est particulièrement visible chez G. Rhode, qui parvient à échapper à la zone soviétique qui s'installe dans la partie Est et centrale de l'Allemagne. Il se rend à Cobourg et entre en captivité des États-Unis, d'où il est libéré en mai 1945. Toute sa famille

[1095] Pour une présentation globale des mouvements de populations en Europe de l'Est après 1939 et 1945, voir la collection de cartes et de statistiques préparée par HRYCIUK Grzegorz et SIENKIEWICZ Witold, *Wysiedlenia, Wypędzenia I Ucieczki 1939-1959: Atlas Ziem Polski: Polacy, Żydzi, Niemcy, Ukraincy*, Varsovie, Demart, 2006. et sa traduction allemande : SIENKIEWICZ Witold (dir.), *Zwangsumsiedlung, Flucht und Vertreibung 1939 - 1959: Atlas zur Geschichte Ostmitteleuropas*, Bonn, Bpb, 2009 (Schriftenreihe / Bundeszentrale für Politische Bildung).

[1096] ZAREMBA, *Wielka trwoga*, *op. cit.*, 2012 ; ESCH, *« Gesunde Verhältnisse ». Deutsche und polnische Bevölkerungspolitik in Ostmitteleuropa 1939-1950*, *op. cit.*, 1998.

[1097] Pour une analyse éloquente des paysages de la destruction à la sortie de guerre, voir : JUDT Tony, *Postwar: A History of Europe Since 1945*, Reprint edition, New York, NY, Penguin Books, 2006.

fuit également leur Poznań natal, dont sa femme, qui accouche durant cette fuite, en juin 1945[1098]. Ils se retrouvent en Basse-Saxe, où ils sont hébergés chez un particulier. Après une attaque par des « bandits polonais et ukrainiens », qui lui volent ses maigres possessions, et le blessent, il pense « être au plus bas » (*Tiefpunkt*) de sa vie[1099]. Il trouve un emploi dans l'agriculture avant de trouver une occupation comme tuteur privé. C'est au printemps 1946 qu'il est contacté par Hermann Aubin pour venir travailler au séminaire historique de l'Université d'Hambourg, où il commence en septembre 1946[1100]. Il a ainsi pu mobiliser son réseau construit à la fin des années 1930 à Breslau. Il retrouve une reconnaissance de son statut et de ses connaissances, après cette phase d'incertitude et de précarité extrême. C'est sur cette base qu'il construit le reste de sa longue carrière académique, sur laquelle nous revenons dans les chapitres suivants. D'autres experts trouvent une continuité plus immédiate mais moins durable. C'est le cas de Fritz Arlt, qui fait partie des experts nazis réquisitionnés par l'administration des États-Unis pour transmettre leurs connaissances sur l'URSS, dans la Guerre froide émergente.

C'est une chronologie et une géographie très différente de l'expérience de la guerre au niveau individuel. Si tous sont confrontés à un contexte de violence durant la même période, le moment de basculement, de mise en danger de sa propre vie ou de celle de ses proches varie considérablement, notamment si on compare entre l'Allemagne et la Pologne. Un autre élément notable est celui de la rupture des parcours de vie, beaucoup plus significatif chez les experts polonais que chez les Allemands. Les experts polonais ont souvent été victimes de la répression nazie puis soviétique, à laquelle une partie n'a pas survécu, tandis qu'une autre, s'est vue contrainte de rester en exil, pour éviter cette répression.

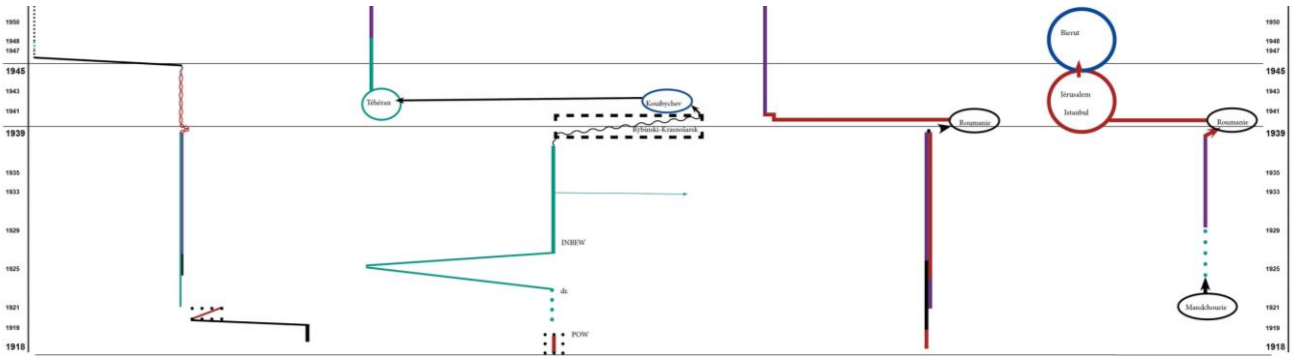


Figure 40: Comparaison des parcours d'experts polonais restés en exil après la guerre (Henryk Glass, Wiktor Sukiennicki, Stanisław Paprocki, Włodzimierz Bączkowski)

[1098] ECKERT, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie*, *op. cit.*, 2012, p. 163.
[1099] *Ibid.*, p. 165.
[1100] *Ibid.*, p. 168.

Sur ce schéma, nous avons représenté quatre voies de l'émigration polonaises à l'Ouest[1101]. La première, celle de Henryk Glass, qui passe la guerre en Pologne et émigre à la fin du conflit, avec l'arrivée de l'Armée rouge et après l'insurrection de Varsovie. La seconde, de Wiktor Sukiennicki, qui a été déporté par les Soviétiques, avant d'être libéré et de rejoindre l'armée polonaise formée en URSS et de la suivre au Proche-Orient. Ensuite, celle de Stanisław Paprocki, qui quitte la Pologne par la Roumanie en 1939, avant de suivre le gouvernement en exil en Grande-Bretagne et enfin Włodzimierz Bączkowski, qui passe également par la Roumanie mais se rend au Proche-Orient. Tous les quatre restent en Grande-Bretagne ou aux États-Unis après la guerre et illustrent par leurs parcours cette rupture dans la transmission de traditions intellectuelles en Pologne.

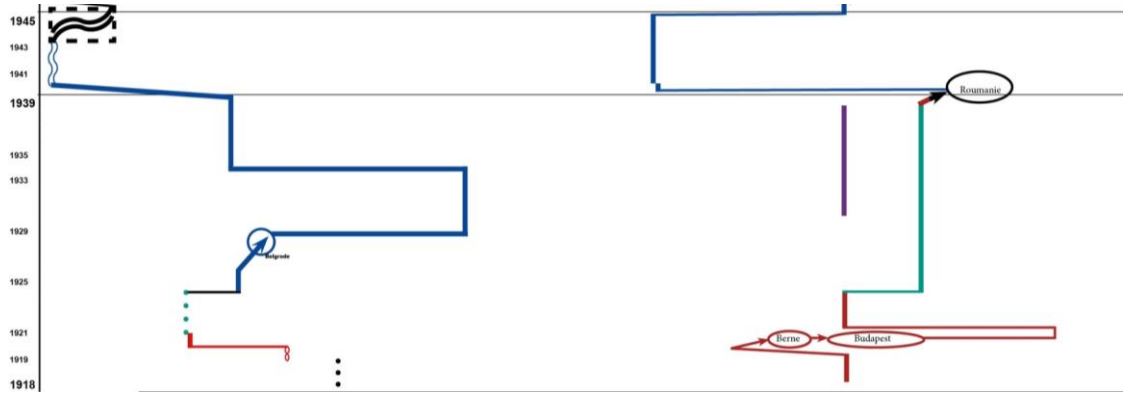


Figure 41: Parcours des experts polonais revenant en Pologne après 1945 (Stanisław Zabiełło et Olgierd Górka)

À l'inverse, avec Stanisław Zabiełło et Olgierd Górka, rentrent en Pologne après la guerre. Les motifs de retour ne sont pas clairs mais il semblerait que leurs désaccords avec la tournure de la politique du gouvernement polonais en exil les aient motivés à prendre leurs distances avec celui-ci. Ni l'un ni l'autre n'adhèrent au discours soviétique ni au parti communiste polonais ou soviétique. Stanisław Zabiełło rencontre même quelques difficultés avec le nouveau régime qui s'installe. Ce n'est pas clair si leur retour est motivé par un patriotisme qu'ils traduisent par la nécessité de servir l'État polonais, même soviétisé. On pourrait aussi supposer que le rejet que leur inspire l'isolation des minorités par le gouvernement en exil les pousse à tenter de se mettre au service du nouvel État polonais.

[1101] Pour le détail chronologique de ces parcours, voir les fiches biographiques en annexe.

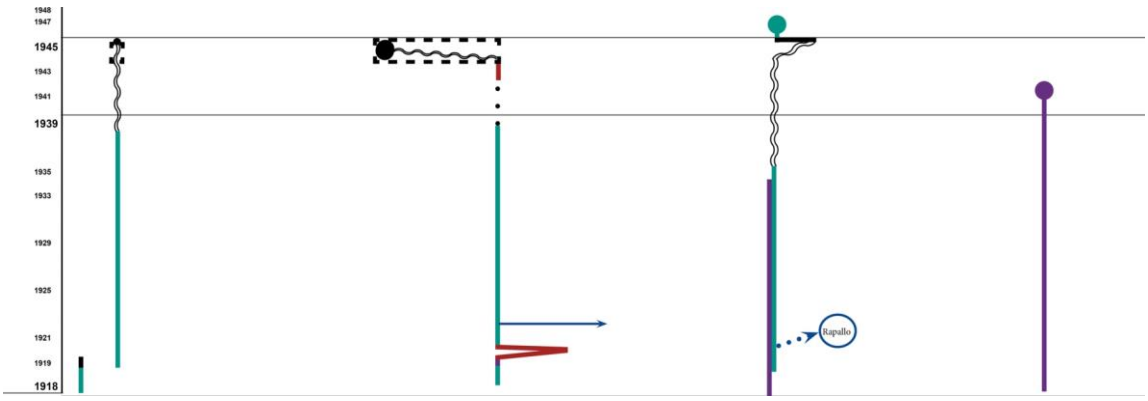


Figure 42: Comparaison des parcours d'experts n'ayant pas survécu la guerre ou la sortie de guerre (Stefan Ehrenkreutz, Marceli Handelsman, Otto Hoetzsch, Axel Schmidt)

La guerre coûte la vie de nombreux experts aussi, surtout parmi les Polonais. Les destins des universitaires polonais fut durement touché par la guerre, comme nous l'avons vu avec la *Sonderaktion Krakau*. Marceli Handelsman parvient à se cacher durant la guerre, non loin de Varsovie, où il mène des activités de résistance avant de se faire arrêter par la Gestapo en juillet 1944. Il est déporté et meurt au camp de Dora le 20 mars 1945. Stefan Ehrenkreutz, lui, poursuit son enseignement durant la guerre avant de se faire arrêter par les Soviétiques en juillet 1944. Il est emprisonné à Vilnius où il meurt le 21 juillet 1945. Chez les Allemands, les experts de l'Est ont une chance de survie plus élevée. En dehors de Kurt Lück, qui meurt sur le front, ou Fritz Arlt, qui est blessé sur le front également, la plupart parvient à se protéger des violences de la guerre. Otto Hoetzsch, que nous avons mentionné plus haut, doit fuir les bombardements de Berlin à la fin de la guerre, dans lesquels il perd d'ailleurs toute sa bibliothèque. Axel Schmidt meurt quant à lui d'un accident de la circulation à Berlin en 1940.

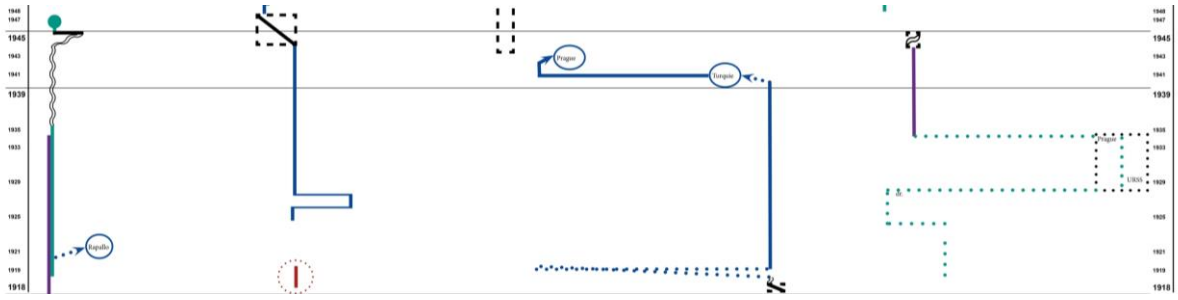


Figure 43: Comparaison des parcours durant la guerre d'experts allemands (Otto Hoetzsch, Johannes Papritz, Gustav Hilger, Hildegard Schaeder)

La différence plus manifeste entre les parcours des experts allemands est la temporalité des moments où les experts sont confrontés à une violence personnelle. Si Otto Hoetzsch doit fuir, Hildegard Schaeder connaît l'emprisonnement et la déportation durant la guerre. Mais le parcours le plus récurrent est celui d'un enfermement *à la fin* de la guerre, comme pour Johannes Papritz et Gustav

Hilger. C'est-à-dire que pour la plupart des experts allemands de l'Est, comme pour une grande partie de la population allemande[1102], qui avait trouvé sa place dans le régime nazi, la mise en danger et la perte du statut social n'arrive qu'à la sortie de la guerre. Ce phénomène de la temporalité décalée de l'expérience de la violence a été souvent décrit déjà, mais il nous semble important de le souligner à nouveau ici, comme point de départ sur la réflexion sur les pratiques de l'expertise de l'Est dans la période qui suit la guerre.

Ces expériences de la guerre[1103], avec la dimension du vécu d'une violence particulièrement brutale et la pratique d'une expression de concepts d'altérité justifiant cette violence, ne sont pas neutres. Même si on peut constater une certaine continuité dans les pratiques individuelles, dans les discours sur l'Est chez les Allemands, avec parfois une simple adaptation comme chez H. Schaeder, cette confrontation à une double violence physique et conceptuelle, qui étaient liées, teintent toute continuité après la guerre.

La coloration de la réflexion sur l'altérité ne s'arrête pas aux Allemands et on la retrouve chez les Polonais, comme chez d'autres, sous la question notamment du pardon[1104]. Qu'en est-il de la coloration du discours sur l'Est ? Est-ce que cette expérience de la violence réelle, peut pousser à la réflexion sur la violence conceptuelle et ses différentes racines, qu'on retrouve dans le discours de projection à l'Est ? Il est difficile de répondre à cette question, car, bien souvent, l'expérience individuelle de l'expert, notamment de la guerre est rarement consignée dans des mémoires, mais surtout les textes d'expertise eux-mêmes ne mettent pour ainsi dire jamais en avant le vécu individuel des experts, même implicitement. C'est pourtant une dimension qui nous semble fondamentale dans la refondation des pratiques d'expertise de l'Est dans l'après-guerre, telles que nous allons les analyser dans les chapitres suivants. Ceci d'autant plus que le discours d'avant 1945, tant allemands que polonais, devient un élément central des attaques politiques soviétiques contre ces États et leur héritage. La science de l'ennemi reste à la fois le cadre de référence en RFA dans l'immédiat après-guerre, et aussi la cible centrale de l'ancien ennemi devenu Allié et occupant. L'ennemi d'avant 1945 change de statut, et pose la question de la réévaluation du rapport des sociétés allemandes et polonaises à l'Est européen.

[1102] C'est ce que décrit avec force Tony Judt dans : JUDT, *Postwar*, *op. cit.*, 2006.
[1103] MANGEOT Philippe et SAINT-SAËNS Isabelle, « L'autre invraisemblable », *Vacarme* (7), 1999, pp. 2-6.
[1104] WIGURA, *Wina narodów*, *op. cit.*, 2011.

PARTIE III

SE DÉTACHER DE LA SCIENCE DE L'ENNEMI : LA LENTE ÉVOLUTION DE PARADIGME SUR L'EST DE LA NOUVELLE EXPERTISE (1945-1972)

L'expertise de l'Est après 1945 connaît une continuité remarquée par l'historiographie et comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent. Cependant, la question du rapport à l'Est des trois nouveaux États allemands et polonais se pose de manière pressante après 1945. Pour suivre l'évolution de ce rapport, c'est à la pratique dans les institutions d'expertise que nous allons nous intéresser dans les prochains chapitres.

Dans le contexte de la refondation des États, des institutions sont fondées pour accompagner la formulation des nouvelles politiques étrangères, qui vont développer plusieurs approches des relations à l'Est, notamment sur le discours nazi sur l'Est. Ces institutions développent également des relations avec une institution d'expertise soviétique, l'IMEMO. Nous allons également nous intéresser à l'émergence du dialogue de ces institutions allemandes et polonaise d'expertise avec leur partenaire soviétique, spécialement la chronologie et les thématiques de ce dialogue.

À travers ces institutions, nous espérons tenter de reconstruire les voies de transmission des héritages culturels dans des contextes de ruptures politiques et sociales profondes et les traces du débat social dans les sociétés non libérales, où la sphère publique est lourdement contrôlée.

Chapitre 8

L'expertise de l'Est après 1945 : des nouvelles bases pour des nouveaux régimes ? (1945-1955)

Entre 1945 et 1949, trois sociétés émergent dans trois nouveaux cadres étatiques, qu'elles doivent définir et pour la reconnaissance desquelles, elles doivent lutter sur la scène interne et internationale. Contrairement à d'autres pays, le fait de l'existence même d'une Pologne ou d'une Allemagne n'est pas remis en cause mais les contours de ces nouvelles entités étatiques, pose question, en premier lieu à une partie de leur propre population. Pour ces sociétés, la nouvelle proximité soviétique est perçue par certains comme un facteur d'incertitude existentielle, contre lequel il faut déployer un arsenal d'arguments visant soit à la révision de la situation, soit à expliquer cette situation et appeler à l'acceptation, comme nous venons de le voir à travers les discussions sur les nouvelles frontières polonaises et allemandes. Cette discussion sur la frontière portait également sur le modèle sociétal et politique pour ces sociétés allemandes et polonaise, refondées. C'est justement au nom de cette refondation que fleurissent, un peu partout et très rapidement après la guerre, des organisations dont la fonction est de produire de la connaissance sur les questions internationales. Connaissance devant servir à former les sociétés polonaise et allemandes aux nouveaux enjeux internationaux, et soutenir les bases de la politique étrangère des nouveaux États. Les régimes établissent un système d'information, d'éducation, de vie associative et de recherche sensiblement différent, mais tous revendiquent le besoin de renouveau.

La question centrale de cette période était la question allemande, autour de laquelle planaient les incertitudes que nous avons présentées plus haut. La question allemande était mécaniquement liée à la question polonaise. D'une part par le recoupement territorial de ces questions et d'autre part sur la similitude des problématiques de la concordance entre territoire et nation. La différence principale étant la responsabilité allemande des horreurs de la guerre alors que la Pologne en était la victime.

Les conditions dans lesquelles ces organisations ont été créées, permettent de mieux comprendre les problèmes liés aux tentatives de renouveau de la pensée « experte » sur l'Est européen. Toutes les organisations sont marquées par des difficultés matérielles, lot commun de bien d'autres acteurs à ce moment. Elles sont d'initiative privée en Allemagne de l'Ouest, publique en Allemagne de l'Est et en Pologne.

1. De l'Europa Archiv à la DGAP : la priorité à l'intégration occidentale par la rééducation politique (1946-1955)

La revue *Europa Archiv* (EA) fut une des premières revues à paraître en Allemagne, rédigée par des Allemands et traitant des questions internationales, après 1945[1105]. Elle fut fondée fin 1946, grâce aux efforts de Wilhelm Cornides. Il a été capable d'établir une relation de confiance avec les autorités d'occupation américaines. Le portrait de Wilhelm Cornides que dresse Daniel Eisermann, dans son ouvrage richement documenté de 1999 sur l'histoire de la DGAP[1106], le présente comme un jeune homme très entreprenant et qui met son énergie au service de la compréhension mutuelle entre l'Allemagne et le reste du monde ; en se faisant le porte-parole de l'un auprès de l'autre et vice-versa.

(1) L'impulsion de Wilhelm Cornides

Wilhelm Cornides est d'une part un familier de la culture britannique, qui l'a positivement marqué, lors de son séjour de mai 1938 à mars 1939 à Londres[1107]. Il effectue à la sortie de ses études secondaires, un séjour d'études à Londres, durant lequel, il fréquente le *Royal Institute of International Affairs*, ou Chatham House. Cette institution prestigieuse fut fondée le 5 juillet 1920 à la suite de l'expérience qu'avaient apporté les négociations de la fin de la 1e Guerre mondiale, auxquelles beaucoup « d'experts » de différents domaines et différents pays avaient contribué. Les membres des délégations britannique et états-unienne avaient voulu maintenir le contact et poursuivre le travail d'accompagnement des décisions internationales par l'expertise. L'idée était de réunir des hommes politiques, des diplomates et des chercheurs mais aussi des hommes du secteur privé et des médias pour discuter « sincèrement » des questions internationales, sans crainte d'être cité à l'extérieur[1108]. C'est la fameuse règle de la Chatham House, lieu où se retrouvaient les invités à ces discussions. Une autre particularité de cette organisation, est son indépendance vis-à-vis de l'État, notamment grâce à un financement largement privé. Cette institution mais aussi plus généralement la culture politique de

[1105] Parmi les revues politiques parues en Allemagne après 1945, avant la fondation de la RFA ; on compte les Frankfurter Hefte », une revue de gauche fondée en 1946, « *der Monat* » une revue d'actualité intellectuelle, en opposition à l'URSS, fondée à Berlin en 1948.
[1106] EISERMANN Daniel, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, Oldenbourg Verlag, 1999.
[1107] *Ibid.* p. 11.
[1108] MARTIN Laurence, « Chatham House at 75: The Past and the Future », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)* 71 (4), 1995, pp. 697-703, p. 698.

débat britannique semble impressionner le jeune Autrichien. De retour à Munich, où sa famille s'est installée avant la 1e Guerre mondiale, il doit bientôt commencer son service de travail, puis son service militaire. C'est donc un jeune homme engagé, touché par les questions politiques, et qui semble convaincu de l'importance de l'éducation et de la discussion pour lutter contre le régime totalitaire.

Durant la guerre, Wilhelm Cornides participe à la campagne de France en 1940, puis devient traducteur dans la compagnie de traducteurs de Munich où ses compétences linguistiques sont mises à profit ; il est chargé de traduction pour les officiers des Alliés, prisonniers du camp à Eichstätt, de 1941 à 1945. Selon D. Eisermann, cette fonction lui offre quelques libertés. C'est ainsi qu'il voyage à Vienne fin 1942-début 1943, où il fréquente les milieux de l'opposition conservatrice à Hitler, qui s'est cristallisée autour du « cercle de Kreisau »[1109]. En août 1942, il voyage à Rawa Ruska, et se renseigne sur le transport de déportés juifs vers Treblinka[1110].

À la fin de la guerre, il se fait interner pendant quelques semaines (du 2 mai au 20 juin 1945), durant lesquelles, il élabore sa réflexion pour la rééducation des Allemands après la guerre (il reprend sa citoyenneté autrichienne mais reste en Allemagne). Il en tire un plan, qu'il va soumettre aux autorités d'occupation, pour obtenir la création d'une revue traitant des relations internationales. Le titre est éloquent : « *An Organisation for Creative Demobilisation In Germany* » et le projet prévoyait un réseau d'anciens résistants (conservateurs), qui devaient prendre de l'influence politique et la diffuser localement[1111]. Quelques jours plus tard, le 5 juillet 1945, il rédige un autre mémorandum sur la rééducation : « *Education And Politics In Future Germany* », et un troisième le 20 juillet 1945 ; « *A Scheme for Distribution and Information And Litterature* » où il reprend ce triptyque révision-réseau-revue. Il réussit rapidement à réaliser le premier pan de son projet avec la fondation d'une maison d'édition pour laquelle il obtient une autorisation d'enregistrement le 6 juillet 1945 de l'entreprise « *Europa Archiv* » et finalement la licence pour la diffusion d'une revue, qu'il reçoit le 1er mars 1946.

[1109] EISERMANN, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, *op. cit.*, 1999, p. 13 et suivantes.

[1110] Dont il publie les notes en 1959 dans la revue dirigée par Hans Rothfels : « Zur "Umsiedlung" der Juden im Generalgouvernement », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 7 (3), 1959, pp. 333-336. Disponible sous http://www.ifz-muenchen.de/heftarchiv/1959_3_6_rothfels.pdf, consulté le 8.07.2016.
Le fait qu'il entreprend ce voyage dénote de la diffusion de la connaissance de cette politique génocidaire même au-delà de la région où elle était menée, où la conscience du destin des personnes déportées était largement partagée, comme le décrit INGRAO Christian, *La promesse de l'Est : Espérance nazie et génocide, 1939-1943*, Paris, Seuil, 2016, p. 327.

[1111] EISERMANN, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, *op. cit.*, 1999, p. 15.

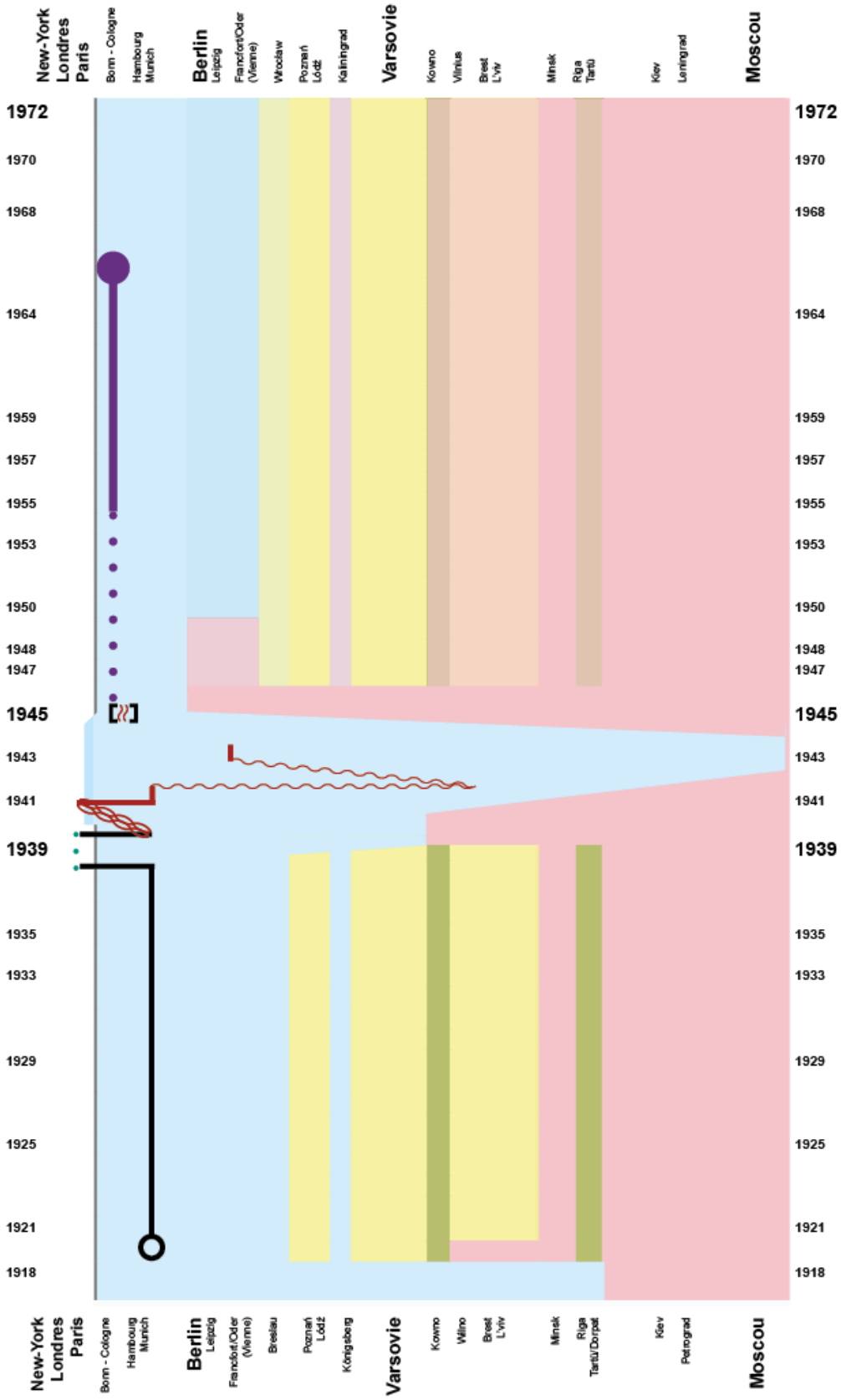


Figure 44: Parcours de Wilhelm Cornides

La rapidité avec laquelle il obtient ces autorisations montre qu'il devait inspirer la confiance des autorités d'occupation, probablement par sa familiarité avec leur discours, qu'il a pu connaître par son séjour de 1938 et ses contacts avec les prisonniers américains et britanniques durant la guerre. Ensuite, il a su formuler son projet en accord avec la politique de rééducation des Alliés en Allemagne. Cornides s'installe à Francfort sur le Main pour être au plus près des institutions politiques qui se reconstituent progressivement. Là, il se met à la recherche de contributeurs potentiels pour sa revue. Cornides veut publier une revue qui contienne une revue de la presse étrangère, dans la continuité de ce qu'il avait fait pendant la guerre mais dans une optique radicalement opposée : faire comprendre aux Allemands, les visions du monde de l'extérieur et faire entrer ces visions en Allemagne. À côté de cette revue de la presse étrangère, il souhaite publier des contributions sur les questions de reconstruction, de réorganisation de l'administration. Il bénéficie de son réseau familial pour le soutenir dans son entreprise éditoriale ; et consulte son frère et son père, qui est à la tête de la maison d'édition R. Oldenbourg, qui l'aident à développer la conception de la revue et à recruter des collaborateurs. Ainsi, W. Cornides rassemble autour de lui Hermann Volle et Wolfgang Wagner, des hommes qui ont un profil similaire de fascination pour la culture britannique, surtout dans sa dimension politique.

W. Cornides déploie une énergie qui marque ses interlocuteurs[1112] pour lancer et maintenir matériellement la publication d'EA, et d'autre part, avoir accès à des sources documentaires internationales. Dans les premiers temps, la revue est un succès mais les difficultés matérielles apparaissent rapidement. Le problème principal était l'accès au papier, puis la réforme monétaire de 1948 mène l'EA au bord de la faillite. Le nombre d'employés passe de 16 en 1947 à 3 en 1951[1113]. Hermann Volle et Wilhelm Cornides doivent trouver une autre source de revenu que leur travail pour EA, pour laquelle ils ne travaillent que le soir pendant un temps entre 1950 et 1951. Durant la journée, ils travaillent pour l'Institut pour la soutient des affaires publiques (*Institut zur Förderung öffentlicher Angelegenheiten*). C'est un institut fondé par l'administration d'occupation américaine, en décembre 1948, sur le modèle du Public Administration Center de Chicago. Il est laissé aux mains d'Allemands mais fait partie de l'appareil de rééducation politique de la population (ouest) allemande. Il se concentre sur des questions de l'administration publique et se charge de la traduction et de la diffusion d'ouvrages, principalement venus des États-Unis mais pas exclusivement, traitant des modalités de réforme d'une administration publique, par exemple dans un contexte fédéral. Ces ouvrages traitent aussi de l'organisation d'une administration dans un contexte. Dans cet institut, ils font la rencontre notamment de Theodor Steltzer, avec qui il fonde quelques années plus tard la DGAP.

[1112] Dans les nécrologies, cet élément du dynamisme et de l'engagement de W. Cornides est le plus récurrent ; voir VERNANT Jacques, « Wilhelm Cornides », *Politique étrangère* 31 (4), 1966, pp. 317-318.
[1113] EISERMANN, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, *op. cit.*, 1999, p. 26.

(2) Une revue à but de rééducation politique

La revue Europa Archiv se veut être un lieu d'information sur les questions internationales, des informations factuelles, et des analyses des questions internationales, illustrant différents points de vue. Par-là elle s'inscrit dans l'ambition de Cornides de contribuer à la rééducation politique des Allemands. La revue donne la parole à des contributeurs d'horizons différents, notamment de jeunes chercheurs, venus du monde anglophone ou germanophone. Plateforme de communication internationale, les rédacteurs définissent en une du premier numéro l'intention de leur démarche, dans les « lignes directrices » de la revue[1114], que nous voulons citer ici :

> « Que veut l'archive de l'Europe ? (…)
> Comme « archive de l'histoire du temps présent », l'*Europa Archiv* veut aider à combler l'intervalle de temps, dans laquelle des événements importants sur la plan politique, économique et culturel qui ne sont pas encore intégrés dans les schémas historiques et qui ne sont pas encore mis à disposition par les archives générales. De cette manière, il s'agira surtout de combler les lacunes en connaissances qui ont émergé de la censure et de la terreur intellectuelle du national-socialisme.
> Comme « archive pour la critique du temps présent », l'*Europa Archiv* veut confronter objectivement les points de vue opposés sur les questions contemporaines prépondérantes, pour contribuer à la clarification et à la compréhension de ces questions sur une base large. »[1115]

Ce travail d'information objectif, pluriel, en contraste avec le régime nazi, veut s'appuyer sur le recueil et la reproduction de statistiques, d'informations officielles, en premier lieu sur la reconstruction de l'Europe, la coopération internationale politique, scientifique et sur la situation des pays européens et au-delà, sur le plan économique, culturel, intellectuel. De « la récolte de la dévastation » de la guerre, il faut voir ce qui serait utilisable pour un nouvel « ensemencement ». La revue se veut « une aide à la récolte » (*Erntehilfe*). Avec cette ligne annoncée, le renouveau est clairement revendiqué, sans renier le terreau potentiellement poison du passé, pour filer la métaphore agricole.

[1114] « LEITFADEN FÜR DEN LESER », *Europa Archiv*, 1946, Oktober-November, pp. 1-2.

[1115] « Als „Archiv für Zeitgeschichte" will das Europa-Archiv damit die Zeitspanne überbrücken helfen, in welcher die wichtigsten Ereignisse auf politischem, wirtschaftlichem und kulturellem Gebiet in den historischen Darstellungen noch nicht berücksichtigt und in den allgemeinen Archiven zugänglich gemacht werden. Dabei sollen vor allem die Wissenslücken geschlossen werden, die durch die Zensur und den geistigen Terror des Nationalsozialismus entstanden sind.
Als „Archiv für Zeitkritik" will das Europa-Archiv die gegensätzlichen Standpunkte in Gegenwartsfragen von größerer Bedeutung sachlich einander gegenüberstellen, um zur Klärung und zum Verständnis dieser Fragen auf einer möglichst breiten Basis beizutragen. », tiré de « LEITFADEN FÜR DEN LESER », *Europa Archiv* (Oktober-November), 1946, p. 1.

Dans la logique de l'information factuelle, on trouve dans l'EA, surtout dans les premiers numéros, des tableaux statistiques et des publications de traités internationaux concernant l'Allemagne. La question de l'intégration ouest-européenne y tient une bonne place, mais aussi les réflexions sur le passé récent et la guerre qui s'est terminée. Sur cet aspect de la rééducation politique, les articles de l'EA sont souvent marqués par une présentation assez euphémistique, que l'on retrouve dans d'autres journaux de la période.

Rudolf Holzhausen présente un bilan des documentations publiées à partir des archives du ministère allemand des Affaires étrangères, prises par les Alliés en 1945[1116]. Il décrit comment les administrations allemandes, en particulier celle des affaires étrangères, ont déplacé leurs fonds documentaires durant la guerre et comment les Alliés les ont trouvés et traités. Selon ses dires, les travaux des historiens alliés ont débuté très rapidement pour l'inventaire et le traitement des fonds ainsi réquisitionnés ; notamment pour le procès de Nuremberg, même si pour celui-ci, ce n'était qu'une fraction des fonds à disposition des Alliés. Il rapporte ensuite les conséquences de la Guerre froide sur le traitement de ces fonds ; d'une part, le fait que chacun des Alliés a emporté les fonds qu'ils ont saisis dans leurs pays respectifs, et d'autre part, la rupture assez rapide de la collaboration des historiens des Alliés occidentaux avec les historiens soviétiques. Cette rupture intervient selon R. Holzhausen, du fait des ambitions contraires des Alliés occidentaux, notamment anglo-saxons, et des Soviétiques d'autre part ; les premiers veulent pratiquer une politique de transparence et fournir des sources pour alimenter le discours sur le passé récent et peut-être l'orienter ou du moins l'éloigner d'un certain négationnisme. En citant un historien britannique, R. Holzhausen indique que c'était d'ailleurs la stratégie de communication qu'avaient suivi les Allemands au sortir de la 1e Guerre mondiale, en publiant généreusement des documentations sur la politique étrangère, reposant sur leurs propres archives, fournissant ainsi en sources primaires, un grand nombre de recherches historiques, une forme efficace de propagande, aux yeux de l'historien britannique.

Dans un autre article, intitulé « sur le problème d'une révision de l'image de l'histoire allemande », écrit par Walther Hofer[1117], qui prépare à ce moment sa thèse sur Friedrich Meinecke, développe une analyse du besoin de révision de l'historiographie allemande, du fait de l'évolution du système de valeur de la société allemande. Cependant, il ne faudrait pas chercher *a posteriori* des penseurs, des acteurs politiques dans le passé allemand qui apporteraient une explication causale simple à

[1116] HOLZHAUSEN Rudolf, « Die Quellen zur Erforschung des Geschichte des "Dritten Reiches" von 1938 bis 1945 », *Europa Archiv*, 05.11.1949, pp. 2585-2590.
[1117] HOFER, Walther, « Über das Problem einer Revision des deutschen Geschichtsbildes », in DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR AUSWÄRTIGE POLITIK (dir.), *Europa Archiv: Zeitschrift für Internationale Politik*, Bonn, Verlag für Internationale Politik, 20.01.1949, pp. 1801-1809.

l'avènement de la 2e Guerre mondiale[1118]. W. Hofer revient sur l'instrumentalisation de l'historiographie par la politique, par l'héroïsation de la guerre et l'exaltation du nationalisme, la survalorisation de la guerre et du pouvoir, mais relativise leur caractère spécifique à l'Allemagne[1119]. Ainsi, il appelle, avec d'autres historiens à réécrire une histoire de l'Europe occidentale, depuis le Moyen-Âge, qui soit libérée des stéréotypes et des préjugés nationaux. Cet article est commenté à cet endroit par le rédacteur de l'EA, qui indique la nécessité au moins égale, si ce n'est plus urgente, de changer l'image de l'Europe orientale en Europe occidentale, en particulier de la Russie[1120].

(3) Le traitement de l'Est dans l'Europa Archiv : le poids des experts établis

Au cours des premières années d'activité de la revue, les informations publiées sur l'URSS portent d'une part sur les événements de l'actualité politique ou culturelle, avec par exemple un article sur les élections de février 1946, ou des reproductions de discours de dirigeants soviétiques, qui semblent être tirées de la presse soviétique, sans que les auteurs n'indiquent toujours leurs sources[1121]. Pour couvrir l'actualité sur un plan plus intellectuel, les rédacteurs de la revue ont recours aux experts de la période précédente sur l'URSS et l'Est européen. Parmi eux, on retrouve Klaus Mehnert[1122], ainsi qu'un texte posthume d'Otto Hoetzsch[1123] de l'Association allemande d'étude sur l'Europe de l'Est (DGO) déjà avant sa refondation. D'autres contributeurs sont puisés parmi les Allemands de la Baltique, tels Georg von Rauch (1904-1991) et Boris Meissner (1915-2003). Leurs parcours se sont croisés à plusieurs reprises. Leur origine baltique et leur passage dans les institutions de l'expertise de l'Est nazies ont forgé leur position d'expert après 1945, avec des pratiques toutefois divergentes : le premier s'est surtout engagé dans une activité universitaire, tandis que le second entremêla plus intensément des activités de conseil à son activité universitaire. Les deux hommes sont issus des communautés allemandes de la Baltique de Dorpat (Tartu), ont poursuivi des études en Allemagne, dans les

[1118] Il cite en exemple d'une « chaine causale fatale » p. 1804 : le lien entre le romantisme, Ratzel, la géopolitique et les guerres hitlériennes.
[1119] W. Hofer discute de la différence entre l'idée de nation et de « Volk », et conclue que le militarisme, l'impérialisme qui ont abouti aux « orgies » de la guerre, était une « exacerbation malade de tendances pan-européennes dans la pensée et la pratique allemande », p. 1807.
[1120] *Ibid.* p. 1806.
[1121] « Die Wahlen in Sowjetrußland am 10. Februar 1946 », *Europa Archiv* (Juli), 1946, pp. 14-18.
[1122] MEHNERT Klaus, « Rußlandliteratur in den Vereinigten Staaten », *Europa Archiv* (Oktober), 1948, pp. 1629-1634 ; *Ibid.*
[1123] HOETZSCH Otto, « Porträts russischer Historiker », *Europa Archiv* 3 (November), 1948, pp. 1681-1690.

territoires occupés de Pologne et ont commencé leur carrière dans le III^e^ Reich. Ils s'inscrivent dans une tradition intellectuelle déjà marquée par T. Schiemann, d'une russophobie érudite[1124], mais le premier sur le plan historiographique et l'autre sur le plan politique et juridique. Leurs contributions à l'*Europa Archiv* reflètent leurs domaines respectifs de connaissance et leurs centres d'intérêt. Mais au-delà de ces différences sectorielles, il nous semble qu'il y a aussi une différence d'approche de la connaissance de l'Est, ici de l'URSS.

Dans sa contribution sur l'historiographie soviétique[1125], il inscrit son analyse dans la filiation des travaux de Fritz Epstein et Richard Salomon, que nous avons mentionné dans la première partie, qui avaient été évincés de leurs activité universitaire sous le III^e^ Reich. Il s'appuie sur leurs observations de la soviétisation de l'historiographie en Russie, pour présenter une analyse détaillée des évolutions et renversements du discours historique dans la politique en URSS des années 1930 à la « lutte contre le cosmopolitisme » de la fin des années 1940. Il s'intéresse notamment à la place des autres nations dans l'historiographie soviétique, notamment ukrainienne et à l'instrumentalisation de la germanophobie au gré des besoins politiques. Pour ce panorama, il cite précisément les grandes figures de l'historiographie soviétique, les écoles de pensées, l'adaptation des historiens soviétiques aux exigences idéologiques et méthodologiques. Ce faisant, il rapporte le ressentiment des autres nations face à la domination progressive du discours nationaliste grand-russe, surtout durant la guerre ou la minimisation jusqu'à la négation de la place allemande dans l'histoire soviétique. Dans ces articles, il décrit le cours de la guerre, du point de vue soviétique, parlant de la victoire perçue dès 1943, ou de victoire sur le fascisme allemand, sans mentionner le point de vue contemporain allemand, probablement dans la continuité de son travail durant la guerre, de traduction de sources soviétiques. Sur la dernière phase de l'historiographie soviétique, G. v. Rauch mentionne les professeurs victimes du retournement idéologique et de l'isolationnisme soviétique, et reproduit le vocabulaire des attaques menées à leur encontre : « l'objectivisme » et le « cosmopolitisme apatride », sans apporter de contextualisation ou d'analyse de la dimension antisémite de ces attaques. Il souligne plutôt qu'on reproche à ces historiens d'avoir été trop réceptifs à l'influence occidentale et d'avoir minimisé la place du peuple russe, dans la prise de pouvoir par les bolcheviques et plus largement dans l'histoire de la Russie. Sa conclusion définit la place de l'historien soviétique comme un simple propagandiste, qui

[1124] GARLEFF Michael, « Von der Russophobie zum Antislavismus im deutschbaltischen Russlandbild », *in Deutschlands östliche Nachbarschaften: eine Sammlung von historischen Essays für Hans Henning Hahn*, Peter Lang, 2009.

[1125] RAUCH Georg von, « Grundlinien der sowjetischen Geschichtsforschung im Zeichen des Stalinimus », *Europa Archiv* 5 (19), 10.05.1950, pp. 3383-3388 ; RAUCH Georg von, « Grundlinien der sowjetischen Geschichtsforschung im Zeichen des Stalinimus. Fortsetzung », *Europa Archiv* 5 (20), 20.10.1950, pp. 3423-3432 ; RAUCH Georg von, « Grundlinien der sowjetischen Geschichtsforschung im Zeichen des Stalinimus. Schluß », *Europa Archiv* 5 (21), 11.05.1950, pp. 3489-3494.

doit rester très au fait des évolutions politiques en URSS, pour assurer sa survie, et doit être conscient que même sa fidélité à la ligne du parti, ne le met pas à l'abri de répressions ultérieures. C'est un texte très informatif qu'il produit, et très proche des sources primaires qu'il mobilise, caractéristique de ce qu'on trouve plus généralement dans les textes sur l'URSS de ce moment, encore plus nettement dans les analyses institutionnelles et politiques, telles celles de Boris Meissner, comme nous le verrons plus bas ici.

La revue *Europa Archiv* paraît en continu, et après avoir fait face aux restrictions de papier, doit faire face à une concurrence croissante. Ainsi, du fait de ces difficultés, la revue est restructurée, et renonce à la couverture de l'actualité culturelle, qui est remplacée par une rubrique de veille de l'actualité scientifique sur les questions de relations internationales. Dès mars 1951, une rubrique dédiée aux questions du bloc Est, est lancée (« *Ost-Archiv* »)[1126]. Cela permet de mettre en valeur les articles paraissant sur cet espace, sans trop changer ni la fréquence, ni le contenu. La thématique de l'Europe de l'Est semble tenir à cœur à Cornides, qui parle par ailleurs du besoin d'éviter une intégration européenne occidentalo-centrée, car elle implique souvent un mépris pour l'Europe de l'Est. C'est que W. Cornides garde une conception large de l'Europe ; dans ses différentes entreprises d'institutionnaliser la recherche sur les questions internationales, initiée dans le cadre de l'EA, il semble qu'il cherchait à dépasser le rideau de fer en construction.

(4) Les efforts de pérennisation de l'expertise par l'institutionnalisation : la longue genèse de la DGAP

En parallèle, pour assurer la survie de la revue, W. Cornides s'efforce de construire une assise institutionnelle pour l'EA. Il essaie notamment de se constituer en centre de documentation sur la question de l'intégration européenne, avec l'aide de T. Steltzer, et d'autres contacts du milieu bancaire allemand. Le 21 décembre 1950, il fonde un centre dédié, nommé *Europa-Archiv Studienhilfe für internationale Zusammenarbeit e.V.,* pour laquelle il a recours aux contributeurs de l'EA pour établir le plan de recherche[1127]. Mais, cette structure n'est pas viable, elle n'a pas survécu à la concurrence entre Eugen Kogon et Wilhelm Cornides pour constituer le centre documentaire du mouvement

[1126] À cette occasion, les rédacteurs préparent une liste des articles parus entre 1946 et 1951 sur l'Est européen : « Das Ost-Archiv unserer Zeitschrift. Eine Auswahl bisher erschienener Beiträge », *Europa Archiv* (März), 1951, pp. 3791-3792.
[1127] EISERMANN, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, *op. cit.*, 1999. p. 32.

européen[1128]. Les organisations de Steltzer et de Cornides sont toutes deux en difficultés et vont fusionner, pour créer le 9 juillet 1952, la *Deutsche Gesellschaft für Europäische Politik und Wirtschaft e.V*.[1129]. Pour financer cette nouvelle structure, Cornides et Steltzer s'appuient sur les contacts qu'ils ont eus avec l'administration américaine et les fondations, notamment la fondation Rockfeller. Ils effectuent un voyage aux États-Unis d'octobre 1952 à décembre 1952, au cours duquel ils parviennent à se positionner comme l'interlocuteur en Allemagne pour ces fondations, qui se lancent dans l'étude des relations internationales. Ainsi, lorsqu'une grande enquête sur l'opinion publique sur la construction européenne est lancée par la fondation Rockfeller, c'est vers leur organisation qu'on se tourne. Pour cette étude intitulée « *German Attitudes To Western Integration* », ils obtiennent un financement de novembre 1953 à octobre 1954[1130]. Ils cherchent aussi à obtenir un soutien du nouvel État ouest-allemand mais malgré une promesse de financement du gouvernement, le versement tarde et il semble que l'administration fasse preuve d'une grande méfiance envers les projets de recherche de Cornides. Surtout que l'enthousiasmes des premiers pas de l'intégration ouest-européenne retombe[1131]. Cornides cherche des moyens de s'émanciper matériellement d'un contrôle étatique sur son travail, tout en s'assurant un écho auprès des instances dirigeantes. Il revient alors au modèle de la Chatham House, et surtout sur le plan du financement ; par le secteur privé. Les industriels ouest-allemands, sortant d'une période de restructuration, décartellisation et d'intégration européenne s'intéressent aux questions internationales, européennes, et cherchent à créer un institut de recherche sur le sujet. Il finit par trouver dans le *Bund der Deutschen Industrie* (l'association de l'industrie allemande, BDI) un allié de poids, qui lui permet de créer un institut de recherche sur les questions internationales, qui soit un lieu contribuant à la rééducation de la classe politique (ouest) allemande en matière de relations extérieures. La DGAP est finalement fondée le 5 mars 1955. Ainsi, Cornides lutte pendant près de 10 ans pour créer un institut de recherche sur les questions internationales, qui ne soit pas une administration publique mais qui soit proche du monde politique. Cependant, cette ambition d'instaurer un dialogue aussi large que possible et reposant sur une base analytique solide, implique d'autres complications. L'Institut de recherche de la DGAP (*Forschungsinstitut* – FI) est gouverné par un conseil scientifique (*Forschungsausschuss* – FA), qui détermine les projets de recherche à mener au sein de la DGAP. Pour avoir une certaine attractivité et du prestige, les membres sont sélectionnés parmi les personnalités les plus connues des milieux

[1128] *Ibid.* p. 33.
[1129] *Ibid.*, p. 39.
[1130] EISERMANN, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, *op. cit.*, 1999. p. 45. ainsi que BArch, DGAP. Institut für europäische Politik und Wirtschaft, « Forschungsprogramm 1954/55 », 1954, p. 2.
[1131] On peut consulter à ce sujet, la documentation numérique disponible sous : *1950-1954 : La formation de l'Europe communautaire)*, http://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/8f43262b-ebe0-422f-afee-9b28a5ee451d, consulté le 8.07.2016.

universitaires, journalistiques notamment. Malgré le contact continu, personnel et financier avec le monde de l'entreprise, il semble que celui-ci n'ait eu qu'une participation marginale au fonctionnement de la structure qu'il finançait en grande partie. La structure existant, l'activité commence doucement, avec de longues discussions au sein du conseil scientifique de l'institut de recherche de la DGAP (*Forschungsinstitut* – FI) sur les modalités de la recherche, les formats de publication mais surtout sur les thèmes et l'approche. Dans le programme de recherche de l'Institut pour la politique et l'économie européenne (IEPW), à la veille de la constitution de la DGAP, la question centrale reste celle de l'Allemagne. W. Cornides et ses partenaires font l'effort de passer par un détour par les questions de sécurité régionale, mais le but ultime est de trouver une solution à la question allemande, bien embourbée en 1954. Le programme ambitieux de cette année-là[1132] couvre les questions de sécurité au niveau global, avec le règlement de la question autrichienne et le statut quo coréen, les problèmes d'intégration ouest-européennes, la situation en Yougoslavie, mais aussi les questions d'éducation politique[1133]. On retrouve là une des préoccupations de W. Cornides. Le programme propose d'examiner l'effet des rencontres entre les jeunes et les adultes, sur l'émergence d'une conscience européenne en Allemagne.

En ce qui concerne la composition du conseil scientifique, celui de l'IEPW comptait des membres éminents de l'expertise sur les questions internationales d'avant-guerre, de l'époque de la République de Weimar, notamment Adolf Grabowsky (1880-1969), fondateur de la *Zeitschrift für Politik*, qui avait émigré en Suisse en 1934 ou encore Arnold Bergstraesser (1896-1964), économiste, qui avait également émigré en 1937. Les deux étaient membres de la *Deutsche Hochschule für Politik*, comme nous l'avons vu dans la première partie de cette étude. Le conseil scientifique de la DGAP était un peu moins marqué par cet héritage d'avant 1933, à l'exception notable d'A. Bergstraesser, qui en est le président de sa fondation à 1959. Sur le plan de l'expertise de l'Est, à l'IEPW, on compte uniquement Curt Gasteyger, alors que dans le conseil scientifique de la DGAP, l'*Ostforschung* est significativement mieux représentée avec Werner Markert et Hans Rothfels, deux figures imposantes de cette branche et tenants d'une politique de présence allemande à l'Est, avec toutefois un parcours divergent. Le premier avait trouvé sa place dans le régime nazi, alors que le second avait été contraint de quitter son poste de professeur à Königsberg, par suite des discriminations antisémites du « III^{e} Reich ». Lors de la deuxième réunion du conseil scientifique, les participants discutent du panorama institutionnel à ne pas empiéter, les sources potentielles de financement et les thèmes de recherches auxquels la DGAP devrait s'attaquer[1134]. Le conseil scientifique cherche à orienter la recherche sur des sujets qui

[1132] BArch. DGAP. Institut für europäische Politik und Wirtschaft, « Forschungsprogramm 1954/55 », *op. cit*.
[1133] « Untersuchungen über die Aufgaben der politischen Bildung und Erziehung bei der Überwindung internationaler Spannungen » : *Ibid.*, p. 6.
[1134] BArch. DGAP. Forschungsprogramm der DGAP 1955-1958. F. Winkler, « Niederschrift der Ergebnisse der 2.

ne sont pas traités par les ministères de la RFA, cherchant par exemple à analyser les éléments sociaux et psychologiques d'une potentielle réunification plutôt que les éléments économiques[1135].

Werner Markert s'avère très actif dans la discussion sur le programme de recherche et préconise le recrutement de « véritables experts (*wirklichen Sachkennern*) ». Parmi ces experts proposés, on retrouve Gotthold Rhode, désormais employé à l'Institut Herder à Marburg, une place centrale de l'*Ostforschung* d'après-guerre. Un approfondissement thématique du programme de recherche sur les questions économiques[1136] émane de Günter Henle (1899-1979), le président de la DGAP, ancien diplomate et député de la CDU, alors revenu à ses activités industrielles dans la métallurgie (Klöckner & Co SE) et mélomane, avec la création d'une maison d'édition de musique classique à son nom[1137]. Ce plan exclut l'approche historique et préconise de ne prendre que ponctuellement en compte, les territoires « au-delà de la ligne Oder-Neisse ». Cette délimitation fait consensus dans le conseil scientifique.

Un autre jeune expert de l'Est, Boris Meissner tente de marquer sa place dans cette nouvelle institution, notamment dans une lettre du 2 août 1955, dans laquelle il discute la régulation des rapports entre le dirigeant de la DGAP et le conseil scientifique. Il lui semble que le modèle des relations entre universités et ministères ne soit pas le plus adapté, car ces derniers n'ont aucune possibilité d'influence sur le programme de recherche universitaire. Il plaide pour une participation du président de la DGAP à la définition des axes de recherche. L'autorité « scientifique et morale » du conseil scientifique est assurée par sa constitution. La double appartenance de certains membres au conseil scientifique et au conseil d'administration est positive à ses yeux. Les membres purement académiques du conseil scientifique ne devraient pourtant pas avoir l'impression d'être soumis à des intérêts particuliers, du fait de la dépendance financière du FI par rapport à la DGAP. Cela pourrait également discréditer le travail scientifique du FI et « mettre en danger l'effet pédagogiques attendus » (*erzieherische Leistung*). Il propose alors au lieu d'une « autonomie » du conseil scientifique du FI, de mentionner plutôt une « nécessaire indépendance » des missions scientifiques. Cette discussion sur les statuts nous sert ici à illustrer d'une part l'engagement de Boris Meissner dans la fondation de la DGAP et la conception qu'il porte de l'expertise, ayant lui-même un profil à la croisée de ces milieux.

Sitzung des Forschungsausschusses am 16.09.1955 in Francfort/Main », 25 p.

[1135] BArch. DGAP. Forschungsprogramm der DGAP 1955-1958. s.a., « Arbeitsunterlage zu Punkt 11 der Tagesordnung für die 2. Präsidialsitzung am 26.09.1955 : Vorschläge für das Forschungsprogramm 1955/56 ».

[1136] BArch. DGAP. Forschungsprogramm der DGAP 1955-1958. Günter Henle, « Plan einer Untersuchung über die wirtschaftlichen und sozialen Probleme auf dem Wege zur Wiedervereinigung Deutschlands und ihre politischen Konzequenzen. » 2.12.1955.

[1137] http://www.henle.de/de/der-verlag/guenter-henle/index.html, consulté le 8.07.2016.

La problématique centrale de la réunification est vite subordonnée aux questions de sécurité et d'intégration au bloc occidental. Les membres de la DGAP sont d'ailleurs très présents dans les conférences internationales sur ces questions, en France[1138], aux États-Unis principalement. L'activité de recherche aboutit principalement dans les premières années à la publication d'un annuaire des questions internationales : *Die internationale Politik 1956-57. Jahrbücher des Forschungsinstituts der deutschen Gesellschaft für auswärtige Politik*. Ces débuts peinent à se concrétiser dans un projet de recherche innovant, et les connaissances sur l'Est produites par la DGAP se retrouvent dans les premières années de son activité, plutôt dans la revue *Europa Archiv*, comme nous le verrons plus bas. D'emblée, l'organisation de l'expertise est marquée par une forte continuité, sans frictions, avec la recherche d'avant 1945 sur l'Est. Par ailleurs, l'organisation de l'activité de la DGAP semble être fortement alourdie par un formalisme très marqué, hérité probablement de la culture de travail des membres tant du conseil scientifique que du conseil d'administration, tous de hauts-fonctionnaires, professeurs d'universités, ou éminents journalistes et hommes politiques. C'est ce dilemme entre modernisation de la pensée politique et attraction des membres établis de l'élite politique et intellectuelle auquel fait face la DGAP tout au long de son existence.

[1138] VERNANT Jacques, « L'activité du Centre », *Politique étrangère* 20 (1), 1955, pp. 103-109.

2. Le DIZ : la distanciation du passé NS comme mission existentielle ?

L'Institut d'histoire contemporaine allemand (*Deutsches Institut für Zeitgeschichte* – DIZ) fut fondé en 1949 à Berlin Est. Le DIZ ne s'est pas d'emblée consacré à l'étude des relations internationales, il était plutôt dédié à la question allemande et les relations germano-soviétiques. L'intérêt pour la Pologne ne semble s'être développé que par la force des choses, par la confrontation avec la 2e Guerre mondiale et non sans quelques réticences. En cela, le DIZ semble avoir été une institution très typique de la RDA, concentrée sur un travail d'attaque de la RFA et sur la culture de signes d'attachement (superficiel) à l'URSS. La RDA, des trois pays étudiés, était celui qui disposait de l'appareil intellectuel le moins fourni pour sa politique étrangère : d'une part du fait du manque cruel de personnel, encore plus marqué qu'en RFA ou en Pologne populaire, comme nous allons le voir. D'autre part, parce que sa politique extérieure était particulièrement scrutée, tant par ses partenaires en Europe de l'Est, que par les Alliés et bien entendu, la RFA. La RDA était, surtout dans ses premières années, dans une position délicate, sur le plan politique mais aussi sur le plan idéologique : c'était le pays allemand, donc des agresseurs, qui devait porter la lutte antifasciste au nom de tous les Allemands, c'était le « premier État antifasciste sur le sol allemand ». Ce rôle de « chien de garde » et de porteur du renouveau du peuple allemand était la condition idéologique de son existence. On retrouve un certain malaise dans la politique extérieure est-allemande, du fait de cette étrange combinaison de statut de vitrine et de relations empreintes de méfiance, voire de mépris envers les voisins, notamment polonais, qui est particulièrement flagrante, lorsque la thématique de la frontière Oder-Neisse est traitée, comme nous le verrons. Cette revendication de rupture avec le passé nazi, qui devait donc fonder la légitimité de la RDA, devait se traduire également en termes de recrutement dans la diplomatie[1139] mais les diplomates, pas plus que les intellectuels/experts est-allemands n'étaient exempts de zones d'ombres[1140] et la transition, y compris des rangs de *l'Ostforschung* vers l'expertise est-allemande s'est produite sans trop de difficultés[1141].

Les processus de décision en RDA suivaient le schéma classique des pays du bloc de l'Est ; une double structure étatique et du parti, avec la particularité que le parti unifié est-allemand semble avoir

[1139] MUTH Ingrid, *Die DDR-Aussenpolitik 1949-1972: Inhalte, Strukturen, Mechanismen*, Ch. Links Verlag, 2000, pp. 17-18.
[1140] WENTKER Hermann, *Außenpolitik in engen Grenzen: die DDR im internationalen System 1949-1989*, Munich, Oldenbourg, 2007 (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte. - Berlin : De Gruyter Oldenbourg, 1957 (Veröffentlichungen zur SBZ-/DDR-Forschung im Institut für Zeitgeschichte).
[1141] Comme le montre le cas d'Eduard Winter (1896-1982), qui a un parcours assez intéressant par rapport à l'idéologie nationaliste, pan-germaniste, à la réconciliation entre les Allemands (les Autrichiens) et leurs voisins slaves, dans le contexte communiste, dont il traite dans ses mémoires: Eduard Winter, *Erinnerungen: (1945 - 1976)*, Francfort/Main Berlin Bern New York Paris Wien, Lang, 1994.

été dans un dialogue plus intense avec son homologue soviétique que par exemple le parti polonais. Un autre avantage formel de la RDA dans sa politique étrangère était qu'elle n'a pas hérité d'une structure prédéfinie de l'administration d'occupation soviétique, comme ce fut le cas pour d'autres (l'éducation par exemple)[1142]. Un problème formel spécifique à l'expertise du temps de la guerre froide, c'est la proximité entre les milieux de « recherche », de propagande et d'espionnage. Ainsi, en RDA, dans un premier temps, la structure embryonnaire de renseignement était rattachée au secrétaire d'État aux affaires étrangères, Anton Ackermann. Si cet état formel des choses n'a duré que peu de temps[1143], la connexion est probablement restée étroite, et du moins, était certainement perçue à l'extérieur comme telle. Nous ne nous intéressons pas particulièrement au processus décisionnel au sein de la RDA, mais il nous semble important de rappeler cette configuration, qui déteint sur les relations scientifiques ; si le conformisme au discours soviétique était un élément important pour la sécurité et à la fois la légitimation des milieux académiques est-allemand et polonais. Ainsi il semble que la fluidité de la communication était plus importante entre les milieux soviétiques et est-allemands qu'entre les milieux polonais et soviétiques. À priori, par son orientation idéologique, sa mission dans le bloc Est et le profil de recrutement de ses experts, la RDA pouvait être un centre d'impulsion décisif de ce renouvellement dans les pratiques d'expertises après 1945. D'ailleurs, les publicistes est-allemands ont mené des attaques systématiques contre les hommes politiques ouest-allemands sur leur passé NS, qui a aussi visé les experts de l'Est ouest-allemand[1144]. Ces attaques, même si elles étaient largement rejetées comme propagande par les personnes concernées, forçaient tout de même à la prise de position dans bien des cas. En termes de travail sur le passé, lors d'une session de la direction de l'Institut, une des collaboratrices est accusée d'avoir commis des crimes en Pologne en 1942-43, et est jugée par une commission dont Goguel est membre[1145]. Le même jour, Steiniger est chargé de préparer une étude biographique de personnalités juives du monde artistique, scientifique, sur la base des archives de la presse de la communauté juive. Il reste bien plus de traces de ces incidents, des réunions où il s'agissait de vérifier la fiabilité idéologique des travailleurs que du travail en lui-même. On peut supposer que les conditions de travail étaient particulièrement dégradées et que le climat de suspicion était généralisé.

On peut s'interroger sur les motivations des collaborateurs de cet institut à y travailler. D'ailleurs, c'est un des éléments qui a laissé beaucoup de traces dans les protocoles administratifs, que ça soit au niveau des sections ou au niveau de la direction de l'institut, dans les années 1950. Les protocoles sont en grande partie consacrés aux défections à l'ouest, aux mesures de « rééducation » et aux

[1142] WENTKER, *Außenpolitik in engen Grenzen*, *op. cit.*, 2007, p. 37.
[1143] *Ibid.*, p. 38.
[1144] Notamment Boris Meissner.
[1145] Barch : DIZ, n° 27. 28. Sitzung am 5.5.1954.

discussions collectives sur la méthode de travail de collaborateurs. Au DIZ, la « méthodologie marxiste » était appliquée au travail sur l'histoire. Mais il ne suffisait pas de garnir son travail de citations marxistes, il fallait avoir un usage « critique » de cette méthodologie. On peut s'imaginer la pesanteur d'un travail dans une telle atmosphère de manque de choix dans les thèmes, d'un accès limité aux sources nécessaires et la nécessité de faire un effort intellectuel pour s'approprier la méthodologie, ou l'impossibilité de survivre passivement.

Les premières années d'activité du DIZ sont fortement marquées par les tensions politiques. La plupart des éléments consignés dans les protocoles des réunions à différents niveaux portent sur la défection de collaborateurs vers l'Ouest, la lutte contre l'espionnage, le besoin d'augmenter la discipline de travail, notamment autour du 17 juin 1953, où toutefois dans l'ensemble, les employés se sont bien comportés[1146]. Les réunions des semaines précédentes avaient cependant été marquées par des incidents disciplinaires, comme une lettre d'insulte, un incident d'incivilité en état d'ébriété d'un des collaborateurs du DIZ au cours duquel, il s'en est pris à l'incompétence de la direction du DIZ, qui reprend le travail des autres, ne sait pas vraiment parler allemand ou est toujours absente[1147]. D'ailleurs, le DIZ fut partiellement restructuré en juillet 1953[1148], sans plus de précisions sur le nombre de personnes concernées ni le but de cette restructuration ou la réforme de la méthodologie annoncée. En août 1953, la direction veut se faire l'écho de la note soviétique du 15 août et à l'invitation d'une délégation gouvernementale est-allemande à Moscou et pour ça, actualiser les argumentations sur la question allemande. Il est décidé d'accélérer la préparation d'une documentation sur la « frontière de la paix » Oder-Neisse ainsi qu'une documentation sur *Gen Ostland wollen wir reiten*, une chanson médiévale, attribuée à des migrants hollandais, fréquemment mobilisée dans la propagande nazie, pour donner des racines anciennes à ce mouvement vers l'Est germanique.

Le manuscrit de la documentation sur la frontière Oder-Neisse est soumis à la direction lors de la réunion du 19 mai 1954[1149]. Du fait que cette révision était d'emblée donnée, elle ne résultait pas d'une remise en cause individuelle, mais de l'application d'une feuille de route méthodologique et idéologique. Singulièrement, c'est l'application de cette méthode qui semble avoir rendue possible pour certains de ces experts, la confrontation avec le voisinage oriental, et la prise de conscience d'une part de la violence subie dans la région lors de la 2e Guerre mondiale et donc du fondement du travail

[1146] BArch, DIZ : 27. « Beschlußprotokoll der Sitzung des KL Sekretariats mit den Arbeitsleitern am 18. Juni 1953 ».
[1147] BArch, DIZ : 27. « Beschlußprotokoll der Sitzung des KL Sekretariats mit den Arbeitsleitern am 12. Mai 1953. »
[1148] BArch , DIZ : 27. Protocoles du 10 juillet 1953 et du 14 juillet 1953.
[1149] BArch. DIZ : 27. « 30. Sitzung der IL am 19. Mai 1954. »

qu'ils ont effectué auparavant. En novembre 1954, la RDA fête le mois de l'amitié germano-soviétique, dans lequel le DIZ prend part. Mais on sent une sorte de malaise dans ce type de célébration à travers les consignes données par la direction[1150].

Les animations prévues n'appellent pourtant pas une grande exaltation : il s'est agi de déposer une couronne de fleur à Treptow, au monument soviétique, de conférences organisées par le syndicat et par le FDJ, dont un séminaire sur la sécurisation de la paix en Europe par l'Union soviétique. Sur la méthode de travail au DIZ, là encore des compte-rendu émane une grande prudence, lorsqu'il est décidé de préparer une documentation sur les coopérations allemandes avec les Polonais, les Tchèques et les Soviétiques, les sources doivent être plutôt cherchées au sein de l'Institut qu'à l'extérieur[1151]. En 1955, les visites de délégations polonaises, d'historiens, de journalistes se multiplient au DIZ, dont la direction ne semble pas montrer un grand intérêt à développer les contacts avec ces visiteurs. Dans les compte-rendu, ils insistent sur l'intérêt des visiteurs pour la méthodologie développée par le DIZ, et sur l'unicité de ce type d'institution. Cette image change quelque peu avec la visite de Goguel en Pologne, il est impressionné par la culture et l'expérience internationale de ses collègues polonais.

[1150] BArch. DIZ : 27. « 52. Sitzung der Institutsleitung am 2.11.1954. »
[1151] BArch. DIZ : 27. « Beschluß Nr 43/A, 19. Sitzung der Institutsleitung am 1.06.1955. »

3. Le PISM : tentatives de redéfinition du discours sur les relations au nouveau voisinage à l'Est et à l'Ouest

Dans les premières années de son activité, le PISM a dû faire face à certaines difficultés matérielles et ses membres hésitent entre plusieurs orientations possibles de son activité ; entre conseil et formation. Le PISM est donc né d'une initiative étatique, inspirée d'un autre modèle d'institution, para-officielle et financièrement indépendante de l'État : la Chatham House. Comme on peut s'y attendre, le fonctionnement ne fut pas aussi libéral que celui de l'original, cependant, on voit bien que la Pologne et l'État polonais prend part à cette influence grandissante de « l'expertise » sur la chose publique. Surtout dans la situation de la Guerre froide, où les sources pour légitimer les positions des uns et des autres ne peuvent être en surabondance, a priori. Le PISM semble toutefois avoir navigué entre un contrôle étatique intense de son activité, avec un conformisme idéologique fort et à la fois, une diversité organique, ouvrant de facto à d'autres horizons intellectuels, ne serait-ce qu'en termes d'accès à la connaissance, par la transmission intergénérationnelle[1152].

Ainsi, par exemple, une des obsessions de la direction de l'institut, est de veiller à la productivité des employés ; avec la lutte contre l'absentéisme et l'instauration d'un contrôle hiérarchique des activités des collaborateurs, notamment dans leur prise de contact avec l'extérieur : les lettres destinées à l'étranger doivent être envoyées par l'intermédiaire des services du MSZ responsables, et toute correspondance vers l'extérieur de l'institut, ne peut se faire sans la signature de la direction du PISM).

[1152] MINK G., M. LAZAR, et M.J. SIELSKI (dir.), *1956, une date europenne*, Lausanne, Les Éditions Noir Sur Blanc, 2010.

(1) Hésitations sur la mission du nouvel institut : quelle recherche possible sur les relations extérieures dans une jeune « démocratie populaire » ?

La planification du travail de recherche était déterminée par le Conseil scientifique et revu et corrigé par les différentes instances politiques et ministérielles dont le PISM dépendait : d'une part le département des affaires étrangères du Comité central du Parti Ouvrier Unifié Polonais, et le bureau de presse et d'information, d'autre part, par le Ministère des Affaires étrangères. À cela s'ajoute probablement une coopération avec le Ministère de l'intérieur, puisque le PISM servait en partie de couverture pour les agents des renseignements, mais il n'est pas clair dans quelle mesure celui-ci s'intéressait à la planification de la recherche.

À côté de l'activité de publication, le PISM accueilli pour quelques années une école de langues et d'affaires orientales, et a ainsi formé de jeunes gens aux langues et affaires publiques arabes, chinoises, hébraïques, perses et même japonaises. Ainsi, environ 70 étudiants de l'académie diplomatique (*Akademia Służby Zagranicznej*) sont venus entre 1948 et 1950 se former dans les locaux du PISM, qui portait donc la responsabilité de l'organisation de ces cours. Pour assurer ces cours, le PISM recruta des spécialistes du domaine, dont J. Reychman, qui enseigna sur la période, l'histoire du Proche-Orient. L'enseignement de l'hébreu fut annulé, car il s'est avéré qu'une partie significative des étudiants (4/7) connaissait déjà cette langue. Pour enseigner le chinois, le PISM a recruté une Polonaise rapatriée de Harbin. Les étudiants bénéficiaient aussi de cours sur les acteurs principaux des relations internationales : l'URSS, les États-Unis, l'ONU mais aussi la France, la Hollande etc. Les étudiants avaient été recrutés par campagnes d'affichage dans les rues de Varsovie. À l'exemple de cette école et de son recrutement, on peut constater à quel point tout manquait en termes de structures scientifiques dans la Pologne d'après 1945 et que cette pénurie était d'une part une opportunité pour certains, assez jeunes, d'une « ascension sociale » et pour d'autres, plus âgés, de poursuivre leur activité en mettant leurs connaissances au service de la formation d'une nouvelle génération. Dès la fin des années 1950, le PISM accueille des visiteurs étrangers, venus en visite en Pologne, dont des parlementaires ouest-allemands[1153].

[1153] AAN. PISM, 1009 : Dział współpracy międzynarodowej. Wizyty gości zagranicznych w PISM (1961-1962).

(2) Émergence de la priorité de la question allemande : concentration sur l'ennemi occidental

Le thème dominant était la question allemande ; le PISM avait recruté quelques « experts » en la matière : certains formés avant la guerre, d'autres plus jeunes et qui joueront un rôle dans le rapprochement entre la Pologne et les Allemagnes, en particulier Mieczysław Tomala (1921-2014). Au sein du PISM, des études sont menées également sur cette thématique, qui domine[1154]. Les travaux de ces premières années d'activités du PISM prennent plutôt la forme de publication de documentations. Parmi les premières documentations publiées : une sur la RDA en 1950, sous la direction de Marian Muszkat, Stanisław Szenic et Mieczysław Tomala[1155]. La chronologie de celle-ci commence en février 1942, avec une déclaration de Staline (*Generalissimus*) et se termine en octobre 1950. Marian Muszkat, dans la préface de celle-ci, précise d'emblée que si c'est l'impérialisme allemand qui a été à l'origine de deux guerres mondiales en l'espace d'une génération, l'origine de cette violence destructive n'est pas à chercher dans la nature de la nation allemande mais dans la lutte des classes, marque d'un discours obligé pour ouvrir la voie à la réconciliation[1156]. Ce texte mentionne naturellement le rôle constructif de l'URSS dans la restructuration de l'Allemagne mais aussi l'importance pour réconciliation avec la Pologne d'une frontière de la paix[1157] avec, comme base de légitimation, le dialogue entre Rosa Luxembourg et Engels sur la cause polonaise. Puis, en 1953, le 3e cahier de la collection « *zbiór dokumentów* », fut consacré à la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest, sous la direction de M. Tomala[1158]. Dans la préface, M. Tomala s'inscrit dans la rhétorique dominante de cette époque du stalinisme en Pologne, de la garantie par la victoire de l'URSS de la fin du militarisme allemand, « qui a tant fait souffrir les peuples d'Europe »[1159]. Cette garantie est donnée par l'accord de Potsdam, et par la politique de déconstruction des forces qui alimentaient l'impérialisme allemand ; les junkers, les industriels etc. Mais les alliés occidentaux se sont comportés différemment, ils portent la longue tradition de coopération entre les monopoles américains et allemands et ainsi, les Américains ont donné une place privilégiée aux « monopolistes » allemands dans l'administration d'après-guerre. Mais la Pologne, « forte de son unité nationale, forte de son association avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, de son amitié avec la RDA et du soutien de toutes les forces pacifiques

---

[1154] AAN, PISM, 126: « Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1950 r. », 18 p.
[1155] *Niemiecka Republika Demokratyczna: materiały i dokumenty (w pierwszą rocznicę powstania)*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1950 (Biblioteka Polskiego Instytutu Spraw Międzynarodowych).
[1156] *Ibid.*, p. 9.
[1157] *Ibid.*, p. 16.
[1158] *Remilitaryzacja Niemiec Zachodnich: dokumenty i materiały*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1953 (Biblioteka Zbioru Dokumentów).
[1159] *Ibid.*, p. XIX.

et démocratiques du monde, ne craint pas les menaces des « *pogrobowców* », les « pogromeurs » hitlériens[1160]. Le texte contient également une citation de la Pravda soviétique (p. XXIV) où pour résoudre le problème allemand, il faut prendre en compte les positions de tous les voisins de l'Allemagne mais avant tout, les aspirations du peuple allemand. La même année (1953), une autre documentation fut préparée au PISM par Tomala, sur la lutte pour l'unité de l'Allemagne[1161]. Un autre aspect de la question allemande, la nature de l'État allemand, fut traitée lors d'une conférence portant sur la question des droits de l'Homme dans les relations internationales et fut présentée par le professeur Babiński[1162]. Cette fois, le conférencier insiste sur le caractère inédit de la situation juridique de l'Allemagne, qui « existe dans la conscience du peuple allemand, mais seulement leur capacité d'agir est limitée temporairement. » et que par conséquent, les experts allemands revendiquaient en majorité une continuité de l'existence étatique allemande[1163]. Pour le prof. Babiński, ce débat ne devrait pas tant porter sur la question de la validité des bases juridiques mais plutôt autour de « la question de la responsabilité de l'Allemagne et des Allemands dans la violation du droit par le régime hitlérien. » Selon le compte-rendu, les participants soutenaient l'idée de la continuité de l'existence étatique allemande, tout en légitimant l'occupation étrangère de l'Allemagne dans le but de « l'élimination des traces du régime hitlérien », en se reposant sur une revue de la SBZ, *Neue Justiz* (qui elle-même reprenait l'argumentation soviétique). Ici, nous avons affaire d'emblée à la simultanéité d'une discussion sur l'incertitude du cadre juridique du territoire d'après-guerre avec la question de la frontière germano-polonaise et sur la légitimation de celui-ci par les crimes nazis, qu'il faut cependant faire reconnaitre aux Allemands. Un des moyens de faire reconnaitre ces crimes, à l'échelle du PISM, fut la construction de connaissances sur les crimes en question, par des études sur ceux-ci[1164].

Cette question allemande ne préoccupait pas seulement les Polonais en 1948[1165], mais la dimension existentielle de cette question la rendait plus présente et peut-être aussi du fait que la dimension germanique de la question polonaise était la seule où l'expression était possible. Dans le

---

[1160] *Ibid.,* p. XXIII. Le vocabulaire choisi pour traiter des nazis est en soi très révélateur ; la traduction directe de la combinaison entre « national » et « socialiste » pouvant être problématique dans les pays du bloc Est, on choisissait plutôt d'utiliser des néologismes basés sur les crimes ou sur les noms, comme ici : les « pogromistes hitlériens ». Nous essayons de redonner ces nuances en utilisant les noms d'origine.

[1161] *Walka o jedność Niemiec: dokumenty i materiały*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1953 (Biblioteka Zbioru Dokumentów).

[1162] Sprawy Międzynarodowe, 1, 1948, p. 171.

[1163] *Sprawy Międzynarodowe*, 1, 1948, p. 171.

[1164] Par exemple: KUŁAKOWSKI Tadeusz, *Hitlerowska polityka eksterminacji kulturalnej*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1955 (Biblioteka Spraw Międzynarodowych).

[1165] La même année en avril, le PISM participa à une conférence internationale organisée à la Hague sur la question allemande, par des institutions sœurs venant notamment d'Italie, de France, des États-Unis, de Norvège, de Grande Bretagne et de Belgique, *Sprawy Międzynarodowe*, 1, 1948, p. 172.

même temps, le PISM participa à ce travail de propagande, dont on peut considérer que l'efficacité et la limite reposait en partie sur ce besoin de reconnaissance de la Pologne, tant sur le plan des souffrances que sur le besoin de trouver une légitimation du pouvoir en place[1166]. Lors d'une conférence des historiens organisée au PISM le 20 février 1950[1167], la discussion porte sur les orientations de l'histoire des relations internationales, comme base de réflexion pour la politique étrangère polonaise du moment. À côté du besoin de recenser les travaux soviétiques, à quoi appelle le prof. Jan Reychman, ancien collaborateur de l'Institut de l'Est (IW), la discussion évolue vers la question des relations germano-polonaises. Le prof. Kazimierz Piwarski déplore le manque de sources dans les travaux parus jusqu'alors. S. Zabiełło renchérit sur cette question et appelle pour sa part à formuler des réflexions sur cette question qui ne reposent plus sur la « thèse fondamentalement fausse de 'l'antagonisme séculaire germano-polonais' ». L'intérêt pour l'Allemagne dans l'offensive politique polonaise peut s'inscrire dans une tradition intellectuelle d'avant 1939[1168]. Cette tradition antiallemande, plutôt conservatrice, se trouve en quelque sorte fortement légitimée par la guerre et sa violence, et s'inscrit dans le discours de légitimation des gains territoriaux à l'Ouest polonais. Cette attitude réactualisée après 1945 contraste avec la rupture dans la pratique du discours expert polonais sur l'Est. L'URSS reste un objet incontournable de la discussion publique, mais significativement plus épineux. Souvent, c'est à travers la question allemande que la question orientale polonaise est abordée. La question allemande est, elle, moins équivoque en Pologne populaire.

[1166] Articles sur la remilitarisation de la RFA. Artur Eisenbach, *Remilitaryzacja Niemiec Zachodnich i rola hitlerowskich generałów*, Varsovie, Idisz Buch, 1955, 124 p.
[1167] AAN. PISM : 31. « Protokół z konferencji historyków odbytej w PISM w dniu 20 II 1950 r. »
[1168] Il y a aussi une continuité de l'intérêt soviétique pour cette attitude antiallemande, comme nous l'avons vu dans la première partie et chez Wołos Mariusz, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym: dyplomacja sowiecka wobec Polski w okresie kryzysu politycznego 1925-1926*, Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2013.

(3) Un institut au personnel hétérogène entre héritages d'avant-guerre et stalinisation : l'exemple du département de recherche sur l'histoire des relations internationales ?

Dans l'éditorial du premier numéro de *Sprawy Międzynarodowe* intitulé sobrement « de la rédaction »[1169] l'ambition de la revue est d'apporter une analyse « scientifique et objective » d'un monde qui, « malgré la ligne de séparation politique se dessinant nettement »[1170], reste compliqué et divers. Cette approche scientifique est définie non pas par la neutralité et le non prise de position mais par des jugements fondés sur une argumentation et pas sur des préjugés. Ils veulent se placer en complément des publications politiques, qui « se doivent de réagir » aux événements de l'actualité en apportant une analyse plus approfondie, notamment en livrant de la documentation. Cette dimension informative, « factuelle » du travail du PISM était une manière de se détacher du travail de propagande, comme nous aurons l'occasion de le voir. Leur approche se veut interdisciplinaire et plurielle : la revue veut donner la parole à différents courants, ceci s'est avéré difficile cependant, surtout dans les premières années. Cette revue est modelée sur celle de l'IMEMO[1171]. En ce qui concerne leur choix de thèmes, ils veulent bien entendu traiter des questions internationales qui intéressent les Polonais, ce qui correspond à la coopération internationale de la Pologne, l'analyse de l'évolution de l'Allemagne contemporaine et de celle des pays de démocratie populaire ainsi que des enjeux de la lutte contre l'impérialisme. Enfin, le « changement » de la politique étrangère polonaise doit aussi être « reflété » dans les travaux scientifiques de la revue. Le ton est donné dans cet éditorial : le travail de distanciation par rapport à la politique étrangère polonaise d'avant-guerre, la question allemande et la concurrence Est-Ouest. On remarque qu'il n'y a pas de mention explicite du « changement », ni du « partenaire » principal de la Pologne populaire dans les questions internationales, l'URSS, ni du partenariat « fraternel ». Cette omission est un élément durable des travaux des premières années d'activité du PISM et de la revue. La place accordée à l'URSS, sa politique étrangère, la coopération polono-soviétique s'est mentionnée que rarement, et souvent par des articles tout simplement traduits de la presse soviétique, ou dans la reproduction de discours staliniens, comme nous allons voir à présent.

Dans ce même premier numéro, Marian Muszkat (1909-1995), alors directeur du PISM présente

---

[1169] « Od redakcji », *Sprawy Międzynarodowe*, 1, 1948, pp. 1-3.

[1170] « Mimo wyraźnie zarysowujących się linii podziału politycznego »

[1171] SOŁTYSIAK Grzegorz, « Polski Instytut Spraw Międzynarodowych 1947-1993 - pierwsze przybliżenie », *Polski Przegląd Dyplomatyczny* (2), 2008, pp. 93-124.

un article sur les propositions soviétiques de contrôle international de l'énergie atomique au sein des Nations Unies, dans lequel il s'agit d'un compte-rendu des négociations au sein de la commission de contrôle de l'énergie atomique de l'ONU ou plutôt de leur arrêt. L'article retrace les efforts de la diplomatie soviétique depuis 1946 pour instaurer une législation internationale en la matière, proposant notamment le contrôle par une agence de l'ONU des installations de recherche et de production d'énergie atomique ainsi que des mesures anti-prolifération et la limitation à usage strictement pacifique de cette énergie[1172]. L'URSS est présentée en accord avec la rhétorique officielle soviétique, comme le garant de la sécurité collective, et les États-Unis comme freinant l'instauration d'un système international de contrôle. Si Marian Muszkat n'abuse pas de la rhétorique de propagande habituelle sur la lutte soviétique pour la paix mondiale, son analyse consiste principalement à citer les documents officiels, tels que les rapports soviétiques déposés auprès de cette commission, sans contextualiser les intentions. Par exemple, il insiste sur les efforts soviétiques pour mettre en place des instances d'échanges scientifiques en la matière et pour doter l'agence d'une autonomie dans le contrôle[1173], il ne précise pas le niveau de maîtrise de cette énergie de l'URSS à ce moment[1174], ni même les raisons du refus des autres membres de la commission où ces rapports étaient discutés. Il ne fait que décrire la situation de ces négociations du point de vue des bonnes ou mauvaises intentions des acteurs, en l'occurrence l'URSS faisant preuve de bonne volonté en changeant sa position au fil de la négociation tandis que les États-Unis élargissent leurs revendications en parallèle, pour protéger leur position de monopole[1175]. Cette thématique fut traitée régulièrement au fil des publications de la revue, suivant la position soviétique et illustrant par là même la répartition des tâches qui s'est cristallisée entre la Pologne et l'URSS : l'alignement pour les questions de politique étrangère mondiale, avec une spécialisation polonaise pour la question allemande[1176]. Nous ne voulons pas ici retracer l'évolution de la politique étrangère polonaise, ni de celle des relations germano-polonaises mais utiliser les discussions au sein du PISM sur cette thématique comme échelle de mesure des efforts possibles en termes de demande de reconnaissance dans un contexte politique contraignant, qui n'empêche pas complètement la pensée en tous domaine.

Au sein du PISM, le travail scientifique est donc dominé par le traitement de la question allemande, aux dépends d'autres domaines, comme l'analyse de la politique soviétique. Ce manque est critiqué à de nombreuses reprises dès les premières années d'activité du PISM, principalement par les institutions politiques dont le PISM dépend. Stanisław Korzeniowski, le responsable de la section

[1172] *Sprawy Międzynarodowe*, 1, 1948, p. 57
[1173] *Sprawy Międzynarodowe*, 1, 1948, p. 57.
[1174] La première bombe soviétique implose en août 1949.
[1175] *Sprawy Międzynarodowe*, 1, 1948, p. 61.
[1176] Entretien avec Adam D. Rotfeld : les Soviétiques pouvaient faire confiance aux Polonais de jouer le rôle de chien de garde dans les questions allemandes.

presse et information (*kierownik samodzielnego referatu prasowo-informacyjnego*) regrette par exemple, dans les remarques sur le plan de travail scientifique pour 1951[1177], que la majorité des ressources soient consacrées à la question allemande, et que les questions de l'Union soviétique et des pays des démocraties populaires soient complètement ignorées[1178]. En conséquence, il conseille au PISM de compléter ce plan de travail par l'étude de questions d'actualité et pour l'URSS : le rôle de l'URSS dans la défense de la paix à la lumière des protocoles de rencontres internationales, le développement économique de l'URSS depuis la 2e Guerre mondiale et enfin la coopération économique de l'URSS avec les pays de démocratie populaire. Un peu plus tard, lors d'une rencontre entre la conférence des dirigeants du MAE et la direction du PISM, le 13 décembre 1951, dont l'objet était la préparation du plan scientifique pour 1952[1179], le directeur du PISM, le professeur Stanisław Edward Nahlik (1911-1991), propose d'orienter les activités de recherches du PISM moins sur un axe historique mais plutôt sur une analyse des questions actuelles des relations internationales[1180]. Le directeur Łoc pose plusieurs questions, dont celle de savoir pourquoi la documentation sur l'URSS se trouve dans le département pour le droit international alors que les autres sont dans le département des relations internationales[1181]. Le directeur Paduchowa déplore le manque d'analyses marxistes au sein du PISM[1182]. Le directeur Meller critique pour sa part, le manque de séparation entre le traitement des questions concernant les pays amis et les pays ennemis au sein du PISM, notamment, il déplore le fait que la documentation sur l'URSS couvre la période de 1918 à 1950, quand cette période couvre des époques différentes pour la Pologne[1183]. Finalement, le directeur Wierna tranche la discussion, en

[1177] AAN, PISM : 126. « Uwagi departamentu I o planie pracy PISM », 10.06.1950.

[1178] Ce qui choque dans cette liste, c'est l'absence totale des affaires de l'Union soviétique et des Pays des démocraties populaires (*w zestawieniu tym uderza całkowite pominięcie zagadnień Związku radzieckiego i Krajów demokracji ludowej*) », *Ibid.*

[1179] AAN, PISM : 254. « Protokół z konferencji kierowniczego aktywu MSZ z dyrekcją PISM odbytej u MSZ dnia 13 grudnia 1951 r. », 11 p.

[1180] « Ce travail n'a pas encore été mené en Pologne, dans les autres pays, c'est une rareté. Cette question est difficile et exige une grande attention et une aide de la part du Parti et du Gouvernement. Beaucoup de documents /en particulier touchant les relations polono-soviétiques/ n'est pas connue par la société. Il apparaît que la question de savoir si ces documents ou d'autres devraient se trouver dans les documentations prévues, ne relève pas de la compétence de l'Institut mais d'autres instances de pouvoir ou d'institutions, d'autant plus, que ces documentations devraient être élargies aux questions non traitées dans les notes et textes officiels mais aussi aux diverses déclarations, protocoles et documents non officiels. Il s'agit ici notamment des questions nationales et même religieuses.
(Praca taka nie była dotąd w Polsce podejmowana, w innych krajach jest rzadkością. Zagadnienie to jest trudne i wymaga dużej opieki i pomocy ze strony Partii i Rządu. Wiele dokumentów /w szczególności dotyczących stosunków polsko-radzieckich/ nie jest społeczeństwom znane. Ocena, czy takie lub inne dokumenty winny się znaleźć w projektowanych zbiorach dokumentów, wydaje się, leży nie w kompetencji Instytutu ale innych władz lub instytucji, tym bardziej, że zbiory te trzeba będzie rozszerzyć o zagadnienia nie ujęte w oficjalnych notach i pismach ale różnych wypowiedziach, protokołach i dokumentach nieoficjalnych. Chodzi tu szczególnie o sprawy narodowościowe a nawet religijne.) », *Ibid.*

[1181] *Ibid.*

[1182] *Ibid.*

[1183] *Ibid.*

demandant au PISM de réorienter ses activités de recherches sur les besoins du MAE polonais, qu'il définit comme tels : des analyses sur l'Allemagne et sur l'URSS. Mais en ce qui concerne l'URSS, il ne voit pas la nécessité de mener des analyses spéciales, puisqu'il suffit de traduire les analyses soviétiques. Il faut donc renforcer les capacités de traduction du PISM[1184]. On peut constater dans cet échange, la volonté, compréhensible, de bien marquer la séparation entre la vielle Pologne et la nouvelle, surtout dans la relation à l'URSS, et le meilleur moyen de le faire est encore de ne simplement pas marquer de conceptions propres, attitude « sage » dans le contexte politique difficile de ces années 1950 en Pologne nouvellement populaire et dans ces dernières années du Stalinisme. La situation du PISM, comme d'autres institutions était très instable, avec les difficultés matérielles dans une ville encore largement dévastée, et surtout le récent passé des employés de cette institution, qui pour beaucoup, avaient passé la guerre en Pologne et même participé aux combats de la résistance, comme Kazimierz Sidor ou des vétérans de l'armée rouge, tels Kazimierz Rozen-Zawadzki. Le PISM était également surveillé, notamment l'accès à la bibliothèque, limité aux chercheurs et aux diplomates[1185]. À côté de ces difficultés matérielles, le PISM se caractérise par ailleurs dans les premières années de son existence par une grande volatilité dans la direction. Marian Muszkat doit quitter son poste en 1951, remplacé par Juliusz Katz-Suchy (1912-1971), qui est lui-même remplacé en février 1957 par Julian Hochfeld (1911-1966)[1186]. Selon l'historien Grzegorz Sołtysiak, c'est Juliusz Katz Suchy qui cherche à développer une recherche « locale » et à s'émanciper de la pratique de la simple traduction d'ouvrages soviétiques. Puis Julian Hochfeld cherche à transformer le statut du PISM pour le rendre moins dépendant du MSZ, et à lui donner une plus grande aura scientifique, avec la possibilité de dispenser des diplômes universitaires. Dans cette optique, le PISM devait se constituer en école pour l'élite politique polonaise. Ces deux directeurs avaient une activité universitaire en parallèle à leur activité de direction du PISM et enseignaient à l'Université de Varsovie. J. Katz Suchy avait auparavant représenté la Pologne populaire en Grande-Bretagne entre 1944 et 1946 puis auprès des Nations Unies entre 1947 et 1951.

À côté des activités de publication, le PISM organisait des conférences sur des questions internationales. Dans un premier temps, ce furent des conférences d'experts polonais, par exemple, une des premières conférences fut consacrée à la question des dernières évolutions du droit

[1184] « Il faut traiter régulièrement de l'URSS et de l'Allemagne. Pour ce qui est de l'URSS, je ne vois pas le besoin de mener des travaux spéciaux, il me semble qu'il suffirait de recourir à la traduction des matériaux qui nous sont largement disponibles, de la littérature [scientifique] soviétique. (*Bieżąco szczególnie jest nam potrzebne opracowania o ZSRR i Niemczech. O ile chodzi o ZSRR to nie widzę potrzeby prowadzenia specjalnych prac, wydaje mi się, że wystarczy sięgnąć do tłumaczenia udostępni nam sereg materiałów z literatury radzieckiej*) », *Ibid.*

[1185] TOMALA Mieczysław, *Z dni chmurnych i górnych w Polskim Instytucie Spraw Międzynarodowych*, Toruń, Wydaw. Adam Marszałek, 2002, p. 29.

[1186] SOŁTYSIAK, « Polski Instytut Spraw Międzynarodowych 1947-1993 - pierwsze przybliżenie », *art. cit.*, 2008.

international. Au cours de celle-ci, des participants aussi éminents que le MAE Modzelewski ou des grands professeurs de l'entre-deux guerres comme S. Nahlik présentèrent leurs contributions. Celle de Ludwik Gelberg fut consacrée à la question des aspects juridiques de la frontière occidentale polonaise, dans laquelle il rappelait que sa garantie reposait sur la validité des déclarations des conférences de Potsdam et de Yalta, dont le statut était assimilable à celui d'un « traité de paix préliminaire ». Selon L. Gelberg, l'absence de signature de l'Allemagne n'invalide pas les décisions prises à Potsdam, car elles suivent « l'acte de capitulation sans conditions » de l'Allemagne, par lequel l'Allemagne attribuait « temporairement ses attributions gouvernementales aux Quatre Puissances »[1187]. Dans le compte-rendu de cette conférence, on apprend que la présentation a fait l'objet d'une discussion au cours de laquelle « les thèses du conférencier » firent l'objet de soutien et de rejet, sans plus de précisions. On voit ici que la thématique allemande est systématiquement liée à la question polonaise et sa résolution. On constate par la même occasion que le pan oriental de la question polonaise reste tout à fait ignoré. Ces questions de reconnaissance des souffrances du passé récent, de la violation des droits des Polonais et de l'acceptation de la nouvelle frontière et de ce qu'elle implique en termes de redéfinition nationale se posaient également pour la frontière orientale. La base pour de tels besoins de reconnaissance chez les collaborateurs du PISM était certainement aussi large que pour l'expression du besoin de reconnaissance envers l'Allemagne mais politiquement bien plus difficile. Ainsi on se limita à une mention superficielle de la question soviétique. En ce qui concerne le degré d'information des collaborateurs du PISM sur la situation en URSS, on peut constater quelques témoignages de leur intérêt, comme ce compte-rendu sur la revue soviétique « Enjeux de l'économie » rédigé en 1948 par J. Borowiecki[1188]. Cette recension de revue est d'autant plus intéressante qu'elle fait mention des discussions au sein de la sphère académique soviétique, autour notamment de la figure centrale d'Eugène Varga et de son éviction. Dans cette recension on décrit donc les « réorganisations » qui ont suivi les critiques de « formalisme » et d'incapacité à analyser l'effet économique de la 2e Guerre mondiale formulées à l'encontre de Varga. Ces réorganisations consistèrent en un rattachement de l'Institut d'économie mondiale et de politique internationale à l'Institut de l'économie de l'Académie des sciences soviétique, en d'autres termes sa fermeture[1189], ainsi qu'en une « révision » des méthodes de recherche, et enfin en le remplacement de la revue par celle des « Enjeux de l'économie ». Cette revue se consacre plutôt aux questions économiques du point de vue soviétique et semble publier des textes très doctrinaires ; « Lénine et Staline comme fondateurs de l'économie politique du socialisme »

[1187] *Sprawy Międzynarodowe*, 1, 1948, p. 169.
[1188] BOROWIECKI, J., « Woprosy ekonomiki, Moskwa, Instytut Ekonomiki Akademii Nauk ZSRR, Recenzje », *Sprawy Międzynarodowe*, 1, 1948, pp. 202-205.
[1189] Черкасов Петр, *ИМЭМО. Портрет на фоне эпохи*, Весь Мир, 2004. Cet institut soviétique sera refondé en 1957 et sera l'interlocuteur soviétique du PISM, de la DGAP et du DIZ, coopération sur laquelle nous reviendrons dans le dernier chapitre.

ou un numéro consacré au centenaire du manifeste pour un parti communiste, qui ne sont que mentionnés par le recenseur. Ce qui semble intéresser le recenseur sont plutôt les articles traitant de l'économie internationale ou les données publiées par la revue, notamment sur la reconstruction économique dans la SBZ. Mais globalement, on peut constater un blocage de la pensée assez net en ce qui concerne l'URSS et surtout des relations polono-soviétiques : traitée donc du point de vue le plus « neutre » possible, la thématique semblant être un terrain miné. Une solution pour remédier au dilemme du besoin de traiter du partenaire principal face à une difficulté de recrutement apparente pour cette mission, motivée probablement par la peur du risquer de se « tromper » dans le traitement de ces thématiques fut de traduire tout simplement des articles de la presse soviétique[1190], ou de publier les paroles de Staline ou de se limiter à reproduire les objectifs du plan quinquennal en matière économique. On constate ainsi pour la période 1950-53 la systématisation de ce procédé. Cette absence de pensée exprimée s'explique par l'instabilité politique et le besoin de se protéger parmi les collaborateurs, tous sont des survivants de la guerre, et des violences politiques qui la suivent et ne se sont pas engagés au PISM pour accomplir une mission particulière, pour laquelle ils pourraient se sacrifier et prendre des risques, mais bien souvent par défaut, pour commencer ou terminer une carrière et subvenir à leurs besoins.

Une des thématiques de recherche sensiblement alimentée par l'idéologie stalinienne fut la question du Vatican. Ce problème était déjà traité de manière critique dans la période d'avant-guerre en Pologne, notamment par Olgierd Górka. Dans un régime communiste, l'Église catholique n'est pas une institution considérée comme « progressiste », *a fortiori* en Pologne, dans le contexte de l'installation de ce pouvoir communiste. L'ouvrage de 1953 de Jarosław Jurkiewicz à ce titre est intéressant, comme exemple de concaténation des enjeux politiques tels que définis par l'idéologie communiste soviétique et la réflexion sur la transformation de la Pologne par la guerre. Cet ouvrage est donc une documentation de la politique du Vatican à l'égard de la frontière polonaise et de la place des minorités de Pologne, pour la période 1917-1939, accompagnée d'une chronologie et d'un texte de contextualisation. L'éditeur annonce une série de quatre documentations sur ce sujet, mais il apparait que cet ouvrage fut le seul qui parût. Le ton est dans la droite ligne du discours stalinien sur le Vatican, qui le considère comme un instrument de la politique impérialiste occidentale. J. Jurkiewicz rappelle le manque de soutien historique du Vatican à la création d'un État polonais, rejetant ainsi l'idée de la Pologne comme *antemurale christianitatis*. De manière générale, le Vatican aurait soutenu l'Allemagne contre la Pologne lors des conflits bilatéraux. Avec la Révolution bolchevique, le Vatican aurait toutefois reconnu dans la Pologne un outil d'intervention contre la Russie soviétisée. Au

[1190] Parfois la traduction semble être un peu approximative, avec des « russicismes », qui ne gênent que marginalement la lecture, les langues étant relativement proches.

passage, les acteurs politiques polonais de l'entre-deux-guerres sont systématiquement dénigrés, surtout ceux du PPS, le parti socialiste de Piłsudski. Le Vatican a su instrumentaliser « la haine de la Russie soviétique et les plans de conquête impériale des terres ukrainiennes, biélorusses et lituaniennes » de la « réaction polonaise »[1191], tout en soutenant les « tendances révisionnistes » de l'Allemagne en Silésie[1192]. Concrètement, le Vatican, par sa carte des diocèses en Europe centrale, s'est montré réticent à reconnaître les nouvelles frontières silésiennes mais n'a pas tardé à aider « la bourgeoisie polonaise » en rattachant le diocèse de Vilnius à la Pologne en 1925. Par ailleurs, dans cette logique d'aide à la lutte contre les aspirations à l'indépendance des Ukrainiens, le Vatican a reconnu la création par les autorités polonaises, du « groupe ethnique séparatiste » des Lemkos, en leur octroyant une administration religieuse particulière. En résumé, le Vatican s'est montré hypocrite (*dwulicowy*) dans sa politique en Pologne. On a dans ce texte, un concentré du discours de la période stalinienne sur la Pologne d'avant 1939, qui s'appuie sur une réécriture de l'histoire contestant les mythes nationaux d'avant-guerre, s'attaquant directement au discours d'avant-guerre tant sur le rôle de l'Église catholique dans la sauvegarde de la nation polonaise, que la légitimité de la présence polonaise à l'Est, en la liant directement liée à l'idéologie nazie. Cette argumentation repose sur l'amalgame entre « les forces réactionnaires » et il n'est pas clair quel écho elle recevait à ce moment en Pologne, si ce nouveau discours était assez convaincant dans le contexte de la lutte entre le pouvoir communiste et l'opposition conservatrice ou non communiste polonaise.

[1191] Jurkiewicz Jarosław (dir.), *Watykan a Polska 1917-1939: wybór dokumentów*, Warszawa, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1953, p. 3.
[1192] *Ibid.*, p. 11.

(4) Premières réflexions « à chaud » sur la guerre (Zabiełło)

S. Zabiełło fraîchement rentré en Pologne (1947), se lance dans une première réflexion sur les événements de la guerre, sur la base d'un inventaire des sources disponibles en Pologne à ce moment[1193]. Les traces de travail nous donnent un aperçu des modalités d'adaptation au nouveau contexte politique, des intellectuels polonais. On a d'une part la présentation de la méthodologie adoptée par S. Zabiełło et d'autre part, les critiques que des historiens plus établis, malheureusement non identifiés, lui adressent, notamment sur le plan de la conformité à l'idéologie. S. Zabiełło, familier de la rhétorique marxiste dans sa version soviétique, se voit contraint de l'adopter non plus dans un contexte d'observation de la politique d'un État voisin mais pour montrer son intégration dans les nouvelles normes de communication de son pays, pour travailler sur une histoire dont il a été acteur. Le but de son travail est de préparer la publication d'une documentation sur la diplomatie polonaise de la II^{e} République. Il produit une note méthodologique[1194] et une liste de documents, tirés de la presse et pour une minorité des archives nationales. Il prépare cette documentation pour une conférence organisée au PISM, probablement celle de 1951 mentionnée plus haut, à laquelle il ne semble pas participer et semble vouloir exploiter les ressources disponibles pour les employés du PISM. Il inscrit sa démarche dans la mission générale du PISM, d'écrire l'histoire des relations diplomatiques polonaises pour la période 1918-1939 et étale les difficultés : matérielles, d'accès aux sources mais aussi méthodologiques. À cette occasion, il marque pleinement son ancrage idéologique dans la nouvelle Pologne, en soulignant la nécessité de développer une lecture « en accord avec la raison d'État de la Pologne Populaire » de ces sources « tendancieuses » et « défendant la politique et les intérêts des couches possédantes ». Au-delà de ce problème méthodologique, ce qui lui semble le plus impératif c'est d'établir une base de connaissances factuelles de cette histoire récente, sur des thèmes considérés comme sensibles et secrets ou sur des thèmes manipulés. Il souhaite construire une documentation qui ne reproduirait pas les « spéculations et les rumeurs » de la période. S. Zabiełło exprime une volonté de réécriture (*przerobienie*) de l'histoire diplomatique des gouvernements « réactionnaires », pour lesquels il avait travaillé « sous l'angle de la situation internationale actuelle », c'est-à-dire tant de « l'influence des grandes puissances » que « le rapport de forces de classe interne ». On voit qu'il combine une volonté de connaissance à une rhétorique marxiste sur le régime

[1193] AAN, PISM : 774. Stosunki Polski z zagranicą w latach 1817-1939. « Historia polskiej polityki zagranicznej i dyplomacji w latach 1918-1939 oraz chronologiczny spis wydawnictw związanych z polską polityką zagraniczną z lat 1917-1932. Opracowanie Stanisława Zabiełły (1949-1963) ».
[1194] AAN, PISM : 774. Stosunki Polski z zagranicą w latach 1817-1939. Stanisław Zabiełło, « Notatka », 12.12.1950, 4 p.

précédent. La liste de documents qu'il présente a donc pour but de lister les thèmes sur lesquels il faudrait encore approfondir les connaissances disponibles. Il propose de reposer ce travail dans un premier temps sur les mémoires et les documentations parus en langue étrangère ainsi que sur la presse de l'époque. Il exprime une critique des sources administratives, qui, « même si elles avaient été toutes sauvées », n'informeraient que sur la « façade » et non pas sur les « motifs essentiels » (*istotne*) de la politique étrangère polonaise. Les ayant en partie rédigés ou consultés, il semblerait qu'il soit bien placé pour émettre ce jugement, néanmoins, il se garde de le préciser dans cette note. Ces archives restent cependant indispensables à ses yeux pour établir au moins cette base de connaissance. Il propose que les thèmes, qu'il liste par la suite, soient traités en priorité par les archivistes, qui pourraient ainsi sélectionner les archives pertinentes pour ces thèmes. Tout ce travail préparatoire, « fastidieux », qu'il souhaite organiser à l'aide des collaborateurs du PISM, ne devrait pas être réalisé en vue d'une publication immédiate, mais pour préparer une synthèse. Il propose qu'une partie des résultats soient publiés dans la revue du PISM.

Zabiełło propose une série de thème à traiter avec une orientation sur l'interprétation qu'il veut leur donner, sous la forme d'une longue liste de mots-clés. Il propose une lecture de l'histoire des relations extérieures polonaises d'avant 1939, où les différences entre les politiques « bourgeoises » conservatrices et socialistes ne se différencient que sur l'aspect tactique. Il sous-entend une proximité entre Piłsudski et les autorités d'occupation allemandes, et souligne à plusieurs reprises sa volonté d'analyser l'interaction entre les projets d'expansion à l'Est du territoire polonais avec la « Grande Révolution russe ». Puis il propose de se pencher sur l'instrumentalisation de la question polonaise par les Occidentaux, cette fois dans la guerre civile russe et de traiter la conception de fédération à l'Est de Piłsudski sous cet angle. A cette occasion, Zabiełło voudrait montrer que les différences entre le camp national-démocrate et de Piłsudski sur les plans d'expansion à l'Est n'était qu'une différence dans la « méthode d'administration des terres ukrainiennes, biélorusses et lituaniennes (centralisme et polonisation d'un côté et de l'autre, protection des intérêts économiques des propriétaires terriens polonais dans le cadre d'une reconnaissance de façade de l'indépendance de ces pays). »[1195]. Sur le traité de Riga, il s'agirait de montrer que les revendications étaient en fait déterminées par les Occidentaux[1196]. Dans la question lituanienne, l'expansionnisme aristocratique polonais était justifié par des slogans « pseudo-historiques » et servait la logique de cordon sanitaire antibolchevique. De manière générale, Zabiełło place la Pologne comme outil de l'impérialisme français, que ça soit pour la question silésienne, l'alliance avec la Roumanie ou la politique du pacte oriental, même dans le

[1195] AAN, PISM : 774. Stosunki Polski z zagranicą w latach 1817-1939. « Historia polskiej polityki zagranicznej i dyplomacji w latach 1918-1939 oraz chronologiczny spis wydawnictw związanych z polską polityką zagraniczną z lat 1917-1932. Opracowanie Stanisława Zabiełły (1949-1963) », p. 5.
[1196] *Ibid.*, p. 6.

contexte de la « trahison » de Locarno par la France. Zabiełło propose ensuite de traiter la politique soviétique envers la Pologne comme une volonté de soutien que les Polonais rejettent. Les tensions avec la Tchécoslovaquie sur la question de Teschen sont également un élément important à traiter pour comprendre la position antisoviétique du gouvernement polonais après 1918. Après 1926, il propose d'analyser la politique étrangère polonaise comme tombant « dans l'orbite de l'impérialisme britannique », en accord avec la rhétorique soviétique de cette époque. Toutes les questions suivantes seraient à traiter sous ce prisme : l'attentat sur P. Voïkov, les négociations de pacte de non-agression avec l'URSS d'un côté, puis avec l'Allemagne. La troisième phase de la politique étrangère polonaise, que Zabiełło détermine est celle de la Pologne « sous l'orbite de l'impérialisme allemand » de 1933 à 1938. Pour cette phase, il propose de s'intéresser aux tendances de la *Sanacja* à se rapprocher de l'Allemagne nazie[1197]. Cette ombre allemande couvre tous les aspects, y compris les relations entre la Pologne et le Japon et les tentatives de coopération antisoviétique de type prométhéenne avec ce pays. Les relations à la France et la Grande-Bretagne sont également soumises au paradigme de rapprochement avec l'Allemagne. Zabiełło ajoute également les relations de la Pologne avec les « régimes fascistes dans les pays balkaniques », peut-être en signe de loyauté dans la conjecture antiyougoslave des années 1950[1198]. Enfin, vient la 4e période, dédiée à la politique de la Pologne face à la menace de la guerre (1938-1939). À côté de la question de Gdańsk, Zabiełło propose de traiter la question de la « Ruthénie subcarpathique ». Dans la chronologie des événements menant à la guerre, Zabiełło compte la passivité des Polonais face à la « liquidation de l'État tchécoslovaque, les promesses de Beck aux Lituaniens de se faire le garant de leur intégrité territoriale, brisées par l'annexion de Klaïpeda par l'Allemagne ».

Ses recenseurs lui reprochent de ne pas respecter ses propres bornes chronologiques, et de ne pas intégrer suffisamment les conditions économiques dans son analyse (la crise de 1929, la présence du capital français et britannique en Pologne etc.), ainsi que de traiter la question lituanienne séparément du reste de la question baltique. À côté de ces remarques récurrentes, on peut relever les remarques concernant les corrections du vocabulaire : « impérialisme allemand » ou lieu de « bourgeoisie allemande », question de « Spisz et Orawa » au lieu de Teschen. Sur les relations germano-soviétiques, un des recenseurs conseille de ne pas spécialement souligner du traité de Berlin 1926. La question ukrainienne devrait être traitée sous l'angle de la tentative d'instrumentalisation du nationalisme ukrainien contre la Pologne et l'URSS. Malgré ces critiques, S. Zabiełło se met au travail et commence à collecter les passages dans les mémoires des témoins de la négociation diplomatique

[1197] *Ibid.*, p. 20.
[1198] *Ibid.*, p. 23, p. 26.

sur la frontière polonaise, qui paraissent peu à peu[1199]. Ce sont des ouvrages qui paraissent donc à l'Ouest, qu'il traduit, lui-même semble-t-il[1200]. Il n'est pas trop clair non plus comment il se procure ces ouvrages qui ne paraissent donc pas en Pologne. Le service d'études historiques du PISM effectue un large travail aussi sur l'histoire des relations polono-soviétiques d'avant 1939, dont une étude des biographies des acteurs politiques de part et d'autre[1201]. Cette étude n'indique pas les sources qu'elle mobilise et on peut s'imaginer qu'à côté des visites dans les archives des jeunes chercheurs[1202], une partie des informations étaient tirées des chercheurs des générations d'avant-guerre, tels Zabiełło.

[1199] AAN, PISM : 816 : Stosunki Polski z zagranicą. Sprawa polska w latach 1939-1945. « Materiały do zbioru "Sprawa polska w okresie II wojny światowej w świetle pamiętników."- opracował Stanisław Zabiełło. 1949-1963 ».

[1200] Tomala affirme l'avoir aidé et on peut supposer que S. Zabiełło a mobilisé plus largement le personnel du PISM, sans qu'il n'y ait d'indications à ce sujet. TOMALA Mieczysław, *Niemcy - moją pasją*, Varsovie, Dom Wydawniczy Elipsa, 2010.

[1201] AAN, PISM : 871 : Stosunki polsko-radzieckie w okresie międzywojennym. Dane biograficzne polskich i rosyjskich polityków z okresu międzywojennego. 1949-1963.

[1202] Entretien avec W. Balcerak, alors jeune historien au PISM.

4. Conclusion
Une volonté de renouvellement face aux inerties de l'expertise

Heinrich Stammler (1912-2006), un slaviste allemand émigré aux États-Unis que nous avons mentionné au début de notre étude, propose une lecture historique de l'évolution de l'image des Russes chez les Allemands[1203]. Il s'interroge en 1956 sur ce qu'il considère être un désenchantement de l'image des Russes en Allemagne, après 1945. Il interprète ce désenchantement comme une déception par rapport à l'image traditionnelle que les Allemands avaient de la Russie, qu'il met en parallèle avec le désenchantement que les Britanniques ont eu dans leur représentation de l'Allemagne avec le III[e] Reich, qui a brisé l'image d'une culture allemande plus spirituelle, moins rationnalisée que le reste de la culture occidentale, changée par la révolution industrielle[1204]. Il met ainsi l'Allemagne dans une position marginale dans le monde occidental, en écho au *Sonderweg* allemand, la voie originale de développement de l'Allemagne. Il place la Russie dans une position similaire, d'une sorte de réservoir de spiritualité d'ancien régime, constituant un espace de préservation de celle-ci pour le reste de l'Europe, en écho cette fois au rôle que la monarchie russe s'était attribuée dans les guerres napoléoniennes, et au topos de la Troisième Rome, de l'orthodoxie, la foi *juste*. Il retrace les réflexions d'hommes politiques et d'artistes allemands sur « l'essence russe », sur la base des récits de voyage et autres rencontres avec le monde russe. En écartant les considérations « politiques », teintées par l'ordre du jour, il propose une synthèse de l'image des Russes en trois dimensions : « l'homme russe » est caractérisé par trois traits : « le bon sauvage (c'est-à-dire le barbare), l'autocrate et le mystique (l'*homo religiosus* spécifiquement russe). » [1205] Cette analyse aurait pu être formulée à un autre moment au cours du XX[e] siècle en Allemagne, et nous sert ici à illustrer les réactualisations des conceptions de l'Est, ou ici de la Russie, dans le milieu universitaire notamment. L'auteur produit son analyse de « l'homme russe » pour expliquer un contexte historique donné, celui de 1956, et l'ancre dans une longue durée culturelle, pour laquelle il puise dans le discours national russe. Comme souvent mais ici plus explicitement, ce texte sur la nature de « l'homme russe », se veut un reflet de la société allemande, de son changement, par la guerre et le national-socialisme. Ici, aucune trace de la guerre allemande à l'Est, alors qu'il semble qu'il en a fait l'expérience[1206]. Sans

[1203] STAMMLER Heinrich, « Wandlungen des deutschen Bildes vom russischen Menschen », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 5 (3), 1957, pp. 271-305.
[1204] *Ibid.*, p. 275.
[1205] « … drei Grundtypen vom russischen Menschen : den Naturmenschen (d.h. den Barbaren), den Machtmenschen und den Seelenmenschen (den *homo religiosus* spezifisch russischer Prägung). » dans *Ibid.*, p. 274.
[1206] Selon la biographie de son université au Kansas, il a terminé son doctorat en 1937 avant de devenir attaché à l'ambassade à Moscou, de 1934 à 1935. Il passe le début de la guerre à Sofia. Le manque d'informations sur

nier brutalement la guerre, elle ne rentre pas en ligne de compte pour réévaluer l'évolution des relations bilatérales.

Ce silence est spécifique à l'Allemagne de l'Ouest, par rapport à ses voisins orientaux directs. Nous avons vu dans ce chapitre, que les experts allemands issus de l'appareil nazi connaissent une fin de carrière dans les années 1950 en RFA, et ne sont que progressivement marginalisés, mais pas d'emblée au sortir de la guerre. Les pratiques – les systèmes de preuve et les thématiques liées à l'Est européen – restent stables, et on observe une transmission assez directe de ces méthodologies entre générations d'experts. Comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, il y a une pratique subsistante de l'expertise de l'Est dans la droite ligne par des survivants de l'expertise nazie, tels P. H. Seraphim. D'autres réactualisent leur méthodologie à des thématiques plus contemporaines, tels G. Rhode et son travail sur la frontière Oder-Neisse. Ce qui se répercute sur les tentatives de réorganiser le discours sur l'Est. Parmi ceux que W. Cornides tente de mobiliser pour nourrir les colonnes de sa revue d'une connaissance de l'Est, qui éclaire les enjeux contemporains, on voit qu'il lui est difficile de recruter des experts qui n'ont pas formé leur carrure durant les années 1930 en Allemagne. Mais là, on voit déjà des réajustements de filiation intellectuelle, chez Georg von Rauch qui s'inscrit dans la continuité des travaux de Richard Salomon, alors que Boris Meissner reste, dans un style plus formel et d'inspiration diplomatique, fait complètement abstraction de l'histoire récente et personnelle du III^{e} Reich. En d'autres termes, dans les codes du discours sur l'Est dans les années 1950 en Allemagne de l'Ouest, se mêlent à la fois des discours strictement nazis, dépoussiérés de l'antisémitisme et des discours qui réactualisent la pratique de la science de l'ennemi, héritée de l'avant-guerre, dans sa diversité.

Du côté polonais, la continuité est beaucoup moins évidente, tant du fait de l'émigration que de la mort de beaucoup de chercheurs d'avant 1939, que nous avons mentionné dans le chapitre précédent. L'autre frein à la continuité est le recadrage idéologique du discours sur l'Est européen, dans les pays sous domination soviétique, présenté dans ce chapitre. Néanmoins dans les trois pays étudiés, la nécessité d'une expertise est désormais acquise et malgré les difficultés matérielles et politiques, des initiatives sont prises pour construire des institutions remplissant cette fonction. Cette expertise de l'Est en Pologne populaire et en Allemagne de l'Est est dominée par les références implicites à la guerre et à sa violence, à travers la « lutte contre le fascisme » et sa pensée, devenu le leitmotiv du débat public.

L'Allemagne de l'Est et la Pologne, elles, doivent réadapter leur discours, mais le manque de ressources et l'inertie de la production de connaissance se traduit par un silence sur les questions de

---

sa biographie de 1942 à 1946 correspond probablement à son service militaire et peut-être une période de captivité, sans précisions. Il n'émigre qu'en 1953 :
https://slavic.ku.edu/sites/slavic.drupal.ku.edu/files/docs/Stammler_CV.pdf, consulté le 8.07.2016.

l'Est, et pour y pallier, par la reprise du discours développé en URSS, de retournement du discours conquérant nazi, pour accabler l'héritage culturel du discours sur l'Est allemand et par amalgame, polonais. Cette pratique qui se dessine dès le début des années 1950 devient dominante dans les années à venir, comme nous le verrons dans les chapitres suivants. La discussion publique, pour laquelle les experts sont mobilisés dans les trois pays, porte à nouveau sur le dessin des frontières, mais cette fois non plus dans une logique d'expansion mais de défense ou de contestation des frontières nouvelles, issues de la guerre. L'imaginaire de l'Est est à nouveau mobilisé, cette fois de manière plus implicite par les experts allemands de l'Ouest, tandis qu'à l'Est, il est remplacé par la référence quasi-exclusive à la guerre et à l'imaginaire de l'Est sous-jacent à l'entreprise de conquête de l'Est.

C'est bien dans un espace intellectuel commun que se déploie la discussion sur l'Est en Allemagne et en Pologne, tant sur la forme que sur le fond. Les positions que les experts prennent dans les différents systèmes politiques s'opposent, mais l'occupation allemande de l'Europe centrale et orientale a laissé dans son sillon, une sensibilisation large à la rhétorique allemande sur la projection allemande elle aussi à l'Est. La confrontation à grande échelle des populations de l'Europe à la rhétorique nazie, fait ainsi connaître par un public plus large que les seuls experts et observateurs de la vie politique et intellectuelle allemande, ces concepts. Ils ont été matérialisés de la manière la plus brutale, et ont marqué, souvent physiquement, les experts de l'après-guerre, de part et d'autre des frontières. Les mots-clés de la propagande nationaliste allemande sont repris et retournés dans le bloc Est se constituant comme cette Allemagne et cette tradition allemande. Ce retournement fixe le cadre général du débat en Pologne et en Allemagne de l'Est, qu'on retrouve dans la presse et les universités. Le discours qui en ressort est alors réinjecté dans cet espace commun, et renvoyé aux héritiers politiques du III^{e} Reich : l'Allemagne de l'Ouest. Ce dialogue ou plutôt cette confrontation, nous semble être un des éléments qui pousse les uns et les autres à formuler un nouveau discours de l'Est. Ces transformations de système se traduisent par une reformulation des mythes fondateurs politiques, mais l'imaginaire de l'Est connaît une plus grande inertie. Le passage d'un système politique à un autre, ne nous permet pas de comprendre ni les motivations des experts polonais ou allemand de l'Est ne s'inscrivant pas dans cette rhétorique officielle, ni les différences et les glissements lents, dans le discours sur l'Est en Allemagne de l'Ouest.

Qu'en est-il de l'échelle individuelle ? Quelles sont les motivations des experts à s'engager dans ce domaine et à formuler le discours qu'ils portent ? Chez Wilhelm Cornides, la césure avec le régime nazi est explicite et il intègre clairement le besoin de réflexion sur le passé et les héritages intellectuels et politique au fondement de son travail, dans le but de restaurer une souveraineté allemande. Mais l'application de ce principe aux questions de l'Est ne se fait pas sans difficultés, en premier lieu sur le

plan du recrutement des experts de l'Est. Mais ce qui frappe surtout, c'est l'absence de pression pour la réflexion sur les pratiques antérieures. C'est ainsi qu'on retrouve dans l'*Europa Archiv*, des textes d'auteurs qui marquent des ruptures insensibles par rapport à leur propre parcours, tels Georg von Rauch, alors que d'autres, au profil similaire, gardent une pratique de la science de l'ennemi, d'une analyse de l'URSS en tant que telle, sans liens, ni avec leur propre expérience, ni avec les événements de la guerre d'expansion allemande à l'Est, tels Boris Meissner. Cette continuité, qu'on retrouve également dans une moindre mesure dans la *Westforschung*, est rendue possible par la nouvelle configuration des relations de l'Allemagne de l'Ouest au nouveau « bloc Est ».

Chapitre 9

Vers un solde des comptes historiques ? (1956-1967)

La fermeture progressive des frontières en Europe après 1945, s'est traduite par un accès de plus en plus difficile aux sources sur l'URSS, dans les trois pays allemands et polonais. L'URSS était omniprésente mais insaisissable, imprévisible. Cette présence paradoxale s'est traduite différemment dans les trois pays, comme on peut l'observer dans la pratique des trois instituts : à la DGAP, on se rabat sur les experts disponibles, au DIZ et au PISM, on place l'URSS comme point de référence mais pas comme objet d'étude. L'expertise est fortement stalinisée et les textes sur l'URSS sont en fait des traductions des discours du leader soviétique. La mort de Josef Staline le 5 mars 1953 et les remous qui s'en suivent en Europe centrale, avec la révolte du 17 juin 1953 à Berlin (Est) jusqu'aux révoltes polonaise et hongroise de 1956, offrent des ouvertures qui marquent la pratique de l'expertise, non seulement en Allemagne de l'Ouest mais aussi en RDA, la réalité s'impose et marque la fin d'une période de fermeture et de projections abstraites et théoriques sur la politique soviétique. En 1953, les Occidentaux n'interviennent pas à Berlin Est, lors de la mobilisation des ouvriers, événement qui marqua Egon Bahr, auteur du leitmotiv de la nouvelle *Ostpolitik* de Willy Brandt: « La transformation par le rapprochement (*Wandel durch Annäherung*) », 10 ans plus tard[1207].

Quelques années plus tard, la crise de 1956 marque une rupture profonde dans l'organisation des relations entre la Pologne populaire et l'URSS, sans en changer la nature : la Pologne reste dans le bloc Est, mais gagne en autonomie, si ce n'est symboliquement. Les « spécialistes » soviétiques, qui secondaient beaucoup de positions dans l'administration et l'armée, quittent la Pologne mais l'émancipation concrète sur le plan politique n'en découle pas réellement. Władysław Gomułka revient en Pologne et parmi ses premières démarches, il entame le 22.09.1956 de négocier avec les Soviétiques, le retour des Polonais qui avaient été déportés durant la guerre en URSS, ainsi que le « rapatriement » des Polonais des anciens territoires de l'Est, marquant la redéfinition des contours de la Pologne, et un renoncement implicite à tout retour ultérieur[1208]. Après la sortie de la guerre et l'établissement des nouveaux régimes politiques en Europe, l'année 1956 marque une césure, qui cimente l'ordre qui s'est dessiné après 1945. En RDA et en particulier à Berlin, la crise s'aggrave, jusqu'à la construction du Mur, en août 1961. Ce choc motive à nouveau Egon Bahr et d'autres à chercher

[1207] Fameux discours devant l'Académie évangélique de Tutzing, du 15.07.1963, disponible sous : http://www.1000dokumente.de/index.html?c=dokument_de&dokument=0091_bah&object=translation&st=&l=de, consulté le 8.07.2016.

[1208] SIELSKI Mariusz J., « La nouvelle image de la Russie en Pologne à la suite des événements de 1956 », in: MINK Georges et LAZAR Marc, *1956, une date européenne*, Lausanne, Les Éditions Noir Sur Blanc, 2010, p. 398.

d'autres solutions que l'affrontement, avec d'autres pratiques politiques, comme celle des laissez-passer entre les différentes parties de Berlin. La période qui s'ouvre en 1956 est une période marquée tant par la consolidation de la séparation de l'Europe en deux blocs, la fortification des frontières que par les efforts de dépasser ces frontières. Dans cette chronologie connue, nous allons nous intéresser aux transformations des thématiques et pratiques de l'expertise sur l'Est de l'Europe. Le discours des années 1930 et 1940 n'est plus praticable dans les trois pays étudiés, et nous avons vu que les tenants rescapés de ces pratiques se trouvent de plus en plus marginalisés dans l'espace public et politique.

1. Après les difficultés de contact avec une URSS refermée, l'amorce du dialogue historiographique ? (1956-1967)

L'historien Jan Szumski[1209] dans son texte sur la création de la commission polono-soviétique des historiens différencie entre l'importation des normes scientifiques soviétique, ou plutôt la mise au pas de la science historique par le nouveau régime en Pologne, selon le modèle soviétique stalinien et la prise de contacts avec des institutions soviétiques. L'instauration des normes scientifiques selon le modèle soviétique arrive très rapidement en Pologne populaire, avec dès septembre 1948, une conférence des historiens organisée à Wrocław. D'ailleurs, comme le note Jan Szumski, une délégation d'historiens soviétiques participe à cette conférence mais semblent porter une vision plus modérée des normes de l'histoire que celles que les historiens polonais adoptent. Les premiers contacts entre historiens polonais et soviétiques, sur le plan institutionnel, ont lieu dans le cadre du travail de la commission sur l'histoire ouvrière. Cette coopération consiste principalement en un échange de documentation historique. Après 1954, c'est l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences polonaise, qui cherche à instaurer une coopération institutionnelle avec l'URSS. En mai 1959, les historiens polonais de l'IH PAN se rendent à Moscou pour discuter d'une publication d'une documentation commune sur les relations polono-soviétiques et proposent à cette occasion la création d'une commission bilatérale[1210]. Les historiens moscovites acceptent, en proposant d'intégrer des représentants des académies des sciences ukrainiennes et biélorusses. Cependant, les difficultés de trouver des historiens soviétiques spécialistes des questions polonaises ralentissent le lancement de cette commission, qui siège pour la première fois qu'en 1963, alors que la création avait été décidée en octobre 1959[1211].

[1209] SZUMSKI Jan, « U źródeł powstania Komisji Historyków Polski i ZSRR », *Klio Polska* (tom 6), 2002, pp. 55-74.
[1210] *Ibid.*, p. 64.
[1211] *Ibid.*, p. 67.

La commission germano-soviétique de « lutte contre l'historiographie impérialiste » est créée avec la RDA en 1957. Elle est dirigée par Leo Stern et Aleksander Guber (Александр Андреевич Губер, 1902-1971). La première rencontre est organisée en novembre 1957 à Leipzig, à l'occasion des 30 ans de la Révolution d'octobre. Les Allemands de l'Est et les Polonais créent leur commission historique en 1955 (*niemiecko-polska mieszana komisja historyków*) qui se réunit une première fois en mai 1956 à Varsovie. Tout comme d'autres sphères de la vie publique et scientifique – hors partis communistes[1212], les contacts avec le monde académique en URSS étaient relativement limités dans les premières années d'après-guerre, et ne se sont développés qu'après 1953, avec par exemple la participation à la conférence internationale des historiens à Rome en 1955. En URSS, le temps est plutôt à l'isolation, les historiens soviétiques n'avaient pas participé à une conférence internationale d'historiens depuis celle organisée en 1933 à Varsovie. Avant cela, avec les historiens polonais, quelques rencontres ont lieu pour le travail sur l'histoire du mouvement ouvrier et de l'histoire polonaise, mais les contacts restent sporadiques[1213]. Ainsi, l'instauration d'une méthodologie s'orientant sur le modèle soviétique en Pologne, tel qu'elle fut définie en 1948 à Wrocław lors du premier congrès des historiens polonais après la fin de la guerre[1214], n'a pas été visiblement dominée par les Leon Grosfeld.

En 1954, l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences polonaise prend contact avec des instituts moscovites pour travailler sur une histoire commune du mouvement communiste, pour laquelle les sources manquent. Des demandes similaires émanent d'autres institutions des pays du bloc Est et finalement des commissions bilatérales sont créées, dès 1957, tout d'abord avec la RDA. La thématique centrale des rencontres bilatérales germano-soviétiques est la lutte contre l'impérialisme ouest-allemand et contre les mensonges sur la 2e Guerre mondiale, avec une première rencontre à Leipzig en novembre 1957, sur le 30e anniversaire de la Révolution d'octobre et une deuxième sur l'impérialisme allemand à Berlin en 1959. La RDA instaure également une commission avec des historiens polonais en 1956, qui siège une première fois en mai 1956 à Varsovie et une deuxième fois à Berlin en novembre 1956.

Pour les pays d'Europe centrale (hors RDA), c'était l'Institut des études slaves qui était chargé de préparer les manuels d'histoire pour chaque pays. L'ouvrage de référence sur l'histoire de la Pologne

[1212] Dans un premier temps, le contrôle sur l'historiographie de la 2e Guerre mondiale relevait de la responsabilité du PCUS, qui préparait les lignes de la lutte contre les « falsifications » occidentales. L'interlocuteur en la matière du PCUS était la PZPR, et son département d'histoire.

[1213] SZUMSKI, Jan, « U źródeł powstanie Komisji Historyków Polski i ZSRR [Aux sources de la fondation de la commission des historiens de Pologne et d'URSS] », dans WIERZBICKI Andrzej (dir.), *Klio Polska: studia i materiały z dziejów historiografiipolskiej XIX-XX wieku. [6]*, Varsovie, Polskie Towarzystwo Historyczne [etc.], 2012, pp. 55-74, ici p. 59.

[1214] *Pamiętnik VII Powszechnego Zjazdu Historyków Polskich we Wrocławiu 19-22 września 1948. T. 2, z. 1*, Varsovie, Polskie Towarzystwo Historyczne, 1948.

paru à Moscou en trois tomes entre 1955 et 1958[1215]. Les contacts avec les historiens polonais prennent plus de temps à se mettre en place : en mai 1959, la première rencontre pour la publication d'une documentation, sur les relations polono-soviétiques, a lieu à Moscou, à l'Institut des études slaves de l'Académie des sciences soviétiques. Il s'agissait d'obtenir des documents pour poursuivre la publication lancée en 1957 d'une documentation sur les relations polono-soviétiques[1216] et préparer une publication en russe et en polonais de la suite de cette documentation[1217]. Les historiens polonais présents à cette rencontre, proposent, selon le compte-rendu cité par J. Szumski, la prise de contact avec les institutions travaillant sur l'histoire à Minsk, L'viv, et Vilnius. La réaction soviétique, telle que consignée, consista en l'expression d'une réticence à établir un autre canal d'échange sur les questions historiographiques à côté de celui entre les partis, puis vint l'acceptation d'une coopération avec les autres académies des sciences soviétiques, sous réserve d'une acceptation par la présidence de l'AS de l'URSS. La commission ne fut officialisée qu'en 1965, mais la coopération pratique entre l'Institut d'Histoire de la AS de l'URSS et celui de l'AS polonaise semble avoir fonctionné dès cette rencontre de 1959[1218], sous la forme d'un comité de rédaction de documentations et de matériaux sur l'histoire polono-soviétique, rattaché au Département I des Sciences sociales de l'Académie des sciences polonaise[1219].

De manière plus générale, c'est également le moment de la fondation d'institutions dédiées à l'étude de l'Europe de l'Est au sein de l'AS, en janvier 1961, la section d'histoire des relations polono-soviétique (*Pracownia Historii Stosunków Polsko-Radzieckich*), qui devient en 1965 l'unité d'histoire des relations polono-soviétiques (*Zakład Historii Stosunków Polsko-Radzieckich*) et cette unité constitua finalement la base pour la création de l'Institut des pays socialistes de l'AS polonaise en 1972 (*Instytut Krajów Socjalistycznych PAN*). En parallèle, au sein de l'Institut d'histoire de l'AS polonaise, une unité d'étude de l'histoire de l'URSS et des pays d'Europe centrale (*Zakład Historii ZRSS i Europy Środkowej*)[1220] est créée.

[1215] КОРОЛЮК В. Д. / Korolûk V. D., *et al.* (dir.), *История Польши в трех томах [Istoriâ Pol'ši v treh tomah/Histoire de la Pologne en trois tomes],* Moscou, Изд. Академии Наук СССР - Izd. Akademii Nauk SSSR, 1954.

[1216] GĄSIOROWSKA Natalia, ZATORSKI Aleksander et KALICKA Felicja (dir.), *Materiały archiwalne do historii stosunków polsko-radzieckich. T. 1, Marzec 1917 - listopad 1918*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1957.

[1217] SZUMSKI, Jan, « U źródeł powstanie Komisji Historyków Polski i ZSRR [Aux sources de la fondation de la commission des historiens de Pologne et d'URSS]», dans WIERZBICKI (dir.), *Klio Polska*, *op. cit.*, 2012, p. 64.

[1218] La production commune de documentation l'illustre : GĄSIOROWSKA Natalia, HRENOV I. A., GOSTYŃSKA Weronika *et al.* (dir.), *Dokumenty i materiały do historii stosunków polsko-radzieckich. T. 2, Listopad 1918 - kwiecień 1920*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1961 ; GĄSIOROWSKA Natalia, HRENOV I. A., GOSTYŃSKA Weronika *et al.* (dir.), *Dokumenty i materiały do historii stosunków polsko-radzieckich. T. 1, Marzec 1917 - listopad 1918*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1962.

[1219] SZUMSKI, Jan, « U źródeł powstanie Komisji…», dans WIERZBICKI (dir.), *Klio Polska*, *op. cit.*, 2012, p. 70.

[1220] *Studia z Dziejów ZSRR i Europy Środkowej*, Wrocław [etc.], Zakład Narodowy im. Ossolińskich. Wydaw.PAN, 1965.

2. Le DIZ : une expertise au service de la reconnaissance de la RDA

Le DIZ consacre son activité à la préparation de documentation sur l'histoire allemande et l'histoire de la RDA depuis sa création[1221]. Il accomplit la mission de recherche historique, telle que définie par le Comité Central du Parti Socialiste Unifié de RDA (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, SED) en 1955, d'étudier « la signification historique de la création [de ce parti] » et plus généralement, l'importance et la légitimité de l'État allemand de l'Est. C'est dans cette optique que la collecte de documentation, à la fois sur l'histoire nazie de l'Allemagne et pour faire la chronique de la RDA. On voit ici le primat politique clair et classique pour un pays socialiste de l'organisation de la science. Le DIZ s'occupe ainsi de collecter, traiter et publier des documents sur l'histoire allemande du temps présent. L'institution semble s'étoffer au fil du temps, mais la recherche reste concentrée sur la question allemande. Naturellement, la charge de la défense de la légitimité de l'existence de l'État est-allemand ne reposait pas sur les seules épaules du DIZ. Le DIZ se trouve également dans une constellation d'institutions de recherche et de formation des élites politiques : les universités de Berlin, Halle, Leipzig, l'Académie des Sciences et l'Académie allemande de sciences politiques et juridiques Walter Ulbricht (*Deutsche Akademie für Staats- und Rechtswissenschaft*, DASR « Walter Ulbricht »).

Comme dans ses premières années d'activités, ce n'est qu'à travers le prisme de cette question allemande que la dimension internationale est intégrée à la recherche du DIZ, qui se matérialise principalement par une coopération plus ou moins régulière avec des institutions polonaises, soviétiques et d'autres pays socialistes, pour des échanges de documentation sur la 2e Guerre mondiale ou par l'organisation de conférences mutuelles. Le DIZ obtient un soutien du Ministère est-allemand des Affaires étrangères (*Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten*, MfAA) dans ces échanges, et il semble que la direction du DIZ ait régulièrement participé à la Commission des Historiens germano-soviétiques, à travers S. Doernberg[1222]. De manière générale, de la correspondance fragmentaire qui reste de l'organisation de ces contacts internationaux au sein du bloc Est, il ressort une impression de travail laborieux, ralentit par des contraintes administratives liées au régime[1223], à la faible maîtrise de langues étrangères et un problème de répartition de compétence entre les différentes institutions est-allemandes.

[1221] « 15 Jahre Deutsches Institut für Zeitgeschichte », *Unsere Zeit. Beiträge zur Geschichte nach 1945* (4), 1961, pp. 435-437.

[1222] Selon les correspondances conservées dans : BArch. DIZ : DC 201/50 : Direktor. Aktennotizen und Berichte Dienstreise. 1962-1969.

[1223] Parmi les comptes-rendus d'activité, on retrouve souvent des commentaires sur le manque de fiabilité politique de certains collaborateurs, qui n'ont pas un rapport critique suffisant à la théorie marxiste-léniniste, dans le sens d'une critique dialectique, ou qui ne travaillent pas dans un esprit socialiste, de communauté, ou qui plus prosaïquement, fuient en RFA.

Pour mener ces tâches de recherche orientée politiquement, le DIZ définit un profil d'employé, qui doit rassembler des qualités scientifiques mais aussi politique. En 1960, un document du département « Documentation », chargé de préparer les publications, définit trois catégories d'employés : ceux chargés de préparer les documentations simples, sur une thématique réduite, un deuxième groupe, chargé de préparer des collections plus larges, à destination du grand public (*populärwissenschaftliche Publikationen*), et un troisième groupe, chargé des publications autonomes, scientifiques[1224]. Ces groupes sont définis par le degré de qualification, probablement universitaire, mais aussi donc par la « qualité » politique des travaux fournis : les documents sont jugés selon leur « valeur déclarative politique et force de conviction »[1225]. Les travaux sont également jugés sur leur innovation méthodologique, dans un cadre marxiste[1226].

Les choix thématiques reposent sur les « nécessités et les objectifs politiques »[1227]. La qualification scientifique est définie par un diplôme universitaire mais aussi par des « connaissances étendues de la théorie marxiste-léniniste », ou en d'autres termes : « la capacité à analyser, sélectionner le matériel étudié de manière partisane », tandis que la maîtrise de langues étrangères n'est pas exigée, une connaissance, notamment du russe, « passive » suffit[1228].

De manière générale, on pourrait décrire le cœur de l'activité principale du DIZ comme une science de l'ennemi sur la RFA, qui occupe le devant de la scène dans les travaux de cette institution est-allemande. Dans ce contexte de réticences tous azimuts et de difficultés matérielles, le dialogue avec l'Est européen mené par le DIZ repose néanmoins sur des questions essentielles de l'histoire allemande et de l'État est-allemand, et nous montre à quel point la coordination de la discussion sur le passé nazi et ses continuités au-delà de 1945 au sein du bloc Est fut un élément central pour comprendre la temporalité de l'évolution de l'imaginaire collectif en Allemagne sur l'Est européen. Les séjours de recherche en Pologne et dans le bloc Est sont principalement motivés par la recherche de

[1224] BArch. DIZ : DC 201/159 : Abteilung Dokumentation. « Gesichtspunkte für die Gewährung von Leistungszuschlägen für die wissenschaftlichen Mitarbeiter ». 2.07.1960.
[1225] *Idem*.
[1226] BArch. DIZ : DC 201/159 : Abteilung Dokumentation. Arbeitsgruppe Westdeutschland. Rapport sur un des employés, 12.12.1960. Ce rapport décrit les mesures qui ont été prises à l'encontre d'un des employés du DIZ, en lien avec le délégué/surveillant syndical (*Gewerkschaftsvertrauensmann*) et des représentants du parti, pour « clarifier » sa position idéologique. Il lui est reproché de ne pas discuter des lignes idéologiques proposées par la SED, de ne pas avoir de regard critique ou de former une opinion politique sur les questions idéologiques des thèmes qu'il traitait. Il lui est reproché de simplement reproduire le discours du « manuel 'les bases du marxisme léninisme' (Lehrbuch 'Grundlage des Marximus-Leninismus') », sans s'approprier ces réflexions : « il évite la discussion en ne donnant que des réponses courtes ou en reprenant immédiatement l'opinion de son interlocuteur ». Cet exemple illustre l'atmosphère de travail dans laquelle était le DIZ, qui interdisait ainsi une activité de documentation ancrée superficiellement dans le discours idéologique communiste.
[1227] BArch. DIZ : DC 201/159 : Abteilung Dokumentation. « Wissenschaftliche Mitarbeiter. Tätigkeit ». 15.06.1960.
[1228] *Idem*.

documents sur le passé nazi d'hommes politiques ou de personnes de la sphère publique ouest-allemande[1229]. C'est dans cette optique que Rudi Goguel créé un département d'étude de l'Ostforschung, dans lequel il développe une lecture marxiste de l'héritage de l'expertise allemande de l'Est

Comme le rappelle l'historien Bronisław Baczko dans son travail sur les imaginaires sociaux, la pensée de Marx s'est intensément concentrée sur l'origine des éléments d'une mentalité collective[1230], et il semble que cette dimension de recherche de ce qui est à la racine de politique fasciste à l'Est durant la guerre, et surtout les héritages d'après 1945, hante Rudi Goguel. Après sa confrontation tant aux contestations des frontières issues de 1945 venant de RFA, qu'aux traces de la guerre en Europe de l'Est, et surtout aux sources restées disponibles, il se décide à porter sa lutte pour la reconnaissance des frontières et des leçons de la guerre à un autre niveau. Il s'attaque aux discours passés et leur héritage dans l'Allemagne de l'Ouest sur l'Est européen, dans une logique de lutte entre les deux Allemagnes. Il retourne en quelque sorte la pratique de la science de l'ennemi et développe une science de l'ennemi occidental sur la science de l'ennemi oriental. Par là même, il contribue à l'identification rétrospective de ce discours en tentant d'en déterminer les caractéristiques et les continuités dans la RFA. Il se place pour cela sous l'ombrelle de l'objectif officiel annoncé par le parti au pouvoir, la SED, du 5.07.1955, sur la politisation des sciences historiques, qui doivent désormais remplir une mission de lutte contre « l'historiographie réactionnaire et la falsification de l'histoire de l'Union soviétique »[1231]. R. Goguel transpose cette mission à la dénonciation de l'*Ostforschung*, dans une logique de défense de l'URSS contre « l'incitation à la haine (*Hetze*) » venant de RFA, dans un contexte plus large de défense émanant d'URSS contre les attaques occidentales suivant les crises de 1956 dans le bloc Est. L'*Ostforschung* est identifiée comme cible par le SED le 29.07.1956[1232]. Le problème avec cette mission, comme dans d'autres cas de science de l'ennemi, c'est de laisser certaines personnes accéder à un matériel portant ce discours ennemi. Dans un premier temps, à l'Université Humboldt de Berlin, c'est Eduard Winter (1896-1982)[1233] qui est chargé d'établir un

[1229] Un exemple parmi d'autres : le séjour de Hans Peter à Varsovie pour la recherche de « documents acablants sur des membes de l'armée fédérale de l'avant 1945 », dont le général Kielmansegg, futur partenaire de la DGAP dans le dialogue avec l'IMEMO. BArch. DIZ : DC 201/159 : Abteilung Dokumentation. Hans PETER. « Bericht über meine Dienstreise nach Warschau vom 6.-19.9.1960 », 24.6.1960.

[1230] BACZKO Bronislaw, *Les imaginaires sociaux: mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, p. 20.

[1231] CREUZBERGER Stefan et UNSER Jutta, « Osteuropaforschung als politisches Instrument im Kalten Krieg. Die "Abteilung für Geschichte der imperialistischen Ostforschung" in der DDR (1960 bis 1968) », *Osteuropa : Zeitschr. für Gegenwartsfragen des Ostens* 48 (8-9), 1998, p. 851.

[1232] *Ibid.*, p. 852.

[1233] Un des rares *Ostforscher* à avoir intégré des structures allemandes de l'Est : voir ses mémoirs –enjolivés mais néanmoins intéressants du point de vue de sa réflexion personnelle – où il explique son parcours d'une jeunesse aux accents nationalistes à sa recherche sur la culture slave : WINTER Eduard, *Mein Leben im Dienst des Völkerverständnisses: nach Tagebuchaufzeichnungen, Briefen, Dokumenten und Erinnerungen*, Akademie-Verlag, 1981.

panorama de la question. D'autres universitaires reprennent peu à peu le flambeau de cette lutte, et définissent le regard qui doit être porté sur ce discours[1234]. En résultat, en mai 1959, un groupe de travail est fondé à l'Université de Leipzig, dédié à « la lutte contre l'*Ostforschung* ouest-allemande »[1235], et un peu plus tard, R. Goguel propose un groupe similaire, ancré au DIZ[1236]. Ce deuxième groupe doit préparer un centre d'information sur la question, alors pratiquer non seulement de la recherche, mais dans un but d'éducation politique et se place d'emblée dans le rôle du coordinateur des différents centres de recherche universitaire en la matière.

Le groupe que dirige R. Goguel est fondé le 1.06.1960 : le département pour l'histoire de la recherche sur l'Est impérialiste (*Abteilung für die Geschichte der imperialistischen Ostforschung*), rattaché à l'Université Humboldt de Berlin[1237]. Dès les premiers mois de son activité, on reproche à R. Goguel et à ses collaborateurs, leur manque d'expérience tant dans la recherche académique que de la RFA. Le département manque de moyens, en termes de devises en particulier, mais aussi en termes de soutien institutionnel : les interlocuteurs du monde universitaire et politique ne montrent que peu d'intérêt selon les historiens S. Creuzberger et J. Unser pour ces travaux[1238]. Si bien que cet « œuf de coucou » est intégré au DIZ et DWI, au lieu d'être rattaché à l'Académie des Sciences est-allemande, comme le souhaitait Rudi Goguel[1239]. Leur travail consiste principalement en la recension des textes de chercheurs sur l'Est publiés en RFA, dans la mesure où ils leur étaient accessibles. Le département publie une grande quantité de recension de ces textes, comme le rapporte R. Goguel[1240]. R. Goguel semble faire face régulièrement à des remises en cause de sa légitimité à traiter des sujets dans lesquels il s'engage : pas tant sur le plan des compétences « techniques »[1241] mais plutôt sur le plan du profil académique et politique.

En 1962, après les premières années d'activité de son groupe de recherche sur l'*Ostforschung* « impérialiste », Rudi Goguel propose dans un long article, ses réflexions sur ce domaine. L'article commence par un rattachement traditionnel de son activité aux orientations politiques du parti au pouvoir : c'est sur la proposition de Walter Ulbricht que ce groupe est créé, dans le but de « soumettre

---

[1234] GENTZEN Felix-Heinrich, VOIGT Gerd, WOLFGRAMM Eberhard *et al.*, « Die „Ostforschung" - ein Stosstrupp des deutschen Imperialismus », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* (6), 1958, pp. 1181-1220.
[1235] CREUZBERGER et UNSER, « Osteuropaforschung als politisches Instrument im Kalten Krieg. Die "Abteilung für Geschichte der imperialistischen Ostforschung" in der DDR (1960 bis 1968) », *art. cit.*, 1998, p. 853.
[1236] *Ibid.*, p. 854.
[1237] *Ibid.*, p. 855.
[1238] *Ibid.*, p. 859.
[1239] *Ibid.*, p. 862.
[1240] GOGUEL Rudi, « Die Abteilung für Geschichte der imperialistischen Ostforschung », *Materialien / Abteilung für Geschichte der imperialistischen Ostforschung an der Humboldt Universität* 1 (1), 1963, pp. 38-46.
[1241] Rappelons que R. Goguel ne semblait parler ni russe, ni polonais, ni d'autres langues slaves. BArch. DIZ : DC 201/285 : Abteilung Ostforschung (DWI/DIZ). Lettre de Heinz Scheel à R. Goguel du 17.07.1961.

à une analyse scientifique fondamentale » l'expertise de l'Est ouest-allemande[1242]. Il se réjouit des progrès de la communauté scientifique de RDA en la matière, mais constate qu'il manque encore une réflexion systématique sur certains aspects, notamment le rapport de ce groupe social des experts de l'Est à leur État, à la science et leur philosophie générale. La figure de l'expert de l'Est est identifiable mais pas encore clairement définie. Ce qui ressort d'emblée, aux yeux de R. Goguel, c'est le rôle fondamental que joue l'anticommunisme dans leur travail. Cependant, il déplore la difficulté de définir cette activité sans reprendre la terminologie « impérialiste ». Ce faisant, il reprend une série de définitions apportée par les *Ostforscher* sur leur propre activité, dont celle de Werner Markert, tiré du premier manuel de la série consacrée à l'Europe de l'Est, pour qui sa mission consiste en « la révision de l'image historique et la contribution à la connaissance des effets que l'expulsion[1243] et la révolution politique, sociale et industrielle de l'espace est-européen portent en eux »[1244]. Cette définition ainsi que les autres qu'il cite, restent trop larges et ne rendent pas vraiment l'essence de cette expertise. Il ne veut pas non plus réduire cette expertise à des pratiques de figures « néofascistes », telle Peter-Heinz Seraphim, régulièrement attaqué par la RDA, ou encore le Cercle de travail de Göttingen (*Göttinger Arbeitskreis*). Pour lui, ces figures ne mènent qu'à une « sous-estimation de l'ampleur de leur effets » en RFA[1245].

Ainsi, il propose sa propre définition : cette pratique émerge à ses yeux après la 1e Guerre mondiale, une « guerre des forces impérialistes », où « les pouvoirs militaires et économiques, mais aussi la force (*Potenz*) scientifique » ont été tressés dans la politique au service de l'impérialisme. L'effort de guerre a suscité un engagement des sciences techniques, au servie de l'industrie d'armement, ce à quoi s'est ajouté le besoin de contrer les effets de la révolution bolchevique, sur un plan plus politique. L'expertise de l'Est naît ainsi pour R. Goguel dans une culture scientifique au service de l'impérialisme, et dans le but de produire des contenus pour une « influence des masses » dans le contexte d'une société de classe, avec la lutte éponyme intrinsèque. Cette culture scientifique et politique n'est pas humaniste comme elle prétend l'être et au lieu de produire des connaissances « objectives », et de contribuer à « une plus haute conscience » des Hommes, elle a produit des falsifications de la réalité, qui ont nourri le dénigrement de l'humanité et ont abouti à des « plans pour (…) l'anéantissement humain (…), la 'Solution finale' dans la question juive »[1246]. R. Goguel ne veut pas nier l'existence d'une certaine résistance à cette tendance dans la société bourgeoise mais ce qui lui importe, c'est de se détacher de cette autodéfinition de l'*Ostforschung*, qui « ne peut pas être classée

[1242] GOGUEL Rudi, « Zur Definition und den Tätigkeitsmerkmalen der deutschen Ostforschung », *Informationen über die imperialistische Ostforschung* 2 (2-3), 1962, p. 2.
[1243] On peut supposer ici qu'il fait référence à l'expulsion des Allemands d'Europe de l'Est.
[1244] GOGUEL, « Zur Definition und den Tätigkeitsmerkmalen der deutschen Ostforschung », *art. cit.*, 1962, p. 3.
[1245] *Ibid.*, p. 4.
[1246] *Ibid.*, p. 6.

comme branche scientifique ou comme discipline scientifique [mais] plus correctement comme *principe politique* »[1247]. Il inscrit l'expertise de l'Est dans la tradition impériale allemande, qui naît ainsi sur les cendres des associations pangermanistes de la fin du XIX[e] siècle (*Alldeutscher Verband et le Deutsche Ostmarkenverein*), qui survit aux défaites consécutives dans les deux guerres mondiales. Malgré le « caractère criminel des buts des monopoles allemands et de leur appareil étatique ainsi que leurs méthodes d'exploitation et de destruction pratiquées dans la guerre sur les peuples attaqués », le revanchisme à la base de ces discours reste d'actualité et constitue la marque de l'impérialisme allemand[1248].

Cet article fait l'objet d'une critique par un historien, alors assistant à l'Institut de Marxisme Léninisme de l'Université Humboldt : Erhard Pachaly (1934- 2012)[1249]. Sa critique porte sur les faiblesses de l'appareil théorique marxiste mobilisé. E. Pachaly reproche à R. Goguel de ne pas intégrer l'*Ostforschung* dans une réflexion plus large sur les spécificités de « l'impérialisme allemand », de « l'interaction entre l'agressivité et le caractère en principe défensif » de l'*Ostforschung*[1250]. Ce caractère s'expliquerait par « le stade historique » auquel était arrivé « l'impérialisme allemand », s'enfonçant dans la crise[1251], précédant la révolution dans la lecture marxiste de l'histoire. Le recenseur conseille de séparer plus nettement les activités d'espionnage – au sens marxiste, c'est-à-dire hostile, des autres activités de l'*Ostforschung* d'information « neutre ».

Enfin, il faudrait, pour E. Pachaly, souligner plus la dimension anticommuniste de cette branche d'activité, car :

> « la politique d'anéantissement systématique de l'impérialisme fasciste allemand dans la guerre contre l'Union soviétique ne constitue pas seulement une fusion idéologique mais bien pratique, du revanchisme et de l'anticommunisme. »[1252]

Au-delà des discussions de méthodologie marxiste, cet élément d'unité de la recherche sur l'Est est repris par R. Goguel dans l'organisation du travail de son département, qui malgré sa petite taille et ses faibles moyens, produit une quantité significative de publications. Ils continuent leur recension d'ouvrages actuels et passés de chercheurs sur l'Est allemand, et préparent des biographies sur ceux-

[1247] *Ibid.*, p. 8. Soulignement dans l'original.
[1248] *Ibid.*, p. 10.
[1249] PACHALY Erhard, « Zu einigen theoritischen Problemen des Artikels von Rudi Goguel », *Informationen über die imperialistische Ostforschung* 2 (5-6), 1962, pp. 1-10.
[1250] *Ibid.*, p. 3.
[1251] *Ibid.*, p. 5.
[1252] *Ibid.*, p. 8.

ci[1253]. Le lien avec la violence de la guerre est systématiquement mentionné, mais rarement explicité. Dans ce cadre, Rudi Goguel continue de se rendre en Pologne notamment pour collecter des informations et des ouvrages allemands d'avant 1945, et pour diffuser les analyses de son département. Il semble également avoir été le point de contact pour les organisateurs soviétiques de tables rondes sur la question du « Drang nach Osten » allemand, le dotant d'une aura internationale d'expert en la matière[1254]. Ces efforts ne suffisent pas à pérenniser son « département » qui est détaché de l'Université Humboldt et ancré au DIZ en 1967.

3. Discussions détournées au PISM sur la frontière orientale polonaise, à l'ombre de la frontière occidentale (1958-1966)

Dans les années 1950, les études du PISM sur l'Allemagne sont menées avec un intérêt soutenu et on y retrouve l'écho des recherches d'avant 1939 produites par des institutions telles que l'Institut de l'Ouest (*Instytut Zachodni*) de Poznań. On a une continuité, relative dans la recherche sur l'Ouest, en l'occurrence, l'Allemagne, en Pologne, contrairement aux études sur l'Europe de l'Est. La discussion sur l'URSS, au sein du PISM se déploie dans un cadre matériel et politique d'une institution, qui s'est stabilisée, après 10 ans d'existence depuis 1947, et qui sort progressivement du stalinisme, avec le reste de la Pologne. D'une part, le PISM se caractérise par une rotation importante du personnel, en lien avec sa réputation[1255] de « placard doré » pour les diplomates, les hommes politiques en

[1253] GOGUEL, « Die Abteilung für Geschichte der imperialistischen Ostforschung », *art. cit.*, 1963 ; GOGUEL Rudi, « Die Abteilung für Geschichte der imperialistischen Ostforschung an der Humboldt Universität. Bilanz », *Materialien / Abteilung für Geschichte der imperialistischen Ostforschung an der Humboldt Universität* 3 (1), 1965, pp. 1-17.

[1254] R. Goguel participe notamment à une conférence organisée en avril 1966 à Moscou sur ce sujet par l'Institut d'Histoire de l'Académie des sciences de l'URSS, dont les actes sont publiés, voir : *Kritika zapadnogermanskogo « ostforšunga »: materialy nauč. sessii, sostojav. v Moskve v ijune 1964 g., Moskva, Izd. Nauka, 1966.*
Voir la recension ouest-allemande : Marko Kurt, « Book Review: Kritika zapadnogermanskogo „ostforšunga" [Kritik der westdeutschen „Ostforschung"]. (Materialy naučnoj sessii, sostojavšej v Moskve v ijune 1964 g.) », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 16 (1), 1968, pp. 145-146.
Les publications de ce type de séminaire rassemblant des contributions de tout le bloc Est semblent se multiplier à la fin des années 1960, avec une autre publication notable : В. Д. КОРОЛЮК, *« Дранг нах Остен » и историческое развитие стран Центральной, Восточной и Юго-Восточной Европы. (Материалы международного симпозиума по проблеме « Дранг нах Остен » и историческое развитие стран Центральной, Восточной и Юго-Восточной Европы", 20-23 апреля 1966*, 1967.

[1255] C'est l'écho qui est ressorti des entretiens mené avec d'anciens employés du PISM, confirmé par Jerzy W. Borejsza et par l'anecdote citée dans les mémoires de M. Tomala, selon laquelle, les hommes politiques se divisaient en trois catégories, ceux qui travaillent au PISM, ceux qui y ont travaillé et ceux qui y travailleront. TOMALA, *Z dni chmurnych i górnych w Polskim Instytucie Spraw Międzynarodowych*, *op. cit.*, 2002, p. 10.

déchéance et de point d'observation pour les services secrets. D'autre part, par la diversité de son personnel et leur position aux marges de la vie politique polonaise, le PISM fut aussi directement touché par les tensions politiques qui ont marqué la société polonaise en 1956. Ainsi, comme en témoigne à nouveau M. Tomala, le personnel était divisé entre les tenants de Gomulka et ses opposants, jusqu'au sein de la direction[1256]. La position libérale du directeur d'alors, Juliusz Katz Suchy (1912-1971), lui coûta son poste. Dans le même temps, le PISM accueillait des rescapés polonais des camps soviétiques, tel Józef Berger qui avait été secrétaire du Parti communiste polonais de 1929 à 1931 (KPP)[1257] et qui trouva une place au PISM après sa libération en 1956[1258]. Quelques années plus tard, en 1968, la vague antisémite s'abat également sur le PISM, encore plus violemment que la crise de 1956. Il est cependant difficile de reconstruire ces événements cruciaux, les archives ayant été constituées une première fois en 1971 puis à nouveau en 1981, c'est-à-dire encore à la suite de moments charnière dans la vie politique polonaise[1259]. Hans Richter, un employé du DIZ, nous informe des tensions que le PISM traverse en 1968 : à l'occasion de discussions sur les problèmes politiques internes, qui concernaient « principalement les questions idéologiques, les problèmes de la population juive ainsi qu'avec la situation entre les étudiants »[1260]. C'était pour lui, sa première visite en Pologne, et ces débats l'ont impressionné. Quelques années plus tard, à nouveau le regard des Allemands de l'Est nous informe de l'organisation du travail au sein du PISM et de la fonction de cet institut : lorsque S. Doernberg s'y rend en 1963, pour conclure un accord entre le DIZ et le PISM, il rapporte les propos de ses interlocuteurs, notamment du directeur d'alors, Ostap Dłuski et du futur directeur, Adam Kruczkowski. De sa discussion avec eux, S. Doernberg conclue que le PISM organise des événements et invite des personnalités, notamment des hommes politiques étrangers, « qui sont intéressés par la Pologne, mais que pour différentes raisons, le gouvernement ne veut pas inviter »[1261]. Et bien entendu, le personnel du MSZ assiste aux événements organisés avec ces invités indésirables, qui peuvent être publics ou d'accès limité. Pour les interlocuteurs polonais de S. Doernberg,

> « ce travail est (…) utile, car il permet de faire connaître à ces hommes politiques, le point de vue du peuple polonais sur les questions fondamentales de la politique

[1256] *Ibid.*, p. 61.
[1257] COURTOIS Stéphane, *Livre Noir Du Communisme: Crimes, Terreur, Répression*, Harvard University Press, 1999, p. 304.
[1258] TOMALA, *Z dni chmurnych i górnych w Polskim Instytucie Spraw Międzynarodowych*, *op. cit.*, 2002, p. 64.
[1259] AAN, PISM, 118 : Sekretariat Dyrektora. Spisy zdawczo-odbiorcze PISM. 1958-1993. Dans ce dossier, on trouve l'inventaire des documents dressé par l'administration du PISM et des notes sur les documents détruits, en 1971 et en 1981. La documentation notamment de 1968 et 1969 a été ainsi détruire en 1981.
[1260] BArch. DIZ : DC 201/50 : Direktor. Aktennotizen und Berichte Dienstreise. 1962-1969. Hans Richter, « Bericht über mein Studienaufenthalt in Warschau », 28.06.1968, 3 p.
[1261] BArch. DIZ : DC 201/50 : Direktor. Aktennotizen und Berichte Dienstreise. 1962-1969. Stefan Doernberg, « Bericht über einen Besuch des PISM in Warschau », 27.12.1963.

> internationale, et par là, ce travail est un élément important de la politique étrangère polonaise »[1262].

C'est peut-être la particularité de l'expertise polonaise, qui doit porter dans les deux sens, les opinions publiques : vers l'intérieur et vers l'extérieur de la société polonaise. S. Doernberg rapporte encore que le PISM ne produit pas que des ouvrages publics mais aussi des analyses internes pour le Ministère polonais des Affaires étrangères, sous contrôle scientifique interne au PISM.

(1) La dynamique des études allemandes au PISM

Le PISM a accueilli le centre de coordination des recherches sur la question allemande en Pologne populaire, il semble, sur l'initiative et l'engagement de Mieczysław Tomala et du directeur du PISM de 1956 à 1959, Julian Hochfeld : en juillet 1958, ce dernier adresse une demande au Ministre des Affaires étrangères polonais, Zbigniew Rapacki, l'informant de la proposition du professeur Orłowski, de créer un lieu de coordination de la recherche foisonnante sur les questions allemandes en Pologne[1263], pour éviter les doublons et éviter le gaspillage des ressources scientifiques. À cette occasion, il demande également un financement supplémentaire destiné à enrichir la bibliothèque du PISM sur cette thématique. Le Comité de coordination des recherches sur l'Allemagne (*komitet koordinacyjny badań niemcoznawczych*) fut ainsi fondé en février 1959. Dans le cadre de la préparation des travaux de ce comité, qui réunira donc les institutions scientifiques et universités travaillant sur la thématique allemande en Pologne, M. Tomala fut chargé de recenser les travaux menés en Pologne en la matière[1264]. De cette étude, il tire les conclusions suivantes : l'approche dominante de cette question est l'histoire, notamment l'histoire de la Prusse orientale. Il regrette que la période la plus récente (la 2e Guerre mondiale et l'entre-deux-guerres) ainsi que la question du déplacement de la population allemande ne soient pas traitées en profondeur[1265]. Une autre thématique qui ne lui semble pas traitée

---

[1262] *Ibid.*

[1263] AAN, PISM : 40. Sekretarz Naukowe badania niemcoznawsze u PISM. Lettre du 27.07.1958 de Julian Hochfeld à Z. Rapacki.

[1264] AAN, PISM : 40. Sekretarz Naukowe badania niemcoznawsze u PISM. Pièce jointe de la lettre du 5.11.1958 de Julian Hochfeld à Z. Rapacki: « Stan badań niemcoznawczych w Polsce », 10 p.

[1265] « Malgré le fait que ce sujet [l'Ostpolitik et le rôle des déplacés allemands de Pologne] semble être de première importance pour nous, malgré qu'il devrait nous absorber spécialement, il faut dire qu'à part le travail large de recension de type journalistique dans nos revues, qui n'entre bien évidemment pas en compte pour nos réflexions, on ne mène pas dans ce domaine d'étude sur une échelle à laquelle on pourrait s'attendre. (Mimo, że temat ten wydaje się być pierwszoplanowym dla nas, mimo, że winiem nas specjalnie absorbować, to trzeba stwierdzić, że poza szeregiem opracowań typu publicystycznego w czasopismach, które rzecz jasna

avec assez de rigueur est celle de la recherche sur l'Est en RFA : il déplore le fait qu'il y ait plus de recherche en RFA sur la Pologne que vice-versa[1266]. Il préconise de se détourner de l'approche historique pour s'intéresser à une analyse de la situation contemporaine de l'Allemagne, pour mieux comprendre la politique étrangère allemande. Cette thématique a fait l'objet des premières coopérations entre les institutions des pays socialistes en 1961. Si la question allemande n'obtient qu'à la fin des années 1950 une reconnaissance institutionnelle au sein du PISM, on voit sur le schéma ci-dessous que la question soviétique ne fait qu'une apparition momentanée dans les années 1950 dans l'activité du PISM. Les thèmes dominants sont le droit international, l'économie et l'histoire récente.

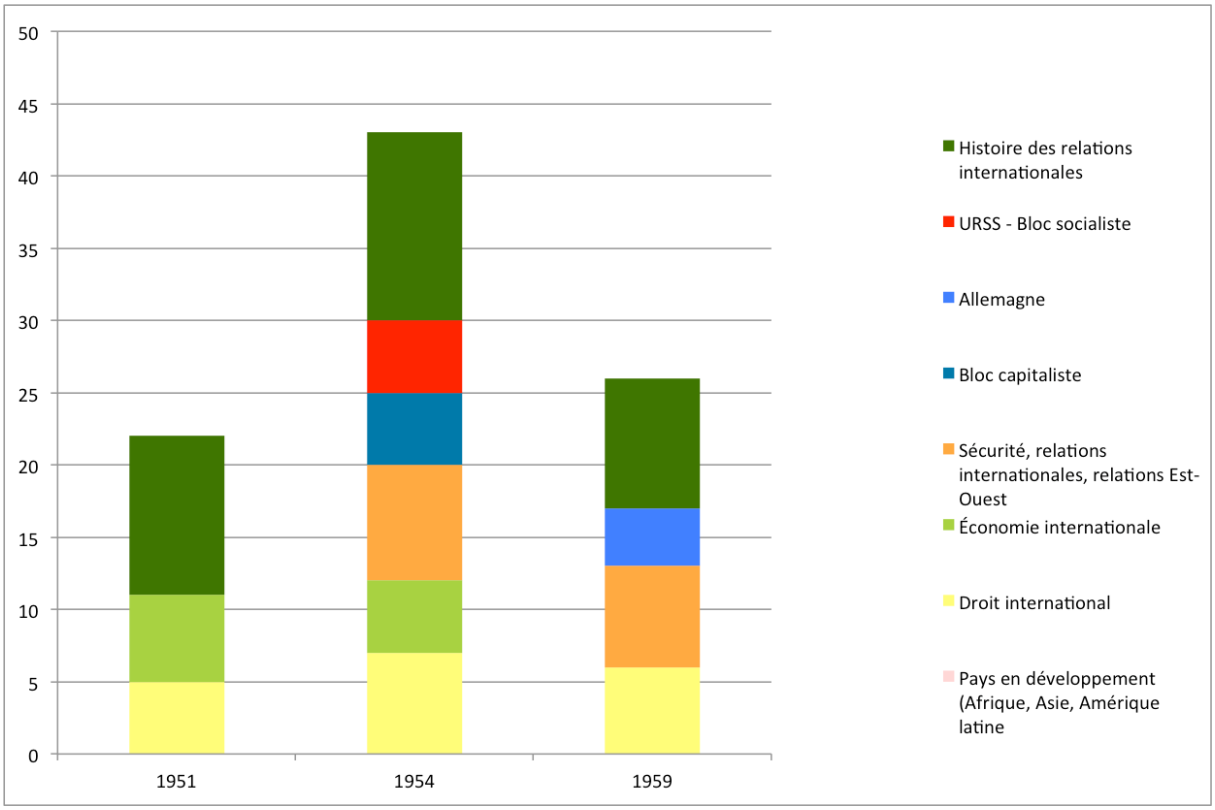


Figure 45: Répartition des employés du PISM selon les domaines de recherche (1951-1959)

nie są brano pod uwagę przy naszych rozważaniach, nie prowadzi się w tym zakresie badań na taką skalę, na jaką należało by oczekiwać) ». *Ibid.*

[1266] *Ibid.*

(2) La recherche historique au PISM

Le PISM entretenait également des liens avec la communauté scientifique polonaise, l'idée étant de donner une base « scientifique » aux travaux menés en son sein, et assurer la formation de cadres dans les thématiques internationales. Ainsi, en février 1950, le PISM accueille une conférence des historiens, dans laquelle on propose de créer un annuaire des questions internationales où on pourra recenser ce qui s'écrit en la matière en URSS et dans les pays de démocratie populaire, on insiste sur la nécessité de faire reposer la diplomatie actuelle sur l'expérience historique, et on propose de concentrer la recherche sur la période 1795-1918 (c'est-à-dire la période de la division de la Pologne) et sur l'entre-deux-guerres. Cette orientation scientifique n'est pas constante, et se trouve reléguée au second plan par certains directeurs, alors que d'autres en font la base du travail de l'institut. Pour ce qui est de l'orientation plus directement instrumentale du travail du PISM, on peut considérer l'année 1958 comme un tournant, avec l'éviction de Juliusz Hochfeld en 1959 et la nomination d'Ostap Dłuski.

En effet, 1958 semble marquer la fin de la construction de la base scientifique du PISM, qui avaient pourtant déjà été lancées par les deux directeurs précédents. Mais, dans les premières années, le PISM faisait face à des difficultés de recrutement et devait se reposer sur des personnalités formées dans la Pologne d'avant-guerre, qui s'intéressaient plutôt à la perspective historique. En 1959, on rectifie le tir : l'« *unaukowienie* » (la scientifisation) de l'Institut n'est que l'accomplissement des obligations placées en première place dans la loi de 1947, fondant le PISM. Le travail scientifique n'est ainsi jamais considéré dans une perspective académique mais uniquement pour remplir les devoirs qui incombent à l'Institut par le biais des intérêts de la politique étrangère polonaise »[1267]. Ce « tournant scientifique », qui est en fait plutôt un tournant de bureaucratisation de l'expertise, se traduit par un changement de statut de l'Institut, qui est désormais doté d'un conseil scientifique en bonne et due forme[1268]. On change notamment la répartition des sections de recherche, qui doivent être dotées d'une plus grande autonomie. Le but étant aussi de donner une plus grande marge d'action aux cellules les plus dynamiques de l'institut, notamment celle dédiée à la question allemande[1269]. En prévision de la liquidation de l'École des diplomates, la SGSZ, on prévoit également de mener des formations aux

[1267] AAN, PISM : 132. Perspektywy roku 1959 w świetle doświadczeń roku 1958, 41 p.
[1268] AAN, PISM : 104. Sekretariat Dyrektora. Protokoły z zebrań pracowników PISM w latach 1958, 1962-1963, 1972, 1986, 1988. (auteur illisible), « Protokół z zebrania ogólnego pracowników PISM – dnia 30 grudnia 1958 r. », 10 p.
[1269] *Ibid.*

questions internationales au sein du PISM (séminaires, stages de recherche)[1270]. En 1958, sur 54 employés au PISM, 43 parlent russe, 37 anglais, 36 français et 32 allemand[1271]. En 1958, les contacts internationaux sont déjà développés en direction des deux Allemagnes, mais pas encore avec l'URSS[1272]. Le travail du PISM s'organise en coopération avec le Ministère des Affaires étrangères pour obtenir des archives situées à l'étranger[1273] et semble avoir hérité des activités de surveillance de la presse étrangère du MSZ[1274]. Ce sont sur ces bases documentaires que les employés du département histoire publient régulièrement des documents dans la revue SM du PISM.

Au PISM, on trouve par ailleurs des chercheurs qui travaillent sur leur doctorat ou leur habilitation, tel Włodzimierz T. Kowalski, historien de formation, sur l'histoire de la frontière orientale polonaise d'avant 1939, sous la direction de Tadeusz Cieślak. Ces travaux sont souvent en lien avec des questionnements contemporains, comme les travaux de J. Jurkiewicz sur la politique du Vatican. Ainsi W. Kowalski justifie l'intérêt de son travail dans l'introduction de sa thèse, pour souligner l'importance de son sujet, en mettant en parallèle la rapidité avec laquelle le gouvernement britannique a pu accepter le tracé de la ligne de partage de la Pologne, du pacte Ribbentrop-Molotov, contrairement au gouvernement en exil polonais[1275]. La coopération avec le monde universitaire semble avoir été assez soutenue, comme le montre les traces des recensions des travaux des historiens du PISM. On corrige tant les travaux sur le fond que sur la forme. Toujours avec l'exemple de W. Kowalski, dans le manuscrit qui conservé parmi les archives du PISM, on trouve des notes en marges, indiquant tantôt des corrections politiques (« red. pol. » pour *redakcja polityczna*), tantôt des corrections sur le fond (« red. mer. », *redakcja merytoryczna*). La culture de travail de cet institut se trouve bien à la croisée des milieux, politiques et universitaires.

Lors de sa visite, H. Peter, employé au DIZ décrit la place particulière que les historiens occupent au PISM à ce moment[1276] : elle est organisée de manière scientifique, les employés se sont pour beaucoup qualifiés par un doctorat et enseignent, ce pendant la « précision scientifique (*wissenschaftliche Gründlichkeit*) » laisse à désirer. Les historiens « jouissent d'une pleine reconnaissance [même si elle] n'est pas matériellement visible en termes de salaires ou de logement ». Il note, comme pour le PISM en général, une connaissance des langues étrangères « remarquable, liée souvent à une expérience de l'étranger ». Peter constate que l'activité de publication est intense mais

[1270] AAN, PISM : 132. Perspektywy roku 1959 w świetle doświadczeń roku 1958, 41 p.
[1271] *Ibid.*
[1272] *Ibid.*
[1273] AAN, Ostap Dłuski : 450/III/93. Protokół z posiedzenia Dyrekcji w dniu 12 września 1960, 7 p.
[1274] AAN, PISM : Protokół z posiedzenia Dyrekcji w dniu 12 września 1960, 7 p.
[1275] AAN. PISM : 785. Stosunki Polski z zagranicą. « Linia Curzona » de W.T. Kowalski , p. XXII.
[1276] BArch. DIZ : DC 201/159 : Abteilung Dokumentation. Hans PETER. « Bericht über meine Dienstreise nach Warschau vom 6.-19.9.1960 », 24.6.1960.

qu'il « existe un flou idéologique (*ideologische Unklarheiten*) ». Compte-tenu de la grande diversité des profils travaillant au PISM, surtout dans les premières années d'activité, cette observation semble crédible, surtout en comparaison avec les difficultés du DIZ à recruter et surtout garder ses employés au même moment, avant la construction du Mur de Berlin.

Le débat de 1959 : de l'Allemagne à l'URSS

Les 27-28.04.1959, le PISM accueille une conférence sur les relations germano-polonaises entre 1933-1939[1277]. Cette « session scientifique » était composée de cinq interventions, d'abord sur les relations germano-polonaises entre 1918 et 1939, puis sur l'historiographie de ces relations, suivie par une analyse de ces relations dans les discours hitlériens avant deux interventions sur des points plus spécifiques : la Pologne face au pacte oriental de 1934 et face à la conférence de Munich de 1938. Cette session nous intéresse dans la mesure la discussion qui suivit ces interventions fut animée entre autres, par Stanisław Zabiełło et Józef Lewandowski, alors jeune historien qui prépare une thèse sur le thème du fédéralisme polonais autour de 1918, publiée en 1962[1278]. Avant de regarder le contenu de la discussion, nous voulons nous intéresser aux éléments de cette discussion qui nous semblent pertinents pour comprendre la pensée de ces intellectuels et universitaires polonais à ce moment sur leur passé récent et notamment les relations avec l'URSS ou l'Est européen. Cette transcription semble refléter assez fidèlement les interventions et la discussion, car on y retrouve des petites phrases exclamatives, du type, « ah mon dieu, [pas encore] cet esprit Prusse ! » pour se moquer du schématisme d'une des présentations. Ce texte « multiplié » et distribué dans plusieurs universités en Pologne, comme on pourrait le déduire des entrées du catalogue actuel centralisé des bibliothèques universitaires polonaises, le NUKAT[1279]. Il fut également recensé dans la revue « Informations historiques : revue pour les enseignants (*Wiadomości Historyczne : czasopismo dla nauczycieli*) ».

Kazimierz Piwarski (1903-1968) se charge du panorama de l'historiographie sur les relations germano-polonaises de 1933-1939. C'est au détour de la discussion sur un ouvrage particulier ouest-allemand, que l'historien polonais en vient à discuter, très indirectement de la politique polonaise envers l'URSS, et jamais dans une position d'analyse, mais en utilisant le regard d'un historien ouest-allemand pour formuler la norme de la Pologne populaire. Nous allons nous attarder un peu sur les

[1277] AAN. PISM : 897. Zakład historyczny. Sesja naukowa poświęcona stosunkom polsko-niemieckim w latach 1933-1939. 1959.

[1279] Le catalogue recense 5 bibliothèques possédant le texte, à Wrocław, Toruń, Cracovie, Varsovie et Poznań : http://nukat.edu.pl/lib/item?id=chamo:973206&theme=nukat, consulté le 8.07.2016.

étapes de la discussion de K. Piwarski, qui est un exemple caractéristique de la difficulté d'analyser ouvertement la politique orientale polonaise d'avant 1939, qui n'est décrite qu'en termes de condamnations. Kazimierz Piwarski différencie pour l'historiographie de Pologne, les travaux sur les relations diplomatiques et sur les relations des mouvements ouvriers. Il place dans ces derniers, les travaux de l'Institut d'histoire auprès du Comité central du POUP, à côté de ceux de l'Institut juif d'histoire. Il traite ensuite de l'historiographie de l'émigration dont il déplore la difficulté d'avoir accès à l'intégralité des parutions. Globalement son commentaire s'inscrit dans la tendance historiographique de la Pologne populaire : la critique de l'orientation « pro-allemande » de Beck, de de l'annexion de 1938-39 de Teschen qui isole la Pologne, notamment d'une alliance avec l'URSS. Il passe en revue, les autres historiographies de la question, en France, Grande-Bretagne, Italie et finalement, l'URSS. Pour l'historiographie soviétique il mentionne les travaux de Vladimir Petrovič Potemkin (Потемкин, В. П (Владимир Петрович, 1876-1946) et son « histoire diplomatique » de 1945[1280].

La partie la plus détaillée de son intervention, il la réserve toutefois aux discussions entre les historiens polonais de l'exil et les historiens allemands, sur l'évaluation de la politique de Piłsudski envers l'Allemagne (notamment sur la question de la guerre préventive, et les prises de position de Hans Roos). Il s'attaque à H. Roos et plus nettement à Richard Breyer, qu'il qualifie d'*Ostforscher*. À ce dernier, il reproche, outre son obsession de la minorité allemande en Pologne, de dessiner, sous des « apparences d'objectivité », une situation où la Pologne n'avait pas d'autre choix que de se rapprocher de l'Allemagne dans les années 1930. En effet, tout en critiquant l'agressivité d'Hitler, Piwarski constate que R. Breyer présente la division de la Pologne par ses deux voisins en 1939 comme inévitable, car elle n'a pas pu trancher entre « soit l'alliance étroite avec l'Allemagne, soit la capitulation envers la politique « agressive » /ce qu'il, du reste n'arrive pas à démontrer/ de l'URSS. ». L'ouvrage de Hans Roos sur la politique étrangère polonaise est reçu plus positivement par Piwarski, mais aussi par les recenseurs qu'il cite en RFA et dans l'émigration polonaise. Piwarski s'interroge sur les sources que Roos utilise néanmoins pour son ouvrage. Selon ses recenseurs des sources de langues allemande, française, anglaise, polonaise et ukrainienne, mais pas de sources soviétiques hormis l'ouvrage de Potemkin, ni de sources secondaires de la Pologne populaire. Piwarski suggère alors qu'une partie des sources que Roos a pu utiliser, provenaient des collections de la PuSte, dont nous avons vu l'orientation dans les chapitres précédents. Tout comme Breyer, Roos condamne la politique nazie envers la Pologne mais pour mieux critiquer sa politique étrangère. Encore une fois, Roos attribue à l'URSS la qualité « d'ennemi n° 1 » de la Pologne et place l'Allemagne comme le seul sauveur

[1280] Traduit en français et allemand notamment : Vladimir Petrovic Potemkin, *Geschichte der Diplomatie*, Moskau, 1947, Vladimir Petrovič Potemkin, *Histoire de la diplomatie*, Paris, Libr. de Médicis, 1946.

possible. L'alliance germano-polonaise est ainsi justifiée par leur « commune attitude négative envers l'URSS ». La différence entre les deux auteurs réside dans l'attribution de l'échec de cette alliance, Breyer l'attribue aux mauvais traitements de la minorité allemande par le gouvernement polonais, tandis que Roos l'attribue à Hitler.

L'intervention de K. Piwarski rencontre un grand succès et est fortement appréciée par une partie des commentateurs, qui se réjouissent de sortir des « généralisations » insuffisantes et « démagogiques ». Dans la discussion, une des premières interventions s'adresse à Piwarski, et veut recadrer son analyse dans un contexte plus large du débat intellectuel occidental et allemand. Ainsi, Franciszek Ryszka ne voudrait pas que l'historiographie allemande et occidentale soit seulement lue du point de vue des *Ostforschers*, même de la nouvelle génération. Il rappelle alors les auteurs tels Hanna Arendt, et même Margaret Buber-Neumann (1901-1989) ou pour l'Allemagne, des auteurs « progressistes », tels Franz Leopold Neumann (1900-1954)[1281] ou Jürgen Kuczynski (1904-1997)[1282]. Nous ne voulons pas ici entrer dans l'analyse de l'évolution du dialogue historiographique germano-polonais, mais souligner ici la volonté de ne pas assimiler les historiens occidentaux ou allemands à la réaction, pour mettre en évidence bien entendu, la partie « progressiste » de l'Allemagne, à l'Est de l'Elbe. Mais surtout, ici, il mentionne des auteurs, notamment les théoriciennes du totalitarisme, qui ont travaillé tant sur l'URSS que sur le IIIe Reich. Il ne mentionne pas les penseurs polonais du totalitarisme, de l'avant-guerre, encore actifs dans l'émigration[1283].

La discussion qui a suivi semble avoir été assez franche (« vive » selon le compte-rendu des *Wiadomości Historyczne*) et souvent très critique des interventions, qualifiées ouvertement parfois de hors sujet ou de trop superficielles. Lorsque Zabiełło prend la parole, il parle ouvertement de son expérience et son évaluation de la politique d'alors : les dirigeants polonais n'avaient pas voulu s'allier à l'URSS, parce que

> « [Le Ministre des Affaires étrangères Józef] Beck opérait avec des idées du XIX^e^ siècle. En effet, au XIX^e^ siècle, lorsqu'il n'y avait pas encore des différences fondamentales entre les sociétés, divisées entre différents États européens, quand l'équilibre européen était assez précis et que les frictions et la concurrence s'exprimait dans les zones extra-européennes, dans les colonies, alors il y avait la place pour une politique

[1281] Avocat, juriste, théoricien critique de l'État, notamment nazi, avec son ouvrage : Franz L. Neumann, *Behemoth: the structure and practice of national socialism*, New York, Oxford Univ. Pr, 1942, 532 p.
[1282] Économiste marxiste allemand, critique et prolifique, longtemps président de l'association d'amitié germano-soviétique en RDA, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent.
[1283] ŁATKA Rafał, SZLACHTA Bogdan et TOWARZYSTWO EDUKACYJNO-NAUKOWE « OŚRODEK MYŚLI POLITYCZNEJ » (dir.), *Polskie wizje i oceny komunizmu po 1939 roku*, Cracovie, Ośrodek Myśli Politycznej, 2015 (Polskie Tradycje Intelektualne 23). Le chapitre dédié à la question est consultable sous : http://www.omp.org.pl/artykul.php?artykul=403, consulté le 8.07.2016.

> d'autonomie des petits États. (…) Entre temps, après la 1e Guerre mondiale, la situation a changé radicalement de ce point de vue (…). »

Le choix de la politique d'équilibre était aux yeux de Zabiełło « irréaliste », notamment parce

> « La Pologne s'est retrouvée dans une situation difficile, puisque d'un côté l'Allemagne revendiquait un révisionnisme sur nos terres occidentales, tandis que de l'autre côté, en relation à cette Pologne telle qu'elle était dans la période de l'entre-deux-guerres, il existait un fait réel, momentanément occulté, gardé sous clé, mais non moins toujours existant, d'une tendance à la réalisation de l'histoire d'unification nationale de la Biélorussie et de l'Ukraine. »

Après avoir rappelé ironiquement les projections soviétiques d'une révolution en Allemagne qui encerclerait la Pologne et y rendrait tout gouvernement anticommuniste impossible, Zabiełło commente l'attitude antisoviétique du gouvernement polonais d'alors :

> « L'attitude antisoviétique (*Antyradzieckość*) des gouvernements polonais dans la période de l'entre-deux guerres était avant tout potentielle. C'était une attitude antisoviétique passive, reposant sur le diagnostic erroné, que le système soviétique s'effondrera de l'intérieur, et alors la Pologne serait en mesure de profiter de l'occasion, pour réaliser ses plans d'expansion orientale, rêvée sous l'étandard de la soi-disant idée jagiellonienne. ».

Cette idée était exactement ce que Zabiełło présentait en 1938, dans le cadre de ses formations données aux jeunes diplomates, que nous avons vu dans la 1e partie de cette étude. Ce qui nous intéresse dans cette discussion, ce n'est pas tant que ces sujets soient discutés en Pologne populaire, cette discussion devait déjà avoir lieu dans de nombreux foyers, mais qu'elle soit imprimée et distribuée dans tout le territoire polonais. La diffusion de cette discussion s'explique par le fait que des déclarations, comme celles de Zabiełło dans ce cadre, n'étaient pas explicitement antisoviétiques et en tous cas étaient plus anti- *sanacja*, qu'antisoviétiques. Józef Lewandowski revient lui aussi dans son intervention sur ce projet de démembrement de l'intérieur de l'URSS, comme élément constitutif de la pensée fédéraliste de Piłsudski. Il mentionne lui explicitement l'idéologie prométhéenne comme élément de compréhension de la politique étrangère polonaise jusqu'à Beck et conclue que :

> « Ce n'est pas un hasard, que les tenants les plus brûlants et les plus extrêmes d'une alliance polono-allemande se retrouvent par les partisans de la doctrine prométhéenne ou, plus largement, de l'expansion orientale [de la Pologne] /Adolf Bocheński, Włodzimierz Bączkowski, Stanisław Mackiewicz-Cat/. »

Cette discussion nous semble significative d'une lecture de ces mythes politiques polonais d'avant-guerre se fasse à l'ombre de la critique du fascisme allemand. C'est une discussion particulièrement ouverte, dont on ne retrouve la tonalité que plus tard, dès la fin des années 1960 dans une série d'ouvrages traitant de cette question[1284]. Quant à Zabiełło, dans ses textes des années 1960, il n'exprime pas aussi nettement cet amalgame, comme nous allons le voir ci-dessous. Il ne revient sur cette mise en perspective de la mythologie politique de l'expansionnisme à l'Est en Allemagne et en Pologne, dans un ouvrage final, avec un chapitre dédié au *Drang nach Osten*[1285]. C'est une sorte de concaténation de la condamnation du fascisme allemande avec son pendant expansif oriental avec celle du régime d'avant-guerre polonais. La conclusion en est simple à tirer, cependant, puisqu'elle émerge d'une discussion contrainte et n'est diffusée que dans certains circuits informés, on peut s'interroger sur sa portée dans la société polonaise ou même dans ce milieu universitaire et politique.

Les travaux de Zabiełło sur les changements de régime et de frontière (1958-1964)

Revenons à la trajectoire de Stanisław Zabiełło ; qui est passé de l'administration polonaise de l'entre-deux-guerres à une coopération avec le PISM dès les années 1950, où il s'est chargé de travailler sur la question polonaise durant la 2e Guerre mondiale. Il est passé ainsi d'une position « classique » de l'Est européen de légitimation de la possession polonaise à travers le prisme de la géopolitique, fortement marqué par les conceptions allemandes, comme nous l'avons vu, à une remise en cause progressive dans ses ouvrages sur la question, de cette vision possessive de l'Est. Il navigue entre les formules obligées de l'amitié panslave héritées de la rhétorique soviétique d'après-guerre et sa position qui est restée antisoviétique. Nous voulons nous intéresser d'une part aux évolutions de sa

[1284] Ouvrages publiés par la maison d'édition proche du régime : « Książka i Wiedza » MIKULICZ Sergiusz, *Prometeizm w polityce II Rzeczypospolitej*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1971 ; TORZECKI Ryszard, *Kwestia ukraińska w polityce III Rzeszy: 1933-1945*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1972. Ouvrage publié par le Ministère de la Défense : SZCZEŚNIAK Antoni B, SZOTA Wiesław et WOJSKOWY INSTYTUT HISTORYCZNY (POLAND), *Droga do nikąd: działalność Organizacji Ukraińskich Nacjonalistów i jej likwidacja w Polsce*, Varsovie, Wydawn. Ministerstwa Obrony Narodowej, 1973. Enfin, un ouvrage publié par une maison d'édition d'ouvrages scientifiques : LEWANDOWSKI Józef, *Imperializm słabości: kształtowanie się koncepcji polityki wschodniej piłsudczyków 1921-1926*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1967.

[1285] ZABIEŁŁO Stanisław, *W kręgu historii*, Varsovie, Pax, 1970.

conception des relations de la Pologne à son voisinage oriental et d'autre part son positionnement par rapport au discours officiel de rapprochement des Polonais et des peuples de l'URSS. Il nous semble que ses publications offrent un exemple intéressant de démarche inaboutie de reconnaissance de l'illégitimité des conceptions possessives de l'Est européen.

Dans le même temps, il nous semble important de revenir sur le parcours de cet acteur, au vu de sa capacité de survie dans un régime qu'il avait pu combattre dans le passé[1286] et du fort succès suscité par ses travaux, tant par sa valeur informative que par l'analyse présentée. Il se décrit comme ayant fait partie de l'opposition interne au MAE polonais ; « c'est-à-dire les fonctionnaires critiquant [la politique d']équilibre dans les relations avec Moscou et Berlin lancée par Beck et ses exécuteurs passifs »[1287] Il se présente donc comme étant relativement proche des Soviétiques, dans le même temps, dans ses mémoires, son collaborateur d'alors, Mieczysław Tomala le présente comme étant franchement antisoviétique, lors de son activité au PISM, rappelant que les Russes avaient pendu son grand-oncle et utilisant « sowiarzy » pour les appeler (ce qu'on pourrait traduire par « soviétard »)[1288]. On peut cependant s'interroger, compte-tenu des formulations et de l'objet de son travail après 1958, étant donné qu'il aurait pu rester en France avec sa famille, selon Tomala toujours, ou du moins ne pas rentrer en Pologne, et cette fixation à traiter presque mono-thématiquement de la question de la frontière orientale polonaise – sujet difficile – peuvent nous indiquer une volonté de transmettre un certain savoir, une certaine leçon à tirer de l'expérience collective. Ce travail de retour sur l'histoire récente qui a profondément changé la société polonaise, qu'il doit mener dans un cadre idéologique étroit, il l'articule en naviguant entre les écueils de l'histoire polono-soviétique récente, du discours attendu de l'orientation pacifique de la politique étrangère soviétique et l'amitié panslave pour mener un bilan critique de la période précédente qu'il essaie de faire apparaître dans ses analyses. Pour le PISM, il contribue dès la fondation à la préparation d'articles historiques, souvent apparemment sous pseudonyme selon Tomala, et il traduit les mémoires de diplomates occidentaux. C'est sur cette base qu'il prépare son premier ouvrage de 1958, année qui voit par ailleurs, l'arrivée dans les salles du film « Cendres et Diamant » d'Andrzej Wajda.

Zabiełło utilise le vocabulaire de rigueur en Pologne populaire pour parler de la relation avec l'URSS mais en instaurant souvent un décalage, par exemple en les plaçant dans un endroit quelque peu surprenant, lorsqu'il évoque la nécessaire alliance avec l'URSS juste au moment de leur entrée sur le territoire polonais[1289]. Cet ouvrage s'inscrit dans la logique de charge anti gouvernement en exil

[1286] ZABIEŁŁO Stanisław, *Na posterunku we Francji*, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1967.
[1287] *Ibid.*
[1288] TOMALA, *Z dni chmurnych i górnych w Polskim Instytucie Spraw Międzynarodowych*, *op. cit.*, 2002, p. 27.
[1289] « Aujourd'hui, avec la perspective [que donne le temps passé], la question semble différente. Seuls les aigris ne reconnaissent pas qu'alors le chemin pour sauver la paix était celui du rapprochement de l'URSS, qui

qu'on retrouve dans ses autres ouvrages : il décrit longuement les intrigues au sein du gouvernement en exil polonais, en insistant à chaque occasion sur leur incompétence.

Il consacre son temps après son retour en Pologne à analyser « la question polonaise » durant la guerre. Comme nous l'avons vu, il développe ses réflexions dès 1950 par différents biais, mais revient toujours sur cette même problématique. Il apporte une réflexion s'appuyant de plus en plus explicitement sur sa propre expérience sur cette question : en formulant toutefois non pas la nécessité du changement de frontières qu'impliquerait la légitimité des Ukrainiens, Biélorusses et Lituaniens à « reprendre » possession de « leur » terre ; mais par l'incapacité du gouvernement polonais à mener une politique efficace avec le gouvernement soviétique. En d'autres termes, il offre une vision très statocentrée, grandement marquée par son expérience, et se positionne contre le discours « révisionniste » de l'émigration politique polonaise, notamment à Londres, sans pour autant adopter l'angle de la réconciliation des peuples slaves, face à la menace fasciste allemande, telle qu'elle fut portée par l'URSS.

Son premier ouvrage sur la question, La question polonaise à la lumière des mémoires, est un recueil de citation de mémoires de diplomates et hommes politiques polonais en exil, français, britanniques et allemands[1290]. Cet ouvrage fut préparé au PISM et a donné lieu en parallèle à la publication des mémoires de Léon Noël[1291]. Ce travail de recherche fut encadré par le conseil scientifique du PISM. Le recueil de citation fut le seul ouvrage qu'il publia au PISM, tous les suivants furent publiés par PAX. Malgré un grand succès « scientifique et politique » reconnu par la direction du PISM, en la personne de Juliusz Hochfeld, qui promet la parution de deux autres tomes sur cette question et invite les collaborateurs du PISM à soutenir en priorité ce projet[1292]. On peut supposer que le changement de direction et la plus grande proximité personnelle entre le POUP et la direction du

aurait pu ouvrir la voie à une possibilité d'institution d'une grande coalition politico-militaire antihitlérienne. (Dziś z perspektywą czasu sprawa wygląda inaczej. Tylko zacietrzewieni nie uznają, że jedyną wówczas drogą ratowania pokoju było zbliżenie do Związku Radzieckiego, które torowałoby możliwości powstania wielkiej polityczno-wojskowej koalicji antyhitlerowskiej.) » dans *Ibid.*, p.31.

[1290] ZABIEŁŁO Stanisław, *Sprawa polska podczas II wojny światowej w świetle pamiętników opracował Stanisław Zabiełło*, R.S.W. Prasa, 1958.

[1291] NOËL Leon, *Agresja niemiecka na Polskę*, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1966, HENDERSON Nevile, DEHNEL Tadeusz Jan et ZABIEŁŁO Stanisław, *Nieudana misja: Berlin 1937-1939*, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1970, FRANÇOIS-PONCET André et INSTYTUT WYDAWNICZY « PAX », *Byłem ambasadorem w Berlinie: wrzesień 1931 - październik 1938*, Varsovie, Pax, 1968, GAFENCU Grigore et REMBEK Stanisław, *Ostatnie dni Europy: podróż dyplomatyczna w 1939 roku*, Varsovie, Pax, 1984, LAROCHE Jules, *Polska lat 1926-1935: wspomnienia ambasadora francuskiego*, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1966, EDEN Anthony et INSTYTUT WYDAWNICZY « PAX », *Pamiętniki 1923-1938*, Varsovie, Pax, 1970.

[1292] AAN, PISM : 104. Sekretariat Dyrektora. Protokoły z zebrań pracowników PISM w latach 1958, 1962-1963, 1972, 1986, 1988. (auteur illisible), « Protokół z zebrania ogólnego pracowników PISM – dnia 30 grudnia 1958 r. », 10 p.

PISM à travers Ostap Dłuski et l'ambassadeur Kiryluk[1293], rend la tâche plus difficile à Zabiełło.

Les citations sont classées chronologiquement et presque sans aucun commentaire, la majorité venant des acteurs français. Dans l'introduction il explique regretter de ne pas avoir eu accès à des mémoires des acteurs de l'Est. L'approche par les mémoires lui permet d'intégrer les interprétations politiques, les estimations des acteurs de l'époque, tous d'emblée discrédités car étant « impérialistes » mais néanmoins cités directement. Une stratégie appréciée dans un contexte de censure, lorsqu'elle offre cette possibilité[1294]. S. Zabiełło nous offre avec cet ouvrage un bel exemple de communication sur un thème difficile, dans un contexte poststalinien mais malgré tout encore très contraint sur le plan politique. En usant des armes classiques de la complexité et de la citation[1295], il parvient à mentionner des éléments de l'histoire récente polonaise, qui ne correspondent pas à la rhétorique en vigueur à l'époque en Pologne et plus largement dans le Pacte de Varsovie. Ainsi, en citant de nombreuses sources pour éclairer une même question avec des commentaires très parcimonieux, pour se distancier des « cas extrêmes » il développe un récit du traitement original de la question polonaise durant la 2e Guerre mondiale, sans se conformer complètement au récit communiste, ni au récit soviétique, sans pour autant adopter le récit « londonien » de l'émigration polonaise. Du récit communiste, il reprend néanmoins certains éléments, tels que la proximité de Beck avec le régime NS, dont il critique l'illusion d'une coopération possible en citant les mémoires de diplomates allemands[1296]. Dans le même temps, il donne la parole à différents acteurs, dont Beck, et s'appuie sur les observateurs français, italiens, britanniques et roumains pour donner une contextualisation plus explicite des ambitions polonaises. Les choix opérés par S. Zabiełło sont d'autant plus visibles que lorsqu'on les compare à l'ouvrage éponyme publié en 1990 par M. Tomala, qui l'avait assisté dans son travail sur la publication de 1958. Dans l'ouvrage de 1990, les questions sensibles, telles l'exécution d'officiers polonais par les Soviétiques à Katyń, est abordé plus explicitement. En effet, ce récit en chœur permet de faire apparaitre les dissonances entre les différents points de vue, de nommer les choses tout en s'en distanciant. Par cette méthode, il aborde donc de nombreuses

[1293] AAN, PISM :104. Sekretariat Dyrektora. Protokoły z zebrań pracowników PISM w latach 1958, 1962-1963, 1972, 1986, 1988. (auteur illisible), « Protokół z narady pracowników PISM – dn. 17.VII.63 r. », 14 p.
[1294] C'est l'expérience que fait Jerzy W. Borejsza, dont les lecteurs apprécient les citations russophobes dans Jerzy Wojciech Borejsza, *Walery Wróblewski i Rosjanie*, Varsovie, s.n, 1969.
[1295] Entretien avec Jerzy W. Borejsza, sur sa pratique de la citation de sources originales pour s'émanciper des limites du discours officiel, notamment dans Jerzy Wojciech Borejsza, *Walery Wróblewski i Rosjanie*, Varsovie, s.n, 1969.
[1296] Gustav Hilger, *Wir und der Kreml: deutsch-sowjetische Beziehungen 1918-1941 : Erinnerungen eines deutschen Diplomaten*, Athenäum, 1955, Erich Kordt, *Nicht aus den Akten ... (Die Wilhelmstrasse in Frieden und Krieg. Erlebnisse. Begegnungen und Eindrücke 1928-1945)*, Union Deutsche Verlag Ges., 1950, Erich Kordt, *Wahn und Wirklichkeit: die Außenpolitik des Dritten Reiches ; Versuch einer Darstellung*, Union Deutsche Verlagsgesellschaft, 1948, Otto Meissner, *Staatssekretär unter Ebert, Hindenburg, Hitler: der Schicksalsweg des deutschen Volkes von 1918-1945, wie ich ihn erlebte*, Hoffmann und Campe, 1950.

facettes controversées de la question polonaise durant la guerre, notamment le massacre de Katyń ou la position polonaise face à Munich et bien entendu les rapports polono-soviétiques.

Par la nature des sources qu'il reproduit, des mémoires d'hommes politiques, le récit qu'il construit prend un ton très vivant, les hommes politiques mêlant leur interprétation, rétrospective, des faits au récit. De plus, par la confrontation des différentes interprétations, d'hommes politiques de différents camps, le récit se trouve dynamisé, sans pour autant être transparent. C'est un texte en patchwork, fournit sans interprétation globale ou explicite. Son récit commence avant 1939, et il prend bien soin d'intégrer des facteurs qu'il estime déterminants pour la question de la frontière polonaise : la question des territoires de Teschen et de l'Ukraine carpatique. Il cite les mémoires de diplomates britannique et français critiquant l'attitude polonaise dans ces affaires, qui donne carte blanche à l'Allemagne en Europe de l'Est[1297]. Il reproduit également le discours soviétique de l'époque, à travers la voix de diplomates étrangers en poste à Moscou : par exemple, l'invitation à une alliance entre la Pologne et l'URSS comme assurance des arrières contre les appétits territoriaux allemands en Europe centrale[1298]. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Józef Beck est également régulièrement cité, par exemple sur la Russie et la relations de la Pologne à celle-ci : la Pologne ne peut pas compter sur une alliance avec son grand voisin oriental mais doit s'assurer néanmoins de ne pas l'avoir comme ennemi[1299]. Enfin, le pacte Ribbentrop-Molotov est mentionné en longueur[1300].

En ce qui concerne le tournant dans les relations polono-soviétiques après l'opération Barbarossa, S. Zabiełło donne la parole à Churchill, pour expliquer le dilemme soviétique sur la question polonaise : comment sortir du pacte Ribbentrop-Molotov sans perdre le tracé de la frontière occidentale soviétique ?[1301] Sur la question des relations à l'URSS, dans le contexte de la reprise de contacts diplomatiques bilatéraux et la négociation de l'accord du 30.07.1941 entre Sikorski et Maïski, S. Zabiełło cite plusieurs extraits qualifiant le rapport personnel de dirigeants du gouvernement en exil à la Russie, citant des caractéristiques habituelles, de la meilleure compréhension de la politique russe par ceux de Polonais qui ont été socialisés sous l'empire russe. Ainsi, le Premier ministre Sikorski, venant de l'ancienne partie autrichienne de la Pologne n'est pas « familier de la mentalité russe » tandis que le Président Raczkiewicz et le Ministre des Affaires étrangères Zaleski, « possèdent une connaissance profonde de la Russie » par leurs origines[1302] et préfèrent traiter avec l'URSS dans le cadre le plus formel possible. Après cette série de citations, S. Zabiełło cite le successeur au Ministère

[1297] ZABIEŁŁO Stanisław, *Sprawa polska podczas… op.cit.,* pp. 48-49, pp. 73-76.
[1298] *Ibid.,* p. 46.
[1299] *Ibid.,* pp. 98-99.
[1300] *Ibid.,* pp. 155-164.
[1301] *Ibid.,* p. 271.
[1302] *Ibid.,* pp. 274-275.

des Affaires étrangères, Edward Raczyński, qui lui place en priorité, la protection des Polonais se trouvant sur le territoire de l'URSS, quitte à ne pas s'acharner à lutter pour le rétablissement de la frontière orientale polonaise de 1921, car « nous savons de l'histoire, que la Russie ne tend pas à redonner ce qu'elle a pris, une fois en sa possession »[1303]. Zabiełło jongle avec les discours stéréotypés sur l'URSS pour orienter les conclusions à tirer de cet épisode des relations bilatérales. Il termine en citant l'ambassadeur polonais en URSS, Stanisław Kot, et son estimation de la politique de W. Sikorski. Pour S. Kot, Sikorski comptait sur le réalisme russe et la conscience de la force des sentiments nationaux, pour que tant les Polonais que les Russes voient l'intérêt de se joindre contre leur ennemi commun. Le but ultime étant de s'assurer la pérennité de la Pologne et de son indépendance à travers la contribution à l'effort de guerre, aussi sur le front Est[1304].

S. Zabiełło place cette citation qui rapproche le gouvernement en exil du discours officiel de la Pologne populaire en contraste avec la citation des mémoires d'un des dirigeants de la résistance nationale polonaise, l'*Armia Krajowa*, Tadeusz Bór-Komorowski. Ce fragment de ses mémoires rappelle l'inquiétude des acteurs polonais sur place : « Jamais dans l'histoire de la Pologne et de la Russie, le moment n'était plus opportun à oublier le passé et à créer des liens d'amitié ». Cependant, il n'était pas possible pour les Polonais qui avaient vécu l'occupation soviétique d'oublier, car « du jour au lendemain, un million et demi d'habitants des terres orientales polonaises avaient été détachés et des centaines de prisonniers politiques avaient été exécutés par les Russes se retirant »[1305]. Si bientôt, les Polonais peuvent constater « la cruauté et l'inhumanité » de l'occupation allemande, la sortie des officiers polonais des camps soviétiques où ils avaient passé les derniers mois et surtout l'inquiétude sur l'absence d'une partie significative d'entre eux, ne rassurent pas les Polonais quant aux intentions soviétiques à leur égard[1306]. S. Zabiełło cite les suspicions des Polonais, qui remontent au gouvernement en exil, et dont se souvient Bór-Komorowski, avec l'arrestation des représentants de l'élite polonaise, la disparition des officiers, et les mesures d'incorporation de force dans l'armée rouge d'une partie des citoyens polonais, en premier lieu, les membres des minorités biélorusse, juive, ukrainienne[1307].

S. Zabiełło cite ensuite longuement les mémoires d'Anders et de Ciechanowski, qui relate un échange franc entre Staline et Sikorski, sur la nature polonaise ou ukrainienne de Lviv/Lwów, et plus généralement des régions orientales polonaises, disputées par l'URSS. Dans cette citation, Staline oppose une lecture ethnique à celle de Sikorski, qui est territoriale, étatique, de la possession de ces

[1303] *Ibid.,* p. 276.
[1304] *Ibid.,* p. 278.
[1305] *Ibid.,* p. 282.
[1306] *Ibid.,* p. 283.
[1307] *Ibid.,* p. 286.

terres[1308]. Cette question revient tout au long des négociations ou plutôt de l'affrontement diplomatique des Polonais avec l'URSS : pour la formation de l'armée polonaise en URSS, pour l'évacuation les Polonais civils d'URSS etc. Son ouvrage est enrichi d'une chronologie, qui par nature plus transparente, présente une formulation plus neutre des événements que dans les mémoires cités. Cependant la question de la frontière orientale, ou encore les rapports polono-ukrainiens, polono-biélorusses ou polono-lituaniens ne tiennent pas une place majeure dans ce récit, du moins beaucoup plus marginale que dans son autre ouvrage, plus personnalisé, sur la question polonaise : « *O rząd i granice* ». Dans cet ouvrage, il traite des mêmes questions mais par une approche non documentaire mais « de popularisation des sciences » c'est-à-dire sans citations de documents. Il peut ainsi glisser ses propres mémoires.

Ce style lui a valu un certain succès, qui se traduit par 2 rééditions de son vivant, en 1965 et en 1970 et une recension large dans les revues en Pologne et au-delà. Les recensions sont globalement très positives, ainsi Henryk Batowski dans la revue *Przegląd Historyczny*, la considère comme « intéressante et utile » et même « passionnante », « fructueuse » et « convaincante » par sa méthodologie. Il revient sur le manque de sources soviétiques, qu'il ne compte pas dans la liste des faiblesses de l'ouvrage, étant donné qu'elles n'existent pas. Cette absence n'est pas non plus commentée par le recenseur. Il rajoute quelques références tchécoslovaques et hongroises que Zabiełło aurait pu utiliser mais semble dans l'ensemble admiratif du travail fourni, notamment de l'agencement chronologique des citations des mémoires, au lieu d'une citation en bloc et compartimentée des mémoires. Les reproches sont d'ordres méthodologiques et dénotent de « l'amateurisme » de l'éditeur : H. Batowski liste les erreurs des notices biographiques et souligne les lacunes de format dans la bibliographie, qu'il estime par ailleurs riche et complémentaire du texte de l'ouvrage. La recension du 2e ouvrage de Zabiełło, « *O rząd i granice* », dans cette même revue destinée aux enseignants du secondaire, par Edward Frącki, fait référence plus nettement au parcours biographique de Zabiełło mais cette fois pour lui reprocher sa méthodologie. Pour E. Frącki, Zabiełło ne justifie qu'insuffisamment les commentaires qu'il fait sur les événements historiques dont il est « familier des coulisses » : « bien évidemment que l'auteur était 'témoins oculaire', mais la multitude des événements ne favorise pas une argumentation scientifique ». Toujours est-il que le recenseur estime que l'ouvrage est également une source importante pour les enseignants polonais.

Toutes ces recensions reprennent la présentation euphémistique de la période d'occupation soviétique de la Pologne entre 1939 et 1941, en décrivant cette période par l'expression « jusqu'à l'entrée en guerre de l'URSS » et dans la recension d'E. Frącki, on trouve également un commentaire

[1308] *Ibid.,* p. 289-91.

sur l'importance de l'ouvrage de Zabiełło pour légitimer le nouveau régime polonais et sa nouvelle situation géographique, par le fait que cette nouvelle Pologne se trouve dans ses « frontières ethnographiques », sans mentionner les pertes territoriales à l'Est de la Pologne, ni les massacres et déplacements de population qui ont menés à cette situation. Dans cette recension, le parcours diplomatique de Zabiełło est explicitement mentionné, mais pas dans celle de Jerzy Myśliński, parue dans les *Wiadomości Historyczne*. Ce recenseur indique que cet ouvrage est une bonne source pour les enseignants du secondaire en Pologne, car il fournit un accès direct aux sources, avec des commentaires parcimonieux. Mais au PISM, il semble que ce mélange ambigu entre documentation historique et mémoires personnels ait déplu. Ainsi, le texte de Stanisław Zabiełło fut repris et transformé en publication plus classique de documentation, introduite par des textes rédigés par les historiens du PISM et de l'Académie des sciences polonaise : Jarosław Jurkiewicz, Tadeusz Cieślak, Włodzimierz Kowalski et Stefania Stanisławska. Le ton de cet ouvrage est bien plus formel et en ligne avec l'historiographie polonaise d'alors. Les sources sont plus clairement citées et sont constituées cette fois d'archives diplomatiques, de dépêches d'agences et de discours parlementaires.

En somme, Stanisław Zabiełło traite cette thématique dans 5 livres entre 1958 et 1970, qui suscite une réaction significative mais dans un cercle probablement assez restreint. De plus, il est contraint de s'appuyer sur des amalgames plutôt qu'une analyse directe de la mythologie polonaise d'avant-guerre.

Cependant, entre 1964 et 1965, le PISM traverse une restructuration avec la disparition de la section dédiée à l'histoire des relations internationales, comme on peut le constater sur les schémas ci-dessous. Il est difficile de reconstituer cette restructuration dans les archives du PISM, mais on peut supposer qu'un des facteurs fut la création et la consolidation d'institutions dédiée à l'histoire au sein de l'Académie des sciences polonaise[1309], qui ont pu contribuer à une spécialisation du PISM sur des questions d'actualité des relations internationales, dans les secteurs du droit international et des études sur la sécurité internationale. Ainsi, on retrouve une partie des chercheurs de la section histoire des relations internationales dans l'Institut des pays socialistes de l'Académie des Sciences polonaises, et dans les colonnes de son bulletin d'information, paraissant à partir de janvier 1966, tels Jarosław Jurkiewicz ou encore Wiesław Balcerak. L'année 1964 marque également l'arrivée à la direction d'Adam Kruczkowski, très proche des instances du POUP.

Ce qui se pérennise, c'est le traitement de la « question allemande », le droit international et l'analyse des évolutions de ce qu'on appelle le « tiers monde », les pays non européens, caractérisés

[1309] SOŁTYSIAK, « Polski Instytut Spraw Międzynarodowych 1947-1993 - pierwsze przybliżenie », *art. cit.*, 2008.

comme étant « en voie de développement ». La nouveauté des années 1960, c'est la question de la sécurité, notamment atomique et ce que cette arme apporte en termes de doctrine militaire[1310]. On peut lire dans la structure du PISM, avec un léger décalage, le passage d'un monde de l'après-guerre avec ses préoccupations historiques et juridiques, à un monde de la sécurité, de l'équilibre des forces militaires et atomiques entre les blocs. Dans ce nouveau contexte politique, de nouvelles conceptions émergent, à l'Est comme à l'Ouest, avec notamment l'émergence de la recherche sur la paix (*Friedensforschung*), dont on retrouve l'écho dans l'activité de la DGAP durant ces années[1311].

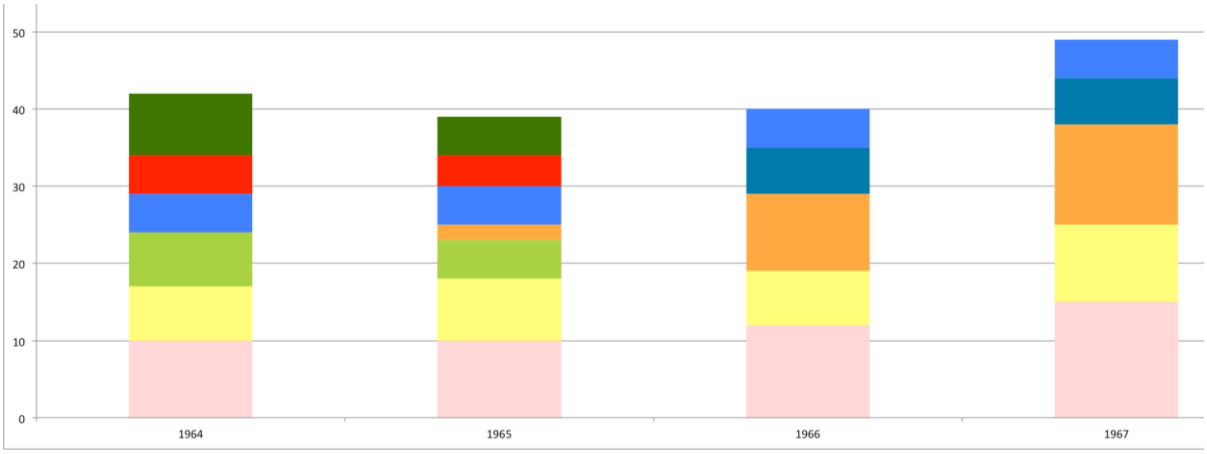


Figure 46: Répartition des employés du PISM selon les domaines de recherche (1964-1967)

[1310] ROMER Jean-Christophe, La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev: essai sur la constitution d'une culture stratégique en URSS (1945-1965), Publications de la Sorbonne, 1991.

[1311] Notons au passage que la DGAP avait prévu et lancé un travail de prosopographie des diplomates allemands, et une partie des biographies avaient déjà été préparées, mais ce travail n'a jamais abouti. Voir : BArch. DGAP : 155 : Im Dienste deutscher Außenpolitik (1963-1965).

4. La difficulté d'intégrer les changements historiques dans le traitement de l'Est européen à la DGAP (1955-1966)

Un comité de recherche a été créé pour mener des travaux scientifiques sur le travail de la DGAP en tant que consultant et pour définir l'orientation des activités de la DGAP[1312]. Lors de la première réunion du Comité de recherche le 8 juillet 1955, le Comité de recherche a identifié trois principaux domaines de recherche qui façonneront la répartition du travail au sein de la DGAP[1313]: la politique de coexistence (ou les relations Est-Ouest), la réunion de l'Allemagne, et l'aspect militaire. Le comité de recherche était composé de membres de la présidence de la DGAP (entre autres, Marion Dönhoff, 1909-2002), des employés de l'Institut de recherche de la DGAP et des universitaires, les professeurs Hans Rothfels et Werner Markert.

(1) Les experts de l'Est au FI DGAP (1955-1964)

Dès cette première réunion, une discussion oppose deux conceptions de base de la question de la sécurité, qui perdure au cours des années suivantes dans les discussions au sein de la DGAP. D'un côté, certains défendaient une réunification de l'Allemagne indépendamment des concepts de sécurité, tandis que d'autres insistaient pour prendre en compte les raisons de la division de l'Allemagne. Les professeurs Rothfels et Markert rejettent l'étude de la réunification dans le cadre de la politique de coexistence, puisque la République démocratique allemande (RDA) était trop attachée au «bloc de l'Est». Cornides, lui, vilipende toute position irréaliste des Allemands de l'Ouest qui pourrait être mal comprise à l'étranger et par là, constituer un obstacle à la possibilité de réunification.

Avec la consolidation des blocs à la fin des années 1940[1314], le concours d'armement et les premières propositions de désarmement par le Plan Rapacki (1957), l'Institut de recherche (ou FI

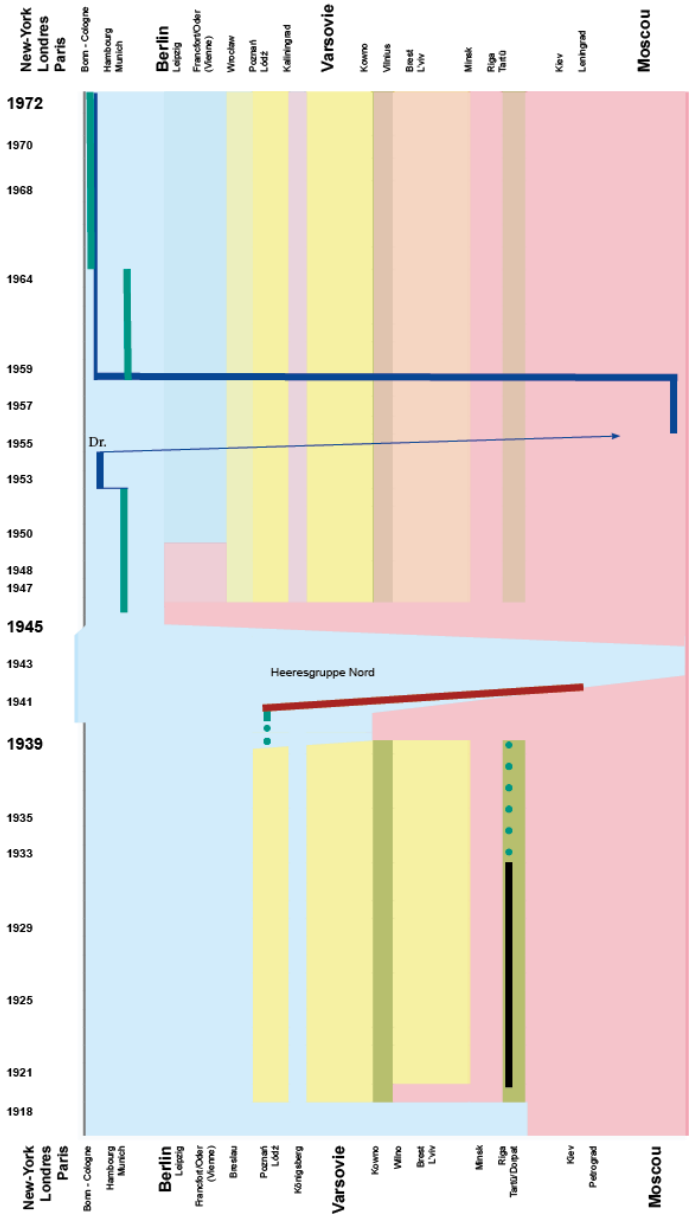
[1312] L'Institut de recherche de la DGAP ou *Forschungsinstitut der DGAP*, qui porte formellement le gros de l'activité de la DGAP, qui elle-même reste formellement une association.
[1313] BArch. DGAP : 8, « Niederschrift der Ergebnisse der 1. Sitzung des Forschungsausschusses am 8. Juli 1955 in Frankfurt am Main ».
[1314] L'OTAN est créé en 1949, peu après l'Union d'Europe occidentale, UEO en 1948, tandis qu'à l'Est, c'est le COMECON qui est fondé en 1949 puis l'alliance militaire du Pacte de Varsovie en 1955.

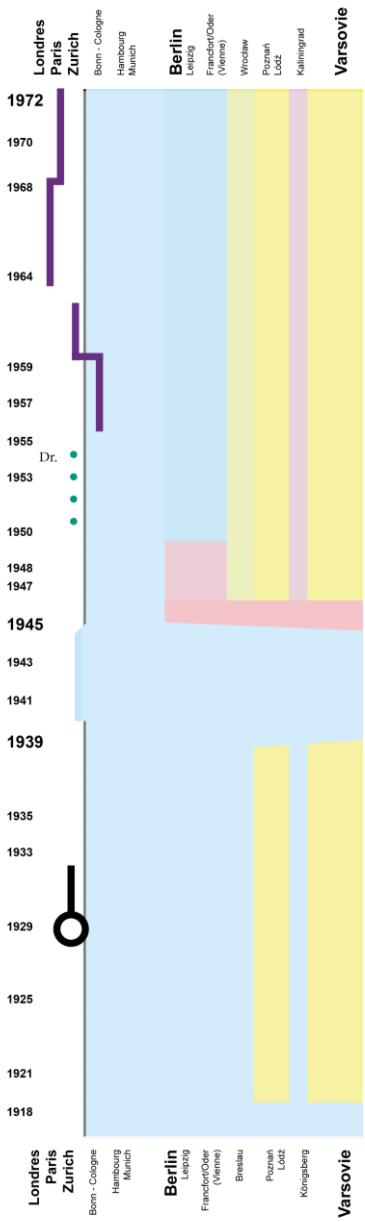
DGAP) décide en 1961 de fonder un groupe d'étude pour répondre à ces questions de sécurité[1315]. Ce groupe d'étude sur le contrôle des armements, la limitation des armements et la sécurité internationale, est chargé de formuler une contribution allemande à la sécurité européenne[1316], en particulier par une discussion critique entre les experts en sécurité et les hommes politiques[1317]. Pour appuyer ce groupe d'étude, un questionnaire « provocateur » devait être préparé[1318]. Au cours des premiers mois, le groupe de discussion est élargi à des experts américains et français, lors d'une réunion à Paris avec des experts de la sécurité en France le 15 mars 1962 sur la question de la politique européenne de l'URSS. W. Cornides continue à participer activement au dialogue franco-allemand ou transatlantique, notamment sur les questions de sécurité[1319]. Entre la création de la DGAP et la création d'un groupe dédié à la question de l'Est, l'Institut de recherche de la DGAP recrute des experts de l'Est pour des études particulières, publiées dans les revues de la DGAP ou dans des ouvrages spécifiques. Trois experts sont mobilisés régulièrement : Gerhard Wettig, Curt Gasteyger et Boris Meissner.

Curt Gasteyger est un Suisse et peut par là même voyager plus simplement dans le bloc Est. Il produit ainsi pour la DGAP régulièrement des compte-rendu de ses séjours en URSS et en Pologne. Ainsi, en 1961 il se rend en URSS et en Pologne, et prend contact avec le PISM et l'IMEMO, et permet par la suite à H-A. Jacobsen de contacter ces institutions en novembre 1961, pour leur proposer des échanges de publications[1320]. Il obtient une réponse positive des deux institutions et dès lors, la DGAP reçoit les revues de ces institutions, qu'on retrouve encore aujourd'hui dans sa bibliothèque. S'instaure également un échange de publications sur les thématiques de la sécurité et du désarmement, entre l'IMEMO et la DGAP[1321], mais reste à ce stade pendant quelques années. C'est bien par la question de la sécurité que le dialogue est établi, en écho aux activités de la DGAP, dont les études orientales restent restreintes, et dominées par des experts peu enclins au dialogue ou considérées comme *persona non grata* du point de vue soviétique, tels Boris Meissner.

[1315] BArch. DGAP : 328, « Niederschrift der Sitzung des Forschungsausschusses am 28.2.1961. »
[1316] BArch. DGAP : 161, « Niederschrift über die Vorbesprechung zur Gründung einer Studiengruppe „Rüstungsbeschränkung und Rüstungskontrolle" der DGAP am 2.11.1961, Bonn. »
[1317] Parmi les membres fondateurs de ce groupe, on compte : Helmut Schmidt, Ernst von Weizsäcker und Fritz Erler. Ce groupe d'étude s'adressait notamment au SPD, et visait à la familiariser avec les problématiques de la sécurité, d'où sa présidence par un membre éminent du SPD, Fritz Erler, voir EISERMANN, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, *op. cit.*, 1999, p. 129.
[1318] BArch. DGAP : 161, « Niederschrift über die Vorbesprechung zur Gründung einer Studiengruppe „Rüstungsbeschränkung und Rüstungskontrolle" der DGAP am 2.11.1961, Bonn ».
[1319] Par exemple, un texte présenté lors d'une discussion organisée par l'Université de Chicago en 1963 : Wihelm Cornides, « Germanys position in the next round of east-west negociations », dans University of Chicago et Center for Continuing Education, *Symposium, October 21-23, 1963.*, Chicago, 1963.
[1320] BArch, DGAP. 503 : Institute Ostländer. Lettres de H-A. Jacobsen du 3 et du 13 novembre 1961, respectivement adressées au PISM et à l'IMEMO.
[1321] BArch, DGAP. 503 : Institute Ostländer. Lettre de H-A. Jacobsen à A. A. Arzumanyan du 1.02.1962.

Boris Meissner **Curt Gasteyger**





Boris Meissner est un juriste, Allemand de la Baltique, qui se spécialise dans l'analyse politique et juridique de l'URSS. Il faisait régulièrement l'objet d'attaques venant de RDA, notamment d'experts sur lesquels nous revenons plus bas. Boris Meissner reçoit la visite d'un chercheur de Tchécoslovaquie en 1965[1322], qui le décrit comme étant le « chercheurs le plus actif et le plus influent politiquement sur

[1322] Marcel Zachoval, chercheur à l'Institut pour l'Histoire des pays socialistes d'Europe tchécoslovaque, semble avoir pris contact avec ces universitaires allemands pour se renseigner de leurs recherches sur la

l'Europe de l'Est actuelle, comme on dit, un 'Kremlologue' »[1323]. Boris Meissner semble avoir été marié à une Estonienne. Un des plus grands historiens ouest-allemands de la Pologne de l'après-guerre, Hans Roos, aurait confié à cet envoyé tchécoslovaque que Boris Meissner entretenait une relation très étroite avec Gerhard Schroeder (1910-1989), alors ministre des Affaires étrangères ouest-allemand et que la parole de l'expert pouvait être considérée comme la parole du gouvernement[1324]. Il rassemble en sa personne les caractéristiques presque caricaturales de l'expert de l'Est : une origine de la région, une expérience diplomatique dans la région, dont il garde l'attitude[1325] et une relation non publique avec les dirigeants politiques. Ainsi, si on en croit le compte-rendu des déclarations de B. Meissner, l'incertitude règne parmi les cercles gouvernementaux ouest-allemands sur la politique orientale alors que les groupes d'intérêts, notamment les organisations d'expulsés allemands de l'Est, sur ces questions, étaient très actifs (p. 22). Finalement Boris Meissner estime que si l'unification des deux Allemagnes reste le but premier du gouvernement ouest-allemand, et non pas la récupération de l'ensemble des territoires allemands de l'Est – une fois de plus sans précision –, cette union impliquera sans doute des corrections marginales de la frontière germano-polonaise, et il cite en exemple le port de Stettin désormais Szczecin). Boris Meissner aurait souligné l'injustice des gains territoriaux pour la Pologne, qui aurait hérité de terres plus fertiles et riches que celles qu'elle a perdu à l'Est, dans la droite ligne de la science de l'ennemi réactualisée, étudiée dans le chapitre 7[1326].

Enfin, Gerhard Wettig appartient à la génération d'après-guerre des experts de l'Est. Il collabore avec la DGAP entre 1962 et 1966 avant de rejoindre le BIOst, où il fait une carrière riche de publications[1327]. C'est H-A. Jacobsen qui rencontre G. Wettig lors d'une conférence organisée par la Communauté de recherche protestante (*Evangelischen Studiengemeinschaft*) à Heidelberg le 29.01.1962[1328]. G. Wettig venait de terminer sa thèse et préparait pour cette institution, une étude sur le réarmement allemand. Il est invité à devenir un collaborateur régulier de la DGAP et de contribuer à la rédaction de l'annuaire notamment. En octobre 1961, Curt Gasteyger se rend dans plusieurs pays du bloc Est, dont la Pologne où il visite le PISM. À ses interlocuteurs sur place, il explique que depuis la prise de la direction de l'Institut de recherche de la DGAP par H.A. Jacobsen (« Petersen » dans la note

Tchécoslovaquie, puis d'avoir transmis ce rapport au DIZ. BArch DIZ/50. Direktor – Aktennotizen und Berichte Dienstreisen (1962-1969). Marcel Zachoval, « Reisebericht », 1965, 38 p.

[1323] *Idem,* p. 19.

[1324] *Idem,* p. 20.

[1325] *Ibid.*

[1326] *Idem,* p. 23.

[1327] Ces publications sont mises à disposition sous : https://www.vifaost.de/metaopac/search.do?methodToCall=quickSearch&Kateg=100&Content=Wettig%2C+Gerhard, consulté le 8.07.2016.

[1328] BArch. DGAP. Bidok. M. Georg, « Aktenvermerk über die Besprechung Dr. Jacobsen, Dr. Georg mit Dr. Wettig, Evangelische Studiengemeinschaft, Heidelberg am 29.1.1962 », 2 p.

du PISM)[1329], le champ de recherche s'est élargi à l'Europe centrale et orientale. Selon les propos rapportés de Gasteyger, les difficultés de recrutement de personnels qualifiés pour traiter des questions de cet espace, il reste pour le moment le seul chercheur de la DGAP à se pencher sur ces questions. Il déclare s'intéresser aux « développements internes » à l'URSS et aux pays d'Europe orientale. La proposition par le PISM de procéder à des échanges de stagiaires semble rencontrer un écho favorable chez Gasteyger. Il n'en reste pas moins qu'aux yeux de ses interlocuteurs polonais, « le Dr. Gasteyger a représenté de manière assez rigide la position officielle de la politique et de la propagande Bonn dans ces questions » de politique orientale ouest-allemande.

Notons à ce moment, que l'Institut de recherche de la DGAP (FI DGAP) était dirigé par un russophone, spécialisé dans la 2e Guerre mondiale et préparant à ce moment des travaux sur la lecture soviétique de cette guerre[1330] : H-A. Jacobsen. Toutefois, il n'est pas le moteur de la prise de contact entre la DGAP et l'IMEMO, et il n'intègre pas ces travaux concomitants à son activité à la DGAP, qu'il quitte peu après pour se consacrer à sa carrière universitaire. Les Allemands de l'Ouest doivent recourir à un citoyen suisse pour cette prise de contact : ni la connaissance de la langue, ni du discours soviétique sur les questions internationales, ni la volonté d'entrer en dialogue avec eux n'aide à cette prise de contact, mais c'est bien H.A. Jacobsen qui semble entretenir cette relation. Le besoin de traiter la question de l'Est à la DGAP se fait néanmoins pressant au cours des années 1960 et amène Cornides et ses collègues à établir un groupe d'étude dédié.

[1329] AAN, PISM, 1009 : Dział współpracy międzynarodowej. Wizyty gości zagranicznych w PISM (1961-1962). « Notatka 5 X 1961 r. »

[1330] H.A. Jacobsen organise la publication annotée d'un ouvrage de référence soviétique sur la 2e Guerre mondiale : Tel'puchovskij Boris Semenovi, *Die sowjetische Geschichte des Großen Vaterländischen Krieges 1941-1945*, Francfort a.M.: Bernard & Graefe, 1961.

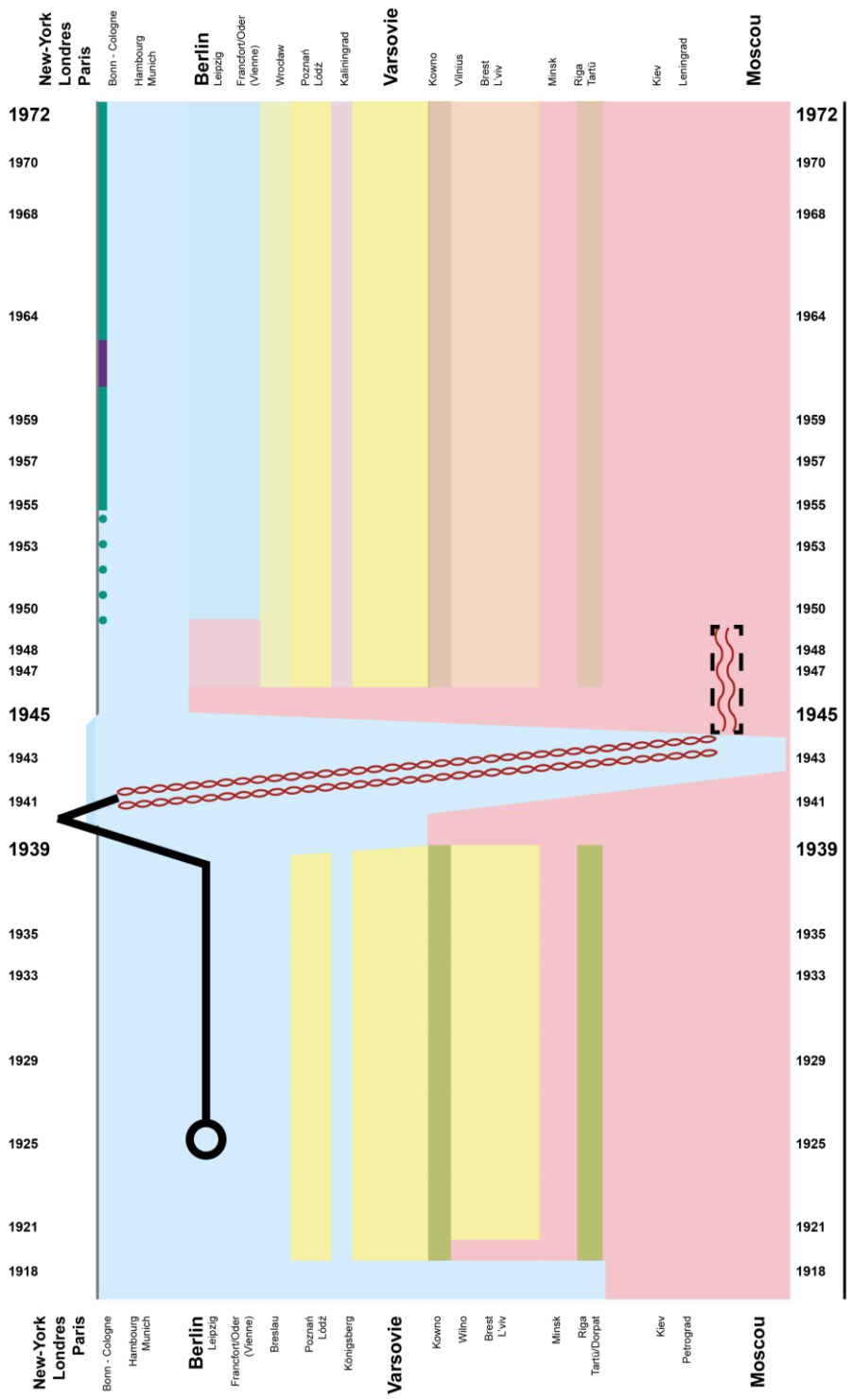


Figure 47: Parcours de Hans Adolf Jacobsen

(2) L'établissement d'un groupe d'étude sur l'Est à la DGAP (1964-65)

Le groupe d'étude de l'Est de la DGAP fut le résultat d'une préparation longue et méticuleuse, en équilibre entre les exigences politiques du moment, la volonté de transformer le discours politique sur cette question et les ressources expertes disponibles. Une note d'avril 1965 résume les efforts de la DGAP dans les premiers mois qui ont suivi l'initiative de créer ce groupe[1331].

Préparation du plan de travail et de la composition du groupe d'étude de l'Est de la DGAP

Lors de la réunion du conseil d'administration (*Präsidium*) du 11.06.1964, les premiers souhaits généraux sont exprimés : ce groupe d'étude doit être en collaboration personnelle étroite avec le premier groupe d'étude sur les questions de sécurité et doit traiter des questions de l'Est, allant jusqu'à la Chine. Le professeur Scheuner appelle à l'intégration des questions économiques dans ce groupe et que les membres ne soient pas ceux du premier groupe. Des contacts avec les « pays de l'Est » sont prévus, sous la forme de conférences. Kurt Birrenbach, qui présidera ce groupe pendant de nombreuses années, était présent à cette réunion et soutient ces grandes lignes dessinées ce jour-là.

Les premières réflexions sont portées par Dietrich Mende. Il propose pour ce groupe d'étude sur l'Est, deux alternatives : un groupe d'études aboutissant à la publication de diverses documentations nourrissant la réflexion d'une politique de l'Est au niveau européen, incluant la politique envers la Chine ou un programme de discussion sur le modèle de la Chatham House, format qui favoriserait une discussion limitée à la politique de l'Est (ouest) allemande. Toujours est-il qu'il est d'emblée clair que « dans les deux cas (…) le groupe d'étude, explicitement ou implicitement, devrait soutenir (*fördern*) la Détente entre Est et Ouest »[1332]. Dans les deux cas, la question de la réunification et du « complexe des frontières orientales » en d'autres termes, l'interdépendance des frontières entre les deux Allemagnes, la RDA et la Pologne et probablement aussi les frontières entre la Pologne et l'URSS et la question de Kaliningrad, doivent être traitées. Selon ce résumé de 1964, il semblerait que la direction de la DGAP ait plutôt penché pour le premier format. Pour lancer cette grande étude, Wilhelm Kewenig fut chargé de recenser les travaux en cours dans les institutions spécialisées (« *Institute für*

[1331] BArch. DGAP. Studiengruppe « Ost ». Aktenvermerk. Wilhelm Cornides, « Übersicht über die Vorbereitungen der Studiengruppe II », 30.04.1965, 4 p.
[1332] *Idem*., p. 2.

Ostforschung ») de septembre à novembre 1964. Un premier comité de préparation est sélectionné, qui constitue l'embryon du groupe d'étude et six personnes vont contribuer à la préparation du plan de travail du groupe d'étude[1333]. Nous allons nous intéresser dans ce chapitre à la discussion sur ce plan de travail, et l'enquête menée en amont auprès des institutions spécialisées dans les questions de l'Est, car elles nous semblent constituer une photographie intéressante du dialogue entre science et politique à la veille des grands bouleversements dans la politique ouest-allemande sur cette question. Nous nous intéresserons aux discussions sur la nouvelle *Ostpolitik* dans le chapitre suivant.

Le groupe d'étude sur la sécurité et la question de l'armement avait de son côté également fonctionné sur le principe de la rencontre entre les experts du domaines – les militaires et les scientifiques, les hommes politiques, et les hauts fonctionnaires. Ce groupe avait été financé par Thyssen, vers qui Cornides voulait se tourner à nouveau pour financer le deuxième groupe d'étude. Une particularité de ce groupe était sa forte intégration dans le réseau des instituts traitant des questions de sécurité du bloc ouest, notamment de la France et des États-Unis. Ainsi, les rapports de ces pays étaient discutés avec des experts invités de ces pays ou directement sur place, à Paris ou à Londres. Dans le groupe d'étude sur la sécurité, le référent des questions de politique de sécurité soviétique était Curt Gasteyger. Il était notamment chargé de préparer le tome 9 de la série de publications prévues dans ce cadre, qu'il devait consacrer à la politique soviétique de sécurité depuis 1954[1334].

Comme prévu, Cornides envoie une série d'invitations en septembre 1964 à une quinzaine de professeurs ouest-allemands, directeurs d'institutions de recherche en histoire, économie ou slavistique pour leur demander un retour d'information sur leurs travaux sur la question soviétique, pour éviter les doublons et affiner le programme de son groupe d'étude[1335]. C'est Wilhelm Kewenig qui est donc chargé de récolter les réponses, à l'oral. Wilhelm Haas tient dans la préparation de ce groupe d'étude une place importante, en tant que président, mais c'est sur les interventions de Boris Meissner que nous voudrions insister ici. Dans une lettre du 17.03.1965, W. Haas transmet à Cornides, les conclusions d'une discussion entre lui-même et Boris Meissner. Ils réfléchissent sur le cadre stratégique dans lequel devrait se placer le groupe d'étude sur l'Est, sur la question de la réunification allemande et la question de l'organisation de la sécurité en Europe. Boris Meissner liste les options

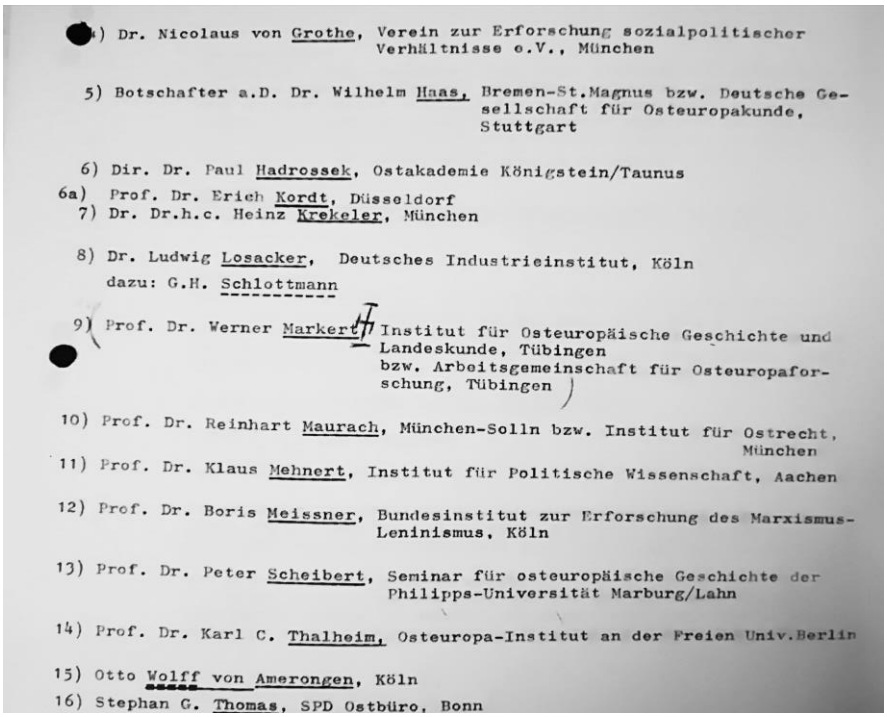
[1333] Becker, Mende, Haas, Meissner, Wagner, Scheuner.

[1334] Finalement, la série semble avoir été réduite et l'ouvrage en question fut le tome 5 de celle-ci : Curt Gasteyger, *Strategie und Abrüstungspolitik der Sowjetunion: Ausgew. sowjet. Studien u. Reden*, Francfort/M. Berlin, Metzner, 1964.

[1335] On trouve les notes d'un tour d'horizon similaire des institutions spécialisées dans l'étude de l'Est et la Russie, menée en 1953, annotées probablement par W. Wagner, avec un bilan des fonds de bibliothèques disponibles en RFA et les institutions universitaires et non universitaires qui ont été (re)fondées après 1945. BArch. DGAP : 455. Alt 4, Bund - Di Schriftwechsel DGAP (1952-1961). s.a., « Situation und Probleme der Osteuropa- und Russlandforschung in Deutschland Ende 1953 », s.d., 25 p.

possibles, partant de la neutralité allemande, en passant par l'alliance franco-germano-soviétique à l'option d'une fédération d'Europe de l'Est, qui pourrait même inclure l'URSS. Cette dernière option ne devrait cependant pas prendre la forme de l'incorporation des États baltes de 1940, qui pour Boris Meissner semble toujours être une menace potentielle[1336].

Ce tour d'horizon doit également servir à recruter les experts de l'Est qui viendront nourrir la discussion avec les hommes politiques. C'est sur ce point que beaucoup de problèmes se cristallisent, car W. Cornides cherche des experts qui pourront contribuer à renouveler les idées politiques[1337] et semble commencer à vouloir écarter ceux dont le passé nazi devient trop handicapant, ici c'est Werner Markert qui est stigmatisé pour son passé nazi.



4) Dr. Nicolaus von Grothe, Verein zur Erforschung sozialpolitischer Verhältnisse e.V., München

5) Botschafter a.D. Dr. Wilhelm Haas, Bremen-St.Magnus bzw. Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde, Stuttgart

6) Dir. Dr. Paul Hadrossek, Ostakademie Königstein/Taunus

6a) Prof. Dr. Erich Kordt, Düsseldorf

7) Dr. Dr.h.c. Heinz Krekeler, München

8) Dr. Ludwig Losacker, Deutsches Industrieinstitut, Köln
dazu: G.H. Schlottmann

9) Prof. Dr. Werner Markert, Institut für Osteuropäische Geschichte und Landeskunde, Tübingen
bzw. Arbeitsgemeinschaft für Osteuropaforschung, Tübingen

10) Prof. Dr. Reinhart Maurach, München-Solln bzw. Institut für Ostrecht, München

11) Prof. Dr. Klaus Mehnert, Institut für Politische Wissenschaft, Aachen

12) Prof. Dr. Boris Meissner, Bundesinstitut zur Erforschung des Marxismus-Leninismus, Köln

13) Prof. Dr. Peter Scheibert, Seminar für osteuropäische Geschichte der Philipps-Universität Marburg/Lahn

14) Prof. Dr. Karl C. Thalheim, Osteuropa-Institut an der Freien Univ.Berlin

15) Otto Wolff von Amerongen, Köln

16) Stephan G. Thomas, SPD Ostbüro, Bonn

Figure 48 : Extrait de la liste des correspondances préparatoires du SGII

Cornides prend toute de même naturellement contact avec Werner Markert, du fait de ses fonctions au conseil scientifique de l'Institut de recherche de la DGAP et au Cercle de travail de recherche sur l'Europe de l'Est (*Arbeitsgemeinschaft für Osteuropaforschung*), qu'il avait fondé en 1951[1338] et qui publiait des « manuels » sur l'Europe de l'Est[1339]. W. Markert est alors déjà malade et

[1336] BArch. DGAP. Vorbereitung der SGII.
[1337] Entretien avec E. Schulz.
[1338] LINNEMANN Kai Arne, *Das Erbe der Ostforschung: Zur Rolle Göttingens in der Geschichtswissenschaft der Nachkriegszeit*, Tectum Verlag DE, 2002, p. 147.
[1339] Le premier manuel est dédié à la Yougoslavie (1954), le suivant à la Pologne (1958) et à ce moment, il préparait le manuel sur l'URSS (1965).

ne peut rencontrer W. Kewenig mais soutient le projet[1340].

Un des sondés fut l'économiste Erik Boettcher (1919-1992), de l'Institut pour les coopératives de l'Université de Münster (*Institut für Genossenschaftswesen der Universität Münster*). Erik Boettcher fut un des théoriciens de l'économie sociale de marché, et spécialiste des théories de la planification économique. À ce titre, il s'était beaucoup intéressé à la planification soviétique, qu'il critiquait pour son manque d'enracinement démocratique[1341]. Il avait succédé à la tête de cet institut en 1963[1342] à Hans-Jürgen Seraphim (1899-1962), le frère de Peter-Heinz Seraphim, spécialiste nazi des juifs d'Europe centrale que nous avons suivi dans les chapitres précédents. Erik Boettcher était par ailleurs né en Estonie, avait été déplacé en Allemagne en 1941 et était entré dans l'armée.

Dans l'entretien qu'Erik Boettcher accorde à W. Kewenig, il offre une description de ce milieu de l'*Ostforschung* ouest-allemande de ce début des années 1960, très concurrentiel et très conflictuel. Il conseille de bien choisir les membres, pour éviter que les experts ne se paralysent mutuellement lors des discussions. Mais aussi, la plupart des *Ostforscher* ne veulent rien à voir avec la politique et préfèrent se consacrer à leurs spécialités. Il conseille donc de choisir quelqu'un qui puisse offrir une « réassurance (*Rückversicherung*) d'une part envers l'Est et d'autre part envers l'opinion publique »[1343]. Cet entretien reflète le changement d'attitude d'une partie des universitaires de la génération ayant été active durant la guerre et une prise en compte progressive des critiques émanant de l'Est, sur ce passé qui semblent recueillir un certain écho dans la population ouest-allemande[1344].

Sur le plan personnel, il indique une série de personnalités, dont Karl Thalheim de l'Université libre de Berlin, Klaus Mehnert de la DGO mais surtout Boris Meissner et Klaus Ritter. Il décrit Boris Meissner comme incontournable pour ces questions, même s'il semble manquer de charisme personnel : il est peu apprécié de ses collègues, du fait de son style péremptoire et son attitude de toujours vouloir avoir le dernier mot[1345].

[1340] BArch. DGAP. Vorbereitung der SGII. Lettre de Werner Market à Wilhelm Cornides du 18.02.1965.
[1341] JÄGER Wilhelm, « Erik Boettcher — 60 Jahre », *Zeitschrift für das gesamte Genossenschaftswesen* 29 (1), 1979, pp. 50–52.
[1342] « Institut für Genossenschaftswesen | Direktorium », <http://www.wiwi.uni-muenster.de/06/nd/organisation/direktorium/>, consulté le 01.07.2015.
[1343] BArch, DGAP. Vorbereitung der SGII. Wilhelm Kewenig, « Protokoll der Besprechung mit Prof. Dr. Boettcher ». 26.10.1964.
[1344] Pour une étude détaillée des restructurations institutionnelles et des éliminations progressives des *Ostforschers* après 1945 en RFA, voir KLEINDIENST Thekla, *Die Entwicklung der bundesdeutschen Osteuropaforschung im Spannungsfeld zwischen Wissenschaft und Politik*, Marburg, Verl. Herder-Inst., 2009.
[1345] « wenn auch wohl in Kreisen der Ostfachleute seine etwas rechthaberische und sich überall in den Vordergrung rückende Art mit Unbehagen beobachtet wird. », cité dans BArch. DGAP. Vorbereitung der SGII. Wilhelm Kewenig, « Protokoll der Besprechung mit Prof. Dr. Boettcher ». 26.10.1964. Nous mentionons cette description ici, car elle nous semble être colorée par le sujet dont Boris Meissner est spécialiste. Il semble que son attitude austère et imposante, faisait partie intégrante de sa figure d'expert incontesté de l'URSS (confirmé dans les entretiens), et pouvait aussi éviter d'avoir des comptes à rendre sur les sources qu'il utilisait pour ses

W. Kewenig rencontre Boris Meissner le 29.09.1964 à Cologne[1346], et son compte-rendu reflète cette impression. Boris Meissner lui transmet une « liste monumentale » (*Risenliste*) de ses publications, et rapport qu'il revendique une sorte de monopole sur l'*Ostforschung* en Allemagne de l'Ouest, à travers son activité universitaire à Cologne et à l'Institut fédéral pour les études internationales et scientifique de l'Est (*Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*), plus connu sous son acronyme BIOst. Cet institut porte alors et jusqu'en 1966, le nom d'Institut fédéral pour la recherche du Marxisme-Léninisme ou plus couramment Institut de soviétologie (*Bundesinstitut zur Erforschung des Marxismus-Leninismus - Institut für Sowjetologie*).

Cet institut est l'héritier de la science de l'ennemi, telle qu'elle était pratiquée notamment à Königsberg, mais il accueille aussi des activistes intellectuels ukrainiens, tels Borys Lewytzkyj (1915-1984) ou des rescapés de l'Allemagne de l'Est, tels Wolff Oschlies (*1941). Cet institut dépendait du Ministère ouest-allemand de l'intérieur. Il connut une croissance forte jusque dans les années 1990, avant d'être intégré à la Fondation pour la Science et la Politique (SWP), que nous rencontrerons un peu plus bas[1347]. L'Institut était très dynamique, comme en témoigne l'importance des publications[1348]. L'Institut de soviétologie préparait notamment des notes, sur des problématiques actuelles, en les ancrant dans un contexte historique plus long[1349].

C'est donc une référence pour les questions sur l'Europe de l'Est, avec de fortes connexions personnelles avec la DGAP, qui rassemble des experts plus jeunes et de profils diversifiés, notamment venant des sciences politiques, ce qui intéresse Cornides et ses partenaires. Boris Meissner a tous les atouts pour prendre une place importante dans ce groupe d'étude. Il est par ailleurs soutenu par W. Haas, qui insiste pour l'intégrer dans le groupe préparatoire qui va plancher sur le plan de travail[1350].

Par ces démarches, on voit nettement l'emprise de l'ancienne génération des experts de l'Est, sur le plan institutionnel et intellectuel. Il est difficile de recruter des individus qui auraient une assise institutionnelle forte, comme la culture de la DGAP l'exige, et qui en même temps, portent des analyses

analyses.

[1346] BArch, DGAP. Vorbereitung der SGII. Wilhelm Kewenig, « Verelauf und Ergebnis der Besprechung bei Meissner in Köln, 29.09.1964 », 24.11.1964.

[1347] BRAHM Heinz, « Drehscheibe der Osteuropaforschung - Sowiport », *Osteuropa : Zeitschr. für Gegenwartsfragen des Ostens* (12), 2005, pp. 163–199.

[1348] La bibliothèque nationale allemande en recense 759 entre 1966 et 2000, voir http://d-nb.info/gnd/2006545-0, consulté le 8.07.2016. Ces publications sont mises à disposition en ligne par la Bibliothèque étatique de Bavière : https://opacplus.bsb-muenchen.de, consulté le 8.07.2016.

[1349] Pour prendre un exemple, qui illustre cette continuité thématique et méthodologique, on peut observer les travaux de Georg Waldemar Strobel (*1923) dans cet institut. Il traite tant de la présence allemande en Pologne que de la question du traitement des Ukrainiens après 1945. Il publie une série d'analyse sur les rapports historiques « polono-juifs » en 1968. Mais il s'intéresse également à l'influence communiste parmi l'émigration polonaise ou écrit des analyses sur les crises politiques actuelles, comme en 1970.

[1350] BArch, DGAP. Vorbereitung der SGII. Lettre de Wilhelm Haas à Becker du 22.01.1965.

« innovantes », dépassant la situation de déni de reconnaissance de la nouvelle réalité d'après 1945. Le 7.12.1964 une petite réunion interne à la DGAP est organisée pour discuter les étapes à venir, avec W. Becker, W. Cornides, W. Kewenig, D. Mende, U. Scheuner. Lors de cette réunion, Scheuner souligne à nouveau le besoin de ne pas laisser le groupe d'étude « aux mains des soviétologues » et appelle à élargir le cercle des membres de ce groupe aux cercles universitaires « vraiment compétents », pour éviter de reproduire « les expériences qui ont échoué » tel le cercle de travail Est-Ouest (*Ost-West Arbeitskreis*)[1351]. Sur le plan politique, le but était de recruter des hommes politiques sceptiques face au besoin de renouvellement de la politique à l'Est ouest-allemande, qu'on pourrait convaincre ou tenter de raisonner, et qui pourraient à leur tour peser sur les orientations politiques de leur parti. Le parti en question était la CDU, qui tenait les positions les plus conservatrices sur cette question[1352]. Cornides active son réseau pour trouver cette personne pivot. Dans cette réunion de décembre 1964, W. Becker appelle à l'intégration du monde économique à travers les organisations telles l'Association de l'Industrie allemande (BDI). Pour le problème du recrutement des hommes politiques de la CDU, les participants tombent d'accord sur E. Majonica. Ce recrutement semble vraiment être le problème central du lancement du groupe d'étude. W. Haas, qui était également président de la DGO, jusqu'en 1971, propose à W. Becker de l'aider à chercher des membres potentiels pour le groupe d'étude dans son association, mais confirme qu'il n'y a pas de véritable « expert » de l'Est au parlement ouest-allemand. Il conseille alors aux organisateurs de recruter parmi les députés plus « jeunes », qui ne se sont pas encore spécialisés dans un domaine particulier[1353]. Après le tour d'horizon de la fin de 1964, et sur la base des alternatives proposées par D. Mende en juillet 1964, le projet est à nouveau soumis à la direction de la DGAP en décembre 1964, qui valide la poursuite du travail et nomme Wilhelm Haas à la tête du comité de préparation. Le début de l'année 1965 est consacré à la préparation du plan de travail du groupe d'étude. W. Haas et U. Scheuner sélectionnent en décembre 1964 un petit comité pour la rédaction de ce plan. Les six personnes membres du comité de préparation reçoivent une proposition de plan de travail préparée par W. Cornides et Kewenig en février 1965. Ce premier jet est soumis une première fois à Becker, Mende, Haas, Meissner et Wolfgang Wagner. Les premiers rendez-vous du comité de préparation sont prévus pour les 4 mai et 4 juin de cette année[1354].

[1351] « Scheuner warnt davor, 'die SG überwiegend in die Hand von Sowjetologen zu geben. Das würde einmal die Beteiligung der wirklich kompetenten wissenschaftlichen Kreisen praktisch ausschliessen, zum anderen würde die Ausrichtung in etwa die aller bisher unternommen u. gescheiterten Experimente wiederholen (Ost-West Arbeitskreis usw.) ». Cité de : BArch. DGAP. Vorbereitung der SGII. W. Kewenig, « Ergebnisse der Besprechung bei Herrn Dr. Becker am 7.12.1964 ».

[1352] GRAU Andreas, *Gegen den Strom : die Reaktion der CDU/CSU-Opposition auf die Ost- und Deutschlandpolitik der sozial-liberalen Koalition 1969 - 1973 / Andreas Grau*, Düsseldorf, Droste, 2005.

[1353] BArch, DGAP. Vorbereitung der SGII. s.a. « Notiz für Herrn Becker », 11.11.1964.

[1354] BArch, DGAP. Vorbereitung der SGII. s.a. « Aktenvermerk. Übersicht über die Vorbereitung der SGII » 30.04.1965.

Comité de préparation

(en gras, les membres du comité de rédaction du plan de travail)

1. **Haas, Wilhelm**, (président du comité)
2. Balken, Richard
3. **Becker**, Walther (président de la DGAP)
4. Cornides, Wilhelm
5. Kewenig, Wilhem
6. Kordt, Erich
7. Krekeler, Heinz L. (FDP)
8. **Meissner, Boris**
9. **Mende, Dietrich**
10. **Scheuner, Ulrich**
11. Selbmann, Eugen (SPD)
12. Thomas, Stephan (SPD)
13. Wolff von Amerongen, Otto
14. Un membre de la CDU (indéfini)

Dans les archives de la DGAP, on retrouve une dizaine de versions de ce plan de travail proposé au comité préparatoire, avec des propositions de corrections qui sont souvent anonymes. Nous essayons ici, sans trop rentrer dans des détails superflus, de retracer l'évolution des intentions de ce groupe préparatoire, pour les expliciter. Dans ce qui semble être la version préparée par Wilhelm Cornides et Wilhelm Kewenig en février-mars 1965, le plan est structuré en trois axes thématiques : la question allemande et ses solutions, l'analyse de la politique soviétique envers la question allemande et européenne et enfin, la politique des quatre puissances sur la question allemande. Un document préparatoire de février 1965 propose des formulations plus crues des questions que les deux auteurs se posent[1355]. Après une liste de mots-clés sur la politique étrangère soviétique (les relations à la Chine, à Cuba, le polycentrisme du bloc Est etc.), une rubrique est consacrée aux « caractéristiques particulières de l'attitude soviétique envers l'Allemagne » :

> « 1. La question des territoires (*Gebietsfrage*)
> 2. le danger allemand
> 3. le potentiel industriel est-allemand
> 4. l'obéissance d'Ulbricht »

Le document poursuit avec une interrogation sur les formes de politique orientale ouest-allemande qui pourraient faire évoluer la politique soviétique envers l'Allemagne, puis les options de politique orientale allemande :

> « 1. rapprochement avec Moscou

[1355] BArch, DGAP. Vorbereitung der SGII. W. Cornides, W. Kewenig, « Leitfaden. 1. Entwurf 3.2.65 ». 3 p.

2. des relations plus étroites avec les pays satellites est-européen
3. étreinte nationale d'Ulbricht incluant la reconnaissance etc.
4. rapprochement avec la Chine
5. retenue totale et politique du fort envers tout l'Est »

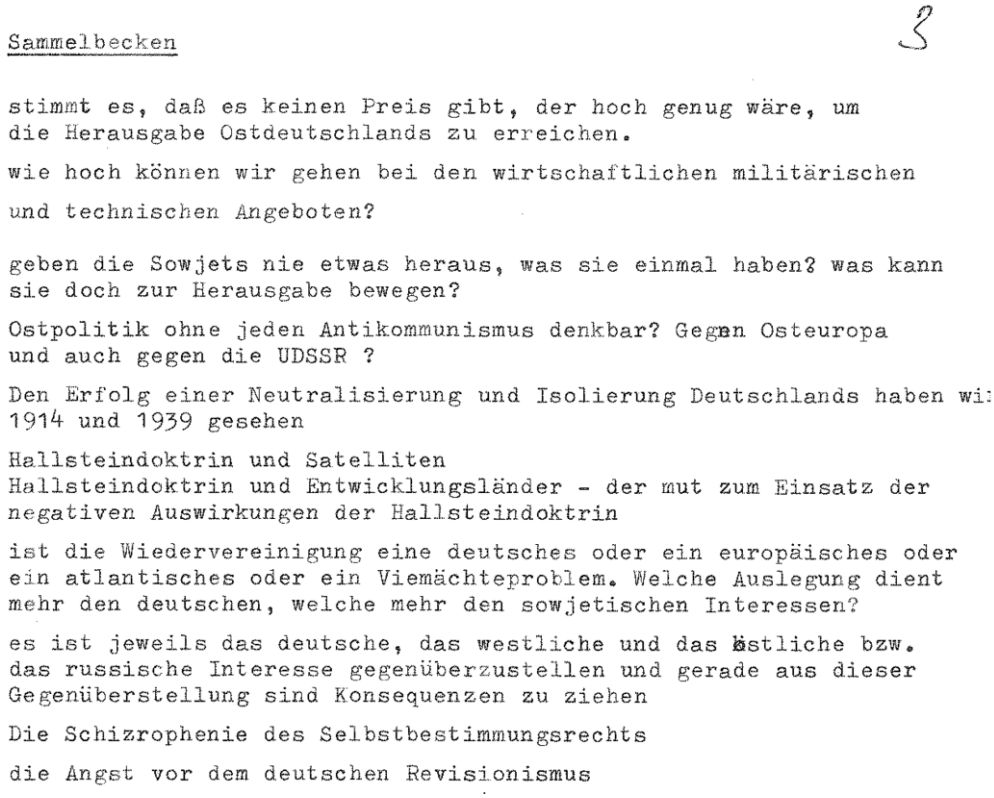
À côté de ces préoccupations de propositions politiques, les auteurs listent des « tabous à dissiper » :

« 1. Gouvernement commun (*Gesamtregierung*) et reconnaissance de la ligne O-N [la frontière Oder-Neisse]
2. Droit à l'autodétermination et droit à la patrie et terre natale (*Heimatrecht*) comme base de revendication pour un retour « pacifique » des Allemands dans les territoires de l'Est (*Ostgebiete*) ou même des territoires de l'Est à l'Allemagne.
3. Reconnaissance de Pankow [gouvernement de la RDA] – l'idée du méchant homme
4. le « tic » idéologique
5. l'idée de la responsabilité uniquement attribuée aux quatre puissances pour la question allemande et pour Berlin-Ouest. »

On voit par la mention de ces tabous et de l'image de l'Allemagne par l'URSS, que la lecture de la situation, telle qu'elle était exprimée par des hommes politiques tels qu'Egon Bahr, était partagée aussi dans le milieu de l'expertise « généraliste ». Ils expriment ici clairement leur feuille de route : établir un dialogue et une réflexion sur des options viables, construire un consensus en dégageant de la discussion, les dimensions irréalisables, pousser le dialogue sur un plan qui soit détaché des positions de principe, héritées de l'après 1945 et de la Guerre froide. Il faut aussi remarquer que même dans cette approche qui se veut réaliste et consciente du regard extérieur sur l'Allemagne, la 2e Guerre mondiale n'est pas mentionnée. W. Cornides et W. Kewenig poursuivent leur réflexion en listant toute une série de questions, qu'ils semblent s'attendre à être soulevées pendant la discussion à venir. C'est une sorte d'instantané de la discussion sociale sur l'Est à laquelle ils se sont livrés dans leur rubrique « *Sammelbecken* », « creuset ». En voici quelques citations :

« Est-il vrai qu'il n'y a pas de prix qui serait assez fort pour atteindre la remise de l'Allemagne de l'Est ?
(…)
Les soviets ne rendent jamais ce dont ils prennent possession ? Qu'est-ce qui pourrait les motiver à la remise ?
Une politique de l'Est concevable sans aucun anticommunisme ? Contre l'Europe de l'Est et aussi contre l'URSS ?
Nous avons vu le succès d'une politique de neutralisation et d'isolation de l'Allemagne en 1914 et 1939
(…)
La schizophrénie du droit à l'autodétermination
la peur face au révisionnisme allemand
(…)
existe-t-il encore aujourd'hui une politique soviétique expansionniste ?

(…)
Pensée d'un moratoire des frontières germano-polonais – les Polonais hors de Breslau, quand les Russes hors de Lemberg. »[1356]



Sammelbecken 3

stimmt es, daß es keinen Preis gibt, der hoch genug wäre, um die Herausgabe Ostdeutschlands zu erreichen.

wie hoch können wir gehen bei den wirtschaftlichen militärischen

und technischen Angeboten?

geben die Sowjets nie etwas heraus, was sie einmal haben? was kann sie doch zur Herausgabe bewegen?

Ostpolitik ohne jeden Antikommunismus denkbar? Gegen Osteuropa und auch gegen die UDSSR ?

Den Erfolg einer Neutralisierung und Isolierung Deutschlands haben wi 1914 und 1939 gesehen

Hallsteindoktrin und Satelliten
Hallsteindoktrin und Entwicklungsländer - der mut zum Einsatz der negativen Auswirkungen der Hallsteindoktrin

ist die Wiedervereinigung eine deutsches oder ein europäisches oder ein atlantisches oder ein Viemächteproblem. Welche Auslegung dient mehr den deutschen, welche mehr den sowjetischen Interessen?

es ist jeweils das deutsche, das westliche und das östliche bzw. das russische Interesse gegenüberzustellen und gerade aus dieser Gegenüberstellung sind Konsequenzen zu ziehen

Die Schizrophenie des Selbstbestimmungsrechts

die Angst vor dem deutschen Revisionismus

Figure 49 : Deuxième projet de plan de travail pour la SGII, février 1965

Dans ces trois pages de questions de ce type oscillent entre les références historiques, les questions de politique actuelle, les domaines économiques et militaires, on trouve aussi une mise en parallèle entre l'Alsace-Lorraine et les territoires est-allemands perdus après 1945, comme un précédent entre la séparation de la question de l'autodétermination et le droit à la patrie – natale (*Heimatrecht*) ou encore des réflexions sur l'idée nationale à l'Est et à l'Ouest. De cette collection de réflexion, les deux auteurs développent un premier plan qu'ils soumettent aux membres du comité préparatoire. Entre mars et juin 1965, les membres du comité envoient leurs remarques ou participent aux réunions organisées par la DGAP en mai et en juin, pour aboutir à une version finale courant juin

[1356] Il ne s'agit pas de la traduction de l'illustration ci-dessous.

1965[1357]. Erich Kordt, diplomate NS et auteur d'ouvrages sur la diplomatie nazie[1358], répond par exemple, en proposant de se détacher du vocabulaire soviétique, en parlant non pas de coexistence pacifique mais plutôt d'une coexistence durable, qui reflèterait mieux les ambitions ouest-allemandes.

Ce qui remarquable dans les retours des membres de ce comité préparatoire, c'est le poids des références venant des États-Unis, notamment aux ouvrages de Zbigniew Brzezinski (1928-2017) et Henry Kissinger (*1923). L'intérêt des partenaires aux États-Unis de la DGAP est d'ailleurs fort, comme en témoigne Uwe Nerlich, membre du groupe d'étude sur les questions de sécurité, lors d'un déplacement à Washington en mars 1965. Il rapporte que les partenaires à Washington sont vivement intéressés par la possibilité de dialoguer avec des Allemands de l'Ouest sur la politique orientale de manière informelle. Mais W. Cornides ne semble pas vouloir donner à ce deuxième groupe d'étude, une dimension transatlantique[1359]. Peut-être voulait-il éviter de créer des doublons avec le groupe d'étude de la fondation politique de la SPD, la *Friedrich Ebert Stiftung* : le « Conseil Consultatif de Recherche 'Bloc Soviétique et pays en voie de développement' », présidé par Richard Löwenthal, sur lequel nous revenons plus bas et des intellectuels venant de Belgique, des États-Unis, de France etc., avec d'éminents historiens tels Alexandre Dallin ou Walter Laqueur[1360].

Les réactions prennent parfois un tournant philosophique, avec par exemple Wolfgang Wagner, qui répond très rapidement, le 26 mars, qu'il faut absolument développer et commencer l'analyse par l'étude de la politique étrangère soviétique, car, en s'appuyant sur un aphorisme de Robert Musil, « qui ne sait pas ce qu'il veut, doit au moins savoir ce que les autres veulent ». C'est également W. Wagner qui semble proposer d'intégrer la représentation allemande de l'Est dans la discussion, sans plus de précisions sur ce qu'elle comprend.

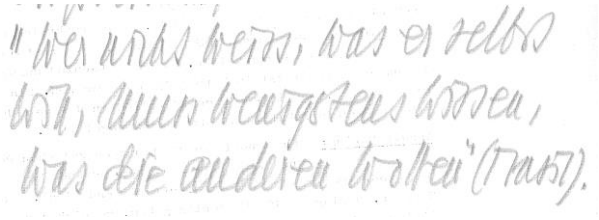


Figure 50: « qui ne sait pas ce qu'il veut, doit au moins savoir ce que les autres veulent » (R. Musil)

[1357] BArch, DGAP. 484 : Vorbereitung der SGII. s.a., « Vorschlag für die Studiengruppe der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik über Fragen der deutschen Ostpolitik /über die deutschen Beziehungen zur Sowjetunion un den übrigen Ländern des Ostens », 11.06.1965, 11 p.
[1358] Erich Kordt, *Nicht aus den Akten ... [Die Wilhelmstrass in Frieden und Krieg. Erlebnisse, Begegnungen und Eindrücke 1928 - 1945]*, Stuttgart, Union, 1950, 441 p.; Erich Kordt, *Wahn und Wirklichkeit: [Die Aussenpolitik des Dritten Reiches. Versuch einer Darstellung]*, Stuttgart, Union Deutsche Verlagsges, 1948, 430 p.
[1359] BArch, DGAP. 484 : Vorbereitung der SGII. Correspondance entre W. Cornides et U. Nerlich de mars 1965.
[1360] BArch, DGAP. 484 : Vorbereitung der SGII. Correspondance entre W. Cornides et la FES.

Finalement, le plan rassemble tous les points de vue sur la question de l'Est, qui animent le débat public en RFA à ce moment. Il est restructuré en deux parties : la première traitant des conditions de la politique orientale allemande : la politique soviétique, la politique des puissances occidentales. La deuxième partie est dédiée aux options de la politique orientale ouest-allemande. Ce plan liste dans un style télégraphique et allusif les thèmes à traiter dans ce groupe d'étude.

Dans la première partie, la politique soviétique envers la question allemande semble avoir été rédigée par Boris Meissner. Dans ce paragraphe, il propose une liste hétéroclite et ramassée des idées associées à l'URSS :

> « Les contraintes géopolitiques (la puissance continentale eurasiatique, l'État multinational) et les impulsions (la révolution mondiale, le nationalisme, le totalitarisme) de la politique étrangère soviétique. Ses bases idéologiques et les aspects libres de toute idéologie. »

Et plus loin, des considérations plus conjoncturelles :

> « Effet de la sortie du totalitarisme et de la transformation sociale sur la politique étrangère soviétique. »

La liste des thèmes est conclue par une série de questions, allant d'interrogations sur l'avenir de l'expansionnisme soviétique à la désidéologisation de la politique étrangère ou sur la viabilité de la poursuite de la ligne politique stalinienne, sans la méthode stalinienne ? Les positions des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France subissent le même traitement. Vient ensuite la partie allemande, qui commence par l'image de l'Est allemande (*Das deutsche Ostbild*), et sa dimension historique, qui n'est pas détaillée. Les auteurs se contentent de mentionner les « *Leitbilder* », les images dominantes allemandes de l'Europe de l'Est, de la Russie et de la Pologne. Pas de mentions plus explicites ou de références à des concepts clés, tels le *Drang nach Osten*, la pulsion allemande vers l'Est. Le reste est dédié à des questions autour de la place de la RDA à l'Est, des attentes allemandes d'une paix européenne et sur le rôle des institutions communautaires européennes dans la question allemande.

Ce plan se termine par un rappel des grandes options politiques pour la question allemande, allant du maintien du *statu quo* contemporain de la doctrine Hallstein, aux plans de confédération européenne ou simplement allemande. Les auteurs soulignent tout de même les limites de ce refus ouest-allemand de « reconnaître les réalités ». Ils terminent ce plan par un éventail très large des outils que les différentes options impliqueraient, allant de l'échange de territoires entre l'Allemagne, la Pologne et l'URSS (dans les versions antérieures, plus prosaïquement décrit par Lemberg contre Breslau) à la re-légalisation du parti communiste en RFA. Sur le plan militaire, les possibilités proposées vont du contrôle des armements dans la région à la proposition d'Adam Rapacki de démilitarisation de l'Europe centrale, de part et d'autre de l'Oder et de l'Elbe. En ce qui concerne les outils plus politiques,

les propositions listées vont de la propagande à la révolution à l'Est. Pour finir, les outils culturels ne sont pas en reste, avec la question de recourir aux organisations sportives, religieuses et intellectuelles.

En somme, c'est un plan préparé par des acteurs aux orientations nettement divergentes mais qui exprime déjà l'absurdité du maintien de la politique allemande héritée de la Guerre froide. Le groupe d'étude pourra se pencher sans entraves sur toute la largeur thématique du problème allemand avec l'Est.

À l'été 1965, après la discussion sur le plan de travail, il s'agit de recruter les membres définitifs du groupe d'étude. En plus des institutions scientifiques contactés en amont, les organisateurs s'adressent à leur « public » : les administrations et les partis politiques[1361]. Le Ministère des Affaires étrangères (AA), qui avait participé dès le début à la discussion, leur propose Erwin Wickert et Andreas Meyer-Landrut. D'ailleurs, ce ministère obtient une invitation permanente pour le directeur de la planification (*Leiter des Planungsstabs*)[1362]. Du côté de l'industrie, Berthold Beitz[1363] refuse de participer tandis qu'Otto Wolf von Amerongen accepte. On assiste à une sorte de répartition thématique entre les deux géants de l'industrie métallurgique allemande : B. Beitz soutient plutôt la coopération de la DGAP avec la Pologne, tandis qu'O. Wolf von Amerongen participe plutôt aux événements liés à l'URSS.

La question de la participation de la CDU reste posée. Après des discussions, un nom est proposé à Cornides : le professeur Hermann Raschhofer (1905-1979). Professeur de droit, il témoignait d'une filiation intellectuelle dans la droite ligne de la science ethnonationale: il était passé par l'Institut d'étude frontalières et étrangères (*Institut für Grenz- und Auslandsstudien*) de Max Hildebert Boehm, où il se spécialise dans les questions de droit de la nationalité, avant de suivre une carrière durant la guerre dans le « protectorat de Bohême-Moravie » entre administration et université. Après la guerre, il publie des ouvrages sur la question des Sudètes. Dans la biographie qui est fournie à la DGAP, son passage à l'Université de Prague entre 1941-43 est mentionné ainsi que sa spécialisation dans les questions nationales allemandes à l'Est. Bien qu'il n'y ait pas de traces de son rejet, on peut supposer qu'il ne sera pas retenu, car il ne correspondait pas au profil de renouveau recherché par les organisateurs.

Dans le même temps, d'autres participants à ce groupe de préparation rejetaient l'ordre territorial et politique produit par la 2e Guerre mondiale et reproduisaient les schémas de l'*Ostforschung*, dans sa version consolidée et normée des années 1940. Ulrich Scheuner par exemple, participe à un ouvrage

[1361] BArch, DGAP. 484 : Vorbereitung der SGII. Correspondance de juillet 1965.
[1362] BArch, DGAP. 492 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Lettre de Müller-Roschach à Becker, 2.08.1965.
[1363] Käppner Joachim, *Berthold Beitz: die Biographie*, Munich [u.a., Piper, 2013.

commun sur les territoires orientaux de l'empire allemand, dirigé par Gotthold Rhode[1364], qui par sa simple structure illustre bien cette continuité méthodologique qui se moule sans trop de difficultés dans le nouveau cadre territorial. L'ouvrage traite des territoires allemands jusqu'en 1937, avant les annexions et les invasions de 1938-1943, sous les aspects climatiques, historiques, économiques, religieux. C'est toujours une approche germano-centrée, qui sert la relativisation des frontières de 1945, mais non plus par la force et non plus sans limites à l'Est. La courte contribution d'Ulrich Scheuner est dédiée au statut juridique de ces territoires et s'inscrit également dans cette entreprise de relativisation de la réalité contemporaine.

Ulrich Scheuner commence par rappeler qu'il n'y a pas eu de traité de paix au sortir de la guerre, mais qu'un « état de paix règne *de facto* », matérialisé par des relations commerciales avec l'Est. La question qui reste en suspens, est la question territoriale. Il discute de la valeur des sources diplomatiques qui fondent la situation territoriale contemporaine, en partant de la conférence de Téhéran des 28.11-1.12.1943 entre les Alliés. Cette conférence scelle le sort de la frontière orientale polonaise, et prévoit la compensation de ces pertes à l'Ouest, mais, comme le déplore U. Scheuner, cette décision n'a laissé aucune trace écrite. Ensuite à Yalta, les 4-11.02.1945, le détail de la compensation se précise, ainsi que le partage à venir de l'Allemagne mais encore une fois, ces discussions ont lieu hors du droit international. La définition concrète de la frontière n'a lieu qu'à Potsdam, lors de la rencontre du 17.07-2.08.1945. Cet accord lie les Alliés, mais encore une fois, la décision est prise sans la participation de l'Allemagne, ni sa validation. Dans le même temps que ces accords étaient conclus, l'expulsion des Allemands avait déjà commencé. Ulrich Scheuner estime ainsi, que cette expulsion se fait en violation du droit international, hérité de la 1e Guerre mondiale, qui imposait la protection des minorités par les États. Il mentionne encore la confirmation de cette obligation par la Convention de Genève du 12.08.1949[1365]. Il conclue son argumentation par le fait que le Vatican n'a, pour sa part, toujours pas reconnu ce nouvel ordre territorial. U. Scheuner ne mentionne pas la guerre, ni l'invasion de la Pologne, ni celle de l'URSS, ni le déplacement forcé des populations autochtones ou du « retour » des Allemands des régions plus orientales dans les zones occupées par les nazis.

À travers cette difficulté, nous voyons que le problème de la révision de la politique de la RFA à l'Est ne tenait pas tant à un manque d'idées pour cette révision ou de connaissances, qu'à la résistance

[1364] SCHEUNER Ulrich, « Der derzeitige völkerrechtliche Status der Ostgebiete des Deutschen Reiches », in: RHODE Gotthold, *Die Ostgebiete des Deutschen Reiches: ein Taschenbuch*, Würzburg, Holzner, 1955, pp. 141-145. Cet ouvrage est réédité déjà en 1955 puis une troisième fois en 1956.

[1365] Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 Août 1949 https://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc_001_0173.pdf, consulté le 8.07.2016.

d'une partie de l'élite étatique, politique et économique. W. Cornides, qui avait participé à de nombreux cercles de discussion politique d'experts de l'Est, cherchait à faire dialoguer pour les faire évoluer, les tenants du déni de réalité des différents milieux, politique notamment. Nous allons voir à présent, comme ce dialogue s'organise dans le groupe d'étude, qui se réunit pour la première fois le 16.12.1965 à Bonn.

L'arrivée d'un expert de l'Est à la DGAP : Eberhard Schulz

À côté de ces difficultés, se posait également la question personnelle. W. Cornides était affaibli et cherchait une personne pour prendre en charge la gestion de ce groupe d'étude. En octobre 1965[1366], il rencontre Eberhard Schulz lors d'une conférence, probablement de la DGO. Il lui parle de ce projet de groupe d'étude et lui propose de venir travailler à la DGAP, ce qu'Eberhard Schulz accepte avec enthousiasme. Il prépare alors à son tour, un plan de travail pour le groupe d'étude, où il présente sur 20 pages[1367], une structuration du problème de la politique orientale allemande[1368]. Dans sa lettre, il dit avoir rencontré Kurt Birrenbach et avoir pu atteindre un consensus sur le fond. E. Schulz souligne l'importance à ses yeux, des « facteurs psychologiques » souvent plus influents « que les faits matériels ». Eberhard Schulz, né en 1926, appartient à la génération des Allemands ayant vécu la guerre comme jeunes adultes[1369]. Il avait vécu en URSS, à Moscou, dans sa jeunesse. Son père, un ingénieur, y avait trouvé du travail entre 1929 et 1932. Là, il n'a que peu de contacts avec la société soviétique mais semble s'intéresser à la langue, qu'il étudie à son retour en Allemagne, auprès d'un Allemand émigré de Russie après les révolutions de 1917. Durant la guerre, il semble s'être engagé dans des organisations de la jeunesse nazie, et se rend en 1942 à Posen, pour y faire une représentation théâtrale en allemand, pour les Allemands « rapatriés » d'Ukraine et de Roumanie. Il est mobilisé en 1943, sur le front Ouest.

[1366] BArch, DGAP. SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Note de Wilhelm Cornides à Kurt Birrenbach du 21.10.1965.
[1367] Voir la reproduction en annexe.
[1368] BArch, DGAP. Vorbereitung der SGII. Lettre d'Eberhard Schulz à Wilhelm Cornides du 16.11.1965. 21 p.
[1369] Les informations sont tirées d'un entretien et de correspondances datant de 2011-2012.

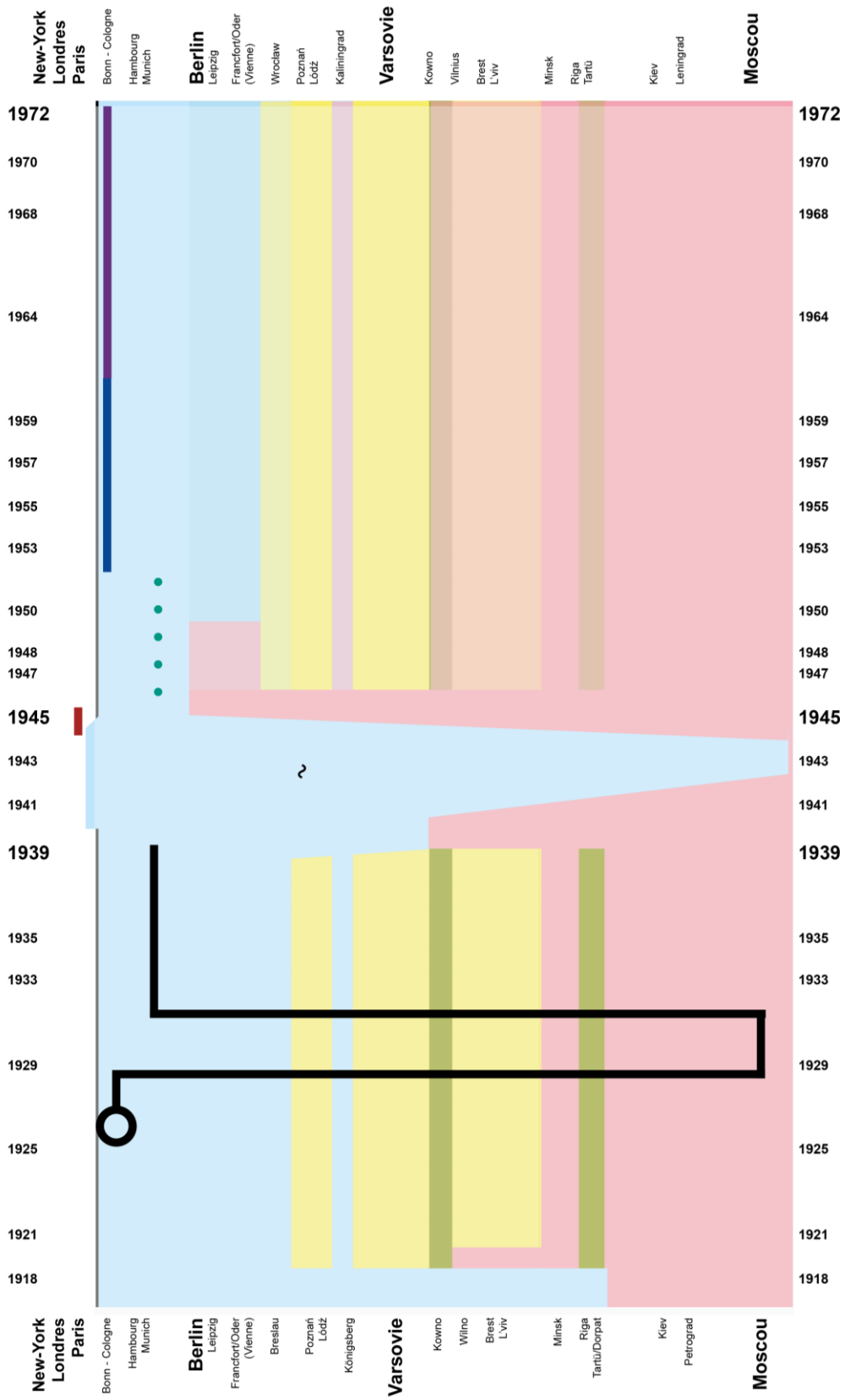


Figure 51: Parcours d'Eberhard Schulz

Après la guerre, il entame des études de slavistique et d'histoire à Göttingen, où il partage les bancs avec des anciens prisonniers de guerre ou des travailleurs forcés de l'Est, démobilisés et restés en Allemagne. Il entame ensuite une carrière de soviétologue, travaillant notamment dans le *Bundespresseamt*, le bureau de presse du gouvernement de la RFA, pour lequel, il préparait des notes sur la presse et la radio soviétique. Après quoi, il a continué dans les médias, en tant qu'employé du WDR (*Westdeutscher Rundfunk*), média public basé à Cologne.

Le plan proposé en 1965 par E. Schulz suit une structure un peu différente du plan final proposé par le comité préparatoire : il commence par la politique allemande, puis traite de la politique allemande des Occidentaux, avant de passer au bloc Est, et de terminer par les options de la politique orientale allemande, en vue de la solution de la question allemande. Il ancre son approche dans le contexte historique et dans le cadre juridique. Pour lui, il faudrait prendre en compte, la réflexion philosophique et la définition juridique du cadre étatique, de l'appartenance nationale. Il inclut dans son analyse, l'expérience de la terreur étatique stalinienne. Parmi les principes juridiques, il compte l'idée de liberté, d'unité, d'autodétermination et de dignité humaine, qui s'applique tant aux Allemands hors d'Allemagne et aux « peuples étrangers ». Il termine la partie allemande de son plan, par l'héritage historique, tant des conceptions d'unification allemande, que du tracé des frontières. Il mentionne pour la 2e Guerre mondiale, la politique de déplacement de population des Allemands d'Europe, sans mentionner la Shoah. Cette séparation entre les déplacements de population et la politique d'extermination antisémite nazie est assez caractéristique des réflexions sur l'histoire de la politique à l'Est allemande.

E. Schulz traite ensuite de l'histoire de la politique française, états-unienne et britannique envers l'Allemagne, depuis 1871. Pour la politique allemande de l'Europe de l'Est, en commençant par la Russie, E. Schulz liste la présence allemande dans la région baltique, les confrontations intellectuelles entre les tenants du panslavisme, les occidentalistes russes et les philosophes allemands, le front Est de la 1e Guerre mondiale, la politique de Rapallo, la place de l'Est dans l'idéologie nazie, les relations du parti communiste allemand avec l'URSS, le pacte entre le « IIIe Reich » et l'URSS pour terminer sur « la guerre d'extermination (*Vernichtungskrieg*) et la vengeance ». On suppose ici qu'il parle de la vengeance soviétique après la guerre anti partisane à l'Est. On pourrait également supposer qu'il parle du massacre des populations juives sur le front Est après 1941. On perçoit dans cette combinaison de l'avancée allemande suivie de l'avancée soviétique, les échos de la peur du côté allemand de 1944-45, mais aussi de l'instrumentalisation de la violence nazie pour légitimer les changements territoriaux après 1945 par l'URSS. C'est seulement quand il s'intéresse à la Pologne, qu'on trouve la mention d'Auschwitz. Pour la Pologne, il rappelle également par mots-clés, la lutte entre les chevaliers

teutoniques et les aristocrates polonais, « l'idée jagellonnienne », les divisions de la Pologne, Versailles et « l'attaque de Piłsudski à l'Est », le chauvinisme de Beck et le pacte germano-soviétique. Là aussi, on retrouve par cette combinaison d'élément, une image traditionnelle de la Pologne, comme étant à la fois victime et agresseur, surtout à l'Est, qu'on pouvait également rencontrer chez H. Schaeder dans les années 1940. Ensuite, pour la Tchécoslovaquie, ce sont les annexions de 1938 et Theresienstadt qui caractérisent le contexte historique. Lorsqu'il passe à la relation entre « Moscou et les satellites », on trouve la question des changements de frontières au sein du bloc Est, avec les territoires orientaux polonais cédés l'URSS, l'Ukraine carpatique intégrée à la Tchécoslovaquie et la Bessarabie et la Bucovine rattachés à la Roumanie. Il mentionne ensuite le « polycentrisme » du bloc Est, avec les chemins nationaux, notamment polonais. Sur la base de cette large contextualisation, E. Schulz tire le bilan des options pour la solution de la question allemande. L'état de l'Allemagne après 1945 est résumé par la division en deux États, et la consolidation de cette division, le destin particulier de Berlin et la situation des expulsés allemands, en RFA. Ces expulsés ont organisé leur participation à la vie politique allemande, surtout à l'Ouest, en intégrant les partis politiques et le monde académique. Sur le plan de la politique étrangère, E. Schulz rappelle la charte des expulsés de leur patrie natale (*Charta der Heimatvertriebenen*) de 1950[1370]. Il termine ce bilan de l'après 1945 par les efforts de la RDA pour sa reconnaissance sur la scène internationale. À la suite de ce bilan, il présente une liste presque exhaustive des options pour la solution de la question allemande. Il commence par la réunification dans les frontières de 1937, en comptant sur un affaiblissement de l'URSS par la Chine ou par une révolution interne. Une autre voie vers la solution serait une politique active envers l'Est, allant de l'isolation de la RDA, jusqu'aux projets d'intégration régionale, pan-européenne, ou même la proposition de lancer un « plan Marshall » pour le bloc Est ou « plan Jaksch », du nom de Wenzel Jaksch (1896 -1966) alors président social-démocrate de l'association des expulsés (*Bund der Vertriebenen*, BdV). L'intégration pan-européenne serait un moyen de « dissoudre » ce droit territorial, en l'individualisant, selon ses tenants. La solution allemande pour se limiter à la « petite solution », qui tiendrait de l'union de la RDA et la RFA. Cette union pourrait être réalisée par un « achat » de la RDA par la RFA ou par des négociations dans différents cadres politiques. Ainsi, face à ces projets de solution de la question allemande, des plus offensifs aux plus pacifiques, des plus « ambitieux » aux plus « modestes » en termes territoriaux, les risques sont d'une part, le désintérêt et le désengagement des Occidentaux, et d'autre part le durcissement des pays du bloc Est.

[1370] Consultable en allemand sur le site de l'Association des expulsés et réfugiés : http://www.bund-der-vertriebenen.de/charta-der-deutschen-heimatvertriebenen/charta-in-deutsch.html, consulté le 8.07.2016. également en anglais : http://www.bund-der-vertriebenen.de/charta-der-deutschen-heimatvertriebenen/charta-in-englisch.html, consulté le 8.07.2016 et en polonais: http://www.bund-der-vertriebenen.de/charta-der-deutschen-heimatvertriebenen/charta-in-polnisch.html, consulté le 8.07.2016.

On voit par ce panorama que propose E. Schulz, d'une part sa volonté de tenir compte de la diversité des opinions, même les plus extrêmes. Il propose un ancrage historique plus systématique de la question, même si la 2e Guerre mondiale tient finalement une place assez marginale, surtout dans sa dimension de conquête, d'extermination et de colonisation à l'Est. La longue préparation de ce groupe d'étude montre bien la volonté scientifique qui était à la base du projet. Ces grands plans de travail, visant à faire réfléchir sur la question de l'Est, sont rapidement bousculés par l'actualité. La question des expulsés de l'Est européen plane dans les préparatifs de ce groupe d'étude, et durant les discussions d'organisation pendant les années à venir. Il n'y aura cependant pas de représentants de ces groupes invités avant 1989.

5. Les premières séances du groupe d'étude sur l'Est : un dialogue rigide entre E. Schulz et Kurt Birrenbach (1965-1966)

La discussion dans ce deuxième groupe d'étude était calquée sur le premier : la DGAP prépare un catalogue de question, sur un thème particulier, qui structure la discussion. Cette discussion est enregistrée, puis transcrite. Les participants reçoivent tous une transcription de leurs échanges et en gardent ainsi une trace. Pour la première séance, c'est le plan de travail discuté au préalable qui est soumis à discussion, notamment les questions liées à la politique étrangère soviétique. Lors de cette première réunion[1371], les participants du deuxième groupe d'étude (SGII) se réjouissent de pouvoir discuter de cette problématique, l'un d'eux déclare en préambule que « le temps est venu » (*die Zeit ist reif*), mais souhaitent collectivement tout de même préserver leur anonymat dans la discussion. Elle sera transcrite mais anonymement. De plus, les membres auront une interdiction formelle de rapporter les prises de positions des uns et des autres à l'extérieur, sous peine d'exclusion. Dès la première rencontre, le style des échanges est donné : il ne s'agit pas d'une rencontre académique, où les participants discuteraient des concepts les plus pertinents pour analyser la situation, par exemple, la fonction de l'idéologie dans la politique étrangère soviétique. Ce groupe d'étude doit s'intéresser à des phénomènes concrets des relations internationales. On sent ici la demande qui est faite de la part du monde politique et de la haute-fonction ministérielle aux experts, de fournir des analyses « pratiques ». Ainsi, on retrouve parmi les intervenants des premières séances, un familier de la DGAP pour les questions de l'Est : Curt Gasteyger. Pour la séance du 12.02.1966, la DGAP fait parvenir aux

[1371] BArch, DGAP. SGII – Aktenvermerke 1965-1968. « Niederschrift über die Sitzung der Studiengruppe für die deutschen Beziehungen zur Sowjetunion und zu den übrigen Ländern des Ostens am 16. Dezember 1965 im Hotel Köngishof, Bonn », 11 p.

membres de la SGII, un compte-rendu du voyage de Curt Gasteyger en novembre 1965 à Moscou et Varsovie[1372].

Dans la première année de l'organisation du groupe d'étude sur l'Est, E. Schulz garde ses précautions pour traiter des questions polémiques, avec le président du groupe, Kurt Birrenbach. Par exemple, en juin 1966, E. Schulz rapporte qu'il s'est mis d'accord avec K. Birrenbach pour discuter de la doctrine Hallstein, à la condition n'en discuter les conditions et pas la légitimité de cette politique (« *das 'wie' und nicht das 'ob'* »)[1373]. E. Schulz étant un tenant de la révision de cette doctrine, on voit la contrainte à laquelle il était soumis pour l'organisation de la discussion, alors que le but de ce groupe était justement de discuter des possibilités de modernisation de la politique à l'Est. Il l'exprime d'ailleurs plus nettement dans sa correspondance avec l'inspirateur de ce groupe, Wilhelm Cornides, désormais gravement malade et hospitalisé[1374]. Quand il propose une séance sur les questions de sécurité en lien avec la politique orientale, il souhaite éviter de traiter cette problématique sous le plan purement technique, dominé par le jargon des experts (*Fachsimpeleien*) et plutôt souligner la dimension politique. La préparation du catalogue de question, après de longues discussions répond à la double ambition de « prendre à bras le corps les idées bien chevillées (*eingefahrene Denkweisen hart zu Leibe rücken*) » et d'autre part, d'atteindre les porteurs des « idées conventionnelles » en rendant la discussion intelligible. E. Schulz consacre des efforts importants durant les premières séances du groupe d'étude à expliciter ces idées qui sous-tendent la discussion sur la politique orientale allemande.

Lors de la séance du 1.07.1966, son exposé introductif traite de la question de la sécurité européenne dans le contexte de la note du gouvernement ouest-allemand pour le désarmement et la sécurisation de la paix (*Note zur Abrüstung und Sicherung des Friedens*). Le gouvernement de coalition CDU-FDP issu des élections de septembre 1965, dirigé par Ludwig Erhard (1897-1977), propose par l'intermédiaire d'Erwin Wickert (1915-2008) une « détente » de sa position sur la question allemande et la doctrine Hallstein, de représentation exclusive de l'Allemagne, contre la reconnaissance de la

[1372] BArch. DGAP. SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Curt Gasteyger, « Sowjetische Politik im Jahresende 1965. Eindrücker von einer Reise nach Moskau und Warschau », 13 p.
[1373] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Eberhard Schulz, « Vermerk. Betr. Gespräch mit Birrenbach », 23.06.1966.
[1374] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Lettre d'Eberhard Schulz à Wilhelm Cornides, 21.06.1966.

RDA[1375]. Le chancelier Erhard présente cette note le 25.03.1966 au Parlement ouest-allemand[1376], dans laquelle, le gouvernement propose d'instaurer un système de désarmement de la région et de pactes de non-agression (*Gewaltverzichterklärungen*). La déclaration traite de la question de la sécurité sous le prisme de l'armement et les questions militaires, mais le but ultime reste la réunification. Dans l'argumentation, le chancelier trace un arc entre les efforts de réconciliations de la RFA avec ses partenaires occidentaux, au besoin d'entreprendre une politique similaire avec les voisins directs à l'Est, nommément la Pologne et la Tchécoslovaquie :

> « En ce qui concerne notre relation à la Pologne, le règlement de la question des frontières selon les accords des Alliés de l'année 1945 est repoussé jusqu'à la conclusion d'un accord de paix avec toute l'Allemagne.
> L'Allemagne continue d'exister sur le plan du droit international [droit des peuples, littéralement en allemand], dans les frontières du 31 décembre 1937, tant qu'un gouvernement de toute l'Allemagne issu d'élections libres ne reconnaitra d'autres frontières. Si les Polonais et les Allemands étaient prêts à parler sur ces questions conflictuelles dans un même esprit, que celui qui a permis la compensation [et l'équilibre] avec ses voisins occidentaux, la compréhension [ou réconciliation] serait significativement facilitée.[1377]

Erhard poursuit avec une critique des menaces soviétiques sur la sécurité allemande. Pourtant, le parallèle établi entre le rapprochement de la RFA avec ses partenaires occidentaux et ses voisins orientaux, tout comme l'effacement par l'argument de la continuité juridique de la 2e Guerre mondiale, qui est la position d'une grande partie de la classe politique ouest-allemande de ce moment[1378], pose un problème indépassable pour les destinataires de cette note. Ce point est

---

[1375] BLASIUS Rainer A., « Erwin Wickert und die Friedensnote der Bundesregierung vom 25. März 1966 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 43 (3), 1995, pp. 539-553. Notons au passage que dans son commentaire sur la réception historiographique de cette note, Rainer Blasius fait référence aux ouvrages d'un certain nombre de participants réguliers du groupe d'étude : la spécialiste des questions de sécurité Helga Haftendorn, qui participe aux mêmes réunions qu'Erwin Wickert et qui donne des éléments de contexte de formulation de cette note, sans citer de sources, et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères puis président de la RFA, Karl Carstens, et le soviétologue Richard Löwenthal, qui participent aux réunions des années suivantes, sur lesquels nous revenons plus bas. Rainer Blasius mentionne également un colloque organisé sur ce sujet par la DGAP en 1985.

[1376] Deutscher Bundestag. 5. Wahlperiode, 34. Sitzung. Bonn, 25.03.1966, pp. 1607-1608. Protocole disponible sous : http://dipbt.bundestag.de/doc/btp/05/05034.pdf, consulté le 8.07.2016.

[1377] Was unser Verhältnis zu Polen abgeht, so ist die Regelung der Grenzfragen nach den alliierten Vereinbarungen des Jahres 1945 bis zum Abschluß eines Friedensvertrags mit ganz Deutschland aufgeschoben. Deutschland besteht völkerrechtlich in den Grenzen vom 31. Dezember 1937 fort, solange nicht eine frei gewählte gesamtdeutsche Regierung andere Grenzen anerkennt. Wenn Polen und Deutsche über die strittigen Fragen in dem gleichen Geist zu sprechen bereit wären, der den Ausgleich zwischen Deutschland und seinen westlichen Nachbarn herbeigeführt hat, wäre eine Verständigung wesentlich erleichtert. », *Ibid.*, p. 1606.

[1378] Cette déclaration gouvernementale est accueillie positivement, même par le chef de l'opposition sociale-démocrate, Herbert Wehner (1906-1990).

également un des éléments sur lesquels E. Schulz rebondit.

En amont de la réunion du groupe, E. Schulz présente les réponses des pays du bloc Est à cette note[1379]. Il commence par le problème fondamental de la reconnaissance des frontières orientales par la RFA et les craintes qu'une union des deux Allemagnes risquerait d'instaurer une « hégémonie allemande en Europe centrale (*Mitteleuropa*) » et la révision de sa frontière Oder-Neisse. Ce risque est existentiel pour la Pologne, qui pourrait craindre alors un « accord germano-soviétique aux frais de la Pologne ». Le fossé est grand entre les intérêts en termes de sécurité entre la RFA et ses voisins orientaux. L'URSS a répondu le 17.05.1966 à cette note. Schulz la décrit comme positive, l'URSS mettant l'accent sur les questions d'armement et sur la critique à la politique de présence militaire de l'OTAN. L'URSS s'appuie dans sa réponse sur la proposition polonaise d'instaurer une zone non militarisée en Europe centrale, le « plan Rapacki » datant déjà du 14.02.1958, renouvelé par Gomułka en 1964[1380] et réitère sa proposition d'une conférence pan-européenne sur la question de la sécurité. La Pologne répond le 28.04.1966 par une note circulaire plus négative, qu'E. Schulz qualifie de « chargée émotionnellement », qu'il contextualise par la perception forte de l'Allemagne sous le prisme de l'histoire du « pression militariste allemande à l'Est ». Cependant, le gouvernement polonais distingue clairement entre le militarisme allemand et le peuple allemand, et dans sa note, les termes RFA et Allemagne sont utilisés indifféremment, ce qui indique, selon E. Schulz, une certaine disposition à l'union des deux Allemagnes[1381]. Le blocage de cette union serait plus du fait de la RFA que de la Pologne pour les Polonais, car la RFA créé des tensions fortes, en maintenant l'ambiguïté sur l'ampleur de la réunification. E. Schulz souligne que la note ne fait pas mention de demandes de réparations, seulement de la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse. La Pologne refuse de participer aux pactes de non-agression si la RDA n'en fait pas partie. En somme, l'unification des deux Allemagnes serait accessible, au seul prix de la reconnaissance mutuelle de celles-ci. Cette thématique est reprise dans le catalogue de question envoyé en préparation de la rencontre du groupe d'étude[1382] : le système de sécurité européen devrait-il reposer sur des modalités permettant de contrôler l'Allemagne et garantir l'intégrité territoriale en Europe ?

L'auteur de cette note, Erwin Wickert participe à cette séance du groupe d'étude en juillet 1966[1383]

[1379] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Eberhard Schulz, « Die politischen Problematik eines Sicherheitssystems für Europa unter besonderer Berücksichtigung der osteuropäischen Antworten auf die deutsche Friedensnote ». 17 p.

[1380] Texte disponible sous : https://www.cvce.eu/obj/le_plan_rapacki_varsovie_14_fevrier_1958-fr-c7c21f77-83c4-4ffc-8cca-30255b300cb2.html, consulté le 8.07.2016.

[1381] Notons ici que le terme « Allemagne » en polonais n'existe qu'au pluriel (*plurale tantum*), ce qui dans le contexte de la division permet souvent une formulation nébuleuse.

[1382] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Eberhard Schulz, « Fragenbogen. Die politischen Problematik eines Sicherheitssystems für Europa».

[1383] Voir le détail des participations, annexe 5.

et présente les réactions du bloc Est à cette note ouest-allemande, avant que la question soit traitée dans le cadre plus large de la question de la sécurité européenne. Au fil de la discussion, les participants en arrivent à formuler le dilemme dans lequel l'Allemagne se trouve face à la Détente : le maintien de tensions en Europe, la confrontation entre les blocs, contribuent à garder la question allemande à l'ordre du jour et ouverte. La Détente des relations entre les blocs pourrait au contraire, augmenter les antagonismes anti(ouest)allemands dans les deux blocs, la RFA étant accusée de troubler les relations par sa revendication de réunification. Dans le même temps, la Détente pourrait aboutir à établir des relations entre les deux Allemagnes, par la « politique des petits pas », initiée à Berlin après la construction du Mur en août 1961, avec l'accord entre Berlin-Ouest et la RDA qui organisait la circulation entre les deux parties de la ville pour leurs citoyens respectifs (*Passierscheinabkommen*) du 17.12.1963. Ces relations interallemandes pourraient préserver la flamme du sentiment national de part et d'autre du Mur. La subordination de la politique orientale à la politique occidentale fait néanmoins consensus.

Le décalage entre les réflexions d'E. Schulz et le tournant que semble avoir pris la discussion montre bien la difficulté de transmettre les conclusions auxquelles E. Schulz est arrivé sans changer les prémisses de la discussion. Le schéma reste celui de la priorité de la politique allemande, et les objections des pays voisins orientaux, primairement liés à la 2e Guerre mondiale, ne sont même pas mentionnés dans la discussion, du moins dans sa retranscription[1384]. Si le grand schéma d'une conquête allemande de l'Est n'est clairement plus d'actualité, ces discours passés et sur la guerre sont passés sous silence. Ces discours sont pourtant intimement liés au problème de la division de l'Allemagne et clairement identifiés par les voisins orientaux comme tels. Aucune référence au passé, ni au récit classique de l'Allemagne sur l'Est n'alimente cette discussion : les participants préfèrent se concentrer sur les rapports de force entre et au sein des blocs Est et Ouest et les enjeux présents ou du passé récent. Le discours de l'expert, en la personne d'E. Schulz, n'a pas d'écho. Il collecte les informations sur les réactions politiques à l'Est, les transpose de manière acceptable pour ses interlocuteurs, connaissant de près les objections que son texte pourrait susciter auprès des conservateurs, K. Birrenbach en tête. Malgré ces précautions et le contexte politique général d'enlisement de la question allemande, l'aveuglement reste entier concernant le lien entre le passé récent, les attaques menées par les voisins orientaux des discours nazis sur l'Est et la situation d'alors. La discussion semble alors tâtonner des mêmes thèmes durant la première année : les dimensions géopolitiques et juridiques de la question allemande, qui favorisent une lecture anhistorique mais permettent de mettre en évidence la dépendance de la RFA vis-à-vis tant des Alliés occidentaux que

[1384] E. Schulz ne se souvient pas que la question de la 2e Guerre mondiale n'ait jamais été abordée dans ce groupe d'étude. (Entretiens de 2011).

de l'URSS, pour la solution de la question allemande.

La séance du 26.09.1966 est consacrée à la doctrine Hallstein, d'exclusivité de la représentation du peuple et de l'État allemand par la RFA, qui se traduit par la rupture des relations de la RFA avec les pays tiers qui reconnaitraient la RDA, en premier lieu la Yougoslavie en 1957. Selon le principe de fonctionnement vu précédemment, un catalogue de question est envoyé aux membres du groupe d'étude, ainsi que du matériel de contexte. On retrouve le même décalage entre le matériel préparatoire à la discussion, probablement préparé par E. Schulz, et le compte-rendu de cette discussion[1385]. En amont de la discussion, la doctrine Hallstein est présentée comme une réaction à ce qui avait été perçu comme une annexion d'une partie de l'Allemagne par l'URSS, qui pouvait s'en servir comme « tête de pont » pour annexer le reste de l'Allemagne. Mais l'auteur de ce texte préparatoire de la discussion précise que la création de la zone d'occupation soviétique (*Sowjetische Besatzungszone*, SBZ) était conçue du côté soviétique plutôt comme la pointe d'un « glacis protecteur » ou éventuellement comme monnaie d'échange avec les Alliés occidentaux, pour neutraliser le danger allemand. La RDA, qui n'est jamais mentionnée comme telle dans ce texte, en respect de cette doctrine Hallstein, justement, se constitue en pseudo État, créé arbitrairement par a volonté soviétique, sans aucune base réelle, notamment sans se reposer sur le principe d'autodétermination du peuple allemand. L'auteur rappelle ensuite les critiques qui ont accompagné cette doctrine, notamment le coût de la concurrence pour la reconnaissance par des pays tiers de la RFA et de la RDA. L'auteur met ensuite en avant ses propres critiques : l'effet pervers de l'habitude de l'existence de cette entité allemande de l'Est, officialisée en 1949, il y a alors plus de quinze ans. L'auteur argumente alors qu'une solution de la question allemande serait facilitée par une amélioration des relations avec les pays voisins à l'Est. Il s'agirait de rassurer les populations du bloc Est, car même si c'est le régime soviétique qui a le dernier mot en la matière, la RFA pourrait agir directement sur les peurs des populations à l'Est liées à la question allemande. On a à nouveau une référence implicite à la guerre, qui disparaît complètement de la discussion par la suite. La préoccupation principale des participants est plutôt le risque de marginalisation de la RFA dans le bloc Ouest, et la peur que les Alliés décident « par-dessus la tête de l'Allemagne ».

Durant l'année 1966, les discussions de ce groupe d'étude mettent en lumière les blocages conceptuels et pratiques de la politique à l'Est de la RFA. Une des prémisses de la révision de la politique orientale fait consensus : celle de la dépendance vis-à-vis de l'étranger, des Alliés occidentaux en premier lieu, puis de l'URSS. Le regard des populations des pays du bloc Est fait surface

[1385] BArch. 482 : DGAP. SGII – Aktenvermerke 1965-1968. s.a., « Fragenkatalog », 4 p. ; s.a., « Niederschrift über die Sitzung der Studiengruppe für die deutschen Beziehungen zur Sowjetunion und zu den übrigen Ländern des Ostens am 26. September 1966 im Hotel Königshof, Bonn », 15 p.

régulièrement mais n'est pas intégré dans les paramètres de cette politique, ni la guerre qui a forgé ce regard. La résistance des conservateurs en matière de politique orientale est forte, surtout venant du président du groupe : Kurt Birrenbach.

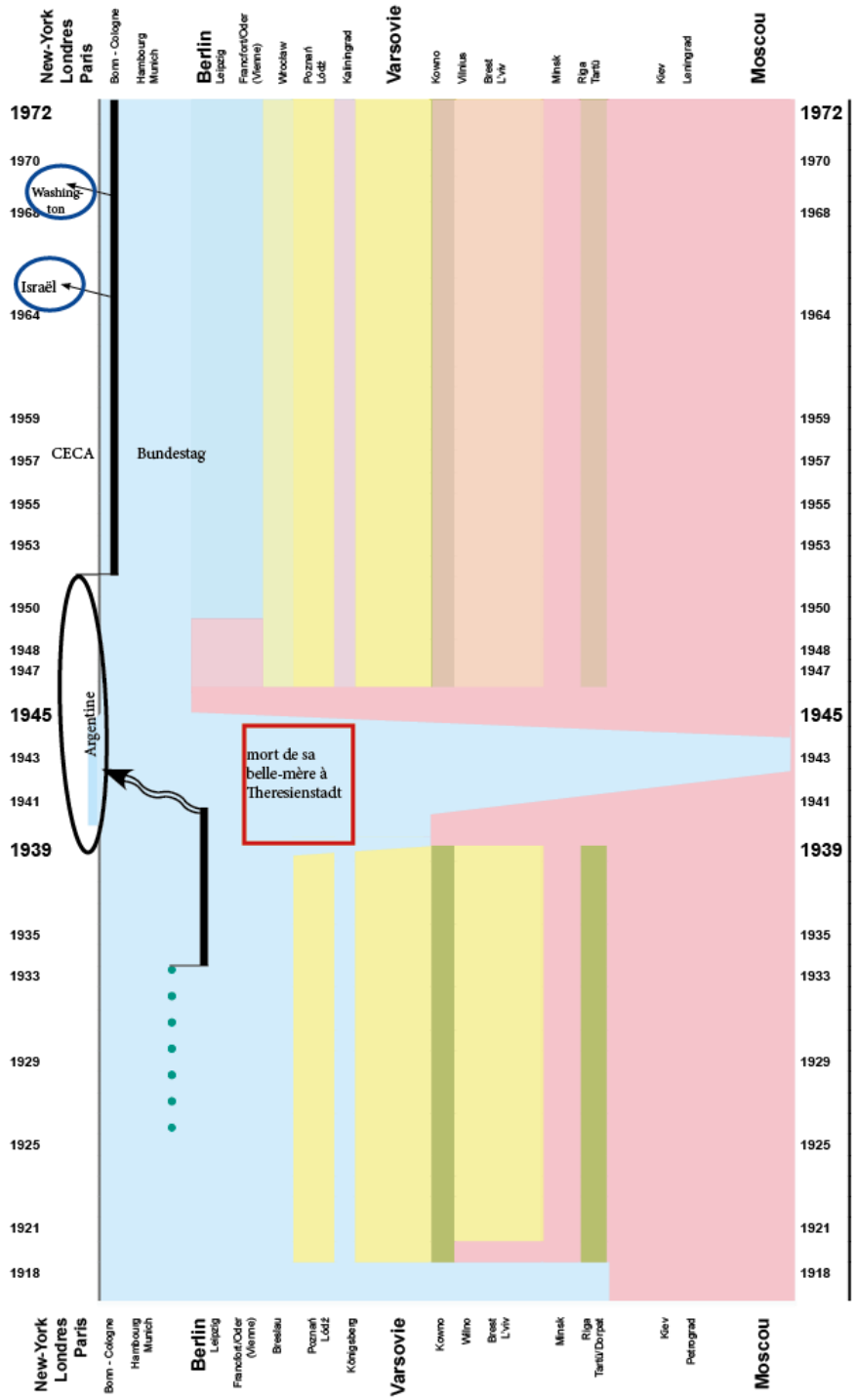


Figure 52: Parcours de Kurt Birrenbach

Kurt Birrenbach fut chargé dès 1961 de mener des sondages pour la CDU auprès des Alliés occidentaux sur la politique étrangère allemande[1386]. Une première fois après la construction du Mur de Berlin en 1961, puis il est chargé en 1965 d'accompagner l'établissement de relations diplomatiques formelles entre la RFA et Israël en mai 1965, faisant suite aux premiers contacts officiels bilatéraux avec l'Accord de Luxembourg de 1952 sur les réparations (*Wiedergutmachungsabkommen*). Il se rend à nouveau aux États-Unis autour de la question de la *Multilateral Force* en 1965 et à nouveau en 1968 dans le contexte de la crise de Prague. C'est donc un diplomate politique, qui a pour mission à la fois de se renseigner sur l'opinion des Alliés et de faire valoir auprès d'eux, les besoins de la RFA, tels que définis par la CDU. La question de la reconnaissance de la frontière orientale allemande lui semble particulièrement douloureuse.

Ainsi, par exemple, quand le général Pierre Billotte (1906-1992) l'invite au nom du Comité français des Amis de la Pologne, en 1962 à rencontrer Zbigniew Rapacki (1909-1970), en déplacement à Bonn pour discuter de son plan de démilitarisation de l'Europe centrale, de part et d'autre de l'Oder, Birrenbach lui réplique avec d'autres parlementaires ouest-allemands, en français :

> « Il n'était pas votre intention certes, de susciter chez vos Alliés étrangers l'impression qu'il existait en France des Forces qui considèrent la POLOGNE communiste comme une Allié secrète contre la démocratie allemande. Toutefois une telle impression pourrait naître si votre comité définissait comme l'un des objectifs, son intention de soutenir les revendications territoriales de la POLOGNE contre une réunification de l'Allemagne. (…)
> De plus, nous vous demandons de bien vouloir considérer la présence actuelle sur le territoire de la République allemande de 10 millions d'Allemands expulsés, donc 1/5 de la population totale. (…) Toutefois ce ne sont pas seulement ces 10 millions d'Allemands expulsés qui pourraient voir dans les objectifs de votre Comité une entorse à la solidarité franco-allemande sincère, tous les patriotes allemands noteraient avec un sentiment de déception, l'adoption à priori d'un point de vue défavorable par les milieux français influents dans l'un des problèmes vitaux de la nation allemande. Nous n'attendons pas davantage que vous partagiez sans conditions le point de vue allemand, fondé sur l'unité de l'Allemagne confirmée par les Alliés, jusqu'au traité de Paix dans les frontières de 1937. »[1387]

Kurt Birrenbach est donc un tenant de la réunification allemande, sans que les contours de cette

[1386] BIRRENBACH Kurt, *Meine Sondermissionen: Rückblick auf 2 Jahrzehnte bundesdt. Aussenpolitik*, 1. Aufl, Düsseldorf Wien, Econ-Verlag, 1984.
[1387] KAS. Nachlass Birrenbach. I-433-06813. Lettre de parlementaires allemands au Général Pierre Billotte, probablement novembre 1962.

réunification soient clairement définis. Mais ce flou entretenu par la référence aux frontières de 1937 doit servir à négocier un dédommagement des Allemands expulsés, dont il se fait le porte-parole, sans être un activiste de leurs associations. Il finit par accepter de rencontrer Zbigniew Rapacki et ce comité français, après l'intervention de Fritz Erler (1913-1967), homme politique de la SPD, qui dirige le groupe d'étude de la DGAP sur les questions de sécurité. Cette rencontre doit cependant être organisée dans la discrétion, sans déclaration finale et séparément pour chaque parti politique ouest-allemand[1388]. Cet exemple, précédant le groupe d'étude de quelques années, nous aide à mieux comprendre l'effort que représentait ce groupe d'étude transpartisan, et l'importance de la discrétion autour des discussions.

Birrenbach semble avoir entretenu des relations proches avec différentes institutions de recherche sur l'Est, tant des regroupements informels comme le *Göttinger Arbeitskreis*[1389], que des groupes d'études plus proches des structures gouvernementales ouest-allemandes tels le Groupe d'Étude des Question de l'Est (*Arbeitskreis für Ostfragen*), que nous avons rencontré précédemment. Il était également en contact avec d'ancien experts de l'Est d'avant 1945, qui restent actifs en marge des institutions de recherche, tels Bolko von Richthofen, que nous avions également étudié dans la première partie, pour ses activités d'expertise à Königsberg dans les années 1930-1940. Bolko von Richthofen envoie en décembre 1959, un compte-rendu du dernier séminaire organisé par l'Institut pour la recherche sur l'URSS. Cette institution regroupait des émigrés de l'URSS, à Munich, en proche collaboration avec le programme de *Radio Liberty*[1390]. C'est également cette institution qui avait accueilli et assisté le groupe d'étude du *Russian Research Institute* de Harvard en 1950[1391], qui avait mené une série d'entretiens avec des émigrés soviétiques pour en tirer des informations sur la psychologie et la société soviétique, dans la plus pure tradition de la science de l'ennemi (*Harvard Project on the Soviet Social System*)[1392].

K. Birrenbach, bien que n'étant pas lui-même directement issu du milieu de l'expertise d'avant

---

[1388] KAS. Nachlass Birrenbach. I-433-06813. Correspondance entre Fritz Erler et Kurt Birrenbach entre janvier et mai 1963. On trouve dans ce dossier le protocole de cette rencontre, où on retrouve ce même ton de la primauté des intérêts allemands sur la reconnaissance de la frontière : soit avec l'argument de vouloir éviter de créer des tensions et une radicalisation d'une partie des expulsés allemands, soit en rappelant les violences polonaises d'avant et d'après-guerre contre les Allemands. Le contact entre Birrenbach et ce comité, notamment à travers la personne de Z. Rapacki se maintient jusqu'en 1971. Z. Rapacki lui envoie régulièrement des analyses des relations germano-polonaises en français.

[1389] Pour mémoire, Boris Meissner en avait fraîchement repris la présidence, en 1965, voir le site de cette organisation : http://www.goettinger-arbeitskreis.de/5.html, consulté le 8.07.2016.

[1390] O'CONNELL Charles T., « The Munich Institute for the Study of the USSR: Origin and Social Composition », *The Carl Beck Papers in Russian and East European Studies* (808), 1990.

[1391] INSTITUT ZUR ERFORSCHUNG DER UDSSR, *Fünf Jahre Institut zur Erforschung der Geschichte und Kultur der UdSSR.*, Munich, Institut zur Erforschung der UdSSR, 1955.

[1392] De nombreux soviétologues américains participèrent à ce projet, notamment Alexander Dallin (voir le rappel de son évolution en introduction de cette étude).

1945, et ayant fui le régime nazi pour protéger sa femme, ne s'entoure pas moins de praticiens de l'ancien paradigme de la science de l'ennemi. Ce sont des praticiens d'un type particulier, sur lesquels nous avons porté notre attention dans les chapitres précédents : ceux des experts de l'Est qui cultivaient des contacts directs avec l'Est et utilisaient largement ce discours pour alimenter leur expertise et la légitimation de leurs projets politiques. Ici à nouveau, dans un contexte cependant très différent, ce sont ces experts vers lesquels on se tourne ou qui se mobilisent, pour éclairer la situation à l'Est.

À côté de la tension entre E. Schulz et K. Birrenbach sur le plan politique, on voit périodiquement intervenir Boris Meissner, sur le plan scientifique : il reproche très rapidement aux organisateurs de ne pas inviter uniquement des experts en la matière et souhaiterait que la discussion se concentre plus sur l'URSS[1393]. On pourrait considérer ces remarques comme un signe du succès de la volonté de créer un cadre particulier de discussion, différent des autres cercles purement d'experts, comme le cercle de travail Est-Ouest, animé par B. Meissner, ou les forums organisés dans les fondations politiques. Le groupe d'étude de la DGAP réunit des orientations politiques et des champs d'action très variés, ce qui rend la discussion parfois plus difficile donc mais révèle la nécessité de ce type d'échanges pour la classe politique ouest-allemande alors.

Malgré leur marginalisation progressive dans les années 1960 au sein de milieu universitaire[1394], ces experts gardent leur statut et maintiennent un activisme auprès d'acteurs politiques tels Kurt Birrenbach. Celui-ci ne reprend pas franchement les positions ni nostalgisantes du groupe de travail de Göttingen, ni l'antisoviétisme des émigrés russes, mais défend une position conservatrice, qui ne veut pas rejeter cet héritage méthodologique et conceptuel. Cette logique conservatrice, dont les prémisses de projection, d'altérité de l'Est et de mythification d'un passé national à l'Est, sont désormais implicites, tues, aboutit au rejet de la reconnaissance de la nouvelle frontière orientale allemande. À l'exception de la projection, rendue impossible par la faiblesse relative de la RFA, l'idée d'une légitimité moindre des populations à l'Est découlant d'une conception de cet Est comme autre et siège d'un passé illustre allemand, reste un élément fort du raisonnement politique de Birrenbach. Ainsi, il balaie les approches proposant de changer ces prémisses explicitement. C'est pourtant tout l'enjeu de ce groupe d'étude et d'experts tels E. Schulz, qui poursuit le développement de sa propre réflexion, en même temps qu'il essaie de la transmettre à ses compatriotes.

[1393] BArch. DGAP. SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Eberhard Schulz, « Vermerk. Gespräch mit Herrn Prof. Meissner am 3.02.1966 ». 9.02.1966.

[1394] Voir les réorientations du financement de cette recherche dans le milieu universitaire et para-universitaire chez : UNGER Corinna R., *Ostforschung in Westdeutschland : die Erforschung des europäischen Ostens und die Deutsche Forschungsgemeinschaft, 1945 - 1975*, Stuttgart, Steiner, 2007.

6. Conclusion
Vers un nouveau paradigme des références historiques du discours sur l'Est

Après 1956, l'expertise des relations internationales en RFA, RFA et Pologne populaire se concentre sur des thématiques communes : la question de la sécurité européenne, avec toutefois des analyses fortement divergentes. Les institutions ne prennent pas d'initiatives qui risqueraient de dépasser le cadre officiel des relations ou des discours, et semblent plutôt accompagner en la suivant, la ligne officielle des États. La discussion sur l'Est passe avant tout par un débat interne, de portée variable selon les régimes, mais plutôt dans un cadre feutré. En RFA parce que la question reste très sensible et chargée, et en Pologne, du fait de la difficulté de mener un débat public sur les relations avec « l'ami soviétique ». Il n'en reste pas moins que la réflexion murie au cours des années 1950 est formulée par les experts.

Dans ce chapitre, nous avons étudié la manière dont les experts se confrontaient à l'héritage de l'expertise de l'Est, dans ses formes notamment de science de l'ennemi, tant sur le plan méthodologique que du contenu des discours. Ceux sur lesquels nous avons concentré notre attention, tentent d'expliciter ces héritages, pour mieux s'en distancier et emmener leurs interlocuteurs à s'en distancier également. Leurs motivations personnelles semblent être fondées par la violence de la 2e Guerre mondiale, mais n'apparaissent pas dans leurs argumentations, sauf pour le cas de Rudi Goguel. Tous les trois, cherchent à remplacer toutefois, les références traditionnelles à l'imaginaire collectif national par l'intégration de la 2e Guerre mondiale comme élément fondamental du regard expert sur l'Est. Dans cette démarche, il apparaît que les efforts pour se distancier de l'héritage national en Pologne, s'inspire des critiques qui sont formulées à l'encontre de l'héritage allemand, tandis que du côté allemand, tant à l'Ouest qu'à l'Est, la référence à la lecture de la guerre faite par la Pologne ou l'URSS prend une place grandissante. On assiste à une sorte de maillage des regards et des discours, ou en d'autres termes, à une prise en compte du regard de l'Est sur l'Allemagne et la Pologne, en Pologne et en Allemagne. Quoi que les modalités de cette prise en compte divergent, elle semble de plus en plus inévitable, et en premier lieu, aux yeux de certains experts.

Chapitre 10

Emboîtement et compartimentation des dialogues nationaux, intra-blocs et inter-blocs sur la sécurité collective (1956-1972)

La révision du discours expert sur l'Est s'inscrit dans une intensification des contacts directs, dans un cadre politique contraint, mais en voie d'ouverture, entre la Détente des années 1960 et l'avènement d'un discours structuré par la conférence d'Helsinki, entre 1973 et 1975. La question allemande est diluée dans la question de la sécurité européenne et des relations Est-Ouest, qui préoccupe de plus en plus les experts des trois pays.

L'ouverture à l'Est de la RFA fait l'objet d'un débat très intensif et de longue haleine au sein de la République fédérale, avec une polarisation croissante entre le parti conservateur, la CDU et le SPD, plus progressiste sur ces questions[1395]. L'opposition principale vient des organisations d'Allemands expulsés de l'Est, qui se radicalisent graduellement sur la question de la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse[1396], les éléments plus modérés quittant progressivement ces structures. Les années 1960 sont également le théâtre d'une contestation forte de la part d'une « opposition non parlementaire » s'attaquant virulemment au passé nazi de la génération au pouvoir[1397]. Au travers des crises de Hongrie et de Pologne (1956), de Berlin (1961), de Cuba (1962) puis de mars 1968 en Pologne et du Printemps de Prague et sa répression (1968), la pression en RFA pour la révision de la politique à l'Est croît, notamment de la part de la SPD berlinoise. Egon Bahr propose « la transformation par le rapprochement (Wandel durch Annäherung) » en 1963, inspiré de la politique « des petits pas » menée à Berlin et implique une forme de reconnaissance de la situation d'alors. Dès décembre 1966, dans le contexte d'une grande coalition entre la SPD et la CDU, où Willy Brandt, alors maire de Berlin, devient Ministre des Affaires étrangères de la RFA, les lignes gouvernementales commencent à bouger. Du côté Est, en particulier polonais, les propositions pour une politique commune de sécurité se répète, avec le Plan Rapacki de zone démilitarisée en Europe centrale, formulé en octobre 1957 devant les Nations Unies, repris par W. Gomułka en mai 1959[1398]. Egon Bahr, qui suit W. Brandt de Berlin à Bonn, établit en 1967 des contacts officieux avec des officiels soviétiques[1399] et entame une

[1395] C'est d'ailleurs ce qui motive Egon Bahr à le rejoindre, voir entretien avec ce dernier. C'est pour la même raison que la DGAP donne la présidence du groupe d'étude de l'Est à un membre de la CDU, comme nous l'avons vu plus haut.

[1396] SCHWARTZ Michael, *Funktionäre mit Vergangenheit: Das Gründungspräsidium des Bundesverbandes der Vertriebenen und das « Dritte Reich »*, Walter de Gruyter, 2013.

[1397] JUDT Tony, *Postwar: A History of Europe Since 1945*, New York, NY, Penguin Books, 2006.

[1398] STOKŁOSA Katarzyna, *Polen und die deutsche Ostpolitik : 1945 - 1990*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2011, p. 154.

[1399] C'est le fameux double système de « back-channels », de communication diplomatique discrète qu'il

longue négociation qui aboutit à la signature en août 1970 d'un traité entre la RFA et l'URSS[1400] et en décembre 1970, entre la RFA et la Pologne populaire[1401]. S'en suit une longue discussion au parlement ouest-allemand pour une ratification finale en 1972[1402].

Ce contexte à la fois d'ouverture et de lassitude faisant suite aux crises et au *statu quo*, et de tensions rejaillissant périodiquement et brutalement, pousse les institutions d'expertise à s'engager sur ces thématiques incertaines, techniques et interrogeant des éléments fondamentaux des régimes dans lesquels elles sont actives. D'une part, elles participent au dialogue, désormais autorisé, avec des interlocuteurs de l'autre bloc, et au sein du bloc Est. Les trois instituts, de taille et de statut différent, entrent progressivement en dialogue les uns avec les autres. D'autre part, elles produisent des analyses et accompagnent le débat politique, notamment en RFA. Ainsi, en parallèle des discussions en internes sur les représentations héritées du passé de l'Est, le dialogue s'organise, avec un certain décalage, et principalement sur la thématique de la sécurité collective, dans un premier temps, au sein du bloc Est, puis progressivement entre l'Est et l'Ouest.

instaure tant avec les États-Unis qu'avec l'URSS :LOTH Professor of Modern and Contemporary History Wilfried, LOTH Wilfried et SOUTOU George, *The Making of Détente: Eastern Europe and Western Europe in the Cold War, 1965-75*, Routledge, 2010. Cette pratique marque durablement son image et celle de l'Ostpoliitk de W. Brandt : WEILAND Severin, « Egon Bahr gestorben: Der Mann der geheimen Kanäle », *Spiegel Online*, 21.08.2015. En ligne: Spiegel Online, <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/egon-bahr-der-mann-der-geheimen-kanaele-a-1049078.html>, consulté le 3.10.2016. Cette habitude de favoriser les contacts avec des représentants officiels naît de la logique de reconnaissance du *statut quo*, et handicape par la suite, la prise de contact de la SPD avec la dissidence en Pologne et ailleurs dans le bloc Est dans les années 1970 et 1980.

[1400] « Signature du traité de Moscou (12 août 1970) », Image, *CVCE.EU by UNI.LU*, <https://www.cvce.eu/obj/signature_du_traite_de_moscou_12_aout_1970-fr-86e2e73a-9d7d-4d56-a7f9-d9733ba0f0ed.html>, consulté le 03.10.2015.

[1401] « Le traité de Varsovie (7 décembre 1970) », Texte, *CVCE.EU by UNI.LU*, <https://www.cvce.eu/obj/le_traite_de_varsovie_7_decembre_1970-fr-7f3363b0-2705-472a-b535-c42bd229f9e2.html>, consulté le 03.10.2015.

[1402] « Discours de Willy Brandt: la nouvelle Ostpolitik (Bonn, 10 mai 1972) », Son, *CVCE.EU by UNI.LU*, <https://www.cvce.eu/obj/discours_de_willy_brandt_la_nouvelle_ostpolitik_bonn_10_mai_1972-fr-d25db231-0408-43c6-9ff5-0421ab44d3f4.html>, consulté le 03.10.2015.

1. Les relations bilatérales du DIZ et du PISM au sein du bloc Est

Le DIZ participe à son échelle à la politique de recherche de reconnaissance internationale de la RDA, à laquelle il subordonne tous ses contacts avec l'étranger. La méfiance par rapport à l'ouverture internationale du régime est-allemand se dépeint aussi sur les initiatives du DIZ, y compris pour les contacts avec les « pays frères », surtout quand ils sont touchés par des crises politiques internes, comme c'est le cas en Pologne en 1956. Les Allemands de l'Est se trouvent souvent dans une position inconfortable, entre gardiens de l'idéologie communiste et héritiers involontaires de la présence allemande durant la guerre à l'Est.

(1) L'ouverture réticente du DIZ aux questions internationales

Les premiers voyages d'employés du DIZ ont eu lieu dans le cadre du travail de R. Goguel sur la frontière Oder-Neisse, mentionné dans le chapitre précédent et s'intensifie au cours des années suivantes, avec régulièrement une certaine réticence du côté de la direction, selon les protocoles du DIZ. Les relations avec la Pologne semblent s'intensifier plus tôt que celles avec l'URSS. Dans les contacts que le DIZ entretient avec des interlocuteurs de Pologne, la 2e Guerre mondiale est systématiquement présente dans les échanges. Ainsi, en 1954, lors d'une visite d'un journaliste varsovien, venu se renseigner sur le fonctionnement du DIZ, pour construire une institution similaire en Pologne, il précise que le travail d'une telle organisation en Pologne serait grandement compliqué par les destructions de la guerre[1403]. En 1956, à l'occasion d'une visite au DIZ d'une chercheuse polonaise, venue assister à une conférence sur Heinrich Heine, la professeur Maria Kofta, elle leur témoigne de sa gêne lors de ce séjour, que les uniformes de la RFA lui inspirent[1404]. Elle explique aux interlocuteurs du DIZ, qu'elle était venue consulter pour obtenir des références sur la littérature allemande sur l'Est (*Ostland*), que ces uniformes lui rappellent les « vieux uniformes allemands ». Ses interlocuteurs lui répondent que « les nuances de couleurs » sont différentes et surtout, l'insigne de l'aigle a disparu. En 1962, Harald Lange se rend en Pologne pour faire des présentations sur la question

[1403] BArch. DIZ 201/177 : Abteilung Publizistik – Internationale Verbindungen des DIZ. Länder des Friedenslagers (1954-1958). Kerff, « Notiz für Gen. Bittel », 3.09.1954, 2 p.
[1404] BArch. DIZ 201/177 : Abteilung Publizistik – Internationale Verbindungen des DIZ. Länder des Friedenslagers (1954-1958). Kerff, « Kurzbericht : Internationale Verbindungen (VR Polen). Besuch von Frau Professor Maria Kofta / Poznan im DIZ am 18. Und 19. Oktober 1956 », 2 p.

allemande dans des conférences publiques ou dans des usines, à Varsovie et Poznań, ou plus précisément « sur la fascisation et la militarisation de la vie en Allemagne de l'Ouest »[1405]. Dans son compte-rendu, il rapporte les questions récurrentes posées lors de ces rencontres, parmi elles, des questions liées à la guerre et ses conséquences :

> « Quelle est la position de la population de la RDA, en particulier la plus âgée, sur la frontière Oder-Neisse ? (…) Que dit la population de la RDA sur le revanchisme ouest-allemand ? (…) Est-ce qu'en Allemagne de l'Ouest, des préjugés racistes persistent contre les juifs et les Polonais ? »[1406]

Et les conversations qu'il a menées avec ses interlocuteurs polonais font écho à ces questions :

> « la population de Pologne a encore une grande inquiétude liée à la possibilité d'une révision de la frontière ouest-polonaise. Ils savent, que le militarisme et le revanchisme en Allemagne de l'Ouest prévoit dans ses objectifs, entre autres, une reconquête des territoires perdus à l'Est. En même temps, les Polonais (*polnischen Menschen*) sont incertains quant au dépassement de l'idéologie fasciste par la population de la RDA et si les anciens déplacés (*Umsiedler* [en RDA, le terme *Vertriebene* n'est pas utilisé]) qui vivent sur le territoire de la RDA ont renoncé à toute pensée de retour dans leur ancienne patrie (*Heimat*). »[1407]

H. Lange se félicite de la conscience répandue de ce danger et félicite ses « camarades polonais » pour l'efficacité de leur travail et en profite pour légitimer la construction du Mur à Berlin, l'été précédent. H. Lange ne précise pas dans quelle langue ces échanges avaient lieu et ne répond pas aux questions de révision des préjugés de la société allemande, devenue communiste. Pourtant les premiers contacts semblent avoir été organisés pour étudier justement la question de la 2e Guerre mondiale. Dans le compte-rendu annuel pour l'année 1961 de la commission du DIZ pour les relations avec l'Allemagne de l'Ouest et internationales, qui rassemble des directeurs de section du DIZ pour coordonner les contacts avec l'étranger[1408], les séjours d'étude des employés du DIZ sont organisés à l'Institut d'Histoire juive de Varsovie et la Commission pour l'étude des crimes de l'occupant hitlérien. La commission décide alors de prendre contact avec des institutions partenaires « à Moscou et à Prague ». On peut supposer que la construction du Mur de Berlin en août 1961 et la nécessité d'assurer

[1405] BArch. DIZ 201/51. Direktor – Kommission gesamtdeutsche und internationale Verbindungen (1956-1962). Harald Lange, « Bericht über meine Dienstreise vom 19.-24.02.1962 nach Polen », 5 p.
[1406] *Idem*. Notons au passage une question liée à la 2e Guerre mondiale, indirectement : « Comment expliquer, que le niveau de vie des travailleurs en RDA soit plus élevé que celui des travailleurs polonais ? ».
[1407] *Idem*.
[1408] BArch. DIZ 201/51. Direktor – Kommission gesamtdeutsche und internationale Verbindungen (1956-1962) Habrecht, « Bericht über die Tätigkeit im Jahre 1961 », 29.01.1962, 8 p.

les liens de la RDA avec le reste du bloc Est a pu donner un peu d'élan à cette prise de contact à l'Est. Ces contacts avaient déjà été initiés dès les années 1950, mais restées à un niveau de faible intensité.

En 1955, un des collaborateurs du PISM, Edward Nabiel se rend au DIZ, pour collecter des références d'ouvrages sur « l'impérialisme allemand ». À cette occasion, il promet une recension de la publication du DIZ sur la frontière Oder-Neisse et « transmet les coordonnés du PISM, pour un échange régulier des publications des deux instituts. L'invité [leur] promet d'en discuter directement avec le directeur de l'institut, le camarade Katzuchin [sic : Katz-Suchy] »[1409]. Le PISM est un des partenaires du DIZ en Pologne, à côté de l'Institut occidental (*Instytut Zachodni*) de Poznań. Le PISM est décrit comme un institut menant des activités similaires au DIZ dans un compte-rendu de voyage d'un chercheur du DIZ travaillant pour le département « Allemagne de l'Ouest » au DIZ en juin 1960[1410], financé justement dans le cadre de la coopération bilatérale entre le PISM et le DIZ.

Les collaborateurs du PISM impressionnent H. Peter, qui constate une

> « très bonne composition du personnel, qui s'explique par une situation favorable pour les cadres. Les historiens du temps présent polonais donnent une impression d'assurance, tant en termes linguistiques qu'intellectuels. La direction semble être fermement tenue par le parti unifié des travailleurs polonais, dont le rayonnement devrait être cependant moindre que celle de notre parti. Sur le plan des techniques de travail et des méthodes, [le PISM] reste encore largement débutant »[1411].

Cette citation rassemble les caractéristiques du regard de l'Institut est-allemand sur l'Institut polonais, qu'on retrouve régulièrement : un personnel mieux qualifié, plus ouvert sur le monde, plus expérimenté, avec une certaine liberté – toute relative – sur le plan de la doctrine politique, et un certain complexe de supériorité matériel ou méthodologique. Ce qu'il retient de ce séjour, c'est le bénéfice que les employés du DIZ pourraient tirer d'une plus grande expérience de l'étranger, comme il a pu l'observer chez ceux du PISM, après « une sélection très complète », naturellement. Notons au passage, qu'il conseille aussi de reprendre un élément de l'accueil du PISM, nommément, l'habitude d'offrir des cadeaux aux invités étrangers. Le compte-rendu d'un voyage de collaborateurs du DIZ au PISM en septembre 1963 rapporte, à côté de la description détaillée du matériel de copie du PISM, que le partenaire polonais dispose d'une collection importante de publications du monde entier, mais

[1409] BArch. DIZ 201/177 : Abteilung Publizistik – Internationale Verbindungen des DIZ. Länder des Friedenslagers (1954-1958). Kerff, « Aktennotiz : Besuch eines polnischen Wirtschaftswissenschaflters im DIZ », 30.11.1955, 1 p.
[1410] BArch. DIZ : DC 201/159 : Abteilung Dokumentation. Hans PETER. « Bericht über meine Dienstreise nach Warschau vom 6.-19.9.1960 », 24.6.1960.
[1411] *Idem*.

une collection limitée de publications allemandes[1412]. En décembre 1963, S. Doernberg se rend en Pologne pour actualiser la coopération entre le DIZ et ses partenaires polonais, l'Institut Occidental et le PISM[1413]. Au PISM, l'actualisation consiste à éviter les « voyages touristiques » des chercheurs allemands en Pologne. Les séjours de recherche devraient être rallongés pour apporter des résultats significatifs. Le sujet principal de la coopération est « la question allemande ». Le PISM invite le DIZ, par l'intermédiaire d'Adam Rotfeld à participer à une conférence organisée à Katowice en novembre 1965, sur le thème des « tendances destructives dans les sciences juridiques et la politique internationale de la RFA »[1414]. Cette invitation est prévue dans le cadre de l'accord entre les institutions, mais elle est déclinée le 22.11.1965 au titre que le thème ne fait pas partie des thèmes de recherche du DIZ, ce qui semble quelque peu surprenant.

Ainsi, la coopération du DIZ avec des institutions polonaises, notamment le PISM, qui n'était pas un centre de documentation sur la 2e Guerre mondiale, faisait régulièrement l'objet de doutes dans les protocoles. Ce type de doutes n'était pas formulé à l'encontre de l'URSS, ni au sujet de la coopération avec l'IMEMO de Moscou, qui est également initiée à la fin des années 1950 et s'intensifie dans les années 1960. Cette relation s'inscrit toutefois dans un partenariat interétatique moins ambigu et se trouve porté par des personnes très familières de l'URSS. S. Doernberg est peut-être l'expert qui montre la plus grande familiarité avec l'URSS, du fait de la durée de son séjour et la diversité des situations qu'il a vécues dans ce pays. Il s'y rend très jeune, dans le contexte de l'antisémitisme et l'anticommunisme du IIIe Reich, et traverse des expériences douloureuses en URSS. Sa sœur y meurt à un très jeune âge, par empoisonnement et il y vit aux premières loges, l'étendue et l'arbitraire de la violence soviétique, par l'emprisonnement de son père, un ingénieur communiste allemand. Il passe sa scolarité en URSS et maîtrise ainsi le russe dans différents registres, familier et officiel. Il accompagne ensuite l'armée rouge, en tant que citoyen soviétique, sur le front Est de la 2e Guerre mondiale, avant de retourner à Berlin, pour y prendre des fonctions dans l'administration d'occupation. S. Doernberg est ainsi membre à part entière de la société soviétique des années 1930 aux années 1940, avec toutes les dimensions de violence discriminatoire, mais aussi de lutte contre l'Allemagne nazie. Il a une expérience intime de l'ambivalence du rôle de l'URSS dans la guerre et par rapport au fascisme allemand, qu'il décrit dans ses mémoires. Sa familiarité avec la langue russe et les normes de communication soviétique transparaît dans sa correspondance.

[1412] BArch. DIZ : DC 201/50 : Direktor. Aktennotizen und Berichte Dienstreise. 1962-1969. s.a., « Bericht über die Ergebnisse der Dienstreise der Kollegen Bossman und Steinbeck am PISM. 16.-23.09.1964 ». 7 p.
[1413] BArch. DIZ : DC 201/50 : Direktor. Aktennotizen und Berichte Dienstreise. 1962-1969. S. Doernberg, « Bericht über die Dienstreise in die Volksrepublik Polen vom 2.-8.-12-1963 », 2 p., et « Bericht über einen Besuch des PISM in Warschau », 27.12.1963., 5 p.
[1414] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. Lettre d'Adam Rotfeld à Werner Rosenberg du 5.11.1965, en allemand.

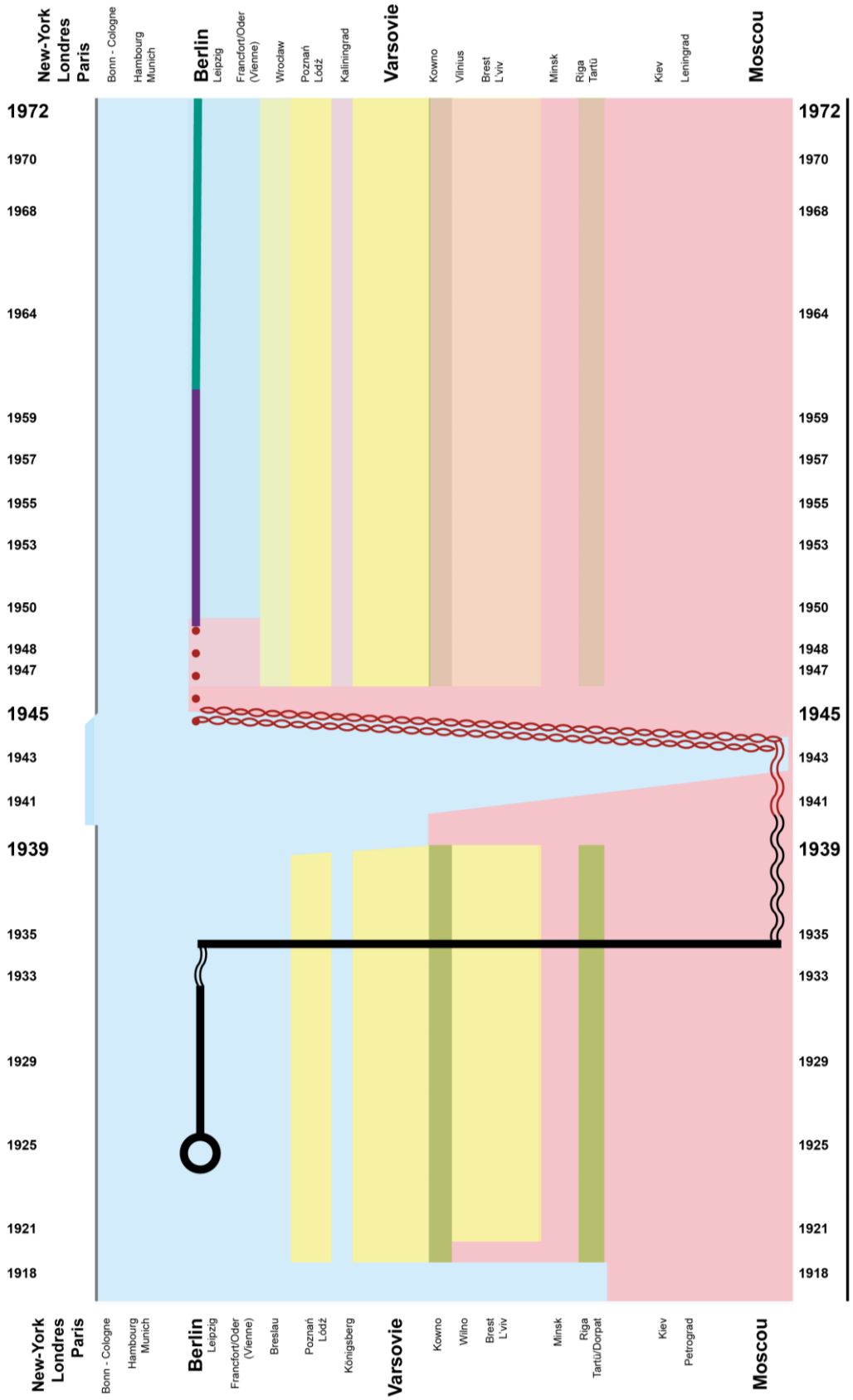


Figure 53: Parcours de Stefan Doernberg

S. Doernberg se rend en mars 1962 à Moscou pour participer à la Commission des Historiens germano-soviétique, à l'occasion de ce voyage, il rencontre la direction de l'IMEMO[1415]. Ils établissent l'échange des publications, dont les publications destinées à usage interne (*Dienstgebrauch*) mais aussi de coordonner leurs thématiques de recherche, surtout sur « les contradictions dans les cercles dirigeants d'Allemagne de l'Ouest concernant les relations à l'URSS et des pays socialistes pour la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne ». Dans la foulée, une série de séjours de recherche sont prévus pour des « échanges d'expérience » dans les domaines de recherches du DIZ : l'héritage nazi dans l'armée de la RFA, chez les professeurs ouest-allemands[1416]. Les relations entre le DIZ et l'IMEMO étaient soumises à des contraintes administratives particulières : il fallait obtenir l'autorisation de l'Académie des sciences soviétique, et le statut apparemment particulier du DIZ[1417]. Il semble que c'est surtout le cadre multilatéral de la coopération au sein du bloc Est, qui aide e DIZ à consolider et développer ses relations avec le PISM et l'IMEMO.

(2) Évolution du regard sur l'URSS et avènement de la question de la sécurité européenne au PISM

Jusqu'en 1960, parmi les sections régulières dans la structure du PISM, on compte l'histoire des relations internationales et du droit international. D'autres départements connaissent une existence plus éphémère, telle la section dédiée à l'étude des publications de l'émigration, qui existe uniquement pour l'année 1954. La section dédiée à la question allemande change de statut, mais reste constamment représentée. Dès 1960, l'étude du bloc Est et de l'URSS trouve également sa place de manière régulière dans son organigramme, en dehors de 1966-1967, où l'Est est intégré à la section d'étude des relations Est-Ouest. C'est sous la direction d'Ostap Dłuski qu'est fondée la première section dédiée à l'étude de l'URSS et des pays de démocratie populaire[1418]. Il semble également qu'il a été assez difficile de recruter quelqu'un pour prendre la direction de cette section[1419]. Zygmunt

[1415] BArch. DIZ : DC 201/50 : Direktor. Aktennotizen und Berichte Dienstreise. 1962-1969. S. Doernberg, « Aktennotiz », 14.03.1962.
[1416] BArch. DIZ : DC 201/50 : Direktor. Aktennotizen und Berichte Dienstreise. 1962-1969. s.a., « Aufstellung der in nächsten Jahr ins Ausland reisendent Wissenschaftler », 27.11.1962.
[1417] BArch. DIZ : DC 201/50 : Direktor. Aktennotizen und Berichte Dienstreise. 1962-1969. Hans Walter Callenius, « Informationsbericht über eine Studienreise an das IMEMO », 13.09.1966.
[1418] AAN, Ostap Dłuski : 450/III-93. Protokół z posiedzenia Dyrekcji w dniu 12 września 1960, 7 p.
[1419] AAN, Ostap Dłuski : 450/III-93. Protokół z zabrania Dyrekcji w dniu 19.XII. 1960 r., 3 p.

Młynarski (1904-1963), anciennement directeur de l'Institut Polono-Soviétique (*Instytut Polsko-Radziecki*) de 1952 à 1957, est nommé à la direction de la section d'étude de l'URSS et des pays de démocratie populaire.

Cependant, comme déjà mentionné plus haut, les années 1960 voient la question de la sécurité gagner en importance jusqu'à dominer nettement l'activité de l'expertise du PISM[1420], comme le montrent ces graphiques ci-dessous :

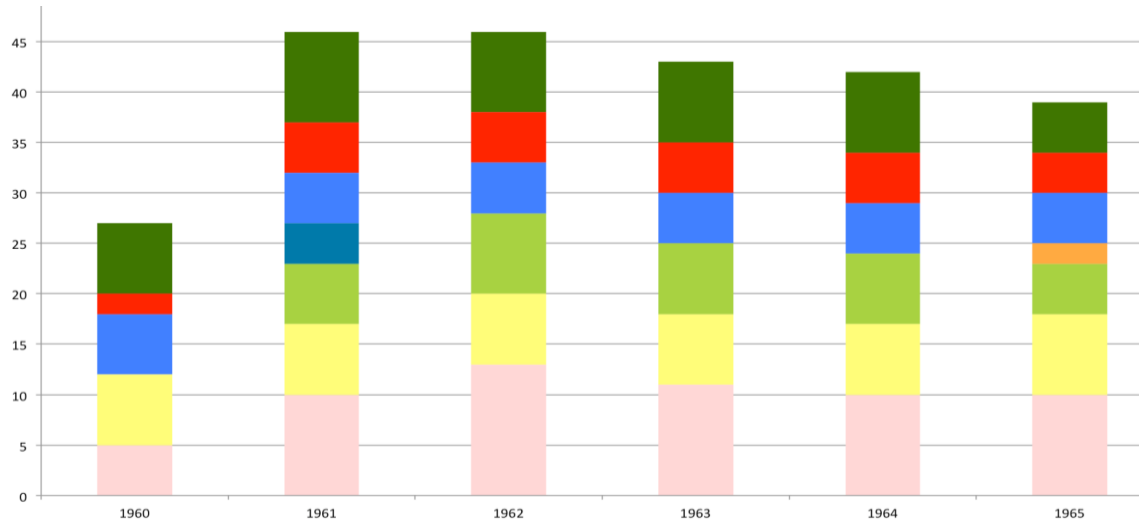


Figure 54: Répartition des employés du PISM selon le thème de recherche (1960-1965)

[1420] Voir le détail de la structure du PISM en annexe 7.

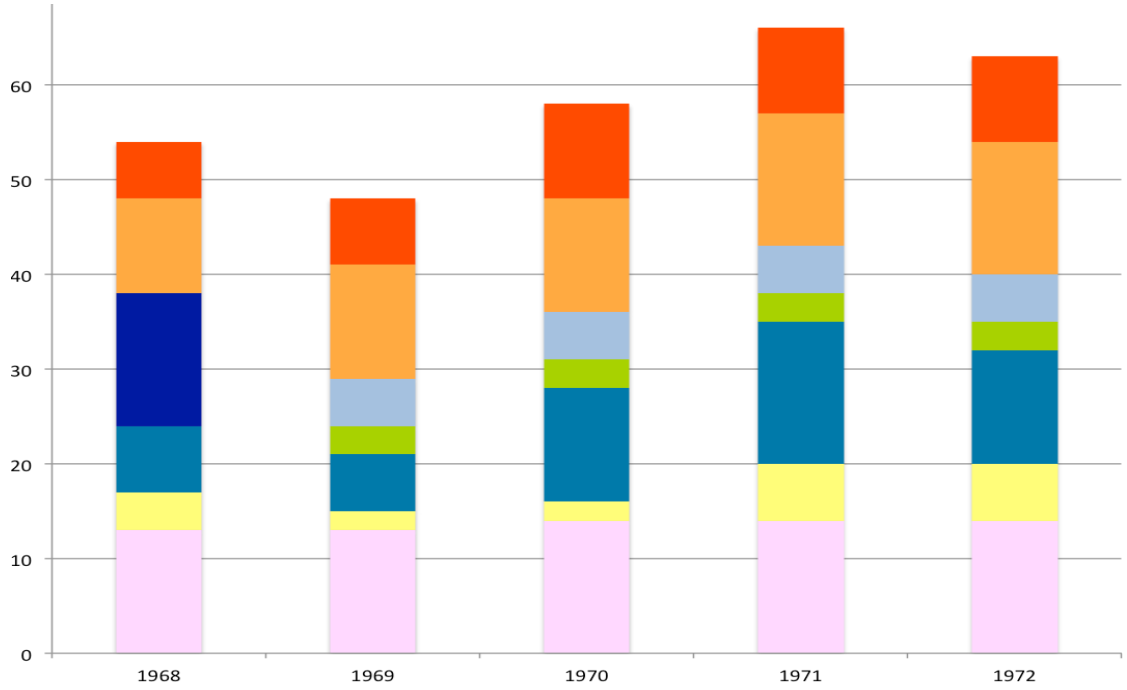


Figure 55: Répartition des employés du PISM selon le thème de recherche (1968-1972)

Un regard sur l'URSS centré sur la dimension économique

L'URSS est surtout traitée du point de vue économique, qui offre la possibilité de reproduire les statistiques soviétiques et un commentaire neutre de celles-ci. La question soviétique étant hautement politique, la question reste difficile à aborder librement, et bien souvent, les analyses sur l'URSS sont bien souvent limitées à une présentation du budget officiel de l'URSS. Par exemple, en 1959, Lucjan Ciamaga, spécialiste de longue date de l'économie soviétique au PISM, présente ce budget dans une étude à destination interne du PISM[1421]. Dans cette étude, il liste les sources des revenus et les principaux postes de dépenses. Il discute à cette occasion, l'efficacité des prélèvements sur les salaires et sur le secteur industriel.

Quelques années plus tard, le ton évolue considérablement et la question économique est abordée de manière plus dynamique, comme le fait Zbigniew Lewandowicz. Pendant plusieurs années, il est un des piliers de la section « URSS » ou « bloc des pays socialistes » au PISM, où il travaille depuis 1956. Dans son dossier de qualification à l'Académie des sciences[1422], il est présenté comme étant un

[1421] Une petite note au début de l'ouvrage précise que cette étude n'est accessible qu'après autorisation du PISM. CIAMAGA Lucjan, *Budżety ZSRR i europejskich krajów demokracji ludowej na rok 1959*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1959 (Zeszyt Dokumentacyjny / Polski Instytut Spraw Międzynarodowych. Pracownia Międzynarodowych Zagadnień Gospodarczych).

[1422] Il est qualifié comme chercheur (samodzielny pracownik naukowo-badawcza) le 31.03.1968. Le commentaire précise qu'il a développé une méthode liant le modèle économique avec la stratégie de

des meilleurs experts de l'économie de l'URSS en Pologne, à laquelle il a consacré sa thèse en 1963 à l'Université de Varsovie[1423]. Il termine en 1955 ses études d'économie à l'École centrale du Service Étranger (*Szkoła Główna Służby Zagranicznej*, SGSZ). Il travaille au PISM de 1956 à 1966, puis rejoint l'Institut de planification (*Instytut Planowania*). En décembre 1970, il prépare une étude pour le PISM, sur les débats soviétiques sur la question économique[1424]. L'analyse est introduite par le constat de non transparence de la discussion lors du Congrès du PCUS en 1969. Z. Lewandowicz doit alors contourner ce manque de sources par la construction d'un éventail de sources tirées de la presse ou d'autres sources accessibles publiquement : « le fait que les matériaux du Plénum n'aient pas été publiés est très parlant. Automatiquement, ceci appelle une comparaison avec d'autres plénum de décembre, notamment celui de l'année 1956 »[1425]. De ces sources indirectes, il estime qu'il est possible de « reconstituer l'atmosphère du Plenum » avec « une grande probabilité ». Le ton est très différent des textes précédents, étant à la fois bien moins ponctué de déclarations idéologiques et très transparent sur la méthode et le but du texte. Les références sont explicitées, il s'agit de faire comprendre et non pas de partager à demi-mot des références partagées, implicites. Le but est néanmoins différent. Il s'agit pour Lewandowicz de comprendre les enjeux de la discussion économique en URSS, car les problèmes sont sensiblement les mêmes en Pologne. Ainsi, il constate en introduction que durant le plénum, un changement significatif de l'estimation de la situation économique eut lieu : avant le plénum la presse faisait écho d'une estimation positive de cette situation, tandis qu'après, des « voix critiques plus sévères sont apparues »[1426]. C'est dans la *Pravda* qu'il puise les éléments de « l'autocritique » menée par la direction soviétique sur les problèmes de rythme dans la production industrielle, la construction immobilière et autres échecs du dernier plan quinquennal de 1966-1969[1427]. Cette pratique de « l'autocritique » n'est pas étrangère au régime soviétique et on trouve ce type de pratique dans le contexte des purges staliniennes de 1937, mais ce que nous voulons souligner ici, c'est la méthode qu'applique Z. Lewandowicz pour les analyser. Son

développement économique dans la politique courante. Le commentaire souligne sa capacité à développer une véritable analyse, dépassant la collecte d'informations. AAN. Główna komisja kwalifikacyjna przy PAN w Warszawie : 1180. Zbigniew Lewandowicz.

[1423] Plus exactement : la gestion économique nationale de l'URSS après 1953. Parmi ses publications au PISM : *Polityka rolna ZSRR w latach 1953-1957 i reorganizacja systemu zarządzania przemysłem i budownictwem ZSRR*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1958 (Zeszyty Dokumentacyjne), *Zmiany w systemie planowania w przemyśle ZSRR po 1953 roku*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych. Pracownia Międzynarodowych Zagadnień Gospodarczych, 1958 (Zeszyty Dokumentacyjne), *XXI Zjazd KPZR: wybrane zagadnienia gospodarcze*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych. Pracownia Międzynarodowych Zagadnień Gospodarczych, 1959 (Zeszyt Dokumentacyjny).

[1424] AAN, PISM : 284. Zakład Krajów Socjalistycznych. Zbigniew Lewandowicz. « Radzieckie dyskusje o gospodarce. 1970 r. »

[1425] LEWANDOWICZ Zbigniew, *Radzieckie dyskusje o gospodarce w 1970 roku*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1970, p. 1.

[1426] *Ibid.*

[1427] *Ibid.*, p. 3.

analyse ne repose pas sur une traduction/transposition de documents soviétiques en polonais, mais en une analyse des discussions internes soviétiques, du point de vue externe. Dans la continuité de sa thèse, il analyse l'introduction de nouveaux outils de mesure de la performance économique, du calcul du progrès technique et du gain (*zysk*) dans le système soviétique[1428] ou encore du rôle du prix dans l'économie soviétique[1429]. Après avoir rappelé à travers quelques exemples, l'évolution dans la pratique de la planification soviétique, il restitue le débat théorique des économistes soviétiques, qu'il qualifie de haut niveau[1430]. Il passe en revue les discussions sur la collecte de données (par des machines) tant sur les éléments techniques que sur la dimension humaine de l'économie, pour laquelle, les sociologues et les psychologues devraient être mobilisés. Il reproduit le débat sur la question de la centralisation de la planification économique, et toujours indirectement en citant les économistes soviétiques, à conclure qu'une planification centralisée, dans une économie si complexe, peut s'avérer très complexe, surtout si dans la pratique, la bureaucratie domine et qu'elle « ne s'intéresse pas aux (…) gains mais aux compte-rendu sur les gains »[1431]. Une fois de plus, la critique de la bureaucratie n'est pas nouvelle en URSS même, mais plutôt le mélange d'éléments tirés d'une théorie économique moins matérialiste, avec même une lecture à l'échelle individuelle, qui rappelle les conceptions économiques de la théorie du marché. Z. Lewandowicz se fait l'écho des débats soviétiques, de la diversité des conceptions économiques en URSS, qu'il oppose à l'opacité des discussions politiques, qu'il doit donc reconstruire indirectement, notamment grâce aux discussions des économistes soviétiques. Le discours expert sur l'URSS au PISM se normalise en quelque sorte, mais reste cloîtré à une dimension technique, même si cette discussion technique peut avoir des dimensions de politique intérieure. Ce n'est pas non plus dans ce champ que le dialogue du PISM avec son homologue soviétique s'organise, mais plutôt sur les questions de sécurité internationale.

[1428] *Ibid.*, p. 23.
[1429] *Ibid.*, p. 30.
[1430] *Ibid.*, p. 40.
[1431] *Ibid.*, p. 55.

Prise contact du PISM avec l'URSS (1958-1962)

Le PISM a établi des relations avec l'IMEMO, formellement, grâce à l'initiative d'Ostap Dłuski[1432], après la visite du directeur de l'IMEMO, Anouchavan Arzumanian (Анушаван Агафонович Арзуманян, 1904-1965) au PISM à Varsovie en 1958. Ostap Dłuski, né le 30.10.1892 à Buczaczu, dans la partie intégrée à l'empire austro-hongrois, sous le nom d'Adolf Langer, est un juif polonais qui s'engage rapidement dans le socialisme. Il est arrêté pour ces activités politiques en 1942 et 1943 à Melun, puis à Lublin, Katowice et Varsovie[1433]. Il intègre le Parti social-démocrate polonais de Galicie et de Silésie (*PPSD Galicji i Slaska*) et suit des études de philosophie à Vienne en 1914[1434]. En 1921, il retourne en Pologne et devient secrétaire du Parti communiste de Galicie orientale (*Kommunistyczna Partia Galicji Wschodniej*) mais est arrêté à Lwów la même année où il restera emprisonné jusqu'en 1923. Après sa libération, « il joua un rôle important (*wybytna*) lors du 2e Congrès du parti communiste polonais » qui a marqué « l'orientation léniniste » de la KPP » avec la reconnaissance du « rôle dirigeant de la classe ouvrière comme guide de la force populaire et acteur de l'indépendance de la Pologne ». Notamment, il contribua à la « nouvelle ligne du parti particulièrement dans la question nationale »[1435]. Il fut membre du KC KPP entre 1926-27 puis émigra en 1928 en URSS où il travaille à *l'Akademia Kommunistyczna* » avant de se rendre en Allemagne pour lutter contre Hitler. Il retourne en 1934 en Pologne où il réintègre le KC KPP, puis se rend à Paris en 1936 où il restera pendant la 2e guerre mondiale[1436]. Après 1945 il retourne en Pologne, nouvellement populaire, où il occupe différentes positions, notamment la direction du département des affaires étrangères du KC PPR puis PZPR, ainsi que la rédaction de la voix du peuple (*Głos Ludu*)[1437]. Il (ré)adhère à la PPR le 17 juillet 1945[1438], où il ne renseigne ni son origine géographique, ni « ethnique » mais indique connaitre les langues russe, allemande et française et avoir été membre du Parti social-démocrate de Galicie et de Silésie (*Polska Partia Socjaldemokratyczna Galicji i Śląska*). Entre 1958 et 1962, les relations entre l'IMEMO et le PISM semblent s'être intensifiées. En septembre 1960, une délégation du PISM se rend à l'IMEMO à Moscou, et y rencontrent N. Inozemtsev[1439]. Adam Kruczkowski rapporte que leurs interlocuteurs soviétiques étaient très heureux de voir leurs travaux recensés par le PISM. L'accueil est globalement chaleureux

[1432] АРАН – Ф. 1978, оп. 1, д. 148. Correspondance entre Arzumanian, directeur de l'IMEMO et Ostap Dłuski entre le 9/02/1959 et le 9/6/1960, pp. 4-8 et p.22-23 ; AAN – PISM, o. 1005.
[1433] AAN, PISM, 450/I-2.
[1434] AAN, PISM : 450/I-1. « Droga zyciowa Ostapa Dluskiego. »
[1435] *Ibid.*
[1436] *Ibid.*
[1437] *Ibid.*
[1438] AAN, PISM : 450/I-1. « Kwestionariusz dla czlonkow wystepujacych do PPR. »
[1439] AAN, PISM :1005. Dział współpracy międzynarodowej. Wyjazdy służbowe do ZSRR (1960-1984, 1986-1988, 1990). Adam Kruczkowski, « Sprawozdanie 1.10.1960 r. z wizyty w Instytucie Gospodarki Światowej i Stosunków Międzynarodowych w Moskwie. 19-24.09.1960 r. »

et sans rétention d'informations. Adam Kruczkowski se rend relativement régulièrement à Moscou au début des années 1960, dans le cadre de la préparation de sa thèse[1440]. Il semble que l'équipe de recherche sur la question polonaise ait fait le tour des archives disponibles en Pologne et qu'elle souhaite maintenant se pencher sur les archives conservées à l'étranger, notamment dans les pays du bloc socialiste et plus particulièrement en URSS, Tchécoslovaquie et Roumanie[1441]. Pour aider en la matière, Tomala propose de recourir à l'aide du vice-MAE de l'URSS qui a rendu visite au PISM et qui à cette occasion avait proposé son aide. Adam Kruczkowski, rédacteur en chef de la revue mensuelle du PISM, *Sprawy Międzynarodowe* (SM), se rend donc à Moscou du 19 au 24 septembre 1960[1442], où il rencontre Inozemtsev, et la rédaction de « Économie mondiale et relations internationales) (*Mirovaja Ekonomika i Miezhdunarodny otnoshenie*, MEMO), la revue mensuelle de l'IMEMO. Selon ce rapport, les membres de la rédaction de MEMO ont constaté avec plaisir que leurs publications étaient recensées par SM et ont présenté leur méthode de travail. Une commande fut passée à Ostap Dłuski pour un article sur les relations germano-polonaises. A. Kruczkowski conclue son rapport en insistant sur « l'échange chaleureux de toutes les informations ».

[1440] AAN, PISM : 1005. Dział współpracy międzynarodowej. Wyjazdy służbowe do ZSRR (1960-1984, 1986-1988, 1990). Adam Kruczkowski, « Sprawozdanie z pobytu w Moskwie 19 III-18 IV 1962 r. »
[1441] AAN, PISM : 450/III-93. Protokol z posiedzenia Dyrekcji w dniu 12 wrzesnia 1960, 7 p.
[1442] AAN, PISM : 1005. Sprawozdanie 1.10.1960 z wizyty w IMEMO i IGŚiSM, 2 p.

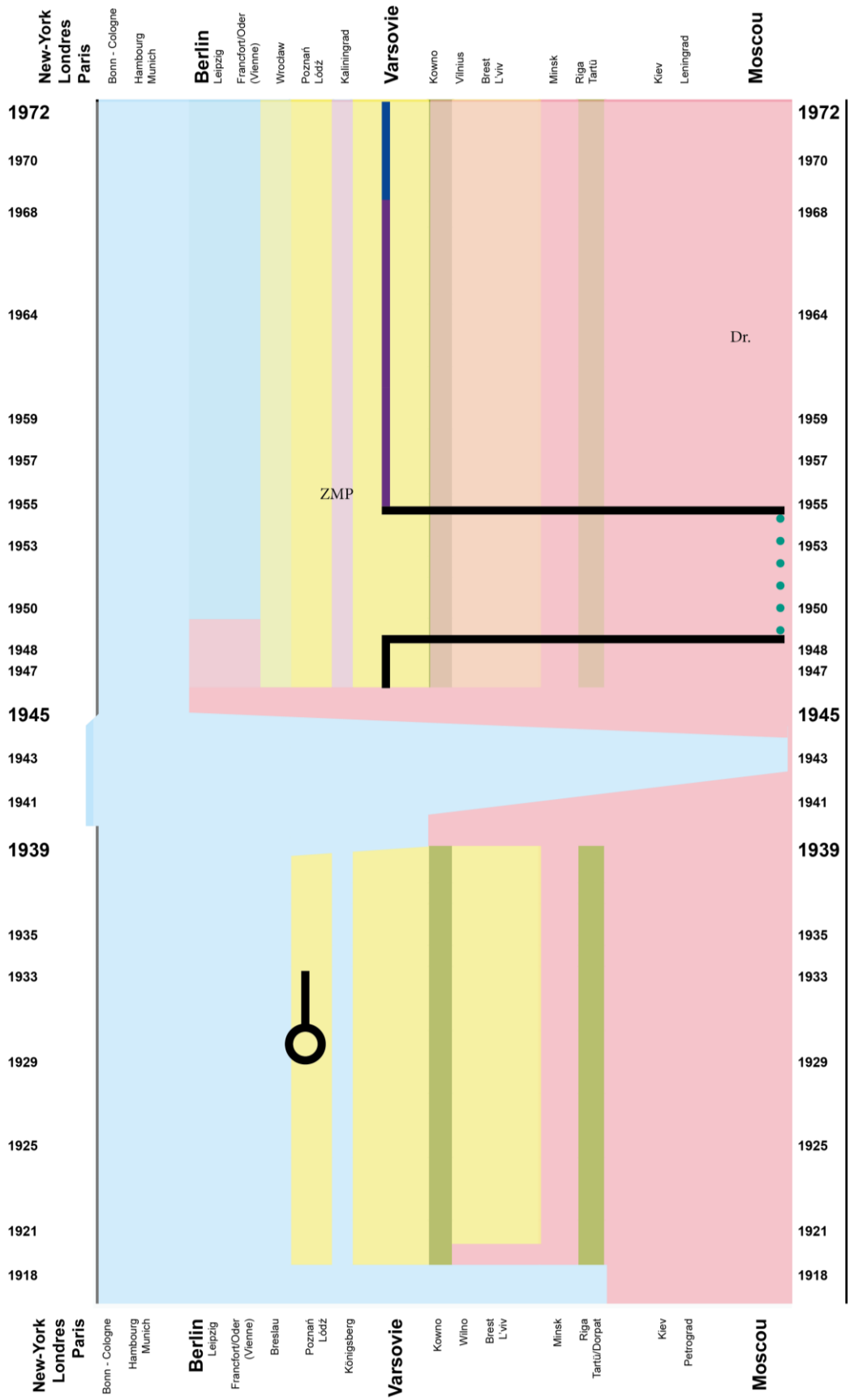


Figure 56: Parcours d'Adam Kruczkowski

Ce même Kruczkowski, dans le cadre de la politique de formation de cadres scientifiques rattachés au parti, préparait sa thèse en économie, avec la particularité que sa direction était assurée par le professeur Milejovski, de Moscou. Il retourna du 19 mars au 18 avril 1962 à Moscou pour mener ses recherches et rencontrer à nouveau les membres de la rédaction de MEMO[1443]. A. Kruczkowski fait la promotion des recherches du PISM sur la question polonaise durant la guerre et propose à ses homologues de faire une recension des parutions de SM sur cette question[1444]. Les partenaires soviétiques demandent à A. Kruczkowski de proposer des livres polonais à traduire en russe, ainsi que la documentation sur la question polonaise durant la 2e Guerre mondiale. Dans cet élan, il semble que le PISM tenta d'établir aussi une coopération avec l'Ukraine. En avril 1961, le PISM reçoit un chercheur ukrainien, Arnol'd Nikolaevič Šlepakov (Arnold Slepakow, Арнольд Николаевич Шлепаков, 1930-1996) [1445], qui vient se renseigner sur les possibilités de coopération avec l'Institut Historique de l'Académie des Sciences ukrainienne. Plus tard, cette même année 1962, ce fut Adam Rotfeld qui se rendit en URSS du 3 au 16 novembre 1962[1446]. Dans son rapport sur ce séjour, Adam Rotfeld présente l'échange qu'il a eu à la rédaction de MEMO, où l'intérêt pour une coopération est renouvelé, notamment pour la publication de documentations historiques. Il décrit aussi le système de contrôle du contenu de la publication dans MEMO : les articles sont lus par 10 personnes, et toutes les informations sont vérifiées avant la publication. Lors de cette rencontre, une conférence commune entre le PISM et l'IMEMO fut planifiée pour 1963.

Ce séjour a la particularité de ne pas être limité à Moscou. En effet, il a pu se rendre à Kiev pour visiter quelques maisons d'édition, car le PISM n'est informé que des publications moscovites, et comme il le déplore, « il manque toute systématisation de l'information sur les publications d'autres milieux », notamment des publications kiéviennes, deuxièmes par leurs quantités dans l'URSS. Durant cette visite, il a pu se familiariser entre autres avec les travaux sur la question polonaise et l'histoire des relations polono-bolchéviques en Ukraine. Il a rencontré quelques chercheurs qui ont exprimé leur intérêt pour une possibilité de séjour de recherche en Pologne, et « étant donné notre intérêt pour les archives ukrainiennes ainsi que le fait que les échanges en URSS sont décentralisés, il semble qu'il serait valable de profiter de cette suggestion. ». À cette occasion, il tente de diversifier les contacts du PISM en URSS, en établissant notamment des contacts avec des interlocuteurs ukrainiens. Il plaide pour cette prise de contact au nom de la difficulté d'accéder aux publications soviétiques qui sont publiées hors de Moscou. Il se rend à l'association des journalistes d'Ukraine. Il rencontre aussi des

[1443] AAN, PISM : 1005. Sprawozdanie z pobytu w Moskwie, 19 III-18 IV 1962 r., 2 p.
[1444] AAN, PISM : 1005. Dział współpracy międzynarodowej. Wyjazdy służbowe do ZSRR (1960-1984, 1986-1988, 1990). Adam Kruczkowski, « Sprawozdanie z pobytu w Moskwie 19 III-18 IV 1962 r. »
[1445] AAN, PISM : 1008. Dział współpracy międzynarodowej. Wizyty gości zagranicznych w PISM (1956-1960).
[1446] AAN, PISM : 1005. Dział współpracy międzynarodowej. Wyjazdy służbowe do ZSRR (1960-1984, 1986-1988, 1990). Adam Rotfeld, « Sprawozdanie z pobytu w ZSRR. 3-16 XI 1962 r. »

institutions publiant des analyses historiques, comme la revue historique ukrainienne fondée en 1957 (*Ukrainski Istoryczny zurnal, Украинский исторический журнал*), l'Institut historique de l'Académie des Sciences de la République ukrainienne. Il y rencontre plusieurs historiens ukrainiens, notamment Rem G. Simonienko (Симоненко Рем Георгійович, 1928- 2012), qui travaille alors sur les relations polono-soviétiques entre 1918-1920, et qui se renseigne sur les possibilités de venir en Pologne pour y mener ses recherches. Adam Rotfeld conclue son compte-rendu en soulignant l'importance d'établir et de cultiver ces relations « décentralisées » aussi pour établir un accès aux archives ukrainiennes. En plus du rapport de ce séjour, il joint une annexe sur les conditions d'accueil, où il décrit le bon accueil qu'il a reçu, notamment du fait qu'il était en URSS durant la commémoration de la révolution d'octobre, il a pu profiter des jours fériés pour visiter Moscou et ses environs. Il ajoute une description de sa chambre d'hôtel confortable et des personnes l'ayant accompagné.

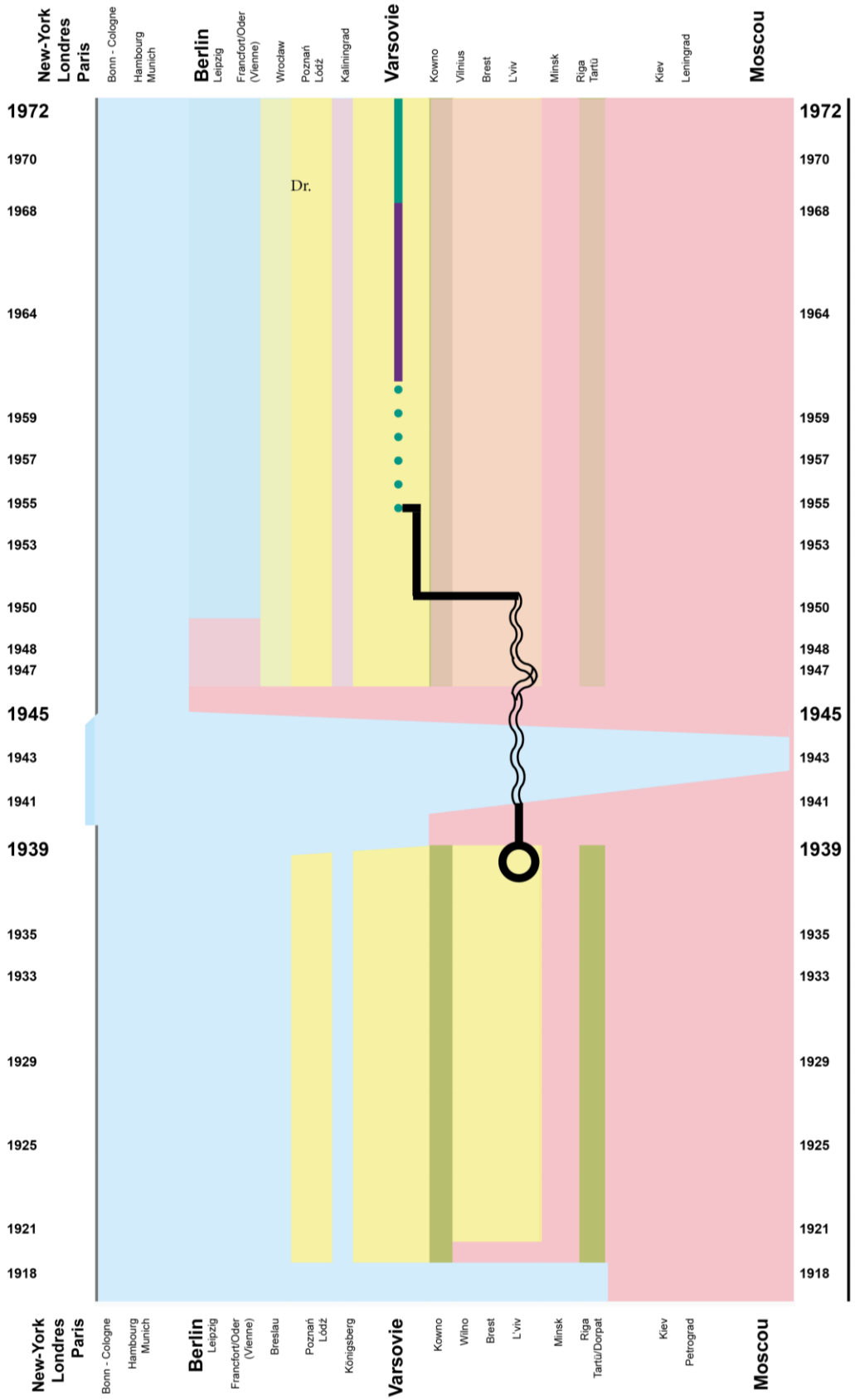


Figure 57: Parcours d'Adam Rotfeld

Adam Rotfeld est né dans les territoires orientaux de la Pologne, désormais intégrés à l'Ukraine d'alors[1447]. Sans se déplacer lui-même, il avait traversé trois régimes politiques différents en quelques années, et survécu à la violence de l'occupation nazie, contrairement à sa famille, à l'exception de sa sœur. Il survit grâce à son intégration dans l'orphelinat d'un monastère uniate en 1941. Après la guerre, il est désormais en territoire soviétique et passe quelques années entre cet orphelinat uniate, un orphelinat soviétique et un séjour auprès de sa sœur, avant d'être « rapatrié » en Pologne en 1951, à Cracovie, à nouveau dans un orphelinat. Il entame des études brillantes et veut travailler pour la diplomatie polonaise mais fait face à de nombreuses discriminations du fait de ses origines juives[1448]. Ainsi, A. Rotfeld partage une relation complexe et intime avec l'URSS, où il a passé son enfance, après des premières années marquées par la violence nazie à l'Est. Durant son séjour dans l'URSS de l'après-guerre, il est marqué par une certaine violence des rapports sociaux. Il est ainsi également formé tout d'abord à l'école soviétique. Dans un entretien que nous avons recueilli, il témoigne de cette relation ambivalente à l'égard de l'URSS mais aussi des Ukrainiens qui est née de son parcours : à la fois de reconnaissance et de distance nécessaire. On peut supposer que pour A. Rotfeld, la prise de contact avec l'Ukraine était un élan spontané, l'URSS étant par son expérience, pas limitée à Moscou. Cependant, malgré ces efforts, il semble que les contacts soient restés très sporadiques entre le PISM et les partenaires ukrainiens.

Quelques années suivantes, Maria Safianowska se rend du 8.09 au 8.10.1964 à Kiev et Lviv, pour rencontrer les chercheurs ukrainiens et consulter des archives. Au-delà de cette autre visite, il semble que les relations avec l'Ukraine ne se soient pas significativement approfondies. Cette chercheuse du PISM, rédige en 1966 une recension collective sur des ouvrages d'un chercheur ukrainien, Rem G. Simonenko (Симоненко Рем Георгійович, 1928-2012), parus entre 1957 et 1965, sur la « politique impérialiste » menée par les Occidentaux envers l'Ukraine au sortir de la 1e Guerre mondiale[1449]. Ces ouvrages traiteraient tous des stratégies des Occidentaux pour exploiter les terres ukrainiennes mais

[1447] TORAŃSKA Teresa, TORAŃSKA Teresa, BRISTIGER Michał *et al.*, *Trzy rozmowy Teresy Torańskiej: śmierć spóźnia się o minutę.*, Varsovie, Agora S.A., 2010.

[1448] Non seulement cette discrimination lui barre l'entrée au MSZ mais au sein du PISM, lors de la crise antisémite de 1968, il est à nouveau mis en difficulté. Le 11 avril 1968, les employés du PISM sont réunis pour prendre position sur la Guerre des Six jours, et condamner le sionisme. Plusieurs collaborateurs juifs sont ciblés, notamment Marek Thee, Jerzy Sztucki, Stefan Meller, et donc Adam Rotfeld. Les récits varient sur cet événement, mais en ce qui concerne Adam Rotfeld, il fut renvoyé du PISM et n'y retourna que deux mois plus tard, sur un autre poste, dans des conditions salariales amoindries, voir *Ibid.*, pp. 301-309. Le Conseil scientifique fut également touché, et des membres de longue date furent exclus, notamment S. Arnold et J. Katz-Suchy, voir SOŁTYSIAK, « Polski Instytut Spraw Międzynarodowych 1947-1993 - pierwsze przybliżenie », *art. cit.*, 2008, pp. 110-111. Selon Jerzy W. Borejsza, l'Institut gagna alors une réputation de proximité avec les cercles les plus conservateurs du pouvoir et d'antisémitisme (entretien avec l'auteur).

[1449] Recension parue dans *Sprawy Międzynarodowe*, 1966, n°7, p. 142. Ouvrages recensés : SIMONENKO Rem Hrihoriiovich, *Провал політики міжнародного імперіалізму на Україні, II половина 1919-березень 1921 р.* 1965, SIMONENKO Rem Hrihoriiovich, *Імперіалістична політика Антанти і США щодо України в 1919 році: Паризька мирна конференція і антирадянська інтервенція на Україні*, 1962.

l'intérêt principal de M. Safianowska est que ces ouvrages sont « étroitement liés à l'histoire polonaise ». En effet, elle regrette que ce sujet complexe des relations polono-ukrainiennes ne soit pas plus traité en Pologne. Une des raisons qu'elle avance pour cette absence serait la difficulté d'accès pour les historiens polonais, des archives en Ukraine. C'est aussi dans cette optique qu'elle regrette le manque d'annexes reproduisant des documents d'archives dans cet ouvrage, qui traite notamment de la lutte des Ukrainiens contre l'avancée de Piłsudski en Ukraine durant la guerre polono-bolchevique de 1920. Cette recension est une des rares occasions où l'Ukraine est mentionnée dans les pages de la revue du PISM, en dehors des discussions historiques sur l'entre-deux guerre et dans ce contexte, également qu'indirectement comme par exemple dans un article de Marian Wojciechowski, paru en 1969[1450]. Cet article traitant du « rôle des relations germano-polonaises dans la genèse de la 2e Guerre mondiale », revient à plusieurs reprises sur la politique orientale polonaise de l'entre-deux-guerres, dans le but de souligner la centralité de l'Europe de l'Est dans les buts de la 2e Guerre mondiale, dont « les terres de Pologne, de Biélorussie, d'Ukraine et de Russie » étaient la cible ultime[1451]. L'historien décrit les tentatives de rapprochement de l'Allemagne nazie avec la Pologne en 1934, et explique l'attractivité d'un tel partenariat pour la Pologne d'alors, par la communauté de l'anticommunisme allemand et polonais. En Pologne, l'anticommunisme était surtout motivé par « les vieux ressentiments antirusses du camp au pouvoir », leur appartenance à la classe bourgeoise et « dans une moindre mesure », le « mirage – car ce n'est qu'un mirage – de l'expansion à l'Est »[1452]. Malgré l'importance de ces questions, même pour le discours révisé sur l'Est, le PISM n'est pas le lieu où ces contacts se développent. L'axe central reste celui passant par Moscou. Adam Kruczkowski y retourne en décembre 1962 et en avril 1963, toujours dans le cadre de sa thèse et de ses fonctions au PISM[1453] : en décembre 1962 pour la finalisation de sa thèse et en 1963 pour sa soutenance. A. Kruczkowski rapporte que Tomashevski de l'IMEMO a souligné l'importance qu'un Polonais ait défendu sa thèse à l'IMEMO, comme signe de bonne coopération entres les « instituts frères ». Sur cette même note de coopération entre les instituts frères, le projet de commission permanente pour la question de sécurité européenne fut discuté.

Dans les années suivantes, les échanges se multiplient, notamment en 1964, année pour laquelle on trouve plusieurs comptes rendus de visite en URSS. Trois collaborateurs du PISM furent envoyés à l'IMEMO, pour faire des recherches sur les questions de sécurité (Sawicki, Jasica, Romaniecki) et une

[1450] WOJCIECHOWSKI Marian, « Rola stosunków polsko-niemieckich w genezie II wojny światowej », *Sprawy Międzynarodowe* 22 (9), 1969, pp. 23-38.
[1451] *Ibid.*, p. 30.
[1452] *Ibid.*, p. 36.
[1453] AAN, PISM : 1005. « Sprawozdanie z pobytu w Moskwie, 17-22 XII 1962 r. », 2 p. et « Sprawozdanie z pobytu w Moskwie, 11-22 IV 1963 r. », 2 p.

collaboratrice en Ukraine pour des recherches historiques (Safianowska)[1454]. Les rapports dénotent une satisfaction dans l'ensemble, d'avoir pu mettre à profit la bibliothèque de l'IMEMO, « bien mieux équipée » que celle du PISM. Ces visites ne se déroulent pas uniformément bien : celle de Jerzy Sawicki de novembre 1964 est mal organisée, il se retrouve seul, rencontre des problèmes de réservation de logement. Roman Jasica qui l'accompagne rapporte des échos plus positifs de ce séjour : les publications disponibles à l'IMEMO sur les questions de sécurité internationale sont plus riches et diversifiées qu'en Pologne et les homologues soviétiques semblent être mieux informés et surtout de jouir d'une place plus significative dans la discussion politique soviétique en la matière. Le seul regret que R. Jasica formule, c'est que les contacts personnels restent strictement professionnels. Dans les années qui suivent, d'autres échanges de séjour de recherche ont été organisés entre le PISM et l'IMEMO, portant sur les questions de l'évolution de la situation des pays africains, des pays capitalistes, de la Chine, du Japon, de l'Amérique du Nord, de l'Amérique latine. Du côté des visites au PISM, il semble que le nombre d'invités de l'URSS ait été plus faible, mais cela peut être dû aux lacunes des traces de ces visites dans les archives. En somme, les relations institutionnelles avec l'URSS du PISM se concentrent principalement sur Moscou et sur une coopération entre les revues de l'IMEMO et du PISM. Les séjours de recherches sont moins nombreux sur la période que les séjours « à l'Ouest », en RFA, aux États-Unis, aux Pays-Bas etc., et se concentrent sur d'autres sujets que les questions bilatérales.

[1454] AAN, PISM : 1005. « Notatka z wyjazdu do Moskwy, 20-27 XI 1964 r. », 7 p., « Sprawozdanie z miesięcznego pobytu w Moskwie, 20 XI-20 XII 1964 r. », « Sprawozdanie z pobytu służbowego w Moskwie, 3-31 XII 1964 r. », « Sprawozdanie z prac wykonanych podczas pobytu w Kijowie i lwowie w ramach wyminay stażystów PISM i AN ZSRR od dnia 8 IX do 8 X 1964 r. ».

2. L'élargissement à l'Ouest du dialogue interne au bloc Est sur la sécurité européenne

Dans les années 1960, les contacts entre les institutions d'expertise des relations internationales se développent au sein du bloc Est. Une série de conférences annuelles sont organisées entre l'IMEMO et des partenaires des pays du bloc socialiste, traitant de thématiques différentes : d'une part, les questions économiques, la lutte contre l'impérialisme allemand et la sécurité européenne[1455]. Pour chacune de ces thématiques, l'IMEMO travaille avec des institutions différentes, notamment en RDA. Mais il semble que celle qui ait connu la plus grande longévité fut celle dédié à la sécurité européenne, qui rassemblait, entre autres, le DIZ, l'IMEMO et le PISM à partir de 1960[1456]. Il semble les contacts personnels noués dans le cadre de la commission des historiens de la RDA et de l'URSS, entre S. Doernberg et Daniil Melamid (1916-1993)[1457], facilite la coopération entre le DIZ et l'IMEMO, tandis que le contact entre l'IMEMO et le PISM est relancé par O. Dłuski, comme nous l'avons vu plus haut. La conférence sur la sécurité européenne semble avoir rassemblé à l'origine que les instituts tchécoslovaques et est-allemands, mais compte-tenu de la richesse des contacts du PISM avec des institutions occidentales, il fut intégré sur le « conseil » de Rachmaninov[1458]. Dans le même temps, les instances du DIZ semblaient devoir légitimer une activité de l'Institut d'histoire allemande à l'échelle internationale[1459] : à l'issue de la première rencontre, un ouvrage collectif rassemblant les contributions est préparé et le DIZ est invité à préparer ces textes. Les participants insistent auprès de la direction du DIZ sur la pertinence de la contribution du DIZ à ce type de coopération internationale. La direction accepte et une liste d'auteurs préparant des textes au nom de l'Institut est-allemand est proposée en novembre[1460]. Le DIZ devient ainsi un canal de communication avec les experts soviétiques et ajoute par là une couche supplémentaire de contact entre les sphère politiques et universitaires des deux pays.

[1455] Voir les comptes-rendus de la participation de l'IMEMO à ces différentes conférences dans АРАН – Ф. 1978, оп. 1, д. 262 et д. 323 et Черкасов Петр, *ИМЭМО. Портрет на фоне эпохи*, Весь Мир, 2004, p. 188 et suivantes.

[1456] Les indications sur la création formelle de cette « commission permanente » varient et les orgines de l'initiative ne sont pas identifiables, sur la base des archives consultées. Aux rencontres à l'occasion de ces conférences, il faut ajouter de nombreuses rencontres préparatoires, qui favorisent une familiarisation des participants au fil des années dès 1960 semble-t-il. Les conférences eurent lieu à Prague en février 1962, à Berlin en 1964, à Varsovie en décembre 1966, à Prague en 1967, à Moscou en avril 1968.

[1457] Даниил Ефимович Меламид ou Мельников, journaliste durant la guerre sur le front puis historien. Auteur de nombreux ouvrages sur la question allemande du point de vue soviétique.

[1458] АРАН – Ф. 1978, оп. 1, д. 148, p. 7.

[1459] BArch. DIZ : DC 201/51. « Protokoll der 7. Sitzung ». 27.04.1960, 2 p.

[1460] BArch. DIZ : DC 201/51. « Auszug 42, Nr 231 ». 22.11.1960.

La réunion fondatrice, formalisant cette conférence permanente eut lieu en février 1962 à Prague[1461]. Y participent O. Dłuski, A. Kruczkowski, pour le PISM ; pour l'IMEMO, A.A. Arzumanyan ; pour le DIZ, W. Rosenberg. La conférence doit servir à la coordination des activités de recherches ainsi que l'organisation de rencontres régulières. Les participants à cette conférence s'accordent sur le besoin de « démasquer l'impérialisme ouest-allemand » et de lutter contre l'agression ouest-allemande. Pour servir cette entreprise, les thèmes retenus sont la sécurité européenne, la RDA comme « facteur important de la sécurité européenne », et l'économie politique dont « l'idéologie de l'impérialisme ouest-allemand ». Des conférences dédiées à la critique de l'impérialisme ouest-allemand sont organisées plutôt dans d'autres cadres institutionnels, notamment par les instituts d'histoire et d'études slaves des pays socialistes[1462]. L'IMEMO et ses partenaires se spécialisent sur la question de la sécurité européenne.

Les membres de cette conférence s'engagent à s'échanger leurs publications, y compris celles préparées à « usage interne », et à une consultation mutuelle des fonds d'archives et des collections de leurs bibliothèques. Enfin, les institutions proposent d'organiser des séjours d'études pour les membres et la publication commune d'un bulletin annuel listant les publications des institutions membres. Les conférences à venir devront suivre le modèle de la première conférence organisée à mai 1961 à Prague, avec des présentations préparées par les délégués des institutions membres, et « une discussion libre ». Dès la fondation, la conférence avait vocation à s'élargir à toutes les institutions du bloc socialiste, mais la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie ne la rejoignent qu'à la fin des années 1960. Les conférences de la commission sur les questions de sécurité européenne étaient financées dans le cadre des échanges institutionnels[1463]. Ces rencontres étaient organisées sur un format très encadré et dans une atmosphère très formelle[1464]. Il semble que ces rencontres consistaient principalement en la présentation de discours préparés à l'avance, avec une discussion. L'organisation et le lieu de rencontre tournaient entre les pays membres de cette commission. Les langues de communications étaient l'allemand et le russe. Les protocoles sont tenus en russes, traduits dans les langues des différentes institutions participantes. Chaque pays représenté semblait avoir sa spécialité : la RDA traitait de la RFA, la Pologne, des questions à échelle européenne et l'URSS des États-Unis.

[1461] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. s.a. « Schlussprotokoll der Gründungssitzung der Ständigen Komission der wissenschaftlichen Forschungseinrichtungen und wissenschaftlich-politischen Zeitschriften der DDR, der Volksrepublik Polen, der UdSSR, der CSSR zur Koordonierung der Tätigkeit auf dem Gebiet der Erforschung der Probleme der europäischen Sicherheit und des Westdeutschen Imperialismus. 12-15/02/1962, Prag ».

[1462] Voir notamment la coopération qu'entretien Rudi Goguel, plus haut.

[1463] BArch. DIZ : 41. « Protokoll der Tagung des Sekretariats der ständigen Kommission der wissenschaftlichen Institutionen der VR Ungarn, der DDR, der VR Polen, der UdSSR und der CSSR zur Erforschung der Probleme der Europäischen Sicherheit vom 11.-13. Mai 1966 in Moskau ». 5 p.

[1464] Entretien avec A. Rotfeld.

Le compte-rendu des délégués du DIZ de cette première rencontre est très optimiste[1465]. Ils en espèrent un outil pour « relever le niveau politico-idéologique des travailleurs » sur la question de la « coexistence pacifique »[1466]. Le DIZ avait proposé une organisation sur une base scientifique, contre la proposition tchécoslovaque de faire de la commission « un organe direct de politique étrangère ». Les rapporteurs se réjouissent que la proposition allemande ait été retenue et que la composition de la délégation allemande ait été si pertinente pour la rencontre, car composée justement de scientifiques. La rencontre était rendue possible grâce à des traducteurs, sans qu'il soit clair combien de langues étaient traduites.

Cependant, les rapporteurs constatent que

> « dès la première rencontre, il s'est avéré que dans les rangs des autres délégations il existait des imprécisions et des conceptions différentes sur la 'question allemande'. Ainsi la signification d'une construction victorieuse du socialisme pour la solution de la question nationale en Allemagne, du rôle de la RDA dans le combat contre l'impérialisme ouest-allemand pour la sécurisation d'une coexistence pacifique, ne put pas être rétablie d'emblée dans tous les cas. »

Cette citation montre bien la rigidité est-allemande sur cette question et qu'elle était confrontée à un besoin des partenaires du bloc Est d'une réforme de la politique étrangère collective. Dès cette rencontre, l'ordre des pays accueillant les conférences est déterminé, mais il semble que le DIZ eut du mal à tenir ses engagements dans l'année suivante, en 1963[1467]. Selon ce compte-rendu de 1964, il apparaît que c'est par manque de soutien du Ministère des Affaires étrangères est-allemand. Pourtant, l'Institut insiste sur la nécessité de traiter de ces « questions de sécurité européenne et l'impérialisme ouest-européen », surtout dans la situation d'alors, suivant la crise de la construction du Mur de Berlin. On peut supposer aussi que le DIZ est touché aussi par la vague d'émigration de la RDA vers la RFA. Lors de la réunion préparatoire de juillet 1964, les thèmes des présentations sont déterminés et répartis entre les institutions participantes[1468]. D'autres compte-rendu de la préparation de l'accueil

[1465] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. Karl-Heinz Dombdey, Werner Bahrt, « Bericht über die Gründungssitzung der Ständigen Komission der wissenschaftlichen Forschungseinrichtungen und wissenschaftlich-politischen Zeitschriften der DDR, der Volksrepublik Polen, der UdSSR, der CSSR zur Koordonierung der Tätigkeit auf dem Gebiet der Erforschung der Probleme der europäischen Sicherheit und des Westdeutschen Imperialismus. », 11 p.

[1466] Conception de politique étrangère et de sécurité soviétique, selon laquelle la concurrence avec le système capitaliste ne passe pas par l'affrontement armé direct. Développé par Lénine, il est réactualisé en 1956 par Nikita Khrouchtchev.

[1467] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. « Leitungsvorlage. Bestätigt am 13.4.1964 (…) Betreff : Tätigkeit der deutschen Sektion der Ständigen Kommission. », 4 p.

[1468] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. s.a.,

des institutions à Berlin rapportent des tensions internes : un protocole rapporte que les présentations sont « trop larges, trop superficielles et souvent fausses »[1469]. La rencontre est transcrite et traduite dans polonais et tchèque, mais les discussions eurent lieu en russe et en allemand[1470]. Les participants sont invités à participer à un voyage à Eisenhüttenstadt, ville dont une partie avait été reconstruite après la guerre sur le modèle d'un socialisme industriel, et qui s'est appelée *Stalinstadt* jusqu'en 1961. Un des sujets de discussion est celui de l'accès ouest-allemand à l'arme nucléaire[1471], dans lequel l'auteur reproche à la RFA d'alimenter le revanchisme en « ne menant pas un travail sur le passé ». Ces rencontres semblent avoir été dynamisées surtout à partir de 1964, où elles ont été tenues plus régulièrement, probablement en réaction, entre autres aux remous dans les conceptions de l'Ostpolitik en RFA et dans le contexte de la Détente. Elles étaient tenues tour à tour dans les locaux des « instituts frères » participants. Les membres « permanents » de cette commission étaient l'IMEMO, le DIZ, le PISM et l'Institut tchécoslovaque. Les instituts de Bulgarie et de Roumanie furent invités à partir de 1968. Durant ces rencontres, les délégations des différents instituts « frères » présentent des analyses sur le thème général. Une des rencontres préparatoires s'est tenue à Berlin du 6 au 8 juillet 1964[1472]. Ce fut une rencontre de préparation de la conférence à venir, en octobre 1964. On proposa à cette occasion la participation des instituts de Yougoslavie, de Roumanie, de Bulgarie et de Hongrie. Les participants à cette réunion échangèrent des informations sur leurs champs de « recherche » respectifs, et rencontrèrent le Ministre est-allemand des Affaires étrangères, Lothar Bolz, qui propose de travailler sur la continuité entre la politique impérialiste NS et ouest-allemande.

Adam Rotfeld parle à cette occasion de l'ouvrage du professeur F. Ryszka « *Noc i mgłe* » (nuit et brouillard, *Nacht und Nebel* en allemand), qui traite de cette thématique, et son homologue de l'institut est-allemand, S. Doernberg lui propose d'envoyer des traductions en allemand de la revue de l'institut polonais. Adam Rotfeld fut invité à cette occasion à participer à une émission de la télévision est-allemande, « Treffpunkt Berlin » pour discuter de questions internationales d'actualité, l'accord germano-soviétique, *l'Ostpolitk*, la coexistence pacifique et la doctrine Hallstein. Il décrit sa participation comme s'étant « efforcé de limiter au minimum sa participation » et s'est excusé pour

« Bericht über die Beratung der Sekretariats der Ständigen Kommission der Forschungseinrichtungen der sozialistischen Länder vom 6.-8.07.1964 in Berlin ». 4 p.

[1469] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. s.a., « Protokoll über die Diskussion der Mitglieder der deutschen Sektion zu den Thesen für die internationale Konferenz in Oktober 1964. ».

[1470] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. s.a., « Protokoll vom 8.07.1964 », 5 p.

[1471] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. s.a., « Konzeption für das Hauptreferat zum Thema 'Die Unvereinbarkeit des Drängens der westdeutschen Regierung nach Kernwaffen mit der friedlichen Koexistenz », 4 p.

[1472] AAN, PISM : 941. Sprawozdanie, 9 XI 1964 r. z narady Sekretarzy Stałej Komisji Instytutów naukowo-badawczych ČSRS, PRL, NRD, ZSRR, par Adam Rotfeld, 7 p.

les fautes de langue qu'il avait pu commettre en allemand... Il précise que « la révolution ne s'exporte pas, c'est une question interne aux différentes nations », il présente le plan Gomułka et précise que la Pologne n'a pas de problèmes de frontière avec la RFA, puisqu'elles n'ont pas de frontières communes. L'impression générale qu'il tire de cette rencontre est que ce seront des relations très formelles, surtout du fait des membres est-allemands de cette commission et que la rencontre d'octobre aura un « caractère exceptionnellement festif ». Il précise enfin qu'il a consulté le représentant de l'IMEMO afin de préparer la position commune, ce dernier lui a soumis toutes ses propositions et suggestions. Globalement, il rapporte qu'il ne ressentait pas le besoin de présenter une position particulière, car les positions étaient proches et cette rencontre s'est déroulée dans une atmosphère amicale, voire chaleureuse. La question de la participation d'institutions du bloc Ouest revient régulièrement à l'ordre du jour des rencontres. Ainsi, lors de la rencontre préparatoire de la conférence de 1966 organisée par les Polonais, il semblerait que les institutions est-allemande, soviétique et tchécoslovaque aient proposé d'élargir le cercle d'invitation à l'Ouest[1473] mais qu'ils laissaient la responsabilité de la décision aux organisateurs polonais. Adam Kruczkowski reprend cette proposition et d'utiliser leur documentation sur la *Ostpolitik* de RFA[1474]. Cette thématique domine les discussions entre les institutions des pays socialistes durant les rencontres suivantes. Mais finalement, les Polonais renoncent à cet élargissement, sans qu'il ne soit précisé pourquoi.

La rencontre de Moscou de 1968 semble, elle, s'être tenue dans un contexte assez tendu, tant par la situation politique interne en Pologne, que par les conséquences politiques du Printemps de Prague. Dans le compte-rendu annuel des contacts internationaux de l'IMEMO, les personnes ayant séjourné en Tchécoslovaquie sont marquées en rouge, sans au'il n'y ait d'indication du moment où ce marquage a lieu, qui aurait pu suivre la répression soviétique et des autres pays du Pacte de Varsovie en août 1968. Durant la discussion en mai 1968 à Moscou, M. Tomala semble être entré dans un échange vif avec un partenaire est-allemande sur la question des intentions ouest-allemandes envers le bloc Est. La discussion est présentée de manière adoucie par N. Inozemtsev dans le protocole, qui la conclue par une formule probablement assez éloignée de la réalité : « la discussion sur les buts [de l'*Ostpolitik* de la RFA] a montré l'unité des points de vue des participants des pays socialistes sur cette question »[1475]. Néanmoins, N. Inozemtsev conclue son rapport interne en soulignant l'importance de telles rencontres « informelles », pour la possibilité qu'elles offrent d'obtenir des « informations non

[1473] DIZ 40 « Protokoll (Abschrift) » 24.09.1965
[1474] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. s.a., « Protokoll anlässlich des wissenschaftlichen Kolloquiums 'Die deutsche Frage und die Zukunft Europas' », 28.02.1966, 4 p.
[1475] АРАН – Ф. 1978, оп. 1, д. 243. Compte-rendu envoyé par N. Inozemtsev à la présidence de l'Académie des sciences de l'URSS, le 8.05.1968. 12 p.

officielles ».

Le dialogue interne au bloc socialiste semble être teinté d'une méfiance réciproque presque comparable à celle qui pouvait colorer les discussions avec le bloc capitaliste, et l'expertise joue un rôle similaire de diversification des canaux d'information connectant les États entre eux. Les experts forment une sorte d'inertie des contacts officiels bi- et multilatéraux, en reflétant les positions officielles lors des crises, qui ralentissent le contact entre ces institutions, mais ne le rompt pas. Les experts relaient les efforts de coordination officiels[1476], en soumettant leurs positions à la recension collective des autres experts. Dans ce contexte, la mobilisation de références purement nationales pour caractériser les relations nationales à l'Est n'est pas possible, au contraire, il s'agit plutôt de montrer que le discours de l'interlocuteur, en premier lieu, de l'interlocuteur soviétique, est bien compris et respecté.

Les années 1960 sont marquées par une intensification des relations multilatérales à l'Est, le rythme des rencontres s'accélère. Le partenariat entre ces institutions se régularise avec des contributions par exemple de S. Doernberg à l'ouvrage préparé par le PISM à l'occasion des 20 ans de la Pologne populaire en 1964[1477] mais les échanges aussi s'élargissent à l'occasion rencontre protocolaires, tels les anniversaires des 20 ans de création des institutions est-allemande en 1965 puis polonaise en 1967. Ces rencontres sont l'occasion d'une sociabilité entre les participants, qui se rapprochent selon certaines affinités[1478].

Ce format de dialogue d'expert, entourant et préparant le dialogue politique, s'élargit finalement à l'Ouest en 1967, avec une conférence organisée en Tchécoslovaquie, où participe notamment la DGAP représentée par E. Schulz. Cette première rencontre n'est pas très propice au dialogue mais déjà lors de la deuxième conférence « inter-blocs » organisée à Genève, les 10-12 mai 1968, E. Schulz rencontre Marian Dobrosielski (*1922)[1479], qu'il présente comme un conseiller d'Adam Rapacki sur les questions de sécurité, avec lequel, il discute du plan du ministre polonais pour la sécurité collective européenne, via une zone centrale désarmée, incluant notamment l'Allemagne et la Pologne. C'est un des premiers contacts avec cet expert polonais, qui devient directeur du PISM en 1972 et un fervent défenseur du dialogue germano-polonais, et des négociations d'Helsinki. C'est également à Genève

[1476] BArch. DIZ : DC 201/40. Ständige Komission des Forschungseinrichtungen der soz. Länder 1962-1965. S. Doernberg, « Protokoll über die Beratung der Ständigen Komission des Forschungseinrichtungen der CSR, der DDR, der VRP, der UdSSR und der VR Ungarn zur Fragen der Europäischen Sicherheit in Warschau am 1. Dezember 1967. Abschrift»

[1477] *20 lat polityki zagranicznej Polski Ludowej: materiały sesji naukowej PISM, Warszawa, 15-16 września 1964*, Vaesovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1965 (Biblioteka Spraw Międzynarodowych).

[1478] Entretien avec Adam Rotfeld.

[1479] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Note d'E. Schulz, « Gespräch mit Dobrosielski ». 15.05.1968, 2 p.

qu'E. Schulz se fait inviter par M. Tomala à se rendre à Varsovie, ce qu'il fera en octobre 1968, comme nous le verrons plus bas.

En 1969, pour E. Schulz, la logique de confrontation n'est dépassée que lors de la troisième rencontre des experts des deux blocs[1480]. Il se réjouit que la discussion se soit déroulée dans une « atmosphère plus ouverte », avec pour la première fois, des prises de positions polonaise et soviétique qui ne s'inscrivaient pas dans une logique polémique. Seul le représentant de la RDA a lu un texte préparé, et plus polémique. La thématique centrale de cette conférence fut à nouveau le besoin d'organiser une conférence internationale pour la sécurité en Europe, qui devrait aboutir à un traité pan-européen dans lequel l'intégrité des frontières actuelles de l'Europe serait reconnue, avec une déclaration commune de renonciation à la violence, de reconnaissance de la non-ingérence et une ouverture pour la coopération économique. E. Schulz tire de son dialogue avec les participants polonais, que la Pologne populaire ne veut pas dissoudre les alliances militaires de part et d'autre du Rideau de fer, mais qu'elle agit dans le sens d'une clarification des relations germano-polonaises, avec l'idée d'établir un traité avec la RFA sur le modèle du traité de Görlitz de 1950, par lequel la RDA a reconnu la frontière Oder-Neisse. E. Schulz rapporte que ses interlocuteurs polonais argumentaient qu'un tel accord est indispensable pour la Pologne, car la division de la « nation allemande » reste problématique pour la reconnaissance de la frontière entre les Allemagnes et la Pologne. Ils appellent à sortir de la confrontation et à un « règlement définitive de la question frontalière » sans formulations équivoques du type « jusqu'à la conclusion d'un traité de paix ».

Dans ce cadre-ci, le changement de nature du discours tient dans la forme du dialogue auquel le discours doit s'adapter. E. Schulz n'est plus dans la position de celui qui déduit et analyse la position officielle des interlocuteurs de l'Est sur la question allemande mais il rapporte la réponse directe qui est donnée à la position allemande par ses interlocuteurs polonais ou soviétiques. La fonction de diversification des canaux de communication est ici plus explicite que dans le dialogue interne au bloc Est mais le schéma est comparable pour les deux formats de conférence.

[1480] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Note d'E. Schulz, « Kurzbericht von der Konferenz der europäischen Institute für internationale Politik in Jablonna bei Warschau vom 3. bis 5. Oktober 1969 », 3 p.

3. L'Ostpolitik et l'émergence d'un dialogue Est-Ouest sur la sécurité commune comme moteur du renouveau de l'expertise ?

La DGAP cherche dès les années 1960 à prendre des contacts directs avec des partenaires du « bloc Est », parfois sans succès. En 1967, après la conférence tchécoslovaque par exemple, E. Schulz avait tenté d'établir une relation institutionnelle avec des instituts de Hongrie ou de Yougoslavie, sans échos dans un premier temps. Ces contacts étaient par ailleurs soumis à l'approbation du conseil d'administration de la DGAP (*Präsidium*) et l'accord informel Ministère ouest-allemand des Affaires étrangères[1481]. Finalement, les contacts sont établis avec la Yougoslavie, avec l'invitation de Leo Mates (1911-1991) de l'Institut de politique internationale et d'économie de Belgrade (*Instituta za međunarodnu politiku i gospodarstvo*) en septembre 1967 et avec la Tchécoslovaquie, par l'intermédiaire d'Antonín Šnejdárek (1916-1981), de l'Institut des relations internationales de Prague (*Ústav mezinárodních vztahů*)[1482]. Ces relations sont significativement ralenties après le Printemps de Prague et l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, alors qu'elles semblent avoir été particulièrement intensives et ouvertes jusqu'alors. Cependant, nous allons plutôt nous intéresser ici aux relations de la DGAP avec le PISM et l'IMEMO.

(1) La relance des contacts à l'Est de la DGAP après 1965

Les relations avec le PISM sont également relancées, mais E. Schulz perçoit un blocage de la part du Ministère polonais des Affaires étrangères à cette coopération[1483]. En octobre 1968, Eberhard Schulz se rend pour la première fois sur l'invitation officielle du PISM à Varsovie[1484]. W. Cornides avait été invité à se rendre, de manière officieuse, dans le cadre d'une « visite privée » au PISM en 1965[1485], mais n'a finalement pas pu s'y rendre, du fait de sa maladie[1486]. E. Schulz propose dès son arrivée à la

[1481] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Correspondance entre Wolfgang Wagner et Eberhard Schulz en avril 1967.
[1482] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Wolfgang Wagner, « Zwischenbericht über den Stand unserer Beziehungen zu den osteuropäischen Institutionen », 11.08.1967.
[1483] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Correspondance entre Wolfgang Wagner et Eberhard Schulz en avril 1967.
[1484] AAN. PISM : 1011. Dział współpracy międzynarodowej. Wizyty gości zagranicznych w PISM (1967-1969). « Notatka z rozmowy z dr. Eberhardem Schulzem z Bonn. 18 X 1968 r. »
[1485] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Wilhelm Cornides, « Besuch von Herrn Tomala am 29.11.1965, dem stellvertretenden Direktor des Warschauer Instituts für Internationale Beziehungen », 29.11.1965, 2 p.
[1486] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Lettre d'E. Schulz à M. Tomala du 21.03.1966. Tomala

DGAP d'inviter une personnalité polonaise, pour faire connaître « la vie intellectuelle actuelle de Pologne »[1487], qui souffre encore d'une trop grande méconnaissance en RFA. Pour cela, il propose que cette conférence soit l'occasion de discuter et de faire connaissance, sans passer par une logique d'affrontement, et propose dans ce sens, une conférence sur une « thématique culturelle » pour aborder les relations bilatérales « du côté humain ». Il est important à ses yeux, que la DGAP fasse le premier pas, du fait « des événements tragiques, qui entravent le contact entre les deux peuples ». Cette première initiative d'E. Schulz n'aboutit pas. C'est sa participation à la conférence des institutions d'expertise dans les relations internationales en Tchécoslovaquie en 1967, qui relance la coopération. W. Wagner adresse en juin 1967 une lettre à Adam Kruczkowski, pour lui proposer un échange non plus seulement de publications mais aussi de séjours d'études entre le PISM et la DGAP[1488].

Lors de la rencontre de 1968, les partenaires établissent un échange de publications, notamment de leur revues, *Sprawy Międzynarodowe* et *Europa Archiv*. E. Schulz propose à ses interlocuteurs d'organiser un groupe de discussion sur la politique de Rapacki, de désarmement nucléaire de l'Europe centrale, et sur la frontière Oder-Neisse. Il rend compte de ce séjour à différents membres du gouvernement fédéral, dont Egon Bahr et Hermann Kreutzer (1924- 2007) du Ministère fédéral pour les questions panallemandes (*Bundesministerium für Gesamtdeutsche Fragen*). Ce dernier se réjouit de cette initiative et surtout de « l'ouverture » avec laquelle les échanges ont été menés entre E. Schulz et ses interlocuteurs polonais[1489].

Ces contacts sont instaurés toujours en étroite collaboration avec le Ministère ouest-allemand des Affaires étrangères : E. Schulz informe l'AA des intentions d'établir une coopération plus intensive avec le PISM, ce qui suscite un « vif intérêt » de la part du représentant de l'AA[1490]. Le développement de cette coopération est freiné toutefois, outre les problèmes de santé du côté de la DGAP, par les tensions Est-Ouest, qui suivent notamment l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. Mais le DGAP semble avoir de bonnes cartes en main pour que ces tensions ne rompent pas le contact : comme le note E. Schulz, les experts de la DGAP sont présentés par le PISM comme des interlocuteurs constructifs[1491].

---

envoie ses condoléances à la suite du décès de W. Cornides en juillet 1966.

[1487] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Lettre d'E. Schulz à C. Gasteyger du 3.08.1965, 2 p.

[1488] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Lettre de Wolfgang Wagner à Adam Kruczkowski du 8.06.1967.

[1489] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Lettre de Kreutzer à E. Schulz du 29.10.1968.

[1490] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Correspondance d'E. Schulz avec W. Wagner, « Kontakte zu osteuropäischen Instituten. Gespräch mit Herrn Kastl am 10.04.1967 ».

[1491] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Note d'E. Schulz pour W. Wagner, « Diskussion im Warschauer Institut für Internationale Politik zum Thema 'die Tschechoslowakischen Ereignisse und die Politik der BRD », où il note que J. Sułek présente W. Wagner comme une voix alternative de la politique révisionniste de la RFA.

E. Schulz reçoit un bon accueil pour son ouvrage sur la question allemande, sur lequel nous revenons plus bas, lors de sa visite finalement en octobre 1968 à Varsovie[1492]. Il profite de son séjour à Varsovie, pour rencontrer J. Katz-Suchy[1493], l'ancien directeur du PISM, alors fraîchement exclu du Conseil scientifique du PISM dans le contexte des attaques antisémites, pour motifs de « soutien au sionisme », comme le rapporte E. Schulz. Il ne commente pas plus cette rencontre dans son compte-rendu mais ce geste témoigne de sa volonté de ne pas limiter les contacts au seul cadre officiel. Cependant, la logique institutionnelle teintée de culture diplomatique, dans sa dimension représentative, empêche E. Schulz d'approfondir ce type de relations. L'impression qu'E. Schulz retire de ce séjour, est celle d'une faible probabilité de pouvoir intensifier les contacts bilatéraux au vu des tensions fortes qui bloquent l'activité du PISM[1494]. Lors de la conférence à Jablonna en 1969, E. Schulz en profite pour relancer le contact, et propose au nouveau directeur du PISM, R. Frelek, l'organisation d'un séminaire bilatéral, « avec la possibilité de discussions politiques d'information »[1495]. Ce dialogue entre le PISM et la DGAP est ainsi suivi tant par l'AA que la diplomatie polonaise, avec l'aide de la représentation polonaise à Cologne (*Handelsvertretung*) qui joue les intermédiaires dans ce contact[1496]. Lors d'une visite du représentant de la Pologne en RFA en mai 1969, la fonction de ce dialogue est clairement présentée : il s'agit à travers ce contact bilatéral, de tester la volonté de dialogue et de « compréhension » des Allemands de l'Ouest (*Verständigungsbereitschaft*). Le dialogue des experts sert à diversifier les points de contacts pour rassurer le monde politique des intentions de part et d'autre de la table des négociations diplomatiques en cours. Les 26 et 27 mai 1970, c'est au tour de R. Frelek et de M. Tomala de se rendre à la DGAP, pour concrétiser cette coopération : les partenaires se mettent d'accord pour l'accueil mutuel de chercheurs et pour l'organisation d'une conférence bilatérale, à laquelle participeraient des hommes politiques, des journalistes, en plus des membres des deux instituts[1497]. E. Schulz se rend ensuite en septembre 1970 à Varsovie, pour finaliser l'accord et organiser la première visite d'un chercheur du PISM à Bonn et celle du président du FI-DGAP, K. Carstens[1498]. Dans le contexte du débat au Parlement ouest-allemand de la politique orientale proposée par le gouvernement, en amont de la visite de W. Brandt à Varsovie de décembre 1970, une

[1492] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. E. Schulz, « Vermerk. Besuch in Warschau. Gespräche im Polnischen Institut für Internationale Angelegenheiten ». 23.10.1968, qu'il transmet à la direction de la DGAP mais aussi à E. Bahr, U. Sahm.
[1493] La DGAP avait essayé de l'inviter en février 1968 mais avait échoué. BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Note d'E. Schulz du 2.02.1968.
[1494] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Lettre d'E. Schulz à K. Birrenbach du 23.10.1968.
[1495] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Note d'E. Schulz, « Kurzbericht von der Konferenz der europäischen Institute für internationale Politik in Jablonna bei Warschau vom 3. bis 5. Oktober 1969 », 3 p.
[1496] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Note d'E. Schulz du 28.05.1969, 2 p.
[1497] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Note d'E. Schulz, « Vermerk über den Besuch der Herren Frelek und Dr. Tomala in unserem Institut », 2.06.1970, 2 p.
[1498] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Note d'E. Schulz, « Vereinbarung mit dem Polnischen Institut für Internationale Angelegenheiten », 11.09.1970, 2 p.

série de visites de parlementaires ouest-allemand au PISM ont lieu en 1970. Ce sont surtout des députés de la CDU, et parmi eux, deux figures éminentes de ce débat, qui participent par ailleurs aux discussions de la DGAP : Philipp von Bismarck (1913-2006) et Richard von Weizsäcker (1920-2015)[1499]. P. von Bismarck et son collègue plaident pour la cause des déplacés, dont ils sont issus. Dans le dialogue avec leurs interlocuteurs polonais, ils utilisent l'argument de la pression de l'opinion publique ouest-allemande réticente à réviser la politique orientale. Ils précisent que le débat ouest-allemand ne porte pas sur le principe de la réconciliation avec la Pologne mais sur le « tempo ». Pour eux, il s'agit de lutter contre les stéréotypes, qui chez les déplacés allemands de Pologne se résument à deux éléments : le souvenir des Polonais qui se sont montrés solidaires et ceux qui ont commis des actes de violence envers les déplacés. R. von Weizsäcker lui, marque plutôt ses interlocuteurs par sa retenue sur l'expression de son opinion. Comme le note Remigiusz Rybicki, employé du PISM, R. v. Weizsäcker se garde de commenter tant la politique orientale ouest-allemande, que l'histoire d'Auschwitz. Il montre son intérêt pour le point de vue polonais, qu'il voudra représenter au *Bundestag* à son retour. Il explique que la CDU sera prête à soutenir l'accord avec la Pologne, lorsque qu'il sera « digeste » pour elle. Toujours selon R. v. Weizsäcker, la CDU penche plutôt pour des accords bilatéraux et préfèrerait que le traité négocié avec Moscou ne chapeaute pas celui qui sera négocié avec Varsovie (*Dachvertrag*). Ils discutent ensuite de la qualification des frontières allemandes entre intangibles (qu'on ne peut changer – *unverrückbar*) ou inviolables (qu'on ne peut changer par la force – *unverletzbar*). R. v. Weizsäcker explique que la CDU n'est pas prête à reconnaître la frontière Oder-Neisse, tout en ne voulant pas remettre en cause l'intégrité territoriale polonaise. La nuance s'expliquerait par la disponibilité de la CDU à une réconciliation avec la Pologne mais pas avec l'URSS.

En lien avec cette discussion, une petite note biographique sur R. v. Weizsäcker précise son parcours, sans mentionner son passage dans la Wehrmacht, mais en le présentant comme un homme politique respecté, issu du monde politique protestant. La note est complétée par le compte-rendu d'un entretien de Weizsäcker paru le même jour, dans le quotidien *Die Welt*, dans lequel ce dernier précise la différenciation qu'il souhaite souligner entre les deux négociations. Selon la lecture qu'en fait Rybicki, pour R. v Weizsäcker, les Soviétiques veulent consolider les résultats de la guerre. D'une manière « typiquement russe » (*typowo rosyjski*), ils veulent marquer leur présence en Europe, faire reconnaître par les Européens et l'OTAN, le statut de superpuissance et en même temps, obtenir des conditions favorables pour les échanges économiques et techniques avec l'Europe. R. Rybicki rapporte ensuite que différencie les facteurs de la politique allemande à l'Est et à l'Ouest : dans le premier cas,

[1499] AAN, PISM : 1012. Dział współpracy międzynarodowej. Wizyty gości zagranicznych w PISM (1970-1971). Adam Rotfeld, « Notatka z dyskusji z posłami CDU do Bundestagu : P[hilipp] von Bismarck i E[rnst] Müller Hermanem, która odbyła się 30. Lipca 1970 r. w PISM », et « Notatka dot. pobytu w Polsce Richarda von Weizsäckera (15.10.1970) ».

ce qui domine, c'est l'histoire, dans le 2e cas, c'est la coopération actuelle et à venir.

Les contacts entre la DGAP et le PISM deviennent plus réguliers et après un début difficile, elle se consolide notamment par l'organisation d'un premier colloque en mai 1971 à Bonn, où sont discutés les relations bilatérales, la sécurité en Europe, la coopération économique. Ces rencontres initiées à la fin des années 1960 perdurent jusqu'en 1990, et aboutissent même à la création de l'Institut Allemand de Pologne (*Deutsches Polen Institut*). En effet, dans ces colloques où se rencontrent des hommes politiques et des participants du secteur économique, culturel, l'envie de pérenniser ces espaces de rencontre se fait rapidement sentir. Mais le cadre de la DGAP, trop emprunt des traditions diplomatiques[1500], ne permettait pas cet élargissement, et ainsi, une institution spéciale fut créée, qui promeut la traduction d'ouvrages du polonais vers l'allemand et organise de nombreuses rencontres culturelles, scientifiques depuis 1980[1501].

Dans le même élan qui a porté l'intensification des relations entre la DGAP et le PISM, mais prenant une autre forme, la fin des années 1960 voit une relance de la coopération institutionnelle entre la DGAP et l'IMEMO. Le contact avec l'URSS est repris à l'occasion d'une visite d'un journaliste soviétique à la DGAP, qui souhaite obtenir des clarifications sur les « réelles » intentions du gouvernement fédéral allemand[1502].

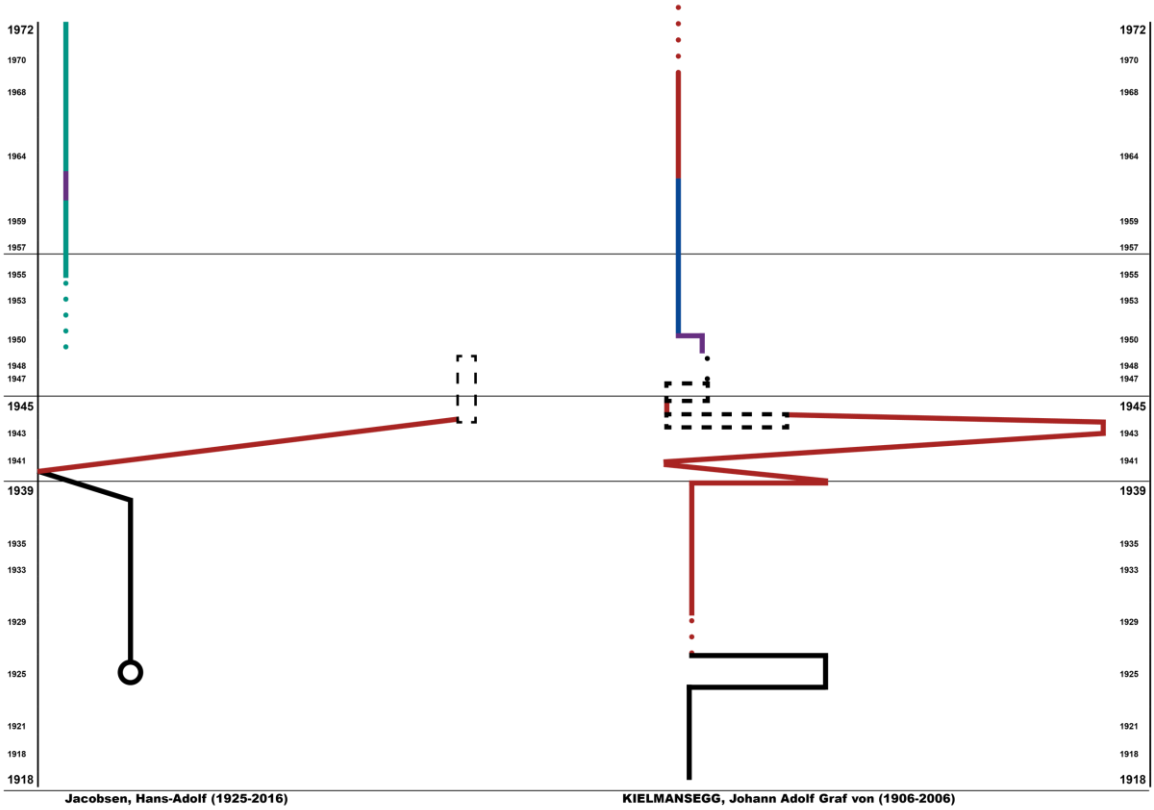
Cette conversation avec le journaliste soviétique permet à E. Schulz de préciser le statut de la DGAP dans la vie politique ouest-allemande : la pratique de l'expertise par la DGAP est conçue par le journaliste comme une activité d'espionnage, dans le sens de la construction de connaissance sur l'ennemi pour lui nuire. Cet échange nous informe sur l'image de l'expertise dans le système socialiste, fortement marquée par la conception de l'expertise comme science de l'ennemi. Il y a aussi l'idée que la DGAP est une sorte de porte-parole officieux du gouvernement fédéral ouest-allemand, ce que dément E. Schulz, mais ce qui ne l'empêche pas d'informer le gouvernement de cet échange et des suivants. En effet, ces visites se multiplient dans les semaines suivantes, et leur contenu est systématiquement transmis à l'acteur-clé des négociations entre la RFA et l'URSS, Egon Bahr [1503]. La première visite fonctionne toutefois comme un déclencheur de la reprise de contacts avec l'IMEMO, et Wolfgang Wagner écrit à l'IMEMO le 17.04.1967 et reçoit une réponse en août de cette année de Nikolaï Sidorov, qui est invité dans la foulée à donner une conférence à la DGAP. Elle a lieu en 1970. Wolfgang Wagner se rend avec G. von Walther, alors devenu président de la DGAP, à Moscou et ils

[1500] Entretien avec E. Schulz.
[1501] Voir sa présence internet : http://www.deutsches-polen-institut.de/, consulté le 8.07.2016.
[1502] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Eberhard Schulz, « Gespräch mit Ewgenij Koroljow », 13.4.1967, et « Gespräch mit Koroljow am 11. Dezember 1967 », 12.12.1967, 2 p., « Neuer Besuch Koroljows », 5.03.1968.
[1503] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Correspondance d'E. Schulz avec Egon Bahr. 1967-1968.

rencontrent la direction de l'IMEMO, le 13.09.1968[1504].

Le contenu des échanges entre la DGAP et l'IMEMO porte plutôt sur des questions globales de sécurité et la question des relations bilatérales ou du passé récent de la guerre, n'est pas abordé frontalement. La coopération entre ces institutions ne se matérialise que dans les années 1970, avec l'organisation de colloques communs, en alternance une fois en RFA, une fois en URSS. Le premier est organisé à Bonn les 27-28.10.1971 et le second, les 24-26.10.1972 à Moscou. Lors du deuxième colloque, des personnalités très variées participent du côté ouest-allemand, y compris des personnalités traditionnellement interdites d'entrée sur le territoire soviétique, tel le général Kielmansegg, qui cumulait le double handicap d'avoir été un officier de la Wehrmacht ayant participé à l'assaut de Moscou durant la 2e Guerre mondiale et d'avoir été délégué de la RFA à l'OTAN. D'autres anciens officiers de la Wehrmacht, déployés sur le front de l'Est, participent, tel H.-A. Jacobsen. Ceux qui en restent exclus, ce sont les experts de l'Est, tels Boris Meissner. Durant le symposium bilatéral, encore une fois, ce sont les questions de sécurité générales qui sont abordées. Ce type de rencontre est reproduit régulièrement entre 1970 et 1990, respectant quasiment le rythme biannuel prévu au départ. Même dans les conversations en aparté, dont Johan Adolf Graf von Kielmansegg rapporte le contenu[1505],

[1504] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. s.a., « Notiz für herrn Botschafter a.D. von Walther. Gespräch im Insttut für Weltwirtschaft und internationale Beziehungen am 13. Sept. 1968. », 2 p.
[1505] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. J.A. G. Kielmansegg, « Symposium zwischen IMEMO und DGAP vom 24.-26. Oktober 1972 in Moskau. Persönliche Gespräche im IMEMO am 26.10.1972 nachmittags. », 01.1973, 5 p.



La DGAP, par l'organisation de ces contacts semi-officiels, apporte une pierre à l'effort de construction de la « confiance mutuelle », tel qu'initié par la nouvelle *Ostpolitik* de Willy Brandt. Ces rencontres s'insèrent dans un foisonnement de contacts bilatéraux, et permettent en l'occurrence, des échanges directs entre des personnes bien informées et bien intégrées dans leurs régimes politiques respectifs. Mais outre la fonction de multiplication des sources, pouvant mener à consolider la confiance bilatérale[1506], ces rencontres force les interlocuteurs à changer quelque peu leur manière de s'exprimer du fait du face-à-face.

On assiste une divergence croissante du contenu du dialogue de la DGAP avec l'IMEMO et de la DGAP avec le PISM, avec une spécialisation des quêtions donc de sécurité pour l'IMEMO et des questions bilatérales germano-polonaises pour le PISM[1507]. Mais le décalage est encore plus net entre le contenu du dialogue avec ces institutions et le dialogue interne à la RFA.

[1506] Les comptes-rendus de ces rencontres soulignent constamment l'absence de controverses indépassables dans les échanges et la confiance qui existe entre les interlocuteurs, voir notamment BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. J.A. G. Kielmansegg, « Symposium zwischen IMEMO und DGAP vom 24.-26. Oktober 1972 in Moskau. Notizen während des Kolloquiums ». 26 p.

[1507] BUNOUT Estelle, « Politikberatung in der jungen Bundesrepublik. Die Rolle der DGAP bei der Entwicklung der Neuen Ostpolitik am Beispiel der westdeutsch-polnischen Beziehungen », *DGAPanalyse* (13), 2012.

(2) L'accompagnement de la nouvelle Ostpolitik par le groupe d'étude de la DGAP (1967-1970)

En février 1967, Eberhard Schulz se lance dans une grande discussion sur la reconnaissance de la RDA et de la frontière Oder-Neisse[1508]. Toujours en 1967, Eberhard Schulz, après quelques séances du groupe d'études, réfléchit à améliorer le fonctionnement de ces rencontres[1509]. Il déplore que le plan discuté longuement, d'organisation scientifique de la discussion des relations allemandes à l'Est, ne soit pas suivi. Ce sont les questions d'actualité qui dominent et finalement, la discussion est difficile à structurer, car certains participants ne font que réitérer les mêmes idées à chaque fois qu'ils prennent la parole (*Steckenpferde reiten*). L'avantage toutefois avec cette approche, c'est qu'elle permet de traiter des thématiques difficiles à traiter dans un autre cadre et d'exprimer des tabous. E. Schulz propose alors d'organiser la discussion en deux parties, une partie consacrée à l'actualité et une autre consacrée à un thème plus structurel. Une autre problématique récurrente est la prise en charge des coûts de l'invitation des participants, qui motive la limitation des membres.

Dans la séance du 17 avril 1967[1510], la question traitée était celle de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne et les relations de la RFA avec ce pays. Elle fut introduite par une présentation par un diplomate ouest-allemand et par Eberhard Schulz, qui présente la situation du point de vue polonais. Il argumente en faveur d'une reconnaissance de la frontière Oder-Neisse, de l'acceptation des pertes territoriales, en les inscrivant dans l'histoire de la 2e Guerre mondiale, et le besoin de sécurité vis-à-vis de l'Allemagne tel qu'exprimé par la Pologne et l'URSS. Les Polonais, commente-t-il, ne s'opposent pas à la réunification de l'Allemagne, et leur revendication de garder leurs territoires occidentaux n'est pas le signe d'un nationalisme vengeur mais d'un souci de souveraineté, aussi du point de vue du régime communiste. Il faut rassurer les Polonais, en arrêtant de vouloir remettre en cause cette frontière. Il critique la volonté de maintenir la question de la frontière ouverte, dans l'attente d'une évolution favorable de la situation en Europe. Durant la discussion, un des membres du groupe s'interroge sur la possibilité d'un « échange circulaire » : la Pologne pourrait obtenir le district de Kaliningrad de l'URSS en échange de la rétrocession de ses territoires occidentaux à l'Allemagne réunifiée. Cette proposition est rapidement rejetée par d'autres participants, comme étant dans la continuité de l'impasse dans laquelle se trouve l'Europe depuis quelques années. Outre qu'il soit « peu probable que l'URSS renonce

[1508] EISERMANN, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, *op. cit.*, 1999, pp. 240-260.
[1509] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Eberhard Schulz, « Vermerk zur SGII », 27.7.1967, 3 p.
[1510] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968.

à une partie de son territoire pour contribuer à la réconciliation germano-polonaise »[1511], il s'agit de ne plus chercher des sorties de la situation en imposant des changements de frontières à un tiers mais de comprendre les besoins des uns et des autres, pour construire une acceptation des uns et des autres.

En l'occurrence, le débat évolue doucement vers une acceptation par l'Allemagne de l'Ouest de la situation plutôt que de forcer une nouvelle conception allemande de l'organisation territoriale à l'Est. Mais ce consensus ne sera pas atteint en Allemagne avant quelques années encore. Au-delà de cet exemple, quelque peu caricatural, on voit que ce type de rencontre offrait un cadre favorable à l'expression et la contradiction autour de thèmes qui flottaient dans la culture politique ouest-allemande concernant l'Est européen. La discussion au sein du groupe d'étude intègre progressivement au cours de l'année 1967, une part grandissante de voix étrangères, notamment polonaises. Erich Kordt (1903-1969) envoie en avril 1967[1512], la traduction d'un article[1513] de Juliusz Mieroszewski, un journaliste polonais en exil, dont nous avons analysé quelques textes dans le chapitre 6, paru dans la revue polonaise d'émigration paraissant à Paris, *Kultura*. Cette traduction est distribuée aux membres du groupe d'étude. Dans cet article, J. Mieroszewski tire un parallèle explicitement entre la politique orientale allemande, envers la Pologne et la nécessité d'une politique similaire de la Pologne envers l'Ukraine, la Lituanie, en termes de volonté de réconciliation, contre les revendications nationalistes. Il constate un rapport mythique dans les deux pays à ces terres orientales. Le thème de cette séance était le problème de la ville de Berlin et son statut, et l'article de J. Mieroszewski n'est pas discuté[1514]. Durant cette séance, E. Schulz rend compte de la conférence de « Marienbad » (Mariánské Lázně) en Tchécoslovaquie[1515] et des efforts de l'URSS pour isoler la RFA, tandis que les participants de Tchécoslovaquie semblaient plus ouverts au dialogue. La prochaine conférence était annoncée pour le mois de mai 1968 à Genève.

La force du groupe d'étude consistait dans le partage de connaissances et d'analyses venant d'individus bien informés, dans un cadre où ils pouvaient partager ces informations à l'abri du regard public. C'est un cadre où les opposants et les responsables de la réforme de l'*Ostpolitik* peuvent se

[1511] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. s.a., « Niederschrift über die Sitzung der Studiengruppe für die deutschen Beziehungen zur Sowjetunion und zu den übrigen Ländern des Ostens am 17. April 1967 im Hotel Königshof, Bonn », 24 p., p. 18.
[1512] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. Lettre d'Erich Kordt à Eberhard Schulz du 19.04.1967.
[1513] MIEROSZEWSKI Juliusz, « Pewene rzeczy nazwane po imieniu », *Kultura* (4/234), 04.1967, pp. 73-82. Cet article est traduit par : « Gewisse Sachen beim Namen gennannt », ce qu'on peut traduire en français par : « Nommer certaines choses par leur nom ».
[1514] BArch. DGAP. 482 : SGII – Aktenvermerke 1965-1968. « Niederschrift », 5.6.1966
[1515] *Ibid.,* p. 9

rencontrer, comme Kurt Birrenbach[1516] et Egon Bahr[1517]. Le débat parlementaire sur la ratification des traités de Varsovie et Moscou dans le *Bundestag* a causé de profondes divisions, qui ont traversé les familles politiques, y compris parmi les membres du groupe d'étude de l'Est de la DGAP, comme en témoigne un échange entre Ulrich Sahm (1917-2005) et K. Birrenbach en 1972. U. Sahm, diplomate, plutôt proche de la CDU, fils de Heinrich Sahm (maire de Danzig de 1920 à 1931, 1877-1939), rejoint l'administration de W. Brandt en 1969 (*Bundeskanzleramt*)[1518] et représente la RFA en URSS à l'issue de cette ratification en 1972. À cette occasion, il invite son interlocuteur régulier à venir à Moscou[1519]. Birrenbach, tout en félicitant U. Sahm pour sa nomination à l'ambassade de Moscou, qu'il pense particulièrement qualifié, car venant « des anciens territoires orientaux de l'Empire allemand », regrette tout de même qu'U. Sahm ne soit plus réellement membre de la famille conservatrice, et qu'ils « ne soient plus du même avis sur une question si fondamentale ». Cet échange illustre l'évolution divergente au sein de la famille politique conservatrice ouest-allemande sur la question du rapport à l'Est. Le groupe d'étude de la DGAP, certainement parmi d'autre lieux de discussion publics ou plus discrets, s'est constitué comme lieu d'échange et de réflexion pour les hommes politiques ouest-allemands et leurs interlocuteurs du monde universitaire et économique. Sur ce sujet politiquement difficile, car fortement chargé de références historiques tenues comme profondément ancrée dans la culture politique nationale, la régularité et le cadre quelque peu neutralisant de l'expertise, a pu permettre une évolution de la pensée politique de certains acteurs. Surtout, ce groupe d'étude était un point d'échange sur les négociations en cours, qui aurait pu être utilisé pour calmer le débat houleux du parlement. Mais c'est surtout l'évolution des arguments utilisés pour discuter de ces questions qui a retenu notre attention ici, avec notamment les efforts d'E. Schulz.

[1516] Kurt Birrenbach reconnaît l'importance de « l'échange continu » au sein de ce groupe d'étude de la DGAP, lors de la lettre de félicitation pour sa nomination à la fonction de secrétaire d'État adressée à E. Bahr. ACDP. NL Birrenbach : I-433-118/1. Lettre du 28.10.1969.

[1517] Pour celui-ci, ce groupe était un canal parmi de nombreux autres de conviction des opposants. Entretien avec l'auteur.

[1518] Il participe à ce titre au groupe d'étude sur l'Est, durant les séances des 13/02/1967, 22/01/1968, 20/05/1968, 10/12/1968, 12/05/1969, 01/12/1969, 06/07/1970.

[1519] ACDP. NL Birrenbach : I-433-027/1. Correspondance entre U. Sahm et K. Birrenbach entre février et août 1972.

(3) Le chemin de traverse d'Eberhard Schulz

En 1967, dans le contexte du débat parlementaire sur le renouvellement de la politique à l'Est du gouvernement fédéral allemand, le FI DGAP lance un groupe d'étude particulier dédié à l'étude des options de reconnaissance par la RFA de la RDA[1520]. Un échange dans le cadre de cette discussion permet d'éclairer un peu mieux la vision de ce que la connaissance utile de l'Est signifiait pour E. Schulz. Un des membres du groupe demande à ce qu'un expert du marxisme soit invité pour présenter la dialectique et faire un travail d'explication de l'idéologie marxiste. E. Schulz proteste contre cette démarche, qu'il dénonce comme étant « une nouvelle tentative de contrecarrer une discussion rationnelle par une comédie idéologique »[1521], surtout s'il s'agit d'inviter des soviétologues venant des États-Unis. Pour lui, ces discussions sur l'idéologie n'apportent aucune connaissance permettant de réfléchir à la situation d'alors et formuler des propositions pour la politique à l'Est. Il semble ne pas avoir voulu ajouter de distance, de mystère et d'incompréhensible, par le filtre « idéologique », à la question de l'Est vue d'Allemagne. Dans ses textes, il cherche à reproduire le discours de ses interlocuteurs polonais ou soviétique, principalement, pour les traduire et les rendre accessibles.

En accompagnement de son travail d'animation du groupe d'étude sur l'Est, Eberhard Schulz travaille en 1967 sur un ouvrage traitant de la reconnaissance de la RDA et plus généralement, d'un besoin de renouveau de la politique orientale[1522]. Cependant, ce texte paraissait trop provocant pour être publié par la DGAP, ainsi, il fut contraint de chercher un éditeur hors de son institution. Dans cet ouvrage, E. Schulz dresse un arc entre le besoin d'accepter la situation contemporaine en Europe et surtout de communiquer cette acceptation aux interlocuteurs de l'Allemagne fédérale afin de pouvoir régler la « question allemande ». Cet ouvrage se trouve dans la droite ligne de la logique politique, telle qu'elle avait été énoncée par Egon Bahr en 1963 (*Wandel durch Annäherung*). Dans un premier temps, E. Schulz définit ce qui constitue à ses yeux les termes du statut quo de la situation allemande, si l'Allemagne (de l'ouest) se limite à des moyens pacifiques pour atteindre la réunion des deux Allemagnes, elle risque de ne pas être entendue, pour autant, si elle se risquait hors de ce cadre, elle poserait une menace pour la paix, et ne pourrait donc pas compter sur l'indispensable soutien des Alliés pour surmonter sa division, notamment parce qu'une Allemagne réunifiée serait trop puissante

[1520] Une étude forte intéressante pour les relations interallemandes vues de RFA, aussi dans sa forme, qui n'a finalement pas pu être publiée, après une protestation venant du AA, tel que le décrit EISERMANN, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, *op. cit.*, 1999, pp. 240-255.
[1521] BArch. DGAP : 503. Institute Ostländer 1965-1972. Eberhard Schulz, « Studiengruppe II, Vorschlag Dr. Bayer ». 11.02.1969, 2 p.
[1522] SCHULZ Eberhard, *An Ulbricht führt kein Weg mehr vorbei: Provozierende Thesen z. dt. Frage*, 1.-2. Tsd, Hamburg, Hoffmann u. Campe, 1967.

et pourrait revendiquer une frontière orientale juste (« *eine gerechte Ostgrenze* », p. 11). L'Allemagne dépend vitalement de la confiance qu'elle inspire aux Alliés, et elle navigue entre projets de neutralisation ou risque d'être le champ de bataille Est-Ouest depuis la fin de la 2ème Guerre mondiale (p. 31). Il en vient alors à la phrase-clé de cet ouvrage, qu'il voulait utiliser comme titre :

> « Nous nageons à contre-courant, pas parce que le régime de Berlin Est mériterait la confiance mais parce que l'inertie humaine dans les deux parties de l'Allemagne et dans le monde entier s'en accommode très bien »
> « *Der Wind bläst uns ins Gesicht, nicht weil das Regime in Ost-Berlin Vertrauen verdiente aber weil sich die menschliche Trägheit in beiden Teilen Deutschlands und in der ganzen Welt allzu leicht mit dem Bestenden abfindet* » p. 37)

La politique de confrontation menée par les gouvernements ouest-allemand n'a pas apporté de solution satisfaisante, il faut donc s'interroger sur une voie plus réaliste. Pour s'y engager, il faut à ses yeux revenir sur l'histoire des rapports aux voisins orientaux de l'Allemagne, et sortir de la logique de « diabolisation d'une politique du Kremlin soi-disant délibérée et cohérente ». Cette perception « repose pour une bonne partie sur le fait que la majorité à l'Ouest se trouve régulièrement surprise par les dirigeants soviétiques. »[1523] Il revient sur l'histoire de l'État allemand ; qui d'un côté n'a pas connu une existence en tant qu'État-Nation très ancienne et se caractérise par « un balancement entre la résistance contre le nationalisme étranger de France et le penchant pour le propre impérialisme envers la Pologne » (p. 17). Cependant les comparaisons historiques avec des expériences de la France ou de la Pologne n'aident pas à saisir la spécificité du problème auquel est confronté l'Allemagne (p. 37) Ce qui importe à ce moment, c'est de sortir du discrédit qui est jeté sur le discours soviétique (p. 46) (auquel il a pu contribuer lors de sa carrière de soviétologue), car il est nécessaire de comprendre les dynamiques internes au bloc Est, notamment les rapports entre l'URSS et les autres pays. L'image de vassal fidèle de la Pologne est une « illusion d'optique » (p. 53), surtout depuis 1956. En URSS, au-delà de la propagande, on a conscience qu'une attaque allemande est relativement improbable et il est clair que les Alliés ne soutiendraient pas une remise en cause de l'appartenance étatique des territoires au-delà de la frontière Oder-Neisse, qui est donc finale (*endgültig*, p. 57). Mais pour l'URSS, une Allemagne divisée est la meilleure garantie de sécurité, d'une part parce que la réunification de l'Allemagne pourrait à terme ouvrir la voie à l'ambition de reconstituer les frontières de 1937 et la perte de la RDA remet en cause la cohésion du pacte de Varsovie, si la RDA tombe, il n'est pas sûr que

[1523] « Dämonisierung der angeblich so zielbewußten und konsequenten Politik des Kremls beruht zu einen guten Teil darauf, daß die meisten Menschen im Westen von der Handlung der sowjetischen Führer regelmäßig überrascht werden ». p. 12.

la Pologne reste également (p. 59).

Il tient un discours relativement répandu, parmi les tenants d'une révision de l'*Ostpolitik* ouest-allemande. Il critique les positions anachroniques que certaines voix portent en RFA, comme la rêverie de tenter d'atteindre une entente avec le régime soviétique en faisant miroiter un nouveau partage de la Pologne, en échange de la récupération des territoires allemands perdus à l'Est (p. 60). C'est une position qui n'a aucune chance de se réaliser et surtout, cette culture de la nostalgie de l'Est (*Ostromantik*, p. 94), le fait de cultiver l'espoir pour ceux qui en ont été expulsés, de pouvoir retourner dans les territoires au-delà de la frontière Oder-Neisse, empêche de trouver une solution à la question allemande, car elle donne l'opportunité aux Polonais, notamment, de rester eux aussi dans une logique de guerre froide. En effet, il développe systématiquement le triptyque des relations germano-polono-soviétiques, et les interdépendances de ces questions. Ce triptyque est bien connu, il s'agit ici de reprendre quelques éléments de son argumentation, qui illustrent cet effort de révision et d'appel à la révision de la représentation des relations entre l'Allemagne et l'Europe orientale. Il présente l'intérêt qu'avait l'URSS, de ne pas intégrer la Pologne au sortir de la guerre ; ne pas intégrer un peuple qui était a priori hostile, et s'assurer un partenaire fiable dans la question allemande, en créant une animosité irréconciliable entre Polonais et Allemands (« *eine unversöhnliche Gegnerschaft* » p. 61). Une mesure bien plus efficace qu'une occupation militaire :

> « sous ces conditions, une hégémonie souple est le plus supportable de toutes les solutions atteignables non seulement pour les Slaves occidentaux mais serait aussi pour Moscou la forme de domination la plus appropriée. Peut-être pourrons-nous observer dans quelques années une évolution similaires dans les États fédérés de la Baltique de l'URSS, et avec des limites, aussi en Ukraine et en Biélorussie. »
> [*Unter diesen Umständen ist eine lockere Hegemonie nicht nur für die Westslawen die erträglichste aller ereichbaren Lösungen sondern auch für Moskau die zweckmäßisgste Herrschaftsform. Vielleicht können wir in einigen Jahren eine ähnliche Entwicklung in den baltischen Gliedstaaten der Sowjetunion und – mit Einschränkungen – auch in der Ukraine und in Weißrußland beobachten*.] (p. 61).

A ses yeux, il faut comprendre d'une part la rupture irréversible qu'a été la 2e Guerre mondiale pour la relation de l'Allemagne à ses voisins et d'un autre côté, il faut prendre en compte, la complexité des relations internes au bloc Est, notamment entre les Polonais et l'URSS. D'un côté donc, la Pologne a des intérêts communs avec l'URSS dans la question allemande, notamment pour la Prusse orientale ([*Denken wir nur an Ostpreußen, das heute zur Hälfte sowjetisch, zur Hälfte polnisch ist*], p. 68) et la Pologne est un élément du glacis soviétique. Il est donc ridicule de vouloir jouer les intérêts polonais contre les intérêts soviétiques ou vice-versa.

Car :

> « Ce n'est pas tant la renonciation à la violence [un pacte de non-agression] solennel (…) mais plutôt du fait que pour les pays comme l'Allemagne et la Pologne, une politique de pouvoir nationale ne soit plus possible du tout, qui devrait éparpiller toutes inquiétudes polonaises. »
> « *Nicht nur der feierliche Gewaltverzicht (…) sondern vielmehr die Tatsache, daß für Länder wie Deutschland und Polen eine nationale Machtpolitik heute gar nicht mehr möglich ist, müßte eigentlich alle polnische Besorgnisse zerstreuen.* » p. 85

Mais le fait que l'Allemagne de l'Ouest ne mette pas un terme explicite à ses revendications territoriales, et parle même d'injustice concernant l'expulsion des Allemands de la région, qu'aucune réparation n'ait été versée alors que l'occupation nazie ait été particulièrement brutale en Pologne, empêche toute confiance envers la RFA en Pologne. Pour E. Schulz au contraire, la reconnaissance explicite de cette histoire par la RFA, avec le besoin de sécurité existentiel qu'elle suscite en Pologne serait une étape incontournable d'une révision de la politique orientale ouest-allemande (p. 91).

> « Dies [les violences de l'histoire récente] annerkennen heißt nicht wie viele Stimmen in der Bundesrepublik immer wieder meinen, das deutsche Nest beschmutzen. Genau die gleichen Phänomene weist die polnische Geschichte auf. Auch dort hat es Antisemitismus und Chauvinismus, ja sogar eine Art Drang nach Osten mit der sogennanten « jagiellonischen Idee » gegeben ; die viele Polen in Errinnerung an die polnisch-litauische Union des Jahres 1386 unter König Władisław II Jagiełło von einer polnischen Großmacht zwischen Ostsee und Schwarzen Meer schwärmen ließ. In Polen blühte die Verachtung der Russen nicht minder als die der Polen in Deutschland » p. 87].

E. Schulz fait référence au poids du mythe créé par Sienkiewicz et sa permanence dans la culture polonaise contemporaine, thématique à laquelle il s'est familiarisé par les recherches effectuées pour sa thèse ou par la revue de la presse soviétique, cet élément se retrouvant largement dans le discours révisionniste communiste (polonais et soviétique) des années 1950[1524].

Les Polonais ont donc une histoire difficile avec l'URSS. E. Schulz rappelle que le parti communiste polonais a été largement victime des répressions staliniennes en 1938, que l'opération de la résistance nationale polonaise d'août 1944 (*Burza*) était tout autant dirigée contre l'armée NS que contre l'URSS (p. 72). Mais Gomułka entreprend des efforts importants pour déconstruire ces tendances historiques, tout en réorientant la source principale des menaces à l'Ouest, aux dépends de l'Allemagne de l'Ouest (p. 88). Ainsi, pour E. Schulz finalement, la logique de *Siedlungsgebiete* (zone de peuplement, de

[1524] voir en annexe 6.

résidence) lancée par Hitler a eu des conséquences douloureuses pour l'Allemagne et la Pologne, et il dénonce l'incohérence de la politique ouest-allemande, qui du côté occidental s'engage dans un processus d'effacement des frontières par l'intégration économique et du côté oriental, revendique l'extension et la reconnaissance de frontières étanches. E. Schulz exprime à cette occasion l'espoir que les générations futures sauront effacer les frontières, tout en « respectant » l'historicité de ces *Siedlungsgebiete* (p. 97).

Eberhard Schulz compte parmi ses inspirateurs, Paul Sethe (1901-1967), journaliste et historien dans les années 1930 et 1940, et co-fondateur de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Paul Sethe s'était fortement opposé à la politique d'intégration occidentale de Konrad Adenauer et incarnait la 3e voie dans le débat allemand, selon laquelle la réunification avec la RDA ne se ferait qu'en dehors des blocs. Dans son ouvrage « *Geschichte der Deutschen* » (Histoire des Allemands) de 1962, il revient sur l'histoire de cette division allemande, qu'il inscrit nettement comme une conséquence de la 2e Guerre mondiale. Celle-ci en retour était née de la pression interne et externe dans laquelle s'était trouvée l'Allemagne après la 1e Guerre mondiale. Il écrit cet ouvrage dans un ton journalistique, très narratif et centré sur les dirigeants politiques et leur personnalité. Ce qui nous intéresse dans son ouvrage, c'est qu'il reprend une partie de la lecture soviétique de la guerre, notamment lorsqu'il explique l'invasion soviétique de la Pologne et le rattachement à l'issue de la guerre des territoires orientaux polonais à l'URSS, par la majorité de Biélorusses y habitant, ou lorsqu'il place les Soviétiques au rang des premières victimes de la guerre en termes d'ampleur des massacres et des destructions. Il précise tout de suite que les juifs « de nombreux peuples » et les Allemands suivent les Soviétiques (p. 283). Il s'inscrit dans la valorisation de la « résistance conservatrice » autour de Goerdeler et du coup d'état du 20.07.1944. Il conclue par un chapitre intitulé « le devoir allemand » dans lequel il appelle à une révision de la politique allemande, au risque de voir se développer une identité nationale propre à la RDA, qui deviendrait alors une nouvelle Autriche ou Suisse. Ce faisant, il se réfère à Herman Heimpel qu'E. Schulz avait rencontré à Göttingen, et sous la direction duquel, il avait écrit sa thèse. P. Sethe conclue en inscrivant le patriotisme allemand dans le patriotisme européen, qui doit viser à faire se retirer tant les troupes américaines que russes de l'Elbe, et assurer ainsi la paix européenne et globale.

E. Schulz traduit les impressions qu'il a pu collecter durant la guerre et après, lors de ses voyages à l'Est, et plus largement, à travers son travail d'observation du bloc Est, dans des termes qu'il espère compréhensible pour un public ouest-allemand. Il essaie de faire comprendre à la fois l'héritage de la culture politique polonaise, l'héritage allemand, tous deux porteurs d'illusions dangereuses. Il utilise pour cela, les termes couramment associés tant aux Polonais qu'aux Soviétiques, pour tout aussitôt les contrer. Mais son argument final, reste le besoin d'assurer la paix en rassurant les partenaires, par la reconnaissance de leurs revendications en termes de sécurité. Tout ce discours, qui reste

relativement modéré, est considéré comme provocateur et inaudible par les dirigeants de la DGAP. À l'inverse, M. Tomala, l'expert des questions allemandes du PISM, reçoit ce livre avec sympathie : il félicite E. Schulz pour son courage, et considère que ses thèses sont « plus courageuses que provocantes »[1525].

L'expérience d'E. Schulz de l'Est européen est à la fois caractéristique pour sa génération et partiellement atypique. Tout d'abord, il a passé une courte partie de son enfance à Moscou, où son père avait obtenu un travail d'ingénieur pour une mission à durée limitée. Après leur retour, il avait appris le russe. Puis comme bien d'autres hommes (et femmes) de sa génération, il avait adhéré à une organisation de jeunesse nazie, qui l'avait amené durant la guerre à se rendre en Pologne occupée. Il en a gardé un souvenir marqué par la ségrégation des habitants selon leur appartenance ethnico-nationale. Après son service militaire, il se forma à l'Université de Göttingen, en histoire et en slavistique. Il partagea les bancs avec de nombreux Polonais, Ukrainiens et Russes, anciennement travailleurs forcés ou prisonniers, qui étaient restés en Allemagne, qui lui avaient appris des chansons populaires et aidé dans l'apprentissage de langues slaves. À l'issue de ses études, à travers ses fonctions de journaliste économique, il avait voyagé dans le bloc Est et fut marqué par l'impossibilité de communiquer là-bas, malgré sa maîtrise des langues locales. Ce n'est qu'à la DGAP, où à travers la coopération institutionnelle avec le PISM et l'IMEMO qu'il parvient à établir des relations plus régulières et durables et une communication plus significative.

[1525] BArch. DGAP : Institute Ostländer 1965-1972. Lettre de M. Tomala à E. Schulz, du 1.05.1967.

4. Conclusion
Une expertise comme soutien au dialogue international

Avec la Détente des années 1960 et la facilitation des possibilités de contacts directs, y compris au sein du bloc Est, les trois instituts s'engouffrent dans cette brèche, avec une intensité variable due aux tensions des relations politiques, notamment après la construction du Mur en 1961, puis l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. Malgré les aléas politiques, ils instaurent des partenariats, des prises de contacts pour le simple échange de publication à la fin des années 1950 et développent la coopération vers les échanges de séjours de recherche, du moins au sein du bloc Est dès le début des années 1960.

À côté des échanges individuels de chercheurs venus collecter des documents particuliers, consulter des ouvrages non disponibles dans leur pays, ou s'enquérir du fonctionnement de l'institution partenaire, des rencontres multilatérales sont organisées, tout d'abord au sein du bloc Est dès 1960, sur la question de la sécurité européenne, avant de s'élargir au dialogue Est-Ouest entre les instituts d'expertise sur les questions internationales et la sécurité collective. Les institutions d'expertise fonctionnent dans ce contexte comme une sorte de caisse de résonnance des ouvertures et du dialogue international, mais aussi comme des lieux où des discussions informelles peuvent être organisées et où une première réaction semi-officielle peut être collectée. Ce qui nous semble intéressant de relever ici, c'est la dimension de sociabilités que ces rencontres, régulières et durables, permettent. On retrouve une partie des participants à ces rencontres dans des positions diplomatiques, dans les années 1980 et plus tard également, notamment Adam Daniel Rotfeld, qui est par la suite, membre de la délégation polonaise à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à la fin des années 1970 à Belgrade, puis dans les années 1980 à Madrid. Ce dialogue reste cependant largement limité au cadre institutionnel, et ne s'ouvre pas réellement à d'autres parts de la société. L'expertise reste dans l'ombre de la politique et de l'État.

La pratique de l'expertise se réoriente, d'une vision ethnocentrée et nationaliste, à l'organisation du dialogue sur le plan conceptuel entre les États : les experts tentent de relier les perceptions nationales des enjeux et la perception extérieure, de porter les premiers vers l'extérieur et les seconds vers l'intérieur. Les experts de RDA argumentent en faveur d'une reconnaissance de la RDA, ceux de Pologne, en faveur d'une validation des frontières actuelles, et ceux de RFA, cherchent à rassurer les voisins d'Europe de l'Est contre leurs ambitions de révisions territoriales, mais en tentant de laisser la porte ouverte à l'unification des deux Allemagnes. Le but étant de faire accepter à l'extérieur ces

projets politiques, il leur faut adapter la formulation de ces ambitions politiques dans un cadre compréhensible et acceptable à l'extérieur. Le regard expert sur les questions de l'Est suit cette même tendance, avec une distanciation croissante des références nationales dans le discours expert sur l'Est, et une tendance croissante à la mise en perspective des perceptions nationales et extérieures.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Dans l'ouvrage dédié à l'histoire de la société de l'empereur Guillaume sous le régime nazi, l'historienne Susanne Heim[1526] revient sur la lecture, qu'elle a développée avec Götz Aly[1527], des experts comme « précurseurs de la destruction »[1528]. Cet apport central de l'historiographie allemande des années 1990 sur la période nazie propose de réviser le regard sur le rôle des scientifiques dans le régime nazi, en particulier durant la guerre et dans la politique d'occupation à l'Est. S. Heim contextualise l'activité scientifique en soulignant la peur du chômage, l'espoir apporté par la « révolution » nazie[1529] et le fait que l'attrait du régime instauré ne reposait pas sur l'adhésion à la seule idéologie, mais plus largement à l'antisémitisme et au racisme dans la société allemande. Ajoutant la concurrence intrinsèque à l'activité scientifique[1530], S. Heim estime qu'il faut analyser la participation des scientifiques à la politique nazie comme résultant à la fois d'une continuité de la culture de travail scientifique et d'une libération, sur le plan des normes sociales, du potentiel de proposition experte. En conséquence, elle appelle à interroger plus largement le rapport entre science et politique au XX^{e} siècle. Dans cet esprit, l'interrogation qui a aiguillonné cette étude, porte sur ces deux dimensions : le cadre social de la pratique de l'expertise (aux marges du monde scientifique) et les modalités de dialogue de l'expertise avec la politique, ceci dans un secteur particulier mais dans un cadre chronologique plus étendu que celui du III^{e} Reich, en Allemagne et en Pologne.

Ce qu'on peut constater d'emblée au terme de la présente enquête, c'est la pérennisation des institutions d'expertise, dans les questions internationales notamment. Qu'elles soient actives dans des régimes démocratiques pluralistes, dans des régimes de « démocratie populaire » plus monolithiques ou encore dans des régimes fascistes, elles rassemblent des individus qui produisent des discours de conseil, d'éducation politique ou de propagande. En écho à S. Heim, force est de constater que, formellement, les pratiques de l'expertise de l'Est se caractérisent par une certaine constance entre 1918 et 1972[1531]. Après une institutionnalisation de départ dans les années 1920,

---

[1526] HEIM Susanne, « "Vordenker der Vernichtung". Wissenschaftliche Experten als Berater der nationalsozialitischen Politik », in: KAUFFMANN Doris, *Geschichte der Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft im Nationalsozialismus. Bestandaufnahme und Perspektive der Forschung*, vol. 1, Göttingen, Wallstein Verlag, 2000, pp. 77‑91.

[1527] GÖTZ ALY Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, 5., Francfort a. M., Fischer-Taschenbuch-Verlag, 2004.

[1528] HEIM, « "Vordenker der Vernichtung". Wissenschaftliche Experten als Berater der nationalsozialitischen Politik », *art. cit.*, 2000.

[1529] *Ibid*., pp. 78‑79.

[1530] *Ibid*., p. 90.

[1531] Ce qui converge avec la continuité des pratiques universitaires, à travers la 2^{e} Guerre mondiale, telle que soulignée par HEIM, « "Vordenker der Vernichtung". Wissenschaftliche Experten als Berater der

l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne consiste en une série d'activités publiques. Parmi elles, la publication d'articles dans les revues des institutions d'expertise, la préparation de conférences publiques et la publication d'actes de ces conférences, rassemblant des universitaires, hommes politiques et militaires. Pour ce qui est des activités plus immergées, dont il reste des traces, l'expertise s'est pratiquée dans des discussions politiques à huis clos. Ces discussions étaient parfois internes à une société, comme le groupe d'étude de l'Est de la DGAP dès 1965. Elles pouvaient rassembler des interlocuteurs de deux ou plusieurs pays – comme les conférences des institutions travaillant sur les relations internationales dans les années 1960, au sein du bloc Est (dès 1960) et entre le bloc Est et Ouest (dès 1967). Enfin, au compte des activités plus exceptionnelles, les institutions d'expertise ont pu proposer à leurs États la production de statistiques ethniques en Pologne dans les années 1930, ou la préparation de cartes, notamment en Allemagne dans les années 1930 et 1940 et de dossiers documentaires. L'expertise est ainsi avant tout une pratique validée à la fois scientifiquement et politiquement. En ce qui concerne la validation scientifique, pour la majorité des experts présentés dans cette étude, le parcours de qualification passe par l'université. D'autres ont pu s'appuyer sur une expérience diplomatique, plus ou moins intense, qui marque leur production experte, tels S. Zabiełło ou B. Meissner. Enfin, il y a les experts qui ont cumulé une formation universitaire et militaire. À côté de ces parcours légitimes, le cas de Rudi Goguel est atypique. Il passe par la qualification universitaire uniquement pour maintenir son activité d'expertise, ce qui ne fait que confirmer la nécessité de cette validation universitaire.

Pour reconstruire l'évolution de l'expertise de l'Est entre 1918 et 1972 en Allemagne et en Pologne, il a fallu redéfinir le périmètre de celle-ci, en associant trois approches. Une première approche représentative portant sur les formes de l'expertise de l'Est, de son émergence après 1918 à son institutionnalisation et sa diversification dans les années 1920 et 1930. Pour la Seconde Guerre mondiale, puis la refondation des États allemands et polonais après 1945, l'approche est individuelle, pour pister les adaptations de l'expertise. Enfin, au moment où les régimes rendent la continuité institutionnelle impossible pour cette expertise, sans que pour autant la réflexion sur l'Est des experts ne disparaisse, nous avons décentré le regard en le portant des seules institutions dédiées à l'expertise de l'Est vers le discours expert sur l'Est. Dessiner ces nouveaux contours d'une expertise de l'Est allemande et polonaise a permis d'aborder la question sous d'autres angles, et d'élargir le regard sur cette activité à la croisée des évolutions de cultures politiques et scientifiques des pays concernés.

Si la définition généraliste de l'expertise est celle d'une activité de connaissance spécialisée, formulée à destination du débat politique, la connaissance spécialisée de l'Est se définit, quant à elle,

---

nationalsozialitischen Politik », *art. cit.*, 2000.

par la maîtrise d'une ou plusieurs langues de l'Est, puis, selon le domaine de spécialisation, la connaissance de l'histoire, du système juridique ou des questions militaires des pays de l'Est européen. La figure de l'expert de l'Est émerge simultanément dans les deux sociétés et dans une fonction comparable dans la forme, quoiqu'opposée quant aux visées politiques. Ce sont les potentialités et les pertes de la Première Guerre mondiale, notamment en Europe de l'Est, qui fondent l'objet de cette expertise. En Pologne, la question de l'Est se pose de façon brûlante, à travers la problématique des minorités ukrainiennes, biélorusses notamment, tandis qu'en Allemagne, c'est la question des reculs territoriaux à l'Est après 1918 qui domine le discours. Dans les deux pays, on retrouve alors une méfiance forte envers la Russie soviétique, la création de l'URSS inaugurant un nouveau champ de connaissance, la soviétologie. Le statut de l'expert fonctionne en étroite relation avec l'émergence des États d'origine des experts et leurs besoins pour l'organisation de la vie en collectivité. Le statut émerge ainsi dans une Pologne où cohabitent minorités et majorité et dans l'Allemagne de Weimar, où il apparaît dans une logique d'alimentation du révisionnisme territorial, et dans l'Allemagne de l'Ouest, enfin, où il prend ensuite d'autres proportions. Ce qui caractérise cependant les experts, ce n'est pas seulement leur formation mais la crédibilité de leur maîtrise de leur sujet d'expertise. En l'occurrence, ce sujet est à la fois potentiellement généraliste et très technique. La connaissance de l'Est recouvre des domaines très variés, allant de la démographie aux sciences juridiques, en passant par l'histoire et l'archéologie. La maîtrise des connaissances techniques, sectorielles n'est toutefois pas ce qui détermine le statut d'expert de l'Est, mais la capacité à utiliser cette maîtrise pour cerner les enjeux contemporains qui y sont liés. Or, pour ce faire, l'expert doit mobiliser une ressource dont l'enquête a permis de mesurer l'importance : c'est la maîtrise des éléments implicites de ces sociétés, ou de leur imaginaire collectif, qui fonde la particularité de l'expertise de l'Est.

L'expert se constitue comme un « passeur » entre deux cultures à qui, au-delà de la seule maîtrise factuelle de son sujet, on reconnaît[1532] une expérience de la région lui conférant une réputation de connaisseur intime de cet espace. D'un point de vue extérieur, il est celui qui maîtrise des codes culturels que d'autres ne connaissent pas et souvent pensent ne pas comprendre. C'est ce qui lui confère une ambiguïté, une dualité initiale. Pour éclairer cette ambiguïté, nous avons proposé de redéfinir l'activité de l'expert de l'Est comme celui qui transpose des connaissances d'une société pour les rendre compréhensibles à une autre société.

Pour comprendre l'ambiguïté, cette fois, de l'expertise de l'Est, il faut encore distinguer entre connaissance de l'imaginaire collectif de l'Est et place de l'Est dans les imaginaires collectifs allemands

[1532] FRANCFORT Didier, « Transferts et acculturations. Introduction », in: DULPHY Anne, FRANK Robert, MATARD-BONUCCI Marie-Anne *et al.*, *Les relations culturelles internationales au XXe siècle: de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, P.I.E.-P. Lang, 2011, p. 206.

et polonais. Les experts fonctionnent comme un corps intermédiaire qui assure un lien entre les pratiques politiques et l'imaginaire collectif d'une société et tente, par-là même, de donner une cohérence plus large à l'action politique en l'attachant à des références partagées. Distinguer, au sein de l'expertise, la fonction sociale de l'objet d'expertise des méthodologies mobilisées par cette expertise, aide à ne pas être entravé dans la réflexion par les continuités dans les formes de construction de la connaissance sur l'Est, et à surmonter les ruptures sur le plan institutionnel. Car les ruptures politiques ont significativement pesé sur les formes institutionnelles de l'expertise de l'Est, de son émergence en Allemagne et en Pologne autour de 1918, durant la Seconde Guerre mondiale et à travers la division de l'Europe après 1945. Pour autant, le passage par l'apprentissage d'une langue ou de l'histoire d'un pays ne change pas significativement sur cette période. C'est bien le discours possible sur l'Est qui évolue considérablement, et cette évolution est observable après distinction des continuités et ruptures de l'expertise, de celles de l'imaginaire collectif de l'Est.

Pour éclairer la double ambiguïté de l'expertise de l'Est, liée tant aux fonctions sociales plurivoques de l'Est qu'à la nécessité d'estimer les connaissances dont disposent les experts, nous avons formalisé les catégories de ces deux dimensions essentielles de l'expertise de l'Est. La distinction entre la dimension ambiguë de la position des experts et la pluralité des représentations de l'Est dans la culture nationale facilite la comparaison dans le temps et l'espace. Avant d'interroger l'écho dans le discours des experts, des mutations que les imaginaires allemands et polonais de l'Est traversent entre 1918 et 1972, il a fallu établir quelle expression l'Est avait dans ces imaginaires. Le premier chapitre, en disséquant et synthétisant les éléments qui constituent les imaginaires collectifs allemands et polonais de la première moitié du XX^{e} siècle, a servi à dégager trois fonctions sociales de l'Est dans les récits nationaux allemands et polonais : l'altérité, l'espace des origines ainsi que l'espace de projection et d'épanouissement de la puissance nationale. Ainsi les éléments du récit national structurent l'expertise de l'Est qui émerge plus largement dans le contexte de la fondation des États allemands et polonais modernes.

L'approche verticale et généalogique par l'héritage culturel national a rendu possible la comparaison horizontale et épistémologique du fonctionnement de l'expertise de l'Est dans les sociétés allemandes et polonaises, et peut être utilisée dans d'autres champs de l'expertise. Cette approche fonde l'établissement de catégories différentielles et a mené à une synthèse d'éléments constitutifs de l'imaginaire de l'Est sous forme visuelle distinguant trois pôles d'attractions : le mythe des origines nationales à l'Est, la mission nationale à l'Est et l'altérité de l'Est.

Ces trois pôles nous offrent des points de repères pour la lecture des textes de l'expertise, et nous permettent de nous orienter pour organiser notre réflexion sur le dialogue entre experts et sociétés et relier les différentes dimensions étudiées ici : tant les sources que les références culturelles utilisées

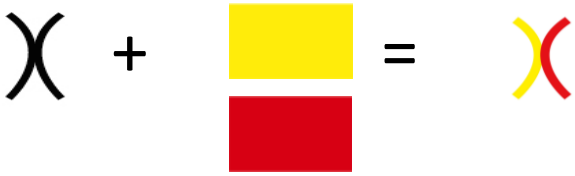
par l'expert dans sa production. Nous présentons ici, à titre d'illustration de cette heuristique, un tableau qui présente le résultat de la première échelle d'analyse, celle des imaginaires collectifs nationaux. La première colonne liste les éléments de comparaison entre l'Allemagne et la Pologne. La deuxième colonne fait référence aux sources utilisées pour discuter des représentations de l'Est définies dans la première colonne, ce qui en résulte, dans la troisième colonne, est la fonction sociale. Fonction sociale s'entend ici comme rôle de ces représentations dans une société donnée et, en particulier, la place occupée par l'Est dans la culture nationale.

Typologie comparée des invariants des imaginaires de l'Est allemands et polonais

Représentation de l'Est dans l'imaginaire collectif	**Légende des nationalités**	**Fonction sociale de l'Est dans le débat politique**
Le mythe des origines à l'Est, de la présence nationale historique de l'Est	Allemand	Le mythe allemand ou polonais des origines à l'Est, tel que défini par l'héritage culturel national
La mission nationale à l'Est	Polonais	La mission nationale allemande ou polonaise à l'Est, telle que définie par l'héritage culturel national
L'altérité de l'Est	Russe/ Soviétique	Définitions polonaise et allemande de l'altérité soviétique

Ainsi, par exemple, le mythe national allemand de la mission à l'Est s'appuie sur des sources « nationales », en d'autres termes, des documents qui sont produits dans la langue nationale et surtout qui s'appuient sur des références de l'imaginaire collectif national. Ces connaissances autoréférentielles servent d'arguments dans le cadre de cet imaginaire collectif, qui dépasse ainsi le cadre territorial national, et le redessine. Les références sont définies rétrospectivement comme étant nationales, ainsi les individus historiquement porteurs du *Drang nach Osten* sont définis dans l'expertise comme étant allemands, et c'est leur germanité qui fonde l'intérêt de cette référence. Le tableau se lit donc de la manière suivante :

L'altérité est également définie ici par des sources nationales : des perceptions qui ne s'appuient pas sur des sources directes expliquant la différence des pratiques culturelles ou des traditions politiques mais, au contraire, des sources soulignant ces différences et les rendant incompréhensibles et indépassables.

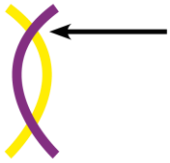


Grâce à ce cadre commun du regard social (au sens de regard des sociétés) sur l'Est, nous avons développé une typologie de pratiques de l'expertise de l'Est prenant en compte, d'une part, l'usage des références de l'imaginaire collectif national et, d'autre part, l'usage de sources montrant la connaissance de l'imaginaire collectif de l'Est par l'expert. La visualisation aide à rassembler en un symbole, les deux dimensions de la fonction sociale de l'Est et les connaissances que l'expert mobilise pour incarner de cette fonction sociale. Les trois fonctions de l'Est dans les imaginaires collectifs que nous avons dégagés, peuvent se décliner dans une longue variété de combinaison de sources, d'usages des références aux imaginaires collectifs nationaux ou de l'Est. La préparation de cet éventail des combinaisons possible nous a aidé à mieux spécifier les pratiques existantes dans le corpus des textes d'experts et faire émerger des paradigmes de l'expertise de l'Est. Cette approche représentative des pratiques d'expertises telles qu'elles se développent initialement entre 1918 et 1939 aide à ne pas aplatir l'ambiguïté du regard social sur l'Est au miroir de l'expertise.

Pour rendre compte de l'évolution du discours expert sur l'Est, en lien avec la société à laquelle il s'adresse, nous nous appuyons sur les textes allemands et polonais émanant tant de l'*Ostforschung* que de la soviétologie, produits entre 1918 et 1939 dans les institutions les plus proéminentes du

domaine. Cet agencement dépasse les frontières des disciplines classiques de l'*Ostforschung* et de la soviétologie pour proposer une ligne de partage décentrée qui distingue une science de l'autre et une science de l'ennemi. La science de l'autre tente d'intégrer les connaissances sur l'Est dans l'imaginaire collectif national, respectivement polonais ou allemand, tandis que la science de l'ennemi utilise ces connaissances pour alimenter la mythologie nationale de l'Est. Les deux formes d'expertises se différencient bien par leur objectif et non pas par la proximité avec ou le degré de connaissance de l'Est par l'expert ou encore la méthodologie mobilisée, comme habituellement dans l'historiographie. Ceci permet de mettre l'accent sur l'instrumentalisation de leurs propres connaissances par les experts. Ainsi, malgré les différences d'objectifs, l'expertise de l'Est, pour être communicable, utilise les références culturelles et historiques que les sociétés allemandes et polonaises partagent sur l'Est, parfois même entre elles. Pour construire le symbole visuel de la science de l'autre, la connaissance de l'Est est mise au premier plan, tandis que les références à l'imaginaire collectif national, bien que présentes, sont reléguées au second plan (au-dessous, dans le schéma). Contrairement à la science de l'ennemi, qui fait passer ces références devant la connaissance de l'Est (au-dessus, dans le schéma).

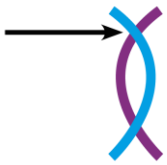
Science de l'autre



Dans le cas de la science de l'autre, ce qui domine, ce sont les discours issus de l'imaginaire collectif étudié, qui recouvre ainsi les références à l'imaginaire collectif national (ici ukrainien sur polonais).

Science de l'ennemi

Dans la science de l'ennemi, à l'inverse, ce sont les références à l'imaginaire collectif national qui dominent les références tirées de l'imaginaire collectif étudié, et dans ce schéma, le recouvre (ici allemand sur ukrainien).



Après 1945, l'usage des références nationales est perturbé par les changements politiques et territoriaux, amenant eux-mêmes des nouvelles inspirations et contraintes pour le discours expert sur l'Est européen. La propagande nazie, qui irrigue le front Est, est reprise puis inversée dans la propagande soviétique, elle devient un élément dans la propagande soviétique servant à motiver une lutte collective des Slaves contre les Allemands. Dans le contexte de la Détente des années 1960, une partie du discours expert s'émancipe progressivement des références à la mythologie nationale, dans sa forme critique ou apologique, pour devenir un chaînon du dialogue international.

Finalement, ce sont cinq paradigmes de l'expertise de l'Est qui se détachent entre 1918 et 1972 : (1) la science de l'autre, (2) la science de l'ennemi, (3) l'inversion par les Soviétiques de la mythologie allemande et polonaise, et enfin l'expertise comme facilitatrice du dialogue international, par

l'acceptation du *statu quo* (4) ou la reconnaissance étatique mutuelle (5). Ils sont définis, ci-dessous, à côté de leur symbole visuel dans le tableau.

Les cinq paradigmes de l'expertise de l'Est de 1918 à 1972 et leurs caractérisations

(Légende des couleurs/imaginaires collectifs : jaune/polonais, violet/ukrainien, bleu/allemand, rouge/soviétique, vert/occidental)

(1) Science de l'autre		L'expertise fonctionne comme une transposition de connaissances sur l'Est dans l'imaginaire collectif national, ce qui entre parfois en collision avec ce même imaginaire national. **Émerge après 1918 (Chapitre 3).**
(2) Science de l'ennemi		L'expertise formate les connaissances de l'Est selon l'imaginaire collectif national, pour l'alimenter. **Émerge après 1918 (Chapitres 3-5).**
(3) Reprise de la critique soviétique contre la projection allemande ou polonaise à l'Est		L'expertise consiste à inverser le discours de la science de l'ennemi, et à critiquer l'adaptation des connaissances sur l'Est à l'imaginaire national. **Émerge après 1945 (Chapitre 7).**
Organisation du dialogue sur la base du *statu quo*		(4) L'expertise est un vecteur de rationalisation et de légitimation du *statu quo* des frontières de l'après 1945, dont l'URSS est garant. Il n'y a plus de références culturelles nationales. **Émerge après 1956 (Chapitres 9 et 10).**
		(5) L'expertise se détache également de l'imaginaire collectif national, pour favoriser une acceptation du *statu quo*, à l'Est de l'Oder-Neisse mais dans le but ultime d'autoriser la réunification allemande. **Émerge après 1956 (Chapitres 9 et 10).**

La science de l'autre se définit par son ambition de faire comprendre aux compatriotes respectifs de chaque expert les problèmes politiques tels qu'ils se posent du point de vue oriental. Ce faisant, cette pratique de l'expertise tente de s'émanciper des mythes nationaux, soit en les critiquant, soit en les ignorant dans les analyses. On retrouve cette pratique critique plutôt en Pologne jusqu'en 1939, notamment avec O. Górka et W. Sukiennicki.

À l'inverse, la science de l'ennemi, tout en reposant sur une même connaissance intime des problèmes politiques et des sociétés de l'Est, utilise les connaissances dans le but d'alimenter les mythes de destinée nationale à l'Est et d'altérité radicale. Elle est présente plutôt en Allemagne, avant 1945 avec une dimension antisémite profonde et après 1945, sans dimension antisémite explicite.

Dans les années 1930, l'expertise de l'Est voit ses normes se préciser et subir, pour l'Allemagne en particulier, une domination progressive de la science de l'ennemi qui perdure assez largement à travers les années 1940. La nazification de l'expertise de l'Est dans l'Allemagne des années 1930 se traduit par une marginalisation des connaissances directes sur l'Est dans la pratique. Pour alimenter leurs analyses, les experts n'utilisent pas forcément leurs propres connaissances, dont pourtant ils disposent par ailleurs. Leurs analyses consistent de plus en plus en des attaques personnelles pour la communication publique et, en ce qui concerne la production d'analyses à destination de l'administration, il s'agit principalement de recherche de preuves pouvant alimenter la mythologie nationale de l'Est. L'antisémitisme tient également une place importante dans le discours sur l'Est, lorsqu'il s'agit d'attaquer les pays de l'Est directement. Il est clairement absent lorsqu'il s'agit de promouvoir l'Est national. Durant la Seconde Guerre mondiale, la science de l'ennemi reste dominante du côté allemand, et ne rencontre plus de résistance au sein de la communauté des experts qui, au contraire, sont en pleine concurrence pour la réalisation de leur lecture de l'Est. Dans ce contexte, une certaine inadéquation entre les références mobilisées, et l'écho de celles-ci au sein de l'appareil étatique et d'occupation apparaît. Malgré la carte blanche dont ils semblent bénéficier, les experts de l'Est ne réussissent pas à prendre le dessus de la campagne nazie à l'Est. La diversité des appropriations individuelles des idéologies est indéniable, même quand elles sont en apparence codifiées et rigide comme l'était l'idéologie nazie.

Or, même en régime autocratique, la concurrence est un des éléments caractéristiques de l'expertise. Les experts sont mis en concurrence pour obtenir leur statut et doivent naviguer entre un conformisme fort et une certaine innovation politique. S'ils proposent des lectures trop éloignées des priorités politiques de leurs régimes, ils sont écartés ou censurés. Mais la nature de leur activité exige une plus-value, une dimension de proposition, de projection, pour améliorer ou optimiser une situation donnée. Leur position est d'autant plus fragile qu'il s'agit de constituer des connaissances et des discours sur l'ennemi extérieur, ou sur un groupe désigné au sein d'une société comme un ennemi, dont l'altérité est mise en évidence dans un but politique. La difficulté ne disparaît pas lorsque l'ennemi devient un ami officiel, comme dans le cas polonais ou est-allemand après 1945.

Alors pour pallier cette fragilité, ils s'appuient sur des savoirs et savoir-faire. La méthodologie fondamentale ne change pas significativement : pour être un expert de l'Est, il faut maîtriser certaines langues, connaître l'histoire ou la situation contemporaine du pays et donc disposer de sources écrites

ou orales. Le cas de Fritz Arlt montre que l'accès direct à des sources écrites ou des interlocuteurs pouvant informer l'expert sur les enjeux de l'Europe de l'Est, se retrouvent même dans les situations les plus extrêmes de la 2e Guerre mondiale. Le cas d'Otto Hoetzsch et la poursuite de sa collaboration avec l'État impérial tsariste en 1913, puis avec l'État soviétique occupant Berlin en 1945, montre également l'importance des relations personnelles et de la réputation d'ouverture au dialogue d'un expert particulier. La continuité des pratiques a largement été soulignée chez des experts tels B. Meissner ou H. Rothfels, ou même P-H. Seraphim ou B. v Richthofen pour les cas les plus extrêmes et l'historiographie de l'*Ostforschung* s'est largement penchée sur cet aspect. Or, c'est la temporalité des changements dans l'expertise de l'Est, et l'évolution de la pratique des experts dans leurs productions qui nous semblent le plus riche terreau pour nourrir une typologie de leurs parcours au prisme de l'imaginaire collectif de l'Est.

Le corpus que nous avons constitué pour développer cette typologie rassemble une diversité de documents, dont nous reproduisons quelques exemples en annexe 5. Ce sont des analyses paraissant dans des revues spécialisées ou directement adressées à une administration, voire pour plusieurs dans le contexte d'une négociation internationale, comme par exemple, autour de 1918. Les documents paraissent dans plusieurs langues et dans des registres variables, allant d'un langage expert, technique, à un langage de propagande politique plus explicite. Les registres politiques sont également très diversifiés, couvrant des textes libéraux, conservateurs, fascistes et communistes[1533]. À côté de cette base brute d'expertise et en soutien aux étapes suivantes de notre étude, nous avons également collecté des sources institutionnelles et biographiques. Après avoir développé les outils conceptuels pour la définition des pratiques de l'expertise de l'Est, dans la deuxième partie, opérant un premier changement d'échelle, nous avons étudié les parcours de 35 experts (et d'une experte) à travers une période comprenant crises et redéfinition des rapports politiques et territoriaux de l'Allemagne et de la Pologne à l'Est. L'approche individuelle a permis de suivre les interrogations des experts à travers différents régimes politiques et contextes territoriaux.

En Pologne, sur le plan politique, on observe dans le sillon de la guerre polono-bolchevique (1920-21), une méfiance forte (et réciproque) envers l'URSS, tandis que la question ukrainienne prend le devant de la scène dans les années 1930. Toutefois les gouvernements polonais cherchaient plutôt à maintenir le *statu quo* avec le grand voisin soviétique, s'en tenant au respect des traités bilatéraux. C'est avec la guerre, à la fin des années 1930, que les ambitions territoriales à l'Est reprennent une place prépondérante dans les revendications du gouvernement polonais, désormais en exil. L'expertise polonaise prend souvent le contrepied de la tendance politique dominante, en tentant

[1533] Voir la sélection de textes en annexe 5.

d'atténuer les tensions, surtout internes, à la société polonaise, en organisant le dialogue avec les partisans des droits de la minorité ukrainienne. Mais du côté des Polonais, avec le démembrement de l'État, l'expertise connaît une forte déstabilisation pendant la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup fuient à l'étranger, sont fait prisonniers par l'Allemagne nazie, par l'URSS, ou prennent le maquis. Ceux qui restent en activité sont confrontés à l'impuissance de leur gouvernement en exil et aux nouvelles dépendances face aux Alliés. Pour les experts qui ont pu s'enfuir à Londres, tels O. Górka, la réflexion s'inscrit désormais dans un espace public reconfiguré : la communauté polonaise émigrée et l'opinion publique du pays d'accueil, mais aussi les autres communautés nationales réfugiées à Londres et plus largement à l'Ouest. Toute politique envers les minorités nationales est débattue aussi par les organisations politiques juives, ukrainiennes mais encore britanniques, états-uniennes, forçant ainsi les experts à justifier leur discours dans ce cadre-là.

Après 1945, la discussion publique sur les rapports avec l'URSS est lourdement dominée par les déclarations d'allégeance au nouveau régime communiste en Pologne, et son alliance structurelle avec l'URSS. Durant la période stalinienne en Pologne, on assiste même à une reproduction quasi immédiate du discours soviétique, phénomène observé également dans le territoire allemand sous contrôle soviétique, la future RDA. Sur fond de tensions politiques autour de la question des « voies nationales » vers le socialisme, la politique polonaise forge progressivement, après 1956, sous W. Gomułka, un consensus portant sur les relations de la Pologne à l'URSS. Le cadre territorial ne fait plus l'objet d'une contestation (armée pour le cas de la guérilla anticommuniste) et il s'agit de construire des marges de manœuvres pour la Pologne sous tutelle soviétique. L'ancrage dans le bloc socialiste est consolidé pour permettre une ouverture au-delà du rideau de fer, avec une politique de sécurité à l'échelle européenne et transatlantique qui se déploie après 1973 dans les discussions menées dans le cadre de la conférence d'Helsinki. Il y a une distance visible entre l'imaginaire collectif polonais de l'Est d'avant 1945, la politique du gouvernement communiste et les combats menés par les dissidents en Pologne populaire, voire au sein du POUP. Force est de constater que les évolutions politiques se déroulent à huis clos, du fait de la situation politique polonaise d'alors. C'est ainsi que l'observation des discussions au sein d'instituts tels le PISM, permet de jeter un œil derrière le rideau du contrôle politique.

L'approche que nous proposons, partant des travaux individuels des experts, replacés dans le contexte institutionnel, culturel, politique et territorial permet d'observer dans la moyenne durée, l'évolution de la pensée, même dans un contexte où les sources du débat public ou la continuité institutionnelle font défaut, comme dans le cas polonais. Si la fonction d'expert traverse les régimes et survit à l'évolution territoriale et politique de l'Est, les relations politiques de l'Allemagne et de la Pologne à l'Est changent radicalement après 1945, ce qui se répercute sur la fonction sociale de l'expert de l'Est. Ceci est particulièrement visible en Pologne : les experts de l'URSS sont des experts

de l'économie soviétique mais plus du régime politique ou de son histoire. Le sujet des relations polono-soviétiques est tabouisé. Il n'y a pas de soviétologie possible en Pologne populaire, mais la pensée sur l'Est ne disparaît pas pour autant de la société et des discussions politiques, mais les experts d'avant-guerre ne peuvent pas continuer leur activité. La rupture personnelle et politique est imposante dans ce domaine. Malgré tout, le travail sur cet héritage passe par les structures expertes telles le PISM. Dans les archives du PISM, il ne reste que peu d'analyses sur l'URSS ou l'Est européen, et la majorité d'entre elles consistent en une présentation des budgets officiels soviétiques. La réflexion sur l'héritage de l'imaginaire collectif polonais se produit plutôt aux marges de la réflexion historique sur la pensée allemande d'invasion de l'Est européen. De même que n'est que dans les années 1970 que la soviétologie occidentale commence à être recensée plus régulièrement en Pologne populaire. L'acquisition des connaissances, la prise de contacts, continue à travers les régimes. La rupture se situe plutôt sur le plan des discours experts ou des lieux de discussion, d'échange.

La perspective transnationale éclaire le débat dans chacun des pays. L'inversion comparable du rapport politique à l'Est se reflète dans les amalgames opérés en Pologne populaire, entre les critiques d'inspiration soviétique contre la pensée expansionniste nazie sur l'Est et la pensée polonaise prométhéenne d'avant 1939. La nécessité de la perspective transnationale devient visible lorsqu'on considère le déplacement conjoint et imbriqué des territoires allemands et polonais à l'Ouest, souligné dans la représentation synthétique des changements frontaliers de ces pays. Le jeu entre l'inertie et la révision du discours sur l'évolution territoriale apparaît d'autant plus nettement que le débat est public, comme en Allemagne de l'Ouest. Dans cet État appartenant au bloc occidental, la politique envers l'Est européen est marquée par le déni de reconnaissance, en premier lieu de l'Allemagne de l'Est, mais aussi plus largement du nouveau tracé des frontières orientales, issues de la 2e Guerre mondiale. La revendication de la continuité étatique allemande avec pour référence l'année 1937 érige en doctrine étatique le déni de cette guerre en termes territoriaux. En effet, la volonté officielle de reprendre la situation juridique à partir de 1937 vise à effacer de la réalité les changements intervenus entre 1938 et 1945. Ce déni contraste avec le travail progressif, imposé de l'extérieur, sur la responsabilité de l'État allemand dans la mort de millions de Juifs en Europe durant la guerre. D'abord avec les procès de Nuremberg, puis dans les années 1960, avec la série de procès en Allemagne contre divers groupes responsables de l'organisation de la mort de masse[1534]. Dans ce contexte, le regard extérieur et la médiatisation massive du procès Eichmann en Israël en 1961, et le traitement intellectuel, notamment par H. Arendt de ce procès, a joué un rôle important dans la révision de la

[1534] RÜCKERL Adalbert, *NS-Prozesse: nach 25 Jahren Strafverfolgung : Möglichkeiten, Grenzen, Ergebnisse*, Heidelberg Karslruhe, CFMüller, 1971.

doctrine officielle sur cette question[1535]. Déjà dès 1952, en marge des négociations préparant la fondation des Communautés (ouest) européennes à Luxembourg, la RFA signe un premier accord avec Israël. Les relations interétatiques de la RFA avec Israël interviennent avant la reconnaissance des frontières orientales, en 1965. Pour le flanc oriental du travail historique sur la 2e Guerre mondiale, la lumière se fait bien difficilement, largement filtrée par le conflit de la Guerre froide. Ce n'est qu'en 1970 que le gouvernement ouest-allemand parvient à rénover en profondeur sa politique orientale, après des tentatives plus timides dès 1965 avec le gouvernement Erhard[1536], puis dans le cadre d'une grande coalition de la CDU et du SPD en 1966. Le travail historique sur l'occupation allemande à l'Est se concatène avec la nouvelle *Ostpolitik*, par le geste de W. Brandt devant le monument des combattants du ghetto de Varsovie en décembre 1970. La lenteur de la révision se comprend mieux à la lueur des efforts menés par les experts pour refonder les références utilisées pour discuter de cette politique de l'Est. La temporalité de cette évolution est connue, au moins dans le cas ouest-allemand. Elle est éclairée par notre étude dans un cadre plus large. Les experts auxquels nous nous sommes intéressés de près dans la troisième partie sont ceux qui ont tenté de réviser leur propre pratique après la guerre, en écho à leurs confrères qui cherchaient à se distancier de leur propre imaginaire collectif dès avant la guerre, déjà dans un contexte de violence politique.

Dans l'après-guerre, la plupart des experts connaissent une période d'instabilité professionnelle et personnelle, dans le contexte souvent de leur démobilisation militaire, de leur sortie de camp de concentration ou de leur « rapatriement » du front occidental ou oriental. Dès la fin des années 1940, les institutions d'expertise sont refondées en Allemagne, à l'Ouest comme à l'Est, ainsi qu'en Pologne en voie de soviétisation. Le PISM et la DGAP sont forgées sur le moule de la Chatham House londonienne mais dans des blocs politiques différents. Les trois institutions étudiées, y compris le DIZ en RDA, sont toutes marquées par la nouvelle dépendance politique de leurs États respectifs aux Alliés, occidentaux ou soviétique. Les spécialisations divergent et l'expertise de l'Est sous une forme institutionnelle autonome ne renaît qu'en Allemagne de l'Ouest. La réflexion des experts de l'ancienne et de la nouvelle génération d'après-guerre sur l'héritage intellectuel face à la nouvelle situation et au passé récent y perdure. Après une première phase, notons qu'à la fin des années 1950 et jusqu'au début des années 1960 la thématique du rapport allemand ou polonais à l'Est passe principalement par des réflexions sur l'histoire récente de la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte d'une lutte autour de la légitimité des conséquences territoriales du conflit. Les années 1960 sont marquées par une intensification de la collaboration institutionnelle, tout d'abord au sein du bloc Est, puis

[1535] WIEVIORKA Annette, *L'ère du témoin*, Fayard/Pluriel, 2013.
[1536] DANNENBERG Julia von, *The Foundations of Ostpolitik: The Making of the Moscow Treaty Between West Germany and the USSR*, OUP Oxford, 2008.

progressivement, entre l'Est et l'Ouest. Le premier sujet de dialogue intra bloc-Est est marqué par la Guerre froide et les attaques contre l'Allemagne de l'Ouest et son héritage nazi, notamment dans la pensée sur l'Est, avant de glisser progressivement vers la question de la sécurité européenne. Dans ce contexte, la critique de la pensée politique allemande d'avant 1945 sur l'Est domine le discours expert en Allemagne de l'Est et en Pologne, et n'arrive que progressivement et indirectement en Allemagne de l'Ouest.

L'évolution de l'expertise doit se lire à l'interstice des refondations étatiques et des héritages tant politiques, que scientifiques et culturels. Dans les années 1960, la lutte pour la révision à l'intérieur de chaque État et dans les relations interétatiques est aussi une lutte pour imposer l'interprétation la plus légitime. En cela, il s'agit bien d'une révision non seulement des pratiques mais surtout des références conceptuelles du rapport à l'Est, qu'on peut également qualifier, avec Bronisław Baczko, « d'imaginaire social ». Pour ce dernier, l'imaginaire social englobe les « repères spécifiques » dans le « vaste système symbolique » d'une société donnée[1537]. L'État joue un rôle central dans la production et la diffusion de ces « repères » : car « [a]ux rapports de force et de puissance s'ajoutent (…) des rapports de sens »[1538], ce que les crises politiques et sociales révèlent en ce qu'elles sont aussi des moments où la concurrence des imaginaires sociaux s'intensifie et s'explicite[1539]. C'est à cette explicitation partielle qu'on assiste à travers la lutte pour la révision des paradigmes de l'expertise de l'Est. Cet imaginaire collectif est ainsi à la fois un « lieu » et un « enjeu » des conflits sociaux[1540]. B. Baczko propose d'intégrer par ce concept à la fois la dimension individuelle d'appropriation et production et celle de la communication et interaction sociale de ces « repères », ou ce que nous avons appelé les fonctions sociales de l'Est. Cependant, dans cette lutte des imaginaires, l'expertise de l'Est comporte une particularité qu'on ne retrouve pas dans d'autres dimensions de l'imaginaire collectif d'une société particulière. Indépendamment de la fonction sociale de l'Est sur laquelle s'appuient les experts dans leurs analyses, l'élément structurel du statut d'expert est bien la familiarité avec les sociétés de l'Est, en particulier une familiarité avec les enjeux politiques tels que perçus à l'Est. Le concept d'imaginaire collectif social[1541] permet d'intégrer cette familiarité dans l'appréhension de l'expertise de l'Est dans une perspective historique. Les experts sont des passeurs[1542] entre les imaginaires collectifs nationaux et orientaux. Et c'est dans cette fonction que résident à la fois la source de leur crédibilité et la source de

[1537] BACZKO Bronislaw, *Les imaginaires sociaux : mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, p. 32. Dans cet ouvrage, B. Baczko (1924-2016) établit des liens éclairants entre l'utopie, la révolution française, le stalinisme et un phénomène social contemporain, Solidarność.
[1538] *Ibid*., p. 33.
[1539] *Ibid*., p. 34.
[1540] *Ibid*., p. 33.
[1541] BACZKO, *Les imaginaires sociaux*, *op. cit.*, 1984.
[1542] COOPER-RICHET Diana, *Passeurs culturels dans le monde des médias et de l'édition en Europe : XIXe et XXe siècles*, Villeurbanne, École Nationale Supérieure Sciences Information Et Bibliothèques, 2005.

la méfiance exprimée envers eux.

Comment, d'une part, observer cette connaissance de l'imaginaire collectif chez un expert et d'autre part, ses stratégies pour réduire la méfiance que la connaissance de l'objet de son expertise suscite ? Outre qu'il est difficile de juger de la connaissance d'une société par un individu, cette estimation est d'autant plus malaisée que les analyses ne mentionnent quasiment jamais la réalité de son expérience de la région qu'il prend sous sa loupe. Les entretiens, les mémoires et l'éventuelle correspondance institutionnelle sont des sources pouvant éclairer le rapport des experts aux sociétés qu'ils observaient. Afin de préciser ce rapport, ces documents sont mis en perspective avec le parcours tant des experts que de leurs interlocuteurs, dans l'espace-temps de notre étude.

Pour comprendre la familiarité d'un expert avec l'Est, ce sont plutôt les sources biographiques moins formelles qui éclairent notre interrogation : les entretiens, les mémoires publiés ou inédits informent de la diversité de l'expérience personnelle de l'Est dans le temps pour ceux des experts pour lesquels ces sources sont disponibles. Par là-même, l'absence ou la relative rareté de telles informations, même de sources indirectes, comme par exemple pour W. Markert ou B. Meissner, contraste avec leur réputation de « connaisseurs » de l'Est européen. L'absence de sources publiques étant souvent liée à une expérience à l'Est durant la guerre, elle est également significative, et serait une piste de travail à poursuivre. Pour cette étude, nous avons mené une dizaine d'entretiens et consulté deux mémoires inédits ainsi que d'autres mémoires publiés. Les entretiens et les mémoires inédits d'experts sont des sources importantes pour reproduire les tensions sociales, notamment au sein de sociétés où les débats publics sont plus encadrés sur des thématiques politiquement surveillées, telle qu'était la relation de la Pologne ou de la RDA à l'URSS après 1945.

Par ces expériences de l'Est dans leurs dimensions plus intimes, on voit que la période est significativement marquée par la violence, allemande, soviétique et polonaise, comme nous l'avons représenté graphiquement dans les parcours biographiques individuels, reproduits en annexe 3. C'est cette dimension de la violence qui a fonctionné souvent comme déclencheur, pour ces experts, de leur posture critique vis-à-vis des représentations de l'Est dans l'imaginaire collectif de leur propre pays. En effet la violence des expériences est à mettre en perspective avec la violence du paradigme de la science de l'ennemi, qui implique souvent un déni de culture à l'Est ou du moins la valeur moindre attribuée à celle-ci. Les experts de l'Est en Allemagne et en Pologne, par leur activité et par leur expérience, sont confrontés après 1945 à l'impact de la brutalité de la guerre à l'Est dans l'imaginaire collectif des sociétés de l'Est européen. Le choc de cette confrontation donne une qualité particulière à leur réception du discours venant de l'Est européen et a poussé nombre d'entre eux à remettre en cause les références de leur propre imaginaire national.

Cette révision est d'autant plus forte que le travail des experts ressemble à celui d'anthropologues qui se seraient émancipés des précautions méthodologiques pour construire leur discours sur l'autre et deviennent ainsi une source historique significative, en particulier quand des crises profondes mènent à une transformation de la réalité sociale, politique et territoriale. Dans la production experte et les réactions de leurs interlocuteurs à celle-ci, on peut en conséquence lire plus aisément les inerties internes et externes des imaginaires collectifs nationaux. Dans la pratique que nous avons qualifié de science de l'autre, les experts tels O. Górka cherchent à apporter une révision de l'imaginaire collectif national polonais en s'appuyant explicitement sur la conflictualité sociale potentielle de certains éléments de cet imaginaire polonais pour l'organisation de la vie politique dans la II^{e} République polonaise, concernant la minorité ukrainienne notamment. Dans les années 1960 et le contexte de la Détente, quand l'expertise devient progressivement un amplificateur des amorces de dialogues internationaux, cette dimension de transposition de la perception extérieure de l'imaginaire collectif national se renforce considérablement. Ces experts pratiquent, en d'autres termes, une sorte de maillage des imaginaires collectifs nationaux et de l'Est, par la transposition dans le contexte national du cadre plus général de la perception des enjeux politiques, tels que vus de l'Est. Ils contribuent à des « phénomènes d'aller-retour, [des] effets de triangulation »[1543] du regard national sur l'Est, du regard venant de l'Est sur le regard national sur l'Est et, enfin, du regard des tiers, notamment les Alliés occidentaux sur ce dialogue.

Si on tente de retracer la chronologie de ces contacts personnels entre experts, on voit qu'elle suit, souvent même avec un certain retard, la chronologie du dialogue politique, surtout après 1945, ce qui est à nouveau un signe de subordination de l'expertise à la politique, ce qui rend peu plausible la fonction moteur de l'expertise pour la politique, comprise ici comme processus de prise de décision à court terme. La chronologie du débat entre experts n'est pas la même que celle des échanges diplomatiques et on pourrait distinguer nettement entre l'intensité du dialogue avant et après la 2^{e} Guerre mondiale. Avant 1939, les contacts personnels et la recension mutuelle de l'expertise sur l'Est européen sont assez marginaux, surtout comparés à la confrontation sur les territoires contestés par l'Allemagne à la Pologne, sur le flanc ouest et nord de cette dernière. On trouve des traces d'une instrumentalisation, notamment par la PuSte, des travaux polonais sur l'Est européen dans les années 1930. Après la guerre, la recension des travaux des experts de l'Est ouest-allemands fonctionne comme une sorte d'ersatz du débat direct pour les experts est-allemands et polonais. La discussion sur l'Est européen passe par le prisme de la condamnation systématique et souvent à forts relents de propagande, de l'expertise de l'Est nazie et de ses avatars ouest-allemands. Au-delà de la simple

[1543] FRANCFORT Didier, « Introduction : les cultures juives dans le maillage culturel d'Europe centrale et orientale », in : FISZER Stanislaw et CLAVEAU Cylvie, *Cultures juives*, Paris, Le Manuscrit, 2012, p. 12.

propagande et de la répétition continue de slogans condamnant le fascisme et louant le progressisme soviétique, on assiste à une véritable réflexion sur la nature de l'expertise allemande de l'Est, son ancrage culturel et ses implications méthodologiques. Le contexte de la Guerre froide et le contrôle assez strict des contacts qui l'accompagne se traduisent par des confrontations également sur le plan personnel. Les individus qui se rencontrent n'échangent pas librement et l'ombre de la 2e Guerre mondiale pèse également à cette échelle. Au sein même du bloc Est, on retrouve des schémas similaires, quoiqu'à une échelle plus modeste : l'historiographie et plus généralement le discours soviétique condamne uniformément toute la politique polonaise de l'entre-deux-guerres envers les minorités orientales. Ceci dans le souci également de légitimer les changements de territoires de 1939 et de 1945. L'attribution de caractéristiques change de camp et ce sont les Allemands et, plus marginalement, les Polonais qui font office de barbares cruels, dominateurs, et exploiteurs. Pour les Polonais, c'est la caricature du seigneur polonais, le *polski Pan* telle que véhiculée dans la lutte pour les *Kresy* dans les années 1920 par les Ukrainiens en particulier, qui fait intrusion dans le discours public et universitaire polonais. Cette fois, la caricature est portée par le pays voisin, garant de l'existence du régime polonais.

Pour l'Allemagne, le renversement de l'image se pose de manière complexe, avec une progression très inégale sur les différents aspects de la sauvagerie nazie, dont un retard fort sur la violence nazie à l'Est par rapport à la violence antisémite. Néanmoins, venant du bloc Est, dès les années 1950, les accusations sont constantes et portent notamment, non seulement sur les actes de violences nazies à l'Est mais sur la conception plus large qui l'a accompagnée, rassemblée sous le slogan *Drang nach Osten*. C'est ici un exemple net de retournement du discours. D'abord utilisé pour légitimer l'entreprise de conquête nazie à l'Est, il devient la figure de proue du discrédit de la culture politique allemande en général, et finit par forcer à la distanciation les experts en Allemagne de l'Ouest, encore une fois de façon décalée. L'analyse transnationale de l'évolution des pratiques du discours expert sur l'Est a permis de mettre en lumière ces interactions essentielles, qui expliquent la temporalité des changements de paradigmes dans les trois sociétés, malgré les frontières politiques, notamment l'interaction décalée entre la reprise du discours soviétique par les experts de la RDA, la réflexion sur les héritages de la pensée sur l'Est en RFA mais aussi en Pologne populaire dans les années 1960.

À côté de ces phénomènes désormais mieux cernés, on a pu établir à l'échelle individuelle, d'une part une chronologie plus fine de cet inversement et, d'autre part l'importance, jusqu'à présent peu perçue, des phénomènes de confrontation qui ne sont pas orchestrés par les appareils étatiques. R. Goguel est l'exemple le plus parlant de ce type de circulations passant sous le radar officiel. Il se spécialise progressivement dans la critique de l'*Ostforschung* ouest-allemande et nazie, à la suite d'un travail sur la frontière Oder-Neisse, il entre en confrontation directe avec les héritiers de l'*Ostforschung*

d'avant 1945. O. Górka est confronté, lui, au regard de ses interlocuteurs en Pologne et s'oppose à ce titre à la violence étatique et politique exercée par « son » État à l'encontre des minorités. Il se fait leur porte-parole tout en s'attaquant au contexte culturel plus large qui a permis à ses yeux la légitimation d'une telle violence. S. Zabiełło a une lecture plus statocentrée de l'usage de la violence politique, à laquelle il est confronté pourtant très directement et dans des formes extrêmes tant en URSS qu'en Pologne dans les années 1930, puis en France et en Allemagne dans les années 1940. Mais, face à ces premières expériences, il semble garder une distance et ne change pas son regard sur l'Est européen. Il reste également très distant face aux violences de la guerre qu'il a subi directement, lors de son séjour en camp de concentration, et même face à sa confrontation directe durant la guerre avec la déportation des Polonais juifs de France. E. Schulz est confronté un peu comme R. Goguel, à l'écho de la violence de la guerre chez ses partenaires de l'Est européen. Ayant lui-même vécu directement la violence nazie à l'Est, mais sous l'uniforme allemand, sa réflexion sur le besoin de changer d'orientation politique dans les relations allemandes avec l'Est prend ses racines dans une réflexion sur son propre passé. Il est d'ailleurs poussé à cette réflexion par une conversation avec un correspondant britannique dans l'immédiat après-guerre. Par ces exemples, nous avons montré à quel point les experts font partie intégrante de leurs sociétés et en sont, en même temps, les antennes sensibles des changements et, parfois, leur moteur. Ici, il ne s'agit pas de prise de décision politique à court terme, mais de modifier les perceptions qui permettent de transformer l'esprit des choix. Ce qui est significatif pour cette pratique de l'expertise, c'est la centralité de la prise en compte de la violence subie par d'autres dans l'analyse de la situation proposée par l'expert, point de vue qu'il répercute dans le discours sur l'Est et les relations de son État avec cet Est.

La sortie du paradigme de la science de l'ennemi se traduit par la distanciation critique des références à la place de l'Est dans l'imaginaire collectif national et son remplacement, pas toujours explicite, par la violence de la 2e Guerre mondiale à l'Est. Cette révision traverse les trois pays, de manière différente, et s'inscrit dans une optique transnationale. Le discours expert sur l'Est se constitue en discours d'explication des enjeux, tels qu'ils sont perçus par l'Est, donc désormais l'URSS. En Allemagne de l'Est, la révision consiste en un travail de coordination des positions officielles entre l'URSS et la RDA. En Pologne, après le travail d'extériorisation de l'Est, les experts cherchent à organiser le dialogue avec l'URSS de manière à ménager une certaine autonomie de la Pologne. Enfin, en Allemagne de l'Ouest, les experts de l'Est en viennent à prendre la fonction d'organisateurs de dialogue avec l'Est, en tentant de faire connaître, voire comprendre, la logique interne soviétique. Le mythe de la possession de l'Est se trouve marginalisé dans l'expertise, de même que celui de la mission historique à l'Est. Pour l'Allemagne de l'Est et la Pologne, il n'apparaît que sous la forme d'attaque contre l'idéologie des régimes allemands et polonais antérieurs. L'altérité de l'Est change de nature,

elle n'est plus une altérité de dénigrement, mais une altérité qu'il est nécessaire de comprendre, pour réaliser l'autonomie nationale, ou la réunification allemande pour la RFA. Les rapports de force se sont inversés, mais surtout, l'utilisation des imaginaires collectifs allemands et polonais dans l'expertise s'est transformée. Les invariants de ces imaginaires ne disparaissent pas de la société, mais tombent en désuétude dans le contexte du débat politique ou, plus exactement, sont teintés de la violence de la guerre qui les délégitiment durablement.

La violence subie par l'autre, et exercée par son propre État, devient le point d'entrée dans la connaissance de l'Est, et vient remplacer les références à la culture nationale. On voit que si cette tendance était déjà incarnée avant 1939 par certains experts, tels O. Górka, ce principe devient structurel après 1945, d'une part, par l'instauration du bloc Est mais donc aussi, par les parcours individuels des experts. Les chronologies de la réflexion des experts sur leur expérience de la violence, de leur confrontation avec les survivants de la violence et de leur réflexion sur la nouvelle situation de l'après 1945, s'entremêlent et fonctionnent en léger décalage par rapport à la politique étatique officielle. Ces réflexions ne sont pas publiques, et ne transparaissent qu'indirectement dans leurs analyses, mais constituent la base, immergée mais essentielle, de la révision du discours qu'ils proposent après 1945.

Les évolutions connexes de l'après 1945 imposent un changement profond de la fonction de l'Est européen dans les imaginaires collectifs nationaux allemands et polonais aux yeux des experts, qui y sont devenus particulièrement sensibles. La 2^{e} Guerre mondiale, à travers ses violences extrêmes, l'imaginaire collectif dans lequel ces violences s'ancrent, puis, le nouveau rapport de force qui s'instaure dans lequel la Pologne et l'Allemagne, impliquent une redéfinition de la place de l'Est dans les cultures allemandes et polonaises sous le regard des Alliés occidentaux et soviétique. Pour résumer, on peut dire que le regard des experts sur l'Est, au départ autocentré, est marqué par une affirmation d'approches décentrées, de l'extérieur vers la société allemande ou polonaise.

Aussi, notre approche s'est-elle attachée à relier donc le fond intellectuel et la dimension professionnelle de l'expertise et d'ancrer sa pratique dans un contexte historique culturel et scientifique. L'étude des pratiques d'expertise de l'Est pose la question de l'absorption, la reprise et la mise à disposition à un cercle plus ou moins large d'une société donnée, du regard extérieur sur cette société. L'expertise s'est avérée être une source utile pour l'analyse de l'évolution de l'imaginaire collectif d'une société, y compris dans un contexte où la parole publique est fortement encadrée. Elle nous informe du regard d'une société sur l'étranger, sur son histoire et son avenir, sur sa capacité à prendre en compte ou au contraire, son refus à intégrer la perception de l'autre dans ses débats politiques. Cette approche pourrait s'appliquer à d'autres débats sociétaux sur le rapport à l'étranger, dans un contexte colonial ou postcolonial, par exemple. Si l'expertise de l'Est n'est spécifique ni à

l'Allemagne, ni à la Pologne, dans ces pays, elle naît dans un contexte beaucoup plus ambigu qu'en France. Bien qu'en France les conceptions de la Pologne et de la Russie sont également fortement ancrées dans le débat national[1544], l'Est européen ne fait pas géographiquement partie du territoire national tel que conçu collectivement. Pour le cas des États-Unis, il serait intéressant d'analyser ultérieurement la transposition des mythes nationaux allemands et polonais apportés par les experts émigrés, surtout à partir des années 1930, puis dans le contexte de la Guerre froide[1545], et s'interroger sur la réappropriation de ces références culturelles et de cet héritage scientifique outre-Atlantique[1546].

Plus largement, la réflexion présentée ici sur la science de l'ennemi, entre éclosion et marginalisation progressive ainsi que sur son remplacement, pose la question du rapport entre connaissance, imaginaires collectifs, culture scientifique et politique dans d'autres contextes où elle a pu émerger. Notre approche met en perspective les pratiques de l'expertise de l'Est à l'échelle individuelle avec les imaginaires culturels de différentes sociétés. En cela, elle s'appuie sur un concept de maillage des imaginaires collectifs, qui s'inscrit dans une démarche plus large d'histoire à part égale[1547]. En effet, la distance culturelle entre l'Allemagne, la Pologne et l'Est européen n'est pas équivalente à ce qu'évoque R. Bertrand : il y a dans le premier cas, une base commune culturelle incontestable[1548]. La dimension de « part égale » fait ici plutôt référence à une mise à distance de la lecture nationale des sources historiques, et suppose un effort pour reconnaître une « égale dignité documentaire »[1549]. Ici, l'enjeu n'était pas tant de dépasser le biais colonial que celui hérité de la Guerre froide (qu'on la fasse commencer en 1917 ou en 1947), qui tendait à écarter tout discours venant du bloc Est comme pure propagande. En traitant ces discours comme une pratique de connaissance représentative d'une évolution sociale, avec les limites évoquées, nous avons cherché à les constituer en sources permettant de saisir, à travers les pratiques, les étapes de la transformation de l'opinion publique et élitaire, au-delà du seul horizon oriental. Notre étude s'inscrit, en ce sens, également dans la réflexion sur la « mémoire grise »[1550] des sociétés du bloc Est et l'élargit à l'Ouest.

[1544] Laurent Theis et Jean-Noël Jeanneney**,** *La Pologne et nous : effacée et pourtant présente (1772-1919)*, https://www.franceculture.fr/emissions/concordance-des-temps/la-pologne-et-nous-effacee-et-pourtant-presente-1772-1919, consulté le 11 août 2017.

[1545] Notamment Zbigniew Brzezinski, Wiktor Sukiennicki ou Fritz Epstein.

[1546] Cette démarche a été entreprise pour le cas de G. Leibbrandt par exemple : SCHLMALTZ Eric et SINNER Samuel, « The Nazi Ethnographic Research of Georg Leibbrandt and Karl Stumpp in Ukraine, and Its North American Legacy », *Holocaust and Genocide Studies* 14 (1), 2000, pp. 28‑64.

[1547] BERTRAND Romain, *L'histoire à parts égales : récits d'une rencontre Orient-Occident (XVIe-XVIIe siècle)*, Paris, Seuil, 2014.

[1548] FRANCFORT Didier, *Un été 16 : Eléments d'histoire culturelle européenne au regard du présent*, Presses Universitaires de Nancy, 2016.

[1549] BERTRAND, *L'histoire à parts égales*, *op. cit.*, 2014, p. 15.

[1550] Mémoire transmise hors des circuits officiels, voir : SIELSKI Mariusz J., « La nouvelle image de la Russie en Pologne à la suite des événements de 1956 », in : MINK Georges et LAZAR Marc, *1956, une date européenne*, Lausanne, Les Éditions Noir Sur Blanc, 2010, pp. 392‑413.

La formalisation visuelle des paradigmes d'interprétation de l'Est, couplée à l'étude des parcours intellectuels et biographiques individuels, a permis d'interroger les transmissions au sein d'une société et entre les sociétés, à travers les ruptures politiques et territoriales, sur des thématiques centrales mais difficiles à cerner de manière univoque. Cette méthodologie de travail sur l'imaginaire collectif d'une société dans sa complexité ouvre de nouvelles possibilités de comparaison internationale et enrichit les analyses entamées dans le cadre d'un dialogue entre histoire des relations internationales et histoire culturelle[1551]. Elle pourrait être appliquée à d'autres éléments de l'imaginaire collectif, tels les discours et les postures sur l'Europe dans différents pays européens, afin de mieux saisir des évolutions qui ont souvent échappé aux « radars » accessibles aux sociétés européennes.

Ou encore la collection éponyme de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), collectionnant des archives de la dissidence est-européenne : « Documents de la "Mémoire grise à l'Est" 1910-1990 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 24 (1), 1991, pp. 18-18.

[1551] FRANCFORT, « Transferts et acculturations. Introduction », *art. cit.*, 2011.

SOURCES PRIMAIRES

1. ARCHIVES 509

a. Dossiers d'archive classés par fonds 510

(1) Dossiers personnels des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN) 510

(2) Archives de la II^e République polonaise des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN) 510

(3) Archives de la Pologne populaire des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN) 513

(4) Archives de la politique chrétienne-démocrate à Bonn (ACDP) 516

(5) Archives de l'Académie des sciences polonaise à Varsovie (APAN) 516

(6) Archives de l'Académie des sciences russe à Moscou (APAH) 517

(7) Archives de la démocratie sociale de la fondation F. Ebert à Bonn (ASD) 519

(8) Archives fédérales de Coblence (BArch) 520

(9) Archives fédérales de Berlin Lichterfelde (BArch) 522

(10) Archives politiques du Ministère des affaires étrangères allemand à Berlin (PA-AA) 523

(11) Archives étatiques militaires russes à Moscou (RGVA) 524

b. Archives en ligne 524

2. ENTRETIENS RÉALISÉS PAR L'AUTEURE 525

1. Archives

Pour faciliter la lecture des références des archives consultées, nous proposons une traduction des dossiers listés ici. Les dossiers personnels se divisent en deux catégories : les dossiers administratifs des employés préparés par les institutions et d'autre part, les legs, dossiers transmis par les personnes à une archive donnée. Les archives de la DGAP ont été intégrées aux Archives fédérales à Coblence, mais ont été consultées à Berlin dans les locaux de la DGAP et avant inventaire.

Acronyme	**Archives**	**Traduction**
AAN	Archiwum Akt Nowych	Archives des Actes nouveaux à Varsovie
ACDP	Archiv für Christlich-Demokratische Politik	Archives de la politique chrétienne-démocrate à Bonn
APAN	Archiwum Polskiej Akademii Nauk	Archives de l'Académie des sciences polonaise à Varsovie
ARAN	Архив Российской академии наук	Archives de l'Académie des sciences russe à Moscou
ASD	Archiv der sozialen Demokratie der Friedrich-Ebert-Stiftung	Archives de la démocratie sociale de la fondation F. Ebert à Bonn
BArch	Bundesarchiv in Koblenz	Archives fédérales de Coblence
BArch	Bundesarchiv in Berlin	Archives fédérales de Berlin à Berlin Lichterfelde)
PA-AA	Politische Archiv – Auswärtiges Amt	Archives politiques du Ministère des affaires étrangères allemand à Berlin
RGVA	Российский государственный военный архив	Archives étatiques militaires russes à Moscou
Hoover	Institute Hoover Archives	
PISM-Londres	Instytut Polski i Muzeum im. gen. Sikorskiego	Institut de Pologne et Musée Général Sikorski

a. Dossiers d'archive classés par fonds

(1) Dossiers personnels des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN)

Ostap Dłuski-Langer I-1, 15 p. ; I-2, 19 p. ; I-3, 25 p. ; I-9, 39 p. ; I-18, 73 p. ; I-19, 93 p. ; III-92, 60 p. ; III-93, 138 p.	Ostap Dłuski-Langer
Główna komisja kwalifikacyjna przy PAN w Warszawie 118: ob. dr. Habil Lucjan Ciamaga 352: Jerzy Sawicki 1096: Adam Kruczkowski 1180: Zbigniew Lewandowicz	Commission principale de qualification auprès de l'Académie des Sciences polonaise à Varsovie
Ministerstwo Wyznań Religijnych i Oświecenia Publicznego 2254: Akta osobowe – Doroszenko Dymitr 2692: Akta osobowe – Olgierd Górka 3488: Akta osobowe – Miron Korduba	Ministère des Confessions Religieuses et de l'Éducation Publique

(2) Archives de la II^{e} République polonaise des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN)

MSZ w Warszawie **AAN. MSZ. Departament Polityczno-Ekonomiczny, Wydz. Org. Międzynarodowych**	**Ministère des Affaires étrangères à Varsovie** **Département politique-économique. Section des organisations internationales**
• 2032 Institut fur Kontinent-Europaische Interesse. Korespondencja, broszura. (1936), 55 p. • 2313 Instytut Badań Spraw Narodowościowych – Działalność. Raport, sprawozdania, koresp. prasa, druki. (1934-1935, 1936), 52 p. • 2353 Mniejszości w Polsce. Zjazd Wojewodów Ziem Wschodnich. Sytuacja w więzieniach.	• 2032 Institut pour les Intérêts du Continent Européen. Corresp., brochure. (1936), 55 p. • 2313 Institut d'Études des Questions nationales (minoritaires) – Activité, rapport, compte-rendu, correspondance, presse. (1934-1935, 1936), 52 p. • 2353 Minorités en Pologne. Congrès des Régions des terres orientales. Situation dans les prisons. Protocoles, compte-rendu,

Protokół, sprawozdanie, korespondencja, wycinki prasowe, druki. (1925, 1926), 108 p. • 2354 Instytut Badań Spraw Narodowościowych. Obrady Kom. dla Zbadania Potrzeb Gosp. Ludności Żydowskiej w Polsce. VII Kongres Mniejszości Narodowych. Zjazd Zw. Polaków w Rumunii. (1931), 586 p.	coupures de presse, textes imprimés. (1925, 1926), 108 p. • 2354 Institut d'Études des Questions nationales (minoritaires). Réunions de la Commission pour le soin des besoins économiques de la population juive. VII Congrès des minorités nationales, Congrès de l'Association des Polonais de Roumanie. (1931), 586 p.

MSZ w Warszawie **AAN. MSZ. Departament Polityczno-Ekonomiczny. Wydział Wschodni.**	**MAE à Varsovie** **Département politique-économique. Section orientale.**
• 5217 Komisja Naukowa Badania Ziem Wschodnich. Protokoły, sprawozdania, koresp. (1934, 1936) 157 p. • 5218 Dział Ogólny Instytuty Naukowe. Polskie sprawozdania, statuty, wydawnictwa, notatki, korespondencja. (1934, 1936). • 5219 Ogólne. Komisja Kresów Wschodnich, Instytut Bałtycki, Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej. Materiały programowe i organizacyjne. (1933-1936). • 5220 Ogólne. Instytuty zajmujące się ziemiami wschodnimi i północnymi sprawozdanie, statut, korespondencja. (1939). • 5258 Urzędnicy MSZ-ruch służbowy, awanse, wykroczenia, oceny, kwalifikacje. (1928-1931, 1936), 28 p. • 5259 Stowarzyszenia urzędnicze-okólniki. Spis urzędników Wydz. Wschodniego MSZ. (1936, 1939), 8 p. • 5260 Różne sprawy personalne pracowników MSZ. Korespondencja. (1929, 1936), 230 p. • 5280a Kontakty Poselstwa RP w Berlinie z płk. Zipałowem, rzekomym kierownikiem szefem org. Antyradzieckiej w pd. Rosji. (1925), 75 p. • 5297 Starania o wydanie działaczy ukraińskich z Niemiec, Czechosłowacji i Gdańska. (1934-1937), 172 p. • 5318 Działalność ruchu ukraińskiego, gł. zagranicą. Raporty, koresp., wydawnictwa wycinki prasowe, komunikaty. (1934, 1936), 371 p. • 5321 Ogólne. Ukraińcy. Prof. Smal-Stocki i Prometeusz. Ruch ukraiński, Ukraiński Instytut Naukowy. Korespondencja, notatki. (1935-1939).	• 5217 Commission scientifique d'étude des terres orientales. Komisja Naukowa Badania Ziem Wschodnich. Protocoles, compte-rendu, correspondance. (1934, 1936) 157 p. • 5218 Département général des Institutions scientifiques. Compte-rendu polonais, publications, notes, correspondance. (1934, 1936). • 5219 Généralités. Commission des Confins orientaux, Institut baltique, Institut d'Études scientifiques de l'Europe de l'Est. Matériaux de programme et d'organisation. (1933-1936). • 5220 Généralités. Instituts s'occupant des terres orientales et nordiques, compte-rendu, statut, correspondance. (1939). • 5258 Fonctionnaires du MAE, déplacements professionnels, avancements, procédures disciplinaires, évaluations, qualifications. (1928-1931, 1936), 28 p. • 5259 Association des fonctionnaires : circulaires. Liste des fonctionnaires du Département oriental du MAE. (1936, 1939), 8 p. • 5260 Divers. Affaires personnelles des employés du MAE. Correspondance. (1929, 1936), 230 p. • 5280a Contacts de la Délégation de la RP à Berlin avec le colonel Zipałow, prétendu chef de l'organisation antisoviétique au sud de la Russie. (1925), 75 p. • 5297 Efforts pour démasquer les activistes ukrainiens d'Allemagne, Tchécoslovaquie et de Danzig. (1934-1937), 172 p. • 5318 Activité du mouvement ukrainien, principalement à l'étranger. Rapports,

• 5326 Mniejszość białoruska w Polsce i sprawy z nią związane za granicą, organizacje, działalność, polit. rządu. (1920) 28 p. • 5327 Działalność Białoruskiego Komitetu Narodowego w Polsce. Pismo. (1934, 1936), 6 p. • 5329 Fundusze na pracę wśród emigracji litewskiej w Gdańsku i w Niemczech. (1929, 1936) 6 p. • 5330 Mniejszość żydowska w Polsce-pomoc zagraniczna, nastroje w czasie wojny 1920. (1919, 1920), 40 p. • 6755b Szykany władz ZSRR wobec placówek polskich dyplomatycznych, odwetowa akcja polska wobec placówek radzieckich w Polsce. Raporty, noty, koresp. (1938), 366 p. • 6758 ZSRR. Zbieranie materiałów do walki z propagandą radziecką, gł. sprawy szpiegostwa. Raporty, koresp., Wyroki sądowe. (1927, 1928) 177 p. • 6760 Plany udziału Polski w odbudowie gospodarczej ZSRR. Korespondencja, notatki, protokół. (1922) 50 p. • 6767 ZSRR. Stosunki z instytucjami naukowymi, głównie wyjazdy naukowców polskich do ZSRR. Korespondencja, raporty. (1927, 1934) 41 p.	correspondance, coupures de presse, communiqués. (1934, 1936), 371 p. • 5321 Généralités. Ukrainiens. Prof. Smal-Stocki et Prométhée. Mouvement ukrainien, Institut scientifique ukrainien. Correspondances, notes. (1935-1939). • 5326 Minorité biélorusse en Pologne et les affaires liées à elle à l'étranger, organisations, activité, politique du gouvernement. (1920) 28 p. • 5327 Activité du Comité National Biélorusse en Pologne. Lettre. (1934, 1936), 6 p. • 5329 Fonds pour le travail au sein de l'émigration lituanienne à Danzig et en Allemagne. (1929, 1936) 6 p. • 5330 Minorité juive en Pologne – aide étrangère, opinion durant la guerre de 1920. (1919, 1920), 40 p. • 6755b Harcèlement des autorités d'URSS à l'encontre des représentations diplomatiques polonaises, action polonaise de rétorsion à l'encontre des représentations soviétiques en Pologne. Rapports, notes, corresp. (1938), 366 p. • 6758 URSS. Collection de matériaux pour la lutte contre la propagande soviétique, principalement des affaires d'espionnage. Rapports, corresp., Décisions juridiques. (1927, 1928) 177 p. • 6760 Plans de la participation de la Pologne à la reconstruction économique de l'URSS. Correspondance, notes, protocoles. (1922) 50 p. • 6767 URSS. Relations avec les institutions scientifiques, principalement séjours de scientifiques polonais en URSS. Correspondance, rapports. (1927, 1934) 41 p.

Zbiór zespołów szczątkowych	**Collections de dossiers partiels**
• Towarzystwo Rozwoju Ziem Wschodnich • Towarzystwo « Liga Antybolszewicka »	• Association de développement des terres orientales • Association « Ligue Antibolchevique »

(3) Archives de la Pologne populaire des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN)

Polski Instytut Spraw Międzynarodowych	**Institut Polonais des Affaires Internationales**
• 2: Rada Naukowa – Protokoły posiedzeń Komisji kwalifikacyjnej Rady naukowej (1956-59, 1961, 1967-70), 45 p. • 3: Rada Naukowa – Protokoły posiedzeń (1962, 1963, 1965), 95 p. • 4: Rada Naukowa – Protokoły posiedzeń (1967-1974), 179 p. • 30: Sekretarz naukowy – Spotkania dyskusyjne w PISM. Notatki, informacje (1968, 1970-1971, 1974, 1980-1982, 1988, 1990-1991), 298 p. • 31: Sekretarz naukowy – Sesje i konferencje naukowe organizowane przez PISM (1950, 1955, 1964, 1972, 1981), 199 p. • 40 : Sekretarz naukowy – Badania niemcoznawcze u PISM. Komitet koordynacyjny badań niemcoznawczych PISM. (1958, 1961, 1963, 1965, 1968, 1972, 1983-1985, 1987-1990, 1992), 72 p. • 104: Sekretariat Dyrektora – Protokoły z zebrań pracowników PISM (1958, 1962-63, 1972, 1986, 1988), 58 p. • 109: Sekretariat Dyrektora – Struktura organizacyjna i obsada personalna PISM (1951, 1954, 1959-1962, 1964-1972), 123 p. • 126: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1950. 18 p. • 132: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1959. 41 p. • 133: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1960. 17 p. • 134: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1961. 29 p. • 135: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1962. 20 p. • 136: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1963. 15 p. • 137: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1964. 25 p. • 142: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy	• 2 : Conseil scientifique – Protocoles des sessions de la Commission de qualification du Conseil scientifique (1956-1959, 1961, 1967-70), 45 p. • 3 : Conseil scientifique – protocoles des sessions (1962, 1963, 1965), 95 p. • 4 : Conseil scientifique – protocoles des sessions (1967-1974), 179 p. • 30 : Secrétariat scientifique – Rencontres de discussions au PISM. Notes, informations (1968, 1970-1971, 1974, 1980-1982, 1988, 1990-1991), 298 p. • 31 : Secrétariat scientifique – Sessions et conférences scientifiques organisées par le PISM (1950, 1955, 1964, 1972, 1981), 199 p. • 40 : Secrétariat scientifique – Études sur l'Allemagne au PISM. Comité de coordination des études sur l'Allemagne du PISM. (1958, 1961, 1963, 1965, 1968, 1972, 1983-1985, 1987-1990, 1992), 72 p. • 104: Secrétariat de la direction – Protocoles des rencontres des employés du PISM (1958, 1962-1963, 1972, 1986, 1988), 58 p. • 109 : Secrétariat de la direction – Structure organisationnelle et composition du personnel du PISM (1951, 1954, 1959-1962, 1964-1972), 123 p. • 126 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 1950. 18 p. • 132 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 1959. 41 p. • 133 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 1960. 17 p. • 134 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 1961. 29 p. • 135 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 20 p. • 136 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 1963. 15 p. • 137 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 25 p.

naukowo-badawczej PISM na 1969. 18 p. • 143: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1970. 16 p. • 144: Sekretariat Dyrektora – Plan pracy naukowo-badawczej PISM na 1971. 30 p. • 165: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1966-1968 r. (1969), 21 p. • 166: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1966-1970 r. (1970), 23 p. • 167: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1949 r. 9 p. • 169: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1950 r. 14 p. • 169: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1951 r. (1952), 12 p. • 170: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1953 r. (1953), 7 p. • 171: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1959 r. (1960), 15 p. • 172: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1960 r. 47 p. • 173: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1961 r. 49 p. • 174: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1962r. (1963), 27 p. • 175: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1963r. (1964), 21 p. • 176: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1964r. (1965), 29 p. • 177: Sekretariat Dyrektora – Sprawozdanie z działalności PISM w 1965r. (1966), 24 p. • 254: Sekretariat Dyrektora – współpraca z MSZ (1952, 1966, 1970, 1980, 1985-1989), 149 p. • 260: Zakład zagadnień ZSRR i KDL – Bogumiła Zielińska, Plany perspektywiczne europejskich KDL (1964), 74 p. • 261: Zakład zagadnień ZSRR i KDL – Ewa Zysman, Stosunki Wchód-Zachód (1961-1962) • 262: Zakład zagadnień ZSRR i KDL – Ewa Zysman, Stosunki Wchód-Zachód (1963) • 339: Pracowania zagadnień niemieckich - zeszyt bibliograficzny nr 1 (1962), 25 p. • 816: Stosunki Polski z zagranicą. Sprawa polska w latach 1939-1945. Materiały do zbioru sprawa polska podczas II wojny światowej w świetle pamiętników. Opracował Stanisław Zabiełło, 247 p.	• 142 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 1969. 18 p. • 143 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 1970. 16 p. • 144 : Secrétariat de la direction – Plan de recherche du PISM pour 1971. 30 p. • 165 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1966-1968 (1969), 21 p. • 166 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1966-1970 (1970), 23 p. • 167 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1949, 9 p. • 169 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1950, 14 p. • 169 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1951 (1952), 12 p. • 170 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1953 (1953), 7 p. • 171 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1959 (1960), 15 p. • 172 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1960, 47 p. • 173 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1961, 49 p. • 174 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1962 (1963), 27 p. • 175 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1963 (1964), 21 p. • 176 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1964 (1965), 29 p. • 177 : Secrétariat de la direction – Compte-rendu d'activité du PISM en 1965 (1966), 24 p. • 254 : Secrétariat de la direction – coopération avec le MAE (1952, 1966, 1970, 1980, 1985-1989), 149 p. • 260 : Département des affaires de l'URSS et des pays de démocratie populaire – Bogumiła Zielińska, Plans de perspective des pays de démocratie populaire européens (1964), 74 p. • 261 : Département des affaires de l'URSS et des pays de démocratie populaire – Ewa Zysman, Relations Est-Ouest (1961-1962) • 262 : Département des affaires de l'URSS et des pays de démocratie populaire – Ewa Zysman, Relations Est-Ouest (1963) • 339 : Bureau d'étude des affaires allemandes - cahier bibliographique n° 1 (1962), 25 p. • 816 : Relations de la Pologne avec l'étranger. La question polonaise dans les années 1939-

• 871: Zakład historii stosunków międzynarodowych – Stosunki polsko-radzieckie w okresie międzywojennym. Dane biograficzne polskich i rosyjskich polityków z okresu międzywojennego, 10 p. • 940: Dział współpracy międzynarodowej – Udział PISM w Konferencjach Dyrektorów i przedstawicieli europejskich instytutów spraw międzynarodowych. Sprawozdania, notatki. (1967-1969, 1972, 1974, 1978, 1987-88) • 941: Stała Komisja mieszana Instytutów naukowo-badawczych krajów socjalitycznych. (1962, 1964-1966, 1969) • 942: Stała Komisja mieszana Instytutów naukowo-badawczych krajów socjalitycznych do badania problemów bezpieczeństwa Europy. (1972-1973) • 943: Stała Komisja mieszana Instytutów naukowo-badawczych krajów socjalitycznych do badania problemów bezpieczeństwa Europy. (1973) • 974: Dział współpracy międzynarodowej – Udział w konferencjach, seminariach, sympozjach organizowane przez Politischer Club, Berlin Zachodny. Raporty, notatki, informacje. (1971, 1975-77, 1979-1982, 1983, 1985-1988), 113 p. • 1005: Dział współpracy międzynarodowej – Wyjazdy służbowe do ZSRR. (1960-1984, 1986-1988, 1990), 208 p. • 1008: Dział współpracy międzynarodowej – Wizyty gości zagranicznych w PISM. (1956-1960), 136 p. • 1009: Dział współpracy międzynarodowej – Wizyty gości zagranicznych w PISM. (1961-62), 42 p. • 1010: Dział współpracy międzynarodowej – Wizyty gości zagranicznych w PISM. (1963-1966), 65 p. • 1011: Dział współpracy międzynarodowej – Wizyty gości zagranicznych w PISM. (1967-1969), 42 p. • 1012: Dział współpracy międzynarodowej – Wizyty gości zagranicznych w PISM. (1970-1971), 103 p. • 1013: Dział współpracy międzynarodowej – Wizyty gości zagranicznych w PISM. (1972-1974), 99 p.	1945. Matériaux pour la documentation sur la question polonaise durant la 2e Guerre mondiale à la lumière des mémoires. Préparé par Stanisław Zabiełło, 247 p. • 871 : Département d'histoire des relations internationales – Relations polono-soviétiques dans la période de l'entre-deux-guerres. Données biographiques d'hommes politiques polonais et russes de la période d'entre-deux-guerres, 10 p. • 940 : Département de la coopération internationale – participation du PISM à la Conférence des directeurs et des représentants d'instituts européens d'étude des questions internationales. Compte-rendu, notes (1967-1969, 1972, 1974, 1978, 1987-88) • 941 : Commission permanente mixte des Institut d'étude scientifique des pays socialistes pour l'étude des problèmes de sécurité de l'Europe (1962, 1964-1966, 1969) • 942 : Commission permanente mixte des Institut d'étude scientifique des pays socialistes pour l'étude des problèmes de sécurité de l'Europe. (1972-1973) • 943 : Commission permanente mixte des Institut d'étude scientifique des pays socialistes pour l'étude des problèmes de sécurité de l'Europe. (1973) • 974 : Département de la coopération internationale – Participation à des conférences, séminaires, symposiums organisés par le Club politique de Berlin Ouest. Rapports, notes, informations. (1971, 1975-77, 1979-1982, 1983, 1985-1988), 113 p. • 1005 : Département de la coopération internationale – missions en URSS. (1960-1984, 1986-1988, 1990), 208 p. • 1008 : Département de la coopération internationale – Visites d'invités étrangers. au PISM (1956-1960), 136 p. • 1009 : Département de la coopération internationale – Visites d'invités étrangers au PISM. (1961-62), 42 p. • 1010: Département de la coopération internationale – Visites d'invités étrangers au PISM. (1963-1966), 65 p. • 1011 : Département de la coopération internationale – Visites d'invités étrangers au PISM. (1967-1969), 42 p. • 1012 : Département de la coopération internationale – Visites d'invités étrangers au

	PISM. (1970-1971), 103 p. • 1013 : Département de la coopération internationale – Visites d'invités étrangers au PISM. (1972-1974), 99 p.

PZPR Wydział zagraniczny	**POUP – Département étranger**
- LXXVI – 1041: Działalność PISM	- LXXVI – 1041: Activité du PISM

(4) Archives de la politique chrétienne-démocrate à Bonn (ACDP)

• 433. Nachlass K. Birrenbach	• Leg K. Birrenbach

(5) Archives de l'Académie des sciences polonaise à Varsovie (APAN)

Archiwum Polskiej Akademii Nauk	**Archives de l'Académie des sciences polonaise à Varsovie**
• II-84 : Instytut Krajów Socjalistycznych • III-63 : Olgierd Górka • III- 346 : Leon Grosfeld	• II-84 : Institut des Pays Socialistes • III-63 : Olgierd Górka • III- 346 : Leon Grosfeld

(6) Archives de l'Académie des sciences russe à Moscou (APAH)

АРАН. Фонд 1978. оп.1 **Институт мировой экономики и международных отношений Академии наук СССР**	**AASR. Fond 1978. op. 1** **Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales de l'Académie des sciences de l'URSS**
• д. 129 : Отчеты о приеме иностранных ученых и общественно-политических деятелей в Институте мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) и записи бесед с ними за 1962 г. (1962) 63 р.	• d. 129 : Rapports sur l'accueil de chercheurs étrangers et de personnalités sociales et politiques à l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) compte-rendu de conversations avec eux pour l'année 1962, 63 p.
• д. 130 : Отчет о международных научных связях Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) за 1962 г. (1962) 12 р.	• d. 130 : Rapport sur les relations scientifiques internationales de l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) pour 1962, 12 p.
• д. 148 : Переписка Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) с иностранными учреждениями и учеными об установлении научных связей • (09.11.1959-28.11.1963) 75 р.	• d. 148 : Correspondance de l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) avec des institutions étrangères et des universitaires pour l'établissement de coopérations scientifiques (09.11.1959-28.11.1963), 75 p.
• д. 149 : Отчет о международных научных связях Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) за 1963 г. (1963) 11 р.	• d. 149 : Rapport sur les relations scientifiques internationales de l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) pour 1963, 11 p.
• д. 203 : Отчеты Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) о результатах многостороннего научного сотрудничества академий наук социалистических стран по проблеме «Исследование современного империализма»; об участии советской делегации в международной конференции «Европейская безопасность и современные политические концепции Запада» и заседании Постоянной комиссии научных учреждений Венгерской Народной Республики, Германской Демократической Республики, Польской Народной Республики, Советского Союза и Чехословацкой Советской Социалистической Республики (г. Варшава, Польша, 8-10 декабря 1966 г.) (1966) 12 р.	• d. 203 : Rapports de l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) sur les résultats de la coopération scientifique multilatérale des académies des sciences des pays socialistes sur le problème de « l'étude de l'impérialisme contemporain », sur la participation de la délégation soviétique à la conférence internationale dédiée à la « Sécurité européenne et les conceptions politiques contemporaines de l'Occident » et les sessions de la Commission permanente des institutions scientifiques de la République populaire hongroise, de la République démocratique allemande, de la République populaire de Pologne, de l'Union soviétique et de la République socialiste soviétique tchécoslovaque (Varsovie, Pologne, 8-10 décembre 1966), 12 p.

• д. 229 : Переписка Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) с иностранными учеными об установлении международных научных связей (10.01.1967-21.11.1967) 61 p.	• d. 229 : Correspondance de l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) avec les universitaires étrangers sur l'établissement de relations scientifiques internationales (10.01.1967-21.11.1967) 61 p.
• д. 240 : Стенограмма международной научной конференции «Европейская безопасность и отношения двух систем», проведенной Институтом мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) (Москва, 23-25 апреля 1968 г.), т. 1 : 23.04.1968, 58 p.	• d. 240 : Sténogramme de la conférence scientifique internationale dédiée à « la sécurité européenne et les relations des deux systèmes », organisée par l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) (Moscou, 23-25 avril 1968), tome 1, 23.04.1968, 58 p.
• д. 241 : Стенограмма международной научной конференции «Европейская безопасность и отношения двух систем», проведенной Институтом мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) (Москва, 23-25 апреля 1968 г.), т. 2 : 24.04.1968, 111 p.	• d. 241 : Sténogramme de la conférence scientifique internationale dédiée à « la sécurité européenne et les relations des deux systèmes », organisée par l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) (Moscou, 23-25 avril 1968), tome 2, 24.04.1968, 111 p.
• д. 243 : Отчет об итогах международной научной конференции «Европейская безопасность и отношения двух систем», проведенной Институтом мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) (Москва, 23-25 апреля 1968 г.) (1968) 13 p.	• d. 243 : Compte-rendu des résultats de la conférence scientifique internationale dédiée à « la sécurité européenne et les relations des deux systèmes », organisée par l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) (Moscou, 23-25 avril 1968), 13 p.
• д. 262 : Отчеты о международных научных связях с Социалистической Республикой Румынии за 1968 г., Польской Народной Республикой за 1963-1968 гг. и справки о количестве выездов сотрудников Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) за границу за 1968 г. (1968) 16 p.	• d. 262 : Compte-rendu des relations scientifiques internationales avec la République socialiste de Roumanie pour 1968, la République populaire de Pologne pour 1963-1968. Compte-rendu des séjours du personnel de l'Institut d'Économie Mondiale et de Relations Internationales (IMEMO) à l'étranger pour 1968, 16 p.
• д. 287 : Переписка Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) с иностранными учеными и организациями по научным вопросам (08.01.1969-31.12.1969) 86 p.	• d. 287 : Correspondance de l'Institut d'Économie Mondiale et de Relations Internationales (IMEMO) avec des universitaires étrangers et des organisations pour les questions scientifiques (08.01.1969-31.12.1969) 86 p.
• д. 288 : Справка о международных научных связях Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) с социалистическими странами за 1969 г.; списки сотрудников, выезжавших за границу, и международных научных мероприятий, в которых Институт принимал участие в	• d. 288 : Compte-rendu des relations scientifiques internationales de l'Institut d'Économie Mondiale et de Relations Internationales (IMEMO) avec les pays socialistes en 1969, liste des employés ayant séjourné à l’étranger, et des événements scientifiques internationaux, auxquels l’Institut a participé en 1969, 19 p.

1969 г. (1969) 19 p.	
• д. 289 : Отчеты и информация о двухстороннем научном сотрудничестве Института мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) с социалистическими странами: Германской Демократической Республикой, Польской Народной Республикой, Венгерской Народной Республикой, Чехословацкой Советской Социалистической Республикой и соглашение о научном сотрудничестве с Институтом международных исследований Университета Чили (1969) 34 p.	• d. 289 : Compte-rendu et information sur la coopération scientifique bilatérale de l'Institut d'Économie Mondiale et de Relations Internationales (IMEMO) avec les pays socialistes : la République démocratique allemande, la République populaire de Pologne, la République populaire hongroise, la République socialiste soviétique tchécoslovaque et un accord de coopération scientifique avec l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili (1969), 34 p.
• д. 323 : Справки о двухстороннем научном сотрудничестве с научными учреждениями Германской Демократической Республики, Польской Народной Республики и отчет о работе международного совещания авторского коллектива монографии «Крупное производство в сельскохозяйственных странах Западной Европы», проведенного Институтом мировой экономики и международных отношений (ИМЭМО) (Москва, 9-13 марта 1970 г.) (1970) 21 p.	• d. 323 : Compte-rendu sur la coopération scientifique bilatérale avec les institutions scientifiques de la République démocratique allemande, de la République populaire de Pologne et un rapport sur la conférence internationale des auteurs de la monographie « Production intensive agricole dans les pays d'Europe occidentale », menée par l'Institut d'Économie Mondiale et de Relations Internationales (IMEMO) (Moscou, 9-13 Mars 1970), 21 p.

(7) Archives de la démocratie sociale de la fondation F. Ebert à Bonn (ASD)

• Nachlass Egon Bahr (114A, 145, 146, 165, 321, 322, 323, 324, 325, 341, 399, 431) • Nachlass Eugen Selbmann (43, 49, 80, 81, 82, 83, 170, 190)	• Leg Egon Bahr • Leg Eugen Selbmann

(8) Archives fédérales de Coblence (BArch)

Les cotes des dossiers sont basées sur l'inventaire préliminaire établi par les Archives fédérales, que nous avons préféré garder, pour faciliter la traçabilité de ce fond, consulté avant la sélection documentaire par les Archives fédérales.

Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik	**Association allemande pour la politique étrangère**
• 3 : DGAP Schriftwechsel F – H (1962-1966) • 16 : Schriftwechsel A - F (1961-1964) • 17 : Schriftwechsel A – At (1963 -1966) • 18 : Schriftwechsel Aus – Bi (1961-1966) • 20 : Schriftwechsel E – G (1961-1966) • 21 : Schriftwechsel H – L (1959-1966) • 22 : Schriftwechsel M – R (1958-1966) • 23 : Schriftwechsel S - Z (1961-1966) • 27 : Schriftwechsel Universitäten (1954-1962) • 49 : Protokolle Präsidium, Forschungs Ausschuss, Organisationsausschuss (1955-1957) • 50 : Arbeitsberichte Präsidium, Studiengruppen u. a. 1967, 1968, 1969, 1970 (1967-1971) • 108 : IMEMO Konf., 10. - 12.4.1984 in Moskau (1984) • 109 : Moskaureise 1979 Schriftwechsel, Reiseplanung, Tagesordnung (1979) • 157 : Arbeitsprojekte FI - Sonstige Schriftwechsel zu geplanten Publikationen (1961-1972) • 296 : Vorträge 1.1.1969 - 28.2.1970 Einladungen, Teilnehmerlisten, gedruckte Vorträge externer (1969-1970) • 297: Vorträge 1.3.1970 - 31.10.1970 (1970) • 375 : Anträge Thyssen Stiftung (1967) • 438 : Allgemein A - D, 1971 - 1974 Schriftwechsel v. a. Karl Carstens (auch Eberhard Schulz, Karl Kaiser) mit u. a. Amerikanischer, kanadischer, niederländischer Botschaft; Dt. Stiftung für Entwicklungsländer (1971-1974) • 439 : Allgemein E - J, Schriftwechsel, v. a. Karl Carstens mit u. a. Ditchley Foundation, England; Helga Haftendorn; Günter Henle; Marion Gräfin Dönhoff (1971-1974) • 440 : Allgemein K - Z, Schriftwechsel, v. a.	• 3 : DGAP correspondance F-H (1962-1966) • 16 : Correspondance A-F (1961-1964) • 17 : Correspondance A-At (1963-1966) • 18 : Correspondance Aus – Bi (1961-1966) • 20 : Correspondance E – G (1961-1966) • 21 : Correspondance H – L (1959-1966) • 22 : Correspondance M – R (1958-1966) • 23 : Correspondance S- Z (1961-1966) • 27 : Correspondance Universités (1954-1962) • 49 : Protocoles de la présidence, du comité scientifique et du comité d'orientation (1955-1957) • 50 : Compte-rendu de la présidence, des groupes d'études 1967, 1968, 1969, 1970 (1967-1971) • 108 : IMEMO Conf., 10. - 12.4.1984 à Moscou (1984) • 109 : Voyage à Moscou en 1979, correspondance, planification, ordre du jour (1979) • 157 : Projets de travail de l'Institut de recherche : diverses correspondances pour les publications prévues (1961-1972) • 296 : Présentations 1.1.1969 - 28.2.1970 Invitation, listes de participants, présentations externes imprimées (1969-1970) • 297: Présentations 1.3.1970 - 31.10.1970 (1970) • 375 : Demandes de financement à la fondation Thyssen (1967) • 438 : Généralités A-D, 1971-1974 : correspondance, entre autres, de Karl Carstens (aussi de Eberhard Schulz, Karl Kaiser) avec les ambassades américaine, canadienne, néerlandaise, la fondation allemande pour les pays en développement (1971-1974)

Karl Carstens, Karl Kaiser mit u. a. Presse und Informationsamt der Bundesregierung; Nigerian Institute of International Affairs, Lagos (1971-1974) • 452 : Allgemeine Korrespondenz - alt 1, Ac – BE (1954-1962) • 453 : alt 2, Bi - Br Schriftwechsel versch. Personen der DGAP (1952-1961) • 455 : alt 4, Bund - Di Schriftwechsel DGAP mit u. a. Bundesverband der dt. Industrie. (1952-1961) • 456 : Allg. Korrespondenz, De - Eu (1952-1960) • 457 : Allg. Korrespondenz - alt 6, Eu-Fr (1953-1961) • 458 : Allg. Korrespondenz - alt 7, Fr-Grü (1952-1958) • 459 : Allg. Korrespondenz - alt 8, Ho-Hy (1951-1956) • 460 : Allg. Korrespondenz - alt 9, In- Kn (1952-1961) • 461 : Allg. Korrespondenz - alt 10, Ko- Li (1952-1961) • 470 : Allg. Korrespondenz - alt, 13, O-Rl (1953-1957) • 475 : Studiengruppe II (Ost), Sitzungsunterlagen (1970-1972) • 478 : Studiengruppe II (Ost) (1965-1968) • 479 : Studiengruppe II (Ost) (1968-1970) • 482 : Studiengruppe II, A-Z, Aktenvermerke (1965-1968) • 483 : Studiengruppe II (erste Vorbereitungen) (1964-1965) • 484 : Studiengruppe II (vorbereitender Ausschuss) (1965) • 492 : Studiengruppe II, A-Z, Aktenvermerke, (1969 – 1972) • 498 : Vorträge Fi u. Sitzungen 1.1.70 - 30.6.71 (1970-1971) • 499 : Sitzungen etc. u. Vorträge Fi, 1.7.71 - 31.12. (1971-1973) • 500 : Aktenvermerke zum Tagebuch, vom 2.10.1963 (1961-1963) • 502 : Forschungsausschuss, 1955 - 31.12.1969 (1955-1969) • 503 : Institute Ostländer (1965-1972) • 505 : 1) Notizen über Besprechungen, 2) Protokolle, 3) sonstige Aktenvermerke, 4) Entwürfe; Vermerke (1962-1963) • 554 : Tätigkeitsberichte Forschungsinstitut (1965-1976)	• 439 : Généralités E - J, Correspondance, de Karl Carstens avec la Ditchley Foundation (GB); Helga Haftendorn; Günter Henle; Marion Gräfin Dönhoff (1971-1974) • 440 : Généralités K - Z, Correspondance, de Karl Carstens, Karl Kaiser avec le Département de presse et d'information du Gouvernement fédéral (BPA), Nigerian Institute of International Affairs, Lagos (1971-1974) • 452 : Correspondance générale - vieux 1, Ac – BE (1954-1962) • 453 : vieux 2, Bi - Br Correspondances de diverses personnes de la DGAP (1952-1961) • 455 : vieux 4, Bund - Di correspondance de la DGAP avec l'Association fédérale de l'industrie allemande (BDI) (1952-1961) • 456 : Correspondance générale, De - Eu (1952-1960) • 457 : Correspondance générale - vieux 6, Eu-Fr (1953-1961) • 458 : Correspondance générale - vieux 7, Fr-Grü (1952-1958) • 459 : Correspondance générale - vieux 8, Ho-Hy (1951-1956) • 460 : Correspondance générale - vieux 9, In-Kn (1952-1961) • 461 : Correspondance générale - vieux 10, Ko- Li (1952-1961) • 470 : Correspondance générale - vieux 13, O-Rl (1953-1957) • 475 : Groupe d'étude II (Est), documents des sesssions (1970-1972) • 478 : Groupe d'étude II (Est) (1965-1968) • 479 : Groupe d'étude II (Est) (1968-1970) • 482 : Groupe d'étude II, A - Z, notes (1965-1968) • 483 : Groupe d'étude II (premières préparations) (1964-1965) • 484 : Groupe d'étude II (comité préparatoire) (1965) • 492 : Groupe d'étude II, A-Z, notes, (1969 – 1972) • 498 : Présentation de l'Institut de recherche (FI) et les sessions du FI, 1.1.70 - 30.6.71 (1970-1971) • 499 Présentation de l'Institut de recherche (FI) et les sessions du FI, 1.7.71 - 31.12. (1971-1973) • 500 : Notes pour le journal de bord du 2.10.1963 (1961-1963)

	• 502 : Comité scientifique, 1955 - 31.12.1969 (1955-1969) • 503 : Instituts des pays de l'Est (1965-1972) • 505 : 1) Notes sur des discussions, 2) Protocoles, 3) Autres notes, 4) Brouillons; mémorandums (1962-1963) • 554 : Compte-rendu d'activité de l'Institut de recherche (1965-1976)

(9) Archives fédérales de Berlin Lichterfelde (BArch)

Deutsches Institut für Zeitgeschichte	**Institut Allemand d'Histoire contemporaine**
• 26: Direktor – Anerkennung der DDR (1968-1969) • 27: Direktor – Protokolle Institutionsleitungssitzungen (1953-1956) • 29: Direktor – Protokolle Institutionsleitungssitzungen (1957-1958) • 30: Direktor – Protokolle Institutionsleitungssitzungen (1959) • 40: Ständige Kommission der Forschungseinrichtungen der sozialistischen Länder zu Fragen der europäischen Sicherheit (1962-1965) • 41: Ständige Kommission der Forschungseinrichtungen der sozialistischen Länder zu Fragen der europäischen Sicherheit (1965-1967 • 50: Direktor – Aktennotizen und Berichte Dienstreisen (1962-1969) • 51: Direktor – Kommission gesamtdeutsche und internationale Verbindungen (1956-1962) • 110: Abteilung Internationale Fragen – Dr. Klein. Europäische Sicherheitskonferenzen. Genf 9. bis 12.05.1968. Wien 6. Bis 7.03.1968 • 111: Abteilung Internationale Fragen – Europäische Sicherheit (1967-1972) • 132: Abteilung Internationale Fragen – Gutachten Absprechungen (1963-1967) • 137: Abteilung Internationale Fragen – Pläne, Sektorenbesprechungen, Arbeits-, Reiseberichte Sektor sozialistische Länder	• 26 : Directeur – Reconnaissance de la RDA (1968-1969) • 27 : Directeur – Protocoles des sessions de la direction de l'Institut (1953-1956) • 29 : Directeur – Protocoles des sessions de la direction de l'Institut (1957-1958) • 30 : Directeur – Protocoles des sessions de la direction de l'Institut (1959) • 40 : Commission permanente des institutions de recherche des pays socialistes pour les questions de sécurité européenne (1962-1965) • 41 : Commission permanente des institutions de recherche des pays socialistes pour les questions de sécurité européenne (1965-1967 • 50 : Directeur – Notes administratives et compte-rendu des voyages professionnels (1962-1969) • 51 : Directeur – Commission des contacts pangermaniques et internationaux (1956-1962) • 110 : Département des questions internationales – Dr. Klein. Conférences de sécurité européenne à Genève du 9 au 12.05.1968, Vienne du 6 au 7.03.1968 • 111 : Département des questions internationales – sécurité européenne (1967-1972) • 132 : Département des questions internationales – Évaluation et discussion (1963-1967)

(1967-1968) • 159: Abteilung Dokumentation – Arbeitsgruppen • 177: Abteilung Publizistik – Internationale Verbindungen des DIZ. Länder des Friedenslagers (1954-1958) • 200: Abteilung Publizistik – Volksrepublik Polen • 204: Abteilung Publizistik – Sowjetunion (1955-1966) • 222: Forschungseinrichtungen in den sozialistischen Staaten zur imperialistischen Ostforschung • 242: Abteilung Ostforschung (DWI/DIZ) – Konferenz der Deutsch-Polnischen Historiker Konferenz • 285: Abteilung Ostforschung (DWI/DIZ) – Biographien Bolko v. Richthofen, Hans Rotfels, Hans Rhode • 286: Abteilung Ostforschung (DWI/DIZ) – Biographien Boris Meissner • 301: Abteilung Ostforschung (DWI/DIZ) – Reisetätigkeit (1960-1965)	• 137 : Département des questions internationales – Plans, discussions de section, compte-rendu d'activité et de voyage, secteur des pays socialistes (1967-1968) • 159 : Département de documentation – groupes de travail • 177 : Département de communication – Contacts internationaux du DIZ. Pays du camp de la paix (1954-1958) • 200 : Département de communication – République populaire de Pologne • 204 : Département de communication – Union soviétique (1955-1966) • 222 : Institutions de recherche dans les pays socialistes pour la recherche sur l'Est impérialiste • 242 : Département pour la recherche sur l'Est (DWI/DIZ) – Conférences des historiens allemands et polonais • 285 : Département pour la recherche sur l'Est (DWI/DIZ) – Biographies • 286 : Département pour la recherche sur l'Est (DWI/DIZ) – Biographies • 301 : Département pour la recherche sur l'Est (DWI/DIZ) – activité de voyages (1960-1965)

(10) Archives politiques du Ministère des affaires étrangères allemand à Berlin (PA-AA)

Politische Archiv – Auswärtiges Amt	
Aussenministerium (Weimar, III. Reich) • Botschaft Kowno • Botschaft Moskau • Botschaft Warschau	**Ministère des affaires étrangères du III^{e} Reich-Weimar** • Ambassade Kaunas • Ambassade Moscou • Ambassade Varsovie

Nachlässe	**Legs**
• NL Brockendorff-Rantzau, Ulrich von • NL Czibulinski, Dr. Alfred • NL Dienstmann, Dr. Carl • NL Etzdorf, Dr. Hasso von	• Brockendorff-Rantzau, Ulrich von • Czibulinski, Dr. Alfred • Dienstmann, Dr. Carl • Etzdorf, Dr. Hasso von

• NL Grewe, Wilhelm • NL Hilger, Gustav • NL Stempel, Otto • NL Twardowski, Friedrich • NL Wickert, Erwin	• Grewe, Wilhelm • Hilger, Gustav • Stempel, Otto • Twardowski, Friedrich • Wickert, Erwin

Aussenministerium der BRD	**Ministère des affaires étrangères de la RFA**
• Referat Sowjetunion (1960-1972) • Planungsstab (1968-1972)	• Service Union soviétique (1960-1972) • Cellule de planification politique (1968-1972)

(11) Archives étatiques militaires russes à Moscou (RGVA)

Фонды иностранного происхождения **Anciennement:** **Центральный Государственный Особый архив СССР**	**Fonds d'origine étrangère** **Anciennement :** **Archives centrales étatiques spéciales de l'URSS**
431 : Ukraiński Instytut Naukowy 476 : Instytut Historii im. Piłsudskiego 1357 : Auswärtiges Amt 1513 : Osteuropa Institut Breslau	431 : Institut scientifique ukrainien (de Pologne) Institut d'Histoire Piłsudski 476 : MAE (allemand) 1513 : Institut d'Europe de l'Est de Breslau

b. Archives en ligne

Instytut Polski i Muzeum im. gen. Sikorskiego	**Institut de Pologne et Musée Gen. Sikorski**
Prezydium Rady Ministrów. Osobiste archiwum premiera (1939 - 1945) PRM.1 - PRM.42/10 http://pism.co.uk/PRM/prm11.pdf http://www.pism.co.uk/dokumenty_prm.htm	Présidence du Conseil des Ministres. Archives personnelles du Premier Ministre (1939-1945).

Institute Hoover Archives
800/42/0 Ministerstwo Spraw Zagranicznych, dossier n° 607, Minorities in Poland and affairs related to them outside of Poland. General, Ukrainians, disponible sous http://www.szukajwarchiwach.pl/800/42/0/-/607
800/41/0 : Ministerstwo Informacji i Dokumentacji. Dossier n° 134: Subject file, 1941-1942, folder 1 : Gorka, Olgierd. Disponible en ligne sous : http://www.szukajwarchiwach.pl/800/41/0/-/134

2. Entretiens réalisés par l'auteure

Les entretiens ont duré environ 3h, à l'exception de celui mené avec Egon Bahr, qui a duré environ 1h. Tous ont été enregistrés à l'exception de ceux menés avec Alexander Kokeev, Immo Stabreit et Jerzy Sułek.

1. Egon Bahr, 6/04/2011, Berlin au siège du SPD.
2. Wiesław Balcerak, 15/11/2011, Lowicz (PL) sur son lieu de travail (MWSHP).
3. Dieter Bingen, 20/04/2011, Darmstadt (RFA) sur son lieu de travail (DPI).
4. Franciszek Gołembski, 8/12/2011, Varsovie sur son lieu de travail (UW).
5. Hans-Adolf Jacobsen, 12/04/2011, Bonn (RFA) à son domicile.
6. Karl Kaiser, 24/01/2011 et 23/04/2012, Berlin sur son lieu de travail (DGAP).
7. Alexander Kokeev, 3/04/2012, Moscou à son domicile.
8. Hagen Graf Lambsdorff, 21/04/2011, Berlin à son domicile.
9. Adam Rotfeld, 1/10/2013, Varsovie sur son lieu de travail (PISM).
10. Eberhard Schulz, 2/03/2011, et le 14/09/2011, Poznań (PL) à son domicile.
11. Immo Stabreit, 16/05/2012, Berlin, et 21/06/2012, Bonn (RFA) à son domicile.
12. Jerzy Sułek, 14/09/2011 et 14/02/2013, Varsovie dans un lieu public.
13. Janusz Symonides, 2/02/2013, Varsovie sur son lieu de travail (UW).
14. Mieczysław Tomala, 15/02/2013, Varsovie à son domicile.

BIBLIOGRAPHIE

1. SOURCES PUBLIÉES 526

(1) Ouvrages et articles des experts 526

(2) Mémoires 531

(3) Revues 533

2. GÉNÉRALITÉS 533

(1) Histoire allemande, polonaise et d'Europe de l'Est 533

(2) Histoire culturelle, imaginaires collectifs de l'Est, altérité, lieux de mémoire de l'Est, violence 539

3. EXPERTISE 543

(1) Expertise et historiographie 543

(2) Expertise de l'Est 545

(3) Biographies d'experts de l'Est 548

1. Sources publiées

(1) Ouvrages et articles des experts

« Das Ost-Archiv unserer Zeitschrift. Eine Auswahl bisher erschienener Beiträge [Les archives de l'Est de notre revue. Une sélection de contributions parues jusqu'alors] », *Europa Archiv,* 3, 1951, pp. 3791‑3792.

« Die Hochschule für Politik in Wilna [La Haute École pour la Politique à Vilnius] », *Osteuropa*, 9, 1935, pp. 144‑145.

« Die Staaten-Neubildung in Rußland [La refondation d'États en Russie] », [Carte] *Der Krieg ... in Wort und Bild 1914/18*, 1918, p. 1387.

« Die Wahlen in Sowjetrußland am 10. Februar 1946 [Les élections en Russie soviétique du 19 février 1946]», *Europa Archiv*, 7, 1946, pp. 14‑18.

« Do źródeł ukrainofobji [Aux racines de l'ukrainophobie]», *Biuletyn Polsko-Ukraiński*, 2 (25), 1933, pp. 7‑8.

« Leitfaden für den Leser [Guide pour le lecteur] », *Europa Archiv* (Oktober-November), 1946, p. 1.

« Pomiędzy antysemityzmem a ukrainofobstwem endecji [Entre l'antisémitisme et l'ukrainophobie des nationaux-démocrates] », *Biuletyn Polsko-Ukraiński,* 18 (53), 1934, pp. 1‑2.

« Zur “Umsiedlung” der Juden im Generalgouvernement [Au sujet de la ‘relocalisation’ des Juifs dans le Gouvernement général] », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte,* 7 (3), 1959, pp. 333‑336.

Die Sowjet-Union, Raum und Völker [L’Union soviétique, espace et peuples], Berlin, Der Reichsführer SS, SS-Hauptamt/IV, 1942.

Pamiętnik VII Powszechnego Zjazdu Historyków Polskich we Wrocławiu 19-22 września 1948 [Memorandum de la 7e Conférence Générale des Historiens Polonais à Wrocław, les 19-22 septembre 1948], Varsovie, Polskie Towarzystwo Historyczne, 1948.

Russland und wir : Betrachtungen über Russland und den Bolschewismus. [3. Vorträge]. Deutsche Gesellschaft f. Osteuropakunde, Stuttgart, Deutsche Verl.-Anst., 1951.

The legal position of Jews in Poland, [Postface d’Olgierd Górka] London, Polish Ministry of Information, 1942.

Was weisst du vom Deutschen Osten?: Geschichte und Kultur des Deutschen Ostraumes [Que sais-tu de l’Est allemand ? Histoire et culture de l’espace oriental allemand], Ebner & Ebner, 1942.

ARLT Fritz, *Erb -und Rassefragen im Spiegel des Schrifttums [État de l’art des questions de race et d’héritage]*, s.l, s.n, 1940.

ARLT Fritz, *Siedlung und Landwirtschaft in den eingegliederten Gebieten Oberschlesiens*, Berlin, Dt. Landbuchh. Sohnrey, 1942 (Die wirtschaftlichen Entwicklungsmöglichkeiten in den eingegliederten Ostgebieten des Deutschen Reiches. - Berlin : Volk & Reich, 1941, 10).

ARLT Fritz, *Übersicht über die Bevölkerungsverhältnisse im Generalgouvernement*, Krakau, s.n., 1940 (Volkspolitischer Informationsdienst der Regierung des Generalgouvernements, Innere Verwaltung, Bevölkerungswesenund Fürsorge).

BOREJSZA Jerzy, *W sprawie granic [Sur la question des frontières]*, Lublin, Resort Informacji i Propagandy Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego, 1944.

CZEKANOWSKI Jan, *Note sur la statistique démographique des confins orientaux de la Pologne*, Paris, s.n., 1919.

DMOWSKI Roman, « Deutschland, Russland und die polnische Frage (Auszüge) [L’Allemagne, la Russie et la question polonaise – extraits]», in: CHWALBA Andrzej (dir.), *Polen und der Osten. Texte zu einem spannungsreichen Verhältnis [La Pologne et l’Est. Textes sur une relation riche en tensions]*, Francfort s. Main, Suhrkamp Taschenbuch Verlag, 2005 (Denken und Wissen. Eine Polnische Bibliothek), pp. 111‑128.

DMOWSKI Roman, *Niemcy, Rosja i kwestia polska [L’Allemagne, la Russie et la question polonaise]*, Wydawnictwo Nortom, 2013. (Première édition : 1908).

GOGUEL Rudi, *Disposition zum Vortragszyklus ‘Wie es zur Oder-Neisse Grenze kam’ [Notes pour un cycle de conférence ‘Comment on en est arrivé à la frontière Oder-Neisse’*], s.l., s.n, 1956.

GOGUEL Rudi, *Niemiecka imperialistyczna Ostforschung w czasie drugiej wojny światowej: referat wygłoszony na otwarcie wystawy w Warszawie dnia 4 XII 1960 r [La recherche sur l’Est allemande impérialiste durant la deuxième guerre mondiale : conférence donnée à l’occasion de l’ouverture de l’exposition à Varsovie le 4.12.1960]*, Varsovie, s.n, 1960.

GOGUEL Rudi, *Oder-Neisse: eine Dokumentation [Oder-Neisse : une documentation]*, Berlin, Kongress-Verlag, 1955 (Quellen und Studien / Deutsches Institut für Zeitgeschichte).

GÓRKA Olgierd, « Absurdalność rasizmu », *Prawo Człowieka* (1), 1946, pp. 2-3.

GÓRKA Olgierd, « Kilka prawd i cyfr – z przeszłości polsko-żydowskiej », *Prawo Człowieka* (2), 1946, pp. 3-4.

GÓRKA Olgierd, *'Ogniem i mieczem' a rzeczywistość historyczna ['Par le fer et le feu' et la réalité historique]*, Varsovie, Libraria Nova, 1934.

GÓRKA Olgierd, *Outline of Polish history past and present*, London, M. I. Kolin, 1942.

GÓRKA Olgierd, *Studya nad dziejami Śląska: najstarsza tradycya opactwa Cystersów w Lubiążu [Étude sur l'histoire silésienne : la plus ancienne tradition d'abbaye cistercienne à Lubiąż]*, Lwów, A. Altenberg, 1911.

GRAUL Hans et HILDEBRANDT Gisela (dir.), *Beiträge zur Siedlungsgeographie des General-gouvernements [Contributions à la géographie de la colonisation du Gouvernement général]*, Cracovie, Burgverlag, 1943 (Schriftenreihe des Instituts für deutsche Ostarbeit Krakau. Sektion Landeskunde).

GREIFE Hermann, *Sowjetforschung : Versuch e. nat.-soz. Grundlegung d. Erforschg d. Marxismus u. d. Sowjetunion [La recherche soviétique : essai d'établissement d'une recherche nationale-socialiste du Marxisme et de l'Union soviétique]*. Geleitw. von Adolf Ehrt [Préface d'Adolf Ehrt], Berlin, Nibelungen-Verl., 1936.

HAAS Ludwig, *Auswahl und Einsatz der Ostarbeiter: psychologische Betrachtungen ; Leistung und Leistungssteigerung [Sélection et engagement des travailleurs de l'Est : considérations psychologiques ; performance et amélioration de performance]*, Neustadt/Weinstr., Haus d. Technik, Gau Westmark, 1943.

HALECKI Oskar, *Les relations entre la Pologne et les terres lithuaniennes et ruthènes avant les partages*, Paris, s.n., 1919.

HOETZSCH Otto, « Porträts russischer Historiker [Portraits d'historiens russes] », *Europa Archiv* 3, 1948, pp. 1681‑1690.

HOLZHAUSEN Rudolf, « Die Quellen zur Erforschung des Geschichte des "Dritten Reiches" von 1938 bis 1945 [Sources pour la recherche historique sur le 'III^{e} Reich' de 1938 à 1945] », *Europa Archiv*, 3, 1949, pp. 2585‑2590.

JÄCKH Ernst et SUHR Otto*, Geschichte der Deutschen Hochschule für Politik [Histoire de l'École Allemande pour la Politique]*, Weiss, 1952.

KAISER Karl, *German Foreign Policy in Transition: Bonn Between East and West*, Oxford U.P., 1968.

KIELPINSKI Walter von, « Das Ende der Ostideologie [La fin de l'idéologie orientale] », *Volk im Werden* (6), 1938, pp. 515‑524.

KIELPINSKI Walter von, « Deutsche Wissenschaft und Sowjetunion [La science allemande et l'Union soviétique] », *Volk im Werden* (5), 1937, pp. 77‑86.

KORDUBA Miron, « Die Ukraine. Aufschwung und Niedergang [L'Ukraine. Essor et déclin] », *Zeitschrift für osteuropäische Geschichte* (6), 1932, pp. 36-60.

KORDUBA Miron, « Kilka dat z dziejów dążeń społeczeństwa ukraińskiego do uzyskania własnego uniwersytetu [Quelques dates de l'histoire des aspirations de la société ukrainienne à l'obtention de sa propre université] », *Biuletyn Polsko-Ukraiński,* 4 (39), 1934, pp. 1‑4.

KRZOWSKI Paweł, « „Ogniem i mieczem" czy „Potop" w gimnazjach ukraińskich ['Par le feu et le fer' et 'Déluge' dans les lycées ukrainiens] », *Biuletyn Polsko-Ukraiński ,* 2 (25), 1933, pp. 5‑6.

KUBIJOVYČ Volodymyr, « Das geographische Bild und die Bevölkerung der Ukraine [L'image géographique et la population de l'Ukraine] », in: MÌRČUK Ìvan (dir.), *Handbuch der Ukraine [Manuel de l'Ukraine]*, Leipzig, O. Harrassowitz, 1941, pp. 1‑30.

KUEPPERS Johannes, *Einsatzbedingungen der Ostarbeiter, sowie der sowjetrussischen Kriegsgefangenen [Conditions d'engagement des travailleurs de l'Est ainsi que des prisonniers de guerre russo-soviétiques]*, Berlin, 1942 (Sonderveröffentl. d. Reichsarbeitsblattes).

KUTRZEBA Stanisław, *Les confins orientaux de la Pologne*, Paris, s.n., 1919.

LEIBBRANDT Georg, « Politische Forderungen an die Ostwissenschaft [Les attentes politiques envers les sciences de l'Est] », in: *Ostaufgaben der Wissenschaft : Vorträge der Osttagung deutscher Wissenschaftler [Les devoirs orientaux de la science : présentations de la conférence sur l'Est des scientifiques allemands]*, 1943, pp. 5‑17.

LEWANDOWSKI Józef, *Imperializm słabości: kształtowanie się koncepcji polityki wschodniej piłsudczyków 1921-1926 [L'impérialisme de la faiblesse : la formation de la conception de la politique orientale chez les Piłsudskiens 1921-1926]*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1967.

ŁOŚ Stanisław, « Ukraińcy na łamach Biuletynu Polsko-Ukraińskiego [Les Ukraniens dans les pages du Bulletin Polono-Ukrainien] », *Biuletyn Polsko-Ukraiński,* 2 (25), 1933, pp. 3‑5.

LÜCK Kurt (dir.), *Deutsche Gestalter und Ordner im Osten: in Verbindung mit dem Institut für Deutsche Ostarbeit, Krakau, unter Mitwirkung von zahlreichen Mitarbeitern [Les créateurs et organisateurs allemands à l'Est : en collaboration avec l'Institut pour le Travail à l'Est Allemand, avec la participation de nombreux collaborateurs]*, 2e édition élargie, Leipzig, S. Hirzel, 1942 (Ostdeutsche Forschungen). (Première édition : 1940).

MARKERT Werner, « Geschichtebildende Kräfte in Osten [Les forces moteurs de l'histoire à l'Est] », in: LEIBBRANDT Georg, *Ostaufgaben der Wissenschaft : Vorträge der Osttagung deutscher Wissenschaftler [Les devoirs orientaux de la science : présentations de la conférence sur l'Est des scientifiques allemands]*, 1943, pp. 100‑115.

MAURACH Reinhart, *Russische Judenpolitik [La politique juive russe]*, Deutscher Rechtsverlag, 1939.

MEHNERT Klaus, « Rußlandliteratur in den Vereinigten Staaten [La littérature scientifique sur la Russie des États-Unis] », *Europa Archiv* (Octobre), 1948, pp. 1629‑1634.

MIEROSZEWSKI Juliusz, « Niemcy [Les Allemands] », *Kultura*, 4, 1954, pp. 3‑15.

MIKULICZ Sergiusz, *Prometeizm w polityce II Rzeczypospolitej [Le prométhéisme dans la politique de la 2e République]*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1971.

MÌRČUK Ìvan (dir.), *Handbuch der Ukraine [Manuel sur l'Ukraine]*, Leipzig, O. Harrassowitz, 1941.

POHL Johannes, *Juden in der Sowjetunion zu Beginn der Herrschaft Stalins: Statist. Angaben aus jiddisch-sowjetischen Quellen mit 59 Tab. [Les Juifs dans l'Union soviétique au début du règne de Staline : données statistiques de sources yiddish et soviétiques avec 59 tableaux]*, Tilsit Leipzig [Riga], Holzner Verl., 1942.

PROKOPTSCHUK Gregor, *Deutsch-Ukrainische Gesellschaft. 1918-1968 [La société germano-ukrainienne. 1918-1968]*, Munich, Verlag Ukraine, 1968.

RAUCH Georg von, « Grundlinien der sowjetischen Geschichtsforschung im Zeichen des Stalinimus [Lignes directrices de la recherche historique soviétique sous le signe du stalinisme]», *Europa Archiv* ; première partie : 19, 1950, pp. 3383‑3388 ; deuxième partie : 20, 1950, pp. 3423‑3432 ; troisième partie : 21, 1950, pp. 3489‑3494.

RHODE Gotthold et WAGNER Wolfgang, *Quellen zur Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges [Sources de la genèse de la ligne Oder-Neisse dans les négociations diplomatiques durant la Deuxième Guerre mondiale]*, Stuttgart, Brentano-Verl., 1956 (Die Deutschen Ostgebiete : ein Handbuch. -

Stuttgart : Brentano-Verl., 1952 3).

RHODE Gotthold, « La ligne Oder-Neisse et la politique européenne », *Politique étrangère,* 25 (5), 1960, pp. 451‑475.

RICHTHOFEN Bolko (dir.), *Bolschewistische Wissenschaft und « Kulturpolitik »: ein Sammelwerk [La science et la 'politique culturelle' bolchevique : un ouvrage collectif]*, Königsberg [u.a.], Ost-Europa-Verl., 1938 (Schriften der Albertus-Universität / Geisteswissenschaftliche Reihe, 14).

ROMER Eugeniusz, « Poland: The Land and the State », *Geographical Review* 4 (1), 1917, pp. 6‑25.

ROMER Eugeniusz, *Duch Polski zachodniej [L'âme de la Pologne occidentale]*, Cracovie, Polski Związek Zachodni. Wojewódzki Zarząd Okręgowy, 1945 (Kurs Naukowo-Informacyjny o Ziemiach Zachodnich / Uniwersytet Jagielloński i Akademia Górnicza).

ROMER Eugeniusz, *Geograficzno-statystyczny atlas Polski = Geographisch-statistischer Atlas von Polen = Atlas de la Pologne (Geographie et Statistique)*, Gebethner i Wolff, 1916.

ROSENBERG Alfred, *Pest in Rußland!: der Bolschewismus, seine Häupter, Handlanger und Opfer ; Mit 75 Orig. Lichtbildern aus Sowjetrußland [Peste en Russie !: le bolchevisme, ses chefs, sbires et victimes ; avec 75 photographies de Russie soviétique]*, Munich, Deutscher Volksverl, 1922.

SCHAEDER Hildegard, « Deutsch-litauische Bündnispolitik im Mittelalter [La politique d'alliance germano-lituanienne au Moyen-Âge] », *Jomsburg* (5), 1941, pp. 368‑384.

SCHAEDER Hildegard, « Die historischen Grenzen Polens im Verhältnis zur heutigen polnischen Volkstumsmehrheit [Les frontières historique de la Pologne par rapport à la majorité ethnique polonaise d'aujourd'hui] », *Jomsburg* (2), 1938, pp. 28‑37.

SCHAEDER Hildegard, « Die Normannomachie. Der Ursprung des altrussischen Staates im Meinungskampf der Jahrhunderte [Le pouvoir normand. L'origine de l'État vieux-russe dans le débat d'idées des siècles] », *Jomsburg* (6), 1942, pp. 298‑305.

SCHAEDER Hildegard, « Die Ursachen des Untergangs des alten polnischen Staates im Urteil der heutigen polnischen Öffentlichkeit [Les causes de la chute du vieil État polonais dans l'opinion publique polonaise d'aujourd'hui] », *Jomsburg* (1), 1937, pp. 31‑37.

SCHEUNER Ulrich, « Der derzeitige völkerrechtliche Status der Ostgebiete des Deutschen Reiches [Le statut actuel des territoires orientaux de l'Empire allemand dans le droit international] », in: RHODE Gotthold, *Die Ostgebiete des Deutschen Reiches: ein Taschenbuch*, Würzburg, Holzner, 1955, pp. 141‑145.

SCHULZ Eberhard, *An Ulbricht führt kein Weg mehr vorbei: Provozierende Thesen z. dt. Frage [Ulbricht est incontournable : des thèses provocantes sur la question allemande]*, Hamburg, Hoffmann u. Campe, 1967.

SERAPHIM Peter-Heinz, « Der Antisemitismus in Osteuropa [L'antisémitisme en Europe de l'Est] », *Osteuropa*, 1939, pp. 332‑346.

STUDNICKI Władysław, *Die polnische Ostmarkenfrage: Denkschrift für deutsche Staatsmänner [La question des confins orientaux : un mémorandum pour les hommes d'État allemands]*, Varsovie, s.n., 1917.

SUKIENNICKI Wiktor, « Marksowsko-Leninowska teorja prawa [La théorie du droit marxiste-léniniste]», *Wileński Przegląd Prawniczy*, 6 (5), 1935, pp. 145-153.

SZCZEŚNIAK Antoni B, SZOTA Wiesław, *Droga do nikąd: działalność Organizacji Ukraińskich Nacjonalistów i jej likwidacja w Polsce [Droit dans le mur : l'activité de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens et sa liquidation en Pologne]*, Varsovie, Wydawn. Ministerstwa Obrony Narodowej, 1973.

TORZECKI Ryszard, *Kwestia ukraińska w polityce III Rzeszy: 1933-1945 [La question ukrainienne dans la politique du III^e Reich]*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1972.

WAGNER Wolfgang, *Die Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges: Auf Grund d. bisher zugängl. Quellen dargest. [La genèse de la ligne Oder-Neisse dans les négociations diplomatiques pendant la Deuxième Guerre mondiale : présentée sur la base des sources à ce jour accessibles]*, Stuttgart, Brentano-Verl, 1953 (Die deutschen Ostgebiete).

WASILEWSKI Leon, *Die Ukrainer in Russland und die politischen Bestrebungen derselben [Les Ukrainiens en Russie et leurs aspirations politiques]*, s.l, s.n, 1916.

WASILEWSKI Leon, Kresy Wschodnie: *Litwa i Białoruś, Podlasie i Chełmszczyzna, Galicya Wschodnia, Ukraina [Les confins orientaux : la Lituanie et la Biélorussie, la Podlachie et la région de Chełm, la Galicie orientale, l'Ukraine]*, Varsovie, Towarzystwo Wydawnicze, 1917. Version allemande : Die Ostprovinzen des alten Polenreichs: (Lithauen u. Weissruthenien, die Landschaft Chełm - Ostgalizien - die Ukraina), Cracovie, Zentr. Verlagsbureau des Polnischen Obersten Nationalkomitees, 1916.

WASILEWSKI Leon, *La paix avec l'Ukraine: Podlachie et Chelm*, Genève, Atar, 1918.

WOJCIECHOWSKI Marian, « Rola stosunków polsko-niemieckich w genezie II wojny światowej [Le rôle des relations germano-polonaise dans la genèse de la 2^e Guerre mondiale]», *Sprawy Międzynarodowe* 22 (9), 1969, pp. 23‑38.

ZABIEŁŁO Stanisław, *Akcja Kominternu: wykład wygłoszony na kursie naukowym dla urzędników służby zagranicznej dn. 14.IV.1937 r [L'action du Komintern : conférence donnée pour la formation scientifique des fonctionnaires du service diplomatique, le 14.04.1937]*, s.l, s.n, 1937.

ZABIEŁŁO Stanisław, *Rosja Sowiecka: wykład wygłoszony w dn. 3 marca 1936 r. na Kursie Naukowym dla urzędników służby zagranicznej [La Russie soviétique : conférence donnée le 3.03.1936 pour la formation scientifique des fonctionnaires du service diplomatique]*, Varsovie, Ministerstwo Spraw Zagranicznych, 1936.

ZABIEŁŁO Stanisław, *Sprawa polska podczas II wojny światowej w świetle pamiętników. Opracował Stanisław Zabiełło [La question polonaise durant la 2^e Guerre mondiale à la lumière des mémoires. Préparé par Stanisław Zabiełło]*, R.S.W. Prasa, 1958.

ZABIEŁŁO Stanisław, *W kręgu historii [Dans le giron de l'histoire]*, Varsovie, Pax, 1970.

(2) Mémoires

ARLT Fritz, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik: im Generalgouvernement für die besetzten polnischen Gebiete 1939/40 und in Oberschlesien 1941/43 und im Freiheitskampf der unterdrückten Ostvölker: Dokumenten, Äusserungen von Polen, Ukrainern und Juden: Richtigstellungen von Fälschungen Erinnerungen eines Insiders [La politique envers les Polonais, les Ukrainiens et les Juifs : dans le Gouvernement général des territoires polonais occupé en 1939-40 et en Haute-Silésie en 1941-43 et dans le combat pour la liberté des peuples oppressés de l'Est: Documents, déclarations de Polonais, d'Ukrainiens et de Juifs : rectifications de falsifications. Mémoires d'un insider]*, Lindhorst, Wissenschaftlicher Buchdienst Herbert Taege, 1995.

BAHR Egon, *Zu meiner Zeit [De mon temps]*, Berlin, Siedler Verlag, 1999.

BIRRENBACH Kurt, *Meine Sondermissionen: Rückblick auf 2 Jahrzehnte bundesdt. Aussenpolitik [Mes missions spéciales : retour sur 2 décennies de politique étrangère ouest-allemande]*, Düsseldorf Wien, Econ-Verlag, 1984.

DIEHL Günter, *Zwischen Politik und Presse: Bonner Erinnerungen 1949 – 1969 [Entre politique et presse : mémoires de Bonn 1949-1969]*, Francfort/Main, Societäts-Verl, 1994.

HILGER Gustav, *Wir und der Kreml: deutsch-sowjetische Beziehungen 1918-1941 : Erinnerungen eines deutschen Diplomaten [Nous et le Kremlin : les relations germano-soviétique 1918-1941 : mémoires d'un diplomate allemand]*, Athenäum, 1955.

MEHNERT Klaus, *Ein Deutscher in der Welt. Erinnerungen 1906 – 1981 [Un Allemand dans le monde. Mémoires 1906-1981]*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1981.

MEYER-LANDRUT Andreas, *Mit Gott und langen Unterhosen [Avec Dieu et des caleçons longs]*, Berlin, Edition Q, 2003.

ROHRBACH Paul, « Axel Schmidt, dem Kenner des Ostens zum Gedaechtnis [En mémoire du connaisseur de l'Est, Axel Schmidt] », *Ukraine in Vergangenheit und Gegenwart* (4), 1952, pp. 37‑40.

SCHAEDER Hildegard, *Ostern im KZ [Pâques au camp de concentration]*, Berlin, Verl. Haus u. Schule, 1947.

SCHULZ Eberhard, *Von Einfalt zu vielen Falten [De la naïveté aux rides]*. [Manuscrit inédit].

STEMPEL Otto von, *Die Umkehrung aller Werte: Erlebtes in Sowjetischer Kriegsgefangenschaft vom 9. Mai 1945 bis 1. Januar 1954 [Le renversement de toutes les valeurs : choses vécues en captivité soviétique du 9.05.1945 au 1.01.1954]*, Meckenheim, 1998.

STOŁYHWO Kazimierz, *W niewoli u NSDAP: zestawienie biograficzne w okresie od 1.IV.1939-18.I.1945 [En prison chez la NSDAP : éléments biographiques de la période du 1.04.1939-18.01.1945]*, Cracovie, F. Trzeciecki, 1946.

SWIANIEWICZ Stanislaw, *W Cieniu Katynia [À l'ombre de Katyn]*, Instytut Literacki, 1976.

ŚLIWOWSKA Wiktoria et ŚLIWOWSKI René, *Rosja: nasza miłość [Russie : mon amour]*, Warszawa, Iskry, 2008.

TOMALA Mieczysław, *Niemcy - moją pasją [L'Allemagne – ma passion]*, Varsovie, Dom Wydawniczy Elipsa, 2010.

TOMALA Mieczysław, *Z dni chmurnych i górnych w Polskim Instytucie Spraw Międzynarodowych [Les hauts et les bas à l'Institut Polonais des Affaires Internationales]*, Toruń, Wydaw. Adam Marszałek, 2002.

ZABIEŁŁO Stanisław, « Byłem w Dorze. Wspomnienia z obozu koncentracyjnego w 25 rocznice wyzwolenia Buchenwaldu [J'étais à Dora. Mémoires du camp de concentration à l'occasion des 25 ans de la libération de Buchenwald] », *Życie i Myśl* (3), 1970, pp. 75‑85.

ZABIEŁŁO Stanisław, *Na posterunku we Francji [En faction en France]*, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1967.

ZABIEŁŁO Stanisław, *Wspomnienia z lat 1902–1936 [Mémoires des années 1902-1936]* [Manuscrit inédit], 1969, Zakład Narodowy im. Ossolińskich. Katalog rękopisów zinwentaryzowanych, 18892/II.

(3) Revues

Titre original	Titre traduit	Institution éditrice
Osteuropa	L'Europe de l'Est	DGO
Europa Archiv	Archives de l'Europe	DGAP
Biuletyn Polsko-Ukraiński	Bulletin polono-ukrainien	Instytut Wschodni
Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte	Le Revue trimestrielle d'histoire contemporaine	Institut für Zeitgeschichte (Munich)
Zeszyty Historyczne	Les Cahiers historiques	Instytut Literacki
Zeitschrift für Ostmitteleuropaforschung	Revue pour la recherche sur l'Europe centrale et orientale	Institut Herder
Jomsburg	Jomsborg	PuSte
Sprawy Międzynarodowe	Affaires internationales	PISM

2. Généralités

(1) Histoire allemande, polonaise et d'Europe de l'Est

APPLEBAUM Anne, Iron Curtain: *The Crushing of Eastern Europe, 1944-1956*, Londres, Penguin Books, 2013.

BAFOIL François (dir.), *La Pologne*, Paris, Seuil, 2007.

BEAUVOIS Daniel et MIŁOSZ Czesław, *Les confins de l'ancienne Pologne: Ukraine, Lituanie, Biélorussie XVIe-XXe siècles*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1988 (Politiques).

BEAUVOIS Daniel, *La bataille de la terre en Ukraine, 1863-1914: les Polonais et les conflits socio-ethniques*, Presses Univ. Septentrion, 1993.

BEAUVOIS Daniel, *La Pologne des origines à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2010.

BENECKE Werner, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik: Staatsmacht und offentliche Ordnung in einer Minderheitenregion 1918-1939 [Les territoires orientaux de la Deuxième République Polonaise : puissance d'État et ordre public dans une région de minorités]*, Köln, Bohlau, 1999.

BARTOV Omer et WEITZ Eric D., *Shatterzone of Empires: Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian, and Ottoman Borderlands*, Indiana University Press, 2013.

BLAIVE Muriel, GERBEL Christian et LINDENBERGER Thomas, *Clashes in European Memory: The Case of Communist Repression and the Holocaust*, Innsbruck, Studien Verlag, 2010.

BLASIUS Rainer A., « Erwin Wickert und die Friedensnote der Bundesregierung vom 25. März 1966 [Erwin Wickert et la note de paix du gouvernement ouest-allemand du 25 mars 1966] », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte,* 43 (3), 1995, pp. 539‑553.

BENECKE Werner, « "...ein allerdings zur Zeit sehr schwacher Verbündeter Deutschlands". Das Auswärtige Amt und die ukrainische Minderheit in der Polnischen Republik 1922-1930

['…un allié de l'Allemagne toutefois très faible'. Le Ministère des Affaires allemand et la minorité ukrainienne dans la République poloniase 1922-1930] », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung,* 49 (2), 2000, pp. 221-241.

BENECKE Werner, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik: Staatsmacht und offentliche Ordnung in einer Minderheitenregion 1918-1939 [Les territoires orientaux de la Deuxième République Polonaise : autorité de l'État et ordre public dans une région de minorités 1918-1939]*, Köln, Bohlau, 1999.

BORODZIEJ Włodzimierz et ZIEMER Klaus, *Deutsch-polnische Beziehungen 1939 - 1945 - 1949.: Eine Einführung.*, Fibre, 2000.

BORODZIEJ Włodzimierz, *Geschichte Polens im 20. Jahrhundert*, C.H.Beck, 2010.

BORODZIEJ Włodzimierz, KOCHANOWSKI Jerzy et PUTTKAMER Joachim von, *Schleichwege: inoffizielle Begegnungen sozialistischer Staatsbürger zwischen 1956 und 1989*, Böhlau Verlag Köln Weimar, 2010.

BRUSKI Jan Jacek, *Między prometeizmem a realpolitik: II Rzeczpospolita wobec Ukrainy Sowieckiej 1921-1926 [Entre le prométhéisme et la realpolitik : la 2e République [polonaise] envers l'Ukraine soviétique 1921-1926]*, Cracovie, Towarzystwo Wydawnicze « Historia Iagellonica », 2010 (Studia z Historii XX Wieku).

BRUSKI Jan Jacek (dir.), *Hołodomor 1932-1933: Wielki Głód na Ukrainie w dokumentach polskiej dyplomacji i wywiadu [Le Holodomor 1932-1933 : la Grande Famine en Ukraine dans les documents de la diplomatie polonaise et le renseignement]*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 2008.

BRUTTMANN Tal, *Auschwitz*, Paris, La Découverte, 2015.

BUDRYTE Dovile, « Decolonization of Trauma and Memory Politics: Insights from Eastern Europe », *Humanities,* 5 (1), 2016.

BUSCHFORT Wolfgang, *Parteien im Kalten Krieg: Die Ostbüros von SPD, CDU und FDP [Les partis dans la Guerre froide : les bureaux de l'Est de la SPD, CDU et FDP]*, Ch. Links Verlag, 2010.

CHAPOUTOT Johann, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2017''.

CHWALBA Andrzej, « Le quotidien difficile des terres polonaises, 1914-1918 », *Guerres mondiales et conflits contemporains* (260), 2015, pp. 19‑32.

CHWALBA Andrzej, *Samobójstwo Europy: Wielka Wojna 1914-1918*, Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2014.

CONZE Eckart, FREI Norbert, HAYES Peter et al., Das Amt und die Vergangenheit: Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik, München, Blessing Karl Verlag, 2010.

DANNENBERG Julia von, *The Foundations of Ostpolitik: The Making of the Moscow Treaty Between West Germany and the USSR*, OUP Oxford, 2008.

DĘBSKI Sławomir, *Zapomniany pokój: traktat ryski : interpretacje i kontrowersje : 90 lat później [La paix oubliée : le Traité de Riga : interprétations, controverses : 90 ans après],* Varosvie, Centrum Polsko-Rosyjskiego Dialogu i Porozumienia, 2013.

DÖNNINGHAUS Victor, *Die Deutschen in der Moskauer Gesellschaft: Symbiose und Konflikte [Les Allemands dans la société moscovite : symbiose et conflits]*, Munich, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2002.

DRWESKI Bruno, « La Pown : un mouvement de résistance polonais en France », *Revue des études slaves,* 59 (4), 1987, pp. 741‑752.

DUBY Georges, *Grand Atlas historique*, Larousse, 2001.

DULLIN Sabine, *L'épaisseur d'une frontière : aux origines des politiques soviétiques*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2014.

DULLIN Sabine et COEURÉ Sophie (dir.), *Frontières du communisme : mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, Paris, La Découverte, 2007.

DÜRING Marten, *Verdeckte soziale Netzwerke im Nationalsozialismus: Die Entstehung und Arbeitsweise von Berliner Hilfsnetzwerken für verfolgte Juden [Réseaux sociaux cachés dans le National-socialisme : émergence et méthode de travail des réseaux d'aide berlinois pour les juifs persécutés]*, Walter de Gruyter, 2015.

FLEISCHHAUER Ingeborg, *Das Dritte Reich und die Deutschen in der Sowjetunion [Le Troisième Reich et les Allemands de l'Union soviétique]*, Walter de Gruyter, 1983.

FLEISCHHAUER Ingeborg, *Diplomatischer Widerstand gegen « Unternehmen Barbarossa »: die Friedensbemühungen der Deutschen Botschaft Moskau 1939-1941 [La résistance diplomatique contre 'l'entreprise Barbarossa' : les efforts pour la paix de l'ambassade allemande à Moscou 1939-1941]*, Berlin, Ullstein, 1991.

GARLEFF Michael, *Deutschbalten, Weimarer Republik und Drittes Reich [Les Allemands de la Baltique, la République de Weimar et le Troisième Reich]*, Böhlau Verlag Köln Weimar, 2001.

GAWĘDA Stanisław, *Die Jagiellonische Universität in der Zeit der faschistischen Okkupation 1939-1945 [L'Université Jagiellon durant l'occupation fasciste 1939-1945]*, Jena, Urania-Verlag, 1981.

GELLY Violaine et GRADVOHL Paul, *Charlotte Delbo*, Fayard, 2013.

GŁOWACKI Albin, « Sprawa powojennej Polski na łamach 'Nowych Widnokręgów' w latach 1942-1944 [La question de la Pologne d'après-guerre dans les pages de 'Nouveaux Horizons' dans les années 1942-1944] », *Acta universitatis lodziensis.* Folia Historica (55), 1996, pp. 119‑137.

GÖRLDT Andrea, *Rudolf Herrnstadt und Wilhelm Zaisser: Ihre Konflikte in der SED-Führung im Kontext innerparteilicher Machtsicherung und sowjetischer Deutschlandpolitik [Rudolf Herrnstadt et Wilhelm Zaisser : leurs conflits au sein de la direction du SED dans le contexte d'une lutte pour le pouvoir interne au parti et de la politique soviétique envers l'Allemagne]*, Francfort/Main ; New York, Peter Lang, 2002.

GOLCZEWSKI Frank, *Deutsche und Ukrainer 1914-1939* [*Allemands et Ukrainiens 1914-1939]*, Paderborn, Schöningh, 2010.

GOUSSEFF Catherine, *Échanger les peuples*, Paris, Fayard, 2015.

GRADVOHL Paul, *L'Europe centrale est-elle concevable ? Les impasses de la sécurité nationale en Europe centrale. Impact sur la cohérence régionale au XX^e^ siècle*, habilitation à diriger des recherches, Nancy II, 2009.

GRAU Andreas, *Gegen den Strom : die Reaktion der CDU/CSU-Opposition auf die Ost- und Deutschlandpolitik der sozial-liberalen Koalition 1969 – 1973 [À contre-courant : la réaction de la CDU/CSU face à la politique allemande de la coalition sociale-libérale 1969-1973]*, Düsseldorf, Droste, 2005.

GRAZIOSI Andrea, *Histoire de l'URSS*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2010.

GRENET Frantz, *Recentrer l'Asie centrale : Leçon inaugurale prononcée le jeudi 7 novembre 2013*, Paris, Collège de France, 2014 (Leçons inaugurales). En ligne: OpenEdition Books, <http://books.openedition.org/cdf/3594>, consulté le 19.07.2016.

HALECKI Oscar, *Borderlands of Western Civilization: A History of East Central Europe*, 2e édition, Safety Harbor, FL, Simon Publications, 2000.

HRYCIUK Grzegorz et SIENKIEWICZ Witold, Wysiedlenia, Wypędzenia I Ucieczki 1939-1959: Atlas Ziem Polski: Polacy, Żydzi, Niemcy, Ukraincy [Déportations, expulsions et fuites 1939-1959 : Atlas des terres de Pologne : Polonais, Juifs, Allemands, Ukrainiens], Varsovie, Demart, 2006. Version allemande : SIENKIEWICZ Witold (dir.), *Zwangsumsiedlung, Flucht und Vertreibung 1939 - 1959: Atlas zur Geschichte Ostmitteleuropas [Déportation forcées, fuite et expulsion 1939-1959 : atlas de l'histoire de l'Europe centrale et orientale]*, Bonn, Bpb, 2009.

INGRAO Christian, *La promesse de l'Est : Espérance nazie et génocide, 1939-1943*, Paris, Seuil, 2016.

JABŁONOWSKI Marek, JAKUBOWSKI Wojciech et JAJECZNIK Konrad (dir.), *O Niepodległą i granice. T. 8, Ku Rzeczypospolitej demokratycznej: polska debata ustrojowa 1917-1921 [Pour l'indépendance et la frontière. Tome 8 : vers une République démocratique : le débat constitutionnel polonais 1917-1921]*, Pułtusk : Varsovie, Akademia Humanistyczna im. Gieysztora ; Uniwersytet Warszawski : Oficyna Wydawnicza Aspra-JR, 2015.

JAROSZ Dariusz, « Historiografia dziejów społecznych Polski w XX wieku po 1989 roku: perspektywy i możliwości badawcze, metodologia [L'historiographie de l'histoire sociale de la Pologne au XXe siècle après 1989 : perspectives et possibilités d'études, méthodologie] », *Rocznik Antropologii Historii*, 2012, pp. 289‑297.

JAROSZ Dariusz, « Post-1989 historiography's distorted image of the relation between authorities and society in Poland during the period from 1944 to 1989 », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest,* 45 (2), 2014, pp. 215–273.

JAROSZ Dariusz, *Polacy a stalinizm 1948-1956 [Les Polonais et le stalinisme 1948-1956]*, Varsovie, Instytut Historii PAN [Polskiej Akademii Nauk], 2000.

JENA Kai von, *Polnische Ostpolitik nach dem Ersten Weltkrieg: das Problem der Beziehungen zu Sowjetrußland nach dem Rigaer Frieden von 1921 [La politique orientale polonaise après la Première Guerre mondiale : le problème de la relation avec la Russie soviétique après la paix de Riga de 1921]*, Stuttgart, Dt. Verl.-Anst., 1980 (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte. - Munich : De Gruyter Oldenbourg).

JUDT Tony, *Postwar: A History of Europe Since 1945*, Reprint edition, New York, NY, Penguin Books, 2006.

KORNAT Marek, *Ruch prometejski i walka o przebudowę Europy Wschodniej (1918-1940): studia i szkice [Le mouvement prométhéen et la lutte pour la construction de l'Europe de l'Est (1918-1940)]*, Varsovie, Instytut Historii PAN, 2012.

KUŚNIERZ Robert, « Obraz głodującej wsi ukraińskiej w latach trzydziestych XX w. w dokumentach polskich przedstawicielstw dyplomatycznych w ZSRR i polskiego wywiadu », *Polska i jej wschodni sąsiedzi* (10), 2009, pp. 64-75.

KWIECIEŃ Marcin, « Kilka dokumentów z dziejów ruchu prometejskiego lat drugiej wojny światowej [Quelques documents de l'histoire du mouvement prométhéen des années de la deuxième guerre mondiale] », *Krakowskie Studia z Historii Państwa i Prawa*, 7 (2), 2014.

ŁATKA Rafał, SZLACHTA Bogdan (dir.), *Polskie wizje i oceny komunizmu po 1939 roku [Les visions et appréciations polonaises du communisme après 1939]*, Cracovie, Ośrodek Myśli Politycznej, 2015 (Polskie Tradycje Intelektualne 23).

LIBERA Paweł (dir.), *II Rzeczpospolita wobec ruchu prometejskiego [La IIe République envers le mouvement prométhéen]*, Varsovie, Centralne Archiwum Wojskowe im. mjr. Bolesława Waligóry : Tetragon, 2013 (Wojskowe Teki Archiwalne, Instytut Józefa Piłsudskiego w Ameryce).

LIBERA Paweł, « Zwalczanie ruchu prometejskiego w Polsce Ludowej: wstęp do badań [La lutte contre le mouvement prométhéen dans la Pologne populaire : introduction à l'étude] », *Historia i Polityka*, 11 (4), 2010, pp. 205‑242.

MATERSKI Wojciech, *Na widecie: II Rzeczpospolita wobec Sowietów 1918-1943 [En sentinelle : la II^e^ République [polonaise] face aux Soviétiques 1918-1943],* Instytut Studiów Politycznych PAN, 2005.

MILÂKOVA Lidiâ Borisovna (dir.), *Le livre des pogroms: antichambre d'un génocide* [Préface de Nicolas Werth], Paris, France, Mémorial de la Shoah : Calmann-Lévy, 2010.

MOMMSEN Wolfgang J., « Der "polnische Grenzstreifen". Anfänge der "völkischen Flurbereinigung" und der Umsiedlungspolitik [La 'bande territoriale polonaise'. Débuts du 'remembrement ethnonational' et de la politique de déportation] », in: *Der Erste Weltkrieg: Anfang vom Ende des bürgerlichen Zeitalters [La Première Guerre mondiale : début de la fin de l'époque bourgeoise]*, Fischer Taschenbuch Verlag, 2004, pp. 118‑136.

MOSSE George Lachmann, *De la Grande Guerre au totalitarisme: la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette littératures, 2007 (Pluriel. Histoire).

MÜLLER Rolf-Dieter, *An der Seite der Wehrmacht: Hitlers ausländische Helfer beim « Kreuzzug gegen den Bolschewismus » ; 1941 – 1945 [Aux côtés de la Wehrmacht : les aides étrangères d'Hitler dans 'la croisade contre le bolchevisme']*, Berlin, Links, 2007.

MÜLLER Rolf-Dieter, *Der Feind steht im Osten: Hitlers geheime Pläne für einen Krieg gegen die Sowjetunion im Jahr 1939 [L'ennemi est à l'Est : les plans secrets d'Hitler pour une guerre contre l'Union soviétique en 1939]*, Berlin, Links, 2011.

MÜLLER Rolf-Dieter, *Hitlers Ostkrieg und die deutsche Siedlungspolitik: die Zusammenarbeit von Wehrmacht, Wirtschaft und SS [La guerre orientale d'Hitler et la politique allemande de colonisation : la coopération de la Wehrmacht, du milieu économique et de la SS]*, Francfort/Main, Fischer Taschenbuch Verl, 1991.

MUTH Ingrid, *Die DDR-Aussenpolitik 1949-1972: Inhalte, Strukturen, Mechanismen [La politique étrangère de la RDA 1949-1972 : contenus, structures et mécanismes]*, Ch. Links Verlag, 2000.

NABRDALIK Mag Bart, « South-Eastern Poland Between 1939 and the Final Soviet Frontier Demarcation in 1951—The Destruction of an Ethnic Mosaic », *The Journal of Slavic Military Studies*, 21 (1), 2008, pp. 17‑37.

NOWAK Andrzej, *Polska w planach bolszewickiego kierownictwa - pierwsze próby sowietyzacji [La Pologne dans les plans des dirigeants bolcheviques – premières tentatives de soviétisation]*, Wydawnictwo Naukowe « Semper », 2000.

PIERZCHAŁA Henryk, *Wyrwani ze szponów państwa-SS: Sonderaktion Krakau 1939-1941 [Arrachés aux griffes de l'État SS : l'Action spéciale Cracovie 1939-1941]*, Cracovie, 1997. (Version allemande : *Den Fängen des SS-Staates entrissen: die « Sonderaktion Krakau » 1939 - 1945*, Cracovie, 1998.)

PIPER Ernst, *Alfred Rosenberg: Hitlers Chefideologe [Alfred Rosenberg : l'idéologue en chef d'Hitler]*, Munich, Karl Blessing Verlag, 2009.

POLONSKY Antony, *Dzieje Żydow w Polsce i Rosji [Histoire des Juifs en Pologne et en Russie]*, Wydawnictwo Naukowe PWN, 2014.

ROTFELD Adam Daniel, TORKUNOV Anatolij Vasil'evič et RAWSKA Katarzyna, *Białe plamy - czarne plamy: sprawy trudne w polsko-rosyjskich stosunkach 1918-2008 [tâches blanches – trous noirs : les questions difficiles dans les relations polono-russes 1918-2008]*, Varsovie, Polski

Instytut Spraw Międzynarodowych, 2010.

RUDOLPH Katrin, *Hilfe beim Sprung ins Nichts: Franz Kaufmann und die Rettung von Juden und « nichtarischen » Christen [L'aide pour le saut dans le vide : Franz Kaufmann et le sauvetage des Juifs et des « non-ariens »]*, Metropol, 2005.

SHORE Marci, *Caviar and Ashes: A Warsaw Generation's Life and Death in Marxism, 1918-1968*, Yale University Press, 2006.

SNYDER Timothy, *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*, Basic Books, 2010.

STOKŁOSA Katarzyna, *Polen und die deutsche Ostpolitik : 1945 – 1990 [La Pologne et la politique orientale allemande]*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2011.

STOLA Dariusz, « The Polish Government-in-exile: National Unity and Weakness », *Holocaust Studies. A Journal of Culture and History*, 18 (2), 2012, pp. 95‑118.

STREBEL Bernhard, *Das KZ Ravensbrück: Geschichte eines Lagerkomplexes [Le camp de concentration Ravensbrück : histoire d'un complexe de camps]*, Ferdinand Schöningh, 2003.

TAUBMAN William, *Khrushchev: The Man and His Era*, W.W. Norton, 2003.

THER Philipp, *Deutsche und polnische Vertriebene: Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in der SBZ/DDR und in Polen 1945-1956 [Les expulsés allemands et polonais : société et politique envers les expulsés dans la Zone d'Occupation Soviétique-RDA et en Pologne 1945-1956]*, Göttingen, 1998 (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft 127).

UEBERSCHÄR Gerd R., *« Unternehmen Barbarossa »: der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941 : Berichte, Analysen, Dokumente ['Entreprise Barbarossa' : l'attaque allemande sur l'Union soviétique en 1941 : rapports, analyses, documents]*, Paderborn, FSchöningh, 1984.

WENTKER Hermann, *Außenpolitik in engen Grenzen: die DDR im internationalen System 1949 – 1989 [Une politique étrangère dans des frontières étroites : la RDA dans le système international 1949-1989]*, Munich, Oldenbourg, 2007 (Veröffentlichungen zur SBZ /DDR-Forschung im Institut für Zeitgeschichte).

WENZEL Otto, « Holodomor. Stalins Genozid in der Ukraine 1932–1933 in Berichten der Deutschen Botschaft Moskau und des Generalkonsulats Charkow [le Holodomor. Le génocide de Staline en Ukraine 1932-1933 dans les comptes-rendus de l'ambassade [allemande] de Moscou et du consulat général de Kharkov] », *Zeitschrift des Forschungsverbundes* (28), 2010, pp. 5‑24.

WERTH Nicolas, *La grande famine en Ukraine 1932-1933: le plus grand crime de masse du stalinisme*, Paris, France, De vive voix, 2010.

WOŁOS Mariusz, « Wielki Głód lat 1932–1933 we współczesnej historiografii rosyjskiej [La Grande Famine des années 1932-1933 dans l'historiographie contemporaine russe] », in: DMITRÓW Edmund, *Wiek nienawiści: studia [Le siècle de la haine : études]*, Warszawa, Instytut Historii Polskiej Akademii Nauk : Instytut Pamięci Narodowej - Komisja Ścigania Zbrodni przeciwko Narodowi Polskiemu, 2014, pp. 381‑396.

WOŁOS Mariusz, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym: dyplomacja sowiecka wobec Polski w okresie kryzysu politycznego 1925-1926 [Sur Piłsudski, Dmowski et le coup d'État de Mai [1926] : la diplomatie soviétique envers la Pologne dans une période de crise politique 1925-1926]*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 2013.

WYSOCKI Roman, « Stanowisko władz i reakcje społeczne wobec Wielkiego Glodu na Ukrainie [L'attitude des pouvoirs publics et les réactions sociales à la Grande Famine en Ukraine] », *Res Historica : czasopismo Instytutu Historii UMCS* (31), 2011, pp. 125‑146.

ZAREMBA Marcin, *Wielka trwoga: Polska 1944-1947: ludowa reakcja na kryzys [La grande terreur : la Pologne entre 1944-1947 : la réaction populaire à la crise], Cracovie*, Varsovie, Społeczny Instytut Wydawniczy Znak ; Instytut Studiów Politycznych PAN, 2012.

ZIĘBA Andrzej A., Lobbing dla Ukrainy w Europie miedzywojennej [Lobbing pour l'Ukraine dans l'Europe de l'entre-deux-guerres], Cracovie, Ksiegarnia Akademicka, 2010.

ZIELIŃSKI Konrad, *O Polską Republikę Rad: działalność polskich komunistów w Rosji Radzieckiej 1918-1922 [Pour la République Polonaise des Conseils : l'activité des communistes polonais dans la Russie Soviétique 1918-1922]*, Lublin, Wydawnictwo Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, 2013.

(2) Histoire culturelle, imaginaires collectifs de l'Est, altérité, lieux de mémoire de l'Est, violence

ANDERSON Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, 1991.

AUGÉ Marc, *Le sens des autres* : actualité de l'anthropologie, Paris, Fayard, 1994.

BACZKO Bronislaw, *Les imaginaires sociaux: mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984.

BAZIN Jean, « L'anthropologie en question: altérité ou différence », in: *Des clous dans la Joconde : L'anthropologie autrement*, Toulouse, Anacharsis, 2008, pp. 35‑50.

BEHRENDS Jan C., *Die erfundene Freundschaft : Propaganda für die Sowjetunion in Polen und in der DDR [L'amitié inventée : propagande pour l'Union soviétique en Pologne et en RDA]*, Köln, Böhlau, 2006.

BILLINGTON James H., *The Icon and the Axe: An Interpretative History of Russian Culture*, New York, Vintage, 1970.

BORN Robert et LEMMEN Sarah, *Orientalismen in Ostmitteleuropa: Diskurse, Akteure und Disziplinen vom 19. Jahrhundert bis zum Zweiten Weltkrieg [Les orientalismes en Europe centrale et orientale du XIX^{e} siècle à la 2^{e} Guerre mondiale]*, Bielefeld, transcript Verlag, 2014.

BOROWSKI Andrzej, « Les "Sarmates" ou la préhistoire du messianisme polonais », in: CIEŚLA-KORYTOWSKA Maria (dir.), *Messianisme et slavophilie: colloque polono-français, 2-7 octobre 1985*, Cracovie, Université Jagellonne, 1987.

CŒURÉ Sophie, *La grande lueur à l'Est: les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999.

DELSOL Chantal, MASŁOWSKI Michel, NOWICKI Joanna et al*., Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, Presses Universitaires de France, 2002.

DEMOULE Jean-Paul, *Mais où sont passés les Indo-Européens ?: le mythe d'origine de l'Occident*, Paris, Seuil, 2014.

DOSSE François, *Le pari biographique*, Paris, La Découverte, 2011.

DRALLE Lothar, *Von der Sowjetunion lernen, ... : zur Geschichte der Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft [Apprendre de l'Union soviétique,… : sur l'histoire de la Société pour l'amitié germano-soviétique]*, Berlin, Duncker und Humblot, 1993.

DULPHY Anne, FRANK Robert, MATARD-BONUCCI Marie-Anne et al., *Les relations culturelles*

internationales au XXe siècle: de la diplomatie culturelle à l'acculturation, Bruxelles, Peter Lang, 2010.

FRANCFORT Didier, *Le Chant des Nations : Musiques et cultures en Europe 1870-1914*, Paris, Hachette, 2004.

FRANCFORT Didier, *Un été 16 : Éléments d'histoire culturelle européenne au regard du présent*, Presses Universitaires de Nancy, 2016.

FRANÇOIS Étienne et SCHULZE Hagen, *Mémoires allemandes*, Paris, Gallimard, 2007.

GARLICKI Andrzej, *Siedem mitów Drugiej Rzeczypospolitej [Sept mythes de la Deuxième République]*, Varsovie, Czytelnik, 2013.

GIRAULT René et BORNE Dominique, *Peuples et nations d'Europe au XIXe siècle*, Hachette Education, 1996.

GIUST-DESPRAIRIES Florence, *L'imaginaire collectif*, Toulouse, Erès, 2009.

GINSBURG Carlo, *Le Fromage et les vers : L'univers d'un meunier du XVI^e^ siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1993.

GOLIŃCZAK Marek, *Zwiazek Radziecki w myśli politycznej polskiej opozycji w latach 1976 - 1989*, Cracovie, 2009.

GOMUŁKA Stanisław, POLONSKY Antony (dir.), *Polish Paradoxes*, Londres ; New York, Routledge, 1990.

GRADVOHL Paul, « Europe centrale, Europe de l'Est, « terres de sang » et autres « éclats d'empires » au XX^e^ siècle. De l'ombre portée des puissances à une existence en soi de l'Europe médiane ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 45 (2), 2014, pp. 175‑214.

GROH Dieter, Russland im Blick Europas: 300 Jahre historische Perspektiven [La Russie sous le regard de l'Europe : 300 ans de perspectives historiques], Francfort/Main, Suhrkamp, 1988.

HAZAREESINGH Sudhir, « Mythe », in: *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, pp. 562‑566.

HOCHMANN Jacques, *Une histoire de l'empathie*, Paris, Odile Jacob, 2012.

HROCH Miroslav, « National Self-Determination from a Historical Perspective », *Canadian Slavonic Papers / Revue Canadienne des Slavistes,* 37 (3/4), 1995, pp. 283‑299.

JEANNENEY Jean-Noël, *Une Idée Fausse Est Un Fait Vrai*, Paris, Odile Jacob, 2001.

JEANPIERRE Laurent, « Les populismes du savoir », *Critique* (776‑777), 2012, pp. 150‑164.

JEDIG Angelina et INGOLD Felix Philipp, « Russland als Imitat? Zu Felix Philipp Ingolds „Die Faszination des Fremden. Eine andere Kulturgeschichte Russlands" [mit Replik] [La Russie comme imitation ? En réponse à la 'Fascination de l'étranger. Une autre histoire culturelle de la Russie' de Felix Ingold. Avec une réponse] », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas,* 58 (4), 2010, pp. 537‑561.

KOENEN Gerd, *Der unerklärte Frieden: Deutschland, Polen u. Rußland : e. Geschichte [La paix non déclarée : Allemagne, Pologne et Russie : une histoire]*, Francfort/Main, Sendler, 1985.

KOENEN Gerd, *Der Rußland-Komplex. Die Deutschen und der Osten 1900-1945 [Le complexe de la Russie. Les Allemands et l'Est 1900-1945]*, Munich, C.H. Beck Verlag, 2005.

KOSINOVA Tat'âna Feofanovna et SZCZĘSNY Robert, *Polski mit: Polska w oczach sowieckich dysydentów*, Kraków; Warszawa, Instytut Książki - Nowaja Polsza, 2012.

KOTLARSKI Grzegorz et FIGURA Marek, *Oblicza Wschodu w kulturze polskiej [Les visages de l'Est dans*

la culture polonaise], Poznań, Wydaw. Poznańskie, 1999 (Poznańskie Studia Wschodoznawcze).

LAZARI Andrzej DE, ZAKOWSKA Magdalena et RIABOW Oleg, *Europa i Niedźwiedź [L'Europe et l'Ours]*, Varsovie, Sedno, 2013.

LIULEVICIUS Vejas Gabriel, *The German Myth of the East: 1800 to the Present*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2011.

LIULEVICIUS Vejas Gabriel, *War land on the Eastern Front: culture, national identity and German occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 (Studies in the Social and Cultural History of Modern Warfare, 9).

NOWAK Andrzej, *Jak rozbić rosyjskie imperium?: idee polskiej polityki wschodniej (1733-1921) [Comment briser l'empire russe ? Courants de la politique orientale polonaise [1733-1921]* , Varsovie, Gryf, 1995.

OMILANOWSKA Malgorzata, *Tür an Tür. Polen - Deutschland: 1000 Jahre Kunst und Geschichte [Côte à côte. Pologne-Allemange : 1000 ans d'art et d'histoire]*, DuMont Buchverlag, 2011.

ORY Pascal et SIRINELLI Jean-François, *Les intellectuels en France*, Paris, Tempus Perrin, 2004.

OSCHLIES Wolf, *Aeroflot bis Zar: Ein heiteres Sachbuch zu den 222 russischen Wörtern, die ALLE Deutschen kennen*, Wieser Verlag, 2011.

OYE David Schimmelpenninck van der, *Russian Orientalism: Asia in the Russian Mind from Peter the Great to the Emigration*, Yale University Press, 2010.

POTKOWSKI Edward, « Sarmatismus als politische Ideologie der jagiellonischen Dynastie [Le sarmatisme comme idéologie politique de la dynastie des Jagiellons] », *Zeitschrift für Ostmitteleuropaforschung* (45), 1996, pp. 364‑380.

REVEL Jacques, « Micro-analyse et construction du social », in: REVEL Jacques (dir.), *Jeux d'échelles: la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard : Seuil, 1996, pp. 15‑36.

SAID Edward W., *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 2013.

SCHENK Frithjof Benjamin, « Russland, Europa und das Theorem der Rückständigkeit : Manfred Hildermeiers Geschichte Russlands [La Russie, l'Europe et la théorie du retard : l'histoire de la Russie par Manfred Hildermeier] », *Osteuropa*, 63 (8), 2013, p. S. 35-44.

SCHLÖGEL Karl, *Berlin – Ostbahnhof Europas. Russen und Deutsche in ihrem Jahrhundert [Berlin – la gare de l'Est de l'Europe. Les Russes et les Allemands dans leur siècle]*, Berlin, Siedler Verlag, 1998.

SIELSKI Mariusz J., « La nouvelle image de la Russie en Pologne à la suite des événements de 1956 », in: MINK Georges et LAZAR Marc, *1956, une date européenne*, Lausanne, Noir Sur Blanc, 2010, pp. 392‑413.

STAMMLER Heinrich, « Wandlungen des deutschen Bildes vom russischen Menschen [Mutations de l'image allemande de l'Homme russe] », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 5 (3), 1957, pp. 271‑305.

STOCZEWSKA Barbara, Ukraina i Ukraińcy w polskiej myśli politycznej: od końca XIX wieku do wybuchu II wojny światowej [L'Ukraine et les Ukrainiens dans la pensée politique polonaise : de la fin du XIX^{e} siècle à l'éclatement de la 2^{e} Guerre mondiale], Cracovie, Krakowskie Towarzystwo Edukacyjne - Oficyna Wydawnicza AFM : na zlec. Krakowskiej Akademii im. Andrzeja Frycza Modrzewskiego, 2013.

TARRAGONI Federico, « Le peuple et son oracle. Une analyse du populisme savant à partir de Michelet », *Romantisme* (170), 2015, pp. 113‑126.

TAZBIR Janusz, *Polska przedmurzem chrześcijańskiej Europy. Mity a rzeczywistość historyczna [La Pologne comme rempart de l'Europe chrétienne. Mites et réalité historique]*, Varsovie, Interpress, 1987.

THIESSE Anne-Marie, « Communautés imaginées et littératures », *Romantisme* (143), 2009, pp. 61‑68.

THUM Gregor, *Traumland Osten: Deutsche Bilder vom östlichen Europa im 20. Jahrhundert [L'Est comme monde de rêve : images allemandes de l'Europe de l'Est au XX^e^ siècle]*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006.

TRABA Robert, « Kresy. Miejsce pamięci w procesie reprodukcji kulturowej [Les confins orientaux. Lieux de mémoire dans le processus de la reproduction culturelle]», in: ZARYCKI Tomasz, *Polska Wschodnia i Orientalizm [La Pologne de l'Est et l'Orientalisme]*, s. d., pp. 146‑170.

TRABA Robert et HAHN Hans Henning (dir.), *Polsko-niemieckie miejsca pamieci [Les lieux de mémoire germano-polonais]. Tom 1-4:* Varsovie, Scholar, 2012-2015. Version allemande : *Deutsch-polnische Erinnerungsorte*, Paderborn, Schöningh.

SCHALLER Helmut, *Der Nationalsozialismus und die slawische Welt [Le national-socialisme et le monde slave]*, Regensburg, Pustet, Regensburg, 2002.

WAŚKO Andrzej, « Geopolityka i literatura romantyzmu [La géopolitique et la littérature du romantisme] », in: KŁOCZKOWSKI Jacek, *Przeklęte miejsce Europy?: dylematy polskiej geopolityki [Lieu maudit de l'Europe ? Dilemmes de la géopolitique polonaise]*, Cracovie, Ośrodek Myśli Politycznej : Wyższa Szkoła Europejska im. ks. J. Tischnera, 2009.

WIGURA Karolina, *Wina narodów: przebaczenie jako strategia prowadzenia polityki [La faute des peuples : le pardon comme stratégie politique]*, Varsovie, Gdańsk, Wydawnictwo Naukowe Scholar ; Muzeum II Wojny Światowej, 2011.

WIPPERMANN Wolfgang, *Der « deutsche Drang nach Osten » : Ideologie u. Wirklichkeit e. polit. Schlagwortes [La 'pulsion allemande vers l'Est' : idéologie et réalité d'un slogan politique]*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1981.

WIPPERMANN Wolfgang, *Die Deutschen und der Osten : Feindbild und Traumland [Les Allemands et l'Est : hostilité et fantasmes]*, Darmstadt, Primus-Verl., 2007.

WIWJORRA Ingo, « Der völkische Germanenmythos als Konsequenz deutscher Altertumsforschung des 19. Jahrhunderts [Le mythe ethnonational des Germains comme conséquence de la recherche archéologique du XIX^e^ siècle] », in: HEIN-KIRCHER Heidi et HAHN Hans-Henning, *Politische Mythen im 19. und 20. Jahrhundert in Mittel- und Osteuropa [Mythes politiques aux XIX^e^ et XX^e^ siècles en Europe centrale et orientale]*, Marburg, Herder-Institut, 2006, pp. 157‑166.

WOLFF Larry, *Inventing Eastern Europe: The Map of Civilization on the Mind of the Englightenment*, Stanford University Press, 1994.

3. Expertise

(1) Expertise et historiographie

ASH Mitchell G. et SURMAN Jan, *The Nationalization of Scientific Knowledge in the Habsburg Empire, 1848-1918*, Palgrave Macmillan, 2012.

BEHRISCH Lars, FIESELER Christian et ROUGERIE Florence, « Les cartes chiffrées : l'argument de la superficie à la fin de l'Ancien Régime en Allemagne », *Genèses* (68), 2007, pp. 4-24.

BERG Matthias, « Die "Geschichte der Judenfrage" und die nationalsozialistische "Judenforschung" ['L'histoire de la question juive' et la 'recherche sur les Juifs' nationale-socialiste]», in: FAHLBUSCH Michael et HAAR Ingo (dir.), *Völkische Wissenschaften und Politikberatung im 20. Jahrhundert: Expertise und « Neuordnung » Europas [Sciences ethno-nationales et conseil politique au 20e siècle : Expertise et « nouvel ordre » de l'Europe]*, Paderborn, Schöningh, 2010, pp. 77‑86.

BERGER Heike Anke, *Deutsche Historikerinnen 1920-1970: Geschichte zwischen Wissenschaft und Politik [Les historiennes allemandes 1920-1970 : histoire entre science et politique]*, Campus Verlag, 2007.

BOOCKMANN Hartmut, « Die Königsberger Historiker vom Ende des 1. Weltkrieges bis zum Ende der Universität [L'Université de Königsberg de la fin de la 1e Guerre mondiale à la fin de l'Université] », in: *Die Albertus-Universität zu Königsberg und ihre Professoren. Aus Anlaß der Gründung der Albertus-Universität vor 450 Jahren [L'Université Albertus de Königsberg et ses professeurs. À l'occasion des 450 ans de la fondation de l'Université Albertus]*, Berlin, Duncker & Humblot, 1995, pp. 258‑281.

Cenzura w PRL: relacje historyków [La censure en Pologne populaire : les récits d'historiens], Varsovie, « Neriton » : Instytut Historii PAN, 2000.

DABROWSKI Patrice M., « Uses and abuses of the Polish past by Józef Piłsudski and Roman Dmowski », *The Polish Review,* 56 (1/2), 2011, pp. 73‑109.

DEMOULE Jean-Paul, Mais où sont passés les Indo-Européens ?: le mythe d'origine de l'Occident, Paris, Seuil, 2014.

EBERHARDT Piotr, *Polska i jej granice: z historii polskiej geografii politycznej [La Pologne et ses frontières : de l'histoire de la géographie politique polonaise]*, Lublin, Wydaw. Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, 2004.

EISERMANN Daniel, *Außenpolitik und Strategiediskussion : Die Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik 1955 bis 1972 [Politique étrangère et discussion stratégique : l'Association allemande pour la politique étrangère]*, Oldenbourg Verlag, 1999.

ESCH Michael G., *« Gesunde Verhältnisse ». Deutsche und polnische Bevölkerungspolitik in Ostmitteleuropa 1939-1950 ['Des rapports sains'. Les politiques démographiques allemandes et plonaises en Europe centrale et orientale 1939-1950]*, Marburg, Herder-Institut, 1998 (Materialien und Studien zur Ostmitteleuropa-Forschung 2).

FAHLBUSCH Michael et HAAR Ingo (dir.), *Völkische Wissenschaften und Politikberatung im 20. Jahrhundert: Expertise und « Neuordnung » Europas [Sciences ethnonationales et le conseil politique au XX^e siècle : expertise et le 'nouvel ordre' de l'Europe]*, Paderborn, Schöningh, 2010.

FAHLBUSCH Michael, HAAR Ingo et BERG Matthias (dir.), *Handbuch der völkischen Wissenschaften: Personen, Institutionen, Forschungsprogramme, Stiftungen [Manuel des sciences ethnonationales : personnes, institutions, programmes, fondations]*, Munich, Saur, 2008.

FAHLBUSCH Michael, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik? : die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » von 1931 – 1945 [La science au service de la politique nationale-socialiste ? La 'Communauté de recherche des Allemands ethniques' de 1931-1945]*, Baden-Baden, Nomos, 1999.

GÓRNY Maciej, « Bitterly Triumphant: The Biologisation of National Character in the Twentieth-Century East Central Europe », *Acta Poloniae Historica,* 111, 2015, pp. 29-56.

GÖTZ ALY Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung [Les précurseurs de la destruction. Auschwitz et les plans allemands pour un nouvel ordre européen]*, 5^e éd., Francfort/Main, Fischer-Taschenbuch-Verlag, 2004.

HAAR Ingo, FAHLBUSCH Michael et IGGERS Georg G. (dir.), *German scholars and ethnic cleansing: 1919 - 1945*, New York, Berghahn Books, 2006.

HAAR Ingo, *Historiker im Nationalsozialismus: deutsche Geschichtswissenschaft und der « Volkstumskampf » im Osten [Les historiens dans le national-socialisme : la science historique allemande et la 'lutte ethnonationale' à l'Est]*, Götingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000 (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft).

INGRAO Christian, *Croire et détruire: Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Fayard, 2010.

JĘDRZEJCZYK Dobiesław, *Eugeniusz Romer jako geograf społeczno-gospodarczy [Eugeniusz Romer comme géographe socio-économique]*, Varsovie, UW. WGiSR, 1999.

KOHLRAUSCH Martin, STEFFEN Katrin et WIEDERKEHR Stefan (dir.), *Expert Cultures in Central Eastern Europe: The Internationalization of Knowledge and the Transformation of Nation States since World War I*, Osnabrück, Fibre Verlag, 2010.

KORENBLAT Steven D., « A School for the Republic? Cosmopolitans and Their Enemies at the Deutsche Hochschule Für Politik, 1920-1933 », *Central European History*, 39 (3), 2006, pp. 394‑430.

KOTENKO Anton, « Construction of Ukrainian National Space by the Intellectuals of Russian Ukraine, 1860-1870s », in: HAPPEL Jörn et WERDT Christophe v, *Mapping Eastern Europe*, LIT Verlag Münster, 2010, pp. 37‑60.

LABBÉ Morgane, « Les usages diplomatiques des cartes ethnographiques de l'Europe centrale et orientale au XIX^e siècle », *Genèses* (68), 2007, pp. 25‑47.

LARUELLE Marlène, « Regards sur la réception du racialisme allemand chez les panslavistes et les eurasistes russes », *Revue germanique internationale* (3), 2006, pp. 145‑155.

MARTIN Laurence, « Chatham House at 75: The Past and the Future », *International Affairs,* 71 (4), 1995, pp. 697‑703.

OBERKROME Willi, *Volksgeschichte: Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft 1918 – 1945 [Histoire ethnonationale : innovation méthodologique et idéologisation ethnonationale dans la science historique allemande 1918-1945]*, Göttingen, Vandenhoeck + Ruprecht, 1993.

OBERLÄNDER Erwin, *Geschichte Osteuropas: zur Entwicklung einer historischen Disziplin in Deutschland, Österreich und der Schweiz 1945-1990 [Histoire d'Europe orientale : sur l'évolution d'une discipline historique en Allemagne, Autriche et en Suisse 1945-1990]*, Stuttgart, Franz Steiner, 1992.

RODOGNO Davide, STRUCK Bernhard et VOGEL Jakob (éds.), *Shaping the Transnational Sphere: Experts, Networks and Issues from the 1840s to the 1930s*, New York, Berghahn Books, 2014.

RUPNOW Dirk, *Judenforschung im Dritten Reich: Wissenschaft zwischen Politik, Propaganda und Ideologie [La recherche sur les Juifs du III^{e} Reich : une science entre politique, propagande et idéologie]*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 2011.

SCHÖTTLER, Peter, *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft 1918-1945 [L'historiographie comme science de légitimation 1918-1945]*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1997 (Suhrkamp Taschenbuch Wissenschaft 1333).

SDVIZKOV Denis, *Das Zeitalter Der Intelligenz: Zur Vergleichenden Geschichte Der Gebildeten in Europa Bis Zum Ersten Weltkrieg*, Göttingen, Vandehoeck & Rupprecht, 2006.

SEEGEL Steven, *Mapping Europe's Borderlands: Russian Cartography in the Age of Empire*, Chicago, University of Chicago Press, 2012.

SOŁTYSIAK Grzegorz, « Polski Instytut Spraw Międzynarodowych 1947-1993 - pierwsze przybliżenie », *Polski Przegląd Dyplomatyczny* (2), 2008, pp. 93-124.

SOMSEN Geert J., « A History of Universalism: Conceptions of the Internationality of Science from the Enlightenment to the Cold War », *Minerva*, 46 (3), 2008, pp. 361‑379.

SZUMSKI Jan, « U źródeł powstania Komisji Historyków Polski i ZSRR [Aux sources de l'établissement de la Commission des Historiens de Pologne et d'URSS] », *Klio Polska* (6), 2002, pp. 55‑74.

TURDA Marius, *« Blood and Homeland »: Eugenics and Racial Nationalism in Central and Southeast Europe, 1900-1940*, Central European University Press, 2007.

VOIGT Gerd, Rußland in der deutschen Geschichtsschreibung: 1843 – 1945 [La Russie dans l'historiographie allemande], Akademie Verlag, 1994.

ЧЕРКАСОВ Петр, ИМЭМО. Портрет на фоне эпохи [IMEMO. Portrait sur le fond d'une époque], Весь Мир, 2004.

(2) Expertise de l'Est

ALBIN Janusz, « Instytut Badań Spraw Narodowościach [L'Institut d'Étude des Questions Nationales] », in: MADAJCZYK Czesław, Słownik polskich towarzystw naukowych: T. 2. Towarzystwa naukowe i upowszechniające naukę działające w przeszłości na ziemiach polskich [Dictionnaire des associations scientifiques polonaises : tome 2. Les associations historiques scientifiques et de vulgarisation de Pologne], Wrocław, Zakład Narodowy im. Osslińskich, 1990, pp. 131‑135.

BAŁUK-ULEWICZOWA Teresa, *Wyzwolić się z błędnego koła: Institut für Deutsche Ostarbeit w świetle dokumentów Armii Krajowej i materiałów zachowanych w Polsce [Se libérer du cercle vicieux : l'Institut pour le travail allemand à l'Est à la lumière des documents de l'Armée de résistance polonaise]*, Cracovie, Arcana, 2004 (Arkana Historii).

BAVAJ Riccardo, « Die deutsche Ukraine-Publizistik während des Ersten Weltkrieges [L'activité de publication allemande sur l'Ukraine durant la 1e Guerre mondiale] », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung* 50 (1), 2001, pp. 1‑25.

BORMANN Patrick, « Das ist ja "rein politisch"! - Zur Gründungsgeschichte der "Deutschen Gesellschaft zum Studium Russlands" vor dem Ersten Weltkrieg ['Mais c'est purement politique !' – Sur la fondation de la Société Allemande pour l'Étude de la Russie] », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 58 (3), 2010 pp. 353‑380.

BOTSCH Gideon, « "Geheime Ostforschung" im SD. Zur Entstehungsgeschichte und Tätigkeit des "Wannsee-Instituts" 1935-1945 ['Recherche secrète sur l'ennemi' dans le Service de Sécurité de la SS. Sur l'histoire de la fondation et de l'activité de 'l'Institut de Wannsee' 1933-1945] », *Zeitschrift für Geschichtsforschung* 48 (6), 2000, pp. 509‑524.

BOTT Marie-Luise, « "Deutsche Slavistik" in Berlin? Zum Slavischen Institut der Friedrich-Wilhelms Universität 1933-1945 ['La slavistique allemande' à Berlin ? Sur l'Institut de slavistique de l'Université Friedrich Wilhelm 1933-1945] », in: BRUCH Rüdiger (dir.), *Die Berliner Universität in der NS-Zeit, Franz Steiner Verlag [Les universités berlinoises dans la période nazie]*, 2005, pp. 277‑298.

BRAHM Heinz, « Drehscheibe der Osteuropaforschung. Das Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien [Une plaque tournante de la recherche sur l'Europe de l'Est. L'Institut Fédéral pour les Études de l'Est et internationales]», *Osteuropa* (12), 2005, pp. 163–199.

BURLEIGH Michael*, Germany Turns Eastwards: A Study of Ostforschung in the Third Reich*, CUP Archive, 1988.

CAMPHAUSEN Gabriele, « Die wissenschaftliche historische Rußlandforschung in Deutschland 1892-1933 [La recherche scientifique historique sur la Russie en Allemagne 1892-1933]», *Forschungen zur osteuropäischen Geschichte*, 42, 1989, pp. 7‑108.

DAHLMANN Dittmar, *Hundert Jahre Osteuropäische Geschichte: Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft [Cent ans d'histoire de l'Europe de l'Est : passé, présent et avenir]*, Franz Steiner Verlag, 2005.

ECKERT Eike, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie : zur Biographie des Historikers Gotthold Rhode (1916 - 1990) [Entre la recherche sur l'Est et l'histoire de l'Europe de l'Est : au sujet de la biographie de l'historien Gotthold Rhode (1916-1990)]*, Osnabrück, fibre, 2012.

GEYER Dietrich, « Ostforschung im Dritten Reich. Bemerkungen zu einem "Persilschein" in Langfassung [La recherche sur l'Est durant le Troisième Reich. Remarques sur un 'certificat Persil – de blanchiment' en version longue », *Osteuropa*, 51 (6), 2001, pp. 733‑739.

HAAR Ingo, « Deutsche "Ostforschung" und Antisemitismus [La 'recherche sur l'Est' allemand et l'antisémitisme] », *Zeitschrift für Geschichtsforschung* 48 (6), 2000, pp. 485‑507.

HAPPEL Jörn, WERDT Christophe von et JOVANOVIC Mira, *Osteuropa kartiert - Mapping Eastern Europe*, LIT, 2010.

HILBRENNER Anke, « Die doppelte Nische. Historiographie der Juden Osteuropas in Deutschland [La double niche. Historiographie des juifs d'Europe de l'Est en Allemagne] », *Osteuropa*. Numéro spécial du centaire de la DGO : Das Jahrhundert der Osteuropaforschung [Un siècle de recherche sur l'Europe de l'Est] (n° 2-3), 03.2013, pp. 147‑170.

Fünf Jahre Institut zur Erforschung der Geschichte und Kultur der UdSSR [Cinq ans de l'Institut de Recherche sur l'histoire et la culture de l'URSS], Munich, Institut zur Erforschung der UdSSR, 1955.

KLEINDIENST Thekla, *Die Entwicklung der bundesdeutschen Osteuropaforschung im Spannungsfeld zwischen Wissenschaft und Politik [L'évolution de la recherche sur l'Europe de l'Est de l'Allemagne fédérale en tension entre science et politique]*, Marburg, Herder-Institut, 2009.

KORNAT Marek, « Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej w Wilnie (1930-1939) i jego wkład w rozwój polskiej sowietologii [L'Institut scientifique d'étude de l'Europe de l'Est à Vilnius (1930-1939) et sa contribution au développement de la soviétologie polonaise] », *Kwartalnik Historyczny* (3), 2000, pp. 43‑89.

KORNAT Marek, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja: początki sowietologii i studiów nad systemami totalitarnymi w Polsce (1918-1939) [Bolchevisme, totalitarisme, révolution, Russie : débuts de la soviétologie et des études sur les systèmes totalitaires en Pologne (1918-1939)]*, vol. 1 et 2, Cracovie, Księg. Akademicka, 2004.

KOZAK Stefan, « Ukraiński Instytut Naukowy w Warszawie (1930-1939) [L'Institut scientifique ukrainien à Varsovie (1930-1939)] », *Warszawskie Zeszyty Ukrainoznawcze/Varšavs'kì Ukraïnoznavčì Zapiski* (25‑26), 2008, pp. 15‑22.

KUMKE Carsten, « Das Ukrainische Wissenschaftliche Institut in Berlin Zwischen Politik und Wissenschaft [L'Institut scientifique ukrainien à Berlin entre politique et science] », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 43 (2), 1995, pp. 218‑253.

KURAEV Oleksyj, « Der Verband "Freie Ukraine" im Kontext der deutschen Ukraine-Politik des Ersten Weltkriegs [L'Association 'l'Ukraine libre' dans le contexte de la politique allemande envers l'Ukraine de la Première Guerre mondiale] », *Osteuropa-Institut Munich. Mitteilungen* (35), 2000.

KWIECIEŃ Marcin et MAZUR Grzegorz, « Memoriał profesora Olgierda Górki w kwestii ukraińskiej z 4 stycznia 1940 roku [Memorandum du professeur Olgierd Górka sur la question ukrainienne du 4 janvier 1940] », *Zeszyty Historyczne* (139), 2002, pp. 164‑187.

LEITSCH Walter, « Das erste Rußlandbuch im Westen - Sigismund Freiherr von Herberstein [Le premier livre sur la Russie à l'ouest : Sigmund von Heberstein », in: (dir.), *Russen und Russland aus deutscher Sicht [Les Russes et la Russie vus d'Allemagne]*, Munich, W. Fink, 1985 (West-östliche Spiegelungen), pp. 118‑149.

LINNEMANN Kai Arne, *Das Erbe der Ostforschung: Zur Rolle Göttingens in der Geschichtswissenschaft der Nachkriegszeit [L'héritage de la recherche sur l'Est : du rôle de Göttingen dans la science historique de l'après-guerre]*, Tectum Verlag DE, 2002.

MAJ Ireneusz Piotr, Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939 [Histoire de l'Institut de l'Est à Varsovie], Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN, 2007 (Seria Wschodnia).

MÜHLE Eduard, « "Ostforschung". Beobachtungen zu Aufstieg und Niedergang eines geschichtswissenschaftlichen Paradigmas ['Recherche sur l'Est'. Observations de l'ascension et le déclin d'un paradigme historiographique] », *Zeitschrift für Ostmitteleuropaforschung*, 1997, pp. 317‑50.

O'CONNELL Charles T., « The Munich Institute for the Study of the USSR: Origin and Social Composition », *The Carl Beck Papers in Russian and East European Studies* (808), 1990.

PISKORSKI Jan M., HACKMANN Jörg et JAWORSKI Rudolf, Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung im Spannungsfeld von Wissenschaft und Politik: Disziplinen im Vergleich [La recherche sur l'Est allemande et la recherche sur l'ouest polonaise en tension entre la science et la politique : les disciplines en comparaison], Osnabrück : Poznan, Fibre ; Poznanskie Towarzystwo Przyjaciół Nauk, 2002 (Deutsche Ostforschung und polnische Westforschung).

RYBICKA Anetta, *Instytut Niemieckiej Pracy Wschodniej = Institut für Deutsche Ostarbeit: Kraków 1940-1945 [L'Institut allemand du travail de l'Est : Cracovie 1940-1945]*, Varsovie, DiG, 2002.

SCHWEIGER Alexandra, *Polens Zukunft liegt im Osten: Polnische Ostkonzepte der späten Teilungszeit [L'avenir de la Pologne est à l'Est : les concepts orientaux polonais de la période de partition tardive]*, Verlag Herder-Institut, 2014.

STACH Stephan, « Emanuel Ringelblum als Kronzeuge der Heimatvertriebenen. Das Buch "Ghetto Warschau" und der Göttinger Arbeitskreis [Emmanuel Ringelblum comme témoin principal des expulsés. Le livre 'Ghetto de Varsovie' et le Cercle de travail de Göttingen] », in: LEISEROWITZ Ruth (dir.), *Lesestunde: = Lekcja czytania [Leçon de lecture]*, Varsovie, Dt. Historisches Inst. Warschau, 2013, pp. 405‑428.

STACH Stephan, *Nationalitätenpolitik aus der zweiten Reihe. Konzepte und Praktiken zur Einbindung nationaler und ethnoreligiöser Minderheiten in Piłsudskis Polen (1926-1939) [La politique envers les minorités du deuxième rang. Conceptions et pratiques pour l'intégration de minorités nationales et ethno-relignieuses dans la Pologne de Piłsudski (1926-1939)]*, [Thèse d'histoire contemporaine] Martin Luther Universität Halle Wittenberg, 2015.

SÜTTERLIN Ingmar, *Die « Russische Abteilung » des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, Berlin, Duncker und Humboldt, 1994 (Historische Forschungen 51).

UNGER Corinna R*., Ostforschung in Westdeutschland : die Erforschung des europäischen Ostens und die Deutsche Forschungsgemeinschaft, 1945 – 1975 [La recherche sur l'Est en Allemagne de l'Ouest : la recherche sur l'Europe de l'Est et la Communauté Allemande de Recherche]*, Stuttgart, Steiner, 2007.

UNSER Jutta, « "Osteuropa" – Biographie einer Zeitschrift ['Europe de l'Est' – Biographie d'une revue]», *Osteuropa* (08+09), 1975, pp. 555‑602.

VOIGT Gerd, « Zerstörte Hoffnungen: Das Ende des Russischen Wissenschaftlichen Instituts [Espoirs détruits : la fin de l'Institut scientifique russe]», *Berliner Jahrbuch für osteuropäische Geschichte*, 2 (1), 1995, pp. 77-97.

ZACKIEWICZ Grzegorz, *Polska Myśl Polityczna Wobec Systemu Radzieckiego 1918-1939 [La pensée polonaise face au système soviétique 1918-1939]*, Cracovie, Arcana, 2004.

(3) Biographies d'experts de l'Est

BOHN Thomas, « Ostdeutsche Biographien: Schiemann, Theodor [Biographies d'Allemands de l'Est : Schiemann Theodor]», *Kulturportal West Ost*, <http://kulturportal-west-ost.eu/biographien/schiemann-theodor-2>, consulté le 08.07.2016.

EPSTEIN Fritz T., « Otto Hoetzsch as commentator on foreign policy during the First World War », in: *Germany and the East: Selected essays*, Indiana, Bloomington, 1973, pp. 99‑125.

KLESSMANN Christoph, « Der unbekannte Moorsoldat. Der kommunistische KZ-Häftling Rudi Goguel (1908–1976) als kritischer Zeithistoriker in der DDR [Le soldat inconnu de la Moor. Le prisonnier de camp de concentration communiste Rudi Goguel (1908-1976)] », in: DEGEN Andreas et BIRCKEN Margrid, *Reizland DDR: Deutungen und Selbstdeutungen literarischer West-Ost-Migration [La RDA comme pays de charme : interprétation et autointerprétation*

de la migraion littéraire Ouest-Est], V&R unipress, 2014, pp. 135‑147.

MAJ Ireneusz Piotr, « Stanisław Korwin-Pawłowski w służbie idei prometejskiej [Stanisław Korwin-Pawłowski au service de l'idée prométhéenne] », *Nowy Prometeusz (*3), 12.2012, pp. 75‑84.

MÜLLER-BUTZ Martin, « Nach dem Imperium. Die Wilnaer sowjetoznawstwo aus erfahrungsgeschichtlichen Perspektive [Après l'empire. La soviétologie de Vilnius d'une perspective d'histoire vécue] », *Nord und Osteuropa* (23), 2004, pp. 23‑47.

PETERSEN Hans-Christian, *Bevölkerungsökonomie - Ostforschung - Politik : eine biographische Studie zu Peter-Heinz Seraphim (1902 - 1979) [Économie démographique – Recherche sur l'Est – politique : une étude biographique sur Peter-Heinz Seraphim (1902-1979)]*, Osnabrück, fibre, 2007.

PREHN Ulrich, « Metamorphosen radikalen Ordnungsdenkens im "europäischen Großraum". Ethnopolitische und "volkstheoritische" Konzepte Max Hildebert Boehms vom Ersten bis zum Zweiten Weltkrieg [Les métamorsphoses d'une pensée radicale d'ordre dans 'la grande Europe'. Conceptions ethnopolitiques et 'théories ethnonationales' de Max Hildebert Boehm de la 1e à la 2e Guerre mondiale] », in: GARLEFF MICHAEL, *Deutschbalten, Weimarer Republik und Drittes Reich [Les Allemands de la Baltique, la République de Weimar et le Troisième Reich]*, Böhlau Verlag Köln Weimar, 2001.

ROMEK Zbigniew, *Olgierd Górka: historyk w służbie myśli propaństwowej (1908-1955) [Olgierd Górka : un historien au service de la pensée pro-étatique]*, Varsovie, Semper, 1997.

SCHLMALTZ Eric et SINNER Samuel, « The Nazi Ethnographic Research of Georg Leibbrandt and Karl Stumpp in Ukraine, and Its North American Legacy », *Holocaust and Genocide Studies* 14 (1), 2000, pp. 28‑64.

SCHLÖGEL Karl, « Von der Vergeblichkeit eines Professorenlebens. Otto Hoetzsch und die deutsche Russlandkunde [De la futilité d'une vie de professeur. Otto Hoetzsch et la science allemande de la Russie] », *Osteuropa*, 55 (12), 2005, pp. 5‑28

ANNEXES

ANNEXE 1 : ESPACE-TEMPS DE L'EXPERTISE DE L'EST : SYNTHÈSE VISUELLE DES ÉVOLUTIONS TERRITORIALES DE L'ALLEMAGNE, DE LA POLOGNE ET DE LEUR VOISINAGE ORIENTAL ..... - 554 -

ANNEXE 2 : PARCOURS BIOGRAPHIQUES DES EXPERTS : VISUALISATION ET DYNAMIQUES COLLECTIVES ..... - 563 -

1. La violence dans l'expérience personnelle des experts ..... - 569 -

2. Une prosopographie visuelle des experts allemands et polonais de l'Est : pour une visualisation de la mobilité géographique et conceptuelle ..... - 571 -

3. Les profils collectifs des experts de l'Est ..... - 574 -

(1) Comparaison transnationale des parcours : génération, mobilité, carrière professionnelle ..... - 574 -

(2) La rupture de la guerre dans les parcours des experts ..... - 578 -

(3) Le dialogue sur la politique orientale en RFA ..... - 582 -

ANNEXE 3 : PROFILS DES EXPERTS : FICHES SYNTHÉTIQUES INDIVIDUELLES 589

ARLT, Fritz (1912-2004) ..... - 592 -

BĄCZOWSKI, Włodzimierz (1905-2000) ..... - 595 -

BALKEN, Richard (1914-1995) (SGII) ..... - 598 -

BAZYLOW, Ludwik (1915-1985) ..... - 599 -

BECKER, Walther (1874-1973) (SGII) ..... - 601 -

BIERZANEK, Remigiusz (1912-1993) ..... - 602 -

BIRRENBACH, Kurt (1907-1987) (SGII) ..... - 605 -

BOREJSZA, Jerzy (1905-1952) ..... - 607 -

CARSTENS, Karl (1914-1992) (IMEMO) ..... - 609 -

CLEINOW, Georg (1873-1936) ..... - 610 -

CORNIDES, Wihlem (1920-1966) ..... - 612 -

DIENSTMANN, Carl (1885-1962) (Diplomate) ..... - 614 -

DÖNHOFF, Marion Gräfin (1909-2002) (IMEMO) ..... - 615 -

DOERNBERG, Stefan (1924-2010) ..... - 616 -

EHRENKREUTZ, Stefan (1880-1945) ..... - 619 -

GASTEYGER, Curt (*1929) ..... - 620 -

GLASS, Henryk (1896-1984) ..... - 621 -

GÓRKA, Olgierd (1887-1955) ..... - 623 -

GOGUEL, Rudi (1908-1976) ..... - 626 -

GROSFELD, Leon (1911-1987) ..... - 629 -

HANDELSMAN, Marceli (1882-1945) ..... - 631 -

HOETZSCH, Otto (1876-1946) ..... - 633 -

JACOBSEN, Hans-Adolf (1925-2016)) ..... - 636 -

KEWENIG, Wilhelm (1934-1993) ..... - 640 -

KLOTEN, Norbert (1926-2006) (IMEMO) ..... - 642 -

KIELMANSEGG, Johann Adolf Graf von (1906-2006) ..... - 643 -

KRUCZKOWSKI, Adam (1930-1969) ..... - 644 -
MARKERT, Werner (1905-1965) ..... - 649 -
MATTICK, Kurt (1908-1986) (IMEMO) ..... - 651 -
MEISSNER, Boris (1915-2003) ..... - 652 -
MIEROSZEWSKI, Juliusz (1906-1976) ..... - 655 -
MOMMER, Karl (1910-1990) (SGII, IMEMO) ..... - 657 -
PAPRITZ, Johannes (1898-1992) ..... - 658 -
PAPROCKI, Stanisław (1895-1976) ..... - 660 -
RITTER, Klaus (1918-2015) (IMEMO) ..... - 662 -
ROTFELD, Adam Daniel (*1938) ..... - 666 -
ROTHFELS, Hans (1891-1976) ..... - 669 -
SCHAEDER, Hildegard (1902-1985) ..... - 671 -
SCHEUNER, Ulrich (1903-1981) ..... - 674 -
SCHMIDT, Axel (1870-1940) ..... - 676 -
SCHULZ, Eberhard (*1926) ..... - 678 -
SMAL-STOCKI, Roman (1893-1969) ..... - 681 -
SROKOWSKI, Konstanty (1878-1935) ..... - 683 -
STABREIT, Immo (*1933) (IMEMO) ..... - 685 -
SUKIENNICKI, Wiktor (1901-1983) ..... - 686 -
TWARDOWSKI, Fritz von (1890-1970) (Diplomate) ..... - 692 -
WAGNER, Wolfgang (1925-2005) ..... - 693 -
WAKAR, Włodzimierz (1885-1933) ..... - 695 -
WALTHER, Gebhardt von (1902-1982) (Diplomate) ..... - 696 -
ZABIEŁŁO, Stanisław (1902-1970) ..... - 699 -
ZECHLIN, Erich (1883-1954) (Diplomate) ..... - 702 -
ANNEXE 4 : LES CINQ PARADIGMES DE L'EXPERTISE (TABLEAUX RÉCAPITULATIFS) ..... - 704 -
ANNEXE 5 : SÉLECTION DE CONTRIBUTIONS PEU ACCESSIBLES DES EXPERTS DE L'EST (1917-1956) ..... - 706 -
1. Textes accompagnant la Partie I (1917-1939) ..... *- 707 -*
(1) Władisław Studnicki Die polnische Ostmarkenfrage: Denkschrift für deutsche Staatsmänner (1917, version originale) ..... - 707 -
(2) Eugeniusz Romer: Poland: The Land and the State (1er juillet 1917) ..... - 713 -
(3) Leon Wasilewski : La paix avec l'Ukraine (1917) ..... - 715 -
(4) Werner Markert sur l'étude de l'Est (1939-1943) ..... - 718 -
(5) Peter-Heinz Seraphim sur l'antisémistisme en Europe de l'Est (1939) ..... - 724 -
4. Textes accompagnant la partie II (1939-1956) ..... *- 727 -*
(1) Les canons de l'expertise de l'Est allemandes ou les efforts de vulgarisation par G. Rhode ..... - 727 -
(2) Traces de la guerres : textes conservés à la Bibliothèque nationale de Varsovie, produits par le IIIe Reich - 730 -
(3) 1940-1944 : Les appels d'Olgierd Górka au dialogue avec l'Est durant la guerre ..... - 740 -
(4) Les redéfinitions furtives polonaises du rapport à l'Est en Pologne et en exil (1944, 1952) ..... - 757 -
ANNEXE 6 : TROIS ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES SUR LES AGENTS AUXILIAIRES DE L'EXPERTISE : LES GÉO-POLITOLOGUES (1890-1939), LES DIPLOMATES (1918-1939) ET LES ASSOCIATIONS D'AMITIÉ BILATÉRALE (1945-1956) ..... - 765 -

2. La relecture experte des mythes sur l'Est par la géopolitique ..... - 767 -

(1) L'expertise de l'espace de Friedrich Ratzel (1844-1904) à Eugeniusz Romer (1890-1918) ou la coloration scientifique de la conception de l'ancrage national dans le territoire par la géopolitique ..... - 767 -

(2) La relecture des mythes d'origines au prisme « racial » ..... - 773 -

(3) Des bases conceptuelles communes pour une évolution contrastée ? Les théories géopolitiques de la frontière orientale chez K. Haushofer et E. Romer (1921-1939) ..... - 779 -

5. L'État comme expert : les nouvelles diplomaties allemandes et polonaise et leurs sources d'analyse de l'Europe de l'Est ..... - 784 -

(1) L'Est vu de Weimar puis du III^e^ Reich ..... - 785 -

(2) L'Est vu de la II^e^ République polonaise : entre familiarité de la société d'Europe de l'Est et incertitudes face au nouveau régime politique ..... - 792 -

(3) Le traitement de la famine soviétique de 1932-33 : La politique de collectivisation comme contexte de la famine soviétique de 1932-1933 : Le regard des diplomates allemands et polonais sur la famine soviétique - 804 -

6. La déconstruction de l'image du sous-homme de l'Est dans l'immédiat après-guerre par la connaissance sur la culture russe dans les sociétés allemandes et polonaise (1945-1956) ..... - 815 -

(1) Dans la foulée de l'Armée rouge : la nouvelle amitié germano-soviétique ou la culture comme voie de sortie de la propagande NS ? ..... - 815 -

(2) La nouvelle Pologne : la critique de l'antisémitisme (allemand) et la nouvelle amitié polono-soviétique - 819 -

(3) « La Russie et nous » ou la question de « l'*Ostkunde* » (l'étude de l'Est) au service de la « *Westbindung* » (l'ancrage à l'Ouest) ..... - 823 -

ANNEXE 7 : ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE INSTITUTIONNELLE DU PISM (1951-1972) ..... - 826 -

(1) Direction du PISM ..... - 826 -

(2) Répartition du nombre d'employés par secteurs de recherche ..... - 826 -

(3) Détail de la structure institutionnelle du PISM par année ..... - 831 -

ANNEXE 8 : CHRONOLOGIE ET LISTES DE PARTICIPATION AU GROUPE D'ÉTUDE DE L'EST DE LA DGAP ..... - 839 -

(1) Chronologie du groupe d'étude de l'Est de la DGAP ..... - 839 -

(2) Plan de travail proposé à W. Cornides le 16/11/1965, pièce jointe d'une lettre, 20 p. ..... - 839 -

(3) Participation des membres du groupe d'étude de l'Est de la DGAP (1966-1970) ..... - 845 -

ANNEXE 9 : SÉLECTION D'ARTICLES PARUS DANS *EUROPA ARCHIV* (1947-1972) SUR L'EUROPE DE L'EST ..... - 849 -

Annexe 1 : Espace-temps de l'expertise de l'Est : synthèse visuelle des évolutions territoriales de l'Allemagne, de la Pologne et de leur voisinage oriental

La visualisation des parcours biographiques et intellectuels vise à synthétiser les informations collectées sur chaque expert, ainsi que l'analyse qui a été appliquée à chacun d'entre eux. Les profils sont présentés dans cette étude sous forme de tableau et de graphique. Tous les éléments représentés dans la visualisation se retrouvent sous une forme textuelle dans le tableau du profil. La visualisation offre une lecture plus rapide et facilite la comparaison de l'évolution biographique et intellectuelle des acteurs observés.

La pratique de la visualisation des données a une longue tradition, y compris pour la visualisation dans le temps et l'espace. Ainsi, un des exemples classiques est la visualisation des pertes dans l'armée française durant la campagne de Russie de 1812-1813, datant de 1869. Cette carte inscrit tant le déplacement dans la durée et dans l'espace des troupes mais représente des données sur cet espace-temps schématisé.

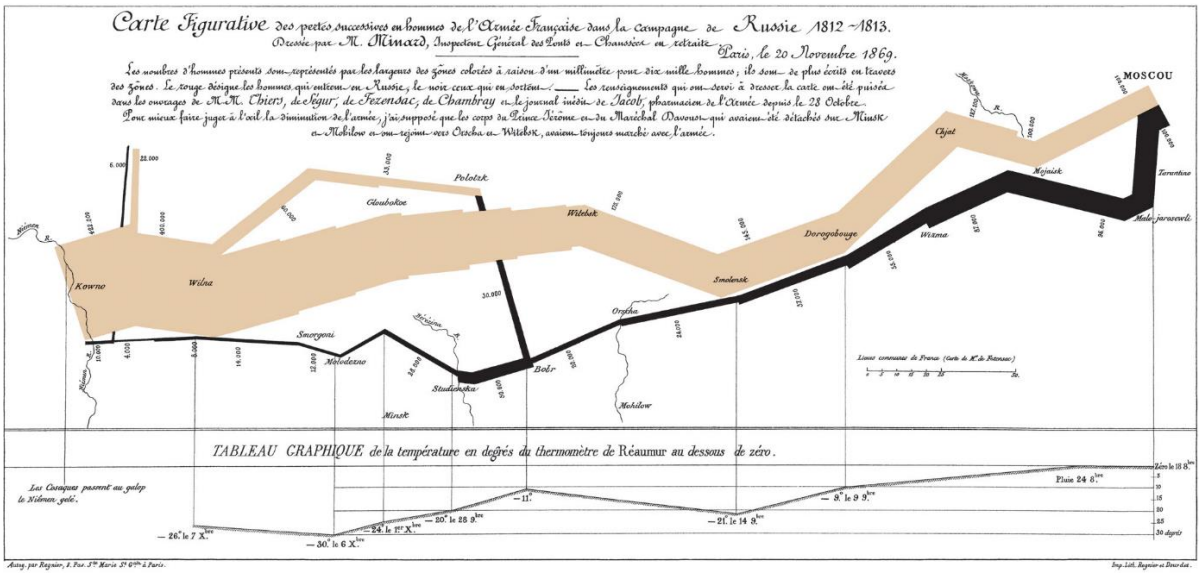


Figure 58: Carte figurative des pertes successives en hommes de l'armée française lors de la campagne de Russie 1812-1813 par M. Minard[1552]

Pour ce qui nous concerne, les données que nous représentons sont des informations biographiques, que nous voulons ancrer dans un espace. L'espace dans lequel évoluent les experts est

[1552] MINARD, *Carte figurative des pertes successives en homme de l'Armée Française dans la campagne de Russie 1812-1813 (Image PNG, 2003 × 955 pixels)*, 20.11.1869. En ligne: <https://cartographia.files.wordpress.com/2008/05/minard_napoleon.png>, consulté le 20.01.2016. Merci à Daniele Guido pour cette indication. Carte disponible sur *wikipedia commons* (https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Minard.png).

caractérisé par une forte mobilité des frontières du fait de la guerre notamment. Voici une carte qui synthétise les évolutions sur la période étudiée : avec les frontières de 1918, celles de l'occupation allemande entre 1939 et 1945 en Europe et enfin, les nouvelles frontières d'après 1945.

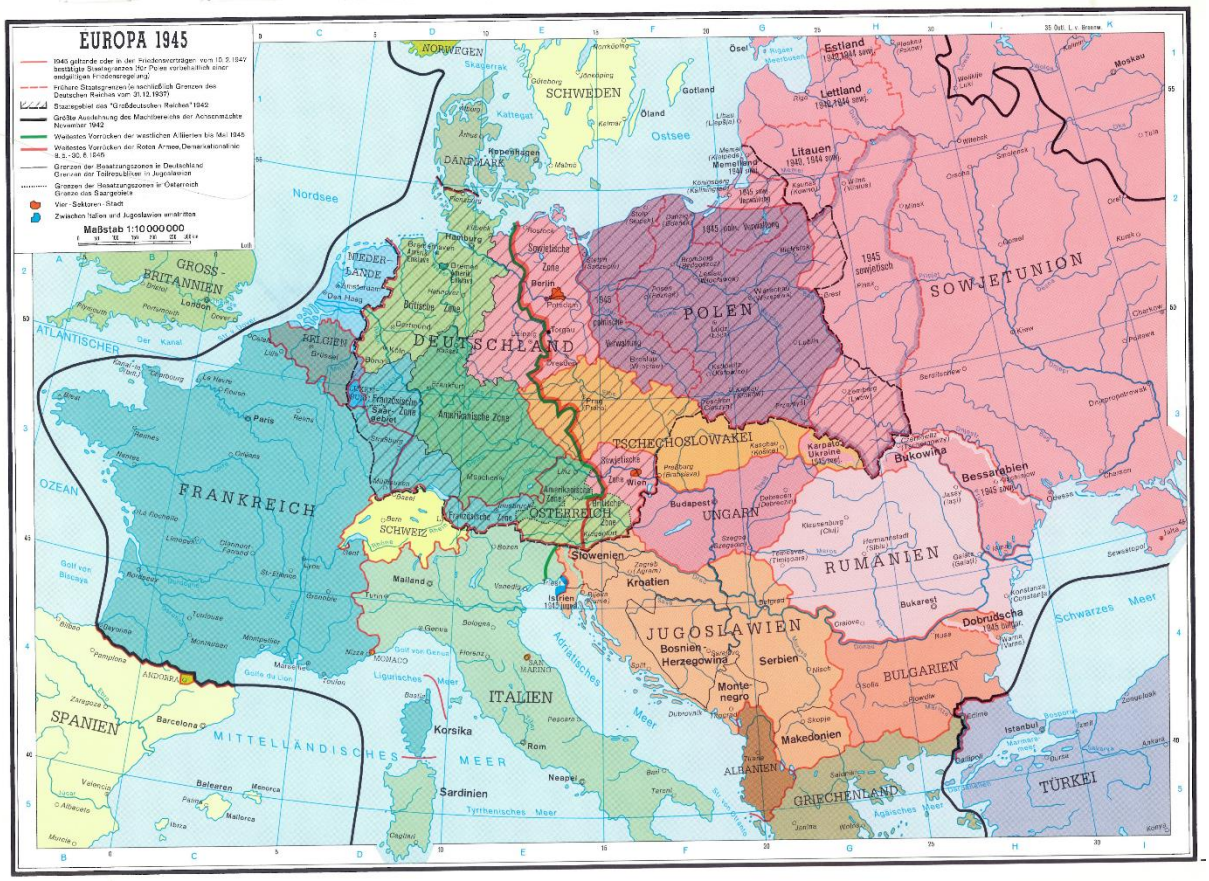


Figure 59: Carte politique de l'Europe de 1945[1553].

[1553] ENGEL Josef, ZEEDEN Ernst Walter et LOTH Wilfried, *Großer Historischer Weltatlas*, vol. IV. Teil: Neueste Zeit, Bayerischer Schulbuch-Verlag, 1996.

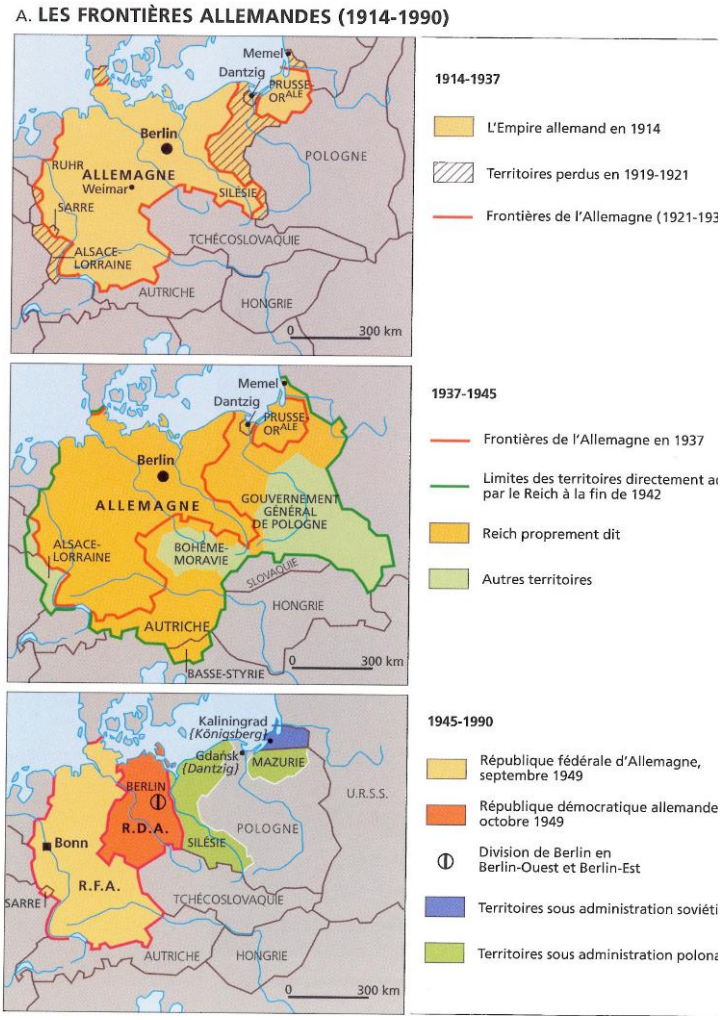


Figure 60: Évolution des frontières allemandes de 1914 à 1990[1554]

La première carte représente l'Allemagne de 1914-1937, avec les territoires que l'empire perd après 1918, représentés par des hachures : l'ouest, l'Alsace-Moselle et le canton d'Eupen-Malmedy, au nord, une partie du Schleswig, et la plus grande surface, à l'Est au profit de la Pologne.

La deuxième carte représente les annexions entre 1937 et 1945, avec l'Alsace-Lorraine, le Luxembourg à l'Ouest et à l'Est, la Tchécoslovaquie la Pologne, le territoire du Memel (Lituanie) et au sud : l'Autriche.

La surface en jaune, au-delà de la frontière en rouge, représente les territoires intégrés à l'Allemagne, tandis que les zones vertes, des territoires occupés.

La dernière carte représente l'Allemagne après 1945, avec les territoires intégrés à l'URSS en bleu, à la Pologne en vert et les deux États allemands en jaune à l'Ouest et en rouge à l'Est.

Sans même figurer les lignes du front de la 2e Guerre mondiale, la succession de ces trois cartes illustre le poids de l'Est dans ces transformations territoriales de l'État allemand au cours du XXe siècle.

[1554] DUBY Georges, *Grand Atlas historique*, Nouv. éd, Larousse, 2001., p. 120.

L'évolution territoriale de la Pologne après la 1e Guerre mondiale a sensiblement été formée par les conquêtes militaires et diplomatiques qui ont suivi la sortie du conflit mondial. Sur la carte ci-contre, on voit grâce au dégradé du marron vers le beige, les zones conquises par la Pologne entre 1918 et 1923.

À l'Ouest, à nouveau la Poméranie et une partie de la Silésie, avec les zones des plébiscites de 1920-1921 en rose.

À l'Est, les zones conquises suite à la guerre polono-bolchevique et l'occupation de la région de Vilnius entre 1920 et 1921.

La flèche jaune en direction de l'Ukraine indique les avances militaires polonaises durant la guerre contre les Soviétiques.

En vert, la ligne qui délimite presque fidèlement la Pologne de 1914 des zones conquises après 1920, est la ligne Curzon.

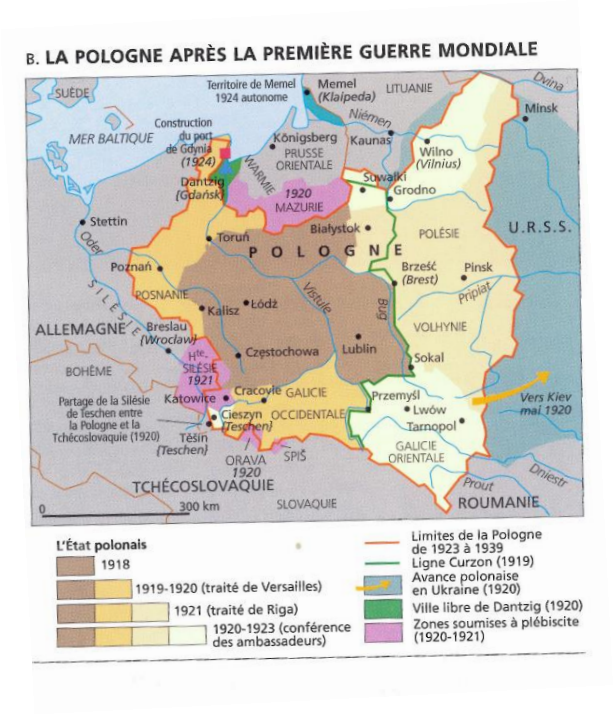


Figure 61: Les frontières de la Pologne de 1918 à 1921[1555]

Les parcours biographiques se déploient dans un espace-temps complexe, que nous avons synthétisé par le schéma ci-dessus, en retenant principalement l'évolution des frontières allemandes et polonaises, sur un axe est-ouest, entre 1918 et 1972.

[1555] *Ibid.*, p. 180.

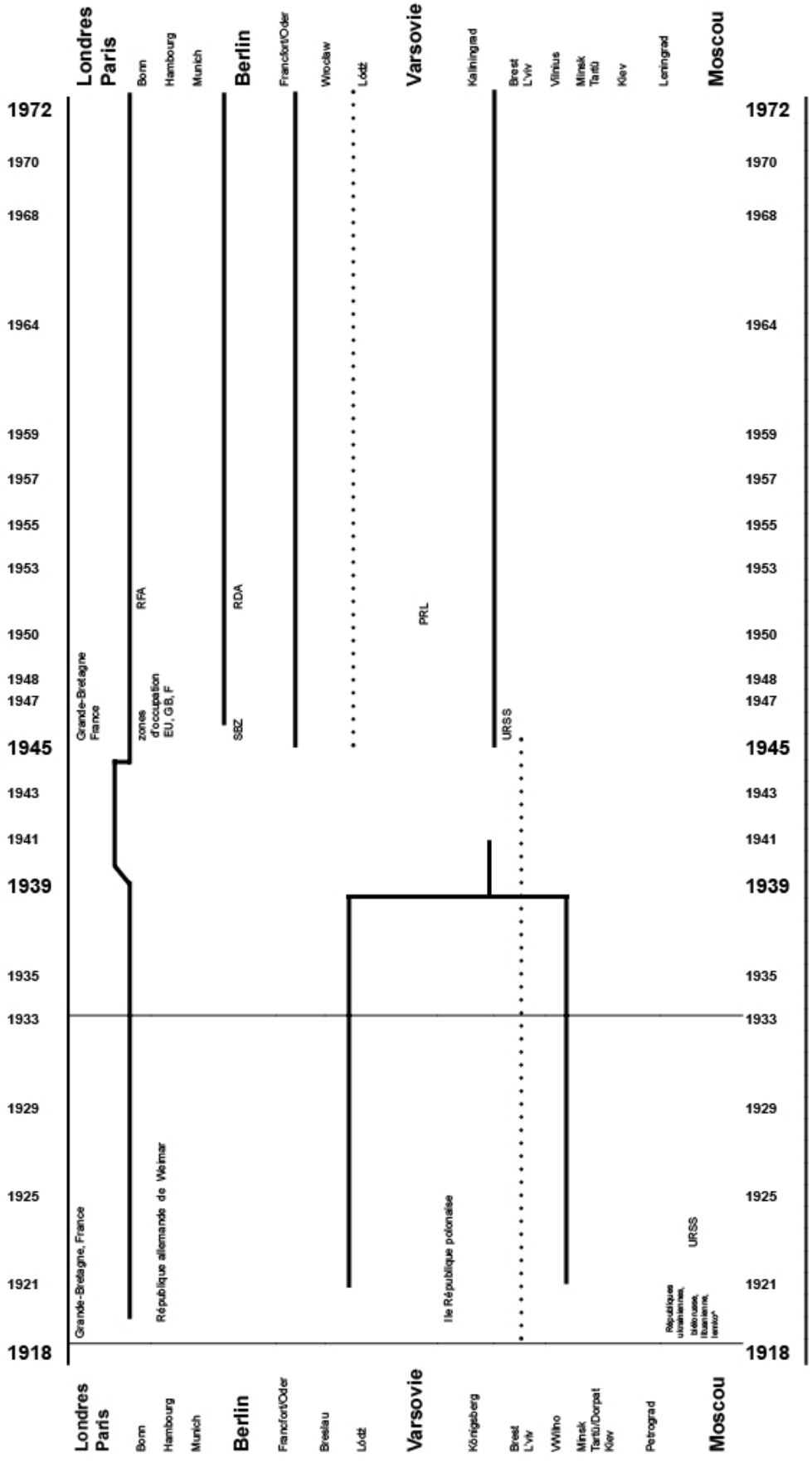
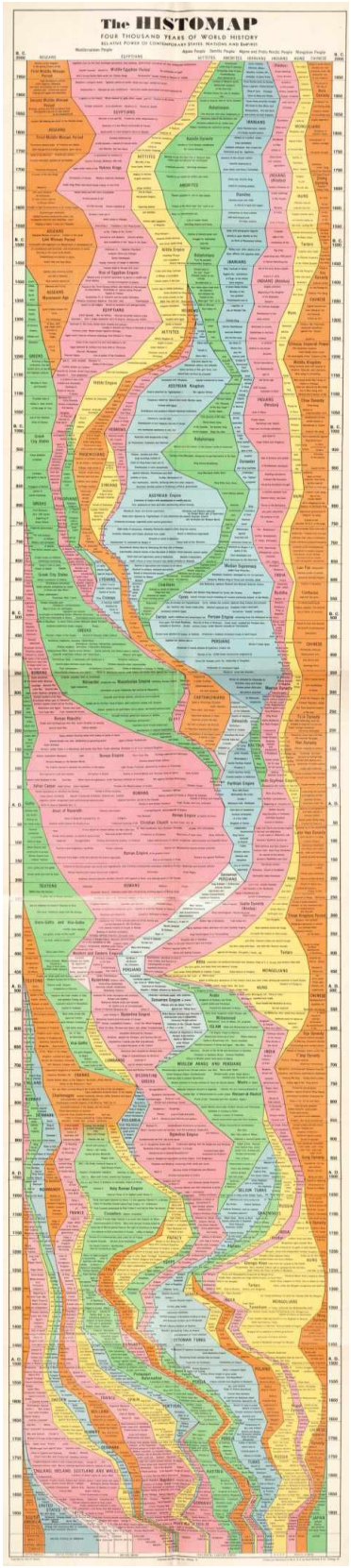

Londres
Paris
Bonn
Hambourg
Munich
Berlin
Francfort/Oder
Wroclaw
Lódz
Varsovie
Kaliningrad
Brest
L'viv
Vilnius
Minsk
Tartu
Kiev
Leningrad
Moscou
1972
1970
1968
1964
1959
1957
1955
1953
1950
1948
1947
1945
1943
1941
1939
1935
1933
1929
1925
1921
1918
Grande-Bretagne
France
RFA
zones
d'occupation
EU, GB, F
RDA
SBZ
PRL
URSS
Grande-Bretagne, France
République allemande de Weimar
IIe République polonaise
URSS
Londres
Paris
Bonn
Hambourg
Munich
Berlin
Francfort/Oder
Breslau
Lódz
Varsovie
Königsberg
Brest
L'viv
Wilno
Minsk
Tartu/Dorpat
Kiev
Petrograd
Moscou

Figure 62: Histomap, tirée de la collection de cartes numérisées de David Rumsey[1556]

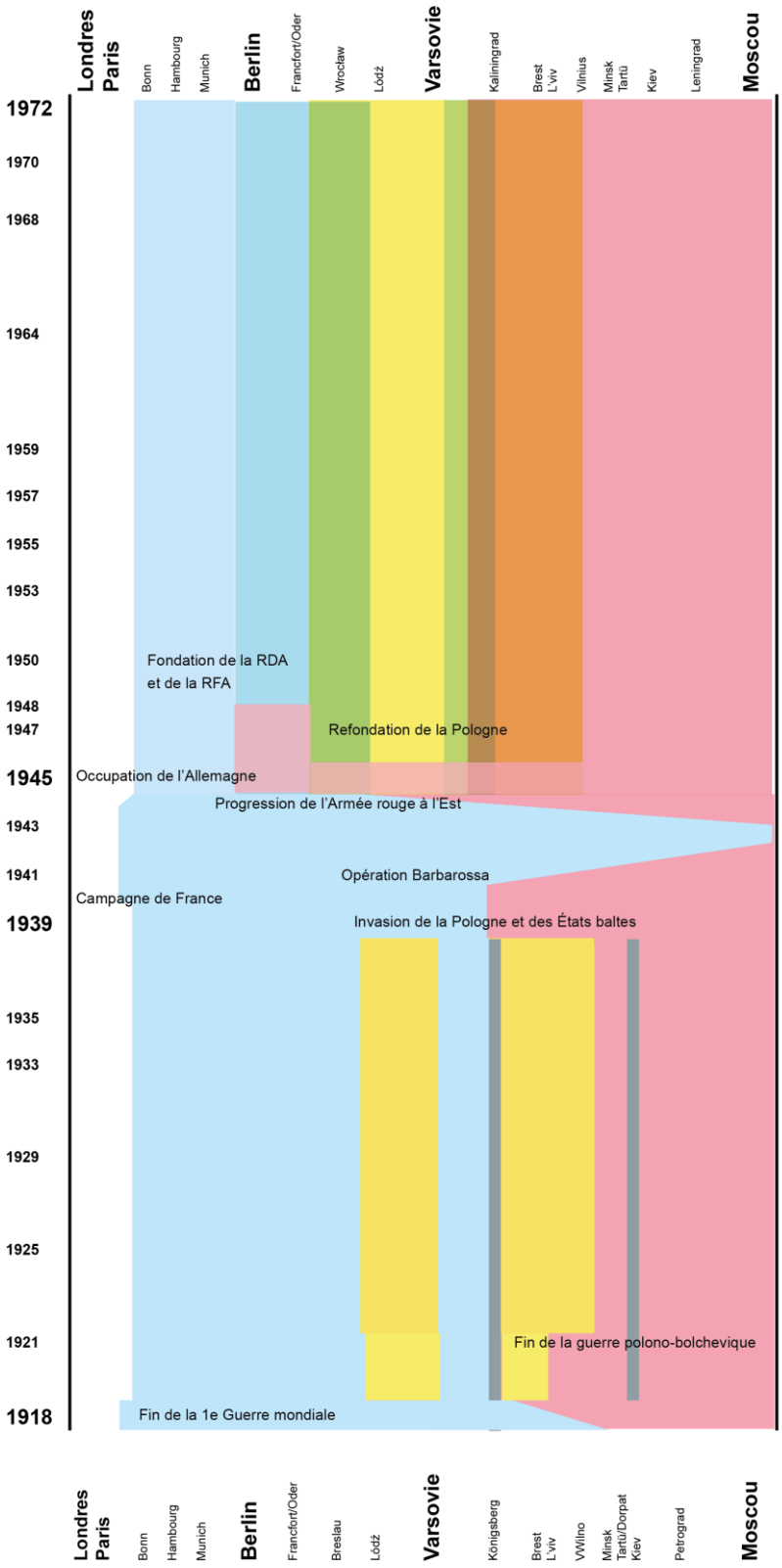


Pour une meilleure compatibilité entre les représentations des parcours linéaires biographiques dans l'espace et le temps ainsi délimités, nous avons préféré basculer vers une représentation en surfaces colorées, sur le modèle de la *histomap* ci-contre.

Cette forme de représentation donne une impression de contrôle uniforme sur un territoire, ce qui peut poser problème pour la période étudiée, qui couvre plusieurs guerres civiles et occupations militaires puis politiques. Un avantage cependant de cette représentation est qu'elle permet de marquer plus visiblement les continuités de perception d'appartenance d'un espace, par la superposition de couleurs ou par l'usage de nuances d'une même couleur.

[1556] « The Histomap of Evolution - David Rumsey Historical Map Collection », http://www.davidrumsey.com/luna/servlet/detail/RUMSEY~8~1~275397~90048657:The-Histomap-of-Evolution#, consulté le 8.07.2016.

Évolution des espaces étatiques allemands et polonais (1918-1972)[1557]



En bleu : **l'Allemagne**

+ L'Empire allemand (jusqu'en 1918)

+ La République de Weimar (1918-1933) avec la Prusse orientale, séparée du reste du territoire

+ Le III[e] Reich (1933-1945), puis III[e] Reich et les zones intégrées au Reich ou sous son contrôle à fins d'expansion territoriale et colonisation (où se rendent les experts) : l'Alsace-Lorraine (1940-1945), le Gouvernement Général de Pologne (1939-1945), les Reichskommissariats Ostland et d'Ukraine (1941-1945).

+ Les zones d'occupation puis la RFA et la RDA (1949-1990)

En jaune : **la Pologne**

+ La II[e] République (1918-1939)

+ 1944-1948 : la Pologne entre libération et occupation soviétique.

+ après 1948 : La Pologne populaire.

En rouge : **l'URSS** dès 1922 et avant, l'ancien empire russe.

En gris : les **États baltes** (1918-1939).

[1557] Merci à Daniele Guido pour ses conseils de présentation des données.

Par superposition, nous avons donc en orange, le territoire passant de la Pologne à l'URSS, en vert, le territoire passant de l'Allemagne à la Pologne et enfin en marron, le territoire passant de l'Allemagne à l'URSS.

Par souci de lisibilité, les changements de frontières qui ne sont pas reflétés par les parcours des experts observés, ne sont pas représentés ici, notamment :

- La République populaire d'Ukraine Occidentale (1918-1923), la République populaire d'Ukraine (1917-1920)
- La République des Lemkos (1918-1919)
- Les Républiques socialistes d'Ukraine, du Lit-Bel (Lituanie-Biélorussie, 1919)
- L'incorporation par la Pologne du territoire de Teschen en 1938 et l'annexion des territoires de Lituanie (Memel) par l'Allemagne en 1939
- La correction de la frontière polono-soviétique de 1951

Pour chaque période, les pays sont précisés, et pour garder une échelle stable au-delà des changements de régimes, nous avons marqué quelques villes, comme points de repères.

L'Autriche n'est représentée que pour la partie autrichienne de la Pologne jusqu'en 1918 et au moment de son incorporation par l'Allemagne en 1938, jusqu'à la fin de la guerre. À l'inverse, l'incorporation d'une portion du territoire tchécoslovaque à la Pologne en 1938 n'est pas représentée.

La Pologne étant refondée en 1918-1921 principalement sur le territoire anciennement rattaché à la couronne russe, ce que nous rappelons par la petite bande rose au bas du schéma. Nous n'avons pas retracé les évolutions du front durant la 1e Guerre mondiale sur la zone représentée, ni celles du front de la guerre civile russo-bolchévique, ni de la guerre polono-bolchévique. Nous n'avons pas non plus représenté le tracé de la frontière orientale allemande, tel que prévu par le traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918, ni les frontières de la Pologne telles que prévues dans le traité de Versailles (1919)[1558]. Enfin, nous indiquons par transparence et superposition des zones colorées, les territoires qui changent de souveraineté après 1945 : de l'Allemagne à la Pologne (en vert) et à l'URSS (en marron) et de la Pologne à l'URSS (en orange). Ce schéma sert de fond aux déplacements dans le temps et l'espace des acteurs observés, sur la zone d'étude qui nous intéresse directement ; le but étant de représenter l'expérience que nos acteurs ont de l'espace dont ils sont les experts et de montrer le type d'expérience qu'ils font dans les différents espaces.

La localisation de leur expérience de la violence permet aussi de contribuer à la discussion sur la définition de l'espace européen du centre et de l'est, la violence et l'instabilité étant un des éléments

[1558] Art. 27 (7) pour la frontière entre Allemagne et Pologne, mais pour les autres frontières de la Pologne l'art. 87 précise : « Les frontières de la Pologne qui ne sont pas spécifiées par le présent traité seront ultérieurement fixées par les principales puissances alliées et associées. », voir http://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles4.htm, consulté le 8.07.2016.

qui a été invoqué pour la délimitation de cet espace par rapport au reste de l'espace européen[1559].

Nous avons choisi plutôt que de représenter les espaces et périodes marqués par la violence, de refléter la violence de l'environnement sur le parcours biographique des acteurs étudiés. Ainsi, nous espérons faciliter la lecture des profils et cela nous permettra de différencier les expériences de la violence. Nous représentons l'instabilité des frontières, l'avancée du front vers l'Est, puis vers l'Ouest, synonymes de violences. Nous représentons également l'occupation de l'Allemagne de l'Est dans les premières années, mais le changement de statut de cette zone d'occupation en État n'est pas forcément le meilleur indicateur du degré de violence exercé contre les habitants de cette zone.

De même pour la Pologne, qui n'est pas placée sous le statut de pays occupé mais qui subit une forte présence militaire et policière soviétique. Les affrontements armés se poursuivent au-delà de 1945, à des degrés divers, selon les régions et les groupes de la population. Enfin, l'intensité de la répression s'est réduite progressivement jusqu'à la sortie des troupes soviétiques du territoire polonais en 1956. Ce sont des éléments qui sont connus et qui sont représentés sur la carte générale, mais nous avons préféré ne représenter que l'expérience individuelle de la violence pour souligner le cas échéant les singularités dans le temps et l'espace de l'expérience individuelle.

[1559] SNYDER Timothy, *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*, Basic Books, 2010., BARTOV Omer et WEITZ Eric D., *Shatterzone of Empires: Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian, and Ottoman Borderlands*, Indiana University Press, 2013.

Annexe 2 : Parcours biographiques des experts : visualisation et dynamiques collectives

Les limites de cet instrument sont bien sûr les illusions de continuité rétrospectives, critiquées par Pierre Bourdieu, dans ce qu'il appelle « l'illusion biographique », par la représentation des vies des experts sous formes de lignes. Cette illusion est celle d'une vie décrite comme un « ensemble cohérent et orienté, qui peut et doit être appréhendé comme expression unitaire d'une 'intention' subjective et objective d'un projet »[1560]. Le simple nom d'un individu est constitutif de cette illusion selon Bourdieu, car « il ne peut attester l'identité de la *personnalité* »[1561]. Bourdieu propose de plutôt prendre en compte

> « la *surface sociale*, comme description rigoureuse de la *personnalité* désignée par le nom propre, c'est-à-dire l'ensemble des positions simultanément occupés à un moment donné du temps par une individualité biologique socialement instituée agissant comme support d'un ensemble d'attributs et d'attributions propres à lui permettre d'intervenir comme agent efficient dans différents champs »[1562].

La présentation schématique que nous proposons, des parcours individuels, en accentuant la temporalité des expériences, permet de rappeler la matérialité de leur évolution dans le temps et l'espace. Nous ne représentons pas tous les éléments de cette surface sociale car il s'agit pour nous non pas de reconstituer leur biographie mais de mettre en perspective le rapport physique et intellectuel des experts à l'Est. Les constructions narratives donnant une cohérence *a posteriori* au parcours d'une personne ne constituent pas la base de notre analyse préalable à la visualisation : nous avons rassemblé des données factuelles sur les lieux et le temps qu'elle y a passé. Les sources sont cependant incomplètes et nous avons tiré une partie de ces données de mémoires, donc des textes organisant justement cette narration de vie.

D'autre part, cette représentation donne l'impression d'une continuité de la violence sur une période donnée. Il est évident que l'intensité de l'expérience de la violence n'est pas continue, même dans les contextes les plus extrêmes en termes de violence. Mais puisque nous souhaitons mettre en perspective cette expérience de la violence, le rapport à l'autre et la pratique de ces experts, nous soulignons cette dimension dans la représentation visuelle de leurs parcours. Enfin, étant donné que les sources disponibles pour chaque individu étudié varient considérablement, et nous informons le détail des sources dans le profil plus détaillé, présenté en annexe. Cette présentation à la fois simplifiée

---

[1560] BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 62 (1), 1986, pp. 69-72., p. 69.
[1561] *Ibid.*, p. 71.
[1562] *Ibid.*, p. 72.

sous forme de visualisation et détaillée, sous une forme plus classique de tableau chronologique, permet d'une part de présenter l'interprétation des expériences cumulées de la personne et l'impact, ou l'absence d'impact sur son évolution intellectuelle. D'autre part, le dessin d'une ligne force à s'interroger sur la continuité des informations disponibles pour une personne à un moment donné, et tenant compte du contexte historique, de l'exposition à la violence. La visualisation force à une transparence dans les sources mobilisées pour dessiner le parcours d'un individu, et à une réflexion explicite sur la sélection des sources, leur interprétation historique.

L'usage des biographies dans l'historiographie, notamment celle de l'expertise de l'Est[1563] a suscité une riche réflexion[1564]. Au-delà de « l'illusion » précédemment citée, la tradition hagiographique ou des « grands hommes » a fait peser le soupçon de subjectivité sur cette pratique, mais aussi, dans un autre extrême, celui de l'anecdote[1565]. Autre motif de méfiance, l'interdisciplinarité intrinsèque de l'historiographie est d'autant plus proéminente quand on prend une entrée biographique, du fait de l'importance des dimensions psychologiques, pour lesquelles les sources ne sont pas disponibles, si d'aventure, l'historien(ne) en maitrisait les outils[1566]. En ce qui concerne cette étude, la prise en compte de préjugés ou de traumatismes laissés par la violence serait un élément fondamental, mais malheureusement, les traces laissées par les experts ne permettent pas de traiter cette dimension. Le rapport à la violence est ainsi traité par deux sources : d'une part, les sources directes : la violence que les experts ont vue/subie/exercée, reconstituée sur la base de leurs rapports, analyses, mémoires. D'autre part, la déduction de la violence qu'ils ont pu voir, subir et/ou exercé, sur la base d'informations biographiques plus générales. Par exemple, si un expert a exercé la fonction de soldat, on peut en déduire qu'il a au moins vu de la violence, et qu'il en a probablement exercé, sans avoir forcément de détails sur celle-ci. Si toutefois, la mission exercée au sein de l'armée est celle de traducteur dans des camps de prisonnier d'officiers anglophones, on peut supposer que l'intensité de violence auquel cet expert, en l'occurrence Wilhelm Cornides, a été confrontée est plus faible que lors des premiers mois de son service, sur le front ouest en 1940. Cependant, la violence vue/subie/exercée à un moment particulier peut connaître une évolution forte avec le temps et en fonction du contexte social, de travail collectif sur la violence passée, exercée et/ou subie. Par exemple, un expert polonais de l'Allemagne, Mieczysław Tomala (1921-2014), souligne la violence symbolique qu'il a subi de la part des occupants allemands : la comparaison avec un animal par des enfants allemands. Cette humiliation ressort plus nettement que la violence physique, dans ses mémoires, publiées 70 ans après

[1563] PETERSEN Hans-Christian, *Bevölkerungsökonomie - Ostforschung - Politik : eine biographische Studie zu Peter-Heinz Seraphim (1902 - 1979)*, Osnabrück, Fibre, 2007.
[1564] DOSSE François, *Le pari biographique*, Paris, La Découverte, 2011.
[1565] PIKETTY Guillaume, « La biographie comme genre historique? Etude de cas », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* (63), 07.1999, p. 119.
[1566] Voir les travaux d'Aziza Doudou, doctorante du CERCLE.

l'expérience, rédigées dans un esprit de réconciliation[1567]. Ainsi, cette question de la violence est à la fois fondamentale pour notre questionnement sur les pratiques d'expertise, multidimensionnelle et difficilement saisissable, pour chaque période étudiée. Nous avons donc cherché à nous appuyer sur les outils de l'analyse biographique pour avoir un traitement solide de cette dimension.

Pour organiser notre approche, nous allons la contextualiser dans la réflexion sociologique, qui a produit une série de modèles pour appuyer les analyses biographiques, synthétisées dans trois groupes : le modèle archéologique, modèle centré sur le cheminement et le modèle structurel[1568].

Le modèle archéologique se concentre sur la recherche des origines d'un comportement. La recherche utilise la psychologie et l'analyse de l'habitus, « la sédimentation des pratiques sociales réactualisées ». Ce modèle se traduit par la relecture du passé par l'individu et la reconstruction par lui du sens actuel, se référant aux traumas, à la socialisation par l'expérience professionnelle, les origines familiales, géographique, l'impact de la mobilité sociale de l'individu observé. Ce modèle cherche à proposer un schéma explicatif du parcours biographique.

Le second modèle s'intéresse plutôt au cheminement, à la « causalité lente » des « événements-situation » ou expériences d'une personne, ou encore la « suspension » des événements, comme le fait de ne pas pouvoir réaliser certaines expériences, comme un mariage ou des études du fait de discriminations ou la guerre. Ce modèle cherche à déceler les « bifurcations » dans la vie d'un individu : les « chocs exogènes », les « phénomènes endogènes » compris comme les passages attendus entre les différents âges, par exemple le mariage. Ce modèle applique une « approche stratégique » qui s'attache à analyser le parcours d'un individu par rapport à un chemin attendu, une évolution sociale attendue.

Enfin le modèle structurel repose sur les déterminants historiques, comme les mentalités, le contexte démographique, les généalogies sociales, les effets de mémoire familiale, collective ou personnelle. La lecture de l'histoire des mentalités par le prisme biographique permet de dépasser leur « caractère impersonnel et inconscient », et d'éviter les généralisations abusives, en montrant les « variations individuelles dans une société »[1569]. Carlo Ginzburg[1570]: l'individu est à la croisée de déterminations multiples, et l'étude biographique est justement de reconstituer ce « jeu complexe », une somme de micro-réalités. L'approche biographique permet de poser la question de la liberté de choix, entre les possibilités d'un contexte complexe, incohérent : « l'exceptionnel normal ». Pour Alain

[1567] TOMALA Mieczysław, *Deutschland - meine Leidenschaft: Hass zerstört - Versöhnung heilt*, Varsovie, Dom Wydawniczy Elipsa, 2012 ; TOMALA Mieczysław, *Niemcy - moją pasją*, Varsovie, Dom Wydawniczy Elipsa, 2010.
[1568] CONINCK Frédéric DE, GODARD Francis et CONINCK Frederic DE, « L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation: Les formes temporelles de la causalité », *Revue Française de Sociologie* 31 (1), 01.1990, p. 23.
[1569] DOSSE, *Le pari biographique*, *op. cit.*, 2011., p. 227.
[1570] Cité dans *Ibid.*, p. 279.

Corbin, l'entrée historiographique par un « atome social » permet une approche « en creux », en s'interrogeant sur les silences[1571].

Les informations biographiques collectées pour chaque expert analysé se répartissent en données d'état-civil et en données qualitatives : l'expérience de l'Est sous ses différentes formes (séjours, rencontres, liens professionnels et privés). Nous reprenons ici des informations dont la source est précisée dans le tableau qui accompagne chaque visualisation.

Ce qui constitue un expert, c'est notamment sa position institutionnelle, d'où il tire sa légitimité et dont dépend partiellement l'écho qu'il peut espérer. Le cadre professionnel dans lequel il évolue implique également un accès à certaines sources, des contraintes quant à la discrétion pour l'usage de ces sources. Les passages d'un domaine à l'autre sont également intéressant à prendre en compte, ainsi que sa stabilité, qui peut influer sur la marge de manœuvre matérielle dont il dispose.

Stabilité professionnelle

L'instabilité professionnelle peut être causée par la disparition des institutions employant les experts, leurs difficultés à retrouver un employeur ou encore l'instabilité financière chronique à laquelle serait soumise leur institution de rattachement. L'instabilité peut également être causée par des discriminations, pratiquées dans une logique de répression politique et/ou raciste. La stabilité est celle du contrat de travail. On considère comme stable, un emploi à durée indéterminée, dans une institution viable, publique ou privée.

Branche d'activité

La branche d'activité est celle de l'activité principale de l'acteur étudié. Les expertises qu'il rédige dans ce contexte ne sont pas toujours le produit de son activité principale. Par exemple, un universitaire peut produire des textes d'expertise ou prendre des positions politiques sur un sujet, hors de son cadre d'activité principale. Nous différencions ainsi les textes d'expertises, comme indiqué plus bas, dans l'explication des conceptions portées par les experts.

Déplacements

Les déplacements représentés sont d'une moyenne, voire d'une longue durée. Les voyages de quelques jours sont représentés par une ligne plus fine.

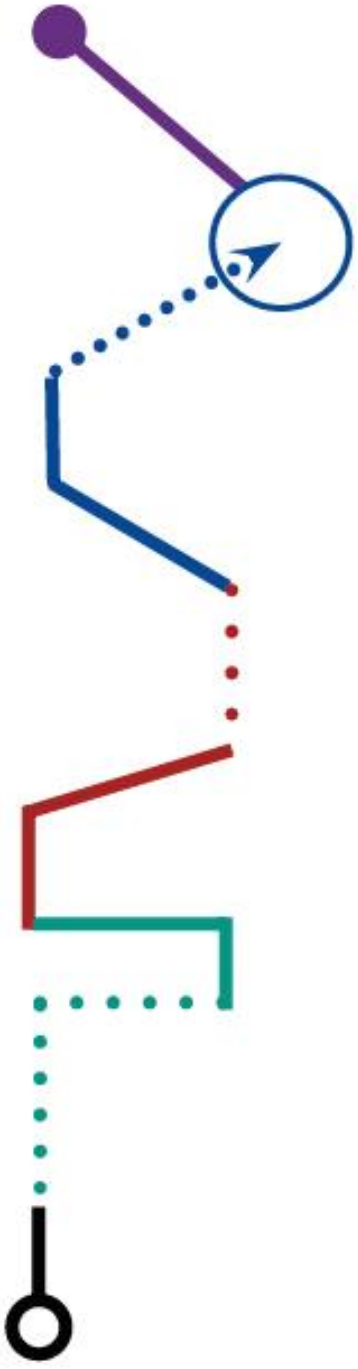
[1571]Cité dans *Ibid.*, p. 328.

Les éléments non représentés

Dans un souci de lisibilité de la visualisation, une partie des informations pertinentes pour la conception de l'Est ne sont pas reproduite dans la visualisation : en effet, le but étant d'analyser l'évolution intellectuel d'un individu, sur la base de son expérience de l'Est, en soulignant la dimension particulière de la violence, nous avons procédé à une sélection des éléments représentés, et rappelons ici ceux qui ne sont listés que dans le tableau biographique :

- Les origines familiales (les possessions familiales à l'Est, migration des parents à l'Est, pour raisons professionnelles, politiques)
- Les contacts personnels, notamment avec d'autres acteurs étudiés (la filiation intellectuelle dans des écoles de pensée).

Légende des parcours de vie



Naissance et mort :

- Point vide et plein : début et fin de vie

Stabilité professionnelle :

- Ligne continue : situation stable
- Pointillés : situation professionnelle instable

Déplacements :

- Ligne horizontale : déplacement court
- Ligne en diagonale : déplacement long (ex. soldat au front)
- Flèche dans rond : déplacement hors de l'espace représenté

Branches d'activité :

- Violet : journalisme, expertise
- Bleu marine : travail au service de l'État (diplomatie)
- Rouge bordeaux : armée
- Vert bouteille : monde académique
    - Combinaisons : Vert et pointillé : études universitaires

1. La violence dans l'expérience personnelle des experts

Un élément que nous proposons de mettre en exergue dans l'expérience de l'Est faite par les experts durant la période étudiée, est la dimension de violence. Cette dimension est complexe à représenter dans le cadre de cette étude, mais elle est néanmoins cruciale. Nous ne disposons pas de sources détaillées de la perception de la violence par les acteurs, que ça soit pour le moment de l'expérience, ni pour le souvenir, et son évolution au cours de la carrière. Il nous semble cependant utile de replacer l'expert, tant que possible, dans le contexte de la violence du XX^{e} siècle.

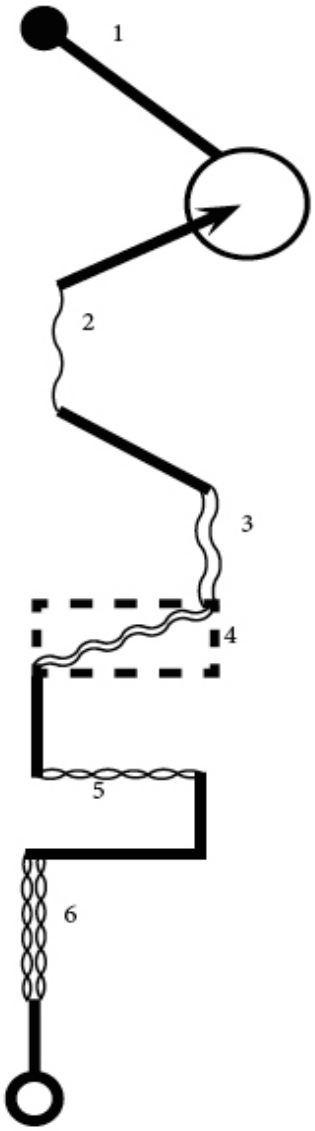
Ainsi, pour représenter l'expérience individuelle de la violence, nous avons choisi de nous reposer principalement sur des sources subjectives, explicites. Nous représentons l'expérience individuelle de la violence, pratiquée, subie, observée, sur la base de sources les plus proches possibles chronologiquement de l'expérience. Parfois, et le plus souvent, les sources, notamment les mémoires, sont rédigés bien après l'expérience même et dans un contexte très différent.

Par exemple, chez Zabiełło, on a une expression très euphémistique de son expérience de la violence observée en Ukraine en 1933 ou subie durant la guerre et son passage en camps de concentration. Il en témoigne tout de même et sous un prisme de la discrimination nationale, en ce qui concerne la violence pratiquée à l'encontre des personnes qu'il côtoie tant dans les camps que lors de sa traversée de l'Ukraine en 1933. Ses mémoires sont rédigées dans un contexte où une nouvelle vague de violence discriminatoire se déploie en Pologne : en 1967 et surtout en 1968, à l'égard notamment des citoyens polonais juifs. Il ne prend pas de distance par rapport à ces catégories de discrimination et ne mentionne pas le contexte contemporain de la rédaction de ses mémoires, mais tient un discours critique de la discrimination passée, tant par la Pologne que par l'URSS et le III^{e} Reich.

Nous avons donc, de par la nature différente des sources biographiques et d'expertise, une confrontation de discours différents. Cette confrontation devrait nous aider à faire émerger les évolutions implicites dans l'expertise. En plaçant côte à côte les parcours et la production d'expertise, nous espérons pouvoir illustrer la réflexion des experts sur les événements auxquels ils assistent et sur les politiques de discrimination qu'ils accompagnent souvent, que ce soit pour les contester ou les soutenir.

En d'autres termes, nous nous interrogeons sur l'interaction entre les conceptions de l'Est en termes d'altérité dans l'expertise et l'expérience des conséquences de ces conceptions par ces experts.

Expérience individuelle de la violence



Expérience de la violence :

1. Ligne continue : situation neutre

2. Ligne sinusoïdale : violence observée, discriminations d'autres du fait de l'attribution d'une appartenance nationale, ethnique, raciale ou politique.

3. Double ligne sinusoïdale : violence subie (écartement en fonction de l'intensité). C'est l'altérité subie, des discriminations et des violences psychologiques, sociales et physiques du fait de l'attribution d'une appartenance nationale, ethnique, raciale ou politique.

4. Ligne encadrée : emprisonnement

5. Lignes sinusoïdales entrecroisées : violence exercée, discrimination active et violence exercée contre autrui, attribution d'une appartenance nationale, ethnique, raciale ou politique à autrui.

6. Double lignes sinusoïdales entrecroisées : violence militaire, expérience du front.

2. Une prosopographie visuelle des experts allemands et polonais de l'Est : pour une visualisation de la mobilité géographique et conceptuelle

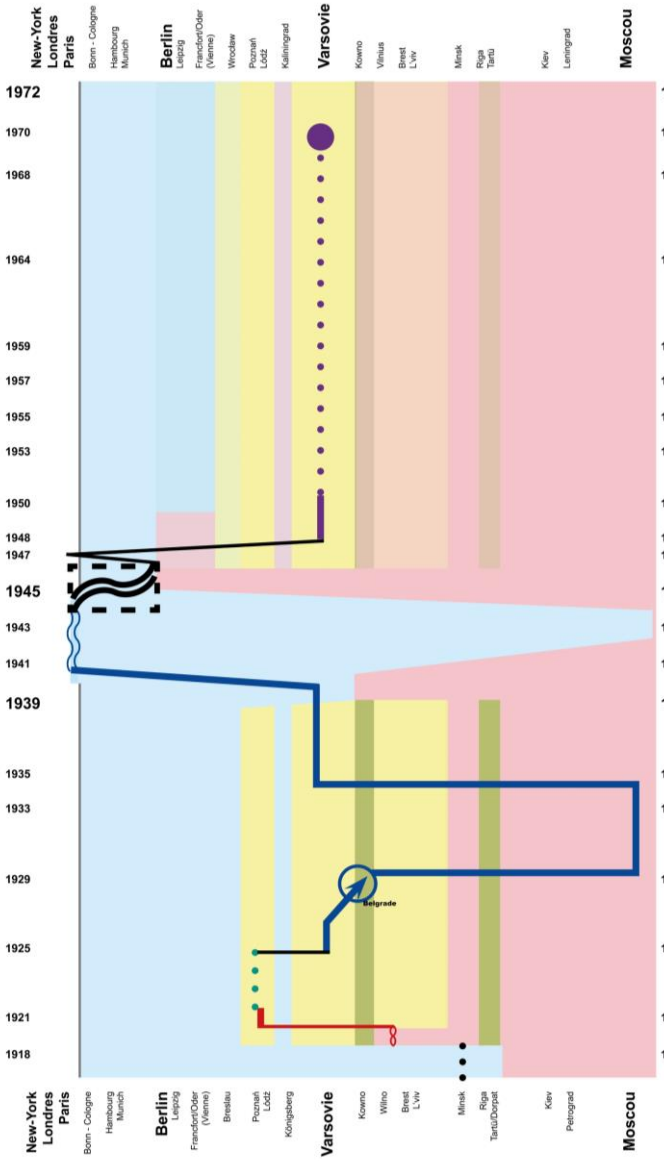


Figure 63: Exemple de parcours biographique : Stanisław Zabiełło (1902-1970)

Le parcours ici représenté se lit de la manière suivante :

S. Zabiełło est né dans la région de Minsk, et s'est rendu à Varsovie où a étudié jusqu'en 1925 après quoi, il a commencé une carrière au service de l'État polonais, en l'occurrence, le ministère des Affaires étrangères, pour lequel il a travaillé à Minsk et à Moscou jusqu'en 1934, avant de retourner à Varsovie jusqu'en 1939, toujours au service de l'État polonais.

Ensuite, il se rend en France (en passant par la Roumanie, mais la traversée n'ayant duré que quelques jours, elle n'est pas représentée ici) où il passe la guerre, au service de l'État polonais en exil.

À la fin de la guerre, il revient à Varsovie, où après une période d'instabilité professionnelle il entame une activité de publiciste, en l'occurrence, il travaille pour le PISM.

Nous avons sélectionné des institutions à la croisée de la politique et de la science, et ce sont les acteurs à ce croisement que nous avons sélectionné. Nous partons ainsi de la posture d'expert pour aller vers les pratiques d'expertise. La posture, telle que définie dans la sociologie de la littérature comme une « mise en œuvre individuelle d'un imaginaire collectif préexistant » dont « l'actualisation

charrie son lot de contingences »[1572]. L'expert incarne des éléments de l'imaginaire collectif de l'Est, par son origine et/ou sa connaissance, souvent auréolée du mystère associé à l'Est européen. Il doit dans le même temps s'adresser à une société particulière, qui entretient des relations changeantes avec l'Est européen, changement auquel l'expert cherche usuellement à contribuer. Pour mieux saisir ce phénomène de l'appropriation individuelle de représentations collectives, si riches et diverses que celles de l'Est européen, nous avons préféré nous pencher sur la dimension observable de la posture d'expert : la pratique. Quels sont les éléments de l'imaginaire collectif que l'expert reprend à son compte pour alimenter son discours sur l'Est, et ainsi construire son statut d'expert, assurer sa reconnaissance par la société de ce statut ?

Une traduction matérielle de la reconnaissance d'expert est l'appartenance institutionnelle, avec ses « contingences » : quelles compétences peuvent être mobilisées dans quel contexte politique ? Est-il possible pour un expert du IIIe Reich de maintenir son statut d'expert dans la RFA ? Ou dans la RDA ? Comment actualiser les connaissances de l'Est acquises dans le contexte d'une alliance politique avec l'Est qui perd sa pertinence avec un changement de régime ? Connaître les indépendantistes ukrainiens et leurs revendications après 1945 dans la Pologne populaire ne peut plus être une base pour une expertise publique par exemple. La distinction entre la posture, qui peut être plus continue entre les changements de régimes et la pratique, permet de mieux s'interroger sur le contenu de l'expertise de l'Est et ce qu'elle reflète de l'évolution plus large des rapports à l'Est des sociétés allemandes et polonaises.

Le dénominateur commun de ces experts est donc leur rattachement institutionnel, à partir du moment où ces institutions d'expertise en relations internationales sont fondées, souvent après 1918. C'est donc une prosopographie particulière, qui ne repose donc pas sur une similarité biographique mais de fonction sociale. L'étude accumulée des fonctions sociales de cas individuels, s'inscrit dans la réflexion sur les échelles dans l'historiographie de la micro-histoire. Ainsi,

> « en suivant le fil d'un destin particulier – celui d'un homme, d'un groupe d'hommes – et avec lui, la multiplicité des espaces et des temps, l'écheveau de relations dans lesquels il s'inscrit. (…) La participation de chacun à l'histoire générale, à la formation et à la modification des structures portantes de la réalité sociale, ne peut être évaluée seulement sur la base de résultats perceptibles : au cours de la vie de chacun, d'une manière cyclique, naissent des problèmes, des incertitudes, des choix, une politique de la vie quotidienne qui a son centre dans l'utilisation stratégique des règles sociales. »[1573].

[1572] Jérôme Meizoz, cité dans : Saint-Amand Denis et Vrydaghs David, « Retours sur la posture », *COnTEXTES. Revue de sociologie de la littérature* (8), 15.01.2011. En ligne: journals.openedition.org, DOI: 10.4000/contextes.4712.

[1573] REVEL Jacques, « Micro-analyse et construction du social », in: REVEL Jacques (dir.), *Jeux d'échelles: la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard : Seuil, 1996 (Hautes Études), pp. 15-36., p. 21.

Pour Jacques Revel, au-delà de la « communauté d'expérience », le fait de suivre des individus permet de faire émerger « la pluralité de leurs contextes de référence, les contradictions internes et externes dont elles sont porteuses »[1574] et ainsi, « faire apparaître des régularités dans les comportements collectifs d'un groupe social particulier sans perdre ce que [chaque individu] a de singulier »[1575]

Nous allons constater que les chemins de qualification sont assez similaires dans les deux pays et à travers les régimes : ainsi même dans un régime *a priori* peu favorable aux intellectuels et aux normes universitaires, la validation académique reste incontournable. Ce qui est plus fluctuant, ce sont les origines sociales des experts, surtout pour la Pologne d'après 1945, où en plus de la fondation d'un nouveau régime, favorisant les milieux plus modestes, l'évolution du recrutement des experts est surtout marquée par le fait qu'une grande partie des experts d'avant-guerre a péri durant le conflit ou est restée en exil.

[1574] *Ibid.*, p. 22.
[1575] *Ibid.*, p. 31.

3. Les profils collectifs des experts de l'Est

(1) Comparaison transnationale des parcours : génération, mobilité, carrière professionnelle

Cette visualisation vise à communiquer plus rapidement les parcours des experts et leur comparabilité, dans l'espace et dans le temps de cette étude. La présentation sur une même échelle des profils polonais et allemands permet de mieux voir les similitudes ou les différences dans ce qui constitue un expert, les circulations entre les milieux académiques, diplomatiques et journalistiques. Dans le même temps, chaque profil montre l'évolution du parcours et de la pratique intellectuelle d'un expert en particulier. La préparation des profils individuels nous permet de regarder en détail à la fois, le parcours géographique, institutionnel et intellectuel des experts, avec des profils d'une richesse variable, sur une grille de lecture commune. À partir de cette collection de profils, nous voulons ici les sortir de leur cadre spatio-temporel, pour les placer côte à côte, et comparer les parcours : dans leur intensité de déplacements géographiques, des expériences de violence et de la mobilité professionnelle. Nous avons rassemblé les profils pour illustrer les deux thématiques centrales de notre étude : l'impact de la violence sur l'expertise et les ruptures ou continuités de l'expertise de l'Est après la 2^{e} Guerre mondiale. La visualisation des parcours dans le temps et l'espace permet de renseigner la participation de l'acteur étudié à la guerre et sous quelle fonction. De même, cette visualisation permet de voir rapidement les temporalités et la localisation de l'expérience de la violence.

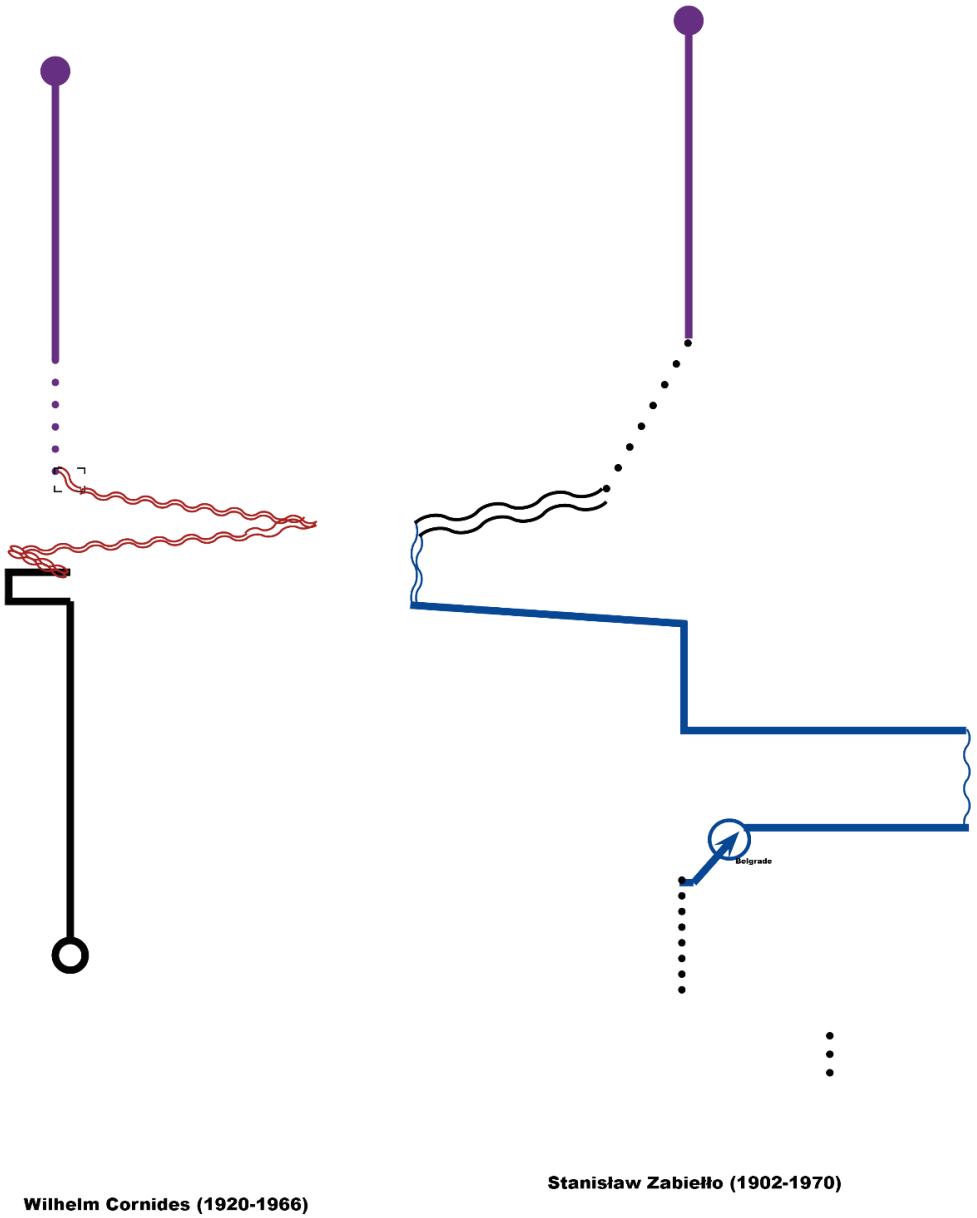


Figure 64: Exemple de comparaison internationale

Ici, les parcours de Stanisław Zabiełło et de Wilhelm Cornides sont présentés ensembles, permettant d'observer rapidement leurs expériences, dans le temps et l'espace : Zabiełło a eu une carrière diplomatique avant de devenir expert, son expérience de l'Est date de l'avant-guerre, tandis que Cornides a voyagé à l'Est durant la guerre, en tant que soldat. Ils ont tous deux eu des expériences de violence à l'Est, mais dans des contextes professionnels différents et à des moments différents. Leur nationalité n'est pas représentée, ce qui est mis en valeur est leur ancrage géographique.

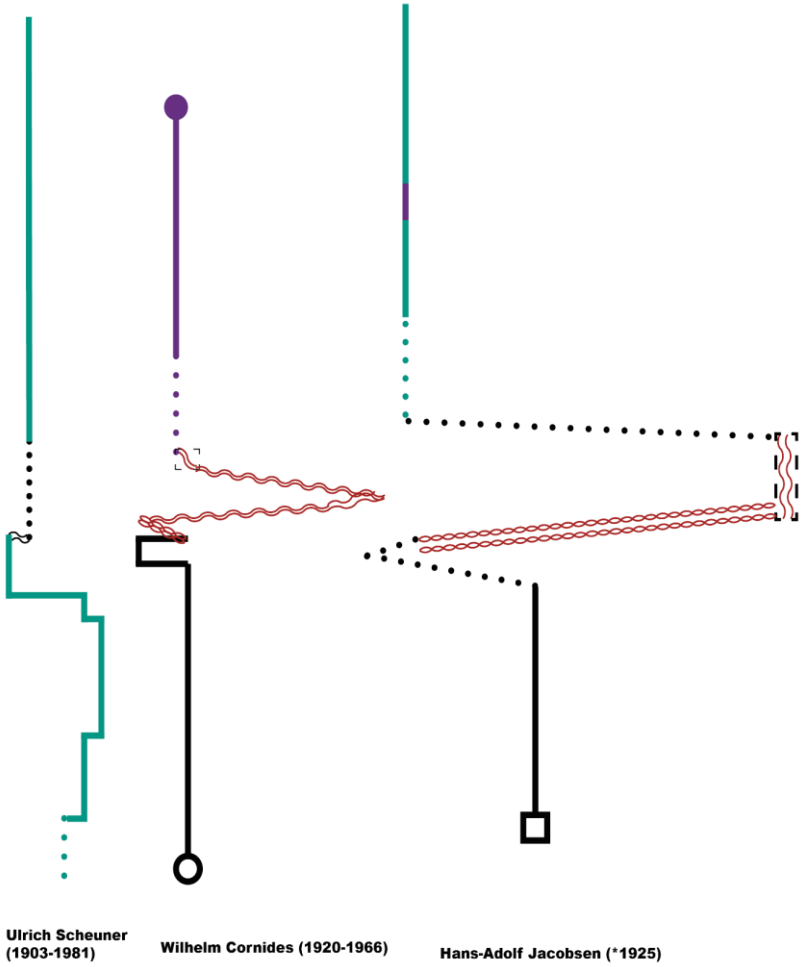


Figure 65: Exemple de comparaison de l'impact de la guerre sur les parcours biographiques

Les trois hommes ont eu une expérience de la guerre très différente : Scheuner n'a connu aucune rupture dans le déroulement de sa carrière universitaire durant la guerre et est resté en Allemagne. Les deux autres ont voyagé à l'Est, mais à des intensités différentes : Jacobsen s'est rendu plus profondément en tant que soldat dans les terres soviétiques que Cornides.

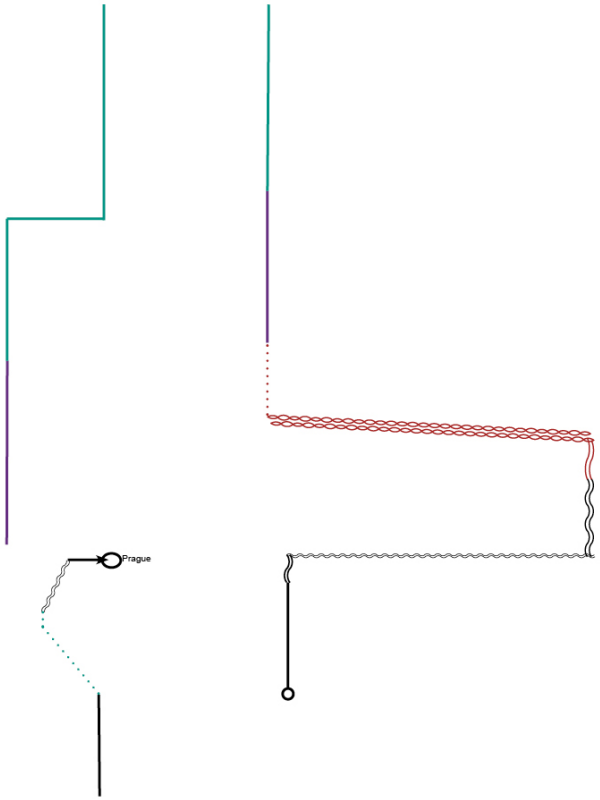


Figure 66: Parcours de R. Löwenthal (1908-1991) et de S. Doernberg (1924-2010)

Cette visualisation des profils nous sert donc à mettre en valeur les éléments sélectionnés dans le parcours des experts pour notre analyse. Les profils présentent une certaine diversité, que nous voulons ainsi souligner.

Ci-contre, nous avons les parcours de deux experts, ayant une origine très comparable : ils sont tous deux nés à Berlin, dans des familles juives et se sont très tôt engagés dans le communisme. Ce qui nous intéresse ici, c'est leur expérience de l'Est et leur formation sur lesquelles repose leur expertise, ainsi, nous avons choisi de ne pas visualiser l'appartenance communautaire ou politique mais la mobilité et l'expérience professionnelle. Outre la différence d'âge, Stefan Doernberg et Richard Löwenthal ont connu une évolution très différente : le dernier (courbe de gauche) s'est formé par son activité de journalisme, en Grande-Bretagne avant de revenir en Allemagne de l'Ouest. L'autre a émigré en URSS avec sa famille avant de revenir en Allemagne de l'Est.

(2) La rupture de la guerre dans les parcours des experts

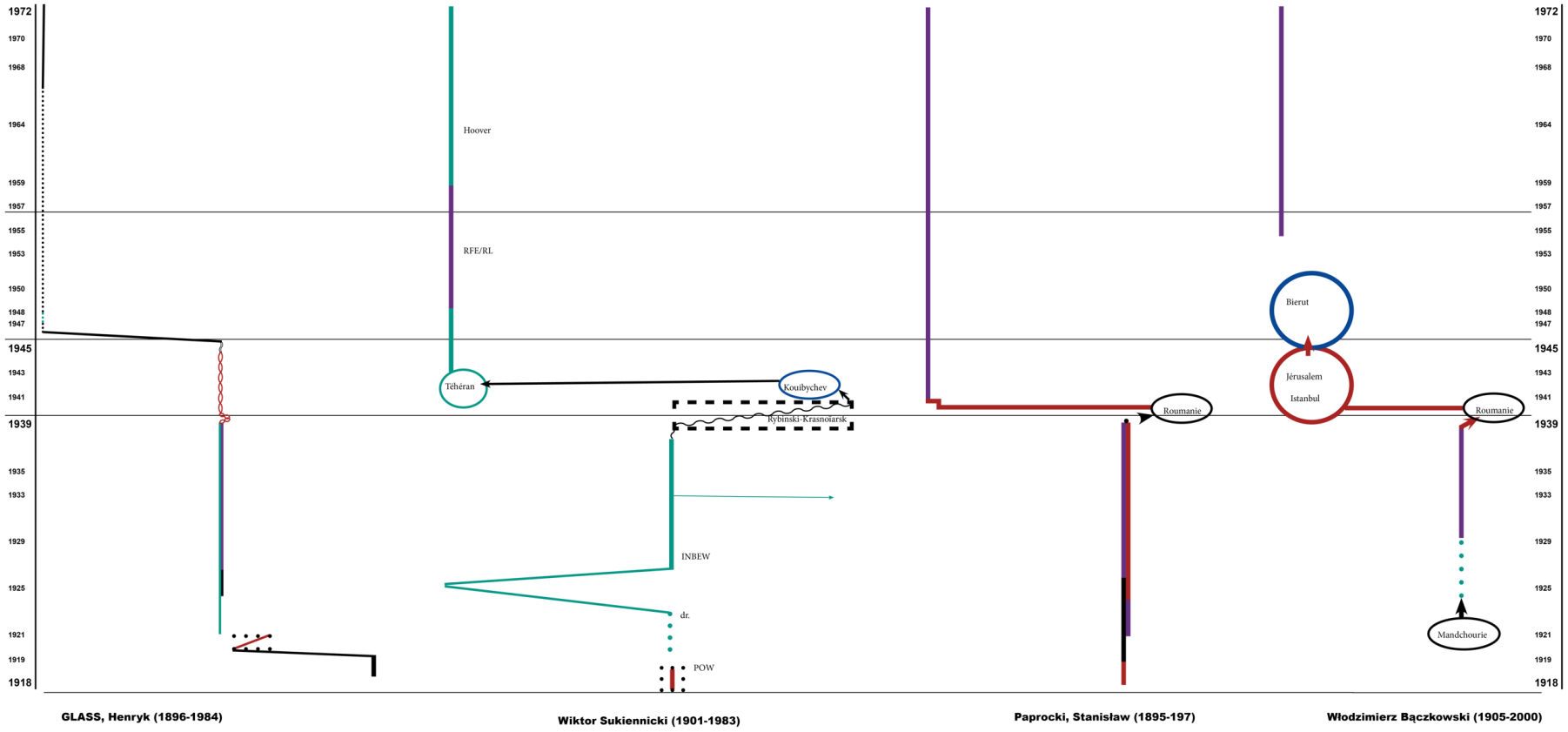


Figure 67 : Les experts polonais en exil à l'Ouest

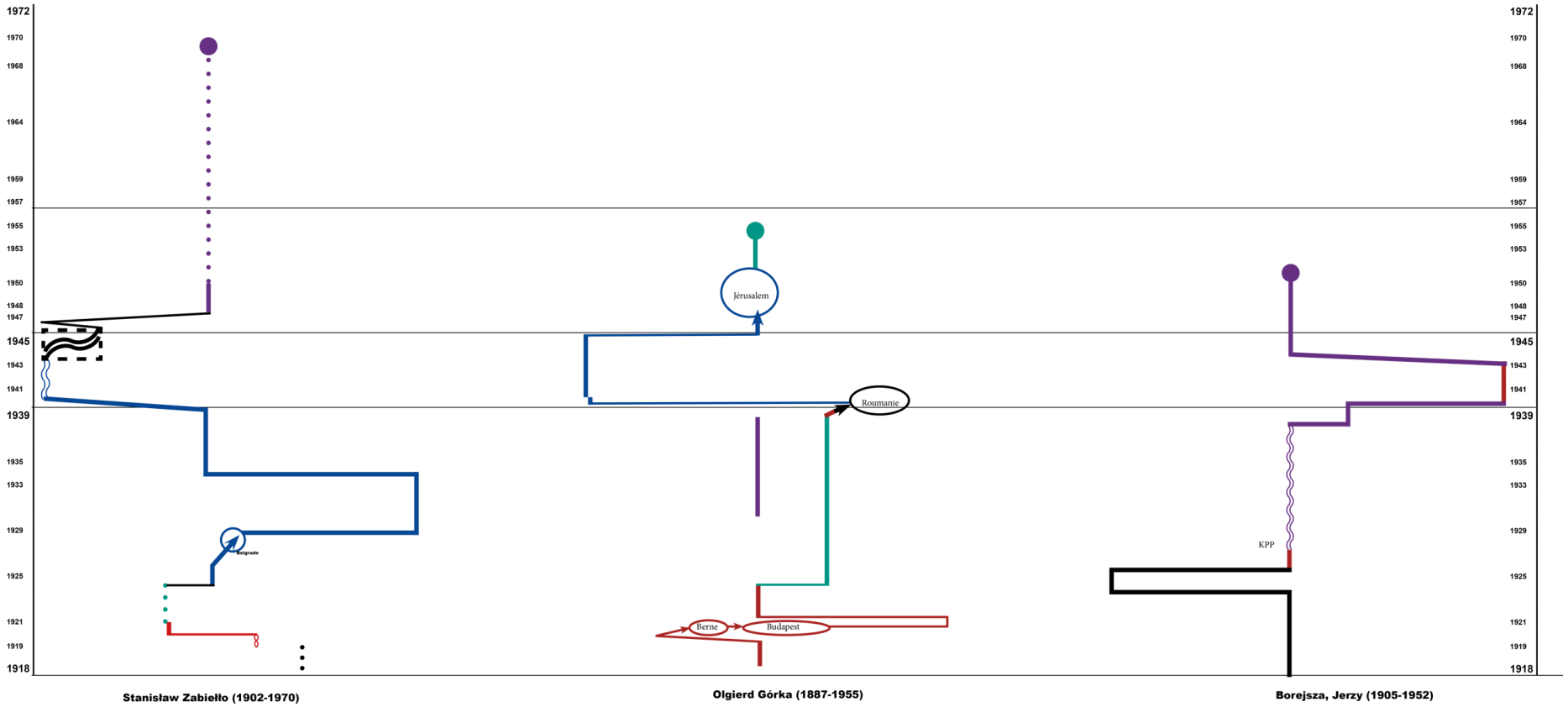


Figure 68 : Les experts polonais retournant en Pologne après 1945.

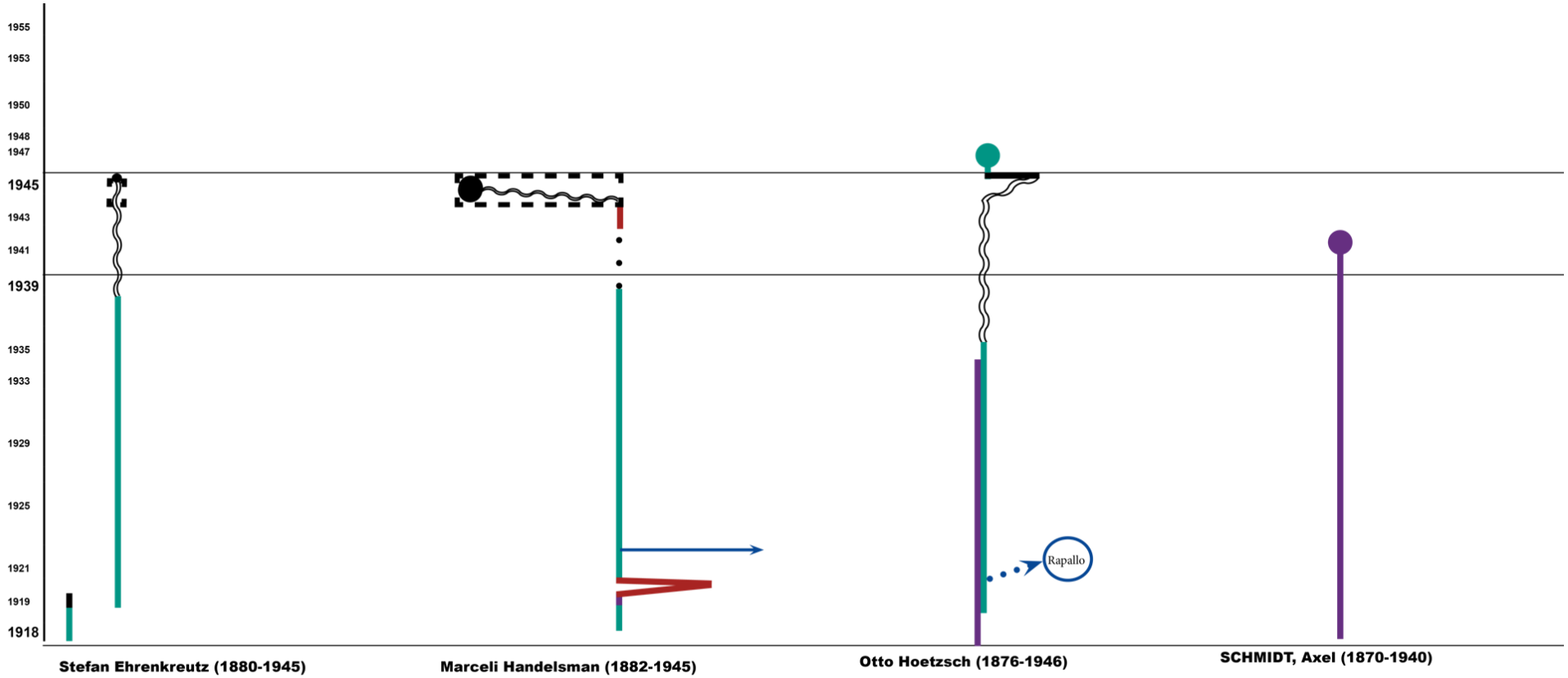


Figure 69 : Les experts décédés durant la guerre ou dans l'immédiat après-guerre.

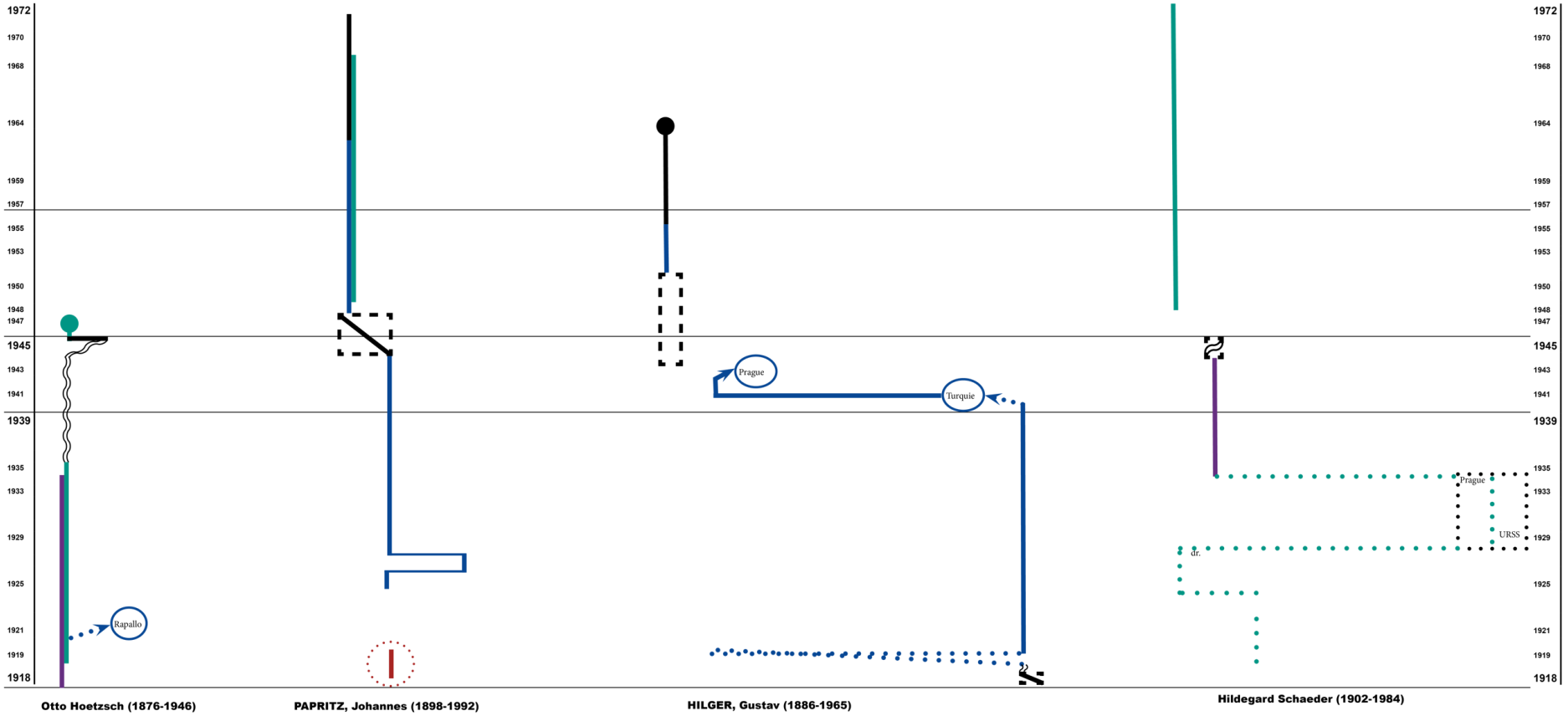
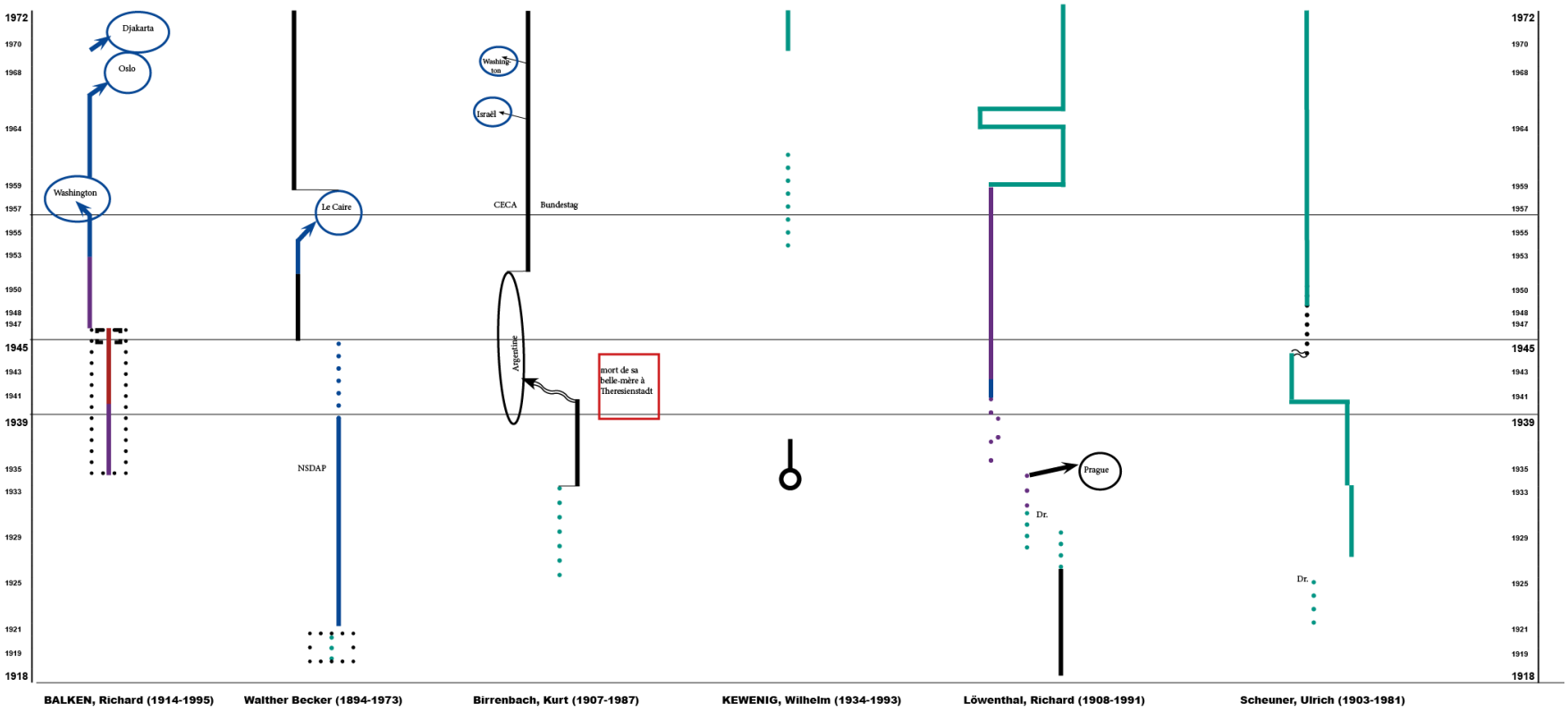
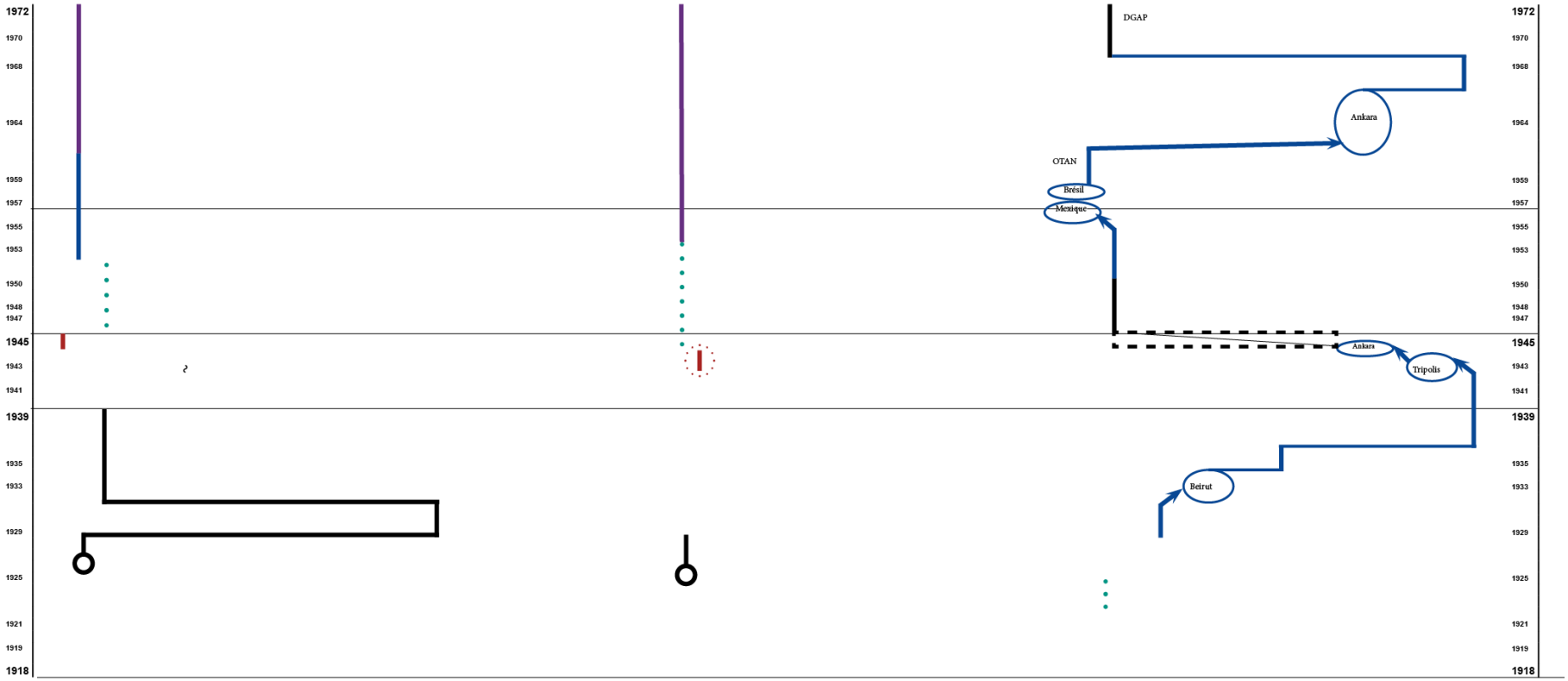


Figure 70: Les experts allemands dans la guerre.

(3) Le dialogue sur la politique orientale en RFA

Les membres du groupe d'étude de l'Est de la DGAP



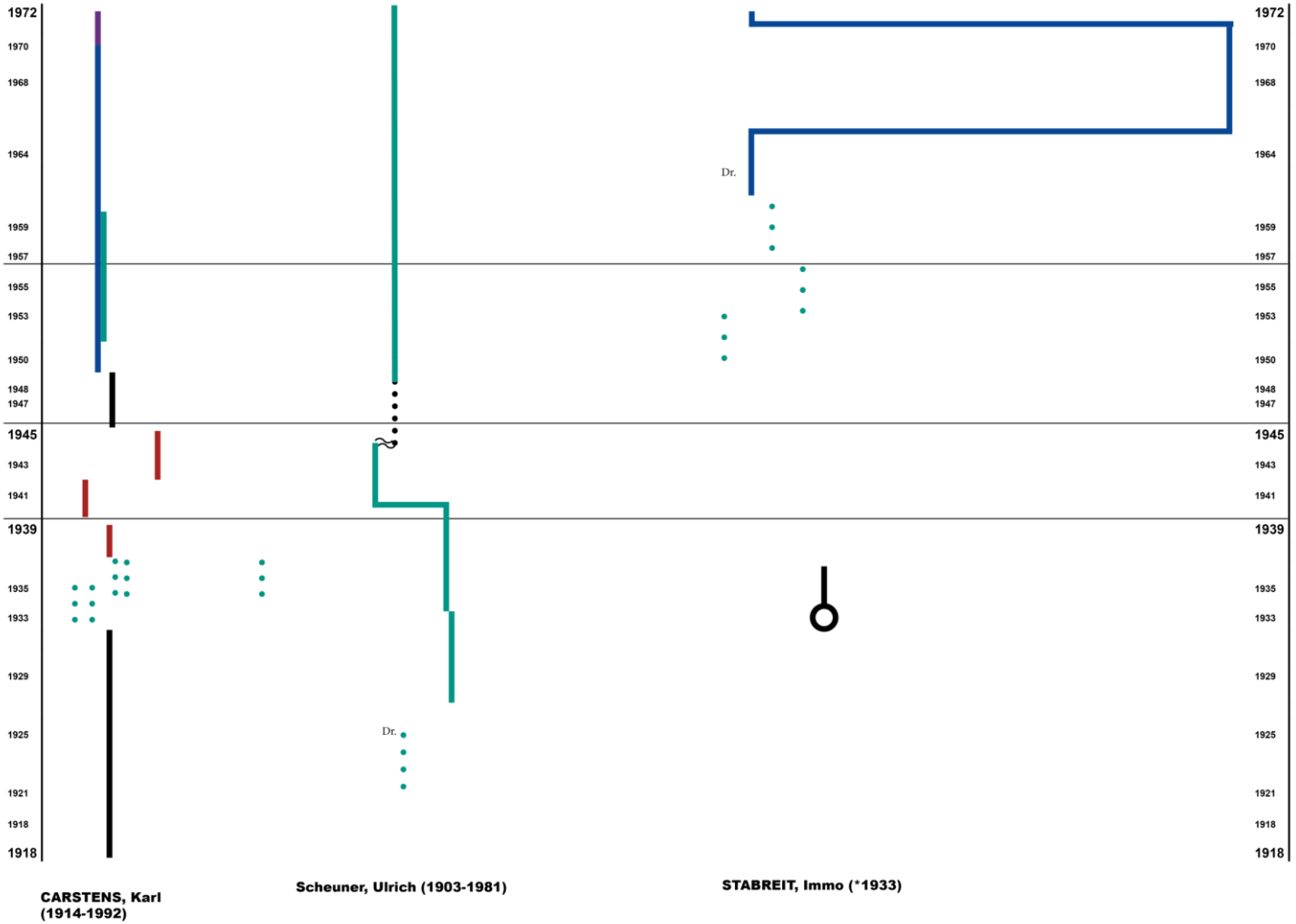


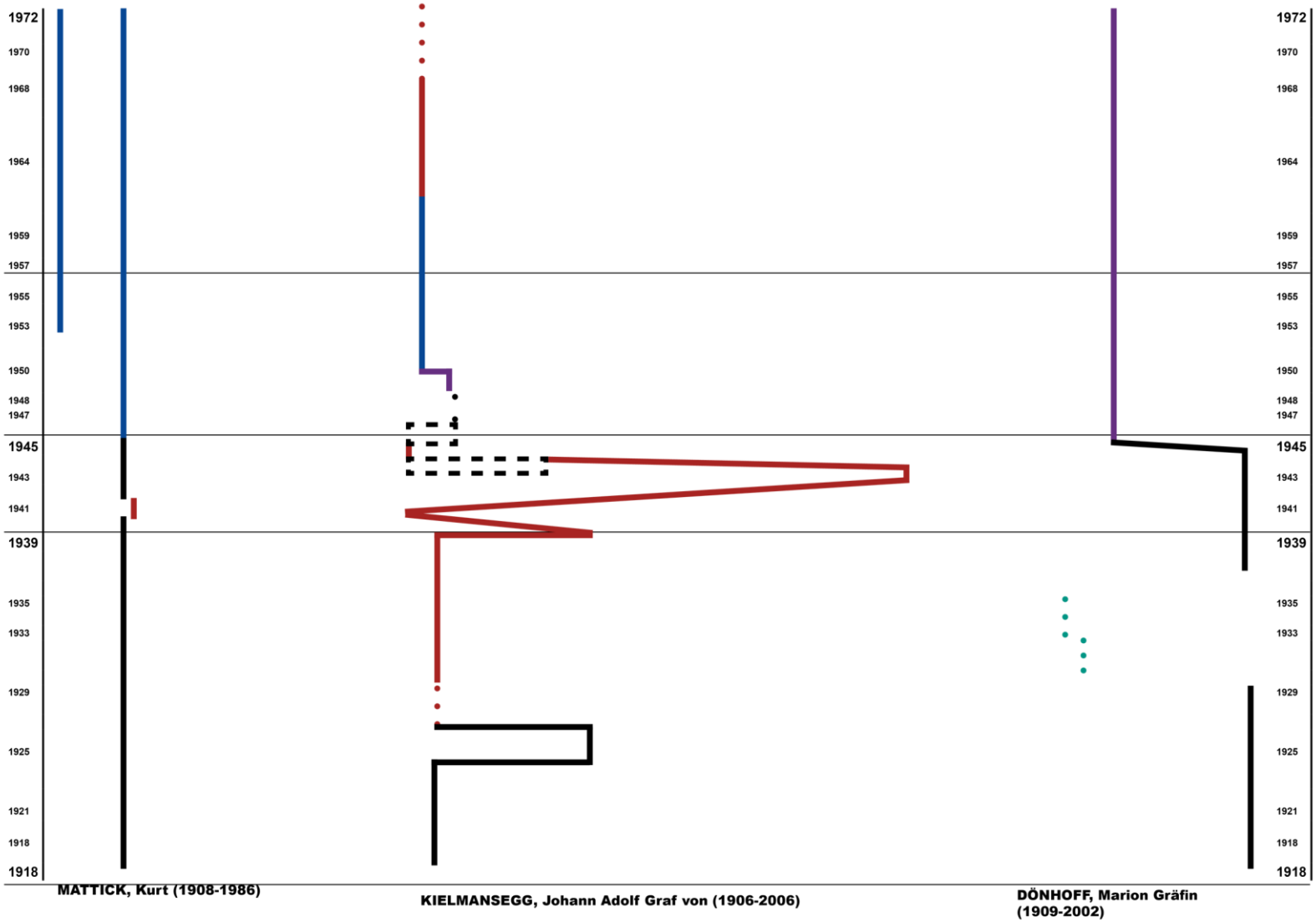
SCHULZ, Eberhardt (*1926)

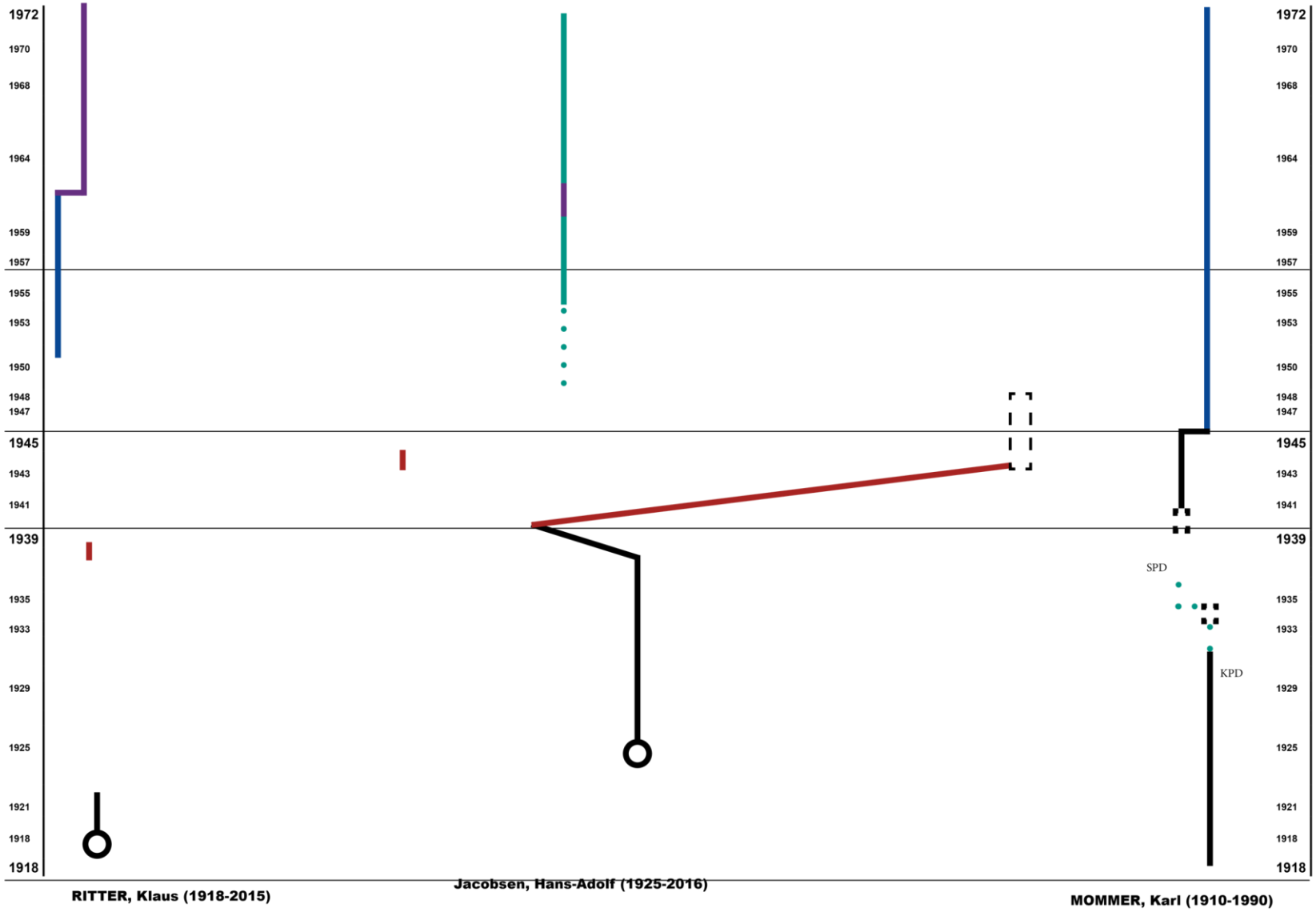
WAGNER, Wolfgang (1925-2005)

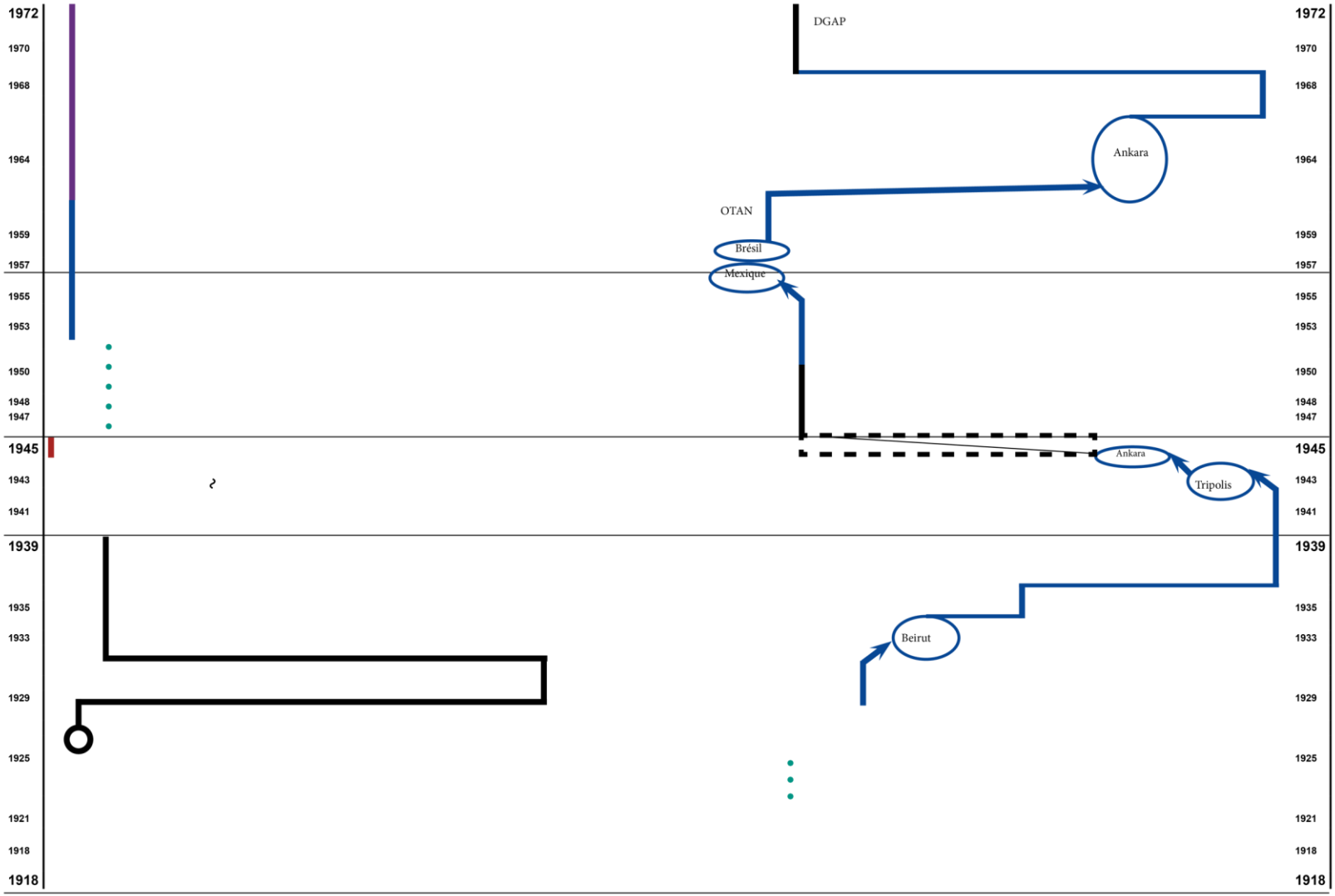
WALTHER, Gebhardt von (1902-1982)

Les membres allemands du groupe de dialogue entre l'IMEMO et la DGAP




1972
1970
1968
1964
1959
1957
1955
1953
1950
1948
1947
1945
1943
1941
1939
1935
1933
1929
1925
1921
1918
1918
MATTICK, Kurt (1908-1986)
KIELMANSEGG, Johann Adolf Graf von (1906-2006)
DÖNHOFF, Marion Gräfin (1909-2002)


1972
1970
1968
1964
1959
1957
1955
1953
1950
1948
1947
1945
1943
1941
1939
1935
1933
1929
1925
1921
1918
SPD
KPD
RITTER, Klaus (1918-2015)
Jacobsen, Hans-Adolf (1925-2016)
MOMMER, Karl (1910-1990)


1972
1970
1968
1964
1959
1957
1955
1953
1950
1948
1947
1945
1943
1941
1939
1935
1933
1929
1925
1921
1918
DGAP
Ankara
OTAN
Brésil
Mexique
Ankara
Tripolis
Beirut
SCHULZ, Eberhardt (*1926)
WALTHER, Gebhardt von (1902-1982

Annexe 3 : Profils des experts : fiches synthétiques individuelles

Pour chaque profil, nous sélectionnons les travaux de l'expert(e) réalisés sur la période 1918-1972, qui traitent soit des relations bilatérales de l'Allemagne ou de la Pologne à l'Est européen ; l'URSS, les États baltes jusqu'en 1940, et l'URSS après 1945. Nous utilisons les types de travaux suivants :

- Les articles d'analyses publiés dans des revues généralistes, de politique étrangère
- Les ouvrages d'éducation politique, documentations, non exclusivement académiques
- Les textes destinés à l'administration ou à un usage interne de formation

La typologie de l'expertise de l'Est que nous proposons repose sur une synthèse des sources, interprétée au prisme de notre étude. Elle doit nous aider à distinguer et confronter des éléments qui sont habituellement présentés conjointement : le projet politique et les sources mobilisées. L'analyse du parcours des experts se concentre sur leur production intellectuelle individuelle, moins sur l'impact de leur expertise sur la politique de l'État auquel elle s'adresse. Nous ne représentons pas ici non plus les réseaux des experts, que nous traitons dans le corps de l'étude : les relations entre experts varient du dialogue par la recension des travaux, à la relation maître-élève, ou encore, la concurrence pour une position particulière. Les contacts entre chercheurs allemands, polonais et ukrainiens, russes notamment, sont mentionnés dans les analyses des textes. On peut en trouver la trace dans la visualisation par la référence au discours mobilisé.

Cette typologie comporte des limites, inévitablement : nous ne pouvons prétendre à l'exhaustivité des travaux des experts. Nous nous sommes efforcés de prendre en compte leurs travaux les plus importants, pour leur carrière et leur proéminence d'expert. Nous espérons que la transparence de notre présentation comblera cette limite.

Éléments des profils individuels

- Visualisation des parcours dans l'espace-temps.
- Ouvrages et leur rattachement à un paradigme ou à l'imaginaire collectif national.
- Sources utilisées pour établir le profil biographique.
- Biographie :
    1. Naissance, enfance, scolarité
    2. Formation universitaire, autres qualifications
    3. Carrière professionnelle, militaire, diplomatique
    4. Retraite, décès

Liste des profils individuels

ARLT, Fritz (1912-2004)
BĄCZOWSKI, Włodzimierz (1905-2000)
BALKEN, Richard (1914-1995) (SGII)
BAZYLOW, Ludwik (1915-1985)
BECKER, Walther (1874-1973) (SGII)
BIERZANEK, Remigiusz (1912-1993)
BIRRENBACH, Kurt (1907-1987) (SGII)
BOREJSZA, Jerzy (1905-1952)
CARSTENS, Karl (1914-1992) (IMEMO)
CLEINOW, Georg (1873-1936)
CORNIDES, Wihlem (1920-1966)
DIENSTMANN, Carl (1885-1962) (Diplomate)
DÖNHOFF, Marion Gräfin (1909-2002) (IMEMO)
DOERNBERG, Stefan (1924-2010)
EHRENKREUTZ, Stefan (1880-1945)
GASTEYGER, Curt (*1929)
GLASS, Henryk (1896-1984)
GÓRKA, Olgierd (1887-1955)
GOGUEL, Rudi (1908-1976)
GROSFELD, Leon (1911-1987)
HANDELSMAN, Marceli (1882-1945)
HOETZSCH, Otto (1876-1946)

JACOBSEN, Hans-Adolf (1925-2016))

KEWENIG, Wilhelm (1934-1993)

KLOTEN, Norbert (1926-2006) (IMEMO)

KIELMANSEGG, Johann Adolf Graf von (1906-2006)

LOEBER, Dietrich (1923-2004)

LÖWENTHAL, Richard (1908-1991) (alias Paul Sering)

KRUCZKOWSKI, Adam (1930-1969)

MARKERT, Werner (1905-1965)

MATTICK, Kurt (1908-1986) (IMEMO)

MEISSNER, Boris (1915-2003)

MIEROSZEWSKI, Juliusz (1906-1976)

MOMMER, Karl (1910-1990) (SGII, IMEMO)

PAPRITZ, Johannes (1898-1992)

PAPROCKI, Stanisław (1895-1976)

RITTER, Klaus (1918-2015) (IMEMO)

RHODE, Gotthold (1916-1990)

ROTFELD, Adam Daniel (*1938)

ROTHFELS, Hans (1891-1976)

SCHAEDER, Hildegard (1902-1985)

SCHEUNER, Ulrich (1903-1981)

SCHMIDT, Axel (1870-1940)

SCHULZ, Eberhard (*1926)

SMAL-STOCKI, Roman (1893-1969)

SROKOWSKI, Konstanty (1878-1935)

STABREIT, Immo (*1933) (IMEMO)

SUKIENNICKI, Wiktor (1901-1983)

TWARDOWSKI, Fritz von (1890-1970) (Diplomate)

WAGNER, Wolfgang (1925-2005)

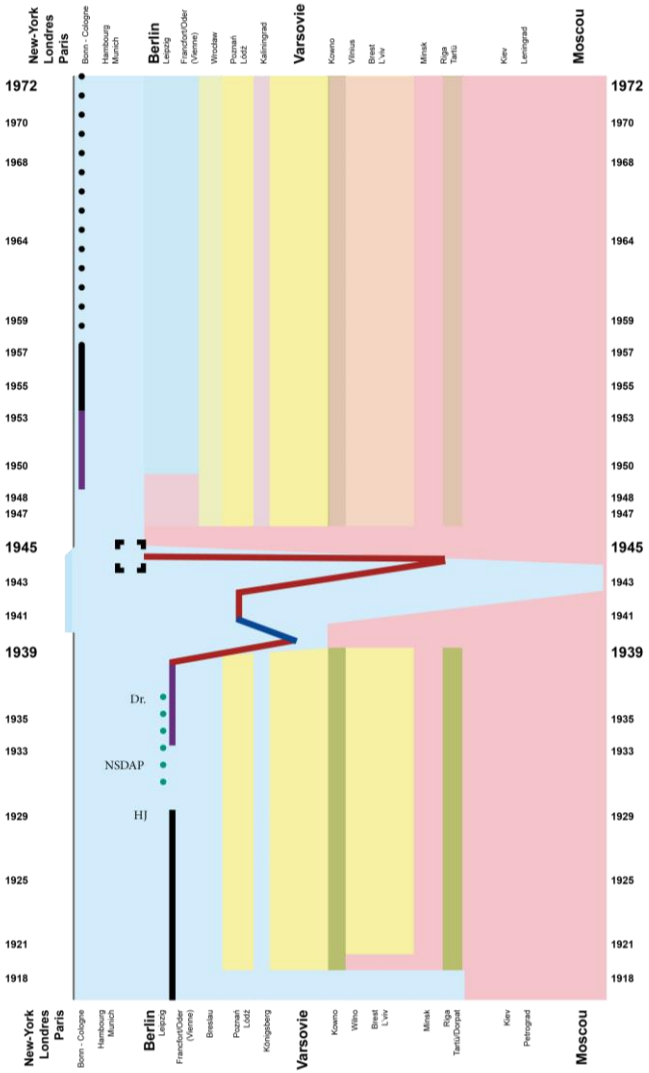
WAKAR, Włodzimierz (1885-1933)

WALTHER, Gebhardt von (1902-1982) (Diplomate)

ZABIEŁŁO, Stanisław (1902-1970)

ZECHLIN, Erich (1883-1954) (Diplomate)

ARLT, Fritz (1912-2004)



Ouvrages

1939-1945 :
Erb -und Rassefragen im Spiegel des Schrifttums, [S.l, s.n, 1940, 28 p.
Die ukrainische Volksgruppe im Deutschen Generalgouvernement Polen, Cracovie, s.n., coll.« Volkspolitischer Informationsdienst der Regierung des Generalgouvernements, Innere Verwaltung, Bevölkerungswesenund Fürsorge », 1940, 6 p.
(dir) Volkspolitischer Informationsdienst der Regierung des Generalgouvernements, Innere Verwaltung, Bevölkerungswesen und Fürsorge
Übersicht über die Bevölkerungsverhältnisse in Generalgouvernement, Cracovie, coll.« Volkspolitischer Informationsdienst der Regierung des Generalgouvernements : Innere Verwaltung, Bevölkerungswesen und Fürsorge », n˚ 3, 1940, 65 p.
Siedlung und Landwirtschaft in den eingegliederten Gebieten Oberschlesiens, Berlin, Dt. Landbuchh. Sohnrey, coll.« Die wirtschaftlichen Entwicklungsmöglichkeiten in den eingegliederten Ostgebieten des Deutschen Reiches. - Berlin : Volk & Reich, 1941 », n˚ 10, 1942, 63 p.
Siedlung und Landwirtscchaft in den eingegliederten Gebieten, Berlin, Sohnrey & Co, coll.« Die Wirtschaftlichen Entwicklungsmöglichkeiten in den Eingegliederten Ostgebieten des Deutschen Reiches », 1942, 63 p.

ARLT, Fritz (1912-2004)

1	Il naît le 12 avril 1912, en Saxe, non loin de Görlitz, à Niedercunnersdorf. Dans sa jeunesse il est membre du Deutschen Freischar, une organisation de scoutisme, avec laquelle il découvre la Silésie et la région transfrontalière germano-polonaise. Il entre dans les Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend*) en 1929.
2	Études à Leipzig. 1936 : thèse sous la direction d'Arnold Gehlen et d'Otto Reche, sur la structure démographique juive à Leipzig, en « science des races » (*Rassenkunde*)
3	1932 : entrée à la NSDAP et la SA. 1934 : il devient collaborateur du Département de la politique raciale du NSDAP (*Rassenpolitischen Amtes* (RPA) *der NSDAP*), pour lequel il prend la direction locale de Leipzig (*Leiter des Kreisamtes für Rassen- und Bevölkerungspolitik des Kreises Leipzig*). Dans ce cadre, et pour sa thèse, il participe au recensement de la population de Leipzig et va poursuivre « l'analyse » au SD (*Sicherheitsdienst des Reichsführers SS* ; service de sécurité du dirigeant impérial SS, service de renseignement de la SS), en 1936 ; où il mène des études de « biologie ethnique » (*Volksbiologie*). Il rejoint l'Université de Breslau, où il enseigne la « rassologie » également en 1936. À ses responsabilités d'enseignement, s'ajoutent celles de la formation dans le RPA de Breslau. 1937 : il collabore avec la direction de la police de Haute Silésie (*Führungsstab der Höheren SS- und Polizeiführer*, HSSPF) et le service de renseignement de Wilhelm Canaris (*Dienststelle Canaris*). Il participe à la rédaction d'une liste de personnes ennemies en Pologne (*Sonderfahndungsbuch Polen*) qui rassemble 61 000 noms de l'élite polonaise. 09.1939 : soldat et participe à l'attaque sur la Pologne. 10.1939 : il est employé dans le département « population et prévoyance » (*Bevölkerungswesen und Fürsorge*) de l'administration d'occupation nazie, à Cracovie. Puis, il dirige l'Institut central pour les études de civilisation de Haute Silésie (*Leiter des Zentralinstituts für Landesforschung in Oberschlesien*) et dirige en même temps la représentation en Haute Silésie du Commissaire pour l'ancrage du peuple allemand (*Leiter der Außenstelle Oberschlesien beim Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums*). 1941 : à l'Institut central pour la recherche locale sur la Silésie à Katowice (*Zentralinstitut für Oberschlesische Landesforschung*), il participe à l'organisation du « rapatriement » Allemands venus de la « zone d'influence soviétique » à l'Est de la démarcation fixée dans l'accord Ribbentrop-Molotov. 1941 : il est chargé de construire la Freiwilligen-Leitstelle Ost. 1943 : il part au front Est. Il intègre une formation militaire en mai 1943 et en août 1943, la division « *Das Reich* » à l'ouest du Dniepr. 02.1944 : Il est blessé à Jampol et passe quelques temps à l'hôpital sur le front. 06.1944 : il retourne à Berlin. Il est chargé par le SSHA de reformer et diriger une unité de volontaires orientaux dans les combats contre l'URSS. 1945 : Il est fait prisonnier par les troupes états-uniennes. Ici, selon ses dires, les autorités états-uniennes l'emploient pour restituer ses connaissances en matière de politique orientale allemande et de guerre psychologique 1949 : il passe son procès en dénazification, classé comme « Mitläufer ».

Il travaille pour la Croix rouge allemande, au service des recherches de personnes.
1954-1957 : il est chargé d'éducation politique à l'Institut de l'économie allemande à Cologne.
1953 : il est conseiller indépendant en matière économique et de formation professionnelle jusqu'à sa retraite.

Autres ouvrages :

1918-1939 :

Die Frauen der altisländischen Bauernsagen und die Frauen der vorexilischen Bücher des Alten Testaments, verglichen nach ihren Handlungswerten, ihrer Bewertung, ihrer Erscheinungsweise, ihrer Behandlung: ein Beitrag zur Rassenpsychologie, Leipzig, Jordan & Gramberg, 1936, 65 p.
Volksbiologische Untersuchungen über die Juden in Leipzig, Leipzig, Hirzel, coll.« [Archiv für Bevölkerungswissenschaft und Bevölkerungspolitik / Beiheft] Archiv für Bevölkerungswissenschaft und Bevölkerungspolitik. - Leipzig : Hirzel, 1936 », n˚ 4, 1938, 47 p.

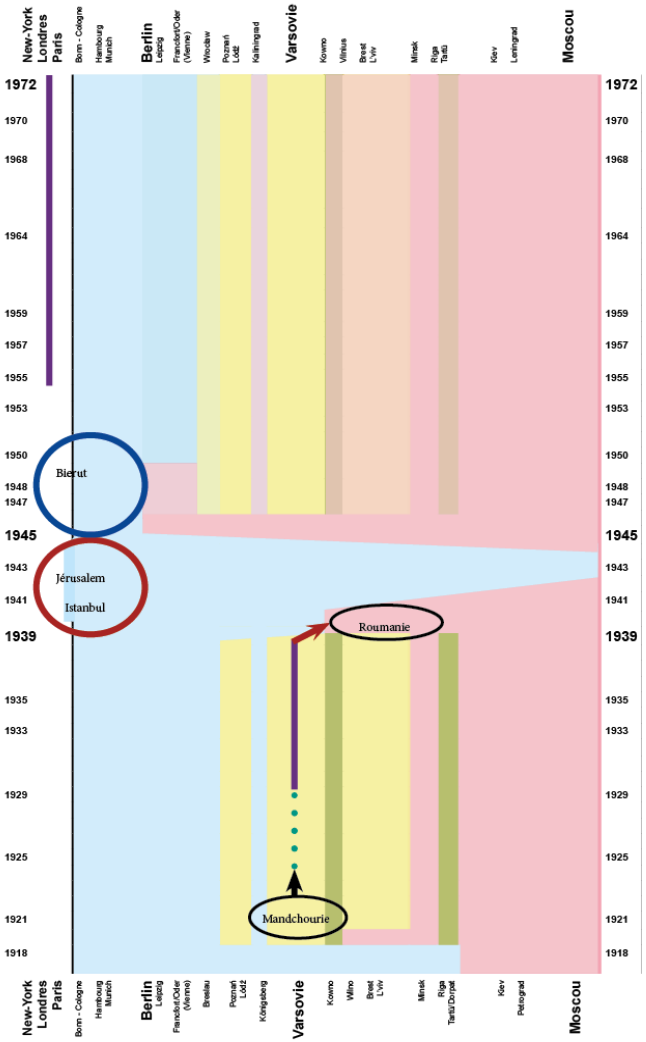
1945-1972 :

avec Wilms Dorothee, Junge Arbeiter antworten: junge Arbeiter und Angestellte äußern sich zu Beruf und Arbeit, Gesellschaft und Bildung ; ein Beitrag zur Jugendsozialarbeit innerhalb und außerhalb des Betriebes ; Auswertung einer Enquête des Deutschen Industrieinstituts in Zusammenarbeit mit Verbänden der Jugendsozialarbeit, Braunschweig, Westermann, 1962, 80 p.
Unternehmer zwischen Ost und West / Fritz Arlt, Köln, Dt. Industrieverl.-Ges., 1955.
Der Zweite Bildungsweg: sozialer Aufstieg begabter berufstätiger Jugendlicher durch Ausbildung, Bildung und Arbeitsleistung, München, Isar-Verl., coll.« Isar-Bücherei. - München : Isar-Verl, 1956 », n˚ 13, 1958, 134 p.
Bildung als Gemeinschaftsaufgabe: Informationen, kritische Anmerkungen, [Köln], Dt. Industrieinst., coll.« Beiträge des Deutschen Industrieinstituts / Deutsches Industrieinstitut. - Köln : Dt. Industrieverl, 1963 », n˚ 8, 1965, 40 p.
In den Wind geredet? : Schule d. Rhetorik u. Dialektik / Fritz Arlt. [Ill.: Josef Partykiewicz], 2., verb. Aufl., Köln, Deutsche Industrie-Verl. Ges., 1968.

Sources :

Mémoires : Arlt Fritz, *Polen-, Ukrainer-, Juden-Politik: im Generalgouvernement für die besetzten polnischen Gebiete 1939/40 und in Oberschlesien 1941/43 und im Freiheitskampf der unterdrückten Ostvölker: Dokumenten, Äusserungen von Polen, Ukrainern und Juden: Richtigstellungen von Fälschungen Erinnerungen eines Insiders*, Lindhorst, Wissenschaftlicher Buchdienst Herbert Taege, 1995, 152 p.
Frank Mecklenburg, « Von der Hitlerjugend zum Holocaust: die Karriere des Fritz Arlt. », *in Deutsche - Juden - Völkermord. Der Holocaust als Geschichte und Gegenwart*, Darmstadt, 2006, pp. 87-101.

BĄCZOWSKI, Włodzimierz (1905-2000)



Ouvrages

Avant 1939 :

W Obliczu Wydarzeń. Varsovie: Myśl Polska, 1939.
Czy Prometeizm Jest Fikcją (i Fantazją)?. Varsovie: s.n., 1939.
Abecadło Problemu Polsko-Ukraińskiego. Varsovie : s.n., 1938.
Aktualizacja Sprawy Ukraińskiej. Varsovie : s.n., 1938.
Prometeizm Polski. [Varsovie : s.n, 1938.
Uwagi O Istocie Siły Rosyjskiej: (wyjątek Z Większej Całości). [Varsovie: s.n, 1938.
Grunwald Czy Pilawce?. Varsovie: Myśl Polska, 1938.
Wschód a Polska. Varsovie : Wschód, 1935.
U Źródeł Upadku I Wielkości. Varsovie : F. Hoesick, 1935.
Syberja Czeka Na Swego Washingtona. Varsovie : s.n., 1935.

BĄCZOWSKI, Włodzimierz (1905-2000)

1		Né le 26 mars 1905, à Baïkal (Байкал) en Sibérie, dans l'oblast d'Irkoutsk. Enfance passée dans la Mandchourie, où sa famille a fuit la révolution de 1917, arrivée en Pologne en 1925.
2		1925 : études à l'Université de Varsovie de droit, de sinologie et d'anglais.
3	 	Co-fondateur du cercle des jeunes orientalistes (Orientalistzcne Koło Młodych). 1930 : entre à l'Institut oriental à Varsovie (Instytut Wschodni, IW) et devient rédacteur de la revue « Wschód » (l'Est). Il collabore aux revues « Prometeusz ». 1932-1938 : rédacteur du Biuletyn Polsko-Ukraiński (Bulletin polono-ukrainien), puis de Problemy Europy Wschodniej (les problèmes d'Europe de l'Est) en 1939. 1939 : dirige les travaux socio-politiques de l'IW. 08.1939 : engagé dans le 2e département de l'État-major polonais (Oddział II Naczelnego Wodza), avant d'être évacué en Roumanie en septembre 1939. Fin 1939 : rédacteur de la revue « Sprawy sowieckie » (les affaires soviétiques). 1941 : évacuation à Istanbul, puis à Jérusalem, au service du 2e département de l'Etat-major polonais. 1943 : employé par le Centre d'information sur le Proche-Orient, puis pour l'Action continentale du l'OSS (Office of Strategic Services). 1945 : fonde l'Institut du Proche et Moyen Orient « Reduta » à Jérusalem, et rédacteur de la revue Sprawy Bliskiego i Środkowego Wschodu (affaires du Proche et Moyen Orient. Il devient attaché culturel à l'ambassade de Pologne à Beirut. 1955 : émigration aux États-Unis, où il travaille à la Bibliothèque du Congrès, à Washington et est nommé au Conseil de l'Institut Piłsudski à New-York.

Ouvrages :

Après 1939 :

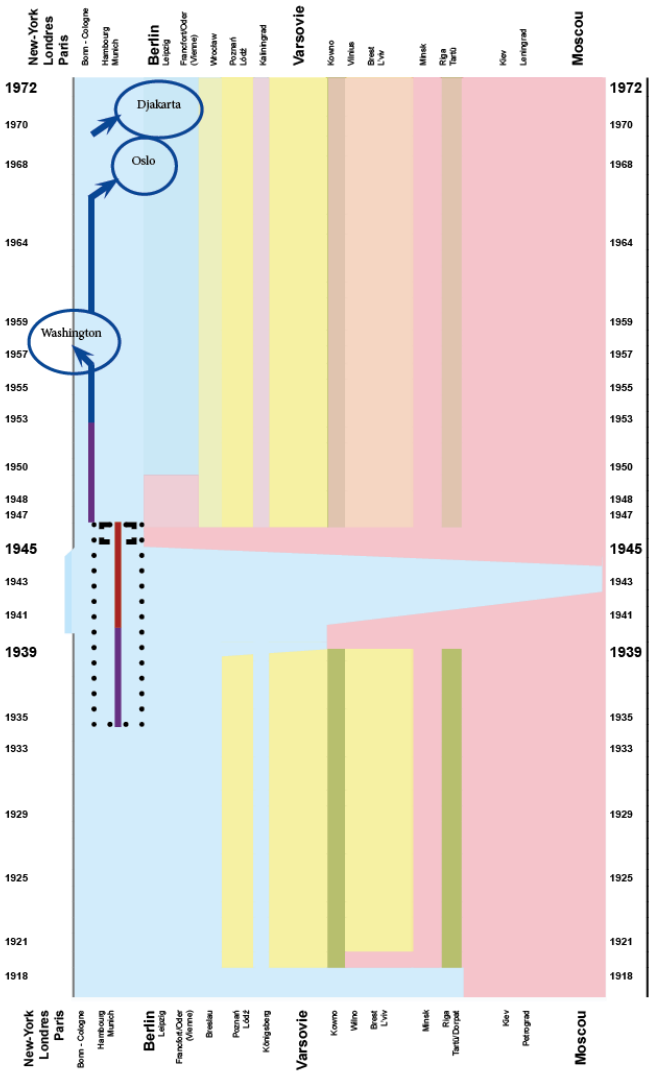
La Russie Soviétique - Nouvel Empire Colonial : Réponse Au Discours Du Premier Ministre Khrouchtchev Prononcé Devant Les Nations Unies, 23 Septembre 1960. Beyrouth (Liban): s.n., 1960.
Russian Colonialism: The Tsarist and Soviet Empires. New York: Frederick A. Praeger, 1958.
Uwagi O Kaukazie. Paris: s.n., 1955.
Nowa Turcja. Paris : Instytut Literacki, 1953.
Zachód I Komunizm. Paris : Instytut Literacki, 1953.
Asia and the Western World. [S.l: s.n, 1952.
Sprawa Ukraińska. Paris : Instytut Literacki, 1952.
Russia and Asia. Beirut : Inst. “Reduta,” 1951.
Rosja Wczoraj I Dziś: Studium Historyczno-Polityczne. Jérusalem : s.n., 1946.
U Źródeł Polskiej Idei Federacyjnej. Jerozolima: Sekcja Wydaw. Jednostek Wojska na Śr. Wsch, 1945.

Traductions par la PuSte :

Bemerkungen Über Die Ukrainische Frage: Die Ukrainische Frage Und Das Problem Der Stärke Russlands. Kleiner Beitrag. Berlin-Dahlem: Publikationsstelle, 1938.
Die Aktualisierung Der Ukrainischen Frage. Kleiner Beitrag Poln 19. Berlin-Dahlem: Publikationsstelle, 1938.

Sources :
Maj Ireneusz Piotr, Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN [etc.], coll.« Seria Wschodnia », 2007., pp. 173-174
Biographie de « Włodzimierz Bączkowski », Kultura Paryska, disponible sous http://www.kulturaparyska.com/pl/ludzie/pokaz/b/wlodzimierz_baczkowski.

BALKEN, Richard (1914-1995) (SGII)



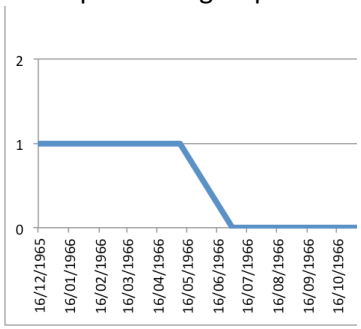
Biographie

1	Né le 20 novembre 1914 à Solingen, près de Düsseldorf, à l'Ouest de l'Allemagne.
2	1934 : Fin de la scolarité avec l'Abitur.
3	1934-1940 : journaliste. 1940-1946 : service militaire et prisonnier de guerre. 1947-1953 : journaliste, rédacteur en chef de la Westdeutschen Rundschau (télévision). 1953 : entrée à l'AA. 1956-1959 : mission à Washington. 1959-1962 : retour à Bonn, direction de la section désarmement et sécurité (Referat 302 : Abrüstung und Sicherheit). 1967 : responsable des relations du ministère avec le parlement. 1967-1970 : Ambassadeur en Norvège. 1970-1974 : ambassadeur en Indonésie. 1976-1979 : Ambassadeur en Roumanie.

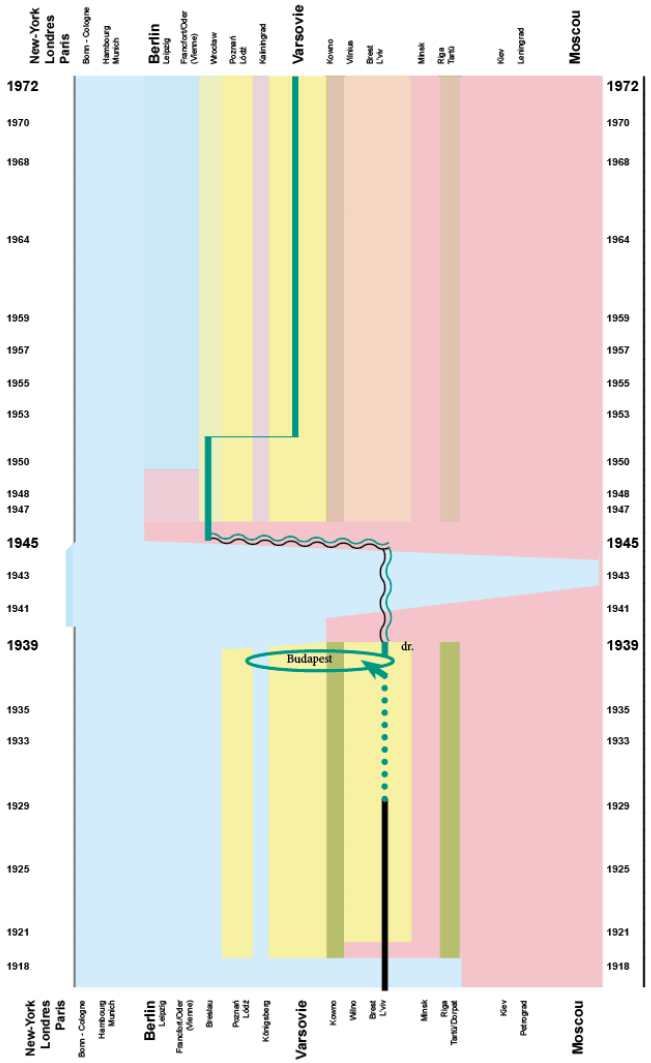
Sources

Biographie sur la page des Archives fédérales allemandes, disponible sous : http://www.bundesarchiv.de/cocoon/barch/0011/z/z1960a/kap1_2/para2_15.html

Participation au groupe d'étude de la DGAP :



BAZYLOW, Ludwik (1915-1985)



Biographie

1	Né le 14 avril 1915 à Lwów.
2	1936 : conclusion des études d'histoire à Lwów, Université Jan Kazimierz. 1938 : conclusion des études de philologie polonaise à Lwów également. 1938/39 : séjour d'études à Budapest. 1939 : doctorat sous la direction de S. Zakrzewski à l'Université de Jan Kazimierz à Lwów : « Les démarches d'Étienne Bathory pour obtenir la couronne polonaise ». (traduction de M. Tanty).
3	1939 : assistant à la chaire d'histoire de Pologne à l'Université de Lwów. 1940-1941 : instituteur en école primaire. 1942-1944 : comptable à l'Institut Ossolineum (Zakład Narodowy im. Ossolińskich). 1944-1945 : instituteur en école primaire à Wrocław. Il suit l'Institut Ossolineum, et continue d'y travailler. 1946-1948 : assistant senior à la chaire d'histoire de Silésie et du monde slave de l'Institut d'histoire de l'Université de Wrocław. 1952 : directeur de la chaire d'histoire de l'URSS (Katedea Historii ZSRR) à l'Institut d'histoire de l'Université de Varsovie. 1952-1956 : professeur remplaçant (zastępca profesora) 1956 : enseignant. 1958-1968 : directeur de la chaire d'histoire de l'Académie militaire politique (Wojskowa Akademia Polityczna im. Feliksa Dzierżyńskiego, WAP). 1961 : professeur habilité. 1969 : professeur titulaire et directeur de l'établissement de l'histoire des peuples de l'URSS et du monde slave (Zakład Historii Narodów ZSRR i Słowiańszczyzny). 1975-1981 : directeur de l'Institut des Pays Socialistes (IKS) de l'Académie des Sciences polonaise. Il reçoit un doctorat honoris causa de l'Université de Moscou.
	Décès le 17 janvier 1985 à Varsovie.

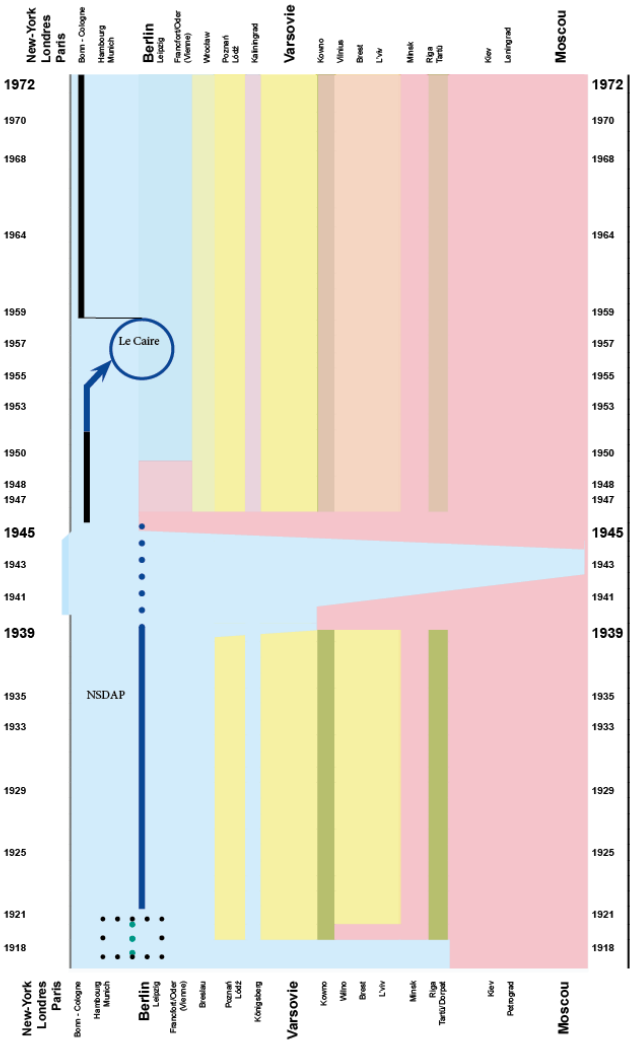
Ouvrages :

Starania Stefana Batorego o koronę polską, 1947; Działalność narodnictwa rosyjskiego w latach 1878-1881, 1960; Polityka wewnętrzna caratu i ruchy społeczne w Rosji na początku XX wieku, 1966; Historia Rosji, 1969; Dzieje Rosji 1801-1917, 1971; Ostatnie lata Rosji carskiej. Rządy Stołypina (1972)

Sources :

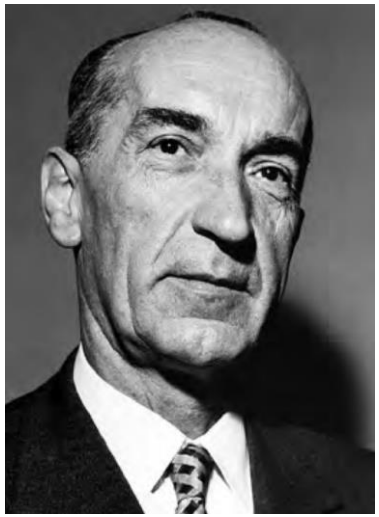
Brzeziński, Szymon, and Krzysztof Fudalej. Pracownicy naukowo-dydaktyczni Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2010: słownik biograficzny. Neriton, 2012, pp. 24-25.
Tanty, Mieczysław, « Nécrologie Ludwik Bazylow 1915-1985 », dans Acta Poloniae Historica, n° 54, 1986, pp. 304-306. Disponible sous: http://rcin.org.pl/ihpan/dlibra/docmetadata?id=22445&from=&dirids=48&ver_id=&lp=1&QI=C23FDD5159958A4307CEC02FC8F1A7B7-6
(une version polonaise a été publiée dans Studia z Dziejów ZSRR i Europy Środkowej. n° 22, 1986, pp. 5-7., disponible sous : http://rcin.org.pl/ihpan/dlibra/docmetadata?id=46173&from=&dirids=48&ver_id=&lp=1&QI=C23FDD5159958A4307CEC02FC8F1A7B7-6)
Encyclopédie du PWN (éditeur scientifique étatique) : disponible sous http://encyklopedia.pwn.pl/haslo/Bazylow-Ludwik;3875306.html

BECKER, Walther (1874-1973) (SGII)

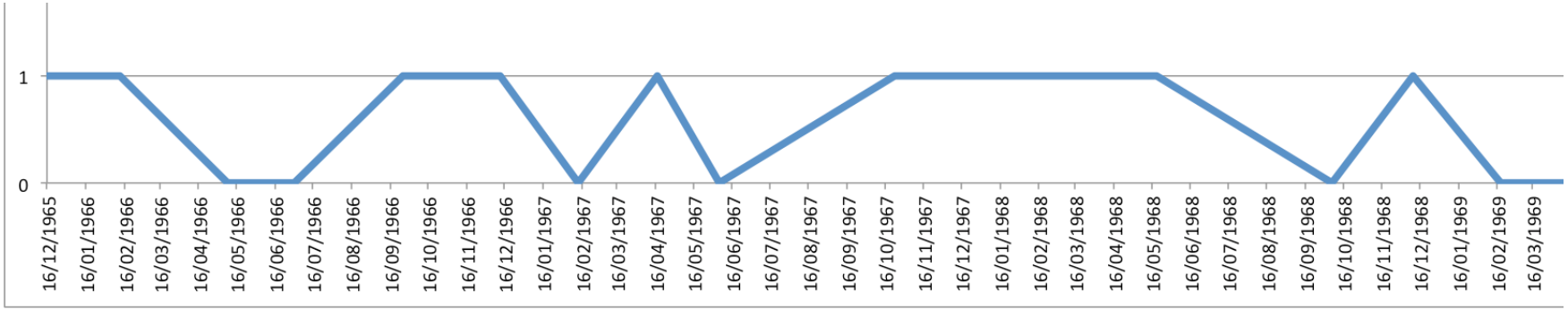


Biographie

1	Né le 30 mai 1894 à Weidenau (Diegen), entre Cologne et Marbourg.
2	1921 : conclusion d'études de droit à Iéna, Munich et Tübingen (doctorat en sciences politiques).
3	1921-1945 : entrée à l'AA, missions à in New York, Washington, Rio de Janeiro et Madrid. 1935 : entrée à la NSDAP. 1945-1951 : employé dans un syndicat de gestion de patrimoine à Hambourg. 1951 : retour à l'AA, dans la section du commerce extérieur. 1954-1959 : ambassadeur au Caire.
4	Retraite en 1959. Décès le 8 mars 1973 à Bad Godesberg.



Participation au groupe d'étude sur l'Est de la DGAP :

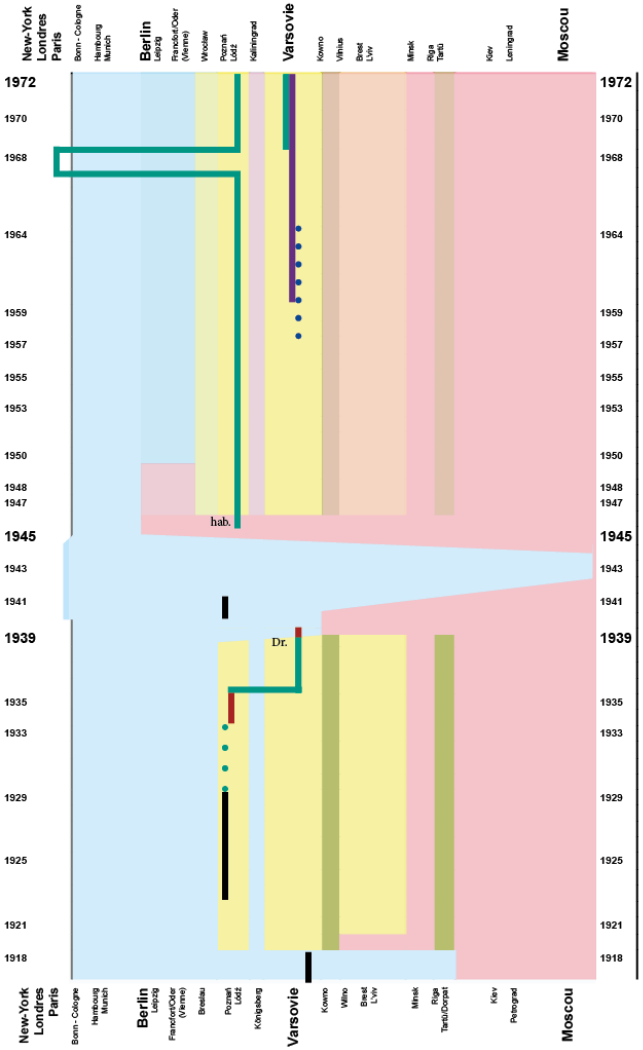


Sources :

Biographie sur la page des Archives fédérales allemandes (GND : 1029725616), disponible sous : http://www.bundesarchiv.de/cocoon/barch/0011/z/index.html

« Die Geschichte der DGAP », *DGAP e.V.*, 17.08.2011, <https://dgap.org/de/gesellschaft/ueber-uns/geschichte>, consulté le 30.04.2017.

BIERZANEK, Remigiusz (1912-1993)



Ouvrages

Prawa człowieka w konfliktach zbrojnych, Warszawa, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej, 1972.

Współczesne stosunki międzynarodowe. Cz. 1, Warszawa, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 1971, 1972''

Zasady prawne pokojowego współistnienia i ich kodyfikacja, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1968.

(dir.), *Spółdzielczość mieszkaniowa a problem form mieszkalnictwa dla osób starszych*, Warszawa, Zakład Wydawnictw Centrali Rolniczej Spółdzielni, 1967 (Materiały i Studia / Rada Naukowa Centralnego Związku Spółdzielni Budownictwa Mieszkaniowego).

Avec Kukułka Józef et Lapter Karol (éds), *Sprawy polskie na konferencji pokojowej w Paryżu w 1919 r.: dokumenty i materiały.*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1965 : tome 1, 1968 : tome 3.

Państwo polskie w politycznych koncepcjach mocarstw zachodnich 1917-1919, Warszawa, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1964 (Biblioteka Spraw Międzynarodowych).

Międzynarodowe prawo komunikacyjne z wyłączeniem prawa morskiego, Warszawa, Państwowe Zakłady Wydawnictw Szkolnych, 1951.

Le nombre et la répartition de la population allemande en Pologne, Warszawa, Institut pour l'Étude des Questions Minoritaires, 1937.

BIERZANEK, Remigiusz (1912-1993)

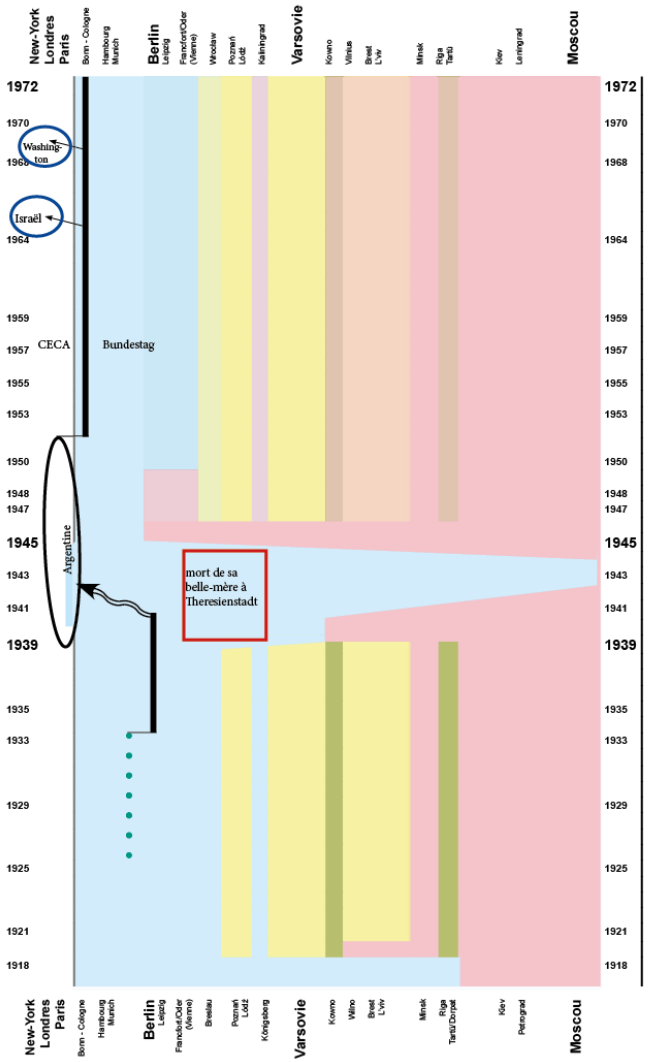
1		Il naît le 10.10.1912 à Opatów près de Sandomierz, dans la région de Lublin. 1924-1930 : études secondaires dans la région de Poznań. 1931 : examen final à Toruń.
2		1931-1933 : études d'économie et de droit à l'Université de Poznań. 1936 : maitrise de droit. 1936 : boursier de l'Institut d'Études des Questions Nationales (IBSN). Il mène ses recherches à la chaire de droit public international à l'Université de Varsovie 1939 : doctorat en droit à l'Université de Varsovie, sous la direction de Cezary Berezowski (1898-1970), sur la protection des minorités dans le droit international. 08.1945 : habilitation sur « l'Émigration internationale comme question du droit ».
3		1934-1935 : service militaire à Bydgoszcz dans l'infanterie. 09.1939: mobilisé dans l'armée, sur la frontière avec la Prusse orientale. 06.1940: inspecteur chez Społem, une coopérative alimentaire. 08.1945 : après son habilitation, il est nommé enseignant. 1.01.1946 : directeur de la chair de droit des peuples (droit international) à l'Université de Łódź. 1946 : co-fondateur de l'association des amis de l'ONU de Łódź (Łódzkiego Towarzystwo Przyjaciół ONZ). 1948 : il devient professeur non titulaire. Il enseigne également à l'École des études agraires et de l'École économique à Łódź. 1949-1952 : recteur de la Haute École Économique (Wyższa Szkoła Ekonomiczna) 1951-1954 : il enseigne le droit international des communications et du droit maritime à l'École Centrale du Service Étranger (Szkoła Główna Służba Zagraniczna). 1956-1957 : il est doyen de la faculté de droit de l'Université de Łódź. 1957 : député au Sejm, sans parti, pour deux mandats (1957-1961 puis 1961-1965). 1957 : membre du bureau de l'association des amis de l'ONU de Pologne. 1959-1978 : employé au PISM, rédacteur de la revue Sprawy Międzynarodowe. 1967-1983 : il devient professeur titulaire de l'Université de Łódź. 1967-1968 : directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études à Paris. 1968-1973 : directeur de l'Institut des Sciences Politiques de l'Université de Varsovie.

Sources :

Mémoires : *Przez wiek XX: wspomnienia i refleksje*, Varsovie, Oficyna Wydawnicza Wyższej Szkoły Handlu i Prawa im. Ryszarda Łazarskiego, 2006, 781 p.

AAN. MSZ. Departament Polityczno-Ekonomiczny, Wydz. Org. Międzynarodowych. 2313 Instytut Badań Spraw Narodowościowych – Działalność. Raport, sprawozdania, koresp. prasa, druki (1934-1935, 1936), 52 p.

BIRRENBACH, Kurt (1907-1987) (SGII)



Biographie

1	Né le 2 juillet 1907 à Arnsberg, près de Dortmund. Enfance et scolarité à Münster.
2	1926-1934 : études de droit et d'administration publique (Staatswissenschaften).
3	1934-1939 : conseiller en finance internationale à Berlin. 1939 : il fuit l'Allemagne nazie, avec sa femme, du fait des origines juives de celle-ci. 1939-1951 : séjour en Argentine, travail notamment pour la société National Cash Register Company et pour les Vereinigte Stahlwerke AG, présidée par Fritz Thyssen. 1943 : la mère de sa femme meurt dans le ghetto de Theresienstadt. 1949-1951 : représentant pour l'Union allemande du métal (Deutschen Stahlunion). Retour en Allemagne, dans la même fonction. 1954-1978 : mandataire général de la comtesse Anita de Zichy-Thyssen en Allemagne 1957-1965 : Vice-président de l'Europa-Union 1957-1961 : délégué à l'Assemblée générale de la CECA, puis au Parlement européen 1957-1976 : député au Bundestag 1962-1973 : Président du Conseil d'administration de la S.A. August-Thyssen-Hütte 1965 : envoyé spécial du Chancelier de la RFA pour la prise de relations diplomatiques avec Israël 1965-1987 : Président du Conseil d'administration de la fondation Fritz-Thyssen 1971-1978 : Président du Conseil d'administration du patrimoine de Fritz-Thyssen 1973-1981 Président de la DGAP
4	Retraite en 1959. Décès 26 décembre à Düsseldorf.

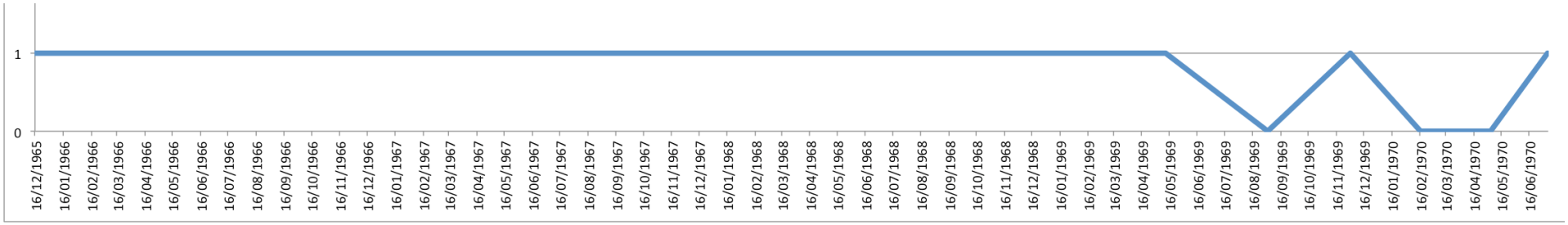
Sources

Inventaire des Archives de la KAS (Archiv für Christlich-Demokratische Politik der Konrad-Adenauer-Stiftung Sankt Augustin)
Biographie sur la page des Archives fédérales allemandes, disponible sous : http://www.bundesarchiv.de/cocoon/barch/0011/z/index.html (GND:118663488)
Mémoires : *Meine Sondermissionen: Rückblick auf 2 Jahrzehnte bundesdt. Aussenpolitik*, Düsseldorf Vienne, Econ-Verlag, 1984.
Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (éd.), *Gedenkveranstaltung zu Ehren von Dr. Dr. h.c. Kurt Birrenbach, Präsident der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e.V. von 1973 bis 1981, Ehrenpräsident von 1981 bis 1987: am 22. Juni 1989 in Bonn* ; Sonderveröffentlichung der Gedenkreden, Bonn, Dt. Ges. für Auswärtige Politik, 1989.
Hinrichsen Hans-Peter E., *Der Ratgeber: Kurt Birrenbach und die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, VWF, Verl. für Wiss. und Forschung, coll.« Akademische Abhandlungen zur Geschichte », 2002.
« Die Geschichte der DGAP », *DGAP e.V.*, 17.08.2011, <https://dgap.org/de/gesellschaft/ueber-uns/geschichte>, consulté le 30.04.2017.

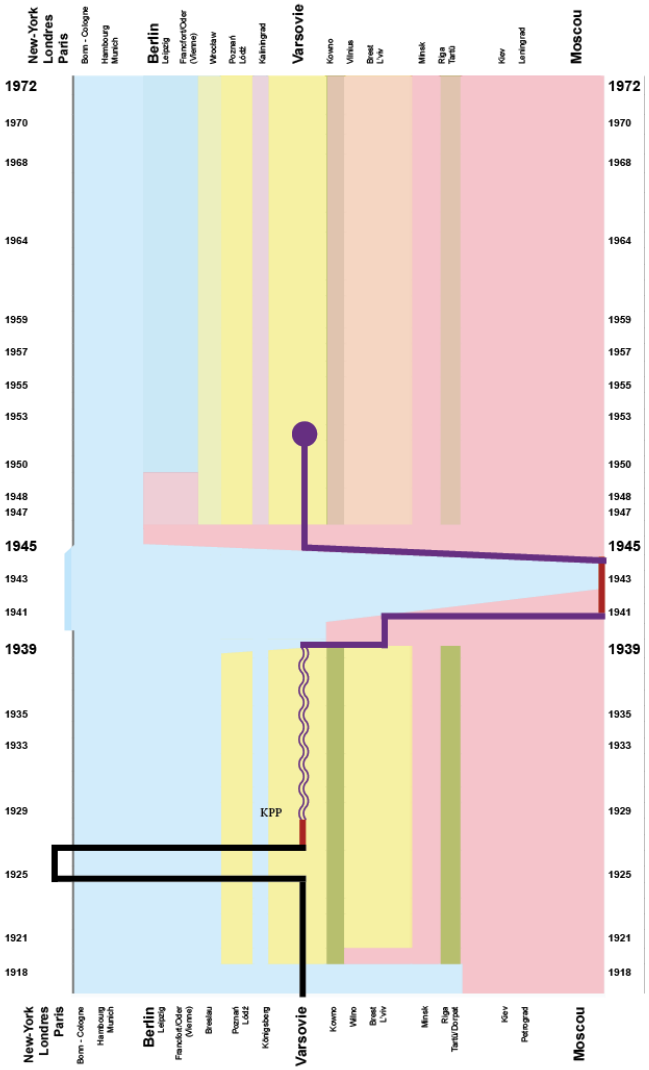
Liste de ses ouvrages

Birrenbach K. (dir.), *Aussenpolitik nach der Wahl des 6. Bundestages*, Opladen, Leske, 1969, 129 p.
Die Zukunft der Atlantischen Gemeinschaft: Europäisch-amerikan. Partnerschaft, Freiburg i. Br, Rombach, 1962, 95 p.
Der Realisierungszwang im Tarifrecht, Bochum-Langendreer, 1933, 108 p.

Participation au groupe d'étude sur l'Est de la DGAP :



BOREJSZA, Jerzy (1905-1952)



Ouvrages

Avec E. Kantor, A. Kosko, et Wanda Markowska, Literatura polska: wypisy dla klasy 9 szkoły średniej, Kiev, Państwowe Wydawnictwo Mniejszości Narodowych USRR, 1940.

W sprawie granic, Lublin, Resort Informacji i Propagandy Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego, 1944, 12 p.

A więc wybory, Varsovie, Państwowy Instytut Wydawniczy, 1946, 23 p.

Congrès Mondial des Intellectuels pour la Paix: Wrocław - Pologne, 25-28 août 1948: compte-rendu, Varsovie, 1949, 228 p.

Hiszpania (1873-1936), Varsovie, Książka, 1947.

Source :

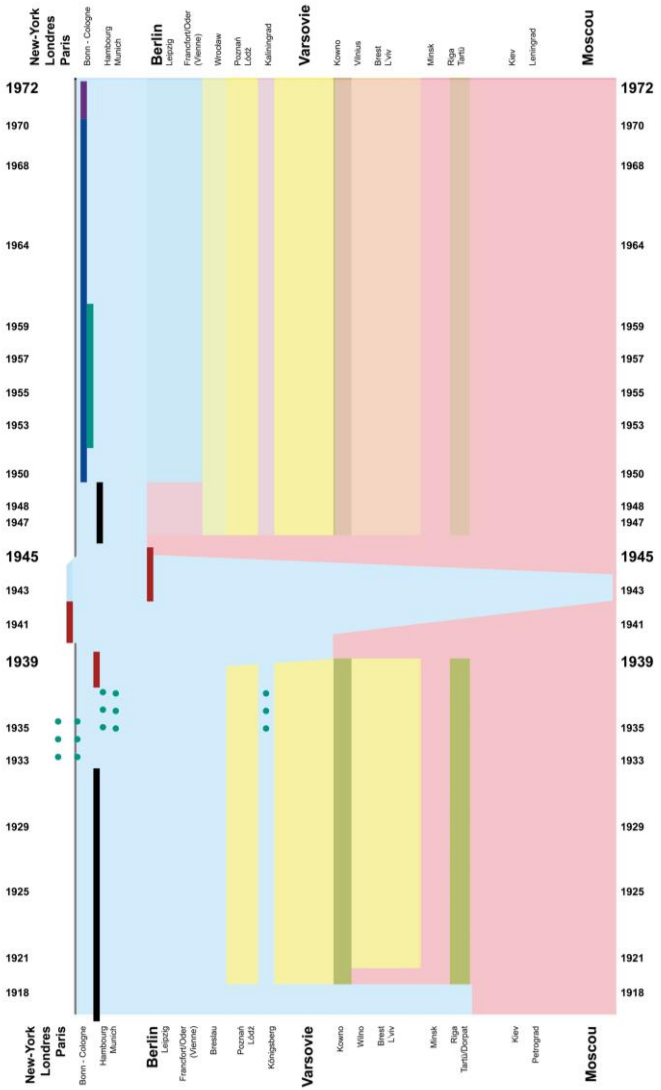
Barbara Fijałkowska, *Borejsza i Różański: przyczynek do dziejów stalinizmu w Polsce*, Olsztyn, WSP. Wydaw, 1995, 259 p.

Eryk Krasucki, *Międzynarodowy komunista: Jerzy Borejsza - biografia polityczna*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe PWN, 2009, 323 p.

BOREJSZA, Jerzy (1905-1952)

1	1914-1918 : études secondaires. Il devient membre des scouts juifs « Haszomer Hacair ». Son père, Abraham, est rédacteur à la revue « Hajnt » (aujourd'hui en yiddish). 1924 : membre de « Wolne Harcerstwo », organisation de scoutisme proche du parti socialiste polonais (PPS). (Courtes arrestations lors de rencontres)
2	1925 : études à Paris, à Toulouse : où il s'intéresse à l'Espagne
3	1925 : membre de la fédération anarchiste de Pologne, basée à Paris. 1927-1928 : retour en Pologne : service militaire. 1929 : membre du parti communiste polonais (KPP), arrestations périodiques. Il publie en continu pour des revues littéraires et de gauche : « Wiadomości Literackie », « Skamander », « Sygnały » et « Czarno na Białem ». Septembre-octobre 1939 : il fuit avec sa famille à l'Est, à Lwów. Novembre 1939-janvier 1940 : directeur de l'Ossolineum (Zakład Narodowy im. Ossolińskich - ZNiO, Institut national Ossoliński). 02.1940 : édition de la minorité polonaise en URSS, contribution aux manuels scolaires aux éditions des minorités nationales de la République Socialiste Soviétique Ukrainienne (Wydawnictwo Mniejszości Narodowych USRR). 19.11.1939 : signature de la déclaration des auteurs polonais saluant le rattachement de « l'Ukraine occidentale », ex territoire oriental polonais à l'Ukraine soviétique. Il propose l'organisation de célébration des 85 ans de la mort d'Adam Mickiewicz, célébrée le 19 septembre 1940. 1942–1943 : service dans l'Armée rouge. Son oncle Lejb, membre du Comité antifasciste juif (Еврейский антифашистский комитет) est arrêté et envoyé au Goulag. 1943 : réquisitionné pour participer à Moscou à la fondation de l'Association des Patriotes Polonais (Związek Patriotów Polskich). 1943-1944 : rédacteur dans les organes du ZPP : « Wolna Polska » (la Pologne libre) et « Nowe Widnokręgi » (nouveaux horizons). 1944 : adhésion au Parti des travailleurs polonais (Polskiej Partii Robotniczej, PPR). 1945 : délégué au conseil national dans le pays (Krajowa Rada Narodowa). Fondateur et rédacteur de plusieurs journaux, tels *Odrodzenie* (Renaissance), *Rzeczpospolita* (République). 1944-1948 : fondation et présidence de la maison d'édition Czytelnik (Lecteur). 1948 : organisation du Congrès Mondial des Intellectuels pour la protection de la Paix à Wrocław les 25-28.08.1948. 01.1949 : accident de voiture et maladie durable. Marginalisation, retrait progressif de ses activités politiques et d'éditeur.
4	19.01.1952 : Il décède des suites de la maladie.

CARSTENS, Karl (1914-1992) (IMEMO)



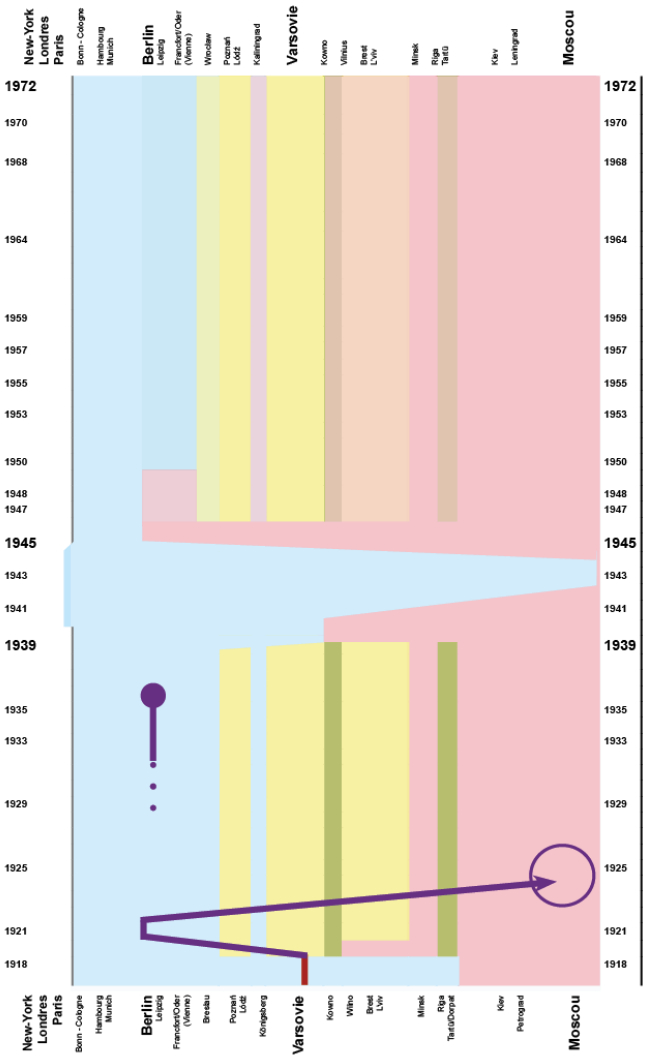
Biographie

1	Il naît le 14.12.1914, à Brême. Son père décède durant la guerre, avant sa naissance. Il termine ses études secondaires en 1933.
2	1933-1937 : études de droit dans les Universités de Francfort, Dijon, Munich, Königsberg, Hambourg, au cours desquelles il passe les 2 examens d'État (Staatsexam) et termine un doctorat de droit à l'Université de Hambourg. 1948-49 : séjour d'étude à l'Université de Yale, aux États-Unis.
3	1940 : soldat sur le front Ouest. 1943-1945 : formateur dans l'artillerie à Berlin. 05.1945 : avocat à Brême. 1949 : conseiller juridique auprès du gouvernement de la ville de Brême (Senat der Freien Hansestadt Bremen). 1949-54 : plénipotentiaire de la ville de Brême auprès du gouvernement fédéral. 1952 : enseignant à l'Université de Cologne. 1960 : professeur à l'Université de Cologne. 1954-55 : représentant permanent de la RFA auprès du Conseil de l'Europe, puis expert des questions européennes à l'AA. Entrée à la CDU (chrétiens-démocrates). 1958-1960 : employé à l'AA, dirigeant du département « Europe de l'Ouest ». 1961 : représentant permanent du Ministre des Affaires étrangères (Heinrich von Brentano, puis Gerhard Schröder). 1966 : secrétaire d'État pour la défense, sous la grande coalition. 1968 : secrétaire d'État auprès de la chancellerie (BKA) jusqu'aux élection de 1969. 1970 : direction de l'Institut de recherche de la DGAP (Forschungsinstituts der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik). 19.11.1972 : élu au Bundestag, sous les couleurs de la CDU.

Sources

« Carstens, Karl » dans Munzinger Online/Personen - Internationales Biographisches Archiv, URL: http://www.munzinger.de/document/00000009046

CLEINOW, Georg (1873-1936)



Ouvrages

Ouvrages rédigés par G. Cleinow :
Aus Russland: Not und Hoffen, Neue Ausg., Leipzig, Fr. Wilh. Grunow, 1909, 318 p.
Das Problem der Ukraina, Vienne, Bund zur Befreiung d. Ukraina, 1915, 23 p.
Die Polenfrage von der Entscheidung, Berlin, Verlag der Grenzboten, 1918, 16 p.
Der Verlust der Ostmark: die Deutschen Volksräte des Bromberger Systems im Kampf um die Erhaltung der Ostmark beim Reich 1918/19, Berlin, Volk und Reich, 1934, 394 p.
Die deutsch-russischen Rechts- und Wirtschaftsverträge nebst Konsularvertrag vom 12. Okt. 1925, Berlin, Reimar Hobbing, 1926.
Roter Imperialismus : Eine Studie über d. Verkehrsprobleme d. Sowjetunion, Berlin, Julius Springer, 1931.
Turkestan, 1942 (postum).

Ouvrages édités par G. Cleinow :
Vladimir A. Suchomlinov, Erinnerungen. [préface : Georg Cleinow], Deutsche Ausg., Berlin, Hobbing, 1924.
Jaroslav Vozka Polen, das Gefängnis der Völker [préface : Georg Cleinow],, Berlin, Volk und Reich, 1933, 104 p.

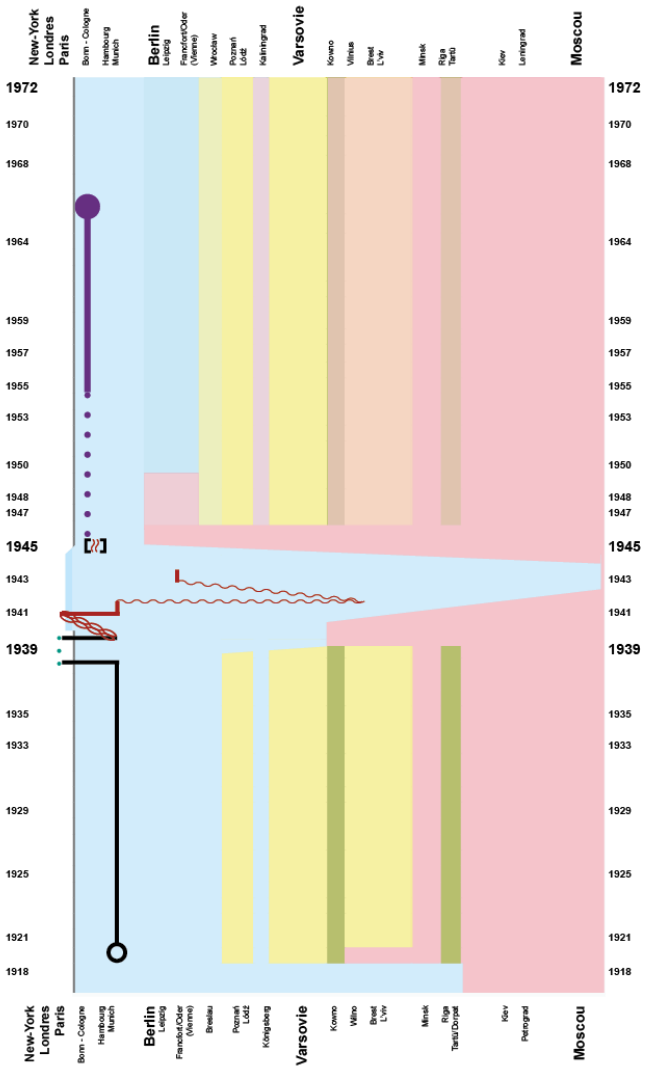
CLEINOW, Georg (1873-1936)

1		Né le 27 avril 1873 à Dolholyczow près de Lublin. Son père Marcell (1841-1898) était propriétaire terrien et servait d'intermédiaire à l'ambassade allemande à Saint Pétersbourg en matière agricole.
2		1883-1893 : scolarité dans des écoles de cadets, notamment à Culm (Chełmno). 1898-1899 : études d'économie et histoire slave à Berlin, 1900 à Paris, en 1903 à Genève.
3		1893 : entrée dans l'armée à l'issue de sa scolarité, dans l'artillerie, et devient lieutenant en 1894. 1896 : voyage en Russie. 1898 : Abandon de la carrière d'officier après une blessure. 1901-1902, puis en 1904-1908 : voyages en Russie. 1908 : il commence à publier dans différents journaux allemands. 1909-1920 : rédacteur en chef de la revue Die Grenzboten. Zeitschrift für Politik, Literatur und Kunst (Les messagers de la frontière. Revue de politique, littérature, et d'art). 1914-1916 : chef du service presse du commandement Est et du gouvernement général de Varsovie et Lodz (Presseverwaltung Oberbefehlshaber Ost et Generalgouverneur Warschau). 1916-1918 : reprise du service militaire dans l'artillerie. 1918 : Fondateur des conseils populaires allemands et de l'association allemande à Posen et en Prusse occidentale (Deutschen Vereinigung in Posen und Westpreußen, die Deutschen Volksräte). 1922-1928 : il effectue des séjours d'étude en URSS et en Asie, sur lesquels il publie divers textes. 1932-1936 : enseignant à la DHP (Deutsche Hochschule für Politik).
4		20.10.1936 : décès à Berlin.

Source :
Ammon, Kurt, "Cleinow, Georg". Dans : Neue Deutsche Biographie 3 (1957), S. 279 f. [en ligne]; URL: http://www.deutsche-biographie.de/pnd115610863.html

Inventaire du fonds d'archives : GStA PK, VI. HA, Nl Cleinow, G. (Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz), disponible sous: http://archivdatenbank.gsta.spk-berlin.de/midosasearch-gsta/MidosaSEARCH/vi_ha_nl_cleinow_g/index.htm?uid=GStA%20PK_vi_ha_nl_cleinow_g_VI_HA_Nl_Cleinow_G_Nr_1

CORNIDES, Wihlem (1920-1966)



Articles et ouvrages

« L'Allemagne et les négociations sur la maîtrise des armements », *Politique étrangère*, 1964, vol. 29, n° 1, p. 45-61.

« Les problèmes et les perspectives de politique étrangère en République fédérale après le 13 août 1961 », *Politique étrangère*, 1961, vol. 26, n° 4, p. 343-351.

Die Weltmächte und Deutschland : Geschichte d. jüngsten Vergangenheit 1945 - 1955. Mit e. Nachw. von Peter Rassow, Tübingen, Wunderlich, 1957, 323 p., 1961'', 327 p.

Avec Hermann Volle, *Um den Frieden mit Deutschland: Dokumente zum Problem d. dt. Friedensordnung 1941 - 1948 mit e. Bericht über die Londoner Aussenministerkonferenz vom 25. Nov. bis 15. Dez. 1947*, Oberursel (Taunus), Europa-Archiv, 1948, 122 p.

Sources :

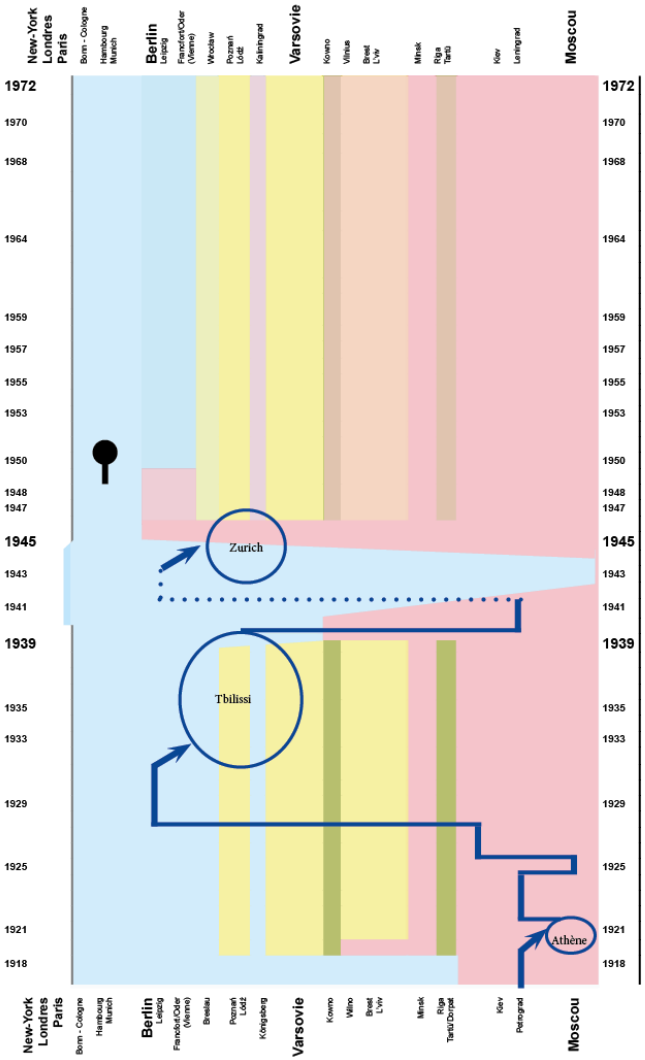
Jacques Vernant, « Wilhelm Cornides », *Politique étrangère*, 1966, vol. 31, n° 4, p. 317-318.

Daniel Eisermann, *Außenpolitik und Strategiediskussion*, Oldenbourg Verlag, 1999, 368 p.

CORNIDES, Wihlem (1920-1966)

1	28.07.1920 : il naît à Munich. Son père se marie à une héritière de la famille d'éditeurs Oldenbourg.
2	05.1938-03.1939 : séjour à Londres : étude des RI, des mémoires d'hommes politiques britanniques, contacts avec le monde intellectuel et politique britannique, auditeur de cours au Royal Institute of International Affairs.
3	05.1939 : service de travail puis service militaire, participation à la campagne de France. 1941-1945 : à Munich, il est intégré à une équipe de traducteurs, pour laquelle il se rend dans les camps de prisonniers pour assurer la traduction, notamment avec les officiers prisonniers alliés. Fin 1942-début 1943 : séjour d'études à Vienne, rencontre de membres du futur « Kreisauer Kreis ». 2.05-20.06.1945 : prisonnier dans le camp américain à Kreuznach, il reprend sa nationalité autrichienne. 26.06.1945 : il dépose un texte « Creative Demobilisation » sur le besoin de rééduquer la population allemande. 5.07.1945 il dépose un autre texte intitulé « Education And Politics In Future Germany », où il propose un travail de sensibilisation à la question européenne, pour dépasser l'approche nationale de la politique. 6.07.1945 : enregistrement de l'entreprise « Europa-Archiv » auprès de l'autorité d'occupation américaine. 20.07.1945 : troisième texte : « A Scheme For Distribution Of Information And Literature ». 1.03.1946 : autorisation (licence) de l'édition « Europa-Archiv ». 1948-1950 : emploi alimentaire à l'Institut pour le soutien aux questions publiques (*Institut zur Förderung öffentlicher Angelegenheiten*). 21.12.1950 : fondation de l'association de soutien à l'EA (*Europa-Archiv Studienhilfe für internationale Zusammenarbeit e.V.*). 1955: fondation de la DGAP, dont il prend la direction exécutive, organise la publication de la revue EA et anime l'institut de recherche.
4	En 1964, il tombe malade et doit se retirer progressivement de son activité. Il meurt le 15.07.1966.

DIENSTMANN, Carl (1885-1962) (Diplomate)



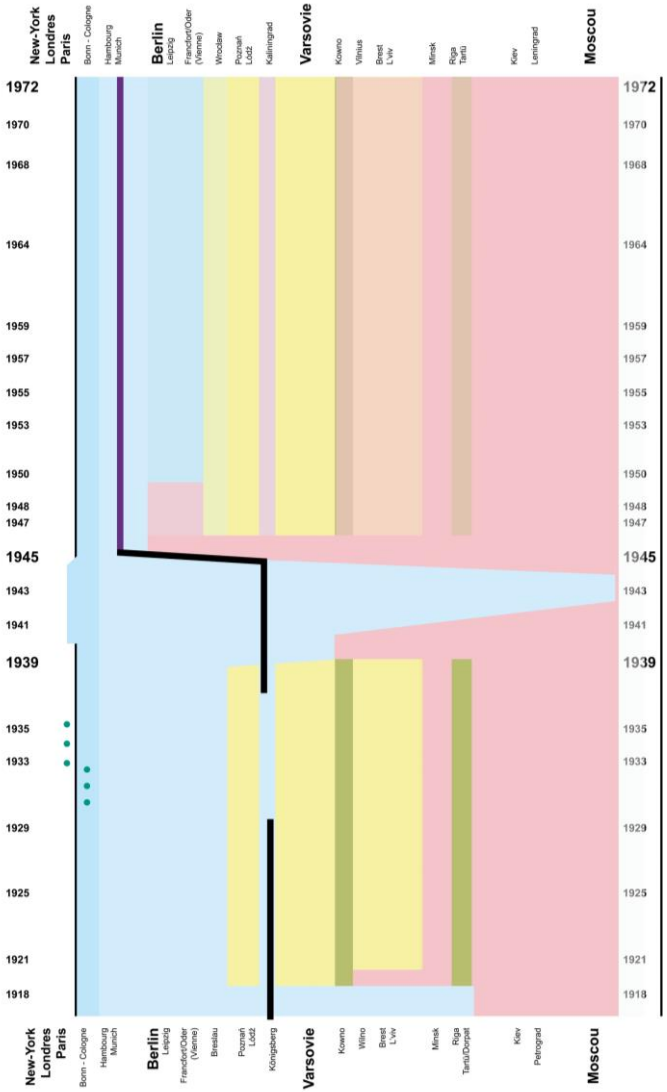
Biographie

1	Né le 27.08.1885 à Francfort sur l'Oder.
2	
3	1.08.1914 : Entrée à l'AA. 1918 : mission à Petrograd. 1921 : secrétaire d'ambassade (Legationssekretär) à Athènes. 27.12.1922 : consul à Petrograd. 9.12.1925 : consul de 2e classe à Moscou. 6.04.1926 : consul de 2e classe à Odessa. 1928 : retour à la centrale du AA à Berlin. 1929 : direction de la section « Russie » au AA. 12.03.1931 : consul général à Tbilissi. 22.04.1940 : consul général à Leningrad. Juin 1941 : après l'attaque du IIIe Reich sur l'URSS, retour à Berlin. 1943 : nommé à Zurich.

Sources

Sütterlin Ingmar, *Die « Russische Abteilung » des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, Berlin, Duncker und Humboldt, coll.« Historische Forschungen », n° 51, 1994, pp. 44-45

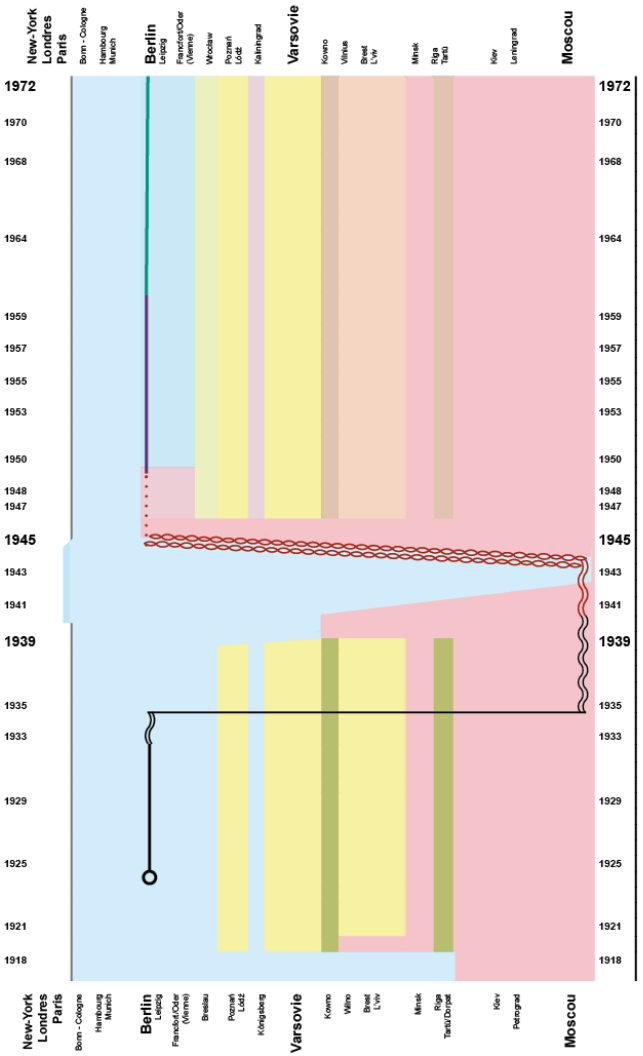
DÖNHOFF, Marion Gräfin (1909-2002) (IMEMO)



Biographie

1	Elle naît le 2.12.1909 à Friedrichstein en Prusse Orientale, à l'Est de Königsberg, actuellement Kaliningrad, en Russie, dans une famille aristocrate Prusse. Elle termine ses études avec le baccalauréat à Postdam.
2	Études en sciences économiques et politiques à Francfort sur le Main puis après 1933 à Bâle (Suisse). 1935 : doctorat en sciences politiques à Bâle.
3	1938 : reprise de la gestion du domaine familial en Prusse Orientale. 01.1945 : fuite de la Prusse Orientale, abandon du domaine familial. 1946 : journaliste dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, à Hambourg. 1955 : responsable des pages politiques de l'hebdomadaire. 1.07.1968 : rédactrice en chef de *Die Zeit*. 31.12.1972 : éditrice de *Die Zeit*.

DOERNBERG, Stefan (1924-2010)



Ouvrages

Die ersten Schritte in ein neues Deutschland, Dresden, Verl. Zeit im Bild, 1966, 63 p.

(dir.), *Bonn greift nach Atomwaffen: Protokoll d. internationalen Kolloquiums zu Fragen d. multilateralen Atomstreitmacht u.d. europäischen Sicherheit vom 27. - 29. Okt. 1964 in Berlin*, Berlin, Dt. Militärverl, 1965, 427 p.

(dir.), *Beiträge zur Geschichte der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands*, 1.-6. Tsd., Berlin, Dietz, 1961, 551 p.

(dir.), *Lehrbuch für den Geschichtsunterricht der erweiterten Oberschule. Klasse 12. Erg. [(1945 - 1960)]: Neueste Zeit*, Bearb. Neuaufl., Berlin, VEB Verl. Volk u. Wissen, 1961, 175 p.

(dir.), *Der zweite Weltkrieg 1939-1945: Wirklichkeit u. Fälschg*, 3. unveränd. Aufl., Berlin, Akademie-Verl, 1959, 174 p.

Die ersten Schritte in ein neues Deutschland, Dresden, Verl. Zeit im Bild, 1965, 63 p.

Kurze Geschichte der DDR, Berlin, Dietz, 1964, 557 p., 1965'', 629 p., 1968''', 736 p., 1969'''', 749 p.

Die Geburt eines neuen Deutschland 1945 - 1949: Die antifaschist.-demokrat. Umwälzung u.d. Entstehung d. DDR, Berlin, Rütten & Loening, 1959, 538 p. (Version PL : *Narodziny nowych Niemiec: 1945-1949 ; Antyfaszystowsko-demokratyczne przeobrażenia i powstanie Niemieckiej Republiki Demokratycznej*, Warszawa, Książka i wiedza, 1962, 538 p. Version RU : *Rožd*ę*nie novoj Germanii: 1945-1949*, traduit par A. V. Beljavskij, Moskva, Izd. inostrannoj literatury, 1962, 527 p. Version FR : *La naissance d'une nouvelle Allemagne*, Dresden, Verl. Zeit im Bild, 1965, 63 p. Version EN : *The first steps into a new Germany*, Dresden, Verl. Zeit im Bild, 1965, 63 p.)

Studienanleitung zum Thema: Deutsche Geschichte von 1945 bis 1956, Ms.-Druck., Berlin, Verl. Volk u. Wissen, 1957, 15 p.

Die Gründung der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands und ihre historische Bedeutung, Berlin, Verl. Junge Welt, 1956, 16 p.

DOERNBERG, Stefan (1924-2010)

1		S. Doernberg naît le 21 juin 1924 à Berlin, dans une famille militante communiste, de confession juive, peu pratiquante selon ses mémoires. En 1933, sa famille subit des discriminations et une répression grandissante, et fuit en 1935 en URSS, à Moscou. Sa famille est séparée, son père est arrêté. Sa sœur meurt d'un empoisonnement par l'eau de la ville.
2		Il termine ses études secondaires à l'école soviétique en juin 1941. Il reprend des études à distance à l'Université de Moscou en 1950. En 1959 : doctorat en histoire.
3		Après juin 1941, il s'engage dans l'Armée rouge et va suivre le front, où il va produire du matériel de propagande en langue allemande. Il arrive à Berlin avec l'Armée rouge. En 1950, il est rédacteur pour la section des affaires étrangères de la *Tägliche Rundschau*, organe de presse de l'administration militaire soviétique. 1961 : employé au DIZ. 1962-1971 : directeur du DIZ. Il devient secrétaire de la Commission des historiens de la RDA et de l'URSS.

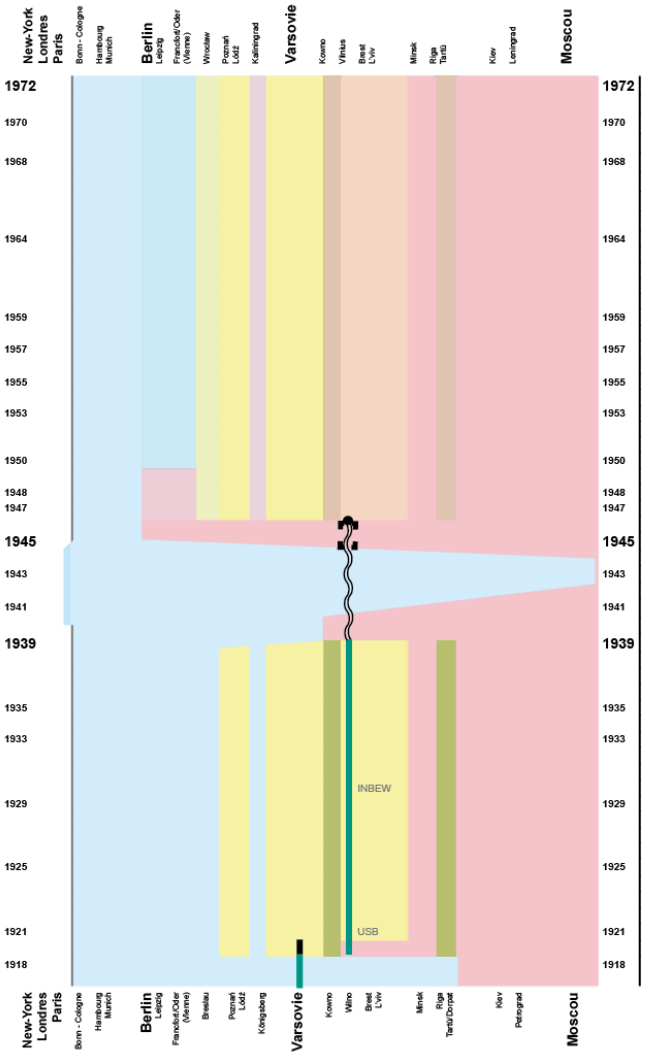
DOERNBERG, Stefan (1924-2010)

Ouvrages :

1972-1989
Außenpolitik der DDR : sozialistische deutsche Friedenspolitk. 2., überarb. u. erg. Aufl. Berlin: Staatsverlder DDR, 1982.
(dir.) Deutsch-Sowjetische Beziehungen 1922-1925: Vom Rapallovertrag Bis Zu Den Verträgen Vom 12. Oktober 1925 :Dokumentensammlung. Berlin: Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1978.
(dir.). Probleme Des Friedens, Der Sicherheit Und Der Zusammenarbeit: Beiträge Aus West -Und Osteuropa. Kleine Bibliothek. Politik, Wissenschaft, Zukunft 56. Köln: Pahl-Rugenstein, 1975.
Institut für Internationale Beziehungen (Poczdam). Aussenpolitik Der DDR: 3 Jahrzehnte Sozialistische Deutsche Friedenspolitik. Berlin: Staatsverlag der DDR, 1979.

Source :
(Mémoires) *Fronteinsatz: Erinnerungen Eines Rotarmisten, Historikers Und Botschafters*. Edition Ost. Berlin: Das Neue Berlin, 2004.
(non consulté) « USC Shoah Foundation Institute testimony of Stefan Doernberg » - United States Holocaust Memorial Museum, https://collections.ushmm.org/search/catalog/vha10494

EHRENKREUTZ, Stefan (1880-1945)



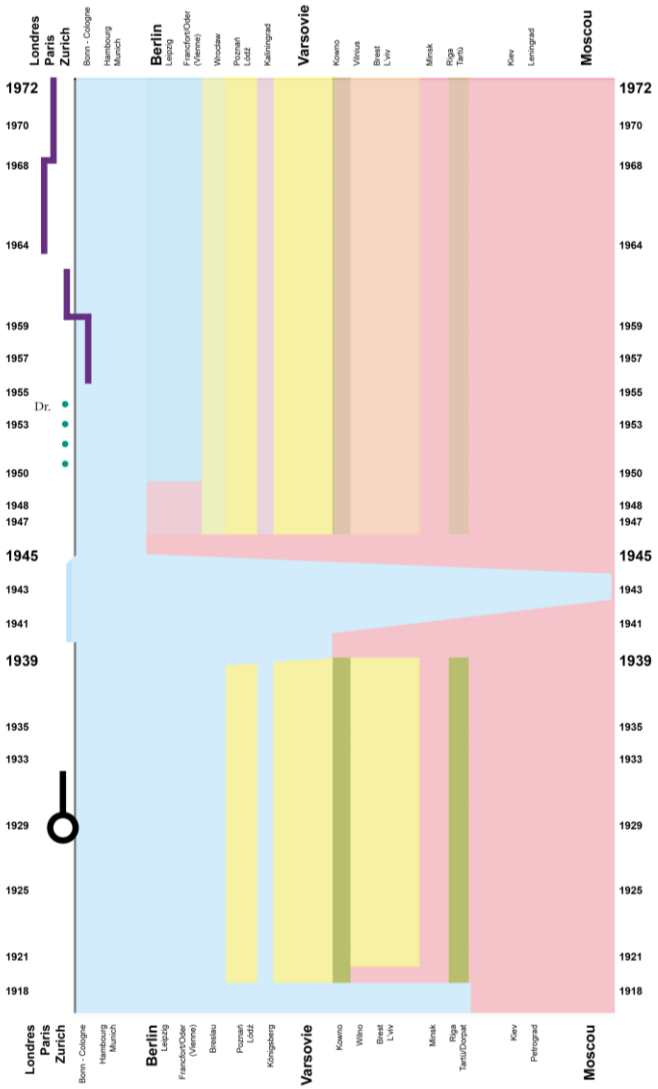
Biographie

1	n.a.
2	1905 : il quitte Varsovie pour faire des études d'histoire à Vienne et Leipzig. Doctorat en histoire sociale médiévale (Beiträge zur sozialen Geschichte Polens im XIII Jh.).
3	1911 : employé dans les archives centrales à Varsovie (actuelles archives anciennes : Archiwum Główne Akt Dawnych w Warszawie, AGAD). Dans le cadre de cette fonction, il est responsable des archives auprès du gouvernement provisoire en 1917 et du Ministère de l'éducation publique et des affaires religieuses en 1918 : il s'occupe notamment de la récupération des archives de l'administration prusse et austro-hongroise. 1916 : il enseigne l'histoire dans l'Université Libre de Pologne (*Wolna Wszechnica Polska*), une université privée. 1920 : enseignant à l'Université de Wilno (Vilnius) : histoire constitutionnelle et du droit administratif. 1930 : co-fondateur puis président du conseil d'administration (*prezes zarządu*) de l'Institut d'Études de l'Europe de l'Est (*Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej*, INBEW) et directeur de la section d'histoire du droit. 1930 : élu comme sénateur. 1939 : nommé recteur de l'Université de Wilno. Durant la guerre, il poursuit son activité d'enseignement, travaillant officiellement comme veilleur de nuit. 28.07.1944 : arrestation par le NKVD.
4	Il meurt dans l'hôpital de la prison à Vilnius le 21 juillet 1945.

Sources

Ireneusz Piotr Maj, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN, 2007, 291 p.

*GASTEYGER, Curt (*1929)*



Biographie

1	Il naît le 20.3.1929 à Zurich.
2	Études de droit à l'université de Zurich. 1954 : doctorat.
3	1956-1959 : collaborateur scientifique au FI-DGAP. 1959-1962 : membre de la Commission internationale des juristes à Genève. 1964-1968 : Directeur d'études à *International Institute for Strategic Studies*, à Londres. 1968-1974 : vice-directeur de l'*Atlantic Institute for international Affairs* à Paris. 1974-1994 : professeur à Institut universitaire de hautes études internationales à Genève.

Ouvrages

« Europe's Future Challenges », *International Journal* 24 (2), 1969, pp. 277-288.

« Moscow and the Mediterranean », *Foreign Affairs* 46 (4), 1968, pp. 676-687.

Strategie und Abrüstungspolitik der Sowjetunion: Ausgew. sowjet. Studien u. Reden, Frankfurt/M. Berlin, Metzner, 1964 (Rüstungsbeschränkung und Sicherheit).

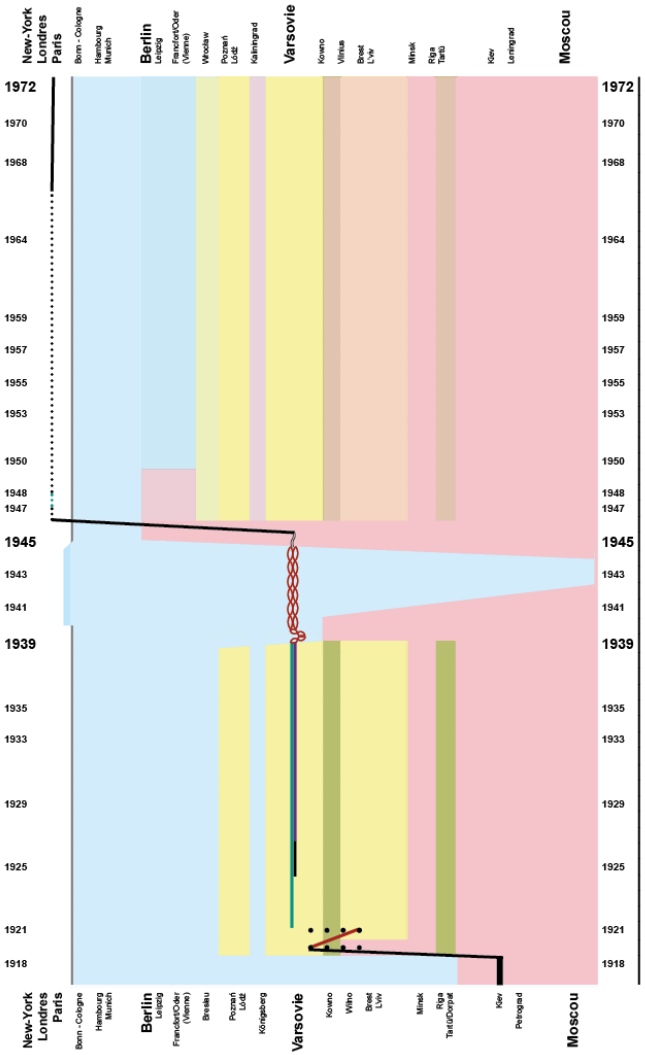
« Review of The Soviet Design for a World State. Studies of the Russian Institute », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* 10 (2), 1962, pp. 283-284.

Sources

WEIBEL Andrea, « Gasteyger, Curt », in: *Historisches Lexikon der Schweiz*, 2007. En ligne: <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F44840.php>, consulté le 05.09.2016.

« 80. Geburtstag von Curt Gasteyger: Strategieexperte mit internationalem Profil », *NZZ*, 20.03.2009. En ligne: <https://www.nzz.ch/strategieexperte_mit_internationalem_profil-1.2228165>, consulté le 05.09.2016.

GLASS, Henryk (1896-1984)



Biographie

3 1916-1917 : il s'engage dans des troupes de scouts (*II Kijowska Drużyna Harcerska*).
09.1917 : il devient instructeur de scout, à Kiev.
01.1919 : il devient le dirigeant du mouvement scout polonais en Ruthénie et en Russie (*Harcerstwo Polskie na Rusi i w Rosji*).
06.1919 : identifié comme tel par la Tcheka, et condamné par contumace à mort. Il fuit de Kiev.
08.1919 : il rejoint le Conseil national du Scoutisme et dirige le département oriental. (*Naczelna Rada Harcerska : Wydział Wschodni*), à Lublin.
1920 : volontaire dans la guerre polono-bolchevique : il mène des actions de sabotage et d'information.
10.1920 : il devient enseignant à la Haute école de commerce à Varsovie (*Wyższa Szkoła Handlowa w Warszawie*) : il enseigne l'économie politique et l'éducation physique. Il continue son engagement dans le mouvement scout polonais, notamment il continue à diriger le département oriental, qui accueille désormais les Polonais venant de l'ancienne Russie tsariste.
1925 : sur la base des membres scouts venant de l'ancienne Russie, il cofonde l'Alliance anticommuniste (*Porozumienie Antykomunistyczne*, PA). Il en est le co-président de 1925 à 1939.
1927-1931 : il est le rédacteur en chef de l'organe de la PA : *Bój z bolszewizmem* (Lutte contre le bolchevisme). 1932-1939 : la revue précédente est refondée et parait sous le titre *Prawda o komunizmie – Biuletyn Informacyjny* (La vérité sur le communisme – Bulletin d'information).
09.1939 : évacuation à Lublin. Il rejoint un régiment d'artillerie légère, qui se fait encercler. Il est fait prisonnier par l'armée allemande et s'échappe.
10.1939 : retour à Varsovie. Il rejoint la résistance : *Związek Walki Zbrojnej* (ZWZ). Il mène à nouveau des activités d'espionnage, toujours anticommuniste.
1943-1944 : il rejoint une organisation anticommuniste en Pologne : le comité social anticommuniste (*Społeczny komitet antykomunistyczny*).
08.1944 : il participe à l'insurrection de Varsovie. Il parvient à fuir après l'écrasement de l'insurrection. Il se distancie de la résistance polonaise, et se cache en Pologne.
Mi 1945 : il fuit en Grande-Bretagne. Là, il reprend des études, notamment à la London School of Economics, en 1957.

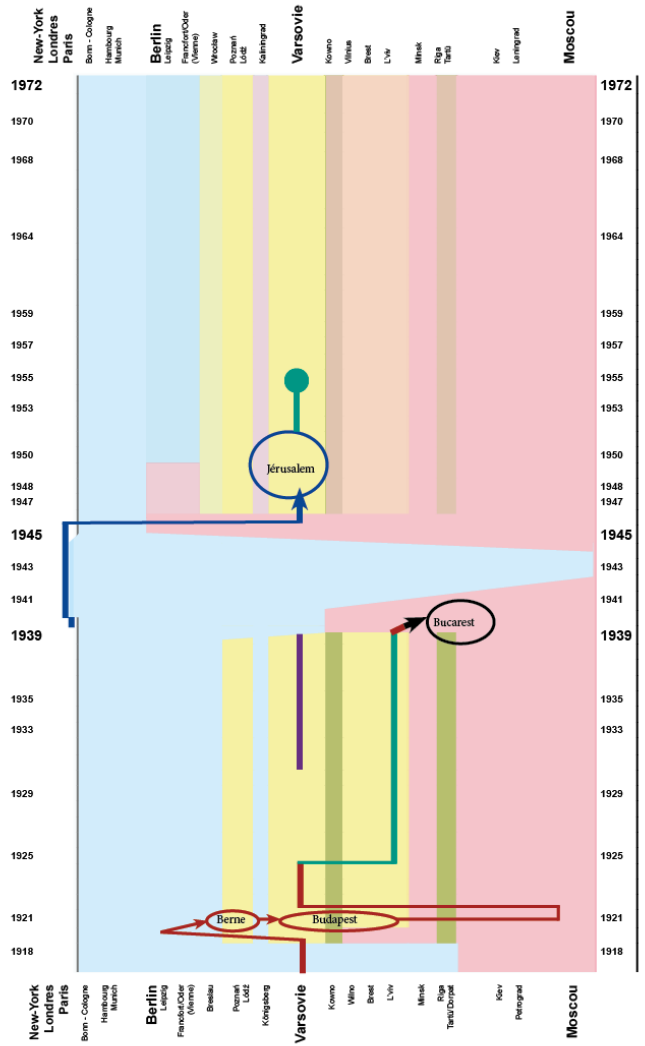
GLASS, Henryk (1896-1984)

	alias Chudy Wilk, Mieczysław Wolski, Martel, Stanisław Jankowski.
1	Né le 19 mai 1896 à Dąbrowie Górniczej, près de Katowice, en Silésie. Il passe son enfance et sa scolarité à Kiev. Il fait partie des scouts polonais.
2	1915 : il commence ses études en commerce à Kiev, avant que son école soit évacuée à Saratov, plus à l'Est en Russie. 1915/1916 : il rejoint l'école des officiers de la POW (Polska Organizacja Wojskowa). 1919 : il obtient son diplôme de commerce.
4	1966 : il part à la retraite, durant laquelle il publie quelques ouvrages, dont son doctorat, obtenu en 1980, sur l'histoire de l'Alliance anticommuniste. Il meurt le 14 janvier 1984 à Londres.

Source :
Dodatek historyczny IPN "Walka z komunizmem w II RP, disponible sous https://ipn.gov.pl/pl/publikacje/dodatki-historyczne-do/9831,Walka-z-komunizmem-w-II-RP.html, consulté le 12.11.2016.

Ouvrages :
Zamach bolszewizmu na młodzież. Dokumenty, Varsovie, 1927
Obrona Polski przed bolszewizmem, Płock-Varsovie, 1927
Ofensywa gospodarcza sowietów, Varsovie, 1931
Uwagi o rewolucji komunistycznej, Varsovie, 1931.

GÓRKA, Olgierd (1887-1955)



Ouvrages (sélection)

Après 1945 :

Legenda a rzeczywistość obrony Częstochowy w roku 1655, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1957, 165 p.

1939-1945 :

Outline of Polish history past and present, London, M. I. Kolin, 1942, 99 p. (1e edition: 1939, 102 p.)

Avant 1939 :

Nieznany żywot Bajezida II źródłem dla wyprawy czarnomorskiej i najazdów Turków za Jana Olbrachta, Lwów, s.n., 1938, 57 p.

Naród a państwo jako zagadnienie Polski, Varsovie, nakł. autora, 1937, 373 p.

Liczebność Tatarów krymskich i ich wojsk, Varsovie, s.n., 1936, 2 p.

Optymizm i pesymizm w historjografji polskiej: odwrócenie pojęć, Lwów, s.n., 1936, 32 p.

Rola ludzi a warunków w tworzeniu Europy Wschodniej XX wieku, [Varsovie, s.n, 1936, 33 p.

« Ogniem i mieczem » a rzeczywistość historyczna, Varsovie, skł. Gł. Libraria Nova, 1934, 140 p. (réédité par Wiesław Majewski pour le Ministère de la Défense polonais en 1986).

Dziejowa rzeczywistość a racja stanu Polski na południowym Wschodzie, Varsovie, s.n., 1933, 30 p., réédité en 1934.

Na marginesie propagandowej obrony Pomorza, Varsovie, s.n., 1933, 23 p.

Najstarsza historjografja rumuńska, Lwów, s.n., 1930, 8 p.

La chronique de l'époque d'Etienne le Grand de Moldavie, soit la source la plus ancienne mais jusqu'ici inconnue de l'historiographie roumaine =: Kronika z czasów Stefana Wielkiego Mołdawskiego: nieznane najstarsze źródło rumuńskiej historjografji, [S.l, s.n, 1929

W majestacie śmierci: (Jan Luksemburczyk; doża Marino Falieri; Joanna D'Arc), Varsovie, Rój, 1926, 64 p.

Stan badań i zadania historjografji stosunków polsko-rumuńskich, [Lwów, s.n, 1926, 27 p.

GÓRKA, Olgierd (1887-1955)

	(alias Aleksander Rawski)
1	Naissance à Rawa Ruska.
2	1905-1909 : études d'histoire à l'Université de Lemberg et Vienne. 1909 : doctorat en histoire médiévale, sous la direction de Stanisław Zakrzewski. 1910 : séjour d'études à l'École nationale des Chartes (sans diplôme) 1913 : bourse d'études pour le Proche Orient (Beirut, Istanbul), rentre pour la guerre. 1916 : habilitation à Lemberg. 1922-23 : études à la Haute École Militaire (Wyższa Szkoła Wojenna) à Varsovie.
3	1912 : enseignant dans un lycée en Galicie. Entrée dans l'association des tireurs (*Związek Strzelecki*, une organisation paramilitaire, dirigée par Kazimierz Sosnkowski et Józef Piłsudski, qui sert de base aux Légions polonaises en 1914). 1914 : entrée dans les Légions polonaises. 1917 : employé dans la Commission intérimaire militaire (*Komisja Wojskowa Tymczasowa*) auprès du Conseil d'État à Varsovie. 1918 : chargé d'organiser la démobilisation de l'armée autrichienne et allemande dans l'État-major polonais. 1919 : attaché militaire à l'ambassade polonaise à Berlin. Il participe aux négociations à Versailles. 1919 : attaché militaire l'ambassade polonaise à Berne, puis Bucarest. 1921 : attaché militaire à l'ambassade polonaise de Kharkov. 1922 : employé à l'État-major de l'Armée polonaise. 1925 : il intègre la réserve militaire, pour se consacrer à une carrière académique. Il enseigne à nouveau dans un lycée à Lwów et à l'Université de Lwów. 1927-1930 : il est membre du Bloc de coopération avec le gouvernement de Józef Piłsudski (*Bezpartyjny Blok Współpracy z Rządem Józefa Piłsudskiego*, BBWR). 1931-1938 : secrétaire général de l'Institut de l'Est (*Instytut Wschodni*) à Varsovie. 1931-1939 : directeur de l'École des sciences sur l'Est (*Szkoła Wschodnoznawcza*). 1934 : professeur titulaire à l'Université de Lwów. Début septembre 1939 : il se porte volontaire dans l'armée et lutte à Lwów et Tarnopol. 18.09.1939 : il fuit avec le gouvernement en Roumanie, puis à Paris. 1939-1945 : il travaille pour le gouvernement polonais en exil, il est chargé des questions de minorités dans le Ministère d'Information et de documentation. 1942 : il entre au parti démocrate (*Stronnictwo Demokratyczne*). 1945 : retour en Pologne, employé au MSZ, où il est directeur du Bureau des affaires juives. Il entre au Bloc démocratique (*Blok Demokratyczny*). 1947 : il est nommé consul général à Jérusalem.

1952 : retour en Pologne, où il travaille pour l'Université de Varsovie : il enseigne à l'Institut Historique.
1954 : il devient professeur non titulaire à Varsovie (profesor nadzwyczajny).

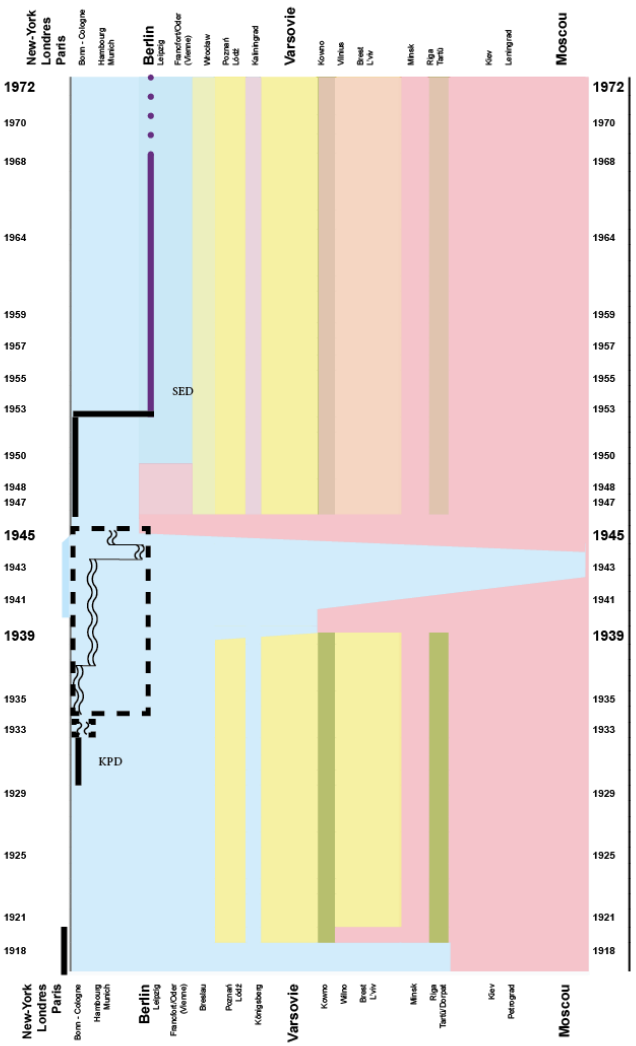
Sources :

Brzeziński Szymon et Fudalej Krzysztof, P*racownicy naukowo-dydaktyczni Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2010: słownik biograficzny*, 2012, p. 43.
Marcin Kwiecień, et Grzegorz Mazur, « Memoriał profesora Olgierda Górki w kwestii ukraińskiej z 4 stycznia 1940 roku », Zeszyty Historyczne, 2002, pp. 164-187, disponible sous http://static.kulturaparyska.com/attachments/03/8f/5b8ab9a2b20b51bbb84d5519906c55027a0cba1b.pdf#page=167, consulté le 12.11.2016.
Maj Ireneusz Piotr, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN, coll.« Seria Wschodnia », 2007, pp. 180-182.
Romek Zbigniew, *Olgierd Górka: historyk w służbie myśli propańtwowej (1908-1955)*, Varsovie, Semper, 1997.
Dossier personnel à l'Université de Varsovie : K 2036.

Autres sources non consultées :

M. Wrzoszkowa, « Materiały Olgierda Górki », Biuletyn Archiwum PAN, 1960, n° 3, pp. 50-61.
J. Reychman, « Olgierd Górka », Życie Szkoly Wyższej, 1956, n° 3, pp. 115-116.

GOGUEL, Rudi (1908-1976)



Ouvrages

Antifaschistischer Widerstand und Klassenkampf: die faschistische Diktatur 1933 bis 1945 und ihre Gegner: Bibliographie deutschsprachiger Literatur aus den Jahren 1945 bis 1973, Berlin, Militärverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1976, 567 p.

« Cap Arcona »: Report über den Untergang der Häftlingsflotte in der Lübecker Bucht am 3. Mai 1945, Francfort/Main, Röderberg-Verl, 1972, 156 p.

Avec Helmut Eschwege, Arnold Zweig, et Klaus Drobisch, Kennzeichen J.: Bilder, Dokumente, Berichte zur Geschichte der Verbrechen des Hitlerfaschismus an den deutschen Juden 1933-1945, Berlin, Deutscher Verl. der Wissenschaften, 1966, 377 p.

Oder-Neisse: eine Dokumentation, Berlin, Kongress-Verlag, 1955, 199 p.

GOGUEL, Rudi (1908-1976)

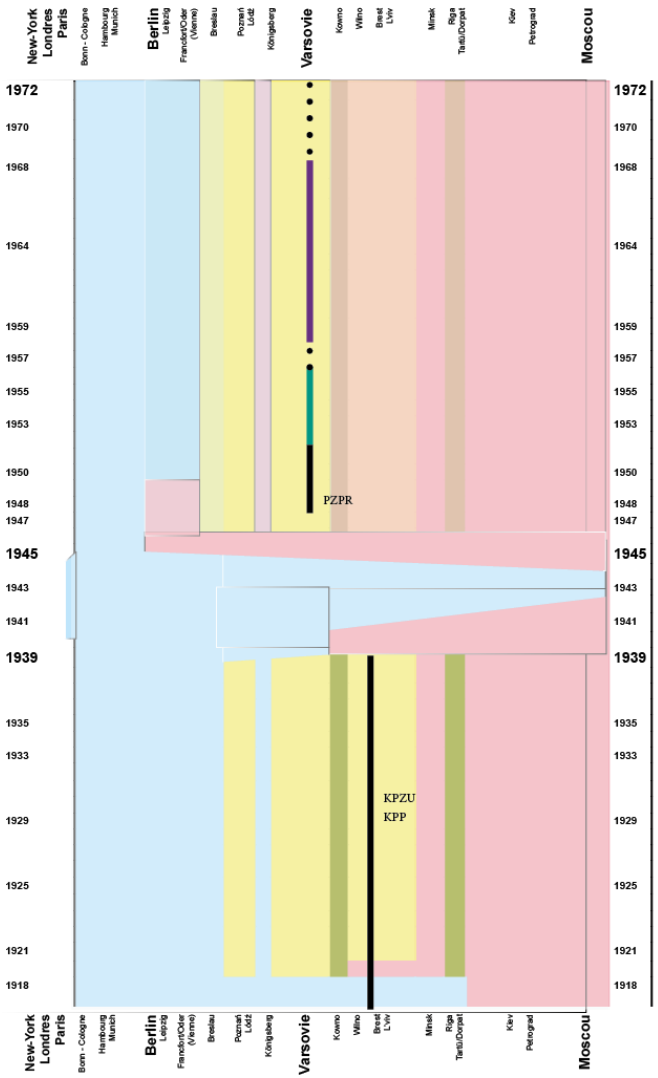
1	Né à Strasbourg en 1908.
2	1926 : fin de la scolarité. Formation de commercial dans une usine de machine à Düsseldorf.
3	1930 : entrée au KPD. 1931-1933 : activités syndicales révolutionnaires. 1932 : renvoyé de son travail pour motifs politiques. 08-10.1933 : incarcéré au KZ Börgermoor, dans le nord de l'Allemagne. 1934 : Libéré sous surveillance pour prendre soin de sa mère malade. 27.09.1934 : Arrêté par la Gestapo, torturé, tentative de suicide. Longue période d'incarcération dans les camps de Remscheid-Lüttringenhausen, Wolfenbüttel, Celle. 13.07.1937 : transféré dans le camp d'Hamelin. 27.09.1944 : transféré aux KZ Sachsenhausen et KZ Neuengamme. 3.05.1945 : Évacuation du KZ Neuengamme par bateau (Cap Arcona) bombardé par la RAF, sauvé par un prisonnier soviétique. 1946 : arrivée à Constance : retour au KPD (rencontre de Bittel). 1949 : candidat aux élections législatives pour la KPD. Conflits au sein du parti. 1950 : rédacteur en chef du *Zentralorgan Freies Volk* à Düsseldorf 12.1952 : migration en RDA 1953 : membre de la SED (parti unifié de la RDA). Il dirige la section documentation au Deutsches Institut für Zeitgeschichte, l'Institut allemand du temps présent (Leiter der Abteilung Dokumentation). 1959-1968 : direction de la section « histoire de la recherche sur l'Est impérialiste (*Abteilung Geschichte der imperialistischen Ostforschung an der Humboldt-Universität*) 1964 : thèse sur l'Ostforschung ouest-allemande.
4	1968 : retraite forcée du DIZ. 1972 : parution de l'ouvrage autobiographique sur Cap Arcona. 1973 : parution de l'ouvrage « les juifs sous la croix gammée ». 6.10.1976 : décès à Berlin, enterré au cimetière honorifique à Friedrichsfelde.

Ouvrages traduits en polonais et russe:

avec Einicke L. (dir.), Ostforschung: (wystawa pt. « Nauka w służbie Drang nach Osten »): referaty wygłoszone na otwarcie wystawy we Wrocławiu dnia 3 i 5 października 1960 r., Poznań, s.n, 1960.
Niemiecka imperialistyczna Ostforschung w czasie drugiej wojny światowej: referat wygłoszony na otwarcie wystawy w Warszawie dnia 4 XII 1960 r., Varsovie, s.n, 1960.
Oder-Nejsse: granica mira, Moskva, Izdat. Inostrannoj Literatury, 1960, 198 p.
Wystawa Nauka w służbie « Drang nach Osten », zorganizowana przez Sekretariat Stanu do Spraw Szkolnictwa Wyższego i Zawodowego Niemieckiej Republiki Demokratycznej przy współpracy Ministerstwa Szkolnictwa Wyższego Polskiej Rzeczpospolitej Ludowej i eksponowana w polskich ośrodkachuniwersyteckich, Leipzig, s.n, 1960, 133 p.

Sources :
Christoph Kleßmann, « Der unbekannte Moorsoldat. Der kommunistische KZ-Häftling Rudi Goguel (1908 – 1976) als kritischer Zeithistoriker in der DDR ». Dans : Degen Andreas et Bircken Margrid, *Reizland DDR: Deutungen und Selbstdeutungen literarischer West-Ost-Migration*, V&R unipress GmbH, 2014, pp. 135-147.

GROSFELD, Leon (1911-1987)



Ouvrages

Polskie aspekty stosunków niemiecko-sowieckich w przededniu i w pierwszym okresie II wojny światowej, Niezależna Oficyna Wydawnicza „Nowa”, 1981. Disponible sous http://www.wbc.poznan.pl/dlibra/docmetadata?id=398881&from=publication, consulté le 12.11.2016.

Polityka państw centralnych wobec sprawy polskiej w latach pierwszej wojny światowej, 1962.

Polskie reakcyjne formacje wojskowe w Rosji 1917-1919, 1956.

« Tak zwany akt piątego listopada », Kwartalnik Historyczny, 1954. Disponible sous http://rcin.org.pl/Content/21733/WA303_27230_A52-KH-R-61-2_Grosfeld.pdf, consulté le 12.11.2016.

Państwo przedwrześniowe w służbie monopoli kapitalistycznych, 1951.

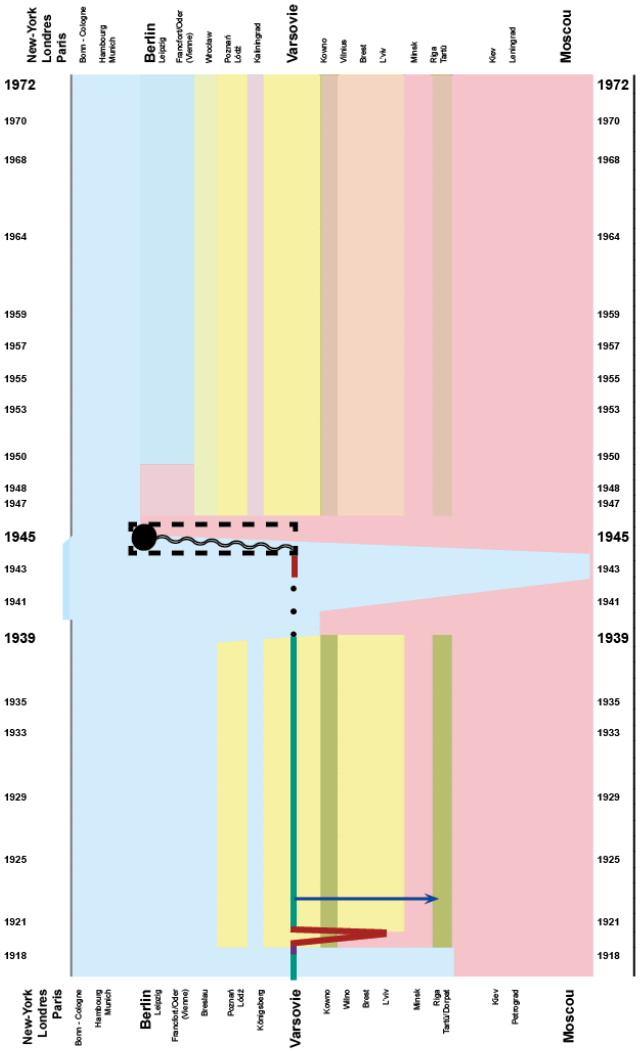
Z dziejów kapitalizmu w Polsce, 1948.

GROSFELD, Leon (1911-1987)

1	Il naît le 28.01.1911 à Przemyśl.
3	1929 : adhésion au parti communiste polonais (Komunistyczna Partia Polski, KPP). 1930 : membre de la direction du parti communiste de l'Ukraine occidentale (Komunistyczna Partia Zachodniej Ukrainy). 1944 : adhésion au parti des travailleurs polonais (Polska Partia Robotnicza, PPR). 1948 : adhésion au parti unifié des travailleurs polonais (Polska Zjednoczona Partia Robotnicza, PZPR). 1951-1952 : participation à la Conférence méthodologique à Otwock. 1952 : vice-directeur de l'Institut des Sciences sociales du Comité central de la PZPR (Instytut Nauk Społecznych przy KC PZPR). 1953-1956 : vice-directeur de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences polonaise. Poussé à la démission pour plagiat. 1958-1968 : membre de la rédaction de la revue Z Pola Walki (du champ de bataille). 1978 : quitte le PZPR.

Source :
Rafał Stobiecki, « Grosfeld Leon », dans: Maria Prosińska-Jackl (dir.), *Słownik historyków polskich*, Varsovie 1994, p. 165.

HANDELSMAN, Marceli (1882-1945)



Ouvrages :
Z metodyki badań feudalizmu (1917)
Zagadnienia teoretyczna historii (1919)
Historyka. Zasady metodologii i teorii poznania historycznego (1921)
Pomiędzy Prusami a Rosją (1922)
Rozwój narodowości nowoczesnej (1924)
Budowa państwa polskiego w czasie wielkiej wojny : (uwagi metodologiczne) (1930), disponible sous : https://polona.pl/item/47006337/2/, consulté le 12.11.2016.

Traduction par la PuSte :
Unser heutiges Verhaeltnis zur Geschichte Polens nach den Teilungen: Aus dem Protokoll des 5. polnischen Historikertages, 1933, Berlin-Dahlem, coll.« Uebersetzungen im Auftr. d. Publikationsstelle d. Preuss. Geheimen Staatsarchivs ; [4] », 1945.

Publications en français :
La méthodologie de l'histoire dans la science polonaise XVIe- XIXe siècles (1922), disponible sous https://polona.pl/item/47006403/3/, consulté le 12.11.2016.
Le monde slave ou Europe Orientale (1930), disponible sous : https://polona.pl/item/47006416/4/Le développement des nationalités dans l'Europe Centrale-Orientale (1932), disponible sous : https://polona.pl/item/47006349/4/, consulté le 12.11.2016.
Politique extérieure de la Pologne 1920-1930 (1932), disponible sous : https://polona.pl/item/47006440/0/, consulté le 12.11.2016.
Les efforts de la Pologne pour la reconstruction d'un état indépendant (1933), disponible sous : https://polona.pl/item/47006359/4/, consulté le 12.11.2016.
Quelques remarques sur la definition de l'histoire de l'Europe Orientale (1934), disponible sous : https://polona.pl/item/47006463/2/, consulté le 12.11.2016.
La politique polonaise sur la Baltique aux XVIII et XIX siècles, disponible sous : https://polona.pl/item/47006441/3/, consulté le 12.11.2016.

HANDELSMAN, Marceli (1882-1945) (Universitaire)

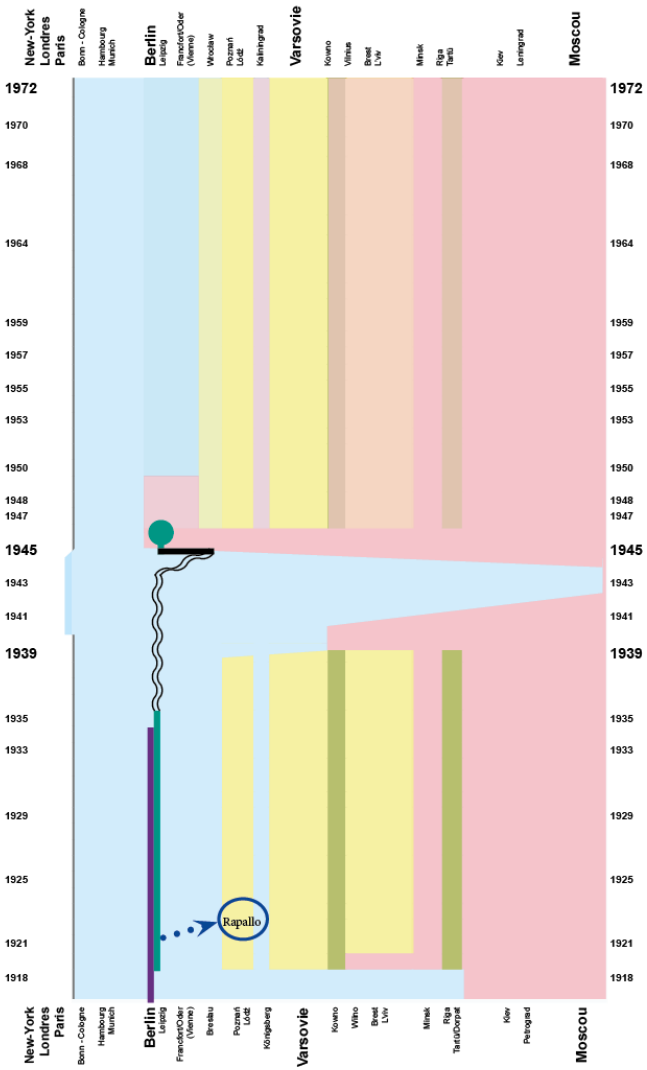
1	Il naît le 8 juillet 1882 à Varsovie, où il passe son enfance et sa scolarité. Son frère Józef Handelsman (1883-1962) était un éminent psychiatre polonais.
2	1900-1904 : Il fait des études de droit à l'Université de Varsovie, puis en 1905, d'histoire et de sociologie à Berlin. 1907 : il est expulsé de l'Université de Berlin pour ses activités socialistes. Il poursuit ses études à Paris, à l'École des Chartes et à Zurich. 1908 : doctorat à Zurich, sous la direction de Gerold Meyer von Knonau (1843-1931).
3	1904-1905 : il est avocat. 1909-1912 : il enseigne dans l'université « volante » (Uniwersytet Latający), organisation d'enseignement polonaise souterraine. 1915 : il commence sa carrière académique à l'Université de Varsovie, et est membre de l'Académie des Sciences polonaise. Il dirige à l'Université de Varsovie, la chaire d'histoire moderne. 1915-1918 : enseignement à la Haute École Militaire (Wyższy Szkoła Wojenna). 1918-1919 : rédacteur de la Revue historique (Przegląd Historyczny). 1919-1920 : volontaire dans la guerre polono-bolchevique. 1919-1939 : professeur titulaire (profesor zwyczajny) et dirige la chaire d'histoire générale (historia powszechna) à l'Université de Varsovie. 1921 : co-fondateur de l'Institut des Études nationales (Instytut Badań Narodowościowach). 1922 : expert de la commission mixte pour la récupération des biens culturels, établie par le Traité de Riga, à Moscou. 1926 : membre fondateur du Comité International historique. 1933 : co-organisateur du Congrès des Historiens à Varsovie. 1941-1944 : durant l'occupation, il trouve refuge dans un village au sud-est de Varsovie (Podkowa Leśna). 1942 : coopère avec l'armée de résistance polonaise (Armia krajowa) sous les pseudonymes Maciej Romański et Maciej Targowski. En juillet 1944, il est arrêté par la Gestapo, emprisonné à Radom, puis Częstochowa, avant d'être envoyé en camp de concentration à Gross-Rosen et Dora-Nordhausen, à mi-chemin entre Leipzig, Erfurt et Hanovre.
4	Il meurt le 20 mars 1945 à Dora-Nordhausen.

Sources :

Brzeziński Szymon et Fudalej Krzysztof, *Pracownicy naukowo-dydaktyczni Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2010: słownik biograficzny*, 2012, pp. 46-47.

Maj Ireneusz Piotr, *Działalność Instytutu Wschodniego w Warszawie 1926-1939*, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN, coll.« Seria Wschodnia », 2007, pp. 182-183.

HOETZSCH, Otto (1876-1946)



Ouvrages

Grundzüge der Geschichte Russlands, Stuttgart, Koehler, 1949, 223 p.

« Porträts russischer Historiker », *Europa Archiv*, 1948, vol. 3, November, pp. 1681-1690.

Katharina die Zweite von Rußland: Eine dt. Fürstin auf d. Zarenthrone d. 18. Jahrhunderts, Leipzig, Koehler & Amelang, 1940, 120 p.

Osteuropa und Deutscher Osten: Kleine Schriften zu ihrer Geschichte, Königsberg Pr. Berlin, Ost-Europa-Verl, 1934, 431 p.

La Politique extérieure de l'Allemagne de 1871 à 1914, Genève Berlin, Kündig Heymann, 1933, 87 p.

Le Caractère et la situation internationale de l'Union des Soviets, Genève, Berlin, Librairie Kundig Heymann, 1932, 104 p.

Der Wandel der Generationen in Deutschland seit 1888: [Portugies.] Vortr. geh. im Deutschen Inst. d. Univ. Coimbra am 23 Mai 1929, Coimbra, Universität, 1929, 7 p.

Die weltpolitische Kräfteverteilung nach den Pariser Friedensschlüssen, Berlin, Zentralverlag, 1928, 48 p.

avec Axel von Freytagh-Loringhoven, *Deutsche Außenpolitik und nationale Opposition: Reichst. Reden*, Berlin, Deutschnat. Schriftenvertriebsstelle, 1926, 24 p.

Deutschland als Grenzland, Deutschland als Reich: Rede, Marburg (Lahn) Rotenberg 21, Schriftleitg d. « Akademischen Blätter », 1925, 16 p.

Organisation und Technik der auswärtigen Politik, Berlin, Zentralverl. GmbH, 1925, 7 p.

Die Deutschnationalen und das Dawes-Gutachten: Reichstagsrede, Berlin, Deutschnationale Schriftenvertriebsstelle, 1924, 20 p.

Die weltpolitische Kräfteverteilung nach den Pariser Friedensschlüssen, 2., Neubearb. Aufl., Berlin, Zentralverlag, 1923, 30 p., 1925'', 39 p., 1930''', 60 p., 1933'''', 48 p.

Die Versuche der Demokratisierung im alten Russland: Vortr, Oldenburg Berlin, Stalling, 1919, 16 p.

Ouvrages parus avant 1918 :

Polen in Vergangenheit und Gegenwart, Berlin, Siegismund, 1917, 48 p.
Russische Probleme: eine Entgegnung auf J. Hallers Schrift « Die russische Gefahr im deutschen Hause », Berlin, Reimer, 1917, 151 p.
Der Deutschen Kampf im Osten: Rede am 5. Februar 1915, Berlin, Heymann, 1915, 24 p.
Rußland: eine Einführung auf Grund s. Geschichte von 1904 bis 1912, Nachdr., Berlin, Reimer, 1915, 562 p.
« The Ukrainian Movement in Russia (from "Russland", Berlin, 1913) », *in Ukraine's claim to freedom: an appeal for justice on behalf of thirty-five millions*, New York, 1915.
Rußland als Gegner Deutschlands, Leipzig, Hirzel, 1914, 61 p.
Vorläufige Gedanken zur polnischen Frage, Als Ms. gedr., [s.l.], Verlag des Ostmarkenvereins, 1914, 22 p.

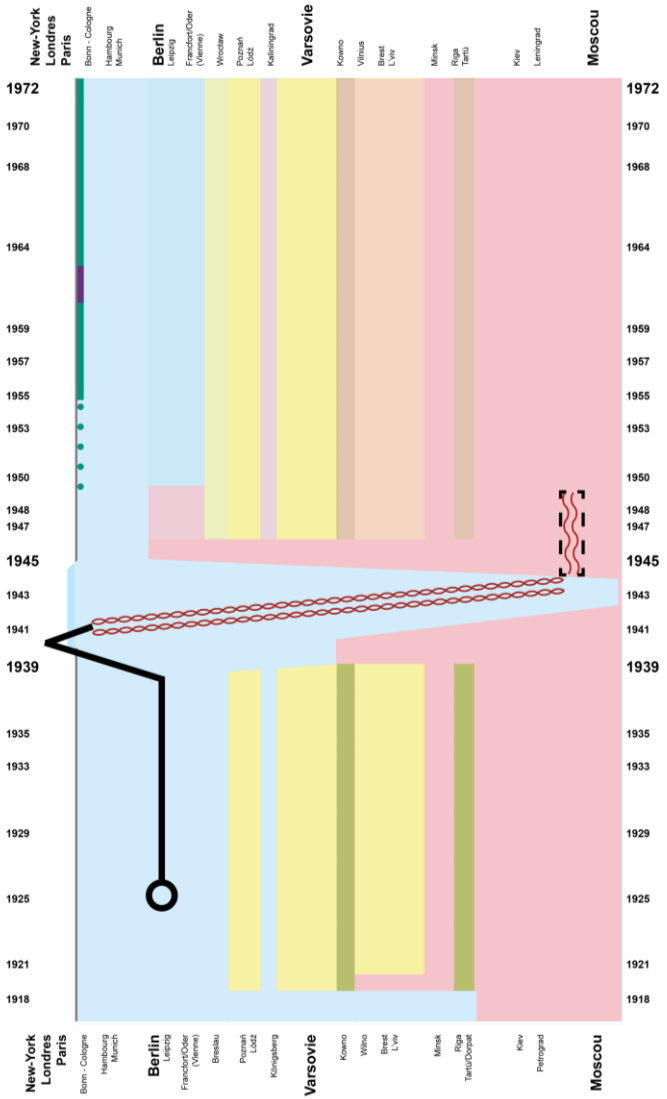
Sources :

Souvenirs d'un ancien élève :
Fritz T. Epstein, « Otto Hoetzsch as commentator on foreign policy during the First World War », dans *: Germany and the East : Selected essays*, Indiana Univ. Pr., Bloomington, 1973, pp. 99-125.
Biographies publiées en RDA :
Gerd Voigt, *Otto Hoetzsch 1876-1946: Ein biogr. Beitr. zur Geschichte d. dt. Osteuropakunde. [1. 3]*, Halle, 1967, 248 p.
Gerd Voigt, *Otto Hoetzsch: 1876 - 1946 ; Wiss. u. Politik im Leben e. dt. Historikers*, Berlin, Akademie-Verlag, 1978, 404 p.
Biographie publié en RFA :
Uwe Liszkowski, *Osteuropaforschung und Politik: Ein Beitrag zum historisch-politischen Denken und Wirken von Otto Hoetzsch* (= Osteuropaforschung, 19). 2 tomes. Berlin-Verlag Spitz, Berlin 1987.
Articles biographiques plus récents :
Karl Schlögel, « Von der Vergeblichkeit eines Professorenlebens . Otto Hoetzsch und die deutsche Russlandkunde », *Osteuropa : Zeitschr. für Gegenwartsfragen des Ostens*, 2005, vol. 55, n° 12, pp. 5-28.

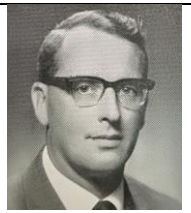
HOETZSCH, Otto (1876-1946)

1	Naissance à Leipzig, le 14 février 1876, dans une famille d'artisans.
2	1895 : étude en histoire, histoire de l'art et économie nationale (*Nationalökonomie*) à l'Université de Leipzig. 1896: poursuite des études à l'Université Ludwig Maximilian à Munich (Ludwig-Maximilians-Universität). 1900: doctorat (*Die wirtschaftliche und soziale Gliederung vornehmlich der ländlichen Bevölkerung im meißnisch-erzgebirgischen Kreise Kursachsens*) sous la direction de Karl Lamprecht. 1902: auditeur du séminaire de Theodor Schiemann sur l'histoire de l'Europe de l'Est à l'Université de Berlin. 1905: qualification pour l'interprétariat militaire pour le polonais et le russe. (étude de l'anglais, du français, de l'italien et de l'ukrainien). 1906: habilitation en histoire sous la direction d'Otto Hinze, sur l'histoire de l'Europe de l'Est.
3	1897-1906 : rédacteur des lettes académiques de l'association des unions d'étudiants allemands (*Akademischen Blätter des Verbandes der Vereine Deutscher Studenten*) et dès 1900, bibliothécaire à l'Institut d'Histoire de l'Université de Leipzig. 1903-1906 : rédacteur au mensuel allemand pour la vie générale du présent (*Deutschen Monatsschrift für das gesamte Leben der Gegenwart*), fondé par Julius Lohmeyer. 1906-1913: enseignement à l'Académie Royale à Posen (actuellement en Pologne occidentale). 1910-1928 : membre du parti national-conservateur allemand (*Deutschkonservative Partei*, puis *Deutschnationale Volkspartei*). 1910: rédacteur, avec Theodor Schiemann et Hans Uebersberger de la revue d'histoire d'Europe de l'Est (*Zeitschrift für Osteuropäische Geschichte*). 1911: enseignement de l'histoire à l'école de guerre prusse à Berlin (*Preußische Kriegsakademie*), il est membre de la direction du parti (1919-1928). 1913: professeur d'histoire d'Europe orientale à Berlin (*außerordentlicher Professor*). 1914 : engagé dans l'armée dans le service de la presse étrangère auprès de l'État-major, après un volontariat dans l'infanterie de l'armée saxe (grade de Lieutenant en 1914). 1914-1924 : rédacteur à la *Kreuzzeitung.* 1919 : député de la province de Posen dans l'assemblée constitutionnelle prusse (*Preußische Verfassunggebenden Landesversammlung*). 1920 : enseignement à l'École supérieure d'études politiques (*Deutschen Hochschule für Politik*) à Berlin et nommé professeur ordinaire à l'Université de Berlin, où il prend la direction du séminaire d'histoire de l'Europe de l'Est. Cette année il est également député au parlement impérial pour Leipzig (*Reichstagsabgeordneter*). 1922 : traducteur lors des négociations germano-soviétiques à Rapallo. 1922-1933: enseignement à l'École d'administration à Berlin (*Verwaltungsakademie*). 1924-1928 : réélu au parlement impérial pour Leipzig, pour le parti populaire national (*Deutschnationale Volkspartei*). 1927: lancement de la formation « Politique étrangère et relations internationales » à l'Université de Berlin. 1935 : il prend la chair d'histoire d'Europe de l'Est à la suite de Karl Stählin, et se trouve mis à la retraite contre sa volonté la même année. 1944 : il se réfugie à Stettin à la fin de la guerre. 1945: retour à la chair d'histoire de l'Europe de l'Est à l'Université de Berlin, jusqu'à sa mort en 1946.

JACOBSEN, Hans-Adolf (1925-2016))



Biographie

1		16/11/1925 à Berlin. Après 1933, sa famille fuit en Belgique, à Bruxelles où il reste jusqu'à l'invasion allemande en 1940.
2		1955 : doctorat en histoire sous Percy Ernst Schramm : « Die deutschen militärischen Planungen zum Einfall in Holland, Belgien und Luxemburg am 10. Mai 1940 » [Les planifications allemandes pour l'invasion de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg le 10 mai 1940]. 1966 : habilitation sur la politique étrangère nazie.
3		1943 : entrée dans la Wehrmacht, il part sur le front Est, atteint le grade de lieutenant. 1944 (?)- 1949 (?) : Prisonnier en URSS, Caucase. 1956-1961 : enseignant à l'École de la Bundeswehr pour la Direction interne (*Schule des Bundeswehr für Innere Führung*) à Coblence. 1961-1964 : Directeur de l'Institut de recherche de la DGAP (FI-DGAP) à Bonn. 1969-1991 : Professeur d'histoire contemporaine et sciences politiques à l'Université de Bonn.
4		Il meurt le 12.12.2016 à Bonn.

JACOBSEN, Hans-Adolf (1925-2016)

Sources :

- Entretien
- Articles parus après son décès :

Ludger Kühnhardt, « Zum Tod von Hans-Adolf Jacobsen: Militärisch für den Frieden », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14/12/2016.
Krzysztof Ruchniewicz, « Profesor z Lennéstrasse. Hans-Adolf Jacobsen (1925-2016) », http://krzysztofruchniewicz.eu/profesor-z-lennestrasse-hans-adolf-jacobsen-1925-2016, consulté le 12.03.2017.
Barbara Cöllen, *Zmarł prof. Jacobsen. „Miał wielką potrzebę pośredniczenia" | Polityka | DW.COM | 17.12.2016*, http://www.dw.com/pl/zmar%C5%82-prof-jacobsen-mia%C5%82-wielk%C4%85-potrzeb%C4%99-po%C5%9Bredniczenia/a-36808937, consulté le 12.03.2017.
Deutsche Welle (www.dw.com), *Prof. Jacobsen wspomina początek wojny | Polityka | DW.COM | 01.09.2009*, http://www.dw.com/pl/prof-jacobsen-wspomina-pocz%C4%85tek-wojny/a-4613395, consulté le 12.03.2017.
Prof. (em.) Dr. Dr. h.c. mult. Hans-Adolf Jacobsen — Institut für Politische Wissenschaft und Soziologie, https://www.politik-soziologie.uni-bonn.de/de/institut/lehrkoerper/emeriti/prof.-dr.-dr.-h.c.-mult.-hans-adolf-jacobsen, consulté le 12.03.2017.
Gedenkseite von Hans-Adolf Jacobsen, http://trauer.general-anzeiger-bonn.de/traueranzeige/hans-adolf-jacobsen, consulté le 12.03.2017.

Source des photos :

(2) : Hans Adolf Jacobsen, *Der Zweite Weltkrieg*, (Orig. Ausg.)., (Frankfurt a.M., Hamburg), Fischer-Bücherei, 1965, 498 p.
(3) : Barbara Cöllen, *Zmarł prof. Jacobsen. „Miał wielką potrzebę pośredniczenia" | Polityka | DW.COM | 17.12.2016*, http://www.dw.com/pl/zmar%C5%82-prof-jacobsen-mia%C5%82-wielk%C4%85-potrzeb%C4%99-po%C5%9Bredniczenia/a-36808937, consulté le 12.03.2017.
(4) *Prof. (em.) Dr. Dr. h.c. mult. Hans-Adolf Jacobsen — Institut für Politische Wissenschaft und Soziologie*, https://www.politik-soziologie.uni-bonn.de/de/institut/lehrkoerper/emeriti/prof.-dr.-dr.-h.c.-mult.-hans-adolf-jacobsen, consulté le 12.03.2017.

JACOBSEN, Hans-Adolf (1925-2016) : Ouvrages

Éditions de mémoires, de documentation, de traduction :

- (dir.), *Hans Steinacher: Bundesleiter des VDA 1933 - 1937 ; Erinnerungen und Dokumente*, Boppard am Rhein, Boldt, 1970, lxviii+623 p.
- Avec Greiner H., P.E. Schramm (dir.), *Kriegstagebuch des Oberkommandos der Wehrmacht (Wehrmachtführungsstab) 1940-1945. Bd. 1*, Frankfurt am Main, Bernard und Graefe, 1965, 232 p. (traduit en polonais par : Władysław Kozaczuk, *Dziennik wojenny: codzienne zapisy szefa Sztabu Generalnego Wojsk Lądowych 1939-1942. T. 2*, Warszawa, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej, 1973, 610 p.)
- Boris Semenovi Tel'puchovskij, *Die sowjetische Geschichte des Großen Vaterländischen Krieges 1941-1945*, Frankfurt a.M.: Bernard & Graefe, 1961, 576 p.

Ouvrages sur la 2e Guerre mondiale et l'histoire allemande :

- (dir.) avec Hans Dollinger. *Deutschland ; hundert Jahre deutsche Geschichte ; 1870-1970. Bilder, Texte, Dokumente. Mit e. Geleitw. von Richard v. Weizsäcker u.e. Nachw. von Willy Brandt*, Berlin, Darmstadt [usw.], Dt. Buch-Gemeinschaft, 1970, 415 p.
- [Habilitation] *Nationalsozialistische Außenpolitik 1933-1938*, Frankfurt a.M., Berlin, Metzner, 1968, xx+944 p.
- Avec Martin Broszat et Helmut Krausnick, *Konzentrationslager, Kommissarbefehl, Judenverfolgung*, Olten [u.a.], Walter, 1965, 458 p.
- Avec Royce H., E. Zimmermann(dir.), *20. Juli 1944: ein Drama des Gewissens und der Geschichte: Dokumente und Berichte*, 4. erg. Aulf., Freiburg, Herder. Rééditions : 1960 : 3e , 1961 : 4e, 1965 ; 5e, 1969 ; 6e par la Bundeszentrale für Politische Bildung, traduit en FR, EN.
- *Deutsche Kriegführung 1939 - 1945: ein Überblick*, Hannover, Niedersächs. Landeszentrale für Polit. Bildung, 1961, 95 p.
- Avec Hans Dollinger, *Der Zweite Weltkrieg in Bildern und Dokumenten*, München [u.a.], Desch, 1962.
- *Dünkirchen: ein Beitrag zur Geschichte des Westfeldzuges 1940*, Neckargemünd, Vowinckel, 1958, 239 p.
- *Fall Gelb: der Kampf um den deutschen Operationsplan zur Westoffensive 1940*, Wiesbaden, F. Steiner, 1957, 10 p.

JACOBSEN, Hans-Adolf (1925-2016) : Ouvrages

Ouvrages sur les relations internationales, les relations est-ouest :

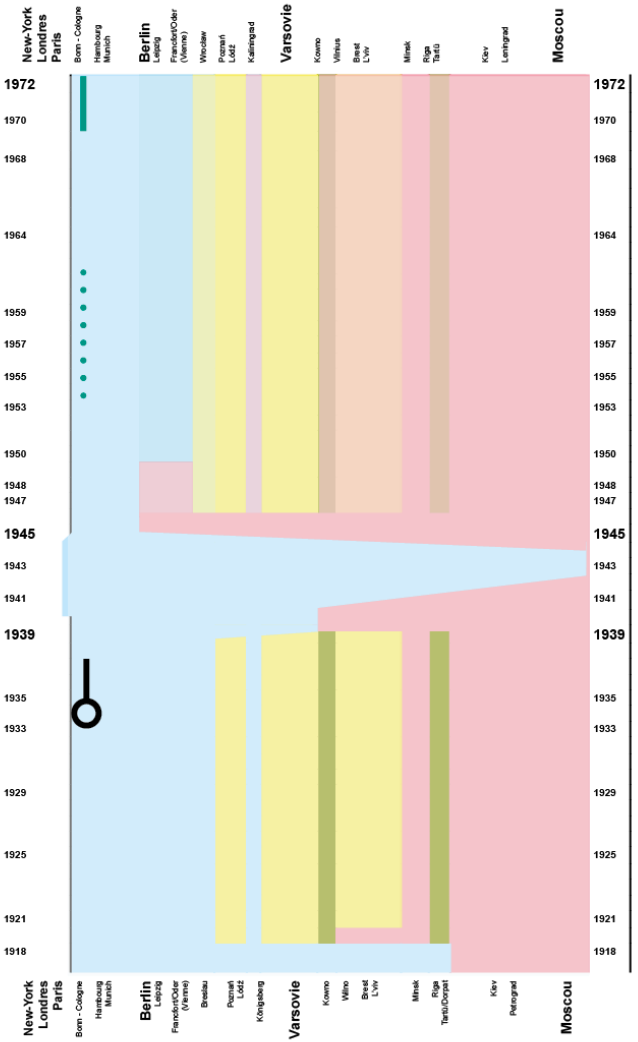
Ulrich de Maizière, Bernd Frhr Freytag von Loringhoven, et Hans Adolf Jacobsen, *Im Dienst der Friedenssicherung*, (Frankfurt a.M.), Bernard & Graefe, 1972, 206 p.
Hans Adolf Jacobsen, *Misstrauische Nachbarn*, Düsseldorf, Droste, 1970, 504 p.
Deutschland und die Welt, (Orig. Ausg.)., (München), Deutscher Taschenbuch-Verl., 1964, 453 p.
Avec Hermann Volle, *Rüstungsbeschränkung und Sicherheit*, Frankfurt/M., Berlin, Metzner, 1962. [à la DGAP]

(ses ouvrages sont fréquemment traduits en français et anglais, nous ne mentionnons ici que ceux qui l'ont été en polonais)

Ouvrages sur les relations germano-polonaises et traduction de ses ouvrages en polonais (après 1972)

Mieczysław Tomala, Roman Dziergwa, et Maria Tomczak, *Imperatyw pokoju: polityka i wojna w XX wieku*, Poznań, Wydaw. Poznańskie, 2000, 583 p.
Avec Bracher K.D., M. Funke et C. Madajczyk (dir.), *Deutschland 1933-1945: neue Studien zur nationalsozialistischen Herrschaft*, 2. ergänzte Aufl., Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1993, 632 p.
Avec M. Tomala (dir.), *Bonn - Warschau 1945-1991: die deutsch-polnischen Beziehungen: Analyse und Dokumentation*, Köln, Wissenschaft und Politik, 1992, 655 p. Version polonaise parue simultanément :*Warszawa - Bonn 1945-1991: stosunki polsko-niemieckie: analiza i dokumenty*, Warszawa, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1992, 456 p.
Luliński D., P. Seydak, E.C. Król, L. Suchon, et Wydawnictwo Bellona. (dir.), *W służbie pokoju: Bundeswehra 1955-1993*, Warszawa, Bellona, 1993, 239 p.
Avec M. Tomala, et D. Kunesch-Jörres (dir.), *Bonn - Warschau 1945-1991: die deutsch-polnischen Beziehungen: Analyse und Dokumentation*, Köln, Wissenschaft und Politik, 1992, 655 p.
Avec M. Tomala, et S. Stahlmann (dir.), *Wie Polen und Deutsche einander sehen: Beiträge aus beiden Ländern*, Düsseldorf, Droste, 1973, 363 p.

KEWENIG, Wilhelm (1934-1993)



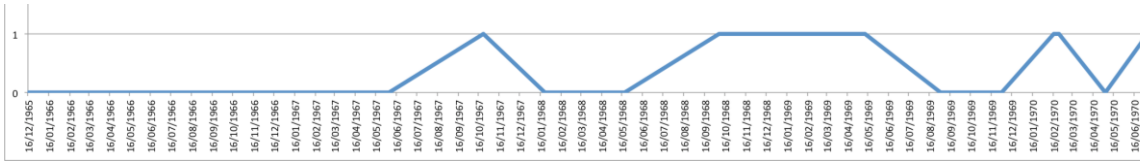
Biographie

1	Il naît le 20.06.1934 à Cologne.
2	1954-1960: études de droit et de sciences administratives à Freiburg, Bonn, Paris, Cologne et Beirut. 1962 : doctorat à l'Université de Cologne. 1965-1967 : études juridiques à la Harvard Law School à Cambridge/Mass. 1969 : habilitation en droit international et administratif.
3	1970 : professeur à l'Université de Bonn. 1971 : entrée dans la CDU, où il s'engage dans les questions de politique universitaire.
4	Il décède le 18.06.1993 à Francfort sur le Main.

Sources

« Kewenig, Wilhelm » dans: Munzinger Online/Personen - Internationales Biographisches Archiv, disponible sous: http://www.munzinger.de/document/00000014784, consulté le 12.03.2017.

Participation au groupe d'étude sur l'Est de la DGAP :



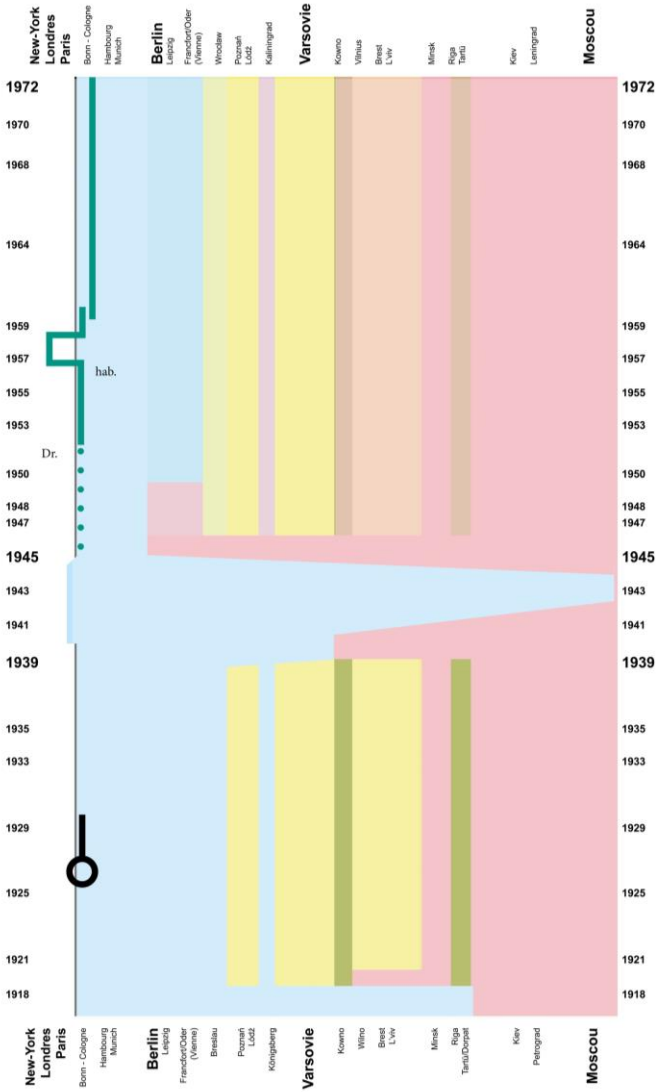
KIELMANSEGG, Johann Adolf Graf von (1906-2006)

1	Il naît le 30.12.1906 à Hofgeismar, près de Göttingen. 1912-1914, 1916-1925 : scolarité primaire et secondaire 1925-1926 : formation agricole sur un domaine en Prusse Orientale, près de Kornevo (Корнево, alors Zinten).
2	1926-1929 : formation d'officier de la cavalerie à Erfurt puis Dresde (1928), Hannovre (1929). 1937-1939 : formation de l'État-major à l'Académie de guerre (Generalstatbsausbildung – Kriegsakademie).
4	Il prend sa retraite en mars 1968. Il meurt le 26.06.2006 à Bonn.

Source :
Feldmeyer Karl et Meyer Georg, *Johann Adolf Graf von Kielmansegg: 1906 - 2006 ; deutscher Patriot - Europäer - Atlantiker ; [eine Publikation des Militärgeschichtlichen Forschungsamtes]*, Hamburg Berlin Bonn, Mittler, 2007, 235 p.

Publications :
Panzer zwischen Warschau und Atlantik, Berlin, Verl. « Die Wehrmacht », 1941, 247 p.
Der Fritschprozess 1938: Ablauf und Hintergründe, Hamburg, Hoffmann & Campe, 1949, 152 p.
(dir.) Die Vertragswerke von Bonn und Paris vom Mai 1952, Francfort/Main, Verl. f. Geschichte und Politik (coll. « Europa-Archiv : Dokumente und Berichte des Europa-Archivs »), 1952, 356 p.
Friedenssicherung - auch mit Waffen? die ethische und politische Dimension militärischer Verteidigung, Bonn, Hohwacht (coll. « Schriftenreihe Gesellschaft & Politik »), 1985, 32 p.
avec Meyer Georg, Johann Adolf Graf von Kielmansegg: 1906 - 2006 ; deutscher Patriot - Europäer - Atlantiker ; [eine Publikation des Militärgeschichtlichen Forschungsamtes], Hamburg Berlin Bonn, Mittler, 2007, 235 p.

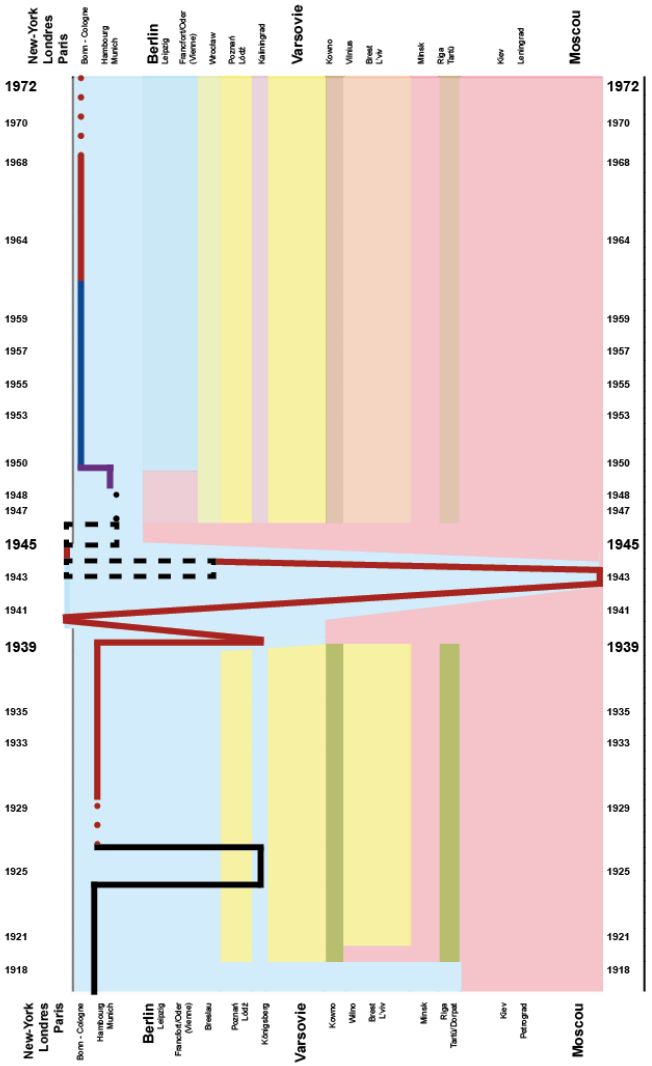
KLOTEN, Norbert (1926-2006) (IMEMO)



Biographie

1	Il naît le 12.03.1926 à Sinzig sur le Rhin, près de Bonn.
2	1944, 1946-1948 : études d'économie à l'Université de Bonn. 1951 : doctorat en économie à l'Université de Bonn. 1956 : habilitation en économie à l'Université de Bonn.
3	1949-1956 : assistant à l'Université de Bonn. 1957-1958 : professeur invité au Centre Bologne à l'Université John Hopkins aux États-Unis. 1958-1959 : enseignant dans les Universités de Bonn et de Tübingen. 1960-1976 : enseignant à l'Université de Tübingen. 1967 : membre du comité de conseil scientifique du Ministère de l'Économie de la RFA (*Wissenschaftlichen Beirat des Bundeswirtschaftsministeriums*).

KIELMANSEGG, Johann Adolf Graf von (1906-2006)

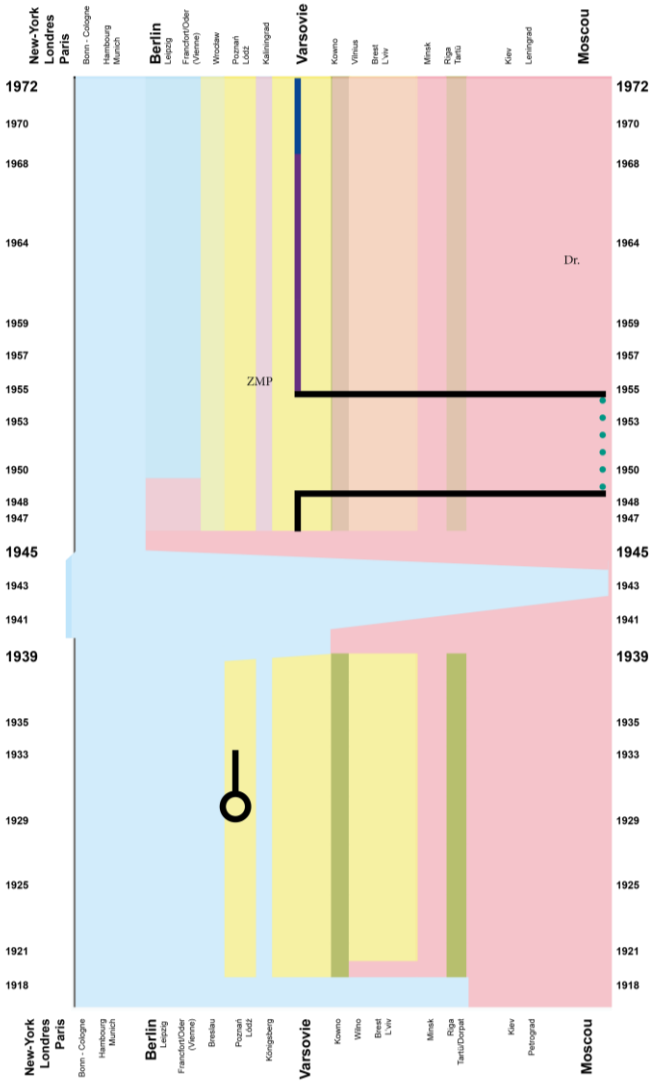


Biographie

3

1929-1939 : carrière dans l'armée, dans la cavalerie.
1937 : grade de capitaine (Hauptmann).
1939 : participation à l'invasion de la Pologne, en tant que Ic, troisième niveau d'officier de l'État-major (*Dritter Generalstabsoffizier*), chargé de l'information sur l'ennemi.
1940 : Ib puis Ia, Lieutenant-colonel (deuxième puis premier niveau d'officier de l'État-major (*Zweiter Generalstabsoffizier – Erster Generalstabsoffizier, Oberstleutnant*), blessé.
1941 : Major i.G., Major dans l'État major.
06.1941-1942 : Ia dans la 6e *Panzerdivision*, sur le front Est.
1942 : de février à mai : il remplace Walther Wenck (1900- 1982), à la tête du la 1e *Panzerdivision*.
1943 : Lieutenant-colonel dans l'État-major (*Oberstleutnant* i.G.)
4.08-23.10.1944 : arrestation et emprisonnement, suite à l'attentat du 20. 07.
11.1944 : commandeur sur le front ouest.
9.05.1945 : prisonnier de guerre.
04.1946-02.1948 : libéré, il devient chauffeur dans un domaine à Nordsteimke, entre Hanovre et Magdebourg.
1948-1949 : il travaille dans les édition Küster, puis Hoffmann&Campe à Hannovre.
1950 : journaliste à Hambourg.
3.10.1950 : il commence une collaboration avec la Chancellerie fédérale (Bundeskanzleramt) sur les questions militaires. Il participe à la réflexion sur la remilitarisation de l'Allemagne (Himmeroder Denkschrift), un groupe d'expert réuni à Himmerod.
1951 : il collabore aux Conversations de Petersberg (*Petersberger Gespräche*).
1951-1955 : délégué aux négociations de la Communauté Européenne de Défense.
1955 : employé au Ministère de la Défense de la RFA et devient le représentant de la RFA au SACEUR (Grand Quartier général des puissances alliées en Europe).
1.11.1955 : réintégration dans l'armée ouest-allemande, progression de sa carrière, jusqu'à réintégrer l'État-major en 1961.

KRUCZKOWSKI, Adam (1930-1969)



Ouvrages

Vnešnââ Polityka Pol'skoj Narodnoj Respubliki. Edited by Izdatel'stvo "Meždunarodnye otnošeniâ." Moskva: Meždunarodnye otnošeniâ, 1968.

Polityka Zagraniczna Polski Ludowej. Biblioteka Samokształcenia Nauczycieli. Warszawa: Książka i Wiedza, 1966.

Rozbrojenie: Szkice I Rozprawy. Biblioteka Spraw Międzynarodowych, nr 23. Warszawa: Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1966.

20 Lat Polityki Zagranicznej Polski Ludowej: Materiały Sesji Naukowej PISM, Warszawa, 15-16 Września 1964. Biblioteka Spraw Międzynarodowych, nr 16. Warszawa: Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1965.

Bezpieczeństwo Europy a Groźba Militaryzmu Zachodnioniemieckiego: Materiały Międzynarodowej Konferencji Naukowej, Praga 23-27 Maja 1961. Biblioteka Spraw Międzynarodowych, nr 10. Warszawa: Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1961.

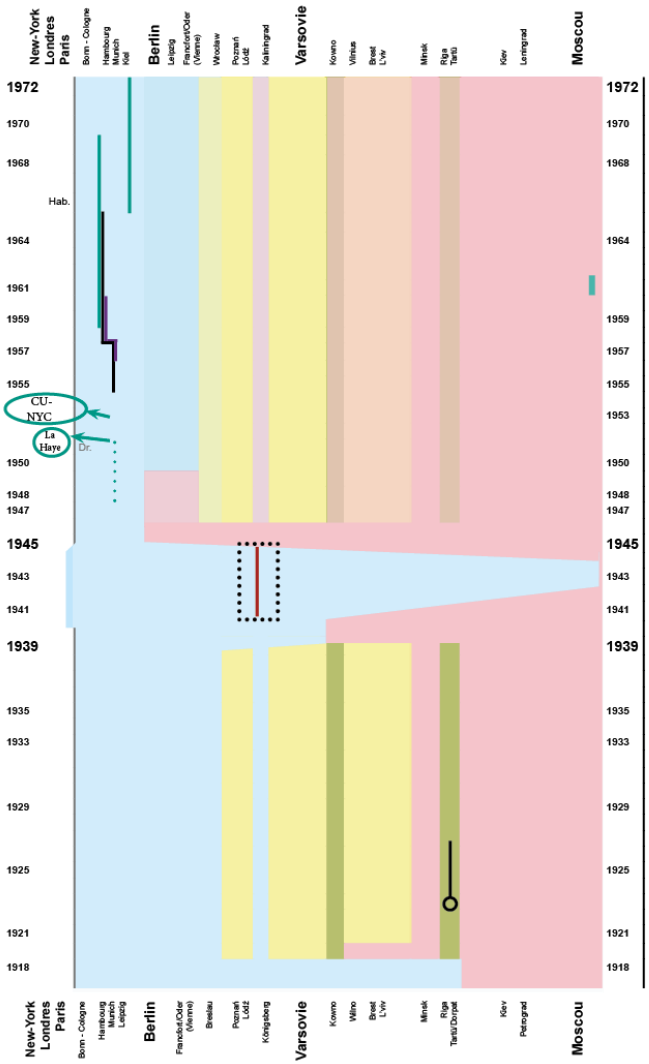
KRUCZKOWSKI, Adam (1930-1969)

1	Il naît le 24.04.1930 à Kazimierz Górniczy, près de Katowice, en Silésie. 1948 : fin de la scolarité à Varsovie.
2	1949-1954 : études à Moscou en économie et diplômé à l'IMEMO. 1963 : doctorat en économie. 23.08.1965 : il devient collaborateur scientifique autonome (*samodzielny pracownik naukowo-badawcza*).
3	1947 : membre du parti des travailleurs polonais (*Polska Partia Robotnicza*, PPR), dès 1948 du POUP. 1954-1960 : la Tribune du peuple (*Trybuna Ludu*), organe officiel du POUP et membre de la direction de l'Association de la Jeunesse polonaise (*Związek Młodzieży Polskiej*, ZMP), sorte de Komsomol polonais. 1960-1968 : collaborateur du PISM, à partir de 1964 : directeur du PISM. Entrée au Comité central du POUP, comme substitut puis membre à part entière. 1965-1969 : député au Sejm du POUP. 11.04.1968 : vice-ministre des Affaires étrangères auprès d'Adam Rapacki (MAE de 1956 à décembre 1968) puis de Stefan Jędrychowski (MAE de décembre 1968) décembre 1971).
4	Il décède le 27.06.1969 à Varsovie, des suites d'un cancer.

Sources

« Kruczkowski, Adam » in Munzinger Online/Personen - Internationales Biographisches Archiv, en ligne : http://www.munzinger.de/document/00000012290, consulté le 12.03.2017.
AAN – Główna komisja kwalifikacyjna przy PAN – 1096.

LOEBER, Dietrich (1923-2004)



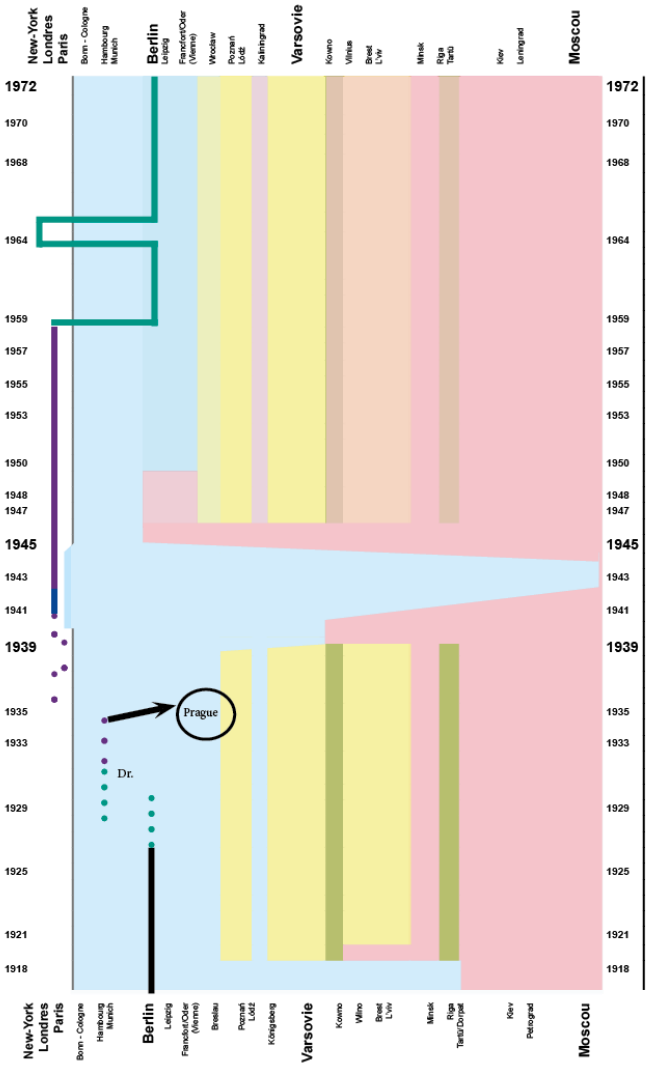
Biographie

1	Il naît le 4 janvier 1923 à Riga. Il y apprend le letton et le russe. Son père appartient à l'élite de la ville, tant par sa fonction (juge à la cour suprême) que par son appartenance à l'association *Franternitas Rigensis*, à laquelle Dietrich Loeber adhère après 1945.
2	Études à Riga et à Posen. 1946 - 1948 : études de droit à Marbourg. 1949 - 1952 : examen d'État en droit. 1951 : Doctorat en droit. 1951 : séjour d'étude à la Haye en 1951, 1953 : séjour d'étude à la Columbia University à NYC en 1953. 1961 : séjour de neuf mois à l'Université Lomonossov à Moscou. 1966 : Habilitation en droit privé, droit comparé et droit oriental (*Ostrecht*).
3	Service militaire de 1941 à 1945, dans le corps d'élite « Brandenburg ». Prisonnier des Britanniques en mai 1945. 1954-1957 : avocat à Munich entre, puis à Hambourg entre 1958-1966. 1955-1960 : rédacteur de la revue « Osteuropa-Recht », la revue de la DGO dédiées aux questions juridiques du bloc Est. 1958-1970 : chercheur à l'Institut Max Planck pour le droit privé international à Hambourg. 1966-1989 : professeur (*Ordinarius*) à la faculté de droit de l'Université de Kiel et directeur de l'Institut pour le droit, la politique et la société des États socialistes (*Institut für Recht, Politik und Gesellschaft der sozialisitschen Staaten*).

Sources

Biographie par Gert von Pistohlkors, sur www.balt-hiko.de, site de la commission historique de la Baltique (Baltische Historische Kommission, BHK), dont Loeber était membre. http://www.balt-hiko.de/mitglieder/nachrufe/dietrich-andr%C3%A9-loeber/, consulté le 12.03.2017.

LÖWENTHAL, Richard (1908-1991) (alias Paul Sering)

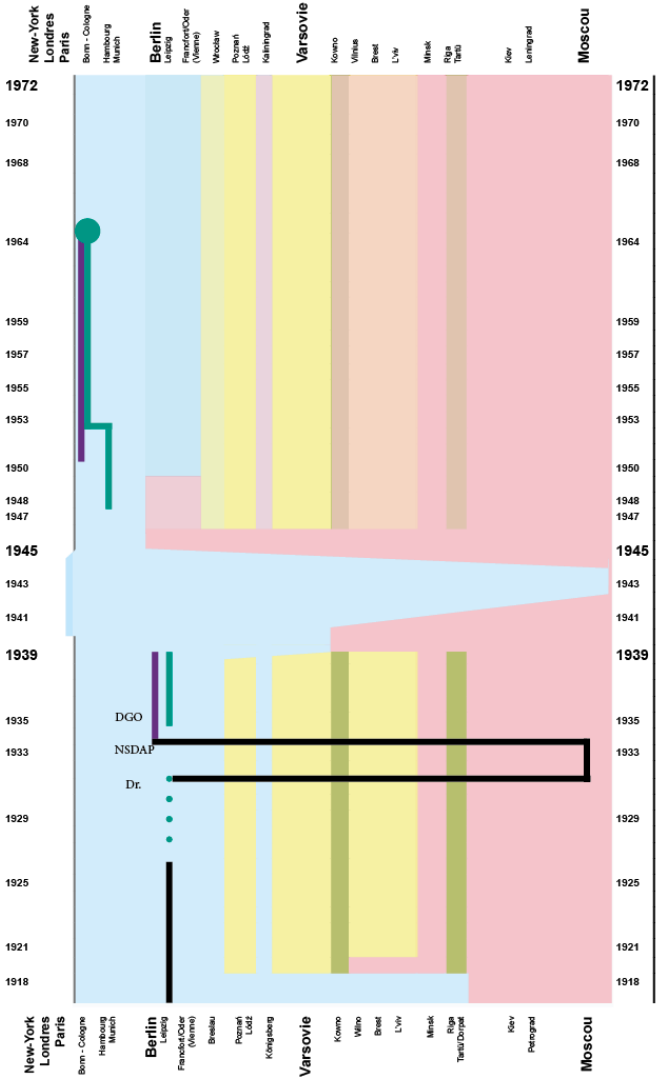


Biographie

1	Il naît le 15 avril 1908 à Berlin.
2	1926 : fin de la scolarité à Berlin (*humanistisches Mommsen Gymnasium*). 1926-1931 : économie nationale et sociologie à Berlin et Heidelberg, et la philosophie (Karl Jaspers). 30.07.1931 : thèse sur la théorie marxiste des cycles de crise, à l'Université de Heidelberg, sous la direction de Arthur Salz (1881-1963) et Alfred Weber (1868-1958). 1959 : séjour d'études au Russian Research Center de la Harvard University, aux États-Unis. Il maitrise l'anglais mais pas le russe, ni aucune autre langue slave.
3	1926-1931 : membre du Parti Communiste d'Allemagne. 1931-1935 : journaliste indépendant. 1935 : émigration à Prague. 1936-37 : émigration à Londres. 1938 : émigration à Paris. 1939 : émigration à Londres. 1941-1942 : employé au *Political Intelligence Department du Foreign Office*, où il analyse la presse allemande. 1942 : travail pour l'agence Reuters. 1945 : membre de la SPD 05.1947 : obtention de la citoyenneté britannique. 1949-1958 : journaliste chez l'Observer, travail à l'Université d'Oxford, correspondant pour Reuters. 1958-1959 : bourse de la fondation Ford. 1959 : enseignement l'Institut Otto Suhr à l'Université Libre de Berlin (OSI, Institut d'études politiques) et chercheur associé au Russian Research Center de la Harvard University. 1961 : Professeur à l'OSI-FU Berlin. Directeur du séminaire pour l'histoire contemporaine d'Europe de l'Est (*Seminar für osteuropäische Zeitgeschichte*). 1.09.1964-28.02.1965 : professeur invité à la Columbia University à New York. Recherches sur les totalitarismes fascistes et communistes.

Sources :
- Internationales Biographisches Archiv 43/1991 vom 14. Oktober 1991.
- Archives de la FU Berlin : Nachlass R. Löwenthal. Personnalakte.

MARKERT, Werner (1905-1965)



Ouvrages

Après 1945

(dir.) Sowjetunion: Verträge und Abkommen: Verz. d. Quellen u. Nachweise 1917 - 1962. Studienausg. Köln, Graz: Böhlau, 1967'', 1965'.

Osteuropa und die abendländische Welt: Aufsätze u. Vorträge. Göttingen: Vandenhoeck u. Ruprecht, 1966.

« Osteuropa im deutschen Geschichtsbild », in Osteuropa und die abendländische Welt. Göttingen, 1966, pp. 13—23.

(dir.) Der Mensch Im Kommunistischen System : Tübinger Vorträge Über Marxismus U. Sowjetstaat 2., Unveränd. Aufl. Tübingen: Mohr (Siebeck), 1962.

Osteuropa-Handbuch : Polen, F. Siepmann. Köln Graz: Böhlau, 1959.

« Zur geschichtlichen Bedeutung der russischen 'Intelligenzia' », in Rußland-Studien, Gedenkschrift für Otto Hoetzsch. Stuttgart: Dt. Verl.-Anst., 1957, pp. 56—62.

Avec Hans Rothfels (dir.) Deutscher Osten Und Slawischer Westen : Tübinger Vorträge. Tübingen: Mohr (Siebeck), 1955.

Otto Hoetzsch zum Gedächtnis. Stuttgart: Dt. Verl.-Anst., 1951.

Alexanders I. Politik Der Heiligen Allianz. s.l., 1948.

1939-1945

« Geschichtsbildende Kräfte im Osten » in Ostaufgaben der Wissenschaft. München: Hoheneichen, 1943, pp. 100—115.

Avant 1939

« Das Studium Osteuropas als wissenschaftliche und politische Aufgabe », in Osteuropa, n°9 (1933/34).

Eine Politische Soziologie in Russland. Leipzig, 1932. (doctorat)

MARKERT, Werner (1905-1965)

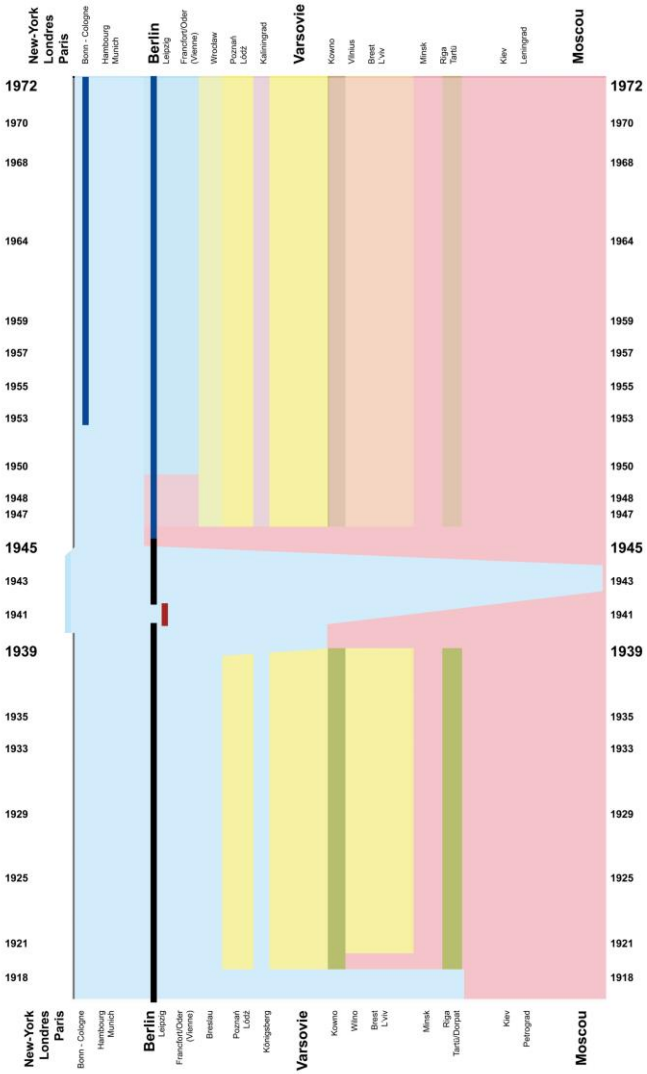
1	Il naît le 3 décembre 1905 à Leipzig, où il passe son enfance et sa scolarité.
2	Il étudie l'histoire, la slavistique et la sociologie à Leipzig (sous Hans Freyer, Walter Goetz, Friedrich Braun), Heidelbergn Hambourg et Paris. 1931 : doctorat sur la sociologie politique en Russie : réception des idées sociales occidentales par l'*intelligensia* russe. 1934 : séjour d'étude auprès de l'ambassade allemande à Moscou.
3	1933 : entrée à la SA et la NSDAP. 1935 : chargé de cours à l'Université de Leipzig. 1935-1939 : rédacteur en chef de la revue *Osteuropa*, publié par l'Association allemande d'étude de l'Europe de l'Est (DGO). Il est en même temps le secrétaire général de l'association. 1948 : enseignement à l'Université de Göttingen. 1951 : co-fondation du groupe de travail de recherche sur l'Europe de l'Est (*Arbeitsgemeinschaft für Osteuropaforschung*). 1953 : professeur non titulaire d'histoire de l'Europe de l'Est à l'Université de Tübingen. Il y dirige l'Institut d'Histoire et d'études de civilisation de l'Europe de l'Est (*Institut für osteuropäische Geschichte und Landeskunde*). Il est également membre du groupe de travail de recherche sur l'Europe de l'Est (*Arbeitsgemeinschaft für Osteuropaforschung*) et édite plusieurs volumes de la série des premiers manuels sur l'Europe de l'Est, chacun dédié à un pays de la région (la Yougoslavie en 1954, la Pologne en 1959). 1955 : participation au congrès international des historiens à Rome.
4	Il meurt le 25 mars 1965 à Tübingen, RFA.

Sources :

« Markert, Werner » in Munzinger Online/Personen - Internationales Biographisches Archiv, en ligne : http://www.munzinger.de/document/00000008937, consulté le 12.03.2017.

Roos, Hans, 'Werner Markert'. *Historische Zeitschrift* 201, n° 2 (1965), pp. 526–528.

MATTICK, Kurt (1908-1986) (IMEMO)



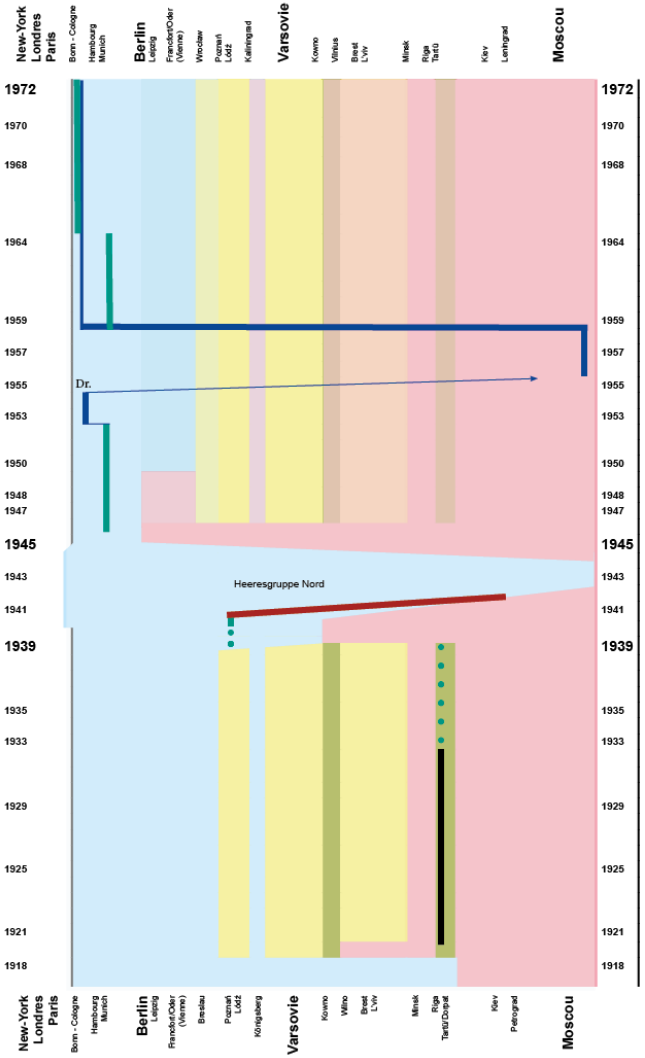
Biographie

	Parcours individuel
1	Il naît le 27.06.1908 à Berlin.
2	Formation de serrurier-mécanicien à Berlin jusqu'en 1933.
3	1924 : entrée dans la jeunesse ouvrière socialiste (*Sozialistischen Arbeiterjugend*), représentant de cette organisation dans son usine. 1926 : entrée à la SPD. 1933 : membre du groupe socialiste « Recommencer » (*Neu Beginnen*). 1934-1939 : vendeur d'automobiles à Berlin. 1940-1941 : service militaire. 1941-1945 : serrurier-mécanicien, puis commercial technique chez Siemens, à Berlin. Après la guerre, il poursuit ses activités de commercial dans l'industrie et écrit dans la presse socialiste, toujours à Berlin. 08.1945 : retour à la SPD. Jusqu'en 03.1946 : Assistant personnel d'Otto Suhr (1894-1957, futur maire de Berlin-Ouest, 1955-1957) dans l'administration centrale de l'industrie allemande (*Zentralverwaltung der deutschen Industrie*). 1946-1947 : membre de l'assemblée berlinoise. 1953-1980 : député de Berlin Ouest au Bundestag, membre de la commission parlementaire des Affaires étrangères (*Ausschuss für Auswärtige Angelegenheiten*). 1969-1972 : dirigeant du groupe de travail pour les relations extérieures et interallemandes du groupe parlementaire de la SPD (*Arbeitskreis für Auswärtige und innerdeutsche Beziehungen der SPD-Fraktion*).

Sources

« Mattick, Kurt » dans Munzinger Online/Personen - Internationales Biographisches Archiv, en ligne : http://www.munzinger.de/document/00000010304, consulté le 12.03.2017.
https://www.fes.de/archiv/adsd_neu/inhalt/nachlass/nachlass_m/mattick-ku.htm, consulté le 12.03.2017.

MEISSNER, Boris (1915-2003)



Ouvrages

Avec Maurach R. (dir.), *Sowjetstaat und Sowjetrecht nach Chruschtschow*, Stuttgart, W. Kohlhammer, 1971, 232 p.

Avec G. Rhode (dir.), *Grundfragen sowjetischer Aussenpolitik*, Stuttgart, W. Kohlhammer, 1970, 175 p.

Avec H.W. Bracht, et A. Uschakov (dir.), *Das Selbstbestimmungsrecht der Völker in Osteuropa und China*, Cologne, Wissenschaft und Politik, 1968, 236 p.

Avec Theodor Veiter, *Das Selbstbestimmungsrecht nach sowjetischer und westlicher Lehre*, Wien [u.a.], Braumüller, 1967, 43 p.

(dir.), *Der Warschauer Pakt: Dokumentensammlung*, Cologne, Wissenschaft und Politik, 1962, 203 p.

Die Genfer Außenministerkonferenz 1959 und die Diskussion über die Rechtslage Deutschlands und Berlins, Hambourg, Girardet, 1960.

Russland unter Chruschtschow, Munic, Oldenbourg, 1960, xv+699 p.

Das Ende des Stalin-Mythos: Die Ergebnisse d. 20. Parteikongresses d. Kommunistischen Partei d. Sowjetunion. Parteiführung, Parteiorg., Parteiideologie, Francfort/Main, Inst. f. Europ. Politik u. Wirtschaft, 1956, 214 p.

Das Ostpakt-System: Dokumentensammlung, Francfort/Main, Metzner, 1955, 208 p.

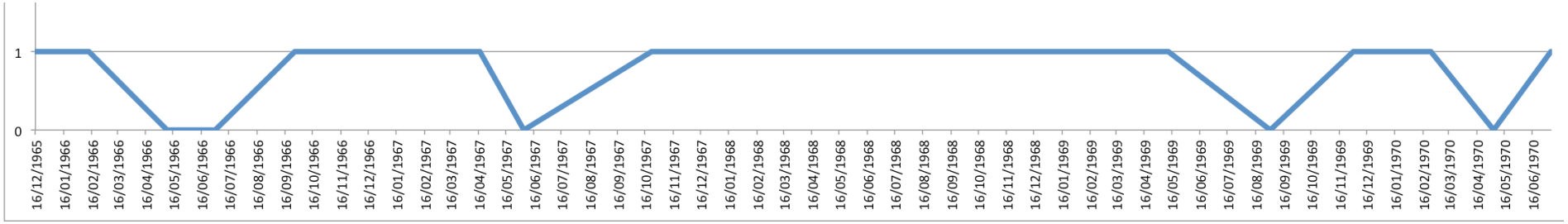
Die kommunistische Partei der Sowjetunion vor und nach dem Tode Stalins: Parteiführung, Parteiorganisation, Parteiideologie, Francfort/Main, Institut f. europ. Politik u. Wirtschaft, 1954, 104 p.

Russland im Umbruch: der Wandel in der Herrschaftsordnung und sozialen Struktur der Sowjetunion, Francfort/Main, Verl. für Geschichte und Politik, 1951, 91 p.

MEISSNER, Boris (1915-2003)

1	10.08.1915 : il naît à Pskov (Псков, alors Пльсковъ, Pleskau en allemand, à l'Est de l'actuelle Estonie, en Russie, au sud-ouest de Saint Petersburg). 1932 : fin des études secondaires à Pärnu (Estonie, côte ouest) dans l'école allemande privée (*Deutsche Private Gemeinschaftsgymnasium*).
2	1932-1935 : études d'économie à l'Université de Tartu (Dorpat) 1935-1940 : études juridiques à Tartu et Posen (Poznań, alors occupée). 1955 : doctorat de droit à l'Université d'Hambourg
3	1940 : Assistant d'Axel Freiherr von Freytag-Loringhoven(1878-1942) 1941 : Officier (traducteur) dans la Heeresgruppe Nord: participation à l'attaque de l'URSS. 1946 : libéré des camps de prisonniers de guerre (sans indication de lieu). 1946-1953 : assistant scientifique du professeur Rudolf von Laun (date) à l'Université de Hambourg et dirige le service de droit de l'Est dans le centre de recherche de droit international et de droit public étranger de l'Université de Hambourg (*Referent für Ostrecht an der Forschungsstelle für Völkerrecht und ausländisches öffentliches Recht der Universität Hamburg*) 1953-1956 : responsable de l'URSS dans le Ministère ouest-allemand des Affaires étrangères (AA : *Referent für die Sowjetunion*) 1956-1958 : 1er secrétaire d'ambassade à l'ambassade à Moscou de la RFA (*1. Botschaftssekretär*) Il est membre de la délégation ouest-allemande à Moscou en septembre 1955, puis aux conférences des Alliés à Berlin (1954) et à Genève (1955, 1959) 1958 : Collaboration au cercle de travail pour les questions Est-Ouest (*Arbeitskreises für Ost-West-Fragen*), qu'il dirige de 1972-1982. 11.1959: Professeur pour droit de l'Est, politique et sociologie de l'Europe de l'Est et directeur du séminaire éponyme. (*Prof. für Ostrecht, Politik und Soziologie Osteuropas puis Direktor des Seminars für Politik, Gesellschaft und Recht Osteuropas*.) à Kiel. 1959-1982 : membre du conseil d'administration du Collège de l'Est de Cologne (*Ostkolleg*) 1959-1973 : membre du comité directeur de la DGO (*Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde*), puis membre d'honneur 1961-1965 : membre du conseil d'administration de l'institut fédéral pour les études scientifiques orientales et internationales (*Direktoriumsmitglied - Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*) 1964-1984 : Directeur de l'Institut pour le droit de l'Est à l'Université de Cologne (*Direktor des Instituts für Ostrecht - Universität Köln*). 1965-2000 : Président du Cercle de Göttingen (*Göttinger Arbeitskreis*) 1967-1969 : membre du comité de conseillers scientifiques du Chancelier 1970-1976 : membre de la commission de politique étrangère de la présidence de la CDU

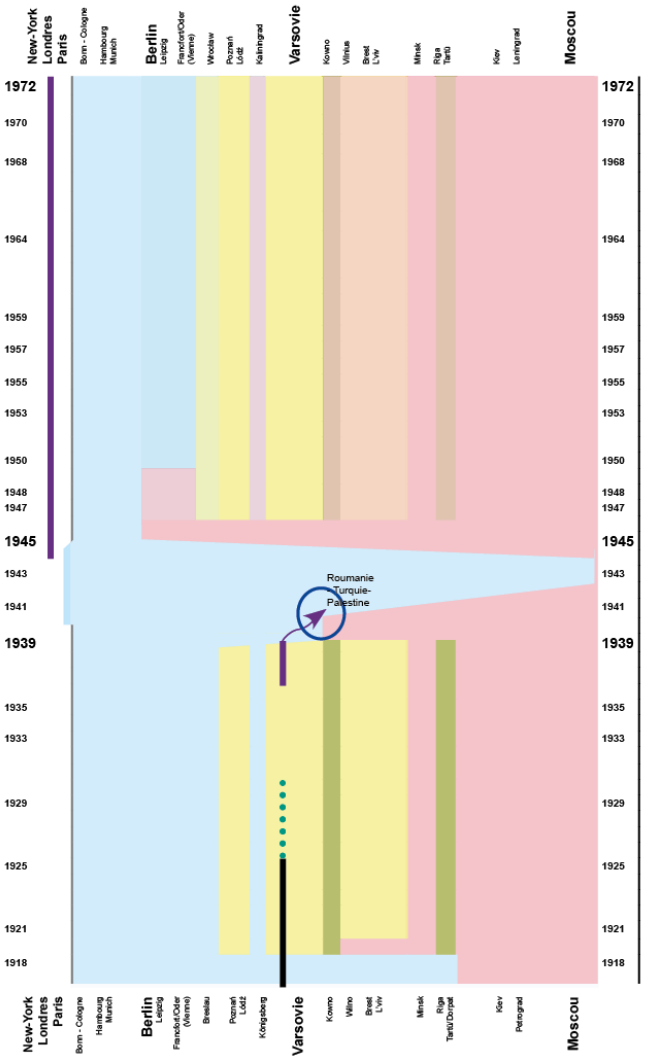
Participation au groupe d'étude sur l'Est de la DGAP :



Source :

Fo4009_1b_boris_meissner_jt_07_05_1996.jpg (Image JPEG, 719 × 500 pixels), http://dspace.ut.ee/bitstream/handle/10062/25343/fo4009_1b_boris_meissner_jt_07_05_1996.jpg?sequence=3&isAllowed=y, consulté le 18 janvier 2016.
Fo4009_3b_boris_meissner_07_05_1996.jpg (Image JPEG, 330 × 500 pixels), http://dspace.ut.ee/bitstream/handle/10062/25343/fo4009_3b_boris_meissner_07_05_1996.jpg?sequence=4&isAllowed=y, consulté le 18 janvier 2016.
Kulturportal West Ost | Meissner, Boris, http://kulturportal-west-ost.eu/biographien/meissner-boris-2, consulté le 31 mars 2017.
UzK2015: Professor Dr. Dr. h.c. Boris Meissner †, http://www.iorr.uni-koeln.de/11473.html, consulté le 31 mars 2017.

MIEROSZEWSKI, Juliusz (1906-1976)



Articles

« Z zapisków oficera czasu wojny. Cz. 5 », *Kultura*, 1997, pp. 124-134.

« Pewne rzeczy nazwane po imieniu », *Kultura* (4/234), 04.1967, pp. 73-82.

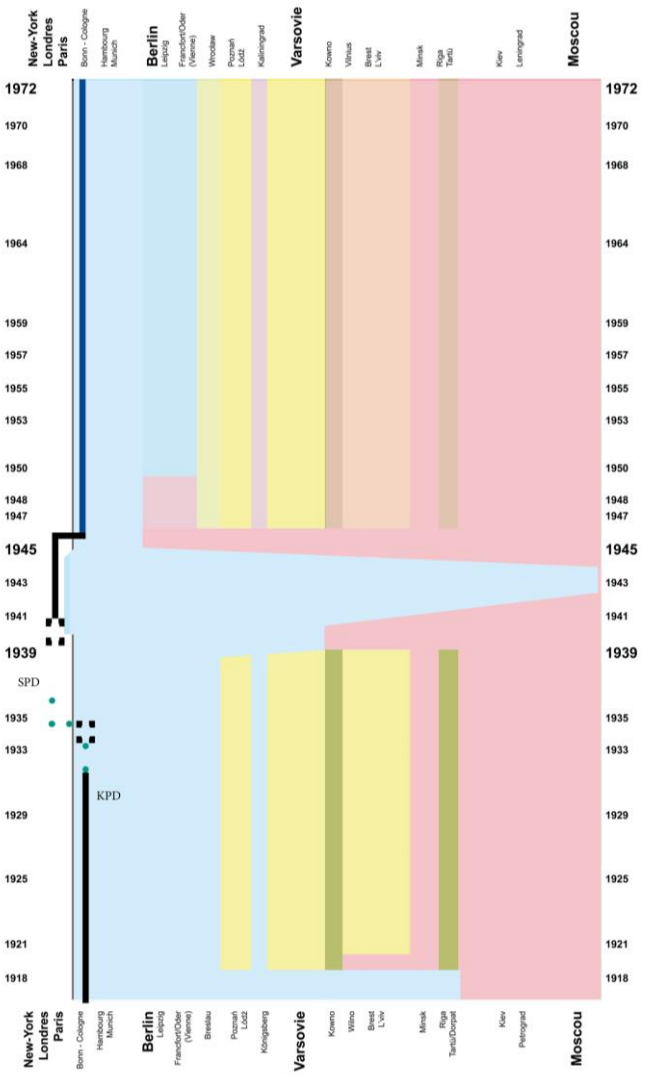
« Niemcy », *Kultura*, 1954, pp. 3-15.

« Listy z Wyspy – Słabi, nieliczni i starzy [Lettres de l'Île – Faibles, peu nombreux et vieux.] », *Kultura*, 1951, pp. 3-9.

MIEROSZEWSKI, Juliusz (1906-1976)

1		Il naît le 3.02.1906 à Cracovie.
2		1924 : *matura* (baccalauréat). Études à l'Université de Jagellon à Cracovie. 1926-1931 : études à l'Ecole Supérieure de Commerce de Cracovie.
3	 	1936 : journaliste pour *Ilustrowany Kurier Codzienny* (Courrier Quotidien Illustré) : reportages sur l'Allemagne. Exempté de service militaire. 12.1939 : Bureau de la Culture et de l'Éducation auprès de l'attaché militaire à l'Ambassade de Pologne à Bucarest. 1941 : fuite de la Roumaine par la Turquie jusqu'à Haïfa. 18.04.1941 : engagement dans la brigade indépendante des chasseurs des Carpates. 02.1942 : Section de l'Éducation et de la Culture de l'Armée Polonaise à l'Est : rédacteur à « Ku Wolnej Polski » (Vers la Pologne libre). Rencontre avec Jerzy Giedroyc. Octobre 1942 : rédaction de l'hebdomadaire «Orzeł Biały » (l'Aigle blanc). 02.1943 : Département de l'Information et de l'Education de l'Armée polonaise à l'Est. 1943-1946 : rédacteur du bihebdomadaire « Parade » (Parada) du premier numéro au dernier. 1947 : arrivée à Londres. Journaliste aux Wiadomości, l'« Aigle blanc » (Orzeł Biały), 1960-1966 : plus marginalement pour la BBC, Radio Free Europe.

MOMMER, Karl (1910-1990) (SGII, IMEMO)



Biographie

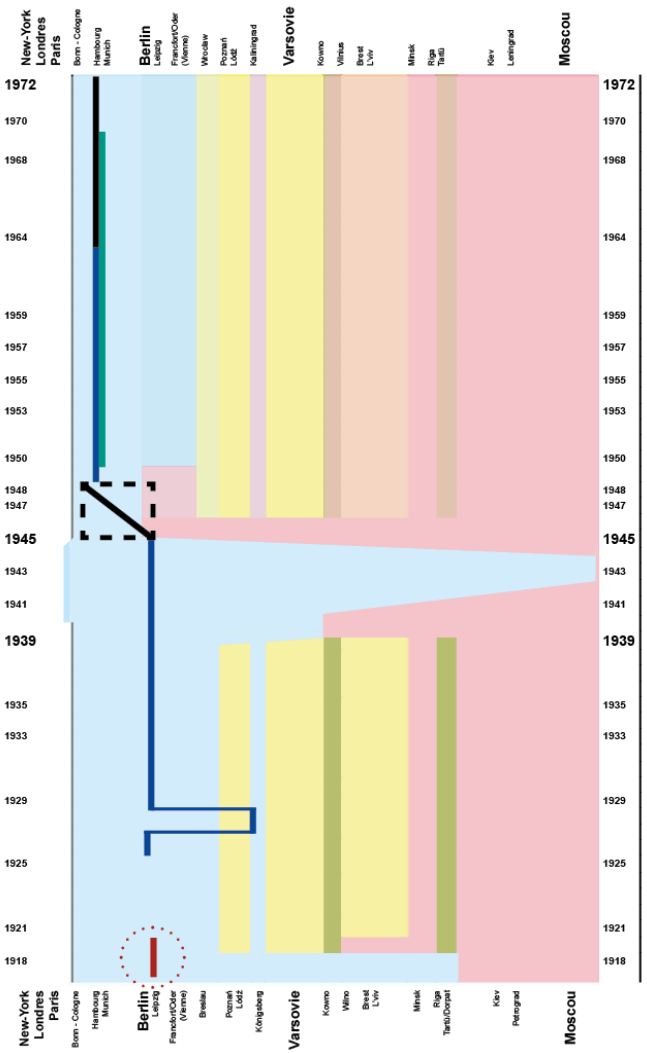
1	Il naît le 13.03.1910 à Wevelinghoven, près de Düsseldorf, dans une famille d'ouvrier du métal.
2	Études de philosophie, d'histoire et d'économie politique à Cologne, Berlin et Graz (Autriche). Il commence une thèse sur la pensée du jeune Marx et l'État (*Der junge Marx und der Staat*), qu'il doit abandonner après 1933. Il reprend son étude à Bruxelles en 1935.
3	1930 : entrée au parti communiste allemand (KPD). 1934-1935 : emprisonné, après sa libération, il fuit en Belgique. 1937 : entrée au parti social-démocrate allemand (SPD). 1940-1941 : interné au sud de la France. 1941-1944 : agriculteur en France. 1946 : après son retour en Allemagne, il revient chargé des affaires sociales et de réfugiés (*Referent für Sozial- und Flüchtlingsfragen*) dans le Conseil des États fédérés de la zone d'occupation des États-Unis (*Länderrat der amerikanischen Besatzungszone*) à Francfort sur le Main. 1947-1949 : membre du Bureau allemand pour les questions de paix (*Deutsches Büro für Friedensfragen*), embryon du futur AA, à Stuttgart. 1948-1949 : membre du Conseil économique des zones économiques unies, regroupant les zones britannique et états-unienne (*Wirtschaftsrat des Vereinigten Wirtschaftsgebiets*), autre institution embryonnaire de la RFA. 1949 : élu au parlement ouest-allemand (Bundestag) à Ludwigsburg, au nord de Stuttgart (réélu en 1953, 1957, 1961 und 1965). 1957-1966 : chef de file du groupe parlementaire de la SPD (*parlamentarischer Fraktionsgeschäftsführer*). 1950-1958 : membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Union Européenne Occidentale (UEO). 1966-1969 : vice-président du parlement ouest-allemand. 1970-1974 : membre de la commission parlementaire sur les structures de défense.

Source :

Biographie sur la page des Archives fédérales allemandes (GND : 12665736X), disponible sous : http://www.bundesarchiv.de/cocoon/barch/0011/z/index.html, consulté le 12.03.2017.

« Mommer, Karl » dans Munzinger Online : http://www.munzinger.de/document/00000006255, consulté le 12.03.2017.

PAPRITZ, Johannes (1898-1992)



3	1916-1919 : service militaire dans l'artillerie. 1926 : employé par le GStA, délégué aux archives internes du Brandenbourg (*Brandenburg-Preußischen Hausarchiv*). 05.1927 : chargé des archives administratives du XIXe siècle de la ville de Danzig, sur place. 1.03.1929 : retour à Berlin, où il chargé des archives administratives de Posen et de Prusse occidentale d'avant 1919. Cet état des lieux doit servir à nourrir la politique de révision allemande sur cette région, rattachée à la Pologne. 01.1932-1941 : il est chargé de l'administration du centre de recherche et de publication (*Publikations- und Forschungsstelle*, PuSte) des Archives de Prusse, qui s'intéresse particulièrement à l'Europe de l'Est, et élargit son activité du traitement des archives à la traduction et la veille scientifique des parutions sur cette thématique à l'étranger, notamment à l'Est. 1933 : participation à la fondation de la Communauté Scientifique Allemande du Nord-Est (*Nordostdeutschen Forschungsgemeinschaft*, NOFG). 1938 : autonomisation de la PuSte du GStA. Papritz garde la direction la PuSte. Après 1939 : la PuSte est rattachée au *Reichssicherheitshauptamt* (Office central de la sécurité du Reich (RSHA). 08.1943 : recentrage des activités de la PuSte sur les publications des Polonais et des Tchèques en exil britannique. 04.01945 : arrestation de Papritz, prisonnier des États-Unis 1947 : transféré au King Intelligence Camp près de Francfort. (Les fonds de la PuSte sont traités par l'administration des États-Unis, puis redonnés à l'Institut Herder, fondé entre temps à Marburg). 08.1948 : libération. 1.09.1949 : employé aux archives étatiques de Marbourg (*Staatsarchiv Marburg*). 06.1949 : enseignant à l'école d'archivistes de Marbourg. 1956 : il devient directeur des archives à Marbourg.
4	30.04.1964 : retraite de son poste de directeur. 1969 : retraite de l'enseignement. Décès le 20 juillet 1992 à Marburg.

PAPRITZ, Johannes (1898-1992)

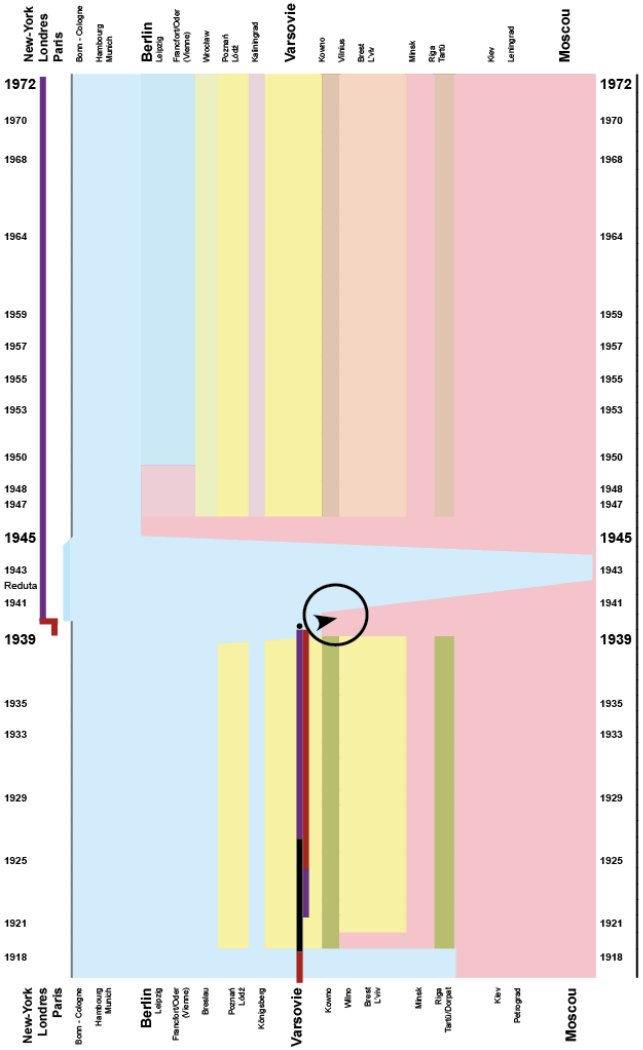
Enfance et formation :

1	Né le 19 avril 1989 à Berlin, où il passe également sa scolarité.
2	1919 : études d'histoire à l'Université de Berlin, avec un semestre à Iéna en 1921. 1922 : doctorat sous la direction de Dietrich Schäfer (1845-1929) sur l'histoire économique dans la région de l'Oder au XVIe siècle. 10.1923 : examen d'État (*Staatsexam*) pour l'enseignement supérieur. 1923-1925 : formation d'archiviste aux Archives secrètes de Prusse (*Preußischen Geheimen Staatsarchiv*, GStA) à Berlin.

Sources

Nils Brübach, Stefanie Unger, « Nachlass Johannes Papritz », École d'Archive de Marburg, 2003, disponible sous :https://internet.archivschule.uni-marburg.de/papritz/index.htm, consulté le 12.03.2017.

PAPROCKI, Stanisław (1895-1976)



Ouvrages

Après 1945 :

Struktura narodowościowa Z.S.R.R., Londyn: "Reduta" 1949 (avec une contribution de W. Sukiennicki, notamment).

Stosunek PRL do emigracji, Londyn: Instytut Badania Zagadnień Krajowych 1965.

Oblicze ideowe młodzieży w kraju: referat wygłoszony 2 grudnia 1967 r., Londres: Stow

Kwestia ukraińska, Londyn: "Reduta" 1949.

Avant 1939

I Zjazd Naukowy Poświęcony Ziemiom Wschodnim w Warszawie 20 i 21 września 1936 r.: Polesie : (sprawozdanie i dyskusje), Varsovie: Komisja Naukowych Badań Ziem Wschodnich 1938.

Sprawy mniejszościowe w Polsce : wykłady wygłoszone w dn. 16 i 17 października 1933 r. na Kursach Naukowych dla urzędników służby zagranicznej, Varsovie: Ministerstwo Spraw Zagranicznych 1933. (traductions : La Pologne et le problème des minorités : recueil d'informations, Varsovie: Institut pour l'Étude des Questions Minoritaires 1935; Polen und das Minderheitenproblem : Informationen in Umrissen, Varsovie: Institut zur Erforschung der Minderheitsfragen, 1935; Minority affairs and Poland : an informatory outline, Varsovie: Nationality Research Institut 1935.)

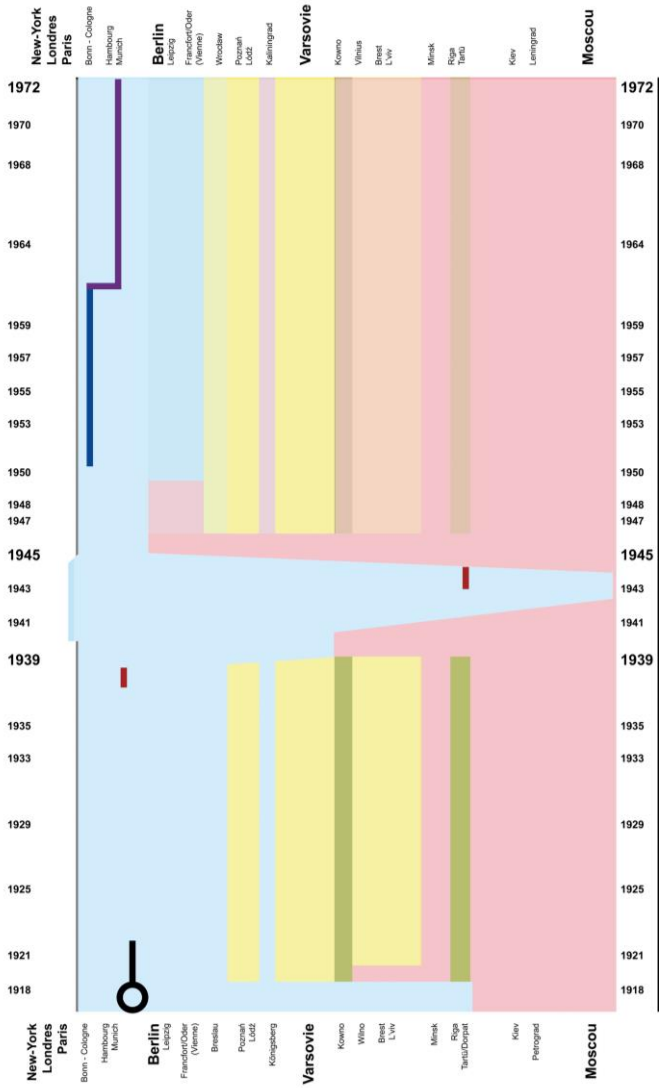
Narodowości Rzeczypospolitej wobec zgonu Józefa Piłsudskiego, Varsovie: Instytut Spraw Narodowościowych 1935.

Ś.p. Tadeusz Hołówko wobec problemów narodowościowych, Varsovie: Wydawnictwo Instytutu Badań Spraw Narodowościowych 1931.

PAPROCKI, Stanisław (1895-1976)

1	Né le 5 mai 1895 à Varsovie.
2	1915-1923 : études de droit à l'Université de Varsovie. Membre du « Zet » (*Związek Młodzieży Polskiej*, Association de la jeunesse polonaise)
3	Il s'engage dans la POW (*Polska Organizacja Wojskowa*, Organisation militaire polonaise). 1918 : entrée dans l'armée polonaise. Il dirige l'Association de défense des marges (*Towarzystwo Straży Kresowej*). 1922 : co-fondateur de l'Institut d'Étude des Questions Nationales (*Instytut Badań Spraw Narodowościowych*, ISBN) 1922-1924 : directeur du département d'assistance de la jeunesse (*Opieka nad Młodzieżą*) au Ministère du travail et de l'assistance sociale. 1925 : officier de réserve de l'infanterie. 1927 : secrétaire général de l'IBSN. 1927-1939 : rédacteur et directeur scientifique de la revue « Questions nationales » (*Sprawy Narodowościowe*), publiée par l'IBSN. 12.1927: directeur du bureau de la politique nationale (*Biuro Polityki Narodowościowej*) auprès de la présidence du Conseil des Ministres. 1928-1939 : rédacteur de la revue francophone « Les Questions Minoritaires ». 1939 : évacué en Roumanie, puis en France, où il combat dans la 1e Division d'infanterie polonaise (1 *Dywizja Grenadierów*). 05.1940 : il fuit vers la Grande-Bretagne via l'Espagne. Durant la guerre il travaille à l'Institut de l'Est « Reduta ». 1949-1951 : rédacteur de la revue « Wschód Polski », publié par *Reduta*.
4	Il meurt à Londres en 1976.

RITTER, Klaus (1918-2015) (IMEMO)



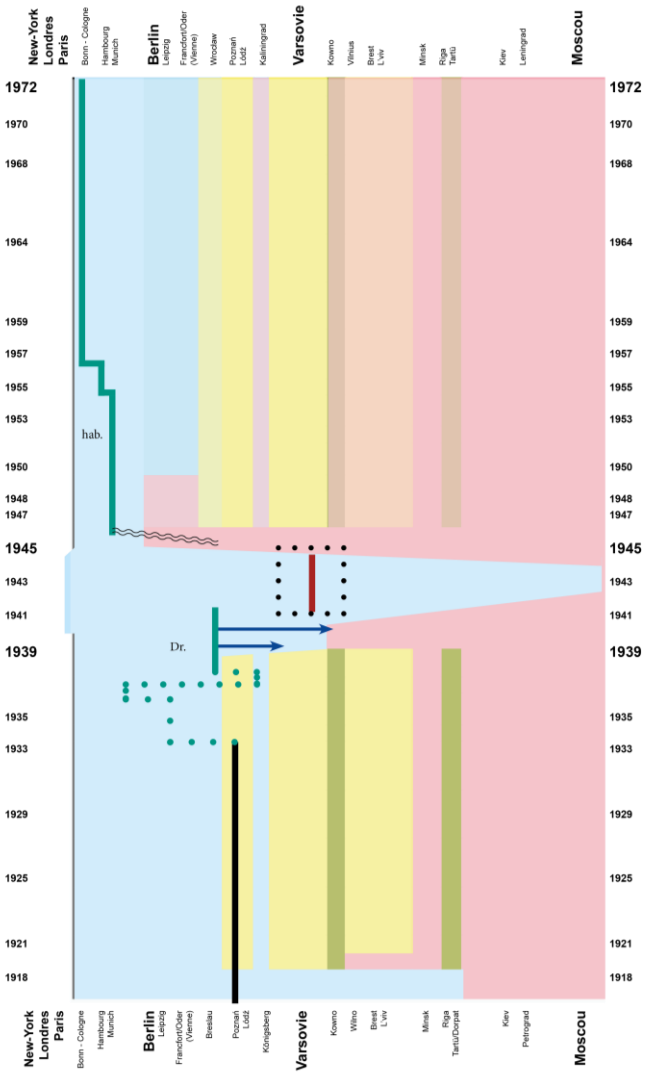
Biographie

1		Il naît le 18.09.1918 à Kassel, dans une famille d'intellectuels.
2		1951 : doctorat en droit à l'Université de Göttingen. 1960 : bourse d'étude à Harvard, aux États-Unis.
3		1938 : service militaire, formation de lieutenant, chargé d'observer les forces armées soviétiques. 1944 : défense de la presqu'île, Sorve Poolsaar (actuelle Estonie) contre les troupes soviétiques, pour laquelle il reçoit la croix de chevalier de la croix de fer (*Ritterkreuz des Eisernen Kreuzes*), le 28.10.1944. Après 1951 : collaboration à l'organisation Gehlen, embryon du service de renseignement ouest-allemand (BND, *Bundesnachrichtendienst*). 1962 : participe à la création de la « Fondation Science et Politique » (SWP, *Stiftung Wissenschaft und Politik*), organisation de l'État ouest-allemand devant produire des expertises sur des questions de politique, notamment internationale. Il en devient le directeur durant de longues années, jusqu'en 1988.

Sources

Source de la photo : Collection des détenteurs d'insignes de la 2e Guerre mondiale : http://www.das-ritterkreuz.de, consulté le 12.03.2017.

RHODE, Gotthold (1916-1990)



Ouvrages

Avec Meissner, Boris. *Grundfragen Sowjetischer Außenpolitik*. Stuttgart, Berlin, Cologne, Mainz: Kohlhammer, 1970.

Avec Lemberg, Eugen. *Das Deutsch-Tschechische Verhältnis Seit 1918*. (Geschichte U. Gegenwart). Stuttgart, Berlin, Cologne, Mayence: Kohlhammer, 1969.

Nachbarschaft Und Gegnerschaft Im Osteuropäischen Raum. Wuppertal: Landsmannschaft Weichsel-Warthe, 1967.

Geschichte Polens. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1966'', 1980'''.

Kleine Geschichte Polens. Darmstadt: Wiss. Buchges., 1965.

Avec Ludat, Herbert,. *Quellenhefte Zur Geschichtswissenschaft in Osteuropa Nach Dem Zweiten Weltkrieg*. Cologne, Graz: Böhlau, 1963.

« La ligne Oder-Neisse et la politique européenne », *Politique étrangère*, 1960, vol. 25, n° 5, p. 451-475.

Avec Georg Waldemar Strobel, and Hermann Gross. *Ostdeutschland Unter Polnischer Verwaltung: Vorträge Auf Der Tagung Des Steinbacher Kreises Am 3. Bis 5. Januar 1957 in Herne*. Schriftenreihe Für Die Ost-West-Begegnung. Troisdorf: Wegweiserverl., 1958.

Avec Wolfgang Wagner. *Quellen Zur Entstehung Der Oder-Neisse-Linie in Den Diplomatischen Verhandlungen Während Des Zweiten Weltkrieges*. Stuttgart: Brentano-Verl., 1956.

[habilitation] *Die Ostgrenze Polens : Polit. Entwicklg, Kulturelle Bedeutg U. Geistige Auswirkg. Bd 1. Im Mittelalter Bis Zum Jahre 1401*. Cologne, Graz: Böhlau, 1955

Geschichte Der Stadt Posen. Neuendettelsau: Freimund-Verl., 1953.

Völker Auf Dem Wege ...: Verschiebungen Der Bevölkerung in Ostdld. u. Osteurp. Seit 1917. Schriften Des Schleswig-Holsteinischen Geschichtslehrer-Verbandes. Kiel: Hirt, 1952.

[Doctorat] *Brandenburg-Preussen Und Die Protestanten in Polen 1640-1740 : Ein Jh. Preuss. Schutzpolitik F. Eine Unterdrückte Minderheit*. Leipzig: Hirzel, 1941.

Das Siedlungswerk Friedrichs D. Gr. Und Die Deutschen Aus Polen. Posen: Hist. Ges. f. Posen, 1939.

Articles parus dans : « Die christliche Welt », 1939, vol. 53, n° 15 et 16. : « Die Ukrainer. Volk und Staat. ».

RHODE, Gotthold (1916-1990)

1	Né le 29/01/1916 à Kamillenthal, dans la région de Posen (après 1918 : Poznań), son père, Arthur Rhode (1868-1967), est le pasteur dans la minorité allemande de la région. 1920 : déménagement à Poznań 1922-1924 : école préparatoire du Lyceum Below-Knothe à Poznań 1924-1934 : école germanophone privée « Schiller », à majorité protestante. 1927 : premier voyage en Allemagne, à Darmstadt.
2	11.1934-31.03.1936 : études d'histoire, de slavistique et de géographie à Iéna. 01.04.1936-31.03.1937 : études d'histoire à Munich. 01.04.1937-30.09.1937 : études à Königsberg, rencontre de Hans Koch. (1894-1959) 01.10.1937-15.02.1939 : études à Breslau. 15.02.1939 : doctorat à Breslau. (« Brandenburg-Preussen und die Protestanten in Polen 1640-1740 [Le Brandenbourg et la Prusse et les Protestant en Pologne 1640-1740] ») 19.07.1952, Habilitation, sous la direction de Paul Johansen à l'Université de Hambourg (« Die Ostgrenze Polens: Politische Entwicklung, kulturelle Bedeutung und geistige Auswirkung [La frontière orientale de la Pologne : évolution politique, signification culturelle et effets intellectuels] »).
3	 1937 : assistant à l'OEI Brelsau (*Studentische Mitarbeiter*) 01.04.1939-01.05.1941 : collaborateur scientifique à l'OEI Breslau (*wiss. Mitarbeiter*), responsable pour la Pologne (*Referent für Polen*). 25/08/1939 : volontaire à l'armée, en tant que traducteur (*Sonderführer K in Abwehrstelle VIII*), toujours en tant que citoyen polonais. 09.1939 : il obtient la citoyenneté allemande. 20.11.1939 : Mission à Cracovie pour l'OEI. 07.1940 : mission pour la VoMi en Lituanie. 02.1941 : entrée à la NSDAP (demande en janvier 1940). 4.05.1941-08.05.1945 : Service militaire dans la *Wehrmacht*, notamment en tant que traducteur sur le front (*Sonderführer K).* 10.1943 : Blessure. 02.1945 : *Nationalsozialistischer Führungsoffizier* : officier chargé de l'éducation politique des troupes. 01.09.1946-1952 : assistant de Hermann Aubin à l'Université de Hambourg. 01.09.1952-1954 : enseignant à l'Université de Hambourg (*Privat Dozent*). 1954-1957 : chercheur à l'Institut Herder à Marburg, et enseignant à l'Université de Marburg. 1957-1984 : professeur à Mayence (Johannes Gutenberg-Universität). 1964-1990 : Présidence de la Commission historique pour Posen. Membre de la commission historique germano-polonaise.
4	Il décède le 20.02.1990 à Heidesheim sur le Rhin.

Ouvrages édités :

(dir.) avec Hauptmann, Jerzy. *Lindenfelser Gespräche*. (Dokumente Und Kommentare Zu Ost-Europa-Fragen ; 17). Bonn [usw.]: Ed. Atlantic Forum, 1972.
(dir.) *Die Ostgebiete Des Deutschen Reiches : Ein Taschenbuch. Im Auftr. D. Johann Gottfried Herder - Forschungsrates Hrsg.* Würzburg: Holzner, 1955, 1956''.

Ouvrages édité par Kurt Lück en 1940 et republié en 1957, auxquels G. Rhode participe :

Lück Kurt. (dir.), *Deutsche Gestalter und Ordner im Osten: in Verbindung mit dem Institut für Deutsche Ostarbeit, Krakau, unter Mitwirkung von zahlreichen Mitarbeitern*, Posen, Histor. Gesellschaft im Warthel, 1940, 341 p.

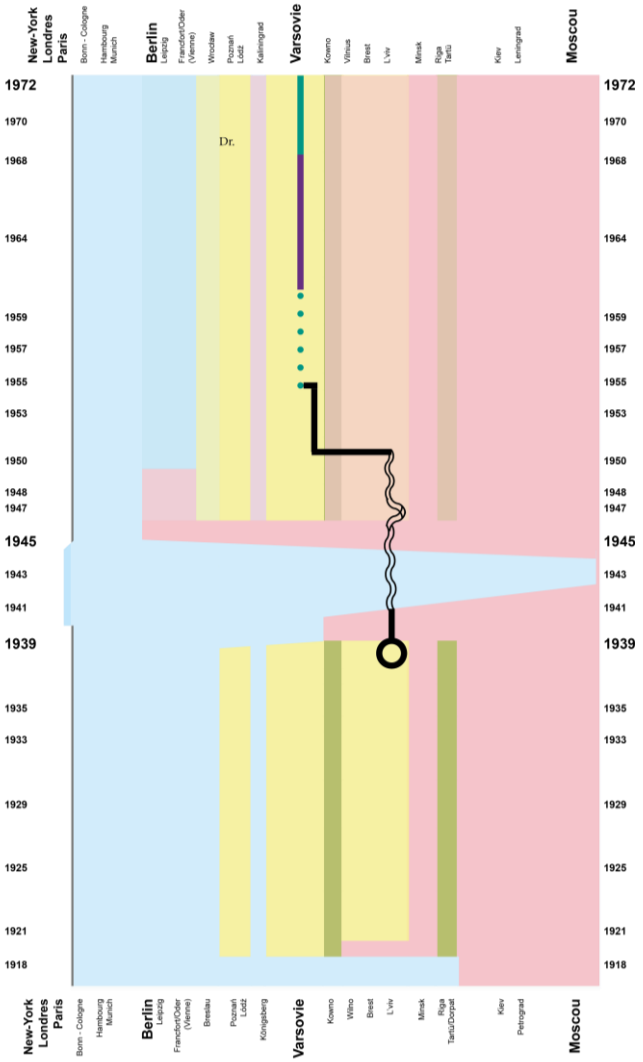
Lück K. et V. Kauder (dir.), *Deutsch-polnische Nachbarschaft: Lebensbilder deutscher Helfer in Polen*, 3., Veränd. und erg. Aufl., Würzburg, Holzner, 1957, 531 p.

Sources :

Eike Eckert, *Zwischen Ostforschung und Osteuropahistorie : zur Biographie des Historikers Gotthold Rhode (1916 - 1990)*, Osnabrück, fibre, 2012.

(Photo) « Gotthold Rhode », dans : *Verzeichnis der Professorinnen und Professoren der Universität Mainz*. En ligne: http://gutenberg-biographics.ub.uni-mainz.de/id/c214e385-bfc5-4c71-8e5b-d8cb71fedfd2, consulté le 12.03.2017.

*ROTFELD, Adam Daniel (*1938)*



Ouvrages

Avant 1972 :

Teheran - Jałta - Poczdam: dokumenty konferencji szefów rządów trzech wielkich mocarstw, Varsovie, Książka i Wiedza, 1972'', 1970'.

Bezpieczeństwo Europy: analiza zachodnich koncepcji i modeli: prognoza rozwoju sytuacji w Europie, Warszawa, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1970, 4 p.

Świat w latach 1970-1980: wybór prognoz obcych, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1970, 4 p.

Rozbrojenie: szkice i rozprawy, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1966, 336 p.

Raport Sorensena: analiza oraz tekst, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1969, 4 p.

Kształtowanie się prawa narodów do samostanowienia w aktach międzynarodowych (1941-1961), Varsovie, 1966.

Bezpieczeństwo Europy a groźba militaryzmu zachodnioniemieckiego: materiały międzynarodowej konferencji naukowej, Praga 23-27 maja 1961, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1961, 412 p.

ROTFELD, Adam Daniel (*1938)

Ouvrages : après 1972 :
Białe plamy - czarne plamy: sprawy trudne w polsko-rosyjskich stosunkach 1918-2008, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 2010, 907 p. (version russe : *Belye pâtna, černye pâtna: složnye voprosy v rossijsko-pol'skih otnošeniâh*, Moscou, Aspekt Press, 2010, 822 p.)
Międzynarodowe zobowiązania Polski w zakresie praw człowieka: akty prawa międzynarodowego i dokumenty KBWE, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1989, 260 p.
Międzynarodowe czynniki bezpieczeństwa Polski, Varsovie, Państ. Wydaw. Naukowe, 1986, 222 p.
Konferencja Bezpieczeństwa i Współpracy w Europie, *From Helsinki to Madrid: Conference on Security and Co-operation in Europe: documents 1973-1983*, Varsovie , Wydaw. Spółdzielcze, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 1983, 346 p.
Europejski system bezpieczeństwa i współpracy: zachodniemodele a rzeczywistość, Varsovie, Ośrodek Badania Stosunków Wschód-Zachód. Archiwum Przekładów i Opracowań, 1973, 2 p.

Sources :
(non consulté) Martin Doerry, *« Nirgendwo und überall zu Haus »: Gespräche mit Überlebenden des Holocaust*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2006, 262 p.

Teresa Torańska, *Trzy rozmowy Teresy Torańskiej: śmierć spóźnia się o minutę. [Trois conversations avec Michał Bristiger, Michał Głowiński, et Adam Daniel Rotfeld]*, Varsovie, Agora S.A., 2010.

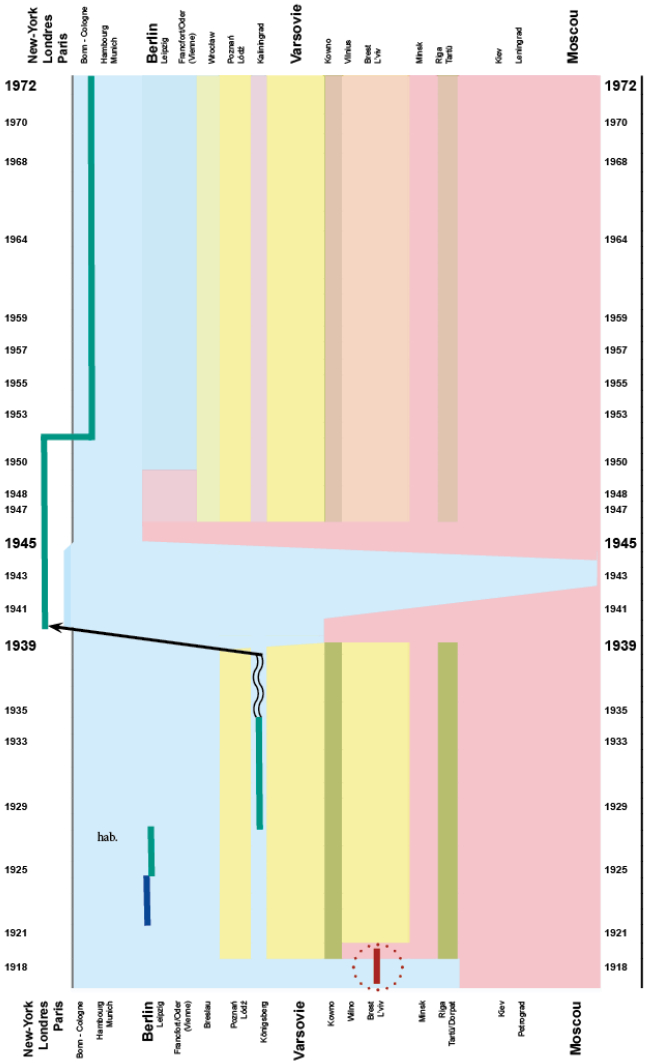
Entretien et archives du PISM.

ROTFELD, Adam Daniel (*1938)

Biographie

1		4.03.1938 : il naît à Przemyślany (Перемишляни) dans l'actuelle Ukraine, au sud-est de Lviv. Pour le protéger, ses parents le placent dans l'orphelinat d'un monastère greco-catholique en 12.1941 à Univ (Monastère d'Univ Lavra/Унівська лавра). Eux-mêmes sont assassinés en 1943. Klemens Szeptycki (Климентій Казимир Шептицький, 1869-1951) au monastère il est rebaptisé simplement Daniel Czerwiński. 1946 : Il retrouve sa sœur qui avait passé la guerre cachée dans la forêt ukrainienne. 1946 : le monastère est dissous. Il va à l'orphelinat de Złoczów (désormais Золочів) dont il s'enfuit en janvier 1947 pour retourner au monastère où il avait passé la guerre. Fin 1949 : il rejoint sa sœur à Peremychliany (Перемишляни), il retrouve son nom de famille. 1951 : retour en Pologne. 1955 : *matura*, fin des études secondaires à Cracovie.
2		1955-1960 : études dans le département diplomatico-consulaire à l'Ecole Centrale du Service Diplomatique à Varsovie (*Wydziale Dyplomatyczno-Konsularnym Szkoły Głównej Służby Zagranicznej w Warszawie*), conclues par un mémoire sur l'invalidité des accords de Munich (1938). 1969 : doctorat en droit international à l'Université de Jagiellon à Cracovie, sur le droit à l'autodétermination dans le droit international contemporain. 1990 : habilitation.
3		1961-1968 : rédacteur puis secrétaire de la rédaction du mensuel «Sprawy Międzynarodowe » [Affaires internationales], revue du PISM. 1964-1968 : vice-responsable des publications du PISM. 09.1968 : chercheur au département des recherches sur la sécurité européenne du PISM (*Zakład Bezpieczeństwa Europejskiego*). 1990 : retraite de son activité du PISM, poursuite d'une carrière d'expert au SIPRI, puis de diplomate.

ROTHFELS, Hans (1891-1976)



Ouvrages

Après 1945 (sélection)

(dir.), Gewissen gegen Gewalt: Rückblick auf d. 20. Juli 1944, Bonn, Bundeszentrale f. Polit. Bildung, 1964, 56 p.

Die deutsche Opposition gegen Hitler: Eine Würdigung, Neue, erw. Ausg., Francfort/Main, Hamburg, Fischer-Bücherei, 1969, 233 p.

Bismarck, der Osten und das Reich, 2. Aufl., Stuttgart, Kohlhammer, 1962, 295 p.

Die Nationsidee in westlicher und östlicher Sicht, Köln-Braunsfeld, R. Müller, 1956, 29 p.

Zehn Jahre danach, Bonn, Bundeszentrale f. Heimatdienst, 1955, 22 p.

700 Jahre Königsberg: Rede bei d. Gedenkfeier d. Patenstadt Duisburg am 28. Mai 1955, Munich, Gräfe & Unzer, 1955, 22 p.

Gesellschaftsform und auswartige Politik, Laupheim/Württ, Steiner, 1951, 24 p.

Stein und die Neugründung der Selbstverwaltung, London, World's Alliance of the Young Men's Christian Associations War Prisoners' Aid, 1946, 23 p.

1939-1945 :

Avec Sigmund Neumann, Hajo Holborn, et Hans Speier, Makers of modern strategy: military thought from Machiavelli to Hitler, 2. print., Princeton, Princeton Univ. Pr, 1944, 553 p.

Avant 1939 :

Ostraum, Preussentum und Reichsgedanke: Hist. Abhandlgn, Vorträge u. Reden, Leipzig, Hinrichs, 1935, 256 p.

(dir.), Das Auslandsdeutschtum des Ostens, Königsberg, Gräfe und Unzer, 1932, 176 p.

Über die Aufgaben Ostpreussens in Vergangenheit und Gegenwart: [Worte, gespr. auf e. Festsitzg d. Freundeskreises d. Dt. Akademie am 7. Sept. 1930 in Königsberg], Leipzig, Insel-Verl., 1930, 11 p.

Prinzipienfragen der Bismarckschen Sozialpolitik: Rede, geh. bei d. Reichsgründungsfeier am 18. Jan. 1929, Königsberg Pr, Gräfe & Unzer, 1929, 20 p.

Die Universitäten und der Schuldspruch von Versailles: Zum 28. Juni 1929 ; Eine ungehalt. akadem. Rede, Königsberg Pr, Gräfe & Unzer, 1929, 20 p.

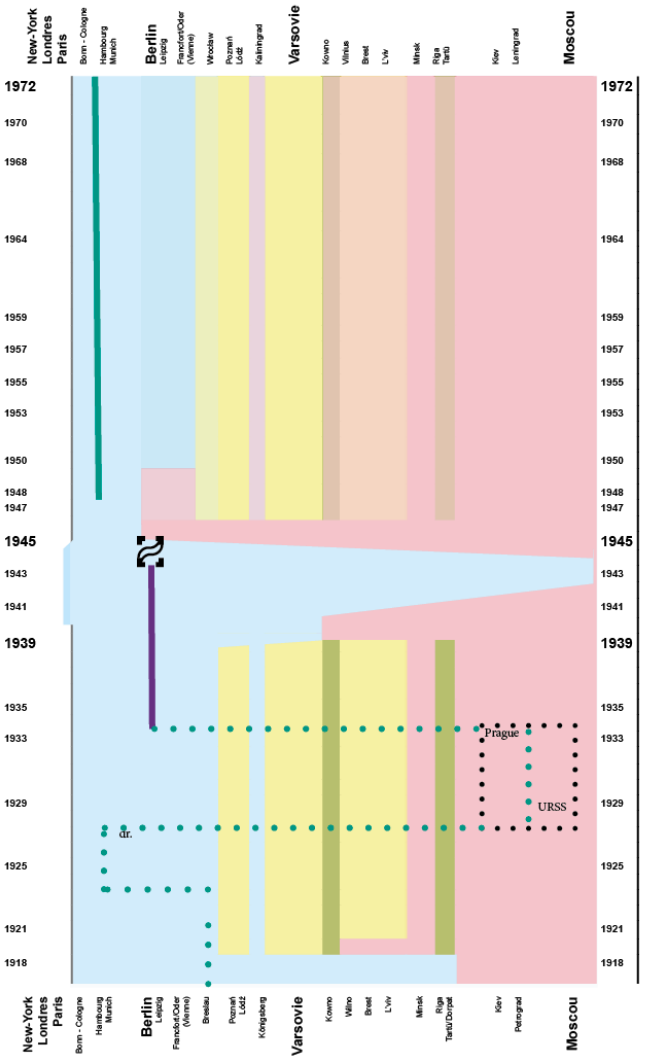
Carl von Clausewitz: Politik und Krieg ; Eine ideengeschichtl. Studie, Dümmler, Berlin, 1920, 234 p. (doctorat)

ROTHFELS, Hans (1891-1976)

1	Né le 12/04/1891 à Kassel.
2	Études d'histoire à Freiburg et Munich. 1918 : Thèse sur Clausewitz.
3	Durant la 1e Guerre mondiale : volontaire à l'armée, blessé à la jambe. 1922 : Archivrat : responsable dans les archives impériales (Reichsarchiv) à Potsdam. 1924 : habilitation auprès de Friedrich Meinecke en histoire européenne et moderne. 1926-1934 : Professeur à l'Université de Königsberg : enseignement de l'histoire du 19e siècle, la question des nationalités. 1934 : expulsé de l'Université par les NS du fait de ses origines juives. 1938 : après la nuit de cristal : émigration. 1939 : Professeur invité au St. Johns College d'Oxford. 1940-1946 : Professeur invité à la Brown University à Providence (EU). 1946 : chaire d'histoire européenne à l'Université de Chicago. 1951-1959 : Chaire d'histoire à Tübingen. 1953 : rédacteur avec Theodor Eschenburg des « Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte » (Revue trimestrielle d'histoire contemporaine).

Source :
« Rothfels, Hans », in Munzinger Online/Personen - Internationales Biographisches Archiv, URL: http://www.munzinger.de/document/00000004422, consulté le 12.03.2017.
Ingo Haar, « ROTHFELS », in *Geschichtsschreibung als Legitimationswissenschaft 1918-1945*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1997.

SCHAEDER, Hildegard (1902-1985)



Ouvrages

Travaux publiés de son activité à la PuSte :

« Epochen der Reichspolitik im Nordosten von den Luxemburgern bis zur Heiligen Allianz », dans : Aubin, Hermann (dir.), *Deutsche Ostforschung*, Leipzig : Hirzel, tome 2 (1943), pp. 1-42.

« Waren die Normannen an der Gründung des litauischen Staaten beteiligt ? » dans *Jomsburg*, n° 6 (1942), pp. 122-124.

« Die Normannomachie. Der Ursprung des altrussischen Staates im Meinungskampf der Jahrhunderte » dans *Jomsburg*, n° 6 (1942), pp. 298-305.

Altlitauen zwischen West und Ost, Selbstverl. d. Publikationsstelle 1941, 20 p.

« Deutsch-litauische Bündnispolitik im Mittelalter », dans : *Jomsburg*, n° 5 (1941), pp. 368-384

« Die historischen Grenzen Polens im Verhältnis zur heutigen polnischen Volkstumsmehrheit » dans *Jomsburg*, n° 2 (1938), pp. 28-34.

« Die Ursachen des Untergangs des alten polnischen Staates im Urteil der heutigen polnischen Öffentlichkeit » dans *Jomsburg*, n° 1 (1937), pp. 31-37.

Geschichte der Pläne zur Teilung des alten polnischen Staates seit 1386, Leipzig : Hirzel, tome 1, Der Teilungsplan von 1392 1937 (Deutschland und der Osten, 5).

Avant 1939 :

« Geschichte und Legende im Werk der Slavenmissionare Konstantin und Method », dans *Historische Zeitschrift*, Munich: Cotta, vol. 152 (1935), pp. 229-255.

Die dritte Koalition und die Heilige Allianz : Nach neuen Quellen. Osteuropäische Forschungen, N. F. Bd. 16. Königsberg Berlin : Ost-Europa-Verl, 1934.

Moskau das dritte Rom: Studien zur Geschichte d. polit. Theorien in d. slav. Welt. Osteuropäische Studien, H. 1. Hambourg : Friederichsen, de Gruyter & Co, 1929., réédité en 1957, à Darmstadt.

SCHAEDER, Hildegard (1902-1985)

1		Elle naît le 13 avril 1902 à Kiel. Son père, Erich Schaeder, était professeur de théologie et sa mère, Anna Sellschopp, auteure de livres pour enfants. Son père est appelé à l'Université de Breslau en 1918. Elle y mène sa scolarité au lycée humaniste. Il avait travaillé à l'université de Königsberg, de Greifswald et de Berlin.
2		1920 : études de philologie classique et slave, d'histoire d'Europe de l'Est et études byzantines et philosophiques à Breslau et Hambourg. 1927 : doctorat sous la direction de Richard Salomon sur Moscou – la troisième Rome : théorie politique du monde slave. Séjours d'étude à Prague et en Russie entre 1927 et 1934.
3		1934 : elle devient membre de l'Église confessante (*Bekennende Kirche*), un groupe d'opposition aux NS, protestant. Elle appartient à la communauté de Martin Niemöller (1892 -1984) à Berlin. Son directeur de thèse, Richard Salomon est exclu de l'université et émigre aux États-Unis. 1935 : elle est employée à la l'office de publication de l'archive étatique secrète de Prusse (*Publikationsstelle des Geheimen Preußischen Staatsarchivs*) de Berlin. Sa communauté religieuse protestante, celle de Martin Niemöller, accueille et soutien matériellement des personnes persécutées pour leur judaïté. Le 14 septembre 1943, elle est dénoncée, arrêtée et passe quelques mois dans la prison policière à Berlin (*Alexanderplatz*). Début 1945, elle part à Ravensbrück, dans le camp des femmes, jusqu'à la libération par l'armée rouge. En 1948, elle part pour Göttingen et devient la correspondante pour l'église orthodoxe de l'église protestante jusqu'en 1970. Dans ce cadre, elle se rend régulièrement en URSS, où elle est en contact régulier avec une dimension particulière de la culture russe, dans le régime soviétique : l'orthodoxie.
4		Déclarée *Juste parmi les peuples* (12 février 2002).

Source :
Berger, Heike Anke. *Deutsche Historikerinnen 1920-1970: Geschichte zwischen Wissenschaft und Politik*. Campus Verlag, 2007.
Maaser, Michael. « Hildegard Schaeder : 100. Geburtstag [Der Osteuropahistorikerin] », *Uni-Report / Johann Wolfgang Goethe-Universität Francfort*, n° 3, vol. 35, (2002) p. 18. Disponible sous : http://publikationen.ub.uni-frankfurt.de/frontdoor/index/index/docId/1259, consulté le 12.03.2017.
Wolf Oschlies, « Hildegard Schaeder (1902–1984), Christin, Wissenschaftlerin, „Gerechte unter den Völkern », biographie publiée sur *Zukunft braucht Erinnerung*, 19.01.2005, disponible sous : http://www.zukunft-braucht-erinnerung.de/hildegard-schaeder/, consulté le 12.03.2017.
Zernack, Klaus, Erwin Oberländer. 'CHRONIK'. Jahrbücher Für Geschichte Osteuropas 25, n° 2 (1977), pp. 317–320.

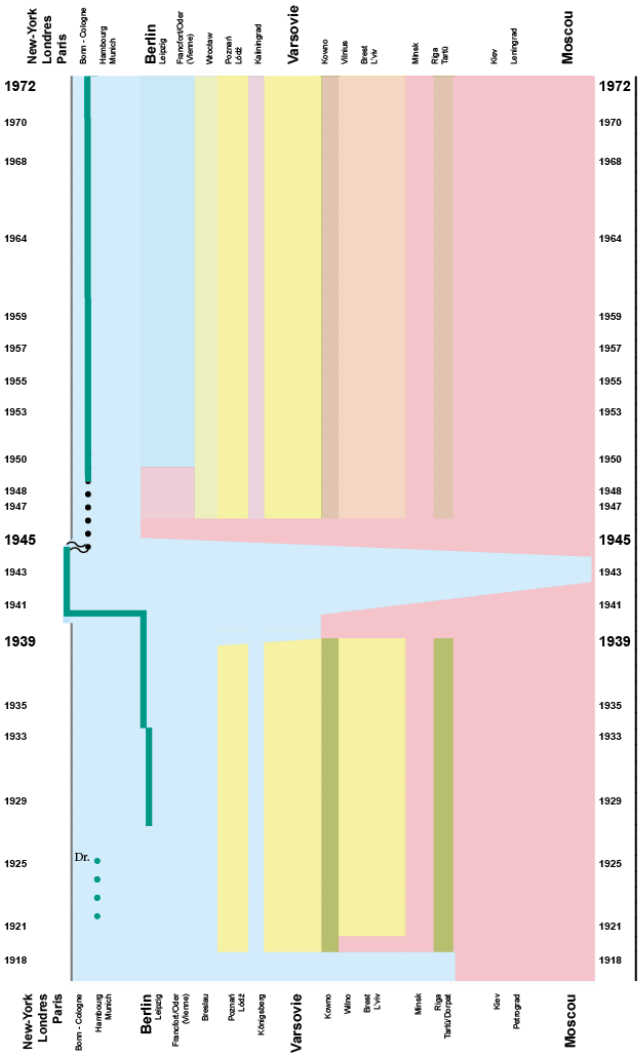
Source des photos : Yad Vashem, disponible sous : http://db.yadvashem.org/righteous/righteousName.html?language=en&itemId=4017402, consulté le 12.03.2017, Église protestante de Francfort, disponible sous : http://www.evangelischesfrankfurt.de/stale/archiv/archiv_04_04.htm, Maison Niemöller, disponible sous : http://www.niemoeller-haus-ausstellung.de/tafel30.html, consulté le 12.03.2017.

Mémoires :
Schaeder, Hildegard. *Ostern im KZ, Berlin* : Haus u. Schule, 1947. Réédités et revu en 1951, 1960, 1995.

Remarque :
Recensions positives de ses ouvrages sur l'église orthodoxes dans la Revue des études slaves : « l'excellent ouvrage» sur la Troisième Rome, en 1959[1576], qui avait déjà été mentionné élogieusement lors de sa première édition en 1929[1577], tandis que son étude de 1936 est qualifiée « d'ingénieuse »[1578].

[1576] Vaillant, André et al. 'Publications'. *Revue des études slaves* 36, n° 1 (1959): 71–360, p. 211
[1577] Meillet, A., et al. 'Publications'. *Revue des études slaves* 9, n° 3 (1929): 274–333., p. 294.
[1578] Meillet, A., et al. 'Publications'. *Revue des études slaves* 16, n° 1 (1936): 80–185., p. 86.

SCHEUNER, Ulrich (1903-1981)



Ouvrages

(dir.), Die Vereinten Nationen und die Mitarbeit der Bundesrepublik Deutschland, München, Vienne, Oldenbourg, 1973, 338 p.

dir.), Aussenpolitische Perspektiven des westdeutschen Staates. Bd. 2. Das Vordringen neuer Kräfte / dieser Bd. entstand in e. Arbeitsgruppe unter Vorsitz von Ulrich Scheuner, München, Vienne, Oldenbourg, 1972, 237 p.

(dir.), Aussenpolitische Perspektiven des westdeutschen Staates. Bd. 1. Das Ende des Provisoriums / [Von] e. Arbeitsgruppe unter Vorsitz von Ulrich Scheuner, München Vienne, Oldenbourg, 1971, 178 p.

(dir.), Die Verwaltungsregion: Aufgaben u. Verfassung e. neuen Verwaltungseinheit. Bericht über e. internat. Kolloquium, Stuttgart Berlin Köln Mainz, Kohlhammer, 1967, 155 p.

Die Neutralität im heutigen Völkerrecht, Köln Opladen, Westdeutscher Verl, 1969, 52 p.

Der Staatsgedanke Preussens: [Vortrag], Köln Graz, Böhlau, 1965, 52 p.

Der sowjetische Friedensvertragsentwurf vom 10. 1. 1959, Bonn, Bundesministerium f. gesamtdt. Fragen, 1959, 15 p.

Hermann Volle, Probleme der internationalen Abrüstung : Eine Darst. d. Bemühungen d. Vereinten Nationen 1945 – 1955, préface d'Ulrich Scheuner, Francfort/Main, Forschungsinst. d. Dt. Ges. f. Auswärtige Politik, 1956.

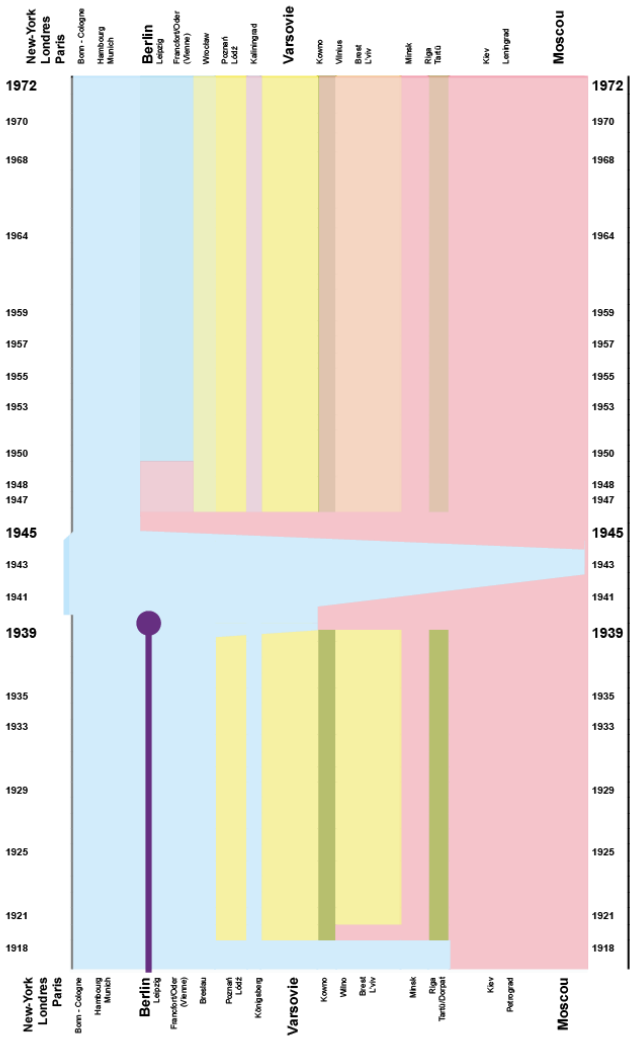
Voraussetzungen und Verfahren der Wiedervereinigung Deutschlands, Francfort/Main, Inst. f. Europäische Politik u. Wirtschaft, 1955, 8071 p.

SCHEUNER, Ulrich (1903-1981)

1	Il naît le 24.12.1903 à Düsseldorf.
2	*Abitur* à Münster. 1925 : thèse en droit à l'Université de Münster ; « Die Lehre vom echten Parlamentarismus – ein Beitrag zur Systematisierung der Erscheinungsformen des parlamentarischen Regimes » [L'enseignement du véritable parlementarisme – une contribution à la systématisation des manifestations du régime parlementaire]. 1928 : examen d'État de la magistrature (*Assessorenexamen*).
3	1928 : assistant à l'Institut de droit public étranger et du droit international de l'empereur Guillaume (*Kaiser-Wilhelm-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*), travaux sur la constitution de Weimar, habilitation. 1933-1940 : Professeur à Iéna. 1.05.1937 : membre de la NSDAP. Il considère le mouvement NS comme une forme allemande de la révolution, légitime, car dépassant l'individualisme, et défendant la pensée collective. Il se spécialise après la guerre en droit des Églises, tenant du courant « antipositiviste » de la théorie du droit 1940-1941 : Professeur à Göttingen 1941-1944 : Professeur à Strasbourg (*Reichsuniversität Straßburg*). 1945-1949 : employé dans une structure de l'église protestante. 1950-1972 : Professeur à Bonn (RFA).

Source :
Biographie sur la page des Archives fédérales allemandes, disponible sous : http://www.bundesarchiv.de/cocoon/barch/0011/z/index.html, consulté le 12.03.2017.

SCHMIDT, Axel (1870-1940)



Ouvrages

1939-1945 :

Osteuropa historisch-politisch gesehen. II. Teil: Polen. Potsdam: Rütten & Loening Verlag, 1942.

1918-1939 :

Ukraine: Land der Zukunft. Berlin: R. Hobbing, 1939.

Ostpreussen—deutsch in Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft. Berlin-Leipzig: W. de Gruyter & Co., 1933.

Gegen den Korridor, Polnische Zeugnisse und Tatsachen. Berlin: E. Runge, 1933.

« Das ukrainische Problem », Volk und Reich. n° 8 (1933), pp. 711—720.

« Denikins Zusammenbruch », Die Ukraine. n° 1 (1920), pp. 3—6.

« Der Umschwung in der Ukraine », Die Ukraine. n° 3 (1920), pp. 57—60.

« Das ukrainische Parteiwesen », Die Ukraine. n° 4 (1920), pp. 80—84.

« Polen oder Moskau », Die Ukraine. n° 5 (1920), pp. 99—102.

« Bolschewistisches Zeugnis für die Stärke der ukrainischen Idee », Die Ukraine. n° 7 (1920), pp. 151—154.

« Die Erhebung der ukrainischen Bauern gegen die Bolschewisten », Die Ukraine. n° 8 (1920), pp. 172—176.

« Der Ideenkampf der Parteien in der Ukraine », Die Ukraine. n° 9 (1920), pp. 195—197.

« Winnitschenko über den grossrussischen Bolschewismus », Die Ukraine. n° 10 (1920), pp. 218—219.

« Die Entente und die Ukraine », Die Ukraine. n° 6 (1919), pp. 129—132.

« Die Ukraine und Grossrussland », Die Ukraine. n° 7-9 (1919), pp. 156—159.

« Zur Lage in der Ukraine », Die Ukraine. n° 10-12 (1919), pp. 227—231.

« Die national-ukrainische Bewegung vor dem Weltkriege », Die Ukraine. n°3 (1919), pp. 57—60.

« Der Sturz des Hetmans », Die Ukraine. n° 2 (1919), pp. 25—29.

SCHMIDT, Axel (1870-1940)

1 Né le 20.10.1870 à Tartu (Dorpat) en Russie (actuelle Estonie).
2 1890-1895 : études de théologie à l'Université de Dorpat.
3 1896-1900 : journaliste à Reval (actuellement Tallinn).
1911 : émigration à Berlin, où il continue une activité de journalisme, premiers contacts avec Paul Rohrbach.
Durant la 1GM : employé par le Ministère des Affaires étrangères allemand, où il est chargé de la revue de la presse russe.
1917-1921 : rédacteur au journal *Deutsche Politik* (politique allemande), dirigé par Paul Rohrbach.
1918 : co-fondateur de l'association germano-ukrainienne à Berlin avec Paul Rohrbach.
1918-1926 : rédacteur de la revue « Ukraine »
1925-1928 : rédacteur au journal *Der deutsche Gedanke* (la pensée allemande).
4 Il meurt dans un accident de voiture à Berlin, le 12.12.1940.

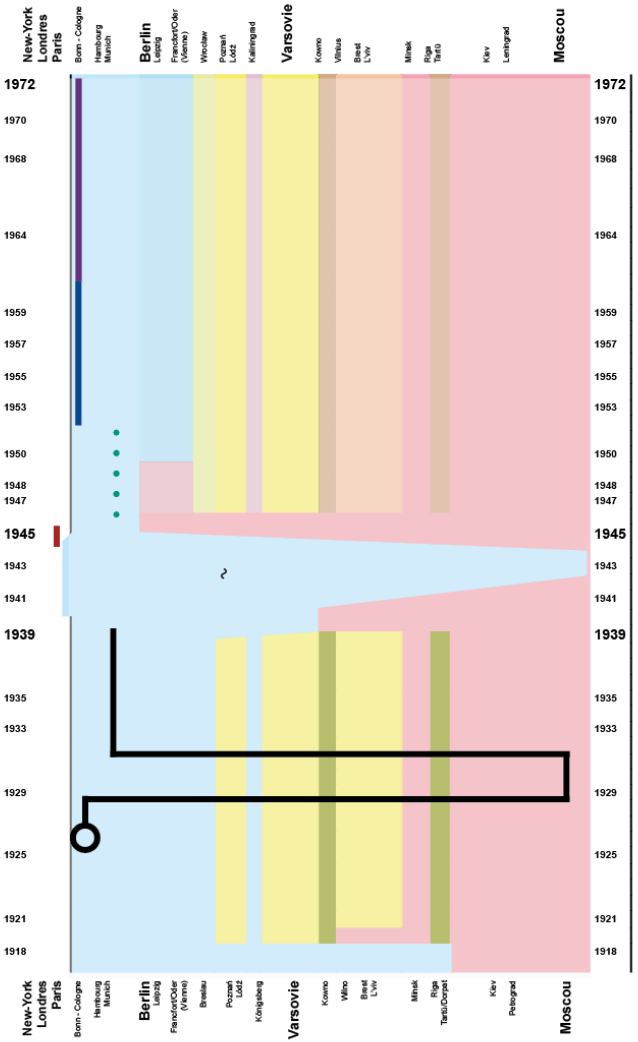
Ouvrages parus avant 1918

« Kann Russland ohne die baltischen Häfen leben? », Deutsche Politik, 1918, n° 13.
Russische Weltverteilungspläne. Jena: E. Diederichs, 1917.
Das Endziel Russlands. Stuttgart: Engelhorn, 1916.
« Die russische Sphinx », Der deutsche Krieg. n° 7. Berlin-Stuttgart: Deutsche Verlags-Anstalt, 1914.

Source :

Rohrbach Paul, « Axel Schmidt, dem Kenner des Ostens zum Gedaechtnis », Ukraine in Vergangenheit und Gegenwart, 4, 1952, pp. 37-40.
Fiche d'autorité de la Bibliothèque nationale allemande, disponible sous : http://d-nb.info/gnd/143546929, consulté le 12.03.2017.

*SCHULZ, Eberhard (*1926)*



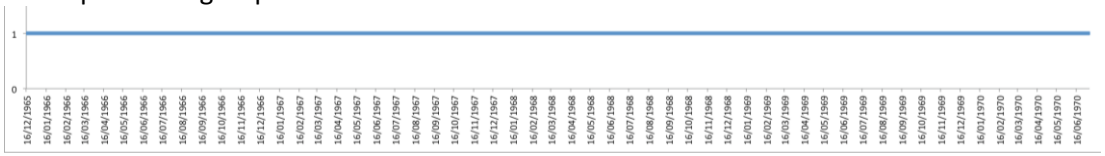
Ouvrages

Avec Hans Dieter Schulz, Braucht der Osten die DDR?, Opladen, Leske, 1968, 119 p.
An Ulbricht führt kein Weg mehr vorbei: Provozierende Thesen z. dt. Frage., Hamburg, Hoffmann u. Campe, 1967, 271 p.
(doctorat) Paulus Vladimiri und das jagiellonische Polen: Eine Unters. zu d. Wirkgn d. ital. Rechtswissenschaft auf d. jagiellon. Staat, Göttingen, 1951, 134 p.

Sources

Correspondance et entretiens.
Mémoires inédites « Von Einfalt zu vielen Falten » .
CV tiré des archives de la DGAP, en anglais de 1977.

Participation au groupe d'étude sur l'Est de la DGAP :



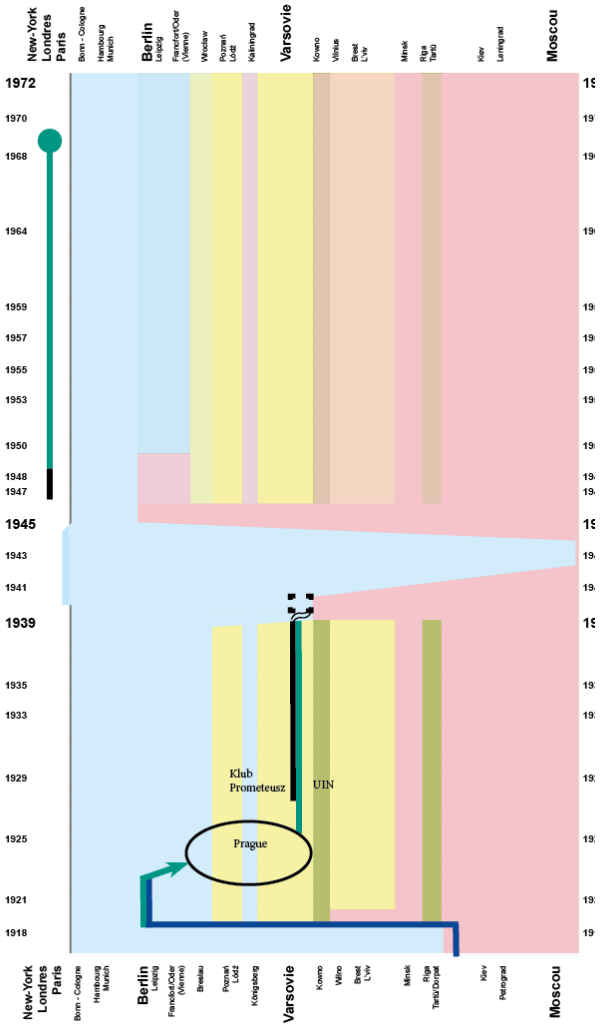
SCHULZ, Eberhardt (*1926)

1	Né en 1926 à Francfort sur le Main. 1929-1932 : Séjour en URSS, à Moscou, où son père travaille.
2	Études d'histoire, de slavistique à l'Université de Göttingen. 1951 : Doctorat sur Paweł Włodkowic (Paulus Vladimiri, 1370-1435), un juriste polonais, défenseur des droits des païens dans le droit canonique (Paulus Vladimiri und das jagiellonische Polen : eine Untersuchung zu den Wirkungen der italienischen Rechtswissenschaft auf den jagiellonischen Staat), sous la direction de H. Heimpel.
3	03.1951 : entrée au Bundespressse Amt (BPA), l'Office de presse du gouvernement ouest-allemand. Étude de la presse et de la radio soviétique, notes et traductions. Veille des questions économiques. 1956-1958 : co-éditeur de la revue *Osteuropa - Wirtschaft* (Europe de l'Est – Économie). 1957 : voyage à Zagreb, à l'occasion de la foire internationale. 1958 : voyage à Poznań, à l'occasion de la foire internationale. Voyage à Wrocław et Moscou, foires internationales. 1958 : employé dans le département publication et documentation de l'agence fédérale pour l'information sur le commerce extérieur (Abteilung Publikation und Dokumentation der Bundesstelle für Außenhandelinformation). 1.04.1961-1964 : journaliste au Kölner Stadtanzeiger. 1965 : directeur du département de l'Est à la Radio Occidentale Allemande (Westdeutscher Rundfunk, WDR). 1965 : responsable du groupe d'étude sur l'Est de la DGAP. 1966 : vice-directeur de l'Institut de Recherche de la DGAP (Forschungsinstitut der DGAP). 1972 : enseignements à l'Université de Bonn : relations internationales. 1977 : secrétaire du comité du Forum RFA-Pologne.
4	1999 : retraite de la DGAP.

Ouvrages parus après 1972 :

« Patriotyzm w zintegrowanej Europie: przykład Niemiec : tł. », Przegląd Zachodni., 2002, vol. 2002, pp. 207-216.
Avec Maria Wagińska-Marzec, « Die Oder überqueren - recenzja », Przegląd Zachodni., 2002, vol. 2002, pp. 168-172.
Avec Maria Wagińska-Marzec, « RFN [Republika Federalna Niemiec] po zmianie rządu », Przegląd Zachodni., 1999, vol. 1999, pp. 35-54.
« Die Doppelkrise im Baltikum und am Golf », EUROPA ARCHIV, 1991, Jahrg, p. 71-80.
« Europäische Sicherheit als ein Aspekt der deutschen Frage », Deutschland Archiv., 1989, vol. 225, pp. 524-532.
Die deutsche Frage und die Nachbarn im Osten: Beiträge zu einer Politik der Verständigung, München, Oldenbourg, 1989, 169 p.
Das « neue politische Denken » und die Deutschen, Köln, Bundesinst. für Ostwiss. u. Internat. Studien, 1989, 88 p.
« Die Bedeutung der politischen Kultur für internationale Verhandlungen », Friedens-Warte., 1988, vol. 6634, pp. 252-260.
« Revolution in der Sowjetunion. », Neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte., 1987, vol. 341987.
« Die Rolle Europas in den Ost-West-Beziehungen », OSTEUROPA, 1987, pp. 3-4.
« Relations between the two Europes », Jerusalem journal of international relations. -, 1986, vol. 823, pp. 65-82.
« Verständigung mit Polen. Eine noch unbewältigte Aufgabe der deutschen Politik », EUROPA ARCHIV, 1986, p. 99-108.
« Neue Nuancen in der sowjetischen Deutschland-Politik », Deutschland Archiv. -, 1986, vol. 1910, p. 1064-1074.
« Bezüge der aktuellen Sicherheitsdiskussion zur deutschen Frage », DEUTSCHLAND ARCHIV, 1985, Jahrg, p. 912-918.
Avec Peter Danylow, Bewegung in der deutschen Frage? Die ausländ. Besorgnisse über d. Entwicklung in d. beiden dt. Staaten, 2., erw. Aufl., Bonn, Europa-Union-Verlag, 1985'', 224 p., 1984, 166 p.
« Die sowjetische Führung vor dem Generationswechsel: mögliche Auswirkungen auf die Sowjetunion und Osteuropa », Europa Archiv, 1982, vol. 3715, pp. 449-458.
Avec Andrzej Krasoń, et Henryk Widłaszewski, Naród niemiecki w Europie = Die deutsche Nation in Europa: wymiary międzynarodowe i historyczne : wybór = internationale und historische Dimensionen, Varsovie, IBWPK, 1983.
GDR foreign policy, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 1982.
Avec Gerhard Wettig, Chancen für einen Wandel in Osteuropa? Generationswechsel im Kreml als Herausforderung für d. Politik d. Westens, Bonn, Europa-Union-Verlag, 1982, 52 p.
Die deutsche Nation in Europa: internat. u. histor. Dimensionen, Bonn, Europa-Union-Verlag, 1982, 272 p.
Avec Josef Füllenbach, Andrzej Krasoń, et Henryk Widłaszewski, Entspannung am Ende?: Chancen und Risiken einer Politik des Modus vivendi = (Koniec odprężenia? : szanse i ryzyko polityki modus vivendi), Varsovie, Instytut Badania Współczesnych Problemów Kapitalizmu, 1981.
Avec Josef Füllenbach, Entspannung am Ende?: Chancen und Risiken einer Politik des Modus vivendi, München; Vienne, R. Oldenbourg, 1980.
(dir.), Die Ostbeziehungen der Europäischen Gemeinschaft: von nationalstaatl. Politik zu gemeinsamer Verantwortung, München, Vienne, Oldenbourg, 1977, 272 p.
Moskau und die europäische Integration, München; Vienne, R. Oldenbourg, 1977'', 1975.

SMAL-STOCKI, Roman (1893-1969)



Ouvrages

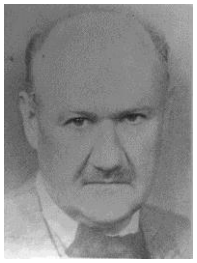
Après 1945 :
The Nationality Problem of the Soviet Union and Russian Communist Imperialism (Milwaukee, 1952), The Captive Nations. Nationalism of the non-Russian Nations on the Soviet Union (New York, 1960), avec C. Manningiem, The History of Modern Bulgarian Literature (1960), rédacteur des revues The Ukrainian Quarterly, The Ukrainian Weekly.

De 1939-1945 :
Die germanisch-deutschen Kultureinflüsse im Spiegel der ukrainischen Sprache, 1942, Leipzig.

Avant 1939 :

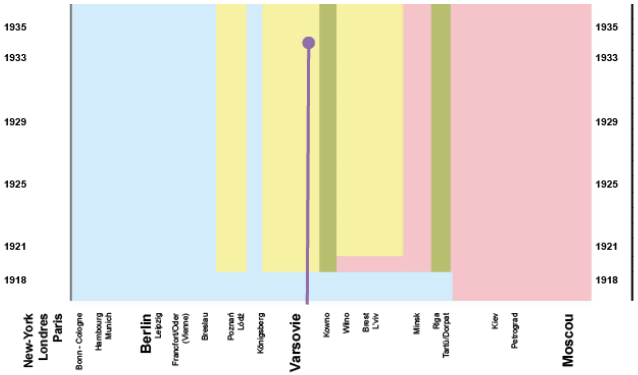
Dans le Biuletyn Polsko-Ukraiński: Vol. 3: 1934 n° 1 p. 10, n° 7 p. 10, n° 9 pp. 9–10, n° 38 p. 10, n° 47 p. 10, Vol. 4: 1935 pp. 159–60, 222, 297, 342, Vol. 5: 1936 pp. 128–129, 175–176, 188–189, 237, 239, 491–492, 518, Vol. 6: 1937 pp. 46, 433–4, 467, Vol. 7: 1938 pp. 356–358

Source :
Andrzej A. Zięba, « Roman Smal-Stocki », http://www.ipsb.nina.gov.pl/index.php/a/roman-smal-stocki, consulté le 12.03.2017.
Oleksa Horbach, « Smal-Stotsky, Roman », 1993, disponible sous : http://www.encyclopediaofukraine.com/display.asp?linkpath=pages%5CS%5CM%5CSmal6StotskyRoman.htm, consulté le 12.03.2017.



	Roman Smal-Stoćkyj / Роман Смаль-Стоцький
1	Né le 8 janvier 1893 à Tchernivtsi en Bucovine. Son père Stepan Smal-Stocki 1859–1938, était un philologue ukrainien, professeur à Tchernivtsi, puis à Prague, à l'Université ukrainienne, après 1921. Roman Smal-Stocki passe sa scolarité à Tchernivtsi.
2	1911 : études linguistiques à Vienne, Leipzig puis Munich. 16.07.1915 : doctorat à Vienne, en linguistique ukrainienne.
3	Il est soldat dans l'armée austro-hongroise durant la 1e Guerre mondiale. Il se met au service de l'Association pour la libération de l'Ukraine (Soyuz Vyzvolennia Ukraiiny, proche des Allemands, dont Paul Rohrbach), et est chargé de recruter les Ukrainiens parmi les prisonniers de l'Armée russe. Fin 1918 : il devient le représentant de la République Populaire d'Ukraine occidentale (Західно-Українська Народна Республіка). 12.05.1919, il part pour la Galicie orientale et se rapproche de la République populaire ukrainienne (Українська Народна Республіка) et de Simon Petlioura. Il se met à son service et part à Berlin, comme conseiller auprès de la représentation de la RPU. Il négocie l'entrée de l'Ukraine dans la SdN, sans succès. 1921 : il représente la RPU en Allemagne. Il commence à enseigner l'ukrainien à l'Académie orientale (Orientalische Akademie). 1922 : Après l'accord germano-soviétique de Rapallo, il se rapproche de la diplomatie polonaise et britannique. 1923 : avec la liquidation de la représentation de la RPU en Allemagne, il se rend en Tchécoslovaquie, où il enseigne l'ukrainien également. 1924 : négociation avec les Polonais, pour la création d'une université ukrainienne en Pologne (qui n'ont pas abouties, l'Institut Scientifique Ukrainien – Ukraiński Instytut Naukowy, UIN, fut créé en ersatz, en 1930). 1926 : co-fondateur du mouvement « Le Prométhée » à Paris. Il participe à l'installation du gouvernement en exil de la RPU à Varsovie, après l'assassinat de S. Petlioura à Paris en mai 1926. Il s'installe à Varsovie. 1927 : il contribue à la revue Affaires de minorités (Sprawy Narodowościowe) 1928 : président du club Prométhée à Varsovie (Klub Prometeusz). Il est le secrétaire général de l'Association ukrainienne des Amis de la Société des Nations, et participe à ce titre chaque année aux rencontres de l'Union Internationales des Amis de la SDN. 1929 : il devient professeur non titulaire à l'Université de Varsovie (profesor nadzwyczajny). 13.03.1930 : il est nommé secrétaire de l'Institut Scientifique Ukrainien (UIN). 1932 : il devient président de la Défense Nationale des Peuples Opprimés de l'URSS. 1933 : il est membre de la Commission d'analyse des questions polono-ukrainiennes (Komisja Badań Zagadnień Polsko-Ukraińskich) avec Marceli Handelsman. 1938 : il effectue plusieurs voyages en Allemagne. 1939 : il fuit à Lwów, puis à Cracovie où il se fait arrêter par la Gestapo, avant d'être libéré. 1945 : il rejoint la zone d'occupation états-unienne de l'Allemagne. 1947 : il arrive à New-York. Puis il s'installe à Milwaukee dans le Wisconsin et enseigne à la Marquette University où il créé en 1949 l'Institut Slave et édite les Marquette Slavic Studies oraz Papers of the Slavic Institute of Marquette University. 1951 : il devient membre du conseil politique du Comité ukrainien du Congrès (États-Unis).
4	Il meurt le 27 avril 1969 à Washington.

SROKOWSKI, Konstanty (1878-1935)



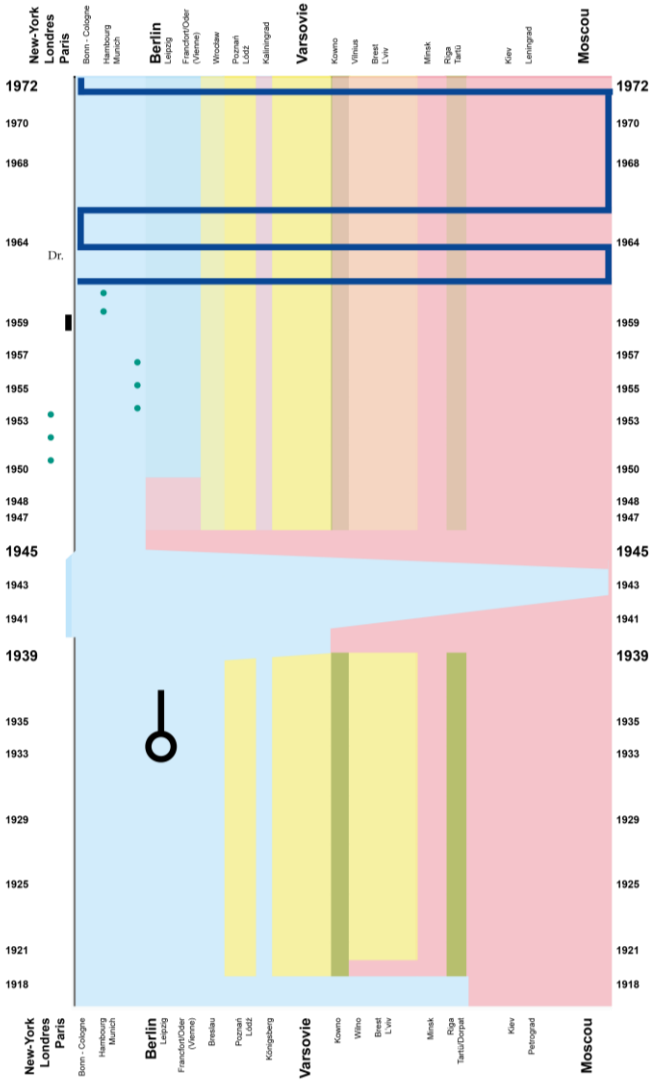
Source :
Andrzej A. Zięba, 'Konstanty Srokowski', dans le dictionnaire biographique polonais en ligne (iPSB), disponible sous : http://www.ipsb.nina.gov.pl/index.php/a/konstanty-srokowski, consulté le 12.03.2017.

Ouvrages :
Opowiadań (1901).
W stolicy białego cara (Lemberg, 1904).
Likwidacja caratu (Lemberg, 1905).
Teorie neoirredentyzmu polskiego (Cracovie, 1912) (collection d'articles de presse).
Upadku imperializmu Austrii (1913).
Sprawy narodowościowej na kresach wschodnich (1924).

SROKOWSKI, Konstanty (1878-1935)

	Nb. À ne pas confondre avec Stanisław Srokowski (1872-1950).
1	Né le 6 février 1878 à Ostrów (actuellement Чорний Острів) près de Lemberg. Il suit une scolarité dans le lycée ukrainien de Lemberg, fondé par les Autrichiens en 1784. Son père avait participé à l'insurrection de 1863, avant de devenir officier dans l'armée autrichienne. Son grand-père maternel était prêtre gréco-catholique (uniate).
3	Il travaille comme journaliste à Lwow, Saint Pétersbourg, et Cracovie. Avant 1899 : Il publie notamment dans le journal ukrainophone *Literaturno-naukovyj vistnyk*. 02.1899 : journaliste pour *Słowo Polskie*, journal libéral, il s'occupe de la chronique culturelle. Fin 1899 : il se rend à Varsovie, pour travailler pour les journaux *Słowo* et *Kurier Polski*. 1900 : engagé par Erazm Piltz (1851-1929) pour le journal pétersbourgeois *Kraj* (pays), il part à Saint Pétersbourg où il écrit sur les questions politiques et plus particulièrement sur la Galicie. Il est également correspondant pour la revue cracovienne *Nowa Reforma* (NR). 1904 : il voyage en Finlande, où il écrit des reportages sur ce pays pour le journal *Gazeta Lwowska*. Mi-1904 : il part à Berlin et Vienne, toujours en correspondant de NR. 11.1904 : retour à Lemberg. Il tombe gravement malade. Il s'en suit une phase difficile, où il écrit des nouvelles, des pièces pour le théâtre mais fait face à la censure. Il écrit ensuite pour des journaux polonophones états-uniens : *Dziennik Chicagowski*, *Zgoda* (Chicago), *Wielkopolanin* (Pittsburg) et pour un journal local : *Nasz Kraj*. Fin 1906 : il part à Cracovie, pour travailler directement pour *Nowa Reforma*. Il rejoint également le Parti polonais démocratique (*Polskie Stronnictwo Demokratyczne*, PSD), il s'intéresse à la question ukrainienne et juive : il promeut une vision d'autonomie culturelle, proche des socialistes autrichiens, s'inquiète de la montée de la violence chez les activistes politiques ukrainiens. 1911 : il fonde avec Wilhelm Feldman et Zofia Daszyńska-Golińska, l'École des Sciences Sociales et Politiques à Cracovie (*Szkoła Nauk Społeczno-Politycznych*) où il est chargé de cours sur le journalisme et la question orientale. 1913: candidat au parlement régional, au cours de la campagne, on lui reproche ses positions antécédentes qu'il avait prises en opposition aux politiques antisémites en Russie et par les mouvements conservateurs polonais. 1914 : il est membre de la section occidentale du Comité Suprême National (*Naczelny Komitet Narodowy*, organisation préfigurant l'État polonais en Galicie). Jusqu'en 1928 : rédacteur au journal proche des démocrates : *Nowa Reforma*. Après 1928 : *Ilustrowany Kurier Codzienny.* 1930 : il est nommé vice-président de l'Association Polonaise pour l'Étude de l'Europe de l'Est et du Proche Orient à Cracovie (*Polski Towarzystwo dla Badań Europy Wschodniej i Bliskiego Wschodu*).
4	Il décède le 19 juin 1935 à Truskawiec (actuellement Трускавець), près de Drohobytch. Ses archives personnelles, confiées à sa fille, Zofia, furent brûlées par la Gestapo, lors de la réquisition de la maison, à l'automne 1939.

*STABREIT, Immo (*1933) (IMEMO)*



Biographie

1	Il naît le 24.01.1933 à Rathenow, près de Berlin. Études secondaires jusqu'en 1951.
2	1951-1953 : Études d'histoire à Princeton, États-Unis. 1953-1957 : études de droit à Heidelberg et Berlin, 1er examen étatique. 1962 : 2e examen étatique. 1963 : doctorat en droit à l'Université de Heidelberg.
3	1959 : stage dans le département financier de la CECA. 1962 : entrée à l'AA, à Bonn. 1962-1963 : formation à l'ambassade de Moscou. 1964-1966 : retour à Bonn, dans le département de l'Est de l'AA. 1966-1971 : envoyé à l'ambassade de la RFA à Moscou. 1971-1974 : vice-directeur de la section URSS, (*stellv. Leiter des Referats Sowjetunion*), avant de partir en mission à l'ambassade à Boston.

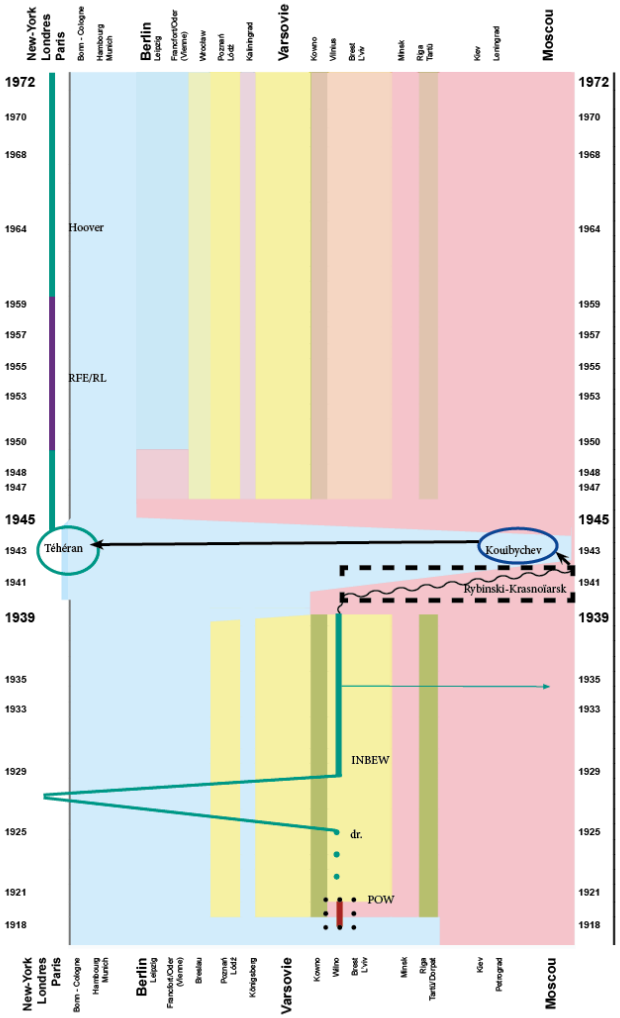
Sources

« Stabreit, Immo » in Munzinger Online/Personen - Internationales Biographisches Archiv, URL: http://www.munzinger.de/document/00000020335, consulté le 12.03.2017.

Entretiens.

Source de la photo :
« Die Geschichte der DGAP », *DGAP e.V.*, 17.08.2011, <https://dgap.org/de/gesellschaft/ueber-uns/geschichte>, consulté le 30.04.2017.

SUKIENNICKI, Wiktor (1901-1983)



Ouvrages

La souveraineté des États en droit international moderne ; préface de A. de Lapradelle. Paris 1927, A. Pedone.

Pruska polityka kolonizacyjna na ziemiach polskich 1886-1919: zarys pruskiego ustawodawstwa rentowego, z przedm. Witolda Staniewicza, Varsovie, 1931, Éditions du Minsitère des réformes agraires (Ministerstwa Reform Rolnych). Traduction: Die preussische Ansiedlungspolitik in den polnischen Gebieten 1886-1919, publication: Warschau Min. f. Agrarreform 1931.

Sprawa sukcesji przez Polskę uprawnień rentowych państwa pruskiego, wynikłych z jego akcji kolonizacyjnej na Wschodzie: przyczynek do wykładni art. 256 Traktatu Wersalskiego, Varsovie 1931, Éditions du Minsitère des réformes agraires (Ministerstwa Reform Rolnych).

Marksowsko-leninowska teoria prawa, 1934.

Ewolucja ustroju ZSRR (1917-1936), 1937.

Konstytucja stalinowska a ustrój radziecki (1937).

« Kolektywizacja rolnictwa w ZSRR w okresie pierwszej pięciolatki ». Dans : Studium prawno-polityczne, Wileński Przegląd Prawniczy, Vol. VIII, n° 10, 1937
Ewolucja ustroju Związku Socjalistycznych Republik Radzieckich w świetle oficjalnych publikacji władzy radzieckiej, Wilno 1938, Instytut Naukowo-Badawczy Europy Wschodniej

Wiktor Sukiennicki (1901-1983)

1	Né le 25 juillet 1901 à Aleksotas, près de Kowno/Kaunas. Scolarité dans l'empire russe, à Rybinsk, au nord de Iaroslavl.
2	Études de droit à l'Université Batory à Wilno (Vilnius). 1925 : doctorat en droit international à l'Université de la Sorbonne à Paris. Séjours de recherche dans les universités à Vienne, Cologne, la Haye et Rome. 1934 : séjour d'études en URSS.
3	Il entre dans la *Polska Organizacja Wojskowa* (POW) à Kowno. 1919 : il participe à la guerre polono-bolchevique. 1929-1939 : enseignant à l'Université de Wilno en théorie du droit. 1930 : directeur de la section de droit de l'Institut scientifique d'études de l'Europe de l'Est (*Instytut Naukowo-Badawczego Europy Wschodniej*, INBEW). 10.1939-06-1940 : séjourne en Lituanie. 06-07.1940 : arrestation et séjour dans le camp de prisonnier à Griazovets, en URSS (à 170 km au nord de Rybinsk). 14.06.1941 : nouvelle arrestation et déportation par le NKVD vers un camp proche de Krasnoïarsk, en Sibérie. 12.1941 : libéré à la suite de l'accord entre le gouvernement polonais en exil et le gouvernement soviétique (accord Sikorski-Maïski du 30.07.1941) : employé comme secrétaire de l'ambassade polonaise à Kouïbychev (Samara) au sud-ouest de l'URSS. 09.1942 : évacuation à Téhéran : premier secrétaire de l'ambassade polonaise à Téhéran. Il y fonde l'association des études perses (*Towarzystwo Studiów Perskich*) et publie la revue Études Iraniennes. 04.1943 : il travaille pour le service d'études du Ministère de l'Information du gouvernement en exil (*Ośrodek Studiów Ministerstwa Informacji i Dokumentacji RP na Bliskim Wschodzie*) et s'occupe du rapatriement des prisonniers polonais en URSS. 1945-1947 : dirige la structure universitaire polonaise, accueillie par l'Université d'Oxford, pour les études de droit (créée en 1940, sous forme associative, intégrée à l'Université en 1944). 1950-1959 : journaliste à la Radio Free Europe/Radio Liberty. 1959 : émigration aux États-Unis où il travaille à l'Institut Hoover, de l'Université Stanford en Californie.
4	Décès le 10 avril 1983 à Stanford aux États-Unis.

Ouvrages parus après 1945 :

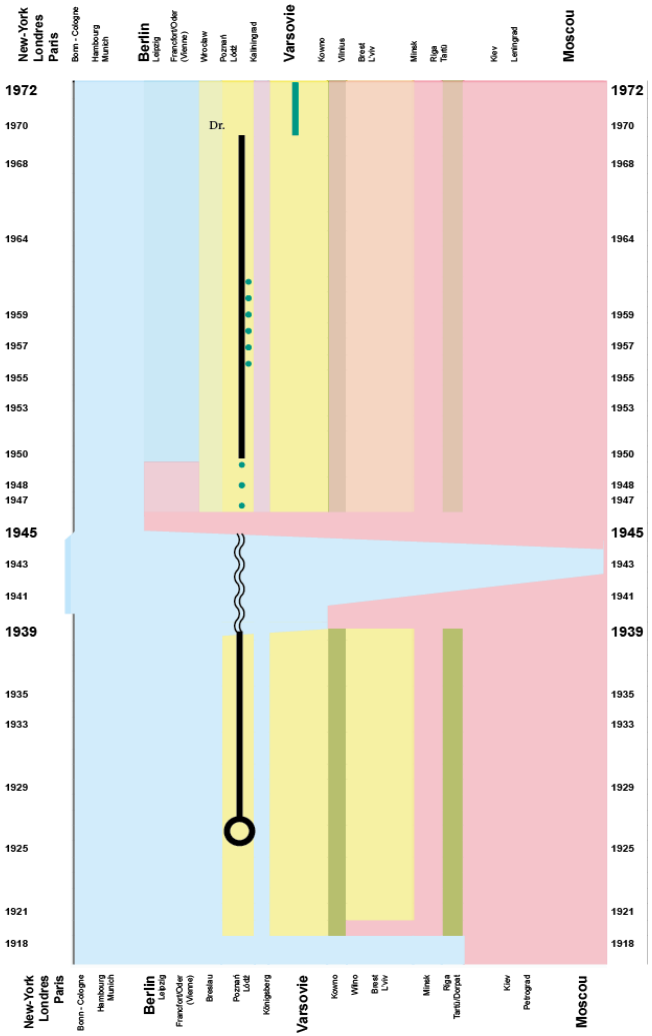
Après 1945 :

À l'Institut REDUTA:

« Stalin a Polska : Odczyt wygłoszony dn. 24 października 1949 r. ». Dans: Wschód Polski, 1949, n° 1 ; « Ustrój państwowy Z.S.R.R. ». Dans: Kurs Spraw Wschodnich., Seria 2, 1949, n° 4 ; « Teoria i metody "rewolucji światowej ». Dans : Kurs Spraw Wschodnich, Seria 2, n° 5, 1949; « Polacy w Z.S.S.R. » Dans : Kurs Spraw Wschodnich, Seria 3, 1949, n° 9 ; « Trzydzieści lat emigracji rosyjskiej » Dans : Kurs Spraw Wschodnich, Seria 1, 1949, n° 13.

Kolumbowy błąd: szkice z historii, teorii i praktyki sowieckiego "komunizmu.", Paris, Instytut Literacki, 1959.
Biała księga. Fakty i dokumenty z okresu dwóch wojen światowych, Paris, Instytut Literacki, 1964.
Legenda i rzeczywistość: wspomnienia i uwagi o dwudziestu latach Uniwersytetu Stefana Batorego w Wilnie, Paris, Instytut Literacki, 1967.
Pół wieku rewolucji rosyjskiej, 1967 ([Kraków] : "V", 1984.)
Ober Ost Land: Ludendorff's "another kingdom" (1915-1918) : a chapter from history of the territories between Germany and Russia during the First World War, Rome, Institutum Historicum Polonicum, 1978.
East Central Europe during World War I: from foreign domination to national independence, edited by Maciej Siekierski, préface de Czesław Miłosz, 2 tomes, New York, Columbia University Press, 1984.
Nieznani lub zapoznani. London : Universitas Polonorum in Exteris, 1981.

TORZECKI, Ryszard (1925-2003)



Ouvrages

1956-1972 :

Kwestia ukraińska w polityce III Rzeszy: 1933-1945, Varsovie, Książka i Wiedza, 1972, 375 p.

« Uwagi na marginesie realizacji wstępnych prób Generalplan Ost », Dzieje Najnowsze, n° 2(1-2), 1971, pp. 245-247.

« Niektóre aspekty hitlerowskiej polityki wobec Ukraińców (1940-1944) », Z dziejów stosunków polsko-radzieckich. Studia i materiały, tome V, Varsovie, 1969.

« Geneza rozłamu w Organizacji Ukraińskich Nacjonalistów », Studia z dziejów ZSRR i Europy Środkowej, 1969, t. V.

« O Rumunii w czasie Drugiej Wojny Światowej (polemika) », Wojskowy Przegląd Historyczny, n° 2 (1967), pp. 417-480.

Ouvrages parus après 1972 :

Après 1989

« Stosunki polsko-ukraińskie od epoki unii lubelskiej do 1945 r. », dans :A. Achmatowicz et alii, (dir.), Europa nieprowincjonalna: przemiany na ziemiach wschodnich dawnej Rzeczypospolitej (Białoruś, Litwa, Łotwa, Ukraina, wschodnie pogranicze III Rzeczypospolitej Polskiej) w latach 1772-1999: praca zbiorowa, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN : « Rytm », 1999, 1495 p.

« Spółdzielczość ukraińska w Galicji w okresie II wojny światowej- recenzja », Dzieje Najnowsze : kwartalnik poświęcony historii XX wieku, 1998, pp. 209-212.

« Proces czternastu - recenzja », Dzieje Najnowsze : kwartalnik poświęcony historii XX wieku, 1998, pp. 222-224.

« Na temat historiografii stosunków polsko-ukraińskich w latach 1918-1956 », Dzieje Najnowsze : kwartalnik poświęcony historii XX wieku, 1998, pp. 103-111.

« Polacy na Ukrainie w latach 1921-1939 - recenzja », Przegląd Wschodni, 1997, pp. 241-243.

Avec Mirosław Czech, et Mirosław Sycz, « Sprawy polsko-ukraińskie w czasie II wojny światowej », Wiadomości Historyczne : czasopismo dla nauczycieli, 1997, pp. 264-276.

« Sprawy polsko-ukraińskie przed i po Jałcie (1944-1945) », dans: Drozdowski M.M. (dir.), Jałta - szkice i polemiki: zbiór studiów, Varsovie, Towarzystwo Miłośników Historii : Instytut Historii Polskiej Akademii Nauk, 1996, 217 p.

« Polacy - Ukraińcy w latach 1939-1948 », Annales Universitatis Mariae Curie-Skodowska. Sectio F, Historia, 1996, pp. 209-215.

« Myśl ekumeniczna metropolity Szeptyckiego a porozumienie Kościoła rzymskokatolickiego z Cerkwi prawosławną », Dzieje Najnowsze : kwartalnik poświęcony historii XX wieku, 1996, pp. 221-226.

« Piłsudski i Petlura w latach 1919-1923 », dans: Ajnenkiel A. (dir.), Międzymorze: Polska i kraje Europy Środkowo-Wschodniej XIX-XX wiek: studia ofiarowane Piotrowi Łossowskiemu w siedemdziesiątą rocznicę urodzin, Varsovie, Instytut Historii PAN [Polskiej Akademii Nauk], 1995, 403 p.

« Stosunki polsko-ukraińskie na powojennych rozdrożach: próba bilansu », Dzieje Najnowsze : kwartalnik poświęcony historii XX wieku, 1995, pp. 91-99.

« Wielki głód na Ukrainie w latach 1931-1933 », Warszawskie Zeszyty Ukrainoznawcze, 1994, pp. 114-116.

« Problemy porozumienia polsko-ukraińskiego w okresie II wojny światowej », Warszawskie Zeszyty Ukrainoznawcze, 1994, pp. 117-120.

Polacy i Ukraińcy: sprawa ukraińska w czasie II wojny światowej na terenie II Rzeczypospolitej, Varsovie, Wydaw. Naukowe PWN, 1993, 348 p.

1972-1989

Kwestia ukraińska w Polsce w latach 1923-1929, Krakw, Wydaw. Literackie, 1989, 467 p.

« Świat kultury i nauki Lwowa (1936-1941) », dans: Albert Zygmunt. (dir.), Kaźń profesorów lwowskich, lipiec 1941 : studia oraz relacje i dokumenty, Wrocław, Wydaw. Uniwersytetu Wrocławskiego, 1989, 382 p.

Mytropołyt Andrij Szeptyćkyj i nacjonalni probłemy, Warszawskie Zapiski Ukrainoznawcze 1989, n° 1.

Kontakty polsko-ukraińskie na tle problemu ukraińskiego w polityce polskiego rządu emigracyjnego i podziemia (1939-1944), Dzieje Najnowsze 1981, n° 1-2.

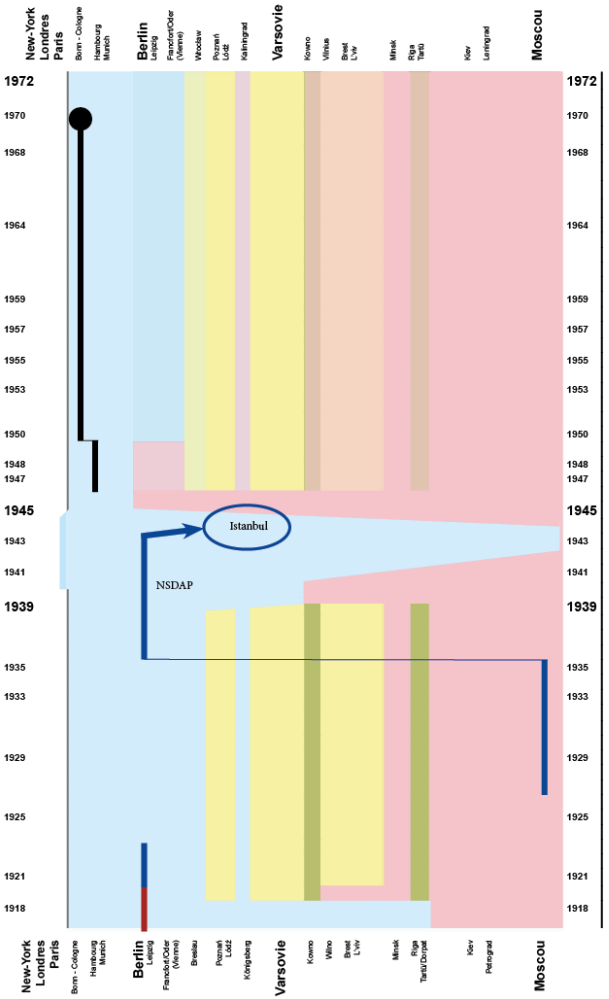
« Polityka hitlerowska wobec okupowanej Ukrainy », dans: Piotr Łossowski (dir.), Związek Radziecki w latach wielkiej wojny narodowej: 1941-1945, Wrocław 1979.

TORZECKI, Ryszard (1925-2003)

1	Il naît le 20.03.1925 à Łódź, où il passe son enfance.
2	1946: fin des études secondaires (*matura*). 1946-1949 : études à l'École principale de Commerce (Szkoła Główna Handlowa), à Łódź. 1956-1962 : études historiques par correspondance à l'Université de Varsovie, maîtrise rédigée sur les relations germano-ukrainiennes. 1970 : doctorat sur les relations germano-ukrainiennes durant la 2e Guerre mondiale. 1986 : habilitation sur la politique envers la minorité ukrainienne de la IIe République polonaise.
3	1939-1945 : Durant la guerre, il est employé de manière forcée par les occupants allemands. 1949-1956 : travail administratif. 1971 : chercheur à l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences polonaise. Recherche dans les archives en Allemagne, Grande-Bretagne. Après 1989 : expert sur les questions de minorités nationales du *Sejm* (diète polonaise).
4	Il décède le 20.07.2003 à Konstancin-Jeziorna, à proximité de Varsovie.

Source : « A Select Bibliography of Ryszard Torzecki », Harvard Ukrainian Studies, Vol. 23, n° 1/2 (juin 1999), pp. 17-24.

TWARDOWSKI, Fritz von (1890-1970) (Diplomate)



Biographie

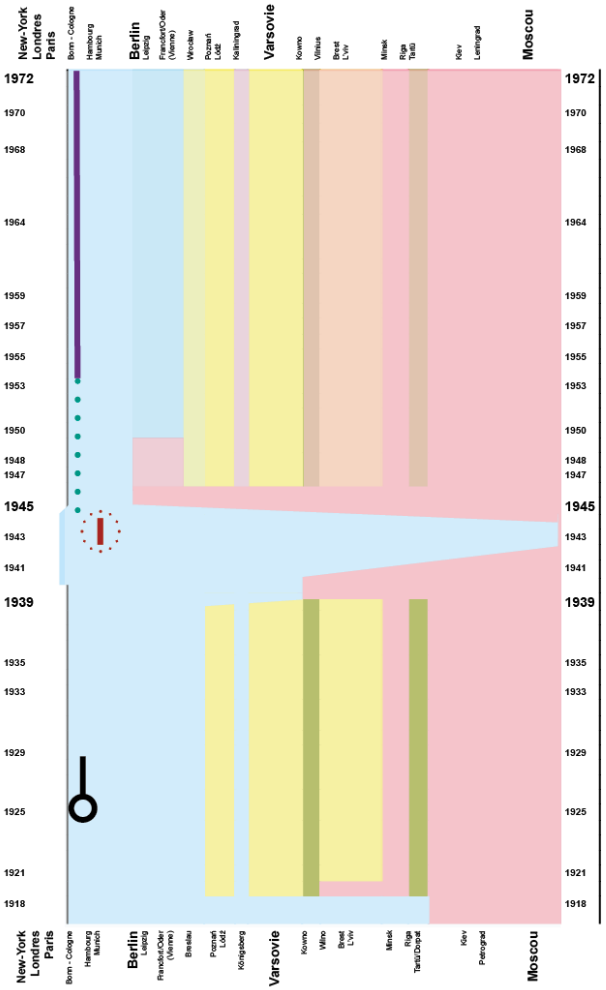
1	Né le 9 juillet 1890 à Metz, dans la Lorraine allemande, d'un père officier. Scolarité en partie à Berlin, où il passe son *Abitur* en 1909.
2	1922 : doctorat en sciences politiques et en droit.
3	1910-1919 : service dans la marine : commandant de sous-marin. 1919-1922 : collaboration à la commission d'enquête parlementaire sur les possibilités de la paix dans la Guerre mondiale (*Friedensmöglichkeit im Weltkrieg*). 1922 : entrée à l'AA. 1928-1935 : conseiller d'ambassade (*Botschaftsrat*) à l'ambassade allemande à Moscou. 5.03.1932 : il se fait tirer dessus dans la rue, il n'est pas visé (la cible était Herbert von Dirksen, l'ambassadeur). Il est blessé légèrement. 1935-1943 : retour à Berlin, il prend la fonction de dirigeant du département culturel de l'AA. 1.03.1940 : entrée à la NSDAP. 1943-1945 : consul général à Istanbul. 07-08.1944 : suspecté de sympathies pour les organisateurs de l'attentat du 20 juillet comme Hitler. 1946 : à Hambourg il travaille pour l'organisation caritative de l'église protestante. 16.12.1950 : entrée au service de presse de l'Allemagne de l'Ouest, puis porte-parole du gouvernement.
4	Décès le 21 septembre 1970 à Vienne.

Sources

SÜTTERLIN Ingmar, Die « Russische Abteilung » des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik, Berlin, Duncker und Humboldt, coll.« Historische Forschungen », n° 51, 1994., pp. 32-33

Biographie des archives fédérales allemandes (Bundesarchiv), disponible sous : http://www.bundesarchiv.de/aktenreichskanzlei/1919-1933/0000/adr/adrsz/kap1_2/para2_120.html, consulté le 12.03.2017.

WAGNER, Wolfgang (1925-2005)



Ouvrages

Die Teilung Europas: Geschichte d. sowjet. Expansion bis z. Spaltung Deutschlands 1918 - 1945, 2. Aufl., Stuttgart, Dt. Verl.-Anst, 1960, 242 p.
Die Teilung Europas: Geschichte d. sowjet. Expansion bis zur Spaltung Deutschlands 1918 - 1945, Stuttgart, Dt. Verl.-Anst, 1959, 242 p.
Traduction: The partitioning of Europe: a history of the Soviet expansion up to the cleavage of Germany; 1918 - 1945, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1959, 239 p.

Die Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges: Auf Grund d. bisher zugängl. Quellen dargest, 2., Durchges. u. erw. Aufl., Stuttgart, Brentano-Verl, 1959, 164 p.

Avec Gotthold Rhode, Quellen zur Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges, Stuttgart, Brentano-Verl, 1956, 291 p.

Die Entstehung der Oder-Neisse-Linie in den diplomatischen Verhandlungen während des Zweiten Weltkrieges: Auf Grund d. bisher zugängl. Quellen dargest, Stuttgart, Brentano-Verl, 1953, 167 p.

WAGNER, Wolfgang (1925-2005)

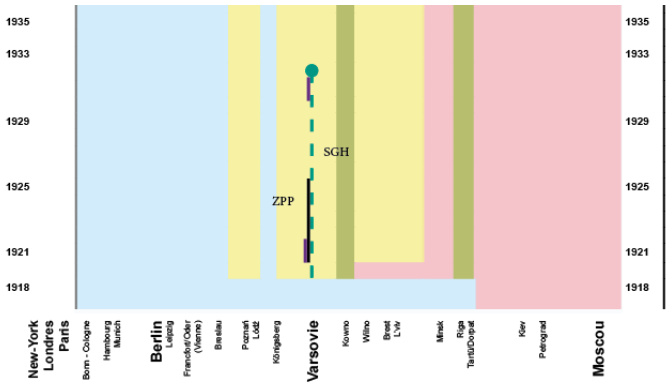
1		Né le 23 aout 1925 à Aix-la-Chapelle.
2		Après 1945, études d'histoire, de philosophie et d'économie à Francfort et Bonn. 1953 : doctorat sur la question de la frontière Oder-Neisse.
3	 	Service militaire dans les « dernières années » de la guerre. Après la guerre, il devient journaliste, tout en poursuivant des études. Il conseille des hommes politiques ouest-allemand en matière de politique étrangère, dont Gerhard Schröder. Dès 1962, il contribue à l'*Europa Archiv*, il entre le comité de rédaction de la revue en 1965. 1966-1968 : après la mort de Cornides, il prend la direction en intérim de la revue *Europa Archiv*. 1971 : il devient rédacteur en chef de la *Hannoversche Allgemeine Zeitung.*

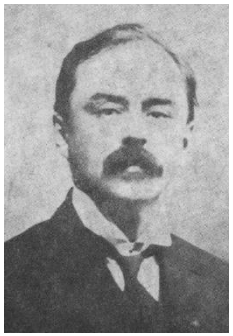
Sources :

Daniel Eisermann, *Außenpolitik und Strategiediskussion: die Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik 1955 bis 1972*, München, Oldenbourg, 1999, 334 p. (p. 202 pour la photo de jeunesse).

Thies J. et W. Wagner (dir.), *Auf der Suche nach der Gestalt Europas: Festschrift für Wolfgang Wagner zum 65. Geburtstag am 23, August 1990*, Bonn, Verl. für Internat. Politik, 1990, 280 p. (pour la photo de 1990, à 65 ans).

WAKAR, Włodzimierz (1885-1933)





Sources :

Kruszka, Kazimierz (dir.), *Polskie Towarzystwo Statystyczne 1912-2012: Praca Zbiorowa*. Varsovie: Zakład Wydawnictw Statystycznych, 2012.

« Wakar Włodzimierz », In : Encyklopedia PWN, disponible sous : http://encyklopedia.pwn.pl/haslo/Wakar-Wlodzimierz;3993466.html, consulté le 12.03.2017.

Biographie

1	Né le 26 août 1885 à Tambow (Тамбов) en Russie, au nord-Est de Voronej.
2	Etudes de droit à l'Université de Saint Pétersbourg.
3	1903 : arrivée à Varsovie. 1915 : employé au *Biuro Pracy Społecznej* (Bureau du travail social, une organisation d'études sociologiques, statistiques, qui devient en 1920 l'Institut d'Économie sociale). Inspirateur du *Związek Zbliżenia Narodów Odrodzonych* (l'association de rapprochement des peuples émancipés). 1920 : Fondateur de la revue *Przymierze* (alliance, fraternité). 1920 : Co-fondateur et premier directeur de l'Institut d'Économie sociale (*Instytut Gospodarstwa Społecznego*). 1921-1925 : employé, puis directeur de l'Association des régions polonaises (*Związek Powiatów Polskich*). Professeur à l'École Principale de Commerce de Varsovie (*Szkoła Główa Handlowa*). 1932 : Fondateur de la revue : *Przegląd Wschodni* (la revue orientale).
4	Décédé le 9 mai 1933 à Varsovie.

Ouvrages

Doświadczenia i błędy naszej polityki zagranicznej wobec zadań chwili, 1926, http://digit.pism.pl/dlibra/docmetadata?id=444&from=&dirids=1&ver_id=&lp=1&QI=2AE30C9AA8B1A9D8F3EC058316B91D18-2, consulté le 12.03.2017.

Polski korytarz czy niemiecka enklawa, 1926.

Zadania państwa samorządu i społeczeństwa w sprawie organizacji oświaty elementarnej i zawodowej : referat wygłoszony wobec Zjazdu Sejmików Rzeczpospolitej Polskiej, 1926.

Stosunki narodowościowe Europy Wschodniej, 1921.

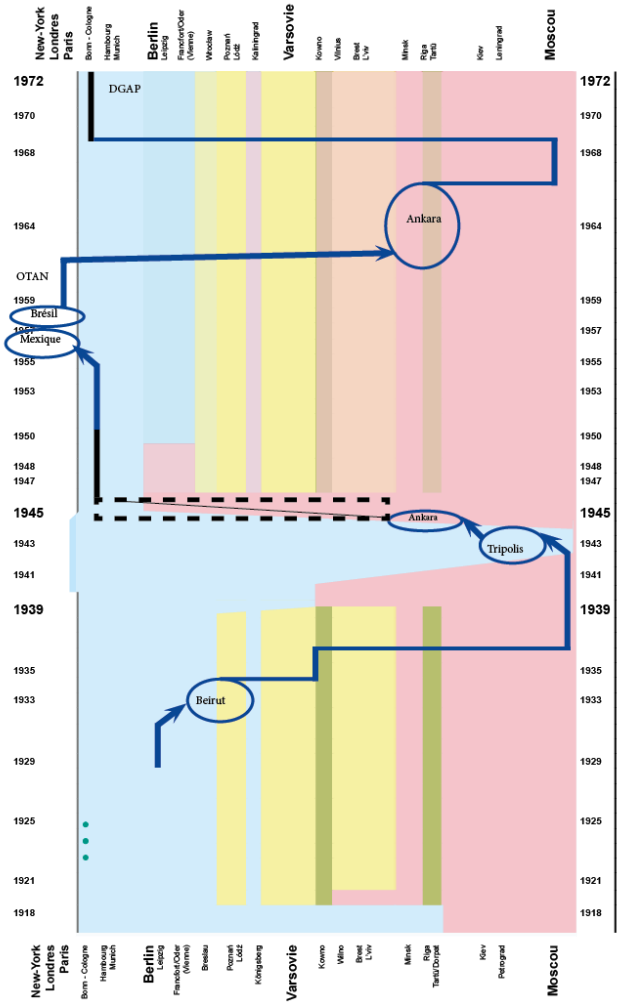
Związek ludów wyzwolonych, 1919. http://rcin.org.pl/dlibra/doccontent?id=37463

avec Nałkowski, Wacław, et alii, W obronie ziemi, 1918. http://rcin.org.pl/Content/37463/WA51_17913_PTG1937-r1918_W-obronie-ziemi.pdf, consulté le 12.03.2017.

Rozwój terytorialny narodowości polskiej, 1917.

Program terytorialny, 1917.

WALTHER, Gebhardt von (1902-1982) (Diplomate)



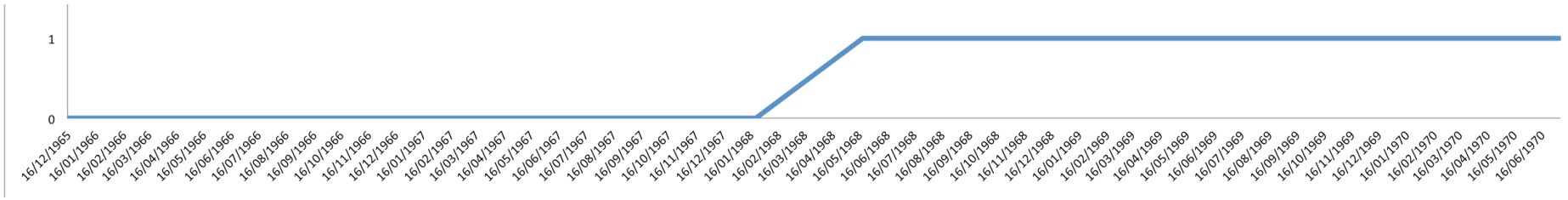
Biographie

1	19.12.1902 : Naissance à Düsseldorf, Allemagne. Scolarité à Düsseldorf et Berlin.
2	Formation professionnelle dans une banque à Cologne et Göttingen. 1926 : doctorat en droit bancaire international. 1932 : examen d'entrée au service consulaire. Apprentissage du russe, du français, anglais et espagnol.
3	1929 : entrée à l'AA (*Auswärtiges Amt*, ministère des Affaires étrangères allemand), en tant qu'attaché. 1932-1934 : envoyé au consulat allemand de Beirut. 1934-1936 : Consul général à Memel. 1936-1941 : secrétaire d'ambassade (Botschaftssekretär) jusqu'en 1940, puis jusqu'en juin 1941 : conseiller (Gesandtschaftsrat) et assistant personnel de l'ambassadeur von der Schulenburg à l'ambassade allemande de Moscou. 1941-1943 : Consul à Tripolis. 1943-1944 : Conseil de l'Ambassade (Botschaftsrat) à Ankara. 1945-1946 : arrestation en Turquie, puis transfert en Allemagne. 1945-1951 : Après la guerre, il travaille dans l'industrie à Düsseldorf, dans un conseil d'administration. 1951-1956 : après la refondation de l'AA, réintégration de la diplomatie ouest-allemande, en tant que conseiller (Gesandtschaftsrat) à l'ambassade à Paris. 01.1956-02.1958 : Ambassadeur ouest-allemand à Mexico (à la suite de F. Twardowski). 06.1958 : Ambassadeur ouest-allemand au Brésil. 04.1959 : Ambassadeur ouest-allemand à l'OTAN, à Paris. 07.1962 : Ambassadeur ouest-allemand à Ankara. 02.1966-03.1968 : Ambassadeur ouest-allemand à Moscou (départ du fait de son opposition à la politique à l'Est de la nouvelle coalition). 1968 : retrait du service diplomatique. 1968-1978 : président de la DGAP.

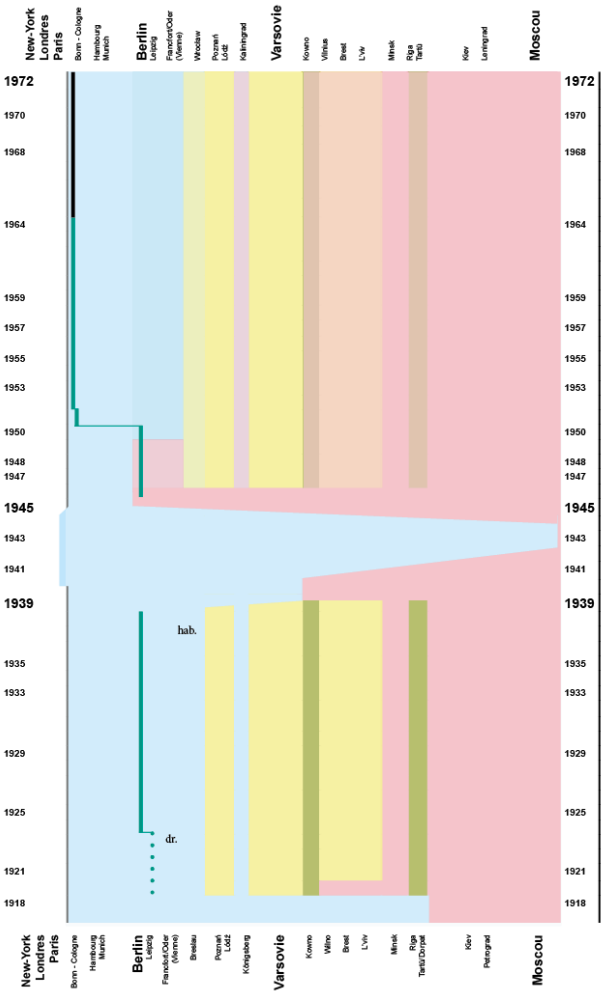
Source :
« Walther, Gebhardt von ». Dans: *Munzinger Online - Internationales Biographisches Archiv*, disponible sous http://www.munzinger.de/document/00000007054, consulté le 12.03.2017.
Description du dossier personnel des Archives Fédérales allemandes (GND:117131830), disponible sous http://www.bundesarchiv.de/cocoon/barch/0011/z/z1961z/kap1_10/para2_7.html, consulté le 12.03.2017.

Source des photos : Europeana : http://www.europeana.eu/portal/en/record/2022037/11088_427A9BFF_4770_4E56_8B17_3ECD4CEDA395.html, consulté le 12.03.2017.
« Die Geschichte der DGAP », *DGAP e.V.*, 17.08.2011, <https://dgap.org/de/gesellschaft/ueber-uns/geschichte>, consulté le 30.04.2017.

Participation au groupe d'étude sur l'Est de la DGAP



WOLTNER, Margarete (1897-1985) (Universitaire)



Biographie

1	Naissance à Riga
2	1916 : études à Saint Petersburg 1919-1923 : études d'histoire et de slavistique à l'Université de Iéna et à Leipzig 17.12.1923 : doctorat en slavistique. 1937 : habilitation
3	1925-1939 : assistante du professeur Max Vasmer, à l'Université de Berlin. 1939 : devient enseignante (Dozentin). 14.06.1946 : professeur et 1950 : professeur titulaire de slavistique à l'Université Humbolt de Berlin (Est). 1950 : Enseignante à l'Université de Mayence (RFA). 1953-1965 : Professeur de slavistique à l'Université de Bonn.

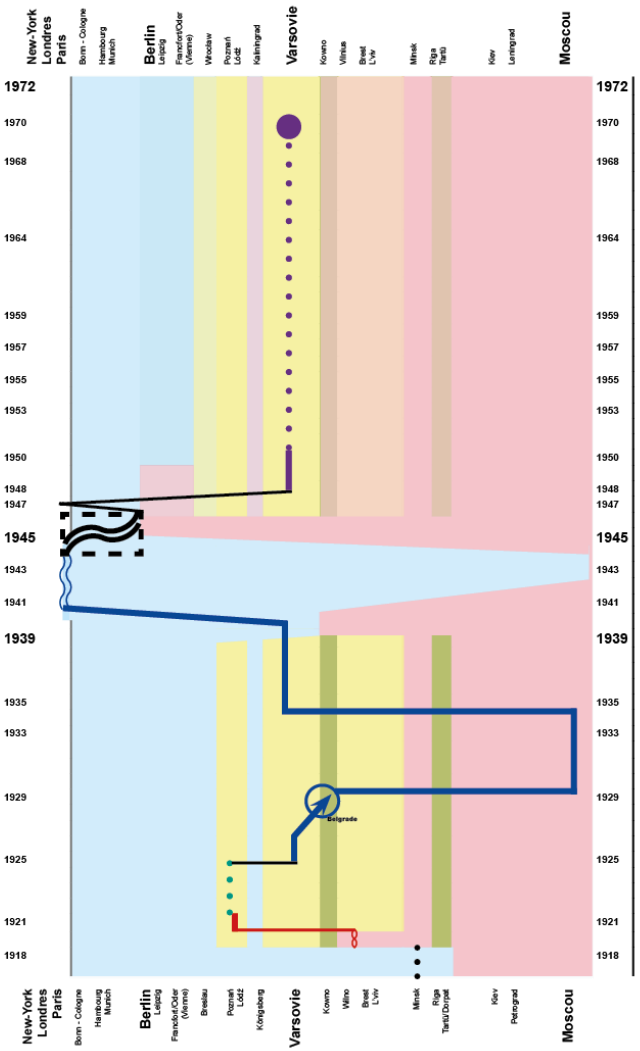
Sources

« Margarete Woltner ». In : *Verzeichnis der Professorinnen und Professoren der Universität Mainz*. Disponible sous : http://gutenberg-biographics.ub.uni-mainz.de/id/d63efaf8-5c1f-4c35-be6e-0b42dcc524bf, consulté le 12.03.2017.

Sturm, G. « NEKROLOG ». Dans : « Memoriam Margarete Woltner ». *Zeitschrift Für Slawistik* 31, n°. 1–6 (1986), pp. 478–480.

Brang, Peter, Herbert Bräuer. « Margarete Woltner † ». In : *Zeitschrift Für Slavische Philologie* 46, n° 1 (1986), pp. XI–XVI.

ZABIEŁŁO, Stanisław (1902-1970)



Ouvrages

Après 1945 :

O rząd i granice: walka dyplomatyczna o sprawę polską w II wojnie światowej, Varsovie, PAX, 1970, 321 p.

Avec T. Cieślak, S. Stanisławska, W. T. Kowalski, et J. Jurkiewicz, *Sprawa polska w czasie drugiej wojny światowej na arenie międzynarodowej: zbiór dokumentów*, Varsovie, Państwowy Instytut Naukowy, 1965.

O rząd i granice: walka dyplomatyczna o sprawę polską w II wojnie światowej, Varsovie, PAX, 1964, 306 p.

Sprawa polska podczas II wojny światowej w świetle pamiętników. Varsovie, 1958.

Avant 1939 :

Polska a Związek Sowiecki: wykład wygłoszony na kursie naukowym dla urzędników MSZ w lipcu 1938 r, [Varsovie, Ministerstwo Spraw Zagranicznych, 1938, 1 p.

Akcja Kominternu: wykład wygłoszony na kursie naukowym dla urzędników służby zagranicznej dn. 14.IV.1937 r., [s.l, s.n, 1937, 24 p.

Rosja Sowiecka: wykład wygłoszony w dn. 3 marca 1936 r. na Kursie Naukowym dla urzędników służby zagranicznej, [Varsovie, Ministerstwo Spraw Zagranicznych, 1936, 43 p.

Autres ouvrages :

Posthume :
Réédition : O rząd i granice: walka dyplomatyczna o sprawę polską w II wojnie światowej, Wyd. 4 popr. i rozsz., Varsovie, Pax, 1986, 273 p.

Traduction de mémoires des diplomates étrangers sur la Pologne :
Anthony Eden, *Pamiętniki 1923-1938*, Varsovie, PAX, 1970, 475 p.
André François-Poncet, *Byłem ambasadorem w Berlinie: wrzesień 1931 - październik 1938*, Varsovie, Pax, 1968, 246 p.
Grigore Gafencu, *Ostatnie dni Europy: podróż dyplomatyczna w 1939 roku*, Varsovie, Pax, 1984.
Nevile Henderson, *Nieudana misja: Berlin 1937-1939*, Varsovie, Pax, 1970.
Jules Laroche, *Polska lat 1926-1935: wspomnienia ambasadora francuskiego*, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1966, 242 p.
Leon Noël, *Agresja niemiecka na Polskę*, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1966, 417 p.

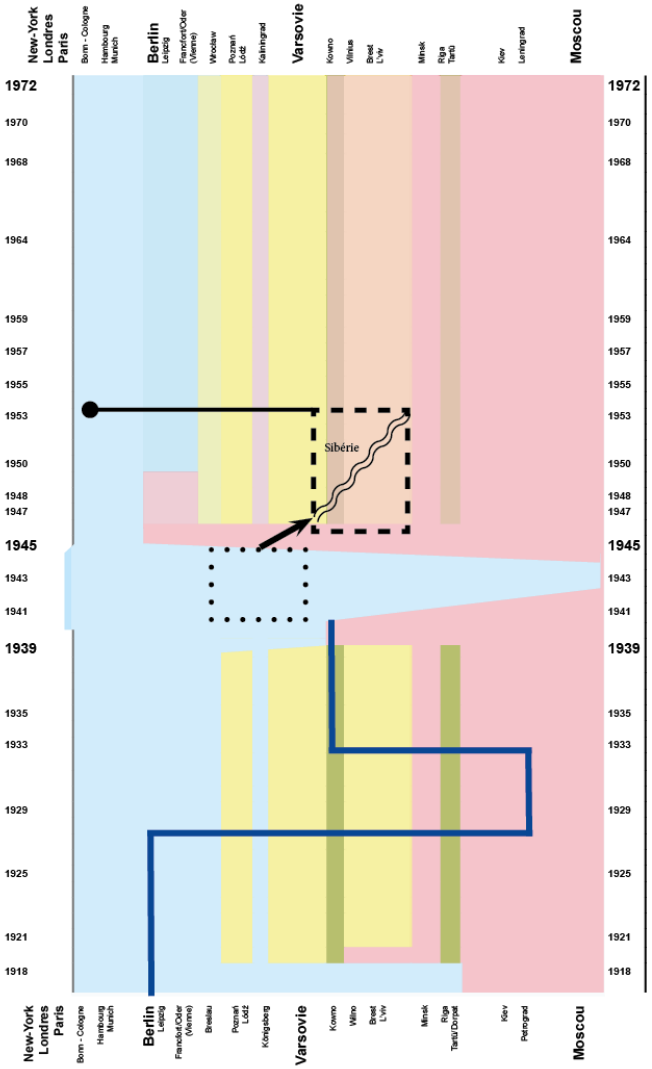
Sources :

Mémoires :
« Bylem w Dorze. Wspomnienia z obozu koncentracyjnego w 25 rocznice wyzwolenia Buchenwaldu », *Życie i Myśl*, 1970, n° 3, pp. 75-85.
W kręgu historii, Varsovie, Pax, 1970, 217 p.
Wspomnienia z lat 1902–1936, Manuscrit inédit, 1969, 574 p.
Na posterunku we Francji, Varsovie, Instytut Wydawniczy PAX, 1967, 306 p.

ZABIEŁŁO, Stanisław (1902-1970)

1	Né le 20.02.1902 à Nowy Dwor, proche de Wilna, dans une famille aristocratique polonaise. Il passe sa scolarité en Bavière à Ettal, Minsk, Wilna et Varsovie. 05.1920 : *matura*.
2	01.1921-06.1924 : études à l'Université de Poznań, termine sa maîtrise de droit. 1921-1923 : président de la jeunesse monarchiste.
3	11-12.1920 : volontaire comme uhlan (lancier) dans la guerre polono-soviétique en Lituanie et Biélorussie. 1924-1925 : service militaire à Leśno, entre Bydgoszcz et Gdańsk, en tant qu'uhlan et formation dans l'école de réserve de la cavalerie. 25.11.1925 : entrée au MSZ. 06.1926-04.1927 : référent des fonctionnaires de 1e catégorie dans le département du personnel. 1928 : il passe son examen de qualification de diplomate, et entre dans le département de l'Est, où il est détaché aux affaires roumaines et hongroises. 1.01.1928-1.02.1929 : attaché de l'ambassade et dirigeant du consulat à l'ambassade polonaise de Belgrade. 1.02.1929-1.12.1934 : il travaille à l'ambassade polonaise en URSS : 2nd puis 1er secrétaire d'ambassade. 1.12.1934-09.1939 : dirigeant de la section soviétique du département de l'Est. 09.1939 : évacuation par la Roumanie avec le gouvernement. 10.1939 : reprise de son activité au MSZ, chargé des affaires de l'Est. 06.1940 : chargé de l'évacuation des Polonais de France, en coopération avec la Croix Rouge Polonaise. 10.12.1942 : arrêté par la police française, livré à la Gestapo, incarcéré à Fresnes près de Paris. 01.1943 : déporté à Buchenwald, stationné dans le camp de Dora. 04.1945 : transporté à Bergen-Belsen. 15.04.1945 : libéré par l'armée britannique. Il séjourne entre Paris et Londres. 08.1947 : il reçoit l'autorisation de rentrer en Pologne, il s'installe à Varsovie et commence bientôt sa coopération au PISM. 1.1.1950 : renvoyé du PISM. Il poursuit sa collaboration avec l'institut mais sur commande. Il devient consultant scientifique-historique pour l'Institut d'édition PAX.
4	Il décède le 3.06.1970 à Varsovie.

ZECHLIN, Erich (1883-1954) (Diplomate)



Biographie

1	Né le 26.06.1883 à Schivelbein en Poméranie (actuellement : Świdwin en Pologne).
2	Apprentissage du polonais et du russe. Études en histoire à Halle, Munich et Berlin. 1907 : doctorat en histoire.
3	1907-1916 : travail dans les archives prusses de Berlin (*Geheime Staatsarchiv*), Danzig et Posen 1916-1918 : Chargé des affaires politiques auprès de l'administration du *Ober-Ost* 1918 : entrée à l'AA : chargé des questions orientales auprès du département de la paix (*Sachverständiger für Ostfragen in der Friedensabteilung*) 1920 : il entre à la section « Pologne » (*Polen-Referat*), sous la direction de Dirksen 1923 : il prend la direction de la section « Pologne » dans le département Europe de l'Est et Scandinavie (*Abteilung IVa Osteuropa und Skandinavien*). 1928-1933 : Consul général à Léningrad 1933-1940 : Ambassadeur (*Gesandter*) à Kowno 1945 : arrestation par la Gestapo à la suite du retrait de la citoyenneté à son frère, Walter Zechlin (1879-1962). 1945-1953 : prisonnier soviétique, travaux forcés en Sibérie. Retour en Allemagne peu avant son décès.
4	Il meurt le 24 octobre 1954 à Malmö en Suède.

Ouvrages

Ostland – Jahrbuch für ostdeutsche Interessen. Vol. 1. Eulitz, Lissa 1912.

« Litauen und seine Probleme ». In : *Internationale Monatsschrift für Wissenschaft, Kunst und Technik*. Vol. 10. 1. 12.1915.

Die Bevölkerungs- und Grundbesitzverteilung im Zartum Polen. Berlin 1916.

« Polen ». In: Gerhard Anschütz und Fritz Berolzheimer (Hrsg.): *Handbuch der Politik*. *Band II: Der Weltkrieg*. Berlin und Leipzig 1920, p. 325.

Sources

Sütterlin Ingmar, *Die « Russische Abteilung » des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, Berlin, Duncker und Humboldt, coll.« Historische Forschungen », n° 51, 1994, pp. 48-49.

Annexe 4 : Les cinq paradigmes de l'expertise (tableaux récapitulatifs)

Représentation de l'Est dans l'imaginaire collectif :

Le mythe des origines à l'Est, de la possession nationale historique de l'Est	La mission nationale à l'Est	L'altérité de l'Est

Fonction de l'Est dans les sociétés allemandes et polonaises :

Le mythe allemand ou polonais des origines à l'Est, tel que défini par l'héritage culturel national.	
La mission nationale allemande ou polonaise à l'Est, telle que définie par l'héritage culturel national	
Définition polonaise de l'altérité soviétique	
Définition allemande de l'altérité soviétique	

Paradigmes de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne

Premiers paradigmes (1918-1945)

Science de l'autre	**Science de l'ennemi**
L'expertise fonctionne comme une transposition de connaissances sur l'Est dans l'imaginaire collectif national, ce qui entre parfois en collision avec ce même imaginaire national.	L'expertise formate les connaissances de l'Est selon l'imaginaire collectif national, pour l'alimenter.

Paradigmes émergeants entre 1945 et 1972

Reprise de la critique soviétique contre la projection allemande ou polonaise à l'Est	**Organisation du dialogue sur la base du *statu quo***	
L'expertise consiste à inverser le discours de la science de l'ennemi, et à critiquer l'adaptation des connaissances sur l'Est à l'imaginaire national.	L'expertise est un vecteur de rationalisation et de légitimation du *statu quo* des frontières de l'après 1945, dont l'URSS est garant. Il n'y a plus de références culturelles nationales.	L'expertise se détache également de l'imaginaire collectif national, pour favoriser une acceptation du *statu quo*, à l'Est de l'Oder-Neisse mais dans le but ultime d'autoriser la réunification allemande.

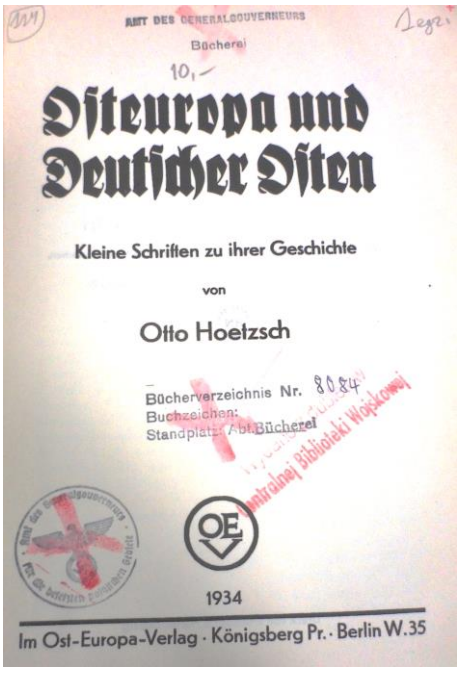
Annexe 5 : Sélection de contributions peu accessibles des experts de l'Est (1917-1956)

Remarques méthodologiques sur la sélection et la présentation des textes d'expertise de l'Est

Dans cet annexes, quelques sources primaires de l'expertise de l'Est allemande et polonaise sont rassemblées, d'une part pour alléger le texte, mais surtout pour redonner une impression condensée de l'évolution du ton de cette expertise.

Cette sélection de textes vise à accompagner la réflexion sur les continuités et les ruptures formelles, linguistiques, lexicales dans l'expertise allemande et polonaise sur l'Est. Nous reproduisons ici quelques textes qui nous semblent intéressants à regarder dans leur version originale, pour souligner la langue, le vocabulaire qu'ils emploient ainsi que les sources, les références mobilisées par les experts, et mettre en évidence les continuités implicites, parfois masquées par une variation lexicale. Certains textes sont accompagnés de commentaires plus exhaustifs car émanant d'un contexte intellectuel et historique qu'il nous a semblé nécessaire de préciser ici.

La focalisation sur la matérialité des traces écrites permet de souligner la localisation physique des textes et redonner une impression des sources disponibles aux experts pour traiter de l'Est, notamment pour le cas de la Pologne, les ouvrages nazis restés dans les bibliothèques après 1945, comme l'exemple ci-dessous :



élàäFigure 71: Page de présentation de l'ouvrage d'Otto Hoetzsch, avec les tampons de l'administration du GG, puis celle de la Bibliothèque Centrale Militaire polonaise

1. Textes accompagnant la Partie I (1917-1939)

Expertises polonaises à la veille de Versailles (1917-1919) : le camp des promoteurs d'une Pologne élargie à l'Est (W. Studnicki, E. Romer, L. Wasilewski) puis expertises allemandes des années 1930.

(1) Władisław Studnicki Die polnische Ostmarkenfrage: Denkschrift für deutsche Staatsmänner (1917, version originale)

Einleitung (S. 3-10)

Der Polnische Staat hat sei Staatswesen als Deutschlands Lehensstaat begonnen: er erhielt von Deutschland das Christentum, die Landwirtschaft und die Handwerker. Die deutsche Landeskolonisation ist so groβ gewesen, daβ sie die polnischen Agrarverhältnisse umgestaltet hat. Auch erhielten polnische Dörfer eine deutsche Dorfverfassung. Die deutsche Handwerkerkolonisation war die Grundlage der polnischen städtischen Bevölkerung. Die polnische Industrie entstand durch deutsche Gewerbekolonisation. Deutsche Kultureinflüsse haben unverwischte Spuren in der polnischen Sprache gelassen, in der zirka 25% der Wörter vom Deutschen abstammen. Diese Einflüsse waren nicht nur in der urpolnischen Geschichte, sondern machten sich in den späteren Zeiten geltend und blieben bis auf die heutigen Tage.

Die polnische Auswanderung nach den Vereinigten Staaten von Nordamerika hat unter dem Einfluss der deutschen Auswanderung begonnen. (…)

Die polnische Philosophie ist eine Wiederstrahlung der deutschen. Die polnische Dichtung, obgleich selbständig, trägt Elemente des deutschen Romantismus. (…)

Die Polen haben in den Adern viel deutsches Blut, ebenso die Deutschen – besonders die Preuβen – polnisches. Die Polen in Litauen und die Preuβen sind sogar verwandte Typen. Die Preuβen haben deutsches, litauisches und slawisches Blut; die Polen in Litauen – polnisches, litauisches und deutsches – dieselben Elemente in anderem Mengenverhältnis. In keiner der Städte in den polnischen Ostmarken sind polnische-russische Ehen so häufig, wie polnisch-deutsche in Posen. Eine Rassenabneigung zwischen den Polen und den Deutschen gab es nicht und gibt es nicht. (S. 4-5)

Polen wird mehr wertvolle Literatur- und Wissenschaftsschöpfung schaffen, wenn es ein unabhängiges Staatswesen bilden wird. Die Polen der deutschen Ostmarkenprovinzen werden sich am meisten als berufen fühlen, Referenten und Uebersetzer der deutschen und polnischen geistigen Schöpfungen zu sein.

Je mehr der preuβische Pole mit deutscher Zivilisation und Kultur ausgerüstet ist, desto leichter wird er eine hervorragende Stellung in Polen finden. Dann wird ein zwangsweises Aufdrängen des Deutschtums den reichsdeutschen Polen gegenüber ein zielloser Anachronismus werden. (S. 9)

Wenn Polen seine Ostmarken besitzen wird, wird es auch Kolonisierungsgebiete haben, die die polnische Bevölkerung aus Deutschland heranziehen werden. (S. 10)

Die Frage der polnischen Ostmark als Vorbedingung des polnisch-deutschen Bündnisses (S. 11-14)

Eine objektive Vorbedingung des polnisch-deutschen Bündnisses ist für Polen der Besitz seiner Ostmark, eigentlich der Länder, welche östlich vom ethnographischen Polen sich befinden, und bisher den Gegenstand des geschichtlichen Streites zwischen Polen und Rußland gebildet haben. (S. 11)

Die innere und äußere Politik Polens, welches sich bis an die Grenze des jetzigen deutschen Okkupationsgebiets erstrecken und die Gouvernements Grodno, Wilno und einen Teil des Gouvernments Minsk besitzen würde, wird durch die Frage der Ostmark gekennzeichnet werden. Ihre Aufgabe wird sein, jene Gouvernements innerlich zu kolonisieren, Eisenbahnverbindungen herzustellen, sie als inneren Markt auszunutzen und die eigene Industrie auf diesen inneren sich allmählich erweiternden Markt zu stützen. Dagegen wird ein rein ethnographisches Polen in den Grenzen des jetzigen Königreichs bestrebt sein, die Provinz Posen wieder zu erlangen, wird vor allem einen äußeren Markt suchen und sich somit auch um die Wiedererlangung der Stadt Danzig bemühen, und bequeme vorteilhafte Verträge mit Rußland suchen.

Ein aus dem Königreich und Westgalizien bestehendes Polen, an Überbevölkerung leiden, einer starken Auswanderung ausgesetzt, wird für Deutschland und die Vereinigten Staaten den fünften Stand liefern, wird bald einen Rücktritt an Geburten aufweisen und wenn es sogar russenfeindlich erhalten werden könnte, so wird es keineswegs genügendes Gegengewicht für die wachsende Kraft Rußlands bilden.

Ohne eine Verschiebung der Grenzen Polens über dessen ethnographische Grenze, besitzt es im Osten in den Berührungspunkten mit Rußland keine natürliche verteidigungsfähige Grenze. Nur die heutige Okkupationsgrenze bildet eine strategisch brauchbare Linie; es gibt bessere nach dem Osten zu, die Linien der Düna und Berezina und nicht so vorteilhafte nach dem Westen zu. Polen kann ein selbständiger politischer Faktor und durch die Furcht vor Rußland nur dann nicht lahmgelegt werden, wenn es die obengennanten Grenzen haben würde. Die Bildung neben Polen eines von Polen unabhängigen unter dem Protektorat Deutschlands bestehenden oder ein deutsches Schutzgebiet darstellenden Herzogtums Litauen – also die Annektierung desselben – w ü r d e e i n e K a t a s t r o p h e f ü r d i e d e u t s c h – p o l n i s c h e n B e z i e h u n g e n b e d e u t e n u n d w ü r d e a u s P o l e n e i n W e r k z e u g d e r r u s s i s c h e n P o l i t i k m a c h e n. (S. 12-13)

Der polnisch-russische Streit um die Ostmark (S. 15-20)

Ein reales Bündnis zur Vorbedingung, daß zwischen den verbündeten Staaten keine prinzipiellen Antagonismen bestehen. Zwischen Rußland und Polen gab es einen solchen in Gestalt Litauens und Rutheniens, welche an Polen durch ein sechs Jahrhunderte währendes Zusammenleben gebunden waren, mit den Elementen des Polentums durchdrungen, von den polnischen kulturellen Einflüssen getragen, welche zwar ein bedeutender Prozentsatz nichtpolnischer Bevölkerung aufzuweisen hatten – doch bildete die letztere nichts mehr als ethnographisches Material. (S. 16)

Die kulturelle Triebkraft des Landes ist polnisch (S. 21-25)

Die Nationalitäten des Landes. (S. 26-29)

Die Weißrussen oder die Weißruthenen. (S. 30-33)

Auf Grund des Klassenantagonismus wurde das ruthenische Volk seiner Verschiedenheit den Polen gegenüber bewußt und daher kam der gewisse Erfolg der Auffassung, daß sie keine Polen seien,

doch entstand aus dieser Negierung eine Bestätigung für die Existenz der ruthenischen oder, wie man heute sagt, ukrainischen Nationalität. Erst unter dem Einfluß der polnischen geistigen Atmosphäre, welche mit dem Haß gegen Rußland durchgedrungen war, entsteht diejenige Auffassung der ruthenischen gebildeten Kreise, welche ebenso die polnische wie die russische nationale Angehörigkeit verwirft. (S. 32)

Die Polen (S. 34-37)

Die Statistik der polnischen Bevölkerung (S. 38-44)

Die Deutschen in Kurland spielen ungefähr dieselbe Rolle, welche die Polen in Litauen spielen: Sie sind natürliche Hegemonen des Landes. Welches Los erwartet das Baltische Land und mindestens das von Rußland abgetrennte Kurland?

Kurland und das Baltische Land bilden eine Verlängerung der Achillesferse, welche Ostpreußen Deutschland gegenüber bildet. Alle von Rußland gegen Preußen geplanten Angriffe, alle während des jetzigen Krieges ausgeführten, waren auf Ostpreußen gerichtet.

Sollten die Deutschen ihre Grenze gefährden wollen? Würde es nicht in ihrem Interesse sein, keine mit Rußland gemeinsame Grenze zu haben? Dürfen sie es aber zulassen, daß Kurland durch das Opfer ihres eigenen Blutes aus dem russischen Joch befreit, aufhört ein Land deutscher Kultur zu sein und daß die deutsche Hegemonie dort ihr Ende nimmt?

Die beste Lösung der Frage Kurlands und die Sicherung der deutschen Kultur für dasselbe scheint mir in der Verbindung Kurlands mit Polen zu liegen (…). (…)

Kurland und das Baltische Land bildeten längere Zeit ein Bindeglied zwischen Rußland und Deutschland, nun sollen sie es zwischen Deutschland und Polen sein. (S. 42)

Polen wird wirtschaftlich ohne sein Ostmark nicht bestehen können, weil das Königreich eine dichtere Landesbevölkerung als Deutschland besitzt und deshalb Kolonisierungsgebiete braucht. Die wichtigsten Wirtschaftsprobleme des polnischen Reiches, wie die Regulierung der Agrarfrage, die Erschaffung eines vermögenden Kleinbesitzes, sind nur unter Einverleibung der Ostmark zu lösen. Die Stützung der polnischen Industrie auf den inneren Markt ist nur unter Einverleibung der schwachindustriellen Ostgebiete möglich, welche einen natürlichen Markt für das Königreich Polen bilden könnten.

Schwierigkeiten nationalpolitischen Charakters sind nicht zu erwarten: Die Weißruthenen assimilieren sich sehr leicht, die Litauer, wenn sie in der polnischer psychologischen Sphäre leben, werden unter Bewahrung ihrer ethnographischen Besonderheit mit den Polen Hand in Hand gehen. Die baltischen Deutschen im wirtschaftlichen und staatsrechtlichen Bündnis mit Polen und im kulturelnationalen Bündnis mit dem Deutschen Reich werden einen das polnisch-deutsche Bündnis festigenden und den Frieden unter den beiden Völkern fördernden Faktor bilden. (S. 44)

Traduction

Introduction (pp. 3-10)

« L'Etat polonais a commencé son existence en tant qu'Etat inféodé à l'Allemagne : il a reçu de l'Allemagne le christianisme, l'agriculture et les artisans. La colonisation rurale allemande a été si grand, qu'elle a remodelé les relations agraires polonaises. Aussi les villages polonais ont hérité de la construction de village allemande. La colonisation allemande des artisans a formé la base de la population urbaine polonaise. L'industrie polonaise a été créée par la colonisation commerciale allemande. Les influences culturelles allemandes ont laissé des traces ineffaçables dans la langue polonaise, dans la mesure où environ 25% des mots du polonais viennent de l'allemand. Ces influences ne sont pas seulement dans l'histoire polonaise ancienne, mais valent pour des périodes plus tardives et sont restées jusqu'à nos jours.

L'émigration polonaise aux États-Unis d'Amérique du Nord a commencé sous l'influence de l'émigration allemande. (...)

La philosophie polonaise n'est que la réflexion de l'allemande. La poésie polonaise, quoiqu'indépendante, porte des éléments du romantisme allemand. (…)

Les Polonais ont dans leurs veines beaucoup de sang allemand, tout comme les Allemands, en particulier les Prussiens – ont du sang polonais. Les Polonais en Lituanie et les Prussiens sont même des types parents. Les Prussiens ont du sang allemand, lituanien et slave : les Polonais en Lituanie – du sang polonais, lituanien et allemand – les mêmes éléments dans des proportions différentes. Dans aucune autre ville dans les marges orientales polonaise, il y a autant de mariages polono-russes que de mariages germano-polonais à Posen. Il n'y a jamais eu de rejet racial entre les Polonais et les Allemands et il n'y en a pas.

La Pologne produira une création littéraire et scientifique beaucoup plus importante, si elle constitue un État indépendant. Les Polonais des provinces des marges orientales allemandes se sentiront plus appelés à être les référents et les traducteurs des créations intellectuelles allemandes et polonaise.

Plus le Polonais prussien sera équipé de civilisation allemande, plus il lui sera facile de trouver une position prédominante en Pologne. Alors, l'imposition forcée de la germanité aux Polonais de l'empire allemand sera un anachronisme vain. (p. 9)

Quand la Pologne possèdera ses territoires orientaux, elle aura des espaces de colonisation, qui attirera la population polonaise d'Allemagne. (Phrase de conclusion, p. 10)

La question des marges orientales polonaises comme pré-condition d'une alliance germano-polonaise. (pp. 11-14)

Une condition objective de l'alliance germano-polonaise est pour la Pologne la possession de ses marges orientales, des pays qui sont en fait à l'Est de la Pologne ethnographique et qui étaient jusque là l'objet de la dispute historique entre la Pologne et la Russie. (p. 11)

La politique interne et extérieure de la Pologne, qui s'étend jusqu'aux frontières de l'actuelle zone d'occupation allemande et qui posséderait la région du gouvernement de Grodno, et une partie de celui de Minsk, sera marqué par la question des marges orientales. Sa mission sera de coloniser ces régions, d'[y] installer des connexions ferroviaires, et de [les] utiliser pour son marché intérieur et d'appuyer sa propre industrie sur ce marché interne se développant continuellement. A l'opposé, une

Pologne purement ethnique dans les frontières actuelles du Royaume [de Pologne] cherchera à reprendre possession de la province de Posen, va avant tout chercher un marché extérieur et ainsi va également s'efforcer de reprendre la ville de Danzig et cherchera des traités confortables et avantageux avec la Russie.

Une Pologne constituée du Royaume [de Pologne] et de la Galicie occidentale, souffrant d'une surpopulation, soumise à une forte émigration, fournira à l'Allemagne et aux États-Unis la cinquième position, montrera bientôt un recul dans les naissances et même si sa russophobie peut être maintenue, elle ne sera en aucun cas en mesure de forger un contrepoids pour la force croissante de la Russie.

Sans un déplacement des frontières de la Pologne au-delà de ses frontières ethnographiques, elle n'a pas de frontières naturelles qu'elle serait en mesure d'utiliser pour sa défense dans les points de contact avec la Russie. Seule la frontière de la zone d'occupation actuelle constitue une ligne stratégiquement utilisable, il y en a des meilleures plus à l'Est, la ligne de la Daugava et de la Berezina, et des moins avantageuses plus à l'ouest. La Pologne peut devenir un facteur politique et ne sera pas paralysée par la peur de la Russie, seulement si elle obtient la frontière mentionnée ci-dessus. La formation à côté de la Pologne d'un Duché de Lituanie indépendant de la Pologne et sous protectorat allemand ou comme espace sous protection allemande – ce qui reviendrait à une annexion – *signifierait une catastrophe pour les relations germano-polonaises et ferait de la Pologne un outil de la politique russe* (pp. 12-13).

La dispute russo-polonaise pour les marges orientales (pp. 15-20)

Une alliance réelle a pour pré-condition qu'il n'existe pas d'antagonismes de principe entre les Etats alliés. Entre la Russie et la Pologne, il y en a eu un dans la forme de la Lituanie et de la Ruthénie, qui étaient rattachés à la Pologne par une cohabitation de six siècles, imprégnés des éléments de la polonité, portés par les influences culturelles polonaises, qui avaient certes un fort pourcentage de population non polonaise – mais celle-ci ne formait rien de plus que du matériel ethnographique.

La force motrice culturelle du pays est polonaise (pp. 21-25)

La nationalité du pays (pp. 26-29)

Les Biélorusses ou les Biéloruthènes (pp. 30-33)

C'est à travers l'antagonisme de classe que le peuple ruthène a pris conscience de sa différence par rapport aux Polonais et par là s'explique le succès de l'idée, qu'ils n'étaient pas des Polonais, cette négation n'a pas pour autant abouti à une confirmation de l'existence de la nationalité ruthène ou ukrainienne, comme on dit aujourd'hui. C'est seulement sous l'influence de l'atmosphère intellectuelle polonaise, qui était imprégné de la haine envers la Russie, que cette conception émerge dans les cercles intellectuels ruthènes, qui rejettent tant l'appartenance nationale polonaise que russe (p. 32).

Les Polonais (pp. 34-37)

La statistique de la population polonaise (pp. 38-44)

Les Allemands jouent en Courlande à peu près le même rôle que les Polonais en Lituanie : ils règnent sans partage [ils sont des hégémons] sur le pays. Quel sort attend le pays baltique et au moins la Courlande séparée de la Russie ?

La Courlande et le pays baltique forment une prolongation du talon d'Achille, que constitue la

Prusse orientale pour l'Allemagne. Toutes les attaques que la Russie a planifiées contre l'Allemagne, durant la guerre actuelle, étaient dirigées contre la Prusse orientale.

Est-ce que les Allemands veulent mettre leur frontière en danger ? Ne serait-ce pas dans leur intérêt de ne pas avoir de frontière commune avec la Russie ? Est-ce qu'ils peuvent accepter que la Courlande, libérée du joug russe par son propre sang, cesse d'être un pays de culture allemande et que l'hégémonie allemande y prenne fin ?

La meilleure solution de la question de la Courlande et la sécurisation de la culture allemande pour celle-ci, me semble reposer dans la liaison de la Courlande avec la Pologne.

La Courlande et le pays balte ont formé pendant longtemps un trait d'union entre la Russie et l'Allemagne, et devrait désormais l'être entre l'Allemagne et la Pologne (p. 42)

La Pologne ne pourra pas subsister sans ses marges orientales, car le Royaume [de Pologne] a une densité de population plus importante que l'Allemagne et a besoin de ce fait d'espace de colonisation. Les plus grands problèmes économiques du Royaume polonais, comme la régulation de la question agraire, la constitution de petites propriétés prospères, ne sont solubles qu'à travers l'incorporation des marges orientales. Le soutien de l'industrie polonaise par le marché intérieur n'est possible que par l'incorporation des territoires orientaux faiblement industrialisés, qui peuvent former un marché naturel pour le Royaume de Pologne.

Les difficultés de nature politique nationale ne sont pas à attendre. Les Ruthènes blancs [Biélorusses] s'assimilent très facilement, quand ils vivent dans la sphère psychologique polonaise, ils vont aller main dans la main avec les Polonais sous condition de leur spécificité ethnographique. Les Allemands de la Baltique dans leur alliance économique et de droit public avec les Polonais et dans leur alliance culturelle-nationale avec l'empire allemand vont renforcer l'alliance polono-allemande et constituer un facteur pacifiant entre les deux peuples.

(2) Eugeniusz Romer: Poland: The Land and the State (1er juillet 1917)

« The study of the preceding maps leads us to the recognition of a general law. Within the Polish state, and at the stage of its greatest development, there existed a sheaf, as it were, of natural highways, with the heart of Poland for its knot, all of which roads gradually faded away to the east beyond the Dnieper. Poland was the natural link between west and east, that function coming to an end beyond the Dnieper. Here, broadly, ended the territory which aroused in states and commonwealths the impulse known in German history as the *Drang nach Osten*. This impulse, indeed, dominates the entire history of Poland; signs of it are not lacking even in the history of France. The reason for this lies in the general arrangement of the river systems in that part of Europe. » (p. 13)

Toutefois, la culture d'un peuple n'est pas déterminée par son environnement géographique :

« A brief summary shows that the topography favorable to eastward racial pressure has attained its climax of development in the basin of the Vistula. That the term *Drang nach Osten* is identified more especially with German history is due not to a greater suitability of the German region to this tendency, but, on the whole, to the way in which the German people have utilized it. This tendency has expressed itself quite differently in Poland's history. In order fully to understand the difference, it is necessary to take into account yet another feature of the Polish region and compare it with the history of Russia. Poland, limited on the south by the Carpathians, is not a plane gradually sloping from there to the sea: it is a broad depression leading from west to east, into which the rivers flow in a concentric direction and out of which they flow into both the Baltic and the Black Sea through deeply cut gorges or winding ravines, across the lake-dotted uplands of the Baltic Heights and the broad plateaus that slope down to the Black Sea. The affluents of the Vistula, more numerous from the east than is the case with any of the other river systems to the west, would indeed seem to have assigned to Poland an eastward expansion on a scale impossible in the west, where the lowland belt is narrower. How different the map of Europe might now be had not the Poles been a people whose social and political institutions were directly opposed to the spirit of conquest! » (p. 15).

Il différencie aussi la Pologne de la Russie :

« Each of these systems, the Russian and the Polish, are mutually connected, but it will be noticed that they are not joined one with the other. This is no accident, for nature has nowhere provided a convenient channel. This separateness of the two regions has been reflected by the course of Polish expansion, whose natural limit was along the Dnieper-Don watershed. » (p. 19)

On retrouve clairement la filiation avec F. Ratzel :

« In these three instances, to which many others might be added, the physiographic law of frontiers is exemplified. Frontiers are, as it were, snap-shots of the life of nations. Being an expression of that life, they can temporarily only, or as a symptom of decay, follow the valleys of main rivers. Main rivers are arteries of national life which cannot, without exposure to fatal blows, be situated on the periphery of a living organism. Hence the vital expansion of a nation always tends to proceed beyond the valleys toward the watersheds. » (p. 16)

Il conclue en affirmant la légitimité polonaise à étendre son gouvernement sur des régions non polonaises :

« It is not strange that Ruthenia, linked to Lithuania by the artery of the Dnieper, submitted to her politically, even if, at first, she dominated her culturally. Nor is it strange that later cultural centers of Ruthenia, located upon the Ukrainian plateau, felt the influence of Poland. A wilderness led to the Dnieper, while the fringing ways of communication, such as the Bug, the Pripet, and the Dniester, were all part of the network of Poland, east-and-west valleys.

It is not strange, therefore, that Poland, physiographically varied, should ultimately have attained the highest degree of culture. In control of all the natural highways of Lithuania and Ruthenia, Poland was predestined to become the territorial link of these three parts of a physical unit. » (p. 25)

(3) Leon Wasilewski : La paix avec l'Ukraine (1917)

pp. 41-47 : en annexe de son texte, la note de protestation des socialistes polonais est reproduite, en voici quelques extraits :

PROTESTATION au nom des partis démocratiques du Royaume de Pologne qui constituent le « Bloc des gauches » contre le Traité de Paix conclu le 9 février 1918 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'une part et la Rada Centrale de la République Ukrainienne de l'autre.

Cette protestation a été remise par le représentant de ces partis, M. L. Baranowski, en mains de M. le Président de la Confédération helvétique et de tous les envoyés diplomatiques à Berne.

Le traité de paix, conclu le 9 février 1918 à Brzesc-Litewski (Brest-Litowsk) entre la Quadruplice et les représentants de la Rada Centrale de la République Ukrainienne, sans la participation d'un délégué quelconque de la nation polonaise ou de l'Etat polonais proclamé par les Empereurs d'Allemagne et d'Autriche dans leur acte du 5 novembre 1916, sépare contre tout droit du territoire de Pologne et spécialement du Royaume de Pologne formé par le Congrès de Vienne en 1815, une contrée de 16.000 km² environ, avec un million d'habitants, polonais dans leur immense majorité.

Ces territoires se composent notamment :

1. de la Podlachie, réunie à la Pologne par acte de la Diète de Lublin en 1569, et après le démembrement de la République polonaise, incorporée au Royaume de Pologne, tel que l'avait formé le Congrès de Vienne, comme partie intégrante du gouvernement de Siedlce. et :

2. du pays de Chelm, Appartenant à la République polonaise dès Tan 1377, formant plusieurs districts du gouvernement de Lublin, dans ce même Royaume de Pologne du Congrès, (jui, en droit, est censé exister encore aujourd'hui.

La population catholique de ces territoires a courageusement conservé sa foi et obstinément maintenu sa nationalité polonaise à laquelle elle a toujours déclaré appartenir, malgré une oppression inouïe des autorités russes, qui voulaient la contraindre à embrasser l'orthodoxie. Le gouvernement russe considérait si bien comme polonaise la majorité des habitants de la Podlachie et du pays de Chelm, de confession catholique, que pour soustraire la minorité orthodoxe, considérée par lui comme russe, à l'influence polonaise, il décida, en 1912, de détacher de ces deux contrées le gouvernement de Chelm et d'y mettre en œuvre le système de la russification à outrance. Pendant la guerre actuelle, après l'occupation de ces territoires par les armées austro-allemandes, les autorités d'occupation ont reconnu comme ukrainienne la partie de la population se rattachant à la religion orthodoxe et demeurée au pays, et inaugurèrent une agitation ukrainienne en se servant dans ce but des Ruthènes de Galicie. Il est à constater que le mouvement ukrainien n'a jamais existé antérieurement.

D'après les statistiques gouvernementales et anti polonaises russes en 1906, élaborées tout à l'avantage des orthodoxes considérés comme Russes, et d'après celles dues aux autorités d'occupation en 1917 à l'avantage celles-là des Ukrainiens, le rapport entre les nationalités polonaise et russe ou ukrainienne, s'établit de manière à démontrer irréfutablement, en vertu même de ces deux statistiques, la grande supériorité numérique de l'élément polonais.

La statistique russe, faite par le Synode orthodoxe, dans le but avéré de préparer la séparation du pays de Chelm du Royaume de Pologne, établit comme suit la proportion entre catholiques (= Polonais) et orthodoxes[1579] (= Russes) dans les districts suivants :

DISTRICTS	Catholiques	Orthodoxes
Pays de Chelm (gouv. de Lublin)		
Krasnotaw	81.7	5.9
Zamosc	76.5	9.5
Bilgorav	64.7	25.9
Chelm	38.8	32.1
Tomaszow	49.8	38.2
Hrubieszow	36.4	47.6
Podlachie (gouv. de Siedlce)		
Konstantynow	77.9	7.6
Biala	52.7	28.8
Radzyn	78.6	3.6
Wlodawa	39.1	38.6

La statistique allemande telle qu'on la trouve dans la publication allemande : Völkerverleilung in Weissrussland (Kowno 1917. Druckerei des Oberbefehlshabers Ost) concerne les districts attribués presque en totalité à l'Ukraine par le traité de Brzesc-Litewski.

DISTRICTS	Polonais	Ukrainiens	Eléments étrangers, Russes, Allemands et autres	Territoire annexé
Tomaszow	36.4	49.5	11	En totalité
Bilgoray	62.7	20.8	9.3	À moitié
Zamosc	73.9	7.6	12.3	Presque en totalité
Krasnostaw	80.2	5.5	10.9	Partiellement
Chelm	34.5	33.5	12.7	En totalité
Lubartow	81.6	1.8	11.5	Partiellement
Hrubieszow	32.1	50.6	16.7	En totalité
Wlodawa	21.4	55.8	16	En totalité

[1579] Nous faisons remarquer en outre que le fait d'appartenir à la religion ortholoxe ne démontre pas à lui seul et dans tous les cas la nationalité russe. Nous en voyons une preuve dans les enrôlements relativement nombreux d'habitants orthodoxes de la contrée dans les légions polonaises de Piłsudski.

Radzyn	72.8	4.4	17.7	Presque en totalité
Biala	33.9	38	21.7	En totalité
Konstantynow	53.5	30.5	13.3	Presque en totalité

En se fondant sur cette statistique, les Etats centraux enlèvent à l'Etat Polonais au profit de l'Ukraine, des territoires dans lesquels le rapport des populations est de 66,2 % de Polonais contre 33,8% d'Ukrainiens, habités, par conséquent, par une forte et indiscutable majorité de Polonais. Le territoire annexé à l'Ukraine surpasse encore de beaucoup en étendue le gouvernement de Chelm tel qu'il a été formé en 1912 sur l'initiative du clergé et des nationalistes Russes.

(…)

Le bloc des partis de gauche du Royaume de Pologne, qui représente les grandes masses populaires et ouvrières polonaises, ainsi qu'une nombreuse population d'intellectuels et de gens cultivés, appuyé en cela par l'opinion unanime de la nation, qui s'est exprimée par des déclarations provenant de tous les partis politiques du Royaume de Pologne, de la Galicie, de la Posnanie, ainsi que des représentants officiels de l'Etat polonais, se sent le droit de remettre entre les mains des représentants de tous les Etats de l'Entente et des neutres, et particulièrement à Votre Excellence une protestation solennelle contre un traité portant une nouvelle atteinte à l'intégrité de la nation polonaise, tout en déclarant :

1. que le traité de Brzesc consacre un nouveau partage de la Pologne.
2. qu'il constitue une annexion de territoires polonais par les gouvernements allemands et autrichiens au profit de la République Ukrainienne leur nouvelle alliée, (…).
3. que c'est une violation flagrante aussi du droit des peuples à décider de leur sort, droit qui a été reconnu également par le même Ministre de la Monarchie Austro- Hongroise.

Le traité du 9 février demeure nul et non avenu pour la nation polonaise, fermement résolue à lutter de toutes ses forces pour conquérir sa liberté et son indépendance, ainsi que le droit pour tous les territoires polonais de proclamer leur union en une seule et même patrie.(…)

(4) Werner Markert sur l'étude de l'Est (1939-1943)

Das Studium Osteuropas als wissenschaftliche und politische Aufgabe

Publié dans *Osteuropa*, avril 1934, n° 9, pp. 395-401.

Publication d'une conférence donnée le 19 février 1934 organisée par la DGO.

« Wir fordern heute – mit Recht – den politischen Studenten, den wissenden Soldaten oder wie man es immer nennen mag. Das heißt zunächst nicht: daß der Student neben dem an sich schon breiten Studium nun 'auch' noch Politik treiben, sich auch noch politisch schulen lassen soll – oder daß er als SA.- oder Arbeitsdienst-Mann daneben auch noch studieren soll. Das hieße entweder außerhalb der großen deutschen Bewegung stehen oder seinen Beruf nicht verstanden haben.

P o l i t i s c h e r S t u d e n t sein heißt: nicht mehr in erster Linie Privatmensch sein, heißt für die Gesamtheit des deutschen Volkes mitverantwortlich denken, heißt für jeden: durch sein Studium und sein Wissen den Platz im Staate suchen, den er sinnvoll mit dem Einsatz seiner ganzen Person im Dienst des Volkes ausfüllen kann (…).

Politik ist nicht mehr eine Aufgabe, die der Regierung jenes alten berühmten 'Nachtwächterstaates' oder den Vertretern bleibt, sondern eine Verpflichtung jeden einzelnen, in seinem Beruf für die Gesamtheit zu seinem bescheidenen Teil mitzudenken. » (p. 395)

« Es ist eines der großen Erlebnisse der letzten Jahre und der politischen Gestaltung des nationalsozialistischen Deutschlands, die Gespaltenheit des deutschen Menschen schwinden zu sehen. Die Spaltung Volk und Staat ist überwunden. Es gibt nicht mehr das eine und jenes berühmte 'andere' Deutschland, an das das Ausland appellieren kann. Es ist der tiefe Sinn der Wahl vom 12. November, dies vor aller Welt dokumentiert zu sehen. (…) » (pp. 395-396)

« In erhöhtem Maße muß das Studium O s t e u r o p a s und darin inbegriffen des d e u t s c h e n O s t e n s die Forderung des politischen Studenten stellen, denn ihr fällt im neuen Staate eine besondere und zwingende Aufgabe zu.

Es ist kein Zufall, daß gerade die politisch lebendigen Kreise der deutschen Jugend in den letzten Jahren sich d e m O s t e n z u w a n d t e n, daß der Seher des deutschen nationalen Sozialismus, Möller van der Bruck, für den Osten das Recht der jungen Völker proklamierte. Vor wenigen Jahren noch studierten mit mir zugleich in Paris ungefähr 1100 reichsdeutsche Studenten, die sich an der schönen, klaren, ausgeformten Welt der westlich bürgerlichen Kultur erfreuten, während ich in Warschau im

letzten Jahre nur 3, in Prag 14 trag, für die dieses Studium bewußten Einsatz und Arbeit auf völligem Neuland bedeutete.

Der Weg des deutschen Sozialismus, der Weg zum deutschen Volke und zum neuen Staate führte und mußte von den nationalstaatlich demokratischen Ideen des Westens und seinen Formen politischen und bürgerlichen Lebens wegführen zum deutschen Osten und außenpolitische zu Ost- und Südosteuropa, - dokumentiert vor aller Welt durch den Austritt aus der Liga der Nationen und den zehnjährigen Vertrag zwischen Deutschland und Polen.

Der Nationalsozialismus, der in seinem Kern und seinem tiefsten Wesen deutsch ist, kann niemals ein Exportartikel, seine auf andere Völker übertragbare Weltanschauung oder Staatsform sein. Er hat aber als Katalysator gewirkt, er weckte die Keime und stärkte die Bewegungen, die in den Völkern des Ostens und Südostens aufgebrochen sind, er wirkt zugleich als ein Vorbild neuer staatlicher Ordnung, denn noch weniger als auf Deutschland paβte das Schema der Nationaldemokratien des Versailler Systems auf diese, und unsere Probleme sind zugleich und in verstärktem Maβe die brennenden Fragen der Ost- und Südoststaaten. Ich erinnere hier besonders an die Tendenz zur Stärkung der autoritären Staatsgewalt und zu staatlichen Wirtschaftsformen von Estland bis nach Rumänien, an die Zunahme der antisemitischen Bewegung – aber an das starke Interesse am Erbhof gesetz in Ländern der Agrarkrise wie der Tschedioslowakei, Rumänien und Jugoslawien, an die Wirkung der Arbeitsbeschaffung besonders in Ostpreußen auf Polen und die Tschechoslowakei. Aber wir haben die Überraschung erlebt, daß zunächst fast überall statt eines völkischen nationalen Sozialismus faschistische Bewegungen entstanden, die sich gegen das deutsche Volk wandten. Der Nationalsozialismus steht heute in ganz Zwischeneuropa gegen die imperialistische und minderheitenfeindliche Idee des Faschismus. Eine Überraschung konnte dies jedoch nur sein, weil wir diese Völker und Staaten selbst nicht genügend kennen und uns, wie auch gegenüber dem Westen, gern den größten Illusionen hingeben. Der Mangel an Kennern des Ostens in der Politik wie in der deutschen Presse ist deshalb heute, wo Deutschland sie braucht, besonders empfindlich. Die Tatsache der Wendung der deutschen Außenpolitik nach Osten und Südosten und die Notwendigkeit der Kenntnis Ost-und Südosteuropas als Grundlage einer sachlichen und aufbauenden Politik rücken das Studium Osteuropas heute unmittelbar in den Bereich des Politischen. Grundvoraussetzung für dieses Studium des Historikers, des Wirtschaftlers wie des Politikers ist dabei aber die Kenntnis der Sprache, des Volkes und des L a n d e s, — sonst bleibt die „Wendung nach dem Osten" gutgemeinte aber wirklichkeitsfremde Ideologie. Wenn heute gesagt wird, der Nationalsozialismus wolle den totalen Staat, so ist nichts falscher als das, — sagte Dr. Goebbels kürzlich in seinem Vortrag in der Hochschule für Politik. Dieses Abrücken vonderidee des faschistischen totalen S t a a t es ist außenpolitisch von

größter Bedeutung. Denn der deutsche Staat ist nicht Selbstzwedc, er dient der Idee, dient dem Volke. Die Verwurzelung im eigenen Volkstum bedeutet zugleich die Anerkennung des fremden und gibt damit den Weg frei für eine Politik im Sinne einer föderativen Neuordnung Europas. Es ist heute schon die grundsätzliche Scheidung deutscher Kulturpolitik gegenüber der französischen und faschistisdien, daß wir, den anderen Völkern nicht unsere Formen oder Ideen aufzwingen wollen, sondern sie gerade in ihrer Eigenständigkeit anerkennen, weil sie da am, echtesten, am wertvollsten sind. Unsere Kulturpolitik ist auf Austausch, auf gegenseitige Achtung und Kennenlernen gegriindet. Hierbei arbeitet die Zeit in den Staaten, in denen sich heute überall die Bewegungen gegen die Vormundschaft französischer Politik und den Anspruch auf allgemeine Gültigkeit der französischen Zivilisation mehren, ausgesprochen für uns.

(p. 397)

Wo aber sind die deutschen Träger dieses völkischen Austausch wieder fehlt es überall an Menschen, die in das Wesen der Völker des Ostens und Südostens einzudringen vermögen und dadurch die Achtung und innere Anerkennung jener Völker gewonnen haben. Und ohne eine breite Schicht der Träger dieses kulturellen Föderalismus fehlt den föderativen Zielen der deutschen Außenpolitik die im einzelnen gestaltende Kraft. Aber es ist nicht nur eine viel zu kleine Gruppe von Menschen, die sich hier als Vorposten mit Ost- und Südosteuropa beschäftigen — die große Mehrzahl der Gebildeten, die jederzeit gern bereit war französisches oder englisches Wesen nachzuäffen, hat immer noch jenes verächtliche Lächeln über die „Osteuropäer" oder „Balkanesen", das diese bei ihrem Aufenthalt oder Studium in Deutschland so verletzt. Diese Haltung der breiten Öffentlichkeit ist zum guten Teil eine Folge der völligen Ahnungslosigkeit, und es ist nicht nur Aufgabe der Publizistik, sondern gerade der Wissenschaft, den Osten und Südosten stärker in unser geschichtliches Bild als eine der großen und fruchtbaren Spannungen europäischer Struktur einzubeziehen und gerade die Eigenwertigkeit und völkische Kraft, anknüpfend an die Tradition Flerders, herauszuarbeiten. Wir können durchaus ehrlich unseren Willen zu einer föderativen Zusammenarbeit Europas ohne imperialistsche Hintergedanken vertreten, und dieses Ziel politisch, verfolgen, weil dies im deutschen Wesen und deshalb im Nationalsozialismus tief begründet ist. Aber vergessen wir auch nicht, clafl unter den morschen Decken nationaldemokratischer Ideologen auch im Osten und Südosten Reichsideen mit alter geschichtlicher Tradition leben, mit denen wir uns werden auseinandersetzen müssen. Die traditionelle russische Europapolitik, die alte übergreifende polnische Reichsidee oder die der Stephanskrone und die aufbrechenden Kräfte der jungen Völker stehen uns hier als lebendige politische Mächte entgegen. Ohne gründliche Kenntnis der russischen, polnischen wie der ungarischen Geschieht e, ohne richtiges Einschätzen ihrer staatlichen K r a f t, die uns der gegenwartspolitisch denkende Historiker vermitteln muß, wird eine positive Zusammenarbeit durch Mißverständnisse und

Enttäuschungen immer wieder getrübt werden. Vor allen Dingen wird es ohne ein Verstehen der politischen Struktur jener Staaten, ohne Kenntnis ihrer historischen Entwicklung, schwierig sein, die Aufgaben der deutschen Volksgruppen in ihren Staatsvölkern zu erkennen, die nicht mehr als ein Bollwerk eines imperialistischen oder geschlagenen Deutschlands den ersten Ansturm gegen das gesamte deutsche Volk tragen sollen, sondern die in der inneren Gemeinschaft des deutschen Volkes von ihrem neuen Boden aus in den Staatsländern den Weg zu positiver, aufbauender Arbeit finden müssen. Und das ist die

(p. 398)

conditio sine qua non für eine Befriedung und Neuordnung Europas.

* *

Das Studium Osteuropas hat vor allem drei politische A u f g a b e n, die nicht nur für heute gelten, sondern die im Wesen der geschichtlichen Wende liegen, die das Jahr 1933 in der europäischen Welt bedeutet: einen größeren Stab verantwortlich, politisch denkender Sprach- und Landeskenner des Ostens auszubilden, die Kenntnis und das Verstehen des Ostens in Deutschland zu vertiefen und dadurch das Verständnis für die deutsche Ostpolitik zu wecken, und schließlich durch verantwortliche wissenschaftliche Beschäftigung mit dem Osten die Brücke zu den Oststaaten zu schlagen und dadurch — was nicht unterschätzt werden darf — in diese Staaten im Sinne einer positiven Zusammenarbeit eines kulturellen Austausches hinüberzuwirken. Noch ein paar Worte über die Art der wissenschaftliche Aufgabe. Die Fragestellung der Geschichtswissenschaft ist ihrem Wesen nach in der Gegenwart begründet und geht letzthin von der politischen Einsicht aus. Die Fragestellung der Wissenschaft des späten Liberalismus, besonders auch in der Osteuropaforschung, die schon ihrem Sachgebiet nach auf die Zusammenarbeit der Wissenschaftler verschiedener Länder angewiesen ist, war deshalb vielfach international. Es war ziemlich gleichgültig, ob über Bakunin in Prag oder in Paris, über Solow-ew in Deutschland oder in Frankreich gearbeitet wurde, es war nur eine Frage der Ehre, auf wessen Seite die bessere wissenschaftliche Leistung war. In. diese Art der Arbeit konnten Emigranten, die den Vorteil der Sprachkenntnis hatten, sich in allen Ländern besonders gut einschalten, es wurde gearbeitet, als ob man im alten. Moskau, in Warschau oder Prag säße. Dabei gelang weder der Einbau in das deutsche Gesdiidatsbild, noch wurde Antwort auf deutsche Fragen gegeben oder das Interesse für den Osten geweckt. Es blieb eine Spezialwissenschaft, eine Art besonders schwieriger internationaler Geheimwissenschaft, der die Studenten peinlich aus dem Wege gingen, während französische und englische Geschichte selbstverständlich in ihren Studienplan gehörte. Gegen diese Vernachlässigung und Isolierung des Osteuropastudiums haben sich deutsche Osteuropa-Forscher und Slawisten schon oftgewandt, ohne daß bisher an den deutschen Hochschulen

viel in diesem Sinne gebessert worden wäre. Bald wird uns die Notwendigkeit dazu zwingen, die Forschung wie das Studium Ost- und Südosteuropas im deutsc he n Sinne planmäßig auszurichten und als politische Aufgabe in den Neubau der deutschen Hochschulen einzubauen. Die Aufgabe ist heute dieselbe, wie vor dem Kriege. Nur die Fragestellungen sind andere, denn die Nachkriegsjahre und besonders

(p. 399)

das Jahr 1933 haben unser Geschiditsbild von Grund auf gewandelt. Wir begnügen uns nicht mehr mit Staats- und Verfassungs-, mit Ideen- und Wirtschaftsgeschichte im alten Sinne als getrennten Gebieten, sondern wir suchen die volle geschidit-lidle Wirklichkeit zu erfassen, wie wir sie selbst in dieser geschichtlichen Zeit mit Bewußtsein erleben. Das V o l k, nicht nur als etwas Gegenwärtiges, sondern als geschichtlich Gewachsenes, sein Wachstum, seine Gliederung, seine biologischen, sittlichen und staatlichen Kräfte, Sprache und Rasse sind in neuem Sinne als politische Einsichten auch stärker in unseren wissenschaftlichen Fragengeworden. Die Erforschung der Volks- und Siedlungsformen, der Stadt- und Sozialgeschichte. der Agarstruktur, der Bevölkerungsbewegung und der Wirt-schaftsverflechtung im Osten und gerade in dem von deutschen und slawischen Volksgruppen zersprengten zwischeneuropäischen Raum ist die dringende Forderung auch zur Erkenntnis der Lage im deutschen Osten, die wir uns heute stellen. Das rein staatliche Denken konnte bisher hauptsächlich von Rußland und Polen, den beiden großen staatlichen Mächten, ausgehen, ein volkspolitisches Denken muß aber heute den südosteuropäischen Raum als notwendige Erweiterung in die Forschung einbeziehen, da diese Fragen nur aus dem gesamten zwischeneuropäischen Raum sinnvoll beantwortet werden können. Wo der einzelne mit seiner Arbeit beginnt, ist dabei letzthin gleidigültig. Wenn er es nur aus der Verbundenheit mit der deutschen Geschichte, aus der Fragestellung deutscher Probleme und aus verantwortlichem, politischem Willen tut. Er kann von der Stadt- und Handelsgeschichte in das Wesen deutscher und polnischer Siedlungs- und Staatsformen eindringen. Er kann über die Bauernbefreiung in Estland und Lettland zu Beginn des 19. Jahrhunderts arbeiten, wenn er dabei die heutige Lage im Baltikum im Sinne hat. Er kann die deutsch-russischen Zollkämpfe nach 1815 untersuchen, um die Lage Ost- und West-preußens zu verstehen. Er kann über Gortschakows Außenpolitik arbeiten, wenn er die Etappen der russischen Asienpolitik bis in die Gegenwart zu erkennen sucht. Er kann über die Heile Alliance arbeiten und dadurch die politische Struktur russisch-europäischer 'Ideologien und des russischen Staates aufzudecken suchen.

Wissenschaftliche Arbeit, auch in allen Ostfragen, als politische Aufgabe, hat nichts mit Aktualitätssucherei zu tun. (…) Nur die Selbstdisziplin und Arbeit der Wissenschaft kann zur anerkannt sachlichen Führung hier befähigen. Das Studium Osteuropas ist heute dringend notwendig, aher noch notwendiger ist es, daß die Studenten nicht bei den Anfangs-arbeiten stecken bleiben, sondern

allmählich einen Stab wissenschaftlicher Arbeiter und Kenner des Ostens in den Dienst dieser politischen Aufgabe stellen können. Daß diese Arbeit über ganz Deutschland planmäßig erfaßt und ausgerichtet werden muß, stellt sich dafür heute immer mehr als Notwendigkeit heraus. Der Mangel an Kathedern und wissensglutlilielaen Arbeitsmöglichkeiten ist allerdings ein großes Hindernis für dieses durch die erforderlichen Sprachkenntnisse schon recht schwierige Wissenschaftsgebiet. Aber dieser Mangel wird nur die „Nur-Studierenden" im Sinne Dr. Fricks abschrecken. Die Ost- und Südostarbeit wird bald viele Menschen brauchen, die die Ostsprachen beherrschen, die Länder kennen und durch wissenschaftliche Arbeit tiefer in das Wesen der Völker Osteuropas eingedrungen sind. Voraussetzung ist dabei, daß sie gerade dadurch ihren politischen Sinn geschärft haben, nicht Privatleute oder unpolitische Spezialisten, sondern eben im besten Sinne „politische Studenten" sind. Der Weg nach Osten heißt auch in der Wissenschaft Kampf. Kampf auf Vorposten um Neuland. Wir haben die Kleinarbeit zu leisten für den Ausbau des Weges, den der Führer uns vorgezeichnet hat. Das ist heute die wissenschaftliche und politische Aufgabe des Osteuropastudiums!

(5) Peter-Heinz Seraphim sur l'antisémistisme en Europe de l'Est (1939)

Peter-Heinz Seraphim, « Der Antisemitismus in Osteuropa » dans *Osteuropa*, 1939, pp. 332-346.

« In Osteuropa dem größten und zahlenmäßig auch heute noch bei weitem wichtigsten Kerngebiet des Judentums hat es in den vergangenen Jahrhunderten und Jahrzehnten wiederholt schwere Auseinandersetzungen der Juden und ihrer Gastvölker gegeben. Auch heute sind hier unleugbar große Spannungsmomente vorhanden. Die Frage des A n t i s e m i t i s m u s ist daher in Osteuropa überaus aktuell. Ist sie sicherlich auch als Teilerscheinung einer antisemitischen Geistehaltung und einer antisemitischen Abwehraktion anzusehen, die wie gerade in den letzten Jahren fast überall in der Welt beobachten können, so hat der Antiseministmus doch in Osteuropa durch die E i g e n a r t d e s J u d e n p r o b l e m s i n d i e s e m R a u m eine bestimmte Ausprägung erhalten. Um diese Eingenart des Antisemitismus in Osteuropa zu verstehen, ist es daher nötig, zuvor die Eigenart des Judenproblems in diesem osteuropäischen Raum hervorzuheben. Naturgemäß kann hier nur einiges angedeutet werden, das den Unterschied des Judenproblems in Ost- und in Westeuropa vergegenständlicht. » (il fait référence à son ouvrage Das Judentum im osteuropäischen Raum, paru en 1939). (p. 332)

« Die Judenfrage im osteuropäischen Raum ist, anders als in Westeuropa, ausgesprochen ein Q u a n t i t ä t s p r o b l e m. Die G e s a m t z a h l der Juden in dem Raum, der Lettland, Litauen, das heutige Polen, den europäischen Teil der Sowjetunion, Rumänien, die Karpathen-Ukraine und die Slovakei einschließt, ist für das Jahr 1930 auf etwa 6 834 000 zu schätzen. »

(Détail statistique et géographique)

« In doppelter Hinsicht hat d e r W e l t k r i e g eine neue Lage der antisemitischen Bewegung geschaffen: durch die grundsätzliche Umgestaltung der politsch-wirtschafltichen Verhältnisse Rußlands durch den B o l s c h e w i s m u s und durch die Neustaatenbildung in Zwischeneuropa, die die bisherigen Minderhieten zu Staatsvölkern, einen Teil der bisherigen Herrschaftsvölker zu völkischen Minderheiten machte. » (pp. 339-340)

« Der B o l s c h e w i s m u s kann seiner ideologischen Haltung entsprechend nicht antisemitische sein. Im Gegenteil, die starke Beteiligung der Juden am Staats- und Wirtschaftsapparat, das Einrücken sehr beträchtlicher Teile der sowjet-russischen Judenheit in die bolschewistische Front mußte die Juden als wertvolle Verbündete des Bolschewismus erscheinen lassen. Es ist charakteristisch, daß die Sowjetregierung bereits im Juni 1918 ein Dekret erließ, das die antisemitische Agitation als

„konterrevolutionär“ bezeichnete. Ganz anders ist das Bild, wenn man die breiten Massen der B e v ö l k e r u n g betrachtet. Vor allem ist ein Teil der städtischen Intelligenz antijüdisch eingestellt, und zwar ist sie, wie Kalinin in einer Rede im November 1926 ausführte, „gegenwärtig nach antisemitischer als zur Zeit des Zarismus“, weil sie die unproportional hohe Beteiligung der Juden am Staats- und Verwaltungsapparat, am Unterrichtswesen, in Wissenschaft, Presse und Kunst als Überfremdung russischen Wesens empfindet. Keineswegs beschränken sich aber diese Stimmungen auf die Reste der „alten Bourgeoisie“, sondern erfassen unzweifelhaft auch die Sowjetintelligenz, Teile der Armee und reichen in breite Kreise der kommunistischen Partei hinein, so daß Bucharin auf der Leningrader Parteikonferenz im Februar 1927 erklärte: „Sogar bei uns in den Kreisen unserer Partei zeigt sich heute eine antisemitische Tendenz, welche die andere Seite des großrussischen Chauvinismus ist.“ Auch bei den Arbeitern und Bauern sind antisemitische Gedankengänge vertreten. » (p. 340)

« Die Tatsache, daß die Juden mit einer oft nur sehr unzureichenden Qualifikation zu leitenden Posten aufsteigen, daß sie physische Arbeit meiden und sich überwiegend der Bürotätigkeit zuwenden, hat diese Stimmungen vertieft, und es ist bezeichnend, daß der Sekretär des Zentralkomitees erklären mußte: „Jetzt die Frage des Antisemitismus zu vertuschen und zu sagen, der Antisemitismus habe bei uns keinen Platz, wäre für uns am gefährlichsten. Wir sehen wie der Antisemitismus unter den Arbeitermassen wächst, nicht nur bei uns in Weißrußland, sondern auch in Moskau, in Leningrad und in einer Reihe anderer Städte.“ Den Umfang dieser antijüdischen Bewegung in der UdSSR exakt zu messen, fehlt die Möglichkeit. Daß aber solche Gedankengänge in der Bevölkerung vorhanden sind, möglicherweise stärker und gewaltsamer als sich nach außen hin zeigt, kann im Ernst kaum bestritten werden. »

« Im östlichen Mitteleuropa hat das Emporheben bisheriger Minderheiten in den Rang von Staatsvölkern und das Herabdrücken Herrschaftsvölker zu völkischen Minderheiten eine Reihe von Veränderungen für die antisemitische Bewegung gebracht. Die größte dieser Minderheitenvolksgruppen, die vor dem Kriege Staatsvolk oder doch nichtstaatliches Herrschaftsvolk waren (Baltikum, Siebenbürgen) ist die d e u t s c h e. Bei ihr setzte sich eine eigentliche antijüdische Bewegung erst mit dem D u r c h b r u c h n a t i o n a l s o z i a l i s t i s c h e r I d e e n durch, und mit der Aufrollung der jüdischen Frage vom rassischen Gesichtspunkt fand eine grundsätzliche Wandlung statt. Die Rückstrahlung dieser Gedanken in die volksdeutschen Gruppen in Osteuropa weckte und vertiefte, zumal in der jüngeren Generation, den Gedanken von der Unmöglichkeit eines auch nur äußerlichen deutsch-jüdischen Zusammengehens das an sich schon durch die Überwindung des

Parlamentarismus in fast allen Städten des Ostraumes gegenstandlos geworden war. » (pp. 340-341)

« Tritt so bei den deutschen Volksgruppen ein neuer Wesenszug des Antisemitismus hervor, so stellt bei den U k r a i n e r n die taktische Haltung zur Judenfrage eine direkte Fortsetzung der Vorkriegspolitik dar. Bei ihnen hatte sich durch die Neuformung Osteuropas praktisch nur ein Wechsel im Herrschaftsvolk vollzogen. Im Kampf um ihre nationalen Forderungen haben die ukrainischen Kreise in politisch-taktischer Beziehung gelegentlich Fühlung mit den Juden gesucht. Das gilt sowohl für die Übergangszeit der Jahre 1918-1922, in denen die Ukrainer vor allem auch in der jüdischen Weltpresse einen Bundesgenossen suchten, wie auch für den Kampf der Ukrainer gegen Polen, in dem ein jüdisch-ukrainisches parlamentarisches Zusammengehen angestrebt und 1922 im sog. 'Minderheitenblock' (Ukrainer, Deutsche, Juden) auch erreicht wurde. Alle diese Versuche blieben jedoch nur auf der parlamentarische Ebene. Dieses äußere Verhalten war jedoch lediglich durch taktische Erwägungen bedingt. Das i n n e r e Verhältnis beider Völker auf dem ukrainischen Siedlungsgebiet Polens wird durch den u n v e r k e n ba r e n A n t i s e m i t i s m u s des ukrainischen Bauern und durch das Erstarken der wirtschaftlichen Organisation des Ukrainertums bestimmt wird. Durch den Ausbau des u k r a i n i s c h e n G e n o s s e n s c h a f t s w e s e n s in Ostgalizien ist tatsächlich eine Einengung des jüdischen Handels herbeigeführt und damit naturgemäß der jüdisch-ukrainische Antagonismus verschärft worden. Aber auch in den Städten in die die Ukrainer infolge der agrarischen Überbevölkerung abwanderten stießen sie auf die Juden als Inhaber der wirtschaftlichen Machtposition.

2. Textes accompagnant la partie II (1939-1956)

(1) Les canons de l'expertise de l'Est allemandes ou les efforts de vulgarisation par G. Rhode

Articles parus dans « Die christliche Welt », 1939, vol. 53, n° 15 et 16.

Gotthold RHODE : « Die Ukrainer. Volk und Staat. », n° 53/15, pp. 591-596.

pp. 591-592 :

> « Es gibt kein großes europäisches Volk, das im europäischen Westen und auch in Deutschland so wenig bekannt wäre wie das ukrainische – die europäische Interessenlosigkeit gegenüber den Verhältnissen in Osteuropa, die auch heute noch andauernde jahrhundertelange Staatenlosigkeit und die ebenso lange gewaltsame Unterdrückung der Ukrainer durch ihre slawischen Brüder, Russen und Polen, sind schuld daran. Und doch sind die Ukrainer ein Volk, dessen Kopfzahl der des französischen gleichkommt und dessen geschlossenes Siedelgebiet ungefähr den gleichen Flächeninhalt wie das heutige Deutsche Reich umfaßt. »

Il poursuit en soulignant l'importance de l'Ukraine pour l'avenir de l'Europe, en écho au titre de l'ouvrage d'Axel Schmidt, cité plus haut. G. Rhode décrit la taille du peuple, la spécificité de sa langue et dénonce l'injustice de la méconnaissance dont souffre l'Ukraine, jusqu'au déni de son propre nom. En effet, ses voisins ne reconnaissent même pas le terme Ukraine et préfère utiliser « Petit-Russe » ou « Ruthène » pour parler des Ukrainiens, alors qu'ils sont porteurs d'une « spécificité raciale » :

> « Außer der Sprache unterscheidet den Ukrainer von den Russen die rassische Sonderstellung – die Ukrainer sind größer und langbeiniger, sie stehen dem slawischen Urvolk rassisch näher als die stark mit Finnen vermischten Russen – und die Einstellung zum Leben. Der Ukrainer kennt nicht die grüblerische, analysierende und pessimistische Haltung der Russen, er ist bei allem Hang zur Schwermut lebensfroh, unkompliziert und aufbaufreudig. Auch sind ihm Leibeneigenschaft und der russische Zwangskommunismus der Dorfgemeinschaft, das Mir-System, ursprünglich fremd und entsprechen seinem Wesen nicht; der Ukrainer ist ein Mensch der freien und freiwilligen Gemeinschaft, in der er ganz augeben kann. »

G. Rhode reprend ici la rhétorique de la « pureté » ethnique des Ukrainiens, tout en reprenant la théorie normande de la fondation de la culture/nation russe, cette fois pour discréditer les Russes. Il s'inscrit dans la lecture radicale d'un rejet collectif par la nation ukrainienne du communisme, alors qu'il le serait pleinement par les Russes.

La suite de son texte est dédiée aux frontières de l'espace de colonisation ukrainien, du Bug à la Mer noire, et aux zones marécageuses au nord. C'est un espace qu'il décrit être sans frontières naturelles. Il s'intéresse ensuite à la maturité politique des Ukrainiens, qu'il présente comme étant variable, avec une partie significative de cette population qui ne s'identifie pas comme Ukrainienne, mais comme

« autochtone » (*hiesig*). Vient ensuite une description à grands traits de l'histoire ukrainienne, en commençant classiquement par l'arrivée des Varègues. Il se réfère à cette occasion à Mykhailo Hrushevsky, historien ukrainien (1866-1934), figure majeure de l'historiographie ukrainienne, proche de Pétlioura.

pp. 593-594 :

G. Rhode se réfère aux grandes étapes de l'histoire ukrainienne, en insistant sur les premières rencontres entre les Ukrainiens et les Allemands, sous les règnes d'Henri II et III. Cette communication fut rompue par l'invasion des « hordes mongoles », qui repousse les Ukrainiens dans le royaume de Galicie-Volhynie au XIII^{e} siècle.
L'histoire ukrainienne se fond peu à peu à celle de ses voisins qui l'incorporent et ouvrent la longue période de l'existence sans État du peuple ukrainien. Dans un premier temps, les Lituaniens, qui laissent encore une grande liberté au peuple ukrainien, reprenant même la langue ukrainienne comme langue d'administration. La situation se gâte lorsque la Lituanie conclue une union avec la Pologne. L'élite ukrainienne est polonisée et catholicisée et le peuple ukrainien est laissé à la merci des seigneurs polonais, qui l'exploite. En réaction, les Cosaques se sont organisés en groupe autogéré, qui ont lutté contre la présence polonaise en Ukraine, avant de s'allier aux Russes par l'Union de Pereïaslav de 1654, signé pour les Cosaques par Bogdan Khmelnitski. Après cela, les Russes et les Polonais se partagèrent le territoire ukrainien. G. Rhode cite un autre leader ukrainien tente à nouveau d'obtenir l'indépendance ukrainienne : Ivan Mazepa, avec l'aide des Suédois, au début du XVIII^{e} siècle. Ces tentatives ukrainiennes aboutissent à une répression russe d'une violence croissante, allant finalement jusqu'à l'interdiction de l'usage de la langue ukrainienne dans les publications de Russie au XIX^{e} siècle.

Après cette chronologie de la perte de l'existence étatique ukrainienne, G. Rhode s'attache à décrire l'éveil national des Ukrainiens, particulièrement dans l'empire austro-hongrois, en Galicie orientale. Cet éveil galicien alimente les aspirations ukrainiennes dans la partie russe, jusqu'à la 1^{e} Guerre mondiale.

pp. 595-596.

> « Der Weltkrieg und die russische Revolution schienen die Erfüllung der ukrainischen Wünsche bringen zu sollen; am 21.11.1917 wurde die Schaffung einer Ukrainischen Volksrepublik feierlich verkündet, die alsbald selbstständig an den Brest-Litowsker Friedensverhandlungen mit Deutschland teilnahm und in bewuβtem Gegensatz zur Sowjetrepublik stand. Im Frühjahr 1918 rückten deshalb deutsche Truppen in die Ukraine ein, um sie vor den Bolschewisten zu schützen. Leider aber gelang es den Ukrainern nicht, ihr Staatswesen rasch aufzubauen; die erste Regierung verlor sich in sozialrevolutionären Ideen, der unter deutschen EInfluβ eingeseβte Hetman Skoropadskyi aber blieb seiner monarchistischen und reaktionären Haltung wegen unpopulär. Nach dem Abzug der deutschen Truppen vermochte er sich nicht mehr zu halten, er wurde von der national-ukrainischen Bewegung unter Petljura gestürzt. In den folgenden Jahren brach die ukrainische Selbstständigkeit unter den Schlägen der Sowjetrussen und im Chaos der Kämpfe zwischen Weiβ und Rot zusammen; die in Ostgalizien ausgerufene Westukraine war dem polnischen Vordringen zum Opfer gefallen. Der letzte Versuch der Ukrainer, die Unabhängigkeit zusammen mit Polen um den Preis der Westgebiete zu erkämpfen, scheiterte durch den Treubruch Pilsudskis. Der Frieden von Riga (1921) beschloβ eine neue Teilung der Ukraine zwischen der Sowjetunion und Polen. »

Ainsi, l'Ukraine fut soviétisée, et G. Rhode indique qu'un signe de la fiction de l'État soviétique ukrainien est la forte présence de Russes et de juifs dans l'appareil administratif de cet État. Il termine ainsi cet article par un panorama de la population ukrainienne, répartie sous la gouvernance des États voisins : la Pologne, avec 7 millions d'Ukrainiens et une lutte politique acharnée, surtout sur le plan relgieux, sur lequel il veut revenir dans un article prochain. Puis en Roumanie, Hongrie, où les Ukrainiens sont moins nombreux, avec le cas particulier de l'Ukraine carpathique, rattachée récemment à la Hongrie. Il conclue sur la question ukrainienne en revenant sur le lien particulier entre les Ukrainiens et les Allemands.

> « Daβ die Lösung der ukrainischen Frage erfolgen muβ und wird, unterliegt keinem Zweifel; ein Vierzigmillionenvolk kann auf die Dauer nicht ohne eigene Staatlichkeit bleiben. In Deutschland aber wird man das Geschick dieses Volkes, das von allen slawischen Völkern sich stets durch besondere Deutschfreundlichkeit ausgezeichnet hat und dem aus einer Zusammenarbeit mit Deutschland groβe wirtschafltiche Aussichten erwachen können, mit besonderer Anteilnahme verfolgen. »

(2) Traces de la guerre : textes conservés à la Bibliothèque nationale de Varsovie, produits par le IIIe Reich

Texte de Fritz Arlt : Vue d'ensemble sur les rapports démographiques dans le Gouvernement général (Übersicht über die Bevölkerungsverhältnisse in Generalgouvernement, 1940).

Exemplaire consulté à la Bibliothèque nationale de Varsovie.
Tampon de l'archiwum woj. Urz. Inf. Prop.
(Archives militaire, service d'inf[ormation] et de prop[agande])
Tampon BN : Włgaszone z zasoba dubletów Bibl. Jagiell (exemplaire repris des doubles de la bibliothèque de Jagellon, de Cracovie probablement.)
Signature BN : 1969 W 1541/1
(On apprend que cet ouvrage n'a été intégré à la collection de la BN qu'en 1969, qu'il a été hérité de la bibliothèque de l'université de Jagiello de Cracovie, où s'était installé l'IDO.)

Dans cet ouvrage, Fritz Arlt entreprend de discréditer systématiquement et faisant feu de tout bois pour « montrer » l'illégitimité, l'inexistence de l'État polonais. Il passe ainsi en revue les critères classiques de la rhétorique antipolonaise allemande et NS, avec une instance particulière sur la dimension orientale de l'histoire polonaise comme source de discrédit et d'illégitimité. Nous reproduisons ici les citations en ce sens.

Table des matières :

Vorbemerkung
1. Volkspolitische Schulung ist Grundlage der Verwaltung fremdvölkischer Gebiete
2. Das polnische Zwischenreich von 1918-1939
3. Volkstumsverhältnisse und Volkstumsstatistik im GG
4. Verteilung und Fruchtbarkeit der Bevölkerung im GG
5. Die Bevölkerungs- und Rassengeschichte des Weichselraumes
6. Die rassische Struktur der Bevölkerung im GG
7. Die ukrainische Volksgruppe im GG
8. Die goralische Volksgruppe im GG
9. Literaturverzeichnis

Traduction :
Préface
1. L'éducation politique populaire (ethnique) est la base de l'administration des territoires étrangers
2. Le royaume intérim polonais de 1918-1939
3. Les relations ethniques et les statistiques ethniques dans le GG
4. Répartition et fécondité de la population dans le GG
5. L'histoire démographique et raciale dans l'espace de la Vistule
6. La structure raciale de la population du GG
7. Le groupe ethnique ukrainien dans le GG
8. Le groupe ethnique *goral* [montagnard] dans le GG
9. Bibliographie

Extraits :

1. Volkspolitische Schulung ist Grundlage der Verwaltung fremdvölkischer Gebiete (L'éducation politique populaire est la base de l'administration des territoires étrangers, pp. 1-2)

« Zu den wesentlichsten Grunderkenntnissen nationalsozialistischer Geschichtsbetrachtung gehört die Erkenntnis von der Ungleichheit der Menschen und der Völker, nicht im Sinne einer Höher oder Niederwertung, sondern in der Erkenntnis ihrer grundsätzlichen Andersartigkeit in Hinsicht auf ihr Wesen, ihren Charakter, ihre Art und ihr Leistungsvermögen. »

Traduction : « Une des conclusions fondamentales les plus essentielles à laquelle est arrivée l'étude historique nationale-socialiste, est l'inégalité des Hommes et des peuples, non pas dans le sens d'une supériorité ou d'une infériorité, mais dans l'observation de leur différence fondamentale du point de vue de leur essence, leur caractère, leur manière d'être et leur potentiel productif. »

Commentaire : d'emblée les prémisses sont posées, il précise plus loin que c'est important d'informer ses compatriotes des spécificités des « autochtones » qu'ils vont rencontrer, pour qu'ils puissent ajuster leurs attentes quant à leur productivité, et éviter ainsi des « déceptions » et « irritations » inutiles.

« Wesen, Art, Leitungsfähigkeit, Charakter, Seele, all diese Begriffe, die das Gesamtseelische eines Menschen zu umschreiben oder zu erfassen versuchen, sind, wie uns die Rassenlehre in ihren Forschungen aufzeigt, in ihrer Unwandelbarkeit zutiefst gebunden an das Blut, an die Rasse eines Menschen.

Volkscharakter, völkische Leistungsfähigkeit, Volksart sind gebunden an die historische bedingte rassische Konstitution eines Volkes. In der rassischen Konstitution liegen daher alle politischen Möglichkeiten eines Volkes.

Wesen und rassische Struktur eines fremdvölkischen Gebietes verstehen, heißt die Voraussetzungen gewonnen haben für eine wirklich aufbauende Verwaltungsarbeit in diesem Gebiet, heißt in der ganzen Verwaltungsarbeit rechnen können mit der fremden Art.»

Traduction : « L'essence, la manière, la capacité de performance, le caractère, l'âme, tous ces termes, qui tentent de décrire ou de saisir l'essence totale d'un Homme, sont, comme nous le montre la science raciale par ses recherches, dans leurs immuabilités profondément ancrées dans le sang, dans la race d'un Homme.

Le caractère d'un peuple, le potentiel productif d'un peuple, le type d'un peuple sont liés à la constitution raciale historiquement déterminée. Toutes les possibilités politiques d'un peuple reposent sur la constitution raciale.

Comprendre l'essence et la structure raciale d'un territoire étranger signifie conquérir les conditions préalables pour un véritable travail constructif d'administration dans ce territoire, signifie pouvoir compter sur la nature étrangère dans le travail administratif. »

Commentaire : Ici, il définit de manière explicite la théorie socio-raciale, tout en introduisant une

certaine flexibilité, la capacité d'évolution d'une « race » dans l'histoire. Il défend l'intérêt de comprendre les spécificités locales, lourdement soulignées, pour améliorer l'efficacité de l'occupation.

Plus loin, il revient sur cette idée et précise qu'il est important par exemple de connaître les conflits entre les « différents peuples » du territoire, à savoir ici entre les Polonais, les Ukrainiens et les juifs. Il avertit de ne pas céder à la tentation éventuelle de traiter ceux-ci comme un semblable (wie Seinesgleichen zu behandeln). Il offre donc ce court ouvrage comme manuel pratique d'administration et pour ancrer l'interprétation raciale-biologique du monde.

> « Die Schrift will dem hier arbeitenden deutschen Menschen unter volkspolitischen Gesichtspunkten ein Verständnis der Bevölkerung, mit der er tagtäglich auf der Straße, in der Bahn oder in seinem Geschäftsbereich zusammenkommt, vermitteln und Antwort geben auf die Unzahl von volkspolitischen Fragen, die ihm entgegentreten bei der Begegnung mit Polen, Ukrainern und Juden, und nicht zuletzt auch Aufschluß geben über unsere Brüder und Schwestern, die hier als Bauern und als Handwerker siedeln. »
>
> Krakau, im Juli 1940, Dr. Fritz Arlt"

Traduction: « Ce texte veut fournir une compréhension de la population sous le point de vue de la science du peuple à l'Homme allemand travaillant ici, qu'il rencontre au quotidien dans la rue, dans le train/tram ou dans son domaine d'affaire, et lui donner des réponses sur une multitude de question de politique *völkisch*, auxquelles il est confronté lors de ses rencontres avec des Polonais, des Ukrainiens et des juifs et enfin et surtout pour lui apporter des éclaircissements sur nos frères et sœurs qui viennent ici s'installer comme agriculteur ou artisan. »

Cracovie en juillet 1940, Dr Fritz Arlt

Commentaire : c'est donc bien en réaction à la cohabitation forcée, temporaire. Avec les peuples du territoire occupé, qui pourrait être une source d'inquiétude, il faut souligner la différence, ancrer les hiérarchies supposées dans les esprits.

> 1. Das polnische Zwischenreich von 1918-1939 (Le royaume intérimaire polonais de 1918-1939

Commentaire : dans ce chapitre, FA veut redéfinir le discours officiel sur la Pologne de la période, une entité illégitime, déchirée et déstabilisée par les conflits internes, surtout nationaux, nés de l'ambition démesurée polonaise, à l'Est notamment.

> « In Jahrhunderten gewachsener Haß oder in Jahrhunderten bewährtes gegenseitigen Einverständnis lassen sich nicht in wenigen Jahren hinwegfegen, sondern sind politische konstitutiv auch für die fernere Zukunft, und wer volkspolitisch ausgerichtete Arbeit treiben will, muß alle diese politischen konstitutiven Momente kennen, um daraus als verwaltende, vorgeordnete Stelle zu lernen für die Gegenwartsaufgaben. »

Traduction : « La haine qui a grandi au fil des siècles ou la concordance maintenue au cours des siècles ne se laissent pas balayer en quelques années, mais sont constitutifs politiquement aussi pour

l'avenir lointain, et qui veut mener une politique d'orientation *völkisch*, doit connaitre ces moments politiquement déterminants, pour en tirer les leçons en tant qu'instance administrative supérieure pour sa mission actuelle. »

Commentaire : il étale ses connaissances et la compréhension qu'il a pour la situation, au service d'une politique d'occupation : d'une part on reconnaît l'existence de peuples et de conflits entre eux, mais uniquement pour mieux les gouverner, mieux gérer l'intégration de leurs territoires.

Il poursuit en disant que ce principe était particulièrement pertinent pour comprendre la situation polonaise, le GG ayant hérité de ces problèmes, les « Restbestände » de la diversité ethnique de l'État polonais. La Pologne (il n'utilise pas ce nom, il parle toujours de royaume intermédiaire polonais) n'a d'ailleurs jamais été un Volkskörper homogène, et n'a jamais constitué d'espace de vie national (völkischen Lebensraum, p. 3), ainsi, contrairement à ce que revendiquent les hommes politiques polonais émigrés, l'espace qu'a occupé la Pologne ne peut être considéré comme ayant quel lien que ce soit avec le peuple/l'ethnie polonaise.

> « Diese polnische Ideologie ist so recht eine Ausgeburt des polnischen historisch gewordenen Größenwahnes, es ist die sogn. Jagiellonische Idee von der Größe des polnischen Staates. Sie schließt sich an einen Augenblickserfolg polnischer Großraumansprüche in der Jagiellonenzeit an und ist in der Folgezeit, vor allem nach der Dreiteilung Polen 1772, 1793 u. 1795 von allen polnischen Politikern, Denkern und Dichtern verkündet worden. » p. 4

Traduction : « Cette idéologie polonaise est en fait le produit de la folie des grandeurs polonaises qui s'est réalisé historiquement, c'est la soi-disant idée jagiellonienne de la grandeur de l'État polonais. Elle s'inscrit dans l'héritage du succès momentané des revendications territoriales démesurées polonaises à l'époque jagiellonienne et a été annoncée/présagée, surtout après la division en trois de la Pologne en 1772, 1793 et 1795, par tous les hommes politiques, les penseurs et les poètes polonais. »

Commentaire : il utilise la dimension orientale de l'histoire polonaise pour délégitimer l'ancrage territorial polonais, parce que sur le flanc occidental, la question ne se pose plus ?

> « Der polnische Demokrat deutscher Abstammung, Lelewel, stellt die jagiellonische Idee als Forderung der Voraussetzung für die Emanzipation der slawischen Völker in seinem Orzel bialy [ac caract spé pln] (Weißen Adler) 1840. »

Traduction : Le démocrate polonais d'origine allemande, Lelewel, définit l'idée jagiellonienne comme une condition préalable à l'émancipation des peuples slaves, dans son ouvrage *Orzel bialy*, l'aigle blanc.

Commentaire : c'est une stratégie très typique de la période, de dénier toute contribution culturelle, créatrice, originale aux autre peuples de la région, chaque contribution à la civilisation, même contraire aux idéaux NS, doit découler biologiquement de la souche germanique.

> « Polnischer Raum : Polska od morza do morza, Polen von Meer zu Meer d.h. die unselige Forderung eines polnischen Reiches von der Ostsee zum Schwarzen Meer, von der Oder zum Dnejpr : das ist polnischer Raum. »

Traduction : « L'espace polonais : [en polonais puis en allemand]: la Pologne de la mer à la mer, c'est-à-dire la revendication funeste d'un royaume polonais de la mer baltique à la mer noire, de l'Oder au Dniepr: c'est l'espace polonais. »

Commentaire : remarquons que c'est l'espace que le III[e] Reich occupe en partie puis totalement dans les années suivantes. Il justifie ainsi l'interdiction d'utiliser le terme de Pologne, et l'obligation de n'utiliser que le terme de *Generalgouvernement* pour éviter « toute identification à cette folie des grandeurs. »

Il poursuit en expliquant que la Pologne n'avait que pour seule légitimité de constituer un rempart à l'Allemagne et c'est ainsi que les puissances occidentales ont arraché (herausgerissen) les membres du corps national lituanien, allemand, ukrainien et russe. L'État polonais s'est aussi discrédité par ses pratiques oppressives envers ses minorités ; il cite à cet effet les politiques menées contre les écoles en langues autre que le polonais ainsi que le rôle de l'église catholique dans la politique de polonisation des minorités.

3. Volkstumsverhältnisse und Volkstumsstatistik im GG (Les rapports ethniques et les statistiques ethniques dans le GG)

Ce chapitre est un guide pour expliquer l'utilité et la méthodologie pour déterminer le degré de germanité des personnes interrogées, avec des précisions sur la manière de déterminer le degré de connaissance de la langue allemande, et l'identification à travers des éléments tels que la religion, les noms, les métiers des ancêtres.

4. Verteilung und Fruchtbarkeit der Bevölkerung im GG (Répartition et fertilité de la population dans le GG p. 26

5. Die Bevölkerungs- und Rassengeschichte des Weichselraumes (La population et l'histoire raciale de la région de la Vistule

« Auch der Ungeschulte, der unbefangen die Gebiete durchfährt, stellt bei dem Wechsel der kulturellen Erscheinungen unbedingt die Frage, wie dies alles zu erklären ist – deutsche Gotik in Krakau neben italienischer Renaissance in Zamosc, deutsche Höfe fränkischen Stils neben elenden Bauernkaten, industrielle Hochkultur neben primitivster pflugbäuerlicher Wirtschaft. »

Traduction : « Même la personne non éduquée, qui traverse ces régions sans préjugés, se pose nécessairement au vue de la variation dans les manifestations culturelles, la question de comment tout cela peut s'expliquer – la gothique allemande à Cracovie à côté de la renaissance italienne à Zamość, des cours allemandes dans le style franconien à côté de misérables cabanes paysannes, la haute culture industrielle à côté de la plus primitive des économies agraires à la charrue. »

Commentaire : ici, il marque la « contribution » allemande à la culture polonaise et donc la légitimité à (re)prendre possession de cette région.

Puis, il introduit une explication de cette situation par l'histoire démographique: la Pologne, qu'il ne nomme pas ainsi, puisque c'est une entité dont il a prouvé l'inexistence plus haut, a connu de nombreuses d'invasions ethniques (*Völkerströmungen*) du fait de sa situation géographique, car elle ne dispose pas de frontières naturelles, comme l'Allemagne, l'Italie ou la France, qui ont pu connaître une imprégnation ethnique, qui a donné lieu au fil du temps à la formation du peuple national (*Volkswerdung*).

> « Ganz anders in dem Weichselraum, dem Raum zwischen dem baltischen Seenrücken im Norden und den Karpathen im Süden. Dieser Raum hat mit Ausnahme der beiden soeben genannten Gebiete keine natürlichen Grenzen; wenn wir ihn in seiner natürlichen Gestaltung von Westen, d. h. der Oderebene etwa, bis nach dem weitesten Osten betrachten, so ist er nach Osten und nach Westen offen. »

Traduction : Tout au contraire de la région de la Vistule, cet espace entre les marges maritimes de la Baltique au Nord et les Carpates au Sud. Cet espace n'a, à l'exception des régions précédemment citées, aucune frontière naturelle ; si on considère sa constitution naturelle à l'Ouest, c'est-à-dire en gros la plaine de l'Oder, jusqu'à l'Est le plus éloigné, alors il est grand ouvert à l'Est et à l'Ouest.

Commentaire : Fritz Arlt reprend finalement les limites de la Pologne, presque telles que définies par la vision de folie des grandeurs dénoncée plus haut. Cette rhétorique était employée par ailleurs dans la propagande NS dans la construction « romantique » d'une Allemagne ouverte. On retrouve dans cette analyse le paradoxe dans la formulation de la politique nazie, qui consiste à vouloir conquérir une zone par ailleurs décrite comme étant si arriérée, dangeureuse et ingouvernable par le passé.

Il poursuit en indiquant que si la frontière occidentale s'est trouvée relativement fermée par la lutte contre l'Allemagne ;

> « Im Osten des ehemaligen Polen gibt es überhaupt keine natürlichen Grenzen. Das Dnjestrtal führt aus der westgalizischen Ukraine in die ostukrainischen Gebiete bis zum Schwarzen Meer. Auch alle anderen Landschaften sind so, daß sie ohne natürliche Grenzen vom Osten des ehemaligen Polen zum Westen des großen russischen Reiches hinüberführten. » p. 27.

Traduction : À l'Est de l'ancienne Pologne, il n'y a aucune frontière naturelle. La vallée du Dniest mène de l'Ukraine ouest-galicienne aux territoires est-ukrainiens jusqu'à la Mer Noire. Tous les autres paysages sont également tels, qu'ils passent sans frontières naturelles de l'Est de l'ancienne Pologne jusqu'à l'Ouest du grand empire russe.

Commentaire : Ce texte est écrit encore avant 1941.

Il continue sa « démonstration » en s'engageant dans la description de la colonisation de cet espace indéfini entre l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie, par les paysans allemands, qui ont « suivi la ligne de la terre noire si fertile », et il décrit comment les premières traces de civilisation dans cet espace étaient celles de tribus indo germaniques. Ce sont les premiers peuples germaniques (*Frühgermanen*) qui ont occupé cet espace, ont lutté contre les Romains et ont étendu leur colonisation jusqu'aux territoires occidentaux russes.

> « Seit dem 5. Jahrtausend v. d. Ztr. bis in das 6. Jahrhundert n. d. Ztr. ist dieser Raum immer vorwiegend nordisch, in den letzten beiden Jahrtausenden im eigentlichen Sinne germanisch besiedelt gewesen. »

Traduction : depuis le 5^{e} millénaire avant notre temps jusqu'au 6e siècle de notre temps, cet espace a toujours été de manière prépondérante nordique, et dans les derniers millénaires au sens propre colonisé par les peuples germains.

Commentaire : Il refoule symboliquement les slaves dans leur « espace d'origine » (*eigentlichen urslawischen Gebiet*) entre le Bug et le Dnjest. Il décrit leur avancée comme pacifique, profitant du travail des Germains, comme ils le font depuis lors, tandis que les Germains poursuivent leur conquête

(*Überwanderung*) vers l'Ouest.

> « Die Sprache dieser Gebiete ist eine slawische, die rassische Struktur der breiten Masse des Volkes ist eine ostbaltisch-ostische. Die Führerschicht dieser nunmehr slawisch gewordenen Gebiete rekrutiert sich im wesentlichen aus den nordisch-germanischen Resten und den wikingischen Schichten.
>
> Ist es nicht symbolisch, daß der erste sogn. polnische König Dago Misiko normannischer Herkunft ist, daß der erste große Führer, der in der ukrainischen Geschichte genannt wird, Rurek, ebenfalls normannischer Herkunft ist? Die nordische Oberschichte der slawischen Bevölkerung, vor allem die Piasten, haben auch stets in biologischer Verbindung zu den nunmehr deutschen Führerschichten in der Mitte des Reiches gestanden. » p. 30.

Traduction : La langue de ces espaces est une langue slave, la structure raciale de la large masse du peuple est une structure baltique-orientale-alpine [*Ostisch* est une catégorie raciale créée par les NS]. La couche dirigeante de ces espaces devenus à présent slaves, se recrute pour l'essentiel dans les restes nordiques-germaniques et des couches vikings.

N'est-ce pas symbolique [significatif], que le premier soi-disant roi polonais Dago Misiko soit d'origine normande, que le premier grand dirigeant, qui est cité dans l'histoire ukrainienne, Rurek, soit également d'origine normande ? La couche supérieure des peuples slaves, surtout les Piastes, sont restés, [tout en étant] en constante connexion biologique aux désormais couches dirigeantes allemandes, au centre du royaume.

Commentaire : Fritz Arlt exprime ici de manière claire un des poncifs de la rhétorique NS sur la région, que nous voulions rappeler ici, car cette « théorie normande » de la fondation de l'État polonais ou ukrainien, sa réfutation ou son instrumentalisation pour discréditer l'histoire de ces États est un des sujets de dispute récurrent dans l'historiographie de la période étudiée.

> « Hier begegnet sich in enger historischer Durchdringung die russische Steppe mit den alten deutschen Kulturböden. (...) In der polnisch chauvinistischen Ideologie ist Polen als Torwächter Europas gegenüber dem Osten angesprochen worden. Aber es war niemals Torwächter, sondern bestenfalls Brücke zwischen Europa und dem Osten, zumeist aber Einfallstor des Ostens nach Europa. » p. 33.

Traduction : Ici la steppe russe rencontre le vieux sol culturel allemand et en est profondément pénétrée. (...) Dans la vielle idéologie chauviniste, la Pologne a pu être désignée comme la gardienne des portes de l'Europe face à l'Est. Mais elle n'a jamais été une gardienne, au mieux elle a été un pont entre l'Europe et l'Est, le plus souvent portant elle a été une porte ouverte à l'invasion de l'Est en Europe.

Commentaire : on retrouve ici notamment les éléments du débat sur la nature de la Pologne parmi les géographes et géopoliticiens polonais de la période précédente.

> 6. Die rassische Struktur der Bevölkerung im GG (La structure raciale de la population du GG, pp. 34-40
>
> 7. Die ukrainische Volksgruppe im GG (Le groupe ethnique ukrainien dans le GG, pp. 41-52

Dans ce chapitre, Fritz Arlt fait le portrait d'un peuple ukrainien relativement homogène, en tous cas, il est en voie d'homogénéisation ethnique. Il offre à l'occasion de « l'analyse » des Ukrainiens

toute la flexibilité dont pouvait faire preuve le cadre idéologique NS. Les Ukrainiens seraient donc les descendants des « Rusj » qui se sont émancipés et par cette émancipation ont choisi leur prore nom. Il conviendrait de bien différencier les Ukrainiens, pour Fritz Arlt, surtout des Polonais et des Russes, car si les premiers ont été polonisés (il ne parle pas de la russification), ils sont en voie de « réukrainisation » (*Reukrainisierung*). Il poursuit en dessinant les contours des zones ukrainiennes (le *Lemkenland*, le *Sangebiet*, le *Cholmerland* et *Podlachien*) et décrit les richesses du sous-sol (p. 46).

> « Die rassische Struktur der ukrainischen Volksgruppe ist des weiteren bedingt durch die rassische Struktur der angrenzenden Volksgruppen, zwischen denen und der ukrainischen Volksgruppe ein biologischer Austausch festzustellen ist. »

Commentaire : on est ici dans la vision classique des peuples slaves généralement impurs, ici on ne mentionne même plus la « contamination » par les juifs, car elle n'est plus vraiment à établir. Il poursuit en déclinant les influences : on retrouverait des éléments « *dinarisch, ostisch*" au sud et dans le nord : « *ostisch-baltisch »* et à l'est ; des éléments « *armenoid »* et « *mongolisch »*. En somme, on retrouve des influences venues des Alpes et de l'Asie centrale. Puis il ajoute :

Traduction : La structure raciale du groupe ethnique ukrainien est par ailleurs déterminée par la structure raciale des groupes ethniques frontaliers, entre lesquels et le groupe ethnique ukrainien on peut constater des échanges biologiques.

> « Im gesamten zeigt also die ukrainische Volksgruppe im Generalgouvernement dasselbe Bild einer bunten Rassenmischung, wie wir es bei der Gesamtbevölkerung des Generalgouvernements feststellen mußten, wobei allerdings durch die Emanzipationsbewegung der ukrainischen Volksgruppe in den letzten hundert Jahren ein Germanisierungsprozeß eingetreten ist, der in der bezeichneten Weise zu einer gewissen Typisierung geführt hat. » (pp. 46-47)

Traduction : « Dans l'ensemble le groupe ethnique ukrainien montre donc les mêmes signes d'un mélange racial disparate, comme nous devions le constater pour l'ensemble de la population du *Generalgouvernement*, toutefois à travers son mouvement d'émancipation, le groupe ethnique ukrainien a entamé un processus de germanisation au cours des cent dernières années, qui a mené à une certaine typologisation. »

Commentaire : On a donc ici une présentation transparente de la fonction de ces théories raciales protéiformes ; l'émancipation d'un peuple devient synonyme de germanisation biologique, qui apporte une cohérence, toujours biologique, par le métissage.

Il précise ensuite en disant qu'on ne peut pas parler d'une race ukrainienne car les Ukrainiens sont nés d'une aspiration politique et non pas raciale. Mais leurs efforts pourront mener à la différenciation des Ukrainiens vis-à-vis des autres peuples d'un point de vue racial toujours.

Il mentionne la faible attirance des Ukrainiens pour la Russie ainsi que la politique anti-élite des Polonais contre les Ukrainiens, qui a empêché ces derniers de faire émerger une bourgeoisie et une élite intellectuelle, avant de présenter l'importance des Églises dans les processus d'émancipation et de domination des puissances voisines. Il s'engage dans un rappel rapide de l'histoire ukrainienne en suivant les canons nationalistes, en partant de l'Ukraine kiévienne, son déplacement vers l'Ouest sous la pression tatare, puis l'intégration de force à la Pologne, puis à la Russie. Il n'y a que l'Autriche que le mouvement national put se développer. Il présente ensuite les principales organisations politiques ukrainiennes nationalistes (OUN, FNJ, UNDO). Il illustre enfin son propos par des photos de Gottong ; un collaborateur de l'IDO. (p. 52)

> « So waren also die Ukrainer in der Verwaltung in den jetzigen Gebieten des Generalgouvernements relativ ausgeschaltet und verhaßte Fremdvölkische verwalteten ihre Siedlungsgebiete. In den ukrainischen Gebieten des jetzigen russischen Interessengebietes waren sie an der Verwaltung stärker beteiligt.
>
> Gegenwärtig ist ihnen im Rahmen der unteren Verwaltung in ihren Siedlungsgebieten Gelegenheit gegeben, sich auch verwaltungsmäßig zu bewähren. »

Traduction : « Ainsi les Ukrainiens étaient relativement écartés de l'administration des territoires actuels du *Generalgouvernement* et des peuples étrangers haïs administraient leur territoire de colonisation. Dans les territoires ukrainiens de la zone d'intérêt russe actuelle étaient plus fortement intégrés à l'administration.

Actuellement il leur est donné dans le cadre de l'administration inférieure dans leurs territoires de colonisation, de faire leurs preuves en termes administratifs. »

> 8. Die goralische Volksgruppe im GG (Le groupe ethnique goral [nom utilisé pour désigner les habitants des montagnes au sud de la Pologne pp. 53)

Les « contributions à l'histoire de l'Ukraïne au 7^{e} Congrès International des Sciences Historiques » dirigées par Miron Korduba (1933)

Korduba Miron (dir.), *Contributions à l'histoire de l'Ukraïne au 7 Congres International des Sciences Historiques, Varsovie août 1933*, Léopol, s.n., 1933, 123 p.

Table des matières :

- Jaroslaw Pasternak : Östliche Peripherien der Aunjetizer Kultur pp. 3-12
- Vadym Chtcherbakivśkyj : Projet d'une symbolisation dans les recherches ethnologiques pp. 13-18
- Miron Korduba : Die Entstehung der ukrainischen Nation pp. 19-68
- Nikolaus Tschubatyj : Gegenstand der Geschichte des ukrainischen Rechtes pp. 69-94
- Hilarion Svjencickyj : Les influences orientales et occidentales dans l'art Ukraïnien du XV-XVII-e s. pp. 95-98
- Roman Zubyk : Wirtschaftliche Struktur des Dorfes in Galizien um die Wende des 18. Und 19. Jh. Pp 99-110
- Jasaphat Skruteń : Un demi-siècle d'histoire de l'Ordre des Basiliens (1882-1832) [Devrait être 1932]

Cet ouvrage compte les contributions d'auteurs de profils assez variés, de Jaroslaw Pasternak alors directeur du musée de la Société Ševčenko pour la Science à Lwów, Vadym Chtcherbakivśkyj, professeur à l'Université ukrainienne de Prague, ou Miron Korduba, professeur à l'Université de Varsovie.

La contribution de Vadym Chtcherbakivśkyj est consacrée à la définition des peuples de l'Est

européen, plus particulièrement en Ukraine. Il propose l'usage de symboles pour parler d'archéologie. Ainsi, il décrit (p. 16) comment « le peuple dinarique est venu d'Asie Mineure sur les bords de Danube et au territoire de l'Ukraïne et sert de fondement ethnique pout quatre peuples slaves : Ukraïniens, Tchécoslovaques, Yougoslaves et Bulgares (…). Ces peuples n'ont rien en commmun au poit de vue ethnique avec les Moscovites, Polonais et Blancs-Ruthènes. » En effet les Moscovites résultent d'un « mélange » de Finnois et de Tatars, tandis que les Polonais sont le résultat d'un « mélange » de peuples baltiques.

V. Chtcherbakivśkyj critique cette lecture, car elle n'offre par de lignes de distinction claire. Il appelle à la définition de codes pour « clarifier » la présentation des origines et éviter les confusions « en précisant le vrai terrain du débat. ».

Ainsi :

> « Dans le cas qui nous intéresse nous écartons par des formules nettes beaucoup de théories fantaisistes quant à la parenté des peuples disparates, quand au peuple préslave commun de l'époque néolitique qui n'a jamais existé et n'a pas pu exister.
>
> Dans le processus évolutiv (sic) des peuples l'élément le plus important qui décidait de leurs nouvelles formes d'existence c'est la psychologie commune et non la même langue ou une langue semblable. » (p. 17).

Dans ce texte, il défend donc une approche hybride pour la définition d'un peuple, en l'occurrence le peuple ukrainien, en cherchant des critières de distinction des peuples voisins.

La contribution de Miron Korduba traite d'une problématique similaire : l'origine de la nation ukrainienne (*Die Entstehung der ukrainischen Nation*). Il cherche lui aussi des critères de distinction. Il constate que la question des origines est insolvable, même les plus grands penseurs ukrainiens y ont renoncé. Ce qu'il propose c'est l'expérience commune de la sujétion, le servage (*Verknechtung*) : où les Polonais ont donné ce qu'ils ont de pire. Cette expérience s'est imprimée dans le « peuple ruthénien ».

(3) 1940-1944 : Les appels d'Olgierd Górka au dialogue avec l'Est durant la guerre

« Mémoire sur la situation actuelle de la question ukrainienne » (4.01.1940, versions orignale et traduite)

Texte reproduit dans : Marcin Kwiecień et Grzegorz Mazur, « Memoriał profesora Olgierda Górki w kwestii ukraińskiej z 4 stycznia 1940 roku », *Zeszyty Historyczne*, 2002, p. 164-187.

Version traduite

Je pense qu'il est de ma responsabilité de souligner, que malgré une dépendance de vingt ans vis-à-vis des Polonais, c'est un groupe de personnes qui sont globalement idéologiques et nullement pas du type qu'on pourrait forcer par le subventionnement à soutenir des choses qui seraient contraire à leur conception des intérêts de l'Ukraine.

Je considère toutefois comme mon obligation de souligner que tout comme les partisans de Petlioura, se reposant financièrement sur la Pologne, on ne peut pas les considérer comme des mercenaires sans idéaux, capables d'agir contre les intérêts ukrainiens, tout comme, malgré leur complète dépendance et alliance de l'UON [Organisation des nationalistes ukrainiens] à Berlin, on ne peut pas les considérer comme des mercenaires sans idéaux, incapables de se retourner contre les Allemands, dans la mesure où la politique allemande sans aucun doute se retournerait contre les besoins ukrainiens.

Indépendamment de tels ou tels courants de formations ukrainiennes, indépendamment de tels ou tels zigzags allemands sur le segment ukrainien – on ne peut pas s'autoriser à oublier que les Allemands toujours et continuellement, tout simplement tiennent « comme à la laisse » - dans leurs mains policières, les plus illustres représentants ukrainiens ou les plus à même d'agir.

Sur la base de larges récits, je suis à même de juger que sur le fond de l'actuelle aversion de la critique et du mépris des gouvernements

Version citée

Uważam za swój obowiązek podkreślić, że mimo dwudziestoletniej zależności od Polaków jest to grupa ludzi na ogół ideowych i bynajmniej nie takich, których subwencjonowaniem można zmusić do popierania rzeczy sprzecznych z ich sposobem pojmowania interesów Ukrainy. (Cité p. 171)

Uważam jednak za swój obowiązek podkreślić, że tak jak Petlurowców, opierających się finansowo o Polskę, nie można ich uważać za jakichś bezideowych najemników, zdolnych do działań przeciw interesom ukraińskim, tak samo mimo całej zależności i łączności UON z Berlinem, nie można ich uważać za bezideowych najemników, niezdolnych do zwrócenia się przeciw Niemcom, o ile polityka niemiecka niewątpliwie zwróciłaby się przeciw potrzebom ukraińskim. (Cité p. 173)

Niezależnie od takich czy innych prądów ugrupowań ukraińskich, niezależnie [od] takich czy innych zygzaków niemieckich na odcinku ukraińskim - nie wolno nam nigdy o tem zapominać, że Niemcy zawsze i stale, po prostu "jak na smyczy" – trzymają w swoim policyjnym ręku najwybitniejszych, czy najbardziej nadających się do działania przedstawicieli ukraińskich. (Cité p. 175)

Na podstawie szeregu relacji mam prawo sądzić, że na tle współczesnej niechęci krytyki i lekceważenia rządów

soviétiques sur les terres occupées polonaises, se créent même entre l'élite polonaise et ukrainienne une certaine aspiration non cristallisée au rapprochement et à la réconciliation. Le retournement dans l'émigration – bien sûr m'exprimant sur ça complètement indépendamment de la position du gouvernement lui-même, mais sont assises sur l'activité de la presse, les informations etc.

C'est du reste un phénomène normal pour toutes les agitations chauvinistes de toutes les émigrations et des tendances de l'émigration au calcul sur des bases complètement irréalistes. Dans ce cas – à mon humble avis – une position déterminée du Gouvernement devrait suivre une ligne de commandements réels et d'une tactique appliqué d'en haut sans prendre en compte quelles sont les tendances majoritaires. Il suffit de rappeler, que l'accord de Pittsburg, entre les Tchèques et les Slovaques, ne reposa pas sur les tendances du peuple tchèque, puisqu'elle n'a pas été exécutée par les parlements, tout comme l'accord des Serbes avec les Croates et les Slovènes était contre les tendances essentielles des Serbes, qui l'ont combattu pendant plusieurs dizaines d'années dans leur parlement. Il n'en est pas moins que justement ces accords ont constitué la base de l'existence de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Il ne fait pas de doutes non plus qu'une politique polono-ukrainienne positive devra arriver à l'ordre du jour par-dessus les opinions, dans la mesure où on ne peut pas rester dans l'inactivité et dans une certaine impasse, comme ces quatre derniers mois, car finalement ces discussions ou autres ne constituent pas encore une politique active.

Ainsi, tous les Ukrainiens sans exception, sont d'avis que l'ancienne frontière polono-soviétique, qu'elle est impossible à maintenir et qu'elle appartient aux choses sur lesquelles on ne peut plus parler. (…) Non seulement le côté nationaliste, mais aussi les partisans de Petlioura et l'UNDO campent sur la position, que même si l'union de toutes les terres ukrainiennes s'est fait sans leur souhait et même contre leur volonté, ça n'en n'est pas moins « l'Ukraine unifiée » - c'est un fait

sowieckich na okupowanych ziemiach polskich wytwarzają się nawet między inteligencją polską a ukraińską pewne nieskrystalizowane dążenia do zbliżenia się i porozumiewania. Odwrotnie na emigracji – oczywiście mówiąc o tem zupełnie niezależnie od stanowiska samego Rządu – nastroje antyukraińskie nie tylko utrzymują się, ale są podtrzymywane działaniem prasy, powiadaniami itd. (Cité p. 178)

Jest to zresztą objaw normalny dla wszystkich szowinistycznych podrażnień wszystkich emigracji i emigracyjnych tendencji do kalkulowania na zupełnie nierealnych podstawach. W tym wypadku – moim skromnym zdaniem – zdecydowane stanowisko Rządu będzie musiało iść po linii realnych nakazów i taktyki zastosowanej z góry bez względu na to, jakie są tendencje większości. Wystarczy przypomnieć, że umowa Pittsburska, między Czechami a Słowakami, nie leżała w tendencjach narodu czeskiego, skoro nie została potem przez parlamenty wykonana, tak samo umowa Serbów z Chorwatami i Słoweńcami była przeciwna istotnym tendencjom Serbów, którzy ją potem w kilkanaście lat w swoim parlamencie zwalczali. Niemniej te właśnie umowy stały się podstawą egzystencji Czechosłowacji i Jugosławii. Niewątpliwie też pozytywna polityka polsko-ukraińska będzie musiała przejść do porządku dziennego nad nastrojami, o ile nie ma pozostawać w bezczynności i pewnym impasie, jak w ostatnich czterech miesiącach, ostatecznie bowiem takie, czy inne rozmowy nie są jeszcze aktywną polityką. (Cité p. 180)

Wszyscy więc Ukraińcy bez wyjątku są zdania, że dawna granica polsko-sowiecka nie istnieje, nie da się utrzymać i należy do rzeczy, o których w ogóle nie można już mówić. (…) Nie tylko strona nacjonalistyczna, ale petlurowsko-undowska stoi na stanowisku, że chociaż połączenie wszystkich ziem ukraińskich dokonało się bez ich życzenia, a nawet wbrew ich woli, to niemniej "zjednoczenie Ukrainy" – to fakt dokonany, którego żaden

accompli, qu'aucun Ukrainien ne peut rayer. (…) De même on pourrait oser formuler une impression consensuelle que toutes les opinions actuelles de tous les Ukrainiens, même les nationalistes, il y a une idée sympathique , ou une idée d'une certaine alliance resserrée de l'ancien État polonais et de l'État ukrainien, par contre il ne fait pas de toutes que jusqu'à présent dans aucun cercle de l'émigration ukrainienne, l'idée de n'importe quelle fédération étatique polono-ukrainienne n'est regardée avec sympathie. Cette pensée d'une fédération polono-ukrainienne est en revanche sur les lèvres de beaucoup de personnes sous l'actuelle occupation soviétique et aussi on trouve une résonance de sympathie dans de nombreuses têtes polonaises. Il faut à cette occasion souligner le plus fortement et le plus nettement possible, que tous les Ukrainiens traitent le respect de l'ancienne frontière polono-soviétique comme inexistant et intenable, sans exception, dans leurs conversations avec les Français et les Anglais, qui envers les Ukrainiens ne cachent pas de souligner qu'il est impensable de revenir à l'ancienne frontière polonaise.

Ukrainiec przekreślać nie może. (…) Również można śmiało sformułować jedno zgodne wrażenie, że w obecnych nastrojach wszystkich Ukraińców, nawet nacjonalistom jest sympatyczna myśl, czy idea jakiegoś ścisłego sojuszu politycznego przyszłego Państwa Polskiego i Państwa Ukraińskiego, natomiast niewątpliwie jak dotychczas w żadnych emigracyjnych kołach ukraińskich nie jest sympatycznie widziana myśl jakiejś federacji państwowej polsko-ukraińskiej. Ta myśl federacji polsko-ukraińskiej jest natomiast na ustach wielu ludzi pod dzisiejszą okupacją sowiecką, a także znajduje oddźwięk sympatyczny w szeregach głów polskich. Potrzeba przy tym najsilniej i najwyraźniej podkreślić, że fakt uważania dawnej granicy polsko-sowieckiej za nie istniejącą i nie do utrzymania podtrzymywany jest przez wszystkich Ukraińców bez wyjątku przez ich rozmowy z Francuzami i Anglikami, którzy wobec Ukraińców nie kryją się zupełnie z podkreśleniem, że nie można myśleć o przywróceniu dawnej granicy polskiej. (Cité pp. 181-182)

III. Évaluation de la situation et prévisions

Je suis contraint de déclarer à regret, que sur le segment de la question polono-ukrainienne le temps travaille contre nous et au bénéfice des Ukrainiens. Mes espoirs et intentions d'octobre, qu'à travers une action énergique et explicite sur le territoire ukrainien par le chemin d'une déclaration et soutien ostensibles d'une Ukraine Indépendante – capter toute l'initiative dans les mains polonaises et d'emblée conquérir le plus de concessions de la part du partenaire, qui, il y a quelques mois ne représentait rien, à part une grande défaite nationale, [ces espoirs] appartiennent à mon avis aujourd'hui, après quatre mois, [aux espoirs] dépassés et déplacés. Les Ukrainiens depuis le moment de la lutte héroïque en Finlande, se sentent « tenir sur leur jambes » et pensent que le temps travaille pour eux et que l'Ukraine libre leur

III. Ocena sytuacji i przewidywania
(cité pp. 184-187)

Z przykrością zmuszony jestem stwierdzić, że na odcinku spraw polsko-ukraińskich czas pracuje przeciwko nam, a na korzyść Ukraińców. Moje nadzieje i zamiary z października, by przez energiczną i wyraźną akcję na terenie ukraińskim drogą jawnego głoszenia i popierania Niepodległej Ukrainy – uchwycić całą inicjatywę w polskie ręce i z góry wywalczyć sobie jak najdalsze koncesje ze strony partnera, który przed kilkoma miesiącami nie reprezentował nic, poza jedną wielką narodową klęską – należą moim zdaniem dziś, po upływie czterech miesięcy, do spóźnionych i niewczesnych. Ukraińcy od momentu bohaterskiej walki w Finlandii czują się "postawieni na nogi" i uważają, że czas dla nich pracuje, a wolna Ukraina mirażuje im przed oczyma z większą siłą niż w czasie wielkiej wojny. Stosownie

apparaît en mirage avec une plus grande force qu'à l'époque de la grande guerre. Le rôle de la Pologne et le bénéfice de la Pologne par conséquent, tombe à leurs yeux, et de plus, il s'opère un glissement dans l'état d'esprit et la confiance en soi, qui est le mieux visible dans des choses certes petites, telles que la question des membres ukrainiens au Conseil National [organe de représentation, remplaçant le parlement polonais en exil]. Lorsque les premières annonces de la formation du Conseil National polonais, les potentiels polonophiles Ukrainien, c'est-à-dire les partisans de Petlioura et quelques partisans de l'UNDO, ont considéré la nomination de [Wołodymyr] Sołowij [Володимир Соловій, 1891-1958] comme un succès et pas seulement comme une chose acceptable. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Aujourd'hui, même les partisans de Petlioura la considèrent comme une chose indésirable et même impossible, et [Ołeksandr] Szulgin [Szulhyn, Олександр Якович Шульгин, 1889-1960], entre autres, m'a appris que si Sołowij avait accepté une telle chose, il aurait été contraint de démissionner de sa place dans le comité ukrainien, en d'autres termes, qu'aucun véritable Ukrainien n'a le droit ou le titre de représenter les Ukrainiens dans le cadre étatique polonais.

(…)

Pour autant, les routes ne sont pas toutes fermées et envers les impératifs de longue durée, il reste une série de désidératas à combler. Il faut dire et à nouveau « au nom des Ukrainiens », que tous attendent et exigent du côté polonais, la reconnaissance de l'idée d'indépendance de l'État ukrainien, avec ceci que la politique du Gouvernement Polonais ajouterait ouvertement avec la fondation d'un État ukrainien indépendant aux objectifs exigés de la guerre actuelle. Les Ukrainiens estiment, que les déclarations du Gouvernement Polonais sur l'Alliances des Pays Slaves jusqu'à la Mer noire, contient déjà implicitement l'accord ou l'approbation d'une Ukraine indépendante. C'est bien entendu l'interprétation ukrainienne *pro domo sua* et dans leur propre intérêt, je pense en effet à nouveau qu'il est indiqué de souligner clairement, qu'une telle déclaration polonaise pour une Ukraine Indépendante est d'une

do tego rola Polski i pożytek z Polski spada w ich oczach, co więcej, dokonuje się tu pewne przesunięcie samopoczucia i pewności, które najlepiej uwidacznia się chociażby na takiej drobnej sprawie ukraińskiego członka Rady Narodowej. Gdy się zjawiły pierwsze wieści o powołaniu polskiej Rady Narodowej, byliby polonofilscy Ukraińcy, tj. Pedurowcy, i nieliczni Undowcy uważali powołanie Sołowija na członka Rady Narodowej za sukces, a nie tylko za rzecz do przyjęcia. Dzisiaj odwrotnie. Dzisiaj nawet Petlurowcy uważali to za rzecz niepożądaną, a nawet niemożliwą, i Szulgin m.in. dał mi do poznania, że gdyby Sołowij coś takiego przyjął, to musiałby zrezygnować z miejsca w ich komitecie ukraińskim, czyli, że żaden właściwie Ukrainiec nie ma prawa ani tytułu do reprezentowania Ukraińców w ramach państwowości polskiej.

(cité pp. 184-185)

(…)

Niemniej nie wszystkie drogi są jeszcze zamknięte, a wobec nakazów długiej fali ciągle pozostaje szereg dezyderatów do spełnienia. Można śmiało powiedzieć i ponownie "per Ukraińcy", że wszyscy wyczekują i domagają się od strony polskiej uznania idei niepodległego Państwa Ukraińskiego z tym, że polityka Rządu Polskiego zaliczyłaby otwarcie powstanie niepodległego Państwa Ukraińskiego do pożądanych celów obecnej wojny. Ukraińcy uważają, że deklaracje Rządu Polskiego o Związku Państw Słowiańskich aż po Czarne Morze, już zawierają implicite zgodę czy aprobatę niepodległej Ukrainy. Jest to jednak oczywiście interpretacja ukraińska pro domo sua i we własnym interesie, uważam bowiem ponownie za wskazane dobitnie podkreślić, że wszystkim Ukraińcom bez wyjątku niesłychanie na takiej polskiej deklaracji za Niepodległą

importance inouïe pour tous les Ukrainiens sans exception et qu'elle leur est amplement nécessaire.

(…)

Il ne fait pas de doutes non plus, pour ne pas se limiter aux réflexions critiques, qu'il existe hors des côtés théoriques aussi des possibilités pratiques de coopération polono-ukrainienne. Je pense que toute l'affaire des frontières orientales polonaises doit être reconsidérée de manière complètement différente que les frontières occidentales, où les premières et dernières instances à décider seront les États occidentaux. Même dans le cas d'un cours des choses rêvé et idéal, qui serait la victoire de l'Angleterre et de la France de l'Allemagne avec la Russie, même dans le cas d'une victoire totale d'un diktat des conditions, jamais l'Occident ne sera dans la possibilité de dicter les conditions à la Russie comme à l'Allemagne… il est vrai que la Russie soviétique est trop faible pour battre la Finlande, il n'en est pas moins que toute l'Europe occidentale est trop faible, pour battre et imposer quelque chose à la Russie.

Je partage toujours l'ancienne position de l'état-major polonais et roumain, selon laquelle chaque Russie, quelle qu'elle soit, n'est atteignable qu'à travers la question ukrainienne, et en dehors de cela, il n'y a pas en Europe de force qui pourrait lui nuire significativement. C'est pour cela n'importe quelle solution de la frontière orientale n'est possible à mes yeux que par le chemin d'une collaboration polono-ukrainienne, et cette collaboration doit être non seulement politique mais aussi révolutionnaire et subversive.

(…)

Observant les relations polono-allemande, j'ai dû, en tant que personne, qui a rompu tous les relations et lien avec le MAE, déposer un rapport autonome. Dans ce rapport sur la base des contacts avec les Allemands j'ai dû en juin déclarer, en tant que personne me tenant à part, que nous sommes allés depuis des mois dans une impasse politique sans espoir, de

Ukrainą zależy i że jest im ona ogromnie potrzebna.

(cité p. 185)

(…)

Niewątpliwie też, by nie ograniczać się do krytycznych uwag, istnieją poza stroną teoretyczną także praktyczne możliwości współpracy polsko-ukraińskiej. Uważam, że całe zagadnienie wschodnich granic polskich ponownie rozstrzygnie się całkiem inaczej niż granic zachodnich, gdzie w pierwszej i ostatniej instancji decydować będą państwa zachodnie. Nawet na wypadek wymarzonego i idealnego toku rzeczy, tj. pobicia przez Anglię i Francję wspólnie Niemiec i Rosji, nawet na wypadek w pełni zwycięskiego dyktatu warunków, nigdy Zachód nie będzie w możności takiego dyktowania warunków Rosji, jak Niemcom.. (sic) wprawdzie Rosja Sowiecka jest za słaba, by pobić Finlandię, niemniej cała Europa Zachodnia jest za słaba, by pobić i wymusić coś na Rosji.

(cité p. 186)

Podzielam nieprzerwanie dalej dawne stanowisko sztabu polskiego i rumuńskiego, że każda Rosja, jakąkolwiek ona była, jest do trafienia tylko przez zagadnienie ukraińskie, a poza tym nie ma w Europie sił, które by same przez się mogły jej poważnie zaszkodzić. Dlatego też możliwość jakiegokolwiek rozwiązania granic wschodnich uważam za możliwe tylko na drodze kolaboracji polsko-ukraińskiej, i to kolaboracji nie tylko politycznej, ale rewolucyjno-dywersyjnej.

(…)

(cité pp. 186-187)

(…)

Obserwując stosunki polsko-niemieckie musiałem, jako człowiek, który zerwał wszystkie stosunki i związki z MSZ, przedłożyć samodzielny raport. W tym raporcie na podstawie kontaktów z Niemcami musiałem w czerwcu stwierdzić, jako człowiek z boku stojący, żeśmy weszli od szeregu miesięcy w beznadziejny impas

laquelle on ne peut rien attendre de bon pour la Pologne. A regrets, je dois dire, que sur la base des observations des derniers mois, que cette question d'une importance inouïe, que celle des relations politiques polono-ukrainiennes – malgré telles ou telles tentatives de réanimation – se trouvent en principe dans l'état d'impasse et d'impuissance qui travaille contre nous. L'impuissance de laquelle nous ne pourrons nous arracher que par la volonté du Gouvernement Polonais, respectivement du reste.

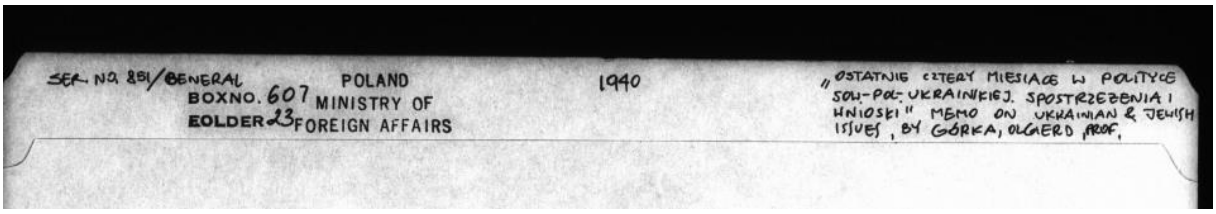
Prof. Olgierd GÓRKA

polityczny, z którego niczego dobrego dla Polski spodziewać się nie można. Z przykrością muszę stwierdzić, że na podstawie obserwacji ostatnich miesięcy, że sprawa tak niesłychanie dużej wagi, jak stosunki polityczne polsko-ukraińskie - mimo takich czy innych prób ożywienia- znajdują się w zasadzie w stanie impasu i bezwładu przeciw nam pracującego. Bezwładu, z którego może wyrwać tylko zdecydowana, na nic nie oglądająca się wola Rządu Polskiego.

Prof. Olgierd GÓRKA
(cité p. 187)

« Analyse : « Les quatre derniers mois dans la politique soviético-polono-ukrainienne. Remarques et résultats (14.11.1940) »

Analyse conservée par l'Institut Hoover et numérisé par les archives nationales polonaises, mise à disposition sur szukajwarchiwach.pl.



Cette analyse d'O. Górka est transmise à une série d'interlocuteurs, avec une note du Ministre Stanisław Stroński (Uwagi Ministra Strońskiego dodane do sprawozdania Prof. Górki. Londyn, dn. 18 listopada 1940)

Il l'écrit au lendemain de la visite de Molotov à Berlin, les 12 et 13 novembre 1940 à Berlin, organisée par l'ambassadeur allemand à Moscou, Friedrich-Werner von der Schulenburg (1875-1944), pour discuter de futures coopérations germano-soviétiques à une échelle plus globale, après la défaite prévue de la Grande-Bretagne.

Traduction :

Les négociations en cours en ce moment entre Molotov et Hitler à Berlin peuvent être tout autant un point de départ d'une nouvelle période de fluctuations de la guerre actuelle, que la continuation d'une certaine impasse hivernale de la situation actuelle (…). Dans tous les cas, ces négociations seront un élément très important dans le domaine des questions inséparablement liées polono-soviético-ukrainienne.

Une observation précise des jeux politiques allemands et soviétiques tant sur la base des faits, de la presse que sur de nombreuses informations secrètes, permet d'établir les moments tactiques, de ces derniers quatre mois, qui devraient devenir centraux pour la politique polonaise. Je ne m'amuse pas ici à mener une « fondation d'idéologie polonaise », ou les aspirations et buts de la Pologne, pour la construction de plans politiques à long-terme etc., tout en sachant très bien que 9/10 de ce type d'élucubrations tiennent pour évident, que tous en tant que Polonais, nous avons les tendances les plus maximalistes et que nous souhaitons voir notre État une fois reconstruit, non seulement dans ses anciennes frontières et forces et mais aussi agrandit territorialement et en qualité.

Il serait pourtant dommage de s'étaler sur ceci, il se peut que certains veuillent créer de pseudo-documents prêchant pour leur chapelle, pour pouvoir ensuite expliquer à leurs compatriotes au Pays, qu'ils étaient après tout, les plus grands maximalistes, que d'autres ont empêché de travailler.

Sur le fond de ces changements militaires en cours, ce qui est décisif, c'est l'adresse tactique et pas la planologie [néologisme également dans la version originale]. Personne n'a mené de plus grande planologie que les Ukrainiens durant la grande guerre et pourtant par la maladresse de leurs jeux, rien

n'en est resté – tout comme, sans notre faute, rien n'est resté de la planologie parisienne, reposant sur l'espoir d'une prépondérance de la France en Europe. La politique consiste en cours de guerre plus que jamais à tirer profit des changements et d'exploiter la conjoncture, pour qu'avec toute la souplesse de l'accommodation, tirer à soi autant de gains et de bénéfices qu'il est possible d'atteindre. C'est le seul principe véritablement patriotique de travail pour sa patrie, qui dans les travaux, surtout d'émigration de tous les peuples et la situation est entravée tant d'un côté par les fictions maximalistes, du fait des objectifs irréalisables et que de l'autre côté, le minimalisme de ceux, qui inconsciemment laissent nos affaires être menées par d'autres.

Libre de toutes tendances et d'appartenances partisanes, je me permets de souligner confidentiellement quelques remarques, en déclarant dans la pleine tranquillité de ma conscience polonaise, qu'il n'existe pas pour moi, ni droite, ni gauche, ni Vatican, ni de Soviet, ni justice ou d'injustice ukrainienne ou juive, ni de naïveté slave, etc., mais seulement l'intérêt politique de la Pologne. Tout est donc pour moi une fraction de la raison d'État.
Je passe aux affaires concrètes :

I.

Staline ou ce qu'on appelle le Kremlin s'est arrangé, comme il s'est avéré, avec une grande rationalité, pour que, de manière inchangée depuis 1917, l'intérêt soviético-communiste exige l'éclatement d'une nouvelle guerre européenne, et l'intérêt impérialiste de la Russie dont la réalisation lui apporte une auréole personnelle, exige la victoire de cette guerre pour réaliser non seulement ce que le tsar avait pu obtenir mais ce que le tsar a perdu, respectivement ce qu'il n'avait pas pu obtenir. En calculant mieux ce qui au moins équivaut à la France, l'Angleterre et la Pologne ensemble. Il a calculé à part ça qu'après la destruction probable de la Pologne, la France avec l'Angleterre arriverait à maintenir contre l'Allemagne une guerre prolongée et fatigante, de laquelle à la fin sortirait un vainqueur de l'Europe – Staline, qui entre-temps aurait réalisé tous ses objectifs courants.

Les huit premiers mois de la guerre lui ont donné pleinement raison et jusqu'à la défaite de la France, il était en Europe le seul triomphateur, malgré l'embarras profond en Finlande, qui a révélé non seulement à lui-même mais au monde entier la faiblesse des forces offensives de la Russie. Malgré cette compromission, il a tiré les bénéfices du traité d'août avec Hitler, tant en Pologne que sur la Baltique ou envers la Roumanie, et la ligne de démarcation du régime germano-soviétique est considérée chez les Soviets comme une conquête définitive.

Il ne fait pas de doutes que les Soviets comptait sur le fait, que la Russie, qui a « assez de terres », et qui ne veut pas avoir le problème polonais dans ses frontières, aurait à terme donné quelques concessions pour obtenir une approbation définitive de sa conquête, néanmoins, ce problème était considéré comme réglé. La division de la Pologne était et reste pour les Soviets et les Allemands le lien fondamental, tout comme toutes les différences soviético-germaniques suscitent automatiquement et immédiatement la renaissance de la question /étatique/ polonaise sur le territoire de la Pologne.

J'ai défini le traité d'août de 1939 comme une politique de Staline ou respectivement du Kremlin, car en effet, ce type de politique ne recouvre pas les courants encore très forts dans le parti communiste et le Komintern, dont l'osmose des différentes périodes, est encore très liée au judaïsme et aux sphères d'influence de la franc-maçonnerie.

Malgré la destruction des trotskistes et des vieux bolcheviques, malgré la domination impitoyable de la situation par Staline, malgré la rupture de la prépondérance des influences juives en Russie soviétique, il existe encore là-bas des courants très forts opposés aux méthodes du traité d'août, et qui sont animés par des principes de démocratie radicale. Ce sont avant tout des cercles juifs, représentés plus fortement dans le monde communiste non-russe que chez les Soviets eux-mêmes. Il

ne s'agit pas du reste seulement de communistes juifs.

S'il y a une affaire où on peut parler de manière générale d'une « puissance anonyme juive » et conséquemment d'une quelconque orientation des influences juives, alors nous devons affirmer qu'ils ne sont d'accord que sur une seule question et dans un seul but, à savoir vers la destruction de l'association Hitler-Staline. Dans ce but, tous les cercles juifs sont prêts à tous les efforts et actions, surtout, ils sont prêts à utiliser chaque occasion pour compromettre Staline, tout d'abord aux yeux des Allemands, puis des bolcheviques. – C'est pour cela que tous les éléments juifs, qu'ils se revendiquent sionistes, ou de l'aguda [Agudas Yisroel, Union d'Israel, mouvement politique juif orthodoxe], ou communistes, etc. sont tous absolument en faveur de la renaissance de la Pologne, bien sûr comme un État judéo-polonais (*Judeopolonia*) rêvé avec de larges facilitations pour les juifs, et bien entendu l'égalité des droits.

La vérité brutale et purement dictée par les intérêts polonais nous commande de déclarer que notre allié le plus sincère dans le monde actuel, la Pologne l'a uniquement dans le judaïsme mondial et dans la démocratie, en d'autres termes, l'orientation plus connue chez nous sous la judéo-maçonnerie.
C'est une vérité complètement évidente, que cela plaise aux Polonais ou pas. L'absurde de la politique intérieure polonaise ne tenait pas du fait qu'une aspiration ait été mauvaise ou bonne en soi mais sur la base de l'inspiration par des agents hitlériens, nous avons étouffé la vie politique avec des slogans nous préparant à la guerre avec les Soviets, tandis que nous allions en tant qu'État inévitablement en guerre justement contre l'Allemagne. L'absurde décuplé s'est montré dans les incohérences telles que celle des excès, telle qu'a été la politique en Petite-Pologne orientale envers les Ukrainiens, qui ne pouvait que se montrer dommageable dans l'un et l'autre cas, car elle était tout simplement le même suicide politique que la campagne anti-tchèque.

Du point de vue polonais, il est nécessaire de constater que cette judo-maçonnerie telle qu'elle est couramment appelée, n'a pas sur le territoire polonais la possibilité d'un retournement opportuniste, qui existe toujours les courants de droite, dans la forme d'un rapprochement avec le représentant le plus fort du fascisme de droite. Du moment de l'éclatement de la guerre, la « judéo-maçonnerie » fut liée à la vie, à la mort avec la question polonaise, car la défaite de la Pologne est identique à la victoire d'Hitler et la fin de la judéo-maçonnerie. La victoire de la question polonaise, qui est le seul point sur terre qui serait une véritable défaite d'Hitler, est automatiquement une victoire de la judéo-maçonnerie, qui bien sur devient à ce même moment et automatiquement pour cette Pologne un « allié » très dangereux, arbitrant de l'intérieur.

Ce sont des vérités les plus parfaitement simples et évidentes, devant l'énoncé desquelles pourtant la pensée polonaise frémis, en tous cas plus au sein de notre émigration que dans le pays, comme me l'ont déclaré des sources fiables et non pas apprêtées pour les besoins du prince. Il faut toutefois les mentionner du fait que la pensée polonaise est encore chargée des droits et des échos de la politique d'avant-guerre.

II.

Cette digression juive générale était indispensable pour comprendre la situation interne chez les Soviets, par laquelle je ne veux pas seulement parler des seuls juifs mais de tous les communistes soviétiques et non-soviétiques, qui restent sous l'influence de la pensée juive. Toute cette partie du communiste soviétique et non soviétique travail au reste en accord avec les organisations juives mondiales et sionistes à éclater l'alliance Hitler-Staline. (…)

[Hitler] se sentant maitre de la situation, avait donné la consigne de soutenir l'ukrainisme culturellement et personnellement jusqu'alors, [ce soutien] consistait alors en la préparation et la maîtrise d'unités, pour le transformer lentement en soutien politique de l'ukrainisme, et avec,

préparer un chemin biélorusse. Les Allemands ne voulaient ni ne veulent en effet à aucun moment laisser la question ukrainienne leur glisser des mains, parce qu'entre ces trois questions, des Soviets, la Pologne et l'Ukraine, existe un lien immortel et ces cartes seront toujours battues en même temps. Avec les points de vue polonais, qui parlent de je ne sais quels Ruthènes, vieux Ruthènes, d'Ukrainiens inexistants, etc., je ne peux même pas discuter. De ce point de vue, aujourd'hui, chaque Anglais qui s'intéresse un peu à la politique comprend mieux et a une opinion plus travaillée que beaucoup d'hommes politiques polonais illustres. 40 000 condamnations politiques prononcées contre des Ukrainiens sous les gouvernements polonais est peut-être une preuve qu'après tout en Pologne, il existe quelques Ukrainiens.

Et toute l'observation des événements et de la presse soviétique montre que la politique soviético-russe au fond ignore toutes les émigrations et la menace de toute l'Europe et seul compte le mot « Ukraine » et un peu aussi la possibilité de la menace du pétrole caucasien.

Hitler a donc commencé à intensifier la question ukrainienne à tel point qu'au mois d'août ou septembre 1940, bien 95 et peut-être 98% de tous ceux qui reconnaissent le mot Ukraine comme le leur en Europe et en Amérique ont misé sur l'Allemagne et on fait reposer sur elle tous leurs espoirs. Bien sûr, Hitler et l'hitlérisme joue rationnellement ou si on veut, cyniquement, le problème ukrainien. Les nazis les plus éminents et aujourd'hui dirigeants, m'avaient dit une fois (au début de janvier 1939à cyniquement que l'Ukraine était tantôt « mise au frais » [en allemand dans l'original], tantôt réchauffée et mise sur pied comme problème européen. Bien sûr que pour Hitler, « l'Ukraine », en accord avec « Mein Kampf », est un objectif réel de la politique allemande parce qu'il est avant tout un homme politique conscient ou si on veut cynique, et pour lui la question ukrainienne est aussi un moyen tactique pour un moment donné, ce qui signifie, un moyen constant de chantage sur les Soviets, et en cas de besoin, une position à négocier contre d'autres concessions. Dans les tous cas, le réchauffement de l'atmosphère parmi les Ukrainiens sous domination allemande et dans toutes les émigrations semblent indiquer, par rapport aux développements des préparatifs pour l'apparition de légions ukrainiennes, que Hitler vis-à-vis de cette conjoncture transitoire lui étant incroyablement favorable, pense sérieusement à utiliser les Ukrainiens et même les Biélorusses comme atout non seulement dans le jeu mais dans la guerre contre les Soviets, qui devrait arriver juste après la capitulation de l'Angleterre.
(…)
Ne nous faisons pas d'illusions du reste et ne nous cachons pas que dans cette période, aussi dans les cercles polonais, même de l'émigration, l'idée de chercher un chemin vers la Pologne à travers le « fascisme international » a causé, même heureusement que passagèrement, des fissures importantes. Si ce dernier phénomène n'a pas porté de dommages trop importants, c'est seulement parce qu'avec ces partisans polonais du fascisme, personne ne voulait parler, si ce n'est dans un commissariat de police, peut-être.
(…)

III.

Dans cet état des choses sur le continent, ceux qui se sentaient le plus menacés étaient les Soviets. Ils ont amorcé d'importantes concentrations de soldats sur leur région frontalière occidentale, ils ont commencé à organiser le remplacement au travail par les femmes dans le cas d'une guerre, à réchauffer leur amitié avec la Turquie /et « discuter » avec l'Angleterre/, et ce qui est pour nous le plus important et le plus intéressant, ils ont commencé sérieusement à penser à répondre par un « chantage polonais » au « chantage ukrainien » allemand. Une détente significative du cours politique est intervenue sur les terres polonaises occupées, ce qui du reste n'a pas beaucoup soulagé la population polonaise, écrasée le plus par une position économique ou personnelle désespérée, qui du reste est une chose naturelle dans tout cet État soviétique franchement horrible. Car nous devons dans le jugement de ces choses et questions nous rappeler que toute une série de données sur la gestion,

le déplacement, la misère et la ruine économique, la faim et le typhus, qui sont pour les citoyens polonais encore une chose horrible, étaient et sont pour les citoyens soviétiques déjà depuis 1918 ou 1919, le pain quotidien. Sans exagération, beaucoup de communistes même non russes, ne comprend tout simplement pas les griefs polonais à l'encore du gouvernement soviétique d'occupation, parce qu'ils les considèrent tout simplement comme une chose naturelle. Autant la terreur antipolonaise et la cruauté allemande sont une invention spéciale pour le compte de la Pologne, inconnue en France, Belgique, Hollande, autant au contraire bien 70-80% de la piète situation économique de nos terres sous occupation soviétique, une situation économique pire même que sous l'occupation allemande – sont du fait du système politique et économique soviétique et non pas d'une invention antipolonaise.
(…)

V.

J'ai commencé en avançant le principe de la prévalence de la tactique sur la politique, et j'ai terminé sur la remarque, que pour le moment nous n'avons sur ces questions, aucune influence sur Berlin, même indirecte comme l'Angleterre avec la visite de Gripps chez Staline au moment de la visite de Molotov. – Néanmoins par un grand activisme de notre part, nous pourrions avoir et nous avons cette influence, même en tant que gouvernement en exil à Londres, dans le cas d'une activation autonome de notre politique sur le segment ukrainien et juif.

Bien entendu le lancement d'une telle activation de notre politique, même si dans le futur proche, elle doit être entreprise en dehors de toutes initiatives et réflexions de notre gouvernement [sur] ces fardeaux fatals et non politiques [que sont] les héritages des relations internes à la Pologne jusqu'en septembre 1939. La manière dont la question ukrainienne ou juive s'est formée dans la Pologne de Versailles jusqu'en 1939, ne peut et ne doit avoir la moindre influence sur l'instauration et l'activité de notre politique. Aujourd'hui ces deux questions – ce sont les affaires de notre tactique politique courante, qui doivent être traitées seulement selon nos besoins de politique étrangère dans l'instant présent. Les questions internes, tant ukrainienne que juive, se forment automatiquement sur le terrain du pays – sans possibilité d'une influence remarquable de la part du Gouvernement polonais à Londres. Néanmoins, peut-être de manière évidente, le Gouvernement de Londres a l'obligation de préparer et de jouer ces deux atouts, tel qu'ils s'avéreront nécessaire pour le jeu des intérêts polonais à l'étranger.

En conséquence, il nous reste ainsi l'obligation d'une activation la plus grande possible de ces deux chemins de prise d'influence sur notre politique étrangère. Je me suis toujours efforcé de démontrer dans le domaine de la question ukrainienne, les influences étrangères sur ce terrain, notamment de souligner toutes les apparitions de l'influence et de l'activité allemande. Il n'en est pas moins que l'ukrainisme, surtout sous sa forme d'O.U.N., a une certaine forme d'organisation semi-autonome, dans laquelle les unités réellement idéologiques penchent toujours sincèrement du côté, qui va poser le slogan ou le postulat de l'indépendance ukrainienne. Si les Soviets veulent actuellement dans leur défense jouer le « chantage polonais », pour pouvoir le vendre au moment opportun, alors nous devons [de notre côté] nous préparer à l'aide de contacts, de relations et d'association avec le courant indépendantiste ukrainien très fort et significatif, un « chantage ukrainien » et éventuellement caucasien sur la Russie. (…)

« Les absents ont toujours tort » [en français dans l'original] et c'est pour ça qu'un plus grand mal que des erreurs et fautes passagères serait un manque d'activité de notre part. (…) Actuellement, après l'affaire tchèque l'obligation nous est faite d'une activité la plus vive sur le segment ukrainien et soviétique, à l'occasion duquel, cette dernière activité sur le segment juif est un facteur naturel.
Il est également évident, que cette activité peut ou avant tout doit contourner l'Europe et l'Angleterre, c'est à dire sur des territoires complètement négligés et abandonnés et franchement vides, c'est-à-dire, l'Amérique, tant les États-Unis que le Canada. En effet, la vérité brutale et dure nous indique de dire, que les députés et les points de contact avec les Ukrainiens des États-Unis et du Canada, ainsi

qu'avec les juifs américains, nous sont plus nécessaires qu'avec les Polonais américains, desquels dans cette guerre au moins, nous n'arrivons pas à obtenir quelque chose de positif. Les influences étrangères et liées à nous, sont dans ce cas plus importantes et plus positives que l'agitation peu effective qui serait menée par nous-mêmes.

C'est la dernière des vérités désagréables ou brutales, que je me sens obligé d'énoncer par ma conscience polonaise. Il est en effet clair, que l'opinion du petit monde de l'émigration que ce soit celui précédemment en France, ou celui actuellement à Londres, est enjoint d'agir par la raison et la tactique politique ne va pas et ne peut pas [leur] plaire. En revanche, c'est exactement cette situation politique, que j'ai essayé de tracer tant dans la genèse que dans l'explication des quatre derniers mois, qui nous commande clairement l'obligation d'agir, d'agir et encore d'agir sur le segment ukrainien et soviético-juif, bien entendu s'attarder sur les réflexions futiles de l'opinion de l'émigration.

Prof. Olgierd Górka
(…)

Version originale polonaise : Ostatnie cztery miesiace w polityce sowiecko-polsko-ukrainiskiej

Ostatnie cztery miesiace w polityce sowiecko-polsko-ukrainiskiej

Spostrzeszenia i wnioski

Londyn, dnia 14.XI.1940

(pp. 984-1001 de la collection numérisée.)

(Remarque: les signes diacritiques manquent également dans la version originale)

p. 1.

Toczące sie w tej chwili pertraktacje Mołotow – Hitler w Berlinie moga sie zarowno stas (sic) punktem wstepnym nowego okresu politycznych fluktuacji obecnej wojny, jak kontynuacja pewnego impasu zimowego obecnej sytuacji, impasu rozwodnionego (?) w (illisible) gospodarczych it.d. W kazdym jednak razie pertraktacje te beda bardzo waznym punktem na terenie nierozdzielne ze soba zwiazanych spraw polsko-sowiecko-ukrainskich.

Dokładna obserwacja gier politycznych niemieckich i sowieckich zarowno na podstawie faktow, prasy, jak szeregu informacji poufnych pozwala ustalic na przeciag ostatnich czterech miesiasy pewne ewidentne momenty taktyczne, ktore winny sie stac wytycznymi dla polskiej polityki. Nie bawię sie tylko w zadne « ustalanie polskiej ideologii », czy dażeń i celow Polski, w budowanie daleko idacych planow politycznych i t.d., zdaje sobie bowiem dobrze sprawe z tego, ze 9/10 tego rodzaju elaboratow nabiera juz oczywiste, ze wszyscy jako Polacy mamy jak najbardziej maksymalistyczne tendencje i chcielibysmy swoje panstwo zobaczyc odrodzone nie tylko w dawnych granicach i sila, ale powiekszone terytorialnie i jakosciowe.

p. 2

Szkoda jednak sie o tym rospisywac, chyba ze ktos chce stwarzac pseudodokumeny pro domo sua, by moc potem rodakom w Ojczyznie tłumaczyc, że był jednak największym maksymalistą, ktoremu inni nie pozwalali pracowac.

Na tle bowiem toczacych sie zmian wojennych decyduje zrecznosc (?) taktyczna, a nie zadna planologia. Nikt nie uprawiał wiekszej planologii, jak Ukraincy w ciagu wielkiej wojny, a jednak przez

niezrecznosc ich rozgrywek nic z tego nie pozostało – tak jak bez naszej winy nic nie pozostałe z paryskiej planologii, opartej o nadzieje na preponderancję Francji w Europie. Polityka bowiem w ciagu wojny jest bardziej niz kiedykolwiek umiejetnoscia wygrywania zmian i wyzyskiwania konjunktury, by z cała gietkoscia akomodacji przeciagac na swa strone tyle zyskow i tyle korzysci, ile sie tylko da osiagnac. Jest to jedyna naprawde patriotyczna zasada pracowania dla swej ojczyzny, ktora w pracach, zwłaszcza emigracyjnych wszystkich narodow i sytuacji utrudnia z jednej strony maksymalizm fikcyjnych, bo nie dajacych sie realisowac celow, jak z drugiej strony minimalizm tych, ktorzy podswiadomie godza sie na rozgrywanie naszych spraw przez innych.

Wolny od jakichkolwiek tendencji i zaleznosci partyjnych, pozwalam sobie poufnie nakreslic tych kilka uwag, stwierdzajac z połnym (sic) spokojem swego polskiego sumienia, ze nie istnieje dla mnie ani prawica, ani lewica, ani Watykan, ani Sowiety, ani sprawiedliwosc czy krzywda (?) ukrainska lub zydowska, ani naiwnosci słowianskie czy t.p., a tylko wyłacznie interes polityczny Polski. Wszystko więc jest dla mnie frakcja polskiej racji stanu, czyli interesu panstwowego.

Przechodze do spraw konkretnych :

p. 3

I.

Stalin czyli t. zw. Kreml wykombinował sobie, jak zdawało sie z wszelka racjonalnoscia, ze niezmienny od roku 1917 interes sowiecko-kommunistyczny wymaga wybuchu nowej wojny europejskiej, a interes imperialistyczny Rosji ktorego zrealizacja przyniesie mu osobistą aureolę, wymaga wyzyskania tej wojny dla zrealizowania nie tylko tego co sie carom udawało, ale tego, co carowie stracili, wzglednie czego osiagnac nie mogli. Obliczajac lepiej co najmniej dorowna połaczonej Francji, Anglii i Polsce. Obliczał poza tym ze po prawdopodobnym zniszczeniu Polski, Francja z Anglia zdołaja utrzymac wobec Niemiec przewlekła wojne wyczerpujaca, z ktorej pod koniec wyjdzie jeden zwyciezca Europy – Stalin, ktory tymczasem zrealizował wszystkie swoje cele biezace.

Pierwszych 8 miesiacy wojny przyznało mu w pełni słusznosc i az do załamania sie Francji był w Europie jednym tryumfatorem mimo dotkliwej kompromitacji w Finlandii, którą nie tylko jemu, ale całem swiatu wykazała słabosc sił ofensywnych Rosji. Mimo tej kompromitacji zrealizował korzysci układy sierpniowego z Hitlerem zarowno w Polsce jak nad Bałtykiem, czy wobec Rumunii, a uzyskana linie demarkacyjna rezimu (?) niemiecko-sowiecka, uwazano w Sowietach za zdobyca definitywna. Niewatpliwie liczyły sie Sowiety, ze ostatecznie Rosja, ktora « ma ziemi dosyc », a problem polskiego w swoich granicach miec nie chce, poczyni kiedys potem jakies mniejsze koncesje dla osiagniecia definitywnej aprobaty (?) zdobyczy, nie mnie problem ten uznano za załatwiony. Podział Polski był i jest dla Sowietow i Niemiec podstawowym łacznikiem, tak samo jak wszelkie roznice sowiecko-niemieckie

p. 4

wywołuja automatycznie i natychmiast odradzanie sie kwestii /panstwowosci/ polskiej na terenach Polski.

Nazwałem układ sierpniowy roku 1939 polityką Stalina wzglednie Kremla, tego rodzaju bowiem polityka nie pokrywa sie z bardzo jeszcze silnymi pradami w partii komunistycznej i Kominternie, ktore rozmaitymi porami osmozy (?) zwiazane za ciagle jeszcze z zydowstwem i z sferami wpływow masonerii.

Mimo zniszczenia trockistow i starobolszewikow, mimo bezwzglednego opanowania sytuacji przez Stalina, mimo złamania preponderencji wpływow zydowskich w Rosji sowieckiej, istnieja tam dalej bardzo silne prady wrogie metodom (?) układu sierpniowego, a kierujace sie zasadami skrajnie delokratycznymi. Są to przede wszystkim koła zydowskie, reprezentowane silniej w pozarosyjskim (?) swiecie komunistycznym niz w samych Sowietach. Nie chodzi zreszta tylko scicle o komunistow zydowskich.

Jesli w jakiejs bowiem sprawie mozna wogole mowic « o anonimowym mocarstwie zydowskim » i o konsekwentnie z jakims kierunku działalacych wpływach zydowskich, to musimy stwierdzic, ze sa one zgodne w jednej tylko sprawie i w jednym tylko celu, tj. w kierunku rozbicia społki Hilter-Stalin. W tym celu gotowe sa wszystkie koła zydowskie do wszelkich wysiłkow i akcji, a zwłaszcza zdecydowani (?) sa przy kazdej okazji skompromitowac Stalina, najpierw w oczach Niemiec, a potem bolszewikow. – Dlatego

tez wszystkie elementy zydowskie, czy sie beda nazywac sjionistami, aguda czy komunistami i t. d., sa bezwzglednymi zwolennikami odrodzenia Polski, oczywiscie jako wymarzonej judeo-polonii o mozliwie szerokich ułatwieniach dla zydow, a oczywiscie o rownouprawnieniu.

Brutalna i tylko interesom polskim dyktowana prawda kaze stwierdzic ze najszczerszego sprzymierenca w dzisiejszym swiecie ma Polska właśnie

p. 5

jedynie w świadowym (światowym?) zydostwie i demokracji, czyli w kierunku zwanym u nas popularnie judo-masonerią. Jest to prawda zupełnie oczywiste, bez względy na to czy się komus wśród Polakow podoba czy nie. Bezsens (?) zas (?) polskiej polityki wewnetrzenej w ostatnich (illisible) latach polegał nie na tym, ze jakies dazenia (?) sa (?) same przez się złe czy dobre, lecz na tym, ze z inspiracji agentury hitlerowskiej zagłuszaliśmy zycie polityczne hasłami przygotowującymi wojne z Sowietami, podczas gdy szliśmy jako państwo nieuchronnie właśnie do wojny z Niemcami. Bezsens zas do kwadratu uwidocznił się w niekonsekwencjach takich wyskokow jak polityka w Małopolsce Wschodniej wobec Ukraincow, która musiała się okazac szkodliwa w jednym i drugim wypadku, była bowiem po prostu takim samym samobójstwem politycznym jak nagonki antyczeskie.

Ze stanowiska polskiego jest przy tym konieczne stwierdzenie, ze ta popularnie zwana judo-maconeria niema na terenie /sprawy/ polskiej mozliwosci oportunistycznego odwrotu, ktory zawsze istnieje dla pradow prawicowych w formie zblizenia sie do najsilniejszego reprezentanta prawicy faszyzm. „Judo-maconeria" z momentem wybuchu wojny została na terenie sprawy polskiej zwiazana z nia na smierc i zycie, poniewaz, kleska Polski jest identycna ze zwycięstwem Hitlera i koncem judo-masonerii. Zwyciestwo sprawy polskiej, to jedyny moment (?) w swiecie, ktory staje sie naprawde kleska Hitlera, jest automatycznie (?) zwyciestwem „judo-masonerii", ktora oczywiscie staje sie odrazu i automatycznie dla tejze Polski bardzo niebezpiecznym „sprzymierzencem" rozsadzajacym od wewnatrz.

Sa to prawdy najzupełniej proste i oczywiste, przed ktorych wypowiedzeniem jednak wzdryga sie mysl polska w kazdym razie bardziej na naszej obecnej emigracji niz w kraju, jak mi to stwierdzaja wiarygodne, a nie ad usum delphini fryzowane relacje. Wypowiedzenie zas ich było konieczna (?)

p. 6

ze wzgledu na ciagle jeszcze istniejace obciazenie polskiej umysłowosci z prawami i echami z okresu polityki przedwojennej.

II.

Ogolna ta dysgresja zydowska była niezbedna dla zrozumienia wewnętrznej sytuacji w Sowietach, przy czym oczywiscie nie chodzi mi tylko o samychze zydow, ale o wszystkich sowieckich i pozasowieckich komunistow, pozostajacych pod wpływami umysłowosci zydowskiej. Cała ta połac (?) sowieckiego i pozasowieckiego komunizm pracuje zreszta w zgodnie z syjonistami i swiatowymi organizacjami zydowskimi nad rozbiciem zwiazku Hilter-Stalin.

p. 7

(…)

Czujac się panem (?) sytuacji, polecił dotychczasowe kulturalne i osobiste popieranie ukrainizmu, które było na razie przygotowaniem i opanowywaniem jednostek, przetworzyć zwolna na polityczne popieranie ukrainizmu wraz z przygotowaniem sciezki (?) białoruskiej. Niemcy bowiem nigdy ani na chwile nie wypuściły ani nie wypuszcza zagadnienia ukrainkiefo (sic) z swej reki dlatego, ze miedzy tymi trzema zagadnieniami Sowiety, Polska i Ukraina istnieje nieśmiertelny (?) nexus (?) i zawsze te karty będą rownoczesnie przetasowywane (?). Z poglądami polskimi, mowiacymi o jakich Rusinach, Starorusinach, nieistnieniu Ukraincow i zagadnienia ukraińskiego i t. d. nie moge wogole dyskutowac. Pod tym wzgledem dzisiaj juz nawet kazdy polityka interesujacy sie Anglik jest lepiej zorientowany i wyrobiony, niz bardzo wielu wybitnych politykow polskich. 40.000 wyrokow (?) politycznych na Ukraincow w okresie rzadow polskich jest chyba dowodem, ze jednak w Polsce jacys (?) Ukraincy

p. 8

istnieja, a cała obserwacja dziejow i prasy sowieckiej wykazuje, ze sowiecko-rosyjska polityka w gruncie rzeczy lekcewazy sobie wszystkie emigracje i groźby całej Europy, a liczy sie tylko ze słowem „Ukraina", a nieco takze z mozliwoscia zagrozenia nafty kaukaskiej (?)

Hitler wiec rozpoczał intensyfikowanie sprawy ukraińskiej do tego stopnia, ze w jakims miesiącu sierpniu lub wrześniu roku 1940 dobrych 95 a może 98% wszystkich, którzy uznaja słowo Ukraina jako swoje własne określenie w Europe i Ameryce stawiało na Niemcy i na nich budowało wszystkie swoje nadzieje. Oczywiście Hilter i hitleryzm gra racjonalnie czy jak ktos chce cynicznie, problem ukrainskim. Najwybitniejsi, a dziś kierujący nazisci powiedzieli mi raz (poczatek stycznia 1939) cynicznie, ze Ukraina na raz „wird auf Eis gelegt", a raz jest podrzewana i stawiana na nogi jako problemem europejski. Oczywiscie dla Hitlera „Ukraina", zgodnie z „Mein Kampf" jest realnym celem polityki niemieckiej, poniewaz jest on jednak przede wszystkim swiadomy, czy jak ktos chce cynicznym politykiem, to jest dla niego zagadnieni ukrainskie rowniez srodkiem taktycznym na dana chwile, to znacy stałym srodkiem szantazu na Sowietach, a w razie potrzeby pozycja do przehandlowania za inne koncesje. W kazdym razie podgrzewanie atmosfery wśród Ukraincow pod władza niemiecka i na wszystkich emigracjach zdawała się wskazywac, wobec rozbudowy przygotowan do wystapien legionu ukrainskiego, ze Hitler wobec przejsciowo dla siebie niesłychanie (?) korzystnej konjuktury, myśli na serio o uzyciu Ukraincow, a nawet Białorusinow jako atutu nie tylko w grze, ale w wojnie z Sowietami, która miała nastapic tuz po kapitukacji Anglii.

Rownoczesnie podgrzewał (?) Hitler atmosfere na drugim terenie spraw

p. 9

(…)

Nie łudzmy sie zreszta i nie ukrywajmy przed soba, ze w tym okresie takze i w kołach polskich, nawet emigranckich, mysl szukania drogi do Polski przez „miedzynarodowy faszyzm" poczyniła chociaz na szczescie przejsciowo powazne szczerby. Jesli to ostatnie zjawisko nie wyrzadziło sprawie polskiej powazniejszych szkod, to tylko dlatego, ze z tymi polskimi zwolemikami faszyzmu nikt nie chciał rozmawiac, chyba w komisariatach policyjnych.

p. 10

III.

W takim układzie rzeczy na kontynencie najbardziej zagrozone poczuły sie Sowiety. Rozpoczeły poważne masowanie wojak na swym pograniczu zachodnich, zaczęły organizować zastepcza prace kobiet na wypadek wojny, podgrzewac (?) swa goraca przyjazn dla Turcji /"rozmawiać" z Anglją,/ a co dla nas wazniejsze i ciekawsze zaczeły powaznie myslec o odpowiedzeniu « szantazem polskich » na niemiecki « szantaz ukrainski ». Nastapiło silne złagodzenie kursu politycznego na polskich terenach okupowanych, co zreszta nie wiele ulzyło (?) polskiej ludnosci, gniecionej najbardziej rozpaczliwym położeniem ekonomicznym czy osobistym, ktore jest zresztą rzecza naturalna w tym całym okropnym wręcz panstwie sowieckim. Musimy (?) bowiem przy ocenie tych rzeczy i zagadnien pamietac, ze szereg danych o zarządzeniach, przesiedleniach, nedzy i ruinie gospodarczej, głodzie i tyfusie, ktore dla obywateli polskich sa jeszcze czyms okropnym, były i sa dla obywateli sowieckich juz od roku 1918 czy 1919 chlebem codziennym. Bez przesady wielu komunistow nawet nie rosyjskich wprost nie rozumie skarg polskich na sowieckie rzady okupacyjne, poniewaz je poprostu uważa za rzecz naturalna. O ile antypolski terror i okrucienstwo niemieckie jest specjalnym wymysłem (?) na rachunek Polski, niezanym we Francji, Belgii i Holandii, to dla odmiany dobrych 70-80% strasznego położenia naszych ziem w okupacji sowieckiej, położenia gospodarczo gorszego nawet od okupacji niemieckiej – nalezy poprostu do sowieckiego systemu politycznego i gospodarczego, a nie

p. 11

jest jakims specjalnym wymysłem antypolskim.

(…)

p. 14

„Niederlandow" (?) t.j. wpływu Hitlera na Japonie, która uznaje tylko własna linia, własne interesy i własne kłopoty. (…)

V.

Zaczałem od wysuniecia zasady przewagi taktyki w polityce, a skonczyłam na uwadze, ze chwilowo nie mamy na tak spraw w Berlinie zadnego, nawet tak posredniego wpływa jak Anglia przez wizyte Gripsa (sic) u Stalina w czasie wyjazdy Mołotowa. – Nie mniej jednak przy duzej aktywnosci z naszej strony moglibysmy i mozemy (?) miec ten wpływ, nawet jako ten Rzad emigracyjny w Londynie, na wypadek samodzielnego zaktywizowania naszej polityki na odcinku ukrainskim i zydowskim.

p. 15

Oczywiscie wstepem do takiego uaktywnienia naszej polityki, chociazby w najblizszej przyszłosci, musi byc wziecie (?) poza nawias we wszystkich poczynaniach i rozwazaniach naszego Rzadu tych fatalnych (?) i niepolitycznych obciazem czy pozostałosci po stosunkach wewnetrznych w Polsce do wrzesnia 1939. Jak sie kwiestia ukrainska czy zydowska kształtowała w wersalskiej Polsce do roku 1939, nie moze i nie powinno miec najmniejszego wpływu na nastawienie i działalnosc naszej polityki. Dzisiaj obydwie te kwestie – to sa zagadnienia naszej biezacej taktyki politycznej, ktore musza byc rozstrzyane tylko według potrzeb polityki zagranicznej na biezaca chwile. Wewnetrzenie kwestie te, zarowno ukrainska jak zydowska, formuja sie automatycznie na terenie kraju – bez moznosci jakiego wybitniejszego wpływu ze strony Rzadu polskiego w Londynie. Natomiast chyba zupełnie oczywiscie Rzad w Londynie ma obowiazek przygotowywania i wygrywania tych dwuch atutow, tak jak to sie okaze potrzebne przy zagranicznym rozgrywaniu interesow polskich.

W konsekwencji pozostaje nam (?) wiec obowiazek mozliwie najwiekszego uaktywanienia tych obydwa drog wpływania na polityke zagraniczna. Starałem sie zawsze w zakresie zagadnienia ukrainskiego uwidaczniac (?) wszystkie obce wpływy na tym terenie, a zwłaszcza podkreslac kazdy objaw wpływu i aktywnosci niemieckiej. Nie mniej ukranizm, zwłaszcza w formie O.U.N., ma pewna swoja połniezalezna (?) forme organizacyjna, w ktorej jednak jednostki naprawde ideowe zawsze sie przychylą (?) szczerze na strone tego, ktory bedzie stawiał hasło czy postulat ukrainskiej niepodległości. Jesli Sowiety obecnie chca w swej obronie wygrywac „szataz (sic) polski", by go w odpowiednim momencie sprzedac, to my musimy przygotowywać za pomocem kontaktow, stosunkow i zwiazkow z bardzo istotnym i silnym ukrainskim ruchem niepodległosciowym „szantaż

p. 16

ukrainski", ewentualnie kaukaski na Rosje. (…)

Drugim korytem(?) jest zagadnienie zydowskie i konieczność intensyfikowania naszych stosunkow na tym polu, a to w myśl wprowadzenia bezposredonich kontakty z wszystkimi zarówno nacjonalistycznymi jak komunistycznymi centrami zydostwa. Dokonane już wejście na to droge n.p. przez nominacje Rozmaryna (?) Konsulem utknęło (?) od dawna po dobrych początkach. Kontakt bowiem Polski z zydowstem jest to jedyna nam dostepna droga częściowe nawet wpływu, ale przede wszystkim wglądu enigmatyczną politykę sowiecka, ktora tedy (?) czy owody (?) najbardziej poza Niemcami zaciąży /na kontynencie/ na rozwojach (?) sprawy polskiej. Dlatego tez pozwalam sobie z całym poczuciem odpowiedzialności podkreslic potrzebe wysuniecia na czełe polityki naszego rządu poza pierwszeplanowa sprawa wojskowa, obowiazan (?) mozliwie najwiejkszej aktywizacji polityki ukrainskiej i zydowskiej, przy rownoczesnym szukaniu nieangazujacych sie kontaktow z polityka sowiecka. Powtarzam zas jeszcze raz aktywizacji nie w sensie jakiejs ideologii, jakichs planow rozwiazam, jakichs mniej lub bardziej fikcyjnych projektow przyszłej Polski, lecz tylko jako taktyczne atuty, dostosowane do kazdorazowej sytuacji europejskiej w ciagu

p. 17

toczacej sie wojny.

„Les absents ont toujours tort" i dlatego większym złem (?) od przejsciowych pomyłek i błedow byłby

brak aktywnosci z naszej strony. (…) Obecnie po sprawie czeskiej narzuca sie nam wprost obowiazek najzywszej aktywnosci na odcinku ukrainskim i sowieckim, przy czym dla /tego/ ostatniego aktywnosc na odcinku zydowskim jest naturalną współczynną.

Rowniez jest oczywistem, ze aktywnosc ta moze /czy/ przede wszystkim musi wybiegac poza Europa i Anglia, t.j. na teren zupełnie zaniedbany, zapuszczony i wrecz psuty – t.j. Ameryka zarowne jako Stany jak i Kanady. Twarda brutalna bowiem prawda kaze sobie powiedziec, za bardziej byli i za nam potrzebni posłowie i łacznicy do Ukraincow Stanow i Kanady oraz do zydow amerykanskich, niz do amerykanskich Polakow, od ktorych w tej przenajmniej wojnie nic pozytywniejszego uzyskac nie potrafimy. Wpływanie przez obcych, a z nami zwiazanych, jest w tym wypadku wazniejsze i pozytywniejnsze niz małe efektywne agitowanie samych siebie.

p. 18

Jest to ostatnia z przykrych czy brutalnych prawd, do ktorych wypowiedzenia czułem sie w mym (?) polskich sumieniu obowiazany. Jasnym jest bowiem, ze nastrojem swiatka emigracyjnego czy to dawniej we Francji, czy teraz w Londynie postapienia nakazano rozumem i taktyka polityczna nie beda ani nie moga podobac się ! Natomiast ta własnie sytuacja polityczna, ktora starałem sie nakreslic zarowno w genezie, jak uzasadnic (?) dla ostatnich czterech miesięcy, narzuca nam wrecz obowiazek aktywnosci, aktywnosci i jeszcze raz aktywnosci na odcinku ukrainskim i sowiecko-zydowskim, oczywiscie bez ogladania sie na bezwartosciowe reflekcje emigranckiej opinii.

Prof. Olgierd Górka

P.S. Pozwalam sobie zwrocie uwagę, ze powysze memorandum było pismo przed ogłoszeniem warunkow Cripsa (sic) z 22.b.m., oraz przed pogłoskami o zamiarach (?) sowieckich na Dardanele. Ewent. konflikt sowiecko-turecki postawiłby sprawa ukrainska i prometejska na płaszczyznie realiow.

Londyn, dnia 14.XI.1940.

(4) Les redéfinitions furtives polonaises du rapport à l'Est en Pologne et en exil (1944, 1952)

La frontière orientale polonaise par J. Borejsza (versions originale et traduite)

Jerzy Borejsza, W sprawie granic, 1944

Exemplaire de la BN : 1968 D 500/51

> « Obóz demokracji polskiej, jego ośrodki w kraju i na uchodźctwie przyjęły jako podstawę do uregulowania granic z naszymi wschodnimi sąsiadami – linję Curzona.
>
> Obóz reakcji polskiej, stawiając sprawę na ostrzu noża : „ani piędzi ziemi z granic 1939", przywdziewa fałszywą togę hurra-patrjotów i z uporem ludzi, co nie chcą zrozumieć przemian, jakie zachodzą zarówno w sytuacji międzynarodowej, jak i w wewnętrznem życiu narodów powtarza – „chodzi o pół Polski".
>
> Odpowiadamy tym panom spokojnie: mylicie się, tu nie chodzi o pół Polski. Idzie tu o całą Polskę. »

Traduction : Le camp de la démocratie polonaise, ses centres nationaux et d'émigration ont pris pour base de la régulation des frontières avec nos voisins orientaux – la ligne Curzon.

Le camp de la réaction polonaise, en mettant la question sur le fil du rasoir : « pas un pouce des terres de la frontière de 1939 », se drapent de la toge trompeuse des « hourra-patriotes » et avec le soutien des personnes, qui ne veulent pas comprendre les changements qui sont intervenus tant dans la situation internationale que nationale, répète – « il s'agit de la moitié de la Pologne. »

Nous répondons à ces messieurs calmement : vous vous trompez [remarque : il emploie ici la 2^{e} personne du pluriel au lieu de la 3^{e}, ce qui est plus courant en russe qu'en polonais], il ne s'agit pas de la moitié de la Pologne. Il s'agit ici de toute la Pologne.

> « Tylko, że wobec tych wypadków narody różne zajmowały postawy. Jedne, uporczywie czepiając się swojej przeszłości, zaopatrzone w to, co było, nie mogły uchwycić rytmu nowego biegu wypadków. Te państwa zostały zdegradowane w hierarchji międzynarodowej. Inne, bardziej żywotne, godziły się z koniecznością zmian i szukały nowej podstawy dla swego rozwoju. »

Traduction : « Seulement, face à ces situations, les peuples ont pris des postures différentes. Certains, s'accrochant obstinément à leur passé, préoccupés par ce qui était, n'ont pas pu s'adapter au rythme du nouveau cours des événements. Ces pays ont été dégradés dans la hiérarchie internationale. D'autres, plus réactifs, ont accepté la nécessité des changements et ont cherché une nouvelle base pour leur développement. »

Commentaire : Il développe sur quelques pages les exemples des empires qui n'ont pas su se réformer à temps et ont perdu de leur puissance et bien-être ; l'Espagne avec les Pays-Bas, l'Angleterre avec les États-Unis et enfin l'empire ottoman, qui, souligne-t-il, a connu des pertes territoriales et une

restructuration étatique bien plus significative en 1914-1918 que ce la ligne Curzon apporterait à la Pologne. Cependant, ces changements ont été saisis par Kemal Pascha, pour tirer profit de ces circonstances historiques et moderniser son pays. Ainsi la « nouvelle Turquie », si elle est sensiblement plus petite que l'empire ottoman, elle est « significativement plus forte et cohérente » (p. 5). Il cite ensuite l'exemple de la « nouvelle Russie », qui s'est séparée « volontairement » de la Pologne et de la Finlande, « reconnaissant la spécificité complète des structures de ces pays et leur droit au développement autonome. » La Russie s'est profondément transformée et actuellement l'URSS joue un rôle « incomparable » à celui qu'a pu avoir l'empire tsariste.

> « Ale Trzecia Rzesza niemiecka nie chciała i nie chce uznać prawa innych narodów do bytu i samodzielnego rozwoju. Najbardziej rabunkowy, bandycki imperializm hitlerowski stworzył „teorję" wyższości rasy niemieckiej, nie „uznał" faktu rozwoju innych narodów europejskich o kulturze co najmniej równej niemieckiej i, nie mogąc zdobyć kolonji poza Europą, usiłował skolonizować Europę. Hitlerizm, powołując się na mniej czy bardziej urojone prawa historyczne, pragnął wytyczyć granice Trzeciej Rzeszy wszędzie tam, gdzie kiedykolwiek stąpiła noga bandyty pruskiego, czy kupca niemieckiego. (…) Pogrom Trzeciej Rzeszy przyniesie narodowi niemieckiemu klęskę, jakiej świat jeszcze nie widział. » p. 5.

Traduction : « Mais le IIIe Reich allemand ne voulait pas et ne veut pas reconnaître le droit d'autres pays à l'existence et au développement autonome. La variante la plus truande et scélérate de l'impérialisme hitlérien [on retrouve ici l'usage courant de cet adjectif dans le lexique communiste, permettant d'éviter la traduction du national-socialisme] a créé la 'théorie' de la supériorité de la race allemande, et ne 'reconnaît' pas le fait que d'autres peuples européens à la culture au moins égale à la culture allemande, se soient développés ; et n'arrivant pas à obtenir des colonies hors d'Europe, se sont efforcés de coloniser l'Europe. L'hitlérisme, se proclamant d'un droit historique plus ou moins imaginaire, désirait ancrer les frontières du IIIe Reich partout où, à un moment ou à un autre, un bandit prusse ou un commerçant allemand a posé le pied. (…) Le pogrom du IIIe Reich a apporté au peuple allemand une défaite, telle que le monde n'en a jamais vu. »

Commentaire : Il conclut sa liste d'exemple en répétant que les frontières changent au fil de l'histoire et en comparaison de ces changements, les modifications apportées par la ligne Curzon ne sont pas si importants. Ce n'est pas le fait du changement de frontières qui est déterminant pour le bien-être d'un peuple mais l'attitude qu'il adopte face à ceux-ci. Des exemples cités, il tire deux attitudes ; ceux qui acceptent le changement de situation et adaptent leur développement aux nouvelles conditions, comme l'Angleterre et la Turquie.

> « Inne narody pod wpływem klik reakcyjnych, czepiając się znikając mary przeszłości, trwają w pyszałkowatem nieuznawaniu praw innych narodów, w nieuznawaniu realnych możliwości własnych i obcych – poto, aby wprowadzić za wszelką cenę w czyn zaborcze, imperjalistyczne plany. » p. 6.

Traduction : « D'autres peuple s sous l'influence de cliques réactionnaires, s'accrochant à des rêves évanescents du passé, restent dans une non-reconnaissance fanfaronne des droits d'autres peuples, dans la non-reconnaissance de leur réelles possibilités propres et étrangères – dans le but de réaliser à tout prix leurs plans d'envahisseurs, d'impérialistes. »

> « Kiedy my, obóz demokracji polskiej, nie idziemy po najłatwiejszej drodze rozpalania ambicji nacjonalistycznej pod hasłami „tylko brać", a mamy odwagę powiedzieć własnemu

> narodowi „trzeba również oddać, co nie jest nasze”, kiedy biorąc pod uwagę przemiany historyczne, uznajemy prawa narodowe naszych sąsiadów ze Wschodu, idziemy historycznie wypróbowaną drogą narodów silnych, wierząc w swą przyszłość. »

Traduction : « Quand nous, le camp de la démocratie polonaise, ne suivons pas la voie la plus facile de l'embrasement des ambitions nationalistes sous le slogan « il n'y a qu'à prendre », et que nous avons le courage de dire à notre propre peuple « il faut également rendre, ce qui n'est pas notre », quand nous prenons en compte les changements historiques, quand nous reconnaissons le droit nationaux de nos voisins de l'Est, nous suivons la voie éprouvée des peuples forts, confiants dans leur avenir. »

> « Kiedy reakcja polska ośmiesza imię Polski, żądając nawet granic z roku 1772, albo chociażby powołując się na prawo historyczne do Mińska i Kijowa, jest tak samo rozpaczliwie głupie, jak powoływanie się Mussilniego na prawa do Francji, sięgające w dziejach aż do podboju Galji przez Juljusza Cezara lub powoływanie się Goebbelsa na prawa Krakowa ze względu na budowle gotyckie w tem mieście. Jeżeli reakcja polska nie chce uznać faktu, że w skład Polski wchodziły do 1939 r. ziemie etnograficznie nie polskie – to przypomina to stanowisko Niemców wobec Górnego Śląska, wobec Kaszubów i Mazurów. I nie można wykpiwać śmiesznych teoryjek hitlerowskich o germańskich narodach Kaszubów, Mazurów, Ślązaków, górali, a równocześnie tworzyć sztucznego podziału narodu ukraińskiego na Rusinów i Ukraińców lewodnieprzańskich i Ukraińców prawodnieprzańskich. »

Traduction : « Quand la réaction polonaise ridiculise le nom de la Pologne, en exigeant même les frontières de 1772, ou même en se référant à un droit historique sur Minsk ou Kiev, c'est tout aussi désespérément stupide, que si Mussolini se référait à un droit sur la France, en remontant l'histoire jusqu'à la conquête de la Gaulle par Jules César ou la revendication de Goebbels d'un droit sur Cracovie du fait des bâtiments gothiques dans cette ville. Si la réaction polonaise ne veut pas reconnaître ce fait que dans la composition de la Pologne jusqu'en 1939, entraient des terres ethnographiquement non polonaises, cela rappelle la position des Allemands envers la Haute Silésie, envers les Cachoubes ou les Mazures. Et on ne peut pas railler des théories ridicules hitlériennes sur les peuples allemands des Cachoubes, des Mazures, des Silésiens, des montagnards et en même temps, créer des divisions artificielles du peuple ukrainien en Ruthènes, Ukrainiens de la rive gauche du Dniepr et Ukrainiens de la rive droite du Dniepr. »

Il indique ensuite que les influences nazies ne se retrouvent pas que dans l'antisémitisme, mais qu'elles mènent aussi à :

> « rozkrzewienia się wśród narodów papuzich teoryjek o wyższości jednej nacji nad drugą, o prawie jednego narodu do hegemonji nad innemi narodami. I w tej fałszywej ambicji reakcji polskiej, by przewodzić federacji środkowo-europejskiej, w dążeniu do przewagi nad narodem czeskim, w całej postawie wobec Ukraińców i Białorusinów odnajdujemy odrodzoną fantazję panazagłobową z jawna domieszką moderny hitlerowskiej. » p. 7.

Traduction : « la propagation entre les peuples de théoriettes [le polonais offre une gamme de diminutifs qui est parfois possible de rendre en français] de perroquet sur la supériorité d'une nation [ici on a un usage du terme d'origine plus directement latine que l'autre équivalent de nation, plus couramment utilisé en polonais ; naród, qui se traduit également par peuple, utilisé juste après] sur l'autre, du droit d'un peuple à l'hégémonie sur d'autres peuples. Dans cette ambition fallacieuse de la réaction polonaise de diriger la fédération centre-européenne, dans le désir de domination sur le peuple tchèque [le polonais fait référence aux peuples tchèques], dans toute son attitude envers les Ukrainiens et les Biélorusses on retrouve une fantaisie résurgente à la Pan Zagłoba [fameux personnage de la saga d'Henryk Sienkiewicz] avec une sous-texte évident de la modernité

hitlérienne. »

Commentaire : J. Borejsza critique l'attitude qui consiste à traiter ces territoires comme polonais ou comme nécessaire au développement de la Pologne. Il rappelle rapidement le contexte historique de la formation de la frontière orientale polonaise après 1918 ; qui reposait donc sur cette ligne Curzon. Mais par la politique du « fait accompli » de Piłsudski, la politique française en Europe centrale (il ne parle pas de la guerre civile en Russie) a abouti à la frontière du traité de Riga, qui a conditionné la politique polonaise des années suivantes, obligeant la Pologne à une alliance avec l'Allemagne.

> « Wielkopańskie poklepywanie Ukraińców po ramieniu, sztuczne podziały Ukraińców na Rusinów i Ukraińców, teoryjiki Ziemi Czerwieńskiej – są to krótkozwrocne (sic) próby odrodzenia tego, co 150 lat temu umarło bezpowrotnie, bez prawa do zmartwychwstania. Polityka polska 1918 r., jak późniejsza po 1926 r. to krótkozwroczne galwanizowanie trupa granic 1772 r. Gdyby nie ta polityka, mielibyśmy w 1939 r. sojusznika w Rosji i Czechosłowacji, Hitler nie rozbiłby nas we wrześniu 1939 r. Klęska Polski ze września 1939 r. jest dziełem tych którzy począwszy 1918 r. i jeszcze wcześniej nie chcieli śmiało zając wobec granic wschodnich stanowiska (…). Rezygnacja z ziem, które są narodowościowo obce, a w sytuacji międzynarodowej stwarzają groźne niebezpieczeństwa, jest dwodem [sic] nie słabości narodu, ale jego siły i mądrości. » p. 10.

Traduction : « La tape grand-seigneuriale sur l'épaule des Ukrainiens, la division artificielle des Ukrainiens en Ruthènes et Ukrainiens, les théoriettes sur la Terre Rouge [en référence aux terres orientales conquises par Boleslaw Chrobry au Xe siècle] – sont autant de tentatives court-termistes de restaurer ce qui est mort définitivement il y a 150 ans, sans droit à la résurrection. La politique polonaise de 1918, comme celle d'après 1926 ; sont des galvanisations à court-terme du cadavre des frontières de 1772. S'il n'y avait pas eu cette politique, en 1939, nous aurions eu en la Russie, en la République tchécoslovaque, des alliés et Hitler ne nous aurait pas écrasé en septembre 1939. La défaite de la Pologne de septembre 1939 est l'œuvre de ceux qui commençant en 1918 et auparavant, ne voulaient pas franchement prendre position sur les frontières orientales. La renonciation à ces terres, qui sont nationalement (ethniquement) étrangères, qui plus est, dans une situation internationale où ils sont source de danger, n'est pas la preuve de la faiblesse d'un peuple mais de sa force et de sa sagesse. »

Il rappelle que d'ailleurs les positions actuelles de Staline et de Churchill sur la frontière orientale polonaise ne sont pas nouvelles et que personne ne prend au sérieux les propositions polonaises de prendre la tête d'une fédération centre-européenne, qui servirait de contrepoids dans la région. Surtout contre l'URSS, « une des plus grandes puissances mondiales » (p. 11). Il poursuit en insistant sur le fait que la situation qui a permis le dessin de la frontière orientale polonaise de 1921 était unique (*niepowtarzalna*), et que ce dessin n'était déjà pas viable au moment de sa création :

> « Trzeba było polityki długoletniego siana nienawiści między Polakami i Ukraińcami na Wołynie, trzeba było, aby żniwo tego siewu zebrali prowokatorzy hitlerowscy, trzeba było tysięcy zamordowanych na tych ziemach Polaków – aby z ust wielu naszych rodatków wyrwało się wyznanie : te ziemie powinny być poza naszym państwem. Nie może bezkarnie mniejszość narodowa uprawiać polityki ucisku narodowościowego wobec większości, bo to w obrachunku historycznym mści się.
>
> Można, siedząc w gabinecie redakcji 'Nowego Świata' gdzieś w Nowym Jorku, operując pojęciami obszarnika polskiego na Ukrainie z początku XIX wieky, układać plany hegemonii na Dnieprze. » p. 11.

Traduction : « Il a fallu une politique sur plusieurs années de culture de la haine entre les Polonais et les Ukrainiens en Volhynie, il a fallu des provocateurs hitlériens en récoltent les fruits, il a fallu des milliers de Polonais assassinés sur ces terres – pour arracher des lèvres de beaucoup de nos compatriotes l'aveu : ces terres devraient être hors de notre Etat. On ne peut pas impunément soumettre une minorité nationale à une politique de pression car cela, dans le bilan historique se paie. On peut, en étant assis dans le bureau de la rédaction de 'Nowy Świat' [Nouveau monde] quelque part dans New-York, et fonctionnant avec des représentations de l'espace polonais en Ukraine du début du XIXe siècle, déployer des plan d'hégémonie sur le Dniepr. »

Mais c'est nier la réalité des choses, qui est que le peuple ukrainien s'est développé et qu'il est devenu un « acteur réel » (p.12) sur la scène internationale, « un acteur qui n'existait pas encore au XIXe siècle et qui ne s'est formé qu'en 1918. »

> « Jeżeli po raz drugi w latach naszego pokolenia najźdzca pruski, miast utrzymać żyzne pola Ukrainy, pozostawił nam cmentarzyska, powinno to dolać trochę oleju do mózgownicy tych, którym śni się najazd na Sicz. Nie będzie spokoju dla Polski na wschodzie, póki raz na zawsze nie wyrzucimw i nie wypalimy ze świadomości narodowej awanturniczych planów regulowania ogniem i mieczem stosunków polsko-ukraińskich.
>
> Musimy zrozumieć, że Ukrainia i Białoruś to równoznaczni i pełnowartościowi partnerzy narodu polskiego, a wszelskie poklepywanie tych narodów po ramieniu trąci stęchlizną prowincjonalnego tępaka, który nic nie rozumie z tego, co się na świecie dzieje. » p. 12.

Traduction : « Si, pour la deuxième fois dans notre génération, l'envahisseur prusse, au lieu de nous garder les terres fertiles de l'Ukraine, nous laisse avec un champ de ruine, cela devrait faire travailler la matière grise de ceux qui rêvent d'une attaque sur le SITCH. Il n'y aura pas de paix pour la Pologne à l'Est tant qu'on ne rejettera pas définitivement, tant qu'on n'éradiquera pas de notre conscience nationale les plans aventureux de réguler par le feu et l'épée les relations polono-ukrainiennes.

Nous devons comprendre que l'Ukraine et la Biélorussie sont des partenaires de même signification et de même valeur du peuple polonais et tous les tapotages sur l'épaule de ces peuples frappent le renfermé de l'ahuri provincial, qui ne comprend rien à ce qui se passe dans le monde. »

Il conclue son texte en soulignant l'importance pour l'indépendance de la Pologne de bonnes relations avec ses voisins, et que l'année 1944 offre une chance de repartir sur des bases d'une coopération réelle entre la Pologne et ses voisins, « les peuples russe, ukrainien, biélorusse, tchèque et slovaque ». Au contraire, si la Pologne s'entête à vouloir poursuivre la politique de 1918, tel que le propose le gouvernement en exil, il mènera son peuple à sa « destruction ».

Lettre du père Majewski sur la reconnaissance des Ukrainiens et des Lituaniens (1952, versions originales et traduites)

Publiée dans Kultura 11/52, pp. 157-158

« Szanowny Panie Redaktorze,

Dnia 1-go czerwca br. odbył się Zjazd Polonii Amerykańskiej w Atlantic City, N.J. na który zjechało około 800 delegatów różnych organizacyj (sic) polonijnych w St. Zjednoczonych i Kanadzie, oraz liczni przedstawiciele emigracyjni z Europy zachodniej. Między innymi Zjazd zaszczycili swą obecnością dwaj Księża Biskupi polskiego pochodzenia : J. E. A. M. Zalewski i J.E. H. T. Klonowski. Miło nam stwierdzić, iż Polonia w Ameryce pamięta o swej roli i przywiązaniu względem dawnej ojczyzny Polski, manifestując je na takich czy innych zjazdach. Wszystko to wygląda bardzo pięknie, ale nie jeden Polak zapatrujący się na obecne sprawy polskie w świecie z międzynarodowego punktu widzenia, gdy zanalizuje niezliczone przemówienia, odczyty i deklaracje, które zwykle sypią się z ust delegatów czy dyplomatów jak z rękawa, na pewno nie łatwo mu przyjdzie wyrobić sobie jednolity pogląd na te sprawy. I tak na Zjeździe w Atlantic City, N.J. przemawiali pp. dr. T. Bielecki, K. Bagiński, S. Pyzik, Sznajder i wielu innych. Panowie ci przypomnieli zachodniemu światu politycznemu Sybir i Katyń, wezwali władze amerykańskie do położenia kresu okupacji sowieckiej w Europy środkowo-wschodniej, dodali ducha i nadziei Rodakom w Kraju, ostrzegając ich by na razie nie podejmowali akcji antykomunistycznej, gdyż krok tego rodzaju przyczyniłby się raczej do zupełnej utraty dotychczasowego cienia wolności. Następnie była mowa o granicach Polski, której charakterystyczny urywek przytaczam. „Domagamy się uznania granicy Odry i Nisy Łużyckiej na zachodzie, a linii traktatu ryskiego ze Lwowem i Wilnem na wschodzie, oraz całymi Prusami Wschodnimi i Królewcem na północy."

Czyż nie są to marzenia ścięty głowy ? I może Churchill miał rację, gdy w roku 1945 powiedział : „Poles have every virtue, except political sense". Jesteśmy chyba jedynym narodem, który żyje wspomnieniami przeszłości i patrzymy na rzeczywistości obecną przez szkła XIX wieku, kiedy to (sic) słowa Rzeczpospolita Polska oznaczały Koronę Litwę i Ruś. Granice obecne są najkorzystniejsze dla Polski. Ziemie odzyskane są naszą własnością, o których polskości nie tylko mówią fakty historyczne, lecz świadczą o niej nawet odkrycia prehistoryczne. A więc strzeżmy naszych granic na zachodzie : przekonajmy świat, iż mamy pełne prawo do Ziem Odzyskanych.

Polacy lubią domagać się sprawiedliwości i wiedzą jak ją ocenić, ale gdy przyjdzie się nam wymierzyć sprawiedliwość dla kogoś, to używamy bardzo skąpej i kto wie, czy nie wręcz fałszywej miary. Niemal ¾ Polaków znajdujących się na emigracji pochodzi z tzw. Kresów Wschodnich. Znaczna część osiedliła się na Wolyniu, Polsesiu i Podolu jako « koloniści » polscy po reformie rolnej, inni te potomkowie od wieków zamieszkałych tu rodzin polskich – dawnej szlachty. Kresy Wschodnie wraz z kilku milionami Rusinów (Ukraińców), Białorusinów i Litwinów przypadły Polsce Odrodzonej w wyniku traktatu ryskiego. Wilno na północy, Lwów na południu – te tak „szczeropolskie" miasta sprawiły nam najwięcej kłopotów i narobiły wrogów. Tak jak już my Polacy mamy prawo do Wrocławia, Szczecina i Gdańska, tak Litwini słusznie się domagają Wilna, a Ukraińcy Lwowa. Dowody historyczne wykazują, iż miasta te nigdy nie były rdzennie polskimi. Jakkolwiek faktem jest, że większość mieszkańców Lwowa i Wilna uważała się za Polaków przed rokiem 1939, to jednak grubo myli się ten, kto utrzymuje, iż miasta te muszą być kiedyś Polsce zwrócone. Litwini nigdy nie zapomną o Wilnie i dopóty nie będzie zgody między nami dopóki nie oddamy im tego Wilna. Z drugiej zaś strony Ukraińcy nie podarują nam Lwowa. Po zakończeniu ostatniej wojny Kresy Wschodnie zostały „oczyszczone" z Polaków. Gdy dojdzie do trzeciej wojny światowej i do ewentualnej klęski Rosji Sowieckiej, nasze apetyty na Lwów i Wilno powinnyby już zupełnie wygasnąć. Niech Litwini, którzy gorszy niż my los przeżywają, cieszą się swym Wilnem, a we Lwowie niech powiewa sino-żółty sztandar. My zaś zwróćmy oczy na Wrocław, Gdańsk i Szczecin i budujmy Polskę na jej własnej glebie. Wtedy na pewno sąsiedzi nasi ze wschodu i północy

obdarzą nas zaufaniem. Przy współpracy Ukrainy i Litwy, Federacja Europy środkowo-wschodniej stanie się faktem dokonanym.

ślę wyrazy wysokiego poważania.
Ks. Józef Z. Majewski.
St. John Vianney's Seminary, Pretoria, Afryka Połudn. »

Traduction

Le 1er juin de cette année, la communauté polonaise américaine se réunissait à Altantic City, qui rassembla environ 800 participants de différentes organisations de la communauté polonaise des Etats-Unis, du Canada ainsi que de nombreux représentants de l'émigration [polonaise] d'Europe de l'Ouest. (…) Il nous est agréable de constater que la Polonia [organisation de la communauté polonaise à l'étranger] en Amérique se souvient de son rôle et en reprenant le point de vue de l'ancienne patrie de Pologne, le manifeste à ces occasions ou lors d'autres conférences. Tout ceci a l'air très bien, mais il n'est pas simple pour un Polonais de se faire une opinion cohérente sur cette question, si on analyse les discours et les déclarations qui d'habitude tombent des lèvres des délégués ou des diplomates comme tirés de la manche.

Aussi lors de cette conférence à Atlantic City les messieurs T. Bielecki, K. Bagiński, S. Pyzik, Sznajder et beaucoup d'autres ont tenu des discours. Ces messieurs ont rappelé au monde occidental politique la Sibérie et Katyn, ont fait appel aux pouvoirs américains pour mettre fin à l'occupation soviétique en Europe centrale et orientale, ont donné des encouragements et de l'espoir à leurs compatriotes restés au pays, les ont avertis de ne pas mener des actions anticommunistes, puisque des actes de ce genre ne ferait que contribuer à la perte totale de l'ombre de liberté encore disponible. Ensuite, il a été question des frontières de la Pologne, dont je redonne ici un fragment. « Nous exigeons la reconnaissance des frontières de l'Oder et de la Neisse de Lusace à l'ouest, et de la ligne du traité de Riga avec Lwow et Vilnius à l'Est ainsi que toute la Prusse orientale et Kaliningrad (Königsberg) au nord. »

Ne serait-ce pas là le rêve d'une tête décapitée ? Et peut-être que Churchill avait raison quand il disait en 1945 que « les Polonais ont toutes les vertus, sauf celle du sens politique ». Nous sommes peut-être le seul peuple qui vit de ses souvenirs du passé, et nous regardons la réalité actuelle par le prisme du XIXe siècle, quand les mots de République polonaise signifiaient le Royaume de Lituanie et la Ruthénie. Les frontières actuelles sont les plus bénéfiques pour la Pologne. Les terres regagnées sont notre propriété, dont la polonité n'est pas seulement illustrée par les faits historiques mais même des découvertes préhistoriques en témoignent. Donc, protégeons nos frontières occidentales, convainquons le monde que nous avons pleinement droit sur ces Terres Regagnées. (…) Les Polonais aiment exiger la justice et savent en juger la valeur, mais lorsqu'il nous arrive de rendre la justice [appliquer] pour quelqu'un, alors nous utilisons des mesures très avares, et qui sait peut-être même fausses. Les terres orientales sont incombées à la Pologne reconstituée [terme pour parler de la refondation de la Pologne après 1918] avec le traité de Riga, et avec elles, quelques millions de Ruthènes (Ukrainiens), Biélorusses, Lituaniens. Vilnius au nord, Lwow au sud, ces villes si « véritablement polonaises » nous ont causé le plus d'ennuis et nous ont fait le plus d'ennemis. Tout comme nous Polonais, avons le droit sur Wrocław, Szczecin et Gdańsk, les Lituaniens exigent justement Vilnius et les Ukrainiens Lwow.

Les preuves historiques montrent que ces villes n'étaient jamais authentiquement polonaises. Peu importe le fait que la majorité des habitants de Lwow et Vilnius se considéraient comme Polonais avant 1939, il se trompe lourdement celui qui soutient que ces villes devraient être rendues à la Pologne un

jour. Les Lituaniens n'oublieront jamais Vilnius et il n'y aura pas de paix entre nous tant qu'on ne leur donnera pas ce Vilnius. D'un autre côté, les Ukrainiens ne nous offriront pas Lwow. A la fin de la dernière guerre, les Terres Orientales ont été « nettoyées » des Polonais. Si on arrive à la troisième guerre mondiale et à l'éventuelle défaite de la Russie soviétique, nos appétits sur Lwow et Vilnius devraient être complètement éteints. Que les Lituaniens, qui vivent un sort pire que le nôtre, se réjouissent de leur Vilnius et qu'à Lwow flotte le drapeau bleuâtre-jaune. Nous, de notre côté, jetons notre attention sur Wrocław, Gdańsk et Szczecin et construisons la Pologne sur sa propre terre. Par la coopération avec l'Ukraine et la Lituanie, la fédération d'Europe centrale et orientale sera un fait accompli.

Avec mes sentiments les plus respectueux,

Père Józef Z. Majewski.
St. John Vianney's Seminary, Pretoria, Afrique du Sud. »

Annexe 6 : Trois études complémentaires sur les agents auxiliaires de l'expertise : les géo-politologues (1890-1939), les diplomates (1918-1939) et les associations d'amitié bilatérale (1945-1956)

Remarques méthodologiques

Ces trois études apportent des éléments de contexte pour l'émergence autour de 1918, le développement entre 1918 et 1939 et la révision de l'expertise de l'Est après 1945 dans les trois pays étudiés. La première permet d'éclairer certains héritages méthodologiques venus de la pensée géopolitique dans les premiers tâtonnements de l'expertise des relations internationales qui émerge après 1918. La deuxième offre un élément de contexte, des pratiques des services diplomatiques d'analyses de l'Europe de l'Est, avec une étude de cas, du regard des diplomaties allemande et polonaise sur la famine qui éclate en Ukraine et dans d'autres régions de l'URSS autour de la politique de collectivisation du début des années 1930. Enfin, la troisième étude synthétise les efforts déployés par l'URSS et les nouveaux régimes en Pologne et en Allemagne de l'Est pour contrer l'image de sous-homme des Européens de l'Est, cultivée par le régime nazi. Cet effort reçoit un écho par une partie des intellectuels de la DGO.

1. La relecture experte des mythes sur l'Est par la géopolitique ..... - 767 -

(1) L'expertise de l'espace de Friedrich Ratzel (1844-1904) à Eugeniusz Romer (1890-1918) ou la coloration scientifique de la conception de l'ancrage national dans le territoire par la géopolitique..... - 767 -

(2) La relecture des mythes d'origines au prisme « racial » ..... - 773 -

(3) Des bases conceptuelles communes pour une évolution contrastée ? Les théories géopolitiques de la frontière orientale chez K. Haushofer et E. Romer (1921-1939) ..... - 779 -

2. L'État comme expert : les nouvelles diplomaties allemandes et polonaise et leurs sources d'analyse de l'Europe de l'Est ..... - 784 -

(1) L'Est vu de Weimar puis du III^{e} Reich ..... - 785 -

(2) L'Est vu de la II^{e} République polonaise : entre familiarité de la société d'Europe de l'Est et incertitudes face au nouveau régime politique ..... - 792 -

(3) Le traitement de la famine soviétique de 1932-33 : La politique de collectivisation comme contexte de la famine soviétique de 1932-1933 : Le regard des diplomates allemands et polonais sur la famine soviétique - 804 -

3. La déconstruction de l'image du sous-homme de l'Est dans l'immédiat après-guerre par la connaissance sur la culture russe dans les sociétés allemandes et polonaise (1945-1956) ..... - 815 -

(1) Dans la foulée de l'Armée rouge : la nouvelle amitié germano-soviétique ou la culture comme voie de sortie de la propagande NS ? ..... - 815 -

(2) La nouvelle Pologne : la critique de l'antisémitisme (allemand) et la nouvelle amitié polono-soviétique - 819 -

(3) « La Russie et nous » ou la question de « l'*Ostkunde* » (l'étude de l'Est) au service de la « *Westbindung* » (l'ancrage à l'Ouest) ..... - 823 -

1. La relecture experte des mythes sur l'Est par la géopolitique

Un des axes d'interprétation de la question nationale est celui de la lecture territoriale avec la théorisation cette fois de l'ancrage territorial d'un peuple donné. Dans le contexte de l'absence de la coïncidence – par-là définie comme but à atteindre – d'une nation et d'un territoire étatique en Europe et notamment en Europe centrale, a fait couler beaucoup d'encre. Un des produits de ces préoccupations, réactualisées au prisme d'une pratique de connaissance inspirée des sciences « naturelles » fut la géographie politique. Cette évolution coexiste avec les théories raciales mais s'intéresse moins à distinguer les peuples qu'à justifier la domination d'un groupe (national) sur un territoire donné.

(1) L'expertise de l'espace de Friedrich Ratzel (1844-1904) à Eugeniusz Romer (1890-1918) ou la coloration scientifique de la conception de l'ancrage national dans le territoire par la géopolitique

L'usage de cartes par la politique a connu une diffusion lente avant de prendre une place considérable dans le discours public et surtout en appui d'une revendication nationale, avec un usage fort en Europe de l'Est au XX^{e} siècle[1580]. L'émergence de cet usage est un exemple intéressant d'expertise où se mêlent les compétences techniques, les attentes politiques, les représentations collectives et l'interprétation nationale, politique et culturelle de données statistiques.

Le recours aux cartes a été semble-t-il d'abord un besoin administratif avant d'entrer dans la panoplie des diplomates de l'ancien régime[1581]. Dès les premières formulations dans le contexte germanique, apparaissent dans le contexte d'une théorisation de la gestion publique, les progrès dans la cartographie et dans le recensement de la population au XVIII^{e} siècle. Les premiers éléments qui ont fait l'objet de l'intérêt des cartographes étaient le rapport entre la superficie et la population, ou la densité différentielle de population. Ce rapport calculé d'abord dans une optique de mesure des forces

[1580] HAPPEL Jörn, WERDT Christophe von et JOVANOVIC Mira, *Osteuropa kartiert - Mapping Eastern Europe*, 1., Aufl., LIT, 2010.
[1581] BEHRISCH Lars, FIESELER Christian et ROUGERIE Florence, « Les cartes chiffrées : l'argument de la superficie à la fin de l'Ancien Régime en Allemagne », *Genèses* (68), 17.10.2007, pp. 4-24.

d'un territoire, puis d'une comparaison avec d'autres territoires, s'est rapidement coloré d'une dimension culturelle. Le degré de densité de population devient avec la multiplication des cartes disponibles, un argument de degré de civilisation[1582]. Ainsi, très rapidement, les cartes et leurs données sont contestées, falsifiées. Puis, la production de ces données n'est plus seulement l'apanage de l'administration, et entre dans la sphère publique, avec au début du XIX^{e} siècle, des parutions dans un journal tel que le *Deutsche Zuschauer*[1583]. Finalement, au Congrès de Vienne en 1815, la discussion de la redistribution territoriale s'appuie sur ce type de documentation cartographiée, pour estimer « la valeur statistique » d'un territoire[1584]. On a ainsi un outil qui veut saisir une réalité humaine, marquer un sentiment d'appartenance, pour appuyer une possession territoriale. Friedrich Ratzel est considéré comme le fondateur de la géopolitique[1585], avec son ouvrage « Politische Geographie »[1586], qui a connu une grande postérité, et a servi d'inspiration notamment aux politiques d'expansions allemandes au cours de la 2^{e} Guerre mondiale, à travers Karl Haushofer par exemple, et dont on retrouve les traces conceptuelles chez les auteurs de la région. Nous allons nous intéresser ici à ses conceptions de légitimation de la possession territoriale et donc en creux, le déni de légitimité de possession. Son ouvrage vise à expliquer l'ancrage territorial de la vie politique et économique d'un État, représentant une population particulière ; le peuple, et à analyser les conséquences de cet ancrage territorial pour la survie, le développement d'un État ou sa disparition. Au cours du XIX^{e} siècle, la dimension nationale vient se greffer sur cet outil[1587]. Des cartes représentant des données linguistiques sont dessinées, et visent dans le cas allemand par exemple à visualiser « l'unité de la nation sur le territoire »[1588] ou dans le cas autrichien, « la coexistence harmonieuse au sein de l'Empire »[1589]. La base documentaire tout aussi large que contestée. Dans son ouvrage fondateur[1590] F. Ratzel propose une définition du peuple (*Volk*) qui ne repose pas sur les critères raciaux, du moins dans sa formulation suivante[1591] : « j'appelle donc peuple un groupe lié politiquement de groupes et d'individus, qui n'ont pas besoin d'être liés ni par leur appartenance tribale, ni par la langue, mais qui sont liés territorialement par un sol

[1582] *Ibid.*, p. 11.
[1583] *Ibid.*, p. 16.
[1584] *Ibid.*, p. 18. Cependant, Morgane Labbée constate que si l'usage se répand dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle, la confiance des diplomates reste limitée dans les cartes, comme base directe pour les décisions et l'administration. REF LABBEE
[1585] Bien que n'étant pas le premier à penser les rapports entre géographie et activité humaine (Grande-Bretagne, Russie etc.), il a visiblement marqué intellectuellement les acteurs des deux pays.
[1586] Friedrich Ratzel, *Politische Geographie*, Otto Zeller Verlag, 1974, 626 p. Texte édité par le géographe Eugen Obhummer (1849-1944), publié une première fois en 1923.
[1587] LABBÉ Morgane, « Les usages diplomatiques des cartes ethnographiques de l'Europe centrale et orientale au XIXe siècle », *Genèses* (68), 17.10.2007, pp. 25-47.
[1588] *Ibid.*, p. 29.
[1589] *Ibid.*, p. 30.
[1590] Les prochaines citations venant du même ouvrage, nous allons citer uniquement les numéros de pages, pour alléger la lecture.
[1591] Ce qui n'entre pas en contradiction avec l'usage d'idée de races ni de leur conception hiérarchique.

commun »[1592]. Ainsi, dans un contexte impérial, il préfère s'intéresser à l'enracinement territorial d'un État plutôt qu'à sa base nationale/ethnique et en particulier à la délimitation des entités territoriales les unes des autres, dans le but d'assurer leur sécurité et bien-être. Ce qui importe, ce n'est pas forcément l'uniformité ni ethnique, ni sociale d'une population mais l'unité territoriale, assurée par la communauté d'intérêts concrétisée par le travail du sol d'une population et le besoin de protection vis-à-vis de l'extérieur. Ce qui unit une population avec son sol, c'est l'idée conductrice (*Leitende Gedanke*) de l'État organisateur de cette communauté d'intérêts (p. 11).

Un élément fondamental d'analyse de géographie politique est la situation (*Lage*) ; dans sa dimension naturelle et politique : le rapport d'un territoire aux autres, en fonction de leur nature (terrestre, maritime), leur taille, leurs ressources et leur localisation, qui sont autant de critères influant la pérennité d'un État. En ce qui concerne l'Allemagne (pp. 182-183) : elle illustre bien la différence entre les deux dimensions politique et naturelle, car elle ne dispose pas de frontière naturelle, et se trouve caractérisée par une situation centrale (*Mittellage*, p. 218) ; qui est à la fois une position de constante menace, mais profite de la circulation constructive, cristallisante, par le développement de sa capacité d'adaptation et de résistance aux pressions expansionnistes des voisins, et le contact favorisant le transfert technologique et la conscience de sa spécificité. La position centrale d'un pays comporte certains avantages et est même nécessaire à son progrès ; la culture politique ne peut évoluer, le progrès ne peut arriver que par la confrontation entre les peuples et les systèmes (il prend l'exemple de Rome et de son influence sur l'histoire germanique, p. 170). « Cette inéluctabilité du mélange des peuples » (*das Unvermeidliche der Völkermischungen*, p. 171) est tout autant nécessaire au développement d'un État, du progrès technique et culturel d'un peuple, que les guerres et les échanges (p. 172), même si les histoires des peuples peuvent paraitre uniformes (*einheitlich*), et malgré la nécessité politique de la différenciation (*Absonderung*) de l'étranger et de la résistance face

[1592] « Volk nenne ich demnach eine politisch verbundene Gruppe von Gruppen und Einzelmenschen, die weder stamm – noch sprachverwandt zu sein brauchen, aber durch den gemeinsamen Boden auch räumlich verbunden sind »., RATZEL Friedrich, *Politische Geographie*, Otto Zeller Verlag, 1974. p. 3. Il ajoute même un peu plus loin que beaucoup de ses contemporains ont tendance à mélanger le territorial et le national; « Viele meinen, wenn sie von nationaler Politik sprechen, eine mit den Verständnis des Wertes des Bodens getränkte Politik, sagen also national, statt territorial. In der Formell : Die Deutschen fühlten das Bedürfnis, eine politische Form für ihre Gesamtheit zu schaffen, liegt der politisch-geographischer Sinn: sie strebten nach territorialer Zusammenschließung und Abgrenzung, um ihre Existenz auf einen sicheren und möglichst breiten und eigenen Boden zu stellen. » Ratzel développe ses réflexions après la fondation de l'empire allemand et les met au service d'une justification 'scientifique' de l'élargissement territorial allemand, notamment vers l'Alsace et la Lorraine ou au contraire d'une relativisation des aspirations des Polonais par exemple. On retrouve ces petites contradictions entre le besoin d'intégrer les terres alsaciennes et lorraines à l'Allemagne, du fait de leur appartenance au territoire culturel allemand et d'un autre côté, la légitimation de l'intégration de la Pologne en partie à l'Allemagne par l'inévitable disparition des « États tampons » trop faibles pour résister à la pression des voisins (p. 236) et encore la dénonciation de l'affaiblissement de la frontière orientale du monde germanique par la prise d'influence russe à travers les populations slaves (p. 220).

à lui (p. 172), sous peine de tomber dans un état de sous-développement ou de perdre son identité et se dissoudre. Pour illustrer cette idée, il se réfère aux Grecs anciens et leur opposition aux barbares, aux Iraniens et leur opposition aux peuples nomades auxquels ils étaient confrontés (p. 173.) Ces conceptions semblent faire écho aux conceptions des penseurs polonais ; qui se sont également interrogés sur la place de la Pologne en Europe, tout d'abord dans un contexte où la Pologne n'avait pas d'existence étatique souveraine[1593]. Ces réflexions furent portées également par des acteurs de formation en sciences naturelles (Antoni Rehman, 1840-1917) mais aussi précédemment par Wincenty Pol (1807-1872), d'orientation plus littéraire. On les retrouve également dans la pensée politique de Roman Dmowski, comme nous verrons plus bas.

Un des éléments naturels pouvant être utilisé pour définir la situation géographique allemande dans la plaine d'Europe, généralement présenté comme n'ayant pas d'obstacles physiques pouvant appuyer une délimitation claire, sont les fleuves. Cet élément géographique se retrouve également dans les définitions successives de l'ancrage de la Pologne et la détermination de la nature centrale de son territoire : soit une centralité qui englobe comme chez W. Pol ; de la Vistule et l'Oder à l'Ouest au Niémen et au Dniepr à l'Est, espace regroupant des peuples partageant la même langue écrite, donc les Polonais, les « Ruthènes »[1594], les Lituaniens[1595] ; ou encore une centralité dissolvante comme chez Wacław Nałkowski, qui reprend ces délimitations géographiques mais présente une autre représentation de la composition culturelle de cette aire polonaise, comme étant le résultat d'une transition graduelle entre les pôles occidentaux et orientaux de l'Europe. La Pologne a été habitée par les minorités portant la culture allemande, ruthène, lituanienne et son caractère « transitoire » se retrouverait « même » dans la diversité culturelle de la population juive ; d'influence allemande à l'Ouest et russe à l'Est[1596]. Ce caractère se retrouve dans d'autres aspects de la vie culturelle ; dans la religion, dans l'architecture etc. et également dans la vie économique ; le niveau de développement étant également transitoire, va en déclinant et se ruralisant vers l'Est.

[1593] Dans son ouvrage Piotr Eberhardt présente chronologiquement les conceptions géographiques de la Pologne par les géographes polonais, depuis le Moyen-Âge. Pour la période qui nous intéresse ici, il présente les débats sur les frontières orientales et occidentales, et présente l'émergence de l'opposition entre les frontières « historiques » et les frontières « ethniques » dès la fin du XIXe siècle jusqu'à la domination progressive de la conception « ethnique » au fil du XX^{e} siècle. Voir : EBERHARDT Piotr, *Polska i jej granice: z historii polskiej geografii politycznej*, Lublin, Wydaw. Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, 2004.

[1594] Ce terme était utilisé par les Polonais dans l'optique souvent de nier la „maturité" d'un peuple ukrainien, préférant donc utiliser ce terme identifiant les Ukrainiens à une population rurale, locale sans culture digne d'un État. Sur le refus par exemple d'E. Romer d'utiliser ce terme, Jędrzejczyk, *Eugeniusz Romer jako geograf społeczno-gospodarczy*.

[1595] EBERHARDT, *Polska i jej granice*, *op. cit.*, 2004.

[1596] « Nawet w obrębie samej narodowości żydowskiej zaznacza się przejściowość: na zachodzie spotykamy żydów niemieckich, na wschodzie – rosyjskich (t.zw. litwaków) », cité dans *Ibid.* p. 47

Mais l'acteur central de cette période fut Eugeniusz Romer[1597], qui nous paraît intéressant ici d'une part, parce qu'il s'est engagé dans la formulation et la définition du territoire polonais en amont des négociations versaillaises et d'autre part, parce que sa conception évolue fortement entre 1918 et 1945, comme nous allons le voir, et que son engagement dans la vie publique nous permet d'observer ses différentes prises de positions. Et sa première prise de position fut justement de s'opposer à cette centralité « molle » de Nałkowski[1598]. Nous revenons sur l'action d'E. Romer pour l'organisation de la géographie polonaise et pour sa contribution aux négociations à Versailles en 1919 plus bas dans ce chapitre. Poursuivant dans son ouvrage fondateur, sa métaphore biologique, Ratzel décrit la frontière comme un « organe périphérique » de l'État, « porteur de sa croissance comme de sa stabilisation » (p. 86), donc une zone plus dynamique que le centre de l'État, en situation de croissance. La frontière ne doit pas être considérée comme une ligne mais plutôt en termes de bandes où, à l'image de « vagues », les influences des États frontaliers se superposent et se mélangent (p. 390), résultant parfois en un « lissage » de la frontière à force de conflits, comme entre la France et l'Allemagne[1599] ou à la génération de « *Zwischenvölker* » ou peuples « sandwichs » ou intermédiaires, comme les Luxembourgeois ou les Polonais (p. 391). Ainsi une frontière « neuve » ou récente est jugée a priori meilleure, car le résultat de nombreux ajustements, la rendant plus fidèle à la réalité de l'ancrage étatique dans un territoire (p. 401). En raison de sa formation de zoologiste, Ratzel utilise donc des images tirées de la biologie pour décrire les rapports entre entités : les États sont pour lui assimilables à des organismes vivants, capables de naitre, croitre et mourir, ayant besoin de ressources pour vivre… (p. 4) L'État s'enracine dans le territoire par le travail de son peuple[1600], et en marque ainsi les limites[1601]. Ce qui unit et délimite donc un peuple et son État est donc d'une part « l'habitude héritée de la vie en commun, le travail commun et le besoin de protection de l'extérieur »[1602]. L'exploitation commune d'un territoire permet de faire société, qui fondera un État lorsque cette société formera une communauté de but (*Zweck*) (p. 90) pour lesquels il faut une coopération/coordination à plus long terme et reposant sur de plus gros efforts : l'État rassemble les performances individuelles au sein d'une frontière politique et économique.

Pour Ratzel, la possession territoriale et l'exploitation d'un territoire constitue la base du pouvoir politique de tout État (p. 33), renforcé par le travail culturel, qui « l'habille » d'une dimension poétique-

[1597] Géographe polonais, voir ROMER Eugeniusz, *Wybór prac*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1960., et Dobiesław Jędrzejczyk, Waldemar Wilk, *Eugeniusz Romer jako geograf społeczno-gospodarczy* (Varsovie: UW. WGiSR, 1999).
[1598] EBERHARDT, *Polska i jej granice*, *op. cit.*, 2004.
[1599] Lorsqu'il écrit ces lignes l'Alsace et la Lorraine sont du côté allemand de cette frontière.
[1600] RATZEL, *Politische Geographie*, *op. cit.*, 1974., p. 33.
[1601] *Ibid.*, p. 8.
[1602] *Ibid.* p. 12.

mythique à la transformation d'une *Naturlandschaft* en *Kulturlandschaft*. (p. 33). C'est la condition d'une conquête effective d'un territoire ; le travail individuel qui enracine la possession politique dans un territoire (p. 34), par exemple, les territoires orientaux germaniques ont été conquis « par la charrue » sur les Slaves occidentaux ; non pas la puissance d'une entité politique mais le travail des « petits seigneurs » et de leurs « faibles serviteurs ». De cette logique, il tire une sorte de loi générale sur la croissance d'une population, son expansion par le travail du territoire, comme les Slaves occidentaux l'avaient fait auparavant. Ainsi, « la croissance naturelle » d'un territoire se fait plus durablement par la prise de possession d'éléments plus faibles du peuple, soutenu par un centre plus puissant (p. 34). On a donc ici une vision d'une expansion « naturelle » d'un État, qui suit les migrations « spontanées » de sa population, en cas de croissance démographique.

Nombreux sont pourtant les auteurs qui se sont penchés sur cette problématique, cherchant souvent les formulations les plus scientifiques et légitimes qui soient, en combinant les éléments naturels et culturels pour légitimer l'ancrage territorial d'un peuple et d'en faire découler la légitimité étatique. Un tel ancrage a donc potentiellement un pendant expansionniste, si ce sont les traces culturelles qui peuvent justifier la souveraineté sur un territoire, qui serait par ailleurs sous-exploité par un peuple moins « avancé » politiquement et culturellement. Selon Ratzel, la croissance d'un territoire trouve ses racines dans l'accroissement du besoin de ressources pour une population donnée, qui peut les augmenter soit de manière intensive par la colonisation interne, soit de manière extensive, par l'agrandissement du territoire exploité (p. 90). Le niveau de développement des infrastructures de transport est signe de la vitalité d'un peuple (p. 89). Et « le pouvoir politique du sol » (p. 46) ne disparait pas avec la soumission politique d'un peuple à un État étranger : si le peuple se maintient sur ce territoire et continue à l'exploiter, car ainsi c'est l'occupant qui entre en dépendance de son travail de la terre. On voit bien ici, l'utilité de tels propos dans le contexte d'une expansion territorial d'un État impérial, englobant plusieurs nationalités.

On a avec Ratzel et l'émergence de la pensée géopolitique une transposition de schémas inspirés de la biologie, à la géographie humaine, et marqués par les représentations culturelles héritées des périodes précédentes. C'est là une formulation des connaissances qui est fortement déconnectée d'une étude concrète. Si Ratzel égraine son texte d'exemples particuliers pour illustrer son propos, ils sont généralisés et sortis de leur contexte historique. On peut ainsi déduire de son texte une série de « lois naturelles », dans une lecture simplifiée de cet ouvrage, comme on le verra, notamment dans le contexte de la discussion sur la colonisation à l'Est, surtout chez les Allemands, en combinaison avec la lecture raciale vue précédemment.

(2) La relecture des mythes d'origines au prisme « racial »

Au début du XX^e siècle, le discours sur la nation prend un tournant biologique en Europe[1603]. Sur la recherche des nations et de leur mythe des origines, que nous avons vu plus haut, se greffent des pratiques positivistes, usant de « preuves » biologiques pour soutenir le discours national. Ces pratiques sont connues et nous ne voulons pas retracer ici l'historique de ce paradigme scientifique, mais mentionner des penseurs saillants, qu'on retrouvera tout au long de la période et pour illustrer la fluidité du débat en la matière entre l'Allemagne et la Pologne.

Si la modernisation de l'administration a contribué à l'essor de l'usage de carte, elle a également résulté en une augmentation des données disponibles sur les populations, dont les données biométriques. Ainsi, la théorisation des divisions de l'humanité en « races » a pu être consolidée au XIX^e et au début du XX^e par des statistiques sur les populations, notamment en Europe. Un des pionniers de l'usage de ces données pour étayer les théories raciales, fut Joseph Deniker. Il mobilise pour son étude de 1908 sur les « races de l'Europe » (et de l'Asie à travers la Russie) les données collectées par l'administration, par l'armée et par d'autres chercheurs, pour présenter un tableau des caractéristiques physiques des peuples européens, classés ici selon leur taille[1604]. Son travail est intéressant à observer, car il mélange les différentes interprétations pour tenter d'expliquer les données, ou pour le cas où il n'en dispose pas, émettre des projections sur les populations d'une zone[1605]. Après avoir listé les statistiques récoltées dans des contextes variés, il émet des explications

[1603] GÓRNY Maciej, « Bitterly Triumphant: The Biologisation of National Character in the Twentieth-Century East Central Europe », *Acta Poloniae Historica* 111, 01.01.2015, p. 29. Pour une présentation des discours biologisants sur la nation en Europe centrale, voir TURDA Marius, *« Blood and Homeland »: Eugenics and Racial Nationalism in Central and Southeast Europe, 1900-1940*, Central European University Press, 2007. Pour l'Allemagne, voir FAHLBUSCH Michael et HAAR Ingo (dir.), *Völkische Wissenschaften und Politikberatung im 20. Jahrhundert: Expertise und « Neuordnung » Europas*, Paderborn, Schöningh, 2010. Ces pratiques sont critiquées par les contemporains dès leurs formulations, mais nous ne pouvons pas revenir ici sur le débat scientifique, dans toute son étendue. Pour le débat sur les théories raciales, ancrées dans l'archéologie et le mythe des origines, voir DEMOULE Jean-Paul, *Mais où sont passés les Indo-Européens ?: le mythe d'origine de l'Occident*, Paris, Ed. du seuil, 2014.

[1604] DENIKER Joseph, *Les races de l'Europe*, vol. La taille de l'Europe / II, Paris, France, Association française pour l'avancement des sciences, 1908. Une première étude consacrée à la taille des crânes en Europe paraît en 1899 : DENIKER Joseph, *Les Races de l'Europe*, Paris, France, Association française pour l'avancement des sciences, 1899. vol. 1.

[1605] Par exemple pour l'Allemagne orientale, où il ne dispose pas de sources, pour aucune ethnie de la région, il suppose que « Les populations lithuaniennes doivent être « grandes » comme leurs frères de race en Russie » , alors que « les Allemands de Silésie doivent être plutôt « petits », étant donné qu'ils sont entourés de tous les côtés par des populations de « petite » ou de « très petite » taille », DENIKER, *Les races de l'Europe*, *op. cit.*, 1908., p. 80.

de la taille constatée, allant de l'explication « raciale » à l'explication par l'appartenance sociale[1606] ou la topographie. C'est-à-dire, outre qu'il mobilise des données sans aucune critique, il recourt là où il manque d'informations à des mythes scientifiques, à des idées qui semblent ainsi couramment admises : la supériorité en taille des Allemands sur les Slaves par exemple. Nous ne voulons pas ici reprocher le manque de cohérence dans cet ouvrage « racial » mais souligner la légèreté avec laquelle il passe d'un registre à l'autre ; de la langue à la race, de la topographie à la culture, pour finalement simplement illustrer par des statistiques, ses idées préconçues. C'est un exemple un peu extrême, mais nous semble-t-il, utile pour ne pas donner ici une lecture attribuant rétroactivement une logique scientifique cohérente, mais au contraire, souligner les pratiques d'amalgames des connaissances, gagnées par les progrès techniques et de l'administration, avec les imaginaires collectifs. Ce discours est l'objet d'une réception critique, en France[1607] et en Russie[1608] notamment : les théories raciales sont progressivement assimilées à la pratique scientifique allemande, et les voisins s'en détachent plus ou moins superficiellement. Les théories sont critiquées au sein de la communauté scientifique sur le fonds et sur le plan politique, sur les intentions. Ainsi, pour l'expertise de l'Est, à travers ce prisme ethnico-« racial », on trouve en Pologne dans les travaux de Jan Czekanowski (1882-1965), un télescopage des théories d'anthropologie raciale avec le mythe national polonais, par sa réutilisation des Sarmates[1609]. Cet anthropologue polonais, formé en Suisse et ayant commencé sa carrière de chercheur à Berlin avant 1914, entre en 1913 à l'université de Lemberg où il reste actif jusqu'à la fin de la 2e Guerre mondiale. A l'issue de la 1e Guerre mondiale, il participe aux négociations à Versailles en tant qu'expert.

Mais avant cela, il avait fondé l'étude de l'anthropologie à Lemberg, en 1913[1610]. Tout en s'inscrivant nettement dans la pratique de biométrie pour asseoir les théories raciales, il fournit une nouvelle catégorisation pour valoriser la « race » slave par rapport aux théories développées en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Il reprend le schéma général de l'arrivée successive de différents peuples, ou « races » en Europe, par le Nord et l'Est, d'Asie, ainsi que leur hiérarchisation. Il propose

[1606] Ainsi, les Allemands de Russie du Sud sont en moyenne plus grands, car en moyenne plus riches, que leur compatriotes non-allemands, *Ibid.*, p. 95.
[1607] VENAYRE Sylvain, *Les origines de la France : Quand les historiens racontaient la nation*, Paris, Seuil, 2013.
[1608] La réception en Russie par le mouvement eurasiatique a été diverse : entre discrédit des théories raciales dans leur fondement et retournement de l'argument de la pureté à la faveur des Russes, voir : LARUELLE Marlène, « Regards sur la réception du racialisme allemand chez les panslavistes et les eurasistes russes », *Revue germanique internationale* (3), 28.04.2006, pp. 145-155.
[1609] GÓRNY, « Bitterly Triumphant », *art. cit.*, 2015.
[1610] *Ibid.*, p. 41. Maciej Górny présente d'autres chercheurs de la région, qui travaillent sur ces thématiques, dont Stepan Rudnyts'kyi (1877-1937), un chercheur ukrainien également actif à l'université de Lemberg à ce moment, et qui engage son expertise au service de la République populaire d'Ukraine occidentale (ZUNR, 1918-1923). Avant cela, il était membre de l'association germano-ukranienne, « Freie Ukraine », fondée en décembre 1915.

toutefois une classification plus floue, constatant un certain mélange entre ces groupes. Son objectif premier est, d'une part, de contester la présence germanique dans les terres polonaises[1611] et, d'autre part, de distinguer les ancêtres des Polonais, des groupes « raciaux » considérés comme « inférieurs » : ceux venus d'Asie. Il recourt ainsi à trois catégories : les peuples dinariques, nordiques et pré-slaves ; qui ont donné naissance respectivement aux Ukrainiens, Polonais et Biélorusses[1612]. Ainsi, les origines nordiques des peuples porteurs de culture n'étaient pas discutées, seulement leur caractère germanique. Par ses travaux, reconnus dans le monde entier[1613], il joue un rôle important à la fois dans la formation de théories pour le discours interne en Pologne et dans la confrontation idéologique avec la communauté scientifique germanique[1614].

Dans le même temps, il pratique une anthropologie pour laquelle il ne recourt pas à ces catégories « raciales ». Dans la revue lancée par E. Romer en 1917, dédiées aux questions de géographie humaine : « les travaux géographiques » (*Prace geograficzne*), le premier numéro fut dédié aux statistiques ethniques dans les territoires occidentaux de la Russie impériale : « les rapports ethnico-religieux en Lituanie et en Ruthénie à la lumière des sources officielles, avec quatre cartes »[1615]. Dans ce texte, Jan Czekanowski propose une analyse critique des sources statistiques ethniques collectées par l'administration russe en 1867, 1897, 1909 ainsi que par l'administration d'occupation allemande en 1916 et les travaux d'Otto Hoetzsch sur la Russie de 1917. J. Czekanowski procède à une revue des statistiques collectées sur la base du droit électoral et les statistiques des petits propriétaires terriens, non aristocrates, pour rectifier les statistiques ethniques et religieuses officielles. Il opère une critique des manipulations de l'administration russe par la création de catégories visant à réduire la présence démographique polonaise dans la région, telles que les Biélorusses catholiques[1616], et procède à une rectification en calculant la part de la population polonaise par soustraction des populations « non polonaises », c'est-à-dire les habitants qui sont comptés comme juifs, les orthodoxes, les « autres non orthodoxes », qui sont les Allemands et les Lituaniens. En passant par cette soustraction, il cherche à s'émanciper de ces catégories qu'il considère comme résultant de la politique anti-polonaise de l'administration russe[1617]. Ensuite, il utilise la structure ethnico-religieuse des petits propriétaires

[1611] Thème qu'il défend à nouveau après la 2e Guerre mondiale : CZEKANOWSKI Jan, « The Ancient Home of the Slavs », *The Slavonic and East European Review* 25 (65), 1947, pp. 356-372.
[1612] GÓRNY, « Bitterly Triumphant », *art. cit.*, 2015., p. 49.
[1613] Ses travaux sont recensés aux États-Unis, en Allemagne, notamment.
[1614] Il résume sa théorie en ajoutant l'importance des mélanges entre les peuples « d'origines » au fil de l'histoire quelques décennies plus tard : CZEKANOWSKI Jan, « Die anthropologische Struktur von Europa im Lichte polnischer Untersuchungsergebnisse », *Anthropologischer Anzeiger* 16 (1/2), 1939, pp. 81-100.
[1615] CZEKANOWSKI Jan, *Stosunki narodowościowo-wyznaniowe na Litwie i Rusi w świetle źródeł oficyalnych*, Lwów, Książnica Polska Towarz. Naucz. Szkół Wyższych [etc.], 1918 (Prace Geograficzne Wyd. przez E. Romera). 1917.
[1616] *Ibid.*, p. 41.
[1617] *Ibid.*, p. 16.

terriens non aristocratiques, qu'il projette sur la population totale, pour obtenir une estimation plus juste de la population polonaise. Ce faisant, il obtient une proportion plus élevée de la présence démographique polonaise dans ces régions de l'empire russe en délitement. Car c'est l'objectif de ce travail, de corriger ce que les analystes polonais n'ont pas su apporter en termes de critique et pour « démasquer les statistiques tendancieuses russes aux yeux de l'Europe »[1618] et contribuer à légitimer un ancrage territorial polonais « plus à l'Est que les frontières de la Pologne du Congrès »[1619]. A l'issue de cette analyse statistique, il détermine une ligne de partage, qui répartit équitablement les minorités de part et d'autre et fixe ainsi un équilibre démographique.

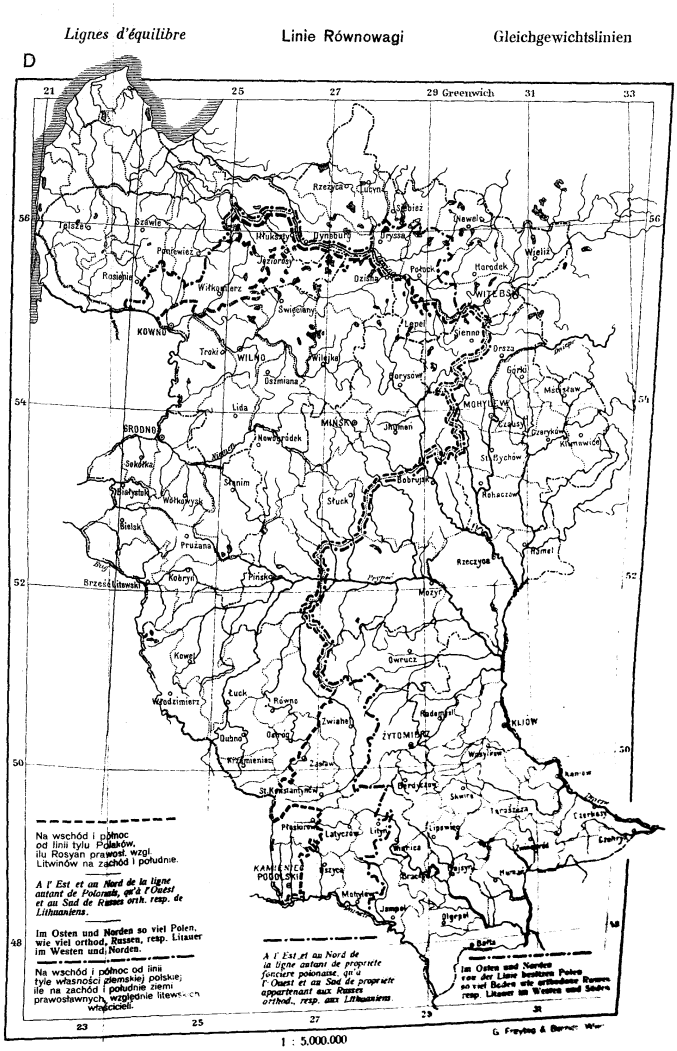


Figure 72: Carte de Jan Czekanowski, 1917, tirée de l'annexe des Prace geograficzne 1.

Dans la légende de la carte, on peut lire :
« A l'Est et au Nord de la ligne, autant de Polonais qu'à l'Ouest et au Sud de Russes orth[odoxes], resp[ectivement] de Lithuaniens.

[1618] *Ibid.*, p. 40.
[1619] *Ibid.*

> A l'Est et au Nord de la ligne, autant de propriété foncière polonaise qu'à l'Ouest et au Sud de propriétés appartenant aux Russes orthod[oxes], resp[ectivement] de Lithuaniens. »

On a avec ces travaux une construction de connaissances sur l'Est mise au service d'un argumentaire politique, adressée aux Polonais (ou polonophones). Les catégories qu'il propose sont discutables, mais elles présentent explicitement les contours de la nation polonaise, excluant les juifs, s'incrivant ainsi dans la lecture de R. Dmowski, ethno-nationaliste de la Pologne. Jan Czekanowski reprend ces travaux dans le mémoire proposé lors des négociations à Versailles en 1918, par des experts polonais éminents et nourrir l'argumentation des négociations diplomatiques[1620].

Dans le même temps, un des experts que nous allons suivre dans les chapitres suivants, Olgierd Górka prépare et publie sa thèse, sur Lubiąż. Ce texte inaugure la série de publication du séminaire sur l'histoire polonaise de l'Université de Lwów, fraichement refondé, comme l'annonce un court message d'introduction à la publication (*Od Redakcyi*). Le séminaire vise à soutenir les jeunes chercheurs sur le plan méthodologique, sans vouloir orienter le contenu, pour assurer la liberté scientifique des jeunes chercheurs. Le séminaire veut favoriser l'usage des nouvelles méthodologies et technique de critique des sources. Le séminaire se concentre sur l'histoire de la Pologne des Piast et des Jagellon. Ce séminaire était dirigé par Stanisław Zakrzewski (1873-1936), historien médiéviste, qui travaille à ce moment probablement sur Bolesław Szczodry.

Górka mène pour sa thèse une analyse de l'histoire de cette commune de Silésie où fut construite une abbaye cistercienne au XI^{e} siècle. Il mobilise les outils de l'historiographie médiévale : les sources diplomatiques, juridiques et mène une critique paléographique de ces sources. Sa méthodologie est classique, pour un médiéviste, où une grande importance est attachée à la datation des sources et aux falsifications ultérieures des sources, par les historiens médiévaux notamment. Du fait de la relative pénurie de sources, il utilise tout autant la linguistique, en retraçant les influences germaniques et slaves/slaves orientales sur la formation des noms, et les processus de slavisation, germanisation des noms, qui font ainsi des allers-retours entre les langues. Il s'efforce de dater le style de l'écriture et utilise les sources fiscales pour déterminer la propriété des lieux. Ce faisant, il ne manque pas de relativiser la continuité nationale et la propriété revendiquée par ses contemporains de ce territoire et son patrimoine. Cette méthodologie et sa maitrise de la critique des sources semblent rester une constante de son activité professionnelle, sur laquelle nous reviendrons.

[1620] CZEKANOWSKI Jan, *Note sur la statistique démographique des confins orientaux de la Pologne*, Paris, s.n., 1919., cité dans CALIF.) Hoover institution on war revolution and peace (Stanford, *A Catalogue of Paris Peace Conference Delegation Propaganda in the Hoover War Library*, Stanford University Press, 1926.

Par ces deux exemples issus d'universitaires polonais, on peut voir que la pensée sur les limites de la Pologne et la formulation d'une position polonaise identifiable face au discours scientifique allemand ont émergé avant la refondation de structures étatiques polonaises, et aux revendications ukrainiennes, plus indirectement. On a ici aussi une méthodologie universitaire, de traitement relativement critique de sources primaires pour établir des analyses, qui sont ensuite mises au service du débat politique. On peut parler ici d'une expertise dans la mesure où leurs intentions sont de contrer le discours de la communauté scientifique allemande sur la Pologne et l'Europe centrale et orientale, mais la méthodologie est développée dans un cadre qui est certes politisé, mais reste néanmoins inscrit dans une exigence scientifique classique.

***

Jusqu'en 1918, on voit donc des nouvelles pratiques de connaissances se généraliser, qui utilisent les avancées dans la collecte des données tout en s'inscrivant dans les imaginaires collectifs hérités des périodes et pratiques de connaissance précédentes. Ces pratiques scientifiques expertes forgent des discours recourant à un système de « preuve » de plus en plus étoffé, non sans incohérences. Les pratiques sont diverses, et fortement liées à l'idéologie de l'auteur.

L'Est européen était un espace propice à l'application de ces pratiques : l'Est est relu à travers ces méthodes, qui se mettent au service des enjeux politiques tournant principalement autour des hiérarchies entre les peuples et de la question de la possession territoriale. La géopolitique et les « sciences raciales » offrent une nouvelle série d'arguments « scientifiques » dans ce débat. Ces méthodes valorisant des données « objectives » pour fonder la connaissance, dévalorisent par là même l'étude de la diversité ou l'observation des populations analysées. Les arguments reconnus n'impliquent pas forcément de connaissances directes ou d'expérience du terrain, ou même d'une expérience indirecte : il vaut mieux recourir à des statistiques ethniques, des mesures biométriques ou des analyses géographiques pour expliquer – ou légitimer – l'état des sociétés et proposer des évolutions à venir.

(3) Des bases conceptuelles communes pour une évolution contrastée ? Les théories géopolitiques de la frontière orientale chez K. Haushofer et E. Romer (1921-1939)

Dans la période 1918-1939, la question des frontières préoccupa toute l'Europe, avec un retour en force dans les années 1930[1621]. Sur le traitement de cette question, l'évolution des travaux des géographes allemand et polonais précédemment cités est caractéristique d'une montée de l'intérêt pour les terres orientales européennes et leurs problèmes frontaliers. Ainsi, dans les ouvrages de Karl Haushofer et d'Eugeniusz Romer, on voit ce glissement de l'intérêt vers l'Est et la normalisation de la lecture « culturelle » et ethnique de la géographie, en particulier dans cette région. Les théories géopolitiques nous semblent une entrée en la matière instructive, car elles se reposent largement sur les acquis produits dans leur environnement intellectuel.

Chez Karl Haushofer tout d'abord. Cet auteur, héritier intellectuel de F. Ratzel, a connu un succès avec ses conceptions géopolitiques, qu'il a communiqué notamment par des ouvrages nombreux et largement diffusés. K. Haushofer en a consacré un aux frontières, dans lequel il s'interroge les modalités de formation et l'évolution des frontières, en les ancrant tant géographiquement que politiquement. Cet ouvrage fut publié en 1927 et réédité dans une version augmentée en 1939. Nous voulons ici nous concentrer sur les présentations qu'il fait de la frontière orientale allemande : en comparant les deux éditions, on peut constater un glissement à l'Est de ces frontières. On a en 1927, une présentation de l'Allemagne avec un soulignement visuel des territoires perdus après 1918, à l'ouest : en Alsace, Lorraine, il inclue le Luxembourg. Il associe la Suisse visuellement au sud, l'Autriche n'est même pas présentée comme extérieure à l'Allemagne. Il présente ensuite à l'Est, la présence allemande, fortement concentrée sur les territoires occidentaux polonais mais également éparpillée sur l'ensemble de l'espace entre la Mer baltique et la Mer noire au sud.

Figure 73: « Les changements et pertes de l'empire » (population allemande en Europe centrale)[1622]

[1621] Par exemple en France ; en 1933, la revue « Frontières » est fondée, Jacques Ancel publié en 1938 un essai intitulé « Géographie des frontières ».

[1622] HAUSHOFER Karl, *Grenzen in ihrer geographischen und politischen Bedeutung*, 2. neubearb. Aufl., Heidelberg, Vowinckel, 1939., p. 213.

En 1939, l'accent sur la présence allemande à l'Est est encore renforcé : K. Haushofer décline les formes de la présence allemande et cette fois, c'est l'influence allemande qui est figurée. On voit un Est européen comme un espace d'expansion allemand au premier regard, avec différents degrés de cette présence allemande : les lignes horizontales marquent la présence commerciale allemande, la ligne rouge, l'espace couvert par le « droit allemand » et la ligne jaune, inclue l'espace linguistique allemand (en bleu sont les fleuves).

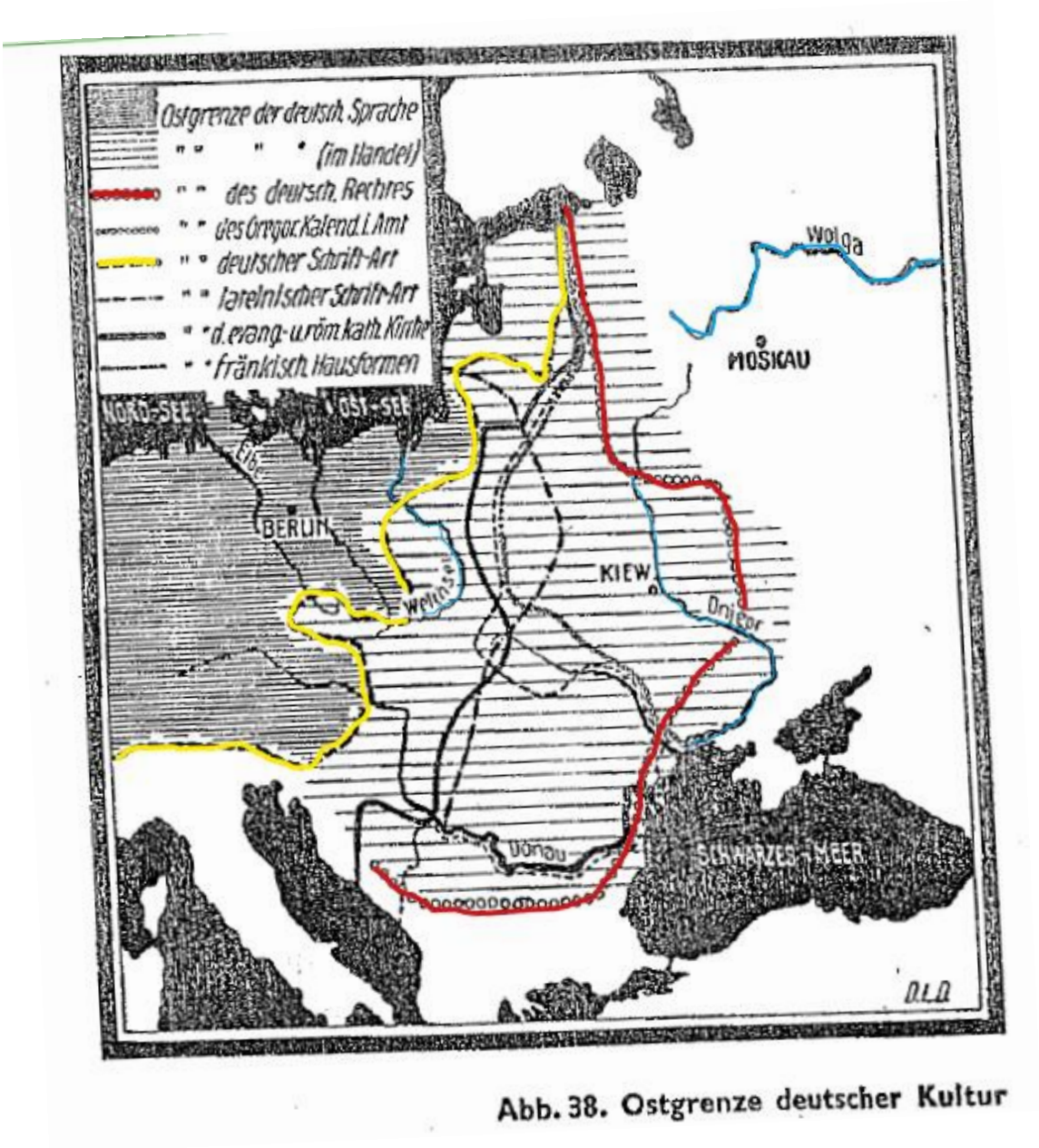


Figure 74: « La frontière orientale de la culture allemande »[1623]

[1623] *Ibid.*, p. 110.

Dans l'édition de 1939, on trouve également une confrontation de la frontière occidentale allemande avec le pendant oriental : toujours dans une présentation de frontières superposées, on voit les frontières culturelles (en jaune) et la frontière de sécurité (en rouge) encadrer les frontières ethniques et impériales, et s'étaler de manière proportionnelle, relativement parallèles. Dans cette lecture, le peuple inscrivant la culture dans le territoire, ce qui légitime ensuite l'ancrage spatial d'un régime, qui organise ensuite la défense collective, avec une profondeur stratégique. On voit ici une visualisation de la perte territoriale causée par le *Diktat* de Versailles, injuste, car le déroulé précédent était en cohérence avec « l'ordre » ethnique.

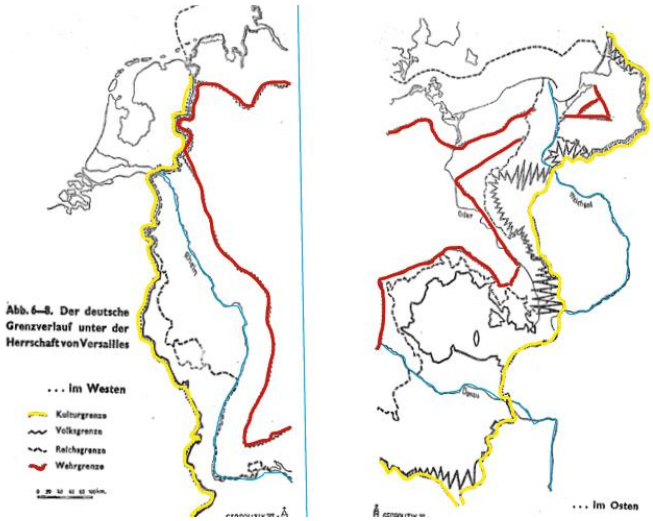


Figure 75: « Le déroulé des frontières allemandes sous le régime de Versailles »[1624]

Cependant à l'Est, la situation est plus confuse : les frontières de la zone de sécurité montrent une faiblesse par la Prusse orientale et la frontière culturelle la dépasse largement. Mais surtout, on a par les zigzags de la frontière ethnique, une impression de chaos ethnique à l'Est, au sein d'un espace culturel allemand. C'est bien entendu une sélection partielle, d'un ouvrage qui traite des frontières du monde entier, avec un intérêt particulier pour l'Asie. Mais cette sélection de ces trois cartes nous semble résumer l'évolution du discours sur l'Est en Allemagne sur la période. En partant du soulignement de la présence allemande dans tout l'Est européen, en premier lieu en Pologne, mais au-delà, jusqu'en Ukraine, en Russie occidentale et dans les États baltes. Cet éparpillement illustre la présence allemande en « insularité » de communautés fermées, homogènes, visuellement surestimées. Dans la réédition de l'ouvrage, K. Haushofer inscrit indirectement ces communautés éparpillées dans une aura culturelle et économique, qui rayonne jusqu'aux portes de Moscou, avec un aplatissement des évolutions historiques de la région et une surévaluation criante de la présence allemande, sous différentes formes. On retrouve ici, à la fois le passé de l'expansion allemande,

[1624] *Ibid.*, pp. 31-32.

imprimée sur l'Est, qui semble appeler un « retour ». Ces cartes résument clairement la rhétorique du sol culturel et ethnico-national qui fleurit sous Weimar et s'institutionnalise dans le IIIe Reich, sur laquelle nous revenons ci-dessous.

Chez les Polonais, on trouve un écho[1625] de la représentation graphique de l'éparpillement allemand de Haushofer chez Edward Maliszewski et Tadeusz Szturm de Sztrem, toutefois avec une dynamique inverse : la répartition géographique des Polonais dans les frontières de la Première République, avant la première partition de 1772 :

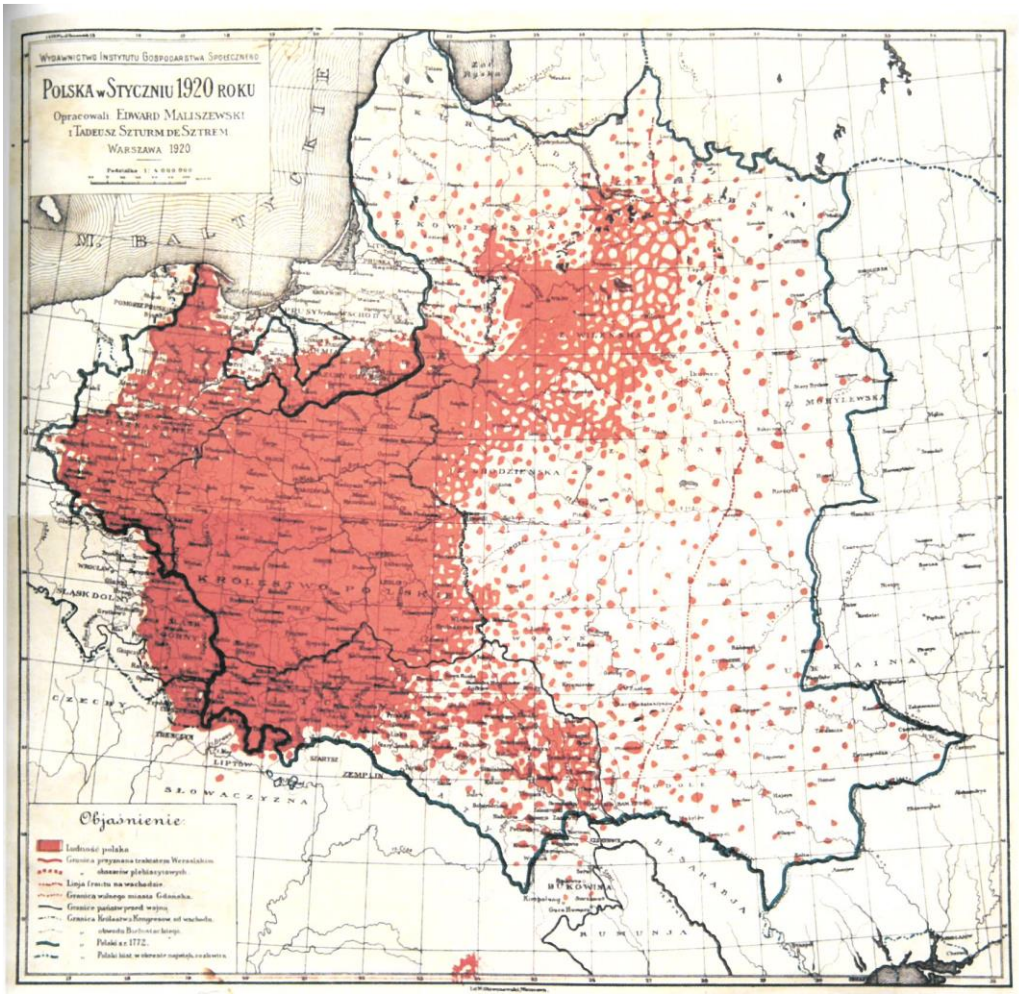


Figure 76: Carte de la Pologne de 1920[1626]

Dans l'ouvrage *Ziemia i Państwo* de Romer, qui est un recueil de textes publiés entre 1918 et 1939,

[1625] Une analyse du réseau intellectuel entre les géographes polonais et allemands autour de 1918-1939 a été présentée par Steven Seegel, lors du séminaire du projet *Phantomgrenzen*, sur les réseaux et frontières héritées de la IIe République polonaise, voir : *Tagungsbericht: Grenzziehungen, Netzwerke: Die Teilungsgrenzen in der politischen Kultur der polnischen Zweiten Republik*, 09.11.2012 – 10.11.2012 Berlin, in: H-Soz-Kult, 11.11.2013, <www.hsozkult.de/conferencereport/id/tagungsberichte-5108>. Cette analyse sera présentée plus en détails dans son ouvrage à paraitre, que nous n'avons pas pu consulter ; *Map Wars: Transnational Lives and Deaths of Geographers in the Making of East Central Europe* (University of Chicago Press, à paraitre en 2017).

[1626] EBERHARDT, *Polska i jej granice*, *op. cit.*, 2004., p. 124 et suivantes.

il tire le bilan de ses travaux en février 1939. Il reproduit ses conceptions de l'unité territoriale de la Pologne, sur la base des rivières. Lorsqu'il s'intéresse plus spécifiquement aux terres du sud-est polonais, qu'il présente comme ayant été cultivées par la colonisation polonaise[1627]. Il conteste l'appellation de « confins » (kresy), pour des régions qu'il présente comme étant aussi centrale pour l'histoire et l'unité géographique naturelle de la Pologne. Quelques années auparavant, E. Romer s'était inquiété en 1937 de l'évolution démographique de la Pologne[1628], concluant ce discours donné le 13.06.1937 à Lwów, que la patrie était en danger du fait de la dépopulation des terres orientales par les Polonais, dépassés par le dynamisme démographique des juifs, des Ruthènes et plus généralement en Pologne, des Allemands. Dans une autre conférence publiée la même année[1629], il détaille le recul de la présence polonaise à l'Est en termes linguistiques, par les mariages mixtes[1630], qu'il appelle à nouveau à défendre. La présence polonaise, qu'il mesure par la présence scolaire, religieuse et dans les différents secteurs de l'économie. Il critiquait le fait que le gouvernement finançait ce recul, par sa politique d'égalité de traitement des citoyens de nationalité différente : la réforme scolaire aboutissait selon lui à une « ruthénisation » de la société polonaise[1631]. Les conceptions territoriales de la Pologne sont variées dans les années 1920 et 1930 : le débat sur la frontière occidentale avec l'Allemagne est bien entendu une préoccupation centrale[1632] qui argumente de l'héritage Piast et de la question de l'accès à la mer. On trouve des outils conceptuels similaires en Allemagne et en Pologne, pour la conception du territoire national, avec la différence que la Pologne est plutôt dans une logique défensive de sa présence à l'Est, tandis que la lecture géopolitique allemande pousse à une révision des frontières à l'Est, non seulement dans un environnement proche. D'un côté, il y a donc une offensive à l'intérieur des frontières du pays pour les fortifier, dans un contexte de lutte politique sur la légitimité de ces frontières. Tandis que du côté allemand, on cherche à restaurer ce qui a été « perdu » et même à dépasser les anciennes frontières.

[1627] ROMER Eugeniusz, *Ziemia i państwo: kilka zagadnień geopolitycznych*, Lwów, Książnica-Atlas, 1939, p. 188.
[1628] ROMER Eugeniusz, *Z biosocjologii Rzeczypospolitej Polskiej*, Lwów, Zarzewie Lwowski, 1937 (Komunikaty Zarzewia Lwowskiego).
[1629] ROMER Eugeniusz, *Polski stan posiadania na południowym wschodzie Rzeczypospolitej: referat wygłoszony na zebraniu obywatelskim we Lwowie 21.II.1937*, Lwów, nakł. autora, 1937.
[1630] Notons au passage qu'E. Romer était issu d'une famille aux ancrages nationaux divers. Pour un portrait familial, voir : ROMER, *Wybór prac*, *op. cit.*, 1960, pp. 9-115 ; JĘDRZEJCZYK et UNIWERSYTET WARSZAWSKI, *Eugeniusz Romer jako geograf społeczno-gospodarczy*, *op. cit.*, 1999.
[1631] ROMER, *Polski stan posiadania na południowym wschodzie Rzeczypospolitej*, *op. cit.*, 1937, pp. 6, 10.
[1632] Voir notamment les conceptions territoriales de l'historien conservateur : Zygmunt Wojciechowski (1900-1955) dans : EBERHARDT, *Polska i jej granice*, *op. cit.*, 2004, pp. 139-143.

2. L'État comme expert : les nouvelles diplomaties allemandes et polonaise et leurs sources d'analyse de l'Europe de l'Est

Dans leur élan de modernisation, les États allemands et polonais se dotent de structures dédiées à la veille de l'Europe de l'Est. Les gouvernements tentent de centraliser la gestion des relations avec l'URSS, dans leurs ministères des Affaires étrangères. Ces relations sont à la fois classiques ; commerciales, culturelles mais la dimension subversive communiste fait planer un doute constant sur les intentions des partenaires soviétiques[1633]. Les diplomates tendent à se poser comme sources de connaissance et sont en effet, parmi les premiers témoins des difficultés dans les relations bilatérales, qu'elle concerne les ressortissants nationaux dans un État ou les problèmes dans les échanges. Dans le cas des relations allemandes et polonaises avec l'URSS, ils font face aux instabilités de la guerre civile après 1918, puis à l'occasion des pics de violence dans l'URSS, notamment à la fin des années 1920 et surtout durant les années 1930, avec la collectivisation agraire et la famine qui s'en suit en 1932-33, et au moment des purges staliniennes de 1937, aux problèmes, souvent aux tragédies individuelles des ressortissants allemands, polonais. Mais surtout, ils jouent le rôle de l'interface entre l'intérieur et l'extérieur et sont par nature, les destinataires des reproches formulés à l'égard de la politique nationale, par les autres pays. Ils sont chargés d'un travail de veille des discours étrangers sur leur pays, dans différents milieux. Nous allons suivre à présent le travail de quelques diplomates allemands et polonais jusqu'en septembre 1939, notamment de Gustav Hilger et de Stanisław Zabiełło, que nous retrouverons après 1945. Quelles sont leurs méthodes de travail ? Quelles sont les sources qu'ils mobilisent ? Quelles expériences font-ils de l'Est et de l'URSS en particulier ? Quelle est l'utilisation faite par leurs ministères respectifs de leur expertise ? Peut-on observer une évolution de leur regard sur l'URSS au cours de la période ? Est-ce que cette confrontation au regard de l'autre, à l'Est ou ailleurs, se retrouve dans l'évolution de la réflexion ?

[1633] Ceci d'autant plus que le GRU, organe d'espionnage soviétique, s'est rendu célèbre pour des opérations « piège » telle l'opération MOR-Trust, organisée entre 1921 et 1927, pour laquelle les Soviétiques avaient créé une structure monarchiste en URSS, fonctionnant comme un attrape-mouche pour les services occidentaux, qui soutenaient les mouvements russes-blancs. Voir WSZENDYRÓWNY Andrzej, « Ekspozytura Nr 2 Oddziału II Sztabu Głównego Wojska Polskiego », in: KORNAT Marek (dir.), *Ruch prometejski i walka o przebudowę Europy Wschodniej (1918-1940): studia i szkice*, Varsovie, Instytut Historii PAN, 2012, p. 173.

(1) L'Est vu de Weimar puis du IIIe Reich

Les ministères allemands et polonais sont organisés en section Est et section Ouest, à côté des départements politiques, économiques, culturels et autres éléments classiques de la politique étrangère contemporaine. Cette structure est établie pour l'Allemagne en 1920 et dans laquelle furent créées en 1924, après la fusion du département Europe de l'Est et Asie (Chine, Asie du Sud-Est) dans un département « Est », une section « Russie » (*Referat*) et une section « Europe orientale »[1634]. C'est le département IV (*Abteilung* IV)[1635]. Ce département oriental et sa section « Russie » reposaient en partie sur les informations que lui faisait parvenir l'ambassade à Moscou (et les consulats à Odessa, Kharkov, Kiev, Leningrad, Novossibirsk et Vladivostok). La reprise des relations diplomatiques stables avec la Russie soviétique eu lieu en janvier 1921. L'instabilité politique était encore forte en URSS, et à Moscou. Les diplomates allemands pouvaient se trouver au cœur des luttes de pouvoir intra-soviétiques, comme l'explication officielle de l'assassinat du comte Mirbach en 1918 l'indique.

Les sources d'informations sur l'URSS étaient en règle générale limitée, du fait de la communication parcimonieuse des autorités soviétiques, et par la faveur que les autorités soviétiques semblaient accorder aux diplomates ne maitrisant pas le russe[1636].Dans son étude prosopographique des diplomates employés dans la section « Russie » du ministère allemand des Affaires étrangères et de l'ambassade allemande en URSS, I. Sütterlin constate que ceux-ci sont en général de plus jeunes recrues que dans d'autres départements : près de la moitié n'ont débuté leur service qu'après 1918[1637].

Un parcours singulier était celui de Gustav Hilger[1638] : il avait commencé à travailler pour l'État allemand en 1918, à la mission allemande à Moscou, où il tenait la fonction de facilitateur entre les

---

[1634] Ingmar SÜTTERLIN, *Die « Russische Abteilung » des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, Berlin, Duncker und Humboldt, coll.« Historische Forschungen », n° 51, 1994., p. 15.

[1635] Voir *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945. Aus dem Archiv des Auswärtigen Amtes*, vol. Deutschlands Beziehung zur Sowjet-Union, zu Polen, Danzig und den Baltischen Staaten, Vandenhoeck & Ruprecht, 1967 (Serie B: 1925-1933), p. 512. Cet ouvrage, ainsi que d'autres éditions d'archives sont mis à disposition en ligne, par la Bibliothèque de Bavière : « Digi20 | Band | Akten zur deutschen auswärtigen Politik », <http://digi20.digitale-sammlungen.de/de/fs1/object/display/bsb00045949_00001.html?leftTab=vector>, consulté le 16.10.2016.

[1636] SÜTTERLIN Ingmar, *Die « Russische Abteilung » des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, Berlin, Duncker und Humboldt, 1994 (Historische Forschungen 51), p. 36.

[1637] *Ibid.*, p. 28.

[1638] Ici, nous ne ferons qu'une lecture limitée de son parcours remarqué, et souvent cité dans l'historiographie des relations germano-soviétiques. Une étude plus approfondie a été réalisée par Happel, Jörn: *Die Sowjetunion erklären. Gustav Hilger im deutsch-sowjetischen Jahrhundert* (Manuscrit de l'habilitation à diriger des recherches), Bâle 2015, que je n'ai pas pu consulter. Voir aussi : *Tagungsbericht: Osteuropaexperten und Politik im 20. Jahrhundert, 19.02.2015 – 20.02.2015 Marburg*, in: H-Soz-Kult, 01.07.2015, <www.hsozkult.de/conferencereport/id/tagungsberichte-6058>.

autorités soviétiques locales et les structures allemandes, pour organiser leur installation et traiter les dossiers d'aide humanitaire des Allemands en Russie. Il garde cette fonction d'informateur et d'intermédiaire jusqu'en septembre 1920 où il reçoit une habilitation consulaire (*konsularische Befugnisse*). Il n'a pas l'air d'avoir respecté les lourdes structures diplomatiques classiques et s'est mis à disposition de la diplomatie allemande pour des négociations interétatiques, notamment en début de 1921[1639]. Son parcours nous paraît particulièrement intéressant, du fait de son statut de passeur entre deux sociétés, qu'il semble garder tout au long de sa longue carrière, et parce qu'il le revendique explicitement, notamment dans ses mémoires[1640].

Gustav Hilger a joué le rôle de lien entre l'Allemagne et la Russie soviétique/l'URSS dans les moments où les relations officielles n'existaient plus entre 1918-1921. Il semble avoir pris de l'importance du fait de son rapport intime à la société russe, moscovite et ses qualités de communication avec les autorités russes, soviétiques dans des situations extrêmes tout en cultivant une fidélité infaillible semble-t-il à l'Allemagne. Il a en effet une expérience très particulière de la Russie : ayant vécu à Moscou les bouleversements révolutionnaires de 1918-1920, ayant partagé avant cela, le sort des prisonniers russes et encore avant, l'éducation dans la société impériale russe.

Jusqu'en 1939, il se construit son statut de connaisseur de l'URSS. Cette réputation semble avoir été assez répandue dans le milieu diplomatique moscovite, on la retrouve aussi chez les diplomates polonais[1641]. Stanisław Zabiełło, diplomate polonais en poste à Moscou le décrit comme « le principal pilier de la représentation officielle du Reich » à Moscou, bien qu'il ne fut pas traité par ses collègues comme « égal, car il n'appartenait pas à la 'carrière' ». Il le décrit comme bien intégré dans la société moscovite, « plutôt hors du corpus » diplomatique.

Il s'intègre dans le réseau des promoteurs d'une coopération renforcée, surtout sur le plan économique de l'Allemagne avec l'URSS. C'est en ces termes qu'il décrit dans ses mémoires, l'affinité qui s'installe entre lui et les ambassadeurs allemands Ulrich Graf von Brockdorff-Rantzau (en poste de 1922-1928) et de Herbert von Dirksen (1882-1955, en poste à Moscou de 1928 à 1933). Il tient cette position à l'ambassade allemande durant toute la période, à travers les crises et les changements

---

[1639] SÜTTERLIN, *Die « Russische Abteilung » des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, *op. cit.*, 1994, p. 85.

[1640] HILGER Gustav, *Wir und der Kreml: deutsch-sowjetische Beziehungen 1918-1941 : Erinnerungen eines deutschen Diplomaten*, Athenäum, 1955., voir p. 21, où il décrit son éducation et écrit avoir été éduqué entre les cultures allemandes et russes, ayant une meilleure connaissance de l'histoire et de la littérature russe qu'allemande, mais que c'est finalement la culture allemande, par les liens familiaux et affectif qui l'aurait emporté.

[1641] ZABIEŁŁO Stanisław, Wspomnienia z lat 1902–1936, Manuscrit inédit, 1969, Zakład Narodowy im. Ossolińskich. Katalog rękopisów zinwentaryzowanych, 18892/II., pp. 200, 570. En ligne: <http://bazy.oss.wroc.pl/rkp/pubi/szukaj.php?sygnatura=&autor=zabie%B3%B3o&pelne1=1&haslo=&pelne2=1&tematyka=0&rodzaj=0>, consulté le 01.11.2016.

d'orientation politique allemande, servant notamment de traducteur lors de la rencontre entre Ribbentrop et Molotov en août 1939.

La diplomatie allemande pouvait puiser dans des cercles d'Allemands éduqués et ayant une expérience de l'Europe de l'Est. Cependant, il ne semble pas que ce profil ait été dominant. En commentant les conditions de recrutement des diplomates traitant des affaires russes, I. Sütterlin constate, au-delà de la division entre aristocrates et bourgeois, que la plupart d'entre eux avaient eu une expérience de l'empire russe, soit dans ses marges occidentales, à Varsovie, soit dans la partie ukrainienne ou dans la capitale pétersbourgeoise, avant 1918. Pour ceux qui sont venus d'autres corps, comme Erich Zechlin (1883-1954), ils disposaient de connaissances linguistiques en russe et/ou en polonais[1642].

Erich Zechlin, archiviste de formation, était arrivé dans la diplomatie à travers son expertise de la région : il avait travaillé en 1916-1918 dans l'administration d'occupation allemande du Nord-Est de l'Europe (*Ober-Ost*) et était entré à l'issue de la guerre dans la diplomatie, tout d'abord à Berlin, où il travailla sur le règlement des conséquences du déplacement territorial de l'Allemagne à l'Est (*Sachverständiger für Ostfragen in der Friedensabteilung*) avant d'entrer en 1920 à la section « Pologne » sous la direction de Herbert von Dirksen.

Dans cette fonction, il accueilli en décembre 1924, Oleksandr Maritchak[1643], qui semble avoir été un activiste politique ukrainien de Pologne, à ce moment, membre du parti du travail ukrainien, puis de l'Alliance Nationale-Démocratique Ukrainienne (Українське національно-демократичне об'єднання/Ukraińskie Zjednoczenie Narodowo-Demokratyczne). Ce parti, dans lequel on retrouve également Dmytro Levytsky (1877-1942), revendiquait la création d'une Ukraine indépendante à long terme et à plus court terme, la reconnaissance de droits pour la population ukrainienne de Pologne. Erich Zechlin lançait ainsi une coopération entre l'irrédentisme ukrainien et la diplomatie allemande, qui passait par le consulat allemand à Cracovie. Le soutien financier était significatif mais insuffisant aux yeux des activistes ukrainiens, qui n'étaient pas non plus satisfait des tentatives d'ingérences allemandes dans l'organisation de leur travail politique, au parlement polonais et dans le discours public[1644]. Un autre problème fut les fuites dans la presse polonaise en 1926[1645], qui incitèrent les partenaires à plus de discrétion.

[1642] SÜTTERLIN, *Die « Russische Abteilung » des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, *op. cit.*, 1994, p. 66.
[1643] Son nom est ici orthographié en transcription anglaise/internationale, il est mentionné par W. Benecke dans son orthographe polonaise : Oleksandr Maritczak.
[1644] BENECKE, *Die Ostgebiete der Zweiten Polnischen Republik*, *op. cit.*, 1999, pp. 231-232.
[1645] *Ibid.*, p. 234.

En 1928, il est nommé Consul général à Leningrad avant de devenir ambassadeur de l'Allemagne à Kowno, en Lituanie en 1933. L'ambassade est en contact avec les organisations allemande d'expertise sur l'Est, notamment la zone baltique, tant universitaires que associatives. Ainsi, le 11 novembre 1937, Eginhard Walter, responsable du département baltique de l'Institut pour l'Économie est-européenne (*Institut für Osteuropäische Wirtschaft*) envoie à l'ambassade sa dernière publication, une étude statistique des pays baltes[1646]. Il demande à l'ambassade d'obtenir l'autorisation des autorités locales pour sa diffusion, prévoyant toutefois quelques difficultés. En réponse, l'ambassadeur Zechlin conseille à l'auteur de la brochure de modifier simplement le titre, pour ne pas mettre trop en évidence, la singularisation statistique de la zone du Memel, zone frontalière de la Prusse orientale, où réside la minorité allemande de Lituanie et qui fait l'objet des ambitions territoriales allemandes[1647]. L'ambassadeur ne veut pas prendre en charge la diffusion de cette brochure mais donne des conseils pour faciliter son autorisation par la censure lituanienne.

L'ambassade est également en contact avec l'Association de l'Est Allemand (Bund Deutscher Osten), et lui transmet notamment la traduction de recensions lituaniennes des articles de leur revue *Ostland* sur la Lituanie[1648]. Notamment, le numéro du 15 octobre d'*Ostland* consacre un article intitulé « Économie et groupes ethniques en Lituanie » (pp. 390-392) et celui du 1er novembre 1937, un article sur la politique lituanienne dans la région du Memel (pp. 403-406). Ces articles dénoncent la politique de discrimination du gouvernement lituanien envers la population allemande, des agriculteurs et des artisans. L'ambassade prépare une revue de la presse lituanienne et relève dans celle du 24 novembre 1937 (n° 259), les recensions lituaniennes de ces articles, notamment dans le *Lietuvos aidas* (écho de Lituanie), proche du gouvernement. Le journal dénonce à son tour, une campagne haineuse de la revue

[1646] PA-AA, Botschaft Kowno, Institut für Osteuropäische Wirtschaft.
[1647] Le territoire fait l'objet d'un ultimatum en mars 1938, poussant le gouvernement lituanien à céder le port de Memel à l'Allemagne.
[1648] L'ambassade est également l'interlocuteur pour les échanges hostiles entre le BDO et Jerzy Giertych sur la Prusse orientale en mars-avril 1935 : le BDO en traduisant un ouvrage lituanien d'A. Umbras (Prusai – Ketviras Baltijos Narys, 1934) en allemand et l'ambassade, envoyant la réaction de la presse lituanienne à l'ouvrage de J. Giertych (Giertych, Jędrzej. *Za północnym kordonem: (Prusy Wschodnie)*. Varsovie: sład główny w księgarni 'Ossolineum', 1934., également traduit par le BDO: Giertych, Jędrzej, Peter-Heinz Seraphim, Friedrich Ross, and Theodor Oberländer. *Hinter dem nördlichen Grenzgürtel (Ostpreussen) = Za północnym kordonem (Prusy Wschodnie)*. Königsberg: s.n., 1934.).

allemande, en contestant les chiffres et surtout les intentions attribuées au gouvernement lituanien par le BDO.

E. Zechlin mène également une veille des publications lituaniennes sur la question des statistiques démographiques, informant son ministère par exemple, d'une publication de l'Institut lituanien pour les sciences sociales et politique, basé à Kaunas, de Povilas Pakarklis (1902-1955) intitulé « La petite Lituanie à la lumière de la science allemande » (*Mažoji Lietuva vokiečių mokslo šviesoje*, Kaunas, 1935). Dans une lettre du 5 septembre 1935, il rapporte que cet auteur lituanien tire des ouvrages allemands, que la population de la « petite Lituanie », qui comprend la région de Memel (Klaïpeda) ainsi qu'une « grande partie de la Prusse orientale », aurait été d'origine lituanienne et que jusqu'à ce moment, la population du nord-Est de la Prusse orientale reste majoritairement lituanienne. On voit par cet exemple, la mission d'information de la diplomatie, qui témoignage tant des compétences des membres de l'ambassade, que de leur centre d'intérêt. La veille scientifique doit servir à révéler les manipulations de l'autre. Les 4 avril 1938 et 9 février 1939[1649], il envoie à Berlin, des analyses des relations polono-lituaniennes, dont une analyse de la minorité polonaise en Lituanie, dans le double contexte de la reprise des relations entre la Pologne et la Lituanie et l'invasion de la partie tchécoslovaque de Cieszyn. La question est celle d'un fondement pour les revendications territoriales polonaises en Lituanie, mais E. Zechlin n'a pas l'air bien convaincu de cette éventualité[1650]. C'est toutefois l'occasion pour lui de se pencher plus généralement sur les relations entre les Polonais et les Lituaniens, en Lituanie. Un autre diplomate allemand chargé des questions d'Europe de l'Est semble s'être particulièrement intéressé aux relations de la Pologne à ses voisins orientaux : Carl Dienstmann. Dans son dossier personnel, on trouve une série de notes à ce sujet, dont un compte-rendu de leur « homme de confiance » en Pologne, suite au rapprochement franco-allemand, probablement de 1929 entre Gustav Stresemann et Aristide Briand[1651]. Ce compte-rendu rapporte la « peur et la colère mal cachées » des Polonais face à ce rapprochement, qui suscite une véritable haine, selon l'observateur, envers les Allemands. Le souci, dans ce contexte, des Polonais, serait d'éviter le rapprochement germano-soviétique et ce souci donne lieu à des « plans fantastiques » qui fusent « ici et là », notamment celui d'envahir la Lituanie, pour séparer l'Allemagne de la « Russie soviétique ». L'interlocuteur anonyme poursuit en précisant qu'un tiers de l'armée polonaise est constituée « de Russes, d'Ukrainiens et de Biélorusses ». Il parle ensuite d'une nouvelle idée, qui a beaucoup

[1649] PA-AA, Botschaft Kowno.
[1650] Il conclue sa lettre du 9 février 1939 à Werner von Grundherr zu Altenthann und Weiherhaus (1888-1962), alors responsable pour la Scandinavie au Ministère des Affaires étrangères allemand, sur la question des revendications territoriales polonaises par « que ferait la Pologne de la possession de cette bande de terre ? (Denn was hätte Polen von dem Besitz dieses Landsteifens ? », dans : PA-AA, Botschaft Kowno.
[1651] « Stimmungen in Polen in Bezug auf die russische Frage. » (sans date), PA-AA, NL Dienstmann, n° 20 : Konsul Dr. Dienstmann.

d'opposants mais dont les défenseurs font preuve d'une certaine énergie. Cette idée serait traitée avec bienveillance par Józef Piłsudski.

Pour élargir les capacités militaires contre l'URSS, et avancer dans leurs plans pour l'Ukraine et la Biélorussie, les Polonais veulent mobiliser des troupes autour de la lutte antibolchevique, toujours selon cet observateur anonyme. Étant donné que les Polonais avaient déjà organisé les forces antibolcheviques ukrainiennes, ils doivent maintenant s'orienter vers les Russes blancs, et constituer ainsi des entités, qui pourraient fonctionner de manière autonome dans l'armée polonaise. Les Polonais sont activement à la recherche de Russes blancs qui sont « prêts à accepter joyeusement la frontière actuelle de la Pologne (*bereit feierlichst anzuerkennen*) et ne se mettrait pas en travers des plans de fédération avec l'Ukraine et la Biélorussie. Après ce commentaire quelque peu ironique, l'interlocuteur de Pologne poursuit son compte-rendu en précisant que les Polonais seraient à la recherche plutôt d'un « Wrangel » et craignent de ne dénicher que des « Denikine ». Il conclue en constant le « ridicule » de la « fébrilité » polonaise dans cette entreprise, mais ne change rien à la poursuite des relations polono-russe dans leur élan actuel. Il semblerait que cette lettre vienne d'un informateur zélé de Carl Dienstmann, dont il a gardé ces courriers, et qui signait par S. Aferowsky. Cette personne informe donc la diplomatie allemande sur la situation des Ukrainiens en Pologne et cherche à se « rendre utile » en organisant le soutien parmi les Ukrainiens de l'émigration, de l'Allemagne. Mais ses courriers indiquent un manque d'écho de son interlocuteur, qui semble ne pas l'encourager dans cette entreprise. Par ces exemples, on voit que les diplomates étaient au moins les récepteurs d'informations de qualité diverse. L'exercice des notes d'information qu'eux produisent est également un exercice sans référence aux sources : ce sont eux-mêmes qui la constituent. Sur la fin des années 1920, on voit poindre également une inquiétude face à la *brutalisation* de la politique menée par Staline, et dans un rapport, probablement de Dienstmann, il conclue sur la nécessité de réviser la politique allemande envers l'URSS, si le degré de violence est maintenu, malgré l'importance de ces relations pour l'Allemagne. Mais bientôt, une partie du travail des diplomates allemand sera de rassurer le public international et soviétique sur les évolutions de politique interne allemande après l'arrivée au pouvoir de la NSDAP[1652].

Une des rumeurs que l'ambassade allemande eu à démentir fut celle d'un plan de Rosenberg de démembrer l'URSS, qui circula en mars 1933 : les *Izviestia* publient une information tirée d'une agence de presse polonaise (ATE), le 12 mars 1933, selon laquelle, Goering aurait soumis à l'ambassadeur français un projet d'aide de l'Allemagne à arracher l'Ukraine de l'Union soviétique en échange de l'aide des Français pour reprendre le « corridor polonais », quand dans le même temps, Rosenberg

[1652] Par exemple : Notiz über zwei Gespräche an einem Abend der deutschen und russischen Presse beim Herrn Botschafter am 7.2.1933 (9.02.1933), dans PA-AA Botschaft Moskau, pp. 425186-425188.

rencontrait des indépendantistes ukrainiens en Italie, à l'occasion d'une rencontre de fascistes italiens à Locarno. Cette information est reprise et commentée par Radek dans la Prawda, le lendemain et est enrichie de citation de *Mein Kampf*, sur l'espace vital allemand, qui doit s'étendre sur la Russie et les pays limitrophes (*Randstaaten*), ainsi que d'une citation de Rosenberg, de son ouvrage « Le chemin d'avenir de la politique étrangère allemande (*Zukunftsweg deutscher Außenpolitik*) », dans lequel il parle d'une alliance entre l'Allemagne et l'Ukraine après la destruction de la Pologne[1653]. Elle cause une réaction de la part de l'ambassadeur Dirksen, qui rencontre Litvinov pour transmettre les protestations officielles de l'Allemagne.

Ces rumeurs se trouvent pourtant leur écho, au-delà d'une lecture des textes de Rosenberg, dans des ballons d'essais, allemands cette fois. Durant la phase de rapprochement (superficiel) entre le gouvernement national-socialiste et le gouvernement polonais, en 1934, Rosenberg propose dans un mémorandum, une coalition allemande, britannique et polonaise contre l'URSS, qui pourrait aboutir à une sorte de partage de l'exploitation des ressources du « Sud de la Russie », et l'Ukraine. Dans le même temps, Goebbels durant ses rencontres avec le général Kazimierz Sosnkowski, lors de leurs parties de chasse dans les alentours de Białowięża, suggère à son tour de partager l'Est européen, entre une zone polonaise au Sud et allemande au Nord[1654].

Les relations diplomatiques allemandes à l'Est sont, bien entendu, très diversifiées et changeantes. Dans ce contexte, l'expertise qu'apportent les diplomates fonctionne un peu comme une boite noire, où ils se constituent en source primaire, sur le modèle de l'expertise de l'espion[1655]. Ils traduisent en rapport (ou s'en abstiennent) les tendances qu'ils perçoivent dans les pays où ils sont en représentation et s'adaptent à ce qu'ils perçoivent des attentes de leur administration d'origine. Face à l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne, les diplomates ont fait preuve d'une certaine inertie : défendant d'une part, la continuité des relations entre puissances avec l'URSS[1656], tout en portant et contribuant aux politiques nazies, notamment la «Solution finale »[1657]. Ce qui semble dominer chez les diplomates allemands, c'est le ressentiment antipolonais et l'ancrage dans une tradition bismarckienne de relations entre puissances[1658], qui ré-émerge après 1945, chez les diplomates

[1653] Voir les comptes-rendus de Dirksen, l'ambassadeur allemand à Moscou, dans PA - AA Botschaft Moskau, pp. 425279-425305.
[1654] GOLCZEWSKI, *Deutsche und Ukrainer 1914-1939*, *op. cit.*, 2010, pp. 679-681.
[1655] HORN Eva, « Experts or impostors? : blindness and insight in secret intelligence », in: KOHLRAUSCH Martin, STEFFEN Katrin et WIEDERKEHR Stefan, *Expert cultures in Central Eastern Europe*, 2010, pp. 31-41.
[1656] FLEISCHHAUER Ingeborg, *Diplomatischer Widerstand gegen « Unternehmen Barbarossa »: die Friedensbemühungen der Deutschen Botschaft Moskau 1939-1941*, Ullstein, 1991.
[1657] CONZE Eckart, FREI Norbert, HAYES Peter *et al.*, *Das Amt und die Vergangenheit: Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik*, Munich, Blessing Karl Verlag, 2010.
[1658] BENECKE, « "...ein allerdings zur Zeit sehr schwacher Verbündeter Deutschlands". Das Auswärtige Amt und die ukrainische Minderheit in der Polnischen Republik 1922-1930 », *art. cit.*, 2000.

interlocuteurs de la DGAP. En ce qui concerne les relations de la diplomatie allemande avec les experts non diplomates de l'Est, il semble qu'il existe une certaine différence géographique : Gustav Hilger à Moscou semble plus proche de la DGO avec Otto Hoetzsch et Klaus Mehnert, tandis que l'ambassade à Varsovie semble tirer profit des recherches d'institutions révisionnistes, telles que l'Office de publication de Dahlem de Johannes Papritz. Dans les zones intermédiaires, entre l'espace visé par le révisionnisme allemand, comme la Pologne et l'espace d'influence diplomatique classique, telle que l'URSS, le rapport à l'expertise est également flottant. Ainsi, à l'ambassade allemande à Kowno, on trouve des échanges avec le BDO et une production relativement solide de rapports sur la situation interne.

(2) L'Est vu de la IIe République polonaise : entre familiarité de la société d'Europe de l'Est et incertitudes face au nouveau régime politique

Les relations entre la Pologne et l'URSS se développent lentement, également du fait des instabilités internes à l'URSS et même si les relations diplomatiques sont établies juridiquement par le traité de Riga de 1921, la représentation polonaise en URSS n'est devenu une ambassade qu'en 1934. Le réseau consulaire s'établit peu à peu et suit les évolutions constitutionnelles soviétiques : en 1921, des consulats polonais sont fondés à Minsk, Kharkov et Tbilissi, ainsi qu'à Leningrad et Kiev. Les premières années sont surtout consacrées au rapatriement des Polonais d'URSS. La rotation des diplomates est assez importante jusqu'en 1927[1659]. Avec l'invasion soviétique de la Pologne, en septembre 1939, l'ambassade fut liquidée et ses membres expulsés.

Dans ses instructions sur la politique polonaise envers l'URSS, adressées le 23 janvier 1923 aux ambassades polonaises, le ministre polonais des Affaires étrangères[1660], Aleksander Skrzyński (1882-1931), déplore la lente mise en œuvre du traité de Riga, et la difficulté à contrôler les frontières communes mais appelle à la patience et à maintenir un ton calme et pacifique dans les relations avec l'URSS, et ne de pas réagir aux provocations. Les tensions internes à l'URSS restent fortes et la terreur

[1659] Entre 1921 et 1927, quatre ambassadeurs se succèdent : Tytus Filipowicz (07.1921-09 1922), Roman Knoll (10.1922-12.1923), Ludwik Darowski (02-06.1924), Stanisław Kętrzyński (06.1924-12.1926). Pour une présentation de leur profil et de leur politique, voir KORNAT Marek, « Posłowie i ambasadorzy polscy w Związku Sowieckim (1921-1939 i 1941-1943) », *Przegląd Diplomatyczny* 4 (5 (21)), 10.2004, pp. 130-203.

[1660] Document n°48 : 1923 styczeń 23, Varsovie – Instrukcja ministra spraw zagranicznych RP A. Skrzyńskiego dla placówek zagranicznych w sprawie stosunku Rzeczypospolitej Polskiej do ZRSS. Cité dans : JĘDRUSZCZAK Tadeusz et NOWAK-KIEŁBIKOWA Maria, *Dokumenty z dziejów polskiej polityki zagranicznej 1918-1939*, vol. tom I 1918-1932, Varsovie, Pax, 1989, pp. 234-238.

reste un outil de maintien du pouvoir par les bolcheviques, le ministre conseille aux diplomates de se concentrer donc sur l'objectif à plus long terme de la politique étrangère polonaise : l'alliance politique avec les États baltes et la coopération économique avec ceux-ci et l'URSS. La priorité est le maintien de la propriété polonaise à l'Est et au Nord (*stan posiadania*), aussi pour renforcer la position internationale de la Pologne. Dans cette optique, il propose la création d'un centre à Varsovie, qui récolterait des informations précises sur la Russie soviétique et associerait des partenaires publics et privés pour organiser plus efficacement la coopération sur le plan économique avec l'URSS.

On trouve l'écho de « ballons d'essais » aussi dans les archives de la diplomatie polonaise, notamment, la visite de Karl Radek, en août 1923, chez l'ambassadeur polonais à Moscou, Roman Knoll. Radek, sous couvert d'une conversation informelle, propose qu'en cas de victoire de la révolution communiste en Allemagne, l'URSS pourrait autoriser la Pologne à rattacher la Prusse orientale à son territoire en échange d'une non intervention contre la révolution allemande. D'autre part, la Pologne pourrait intervenir auprès de la France, pour qu'elle non plus n'intervienne pas dans cette affaire[1661]. Cet échange informel rencontre un grand scepticisme du côté polonais, mais il témoigne de la poursuite des projections territoriales, après la stabilisation juridique de 1921, au moins sur le plan conceptuel. L'État organise à travers son Ministère des Affaires étrangères et son réseau consulaire, la veille des connaissances diffusées sur sa situation interne. Ainsi, on trouve à côté des notes sur les rencontres politiques, plus ou moins formelles, des comptes rendus de conférences. La diplomatie polonaise s'intéresse notamment aux discours universitaires allemands sur ses relations à l'Est ou aux minorités ukrainiennes, notamment. Par exemple, le compte-rendu préparé le 26 février 1932 par Adam Schmidt d'une conférence donnée par le professeur Karl Heinrich Meyer (1890–1945)[1662] à Münster en Allemagne, sur l'Ukraine dans le romantisme polonais. Le conférencier est introduit par Ivan Mirčuk (1891-1961)[1663], comme un « ami de l'Ukraine ». Devant une salle faiblement remplie, le conférencier trace l'évolution de la littérature polonaise et de la place de l'imaginaire ukrainien dans celle-ci. K-H. Meyer présente cette place de l'Ukraine comme centrale pour la culture polonaise : tous les grands auteurs polonais auraient été inspirés par leur expérience de l'Ukraine, de ses grands espaces, de son histoire tragique. Le conférencier conclue que l'ancrage géographique de la Pologne se trouve à l'Est de la Vistule, sur la base de sa production culturelle. Le diplomate polonais classifie l'orateur parmi les soutiens de l'orientation de Pavlo Skoropadsky (Павло Петрович

[1661] Échange entre l'ambassadeur Roman Knoll et le ministre polonais des Affaires étrangères, Marian Seyda, les 20 et 28 août 1923, reproduit dans les documents 50 et 51 de *Ibid.*, pp. 239-242.
[1662] Que nous retrouverons plus bas ici, en tant que recenseur de l'habilitation de Herman Greife, soviétologue nazi.
[1663] AAN-MSZ. 8494 Odczyty sprawy ogólne o stosunkach polsko-radzieckich, o związkach Ukrainy z Polską: Adam Schmidt, « Raport urzędnika kontraktowego Konsultatu Generalnego R.P. w Berlinie », du 26.02.1932, p. 6 et suivantes.

Скоропадський, 1873-1945), pour qui l'Ukraine serait surtout constituée de la rive droite du Dniepr. Tout en considérant son exposé comme étant intéressant, le diplomate polonais critique l'importance accordée à l'Ukraine dans la culture polonaise, citant cette conférence comme un exemple des efforts allemands pour créer artificiellement une question ukrainienne.

Le réseau consulaire est également une source de connaissance directe, avec des diplomates ayant une connaissance intime de l'URSS. Comme le rapporte Marek Kornat, une grande partie des diplomates polonais de l'entre-deux guerres avaient été des témoins directs de la révolution soviétique : Stanisław Patek, ambassadeur de 1927 à 1933, Juliusz Łukasziewicz, ambassadeur de 1933 à 1936, et Wacław Grzybowski, ambassadeur de 1936 à 1939. Ce dernier passe la guerre polono-bolchevique en Ukraine, et la termina dans un camp de prisonnier bolchevique. Il collabora au gouvernement de S. Pétlioura en 1920 et garda une sympathie pour les idées fédéralistes de Piłsudski. Juliusz Łukasziewicz quant à lui, était issu de la communauté polonaise de Saint Petersburg, où il avait fait ses études. À la fin de la 1e Guerre mondiale, il devient le secrétaire auprès d'Aleksander Lednicki, de la Commission de liquidation polonaise en Russie. Les deux s'engagent pour une normalisation des relations avec l'URSS[1664]. Stanisław Patek était quant à lui à Petrograd pendant la révolution, où il avait lié des contacts personnels avec quelques hommes politiques bolcheviques[1665]. Marek Kornat rappelle les difficultés générales pour les diplomates d'observer la société soviétique, même en étant sur place : les mouvements des diplomates en général étaient observés de près par les autorités soviétiques, qui tendaient à limiter les contacts avec les citoyens soviétiques. Nous allons prendre quelques exemples des efforts d'un diplomate, reconnu pour ses analyses[1666], pour comprendre la situation en URSS, avec les rapports de Stanisław Zabiełło.

Stanisław Zabiełło était un diplomate polonais, spécialiste des relations avec l'URSS. Pour son activité diplomatique, il rédigea de nombreuses notes sur la situation contemporaine[1667]. Puis il occupa la fonction de directeur du Département des affaires orientales au ministère des Affaires étrangères polonais. Dans ce cadre, il a participé à la formation des jeunes diplomates polonais[1668], avec des exposés consacrés à l'analyse de la situation en URSS en 1936 et au fonctionnement du Komintern en

---

[1664] KORNAT Marek, *Bolszewizm, totalitaryzm, rewolucja, Rosja: początki sowietologii i studiów nad systemami totalitarnymi w Polsce (1918-1939).*, vol. Tom I, Księg. Akademicka, 2004, pp. 80-83.

[1665] KORNAT, « Posłowie i ambasadorzy polscy w Związku Sowieckim (1921-1939 i 1941-1943) », *art. cit.*, 2004, p. 147.

[1666] Dans une note du 6.12.1930, l'avancement de S. Zabiełło est justifié par la qualité de ses rapports, en plus de son engagement. Voir : AAN. MSZ w Warszawie. 5258 : Urzędnicy MSZ. Ruch służbowy, awanse wykroczenia, oceny, kwalifikacje (1928-1936). Ainsi que dans une lettre: AAN. Ambasada RP w Moskwie. 196. Stanisław Zabiełło pourtant semble avoir gardé un souvenir bien différent du jugement de Patek sur son travail, et écrit dans ses mémoires qu'ils avaient beaucoup de désaccords sur l'analyse de la situation soviétique : ZABIEŁŁO, Wspomnienia z lat 1902–1936, *doc. cit.*, 1969, p. 218.

[1667] AAN, archives de l'ambassade polonaise à Moscou.

[1668] ZABIEŁŁO, Wspomnienia z lat 1902–1936, *doc. cit.*, 1969, p. 480.

1937[1669].

Lors de son séjour à Moscou, Stanisław Zabiełło prépare des analyses des réunions des instances politiques soviétiques. Le 15.05.1929, il co-rédige avec Alfred Poniński (1896-1968), alors détaché aux affaires politiques à l'ambassade polonaise à Moscou depuis le 1.08.1926[1670], un rapport sur la conférence du Parti communiste de l'URSS, qui s'est tenue à Moscou les 23-29.04.1929[1671]. Ce rapport consiste principalement à rapporter les propos tenus par les figures politiques éminentes. Un des éléments des attaques est la politique agricole et la collectivisation. Alexeï Rykov (1881-1938), alors président du Conseil des commissaires du peuple, critique le décalage entre les efforts mis au développement de la politique industrielle et ceux pour la politique agricole[1672]. Ensuite, c'est au président du Gosplan, Gleb Krzhizhanovsky (Глеб Максимилианович Кржижановский, 1872-1959) de parler des mesures d'électrification du pays, de lutte contre l'analphabétisme. Le développement économique de l'URSS est une condition de sa survie, compte-tenu de l'environnement hostile, des pays capitalistes, dans lequel elle se situe. Les paroles des différents orateurs sont ici reproduites, utilisant les statistiques mentionnées par les orateurs et utilisant le discours direct (notre développement, notre classe des travailleurs, etc.). C'est un compte-rendu très neutre, qui semble reposer en partie sur le texte des discours auxquels les auteurs du rapport ont eu accès[1673]. En commentaire, Poniński et Zabiełło constatent que les discours restaient dans le domaine des souhaits et ne donnaient que très peu de mesures concrètes pour atteindre ces objectifs annoncés. Ces discours contrastent avec la crise économique imminente de l'URSS : l'inflation, la pression budgétaire. Ils restent dans la continuité de la politique stalinienne annoncée en 1927, de renforcement du socialisme par l'industrialisation, la politique d'autosuffisance soviétique, et de réduction de l'appareil bureaucratique au bénéfice d'un renforcement du travail industriel[1674]. Sur la question agricole, qui

[1669] Les documents de formation qu'il leur a proposés sont disponibles à la Bibliothèque Nationale à Varsovie. On peut s'interroger sur la présence de ces manuscrits non publiés dans le fond de la BN, il est fort probable qu'il les ait rapportés lui-même après la guerre, avec son retour en Pologne en 1947 ? ZABIEŁŁO Stanisław, *Rosja Sowiecka: wykład wygłoszony w dn. 3 marca 1936 r. na Kursie Naukowym dla urzędników służby zagranicznej*, [Varsovie, Ministerstwo Spraw Zagranicznych, 1936 ; ZABIEŁŁO Stanisław, *Akcja Kominternu: wykład wygłoszony na kursie naukowym dla urzędników służby zagranicznej dn. 14.IV.1937 r*, [s.l, s.n, 1937.

[1670] Après des missions à Berlin en 1918-1919, à Bruxelles en 1921-1924, puis à Paris, de 1924 à 1926. Voir la fiche de son service diplomatique dans : « Przebieg służby Alfreda Ponińskiego. », 3 p. AAN. Ambasada RP w Moskwie. 196 : Raporty administracyjne, personalne, ekonomiczne, budżetowe. Korespondencja z placówkami Polsestwa, non numéroté. (1929-1934)

[1671] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », pp. 70-101.

[1672] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », p. 7.

[1673] Pour une des contributions, celle de l'académicien David Riazanov (Давид Борисович Рязанов, 1870–1938), ils n'ont pas obtenu le texte, et ne rapportent qu'un résumé de sa contribution : AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », p. 15.

[1674] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », pp. 15-16.

occupe une partie significative des débats, la solution proposée est la modernisation de l'agriculture, notamment grâce à l'augmentation de la production industrielle de machines agricoles et par la nationalisation des terres. Lorsque Mikhaïl Kalinine (Михаил Иванович Калинин, 1875-1946) prend la parole, en tant que membre du Comité central exécutif de l'URSS, et présente lui des mesures plus précises pour la désindividualisation de la production agricole soviétique. Il propose notamment de présenter les sovkhozes comme des outils de rationalisation de la production agricole, à opposer à l'idéalisation de l'agriculture par les travailleurs agricoles. Cette rationalisation n'est pas seulement conçue sur le plan de la productivité mais aussi sur l'éducation des travailleurs à la société socialiste[1675]. Le rapport présente également la discussion, ponctuée par l'intervention d'experts (*speców*). Le dernier jour de la rencontre fut dédié à la question de l'administration interne de l'URSS, et selon les deux observateurs polonais, l'ambition des autorités soviétiques est d'améliorer le fonctionnement défectueux de l'administration, en écartant d'une part, les opposants de gauche et de droite mais aussi, ceux des activistes communistes, arrivés à des positions dirigeantes, qui ont « fait preuve d'incompétence, introduit le chaos dans l'administration et de cette manière ont compris l'autorité du pouvoir soviétique aux yeux de la population locale. »[1676] En d'autres termes, une épuration. Cette épuration touchera, toujours selon les estimations des observateurs polonais, plutôt les activistes « penchant » à droite et les membres de l'*inteligencja*, qui ne se sont pas ralliés au communisme[1677]. Cette épuration est déjà en cours, et les rapporteurs rappellent qu'elle ne se limite pas à la lutte idéologique mais s'est traduite à de nombreuses reprises par l'exclusion du parti et la perte de l'emploi de la personne touchée[1678]. Enfin après un détour par la question des trotskistes dans le parti, avec leur retour éventuel, les deux auteurs concluent leur rapport sur l'appartenance idéologique de Staline. Celui-ci n'est mentionné que incidemment durant le rapport mais en conclusion, les auteurs lui attribuent la responsabilité de l'orientation politique soviétique : Staline « n'ayant pas d'idéologie propre » a repris les slogans de la gauche du parti, et a acquis la réputation « d'un réaliste lucide politique », qui cherche à « consolider la dictature du prolétariat » et à « étendre la révolution internationale »[1679].

Le 13.12.1929, il prépare un compte-rendu de la réunion du Comité exécutif central de l'URSS

[1675] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », p. 22.
[1676] Présentation de Yakov Yakovlev (Яков Аркадьевич Яковлев, 1896-1938). AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », p. 25.
[1677] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », p. 27.
[1678] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », p. 29.
[1679] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Alfred Poniński, Stanisław Zabiełło, « XVI-ta Partkonferencja 1929 roku », p. 31.

(Центральный исполнительный комитет, СССР, 1922-1938, précurseur du Soviet Suprême), qui s'est tenue à Moscou du 29.11 au 3.12.1929[1680]. Il compare les commentaires de la presse précédant la réunion et les discours qui y sont tenus, en les commentant de manière quelque peu ironique. Ainsi, commentant sur l'intervention d'Alexeï Rykov, Zabiełło écrit qu'il serait paradoxal en Europe d'avoir un chef de gouvernement de l'opposition, mais « ici, tout est possible », même « l'ovation » d'un homme précédemment attaqué dans la presse officielle, pour son irrespect des principes marxistes. Zabiełło observe d'ailleurs, que Kyrov passe très vite sur le bilan de son gouvernement, pour s'attarder plus longuement sur les réformes socialistes, ou plus précisément sur la résistance à celles-ci, de « ceux qui penchent à droite » (*prawoukłonista*). Ainsi, Kyrov se démarque dans son discours de ses positions antérieures et garde son poste. Dans l'intervention de Gleb Krzhizhanovsky, Zabiełło remarque un mimétisme religieux de son discours : il le compare à un apôtre du Moyen-Âge, qui promet le « paradis communiste mécanisé », s'appuyant sur la « nouvelle bible » que sont les textes de Lénine, et qui perçoit toute critique au plan quinquennal comme une « hérésie ». Zabiełło trouve ce discours comme s'inscrivant dans cette pratique soviétique, qui se complait dans « l'illusion » qu'un « enthousiasme révolutionnaire » est la solution pour la sortie de crise et le progrès économique. En effet, Zabiełło écrit dans son rapport que le gouvernement soviétique est surpris de l'augmentation de ses recettes fiscales, par une rentabilité des entreprises étatiques. Il explique pourtant ces recettes inattendues, par le niveau de destruction de l'économie soviétique (russe) après la révolution. Chaque investissement rapporte beaucoup, pour le moment, mais ça ne durera pas, selon Zabiełło. Le budget soviétique sera principalement orienté vers l'industrie et l'agriculture. La faible proportion de la défense dans ce budget témoigne pour Zabiełło du pacifisme soviétique. Le reste de la discussion était « inintéressante » et de « bas niveau » : « certains délégués soviétiques sont simplement hypnotisés par les sommes de millions et de milliards, lancés par le représentant du gouvernement » (p. 5). Et chacun estime que la région qu'il représente n'a pas eu une part suffisante de ces énormes chiffres, alors que le gouvernement leur demande de ne plus faire de budgets déficitaires.

Le dernier jour de cette rencontre fut dédié à la politique étrangère : Litvinov intervient sur la relation avec l'Allemagne, qui depuis le traité de Rapallo est devenu le premier partenaire économique de l'URSS. Le développement industriel de l'URSS créée de nouveaux besoins en investissements étrangers et Litvinov indique les perspectives qui s'ouvrent aux pays étrangers en URSS. La Pologne, surtout certains cercles de la société polonaise, reste irrémédiablement hostile à l'URSS. Le gouvernement polonais semble se satisfaire de la situation mais le gouvernement soviétique souhaiterait encore des améliorations. Les relations économiques bilatérales sont le domaine le plus réjouissant des relations bilatérales. Zabiełło rapporte ensuite la création de la République du

[1680] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. pp. 232-242.

Tadjikistan et la création d'un commissariat syndical pour l'agriculture. Ce dernier suscite beaucoup d'opposition, notamment des délégués ukrainiens. Zabiełło rapporte la justification officielle pour la création de cet organe : l'importance croissante de la question agraire et la complexification de l'organisation de la production agricole, par la création des kolkhozes appelle l'unification des syndicats de cette branche, au niveau pan-soviétique. Si Zabiełło ne se prive pas pour ironiser sur les conceptions fiscales soviétiques, ici, il ne semble pas être sceptique sur la politique soviétique dans ce domaine. Il rapporte toutefois la crainte, notamment des Ukrainiens, de perdre le contrôle en tombant sous la coupe de cet organe. La rencontre se termine par la question de l'industrialisation et la mécanisation de l'économie, notamment du secteur agricole.

Zabiełło conclue son rapport en critiquant le manque d'équilibre entre les branches du plan quinquennal et le risque que « l'enthousiasme » révolutionnaire « aveugle » les autorités soviétiques quant à l'endurance des citoyens soviétiques, dans les conditions de vie actuelles. Pour lui, le développement économique de l'État se fait au détriment de ses citoyens, et c'est dans cette limite que l'État pourra se développer : autant que ses citoyens pourront se « serrer la ceinture » (p. 11). Son texte vise à estimer la cohérence des discours avec les discours précédents, les discours dans d'autres sphères, et la réalité, pour ensuite juger de la viabilité de la politique et déceler les futures évolutions potentielles. En d'autres termes, c'est une analyse assez classique de la politique intérieure d'un pays par un diplomate, teintée ici d'un dédain envers les « croyants » du socialisme et une crainte des répercussions de la pauvreté et surtout l'aveuglement apparent des autorités face aux difficultés de la population[1681]. D'ailleurs, c'est ce que lui reproche l'ambassadeur Patek : de ne s'intéresser qu'aux luttes de pouvoir au sommet, sans observer les tendances de la société soviétique[1682].

Quelques mois plus tard, le 18 février 1930[1683], il observe une « épuration » (*czystka*), touchant principalement des personnes dans l'appareil central et dans le secteur agraire. Il utilise cette épuration comme un signe d'un tournant des autorités soviétiques, qui prennent la voie de « l'imposition par la force de la construction du socialisme » (p. 2). Dans un autre rapport rédigé le même jour, sur la réorganisation des autorités centrales, il se penche plus en profondeur sur la concentration du système de surveillance de la société par l'administration centrale[1684]. S'il considère le rattachement de l'administration centrale des statistiques au Gosplan, comme logique, il attache plus d'importance à une autre réorganisation ; celle des commissariats aux affaires intérieures des républiques soviétiques. Ces commissariats régionaux étaient en charge jusqu'alors des affaires

[1681] ZABIEŁŁO, Wspomnienia z lat 1902–1936, *doc. cit.*, 1969, p. 217.
[1682] *Ibid.*, p. 218.
[1683] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Stanisław Zabiełło, « Zmiany personalne », 18.02.1930, pp. 277-278.
[1684] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Stanisław Zabiełło, « Reorganizacja władz naczelnych », 18.02.1930, pp. 279-282.

d'économie communale, des prisons, des enquêtes pénales et de la milice. Ces compétences seraient à l'avenir redistribuées, entre le Commissariat de la Justice, le GPU (la police secrète soviétique), et une nouvelle institution : le Commissariat des affaires d'économie communale et de l'organisation de la vie socialiste (*organizacji bytu socjalitycznego*). Cette réforme renforce la centralisation de l'administration économique du pays, déjà esquissée par la création précédemment citée du Commissariat syndical de l'agriculture. Le renforcement des compétences du GPU, par l'ajout de la compétence en matière de milices locales et des affaires pénales va lui permettre d'étendre « ses tentacules si profondément dans la société, que toute conspiration contre le régime sera, si elle ne sera pas impossible, du moins notablement rendue plus difficile » (p. 3). Cette restructuration des compétences de la police secrète permettra au régime de se maintenir « malgré ou même contre la volonté de la population » (p. 4), tant que le socialisme ne sera pas fermement installé. Ce projet est dans sa phase terminale et Zabiełło prévoit que la loi qui l'instaurera sera prochainement publiée et conclue qu'elle constituera « une nouvelle preuve, que l'État qui est né sur les ruines du tsarisme au nom de la liberté et du bonheur des larges masses travaillantes, est, tout comme son prédécesseur jusqu'alors, un État policier. » (p. 4)

Enfin, quelques jours plus tard, Zabiełło rapporte le discours de Rykov devant des ingénieurs à Moscou, sur les menaces extérieures[1685]. Parmi ces menaces, la Pologne n'est pas citée explicitement, mais Zabiełło interprète la mention du soutien à l'Association de libération de l'Ukraine, comme une allusion peu subtile, aux intentions supposées de la Pologne, d'établir un État ukrainien sous sa protection. Durant les mois suivants, il envoie une réactualisation des changements de personnels, mais ces rapports sont moins commentés que ceux cités ici[1686]. Au fil de ces rapports, la personne de Staline est de plus en plus fréquemment citée, sans être placée au-devant de la scène par Zabiełło, qui donne ainsi un paysage assez diversifié de la vie politique soviétique.

Après son retour à Varsovie, il est l'interlocuteur de ses collègues restés à Moscou, et est notamment chargé de la question du harcèlement (*szykane*) de ses collègues par les autorités soviétiques[1687]. Ses collègues à Minsk rapportent par exemple dans une lettre du 22.02.1938, comment les autorités soviétiques inquiètent systématiquement les citoyens soviétiques en contact avec le consulat polonais ; les empêchant depuis 1937 de faire même appel à des artisans pour de bénignes réparations. Les employés eux-mêmes sont ostensiblement suivis dans la rue, fouillés lors des voyages

[1685] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Stanisław Zabiełło, « Stosunek do władzy sowieckiej inżynierów i techników », 22.02.1930, pp. 284-289.
[1686] AAN. Ambasasa RP w Moskwie. 39. Stanisław Zabiełło, « Zmian personalnych », 4.08.1931, pp. 409-412, « Obradt CK Partji », 10.11.1931, pp. 423-431, et le 8.12.1931, pp. 439-441. Stanisław Zabiełło s'intéresse également à la situation dans le Caucase nord, sur lequel il écrit un rapport le 26.11.1931. (pp. 435-438).
[1687] AAN. MSZ w Warszawie. 6755b. Szykane władz ZSRR wobec placówek polskich dyplomatycznych, odwetowa akcja polska wobec placówek radzieckich w Polsce. Raporty, noty, koresp. (1938).

et interdits de monter à bord d'un train. De similaires nouvelles parviennent de Kiev et de Moscou. Dans une lettre de Kiev du 30.05.1938, le consul polonais Jerzy Matusiński (1890-1939) parle du poids de cette atmosphère hostile, qui déprime les employés. Il rapporte notamment l'impossibilité de discuter des conditions de vie en URSS avec des citoyens soviétiques. Leurs interlocuteurs ont peur, ceci d'autant plus que l'Ukraine est un pays « d'avant-garde », où la mobilisation de la population sur le plan idéologique est particulièrement importante pour les autorités soviétiques[1688]. Les télégrammes s'entassent à Varsovie, de nouvelles sur les arrestations d'employés soviétiques et d'autres actes de répression et de terreur du régime soviétique. Ces actes sont listés par la diplomatie polonaise, pour préparer l'interpellation de la diplomatie soviétique, qui reproche également des mauvais traitements des diplomates soviétiques de la part des autorités polonaises.

Étant donné sa position de responsable du département oriental, il est chargé de former les nouvelles générations de diplomates polonais aux questions soviétiques. De cette activité, il a laissé trois brochures à la Bibliothèque nationale à Varsovie[1689] : une datant de 1936, intitulée « la Russie soviétique », une autre de 1937, sur l'action du *Komintern* et enfin une dernière de 1938, sur les relations de la Pologne à l'URSS Dans ses cours, il adopte un ton plus général, moins informatif que dans ses rapports, ce qui nous permet d'y lire plus facilement les connaissances et l'interprétation qu'il veut transmettre à ses auditeurs. Son exposé sur la « Russie soviétique » consiste principalement en une analyse du programme économique de l'URSS, et de la cohérence idéologique entre les théories politiques et les réformes économiques. Tout d'abord, il revient sur les premières conceptions soviétiques de l'économie politiques, telles que portées par Lénine, qu'il qualifie de « théoricien lucide », qui a su adapter la théorie marxiste à la réalité russe, qui était une société majoritairement agraire. Il a transposé la lutte des classes développée sur la base d'une société industrielle à la société agraire, par le truchement de la catégorisation de la paysannerie en paysans pauvres et riches (p. 3). Dès le départ, les efforts de Lénine ont visé à une concentration des pouvoirs, notamment dans le domaine économique, entre les mains de l'État. Ce processus a suscité la résistance des paysans, qui ne voulaient pas donner leurs moyens de production à la collectivité (p. 23), ni même simplement leur « surplus » (p. 8). Zabiełło parle ensuite de la répression qui s'en est suivie, parlant d'expéditions punitives, et de répression massive. Il décrit ensuite l'arrivée au pouvoir de Staline et l'instauration de

[1688] AAN. MSZ w Warszawie. 6755b. Szykane władz ZSRR wobec placówek polskich dyplomatycznych, odwetowa akcja polska wobec placówek radzieckich w Polsce. Raporty, noty, koresp. (1938). Sur la question de la frontière soviétique et les efforts déployés pour contrôler cette région par les autorités soviétiques, voir notamment DULLIN Sabine, *L'épaisseur d'une frontière : aux origines des politiques soviétiques*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2014 ; DULLIN Sabine et COEURÉ Sophie (dir.), *Frontières du communisme: mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*, 1 vol., Paris, France, La Découverte, 2007 (Recherches (Paris. 1994), ISSN 1258-4002).

[1689] On peut s'interroger sur l'origine de la présence de ces manuscrits inédits dans cette bibliothèque, et supposer qu'il s'agissait probablement d'un don de Zabiełło lui-même.

sa politique d'industrialisation planifiée. Il met en perspective les succès et les échecs de cette politique, en termes de modernisation et de production industrielle. Il conclue que les déceptions liées au plan quinquennal peuvent donner l'impression d'un affaiblissement de l'URSS. L'URSS reste un ennemi de la Pologne, dont les tendances à l'expansion idéologiques ne sont pas éteintes.

Dans son exposé sur les relations entre la Pologne et la Russie soviétique, il prend un ton encore plus explicite, qui nous semble intéressant de rappeler ici. Il commence par présenter les trois facteurs matériels de la politique étrangère polonaise : la situation géographique, entre deux puissances hostiles à la Pologne ; la croissance démographique, qui pourra à terme exiger une expansion territoriale, pour assurer l'approvisionnement de toute la population et enfin ; la question nationale, qui est une des spécificités de la Pologne en Europe (p. 1). La question nationale est compliquée par le fait qu'elle dépasse les frontières étatiques : non seulement il y a des Polonais de part et d'autre mais de surcroit, la distinction entre le peuple polonais et russe n'est pas toujours très nette, une partie significative des habitants de la région « gravite constamment entre la Pologne et la Russie » (p. 2). Ceci complique la politique étrangère polonaise, rien que par le fait qu'il est difficile de « cristalliser » une conception « unifiée » du « nationalisme ». (p. 2). Pour la question de l'expansion : elle n'est pas possible du fait du voisinage polonais, en plus du manque d'unité en la matière en Pologne même. Zabiełło présente ensuite les deux doctrines qui dominent le débat polonais : la position germanophobe et la position russophobe. Il rejette l'attachement à une doctrine en particulier, car du fait de la faible marge de manœuvre de la Pologne en Europe, elle ne doit pas s'enferrer dans une doctrine particulière : elle doit mener une politique d'équilibre, pour pouvoir saisir l'opportunité d'expansion d'un côté ou de l'autre, pour le cas où elle se présenterait (p. 4). L'expansion du côté allemand lui semble moins probable, il propose alors de se consacrer au flanc oriental de la politique étrangère polonaise.

L'impérialisme tsariste a laissé place à l'impérialisme soviétique, qui vise à installer le communisme en Allemagne, et donc sur la route vers ce but, se trouve la Pologne (p. 7). « La grande mer eurasiatique tangue sur les steppes, situées à notre Est, peut à chaque instant se déverser et nous priver de liberté » (p. 7). Face à ce risque, notre diplomate propose deux outils : les alliances avec les autres voisins de la Russie ou une politique d'affaiblissement interne. Les autres voisins s'avèrent trop faibles pour garantir la sécurité de la Pologne, c'est donc la voie de l'affaiblissement interne de la Russie qui semble le moyen le plus durable d'assurer la sécurité polonaise : en d'autres termes : le prométhéisme. Zabiełło se lance alors dans une démonstration de la pertinence de cette approche pour la politique étrangère polonaise.

Le prométhéisme n'est pas une politique de cordon sanitaire : il ne s'agit pas de créer des États tampons mais de « tirer avantage du facteur national pour détacher de la masse étatique russe les

noyaux particuliers » (p. 9). Pour cela, il faut se concentrer sur les peuples qui sont capables d'assurer leur autonomie, ce qui exclue les plus petits peuples, « perdus dans la mer russe » (il fait probablement référence aux minorités de Sibérie). Pour Zabiełło, il faut se concentrer sur les Ukrainiens, les Biélorusses et le Caucase. Ces régions sont également les plus fertiles et les plus riches en ressources énergétiques. Leur détachement du noyau russe ferait donc d'une pierre deux coups, en privant la Russie d'une partie significative de ses ressources. Les critiques du prométhéisme s'inquiètent d'une potentielle alliance ukraino-russe et surtout d'un renforcement des aspirations sécessionnistes de la Volhynie et de l'Est de la Petite Pologne (*Małopolska wschodnia*). Zabiełło ne minimise pas ce risque mais souligne que la création d'un État ukrainien pourra attirer les élites intellectuelles ukrainiennes, qui sont actuellement frustrées de leur position sociale et ainsi apaiser la situation en Pologne (p. 11). Cette conception est pour Zabiełło très actuelle, et si elle a été abandonnée sur le plan officiel après l'échec de 1920, elle est restée un élément de la politique étrangère polonaise. L'actualité du prométhéisme est portée par « l'avancée de l'idée nationale en Europe. » Pour Zabiełło,

> « C'est une absurdité totale et impossible que l'idée nationale s'arrête brutalement et expire derrière le Bug. Cette idée se développe doucement et elle doit atteindre les peuples qui ne sont pas encore conscient sur le plan étatique et sous-développés sur le plan national [ethnique, EB] (…). » (p. 12)
>
> Si le système soviétique freine cette évolution, elle n'en existe pas moins dans la société soviétique, et dès que l'occasion se présentera, le sentiment national « explosera » (p. 13).

L'autre élément qui actualise la question prométhéenne, c'est « l'expansion allemande », qui « selon toute probabilité et logique frappera l'Est. » Zabiełło ajoute ensuite « c'est maintenant la problématique de notre politique, si elle [l'expansion allemande, EB] nous frappera ou malgré nous, la Russie. ». Il commente ensuite la politique allemande en constatant qu'« elle se rapprochait de plus en plus de la conception prométhéenne, qu'elle la reconnaissait de plus en plus, ce qui place [les Polonais] devant l'éventualité, qu'elle peut être réalisée par d'autre qu'[eux], et donc, il [leur] faut la prendre en compte d'autant plus. » (p. 13).

Zabiełło n'explicite pas les contradictions de la politique étrangère polonaise telle qu'il la présente, à la fois de construction de confiance avec les puissances voisines potentiellement hostiles et les efforts théorisés de soutien aux forces subversives à l'intérieur de ces pays, surtout donc de l'URSS, pour contrecarrer leur expansion redoutée.

* * *

Les diplomates doivent prendre en compte non seulement la mythologie politique de leur propre pays mais aussi celle des autres : des pays voisins, des interlocuteurs et se distancier de la lecture des mythes nationaux que font les voisins. Dans une situation où des mythes nationaux agressifs gagnent en popularité, le diplomate est amené à veiller plus nettement à leur expression, pour limiter l'instrumentalisation par l'interlocuteur de ces mythes nationaux. Avec Hilger ou avec Zabiełło, le rapport est ainsi assez cynique, aux discours grandiloquents sur l'Est européen. A titre individuel cependant, ils partagent le quotidien du milieu diplomatique, notamment en URSS, avec ses mondanités, les difficultés et les paradoxes de la vie politique soviétique, dont ils rendent compte dans leurs mémoires, à titre anecdotique et qu'il leur est difficile de transmettre à leurs compatriotes ou leur administration. Ils ont une expérience du terrain qui contraste avec les discours des experts non diplomatiques sur l'Est et sur l'URSS, plus proches eux des préoccupations politiques nationales.

On peut constater par ces courts exemples, l'ambivalence des États allemands et polonais envers l'expertise de l'Est émanant de leurs sociétés respectives : les États cultivent des relations intimes avec ces organisations à travers leurs diplomaties et leur fournissent des informations. À côté de ce travail officiel, une profusion d'organisations associatives, para-universitaires sont fondées après 1918, exprimant le besoin d'individus de construire et diffuser des connaissances sur l'Est européen[1690]. Face aux blocages dans la politique officielle et une certaine pression politique au sein des sociétés allemande et polonaise, les années 1920 et 1930 sont le moment d'un fleurissement institutionnel sur l'expertise dans les relations internationales. Par la nature de l'objet, le rapport à l'État est incontournable, cependant, les rapports qu'entretiennent les différentes administrations avec les sources non étatiques de connaissance sur l'Est sont complexes.

[1690] Dont témoigne la diversité des invitations conservées dans un dossier « invitations » du Ministère des Affaires étrangères allemand, voir : RGVA. Fonds spécial. Auswärtiges Amt : « Einladungen » 1357/3/12. Pour la période 1933-1939, on y trouve des invitations d'organisations de l'émigration blanche telle l'aide fraternelle russe (*Russische Bruderhilfe*) ou l'Association pour les études de culture politique russe (*Verein für russische Kulturpolitische Studien*) et l'Association des Ukrainiens en Allemagne (*Verein der Ukrainer in Deutschland e.V.*), des organisations allemandes travaillant sur l'Est telles l'association des Allemands de Russie (*Verband der Deutschen aus Russland e.V.),* le groupe d'étude des rapatriés allemands (*Studienstelle Deutscher Rückkehrer*), l'association pour la colonisation et l'émigration allemande (*Vereinigung für deutsche Siedlung und Wanderung*), l'Association des Allemands du Caucase à Berlin (*Verein der Kaukauzusdeutschen zu Berlin*) à côté d'invitation d'organisations plus éminentes, telles que l'Institut Allemand pour l'Étude de l'Étranger (*Deutsches Auslandsinstitut*, Stuttgart) ou l'Association pour la présence allemande à l'étranger (littéralement pour la germanité à l'étranger : *Verein für das Deutschtum im Ausland*, VDA) ou encore l'Association pour la connaissance de l'Europe de l'Est (*Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde*, DGO).

(3) Le traitement de la famine soviétique de 1932-33 : La politique de collectivisation comme contexte de la famine soviétique de 1932-1933 : Le regard des diplomates allemands et polonais sur la famine soviétique

Un des éléments de marquage de l'altérité de l'Est, qui autorisait une projection politique à l'Est était l'association de l'Est européen à la violence avant 1939. La fin de la 1e Guerre mondiale a ouvert à l'Est de l'Europe, dans le contexte de l'effondrement des empires allemands, autrichien et russe, une nouvelle phase de violences et de conflits armés, en réponse aux incertitudes politiques et territoriales dans la région. À la fois par les difficultés d'accéder à l'information en URSS et par l'accumulation des expériences de violence, la famine soviétique, notamment ukrainienne de 1932-1933, faisant suite à la collectivisation de la production agricole, ne semble pas avoir été perçue dans toute son ampleur. Les diplomates ne sont pas exempts de mythes et de préjugés dans leur lecture de la situation soviétique, surtout face à une évolution si complexe qui caractérise la période. La crise de la famine arrive dans le contexte de la crise économique mondiale de 1929 et d'un important changement politique en Allemagne, avec l'arrivée progressive au pouvoir des nazis en 1933.

Une première famine avait touché l'URSS naissante au début des années 1920, en Ukraine et au Sud de la Russie, dans les sillons de la guerre civile qui avait durement touché ces régions entre 1918-1921. En réaction aux difficultés économiques, le pouvoir soviétique avait alors repoussé la collectivisation des moyens de productions et l'étatisation de la propriété privée. Entre 1921 et 1929, l'économie soviétique est placée sous un régime relativement libéral. En 1929, le premier plan quinquennal est lancé, qui prévoit la remise sur les rails de la collectivisation, notamment de la production agricole. La mise en place de cette politique est freinée par la résistance des populations concernées. Le régime réagit en lançant une lutte contre la figure ennemie des « koulaks », les paysans aisés. Cette lutte se traduit par des arrestations. Dès 1930, les perquisitions et l'envoi de délégués du parti dans les régions de la contestation doivent contraindre la réorganisation de l'agriculture en productions collectives, dans les kolkhozes et les sovkhozes. Une désorganisation de la production agricole en résulte. Dans le même temps, un empêchement d'une redistribution à l'intérieur de l'URSS, et le maintien des exportations agricoles internationales, cause une pénurie alimentaire grave. Une vague de répression brutale s'y ajoute, qui se traduit notamment par des déplacements forcés massifs

vers des régions arides et difficiles à exploiter[1691]. L'historien Andrea Graziozi estime le nombre de morts à 3.5 millions, et 25-30 millions de personnes ayant souffert de la famine[1692]. L'Ukraine fut durement touchée, ainsi que d'autres régions dans le Caucase du Nord et le Kazakhstan. Cette du début des années 1930 est une phase critique de l'évolution de la politique du régime soviétique, tant sur le plan économique que dans la politique envers les nationalités au sein de l'URSS. L'historiographie s'interroge sur le degré d'intentionnalité et sur la mesure dans laquelle, les Ukrainiens étaient ciblés par cette famine[1693]. L'observation de la réaction des diplomates allemands et polonais à ces événements, pour mesurer d'une part, l'accès aux informations dont ils bénéficiaient. Dans les deux diplomaties, la collectivisation est traitée sous l'angle de l'efficacité de celle-ci, dans sa conception et sa mise en œuvre. Les informations sur la violence qui l'accompagne, n'arrivent qu'ensuite.

Du côté allemand, selon l'analyse de l'historien Otto Wenzel[1694] , des comptes rendus du réseau diplomatique allemand en URSS, les premiers commentaires des diplomates allemands sur l'annonce de la collectivisation sont partagés entre scepticisme et admiration. Les notes d'Herbert von Dirsken, alors ambassadeur allemand en URSS (1929-1933), reflètent cette ambivalence. Dans un rapport envoyé à Berlin en janvier 1932, il propose une estimation positive de la réforme de la collectivisation, pour l'avenir économique de l'URSS. La création de structures de production plus grandes aiderait à lutter contre le chômage et contribuerait à la modernisation de la société et la réduction des inégalités entre ville et campagne. Quelques mois plus tard, en juin 1932, Dirksen s'interroge toutefois sur la *rationalité* de cette réforme structurelle, notamment dans la lutte contre les Koulaks. Enfin en janvier 1933, Dirksen présente un tableau plus critique de cette réforme. Il constate que la bureaucratie soviétique a mené cette politique sans intégrer les conséquences à long terme d'une priorité donnée à l'approvisionnement des centres industriels, sur la préparation des récoltes à venir[1695]. Otto Wenzel observe chez Dirsken, une reproduction du discours officiel soviétique : Dirksen utilise les sources officielles : les articles des *Izvestia* et de la *Pravda* ou les comptes rendus des Congrès du Parti communiste, et inscrit les mesures dans les plans officiels soviétiques de modernisation et soviétisation de la société.

Dans ses mémoires, pour cette période, Gustav Hilger, ne mentionne pas cette dimension fatale de la collectivisation[1696]. Il rappelle plutôt le destin des Allemands de Sibérie, qui avaient afflué en 1929

[1691] Andrea GRAZIOSI, *Histoire de l'URSS*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2010, p. 105-118.
[1692] *Ibid.*, p. 114.
[1693] Nicolas WERTH, *La grande famine en Ukraine 1932-1933: le plus grand crime de masse du stalinisme*, Paris, France, De vive voix, 2010.
[1694] Otto WENZEL, « Holodomor. Stalins Genozid in der Ukraine 1932–1933 inBerichten der Deutschen Botschaft Moskau und desGeneralkonsulats Charkow », *Zeitschrift des Forschungsverbundes*, 28, 2010, p. 5-24.
[1695] *Ibid.*, pp. 8-10.
[1696] HILGER, *Wir und der Kreml*, *op. cit.*, 1955, p. 162.

à Moscou à la suite de rumeurs sur une émigration possible vers l'Amérique notamment[1697]. Ils voulaient fuir la collectivisation et ont été soutenus par Otto Auhagen (1869-1945), chargé des questions agraires auprès de l'ambassade[1698]. O. Auhagen plaida leur cause tant auprès des autorités allemandes que soviétiques et parvint à obtenir pour une petite partie d'entre eux, l'autorisation de quitter le territoire. Cet engagement lui a coûté toutefois son poste à Moscou[1699]. Dans ses mémoires de 1955, Hilger s'intéresse à la coopération économique germano-soviétique. L'Allemagne avait attribué des crédits et avait livré des équipements industriels. Contre la promesse de la poursuite de cette coopération, Hilger et d'autres membres de l'ambassade avait eu la permission d'organiser un voyage en août 1932, dans différents complexes industriels soviétiques, notamment à Saratov, Bakou, Novossibirsk[1700]. Parmi les impressions qu'il rapporte dans ses mémoires, entre le mauvais usage des machines et l'admiration de l'inventivité des travailleurs soviétiques, il mentionne au passage les difficiles conditions de vie, et la pénurie alimentaire auxquelles les travailleurs faisaient face.

Dans le même temps, les informations sur la famine affluent, notamment du consulat de Kharkov. En mars 1932, le consulat informe l'ambassade de la répression contre les paysans refusant de livrer leurs récoltes et leur bétail à l'administration. En mai 1932, le consulat rapporte des émeutes ayant eu lieu en Volhynie, des pillages des réserves étatiques, ainsi que la pénurie visible sur les marchés à Kiev. À partir de septembre 1932, des informations sur la famine et la misère qui frappe les populations, parviennent à Moscou. Dirksen en informe Berlin en avril 1932. Mais dans son rapport annuel de janvier 1933, il ne se concentre plus que sur des explications techniques à cette catastrophe. Il liste les contraintes administratives qui pesaient sur les agriculteurs et les problèmes techniques de manque

[1697] La diplomatie polonaise s'en fait d'ailleurs écho, par un rapport envoyé par Henryk Zaniewski (1882- ?), les 25 et 26 novembre 1929, dans lequel il cite un informateur anonyme et un correspondant américain. Dans son rapport, H. Zaniewski parle de la pression sur la diplomatie allemande de l'opinion publique allemande, et fait référence aux crédits allemands que les Soviétiques pourraient craindre de perdre. En ce qui concerne la Pologne dans cette question, il s'inquiète de l'installation prévue des « colons allemands » le long de la frontière germano-polonaise. Il mentionne également d'autres groupes nationaux qui cherchent à quitter l'URSS, dont les Grecs. Voir : AAN. Ambasasa RP w Moskwie, 39, pp. 210-212.

[1698] O. Auhagen était co-fondateur avec Otto Hoetzsch et Max Sering en 1913 de la Société pour l'étude de la Russie (*Deutsche Gesellschaft zum Studium Russlands*). Il était professeur depuis 1897 à Breslau puis 1906 à Berlin, à la Haute École pour l'agriculture (Landwirtschaftlichen Hochschule). Il contribua régulièrement à la revue *Osteuropa* de la DGO (voir « "Osteuropa"-Aufsätze, 1925-1939 », *Osteuropa*, 08-09, 1975, pp. 463-475), et travailla à deux reprises pour la diplomatie allemande : entre 1900 et 1906 à Saint Petersburg et entre 1927-1930.

[1699] UNSER Jutta, « "Osteuropa" - Biographie einer Zeitschrift », *Osteuropa* (08+09), 1975, pp. 555-602. Après son éviction de l'ambassade, il retourne à l'enseignement et devient professeur à l'Université de Berlin. Voir la liste de ses cours sous : http://hicks.wiwi.hu-berlin.de/history/start.php?type=person&id=94902&sort=semester Il publie les documents qu'il prépare à ce moment sur la question agricole en URSS et la minorité allemande en 1942 : Auhagen Otto, *Die Schicksalswende des rußlanddeutschen Bauerntums in den Jahren 1927-1930*, Leipzig, Hirzel, coll.« Quellen und Materialen zur Erforschung des Deutschtums in Osteuropa », n° 6, 1942.

[1700] HILGER, *Wir und der Kreml*, *op. cit.*, 1955, pp. 234-238.

de machines agricoles et d'infrastructures de transport défaillantes[1701]. Un peu plus tard, Dirksen attribue cette politique à un rapport de force entre le pouvoir soviétique et la paysannerie, qu'il commente en concluant à une « bonne » maitrise de la population par le pouvoir soviétique. Cette représentation contraste avec le tableau catastrophique dessiné par Otto Schiller (1889 – 1960), un autre agronome employé à l'ambassade entre 1931-1937, qui, se référant à certaines évaluations non officielles, estime de son côté que la famine a causé selon jusqu'à 10 millions de morts. Il attribue la catastrophe de la famine à l'arbitraire de l'administration et décrit l'inhumanité de cette politique[1702]. La diplomatie allemande cherche malgré tout à ne pas envenimer les relations bilatérales, et cherche à étouffer les initiatives sociales en Allemagne : Otto Wenzel rapporte qu'en juin 1933, l'Association pour la Communauté germanique à l'étranger (*Verein für das Deutschtum im Ausland*, VDA), qui est une organisation révisionniste, proche des nazis[1703], tente d'organiser des actions publiques, comme des expositions et des manifestations à Berlin. Ces efforts sont en partie censurés par le Ministère des Affaires étrangères allemand, après la protestation de la diplomatie soviétique[1704].

Du côté polonais, une série de discussions et de rapports fut produits sur la question agraire en 1932-33, tels que ceux de Stanisław Zabiełło, notamment au rapport présenté lors d'une réunion des membres de l'ambassade polonaise à Moscou, en mai 1933. Zabiełło met en perspective les questions agraires avec le plan quinquennal et les ambitions d'industrialisation de l'économie soviétique[1705]. Il juge que ce plan ambitieux n'a pas porté ses fruits et la population soviétique souffre toujours de privations. Zabiełło précise qu'il est difficile de construire une analyse fiable sur cette question, du fait d'une part, de l'intense propagande soviétique qui éclate d'optimisme. D'autre part, à cause des images frappantes de l'extrême pauvreté qui touche la population. Entre ces deux extrêmes, Zabiełło tente de garder de la distance envers ces deux sources de connaissance.

L'écho du point de vue officiel est perceptible dans les explications de la crise agraire que Zabiełło propose ensuite : la sortie de la Nouvelle Politique Économique (NEP, Новая экономическая политика, 1921-1930) et la collectivisation a rencontré une forte opposition aux mesures de

---

[1701] WENZEL, « Holodomor. Stalins Genozid in der Ukraine 1932–1933 in Berichten der Deutschen Botschaft Moskau und des Generalkonsulats Charkow », *art. cit.*, 2010, pp. 13-14.
[1702] *Ibid.*, pp. 15-16.
[1703] Voir les mémoires de Hans Steinacher, éditées par Hans-Adolf Jacobsen, dans lesquelles, il tente de différencier la politique envers les minorités allemandes de l'étranger qu'il a mené, de celle de la SS : *Hans Steinacher. Bundesleiter Des VDA 1933-1937. Erinnerungen Und Dokumente. Schriften Des Bundesarchivs Band 19*. Harald Boldt Verlag Boppard am Rhein, 1970.
[1704] WENZEL, « Holodomor. Stalins Genozid in der Ukraine 1932–1933 in Berichten der Deutschen Botschaft Moskau und des Generalkonsulats Charkow », *art. cit.*, 2010, p. 11.
[1705] Le texte de cet exposé a été conservé en deux fragments, le premier à l'AAN à Varsovie et le deuxième dans les archives militaires étatiques russes à Moscou. Ils sont reproduits comme : document n°92 « Referat o sowieckiej polityce wiejskiej », pp. 276-289, et document n° XIV de l'annexe, pp. 676-678. BRUSKI Jan Jacek (dir.), *Hołodomor 1932-1933: Wielki Głód na Ukrainie w dokumentach polskiej dyplomacji i wywiadu*, Varsovie, Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, 2008.

collectivisation. Ainsi pour Zabiełło, « ce n'est pas surprenant » que les autorités soviétiques décident d'appliquer des mesures « radicales ». Il explique ensuite la réticence de la paysannerie soviétique à adopter la nouvelle organisation de la production agricole, en partie car « les paysans soviétiques n'ont pas compris et jusqu'aujourd'hui ne comprennent pas l'essence de cette réforme. Elle lui est étrangère et hostile. » Pour Zabiełło, on peut expliquer aussi cette incompréhension et réticence, par le fait que la collectivisation était théoriquement en vigueur depuis l'avènement de l'URSS. Cette réticence et la désorganisation qui en suit se traduit par des réserves trop faibles pour soutenir la production agricole. Il explique ensuite le recours à des instruments administratifs radicaux pour forcer la réalisation de la collectivisation par le manque de moyens matériels de l'État soviétique. À ses yeux, ce dernier n'avait pas les ressources matérielle ou politiques nécessaires pour poursuivre une politique basée sur le volontariat, aux yeux de Zabiełło.

Cette résistance plus ou moins active et la montée en puissance des mesures coercitives du côté du pouvoir soviétique résultent dès 1931/32, en une pénurie pour les besoins de consommation interne. Zabiełło rapporte l'inquiétude face à l'incapacité à pourvoir au *chlebozagotowek,* littéralement ce qui sert à préparer le pain, c'est-à-dire le contingent de blé à fournir aux autorités. En conséquence, lors de la saison suivante, cette politique était condamnée à l'échec. Zabiełło opère une distinction géographique et précise que les réquisitions ont été plus fortes dans le sud de la Russie. Il indique également que la faim touche plus brutalement l'Ukraine et le Caucase. La population rurale ne peut plus croire les promesses de la modernisation de l'agriculture, qui a été synonyme au contraire, de difficultés accrues dans les conditions de travail et de vie. Cette expérience pousse la population d'autant plus à rejeter cette politique, qu'avant. La méfiance réciproque entre les paysans et les autorités soviétiques s'aggrave. Les premiers ne comprennent pas l'intérêt de cette collectivisation, s'en protègent, y résistent. Les seconds, préjugent de la mauvaise volonté de la population rurale et n'hésitent pas à reproduire des actions de pression et de répression qui ont déjà causé des difficultés auparavant mais qui se traduisent cette fois par de nombreuses morts.

Zabiełło consacre la dernière partie de son exposé à des estimations sur l'importance de cette politique pour les autorités soviétiques, aux débats internes sur la nécessité de poursuivre ou non cette politique, au vu des coûts et des risques pour la stabilité politique. Il conclue en notant l'évolution du système soviétique depuis la révolution : il est passé d'un régime à l'avenir incertain à un régime plus stable, qui ne doit plus craindre une révolte armée de sa population. Cette campagne de collectivisation est un épisode de cette

> « lutte entre un petit groupe de personne armée d'une idéologie clairement définie, qui a entre ses mains un appareil étatique puissant, et une masse grise de quelques

> millions de citoyens, sombres, apathiques, sans volonté, et cette lutte de la contrainte pour cette masse de prendre à son compte des principes lui étant étrangers et incompréhensibles, et la soumission totale de leurs vies personnelles aux intérêts de ce qu'ils appellent les exigences de la lutte révolutionnaire et de classe, ce n'est qu'au fond, rien d'autre, en tant que doctrine de l'État soviétique, qu'une nouvelle incarnation de l'ancien empire russe. » [1706]

Dans ses mémoires, Zabiełło accorde une autre importance à la famine que dans son rapport, ce qui est probablement lié à la chronologie : il rédige son rapport au début de la collectivisation, alors que les effets se font sentir quelques mois plus tard. Ce n'est qu'en juillet 1933 qu'il organise une mission de remplacement en Ukraine[1707]. Il s'intéresse à la situation politique en Ukraine, notamment à la politique culturelle, de soutien à la langue ukrainienne par les autorités soviétiques ukrainiennes. Zabiełło décrit cette politique de valorisation de la langue ukrainienne comme d'une part arrivant tardivement, du fait du mépris affiché par la première génération des dirigeants soviétiques ukrainiens, des « juifs russifiés »[1708], sans en nommer aucun. Ces responsables n'avaient mené qu'une « ukrainisation » superficielle et ce n'est qu'avec l'arrivée de Mykola Skrypnyk (Микола Олексійович Скрипник, 1872-1933) au Ministère de l'Éducation que la promotion de la langue ukrainienne se concrétise. Cependant sa politique suscite des craintes des tenants du chauvinisme « panrusse » et Zabiełło rapporte qu'à Moscou des rumeurs circulaient sur les ambitions séparatistes de Skrypnyk, ce qui l'aurait poussé au suicide. Pour Zabiełło, la simultanéité de tendances à la promotion de l'ukrainien et de tendances chauvinistes panrusses n'étaient pas contradictoires. La promotion de l'ukrainien devait faciliter l'appropriation du discours officiel par les masses, mais dans une optique de renforcement de celui-ci :

> « Pour la période que je décris, le canon était le bilinguisme de haut en bas, avec cependant dans la pratique, l'application d'une règle non écrite : qu'ils parlent dans leur langue dans les bourgades, mais les grandes villes devraient être russes. »[1709]

Ainsi, pour la promotion sociale, il fallait passer par le russe, mais pour la vie quotidienne, pour la littérature, l'ukrainien était en essor. Dans le cas d'un conflit entre ces deux principes cependant, le

---

[1706] *Ibid.*, p. 677.

[1707] ZABIEŁŁO, Wspomnienia z lat 1902–1936, *doc. cit.*, 1969, p. 351.

[1708] *Ibid.*, p. 354. Zabiełło rédige ses mémoires entre 1968 et 1969, et son texte est parsemé d'un vocabulaire antisémite.

[1709] « W czasach, które opisuję, kanonem była dwujęzyczność od góry do dołu, z tym że w praktyce obowiązywała niepisana reguła: w pipidówkach niech sobie mówią po swojemu, ale wielkie miasta powinny być rosyjskie. », *Ibid.*

russe dominait en dernier ressort.

Zabiełło introduit son commentaire sur la famine par ces considérations de politique nationale soviétique, pour contextualiser celle-ci. Il explique la pression exercée sur ces régions ukrainiennes, par leur importance pour la production agricole soviétique. Comme dans son rapport, pour lui, les paysans exercèrent une résistance passive, par un « sabotage par un travail à minima ». Il se souvient qu'ils avaient conscience à Moscou que la situation en Ukraine était mauvaise mais qu'ils partaient du principe que les paysans avaient une poule ou un mouton de côté, qu'ils pouvaient consommer. Cependant, durant l'hiver 1932-33, il se souvient que même à Moscou, les diplomates avaient pris conscience de la difficulté de la situation, lorsque même dans les magasins d'accès spécial, ils n'avaient plus que de la « dinde congelée de Sibérie »[1710]. Outre cette anecdote, durant l'été 1933, ils pouvaient observer depuis Moscou, l'exode massif de la population cherchant à s'échapper de « cet enfer » à la recherche d'un morceau de pain, qui mourrait « par milliers ». Les estimations allaient de 10 millions de morts à 7-8, par les Allemands, « plus prudents », tandis que Radek leur parlait de 2 millions de morts. Sa propre estimation est de 2-3 millions, « en comptant les victimes de la répression contre les soi-disant koulaks ». Il rappelle que « naturellement, dans la presse soviétique, il n'y avait pas un mot sur ce cataclysme ». Il rapporte les scènes bien connues de la famine, des gares prises d'assaut par les populations affamées, avec une grande proportion d'enfants parmi eux, mendiant du pain auprès des voyageurs.

> « Moi-même, voyageant en train rapide d'Odessa à Moscou, j'ai vu dans les petites stations, dans lesquelles nous ne nous arrêtions pas, ces foules bivouaquant. Dans les stations centrales, dans lesquelles nous devions nous arrêter, la milice empêchait l'accès les fugitifs au quai, mais malgré cela, c'était toujours plein de petits [enfants] s'accrochant aux wagons, des mendiants émaciés, qui venaient grossir les rangs des *bezprizorni* [du russe беспризорные, les enfants orphelins vivant à la rue, littéralement sans surveillance, sans soin] dont le nombre avait été réduit efficacement durant la dernière décennie. Ces enfants ne voulaient pas d'argent, seulement de la nourriture. » [1711]

Tout en exprimant une compassion pour ces enfants, et en utilisant l'image marquante des enfants affamés, orphelins, repoussés par les hommes armés, il n'en fait pas une critique du régime soviétique en tant que tel, puisqu'il a lutté contre le phénomène des orphelins abandonnés. Il faut garder à l'esprit que ce texte est rédigé en 1968-69 en Pologne populaire et qu'il le parsème de

[1710] *Ibid.*, p. 356.

[1711] « Ja sam jadąc pociągiem pospieszym (sic) z Odessy do Moskwy widziałem na małych stacjach, na których nie zatrzymywaliśmy się, biwakujące tłumy. Na stacjach węzłowych, na których mieliśmy postój, milicja nie dopuszczała uciekających na perony, ale i tak zawsze pełno było czepiających się wagonów małych, wymizerowanych żebraków, którzy powiększali ilość dość skutecznie likwidowanych przez ostatnie dziesięć lat bezpryzornych. Pieniędzy dzieci te nie chciały, tylko jedzenia. », tiré de *Ibid.*, p. 357.

déclarations de loyauté au régime communiste.

Zabiełło se rend d'août jusqu'en septembre 1933 à Kharkov, dans une mission officielle pour l'ambassade et décrit ces scènes de rues où on rencontrait régulièrement les cadavres des victimes de la faim. Il visite la région en voiture et tente de se faire une image plus directe de la situation. Il rappelle à cette occasion la méthodologie de travail de l'ambassade polonaise à Moscou, qui traitait toutes les parutions régionales pour collecter les informations, ainsi que les revues militaires, jusqu'à ce qu'elles soient classifiées « secrètes » à la fin des années 1930[1712].

Les deux diplomaties donnent la priorité aux relations interétatiques, et décident de mettre en sourdine, les protestations qui émergent de leurs sociétés respectives[1713]. Ainsi, malgré la proposition du consul polonais à Kiev, Jan Karszo-Siedlewski (1891-1955), en mars 1933, d'informer les Polonais, surtout ceux résidants à l'Est de la Pologne, des tensions de l'autre côté de la frontière, le gouvernement polonais limite la diffusion d'information à ce sujet[1714]. Roman Wysocki constate que l'intérêt général des Polonais pour cette famine était limité, malgré le voisinage direct ou la présence de la minorité polonaise dans les régions touchées par la famine[1715]. Même lorsque les organisations de solidarités ukrainiennes menèrent des actions publiques, l'opinion polonaise n'a pas démontré une solidarité massive envers eux[1716], en dehors de l'action d'envoi de paquets alimentaires (souvent renvoyés) de Galicie en 1932. La famine intervient quelques mois après la signature du pacte de non-agression polono-soviétique du 25 juillet 1932 et la diplomatie polonaise est alors plus attentive à maintenir des relations interétatiques pacifiées avec l'URSS[1717]. La société civile fait pression, ce dont témoignent les publications de l'Institut d'étude des questions de minorités nationales (*Instytut Badań Spraw Narodowościowych* de Wilno). L'Institut publie des informations sur les actions de protestation ukrainiennes en Galicie dans sa revue *Sprawy Narodowościowe* en 1933. La presse polonaise, à travers les organes semi officieux du gouvernement, tels la *Gazeta Polska* et son correspondant Jan Ottmar Berson (1903-1946) ne publient que très peu d'informations, pour ne pas mettre en péril les relations bilatérales[1718]. La presse proche de l'*Endecja*, les nationaux-démocrates, comme la *Gazeta Warszawska* se réfèrent à la presse allemande et soviétique pour analyser la situation en Ukraine[1719].

[1712] *Ibid.*, p. 359.
[1713] WYSOCKI Roman, « Stanowisko władz i reakcje społeczne wobec Wielkiego Glodu na Ukrainie », *Res Historica : czasopismo Instytutu Historii UMCS Nr 31 (2011)* (31), 2011, pp. 125-146.
[1714] KUŚNIERZ Robert, « Obraz głodującej wsi ukraińskiej w latach trzydziestych XX w. w dokumentach polskich przedstawicielstw dyplomatycznych w ZSRR i polskiego wywiadu », *Polska i jej wschodni sąsiedzi* (10), 2009, p. 74.
[1715] WYSOCKI, « Res Historica », *art. cit.*, 2011, p. 128.
[1716] *Ibid.*, p. 136.
[1717] *Ibid.*, p. 132.
[1718] *Ibid.*, p. 134.
[1719] *Ibid.*, p. 135.

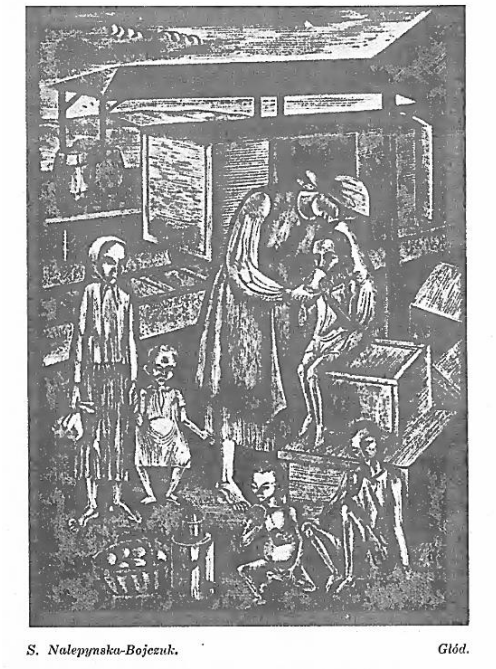


Figure 77: la faim en une du Bulletin polno-ukrainien du 6.08.1933 (n° 14)[1720]

Les actions les plus marquantes sont celles des organisations ukrainiennes[1721] qui passent par la mobilisation des députés ukrainiens au parlement polonais, dans les délégations internationales, telles la SDN mais aussi un attentat contre le consul soviétique à Lwów, le 22 octobre 1933, Mykoła Łemyko (Микола Лемик, 1914-1941), sur Alexeï Maïlov (Алексей Петрович Майлов, 1909-1933). La famine n'avait connu qu'un écho international limité du fait de la censure soviétique[1722]. Toutefois, dans le même temps, la pression augmente sur les consulats polonais, des citoyens soviétiques d'origine polonaise, qui demandent à émigrer en Pologne. Les diplomates polonais assistent à leur arrestation massive, tel que le rapporte Robert Kuśnierz en mars 1933 à Kiev notamment[1723].

Une autre forme de la violence de l'Est qui a marqué les experts, fut celle bien entendu de la révolution bolchevique et la déstabilisation de la société russe qui l'a suivie. C'est la base du récit que fait Alfred Rosenberg dans son ouvrage « la Peste en Russie »[1724], mentionné dans le chapitre précédent. La violence est omniprésente dans cet ouvrage, qui parle déjà de millions de morts par la

[1720] *Biuletyn Polsko-Ukraiński : tygodnik ilustrowany. R. 2, 1933 nr 14 (6 VIII)*, Varsovie, 1933. Disponible sous http://mbc.cyfrowemazowsze.pl/dlibra/docmetadata?id=20456&from=publication
[1721] WYSOCKI, « Res Historica », *art. cit.*, 2011, pp. 139-144.
[1722] Et qui fait toujours l'objet d'âpres discussions, comme le rapporte WOŁOS Mariusz, « Wielki Głód lat 1932–1933 we współczesnej historiografii rosyjskiej », in: DMITRÓW Edmund, *Wiek nienawiści: studia*, Varsovie, Instytut Historii Polskiej Akademii Nauk : Instytut Pamięci Narodowej - Komisja Ścigania Zbrodni przeciwko Narodowi Polskiemu, 2014, pp. 381-396 ; BRUSKI (dir.), *Hołodomor 1932-1933*, *op. cit.*, 2008.
[1723] KUŚNIERZ, « Obraz głodującej wsi ukraińskiej w latach trzydziestych XX w. w dokumentach polskich przedstawicielstw dyplomatycznych w ZSRR i polskiego wywiadu », *art. cit.*, 2009, p. 67.
[1724] ROSENBERG Alfred, *Pest in Rußland!: der Bolschewismus, seine Häupter, Handlanger und Opfer ; Mit 75 Orig. Lichtbildern aus Sowjetrußland*, Munich, Deutscher Volksverl, 1922.

famine qui a suivi la guerre dans les années 1920. Par cet exemple, on peut voir le double biais qu'induit ce type d'écrits : Rosenberg en exagérant les chiffres de 1920, distord la réalité dans un sens, qui associe la violence à cet espace et ce régime et lorsque la famine de 1932-33 arrive, qui provoque réellement la mort de millions de personnes, ce n'est plus vraiment nouveau, et peut donner une impression de continuité, d'immuabilité du destin des ces terres orientales, sous le joug bolchevique.

* * *

Que signifie ce désintérêt relatif des opinions publiques allemandes et polonaises face au drame de la famine soviétique ? Est-ce le signe d'une certaine banalisation de l'idée d'une violence « naturelle » de l'Est, *a fortiori* sous régime communiste ? Les ordonnances nazies de la guerre font l'écho de cet amalgame d'une violence habituelle à l'Est, parfois de manière extrêmement cynique. Herbert Backe (1896-1947), secrétaire d'État à l'agriculture, dans une note sur le comportement à adopter des Allemands à l'Est pour le traitement des Russes du 1er juin 1941, spécifie que les Russes auraient « l'estomac extensible », étant habitués à la pauvreté, la faim depuis des siècles[1725].

Est-ce que ces événements se sont noyés dans l'image générale d'une violence caractéristique pour l'Est ? La violence s'exprime à nouveau dans la révolution bolchevique, la guerre civile et la famine dans les années 1920 aux purges des années 1936-37 ? Les répressions de 1936-1937[1726] ont connu une plus grande couverture médiatique internationale, avec l'intérêt d'intellectuels tels Lion Feuchtwanger[1727]. Assiste-t-on à une banalisation de la violence à l'Est, une « indifférence à la souffrance » de l'ennemi, qui prépare à l'insensibilité des violences des années 1940 ? La violence de l'occupation soviétique de 1939-1940 de l'Europe de l'Est est utilisée comme slogan de mobilisation contre les Soviétiques, pour alimenter l'idée d'une dimension préventive dans cette attaque sur l'URSS[1728].

[1725] Document reproduit dans : Gerd R. Ueberschär et Wolfram Wette, *« Unternehmen Barbarossa ». Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941: Berichte, Analysen, Dokumente*, Paderborn, Schöningh Paderborn, 1984, p. 382.
Cet ouvrage est disponible en ligne, édité par le programme de numérisation de la Bibliothèque nationale de Bavière (*Digi20) :* Ueberschär, Gerd R., *« Unternehmen Barbarossa »*, http://digi20.digitale-sammlungen.de/de/fs1/object/display/bsb00045995_00001.html?prox=true&phone=true&start=10&ngram=true&hl=scan&fulltext=besatzungspolitik&rows=10&mode=simple&context=besatzungspolitik

[1726] Nicolas Werth, L'ivrogne et la marchande de fleurs : Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938, Paris, Editions Tallandier, 2009, 335 p.

[1727] Lion Feuchtwanger et Joseph Pischel, *Moskau 1937. Ein Reisebericht für meine Freunde*, Berlin, Aufbau Tb, 2000, 148 p.

[1728] UEBERSCHÄR Gerd R., *« Unternehmen Barbarossa »: der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941 : Berichte, Analysen, Dokumente*, Paderborn, FSchöningh, 1984, pp. 85, 101.

Le désintérêt relatif du grand public pour l'Est européen contribue-t-il à cette banalisation ? Comment se positionnent les experts entre le sensationnalisme des journaux et l'indifférence de leurs interlocuteurs étatiques ? Nous reproduisons ici les réactions allemandes et polonaises à cette violence extrême soviétique, pour interroger d'une part la réaction des experts, et présenter un cas où la différence entre ce que les experts observent et ce qu'ils pensent être accepté par leurs interlocuteurs est visible. Au-delà de la maigreur des informations disponibles sur la famine en Allemagne et en Pologne, ceux qui en disposaient – les diplomates ici – ne semblent pas espérer un grand intérêt de leurs Ministères respectifs pour cette conséquence de la politique de collectivisation, et ne lui accordent qu'une place marginale dans leurs analyses de cette politique. Dans le même temps, cette expérience est un élément qui a pu contribuer à cette représentation de l'altérité de l'Est : un espace où les rapports de force politiques se traduisent par des politiques d'une brutalité insupportable, pour l'analyse de laquelle il faut faire abstraction du respect basique de l'intégrité physique de la population qui la subit. La violence à l'Est est plutôt tue ou instrumentalisée pour alimenter la perception de l'Est comme figure de l'altérité. La violence à l'Est ne suscite que marginalement de la compassion pour l'Est.

3. La déconstruction de l'image du sous-homme de l'Est dans l'immédiat après-guerre par la connaissance sur la culture russe dans les sociétés allemandes et polonaise (1945-1956)

Dans la foulée de la « libération » de la Pologne par l'Armée Rouge, des « initiatives populaires » fondèrent rapidement (parmi les premières institutions) des associations d'amitié polono-soviétique[1729]. Lublin dès novembre 1944. Sur un modèle proche de celui des organisations créées dans la zone allemande sous occupation soviétique ; d'une part elles participaient à la définition implicite des nouveaux contours de la Pologne, puisque des associations polonaises furent créées dans les territoires « gagnés » sur l'Allemagne mais pas à Lwów/L'viv. D'autre part, ces associations étaient portées par une élite culturelle locale et recrutait parmi les différents partis (PPS, SD). Ces organisations fournissent en partie une nouvelle base pour le discours public sur l'Europe de l'Est, soit l'URSS, et sont mobilisées par les institutions d'expertises fondées un peu plus tard, pour alimenter leur production. En Pologne et dans la zone soviétique d'occupation allemande, la thématique dominante de la rééducation était la question de l'amitié, dont nous ne voulons pas vérifier ici l'efficacité mais nous interroger sur les éléments sélectionnés comme « vrais » pour refonder l'image de l'URSS dans les deux pays. Dans les zones d'occupation occidentales de l'Allemagne, c'est une institution d'avant-guerre qui est refondée.

(1) Dans la foulée de l'Armée rouge : la nouvelle amitié germano-soviétique ou la culture comme voie de sortie de la propagande NS ?

Une des premières mesures prises par les Soviétiques en arrivant en Allemagne a été de fonder des lieux de sociabilité promouvant une nouvelle image de l'Est : par la création d'un réseau de sociétés pour l'amitié germano-soviétique. Ce réseau a été fondé sur la base du Club germano-russe de Weimar, qui avait été fondé en mai 1946 et qui réunissait plutôt l'élite politique et culturelle locale[1730] et qui mettait l'emphase sur la politique culturelle de l'URSS, pour contrebalancer l'image de « sous-hommes » (*Untermensch*)[1731] et offrir un accès plus neutre à l'URSS. Des « filiales » ont été

[1729] BEHRENDS Jan C., *Die erfundene Freundschaft : Propaganda für die Sowjetunion in Polen und in der DDR*, Köln, Böhlau, 2006. p. 100.
[1730] DRALLE Lothar, *Von der Sowjetunion lernen, ... : zur Geschichte der Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft*, Berlin, Duncker und Humblot, 1993., p. 94 et suivantes.
[1731] *Ibid.*, pp. 45-47.

fondées de manière plus ou moins spontanée dans les différentes villes dans la partie de l'Allemagne qui se retrouve sous administration soviétique[1732], peut-être en coopération avec cette administration soviétique et les groupes de communistes allemands, notamment le groupe « Sobottka »[1733].

La société pour l'étude de la culture de l'Union soviétique (*Gesellschaft zum Studium der Kultur der Sowjetunion* – GSKS) fut fondée sur les bases de cette première association en juin 1947[1734] avant d'être refondée en 1948 en Société pour l'Amitié Germano-Soviétique (*Gesellschaft für deutsch-sowjetische Freundschaft* – GDSF ou simplement DSF). Dans sa première forme, la GSKS se voulait donc être plutôt une association de promotion de l'URSS par la culture et recrutait ses membres dans le milieu artistique (un des deux vices président était Anna Seghers[1735]). Parmi les membres on retrouvait aussi les hauts responsables de la SMAD, notamment Sergei Ivanovich Tiulpanov (Сергей Иванович Тюльпанов, 1901-1984), Alexandre Dymschitz (Александр Львович Дымшиц, 1910-1975), responsable de la politique culturelle dans la SMAD[1736]. Le premier président de cette organisation, Jürgen Kuczynski (1904-1997), a défendu cette promotion de l'URSS par la culture, notamment russe (Gogol etc.). Mais du côté de la SMAD, on voulait transformer rapidement cette organisation « culturelle » en organisation de masse et accélérer la dynamique de recrutement.

La mission centrale de la société était donc de sensibiliser la population est-allemande à l'histoire et la culture récente de l'URSS, pour les sensibiliser à la démocratie, par la connaissance justement de l'URSS. Mais finalement, la société n'a pas été en mesure de fournir une connaissance crédible de l'URSS aux citoyens allemands qui réclamaient une forme particulière de cette connaissance, basée sur l'expérience, « réelle »[1737]. Parmi les membres actifs de la DSF, on retrouve des membres de l'émigration communiste allemande tant à Londres (Jürgen Kuczynski) qu'à Moscou (Gottfried Grünberg, 1899-1985), Wilhelm Zaisser, 1893-1958), occupant en partie des postes importants dans l'appareil sécuritaire de la RDA ou des figures éminentes du monde culturel. Mais aussi, et surtout dès le début, des membres des « Block Parteien » comme la CDU Ost (August Bach, 1897-1966), mais ils sont rapidement marginalisés dans l'orientation de la société. Dans les premières phases d'activité de la société, les membres se voyaient donc comme facilitateur de contacts, qu'ils espéraient directs, avec la population soviétique notamment. Mais il semble que dans les premières années, les activités proposées par la société prenaient plutôt les formes classiques des conférences publiques, des concerts, des expositions, et non pas celle de voyages organisés ni mêmes d'échanges épistolaires. Les

[1732] *Ibid.*, p. 98.
[1733] *Ibid.*, p. 100.
[1734] *Ibid.*, p. 130.
[1735] *Ibid.*, p. 133.
[1736] *Ibid.*, p. 138.
[1737] *Ibid.*, p. 284.

conférences n'étaient même pas forcément animées par des Allemands ayant été eux-mêmes en URSS. Cependant un certain nombre de conférenciers invités d'URSS intervenaient.

Pour ce qui concerne le recrutement, plusieurs types d'acteurs se sont mobilisés au sein de la société, mais les difficultés rencontrées par la société en la matière occupent une place importante des discussions organisationnelles dans les premiers mois de son existence. Le premier cercle des membres était issu des couches éduquées, des anciens membres du KPD auxquels vinrent s'ajouter des citoyens intéressés. Rapidement, la question s'est posée du recrutement des personnes qualifiées à faire de la propagande politique, notamment, sur le PCUS. Pour ce travail, les « *Heimkehrer* » posaient un profil attractif, car ils avaient, bien souvent, « bénéficié » de la formation à cette thématique dans les camps de travail soviétiques[1738]. La société organisa d'ailleurs toute une discussion sur cette « manne » de ressources humaines venue d'URSS. En la matière, il semble qu'elle entrait par moment en concurrence avec la SED, qui s'intéressait à ces recrues potentielles.[1739] À côté des conférences, la société publiait des matériaux d'information sur l'URSS, son économie (et ses progrès dans la reconstruction), son histoire, sa vie culturelle, en particulier, la société rendait compte des « *Sowjetwissenschaften* » : des sciences soviétiques, dans une revue éponyme[1740]. Par ce titre de revue, on observe le changement de paradigme : d'une science sur l'URSS, considérée comme l'ennemi, à une science venue d'URSS, considérée comme modèle à suivre.

C'est dans ce même ton qu'intervient Rudolf Herrnstadt (1903-1966), en une du journal qu'il dirige : *Neues Deutschland*, le 16.12.1948[1741], en amont de la conférence du parti socialiste unifié (SED) en janvier 1949. Dans cet article, R. Herrnstadt s'attaque, au nom de la lutte des classes, aux préjugés qui perdurent dans la société allemande, jusqu'au sein du « camp progressiste », où des membres du parti, continuent de regarder l'URSS à travers les yeux de ses ennemis, et non pas comme une source de force pour la classe ouvrière allemande. Ce faisant, ils se mettent au service de l'impérialisme des pays capitalistes, en guerre contre l'URSS depuis sa création. Il utilise pleinement cette rhétorique marxiste pour dénoncer ce qu'il appelle les « guerres d'intervention » contre l'URSS, dont Hitler porta la dernière en date. Il ancre son discours dans la lecture marxiste de la crise de l'impérialisme, contre lequel il veut lutter pour éviter un 3^{e} Guerre mondiale. Pour cela, le meilleur allié, le seul garant de la paix est l'URSS. La propagande antisoviétique est un outil de panique, visant à déstabiliser la paix mondiale. Dans son argumentation de pur style communiste donc, il mobilise les thématiques de la

[1738] *Ibid.*, pp. 323, 300 et suivantes.
[1739] *Ibid.*, p. 333
[1740] *Sowjetwissenschaft.*, 1948-1949, puis « Kunst und Literatur: Sowjetwissenschaften », *Kunst und Literatur : Sowjetwissenschaften*, 1953-1990.
[1741] Article disponible en ligne sous : https://www.nd-archiv.de/artikel/1805929.ueber-bdie-russen-und-ueber-uns.html?sstr=russen

violence et de la faute collective de la classe des travailleurs allemands, sur lesquelles nous voulons nous attarder un moment, pour comprendre la norme de discours qui s'installe en Allemagne de l'Est sur la guerre à l'Est.

Il commande à ses lecteurs d'utiliser la dialectique pour déconstruire les discours antisoviétiques. Il donne un exemple, avec l'exemple du beau-frère qui se plaint de la violence de l'Armée rouge lors de son arrivée à Berlin, « qui se tenait pacifiquement sur le trottoir mais se fait battre et voler son vélo ». Pour R. Herrnstadt, il s'agit de faire comprendre l'état d'esprit de cette armée à ce moment et de le justifier : comment les soldats de cette armée pouvaient-ils reconnaître chez les Allemands qu'ils rencontraient des progressistes, alors qu'aucune résistance de la classe ouvrière allemande ne les a aidés à lutter contre le fascisme ? Hitler a mené la lutte des classes dans sa forme la plus extrême et destructrice, « sans que le peuple proteste ». Ainsi, lors de cette rencontre sur le trottoir, d'un côté, il y a « le beau-frère se tient pour un être progressiste, même s'il ne l'était pas. » De l'autre, il y a une armée « qui vient de là, où il n'était p a s, c'est-à-dire de la lutte des classes dans sa forme la plus impitoyable, la plus sauvage, du combat de libération du peuple attaqué, contre lequel pendant quatre ans une guerre existentielle a été menée. ». Le peuple allemand avait voulu la guerre totale mais ce n'est pas lui qui l'a subi. Ainsi, la victoire de l'Armée rouge témoigne pour R. Herrnstadt, de la force morale de celle-ci, qui a su résister et vaincre dans cette guerre violente. On a dans ce texte un condensé cru d'un aspect du discours soviétique tenu aux Allemands après 1945, qui tire un lien direct entre la violence allemande à l'Est et l'occupation soviétique de l'Allemagne. Ce jugement est global et n'appelle aucune réponse possible autre que l'acceptation ou le refus.

L'inversement de la position de l'altérité du barbare entre les Russes et les Allemands est remarquable. De la barbarie, on retire peut-être les Allemands, qui comme R. Herrnstadt ont fui l'Allemagne dans les années 1930. Ces Allemands, qui avaient établi des relations avec le communisme moscovite, stalinien, dès les années 1930 ont pu occuper des places prépondérantes dans la nouvelle Allemagne de l'Est, mais dès 1953, ont été écartés du pouvoir de la RDA, trop proches de la tendance stalinienne[1742]. Néanmoins, le discours qu'ils ont transposé en RDA d'URSS s'est ancré et se fige pour les années à venir.

[1742] GÖRLDT Andrea, *Rudolf Herrnstadt und Wilhelm Zaisser: Ihre Konflikte in der SED-Führung im Kontext innerparteilicher Machtsicherung und sowjetischer Deutschlandpolitik*, 1 edizione, Francfort/Main ; New York, Lang, Peter Gmbh, 2002.

(2) La nouvelle Pologne : la critique de l'antisémitisme (allemand) et la nouvelle amitié polono-soviétique

En Pologne, c'est selon un schéma similaire à celui de l'Allemagne de l'Est qu'une association d'amitié polono-soviétique est fondée très rapidement sur les pas de l'Armée rouge[1743]. L'historien Jan Behrends, dans son étude comparative, souligne les similarités dans l'établissement des deux associations « de masse », qui appuient leur démarche sur un travail d'éducation, qui consiste à déconstruire la « méconnaissance » de l'URSS, résultant de l'idéologie « bourgeoise » et antisoviétique[1744]. Les ouvrages promouvant la nouvelle – la bonne – connaissance sur l'URSS prenaient la forme de récit de voyages, visant à rétablir une « vérité » sur la réalité soviétique. Pour Behrends, un des obstacles principaux était la mémoire collective, marquée par des images fortes et négatives de l'URSS, depuis les années 1930[1745]. Ainsi, la stratégie de communication aurait été celle de se concentrer sur l'avenir, l'URSS comme lieu utopique d'émancipation des femmes, de la jeunesse, des travailleurs, un lieu du progrès technique. Tout comme en Allemagne de l'Est, la structure de l'association avait été construite dans chaque ville, quelques jours après sa libération par l'Armée rouge, avec toutefois, quelques spécificités locales, puisque la géographie des antennes locales recoupait la géographie de la Pologne, telle que souhaitée par Moscou. Les premières associations sont donc fondées à Lublin et non pas à Lwow, et plus tard à Poznań et Wrocław. L'organisation d'amitié de masse est mobilisée dans l'occupation de l'espace public et médiatique[1746] du nouveau régime : pour les marches du 1er mai ou pour le référendum de 1946[1747].

Pour ce qui est des différences, en Pologne, comme dans d'autres pays de l'Europe centrale, les soviétiques adoptent l'argumentaire de l'amitié panslave, qui se heurte non seulement à la tradition polonaise dans la matière mais aussi à la méfiance des Polonais envers les Soviétiques, comme le souligne encore Jan Behrends[1748]. L'amitié panslave se construit notamment sur un ennemi commun : l'Allemagne. L'histoire est mobilisée à cette occasion et le mythe de la bataille de Tannenberg/Grunwald de 1410 est réactivé.

[1743] BEHRENDS, *Die erfundene Freundschaft*, *op. cit.*, 2006.
[1744] *Ibid.*, p. 54.
[1745] *Ibid.*, p. 88.
[1746] On trouve parmi les chroniques numérisées, de nombreuses présentation de l'activité de cette association, par exemple, un compte-rendu du congrès de l'association à Varsovie du 18.06.1946, disponible sous : http://repozytorium.fn.org.pl/?q=pl/node/4407
[1747] BEHRENDS, *Die erfundene Freundschaft*, *op. cit.*, 2006, p. 119.
[1748] Jan Behrends rappelle notamment le surnom qu'avait le (nouveau) parti communiste polonais, PPR, en Pologne : *Płatne Pachołki Rosji* au lieu de *Polska Partia Robotnicza, qu'on peut traduire par les « pions payés de la Russie », pachołek* signifiant litérallement borne routière. *Ibid.*, p. 100.

D'autres éléments viennent garnir ce bouquet de propagande, notamment la question de l'antisémitisme polonais, qui est utilisé ici, pour contrecarrer le stéréotype des communistes juifs, ramassé sous le terme « *żydokomuna* »[1749]. C'est notamment le pogrom de Kielce du 4 juillet 1946[1750], qui donne l'occasion de prendre position nettement contre les forces qualifiées de réactionnaires. Finalement, pour l'historien J. Behrends, cette organisation s'est constituée comme un des vecteurs de l'organisation du culte de Staline, en Pologne[1751].

D'autres voix s'élèvent, du côté de ces forces « progressistes » contre l'héritage xénophobe et antisémite présent dans la société polonaise, aux rangs desquels, on retrouve Olgierd Górka revenu en Pologne après la guerre et occupant le poste de directeur du bureau des affaires juives au Ministère des Affaires étrangères polonais, (*Biura Spraw Żydowskich Ministerstwa Spraw Zagranicznych*) et avant de repartir en 1947 cette fois pour Jérusalem où il est consul. Pendant ce séjour polonais de 1945 à 1947, une de ses fonctions fut la rédaction d'une revue dédiée à la réconciliation entre les peuples, intitulée *Droit de l'Homme* (*Prawo Człowieka*), qui paraît entre 1946 et 1951. Le premier numéro paraît ainsi quelques semaines après le pogrom, en septembre 1946, et la rédaction prend appui sur ce drame pour proclamer leur mission éducative contre le racisme et la xénophobie, car « Le racisme allemand n'a pas seulement causé la mort et la destruction mais il a aussi empoisonné l'esprit polonais et cela prendra du temps de le changer, surtout que cet élément était déjà présent avant la guerre », peut-on lire dans l'article en une intitulé « notre profession de foi » (*nasze wyznanie wiary*). L'antisémitisme n'est pas l'apanage des Polonais mais ils en portent une triste tradition, c'est pour cela que la revue et ses auteurs veulent lutter pour restaurer le bon nom de la Pologne et rappeler qu'il y eu aussi des signes de solidarité envers les juifs pendant la guerre. Le ton de la revue est donné, entre patriotisme et antiracisme. Elle sera rapidement mise au service de la dénonciation de l'impérialisme occidentale et la thématique polonaise, du rapport des Polonais aux étrangers ou aux minorités disparaît assez rapidement. Mais nous ne voulons pas ici traiter de l'histoire de cette revue mais nous attarder sur les contributions d'Olgierd Górka, qui incarne une continuité de la Pologne libérale à la Pologne stalinienne.

Dans ce même premier numéro, Olgierd Górka signe un article sur l'absurdité du racisme[1752]. Dans cet article, il commence par se remémorer les conseils d'un de ses professeurs, qui pensait que les idées fausses étaient souvent les plus attractives, alors que lui-même, O. Górka, pensait qu'on pouvait

---

[1749] *Ibid.*, p. 108.

[1750] Pour un traitement plus large de la place des juifs dans la société polonaise après la guerre voir : Audrey Kichelewski, « Les survivants », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 4 juillet 2011, n° 33, pp. 141-148.
Audrey Kichelewski, *Les survivants: la place des Juifs dans la société polonaise (1944-1949)*, Thèse de doctorat, Université Panthéon-Sorbonne, Paris, France, 691 p.

[1751] BEHRENDS, *Die erfundene Freundschaft*, *op. cit.*, 2006, p. 174.

[1752] GÓRKA Olgierd, « Absurdalność rasizmu », *Prawo Człowieka* (1), 15.09.1946, pp. 2-3.

faire comprendre toute chose, si elle était expliquée calmement. Il constate amèrement que les dernières décennies lui ont montré le contraire. Il tente toutefois de montrer l'absurdité du racisme, de l'antisémitisme, en insistant notamment sur la longue vie en commun des communautés juives et polonaises, qui rend toute pensée en termes de races et *a fortiori* en termes de pureté raciale, absurde. Il tente d'appuyer sa critique de cette pensée sur la critique des pratiques « scientifiques » d'avant 1939, notamment, il cite les travaux de Jan Kochanowski, sur les définitions des races prusses, juives etc., qui listaient les points communs et différences. Si il critique les pratiques polonaises d'alors, c'est bien les influences allemandes qu'il dénonce dans leur travail.

Il pousse cette critique plus loin dans un article du numéro suivant, dédié plus directement à une critique des analyses statistiques des discours savant d'avant 1939[1753]. Il rappelle que les statistiques démographiques étaient produites et manipulées par l'État qui les produisaient ou les commandaient et qu'en conséquence, certains groupes étaient probablement sur- ou sous-estimés dans les statistiques polonaises d'avant 1939. Pourtant ces chiffres étaient brandis dans le débat public par des « pseudo » scientifiques, qui trouvaient aussi appui parmi les universitaires. Il procède ensuite à une critique détaillée de ces statistiques, relativisant les stéréotypes qu'elles étaient censées alimenter, tels la diffusion de maladies par l'immigration juive d'Europe de l'Est ou la forte fertilité de ces migrants. Ce faisant, O. Górka poursuit quasiment directement son travail d'avant 1939, et mène un travail de critique des discours de cette période. À côté de cette continuité dans sa pratique de critique d'une idéologie ethnocentrée et excluante, Olgierd Górka poursuit sa carrière dans un contexte politique qui rejette l'idéologie dans laquelle il s'était inscrit : le prométhéisme. Celui-ci ayant connu déjà une marginalisation forte avant 1939, il n'est pas une cible centrale des nouvelles autorités. Ce mouvement et ce système de pensée, fondamentalement antisoviétique, n'en reste pas moins surveillé de près par celles-ci[1754], par le Ministère de la sécurité publique (Ministerstwo Bezpieczeństwa Publicznego (MBP)[1755] et l'Armée polonaise. En 1947, dans le double contexte de la lutte contre les organisations politiques ukrainienne avec l'*Akcja Wisła* et l'expulsion progressive des membres de la communauté allemande, un rapport est préparé par le Service d'information central de l'Armée polonaise (*Główny Zarząd Informacji Wojska Polskiego*). Ce document, publié par l'historien Paweł Libera[1756], témoigne d'un biais politique marqué et d'un relatif manque d'informations directes, dans

[1753] GÓRKA Olgierd, « Kilka prawd i cyfr – z przeszłosci polsko-żydowskiej », *Prawo Człowieka* (2), 1946, pp. 3-4.
[1754] LIBERA Paweł, « Zwalczanie ruchu prometejskiego w Polsce Ludowej: wstęp do badań. Część I », *Historia i Polityka* 11 (4), 2010, pp. 205-242.
[1755] Ministère de l'intérieur, chargé aussi du contre espionnage et de la police politique, fondé en 1945 avant d'être restructuré en 1954, après les révélations de Józef Światło (1915-1994), un de ses employés, qui passe à l'Ouest en 1953 et témoigne de la répression de ce ministère.
[1756] LIBERA P. (dir.), *II Rzeczpospolita wobec ruchu prometejskiego*, Varsovie, Centralne Archiwum Wojskowe im. mjr. Bolesława Waligóry : Tetragon, 2013, 575 p.

la présentation de ce mouvement. Le rapport inscrit le prométhéisme dans une inspiration anglosaxonne dès le XIX^{e} siècle et lie systématiquement ses membres au gouvernement en exil polonais, notamment à travers des acteurs tels Olgierd Górka, qui apparaît à de nombreuses reprises dans ce court document. Ce biais témoigne d'une forte empreinte du discours soviétique sur le gouvernment polonais d'avant 1939. L'étude du mouvement prométhéen se poursuit dans le début des années 1950, avec notamment la consultation des quelques archives du 2^{e} Département de l'État major de l'Armée polonaise, de la II^{e} République polonaise (*Oddział II Sztabu Generalnego Wojska Polskiego*), conservées à Moscou dans les « archives spéciales », les archives spoliées par l'Armée rouge dans toute l'Europe. Parmi les membres du Service d'information central de l'Armée polonaise, l'historien P. Libera indique la présence de Józef Lewandowski (1923-2007), alors lieutnant de l'Armée polonaise, qui devient à la fin des années 1950, historien à l'Académie militaire politique (*Wojskowa Akademia Polityczna*), et se spécialise dans l'histoire du mouvement prométhéen et sur les travaux duquel nous revenons plus bas.

En somme, le contexte politique et intellectuel du rapport à l'Est dans la Pologne d'après 1945 est hautement complexe. Dans l'espace public, le discours de l'amitié panslave, contre l'ennemi allemand, s'allie à une transposition dans les institutions de répression politique polonaise, des schémas de critique soviétiques de la pensée polonaise sur l'URSS d'avant 1939, et ce dans le contexte de l'instauration d'une frontière qui délimiterait des territoires ethniquement homogènes. Dans cette transformation sociale, politique et démographique, accompagnée d'une violence qui succède à une autre, les experts tentent de retrouver leur place et certains y parviennent, tels Olgierd Górka. Cette période d'après-guerre est le moment d'une transmission possible entre les quelques survivants parmi les intellectuels polonais d'avant 1939 et les nouvelles générations, qui sont plus nettement formées dans un contexte soviétique, qui développent le nouveau paradigme politique de l'expertise, notamment historique[1757].

Le débat politique polonais d'après 1945 est dominé par la rupture, personnelle, conceptuelle, politique, qui appelle à une réflexion pour le développement de nouveaux outils conceptuels, de nouvelles références pour parler de l'Est européen, à mi-chemin entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, cette dernière étant moins marquée par la rutpure personnelle, comme nous allons le voir à présent.

[1757] On peut mentionner à cet égard, les mémoires de K. Modzelewski et MODZELEWSKI Karol et WYDAWNICTWO ISKRY, *Zajeździmy kobyłę historii: wyznania poobijanego jeźdźca*, Varsovie, Wydawnictwo « Iskry », 2013.

(3) « La Russie et nous » ou la question de « l'Ostkunde » (l'étude de l'Est) au service de la « Westbindung » (l'ancrage à l'Ouest)

La société pour l'étude de l'Europe de l'Est, qui avait été fermée après l'attaque sur la Pologne en 1939, fut refondée 10 ans après dans le sud de l'Allemagne, à Stuttgart, sur l'initiative de 3 des anciens rédacteurs en chef de la revue de cette société (*Osteuropa*, l'Europe de l'Est) : Klaus Mehnert, Otto Schiller et Werner Market[1758]. Ils décidèrent de rassembler les « *Ostkenner* », les « connaisseurs » de l'Est qui se trouvaient dans les zones occidentales allemandes et organisèrent la résurrection de la *Deutsche Gesellschaft zum Studium Osteuropas* (Société Allemande pour l'Étude de l'Europe de l'Est) qu'ils rebaptisèrent Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde (Société Allemande pour la connaissance[1759] de l'Europe de l'Est).

Klaus Mehnert prend la direction de la revue « Osteuropa » de 1951 à 1975. Ce Souabe né d'une famille d'industriels allemands à Moscou (son grand-père possédait une fabrique de chocolat dans le centre de la ville qui devint après la révolution, le chocolat « étoile rouge »), qui retourna en Allemagne après l'éclatement de la 1e GM, pour ce qui concerne ses parents[1760]. Il s'intéresse dès ses études pour les questions des relations internationales, avec un intérêt particulier pour l'URSS (il parle le russe sans accent) et pour la Chine. Il fut (comme nous l'avons vu) secrétaire général de la DGSO et dans les années 1930, correspondant pour la presse allemande en URSS. Il passa la 2e Guerre mondiale aux États-Unis et en Asie. Il publia en 1958 un « bestseller », réédité en 1959, en 1981, intitulé « *der Sowjetmensch* », qui a marqué les esprits en son temps[1761]. Dans cet ouvrage, il décrit l'URSS telle qu'il l'a connue au cours de ses nombreux voyages durant les années 1930. Dans cet ouvrage, comme dans ses autres publications, il partage avec ses lecteurs son admiration relative du dynamisme révolutionnaire de la société soviétique, tout en étant anti-communiste, à l'instar d'autres conservateurs allemands[1762]. En tant que rédacteur en chef *d'Osteuropa*, il défendait une présentation diversifiée de l'URSS ; avec les grands spécialistes de l'analyse juridique et politique de l'URSS, ou « soviétologues » ou encore « Kremlastrologe » (astrologues du Kremlin) dans un ton plus péjoratif,

[1758] Tous « Ostforscher » comme nous l'avons vu et qui inscrivirent leur travail dans la lignée de la tradition d'entre-deux-guerres.
[1759] « -kunde » est synonyme de science, d'enseignement, d'information et correspond dans ce cas au suffixe – logie en français. Une traduction littérale pourrait être « Société allemande pour la science de l'Europe de l'Est », mais il faudrait ajouter la dimension de vulgarisation, d'éducation de cette science.
[1760] Klaus Mehnert, *Ein Deutscher in der Welt. Erinnerungen 1906 - 1981*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1991, 448 p.
[1761] Karl Schlögel le cite comme un des ouvrages qui l'ont amené vers l'étude de l'Europe de l'Est, cf Osteuropa publié à l'occasion des 100 ans de la société.
[1762] G Koenen, der Deutsche Russlandkomplex

tels que Boris Meissner, que nous retrouverons pour sa coopération avec la DGAP. Dans le même temps, on pouvait lire des rapports réguliers sur l'histoire, la vie culturelle soviétique (sur la création théâtrale, littéraire etc.) mais aussi sur les conditions de vie en URSS, la place des femmes etc. La revue et la société rassemblait un cercle d'intéressés de l'URSS, notamment ceux qui l'étaient sur le plan professionnel, avec des diplomates, des enseignants du russe, etc. et défendait une vision résolument anticommuniste, en tentant d'apporter une analyse « objective » et en général très bien informée, comme le résume le mieux l'avant-propos du président de la DGO à l'occasion de la parution du premier numéro *d'Osteuropa*, nouvelle génération :

> « Objective mais pas neutre – c'est la ligne directrice que s'est fixée la revue pour son travail ; objective, c'est-à-dire avec une utilisation soigneuse et consciencieuse du matériel disponible, mais pas neutre, c'est-à-dire avec la clarté de la prise de position, qui est attendue de tout un chacun des Allemands. »[1763].

En 1951, la DGO organise un des premiers cycles de conférence sur la thématique « La Russie et nous : considérations sur la Russie et le bolchévisme »[1764], qui fut imprimé en raison d'une forte demande de la population, comme il est indiqué en introduction de petit recueil de présentations sur la Russie bolchévisée. Le premier texte, qui va nous intéresser plus particulièrement ici, a été présenté par le Prof. Martin Winkler (1893-1982), et traite des relations entre l'Allemagne et la Russie dans l'histoire. M. Winkler était originaire de Leipzig et avait fait ses études d'histoire à Königsberg (actuel Kaliningrad). Il s'était rendu à plusieurs occasions en URSS avant la 2e Guerre mondiale et était devenu un collectionneur d'icônes orthodoxes, signe de son intérêt pour la culture (religieuse) russe.

Sa présentation de l'histoire des relations germano-russes est assez classique pour la période, et commence avec les relations avec la Rus kiévienne et décline les problèmes de confiance réciproques au fil des siècles entre les deux « nations », tout en soulignant le rôle de « trait d'union » de l'Allemagne entre l'Occident et la Russie (*Bindeglied*, p. 11). Et conformément à la situation contemporaine, il souligne pour finir le sens de l'évolution historique de la Russie : son expansion séculaire vers l'Europe de l'Ouest, par la conquête progressive de l'Europe centrale (*Mitteleuropa*) (qu'il ne définit pas). Cette expansion se fait aussi sur le plan culturel et politique, avec le rayonnement

[1763] Geleitwort" du premier numéro d'„Osteuropa" : Objektiv, aber nicht neutral – das ist die Richtlinie, die sich die Zeitschrift für ihre Arbeit gesetzt hat; objektiv, das heißt unter sorgfältiger und verantwortungsbewußter Verwendung allen erreichbaren Materials, aber nicht neutral, das heißt mit der Klarheit der Stellungnahme, die heute von jedermann und auch von uns Deutschen gefordert wird."

[1764] *Russland und wir : Betrachtungen über Russland und den Bolschewismus. [3. Vorträge] / Hrsg. von d. Deutschen Gesellschaft f. Osteuropakunde*, Stuttgart, Deutsche Verl.-Anst., 1951.

(*Austrahlung*), dernièrement du Bolchévisme et de la culture russe à travers l'émigration blanche vers l'Europe occidentale (p. 23). Il insiste ensuite sur la nécessité de construire des connaissances sur la Russie (*Russlandkenntnisse*) pour les Allemands en particuliers, du fait de la division de l'Allemagne, qu'on ne pourra dépasser que si les Allemands « *comprennent* la situation ». Il critique assez vertement le comportement de « certains hommes politiques ouest-allemands » qui « ne veulent rien savoir de la Russie » (p. 23) alors qu'elle « n'a jamais été aussi pressante »[1765] (p. 33). Il critique tout autant les « nostalgiques de Rapallo » (*die Rapallo Romantiker*) qui n'ont pas saisi le bouleversement de la situation allemande et soviétique depuis 1922 ; l'un s'est considérablement affaibli tandis que l'autre a finalement atteint une reconnaissance internationale incontestée. Ainsi, il plaide pour une analyse « lucide » (*nüchtern*) de la politique soviétique, qui doit être le « devoir » (*Pflicht*) de l'Allemagne en tant que poste avancé de l'occident (p. 33).

En somme, dans les trois pays nouvellement fondés, on assiste à une redéfinition de la norme du discours sur l'Est européen, désormais complètement intégré par l'URSS. Le thème de la lutte antifasciste se constitue en passerelle pour les Allemands de l'Est et les Polonais, et offre dans le même temps, une possibilité de parler de l'URSS sans traiter des relations bilatérales directement. En Allemagne de l'Ouest, au contraire, la tendance est celle de ne parler que de l'URSS ou de la Russie, sans plus puiser dans le registre de l'Est européen comme partie intégrante du destin allemand, passé, présent et à venir.

[1765] En version originale « eindringlich », qui pourrait se traduire littéralement par « rentre-dedans ».

Annexe 7 : Évolution de la structure institutionnelle du PISM (1951-1972)

(1) Direction du PISM

Période	Directeur du PISM
1947-1951	Marian Muszkat
1951-1957	Juliusz Katz-Suchy
1957- 1960	Julian Hochfeld
1960 -1964	Ostap Dłuski
1965-1967	Adam Kruczkowski
1969-1971	Ryszard Frelek
1972	Marian Dobrosielski

N.b. : Le poste de directeur reste formellement vacant pendant plusieurs mois en 1968.

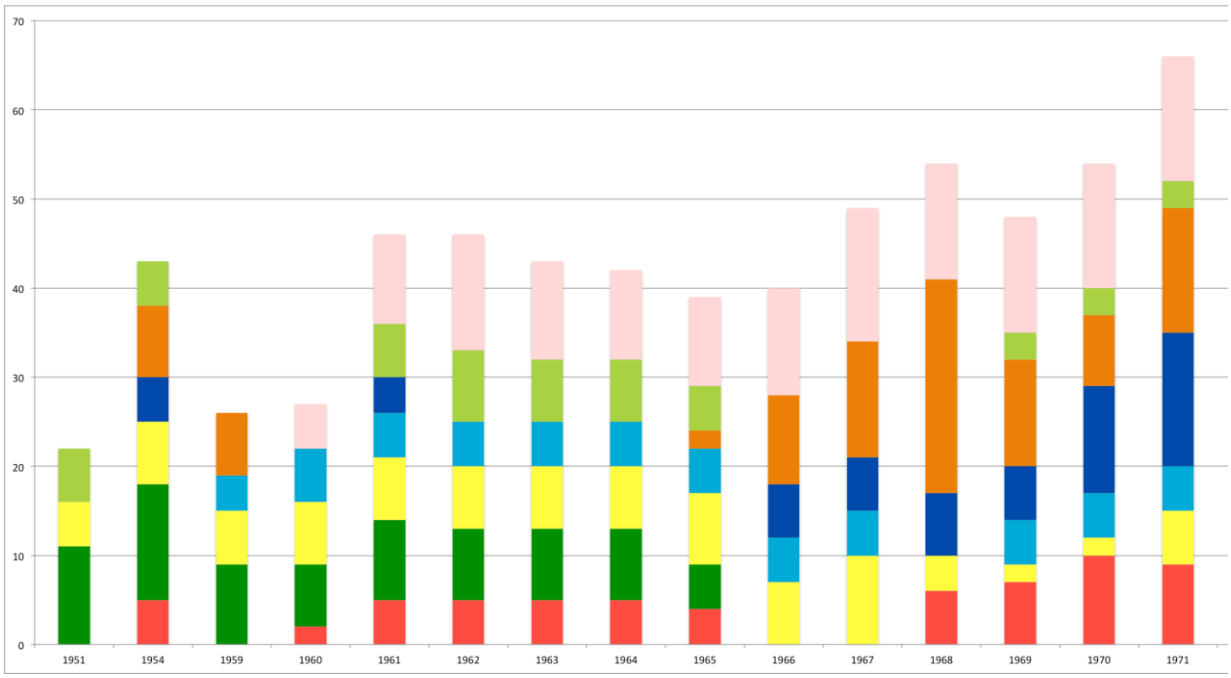
(2) Répartition du nombre d'employés par secteurs de recherche

Le nombre de personne attribuées à chaque département ou section de recherche donne une estimation des priorités de ce domaine, et les évolutions de la structure institutionnelle nous informe sur la fonction que devait remplir le PISM en tant que producteur d'expertise pour l'État polonais et en particulier le Ministère des Affaires étrangères. Nous reproduisons ici les informations collectées par les comptes-rendus annuels de la structure en personnel du PISM[1766]. Les comptes-rendus archivés ne sont pas complets et l'année 1968-69 qui en compte 3 par an dénote de la crise qu'a traversé le PISM durant cette période.

Pour une comparabilité à travers les années, nous avons regroupé ces secteurs selon un thème transversal. Par exemple, nous avons regroupé sous « URSS-Bloc socialiste », les départements ou sections parfois intitulés « URSS » ou parfois « Bloc socialiste », ou pays de démocraties populaires. Il en va de même pour la catégorie « Droit international » qui englobe parfois une section « organisations internationales ». Nous avons effectué ces regroupements sur la base aussi de la continuité personnelle entre ces sections. Le détail des sections par année est reproduit plus bas, ici, nous voyons dans un premier temps l'évolution synthétique de l'organisation du PISM.

[1766] AAN. PISM : 109. Sekretariat Dyrektora. Struktura organizacyjna i obsada personalna PISM. 1951, 1954, 1959-1962, 1964-1972.

Vue d'ensemble (1951-1972)



- Pays en développement (Afrique, Asie, Amérique latine)
- Économie internationale
- Sécurité, relations internationales, relations Est-Ouest
- Bloc capitaliste
- Allemagne
- Droit international
- Histoire des relations internationales
- URSS - Bloc socialiste

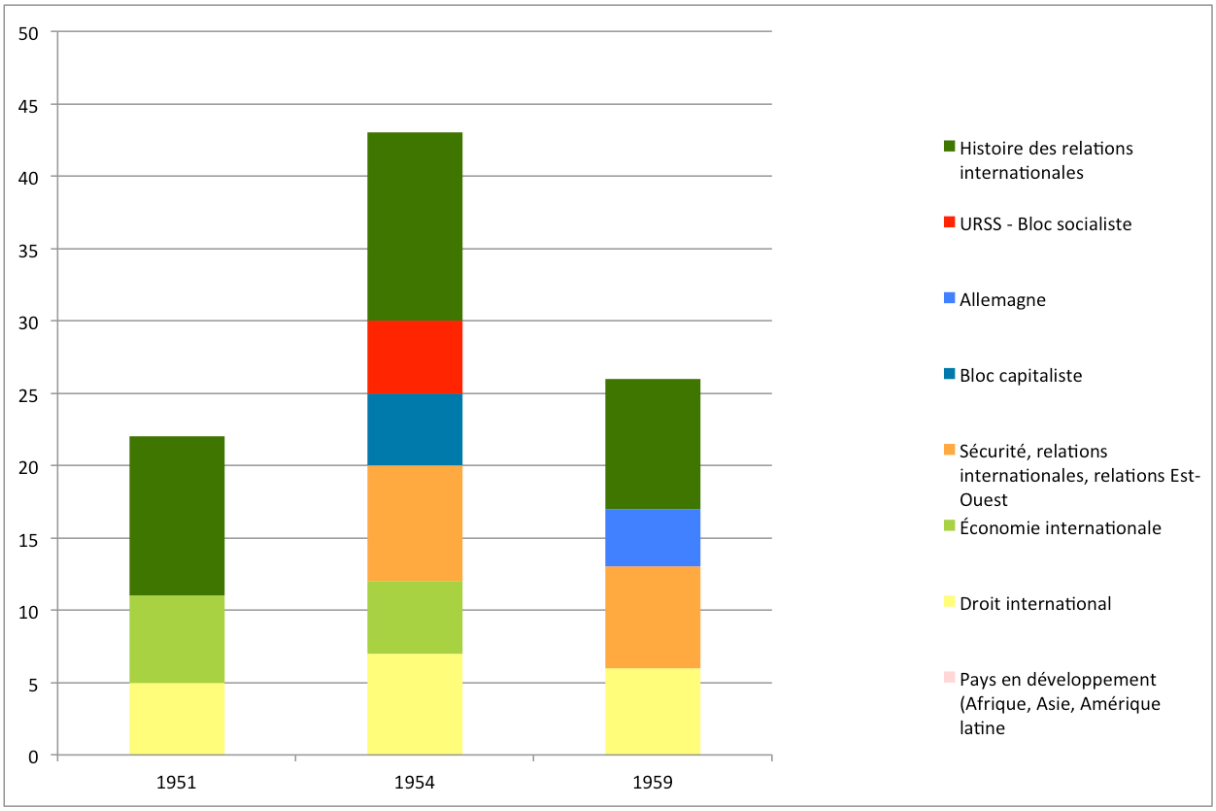
Entre 1951 et 1972, on voit nettement que les sections se répartissent en deux types : les sections politiques, traitant de sujets d'actualité et qui connaissent de fortes variations : la sécurité.

D'autres thèmes connaissent une plus grande stabilité : celle du droit international et les pays en développement.

On voit aussi une mutation structurelle du PISM : dans les premières années, la question historique a un poids important, puis disparaît en 1966. Le bloc capitaliste apparaît d'abord par intermittences avant de se stabiliser après 1966.

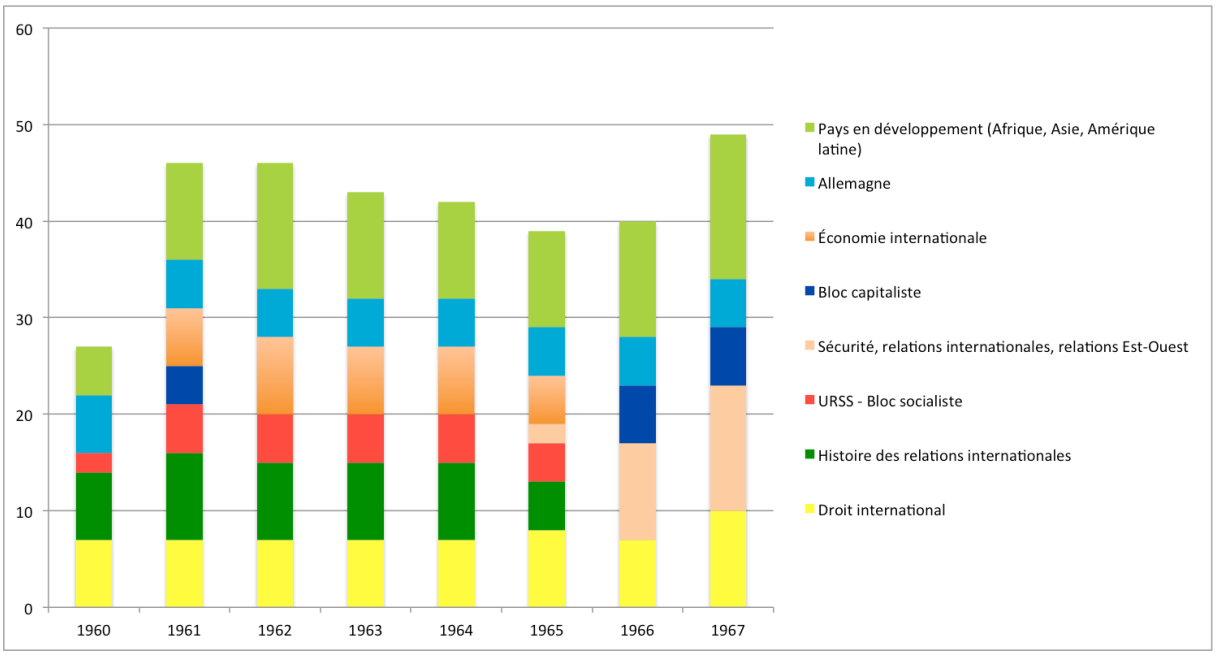
L'URSS et le bloc Est connaît lui aussi une forte instabilité. En 1966, il est intégré à la question des relations Est-Ouest.

1951-1959 : priorité à l'histoire



	1951	**1954**	**1959**
Droit international	5	7	6
Histoire des relations internationales	11	13	9
Économie internationale	6	5	0
URSS - Bloc socialiste	0	5	0
Sécurité, relations internationales, relations Est-Ouest	0	8	7
Bloc capitaliste	0	5	0
Pays en développement (Afrique, Asie, Amérique latine	0	0	0
Allemagne	0	0	4

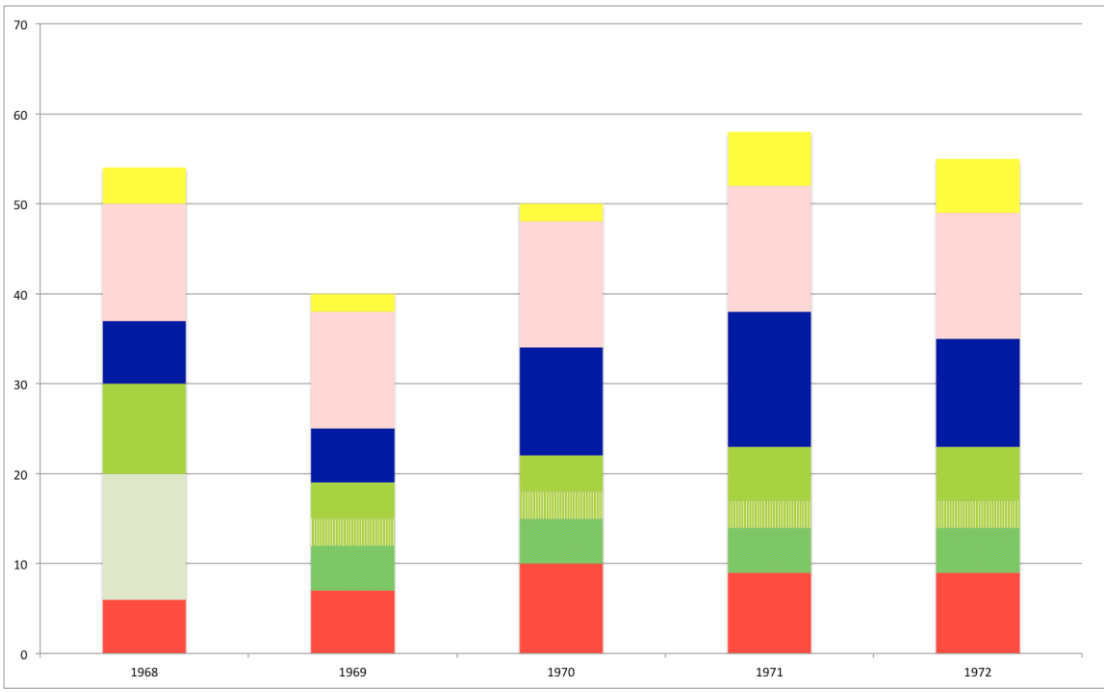
1960-1964 : diversification des domaines de recherche et internationalisation



	1960	1961	1962	1963	1964
Droit international	7	7	7	7	7
Histoire des relations internationales	7	9	8	8	8
Économie internationale	0	6	8	7	7
URSS - Bloc socialiste	2	5	5	5	5
Sécurité, relations internationales, relations Est-Ouest	0	0	0	0	0
Bloc capitaliste	0	4	0	0	0
Pays en développement (Afrique, Asie, Amérique latine	5	10	13	11	10
Allemagne	6	5	5	5	5

	1965	1966	1967
Droit international	8	7	10
Histoire des relations internationales	5	0	0
Économie internationale	5	0	0
URSS - Bloc socialiste	4	0	0
Sécurité, relations internationales, relations Est-Ouest	2	10	13
Bloc capitaliste	0	6	6
Pays en développement (Afrique, Asie, Amérique latine	10	12	15
Allemagne	5	5	5

1968-1972 : priorité à la question de la sécurité européenne



Après la crise institutionnelle de 1968, l'organisation du travail est clairement orientée vers les questions internationales de sécurité, qui domine dès lors le PISM.

Pour laisser encore la section dédiée à l'Allemagne et celle dédiée à l'économie internationale, nous les soulignons par des hachures.

	1968	**1969**	**1970**	**1971**	**1972**
URSS - Bloc socialiste	6	7	10	9	9
Relations Est-Ouest	14	0	0	0	0
Sécurité	10	12	12	14	14
dont Allemagne	*0*	*5*	*5*	*5*	*5*
dont Économie internationale	*0*	*3*	*3*	*3*	*3*
Bloc capitaliste	7	6	12	15	12
Pays en développement (Afrique, Asie, Amérique latine	13	13	14	14	14
Organisations internationales	4	2	2	6	6

(3) Détail de la structure institutionnelle du PISM par année

1951

Dyrekcja	5
Dział Prawo Międzynarodowy	5
Dział Historii Stosunków Międzynarodowych	11
Dział Międzynarodowych Stosunków Gospodarczych	6
Dział Dokumentacji Biblioteczne	13
Dział Wydawnictwa „Sprawy Międzynarodowe”	2
Dział Ogólno-Administracyjny i Hala maszyn	17
total	60

1954

Dyrekcja	
Zakład Biezacych Zagadnien Międzynarodowych	
Sekcja zagadnień politycznych Europy	8
Sekcja ekonomii krajów kapitalistycznych	5
Sekcja ruchow narodowo-wyzwolencych	5
Sekcja zag. Polozenie klasy robotniczej	
Sekcja polityki i gospodarki panst obozu pokoju	5
Sekcja problematyki ONZ	7
Sekcja bibliografii biezacej literatury politycznej	2
Zakład Historii Stosunków Międzynarodowych	
Sekcja inwentaryzacji zrodel archiwalnych	5
Sekcja inwentaryzacji zrodel drukowanych	5
Sekcja kartoteki i wydawnictw	3
Zakład Prawo Międzynarodowy	
Zakład Zagadnien Emigracyjnych	
Sekcja specjalna	4
Biblioteka	
Redakcja Zbioru Dokumentow	
Redakcja Spraw Miedzynarodowych	
Dzial Budzetowo-Gospodarczy	

1959

Sekretariat Dyrekcji i Rady Instytutu	4
Redakcja Wydawnictw Periodycznych	3
Samodzielny Referat Odczytów i Wymiany	2
Zakład Polityki Międzynarodowej i Prawa	6
Zakład Międzynarodowych Stosunków	7
Zakład Historii Stosunków Międzynarodowych	9
Pracownia Zagadnień Niemieckich	4
Biblioteka	
Dzial Administracyjny	

1960

Sekretariat Dyrekcji i Rady Instytutu	4
Redakcja Wydawnictw Periodycznych	
Samodzielny Referat Odczytow i Wymiany Miedzynarodowej	
Zaklad Polityki Miedzynarodowej i Prawa Miedzynarodowego	7
Zaklad Miedzynarodowych Stosunkow Gospodarczych	
Zaklad Historii Stosunkow Miedzynarodowych	7
Pracownia Zagadnien Niemieckich	6
Pracownia Zagadnien ZSRR i KDL	2
Pracownia Krajow Gospodarcze Zacofanych	5
Biblioteka	
Dzial Administracyjny	

1961

Dyrekcja i Sekretariat Dyrekcji	4
Zaklad Polityki Miedzynarodowej i Prawa Miedzynarodowego	7
Zaklad Miedzynarodowych Stosunkow Gospodarczych	6
Zaklad Historii Stosunkow Miedzynarodowych	9
Pracownia Zagadnien ZSRR i KDL	4
Pracowania Zagadnien Europy Zachodniej i Ameryki Polnocznej	4
Pracownia Zagadnien Niemiecki	5
Pracownia Azji i Afryki	6
Pracownia Ameryki Lacinskiej	4
Redakcja Wydawnictw	9
Samodzielny Referat Odczytow i Wymiany Miedzynarodowej	2
Biblioteka	12
Dzial Administracyjno-Financowy	19

1962

Dyrekcja i Sekretariat Dyrekcji	6
Zakład Prawa Międzynarodowego i Organizacji Międzynarodowych	7
Zakład Międzynarodowych Stosunków Gospodarczych	8
Zakład Historii Stosunków Międzynarodowych	8
Zakład Stosunków ZSRR i KDL	5
Zakład Zagadnień Niemieckich	5
Zakład Zagadnień Afro-azjatyckich	8
Zakład Ameryki Łacińckiej	5
Samodzielna Sekcja Odczytów i Wymiany Międzynarodowej	3
Redakcja Wydawnictw	10
Biblioteka i czytelnia	12
Dział Administracyjno-Finansowy	16

1963

Dyrekcja i Sekretariat Dyrekcji	6
Zakład Prawa Międzynarodowego i Organizacji Międzynarodowych	7
Zakład Międzynarodowych Stosunków Gospodarczych	7
Zakład Historii Stosunków Międzynarodowych	8
Zakład Stosunków ZSRR i KDL	5
Zakład Zagadnień Niemieckich	5
Zakład Krajów Azji i Afryki	11
Samodzielna Sekcja Odczytów i Wymiany Międzynarodowej	3
Redakcja Wydawnictw	10
Biblioteka i czytelnia	12
Dział Administracyjno-Finansowy	16

1964

Dyrekcja i Sekretariat Dyrekcji	6
Zakład Prawa Międzynarodowego i Organizacji Międzynarodowych	7
Zakład Międzynarodowych Stosunków Gospodarczych	7
Zakład Historii Stosunków Międzynarodowych	8
Zakład Stosunków ZSRR i KDL	5
Zakład Zagadnień Niemieckich	5
Zakład Krajów Azji	5
Zakład Krajów Afryki	5
Zakład Dokumentacji i Informacji Naukowej	7
Samodzielna Sekcja Wymiany Międzynarodowej i Odczytów	3
Redakcja Wydawnictw PISM	10
Biblioteka i czytelnia	12
Dział Administracyjno-Finansowy	16

1965

Dyrekcja i Sekretariat Dyrekcji	6
Zakład Prawa Międzynarodowego i Organizacji Międzynarodowych	8
Zakład Międzynarodowych Stosunków Gospodarczych	5
Zakład Historii Stosunków Międzynarodowych	5
Zakład Badania Stosunków Wschód-Zachód	2
Zakład Stosunków ZSRR i KDL	4
Zakład Zagadnień Niemieckich	5
Zakład Krajów Azji	6
Zakład Krajów Afryki	4
Zakład Dokumentacji i Informacji Naukowej	7
Samodzielna Sekcja Wymiany Międzynarodowej i Odczytów	3
Redakcja Wydawnictw PISM	11
Biblioteka i czytelnia	11
Dział Administracyjno-Finansowy	16

1966

Dyrekcja i Sekretariat Dyrekcji	6
Zakład Prawa Międzynarodowego i Organizacji Międzynarodowych	7
Zakład Badania Stosunków Wschód-Zachód	10
Zakład Rozwiniętych Krajów Kapitalistycznych	6
Zakład Zagadnień Niemieckich	5
Zakład Krajów Azji	6
Zakład Krajów Afryki	6
Zakład Dokumentacji i Informacji Naukowej	8
Samodzielna Sekcja Odczytów i Wymiany Międzynarodowej	3
Redakcja Wydawnictw	12
Biblioteka i czytelnia	11
Dział Administracyjno-Finansowy	18

1967

Dyrekcja i Sekretariat Dyrekcji	6
Zakład Polityki i Prawa Międzynarodowego	10
Zakład Badania Stosunków Wschód-Zachód	13
Zakład Rozwiniętych Krajów Kapitalistycznych	6
Zakład Zagadnień Niemieckich	5
Zakład Krajów Azji	4
Zakład Krajów Afryki	6
Zakład Dokumentacji i Informacji Naukowej	9
Samodzielna Sekcja Odczytów i Wymiany Międzynarodowej	3
Redakcja Wydawnictw	13
Biblioteka i czytelnia	11
Dział Administracyjno-Finansowy	19

1968

Dyrekcja	4
Sekretariat Dyrekcji	1
Zakład Problemów Bezpieczeństwa europejskiego	10
Zakład Badania Stosunków Wschód-Zachód	14
Zakład Krajów Socjalistycznych	6
Zakład Krajów Rozwijających się	13
Pracownia Krajów Azji	4
Pracownia Krajów Afryki	5
Zespół problemów arabskich	2
Pracownia Krajów Ameryki Łacińskiej	1
Zakład Rozwiniętych Krajów Kapitalistycznych	7
Samodzielna pracownia organizacji międzynarodowzch	4
Zakład Dokumentacji i Informacji Naukowej	9
Samodzielna Sekcja Wymiany Międzynarodowej i Odczytów	3
Redakcja Wydawnictw	12
Biblioteka	12
Dział Administracyjno-Finansowy	19

1969

Dyrekcja	4
Sekretariat Dyrekcji	1
Zakład Problemów Bezpieczeństwa europejskiego	12
Pracownia Zagadnień Niemieckich	5
Pracownia Badań nad Gospodarką Europejską	3
Pracownia Badań nad Rozbrojeniem	4
Zakład Krajów Socjalistycznych	7
Pracownia Zagadnień Chińskich	2
Zakład Krajów Rozwijających się	13
Pracownia Krajów Azji	4
Pracownia Krajów Afryki	5
Pracownia problemów arabskich	3
Pracownia Krajów Ameryki Łacińskiej	2
Zakład Rozwiniętych Krajów Kapitalistycznych	6
Zakład Ameryki Północnej	2
Samodzielna pracownia Organizacji Międzynarodowych	2
Biblioteka i dokumentacja	20
Redakcja wydawnictw	
Redakcja "Sprawy Międzynarodowych"	4
Sekcja Wydawnictw Książkowych	2
Redakcja "Polskich Perspektyw"	

1970

Dyrekcja	4
Sekretariat Dyrekcji	1
Zakład Problemów Bezpieczeństwa europejskiego	8
Pracownia Zagadnień Niemieckich	5
Pracownia Badań nad Gospodarką Europejską	3
Pracownia Badań nad Rozbrojeniem	4
Zakład Krajów Socjalistycznych	10
Zakład Krajów Rozwijających się	14
Pracownia Krajów Azji	3
Pracownia Krajów Afryki	5
Pracownia problemów arabskich	3
Pracownia Krajów Ameryki Łacińskiej	3
Zakład Europy Zachodniej	7
Samodzielna Pracownia Ameryki Północnej	5
Samodzielna pracownia Organizacji Międzynarodowych	2
Redakcja wydawnictw	12
Redakcja "Sprawy Międzynarodowych"	4
Redakcja "Zbioru dokumentów"	4
Biblioteka i dokumentacja	13

Samodzielna Sekcja Wymiany Międzynarodowej i Odczytów	2
Dział Administracyjno-Ekonomiczny	11

1971

Dyrekcja	4
Sekretariat Dyrekcji	1
Zakład Problemów Bezpieczeństwa europejskiego	14
Pracownia Zagadnień Niemieckich	5
Pracownia Badań nad Gospodarką Europejską	3
Pracownia Badań nad Rozbrojeniem	4
Zakład Krajów Socjalistycznych	9
Pracownia Zagadnień Chińskich	2
Zakład Krajów Rozwijających się	14
Pracownia Krajów Azji	3
Pracownia Krajów Afryki	5
Pracownia problemów arabskich	3
Pracownia Krajów Ameryki Łacińskiej	3
Zakład Krajów Kapitalistycznych	11
Pracownia Ameryki Północnej	4
Zakład Prawa i Organizacji Międzynarodowych	6
Redakcja wydawnictw	12
Redakcja "Sprawy Międzynarodowych"	2
Redakcja "Zbioru dokumentów"	4
Redakcja Wydawnictw Obcojęzycznych	2
Sekcja Wydawnictw Książkowych	1
Biblioteka i dokumentacja	16
Dział Administracyjno-Ekonomiczny	12

1972

Dyrekcja	3
Sekretariat Dyrekcji	3
Zakład Problemów Bezpieczeństwa europejskiego	14
Pracownia Zagadnień Niemieckich	5
Pracownia Badań nad Gospodarką Europejską	3
Pracownia Badań nad Rozbrojeniem	4
Zakład Krajów Socjalistycznych	9
Pracownia Zagadnień Chińskich	2
Zakład Krajów Rozwijających się	14
Pracownia Krajów Azji	3
Pracownia Krajów Afryki	4
Pracownia problemów arabskich	3
Pracownia Krajów Ameryki Łacińskiej	3
Zakład Krajów Kapitalistycznych	12
Zakład Prawa i Organizacji Międzynarodowych	6
Redakcja wydawnictw	12
Redakcja "Sprawy Międzynarodowych"	3
Redakcja "Zbioru dokumentów"	4
Redakcja Wydawnictw Obcojęzycznych	3
Redakcja Wydawnictw Monograficznych	1
Biblioteka i dokumentacja	14
Samodzielna Sekcja Wymiany Międzynarodowej i Odczytów	2
Pracownia Informacji Naukowej i Dokumentacji	5
Dział Administracyjno-Ekonomiczny	14

Annexe 8 : Chronologie et listes de participation au groupe d'étude de l'Est de la DGAP

(1) Chronologie du groupe d'étude de l'Est de la DGAP

1964-1965 : Préparation, première rencontre le 16.12.1965.
1965-1978 : présidence de Kurt Birrenbach.
1974 : renommé en groupe d'étude des relations Est-Ouest en Europe (*SG Ost-West Beziehungen in Europa*).
1978-1981 : présidence de Richard von Weizsäcker.
1978 : renommé en groupe d'étude des relations Est-Ouest (*SG Ost-West Beziehungen*).
1981-1985 : présidence d'Alois Mertes.
1985-1990 : présidence de Hans Stercken.
1965-1991 : Encadrement scientifique par Eberhard Schulz

(2) Plan de travail proposé à W. Cornides le 16/11/1965, pièce jointe d'une lettre, 20 p.

E. Schulz soumet au directeur du FI de la DGAP, sa proposition de plan de travail pour les 5 prochaines années du groupe d'étude sur les questions orientales (*Studiengruppe Ost*). Il annonce laisser de côté les questions stratégiques pour préférer accentuer les « facteurs psychologiques » qui ont « souvent une influence bien plus forte que les faits matériels ». Il propose donc un premier jet, constitué principalement de mots-clés, de thématiques qu'il voudrait aborder.

Nous reproduisons ici ce plan de travail, partiellement, parce qu'il nous permet de regarder concrètement, quelles sont les connaissances mobilisées, considérées comme pertinentes pour discuter de la question allemande et des implications orientales de cette question.

Die Deutschlandfrage in der internationalen Politik

Vorrausetzungen deutscher Politik

Rechtliche Bindungen und Möglichkeiten
1/ Die Staatsphilosophie des Grundgesetzes und die historische Bedingtheit der Situation 1948/49
Verabsolutierung des Deutschen Reiches infolge kurzer, unterbrochener Tradition. Ansätze europäischen Denkens
Unmittelbarer Eindruk der Kriegsereignisse und –ergebnisse in Ostdeutschland einschließlich Flucht und Vertreibung
Kenntnis des Bolschewismus, des Stalin-Terrors und der Sowjet-Hörigkeit der KPD seit der Weimarer Zeit
2/ Der Auftrag des Grundgesetzes
Handeln für alle Deutschen, Einheit und Freiheit Deutschlands, « in freier Selbstbestimmung vollenden », Menschenwürde
3/ Der Begriff « Deutscher » (Art. 116, Abs. 1 GG)

4/ Die Grenzen Deutschlands nach dem Grundgesetz
dont : les articles 11 (Freizügigkeit) et 23 (Geltungsbereich)
5/ Die Einheit (Art. 23, 24, 29 und 146 GG)
« Große » Wiedervereinigung, « kleine » Wiedervereinigung ; sonstige staatsrechtliche Lösungen (z.B. Konföderation) ; Völkerrechtliche Lösungen vertragsrechlich bilateral, supranational ; Geltung des GG für alle Deutschen ? Verantwortung der Allierten für die Wiedervereinigung (…)
6/ Die Freiheit
Absolute Freiheit ; Relative Freiheit (in Verbindung mit der Menschenwürde) ; « In Selbstbestimmung vollenden » (Präembel GGà) Unterschiedliche Intentionen der vier Mächte in Potsdam ; Fehlende Begriffsdefinitionen, Einschränkung der Selbstbestimung durch alliierte Rechte
7/ Die Menschenwürde
Verpflichtung für gebietsfremde Deutsche in der aktuellen Politik (Präembel GG), Recht anderer Völker (insbesondere nach Art. 1, Abs. 2 GG)
8/ Der Alleinvertretungsanspruch (Präembel GG)
Geschichtliche Bindungen

1/ Die universale Bedeutung des mittelalterlichen Reiches
2/ Die universale Bedeutung bis zur Auflösung 1806
trotz deutlichem Zerfall in souveräne oder halbsouveräne Einzelteile
Ausgliederung deutscher Volksteile
Mitgliedschaft nichtdeutscher Völkerschaften
3/ Großdeutsche Bestrebungen im 19. Jahrhundert
4/ Kleindeutsche Lösung 1871
5/ Versailler Vertrag (…)
6/ Politische Ziele des Weimarer Staates (…)
7/ Die Politik Hitlers
Volkstumpolitik
Saar, Österreich, Sudetenland, Memel
Südtirol
Danzig/Westpreußen, Elsaß-Lothringen, Eupen-Malmedy, Nordschleswig, Nordslowenien
Umsiedlungen
    Aufgrund von Abkommen
    Aus eigener Machtwollkommenheit
Großraumpolitik
8/ Kapitulation / Vereinbarung der Siegermächte
Staatsgebiet
Berlin
Entnazifizierung
Entmilitarisierung
Deinstrualisierung
9/ Politik der Bundesrepublik Deutschland
Wirtschaftlicher Wiederaufbau mit sozialer Marktwirtschaft
Eingliederung der Vertriebenen und Flüchtlinge
Sicherheit / Antikommunismus
West-Integration
Saar
Selfkant

Die Deutschlandpolitik der Westmächte
Historische Grundlagen
(…)

Die Allianz
(…)
5/ Atlantische Integration
Antikommunismus / Aera Dulles-Adenauer 1948 bis 1958
Kriege in Korea und Vietnam
Sowjetische H-Bombe Sommer 1953
Integration Europas
Montanunion, EVG, EWG, Euratom
6/ Westliche Konzeptionen für eine aktive Deutschlandpolitik seit 1949
Adenauers Politik der Stärke, « rolling-back »
Eden-Plan 1954
Genfer Direktive 1955
Dulles' Agententheorie 1958
Herter Plan 1959

Die Lockerung des Bündnis-Systems

1/ Pakt der beiden Großen
Nachlassen des östlichen Drucks
Annäherungsverscuhe auf der Basis des status quo
2/ Finanzielle Rüstungslast
3/ Nationale Sonderinteressen
Frankreichs Probleme in Algerien und Vietnam
Force de frappe ; deutsch-französisches Abkommen ; Europa bis zum Ural
Großbritanniens Rücksichten auf überseeischen Verpflichtungen, Fernbleiben von Europas Integration, eigene H-Bombe, Treffen in Nassau
Osthandel
4/ Die wirtschaftliche Spaltung Europas in EWG, EFTA und Drittländer
5/ Sonderproblem China
6/ Sonderproblem Atomwaffen im Bündnis
MLF / ANF
Dreier-Direktorium / McNamara-Vorschlag
Non-Proliferation

Osteuropas Deutschlandpolitik

Historische Grundlagen

1/ Rußland
Deutschbalten im alten Rußland
Bismarck ; 1878 ; Rückversicherungsvertrag
Panslawismus ; « Westler » ; deutsche Philosophie
Brest-Litowsk ; deutscher Ostfeldzug 1918
Rapallo
(…)« Mein Kampf » , Hitlers Ideologie und ihre Quellen
Moskau und die KPD
Der Hitler-Stalin-Pakt ; Stalins Imperialismus an Ostsee und Schwarzen Meer
Vernichtungskrieg und Rache
2/ Polnische Geschichte zwischen West und Ost
Polnische Fürsten und deutscher Orden
« Jagiellonische Idee »

Teilungen 1772, 1793, 1795 bis 1831
Nikolaj I – Bismarck
« Königreich Polen » 1916
Versailles, Chauvinismus, Angriff Pilsudskis nach Osten
1939 : Deutsch-Sowjetischer Pakt ; Becks Chauvinismus
Generalgouvernement, Auschwitz
3/ Tschechoslowakei

Moskau und die Satteliten

1/ Gründung des Satellitenreiches von Bierut bis Tito
Grenzkorrekturen zugunsten der SU
Weißrußland, Nordwest-Ukraine von Polen
Karpato-Ukraine von der CSR
Bessarabien und Bukowina von Rumänien
Unterstützung der Gebietsforderungen der Satelliten u.a. Oder-Neiße-Gebiete, Sudeten-Gebiete
2/ Konzeptionen für die Politik gegenüber der SBZ
Bemühungen um die Einheit Deutschlands zwecks Bolschewisierung
Separate Sozialisierung, Gründung der KVP
Gründung der « DDR » als Antwort auf die BRD ; Versuch, Berlin zu schlucken
Angebot für Wiedervereinigung zur Abwendung westdeutscher Wiederbewaffnung
3/ Aufwertung der « DDR » als fast gleichberechtigte Volksdemokratie ; Aufnahme in den Warschauer Pakt und in den Rat für gegenseitige Wirtschaftshilfe

Polyzentrismus

1/ Entstalinisierung mit Prestige-Verlust
Wiederannäherung der
Sowjetunion an Jugoslawien
XX. Parteitag der KPdSU
2/ Eigener Weg der Volksdemokratien
Polnischer Oktober ; Ideologische Besonderheiten
Chinesische Experimente in der Innen- und Außenpolitik
3/ Besondere polnische Außenpolitik
Kontakrbereitschaft gegenüber der Bundesrepublik
Rapacki- und Gomulka-Plan
4/ Moskaus Streit mit China
(…)
5/ Folgen der Kompromißpolitik nach Chruschtschow
Aufwertung Ulbrichs, Novotnys und Kadars
Notwendigkeit eines gemeinsames Feindes (der « Imperialismus »)

(…)
Die gegenwärtige Interessenlage

1/ Lösung wirtschaftlicher und sozialer Probleme
(…)
5/ Erhaltung der sowjetischen Vormachtstellung
Bindung Osteuropas durch Schutz gegen « Revanchismus » (vor allem « DDR », Polen, CSSR)
Eindämmung des chinesischen Einflusses

Gewinnung der Entwicklungsländer

Möglichkeiten deutscher Politik

Bilanz der Deutschlandpolitik seit 1945

(…)
3/ Sonderentwicklung in den unter polnische bzw. Sowjetische Verwaltung gestellten Ostgebieten
(…)
6/ Die Lage der Vertriebenen
Stand der wirtschaftlichen und sozialen Eingliederung in der Bundesrepublik
Die Vertriebenenorganisationen
Die organisatorische Gliederung und gegenseitige Zusammenarbeit
Verbindung zu Parteien und anderen Verbänden
Verhältnis zu Bund und Ländern
Verbindung zu Wissenschaft und Publizistik
Kulturelle Arbeit und Heimatpflege
Außenpolitische Vorstellungen und Wünsche
Die Charta der Heimatvertriebenen von 1950
Die Ziele der Sudetendeutschen und anderen Landsmannschaften, deren Heimat jenseits der Grenzen von 1937 liegt.
Verbindung zu ausländischen Emigranten und Flüchtlingen aus Osteuropa
Die Vertriebenen in der « DDR »

7/ Die Bemühungen um Annerkennung
Der Westen und die Deutschlandfrage, die « DDR » und die deutschen Grenzen
Die « DDR » als « erster sozialistischer Staat auf deutschem Boden » ; das vertragliche und ideologische Engagement Moskaus für Ost-Berlin
Die Haltung der Bevölkerung der « DDR » gegenüber der SED, das Selbstbewußtsein der SED-Führung

Friedliche Wiedervereinigung in den Grenzen von 1937

1/ Warten auf Verschiebung der Machtverhältnisse ; inzwischen Fortsetzung der politischen und militärischen Einigung Westeuropas
Wachsendes Gewicht der Atommacht China ; deren Angriff auf Sowjet-Asien ; Abwehr mit Hilfe westeuropäischen Potential als Gegenleistung Vorkriegsgrenze für Polen und Deutschland ; freiwillige Umsiedlung der Vertriebenen
Palastrevolution in der UdSSR etwa 1970 (These Gardet) ; freie Verhandlungen mit der neuen Moskauer Regierung ; Stabilisierungshilfe gegen Rückgabe der Ostgebiete ; Rücksiedlung der Vertriebenen
Militärische Konfrontation USA-UdSSR ; Rückgabe der Ostgebiete mit Hilfe der Amerikaner

2/ Eigene Aktivität zur Änderung der Verhältnisse
Isolierung der « DDR » von « Osteuropa » ; « Politik der schwärenden Wunde » ; Aufwertung Ost-Mittel-Europas gegen die UdSSR ; daraufhin Nachgeben Moskaus und freie Vereinbarung der Grenzen im Friedensvertrag mit Gesamtdeutschland
Isolierung und Niederhaltung ganz Ost-Mittel-
Europas ; Verhandlungen aus starker Position allein mit Moskau ; « Abkaufen » der Zone und der Gebiete jenseits von Oder und Neiße
Jaksch Plan : « Marshall-Plan » für Ost-Mittel-Europa nach Globalausgleich zwischen USA und UdSSR ; Wiederherrstellung der Grenzen von 1937 in freien Verhandlungen mit Polen
Unterstützung der Bemühungen osteuropäischer Völker um ihre Befreiung vom Sowjet-System ; als

Gegenleistung freie Vereinbarung der Grenzen zwischen freien Völkern
Lösung aufgrund individuellen Heimatrechts in dreistufiger europäischer Integration (nach Prof. Peeters, Gent) ; Gesamtkonföderation ; Nationalstaat ; Volksgruppe ; religiöse Einheit oder sonstige Gruppe zur Erhaltung der Kräfte der Nationalstaaten und gleichzeitign Sicherung jeglicher Minderheitsgruppen gegen nationale, konfessionelle oder sonstige Unterdrückung ; Organisierung der Ostdeutschen entweder als vertikale Gruppen under Beibehaltung des derzeitigen Wohnsitzes oder regional nach Rücksiedlung in die frühere Heimat.

« Kleine » Wiedervereinigung

1/ « Abkaufen der Zone » von Moskau (eventuell als Vorstufe zur « großen » Wiedervereinigung) ; Ausdehnung des politischen Systems der Bundesrepublik bis zur Oder bzw. bis zur endgültigen Ostgrenze
2/ Aufgehen der Bundesrepublik in der « DDR » als Folge vorheriger Neutralisierung
3/ Verhandlungen der beiden deutschen Teilstaaten über Zusammenschluß ohne Verschiebung des Mächtegleichgewichts
im Rahmen einer Neutralisierung mit militärisch verdünnter oder entmilitiarisierter Zone
Ohne Aufgabe der Mitgliedschaft zu den beiderseitigen Militärpakten im Rahmen eines Sicherungssystems
4/ Verhandlung mit Ost-Berlin über staatsrechliche Lösungen der Wiedervereinigung nach festem Stufenplan
(…)
Sicherung West-Berlins
(…)

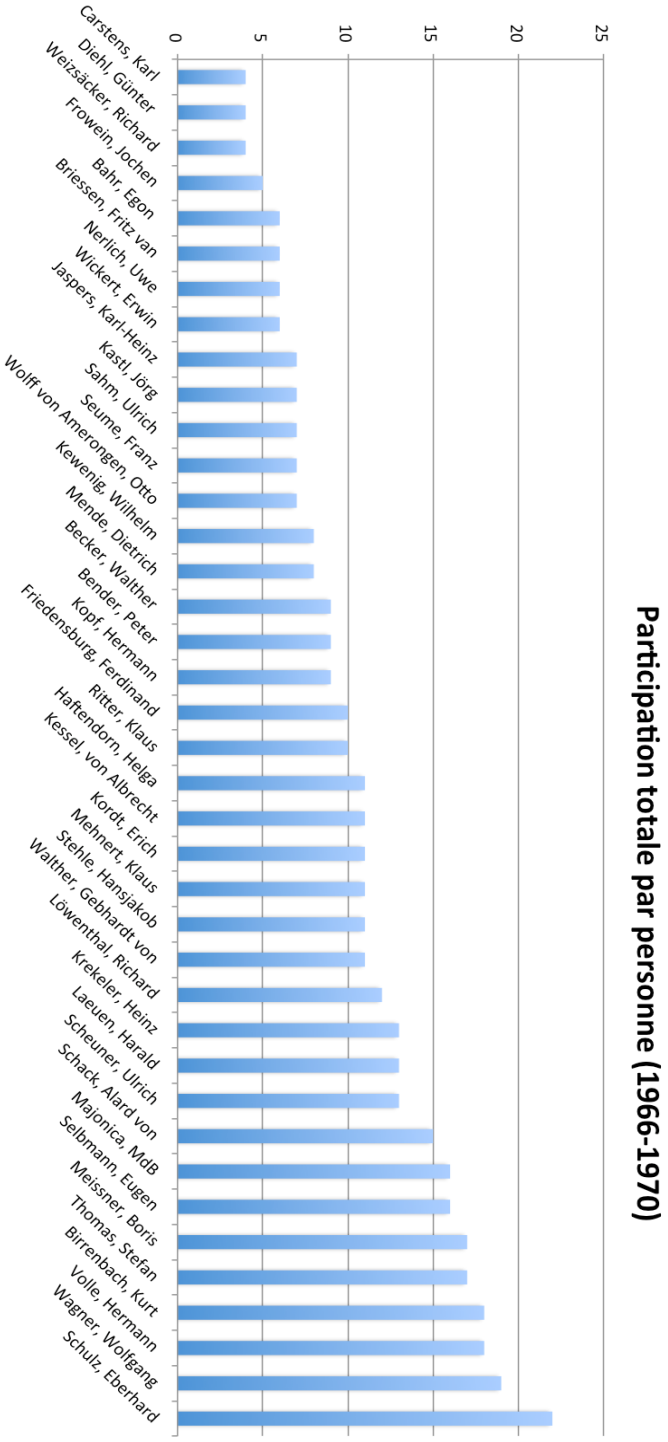
Maßnahmen zugunsten der Bevölkerung der « DDR »
(…)

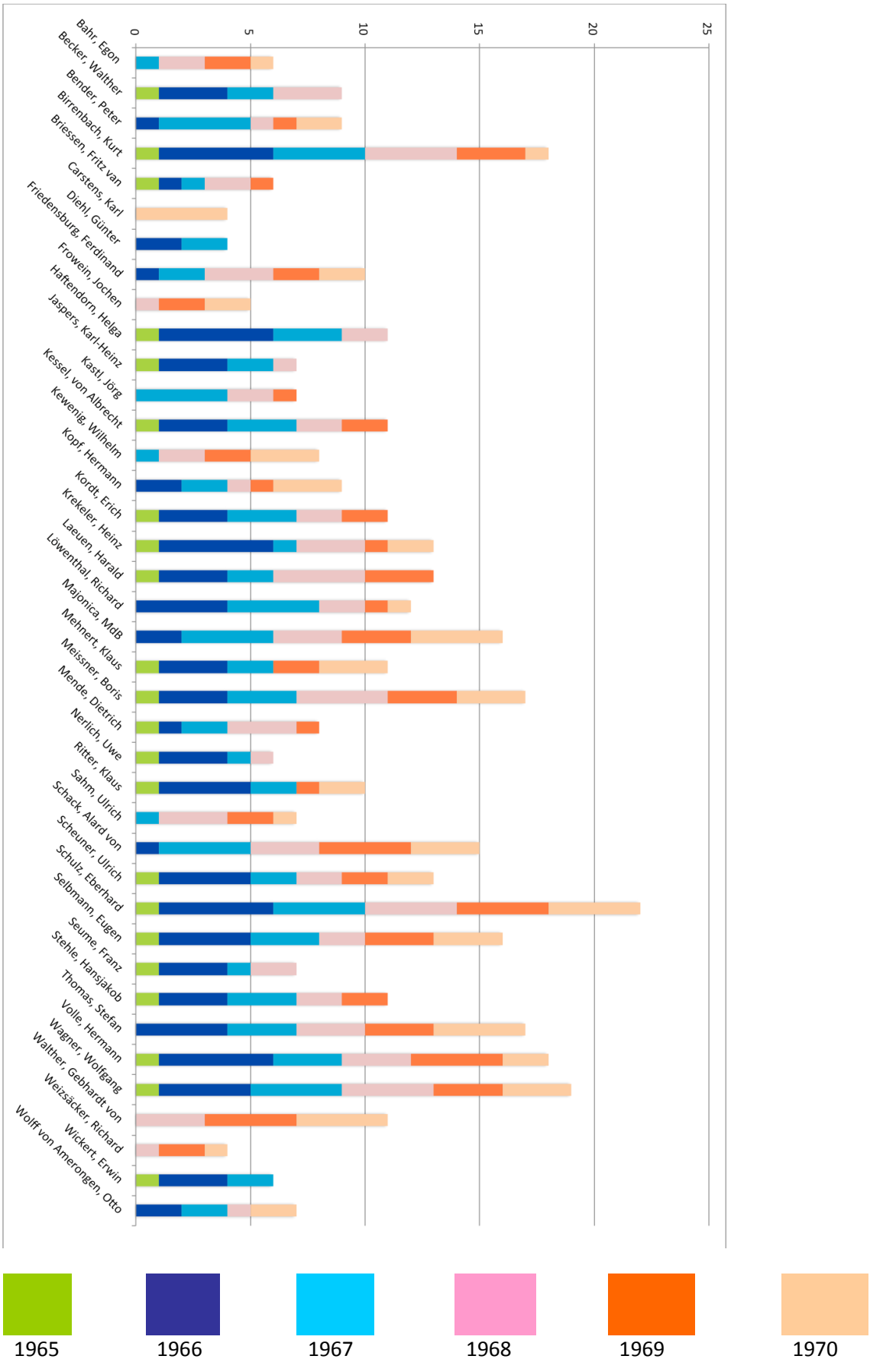
Mögliche Gefahren für die deutsche Politik

1/ Entspannungspolitik der Alliierten
Politische Isolierung der Bundesrepublik in Europa
Militärische Besatzung (?) der Bundesrepublik und West-Berlin
2/ Internationale Aufwertung der « DDR »
Verminderung von Auslandsvertretungen der Bundesrepublik statt aktiver Alleinvertretung
Die Deutschlandfrage wird dem Ausland lästig
Hohe Kosten durch Festhalten an Alleinvertretungsanspruch (« Entwicklungshilfe »)
3/ Verhärterung der Positionen Osteuropas
Antideutsches Ressentiment, auch gegen « kleine » Wiedervereinigung
Präventivschlag zur Zerstörung deutschen Potentials
4/ Innenpolitische Schwierigkeiten
Linksextremismus im Falle weitweiliger wirtschaftlicher Stagnation
Rechtextremismus im Falle deutscher Diskriminierung (u.a. auch in der ganz jungen Generation)
Radikalisierung von Vertriebenengruppen
Prestigeverlust für die « erfolglose » Demokratie (wie zur Weimarer Zeit

(3) Participation des membres du groupe d'étude de l'Est de la DGAP (1966-1970)

Entre 1965 et 1970, on dénombre 77 participants au total, dont nous avons extrait ceux d'entre eux qui fréquentaient ce groupe d'étude le plus régulièrement, à partir de 4 participations :




0
5
10
15
20
25
Bahr, Egon
Becker, Walther
Bender, Peter
Birrenbach, Kurt
Briessen, Fritz van
Carstens, Karl
Diehl, Günter
Friedensburg, Ferdinand
Frowein, Jochen
Haftendorn, Helga
Jaspers, Karl-Heinz
Kastl, Jörg
Kessel, von Albrecht
Kewenig, Wilhelm
Kopf, Hermann
Kordt, Erich
Krekeler, Heinz
Laeuen, Harald
Löwenthal, Richard
Majonica, MdB
Mehnert, Klaus
Meissner, Boris
Mende, Dietrich
Nerlich, Uwe
Ritter, Klaus
Sahm, Ulrich
Schack, Alard von
Scheuner, Ulrich
Schulz, Eberhard
Selbmann, Eugen
Seume, Franz
Stehle, Hansjakob
Thomas, Stefan
Volle, Hermann
Wagner, Wolfgang
Walther, Gebhardt von
Weizsäcker, Richard
Wickert, Erwin
Wolff von Amerongen, Otto
1965
1966
1967
1968
1969
1970

	Participation totale par personne (1966-1970)
Bahr, Egon	6
Becker, Walther	9
Bender, Peter	9
Birrenbach, Kurt	18
Briessen, Fritz van	6
Carstens, Karl	4
Diehl, Günter	4
Friedensburg, Ferdinand	10
Frowein, Jochen	5
Haftendorn, Helga	11
Jaspers, Karl-Heinz	7
Kastl, Jörg	7
Kessel, von Albrecht	11
Kewenig, Wilhelm	8
Kopf, Hermann	9
Kordt, Erich	11
Krekeler, Heinz	13
Laeuen, Harald	13
Löwenthal, Richard	12
Majonica, MdB	16
Mehnert, Klaus	11
Meissner, Boris	17
Mende, Dietrich	8
Nerlich, Uwe	6
Ritter, Klaus	10
Sahm, Ulrich	7
Schack, Alard von	15
Scheuner, Ulrich	13
Schulz, Eberhard	22
Selbmann, Eugen	16
Seume, Franz	7
Stehle, Hansjakob	11
Thomas, Stefan	17
Volle, Hermann	18
Wagner, Wolfgang	19
Walther, Gebhardt von	11
Weizsäcker, Richard	4
Wickert, Erwin	6
Wolff von Amerongen, Otto	7

Participation totale par année	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Bahr, Egon	0	0	1	2	2	1
Becker, Walther	1	3	2	3	0	0
Bender, Peter	0	1	4	1	1	2
Birrenbach, Kurt	1	5	4	4	3	1
Briessen, Fritz van	1	1	1	2	1	0
Carstens, Karl	0	0	0	0	0	4
Diehl, Günter	0	2	2	0	0	0
Friedensburg, Ferdinand	0	1	2	3	2	2
Frowein, Jochen	0	0	0	1	2	2
Haftendorn, Helga	1	5	3	2	0	0
Jaspers, Karl-Heinz	1	3	2	1	0	0
Kastl, Jörg	0	0	4	2	1	0
Kessel, von Albrecht	1	3	3	2	2	0
Kewenig, Wilhelm	0	0	1	2	2	3
Kopf, Hermann	0	2	2	1	1	3
Kordt, Erich	1	3	3	2	2	0
Krekeler, Heinz	1	5	1	3	1	2
Laeuen, Harald	1	3	2	4	3	0
Löwenthal, Richard	0	4	4	2	1	1
Majonica, MdB	0	2	4	3	3	4
Mehnert, Klaus	1	3	2	0	2	3
Meissner, Boris	1	3	3	4	3	3
Mende, Dietrich	1	1	2	3	1	0
Nerlich, Uwe	1	3	1	1	0	0
Ritter, Klaus	1	4	2	0	1	2
Sahm, Ulrich	0	0	1	3	2	1
Schack, Alard von	0	1	4	3	4	3
Scheuner, Ulrich	1	4	2	2	2	2
Schulz, Eberhard	1	5	4	4	4	4
Selbmann, Eugen	1	4	3	2	3	3
Seume, Franz	1	3	1	2	0	0
Stehle, Hansjakob	1	3	3	2	2	0
Thomas, Stefan	0	4	3	3	3	4
Volle, Hermann	1	5	3	3	4	2
Wagner, Wolfgang	1	4	4	4	3	3
Walther, Gebhardt von	0	0	0	3	4	4
Weizsäcker, Richard	0	0	0	1	2	1
Wickert, Erwin	1	3	2	0	0	0
Wolff von Amerongen, Otto	0	2	2	1	0	2

Annexe 9 : Sélection d'articles parus dans *Europa Archiv* (1947-1972) sur l'Europe de l'Est

Auteur	Titre	Année	Pages
EISERHARDT, Hilde	Probleme der Flüchtlingsdienste in Deutschland	1946	pp. 29-31
BECKER, Gertrud	Musik in Russland	1946	pp. 153-158
CORNIDES, Wilhelm	Gespräche junger Europäer	1946	pp. 145-146
EISERHARDT, Hilde	Die soziale und wirtschaftliche Eingliederung der Flüchtlinge in Deutschland	1946	pp. 227-232
LEYH, Georg	Die Lage der deutschen wissenschaftlichen Bibliotheken nach dem Kriege	1946	pp. 234-240
VOLLE, Hermann	Die Weltmächte vor der deutschen Frage 1945-46	1946	pp. 174-186
VOLLE, Hermann	Die Weltmächte vor der deutschen Frage 1945-46	1946	pp. 257-272
CORNIDES, Wilhelm	Die Deutsche Frage nach Moskau	1947	pp. 759-771
VOLLE, Hermann	Polnische Berichte über die neuen polnischen Westgebiete	1947	pp. 539-599
VOLLE, Hermann	Die Weltmächte vor der deutschen Frage 1946-47	1947	pp. 549-568
VOLLE, Hermann	Die Weltmächten vor der deutschen Frage 1946-47	1947	pp. 621-634
BAUER, Wilhelm	das deutsche Bevölkerungsproblem in europäischer Sicht	1947	pp. 1395-1410
ACHMINOW, Hermann	Die Presse in Sowjetrussland	1948	pp. 1119-1123
BAUER, Wilhelm	das europäische Bevölkerungsproblem. Die zukünftige Bevölkerung Europas und der SU	1948	pp. 1493-1498
BAUER, Wilhelm	das europäische Bevölkerungsproblem. Die zukünftige Bevölkerung Europas und der SU	1948	pp. 1557-1559
GRYCHOWSKI, St.	Polens Stellung in der europäischen Kohlenwirtschaft	1948	pp. 1113-1117
KOHN-BRANDENBURG, Alexander	Ansätze einer deutschen Repräsentation	1948	pp. 1143-1148
MEISSNER, Boris	Die Entwicklung der Ministerien in Rußland	1948	pp.1149-1154
MEISSNER, Boris	Die Entwicklung der Ministerien in Rußland	1948	pp. 1201-1208
MEISSNER, Boris	Die Entwicklung der Ministerien in Rußland	1948	pp. 1255-1262
SZUCHOWSKI, Tadeusz	Polens Rolle im künftigen europäischen Warenumsatz	1948	pp. 1619-1622
VOLLMER, Bernhard	Die Lage des deutschen Archivswesen nach dem Kriege	1948	pp. 1623-1628
MEHNERT, Klaus	Rußlandlitteratur in den VS	1948	pp. 1629-1634

HÖTZSCH, Otto	Porträts russischer Historiker	1948	pp. 1681-1690
MEHNERT, Klaus	Rußlandlitteratur in den VS	1948	pp. 1743-1746
RUMMEL, Friedrich von	Der Weg der Türkei nach Europa	1948	pp. 1737-1742
HOFER, Walther	Über das Problem der Revision des deutschen Geschichtsbildes	1949	pp. 1801-1809
CORNIDES, Wilhelm	Das kalkulierte Risiko. Unterströmungen der Europapolitik	1949	pp. 1937-1940
WANDRUSZKA, Adam	Die Problematik der Geschichtsschreibung in der Gegenwart	1949	pp. 2453-2456
HOLZHAUSEN, Rudolf	Die Quellen der Erforschung der Geschichte des III. Reiches von 1938-1945	1949	pp. 2585-2590
STROBEL, Georg W.	Die Staatwerdung des neuen Polen	1949	pp. 2613-2626
CARR, C.E.	Von München nach Moskau	1950	pp. 2713-2722
CARR, C.E.	Von München nach Moskau	1950	pp. 2757-2764
HOFER, Walther	Friedrich Meinecke	1950	pp. 2897-2904
STROBEL, Georg W.	Die Staatwerdung des neuen Polen	1950	pp. 2953-2956
CORNIDES, Wilhelm	Die Neutralitätslehre des Nauheimer Kreises und der geistige Hintergrund des West-Ost Gespräches in Deutschland	1950	pp. 3069-3082
CORNIDES, Wilhelm	Die Neutralitätslehre des Nauheimer Kreises und der geistige Hintergrund des West-Ost Gespräches in Deutschland	1950	pp.3103-3112
MÜNCHHEIMER, Werner	Die Verfassungsreformpläne der dt. Opposition gegen Hitler zum 20/07/1944	1950	pp. 3188-3195
RAUCH, Georg von	Grundlinien der sowjetischen Geschichtsforschung im Zeichen des Stalinismus	1950	pp. 3383-3388
RAUCH, Georg von	Grundlinien der sowjetischen Geschichtsforschung im Zeichen des Stalinismus	1950	pp. 3423-3432
RAUCH, Georg von	Grundlinien der sowjetischen Geschichtsforschung im Zeichen des Stalinismus	1950	pp. 3489-3494
CORNIDES, Wilhelm	Die Neutralitätslehre des Nauheimer Kreises und der geistige Hintergrund des West-Ost Gespräches in Deutschland	1951	pp. 3879-3892
GOLLWITZER, Helmut	Der Christ zw. Ost und West	1951	pp. 3718-3726
MEISSNER, Boris	Zur innerpolitischen Nachkriegsentwicklung der SU	1951	pp. 37-35-3736
MEISSNER, Boris	Zur innerpolitischen Nachkriegsentwicklung der SU	1951	pp. 4151-4185
RAUCH, Georg von	Der Föderalismus als Element der russischen Geschichte	1951	pp. 4186-4192
MEISSNER, Boris	Zur innerpolitischen Nachkriegsentwicklung der SU	1951	pp. 4351-4366
MEISSNER, Boris	Die sowjetischen Dldpolitik von Stalingrad bis Potsdam	1951	pp. 4525-4538
MEISSNER, Boris	Die sowjetischen Dldpolitik von Stalingrad bis Potsdam	1952	pp. 4683-4694
RIMSCHA, Hans	Die Entwicklung der rußländischen Emigration nach	1953	pp. 5461-5472

von	dem 2. WK		
RIMSCHA, Hans von	Die Entwicklung der rußländischen Emigration nach dem 2. WK	1953	pp. 5715-5730
MEISSNER, Boris	Die sowjetische Deutschlandpolitik von Stalingrad bis Potsdam	1952	pp. 4907-4920
RAUCH, Georg von	Volk und Staat in der russischen Geschichte. Zum Problem der Autokratie in Rußland	1952	pp. 5113-5120
RIMSCHA, Hans von	Die Entwicklung der rußländischen Emigration nach dem 2. WK	1952	pp. 5103-5112
RIMSCHA, Hans von	Die Entwicklung der rußländischen Emigration nach dem 2. WK	1952	pp. 5319-5332
BRÜGEL, J. W.	Der Fall Karpathorußland. Ein Beitrag zur Entstehungsgeschichte des Kalten Krieges	1953	pp. 6021-6028
RICHTER, Walter	Zur Entwicklung der deutschen Sprache in der SBZ	1953	pp. 6053-6056
WERNER, Kurt	Einwirkung der russischen Literatur auf die Literatur der SBZ	1953	pp. 1273-1286
FELDMANN, Erika	Die Londoner Osteuropakonferenz der Europäischen Bewegung	1954	pp. 4921-4925
HEHN, Jürgen von	Die Sowjetisierung des Geschichtsbildes in Mitteldeutschland	1954	pp. 6929-6936
HEHN, Jürgen von	Die Sowjetisierung des Geschichtsbildes in Mitteldeutschland	1954	pp. 6973-6977
MENDE, Dietrich	"Dld zw. West und Ost". Betrachtungen zum Vortrag des Reichskanzlers a. D. Dr. Brüning	1954	pp. 6771-6781
RAUCH, Georg von	Die baltischen Staaten und Sowjetrußland 1919-1939	1954	pp. 6859-6868
RAUCH, Georg von	Die baltischen Staaten und Sowjetrußland 1919-1939	1954	pp. 6965-6972
RAUCH, Georg von	Die baltischen Staaten und Sowjetrußland 1919-1939	1954	pp. 7087-7094
BÖDIGHEIMER, Walter	Der Verlauf der Verhandlungen zw. Den Regierungsdelegationen der SU und der BRD 9-12/09/1955	1955	pp. 6496-6513
BÖDIGHEIMER, Walter	Der Verlauf der Verhandlungen zw. Den Regierungsdelegationen der SU und der DDR 17-20/09/1955	1955	pp. 8259-8262
KÜLZ, Helmut, R.	Die Wiederherstellung einer vorläufigen deutschen Staatsgewalt	1955	pp. 7510-7520
MENDE, Dietrich	Internationale Beziehungen als Forschungsgegenstand	1955	pp. 8373-8380
FROESE, Leonhard	Die geistesgeschichtlichen Voraussetzungen der Sowjetpädagogik	1956	pp. 8825-8832
LOEBER, Dietrich A.	Die Ereignisse in Ungarn und die sowjetische Definition der Aggression	1956	pp. 9355-9359
STROBEL, Georg W.	Die nationale Komponente in der kommunistischen Entwicklung Polens	1956	pp. 9317-9336
MARCZEWSKI, J.	Die Bemühungen im Ostblock um ein neues System der Wirtschaftslenkung	1957	pp. 10305-10306

BRÜGEL, J. W.	die polnische Frage im Lichte der Kriegskorrespondenz zw. Stalin, Churchill und Roosevelt	1958	pp. 11021-11029
GUITON, R. J.	die auswärtige Politik Finnlands	1958	pp. 11157-11166
KOWALEWSKI, Jerzy	Die polnische Haltung gegenüber der BRD	1958	pp. 10567-10575
OYRZANWSKI, Bronislaw	Über die Änderungen und Problem der Wirtschaft Polens nach dem Oktober 1956	1958	pp. 10775-10783
STROBEL, Georg W.	Polens "eigener Weg zum Sozialismus"	1958	pp. 10995-11020
GASTGEYER, Curt	Ost-Mitteleuropa als Forschungsthema und als politische Konzeption	1959	pp. 261-265
GUITON, R. J.	Die Beziehungen zw. Finnland und der SU	1959	pp. 380-394
KORDT, Erich	Außenpolitische Aspekte und Probleme des 21. Parteikongresses der KPdSU	1959	pp. 555-568
ETTERLIN, Frido von	Militärischen Probleme einer verdünnten Zone in Europa	1959	pp. 323-335
GASTGEYER, Curt	Die SU und Deutschland vor der Genfer Gipfelkonferenz	1960	pp. 288-293
KORDT, Erich	Zur kommunistischen Weltpolitik	1960	pp 231-240
RHODE, Gotthold	Polen und seine Nachbarn (Literatur)	1960	pp. 47-60
CORNIDES, Wilhelm	Berlin - und was dann? Stand der Deutschlandfrage im Sommer 1961	1961	pp. 369-378
ERLER, Fritz	Probleme und Perspektiven der europäischen Sicherheitspolitik nach dem 13/08/1961	1961	pp. 635-642
HENLE, Günter	Grundfragen der Außenpolitik	1961	pp. 407-416
Jacobsen, Hans ADOLF	A. Hilter ein Politiker ohne Programm?	1961	pp. 457-462
CORNIDES, Wilhelm	Die vermauerte Wilhelmstr. Perspektiven der Deutschland Frage	1962	pp. 179-184
HARTMANN, Karl	neue Wege der wissenschaftlichen Zusammenarbeit im Ostblock	1962	pp. 859-864
MEISSNER, Boris	Sowjetrußland und der Ostblock: Hegemonie oder Imperium?	1962	pp. 285-306
SPOTTS, Frederic	Deutschland zw. 2 Welten (Literatur)	1962	pp. 247-248
STOHLER, Jacques	Neoliberale und Europ. Integration	1962	pp. 99-118
WAGNER, Wolfgang	Eine Bestandaufnahme ohne Bestand	1962	pp. 611-614
	IMEMO	1962	pp. 723-724
CORNIDES, Wilhelm	Präsident Kennedys Engagement in Berlin	1963	pp. 427-444
HACHERT, Jens	Der Warschauer Pakt und der RfGW	1963	pp. 881-884
KIRCHNER, Hans-J	Das neue deutsch-polnische Handelsabkommen	1963	pp. 241-245
LOEWENTHAL, Richard	der sowjetisch-chinesische Konflikt und seine Bedeutung für Europa	1963	pp. 507-520
MENDE, Dietrich	Die nicht bewältigte Vergangenheit des 1.	1963	pp. 33-354

	Weltkrieges		
RAPACKI, Adam	Der polnische Plan für eine kernwaffenfreie Zone in Mitteleuropa	1963	pp. 145-156
STROBEL, Georg W.	Der Ausbau der polnischen Beziehungen zu Pankow	1963	pp. 135-144
	PISM	1963	pp. 159-160
BEYME, Klaus von	Die SU und das Nationalitätenproblem Osteuropas	1964	pp. 411-418
BRANDT, Willy	Gemeinschaftsideale und nationalen Interessen in der dt. Außenpolitik	1964	pp. 419-426
DOBROSIELSKI, Marian	Regionale Rüstungsbeschränkung und militärische Sicherheit in Europa - Ein polnischer Diskussionsbeitrag	1964	pp. 157-162
HACHERT, Jens	Die deutsche Osteuropa Forschung	1964	pp. 808-814
KROLL, Hans	Zur politischen Bedeutung des Vertrages zw. Moskau und Pankow	1964	pp. 513-516
MAHNKE, Hans Heinrich	Der Beistandspakt zw. Der SU und der "DDR" vom 12/06/1964	1964	pp. 503-512
OSADCZUK-KORAB, B.A.	Metamorphosen der Macht im polnischen Kommunismus	1964	pp. 685-693
SCHNEIDER, Helmut	Zur Definition der "friedlichen Koexistenz" Bemerkungen zu einer Veröffentlichung der Moskauer Instituts f. Weltwirt. und internationale Beziehungen	1964	pp. 181-183
SOKOLOWSKIJ, W.	Die Kriegskunst in der neuen Phase	1964	pp. 921-928
VETTER, Gottfried	Passierscheine in Deutschland	1964	pp. 305-318
VETTER, Gottfried	Innerdeutsche Kontakte	1964	pp. 875-884
GREWE, Wilhelm, G.	Planung in der Außenpolitik	1965	pp. 725-740
KIMMINICH, Otto	Die Lehre der internationalen Beziehungen an den Universitäten in der BRD	1965	pp. 706-710
KULSKi, Wladyslaw W.	Die slawischen Völker und die deutsche Frage	1965	pp. 601-614
LEMBERG, Eugen	Das Bild von den osteuropäischen Völkern in Deutschland	1965	pp. 927-935
MAHNKE, Hans Heinrich	Der Beistandspakt zw. Der SU und Polen vom 8/04/1965	1965	pp. 591-600
BIRNBAUM, Karl, E.	Stabilität und Wandel in Mitteleuropa im Lichte der sowjetischen Außenpolitik	1966	pp. 169-174
CORNIDES, Wilhelm,	Prioritäten des Friedens in Europa	1966	pp87-102
GARDER, Michael	Der Warschauer Pakt im System der sowjetischen Außenpolitik	1966	pp. 895-904
MEISSNER, Boris	KPdSU	1966	pp. 389-398
MEISSNER, Boris	KPdSU	1966	pp. 485-494
RAISER, Ludwig,	Deutsche Ostpolitik im Lichte der Denkschrift der evg. Kirche	1966	pp. 195-208
SCHULZ, Eberhard	Sowjetische Politik der kleinen Schritte	1966	pp. 325-330
VOLLE, Hermann	Nachruf auf Cornides	1966	pp. 533-536

MEISSNER, Boris	Die SU und Deutschland 1941-1967	1967	pp. 515-531
RAUCH, Georg von	die deutsch-sowjetischen Beziehungen 1917 bis 1947 im Spiegel der Geschichtsforschung	1967	pp. 505-514
DICHGANS, Hans	Europa von Spanien bis Polen	1968	pp. 235-240
LAEUEN, Harald	Osteuropa unter dem Zugriff der Hegemonialmacht	1968	pp. 735-743
USCHAKOW, Alexander	Das Münchner Abkommen in den Beziehungen zwischen Polen und der Tschechoslowakei	1968	pp. 517-526
PISM	Komponente der europäischen Sicherheit	1968	pp. 469-477
ERMARTH, Fritz,	Das europäische Dilemma der Sowjetunion	1969	pp. 839-852
SCHULZ, Eberhard	Gedanken zu einer europäischen Friedensordnung	1969	pp. 589-599
CORNIDES, Wilhelm,	Nachlese aus unveröffentlichten Manuskripten (par Mende, Dietrich)	1970	pp. 525-540
CRAMER, Detmar,	Die DDR und die Bonner Ostpolitik	1970	pp. 167-172
LALOY, Jean	Europa zwischen dem Osten und dem Westen	1970	pp. 559-568
SCHEUNER, Ulrich	Die Oder-Neiße Grenze und die Normalisierung der Beziehungen zum Osten	1970	pp. 377-386
WAGNER, Wolfgang	Moskauer Vertrag	1970	pp. 627-638
WAGNER, Wolfgang	Warschauer Vertrag	1970	pp. 837-844
BRANDT, Willy,	Aktuelle Fragen der deutschen Außenpolitik	1971	pp.437-442
MEISSNER, Boris	KPdSU	1971	pp. 233-248
MEISSNER, Boris	KPdSU	1971	pp. 495-510
SCHULZ, Eberhard	Die DDR als Gegenspieler der Bonner Ostpolitik	1971	pp. 283-292
STROBEL, Georg W.	Vorgeschichte und Ursachen der polnischen Krise vom Dez 1970	1971	pp. 293-302
WINIEWICZ, Jozef,	der polnische Standpunkt zu Problemen der europäischen Sicherheit	1971	pp. 847-858
BRÜGEL, Johann Wolfgang	Internationaler Minderheitsschutz nach dem 2. WK	1972	pp.421-430
GILL, R: Rockingham	Minderheitsprobleme in der SU	1972	pp.314-322
KNIRSCH, Peter,	Bemühungen um eine Wirtschaftsintegration in Osteuropa	1972	pp. 21-32
SCHULZ, Eberhard	Die DDR als Element der sowjetischen Westeuropa Politik	1972	pp. 835-843
STROBEL, Georg W.	Der neue Kurs in Polen	1972	pp. 407-420

INDEX

A

Ackermann, Anton 356
Adenauer, Konrad ..... 147, 484, - 607 -, - 842 -
Aly, Götz . 24, 31, 213, 217, 243, 244, 251, 263, 488, 546
Anders, Władysław 273, 404
Applebaum, Anne 12, 29, 307, 535
Arciszewski, Mirosław 117
Arendt, Hannah 14, 397, 499
Arlt, Fritz . 31, 32, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 265, 329, 330, 331, 333, 334, 335, 338, 497, 529, 533, - 596 -, - 731 -, - 733 -, - 736 -, - 737 -
Arzumanian, Anouchavan 454
Aubin, Hermann ... 16, 126, 151, 335, - 665 -, - 672 -
Auhagen, Otto ..... 180, 181, 223, 224, - 807 -

B

Baczko, Bronisław 385, 501, 541
Bączkowski, Włodzimierz ..... 167, 336, 399, - 599 -
Bahr, Egon ..... 5, 300, 379, 421, 442, 443, 471, 472, 474, 479, 480, 521, 527, 533, - 848 -, - 849 -
Balcerak, Wiesław 5, 374, 406, 527
Baudouin de Courtenay Ehrenkreutz Jędrzejewiczowa, Cezaria 177
Bazin, Jean 82, 207, 541
Behrends, Jan C ..... 39, 541, - 816 -, - 820 -, - 821 -
Beitz, Berthold 425
Benecke, Werner ..... 18, 92, 93, 107, 117, 118, 137, 138, 164, 535, 536, - 788 -, - 792 -
Berg, Matthias . 16, 18, 133, 150, 193, 316, 545, 546
Berger, Heike Anke 7, 253, 254, 259, 260, 545, - 674 -
Bergsträsser, Arnold 148
Birrenbach, Kurt . 414, 427, 431, 432, 435, 437, 438, 439, 440, 472, 479, 518, 534, - 607 -, - 840 -, - 848 -, - 849 -
Boehm, Max Hildebert 146, 149, 229, 425, 551
Boettcher, Erik 417
Bosse, Heinrich 122, 123
Botsch, Gideon 190, 213, 548
Brackmann, Albrecht ... 151, 152, 157, 194, 252, 254
Brandt, Willy .... 379, 442, 443, 472, 476, 479, 500, - 639 -
Brockdorff-Rantzau, Ulrich Graf von ..... - 787 -
Bruski, Jan Jacek ... 20, 133, 137, 536, - 808 -, - 813 -
Brzezinski, Zbigniew 12, 423, 507
Burkert, Martin 36, 151
Burko, Jacques 286, 291, 292, 293
Burleigh, Michael 17, 35, 86, 133, 217, 218, 259, 263, 265, 548

C

Camphausen, Gabrielle ... 15, 84, 133, 151, 176, 548
Carstens, Karl .. 433, 472, 522, 523, - 610 -, - 848 -, - 849 -
Ciamaga, Lucjan 451, 512
Cieślak, Tadeusz ..... 394, 406, - 700 -
Cleinow, Georg ..... 17, 103, 146, 148, 149, 181, 186, 248, - 611 -, - 612 -
Cornides, Wilhelm ..... 342, 343, 344, 345, 346, 350, 351, 352, 376, 377, 408, 409, 412, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 423, 425, 427, 432, 470, 471, - 555 -, - 566 -, - 577 -, - 578 -, - 613 -, - 695 -, - 840 -, - 854 -
Creuzberger, Stefan 385, 386

D

Dallin, Alexander 11, 17, 220, 423, 439
Dębski, Sławomir..... 106, 272, 536
Delsol, Chantal 47, 70, 309, 310, 541
Demoule, Jean-Jacques .47, 63, 317, 541, 545, - 774 -
Diehl, Günter ..... - 848 -
Dirksen, Herbert 136, - 693 -, - 703 -, - 787 -, - 788 -, - 792 -, - 806 -, - 807 -
Dłuski, Ostap .....390, 393, 394, 402, 449, 454, 463, 464, 512, - 827 -
Dmowski, Roman ...83, 91, 93, 94, 95, 96, 110, 111, 112, 117, 125, 175, 195, 529, 540, - 771 -, - 778 -
Dobrosielski, Marian ..... 468, - 827 -
Doernberg, Stefan 38, 383, 390, 391, 447, 448, 449, 463, 466, 468, - 579 -, - 618 -, - 619 -
Doroshenko, Dmytro..... 154, 158
Duroselle, Jean-Baptiste..... 10, 11
Dzierżyński, Feliks..... 123, 139

E

Eberhardt, Piotr. 65, 66, 545, - 680 -, - 771 -, - 772 -, - 783 -, - 784 -
Eckert, Eike...16, 37, 228, 230, 232, 234, 335, 548, - 666 -
Ehrenkreutz, Stefan..... 337
Ehrt, Adolf 149, 197, 198, 530
Eisermann, Daniel ..5, 342, 343, 345, 350, 351, 409, 477, 480, 545, - 613 -, - 695 -
Epstein, Fritz... 101, 103, 148, 349, 507, 550, - 635 -
Esch, Michael G. 18, 31, 298, 310, 335, 545

F

Falbusch, Michael..... 151
Figura, Marek 46, 53, 54, 56, 542
Fitzpatrick, Sheila 14
Fleischhauer, Ingo ..... 222, 223, 537, - 792 -
Francfort, Didier ..7, 61, 76, 490, 503, 507, 508, 542

G

Garlicki, Andrzej 73, 75, 542
Gasteyger, Curt ..352, 409, 410, 411, 415, 431, 432, 471, - 621 -
Gelberg, Ludwik 368
Giedroyć, Jerzy 300
Glass, Henryk..... 201, 336, - 864 -
Goebbels, Josef138, 148, 155, 157, - 720 -, - 760 -, - 792 -
Goguel, Rudi.....320, 324, 325, 326, 327, 356, 358, 385, 386, 387, 388, 389, 441, 444, 464, 489, 504, 529, 550, - 629 -
Gołembski, Franciszek..... 5, 527
Gomułka, Władysław .379, 434, 442, 467, 483, 498, 542
Górka, Olgierd ....161, 166, 169, 170, 171, 172, 173, 199, 204, 272, 275, 276, 277, 278, 280, 282, 283, 284, 285, 287, 288, 295, 306, 331, 337, 369, 495, 498, 503, 505, 506, 512, 518, 529, 530, 549, 551, - 554 -, - 626 -, - 741 -, - 747 -, - 752 -, - 757 -, - 778 -, - 821 -, - 822 -, - 823 -
Górny, Maciej.....81, 546, - 774 -, - 775 -, - 776 -
Gousseff, Catherine.....296, 301, 307, 318, 537
Grabowsky, Adolf 148, 352
Grabski, Stanisław 125, 255, 256
Gradvohl, Paul 5, 29, 71, 72, 81, 112, 126, 261, 537, 542
Graziosi, Andrea ..... 104, 537, - 806 -, - 863 -
Greife, Herman..... 151, 196, 197, 198, 530, - 794 -
Groh, Dieter 57, 542
Grosfeld, Leon ..... 381, 518, - 630 -, - 631 -
Gurian, Waldemar..... 10, 186

H

Haar, Ingo.....6, 15, 16, 18, 31, 131, 133, 136, 145, 150, 151, 153, 157, 193, 194, 229, 316, 545, 546, 548, - 671 -, - 774 -
Haas, Wilhelm 148, 237, 238, 239, 240, 329, 415,

418, 419, 420, 530
Hahn, Hans-Henning 48, 55, 69, 349, 544
Halecki, Oskar...51, 67, 69, 111, 113, 116, 158, 172, 530, 538
Handelsman, Marceli . 158, 162, 337, - 633 -, - 683 -
Haushofer, Karl.145, 173, 213, 214, 229, 231, 256, - 555 -, - 767 -, - 769 -, - 780 -, - 781 -, - 782 -, - 783 -
Hazareesingh, Sudhir 62, 78, 542
Heim, Susanne..... 24, 31, 488, 546
Henle, Günter..... 353, 522, 523
Hilbrenner, Anke 192, 193, 548
Hilger, Gustav ..... 338, 402, 525, 526, 534, - 785 -, - 786 -, - 787 -, - 793 -, - 804 -, - 806 -, - 807 -
Hitler, Adolf....29, 40, 181, 183, 211, 219, 221, 222, 227, 241, 249, 250, 272, 281, 320, 343, 396, 402, 454, 484, 539, 540, - 564 -, - 670 -, - 693 -, - 747 -, - 748 -, - 749 -, - 750 -, - 752 -, - 755 -, - 761 -, - 818 -, - 819 -, - 842 -, - 851 -
Hochfeld, Julian..... 367, 391, 393, 401, - 827 -
Hoetzsch, Otto37, 84, 87, 88, 89, 90, 101, 102, 103, 104, 129, 148, 151, 153, 180, 181, 182, 183, 184, 189, 191, 198, 203, 332, 333, 337, 338, 348, 497, 530, 550, 551, - 635 -, - 650 -, - 707 -, - 776 -, - 793 -, - 807 -
Holzhausen, Rudolf 347, 530
Hroch, Miroslav..... 62, 542
Hrouchevsky, Mykhaïlo 101, 171, 225, 231

I

Ingrao, Christian.....2, 17, 24, 31, 35, 49, 131, 153, 185, 188, 211, 212, 216, 217, 219, 244, 343, 538, 546

J

Jäckh, Ernst..... 147, 148, 149, 530
Jacobsen, Hans-Adolf .....5, 221, 228, 409, 411, 412, 413, 475, 527, - 578 -, - 638 -, - 640 -, - 808 -, - 853 -
Jasica, Roman..... 461, 462
Jena, Kai von .....21, 124, 126, 267, 537, 538, - 678 -
Judt, Tony.....335, 338, 442, 538
Jurkiewicz, Jarosław ..... 369, 370, 394, 406, - 700 -

K

Kaiser, Karl ..... 5, 522, 523, 527, 530, - 676 -
Katz Suchy, Juliusz..... 367, 390
Kewenig, Wilhelm .....414, 415, 417, 418, 419, 420, 421, - 641 -, - 848 -, - 849 -
Kielpinski, Walther von 188, 189, 190, 196, 197, 199, 530
Kleindienst, Thekla 15, 16, 231, 417, 549
Kleist, Peter 185, 186, 187, 188
Kleßmann, Christoph..... 36, 48, - 629 -
Koch, Hans..... 229, 230, 234, - 665 -
Kokeev, Alexander 5, 527
Kordt, Erich ..... 402, 420, 423, 478, - 848 -, - 849 -
Korduba, Miron... 157, 167, 171, 512, 530, - 739 -, - 740 -
Kornat, Marek .....9, 12, 20, 21, 72, 73, 75, 96, 110, 118, 132, 133, 137, 160, 165, 175, 176, 177, 178, 179, 331, 538, 549, - 785 -, - 793 -, - 795 -
Korwin-Pawłowski, Stanisław..... 165, 166, 551
Korzec, Paweł.....286, 291, 292, 293
Kostka, Halina..... 275
Kot, Stanisław..... 404
Kotlarski, Grzegorz 46, 53, 54, 56, 542
Kowalski, Włodzimierz T. ..... 394, 406, - 700 -
Kruczkowski, Adam ....390, 406, 454, 455, 456, 457, 461, 464, 467, 471, 512, - 646 -, - 827 -
Kuraev, Oleksyj..... 100, 549
Kusber, Jan 35, 191
Kutrzeba, Stanisław.....111, 113, 115, 531

L

Lamprecht, Karl..... 86, 182, - 636 -
Lange, Harald 444, 445
Lednicki, Aleksander ..... 108, 109, 110, - 795 -

Leibbrandt, Georg 149, 150, 155, 173, 202, 207, 221, 224, 225, 226, 227, 269, 329, 507, 531, 551
Lénine..... 9, 12, 123, 368, 465, - 798 -, - 801 -
Lewandowicz, Zbigniew 451, 452, 512
Libera, Paweł.....150, 156, 159, 160, 191, 318, 538, 539, - 822 -
Liulevicius, Vejas Gabriel.....57, 76, 126, 328, 543
Łoś, Stanisław..... 168, 169, 531
Löwenthal, Richard423, 433, - 579 -, - 649 -, - 848 -, - 849 -, - 865 -
Lück, Kurt ..... 231, 248, 265, 329, 338, 531, - 666 -

M

Madajczyk, Czesław..... 31, 162, 244, 547, - 640 -
Marchlewski, Julian 123, 141
Markert, Werner 180, 184, 191, 194, 224, 226, 227, 329, 352, 353, 387, 408, 416, 502, 531, - 554 -, - 651 -, - 719 -
Mehnert, Klaus.....14, 85, 184, 197, 198, 348, 417, 531, 534, - 793 -, - 824 -, - 848 -, - 849 -
Meinecke, Friedrich.....147, 347, - 671 -, - 851 -
Meissner, Boris.....85, 244, 348, 350, 353, 356, 376, 378, 402, 409, 410, 415, 417, 418, 419, 420, 424, 439, 440, 475, 489, 497, 502, 524, - 655 -, - 664 -, - 825 -, - 848 -, - 849 -
Melamid, Daniil 463
Mendelssohn Bartholdy, Albrecht 147, 148
Mieroszewski, Juliusz .300, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 478, 531
Mirčuk, Ivan..... 154, 155, - 794 -
Młynarski, Zygmunt..... 450
Mommsen, Wolfgang..... 99
Mosse, George 126, 132, 539
Mühle, Eduard.....16, 36, 126, 173, 549
Müller, Rolf-Dieter .....213, 217, 223, 224, 241, 242, 244, 425, 473, 539, - 670 -
Müller-Butz, Martin..... 175, 551
Muszkat, Marian ..... 361, 364, 367, - 827 -
Muth, Ingrid 355, 539

N

Nabiel, Edward..... 446
Nowak, Andrzej 73, 74, 92, 117, 124, 125, 539, 543, - 793 -
Nowicki, Joanna 47, 70, 309, 541

O

Oberkromme, Willy..... 143, 144
Oye, David Schimmelpenninck van..... 82, 543

P

Pachaly, Erhard 388
Papritz, Johannes149, 151, 152, 202, 230, 259, 260, 338, - 659 -, - 660 -, - 793 -
Paprocki, Stanisław 162, 163, 164, 203, 336
Patek, Stanisław ..... - 795 -, - 799 -
Pétlioura, Simon..... 124, 126, - 729 -, - 795 -
Piasecki, Sergiusz 139
Pieracki, Bronisław 138, 163
Piłsudski, Józef ... 72, 75, 83, 91, 92, 93, 94, 96, 103, 104, 106, 109, 117, 126, 164, 165, 166, 170, 172, 370, 372, 396, 398, 430, 461, 526, 540, 550, - 625 -, - 691 -, - 717 -, - 761 -, - 791 -, - 795 -
Pipes, Richard..... 10, 11
Piwarski, Kazimierz.....363, 395, 396, 397
Potkowski, Edward..... 65, 543

R

Rauch, Georg von.....348, 349, 376, 378, 531
Reychman, Jan ..... 360, 363, - 626 -
Rhode, Gotthold. 16, 21, 37, 58, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 265, 319, 320, 321, 322, 329, 331, 335, 353, 376, 426, 524, 531, 532, 548, - 554 -, - 653 -, - 665 -, - 666 -, - 694 -, - 728 -, - 729 -, - 730 -
Richthofen, Bolko von .155, 229, 439, 497, 524, 532
Rohrbach, Paul84, 90, 101, 102, 129, 148, 156, 157,

248, 534, - 678 -, - 683 -
Romek, Zbigniew ..... 172, 276, 551, - 626 -
Romer, Eugeniusz .....111, 112, 113, 114, 153, 256, 318, 332, 532, 546, - 554 -, - 555 -, - 708 -, - 714 -, - 767 -, - 768 -, - 771 -, - 772 -, - 776 -, - 780 -, - 783 -, - 784 -
Rosenberg, Alfred.17, 150, 151, 155, 186, 196, 197, 198, 200, 217, 220, 221, 224, 227, 269, 447, 464, 532, 539, - 791 -, - 792 -, - 813 -, - 814 -, - 863 -
Rotfeld, Adam 5, 272, 365, 447, 457, 458, 459, 460, 464, 466, 468, 473, 486, 527, 539, - 668 -
Rothfels, Hans ..153, 203, 229, 343, 352, 408, 497, - 650 -, - 671 -
Ryszka, Franciszek 397, 466

S

Safianowska, Maria 460, 462
Sahm, Ulrich .....472, 479, - 848 -, - 849 -
Salomon, Richard ... 151, 153, 253, 349, 376, - 673 -
Sawicki, Jerzy..... 461, 462, 512
Schaeder, Hildegard ...153, 203, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 271, 329, 330, 338, 430, 532, 534, - 673 -, - 674 -
Schaller, Helmut 31, 216, 219, 242, 544
Schattkowsky, Ralph 21
Scheuner, Ulrich .414, 415, 419, 420, 425, 426, 532, - 578 -, - 675 -, - 848 -, - 849 -
Schiemann, Theodor .....84, 86, 87, 88, 89, 90, 349, 550, - 636 -
Schmidt, Axel.....156, 203, 231, 247, 337, 338, 409, 534, - 678 -, - 728 -, - 794 -
Schulz, Eberhard.....5, 416, 427, 428, 429, 431, 432, 434, 435, 436, 440, 468, 469, 470, 471, 472, 474, 477, 478, 479, 480, 483, 484, 485, 505, 522, 527, 532, 534, - 679 -, - 840 -, - 848 -, - 849 -
Schweiger, Alexandra..... 21, 60, 111, 550
Selbmann, Eugen.....420, 521, - 848 -, - 849 -
Seraphim, Peter-Heinz .16, 186, 194, 204, 264, 317, 329, 376, 387, 417, 497, 532, 551, - 554 -, - 566 -, - 725 -, - 789 -
Serrier, Thomas 81
Shore, Marci..... 139, 540
Siedlecki, Stanisław 165
Sikorski, Władysław....273, 283, 285, 303, 403, 404, 511, 526, - 689 -
Six, Franz Alfred 149, 190, 213, 229, 460
Smal-Stocki, Roman .158, 191, 277, 278, 513, 514, - 682 -, - 683 -
Snyder, Timothy ..... 29, 92, 137, 241, 540, - 564 -
Sołtysiak, Grzegorz 364, 367, 406, 460, 547
Stabreit, Immo ..... 5, 527, - 686 -
Stach, Stefan ..5, 6, 7, 133, 137, 163, 164, 167, 316, 550
Staline ....9, 141, 179, 222, 281, 314, 320, 322, 323, 361, 368, 379, 404, 407, 531, 540, - 748 -, - 749 -, - 751 -, - 761 -, - 791 -, - 797 -, - 800 -, - 801 -, - 821 -
Stammler, Heinrich 48, 56, 375, 376, 543
Stern, Leo 381
Stöckmann, Jan 147
Stroński, Stanisław ..... 280, 282, - 747 -
Studnicki, Władysław .. 111, 112, 316, 532, - 554 -, - 708 -
Sukiennicki, Wiktor 9, 177, 178, 186, 199, 336, 495, 507, 532, - 661 -, - 689 -, - 864 -
Sułek, Jerzy..... 5, 471, 527
Sunsz Gireja, Mahomet..... 150
Swianiewicz, Stanisław..... 177, 534
Symonides, Janusz 5, 527
Szöllösi-Janze, Margit..... 5
Szumski, Jan 380, 381, 382, 547

T

Tazbir, Janusz 71, 72, 544
Tchitcherine, Gueorgui..... 139, 140
Ther, Philipp 298, 540

Thiesse, Anne-Maris 47, 61, 76, 544
Thum, Gregor 195, 544
Tomala, Mieczysław .....5, 361, 367, 374, 389, 390, 391, 400, 402, 455, 467, 469, 470, 472, 485, 527, 534, - 566 -, - 567 -, - 640 -
Traba, Robert 5, 48, 55, 67, 69, 544
Treitschke, Heinrich von..... 86, 181

U

Uebersberger, Hans ..... 84, 90, 151, 173, - 636 -
Ueberschär, Gerd ..... 211, 222, 235, 540, - 814 -
Unser, Jutta ..... 180, 385, 386, 550, - 632 -, - 807 -
Unszlicht, Józef..... 123

V

Varga, Eugène 368
von Mende, Gerhard..... 199, 250, 251
von Walther, Gerhardt..... 222

W

Wagner, Wolfgang .....319, 320, 321, 345, 415, 419, 423, 470, 471, 474, 531, 533, - 664 -, - 695 -, - 848 -, - 849 -
Walicki, Andrzej..... 11, 47
Walther, Gebhard von. 194, 222, 474, 475, - 553 -, - 603 -, - 644 -, - 698 -, - 848 -, - 849 -
Wasilewski, Leon ..93, 104, 105, 106, 111, 125, 129, 158, 533, - 554 -, - 708 -, - 716 -
Wąsowicz, Józef 153
Weizsäcker, Richard409, 473, - 639 -, - 840 -, - 848 -, - 849 -
Wenzel, Otto ..... 540, - 806 -, - 808 -
Werth, Nicolas..... 12, 13, 539, 540, - 806 -, - 814 -
Wettig, Gerhard ..... 409, 411, - 681 -
Wickert, Erwin..425, 432, 433, 434, 525, 526, 535, - 848 -, - 849 -
Wielhorski, Władysław..... 176, 177
Wigura, Karolina.....33, 262, 339, 544
Winter, Eduard..... 355, 385
Wippermann, Wolfgang.....54, 69, 70, 544
Wolff von Amerongen, Otto ..... 420, - 848 -, - 849 -
Wołos, Mariusz 138, 139, 140, 141, 175, 363, 540, - 813 -
Wysłouch, Seweryn..... 177
Wysocki, Roman..... 540, - 812 -, - 813 -

Z

Zabiełło, Stanisław .....159, 160, 176, 272, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 333, 334, 337, 363, 371, 372, 373, 374, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 489, 505, 515, 517, 533, 534, - 571 -, - 573 -, - 577 -, - 785 -, - 787 -, - 795 -, - 796 -, - 797 -, - 798 -, - 799 -, - 800 -, - 801 -, - 802 -, - 803 -, - 804 -, - 808 -, - 809 -, - 810 -, - 811 -, - 812 -
Zackiewicz, Grzegorz ..133, 139, 175, 176, 178, 201, 550
Zarycki, Tomasz 46, 49, 59, 67, 108, 110, 544
Zdziechowski, Marian..... 177, 199

FIGURES

FIGURE 1: CARTE DE L'ÉVOLUTION TERRITORIALE DE LA POLOGNE 18
FIGURE 2 : CARTE DE 1920 DE LA PRÉSENCE ETHNIQUE POLONAISE, DANS LES FRONTIÈRES DE 1772 (TIRÉE DE P. EBERHARDT) 19
FIGURE 3 : CARTE DE L'EUROPE EN 1945 26
FIGURE 4 : ÉVOLUTION DES ESPACES ÉTATIQUES ALLEMANDS ET POLONAIS (1918-1972) 27
FIGURE 5: STATUE DE JEAN III SOBIESKI, ÉCRASANT UN TURC ET UN COSAQUE, DE LA RUE AGRYCOLA, PARC ŁAZIENKI À VARSOVIE (INAUGURÉE EN 1788) 70
FIGURE 6: CARTE DE L'OCCUPATION ALLEMANDE À L'EST DURANT LA 1E GUERRE MONDIALE, TIRÉE DE CHWALBA, 2015 96
FIGURE 7: CARTE DE LA FORMATION D'ÉTATS SUCCESSEURS À L'EMPIRE RUSSE EN 1918, TIRÉ D'UN MAGAZINE AUTRICHIEN SUR LA 1E GUERRE MONDIALE 103
FIGURE 8: CARTE DES FRONTIÈRES PRÉVUES PAR LE TRAITÉ DE BREST-LITOVSK DU 3 MARS 1918, TIRÉE DE GRAZIOSI 103
FIGURE 9 : AFFICHES POLONAISES DE LA GUERRE POLONO-BOLCHEVIQUE (1920) 119
FIGURE 10: LA POLOGNE DANS LA GUERRE CIVILE RUSSE 121
FIGURE 11 : L'EST EN POLOGNE, CARICATURE PARUE DANS CYRULIK N°12 DU 21.08.1926 160
FIGURE 12: ANNONCE DE LA PARUTION DE L'OUVRAGE D'O. GÓRKA DANS LE BULLETIN POLONO-UKRAINIEN DU 6.05.1934, N° 18(53) P. 5. 168
FIGURE 13 : LES CONQUÊTES GERMANIQUES LORS DES INVASIONS BARBARES (EN ALLEMAND, LITTÉRALEMENT : LES PROMENADES DES PEUPLES), P. 486. 213
FIGURE 14: L'INCURSION ALLEMANDE À L'EST, P. 499. 214
FIGURE 15: LES COLONIES ALLEMANDES DANS L'EST EUROPÉEN (SITUATION EN 1939), P. 509. 214
FIGURE 16: DÉPLACEMENT DES POPULATIONS ALLEMANDES ENTRE 1939 ET 1944 218
FIGURE 17: LE PLAN DE ROSENBERG : LE MUR AUTOUR DE LA MOSCOVIE (P. 110) 219
FIGURE 18: PLANS ALLEMANDS POUR L'APRÈS-GUERRE À L'EST, AVEC LES COMMISSARIATS DE L'OSTLAND (PAYS BALTIQUES ET BIÉLORUSSIE), D'UKRAINE, DU CAUCASE ET DE LA MOSCOVIE 219
FIGURE 19: ILLUSTRATION ACCOMPAGNANT L'ARTICLE DE G. RHODE SUR LE DÉPLACEMENT D'ALLEMANDS DE LITUANIE 232
FIGURE 20: FORMATION TECHNIQUE ET COURS DE LANGUE DES TRAVAILLEURS DE L'EST 238
FIGURE 21: RÉPARTITION DES COMPÉTENCES DES INSTITUTIONS DE RECHERCHE SUR L'EST NAZIES 251
FIGURE 22: INAUGURATION DE L'IDO (1940) 263
FIGURE 23: CÉRÉMONIE DE L'ASSOCIATION DES JEUNES FEMMES À L'IDO (1944) 263
FIGURE 24: COLLECTIONS D'ARTEFACTS DE L'IDO (1944) 263
FIGURE 25: PLAN DU VILLAGE DE BIAŁOBOKI, TIRÉ DE G. HILDEBRANDT, 1943. 266
FIGURE 26 : VILLAGE SOVIÉTIQUE DANS *DIE SOWJET-UNION, RAUM UND VÖLKER* (1942) 269
FIGURE 27 : VILLAGE ALLEMAND DANS *DIE SOWJET-UNION, RAUM UND VÖLKER* (1942) 269
FIGURE 28: SIGNATURE DE LA LETTRE DE JANVIER 1943 D'O. GÓRKA, LISTANT TOUS SES TITRES UNIVERSITAIRES, ADMINISTRATIFS ET MILITAIRES. 275

Figure 29 : Carte de la Pologne en 1939 tiré d'Outline of Polish History d'Olgierd Górka 283
Figure 30 : Carte historique de la Pologne tirée d'Outline of Polish History d'Olgierd Górka 284
Figure 31: Parcours biographique de Jerzy Borejsza 303
Figure 32: Parcours biographique de Juliusz Mieroszewski 307
Figure 33: Carte tirée du bulletin de la SPD 1952 314
Figure 34: Carte de l'Allemagne et de la Pologne après 1945 tirée de l'ouvrage Ostwärts der Oder-Neisse 316
Figure 35: Carte de l'évolution territoriale de la Pologne tirée de l'ouvrage de W. Wagner et G. Rhode 318
Figure 36: Parcours biographique de Rudi Goguel (1906-1976) 324
Figure 37: Parcours biographique de Hildegard Schaeder (1902-1984) 329
Figure 38: Parcours biographique d'Otto Hoetzsch (1876-1946) 331
Figure 39: Parcours biographique de Stanisław Zabiełło (1902-1970) 332
Figure 40: Comparaison des parcours d'experts polonais restés en exil après la guerre (Henryk Glass, Wiktor Sukiennicki, Stanisław Paprocki, Włodzimierz Bączkowski) 334
Figure 41: Parcours des experts polonais revenant en Pologne après 1945 (Stanisław Zabiełło et Olgierd Górka) 335
Figure 42: Comparaison des parcours d'experts n'ayant pas survécu la guerre ou la sortie de guerre (Stefan Ehrenkreutz, Marceli Handelsman, Otto Hoetzsch, Axel Schmidt) 336
Figure 43: Comparaison des parcours durant la guerre d'experts allemands (Otto Hoetzsch, Johannes Papritz, Gustav Hilger, Hildegard Schaeder) 336
Figure 44: Parcours de Wilhelm Cornides 342
Figure 45: Répartition des employés du PISM selon les domaines de recherche (1951-1959) 390
Figure 46: Répartition des employés du PISM selon les domaines de recherche (1964-1967) 405
Figure 47: Parcours de Hans Adolf Jacobsen 411
Figure 48 : Extrait de la liste des correspondances préparatoires du SGII 414
Figure 49 : Deuxième projet de plan de travail pour la SGII, février 1965 420
Figure 50: « qui ne sait pas ce qu'il veut, doit au moins savoir ce que les autres veulent » (R. Musil) 421
Figure 51: Parcours d'Eberhard Schulz 426
Figure 52: Parcours de Kurt Birrenbach 435
Figure 53: Parcours de Stefan Doernberg 446
Figure 54: Répartition des employés du PISM selon le thème de recherche (1960-1965) 448
Figure 55: Répartition des employés du PISM selon le thème de recherche (1968-1972) 449
Figure 56: Parcours d'Adam Kruczkowski 454
Figure 57: Parcours d'Adam Rotfeld 457
Figure 58: Carte figurative des pertes successives en hommes de l'armée française lors de la campagne de Russie 1812-1813 par M. Minard ..... - 554 -
Figure 59: Carte politique de l'Europe de 1945. ..... - 555 -
Figure 60: Évolution des frontières allemandes de 1914 à 1990 ..... - 556 -
Figure 61: Les frontières de la Pologne de 1918 à 1921 ..... - 557 -
Figure 62: Histomap, tirée de la collection de cartes numérisées de David Rumsey ..... - 559 -

FIGURE 63: EXEMPLE DE PARCOURS BIOGRAPHIQUE : STANISŁAW ZABIEŁŁO (1902-1970) ..... - 571 -
FIGURE 64: EXEMPLE DE COMPARAISON INTERNATIONALE ..... - 575 -
FIGURE 65: EXEMPLE DE COMPARAISON DE L'IMPACT DE LA GUERRE SUR LES PARCOURS BIOGRAPHIQUES ..... - 576 -
FIGURE 66: PARCOURS DE R. LÖWENTHAL (1908-1991) ET DE S. DOERNBERG (1924-2010) ..... - 577 -
FIGURE 67 : LES EXPERTS POLONAIS EN EXIL À L'OUEST ..... - 578 -
FIGURE 68 : LES EXPERTS POLONAIS RETOURNANT EN POLOGNE APRÈS 1945. ..... - 579 -
FIGURE 69 : LES EXPERTS DÉCÉDÉS DURANT LA GUERRE OU DANS L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE ..... - 580 -
FIGURE 70: LES EXPERTS ALLEMANDS DANS LA GUERRE. ..... - 581 -
ÉLÀÄFIGURE 71: PAGE DE PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE D'OTTO HOETZSCH, AVEC LES TAMPONS DE L'ADMINISTRATION DU GG, PUIS CELLE DE LA BIBLIOTHÈQUE CENTRALE MILITAIRE POLONAISE ..... - 706 -
FIGURE 72: CARTE DE JAN CZEKANOWSKI, 1917, TIRÉE DE L'ANNEXE DES PRACE GEOGRAFICZNE 1. ..... - 776 -
FIGURE 73: « LES CHANGEMENTS ET PERTES DE L'EMPIRE » (POPULATION ALLEMANDE EN EUROPE CENTRALE) ..... - 779 -
FIGURE 74: « LA FRONTIÈRE ORIENTALE DE LA CULTURE ALLEMANDE » ..... - 780 -
FIGURE 75: « LE DÉROULÉ DES FRONTIÈRES ALLEMANDES SOUS LE RÉGIME DE VERSAILLES » ..... - 781 -
FIGURE 76: CARTE DE LA POLOGNE DE 1920 ..... - 782 -
FIGURE 77: LA FAIM EN UNE DU BULLETIN POLNO-UKRAINIEN DU 6.08.1933 (N° 14) ..... - 812 -

TABLE DES MATIÈRES

NOTE SUR LES TRADUCTIONS DES TERMES EN LANGUES ÉTRANGÈRES ET LES RÉFÉRENCES ETHNO-NATIONALES 2

ABRÉVIATIONS 3

INTRODUCTION GÉNÉRALE 4

1. L'expertise : la connaissance « technique » au service d'États modernes 5

2. Les paradigmes originels de l'expertise sur l'Est et leur évolution globale 8

(1) L'émergence d'une science dédiée pour un objet nouveau ? La pratique de la « soviétologie » après 1917 9

(2) La connaissance de l'Est sous le prisme national : le paradigme de l'Ostforschung 14

3. Le poids du tracé mouvant des frontières allemandes et polonaises à l'Est 22

4. Passer d'une recherche centrée sur le magnétisme national-socialiste à une interrogation sur les parcours de l'expertise 29

5. Choisir des outils d'analyse du changement de paradigme de l'expertise de l'Est en Allemagne et en Pologne 33

(1) Une approche centrée sur les pratiques individuelles de l'expertise et leur temporalité 33

(2) Interpréter les sources de l'expertise comme bornes des paradigmes 35

(3) Analyser les cadres institutionnels du débat sur l'Est après 1945 37

(4) L'expertise de l'Est allemande et polonaise : émergence, formalisation et transformation entre 1918 et 1972 39

PARTIE I UNE EXPERTISE SUR L'EST ANCRÉE DANS LE RÉCIT NATIONAL (1918-1939) 43

CHAPITRE 1 L'EST COMME ESPACE D'ALTÉRITÉ, DE PROJECTION ET DU MYTHE DES ORIGINES DANS LES CULTURES POLITIQUES ALLEMANDES ET POLONAISES JUSQU'EN 1921 45

1. L'Est de l'Autre : l'Est comme Orient à l'altérité radicale 50

(1) L'Est européen jusqu'à l'invasion mongole du XIIIe siècle : une lecture de l'altérité dans la religion 51

(2) La renaissance de l'Est par la Moscovie : amalgame des questions orientales par les humanistes puis les romantiques (XIV-XVIIIe siècles) ou l'altérité culturelle 53

2. L'Est du mythe des origines : l'Est comme source de particularisme national 60

(1) Le mythe allemand des origines : les invasions barbares (*Völkerwanderung*) 62

(2) Le Sarmatisme polonais 64

3. L'Est de la mission nationale 66

(1) L'Est comme espace de projections : le « Drang nach Osten » pour les Allemands et ses avatars polonais 67

(2) La mission de protection de l'Europe face à l'Est (XVIe-XVIIe siècle) 69

(3) Le prométhéisme : une des réactions polonaises aux partitions du XVIIIe siècle 71
(4) L'Est comme théâtre des épopées nationales (XVIIIe-XIXe siècles) 74
4. Conclusion L'Est comme récit national allemand et polonais 77
CHAPITRE 2 OÙ S'ARRÊTE L'ALLEMAGNE ? OÙ EST LA POLOGNE ? LA QUESTION DE L'ANCRAGE D'UN PEUPLE DANS UN TERRITOIRE ET L'ÉMERGENCE D'UNE EXPERTISE ORIENTÉE À L'EST AU TOURNANT DU XXE SIÈCLE 80
1. L'Est comme objet de connaissance jusqu'en 1918 : les embryons d'expertise sur l'Est en Allemagne et en Pologne 82
(1) La fondation de noyaux d'expertise sur l'Europe de l'Est en Allemagne (1902-1914) : entre ancrage universitaire et main tendue au politique 83
(2) L'Est dans la « question polonaise » avant 1918 : entre fardeau culturel et potentiel de restauration de puissance 90
(3) Les opportunités de la guerre à l'Est : élargissement de l'espace de projection allemand à l'Est ? (du Polnischen Grenzstreifen à Brest-Litovsk, 1914-1918) 96
(4) La question ukrainienne : un cas concret de débats entre « experts » entre déni et instrumentalisation (1915-1917) 99
2. Le rideau se lève : les bouleversements à l'Est, entre Brest-Litovsk et Riga vues d'Allemagne et de Pologne et l'avènement des experts (1918-1921) 107
(1) L'Est polonais à Versailles : les propositions tous azimuts des experts polonais sur la « question polonaise » 108
(2) Le nouvel Est après 1917 : les premières réceptions dans l'expertise de la révolution bolchevique, dans les violences ethniques et politiques, internes et externes 120
3. Conclusion Un idéaltype de l'expertise forgée par les débats sur les objectifs de guerre et les négociations diplomatiques entre 1914 et 1921 127
CHAPITRE 3 L'EXPERTISE DE L'EST PERDU : RÉFLEXIONS RÉVISIONNISTES ALLEMANDES ET EFFORTS POLONAIS POUR LA STABILISATION À L'EST (1918-1939) 134
1. Les redéfinitions des relations à l'Est : le sol mouvant des relations interétatiques (1921-1939) 135
2. L'expertise allemande de l'Est comme outil du révisionnisme : la mobilisation des connaissances dans la société et les institutions étatiques pour changer la frontière orientale (1921-1939) 141
(1) D'une recherche sur le « sol allemand » à une « science de la défense des frontières de l'espace allemand » (1918-1933) 141
(2) La révision à l'Est comme élément du dialogue international : Georg Cleinow et la place de l'Est dans la Deutsche Hochschule für Politik (1920-1940) 145
(3) La mobilisation de sources directes allemandes de l'Est au service du révisionnisme par Georg Leibbrandt 149
(4) La connaissance sur l'Est au service d'une révision systématique par le IIIe Reich : Johannes Papritz et la Publikationstelle Dahlem (1931-1944/45) 150
(5) L'Ukraine et les Ukrainiens dans l'expertise allemande jusqu'en 1939 : dialogue constant mais subalterne 153
3. L'expertise polonaise de l'Est en succédané de politique à l'Est 158
(6) Des connaissances pour l'instauration d'un dialogue interne : le travail de Stanisław Paprocki à

l'Institut d'Études des questions nationales (minorités) (Instytut Badań Spraw Narodowościach, 1921-1939) 161
(7) L'Institut de l'Est : déplacement vers l'expertise de la politique prométhéenne polonaise ? 163
CHAPITRE 4 L'EXPERTISE DU NOUVEL EST BOLCHEVISÉ : LA *SOWJETFORSCHUNG* ET LA *SOVIETOLOGIA* (1918-1939)..... 174
1. Les efforts de compréhension de l'URSS : les experts comme traducteurs de l'altérité soviétique 174
(1) À l'avant-poste de l'étude de l'URSS : l'Institut scientifique d'étude de l'Europe de l'Est à Wilno (Instytut Naukowo-Badawcze Europy Wschodniej w Wilnie) 175
(2) L'Association allemande de l'étude de l'Est (DGO) : le passage d'une expertise de l'Est sous Otto Hoetzsch à une science de l'ennemi sous Werner Markert ? 179
2. L'anticommunisme comme expertise : une lecture de l'altérité de l'Est en écho aux conceptions antisémites 191
(1) La thématique juive à l'Est : entre absence et omniprésence ? Antisémitisme et fantasmes d'un espace sans juifs dans l'expertise sur l'Est. 191
La « juivologie » comme inspiration pour la soviétologie : le contexte intellectuel et méthodologique d'une science de l'altérité 191
L'étude des juifs à l'Est : l'exclusion des Juifs comme voie de rapprochement de l'Est ? 193
(2) L'expertise nazie de l'URSS : l'obsession juive 195
La définition du paradigme antisémite nazi de l'analyse de la révolution bolchevique 195
La soviétologie nazie : des attaques antisémites et des commentaires humiliants en lieu et place de connaissances 196
(3) L'anticommunisme polonais : le discours sur l'ennemi en marge de l'expertise..... 199
CONCLUSION FONCTIONS DE L'EST ET DE L'EXPERTISE DANS LES SOCIÉTÉS ALLEMANDES ET POLONAISES (1918-1939)... 201

PARTIE II L'EXPERTISE DE L'EST COMME SCIENCE DE L'ENNEMI FACE AUX RECONFIGURATIONS TERRITORIALES (1939-1956)..... 209

CHAPITRE 5 DES EXPERTISES ALLEMANDES HÉTÉRODOXES AU SERVICE DE LA PROJECTION À L'EST ENTRE 1939 ET 1945 .. 210
1. La connaissance de l'Est dans la planification du « plan général de l'Est » à l'opération « Barbarossa » et la « Solution finale » : une ressource méconnue dans la projection..... 212
(1) La question de la colonisation de l'Est : les discussions au sommet autour du « plan général de l'Est » et l'opération Barbarossa 215
(2) Les réticences des diplomates en URSS à l'opération Barbarossa 221
2. « Enfin… » L'euphorie coloniale chez les experts allemands de l'Est 222
(1) Un nouveau public « captif » pour l'expertise sur le front Est..... 222
(2) La mobilisation des Allemands de l'Est : le cas de Gotthold Rhode, une expertise entre coloration de la socialisation et adhésion au projet de colonisation 227
3. Au contact de l'Est : les experts à l'interface des populations des pays occupés à l'Est 234
(1) Les directives pour le traitement des populations à l'Est : du travail forcé à la coopération militaire 234
(2) Un expert SS à l'écoute : le parcours de Fritz Arlt, expert de l'Est au service de la colonisation allemande de l'Est 242
4. L'altérité juive et orientale chez les experts : interactions avortées et cloisonnement sélectif ?

251

(1) Une résistance conceptuelle partielle : le parcours d'Hildegard Schaeder de la Publikationsstelle (PuSte) à Ravensbrück 252

(2) L'appropriation de sources locales par l'Institut für deutsche Ostarbeit (IDO) pour la colonisation allemande et la « juivologie » nazie à l'Est (1940-1944) 262

CHAPITRE 6 REDÉFINITIONS POLONAISES : L'EXPERTISE POLONAISE FACE AUX VIOLENCES ALLEMANDES, SOVIÉTIQUES ET AUX CRISPATIONS NATIONALES POLONAISES (1939-1945) 271

1. La discussion en exil sur la défense de la frontière orientale polonaise 272

2. Les efforts de médiation d'Olgierd Górka entre le gouvernement en exil, les juifs et les Ukrainiens 274

3. Un diplomate sans État : la mission de sauvetage de Zabiełło en France (1940-1944) 287

(1) La crise de septembre et le départ vers la France 287

(2) L'organisation du travail d'assistance des Polonais en France 289

(3) Arrestation et déportation dans les camps nazis 293

CHAPITRE 7 EXPERTISE DE L'EST ET GUERRE FROIDE : LES RÉVISIONS CONCEPTUELLES EN ALLEMAGNE ET POLOGNE SOUS LE REGARD SOVIÉTIQUE (1945-1955) 295

1. La question de la reconnaissance de la frontière orientale polonaise de part et d'autre du rideau de fer : temporalité d'une acceptation imposée 298

(1) Mettre de l'huile dans les méninges : la révision pour la reconnaissance par l'Est (Jerzy Borejsza en 1944) 300

(2) Des « rêves d'une tête décapitée » à « l'enterrement d'un éléphant » : la révision pour la reconnaissance par l'Ouest (Mieroszewski en 1952) 307

2. Les échos des débats d'avant 1939 : affrontements archéologiques germano-polonais 314

(1) Les continuités et renouvellements dans les conceptions et les pratiques de l'expertise de l'Est .. 315

(2) Un dialogue de sourd interallemand sur la Pologne : l'argument de la violence nazie contre l'argument « légaliste » 318

CONCLUSION L'AVÈNEMENT DE LA SCIENCE DE L'ENNEMI ET LE CHANGEMENT DE STATUT DE L'EST ENTRE 1939 ET 1956 327

PARTIE III SE DÉTACHER DE LA SCIENCE DE L'ENNEMI : LA LENTE ÉVOLUTION DE PARADIGME SUR L'EST DE LA NOUVELLE EXPERTISE (1945-1972) 338

CHAPITRE 8 L'EXPERTISE DE L'EST APRÈS 1945 : DES NOUVELLES BASES POUR DES NOUVEAUX RÉGIMES ? (1945-1955) 339

1. De l'Europa Archiv à la DGAP : la priorité à l'intégration occidentale par la rééducation politique (1946-1955) 340

(1) L'impulsion de Wilhelm Cornides 340

(2) Une revue à but de rééducation politique 344

(3) Le traitement de l'Est dans l'Europa Archiv : le poids des experts établis 346

(4) Les efforts de pérennisation de l'expertise par l'institutionnalisation : la longue genèse de la DGAP 348

2. Le DIZ : la distanciation du passé NS comme mission existentielle ? 353

3. Le PISM : tentatives de redéfinition du discours sur les relations au nouveau voisinage à l'Est et

à l'Ouest 357

(1) Hésitations sur la mission du nouvel institut : quelle recherche possible sur les relations extérieures dans une jeune « démocratie populaire » ? ... 358

(2) Émergence de la priorité de la question allemande : concentration sur l'ennemi occidental ... 359

(3) Un institut au personnel hétérogène entre héritages d'avant-guerre et stalinisation : l'exemple du département de recherche sur l'histoire des relations internationales ? ... 362

(4) Premières réflexions « à chaud » sur la guerre (Zabiełło) ... 369

4. Conclusion Une volonté de renouvellement face aux inerties de l'expertise ... 373

CHAPITRE 9 VERS UN SOLDE DES COMPTES HISTORIQUES ? (1956-1967) ... 377

1. Après les difficultés de contact avec une URSS refermée, l'amorce du dialogue historiographique ? (1956-1967) ... 378

2. Le DIZ : une expertise au service de la reconnaissance de la RDA ... 381

3. Discussions détournées au PISM sur la frontière orientale polonaise, à l'ombre de la frontière occidentale (1958-1966) ... 387

(1) La dynamique des études allemandes au PISM ... 389

(2) La recherche historique au PISM ... 391

Le débat de 1959 : de l'Allemagne à l'URSS ... 393

Les travaux de Zabiełło sur les changements de régime et de frontière (1958-1964) ... 397

4. La difficulté d'intégrer les changements historiques dans le traitement de l'Est européen à la DGAP (1955-1966) ... 406

(1) Les experts de l'Est au FI DGAP (1955-1964) ... 406

(2) L'établissement d'un groupe d'étude sur l'Est à la DGAP (1964-65) ... 412

Préparation du plan de travail et de la composition du groupe d'étude de l'Est de la DGAP ... 412

L'arrivée d'un expert de l'Est à la DGAP : Eberhard Schulz ... 425

5. Les premières séances du groupe d'étude sur l'Est : un dialogue rigide entre E. Schulz et Kurt Birrenbach (1965-1966) ... 429

6. Conclusion Vers un nouveau paradigme des références historiques du discours sur l'Est ... 439

CHAPITRE 10 EMBOÎTEMENT ET COMPARTIMENTATION DES DIALOGUES NATIONAUX, INTRA-BLOCS ET INTER-BLOCS SUR LA SÉCURITÉ COLLECTIVE (1956-1972) ... 440

1. Les relations bilatérales du DIZ et du PISM au sein du bloc Est ... 442

(1) L'ouverture réticente du DIZ aux questions internationales ... 442

(2) Évolution du regard sur l'URSS et avènement de la question de la sécurité européenne au PISM ... 447

Un regard sur l'URSS centré sur la dimension économique ... 449

Prise contact du PISM avec l'URSS (1958-1962) ... 452

2. L'élargissement à l'Ouest du dialogue interne au bloc Est sur la sécurité européenne ... 461

3. L'Ostpolitik et l'émergence d'un dialogue Est-Ouest sur la sécurité commune comme moteur du renouveau de l'expertise ? ... 468

(1) La relance des contacts à l'Est de la DGAP après 1965 ... 468

(2) L'accompagnement de la nouvelle Ostpolitik par le groupe d'étude de la DGAP (1967-1970) ... 475

(3) Le chemin de traverse d'Eberhard Schulz ... 478

4. Conclusion Une expertise comme soutien au dialogue international 484

CONCLUSION GÉNÉRALE 486

Typologie comparée des invariants des imaginaires de l'Est allemands et polonais 490

Les cinq paradigmes de l'expertise de l'Est de 1918 à 1972 et leurs caractérisations 493

SOURCES PRIMAIRES 508

1. Archives 509

a. Dossiers d'archive classés par fonds 510

(1) Dossiers personnels des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN) 510

(2) Archives de la II^e^ République polonaise des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN) 510

(3) Archives de la Pologne populaire des Archives des Actes nouveaux à Varsovie (AAN) 513

(4) Archives de la politique chrétienne-démocrate à Bonn (ACDP) 516

(5) Archives de l'Académie des sciences polonaise à Varsovie (APAN) 516

(6) Archives de l'Académie des sciences russe à Moscou (APAH) 517

(7) Archives de la démocratie sociale de la fondation F. Ebert à Bonn (ASD) 519

(8) Archives fédérales de Coblence (BArch) 520

(9) Archives fédérales de Berlin Lichterfelde (BArch) 522

(10) Archives politiques du Ministère des affaires étrangères allemand à Berlin (PA-AA) 523

(11) Archives étatiques militaires russes à Moscou (RGVA) 524

b. Archives en ligne 524

2. Entretiens réalisés par l'auteure 525

BIBLIOGRAPHIE 526

1. Sources publiées 526

(1) Ouvrages et articles des experts 526

(2) Mémoires 531

(3) Revues 533

2. Généralités 533

(1) Histoire allemande, polonaise et d'Europe de l'Est 533

(2) Histoire culturelle, imaginaires collectifs de l'Est, altérité, lieux de mémoire de l'Est, violence 539

3. Expertise 543

(1) Expertise et historiographie 543

(2) Expertise de l'Est 545

(3) Biographies d'experts de l'Est 548

ANNEXES ..... - 551 -

ANNEXE 1 : ESPACE-TEMPS DE L'EXPERTISE DE L'EST : SYNTHÈSE VISUELLE DES ÉVOLUTIONS TERRITORIALES DE L'ALLEMAGNE, DE LA POLOGNE ET DE LEUR VOISINAGE ORIENTAL ..... - 554 -

ANNEXE 2 : PARCOURS BIOGRAPHIQUES DES EXPERTS : VISUALISATION ET DYNAMIQUES COLLECTIVES ..... - 563 -

Stabilité professionnelle ..... - 566 -

Branche d'activité ..... - 566 -

Déplacements ..... - 566 -
Les éléments non représentés ..... - 567 -
1. La violence dans l'expérience personnelle des experts ..... - 569 -
Expérience individuelle de la violence ..... - 570 -
2. Une prosopographie visuelle des experts allemands et polonais de l'Est : pour une visualisation de la mobilité géographique et conceptuelle ..... - 571 -
3. Les profils collectifs des experts de l'Est ..... - 574 -
(1) Comparaison transnationale des parcours : génération, mobilité, carrière professionnelle ..... - 574 -
(2) La rupture de la guerre dans les parcours des experts ..... - 578 -
(3) Le dialogue sur la politique orientale en RFA ..... - 582 -
Les membres du groupe d'étude de l'Est de la DGAP ..... - 582 -
Les membres allemands du groupe de dialogue entre l'IMEMO et la DGAP ..... - 584 -
ANNEXE 3 : PROFILS DES EXPERTS : FICHES SYNTHÉTIQUES INDIVIDUELLES 589
ARLT, Fritz (1912-2004) ..... - 592 -
BĄCZOWSKI, Włodzimierz (1905-2000) ..... - 595 -
BALKEN, Richard (1914-1995) (SGII) ..... - 598 -
BAZYLOW, Ludwik (1915-1985) ..... - 599 -
BECKER, Walther (1874-1973) (SGII) ..... - 601 -
BIERZANEK, Remigiusz (1912-1993) ..... - 602 -
BIRRENBACH, Kurt (1907-1987) (SGII) ..... - 605 -
BOREJSZA, Jerzy (1905-1952) ..... - 607 -
CARSTENS, Karl (1914-1992) (IMEMO) ..... - 609 -
CLEINOW, Georg (1873-1936) ..... - 610 -
CORNIDES, Wihlem (1920-1966) ..... - 612 -
DIENSTMANN, Carl (1885-1962) (Diplomate) ..... - 614 -
DÖNHOFF, Marion Gräfin (1909-2002) (IMEMO) ..... - 615 -
DOERNBERG, Stefan (1924-2010) ..... - 616 -
EHRENKREUTZ, Stefan (1880-1945) ..... - 619 -
GASTEYGER, Curt (*1929) ..... - 620 -
GLASS, Henryk (1896-1984) ..... - 621 -
GÓRKA, Olgierd (1887-1955) ..... - 623 -
GOGUEL, Rudi (1908-1976) ..... - 626 -
GROSFELD, Leon (1911-1987) ..... - 629 -
HANDELSMAN, Marceli (1882-1945) ..... - 631 -
HOETZSCH, Otto (1876-1946) ..... - 633 -
JACOBSEN, Hans-Adolf (1925-2016)) ..... - 636 -
KEWENIG, Wilhelm (1934-1993) ..... - 640 -
KLOTEN, Norbert (1926-2006) (IMEMO) ..... - 642 -
KIELMANSEGG, Johann Adolf Graf von (1906-2006) ..... - 643 -
KRUCZKOWSKI, Adam (1930-1969) ..... - 644 -
MARKERT, Werner (1905-1965) ..... - 649 -
MATTICK, Kurt (1908-1986) (IMEMO) ..... - 651 -

MEISSNER, Boris (1915-2003) ..... - 652 -
MIEROSZEWSKI, Juliusz (1906-1976) ..... - 655 -
MOMMER, Karl (1910-1990) (SGII, IMEMO) ..... - 657 -
PAPRITZ, Johannes (1898-1992) ..... - 658 -
PAPROCKI, Stanisław (1895-1976) ..... - 660 -
RITTER, Klaus (1918-2015) (IMEMO) ..... - 662 -
ROTFELD, Adam Daniel (*1938) ..... - 666 -
ROTHFELS, Hans (1891-1976) ..... - 669 -
SCHAEDER, Hildegard (1902-1985) ..... - 671 -
SCHEUNER, Ulrich (1903-1981) ..... - 674 -
SCHMIDT, Axel (1870-1940) ..... - 676 -
SCHULZ, Eberhard (*1926) ..... - 678 -
SMAL-STOCKI, Roman (1893-1969) ..... - 681 -
SROKOWSKI, Konstanty (1878-1935) ..... - 683 -
STABREIT, Immo (*1933) (IMEMO) ..... - 685 -
SUKIENNICKI, Wiktor (1901-1983) ..... - 686 -
TWARDOWSKI, Fritz von (1890-1970) (Diplomate) ..... - 692 -
WAGNER, Wolfgang (1925-2005) ..... - 693 -
WAKAR, Włodzimierz (1885-1933) ..... - 695 -
WALTHER, Gebhardt von (1902-1982) (Diplomate) ..... - 696 -
ZABIEŁŁO, Stanisław (1902-1970) ..... - 699 -
ZECHLIN, Erich (1883-1954) (Diplomate) ..... - 702 -
ANNEXE 4 : LES CINQ PARADIGMES DE L'EXPERTISE (TABLEAUX RÉCAPITULATIFS) ..... - 704 -
ANNEXE 5 : SÉLECTION DE CONTRIBUTIONS PEU ACCESSIBLES DES EXPERTS DE L'EST (1917-1956) ..... - 706 -
1. Textes accompagnant la Partie I (1917-1939) ..... *- 707 -*
(1) Władisław Studnicki Die polnische Ostmarkenfrage: Denkschrift für deutsche Staatsmänner (1917, version originale) ..... - 707 -
(2) Eugeniusz Romer: Poland: The Land and the State (1er juillet 1917) ..... - 713 -
(3) Leon Wasilewski : La paix avec l'Ukraine (1917) ..... - 715 -
(4) Werner Markert sur l'étude de l'Est (1939-1943) ..... - 718 -
(5) Peter-Heinz Seraphim sur l'antisémistisme en Europe de l'Est (1939) ..... - 724 -
2. Textes accompagnant la partie II (1939-1956) ..... *- 727 -*
(1) Les canons de l'expertise de l'Est allemandes ou les efforts de vulgarisation par G. Rhode ..... - 727 -
(2) Traces de la guerre : textes conservés à la Bibliothèque nationale de Varsovie, produits par le IIIe Reich - 730 -
Texte de Fritz Arlt : Vue d'ensemble sur les rapports démographiques dans le Gouvernement général (Übersicht über die Bevölkerungsverhältnisse in Generalgouvernement, 1940) ..... - 730 -
Les « contributions à l'histoire de l'Ukraïne au 7e Congrès International des Sciences Historiques » dirigées par Miron Korduba (1933) ..... - 738 -
(3) 1940-1944 : Les appels d'Olgierd Górka au dialogue avec l'Est durant la guerre ..... - 740 -
« Mémoire sur la situation actuelle de la question ukrainienne » (4.01.1940, versions orignale et traduite) ..... - 740 -

« Analyse : « Les quatre derniers mois dans la politique soviético-polono-ukrainienne. Remarques et résultats (14.11.1940) » ..... - 746 -
Version originale polonaise : Ostatnie cztery miesiace w polityce sowiecko-polsko-ukrainiskiej ..... - 751 -
(4) Les redéfinitions furtives polonaises du rapport à l'Est en Pologne et en exil (1944, 1952) ..... - 757 -
La frontière orientale polonaise par J. Borejsza (versions originale et traduite) ..... - 757 -
Lettre du père Majewski sur la reconnaissance des Ukrainiens et des Lituaniens (1952, versions originales et traduites) ..... - 762 -
ANNEXE 6 : TROIS ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES SUR LES AGENTS AUXILIAIRES DE L'EXPERTISE : LES GÉO-POLITOLOGUES (1890-1939), LES DIPLOMATES (1918-1939) ET LES ASSOCIATIONS D'AMITIÉ BILATÉRALE (1945-1956) ..... - 765 -
1. La relecture experte des mythes sur l'Est par la géopolitique ..... - 767 -
(1) L'expertise de l'espace de Friedrich Ratzel (1844-1904) à Eugeniusz Romer (1890-1918) ou la coloration scientifique de la conception de l'ancrage national dans le territoire par la géopolitique ..... - 767 -
(2) La relecture des mythes d'origines au prisme « racial » ..... - 773 -
(3) Des bases conceptuelles communes pour une évolution contrastée ? Les théories géopolitiques de la frontière orientale chez K. Haushofer et E. Romer (1921-1939) ..... - 779 -
2. L'État comme expert : les nouvelles diplomaties allemandes et polonaise et leurs sources d'analyse de l'Europe de l'Est ..... - 784 -
(1) L'Est vu de Weimar puis du IIIe Reich ..... - 785 -
(2) L'Est vu de la IIe République polonaise : entre familiarité de la société d'Europe de l'Est et incertitudes face au nouveau régime politique ..... - 792 -
(3) Le traitement de la famine soviétique de 1932-33 : La politique de collectivisation comme contexte de la famine soviétique de 1932-1933 : Le regard des diplomates allemands et polonais sur la famine soviétique - 804 -
3. La déconstruction de l'image du sous-homme de l'Est dans l'immédiat après-guerre par la connaissance sur la culture russe dans les sociétés allemandes et polonaise (1945-1956) ..... - 815 -
(1) Dans la foulée de l'Armée rouge : la nouvelle amitié germano-soviétique ou la culture comme voie de sortie de la propagande NS ? ..... - 815 -
(2) La nouvelle Pologne : la critique de l'antisémitisme (allemand) et la nouvelle amitié polono-soviétique - 819 -
(3) « La Russie et nous » ou la question de « l'Ostkunde » (l'étude de l'Est) au service de la « Westbindung » (l'ancrage à l'Ouest) ..... - 823 -
ANNEXE 7 : ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE INSTITUTIONNELLE DU PISM (1951-1972) ..... - 826 -
(1) Direction du PISM ..... - 826 -
(2) Répartition du nombre d'employés par secteurs de recherche ..... - 826 -
Vue d'ensemble (1951-1972) ..... - 827 -
1951-1959 : priorité à l'histoire ..... - 828 -
1960-1964 : diversification des domaines de recherche et internationalisation ..... - 829 -
1968-1972 : priorité à la question de la sécurité européenne ..... - 830 -
(3) Détail de la structure institutionnelle du PISM par année ..... - 831 -
ANNEXE 8 : CHRONOLOGIE ET LISTES DE PARTICIPATION AU GROUPE D'ÉTUDE DE L'EST DE LA DGAP ..... - 839 -
(1) Chronologie du groupe d'étude de l'Est de la DGAP ..... - 839 -

(2) Plan de travail proposé à W. Cornides le 16/11/1965, pièce jointe d'une lettre, 20 p. ..... - 839 -

(3) Participation des membres du groupe d'étude de l'Est de la DGAP (1966-1970) ..... - 845 -

ANNEXE 9 : SÉLECTION D'ARTICLES PARUS DANS *EUROPA ARCHIV* (1947-1972) SUR L'EUROPE DE L'EST..... - 849 -

INDEX ..... - 855 -

FIGURES ..... - 861 -

TABLE DES MATIÈRES ..... - 864 -